

BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes)



TOME X



Année 1903

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t)

Armand COLIN et C^{ie}, éditeurs

5, rue de Mézières (6^e arr^t)

ÉTAT

AU 1^{ER} JANVIER 1903

DES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT

ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1903,

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES, SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT. (1)

I. — CONVENTIONS RELATIVES AU TRAVAIL.

Contrat d'apprentissage.

Apprentissage. — Article 4 du *Projet de loi* sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée, présenté à la Chambre des députés, par le Ministre de l'Intérieur, le 21 octobre 1902 (doc. parl. n° 361; *J. O.*, p. 124).

Contrat de travail.

Contrat de travail. — Renvoi. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer une juste réparation aux salariés qui sont congédiés à raison d'une délégation à eux confiée par leurs camarades de travail, présentée par M. Mirman, député, le 16 juin 1902 (doc. parl. n° 66; *J. O.*, p. 530). — Rapport sommaire Louis Martin, déposé le 7 novembre 1902 (doc. parl. n° 428; *J. O.*, p. 215).

Salaires.

Paiement des salaires. — *Proposition de loi* sur les règlements d'atelier, présentée par M. Ferroul, député, le 29 mai 1890 (doc. parl. n° 591). — Rapport sommaire Saint-Romme, le 6 juillet 1892 (doc. parl. n° 2262; *J. O.*, p. 1537). — Séances des 4 et 5 novembre 1892 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption. — Transmission au Sénat le 10 novembre 1892 (doc. parl. n° 15; *J. O.*, p. 501). — Rapport Maxime Lecomte, déposé le 20 juillet 1893 (doc. parl. n° 304). — Rapport supplémentaire Maxime Lecomte, le 17 mars 1894 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 106). — Séance du 24 avril 1894 : adoption avec modifications. — Retour à la Chambre le 20 juin 1898; nouvel intitulé : *Proposition de loi* sur le paiement des salaires des ouvriers (doc. parl. n° 72; *J. O.*, p. 1169). — Rapport Dubief, déposé le 22 novembre 1898 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 312). — Séances des 6 et 8 décembre 1898 : discussion et adoption avec modifications. — Retour au Sénat le 13 décembre 1898 (doc. parl. n° 353; *J. O.*, p. 603). — Rapport Maxime Lecomte, déposé le 24 décembre 1901 (doc. parl. n° 484; *J. O.*, p. 572). — Séances des 17 janvier, 6 février, 6 novembre, 6 décembre 1902; 1^{re} délibération; renvois successifs à une séance ultérieure.

Saisie-arrêt des salaires. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basly, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; *J. O.*, p. 157).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; *J. O.*, p. 282).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; *J. O.*, p. 1).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; *J. O.*, p. 875). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898.

Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 218; *J. O.*, p. 457). — Rapport Chovet, 19 novembre 1901 (doc. parl. n° 411; *J. O.*, p. 391). — Séances des 6, 18, 20, 25 novembre 1902 : Première délibération. — Renvoi à la commission d'un contre-projet Savary.

(1) Dans cet état on a employé la classification adoptée par la commission de codification des lois ouvrières, instituée auprès du ministère du Commerce pour préparer un projet de code ouvrier.

Droit de la femme mariée sur son salaire. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 801; *J. O.*, p. 1133). — Rapp. som. T. Goujon, 20 déc. 1894 (doc. parl. n° 1094; *J. O.*, p. 2233).

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la femme contre certains abus de la puissance maritale, présentée par MM. L. Jourdan, etc., députés, le 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 803; *J. O.*, p. 1135).

Commission spéc. nommée le 14 février 1895. — Rapp. Goirand, le 14 nov. 1895 (doc. parl. n° 1609; *J. O.*, p. 1472). — Urgence déclarée, discuss. et adop. le 27 février 1896 (*J. O.*, Chambre p. 313). — Transmission au Sénat, le 2 mars 1896 (doc. parl. n° 47; *J. O.*, p. 117).

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi* ayant pour but d'appliquer à tous les salariés de l'industrie minière la participation aux bénéfices, présentée par M. Ernest Roche, député, le 18 novembre 1902.

Placement.

Placement des employés et ouvriers. — *Proposition de loi* relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, présentée par M. Coutant, député, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 328; *J. O.*, p. 158). — Rapport Georges Berry, déposé le 15 décembre 1899 (doc. parl. n° 1289; *J. O.*, p. 348). — Séances des 15, 22 et 29 novembre 1900 : discussion et adoption. — Transmission au Sénat, le 30 novembre 1900 (doc. parl. n° 383; *J. O.*, p. 776). — Rapport Expert-Bezançon, déposé le 22 novembre 1901 (doc. parl. n° 419; *J. O.*, p. 411). — Rapport supplémentaire Prevet, le 10 décembre 1901 (doc. parl. n° 443; *J. O.*, p. 439). — Séances des 28 et 30 janvier 1902 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption avec modifications. — Retour à la Chambre, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 47; *J. O.*, p. 496).

II. — REGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Femmes et enfants.

Durée du travail. — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, l'article 3 de la loi des 2 et 3 novembre 1892 et les articles 1 et 2 de la loi du 30 mars 1900. [Travail des adultes, des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.] présentée par M. Suchetet, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 7 rectifié; *J. O.*, p. 773). Rapport sommaire Morel, le 20 octobre 1902 (doc. parl. n° 350; *J. O.*, p. 116). — Prise en considération, le 21 novembre 1902.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 mars 1900 sur le travail des adultes, des femmes et des enfants, dans les établissements industriels, manufactures, usines, ateliers, chantiers, présentée par M. Rudelle, député, le 26 juin 1902 (doc. parl. n° 152; *J. O.*, p. 660). — Rapport sommaire Congy, le 3 juillet 1902 (doc. parl. n° 202; *J. O.*, p. 716).

Protection des femmes. — *Proposition de loi* sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; *J. O.*, p. 449). — Rapport sommaire Combes, le 9 mars 1900 (doc. parl. n° 52; *J. O.*, p. 51). — Prise en considération le 15 mars 1900. — Rapport Strauss, déposé le 17 janvier 1902 (doc. parl. n° 4; *J. O.*, p. 2).

Hommes adultes.

Réglementation en général. — *Proposition de loi* relative à la réglementation du travail des adultes dans les établissements industriels, présentée par M. Dron, député, le 11 juillet 1902 (doc. parl. n° 296; *J. O.*, p. 777). — Rapport sommaire Morel, le 23 octobre 1902 (doc. parl. n° 365; *J. O.*, p. 132).

Durée du travail. — *Proposition de loi* portant modification de l'article 1^{er} paragraphe 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848, relative aux heures de travail dans les mines et les manufactures, présentée par M. Millerand, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 324; *J. O.*, p. 80).

Voir à *Travail des femmes et des enfants*, les propositions Suchetet et Rudelle.

Durée du travail dans les mines. — *Proposition de loi* tendant à limiter à huit heures

au maximum la journée de travail dans les mines, présentée par M. Basly, député, le 29 mars 1900 (doc. parl. n° 1564; *J. O.*, p. 780). — Rapport Odilon-Barrot, déposé le 12 décembre 1901 (doc. parl. n° 2827 et annexe; *J. O.*, p. 209). — Séances des 29 janvier et 5 février 1902 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption. — Transmission au Sénat le 6 février 1902 (doc. parl. n° 39; *J. O.*, p. 82).

Proposition de loi relative à la durée de la journée de travail dans les mines et ayant pour objet de prévenir la grève des mineurs par l'association du capital et du travail, présentée par M. Darbot, sénateur, le 20 février 1902 (doc. parl. n° 67; *J. O.*, p. 113). — Rapport sommaire Gomot, le 17 mars 1902 (doc. parl. n° 164; *J. O.*, p. 367). — Séance du 12 juin 1902 : prise en considération. — Séance du 17 juin 1902 : renvoi à la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, relative à la durée du travail dans les mines.

Repos hebdomadaire. — *Proposition de loi tendant à établir le repos hebdomadaire en faveur des employés de commerce et de magasin*, présentée par M. Zévaès, député, le 6 avril 1900 (doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. 798). — Rapport Georges Berry, déposé le 16 janvier 1902 (doc. parl. n° 2881; *J. O.*, p. 20). — Séance du 27 mars 1902 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption. — Transmission au Sénat, le 28 mars 1902 (doc. parl. n° 233; *J. O.*, p. 409).

Réglementation du travail des agents des trains. — *Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries*, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; *J. O.*, p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; *J. O.*, p. 1627).

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, Ministre des travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; *J. O.*, p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; *J. O.*, p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Nouvel intitulé : *Proposition de loi relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français.*

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; *J. O.*, p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897.

Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897 (doc. parl. n° 79; *J. O.*, p. 757). — Rapp. Jules Godin, 25 février 1901 (doc. parl. n° 85; *J. O.*, p. 190). — Déclaration d'urgence et discussion, les 30 et 31 mai, 4, 6 et 7 juin 1901. — Adoption avec modifications.

Retour à la Chambre, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2412; *J. O.*, p. 507). — Rapp. Rose, déposé le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 2557; *J. O.*, p. 750). — 1^{re} séance du 14 novembre 1901 : dépôt, par M. Rose, d'un rapp. suppl. (doc. parl. n° 2750; *J. O.*, p. 79). — 2^e séance du 14 novembre 1901 : déclaration de l'urgence; discussion; dépôt, par M. Berteaux, d'un contre-projet; adoption de ce contre-projet et d'un projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues.

Retour au Sénat, le 15 novembre 1901 (doc. parl. n° 409; *J. O.*, p. 390). — Rapport Jules Godin, déposé le 11 mars 1902 (doc. parl. n° 123; *J. O.*, p. 187).

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations des chemins de fer (travail et retraites des agents des services des trains), présentée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 357; *J. O.*, p. 740).

Étrangers.

Protection du travail national. — *Proposition de loi sur la protection du travail national* présentée par M. Émile Chauvin, député, le 16 juin 1902 (doc. parl. n° 71; J. O., p. 538). — Séance du 1^{er} décembre 1902 : déclaration de l'urgence; renvoi à la commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet de protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère, déposée par M. Grosjean, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 312; J. O., p. 61). — Rapport sommaire Dubuisson, le 17 novembre 1902 (doc. parl. n° 448; J. O. p. 282).

Proposition de loi relative aux salaires des ouvriers étrangers, présentée par M. Jules Coutant, député, le 1^{er} décembre 1902 (doc. parl. n° 529; J. O., p. 428). — Déclaration de l'urgence; renvoi à la commission du travail.

Hygiène et sécurité des travailleurs.

Projet de loi portant modification de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, présenté par le Ministre du Commerce, le 16 janvier 1902 (doc. parl. n° 2875; J. O., p. 11). — Rapport Groussier, le 29 janvier 1902 (doc. parl. n° 2931; J. O., p. 102). — Séance du 6 février : déclaration de l'urgence, **discussion**; adoption. — Transmission au Sénat, le 13 février 1902 (doc. parl. n° 50; J. O., p. 98). — Rapport Strauss, le 3 mars 1902 (doc. parl. n° 101; J. O., p. 147).

Projet de loi sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment, présenté par le Ministre du Commerce, le 30 octobre 1902 (doc. parl. n° 401; J. O., p. 201). — Rapport J.-L. Breton, déposé le 28 novembre 1902 (doc. parl. n° 515; J. O., p. 409).

Inspection du travail.

Délégués mineurs. — *Proposition de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*, présentée par M. Basly, député, le 21 mars 1899 (doc. parl. n° 836; J. O., p. 940). — Rapport Rose, le 22 février 1900 (doc. parl. n° 1453; J. O., p. 559). — Rapport supplémentaire Rose, le 20 juin 1901 (doc. parl. n° 2454; J. O., p. 615). — Séance du 5 juillet 1901 : adoption. — Transmission au Sénat, le 5 juillet 1901 (doc. parl. n° 385; J. O., p. 368).

Voir proposition Basly à *Retraites des mineurs*, page 1X.

III. — GROUPEMENTS PROFESSIONNELS.

Coalitions et grèves.

Proposition de loi interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des Compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; J. O., p. 247). — Rapport sommaire Marquis, le 21 janvier 1895 (doc. parl. n° 7; J. O., p. 3). — Prise en considération, le 8 février 1895. — Rapport Demôle, le 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; J. O., p. 339). — Séances des 3 et 4 février 1896 : première délibération. — Séance du 14 février 1896 : deuxième délibération; adoption. — Transmission à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; J. O., p. 1170). — Nouvel intitulé : *Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal*. — Nouvelle transmission à la Chambre, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 36; J. O., p. 492).

Amnistie. — *Proposition de loi sur l'amnistie*, présentée par M. Paul Constans, député, le 1^{er} juillet 1902 (doc. parl. n° 184; J. O., p. 703). — Prise en considération, le 7 novembre 1902.

Proposition de loi d'amnistie pour faits de grève, présentée par M. Laisies, député, le 21 novembre 1902. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 480; J. O., p. 330).

Rapport Lamendin, le 3 décembre 1902 (doc. parl. n° 566; — Séance du 5 décembre 1902 : Discussion et adoption. — Transmission au Sénat, le 6 décembre 1902 (doc. parl. n° 385.

Syndicats.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; *J. O.*, p. 533).

Rapp. Béranger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; *J. O.*, p. 188).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p. 173).

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Lemire, député, le 3 juillet 1902.

Proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés le bénéfice de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Dejeante, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 313; *J. O.*, p. 62).

Proposition de loi portant modification de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Millerand, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 322; *J. O.*, p. 74).

Palais du travail. — *Projet de loi* portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 300,000 fr. en vue d'accorder une subvention pour achèvement du Palais du Travail, place Duplex, et pour aménagement de locaux destinés aux associations ouvrières coopératives et syndicales, présenté par le Ministre du Commerce, le 7 juillet 1902 (doc. parl. n° 265; *J. O.*, p. 763).

IV. — REPRESENTATION ET JURIDICTION PROFESSIONNELLES.

Conseils de prud'hommes.

Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 324; *J. O.*, p. 230).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Dutreix, 9 mai 1899 (doc. parl. n° 931; *J. O.*, p. 1563). — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption : 11, 12 et 14 février 1901. — Transmission au Sénat, 25 février 1901 (doc. parl. n° 88; *J. O.*, p. 196).

Rapport Savary, déposé le 4 décembre 1902 (doc. parl. n° 372).

Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, présentée par M. Dutreix, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl. n° 356; *J. O.*, p. 280).

Proposition de loi ayant pour objet de faire rentrer les employés de commerce dans le droit commun, au point de vue de la juridiction, par l'abrogation du 1° du Code de commerce, présentée le 19 juin 1902, par M. Cordelet, sénateur (doc. parl. n° 272; *J. O.*, p. 435). — Renvoi à la commission relative aux conseils de prud'hommes.

Conseils de conciliation et d'arbitrage.

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien, sénateur, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 174; *J. O.*, p. 411). — Rapp. somm. Magnien, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 195; *J. O.*, p. 424). — Prise en considération, le 3 juillet 1899.

Proposition de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail présentée par M. Millerand, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 323; *J. O.*, p. 75).

Conseils du travail.

Proposition de loi relative à l'institution des conseils consultatifs du travail, présentée par M. Béranger, sénateur, le 29 mars 1901 (doc. parl. n° 198; *J. O.*, p. 269). — Rapport sommaire Gomot, le 4 juin 1901 (doc. parl. n° 224; *J. O.*, p. 281). — Prise en considération le 18 juin 1901. — Rapport Francis Charmes, déposé le 19 décembre 1901 (doc. parl. n° 462; *J. O.*, p. 452). — Séances des 6,

7, 11 et 13 novembre 1902 : première délibération; adoption. — Séance du 5 décembre 1902 : adoption en deuxième délibération.

V. — ASSURANCES OUVRIÈRES.

Accidents du travail.

Proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée par M. Mirman, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 9; J. O., p. 454). — Rapport sommaire Dubuisson, le 30 juin 1902 (doc. parl. n° 160; J. O., p. 683).

Proposition de loi ayant pour objet l'ouverture d'un crédit de 100,000 francs destiné à payer les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 aux employés et ouvriers salariés de l'État, victimes d'accidents du travail survenus depuis le 1^{er} juin 1899 et n'ayant pas bénéficié de la loi sur les pensions civiles du 9 juin 1853, présentée par M. Mirman, député, le 30 octobre 1902 (doc. parl. n° 407; J. O., p. 265).

Proposition de loi interprétative de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en ce qui concerne les salariés de l'État, présentée par M. Mirman, député, le 1^{er} décembre 1902 (doc. parl. n° 537; J. O., p. 433).

Vielliesse et invalidité. — Maladie. — Décès.

Proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; J. O., p. 355). — Rapport sommaire Gustave Denis, le 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; J. O., p. 402). — Prise en considération le 17 juin 1897. — Rapport Félix Martin, le 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; J. O., p. 74). — Séance du 24 février 1898 : première délibération.

Proposition de loi portant création d'une caisse nationale de retraites ouvrières, présentée par MM. Millerand et Guieysse, députés, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 321; J. O., p. 71).

Proposition de loi tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse, présentée par M. Lemire, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 17; J. O., p. 478). — Rapport sommaire Émile Rey, le 26 juin 1902 (doc. parl. n° 151; J. O., p. 660).

Proposition de loi ayant pour objet d'assurer contre l'indigence les vieillards infirmes et incurables indigents, par l'institution d'une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière encore à créer, présentée par M. Vaillant, député, le 3 juillet 1902 (doc. parl. n° 287; J. O., p. 711). — Rapport sommaire Congy, le 10 juillet 1902 (doc. parl. n° 274; J. O., p. 767).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser un service public et un budget spécial de solidarité, sociale, présentée par M. Mirman, député, le 28 novembre 1902 (doc. parl. n° 510; J. O., p. 406).

Proposition de loi ayant pour but 1° la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès, au profit de tout Français de l'un ou l'autre sexe; 2° l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables par la participation de la commune, du département et de l'État, présentée par M. Jules Coutant, député, le 18 novembre 1902 (doc. parl. n° 457; J. O., p. 289).

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, présentée par M. Achille Adam, député, le 6 décembre 1902.

Assurances sur la vie. — Rentes viagères. — *Proposition de loi* ayant pour objet de prescrire certaines mesures conservatoires pour la sécurité des engagements à lointaine échéance contractés par les sociétés d'assurances sur la vie, de rentes viagères, de capitalisation et d'épargne, présentée par M. Mirman, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 10; J. O., p. 458).

Proposition de loi sur le contrôle et la surveillance par l'État des sociétés d'assurances et de rentes viagères, présentée le 10 juin 1902, par M. Ferrette, député (doc. parl. n° 14; J. O., p. 476).

Proposition de loi tendant à modifier la loi de 1867 sur les sociétés,

Rapport sommaire Dubuisson, le 30 juin 1902, (doc. parl. n° 158; J. O., p. 682). — Rapport Mirman, le 2 décembre 1902 (doc. parl. n° 222; J. O., p. 746).

présentée par MM. Geillé et Coache, députés, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 520).

Proposition de loi relative à la réforme de la législation en matière d'assurance, présentée par M. Chastenet, député, le 17 juin 1902 (doc. parl. n° 82, *J. O.*, p. 543).

Proposition de loi relative aux sociétés d'assurances sur la vie, présentée par M. Guieysse, député, le 19 juin 1902 (doc. parl. n° 94; *J. O.*, p. 575).

Proposition de loi portant modification de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, présentée par M. Guieysse, député, le 19 juin 1902 (doc. parl. n° 95; *J. O.*, p. 579).

Projet de loi relatif à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 6 décembre 1902.

Retraites des mineurs. — *Proposition de loi* tendant à établir des pensions de retraites pour les ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 309; *J. O.*, p. 61).

Proposition de loi ayant pour objet de majorer, par la constitution d'un fonds commun, les retraites des ouvriers mineurs, et de prendre des mesures transitoires, déposée par M. de Ramel, député, le 24 octobre 1902; déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 374; *J. O.*, p. 167).

Proposition de loi concernant la retraite des ouvriers mineurs, présentée par M. Lasies, député, le 24 octobre 1902; déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 376; *J. O.*, p. 170).

Projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 1 million pour l'amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs, présenté à la Chambre des députés par le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Finances, le 6 décembre 1902.

Proposition de loi tendant à rendre la loi du 30 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, présentée par M. Basly, député, le 27 février 1895; déclaration de l'urgence. — Rapport Lacombe, le 30 mars 1895 (doc. parl. n° 1260; *J. O.*, p. 347). — Séance du 21 décembre 1895 : Adoption. — Transmission au Sénat le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 62; *J. O.*, p. 546). — Rapport Félix Martin, le 14 décembre 1896 (doc. parl. n° 45; *J. O.*, p. 396). — Séance du 2 février 1897 : Déclaration de l'urgence, délibération, adoption avec modifications. — Retour à la Chambre, le 20 juin 1898. Nouvel intitulé : *Proposition de loi concernant la participation des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs aux caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs.* — Nouvelle transmission à la Chambre des députés le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 39; *J. O.*, p. 494).

Retraites du personnel des chemins de fer. — Voir à *Réglementation du travail des adultes*, page v, les propositions de loi concernant le travail et les retraites du personnel des chemins de fer.

Retraites des ouvriers et employés de l'imprimerie nationale. — *Proposition de loi* ayant pour but de réorganiser la caisse de retraites et d'assurance contre la maladie des employés, ouvriers et ouvrières de l'imprimerie nationale, présentée par M. Jules Coutant, député, le 4 juillet 1902 (doc. parl. n° 212; *J. O.*, p. 72). — Rapport sommaire Dèche, le 1^{er} décembre 1902 (doc. parl. n° 535; *J. O.*, p. 433).

Chômage.

Proposition de loi tendant à assurer les salaires des ouvriers et employés bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 contre le chômage résultant de l'incendie des usines, magasins, manufactures et chantiers, présentée par M. Charles Dumont, député, le 19 juin 1902 (doc. parl. n° 99; *J. O.*, p. 580).

Proposition de loi ayant pour but de prélever sur la force motrice une taxe par cheval-vapeur pour la création d'une caisse nationale de secours contre le chômage, présentée par M. Jules Coutant, député, le 18 novembre 1902 (doc. parl. n° 458; *J. O.*, p. 292).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 30,000 francs pour venir en aide aux mineurs du bassin du Gard frappés par le chômage, présentée par M. Devèze, député, le 24 novembre 1902 (doc. parl. n° 481; *J. O.*, p. 308).

VI. — PRÉVOYANCE.

Société de secours mutuels. — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, présentée par M. Gauthier (de Clagny), le 11 novembre 1902 (doc. parl. n° 447; *J. O.*, p. 282).

Caisses d'épargne. — *Proposition de loi* relative aux retenues à opérer sur les doubles livrets des caisses d'épargne, présentée par M. Raiberti, le 15 juin 1900. — Rapport Bérard, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 1957; *J. O.*, p. 107).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, présentée par M. Gauthier de Clagny le 3 décembre 1902. (Doc. parl. n° 565.).

Habitations à bon marché. — *Proposition de loi* ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché, présentée par M. Strauss, sénateur, le 13 janvier 1902 (doc. parl. n° 42; *J. O.*, p. 94). — Rapport sommaire Huguet, le 27 février 1902 (doc. parl. n° 98; *J. O.*, p. 146). — Prise en considération le 12 juin 1902.

Coopératives de crédit agricoles. — *Proposition de loi* relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, déposée par M. Viger, député, le 27 juin 1899 (doc. parl. n° 1059; *J. O.*, p. 1896). — Renvoyée à la Commission de l'agriculture. — Rapport Fornil et Chevallier (doc. parl. n° 1482 et 1522; *J. O.*, p. 613 et 688). — Séance du 30 mars 1900. — Adoption. — Transmission au Sénat le 3 avril 1900 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 452).

Crédit agricole. — *Proposition de loi* relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; *J. O.*, p. 397). — Rapport sommaire Poirrier, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; *J. O.*, p. 542). — Prise en considération, le 28 janvier 1896.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, présentée par M. Laterrade, sénateur, le 12 mai 1899 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 357). — Rapport sommaire Destieux-Junca, le 19 mai 1899 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 367).

Projet de loi ayant pour objet le versement à la Caisse des dépôts et consignations des fonds affectés aux avances à consentir en faveur des caisses régionales de crédit agricole mutuel, présenté par les Ministres de l'agriculture et des finances, le 24 décembre 1900 (doc. parl. n° 2075; *J. O.*, p. 267) en exécution de l'engagement pris par le Gouvernement à la suite de la prise en considération, dans la séance du 3 du même mois, de l'amendement n° 77 au projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901, présenté par MM. de Gailhard-Bancel, etc., députés. — Rapport Guillaïn, déposé le 28 mars 1901 (doc. parl. n° 2319; *J. O.*, p. 327). — Déclaration de l'urgence et adoption, le 25 juin 1901. — Transmission au Sénat, le 27 juin 1901 (doc. parl. n° 280; *J. O.*, p. 330).

Warrants agricoles. — *Proposition de loi* ayant pour objet de compléter la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles, présentée par MM. Chastenot et Géraud, députés, le 24 juin 1902 (doc. parl. n° 124; *J. O.*, p. 610). — Rapport sommaire de Castelnau, le 10 juillet 1902 (doc. parl. n° 278; *J. O.*, p. 768).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles, présentée par MM. Forest et Lamy, députés, le 2 décembre 1902 (doc. parl. n° 561.).

Bien de famille insaisissable. — *Proposition de loi* ayant pour objet de créer un bien de famille insaisissable, présenté par M. Lemire, député, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 18; *J. O.*, p. 482). — Rapport sommaire Morel, le 30 juin 1902 (doc. parl. n° 163; *J. O.*, p. 684).

Proposition de loi tendant à la création d'un bien de famille insaisissable (*Homestead*), présentée par M. Louis Martin, député, le 1^{er} décembre 1902.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 592 du Code de procédure civile et à organiser l'insaisissabilité partielle du domaine du cultivateur cultivant lui-même sa terre, présentée par M. Maurice Viollette, député, le 20 novembre 1902 (Doc. parl. n° 466; *J. O.*, p. 287).

Petite propriété rurale. — *Proposition de loi* tendant à faciliter la constitution et le maintien de la petite propriété rurale, présentée par MM. Siegfried, etc., députés, le 11 mars 1897 (doc. parl. n° 2336; *J. O.*, p. 369). — Rapp. somm. Siegfried, 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 2386; *J. O.*, p. 903). — Prise en considération le 1^{er} avril 1897. — Adoption en première délibération, le 24 mars 1898. — Adoption en deuxième délibération, le 1^{er} avril 1898. — Transmission au Sénat, le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 219; *J. O.*, p. 394). — Rapp. Siegfried, 5 juillet 1898 (doc. parl. n° 279; *J. O.*, p. 512). — Première délibération et adoption : 5 et 6 décembre 1898. — Rapp. supp. Siegfried, 26 juin 1899 (doc. parl. n° 179; *J. O.*, p. 415). — Avis déposé au nom de la Commission par M. Charles Prévot, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 188; *J. O.*, p. 420).

VII. — ASSISTANCE.

Proposition de loi sur l'assistance obligatoire des vieillards et des infirmes indigents, déposée par M. Strauss, sénateur, le 20 janvier 1898 (doc. parl. n° 10; *J. O.*, p. 9). — Rapport Saillard, le 11 février 1898. — Prise en considération, le 24 février 1898.

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation de l'assistance à tous les aveugles indigents en France et en Algérie, présentée par M. Labrousse, sénateur, le 11 janvier 1901 (doc. parl. n° 6; *J. O.*, p. 2 et 6 rectifié, *J. O.*, p. 131). — Rapport sommaire Bataille, le 15 mars 1901 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p. 238).

Proposition de loi relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, présentée par MM. Émile Rey et Lachèze, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 56; *J. O.*, p. 506).

Proposition de loi sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, présentée par M. Bienvenu Martin, député, le 23 juin 1902 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 586).

Rapport sommaire Émile Rey, le 7 juillet 1902 (doc. parl. n° 222; *J. O.*, p. 746).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Les gelées qui ont marqué le commencement du mois de décembre et le temps pluvieux qui leur a succédé ont arrêté les travaux en plein air pendant la plus grande partie du mois et ont encore aggravé le chômage que subissent habituellement en cette saison les ouvriers de l'agriculture et des diverses corporations du bâtiment.

Dans les sucreries et les distilleries, la campagne 1902-1903 se maintient toujours en déficit.

L'amélioration, constatée le mois dernier dans les industries textiles, s'est encore accentuée en décembre : la proportion des chômeurs syndiqués a diminué de moitié dans l'ensemble de ces industries. L'industrie de la soie, elle-même, si longtemps inactive, paraît bénéficier d'une légère reprise. Le ruban et la passementerie montrent toujours une grande activité. A la fin du mois de décembre, la morte-saison s'annonçait dans les industries du vêtement.

La métallurgie semble également bénéficier d'une reprise sérieuse ; malheureusement la reprise n'est pas générale et le chômage reste encore considérable dans un trop grand nombre de centres.

La situation particulièrement prospère des industries du livre, constatée en novembre, s'est maintenue en décembre, en province du moins. A Paris, les lithographes souffrent toujours du chômage.

Les ouvriers du meuble sont en pleine activité. Il en est de même des ouvriers de la poterie, de la porcelaine, des glaces et de l'industrie du verre en

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats professionnels et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de décembre 1902.

général. La pénible situation dans laquelle se trouvent les travailleurs des ports depuis plusieurs mois ne s'est pas encore améliorée.

1,087 syndicats, groupant 173,106 ouvriers, ont répondu, en décembre, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 913, groupant 143,534 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,562, ce qui correspond à une moyenne de 11 p. 100. La moyenne était également, le mois dernier, de 11 p. 100; elle était de 10 p. 100 en décembre 1901.

L'ouvrage, pendant le mois de décembre, a été jugé, par comparaison avec le mois de novembre, plus abondant par 10 p. 100 des syndicats, groupant 10 p. 100 des syndiqués; équivalent par 72 p. 100 des syndicats, groupant 76 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 393 syndicats, groupant 46,543 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 282, groupant 66,476 adhérents, ont répondu par la négative.

Voici comment se résument les appréciations sur la situation industrielle, à la fin du troisième trimestre ou au commencement du quatrième trimestre de 1902, qui ont été envoyées à l'Office du travail par les chambres syndicales patronales, au nombre de 173, groupant 13,797 établissements, occupant 350,368 ouvriers :

1° Comparaison avec l'état du travail en 1901 à pareille époque :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS ⁽¹⁾ .
Travail plus abondant.....	12 p. 100.	8.35 p. 100.	15.35 p. 100.
Travail équivalent.....	50 —	52.85 —	17.07 —
Travail moins abondant.....	38 —	38.80 —	67.58 —

2° Comparaison avec les prix de vente en 1901 à pareille époque :

Prix de vente plus rémunérateurs.	9.82 p. 100.	5.50 p. 100.	11.37 p. 100.
Prix de vente équivalents.....	54.35 —	64.35 —	17.62 —
Prix de vente moins rémunérateurs.	35.83 —	30.15 —	71.01 — ⁽²⁾

3° Mouvement des prix par rapport au trimestre précédent :

Prix de vente en hausse.....	20.8 p. 100.	16.51 p. 100.	32.09 p. 100. ⁽²⁾
Prix de vente sans variation.....	61.86 —	66.49 —	29.79 —
Prix de vente en baisse.....	17.34 —	17.00 —	38.12 —

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche continue à être satisfaisante

⁽¹⁾ Proportion par rapport à l'effectif total indiqué ci-dessus : 350,368.

⁽²⁾ La disproportion qui existe entre les deux pourcentages provient de ce qu'un syndicat très important groupant 250 établissements, occupant 50,000 ouvriers, a indiqué les prix de vente pratiqués pendant le troisième trimestre de 1902 comme étant à la fois en hausse et moins rémunérateurs.

à l'étang de Berre; par contre, le mauvais temps a beaucoup nui aux pêcheurs de Méze. Dans le Finistère, par suite des résultats désastreux de la pêche à la sardine qui ont été déjà signalés dans les précédents Bulletins, les pêcheurs et les ouvriers des usines de conserves du littoral traversent une crise très douloureuse.

Les gelées qui ont signalé le début du mois ont arrêté les travaux des champs pendant quelques jours; mais elles n'ont pas duré suffisamment pour causer un préjudice sérieux aux blés ensemencés. Le temps doux et humide qui a succédé aux gelées vers le 10 décembre a persisté jusqu'à la fin du mois, accompagné de pluies fréquentes, qui ont contrarié notablement les travaux agricoles. Néanmoins, on a achevé enfin partout les emblavements d'hiver, qui ont subi cette année-ci, surtout dans la région du Nord, un retard tout à fait exceptionnel. Dans l'Hérault, la taille de la vigne a permis d'occuper beaucoup d'ouvriers en chômage.

Dans l'industrie forestière, les 43 syndicats qui ont donné le chiffre de leurs chômeurs, accusent 855 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un total de 4,278 membres, une proportion de 20 p. 100. Cette proportion exceptionnellement élevée, étant donnée la saison, s'explique par ce fait que dans le Cher, presque partout, les coupes n'ont pas encore été mises en exploitation, contrairement à l'usage. Dans les départements de l'Yonne, de la Nièvre, de la Côte-d'Or, de l'Indre et du Loiret, les coupes de bois sont en pleine exploitation, sauf dans quelques centres de la Nièvre, où les ouvriers n'ont pu s'entendre avec les patrons sur les conditions du travail.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 54 syndicats groupant ensemble 6,699 adhérents qui ont donné le nombre de leurs adhérents sans travail, soit 881, la proportion du chômage dans l'ensemble des industries de l'alimentation est de 13 p. 100, proportion égale à celle du mois précédent, mais notablement supérieure à celle de décembre 1901 (8 p. 100). Le chômage est assez considérable chez les cuisiniers, où la proportion des chômeurs est partout supérieure à 10 p. 100, sauf à Paris où elle n'est que de 4 p. 100 (58 sur 1313). L'approche des fêtes de Noël et du jour de l'an a donné, comme tous les ans, en décembre, un surcroît de travail aux ouvriers pâtisseries, confiseurs, biscuitiers et chocolatiers. C'est également la bonne saison pour les vermicelliers de Nice.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession à la fin du mois de novembre 1902 (deux premiers mois de la campagne 1902-1903) s'est élevée à 442,961 hectolitres contre 526,231 hectolitres pour les deux premiers de la précédente campagne, soit une différence en moins de 83,270 hectolitres. La diminution porte surtout sur les alcools de vin (3,928 contre 20,939 hectolitres), de mélasses (109,626 contre 151,424 hectolitres) et de betteraves (279,436 contre 305,967). A la même époque la production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement à 31,566 hectolitres, en diminution de 32,973 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902. Le déficit constaté à la fin du mois d'octobre n'a donc fait que s'accroître pendant le mois de novembre (1).

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de décembre 1902, les travaux de défécation étaient terminés dans 303 fabriques sur 320. La quantité de betteraves mises en œuvre, depuis le 1^{er} septembre 1902 (quatre premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 6,214,406 tonnes contre 8,762,370 pendant la période correspondante de la campagne 1901-1902, soit une diminution de 2,457,964 tonnes. Le déficit s'est donc encore augmenté depuis le mois dernier (2).

(1) *Journal officiel* du 19 décembre 1902.

(2) *Journal officiel* du 13 janvier 1903.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur près de 143,000 ouvriers, soit un peu plus des deux tiers du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de décembre 1902. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen hebdoma- daire de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	80,261	5.65	"	"	"	100	"
Loire.....	15,309	5.25	"	"	"	66	33
Gard et Hérault.....	14,775	5.59	"	"	"	88	12
Provence (lignites).....	2,623	5.56	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est..	7,751	5.52	"	"	"	100	"
Centre.....	9,515	5.79	"	"	10	38	52
Tarn et Aveyron.....	11,014	5.45	"	"	28	40	32
Isère.....	1,676	5.31	"	"	"	100	"
ENSEMBLE pour la France.	149,934	5.65	"	"	3	87	10

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 4.5. Il était de 5.47 en décembre 1901.

La grève générale des mineurs était terminée presque partout au 1^{er} décembre, sauf à Meisseix, où tous les ouvriers ont repris le travail le 10 décembre, et à Saint-Hilaire (Allier) où la grève persistait encore à la fin de décembre.

ARDOISIÈRES. — CARRIÈRES. — Aux ardoisières de Fumay la durée du travail a été réduite à 44 heures et un certain nombre d'ouvriers ont été renvoyés. Dans les carrières, les syndicats estiment en général la situation peu satisfaisante; sauf à Dun-sur-Auron, Farques et Méru-sur-Oise : partout ailleurs l'existence de stocks assez importants et le mauvais temps ont notablement réduit l'exploitation. La proportion des chômeurs par rapport à l'ensemble des syndiqués, atteint près de 30 p. 100, proportion très supérieure à celle du mois dernier (10 p. 100) et à celle du mois de décembre 1901 (8 p. 100).

PRODUITS CHIMIQUES. — PAPIER. — Le travail reste toujours très actif dans les usines de produits chimiques. D'après les réponses des syndicats, la proportion des chômeurs n'est à peine supérieure à 1 p. 100; le mois dernier elle était de 2 p. 100. Cependant les mauvaises récoltes de colza, de coton et de pavots à l'étranger ont causé un chômage partiel assez important chez les ouvriers retordeurs d'huiles de Dunkerque, dont 7 p. 100 sont actuellement sans travail et dont 18 p. 100 ne font que 5 heures 1/4 par jour depuis le commencement de décembre.

La situation est également satisfaisante en général chez les papetiers, relieurs, doreurs, maroquiniers et chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre de chômeurs indiqué par les syndicats était : pour la province, 140 pour 76 syndicats groupant 4,358 adhérents, soit 3 p. 100; pour Paris, de 168 pour 9 syndicats groupant 2,364 adhérents, soit 7 p. 100. La proportion

était, le mois dernier, de 3 p. 100 pour la province et de 5 p. 100 pour Paris; en décembre 1901, elle était pour Paris et la province réunis de 4 p. 100.

L'état du travail continue donc d'être très satisfaisant pour la province; il est d'ailleurs jugé tel par 42 syndicats de province groupant 2,399 adhérents, représentant 84 p. 100 des syndicats et 80 p. 100 des syndiqués qui ont répondu à cet article du questionnaire. Cette situation favorable est attribuée aux travaux de fin d'année, cartes de visite, etc. A côté de cette cause générale, quelques syndicats mentionnent les élections sénatoriales, le syndicat des lithographes d'Épernay, la confection des étiquettes destinées aux bouteilles de Champagne dont les expéditions augmentent à cette époque de l'année; celui de Narbonne, la reprise de la vente des vins, etc. Par contre, les graveurs sur bois pour l'impression et le gaufrage sur étoffes et papiers peints de Lyon accusent près de 40 p. 100 de chômeurs; dans la même ville, quelques ouvriers typographes ne trouvent à s'employer que quelques heures par jour.

A Paris, la situation ne paraît pas être aussi satisfaisante, si le chômage est à peine de 3 p. 100 chez les imprimeurs-typographes (syndicat Gutenberg) il atteint 6 p. 100 chez les imprimeurs-lithographes, plus de 16 p. 100 chez les margeurs-lithographes, et 40 p. 100 chez les dessinateurs-chromistes.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage est encore très important, en général, dans les industries qui préparent les cuirs et peaux, toutefois les tanneurs-corroyeurs de Châteaurenault et de Château-du-Loir ne signalent aucun de leurs adhérents sans travail, et chez les ouvriers moutonniers de l'important centre de Graulhet, le chômage a une tendance à diminuer: il n'atteignait plus que 6 p. 100 à la fin de décembre. A Saint Junien, le chômage considérable accusé par le syndicat des cuirs et peaux, plus de 40 p. 100, tient à des causes passagères: l'arrêt momentané d'une usine et la grève des gantiers de la localité.

Chez les ouvriers en chaussures, le chômage moyen est un peu supérieur à 9 p. 100: le nombre des ouvriers syndiqués sans travail est surtout considérable à Paris chez les monteuses en chaussures et les ouvriers en cousu-main, à Lyon et Liancourt (Oise). Par contre l'état du travail est jugé satisfaisant notamment par les coupeurs, cambreurs, etc., de Romans, les ouvriers en cousu-machine et en cousu-main d'Izeaux, les ouvriers en chevreau glacé de Paris, les cordonniers et talonniers de Limoges.

En ce qui concerne la ganterie, tous les syndicats signalent une grande activité: aucun chômeur syndiqué n'est signalé à Millau, à Gières, à Paris. Les selliers-bourreliers sont actuellement en morte-saison.

Dans l'ensemble de ces industries la proportion des chômeurs (grévistés de Saint-Junien non compris) ressort à 12 p. 100; elle est un peu supérieure à celle du mois dernier (10 p. 100) et dépasse notablement celle de décembre 1901 (7 p. 100).

INDUSTRIE TEXTILE. — VÊTEMENTS. — Le nombre des chômeurs syndiqués dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 72 syndicats groupant 19,765 adhérents était à la fin de décembre de 1,129, soit un peu plus de 5 p. 100; la proportion était de 10 p. 100 en novembre et de 12 p. 100 en décembre 1901. La situation s'est donc en général améliorée. Dans le Nord, à Roubaix, le chômage est de moins de 2 p. 100 et la durée du travail atteint 66 heures; à Tourcoing, la proportion est de 3 p. 100, la durée du travail varie entre 50 et 65 heures et les ouvriers tisseurs estiment la situation du travail satisfaisante; à Fourmies-Wignehies, la proportion des chômeurs dépasse légèrement 4 p. 100; et la durée du travail est de 63 heures; aucun chômeur n'est signalé à Armentières; à Haspres

également la situation est meilleure; il n'est pas de même pour les tisseurs d'Avesnes-les-Aubert et de Villers-en-Cauchies. En Normandie il y a une amélioration sensible à Lisieux dans l'industrie lainière et lisière, à Bolbec dans l'industrie cotonnière, à Condé-sur-Noireau on ne signale aucun chômeur; la situation reste, au contraire, stationnaire à Lillebonne et à Flers. Dans l'Ouest les tisseurs de Laval ont 10 p. 100 de chômeurs, mais les tisserands de la Vendée continuent à faire preuve de beaucoup d'activité. Dans l'Aisne, à Saint-Quentin, la situation est déclarée satisfaisante par les tisseurs, tandis que les fileurs accusent plus de 20 p. 100 de chômeurs. Dans l'Est, à Saint-Dié, la proportion des chômeurs atteint à peine 1 p. 100; la durée du travail est de 63 heures dans les ateliers mixtes et de 72 dans les autres. A Troyes la filature accuse 2 p. 100 de chômeurs; la durée du travail a été réduite à 53 heures dans une maison. Dans l'Arriège, à Lavelanet, la durée du travail a été réduite à 36 heures et il y a 50 p. 100 de chômeurs. Dans la Loire, à Roanne, le chômage est de 3 p. 100 et la durée du travail de 61 heures par semaine; à Charlieu, les ouvriers en soieries sont tous occupés. Dans le Rhône, à Thizy, la situation est à peu près satisfaisante; il y a cependant encore 10 p. 100 de chômeurs dans le tissage; à Lyon, les tisseurs accusent 20 p. 100 de chômage; à Grandris l'industrie cotonnière et la fabrication mécanique de la soie sont très actives; il n'en est pas de même de la fabrication à la main qui laisse toujours fort à désirer.

La fabrication du ruban est très active : on ne signale dans cette partie aucun chômeur à Saint-Etienne, Saint-Just-sur-Loire, Saint-Rambert, Comines (Nord). Par contre, à Saint-Just et à Saint-Rambert il s'est produit un léger ralentissement dans la fabrique de velours, notamment du velours envers satin. L'industrie des tulles accuse une grande activité à Caudry et à Lyon, tandis qu'à Saint-Quentin le chômage est de 10 p. 100 et la durée du travail de 48 heures en moyenne au lieu de 60 heures. La passementerie traverse également une période extrêmement active à Saint-Sigolène et à Saint-Just-Malemont, où la journée de travail dépasse de beaucoup la durée normale; à Paris les passementiers à la chaîne et à la main ont suffisamment de travail, le chômage est, au contraire, considérable chez les passementiers à la barre.

L'année 1902, qui a été si mauvaise pour la bonneterie, se termine par une légère reprise qui permet de bien augurer de l'année prochaine; le chômage ne dépasse pas 2 p. 100 à Troyes et à Aix-en-Othe; la durée du travail est de 63 heures. Tous les ouvriers sont occupés chez les voiliers de Dunkerque et de Toulon. La tapisserie ou grosse moquette de Tourcoing n'accuse que 3 p. 100 de chômeurs; les trieurs de laine de cette même ville, qui ne travaillent en cette saison que 48 heures, souffrent un peu du retard qui s'est produit cette année dans l'arrivage des laines.

Presque pas de chômeurs dans la teinturerie à Troyes et à Villefranche : léger ralentissement à Roubaix pour cause d'inventaire; pas de chômeurs également chez les imprimeurs sur étoffes de Tournon et de Marly (Nord), chez les apprêteurs-décatisseurs de Paris; 7 p. 100 de chômeurs chez les teinturiers-dégraisseurs de Paris.

A la fin de décembre, chez les tailleurs et les couturières la morte-saison avait commencé ou s'annonçait à brève échéance dans presque tous les centres, sauf à Cannes où la bonne saison, au contraire, commençait. A Paris, la morte-saison est générale, sauf dans quelques maisons, qui ont encore à exécuter quelques commandes pressées pour l'Angleterre. Les chemisières de Ville-Dieu-de-l'Indre et les coupeurs-chemisiers de Paris ont peu de chômage. A Paris la saison de la plume est terminée : celle de la fleur est en retard, de sorte que la proportion des ouvrières

syndiquées en chômage atteint plus de 13 p. 100. Les blanchisseurs de la banlieue de Paris ont toujours beaucoup de travail. Les chapeliers-fouleurs et appropriers sont en pleine morte-saison : là où les ouvriers n'ont pas été renvoyés, ils ne travaillent que 3, 4 ou 5 journées au plus par semaine : par contre, les casquettiers de Paris n'ont pas de chômage.

Bois. — Chez les charpentiers et menuisiers en bâtiment, comme pour les autres ouvriers du bâtiment, le mois de décembre n'a pas été en général favorable, bien que la moyenne de chômage accusée par les syndicats soit notablement inférieure à celle constatée le mois dernier (12 p. 100 au lieu de 20 p. 100). La durée hebdomadaire de travail est toujours en moyenne de 48 heures chez les charpentiers et de 54 chez les menuisiers. Certains centres particulièrement favorisés n'accusent presque pas d'ouvriers sans travail : il en est ainsi à Fougères, Alençon, La Rochesur-Yon, Chambéry, Clermont-Ferrand, pour les charpentiers ; à Saintes, Flers, Tarbes, Annecy, Rouen, Arques-la-Bataille pour les menuisiers. A Paris les charpentiers ont 40 p. 100 de chômeurs et les menuisiers 2 p. 100 seulement : la durée hebdomadaire de travail est de 48 heures dans les deux corporations. La situation des charpentiers de navires du Havre et de Nantes ne s'est pas améliorée depuis le mois dernier ; par contre, les démolisseurs de navires de Brest ont beaucoup de travail. Les scieurs de long accusent un fort chômage ; il n'en est pas de même des ouvriers des scieries de Valence, Cette et Hermes, qui se déclarent satisfaits de l'état du travail.

Les ouvriers de l'ameublement (ébénistes, menuisiers-ébénistes, tapissiers, etc.), sont en pleine activité ; la durée du travail dans cette corporation est à peu près uniformément de 60 heures par semaine. On signale cependant un chômage assez important à Bordeaux et à Lille ; à Nancy l'industrie du meuble, particulièrement du meuble art nouveau, paraît traverser une crise. Les doreurs sur bois de Paris ont 7 p. 100 de chômeurs.

Les ouvriers-carrossiers sont en morte-saison : à Pau cependant tous travaillent et font encore 66 heures par semaine. Dans la tonnellerie, il y a un chômage considérable dans les centres du Midi, qui est attribué, d'une part, à la cherté des vins, et, d'autre part, à la concurrence des wagons-foudres et des fûts fabriqués au dehors. Le travail est également jugé satisfaisant par les tonneliers de Dunkerque et ceux de Morlaix qui travaillent pour les salaisons. Au contraire, les tonneliers de Cerilly (Allier) et surtout ceux de Dunkerque ont du travail en abondance. Les ouvriers sabotiers-galochiers sont en pleine saison. Il en est de même des ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers, des ouvriers brossiers et boutonnières en os, de l'Oise et des vanniers d'Aramon.

MÉTAUX. — La légère amélioration que nous avons constatée le mois dernier dans la métallurgie s'est accentuée encore ce mois-ci. D'après les réponses de 74 syndicats, groupant 19,193 ouvriers mouleurs, fondeurs, métallurgistes, etc., le nombre des chômeurs syndiqués était de 1,301, soit 7 p. 100 de leur effectif total : la proportion était de 9 p. 100 en novembre et de 12 p. 100 en octobre. Plusieurs syndicats, celui de Saint-Etienne, par exemple, signalent formellement une tendance à la reprise du travail. Cette reprise serait due en partie aux nouvelles commandes de la Marine. Dans plusieurs centres, notamment, à Saint-Michel, Guise, Vrineux-aux-Bois, Monthermé-Laval-Dieu, Vierzon, Hennebont (Morbihan). Guérigny, Maubeuge, Argenteuil, au Creusot, le nombre des ouvriers sans travail est nul ou insignifiant. Par contre, le chômage reste considérable au Havre, où il y a 80 p. 100 de chômeurs, à Amiens, Commeny, Firminy, où la durée du travail atteint à peine 35 heures par semaine, Fumel, où presque tous

les ouvriers chôment un jour par semaine, Chalon-sur-Saône, où les deux tiers des ouvriers sont inoccupés. Aux forges et laminoirs de Bessèges, plus de 1,000 ouvriers ont été réduits au chômage à la suite de la fermeture de l'usine le 15 décembre. A Saint-Quentin, les ouvriers chaudronniers ont 24 p. 100 de chômeurs et les autres ne travaillent que 40 heures par semaine. A Paris, les chaudronniers en cuivre ont plus de 8 p. 100 de chômeurs. Par contre, les ouvriers en cuivre du Vimeu sont suffisamment occupés.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., le chômage est encore plus considérable que chez les métallurgistes, et atteint près de 14 p. 100 des syndiqués. Cependant à Lyon, les ouvriers mécaniciens sont en pleine activité, par suite de la reprise de l'industrie textile. A Albert, tous les ouvriers travaillent et font 59 heures par semaine. A Paris, les serruriers en bâtiment ont 10 p. 100 de chômeurs, les estampeurs-découpeurs 12 p. 100.

A Thiers, l'industrie de la coutellerie a du travail en abondance, sauf pour les polisseurs et émouleurs. Les tourneurs-robinettiers de Paris ne font que 8 à 9 heures par jour. La situation des ferblantiers-boitiers pour les conserves de poissons reste toujours aussi déplorable, toutes les usines sont fermées à Concarneau, et Sauzon, sauf deux ou trois qui font la conserve du sprat à l'huile. Les armuriers de Saint-Étienne n'ont que 3 p. 100 de chômeurs et font 60 heures par semaine. Les opticiens de Ligny et les jumelliers de Cuisse-la-Motte (Oise) n'ont pas de chômage. Par contre, les opticiens et les ouvriers en instruments de précision de Paris n'estiment pas l'état du travail satisfaisant pour l'époque. Les ouvriers diamantaires de Paris n'ont pas de chômeurs et travaillent 63 heures. Les ouvriers en horlogerie ont en général moins de travail que l'année dernière.

BÂTIMENT. — Les gelées et les pluies du mois de décembre ont encore accentué le chômage, habituel en cette saison, des ouvriers du bâtiment. Pour l'ensemble des industries du bâtiment, d'après les chiffres donnés par 152 syndicats, groupant 12,103 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués était de 28 p. 100; elle n'atteignait que 24 p. 100 le mois dernier et 20 p. 100 en décembre 1901. La durée du travail a été également abaissée, elle varie entre 30 et 54 heures par semaine, avec une moyenne de 40 heures, pour les ouvriers qui travaillent encore. On signale en même temps dans plusieurs endroits des réductions de salaires. Par contre les sculpteurs, marbriers, tombelliers continuent à travailler régulièrement; seuls les marbriers du meuble de Paris accusent quelques chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — **CÉRAMIQUE.** — **VERRERIE.** — Pas de changement dans la chaudiellerie. Le travail est toujours très satisfaisant chez les potiers de Vallauris, Aubagne, Roanne et Saint-Amand (Nièvre), chez les mouleurs et tourneurs en porcelaine de Saint-Vallier. Il en est de même à Limoges pour les mouffletiers, les journaliers et les emballeurs en porcelaine; mais on craint un chômage général au moment des inventaires en janvier. A la faïencerie de Montereau, il y a un léger chômage général, la journée est réduite à 8 heures, sauf pour les mouleurs d'assiettes et les ouvriers des magasins et des ateliers d'impression.

Le travail est toujours très satisfaisant à la glacerie de Montluçon. Il n'y a pas de chômeurs dans les verreries à vitres de Rive-de-Gier et de Lourches (Nord), il n'en est pas de même dans les verreries de Fresnes et de Laignelet où le travail est moins abondant que d'habitude. Aux verreries d'Aniche, tous les fours sont maintenant en activité. Enfin on constatait à la fin de décembre une légère reprise aux verreries de verre blanc de Rive-de-Gier.

TRANSPORTS. — **MANUTENTION.** — **COMMERCE.** — Le travail est toujours très abondant chez les déménageurs de Paris. Par contre, la situation ne paraît pas s'être

beaucoup améliorée dans les ports, où il existe toujours un chômage considérable parmi les ouvriers des ports, quais, docks, déchargeurs de navires et charbonniers. Ceux de Brest, du Havre, Marseille, Rochefort ont souffert particulièrement en décembre. Chez les ouvriers des sources minérales, le chômage est presque complet à Saint-Yorre; les ouvriers de Sail-sous-Couzan continuent au contraire à faire régulièrement 42 heures par semaine. Dans l'ensemble des industries de manutention, la proportion des chômeurs syndiqués était de 23 p. 100, elle était : le mois précédent de 38 p. 100.

D'après les réponses de 26 syndicats d'employés de commerce, comptables, etc., groupant 6,022 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués était de 208, soit un peu plus de 3 p. 100, proportion un peu inférieure à celle des deux mois précédents (4 p. 100).

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1902.

22 grèves, ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 21 d'entre elles, est de 2,198. Il y avait eu, en décembre 1901, 28 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 34.

Ces 22 grèves, dont 19 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	7
Réductions de salaire.....	3
Réglementation du travail.....	2
Contre l'introduction ou pour la suppression du travail aux pièces.....	2
Demande de diminution du temps de travail.....	2
Règlement d'atelier.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	2
Demandes de renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	2
Demandes de suppression de retenues.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 16 départements et on en a compté :

5 dans le Nord, 2 dans le Rhône et la Seine, et 1 dans les 13 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 5; fondeurs, ébénistes, mécaniciens et typographes, 2; ouvriers agricoles, ouvriers en articles de voyage, boulangers, chapeliers, étrilleurs de cordages, gantiers, mouleurs, ramoneurs et vanniers, 1 grève.

Des 22 grèves commencées en décembre, 16 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Cinq, 1 jour ou moins de 1 jour; deux, 2 jours; une, 3 jours; deux, 4 jours; une, 5 jours; une, 7 jours; une, 8 jours; une, 11 jours; une, 20 jours; et une, 25 jours.

Si l'on y ajoute 4 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 154 jours, 23 jours, 13 jours et 12 jours, on trouve, parmi les conflits terminés :

1 réussite.
4 transactions.
14 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	

GRÈVES NON TERMINÉES							
18 juin ..	.....	Lévrey.....	Ardennes.....	Mécaniciens-constructeurs ..	1	7	1
22 juillet.	23 déc.	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	4	2
10 nov.....	.....	Paris.....	Seine.....	Chapeliers.....	"	600	3
13 nov.....	.....	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers (vernisseurs) ..	1	5	4
24 nov....	6 déc....	Amplepuis.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	107	5
26 nov....	19 déc....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Matelots et chauffeurs ..	"	5,000	6
27 nov....	10 déc....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	48	7
28 nov....	.....	Lepuix-Gy.....	Belfort (Territoire de).	Tisseurs.....	1	350	8

GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} déc. ..	3 déc. ..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Typographes	1	40	1
1 ^{er} déc. ..	.....	Cazouls.....	Hérault.....	Ouvriers agricoles	3	70	2
2 déc. ..	3 déc. ..	Rehainviller	Meurthe-et-Moselle	Fondeurs.....	1	10	3
2 déc. ..	4 déc. ..	Halluin.....	Nord.....	Vanniers.....	1	40	4
2 déc. ..	10 déc. ..	Auby.....	Nord.....	Fondeurs.....	1	250	5
4 déc. ..	24 déc. ..	Douai.....	Nord.....	Typographes	1	19	6
5 déc. ..	30 déc. ..	Angers.....	Maine-et-Loire ..	Etrilleurs de cordages.....	1	17	7
8 déc. ..	19 déc. ..	Sens.....	Yonne.....	Mouleurs.....	1	7	8
10 déc. ..	11 déc. ..	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	36	9
10 déc. ..	.....	Bordeaux.....	Gironde.....	Articles de voyage (Ouvriers en).	1	12	10
11 déc. ..	.....	Paris.....	Seine.....	Ébénistes.....	1	45	11
12 déc. ..	16 déc. ..	Lyon.....	Rhône.....	Mécaniciens.....	1	150	12
13 déc. ..	18 déc. ..	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens.....	1	22	13
13 déc. ..	.....	Saint-Quentin	Aisne.....	Tullistes.....	1	"	14
14 déc. ..	18 déc. ..	Saintes.....	Charente-Inférieu ^{re}	Boulangers.....	"	17	15
15 déc. ..	18 déc. ..	Saint-Loup.....	Haute-Saône.....	Ébénistes.....	1	120	16
16 déc. ..	.....	Saint-Junien.....	Haute-Vienne	Gantiers.....	22	1,200	17
17 déc. ..	24 déc. ..	Glageon.....	Nord.....	Fileurs.....	1	16	18
18 déc. ..	19 déc. ..	Saulxures.....	Vosges.....	Fileurs.....	1	33	19
18 déc. ..	19 déc. ..	Roubaix.....	Nord.....	Bâcleurs.....	1	9	20
22 déc. ..	22 déc. ..	Le Puy.....	Haute-Loire.....	Chapelrières.....	"	75	21
24 déc. ..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ramoneurs.....	1	10	22

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en décembre à la Direction du travail :

1^o Grève de tisseurs à Amplepuis. — Le 24 novembre 100 tisseurs de l'usine de cotonnades Veillas, à Amplepuis (Rhône), s'étaient mis en grève, à l'occa-

CAUSES DES GRÈVES.		RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8		9	10
AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 1902 (1).			
1	Demande d'augmentation de salaire et de renvoi d'ouvriers.		Conciliation devant le juge de paix.
2	Demande de maintien du travail aux pièces.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
4	Demande de suppression du travail aux pièces.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire, réglementation du travail.	Transaction.	
6	Réglementation du travail, demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
7	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
8	Réduction de salaire, demande de renvoi d'un comptable.	.....	
N DÉCEMBRE 1902.			
1	Réglementation du travail.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	.....	
3	Demande de suppression du travail aux pièces et réglementation intérieure.	Échec.	
4	Réduction de salaire	Échec.	
5	Demande d'un minimum de salaire.....	Échec.	
6	Demande de réintégration de deux ouvriers.....	Échec.	
7	Réduction de salaire.....	Échec.	
8	Réglementation du travail, demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
0	Règlement d'atelier .....	.....	
1	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
2	Demande de renvoi d'un contremaître	Transaction.	
3	Contre l'introduction du travail aux pièces.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail.	Échec.	
6	Demande de renvoi d'un contremaître	Réussite.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
8	Demande de suppression de la retenue pour l'assurance et de diverses retenues.	.....	
9	Réduction de salaire	Échec.	
0	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
1	Solidarité avec une ouvrière mise à l'amende.....	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvriers.	.....	

sion du renvoi de deux de leurs camarades, pour obtenir diverses améliorations dans les conditions du travail.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 5 décembre.

Les revendications des grévistes ont été les suivantes (la demande de réintégration des deux ouvriers a été abandonnée, ceux-ci ayant trouvé du travail ailleurs) :

1° Que le rouleau métrique soit vérifié et que chaque ouvrier mesure sa coupe ;

2° Suppression du versement pour l'assurance ;

3° Que les échantillons soient faits à raison de 2 fr. 50 par jour et par métier sans tenir compte du temps perdu ;

4° Augmentation de l'article granité d'un demi-centime par mètre ;

5° Que le tarif soit imprimé et affiché dans l'usine ;

6° Que les amendes ou rabais ne dépassent pas 25 centimes ;

7° Aucun renvoi pour fait de grève.

Satisfaction a été accordée sur tous les points sauf pour les articles 3° et 6° qui ont été modifiés de la façon suivante :

3° Lorsque l'ouvrier aura deux métiers d'échantillons, il sera payé 3 francs par jour et lorsqu'il n'aura qu'un métier, il aura 2 francs pour ce métier ;

6° Les amendes seront fixées suivant le règlement et les rabais suivant le dommage, et au cas où l'ouvrier se croit lésé, il en référera au patron.

Le travail a été repris le lendemain.

2° Grève d'étrilleurs à Angers. — Les ouvriers étrilleurs de la manufacture de cordages Voisine à Angers se sont mis en grève, le 5 décembre, pour protester contre une réduction de 10 p. 100 sur deux numéros d'étrillage sur douze.

Sur le recours des ouvriers au juge de paix, une réunion du comité de conciliation a eu lieu, mais n'a pu amener aucune entente. Grève terminée par un échec le 30 décembre.

3° Grève de fondeurs à Sens. — 7 fondeurs de la maison Causeret, à Sens (Yonne) ont cessé le travail, le 16 décembre, pour protester contre la présence constante du patron à l'atelier. Dans le recours qu'ils ont adressé, le 12 décembre, au juge de paix, les grévistes ont énoncé les revendications suivantes :

1° L'abolition du surmenage ;

2° L'établissement d'une poche de rechange ;

3° L'augmentation du salaire des manœuvres ;

4° L'éclairage de l'atelier au moment des coulées ;

5° Un délai de un quart d'heure, le matin et le soir, pour casser la croûte. Mais le patron n'a pas répondu à la notification qui lui a été faite par le juge de paix.

Le travail a été repris le 19 décembre sans conditions.

4° 16 ouvriers fileurs de l'établissement Hubinet à Glageon (Nord) ont cessé le travail le 17 décembre. Ils se sont adressé au juge de paix pour lui demander l'application de la loi du 27 décembre 1892 et lui ont communiqué le texte de leurs revendications :

1° Suppression de la retenue de 1 fr. 30 p. 100 pour la caisse d'assurance contre les accidents ;

2° Suppression de la retenue de 5 francs par mois pour épluchage des bo-bines ;

3° Suppression de la retenue de 2 francs par mois pour le lavage du parquet ;

Le juge de paix a convoqué les deux parties pour le 22 décembre.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS EN 1903⁽¹⁾.

I. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ EN GÉNÉRAL.

Les rapports du service de l'Inspecteur du travail constatent unanimement que les prescriptions relatives à la sécurité sont en général plus facilement exécutées que celles qui concernent l'hygiène.

Le décret du 10 mai 1894 a nettement distingué les prescriptions d'hygiène des prescriptions relatives à la sécurité. Les premières sont développées dans ses neuf premiers articles relatifs à l'hygiène des ateliers, à l'hygiène des conditions du travail, à l'hygiène individuelle des travailleurs. Viennent ensuite les prescriptions relatives à la sécurité.

ART. 1^{er}. — *Propreté des ateliers*. — Pendant le cours de l'année 1900, les prescriptions de cet article avaient fait l'objet de 875 mises en demeure et donné lieu à 16 contraventions; la statistique a relevé, en 1901, 939 mises en demeure, dont l'inexécution a entraîné 34 contraventions.

L'action du service ne s'est pas limitée aux ateliers eux-mêmes; elle s'est étendue également à leurs dépendances, telles que dortoirs, réfectoires, etc., qui ont reçu des améliorations sensibles.

M. l'Inspecteur divisionnaire de la circonscription de Marseille signale les progrès réalisés sur ce point dans un grand nombre d'établissements de l'industrie de la soie de sa région, où les ouvrières sont fréquemment logées: « Les soins de propreté, tels que balayage, lavage, blanchiment à la chaux des murs, sont obtenus à peu près partout. Des lavabos ont été établis dans les dortoirs, et on a percé des ouvertures là où l'air et la lumière manquaient. Les fenêtres des dortoirs, qui autrefois restaient closes, sont ouvertes tous les matins et fermées au coucher du soleil. Nous avons obtenu, dans les nouvelles installations, le couchage unique et le changement des draps de lit tous les mois. Nous arrivons actuellement à une étape que les règlements ne nous permettent pas de franchir, bien que nous considérions comme insuffisamment satisfaisante la situation faite aux ouvrières logées à l'usine ».

Une pratique recommandable est en usage dans un certain nombre d'établissements: chaque jour une équipe spéciale répand sur le sol des ateliers, couloirs, etc., de la sciure de bois mouillée à l'aide d'une solution antiseptique, et l'enlève ensuite sans production de poussière. En outre, les murs, plafonds, colonnes de soutien, revêtus d'un enduit à l'huile, sont nettoyés tous les samedis en l'absence du personnel.

On ne peut que souhaiter la généralisation de ces excellentes mesures dont le résultat serait d'enrayer notablement le développement de la tuberculose.

ART. 2. — *Matières putrescibles*. — On signale que, dans bien des locaux où l'on met à l'œuvre des matières organiques altérables, tels qu'abattoirs, mégisseries, fabriques de colle forte, d'engrais chimique, de margarine, de gélatine, de noir animal, de conserves alimentaires, etc., les mesures prescrites par le service ne peuvent pas toujours être exécutées dans de bonnes conditions en raison de la mauvaise disposition et du délabrement des bâtiments.

⁽¹⁾ D'après le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes au Président de la République, du 16 novembre 1902 (*Journal officiel*, 26 novembre 1902).

ART. 3. — *Gaz délétères.* — Cet article, qui ordonne d'assainir, par une ventilation préalable, les puits, canaux de fumée, fosses dans lesquelles des travaux doivent être entrepris, n'est applicable, ainsi que le fait remarquer l'inspecteur divisionnaire de Dijon, qu'aux travailleurs protégés par la loi du 12 juin 1893. Il regrette que la loi ne s'applique pas aux établissements agricoles; chaque année, au moment des vendanges, nous avons à déplorer une série d'accidents généralement mortels dont les hommes, occupés dans les chais, ont été victimes en pénétrant dans des cuves ou des foudres avant d'en avoir chassé complètement l'acide carbonique.

ART. 4. — *Cabinets d'aisance.* — L'article 4 du décret du 10 mars 1894 prescrivait l'obligation d'installer des cabinets d'aisance avec inflexion siphonide du tuyau de chute. Cette disposition avait soulevé de nombreuses réclamations de la part des industriels. Ils objectaient que des dispositions de ce genre ne pouvaient être mises en pratique que dans les localités où l'eau se trouve distribuée en abondance, et où existe, d'autre part, le système du tout à l'égout.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, saisi de la question, a émis l'avis qu'il y avait lieu de supprimer la disposition critiquée et de la remplacer par une prescription générale aux termes de laquelle les cabinets devront être aménagés de manière à ne dégager aucune odeur.

C'est ce texte qui, approuvé par le Conseil d'État, est devenu le décret du 9 août 1902, incorporé à l'article 4 du décret de 1894.

D'ailleurs, il convient de remarquer que, sauf dans les villes importantes où fonctionne le système du tout à l'égout, les inspecteurs du travail avaient généralement exigé des dispositions en tout point conformes au texte nouveau.

Les plus nombreuses mises en demeure du service réclamaient la non-communication des cabinets avec les locaux affectés au travail, et la légitimité de cette mesure d'hygiène est entièrement justifiée. Elle est, d'ailleurs, facile à réaliser par l'installation d'un tambour possédant une prise d'air en communication avec l'extérieur.

ART. 5. — *Cube d'air ; chauffage des ateliers.* — On a encore constaté que de nombreux ateliers présentaient un cube d'air inférieur à 6 mètres par personne occupée. Les contraventions à la disposition réglementaire qui a fixé ce minimum sont, en fait, assez difficiles à relever. Elles ne se produisent, en effet, qu'aux périodes de suractivité, parfois assez courtes, et elles doivent, aux termes de la loi elle-même, être précédées d'une mise en demeure à l'échéance d'au moins un mois. Néanmoins 160 contraventions ont été relevées de ce chef au cours de l'année écoulée.

Ces contraventions ont été, pour la plupart, relevées dans les industries de la confection des fleurs et plumes, de la couture, etc.

Pour remédier à cette situation, mon administration a mis à l'étude une disposition obligeant l'industriel à afficher dans chaque atelier le nombre maximum d'ouvriers qui peuvent y être occupés.

Chauffage. — Le décret du 14 juillet 1901 a ajouté aux prescriptions du même article l'obligation de chauffer convenablement en hiver les locaux fermés affectés au travail.

La pratique n'a point fait apparaître jusqu'ici les divergences d'appréciation que pouvait faire craindre l'obligation, forcément un peu vague, portée au décret, de chauffer convenablement les ateliers.

On signale, dans la huitième circonscription, un certain nombre d'industries dans

lesquelles l'application du décret du 14 juillet 1901 n'est pas sans présenter de sérieuses difficultés d'application.

Dans des scieries mécaniques, dans des fabriques d'enveloppes de paille pour bouteilles, dans les délissoirs des papeteries, et généralement dans les industries qui manipulent des matières facilement inflammables, il est assez difficile de trouver un mode de chauffage qui ne présente pas de danger d'incendie. Les compagnies d'assurances ont, paraît-il, le soin de stipuler qu'elles ne garantissent les risques qu'autant qu'il ne sera pas installé un foyer dans l'atelier ou dans son voisinage immédiat.

L'inspecteur divisionnaire reconnaît que le mode de chauffage à adopter serait celui à la vapeur par siphon. Mais la dépense d'une telle installation est considérable et ne saurait être exigée de tous les industriels. Aussi a-t-on commencé l'année dernière à fermer certains ateliers pendant la période des grands froids.

Quelques inspecteurs signalent une pratique qu'ils considèrent comme regrettable et qui consiste à faire coucher des ouvriers dans les locaux affectés au travail. Ils expriment le vœu qu'une addition à l'article 5 du décret interdise nettement une pratique aussi préjudiciable à l'hygiène des ouvriers ainsi logés, qu'à la santé de l'ensemble du personnel.

ART. 6. — *Poussières, buées, gaz.* — Cet article est l'un des plus importants du décret. Il a donné lieu à 997 mises en demeure au cours de la dernière année. Le service apporte un soin tout particulier à l'application de ses prescriptions si importantes au point de vue de l'hygiène de l'ouvrier.

On se souvient que l'arrêt de cassation du 29 mai 1898 a déclaré qu'à la différence des gaz dont l'évacuation n'est prescrite que s'ils sont incommodes, insalubres ou toxiques, toutes les poussières doivent être évacuées sans distinction.

À la date du 24 août 1901, il a été prescrit au service d'inscrire des mises en demeure relatives à l'évacuation des poussières dans toutes les *fabriques de chaux et de ciment*. Les industriels qui avaient tout d'abord élevé contre ces mises en demeure d'assez nombreuses réclamations, se préoccupent, aujourd'hui, de satisfaire à l'obligation légale. De toutes parts, les rapports des inspecteurs signalent des tentatives intéressantes et de notables améliorations réalisées.

Dans une importante usine de la région de Lyon, il a été procédé à l'installation d'un système nouveau qui consiste à aspirer les poussières sur les moulins, les broyeur, les bluteries, etc., au moment où ces poussières se produisent. L'air chargé de poussières est conduit dans une chambre spéciale où il se trouve dans l'obligation de traverser des sacs de flanelle disposés en accordéon ou en chicane : l'air peut bien traverser les sacs mais la poussière reste suspendue le long de l'étoffe ; elle tombe en partie par son poids ; la plus fine, qui tendrait à rester accolée à ces sacs, voit sa chute précipitée par l'effet de cannes qui secouent automatiquement et à intervalles réguliers chacun des sacs. Cette poussière tombe dans un large conduit bien fermé d'où une vis sans fin la ramène aux silos. Avant d'arriver à la grande chambre de séparation de l'air et de la poussière, les conduits d'aspiration de la poussière viennent tout d'abord traverser, dans une grande gaine creuse, hermétiquement fermée, qui longe toute l'usine ; la poussière très lourde se dépose dans cette première gaine où une vis sans fin la prend pour la conduire à volonté soit aux bluteries, soit aux silos ; l'air débarrassé de cette première poussière très lourde, arrive ensuite à la chambre des sacs. On a donné aux tuyaux d'aspiration une inclinaison presque verticale afin d'en éviter l'obstruction.

M. l'Inspecteur divisionnaire de Lyon signale que le ventilateur de l'usine dont il s'agit prend sept à huit chevaux ; l'installation complète a coûté près de

20,000 francs ; par contre, il rentre dans les silos, venant de la chambre à poussières ou de la gaine intermédiaire, de 150 à 200 kilogrammes de ciment par journée et par moulin, ce qui fait, pour l'usine, près de 1,000 kilogrammes de ciment récupéré chaque jour ; ce ciment est d'une valeur marchande d'environ 2 fr. 50 les 100 kilogrammes, soit donc 25 francs par jour rendus à la caisse par cette installation hygiénique.

Dans l'industrie textile, le principe de l'évacuation des poussières au moyen de hottes ou de cheminées surmontant les cardes est de plus en plus abandonné. Les poussières n'étaient entraînées de cette façon qu'en très petite quantité, et l'air des ateliers restait constamment vicié.

M. l'Inspecteur divisionnaire de Lille reconnaît qu'au contraire, l'aspiration *per descensum* capte la totalité des poussières dès leur formation et assure le renouvellement constant de l'air. Ajoutons que plusieurs industriels ayant expérimenté ce nouveau mode d'évacuation déclarent obtenir un rendement plus élevé. Quoi qu'il en soit, en admettant même que ces installations n'aient pas donné, quant au triage des déchets, tout le profit qu'on espérait, elles donnent, tout au moins, complète satisfaction au point de vue de l'hygiène.

L'élimination des buées n'a pas donné, jusqu'à ce jour, des résultats aussi satisfaisants que l'enlèvement des poussières.

M. l'inspecteur divisionnaire de Marseille s'est appliqué à résoudre la question dans les *filatures de soie* de sa circonscription.

Il expose que, lorsque la filature est vaste, quand le cube d'air est considérable, cette masse d'air absorbe les buées peu importantes produites par les bassines fileuses, dont l'eau est maintenue à une température de 70 degrés environ, à condition cependant de renouveler cet air à l'aide de cheminées d'appel. De la sorte, l'air n'arrive pas à trop grande saturation. Il ne saurait en être de même quand les bassines batteuses dont la température de l'eau est constamment à 100 degrés, déversent dans les locaux de leur travail leur contingent de buées en quantités considérables. Il a pu constater, dans certaines journées d'hiver, la formation de nuages si opaques qu'on ne distinguait même pas les ouvrières. Ce milieu humide dans lequel travaille le personnel des filatures pendant dix heures par jour, pénètre les vêtements légers des ouvrières et les expose, quand elles quittent l'atelier pour rentrer chez elles, aux plus graves dangers de maladie. Cette situation précaire rend de plus en plus difficile le recrutement du personnel.

Dans les *teintureries* du Nord, de grandes améliorations ont été réalisées. L'installation qui tend à se généraliser comprend, dit M. l'inspecteur divisionnaire de Lille, l'emploi de hottes avec cheminées d'appel et d'un système de chauffage par tuyaux à ailettes. Ce chauffage est réglé de manière à éviter la formation de buées, tout en assurant une température et un état hygrométrique convenables.

Dans les *papeteries*, la production des buées est une nécessité industrielle ; c'est grâce à elle qu'on obtient le séchage convenable de la feuille de papier, on ne saurait donc en éviter la production. Il faut toutefois les empêcher de se répandre dans les parties froides du local. Sur la demande du service, un fabricant de papier de la circonscription de Marseille a bien voulu entreprendre, en 1902, des essais qui paraissent devoir donner des résultats satisfaisants : à l'aide de cloisons suspendues, on limitera la partie de la salle de la machine occupée par les cylindres sécheurs, seul point de production des buées. Ces cloisons auront pour effet de maintenir les buées directement au-dessus des cylindres qui se trouvent précisément dans la partie chaude du local ; des hottes avec cheminées d'appel, placées à droite et à gauche des cylindres, évacueront ces buées au dehors. Pour activer le tirage, on placera dans les cheminées d'appel l'échappement de vapeur des cylindres sécheurs,

L'enlèvement ainsi réalisé des buées dans la salle de la machine à papier améliorerait sérieusement les conditions d'hygiène des ouvriers employés à la conduite de ces machines.

L'article 5 contient dans ses dispositions finales des prescriptions spéciales aux industries qui produisent des matières irritantes ou toxiques.

M. l'inspecteur divisionnaire de Paris signale les mesures prises dans une *fabrique d'accumulateurs électriques*.

« Les diverses opérations génératrices de poussières ou de gaz irritants ou toxiques ont été l'objet des aménagements suivants : les chaudières de fusion du plomb sont munies de hottes qui évacuent les buées chargées de particules plombiques à la grande cheminée de l'usine. Le malaxage des oxydes de plomb, l'évaporation partielle des liquides ammoniacaux absorbés dans cette opération, et la réduction en fragments du gâteau formé avec la pâte ainsi obtenue, sont exécutés sous une hotte reliée avec un ventilateur d'un débit de 7,000 mètres cubes à l'heure, sous l'action duquel s'achève, dans un appareil spécial, la dessiccation des fragments de gâteau. La caisse à poussière des appareils broyeurs est en communication avec la cheminée de l'usine. Le remplissage des plaques s'effectue sous l'action d'une ventilation très énergique qui balaye tout l'espace occupé sur les tables par chacun des ouvriers chargés de cette opération dangereuse. La partie des tables où s'effectuent le démoulage et le nettoyage du moule est à claire-voie et à double fond, les brosses mécaniques sont enveloppées d'un tambour; double fond et tambour sont reliés à un ventilateur. Enfin, les vapeurs acides de la salle de formation sont également aspirées par un puissant ventilateur. »

Dans la 2^e circonscription (Limoges), le service a dû remédier aux dangers d'une industrie confinée dans la ville de Limoges : la *chromolithographie céramique*.

« La nécessité de produire du décor à bon marché avait fait créer cette industrie qui consistait à préparer des feuilles avec couleurs plombifères dans la proportion parfois formidable de 60 p. 100 de sels de plomb.

« Les poussières produites par le poudrage et l'époussetage avaient occasionné des accidents saturnins dont quelques-uns mortels. Le personnel employé était exclusivement féminin.

« A la suite des précautions prises, des appareils et des machines mises en œuvre, des mesures d'hygiène et prophylactiques imposées, tous accidents ont été conjurés, et depuis plus de cinq ans on n'en entend plus parler. Cependant, cette année, deux mises en demeure ont été inscrites au registre de deux nouveaux ateliers.

Dans les *fabriques de céruse* de la 5^e circonscription (Lille), les accidents dus au saturnisme, qui étaient en 1899 de 87 et en 1900 de 65, sont descendus à 35 en 1901. Il est vrai, ajoute l'inspecteur divisionnaire, que deux fabriques de céruse ont disparu et que, dans les autres, le personnel a été réduit par suite des mesures prises contre l'emploi de cette matière.

Dans un établissement affecté à la *fabrication du chlorure de chaux* par l'électrolyse du chlorure de sodium ou de potassium, un certain nombre d'ouvriers ont été successivement atteints d'une maladie toute spéciale donnant naissance, sur la face, la poitrine et le dos, à une éruption de petits boutons d'acné, accompagnés de tubercules de grosseur variable. Ces petits boutons présentaient tous un point noir, de telle sorte qu'ils rappelaient assez bien l'effet d'une décharge de poudre reçue à courte distance. Les caractères navrants de cette maladie sont sa persistance par suite d'une poussée continue d'acné; et ensuite les traces indélébiles qu'elle laisse sur les différentes parties du corps. Le docteur Fumouze l'a dénommée : « *Dermatose chlorique électrolytique* ». Cette maladie avait du

reste été constatée précédemment en Allemagne dans des établissements similaires,

« Le service de l'inspection, dès qu'il a eu connaissance de cette maladie professionnelle, s'est empressé d'en rechercher les causes et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en arrêter les effets. Ce n'est qu'après bien des observations faites sur place qu'il a pu circonscrire le champ de ses recherches et acquérir la quasi-certitude de la cause de cette maladie. Elle serait due au contact des matières déposées sur les électrodes, parmi lesquelles se trouve un oxydant très énergique, le chrورانile ou quinone tétrachloré, dont les vapeurs sont très irritantes. Les produits gazeux qui accompagnent ces matières, comme le chlore, ne sont susceptibles que de produire une irritation des tissus, mais il est bien certain que c'est là encore une condition pour donner un champ de prise à la maladie. Le contact de ces maladies étant plus particulièrement le fait des ouvriers chargés des éléments de décomposition, c'est parmi ceux-ci que la maladie avait produit ses ravages.

« Les mesures réclamées ont été des plus simples et elles ont été adoptées avec empressement par le chef de cette industrie : transports hors de la salle d'électrolyse des éléments de décomposition : leur éventrement, après refroidissement complet, pour débarrasser l'armature ; manipulation constamment faite avec les mains pourvues de gants étanches ; lavages fréquents des mains ; bains et douches, enfin, à la fin de chaque journée de travail. Ces mesures paraissent avoir produit un complet effet car, depuis lors, le service n'a plus eu connaissance d'aucun cas de dermatose. »

ART. 8 et 9. — *Aération.* — Les dispositions des articles 8 § 1, et 9, du décret du 10 mars 1894, qui interdisent, d'une part, aux ouvriers de prendre leurs repas dans les ateliers, et qui prescrivent, d'autre part, l'évacuation desdits ateliers pendant les interruptions du travail pour ces repas, ont soulevé un très grand nombre de réclamations. Ces réclamations émanent, en premier lieu, des usines à feu continu, notamment des papeteries et des sucreries, et, en second lieu, des petites industries de Paris et des grandes villes, telles que confections, modes, fleurs et plumes. Les industriels font valoir que l'application stricte des dispositions précitées tournerait au détriment des ouvriers que le décret a voulu protéger, puisqu'elle les priverait, pendant les heures des repas, de l'abri que leur offrent les ateliers où ils travaillent, et les exposerait aux intempéries et aux tentations de la rue. Ces inconvénients seraient encore aggravés la nuit dans les usines à feu continu. Quant à l'établissement de réfectoires qui pourrait remédier à ces inconvénients, cette solution ne serait pas toujours possible. L'expérience faite démontrerait que les ouvriers manifesteraient la plupart du temps une répugnance insurmontable à utiliser les réfectoires mis à leur disposition. D'autre part, dans les petites industries urbaines, l'exiguïté des locaux dont disposeraient les industriels ne leur permettrait pas d'affecter à leurs ouvriers et ouvrières des salles spéciales à l'usage de réfectoires.

La grande majorité des inspecteurs du travail s'étant prononcée pour la modification des articles 8 et 9 du décret du 10 mars 1894, pour des raisons assez analogues à celles invoquées par les industriels, le Ministre a mis à l'étude la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de provoquer la modification de ces articles du décret.

Les vestiaires et lavabos prescrits par le même article sont loin de présenter partout des conditions d'installation suffisamment hygiéniques. Cependant un certain nombre de vestiaires ont été installés conformément aux prescriptions du décret ; mais les inspecteurs constatent que bon nombre d'ouvriers préfèrent conserver leurs

vêtements près d'eux afin de pouvoir les reprendre sans formalité ni perte de temps pendant le repos. Ce n'est que du temps et de la généralisation de l'hygiène individuelle des travailleurs qu'il faut attendre sur ce point les améliorations désirables.

ART. 10. — *Moteurs.* — Cet article qui prescrit l'isolement des moteurs, le nivellement du sol entre les machines, l'établissement d'un passage entre les mécanismes, l'installation de rampes et de garde-corps, a fait l'objet, en 1901, de 2,883 mises en demeure suivies de 117 contraventions.

A propos de l'isolement des moteurs, M. l'inspecteur divisionnaire de Lyon fait remarquer que, dans quelques cas, il y aurait intérêt à ce que le moteur fût placé en dehors des bâtiments de l'usine : c'est lorsqu'il fonctionne au moyen du gaz à l'eau ou gaz pauvre.

L'économie réalisée par l'emploi de ce gaz a développé très rapidement son emploi. Malheureusement il renferme une proportion très élevée d'oxyde de carbone. Qu'il survienne une fuite quelconque ou qu'on soit obligé, pour exécuter une réparation, de déboulonner un des conduits d'amenée du gaz, c'est l'intoxication possible pour les ouvriers qui se trouvent dans le voisinage; cette intoxication est d'autant plus à craindre que l'espace dans lequel est enfermé le moteur est plus isolé.

ART. 11. — *Monte-charges.* — Le nombre des monte-charges, ascenseurs, élévateurs augmente tous les jours, et ils ne sont pas toujours installés par des spécialistes ayant toutes les connaissances techniques nécessaires. Les inspecteurs sont amenés fréquemment à rappeler aux industriels les mesures de précaution prescrites par l'article 11, en limitant au plus court délai, en raison des dangers, l'échéance de leur mise en demeure.

ART. 12. — Les mêmes difficultés se rencontrent dans l'application de l'article 12 qui prescrit la protection des parties dangereuses des machines, interdit le maniement des courroies à la main et l'emploi des ouvriers dans le plan de rotation des engins tournant à grande vitesse. 6,223 mises en demeure ont dû être faites par le service en 1901; 586 procès-verbaux ont été dressés pendant la même année.

Les mesures de sécurité prévues à l'article 12 sont d'autant plus difficiles à faire observer que l'ouvrier, par indifférence ou par accoutumance professionnelle, néglige souvent de se servir de l'appareil protecteur qui modifie ses habitudes de travail; parfois même il l'immobilise par une attache, ou le relègue dans un coin. Des outils les plus dangereux, les *scies circulaires*, paraissent pourtant plus protégés que par le passé. Parmi les dispositifs ingénieux signalés cette année on peut citer ceux ci-après indiqués dans le rapport de M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Marseille, et en usage dans une scierie mécanique des Hautes-Alpes.

« La scie circulaire est protégée par un chapeau grillagé en forme de segment de cercle, supporté par une solide crémaillère. Un pignon permet de monter et de descendre la crémaillère à volonté et de couvrir tout ou partie de la lame suivant les dimensions du bois; un cran d'arrêt permet de fixer à volonté cette crémaillère à tous les points de la course. La manœuvre de l'appareil se fait aisément et sans perte de temps, au moyen d'une manivelle qui agit sur le pignon. Un couteau diviseur bien établi et solide complète le système.

« Le châssis de la scie verticale est entouré d'un encoffrement en bois avec panneaux articulés par des charnières solides. L'encoffrement étant fermé, le châssis peut fonctionner librement sans qu'il en résulte la moindre gêne pour le travail, et les ouvriers ne peuvent pas toucher involontairement à la lame. Lorsqu'on veut dé-

placer le châssis pour changer la lame, on ouvre l'encoffrement avec facilité et sans perte de temps.

« Cette protection constitue, à notre avis, le progrès le plus réel constaté jusqu'à ce jour pour cette catégorie de machines. Le fonctionnement en est simple et le coût peu élevé. »

Ainsi que le fait remarquer M. l'inspecteur divisionnaire de la 3^e circonscription (Dijon), « il n'y a pas de système, si bon fût-il en principe, qui puisse s'appliquer indistinctement à toutes les scies, et il est indispensable, au contraire, que les dispositifs de chaque appareil varient avec la nature de la scie et avec le travail à accomplir.

« A ce point de vue, les contremaitres des ateliers de scieries mécaniques sont les mieux placés pour imaginer des appareils réellement pratiques et j'en ai plusieurs exemples dans ma circonscription.

« La plus grande difficulté dans le perfectionnement des couvre-scies est certainement d'arriver à une protection efficace de la main de l'ouvrier au moment précis de la fin du sciage. A défaut de l'interposition d'un véritable garde-main, on a réussi toutefois à adapter à certains appareils des index ou lames mobiles qui donnent à l'ouvrier un utile avertissement au moment dont il vient d'être parlé.

« Quoiqu'il en soit et quelque imparfaits que soient les couvre-scies connus jusqu'à ce jour, j'estime qu'il est de la plus haute importance de ne pas se rebuter parce que la solution définitive est loin d'être impossible. »

La protection des ouvriers contre le *saut des navettes* appelle les observations suivantes de M. l'inspecteur divisionnaire de Lille :

« Quelques accidents, peu graves il est vrai, ont encore été occasionnés par le saut des navettes. Des enquêtes faites, il résulterait que quelques-uns de ces accidents sont arrivés à des ouvriers dont les métiers étaient munis de boucliers en toile métallique ou en osier. Ces appareils protègent les ouvriers des métiers voisins, mais non celui qui surveille le métier même, toujours exposé à être blessé par sa propre navette. Le garde-navette, qui se place sur le battant de chasse et empêche la navette de dévier, complète les mesures de sécurité en ce qui concerne les métiers à tisser. Un grand nombre de tissages font usage des deux systèmes; dans ceux où rien n'était fait, des mises en demeure ont été signifiées. »

ART. 14. — Un appareil d'arrêt du moteur doit, aux termes de cet article, être placé sous la main des conducteurs, et les chefs d'atelier et conducteurs de machines doivent avoir à leur portée le moyen de demander l'arrêt.

Ces dispositions viennent d'être complétées par un décret du 6 août 1902 qui décide que chaque machine-outil, métier, etc., sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne.

Les articles 15 à 18 ne donnent lieu à aucune observation particulière.

II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, les déclarations d'accidents reçues par les maires doivent faire l'objet d'un avis adressé à l'inspecteur du travail, ou à l'ingénieur des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

Les rapports des inspecteurs constatent d'une façon à peu près unanime l'exactitude plus complète avec laquelle les avis de déclarations d'accident sont transmis au service.

Les infractions à la disposition de l'article 11 de la loi de 1898 ont donné lieu à 171 procès-verbaux.

Quant à l'affichage prescrit par l'article 31 de la loi du 9 avril 1898, son inobservation a donné lieu à 339 procès-verbaux de contraventions.

Voici, par catégories professionnelles, le nombre des accidents déclarés rapproché du nombre des ouvriers employés dans chacune des catégories. Il n'a pas été possible de donner le personnel employé dans les catégories qui ne sont pas soumises au contrôle général de l'inspection du travail : le service ne possédant pas de données statistiques sur le nombre d'ouvriers qui y est occupé.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	NOMBRE d'accidents déclarés en 1901.	NOMBRE d'ouvriers existants.	PROPORTION pour 1,000.
Pêche ⁽¹⁾	87	"	"
Forêts, agriculture ⁽¹⁾	2,846	"	"
Industries extractives (Industries annexes des)	204	"	"
Alimentation.....	14,959	213,873	69.9
Industries chimiques.....	10,364	95,559	108.4
Caoutchouc.....	4,084	68,768	59.4
Industrie du livre.....	2,164	78,241	27.6
Industries textiles proprement dites.....	15,153	576,724	26.3
Travail des étoffes, vêtements.....	1,803	371,639	4.8
Travail des pailles, plumes, crins.....	159	11,125	14.3
Cuir et peaux.....	3,494	116,886	29.9
Industries du bois.....	17,262	247,946	69.6
Métallurgie.....	18,212	90,578	201.1
Travaux des métaux ordinaires.....	49,599	458,117	108.2
Travaux des métaux fins.....	216	15,738	13.7
Travaux des pierres précieuses.....	36	1,611	22.3
Taillage et polissage des pierres.....	1,409	20,630	68.3
Terrassement, construction en pierre.....	34,873	250,041	139.4
Travail des pierres et terres au feu.....	8,793	152,201	57.8
Manutention et transports.....	41,068	"	"
Commerce, banque.....	9,157	"	"
Professions libérales.....	42	"	"
Soins personnels.....	215	"	"
Services publics.....	2,846	"	"
	239,045	"	"

Le nombre des accidents déclarés qui était, en 1900, de 232,976, excédait de 36,040 unités celui de 1899.

L'accroissement du nombre des déclarations qui s'est produit en 1901 n'est plus que de 6,069 sur le chiffre de l'année précédente; cette différence semble devoir tout entière être attribuée à ce que, dans l'ensemble de l'industrie, les accidents sont déclarés plus exactement.

L'état ci-après donne la classification, d'après leurs causes matérielles, des accidents déclarés au service de l'inspection pendant l'année 1901.

Il indique en même temps, en regard de chacune des causes d'accident, les chiffres correspondants de l'année 1900. Il sera ainsi possible de constater les amé-

⁽¹⁾ Établissements ayant un caractère industriel.

liorations qui ont pu se produire en ce qui concerne la prévention des accidents du travail.

	CAUSES MATÉRIELLES D'ACCIDENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS	
		en 1900.	en 1901.
Moteurs.....		712	680
Transmissions.....		2,267	2,320
Machines-outils, métiers, etc.....		18,805	18,631
Ascenseurs, grues, appareils de levage.....		2,074	1,992
Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....		331	351
Explosifs, poudres, dynamite, etc., etc.....		465	368
Matières incandescentes, brûlantes, corrosives.....		12,854	13,227
Éboulements, chutes d'objets.....		36,937	36,853
Chute de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage dans les excavations, etc.....		45,506	45,622
Manutention des fardeaux.....		40,715	43,064
Conduite des voitures, accidents causés par les animaux.		14,121	15,343
Outils à main (marteaux, haches, scies, rabots, etc.)..		18,100	18,459
Causes diverses.....		31,711	29,806
Causes inconnues.....		8,396	12,339
TOTAUX.....		232,976	239,045

Le tableau ci-après donne la classification des accidents d'après leurs suites probables :

GROUPES ET PROFESSIONS.	ACCIDENTS SURVENUS par 1,000 ouvriers.	INCAPACITÉ					
		MORTS.		permanente.		temporaire de plus de 4 jours.	
		Nombre.	Pour 1,000.	Nombre.	Pour 1,000.	Nombre.	Pour 1,000.
Industries de l'alimentation...	69.9	96	0.4	216	1.0	13,875	64.9
Industries chimiques, ...	108.4	69	0.7	107	1.1	9,607	100.5
Caoutchouc, papier, carton...	59.4	23	0.3	83	1.2	3,606	52.5
Industries du livre.....	27.6	2	0.1	48	0.6	1,966	25.1
Industries textiles proprement dites.....	26.3	46	0.1	421	0.7	13,853	24.1
Travail des étoffes, vêtements.	4.8	3	0.0	25	0.1	1,640	4.4
Travail des pailles, plumes, crins.....	14.3	1	0.1	6	0.5	139	12.5
Cuir et peaux.....	29.9	14	0.1	58	0.5	3,248	27.8
Industries du bois.....	69.6	83	0.3	495	2.0	15,662	63.2
Métallurgie.....	201.1	51	0.5	300	3.3	16,647	183.8
Travail des métaux ordinaires.	108.2	118	0.3	714	1.5	44,999	98.2
Travail des métaux fins.....	13.7	1	0.0	1	0.0	188	12.0
Taille des pierres précieuses..	22.3	#	#	#	#	35	21.7
Taille et polissage des pierres..	68.3	3	0.1	61	3.0	1,264	61.3
Terrassement, construction en pierre.....	139.4	377	1.5	574	2.2	32,029	128.1
Travail des pierres et terres au feu.....	57.8	42	0.3	123	0.9	8,214	53.9

Cette statistique offre évidemment une certaine part d'erreur.

Ainsi que le fait remarquer M. l'inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription, « il arrive fréquemment que les médecins ne peuvent se prononcer sur les suites probables de l'accident au moment où ils rédigent les certificats. En outre, il est à remarquer que les médecins qui délivrent les certificats, et qui sont, il ne faut pas l'oublier, dans la grande majorité des cas, ceux choisis par les sociétés d'assurances, ont une tendance à toujours porter comme une suite probable une durée plus ou moins longue d'incapacité de travail, au lieu d'une incapacité probablement permanente »

Toutefois, il en est autrement des avis de déclaration signalant des accidents ayant entraîné la mort de la victime.

Les cas de morts connus de cette façon par le service de l'inspection du travail pour les industries soumises à la loi du 9 avril 1898 dont ils reçoivent les déclarations, se sont élevés à 1,524, tandis qu'en 1900 ils avaient atteint 1,735.

III. — APPLICATION DE LA LOI SUR LES SIÈGES.

La loi du 29 décembre 1900 oblige les chefs d'établissements commerciaux où des marchandises sont manutentionnées ou offertes au public à munir leurs magasins d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

Il a été relevé, au cours de l'année 1901, 145 contraventions à cette disposition de la loi de 1900, ainsi qu'à celle relative à son affichage.

L'application de cette loi a rencontré, au cours de l'année écoulée, quelques difficultés provoquées par l'interprétation de l'article 1^{er}, qui semble ne pas exprimer d'une façon entièrement précise la pensée du législateur. En décidant que les sièges devaient être en nombre égal à celui des employées, le législateur a entendu que ces sièges leur étaient destinés et qu'elles devaient, en conséquence, être autorisées à en user quand elles se trouveraient inoccupées.

Aussi les patrons qui, après avoir respecté la loi, interdisaient expressément à leurs ouvrières de se servir des sièges mis par elle à leur disposition, se sont-ils vus condamner par les tribunaux.

Malgré les décisions intervenues, la loi ne paraît pas moins présenter encore de graves difficultés d'application. Rien ne prouve, en effet, que les employées ont le libre usage des sièges disposés pour elles, et il y a bien des manières de les empêcher de s'en servir sans contrevenir directement à la loi.

Une inspectrice de Paris commente de la façon suivante la loi du 29 décembre 1900 : « Accueillie avec joie par le personnel protégé, elle a rencontré chez les patrons peu d'opposition ouverte. Les plus intelligents ont compris que leurs affaires ne souffriraient pas d'une mesure qui ménage les forces de leur personnel ; seuls, quelques routiniers ont allégué « l'inconvenance » d'oser montrer aux clients des vendeuses assises. Ceux-ci, tout en munissant leurs magasins de sièges et en donnant officiellement la liberté de s'en servir, voient d'un mauvais œil qu'on en fasse un usage trop fréquent. Les employées qui s'assoient sont mal notées, et leur maintien ou leur avancement dans la maison s'en trouve compromis. L'inspection est désarmée dans ce cas, puisque la loi est obéie à la lettre ; on ne peut que faire appel aux sentiments d'humanité du patron et espérer que la pression de l'opinion se fera sentir assez fortement pour modifier bientôt ce fâcheux état d'esprit. »

Une réglementation plus précise existe déjà en fait dans quelques maisons de commerce. L'inspecteur divisionnaire de la première circonscription cite une maison de nouveautés employant 20 femmes qui a mis 20 sièges numérotés à leur disposition. Pour ne pas interrompre la vente, il n'y a jamais qu'une employée assise, et chacune vient tour à tour se reposer pendant dix minutes.

Le service de l'inspection du travail a pu faire en outre dans les magasins qu'il a

été appelé à visiter quelques constatations fort intéressantes au point de vue des conditions d'hygiène générale de ces établissements :

« L'accès que la loi du 29 décembre 1900 donne à l'inspectrice dans les magasins a été pour elle l'occasion d'entendre bien des doléances sur les conditions dans lesquelles s'exerce le travail des vendeuses. L'aération fait souvent défaut dans les boutiques où la place est strictement mesurée. Même dans les plus grandes maisons, les couloirs, où se fait un constant va-et-vient, les salons d'essayage, luxueusement décorés, n'ont aucune communication directe avec l'air extérieur. Le public, qui ne fait qu'y passer, n'en souffre pas ; mais les vendeuses, les essayeuses y séjournent dix et parfois douze heures, avec la seule interruption du repas de midi, et leur santé en est très atteinte. L'adoption du projet de loi actuellement soumis au Parlement donnera sans doute satisfaction à ces plaintes légitimes. »

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT L'ANNÉE 1900⁽¹⁾.

L'Administration de l'établissement des invalides de la marine a enregistré, au cours de l'année 1900, 359 naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat, ou pertes de bâtiments français sur les autres points du globe. Ce total comprend 331 navires français et 28 navires étrangers ; parmi les premiers, se trouvent 2 torpilleurs et 1 transport de l'État et 190 bâtiments de pêche. En 1899, ce total s'élevait à 478.

Au point de vue du genre de navigation, de l'espèce et de la nationalité, les bâtiments naufragés, avariés ou échoués se répartissent comme suit :

	VOILIERS		VAPEURS.	
	français.	étrangers.	français.	étrangers.
Long cours	15	4	6	4
Grande pêche	32	„	„	„
Cabotage	51	12	17	6
Bornage	40	„	3	„
Pilotage	3	„	„	„
Petite pêche	154	1	4	„
Plaisance	4	1	„	„
Bâtiments de l'État	„	„	3	„
TOTAL	299	18	32	10

Comme les années précédentes, c'est la navigation à la voile qui a été la plus éprouvée. Sur 37,200 voiliers de commerce ou de pêche (avec 106,384 hommes d'équipage) ayant quitté les ports de la métropole ou d'Algérie en 1900, 224 ont disparu ou sombré et 75 se sont avariés ou échoués sans bris. Sur 1,296 vapeurs (23,250 hommes d'équipage) 21 ont disparu et 11 se sont avariés. Sur les 299 voiliers sinistrés, 122 jaugeaient moins de 10 tonneaux, 108 de 10 à 50 et 7 seulement de 500 à 1,000 ; parmi les 28 vapeurs, près de la moitié jaugeaient de 500 à 1,000 tonneaux.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des naufrages et autres accidents de mer*, publiée par le Ministère de la Marine (Imprimerie nationale, 1902).

D'après les causes et les circonstances matérielles qui les ont produits, les 359 sinistres de 1900 se répartissent comme suit :

Navires disparus corps et biens.....	55
Voies d'eau.....	56
Échouements avec bris.....	90
Submersions.....	38
Abordages.....	22
Incendie.....	3
TOTAL des navires perdus, sombrés ou brisés.....	267
Navires avariés ou échoués sans bris.....	92
TOTAL GÉNÉRAL des sinistres.....	359

Les pertes d'hommes entraînées par ces sinistres s'élèvent à 599, dont 579 français et 20 étrangers; elles se décomposent comme suit :

Marins français.....	563
Passagers français.....	16
Marins étrangers.....	20

Au point de vue du genre de navigation, les pertes d'existences éprouvées par nos nationaux se répartissent comme suit :

Long cours.....	72
Grande pêche.....	131
Cabotage.....	109
Bornage.....	9
Pilotage.....	3
Petite pêche.....	200
Plaisance.....	5
Bâtiments de l'État.....	50
TOTAL.....	579

En dehors des accidents dus aux sinistres maritimes, on a enregistré 663 décès à bord des bâtiments français, dont 565 dans la marine du commerce et la pêche, et 98 sur les bâtiments de l'État, à savoir :

	MARINE du commerce.	MARINE de l'État.	TOTAL.
Submersion pour causes autres que naufrages ..	235	14	249
Accidents autres que submersions.....	71	14	85
Décès survenus à bord par maladie.....	259	70	329
TOTAL.....	565	98	663

Ce total de 663 est le plus élevé que l'on ait enregistré depuis 1891. Si on l'ajoute à celui des pertes d'existences à la suite de naufrages et abordages des bâtiments français, soit 599, on obtient un total général de 1,262 décès survenus à bord de notre flotte pendant l'année 1900.

Les pêches (grande et petite) ont à leur actif 46.6 p. 100 des décès maritimes de tous genres; viennent ensuite la navigation au long cours (23 p. 100), le cabotage (15.6 p. 100) et la marine de l'État (11.9 p. 100).

En dehors de son fonds de secours ordinaire, qui s'élevait en 1900 à 1,080,000 fr., l'Administration des invalides de la marine a pu, avec les ressources réalisées par le prélèvement de 4 p. 100 sur les primes à la marine marchande, distribuer 572,200 francs à 3,824 marins, veuves, ascendants ou orphelins de marins. La caisse de prévoyance des marins, instituée par la loi du 21 avril 1898 a, de son côté, alloué plus de 84,000 francs à titre d'indemnités, secours, etc.

L'Administration des invalides de la marine a enfin concédé une somme de 280,700 francs à titre de subventions à 158 sociétés de toutes natures : maisons et abris de marins, hôpitaux, maisons de retraites, sociétés de sauvetage, écoles de pêche, bureaux de placement des syndicats, sociétés d'assurances ou d'assistance mutuelles entre pêcheurs, etc. Au sujet de ces sociétés d'assurances mutuelles constituées à l'effet d'indemniser les participants des pertes de matériel, il convient de rappeler que leur nombre s'est légèrement accru en 1900 et a passé de 55 (avec 7,392 adhérents), en 1899 à 60 (avec 7,629 participants). Cette augmentation est due au changement de réglementation consacré par la circulaire du 31 décembre 1899, aux termes de laquelle le département de la marine n'accorde plus d'indemnités individuelles aux marins qui ont éprouvé des pertes de matériel de pêche. Le fonds d'indemnités est actuellement réparti entre les sociétés d'assurances mutuelles de marins et c'est à ces derniers à s'affilier à l'une des sociétés subventionnées, s'ils veulent être indemnisés de leurs pertes. En 1900, les subventions distribuées se sont élevées à 56,400 francs.

LE XII^e CONGRÈS DU CRÉDIT POPULAIRE ET AGRICOLE DE FRANCE.

Le XII^e Congrès du crédit populaire et agricole s'est tenu à Reims, du 22 au 25 octobre dernier, sous la présidence de M. Eugène Rostand, membre de l'Institut. Il a réuni plus de 150 adhérents. Sur 44 caisses régionales de crédit agricole existant actuellement en France, et qui groupent plus de 400 caisses locales, 22 avaient envoyé des délégués. De nombreuses caisses locales avaient aussi adhéré, ainsi que toutes les principales associations agricoles de la région agricole. Les Ministres du Commerce et de l'Intérieur, ainsi que plusieurs grandes associations étrangères s'étaient fait représenter.

Voici les principaux vœux émis par le Congrès en dehors de ceux qui concernent spécialement le crédit agricole :

Caisses de crédit populaire commercial et industriel. — Le Congrès, constatant une fois de plus le rôle considérable que les associations de crédit populaire jouent à l'étranger, en Allemagne spécialement, au profit de l'essor industriel et commercial, et, d'autre part, l'état d'infériorité des moyens de petit crédit de la France en pareille matière : Émet le vœu que les groupements industriels et commerciaux, de même que les Chambres et tribunaux de commerce, mettent à l'étude la question du crédit populaire et en secondent l'organisation.

Coopération urbaine de crédit. — Le Congrès renouvelle le vœu que la coopération urbaine de crédit reçoive une impulsion réglée analogue à celle qui a assuré déjà à la coopération rurale de crédit un développement ascensionnel ;

En ce qui concerne particulièrement, dans ce vaste domaine, le crédit ouvrier, — constatant les caractères qui marquèrent les anciens essais de ce crédit et les causes qui en amenèrent l'échec ;

Signale comme forme exacte la banque populaire comprenant dans son aire étendue, où

se divisent les risques par la diversité du personnel et des causes de crédit, les avances au travail sous des modalités variées, comme les perfectionnent tous les jours les coopératives urbaines de crédit en d'autres pays;

Réitère le vœu que la loi favorise la création de banques populaires simplifiées par des facilités analogues à celles établies pour les caisses agricoles;

Recommande les syndicats à objectif strictement économique, les sociétés coopératives de production et de consommation, les sociétés de prévoyance en général et, surtout, les sociétés ou groupements de sociétés de secours mutuels, comme pouvant devenir des foyers d'organisation de ces sociétés et assurer à celles qui se formeraient dans leurs cadres, avec leurs garanties de contrôle réciproque, des chances particulières de réussite.

Législation organique des coopératives. — Le Congrès, considérant que toutes les branches diverses de la coopération française ont le plus grand intérêt à se trouver placées sous un régime légal bien défini;

Informé que la loi allemande du 1^{er} mai 1889, concernant les associations, a produit les meilleurs effets sur le développement de la coopération dans ce pays;

Considérant qu'un projet de loi sur les sociétés coopératives est en suspens depuis de longues années devant les Chambres :

Émet le vœu qu'une loi organique de la coopération soit enfin votée et qu'elle s'inspire des principes admis par les précédents congrès du crédit populaire et agricole.

Concours de la mutualité à l'organisation du crédit populaire. — Le Congrès s'appuyant sur l'expérience de l'étranger, sur les caractères fondamentaux de la mutualité de secours, sur les éléments variés qui la composent, sur leurs besoins économiques;

Considérant que la satisfaction de ces besoins doit amener une diminution progressive des secours au profit des mutualités;

Constatant le rôle joué dans les campagnes par les syndicats agricoles, véritables mutualités travaillant à doter l'agriculture du crédit;

Reconnaissant le besoin de plus en plus urgent de mettre ce levier à la portée des travailleurs et des humbles;

Réitère l'avis que les sociétés de secours mutuels sont un des instruments les plus appropriés à perfectionner l'éducation économique de leurs membres, à leur faire apprécier les avantages qu'ils pourront retirer du crédit, les engage à se faire, avec le concours de leurs membres honoraires et en provoquant à l'occasion de leurs assemblées générales des conférences de vulgarisation, les promotrices de banques populaires, exprimant le souhait que chaque société ou chaque groupe local de mutualités de secours voie s'établir latéralement une mutualité de crédit.

Pour faciliter la constitution de ces sociétés, le Congrès émet le vœu qu'une loi s'inspirant des mêmes vues que celle qui a conféré aux syndicats agricoles l'organisation du crédit rural soit élaborée en faveur des sociétés de secours mutuels, en vue d'aider à l'organisation du crédit populaire urbain.

Concours des Caisses d'épargne à l'organisation du crédit populaire. — Le Congrès engage les caisses d'épargne à faciliter par des avances, ainsi que le pratiquent déjà certaines d'entre elles, le fonctionnement et même l'éclosion d'institutions de crédit agricole dans les localités qui en sont encore dépourvues, et cela par une application libérale de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895;

Il confirme ses vœux précédents pour que le Parlement élargisse cette loi en accordant une liberté facultative, partielle et réglée des dépôts des caisses d'épargne, et en rétablissant dans le dernier paragraphe de l'article 10 l'autorisation pour les caisses d'épargne d'employer le cinquième de leur boni annuel en allocations aux œuvres de prévoyance dans leur région, ce qui comprendrait les subventions initiales aux caisses de crédit agricole.

JURISPRUDENCE.

Fermeture des magasins le dimanche; inexécution de l'engagement pris à ce sujet entre plusieurs commerçants; concurrence déloyale.

TRIBUNAL DE COMMERCE D'AMIENS.

Jugement.

A la suite de démarches faites par leurs employés, un grand nombre de marchands de confection au détail avaient pris l'engagement verbal, le 30 septembre 1901, de fermer leurs maisons de commerce les dimanches et jours de fête légale, à une heure de l'après-midi à partir du dimanche 3 novembre 1901. Contrairement à cet engagement, un des marchands, le sieur W..., tint sa maison de commerce ouverte le dimanche 3 novembre 1901, après une heure de l'après-midi. Cinq de ses confrères l'ayant assigné devant le tribunal de commerce en dommages-intérêts, le tribunal a rendu le jugement suivant :

Attendu que W... oppose d'abord qu'il n'y a pas de lien de droit entre les demandeurs et lui ;

Attendu qu'il reconnaît avoir verbalement consenti avec les demandeurs à ce que leurs maisons soient fermées les dimanches et fêtes à une heure de l'après-midi ; que cet engagement liait W... aux demandeurs et qu'il n'était accepté qu'avec l'idée de réciprocité et d'égalité entre tous, pour éviter de favoriser l'une des parties par la fermeture des magasins des autres ; que cette intention ressort évidemment d'une telle convention ; que toute vente était interdite à tous en même temps après une heure de l'après-midi ; que l'engagement intéressait toutes les parties ; qu'il y a lien de droit ;

Attendu que W... oppose qu'au surplus il ne serait tenu que dans la mesure où l'engagement a été pris ; qu'il prétend s'être réservé de maintenir la porte ouverte et de recevoir lui-même les clients après le départ des employés ; qu'il ne le prouve pas et qu'il n'apparaît aucune réserve nulle part ; qu'à défaut d'autre preuve il propose un articulat qui manque de précision, ne portant ni lieu ni date fixe, et qui ne permettrait pas aux adversaires de faire la preuve contraire à laquelle ils ont droit ; que, d'ailleurs, l'articulat ne serait pas pertinent, n'ayant trait qu'à des engagements pris avec les employés et non avec les demandeurs ; qu'il doit être repoussé ; que, faute de preuves, cet argument tombe ;

Attendu enfin que W... prétend que l'engagement serait resté à l'état de projet, parce que les demandeurs lui avaient proposé verbalement d'en faire un autre ; attendu que ce second engagement aurait contenu de nouvelles conditions auxquelles W... n'aurait pas voulu s'astreindre ; qu'il n'en avait pas moins accepté le premier et qu'il reste tenu de ce fait ;

Attendu que les demandeurs réclament chacun cent francs ; qu'ils ne font pas la preuve d'un tel préjudice ; que néanmoins W... ne nie pas avoir reçu des clients après l'heure convenue ; qu'il en est résulté un dommage de peu d'importance ; que le tribunal possède des éléments suffisants d'appréciation pour fixer l'indemnité à dix francs par demandeur ;

Attendu que W... réclame, de son côté, deux mille francs de dommages-intérêts pour agissements antérieurs et postérieurs au procès ; qu'il n'établit aucun préjudice ; que sa demande doit être repoussée ;

Attendu, enfin, que les parties demandent de faire entrer dans les dépens tous droits et amendes sur pièces produites, parce que l'adversaire en aurait nécessité la

production; attendu qu'ils ne justifient ni de fraude, ni de procédés vexatoires; qu'il n'y a pas lieu d'accorder cette demande.

Par ces motifs:

Le Tribunal, jugeant contradictoirement, en la forme,

Donne acte à N... et G..., M..., D..., V... et M... de ce qu'ils acceptent la jonction des cinq demandes formées contre W... pour être statué par un seul et même jugement, en prononce la jonction.

Au fond,

Dit que W... s'est rendu coupable de concurrence déloyale et qu'en tous cas il a commis des actes dommageables en tenant ouverte sa maison de commerce le dimanche 3 novembre après 1 heure de l'après-midi et plusieurs dimanches suivants à partir de la même heure.

Condamne W... à payer à N... et G... et consorts dix francs d'indemnité à chacun,

Le déboute de sa demande en deux mille francs de dommages-intérêts et de sa demande subsidiaire d'enquête.

Syndicats professionnels; mise en interdit d'un patron; absence de manœuvres frauduleuses; absence de faute.

COUR D'APPEL DE LIMOGES (1^{re} CHAMBRE).

(Arrêt du 10 juin 1902.)

La Cour,

Considérant que la mise en interdit de l'établissement de l'appelant par le syndicat des typographes n'a pas été abusive; qu'elle a été déterminée par le refus certain de l'appelant d'accepter de signer le tarif syndical dans l'ensemble de ses dispositions, qu'elle n'a point été provoquée par un mensonge ou des manœuvres déloyales; que, si l'interdit a été maintenu, c'est que le refus de l'appelant a persisté jusqu'à la fin et persiste encore; que de même l'affichage sur les murs de la ville de cette mise en interdit n'a été qu'une réponse aux affiches apposées sur les murs de la même ville et par lesquelles l'appelant demandait des ouvriers en soutenant qu'il avait accepté le tarif du syndicat; que, dans ces conditions, l'affichage de la mise en interdit ou avis ne s'adressant en réalité qu'aux sociétaires ou syndiqués, bien que les termes en soient agressifs, n'a ni par lui-même, ni à raison du contenu de l'écrit, exercé une influence quelconque sur les ouvriers non syndiqués et n'a causé à l'appelant aucun préjudice appréciable dont le principe soit justifié; qu'il n'est pas davantage démontré que le syndicat puisse être rendu responsable des désordres qui ont eu lieu, de l'impression des chansons, des articles de journaux; qu'on n'a trouvé nulle part l'ingérence de ce syndicat si ce n'est dans l'organisation de la résistance, qui n'est pas défendue; qu'on ne relève, de la part du syndicat, ni démarches certaines, ni menaces, ni manœuvres pour empêcher les ouvriers non syndiqués d'aller travailler chez Dumont; que, si certains clients de celui-ci ont prétendu que le syndicat avait adressé des prospectus invitant la clientèle à désertier son magasin, ces prospectus ne sont point produits et rien n'établit que leur fabrication et leur envoi aient été l'œuvre du syndicat;

Par ces motifs,

Et adoptant au surplus ceux des premiers juges en ce qu'ils n'ont rien de contraire au présent:

Confirme le jugement dont est appel et condamne l'appelant à l'amende.

(*Revue pratique de droit industriel*, 1902, p. 316).

Accidents du travail ; salaire de base ; ouvrier occupé dans une entreprise depuis moins de douze mois ; évaluation d'après le salaire moyen des ouvriers de la même catégorie de cette entreprise.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 2 juin 1902.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation du paragraphe 3 de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 par fausse application du paragraphe 2 du même article :

Attendu que le paragraphe 2 de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 dispose que, pour les ouvriers occupés depuis moins de douze mois avant l'accident, la rente doit être calculée d'après la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'auront reçue pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois les ouvriers de la même catégorie ; que la généralité de ce texte commande de l'appliquer à tous les ouvriers occupés depuis moins de douze mois dans l'entreprise, sans qu'il y ait à faire de distinctions suivant la nature, la cause ou la durée de leurs engagements ;

Attendu qu'il résulte, en effet, des travaux préparatoires de la loi et de l'ensemble des dispositions portées à son article 10 que le paragraphe 3 de cet article, qui permet pour le calcul de la rente d'ajouter les gains de l'ouvrier pendant le reste de l'année à la rémunération par lui reçue dans l'entreprise, vise exclusivement le cas exceptionnel des ouvriers occupés dans une industrie dont l'activité est périodique et où, par conséquent, ne se rencontrent pas d'ouvriers de la même catégorie touchant pendant une année entière un salaire qui permette d'établir par assimilation la rémunération moyenne annuelle qu'aurait reçue la victime de l'accident ;

Attendu qu'il s'en suit qu'en décidant que la rente due par la Compagnie des chemins de fer de l'ouest, entreprise où le travail est continu, à Louapre, agent supplémentaire, employé à la gare de Rennes depuis moins d'un an, et ayant reçu dans ce service une blessure, qui lui a occasionné une infirmité permanente, devrait être calculée d'après la rémunération qui lui était allouée par cette compagnie augmentée pour compléter les douze mois de celle touchée par les employés de la même catégorie, c'est-à-dire selon la règle posée par le paragraphe 2 de l'article 10 de la loi de 1898 et non, comme il le prétendait, en tenant compte de ses gains antérieurs, l'arrêt attaqué a fait des dispositions de la loi visées par le pourvoi, une juste et saine application.

(*Revue pratique de droit industriel*, 1902, p. 314).

Accidents du travail ; incapacité partielle et permanente ; le point de départ de la rente est fixé au jour de la consolidation de la blessure.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 30 juillet 1902.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 3, 16, paragraphes 4 et 19 de la loi du 9 avril 1898 :

Attendu que la rente allouée à la victime d'un accident du travail, atteinte d'une incapacité partielle et permanente, conformément à l'article 3, paragraphe 2 de la loi du 9 avril 1898, doit courir non de l'époque où intervient une décision définitive sur le règlement de l'indemnité, mais du jour où le caractère de l'incapacité est

devenu définitivement certain; que le point de départ de la rente ne saurait, en effet, être subordonné aux éventualités de la procédure, mais qu'il doit, au contraire, avoir une date indépendante de la volonté du patron ou de l'ouvrier; qu'il s'ensuit que l'arrêt attaqué qui a fixé au jour de la consolidation de la blessure éprouvée par le demandeur en cassation le point de départ du paiement de la rente viagère et la cessation par voie de conséquence de l'indemnité journalière, loin de violer les dispositions de la loi du 9 avril 1898 invoquées par le pourvoi, en a fait une juste et saine application;

Par ces motifs;

Rejette...⁽¹⁾

(*Gazette des tribunaux*, 7 décembre 1902).

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre 1902⁽²⁾. — La situation générale du travail, pour n'être pas encore réjouissante, n'en est pas moins en progrès sur l'état du marché au mois de décembre 1901. Les fêtes de la Noël ont imprimé à beaucoup d'industries, par des commandes abondantes au-delà de toutes prévisions, une impulsion qui ne sera pas, semble-t-il, simplement passagère. À signaler une grande activité dans les diverses branches *textiles*, spécialement dans la bonneterie de Chemnitz et l'industrie drapière de Forst; puis aussi dans quelques branches du travail du *bois* (fabrication des jouets et des instruments de musique). — Par contre, crise persistante pour l'industrie *métallurgique*, la *construction des machines*, l'*ébénisterie* et le *charronnage*. Une reprise partielle, mais assez sensible du travail, a eu lieu seulement dans le *bâtiment* ainsi que dans les industries et métiers en dépendant, à la suite du temps doux qui a marqué les premiers jours du mois.

Placement en décembre 1902. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 67 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de décembre 1901, une diminution du chômage dans 32 villes, une augmentation dans 35.

⁽¹⁾ Même solution: Cour de cassation, 7 janvier et 24 février 1903 (Recueil de la *Gazette des tribunaux*, 1902, 1^{re} série, 1. 186; 2^e sem. 1. 26).

⁽²⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 décembre 1902.

Les placements effectués dans ces 67 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Décembre 1901	16,559	10,018	26,577	54,472	9,973	64,445	328.9	99.5	242.5
Décembre 1902	19,360	12,008	31,368	53,076	10,897	63,973	274.2	90.7	203.9

Grèves en décembre 1902. — 12 grèves nouvelles contre 11 en novembre 1902 et 15 en décembre 1901. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans la *métallurgie* et la *construction des machines* (6) et les *textiles* (3).

L'Office central du travail de Wurtemberg en 1901 ⁽¹⁾. — L'Office central du travail pour le royaume de Wurtemberg vient de publier son rapport pour 1901 qui contient des renseignements intéressants sur le fonctionnement de cette organisation et sur la situation du marché du travail pendant cette période.

Il existe, en Wurtemberg, 15 bureaux de travail établis dans les principaux centres; en 1900 le nombre en était de 17; il a été réduit de deux par suite de la suppression des offices de Mergentheim et de Sehraumberg, qui ont été reconnus inutiles en raison de leur peu d'activité.

Quatre de ces bureaux sont dits « principaux » : ceux de Stuttgart, Teln, Cannstatt et Ludwigsburg.

Les 15 offices existants ont enregistré, en 1901, 48,084 offres de travail, dont 34,185 pour les hommes et 13,899 pour les femmes; il a pu être donné suite à 30,806 de ces offres d'emploi.

Par contre, les demandes de travail se sont élevées, pour les hommes, à 75,081, pour les femmes, à 9,483, en tout 84,564; sur ce chiffre, 31,025 demandes seulement ont pu être exaucées.

Il n'est pas inutile de comparer ces chiffres avec ceux des années précédentes. En 1900, il y avait eu 53,490 offres contre 67,248 demandes; en 1899, les offres avaient été de 55,311 et les demandes de 62,439.

Il en résulte que, dans ces trois dernières années, le nombre des offres d'emploi n'a cessé de diminuer, alors que celui des recherches de travail a augmenté, surtout l'année dernière, d'une façon considérable.

Parmi les offres, 74,79 p. 100 provenaient du commerce et de l'industrie locales; 25,21 p. 100, de l'extérieur du royaume. La proportion est inverse pour les demandes de travail; ici 31,45 p. 100 seulement concernaient les ouvriers du pays; le reste, soit 68,54 p. 100 s'appliquaient à des ouvriers wurtembergeois.

Il est à remarquer que, dans les grandes villes industrielles comme Reutlingen, Göppingen, Tuttlingen, Heidenheim, les travailleurs indigènes ont eu très peu recours à l'Office. Il faudrait en conclure que dans ces centres la crise n'a pas eu des conséquences aussi fâcheuses qu'ailleurs.

Enfin, il a été constaté que la proportion des ouvriers qui, avant d'être embauchés, sont restés plus d'une semaine sans travail n'a cessé de décroître depuis 1896, au profit de ceux qui ont eu moins d'une semaine de chômage.

¹⁾ D'après un rapport du Consul de France à Stuttgart.

AUTRICHE.

Placement en novembre 1902 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 892 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
288	113	213	35	89	47	78	54	68	27	48	32

Grèves en novembre 1902. — 6 nouvelles grèves, avec 388 grévistes. Aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et pour les *textiles* et les *industries graphiques* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 1 succès, 1 transaction, 1 échec ⁽²⁾. Causes : salaires, 4 cas; durée du travail, 1 cas; motifs divers, 1 cas.

BELGIQUE.

Placement en octobre 1902 ⁽³⁾. — 14 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant octobre. Pour 863 offres des patrons, il y a eu 1,416 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 164 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, on comptait 1,134 demandes pour 824 offres (soit 137 p. 100) et, en octobre 1901 : 641 demandes pour 447 offres (soit 143 p. 100). De ce côté, la situation actuelle semble donc moins favorable que le mois dernier et que l'an passé à la même époque.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis quant à l'intensité du chômage parmi leurs membres, ont été obtenus de 107 unions professionnelles groupant 29,534 ouvriers. Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 1,403 (soit 4.7 p. 100).

Pour la ville de Gand, la moyenne était de 2.5 p. 100 (13,772 syndiqués); à Bruxelles, elle s'élevait à 7.6 p. 100 (pour 10,082 syndiqués); cette proportion élevée résulte surtout de la crise que traverse à Bruxelles l'industrie de la chaussure, et aussi de la présence d'un nombre excessif d'ouvriers typographes alors que l'activité des imprimeries est encore inférieure à la normale.

Grèves en octobre 1902 ⁽¹⁾. — 8 grèves nouvelles, intéressant 3,568 grévistes et 2,038 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail belge. En outre, 3 grèves commencées en septembre avec 192 grévistes ont continué tout le mois. Un lock-out intéressant 150 ouvriers a éclaté à Bruxelles et n'a duré qu'un jour. Le mouve-

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*.

⁽²⁾ Résultat inconnu dans 3 cas.

⁽³⁾ D'après la *Revue du Travail*, novembre 1902.

ment gréviste qui s'est manifesté le 15 octobre dans 17 centres charbonniers ne figure, dans le total ci-dessus, que pour *un seul* conflit.

En dehors de l'industrie houillère, les grèves d'octobre se répartissent entre des industries très diverses : extraction de la pierre, sciage du bois, apprêtage des tissus, dorure sur bois, etc.

3 de ces grèves avaient pour but une augmentation de salaire; les autres sont relatives à des questions de personnel, de règlement d'atelier ou de mode de travail.

Aucune des 8 grèves terminées en octobre n'a réussi.

Dans 4 cas, au contraire, des grévistes (47 au total) ont été congédiés.

Les conflits se répartissent comme suit : 3 dans le Hainaut, 2 en Flandre orientale, 1 dans chacune des provinces d'Anvers, de Brabant et de Liège.

Placement en novembre 1902⁽¹⁾. — 14 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations en novembre. Pour 725 offres de patrons, il y a eu 1,595 demandes des ouvriers (hommes), soit 220 demandes pour 100 offres. En octobre, on comptait 1,416 demandes pour 863 offres (soit 164 p. 100), et en novembre 1901, 345 demandes pour 712 offres (soit 206 p. 100).

La situation semble donc à la fois moins favorable que le mois précédent et que l'an passé à pareille époque.

Des renseignements suffisamment précis obtenus, en novembre, de 107 unions et fédérations d'unions professionnelles groupant 25,010 membres, il ressort que 1,278 d'entre eux, soit 5.1 p. 100 étaient sans emploi (contre 4.7 p. 100 sur 29,534 syndiqués en octobre).

A Gand, on comptait 3.3 p. 100 de chômeurs (sur 11,702 syndiqués) et à Bruxelles, 8.6 (sur 6,580 syndiqués).

Grèves en novembre. — 6 grèves nouvelles intéressant 986 grévistes et 384 chômeurs forcés et 1 lockout intéressant 400 ouvriers; continuation de 3 grèves commencées en octobre, intéressant 193 ouvriers.

Sur les 6 grèves nouvelles, 3 concernaient les houilleurs et avaient pour objet une augmentation de salaire, 2 autres (terrassiers et cigariers) étaient faites pour empêcher une diminution de salaires et le renvoi des ouvriers syndiqués. 7 grèves ont pris fin en novembre : 3 échecs (507 grévistes), 4 succès partiels (512 grévistes). Ces grèves se répartissent comme suit : Hainaut (3), Anvers (1), Brabant (1), Flandre orientale (1), Liège (1).

La durée du travail dans l'industrie et dans les mines en Belgique⁽²⁾.

— Dans les statistiques qui suivent, on a entendu par durée du travail, dans les industries et métiers autres que les mines de houille, la durée quotidienne effective du travail, repos déduits. Il n'a pas été tenu compte du travail supplémentaire effectué, le cas échéant, au-delà de la journée ordinaire. Les renseignements se rapportent en général à l'époque où eut lieu le recensement, c'est-à-dire à la fin d'octobre 1896 (31 octobre 1896); toutefois, certains patrons, dans les industries sujettes aux intempéries, comme celles du bâtiment, ont cru devoir donner la durée du travail en période de plus grande activité, c'est-à-dire au milieu de l'été. Les

⁽¹⁾ D'après la *Revue du travail*, décembre 1902.

⁽²⁾ D'après le *Recensement général des industries et des métiers*, tome XVIII, Bruxelles, 1902.

renseignements sont tirés des questionnaires remplis par les patrons et qui contenaient trois tableaux, l'un relatif aux ouvriers occupés seulement le jour, le second relatif aux ouvriers occupés seulement la nuit, le troisième relatif aux ouvriers occupés tantôt le jour, tantôt la nuit.

Des 454,155 ouvriers travaillant seulement le jour dans les industries et métiers autres que les mines de houille :

18,195,	soit	3.92	p. 100	ont travaillé	8 heures et moins ;
34,685,	—	7.50	—	—	plus de 8 à 9 heures ;
147,192,	—	31.71	—	—	— 9 à 10 heures ;
67,525,	—	14.54	—	—	— 10 à 10 heures 1/2 ;
85,218,	—	18.35	—	—	— 10 heures 1/2 à 11 heures ;
69,442,	—	15.08	—	—	— 11 à 11 heures 1/2 ;
30,868,	—	6.65	—	—	— 11 heures 1/2 à 12 heures ;
10,530,	—	2.25	—	—	— 12 heures et au-dessus.

Ainsi, en chiffres ronds, la durée du travail a été de moins de 10 heures pour 1/8 du personnel ouvrier ; pour 1/3, de 10, 10 1/2 ou 11 heures, et pour 1/4, de plus de 11 heures. Le temps de travail de 10 à 11 heures prédomine : on le rencontre chez les 2/3 des ouvriers.

D'une manière absolue, les longues journées sont plus fréquentes dans la petite que dans la grande industrie. Ainsi, sur les 13,253 industries où la durée du travail est supérieure à 11 heures, 10,664, soit plus de 80 p. 100, emploient moins de 5 ouvriers. En général, la durée du travail est très variée dans la petite industrie, attendu que le grand nombre des établissements comporte une extrême variété dans l'organisation du travail. Par contre, la durée du travail est plus uniforme dans la grande industrie.

Quant aux exploitations n'employant des ouvriers que la nuit, elles sont très peu nombreuses : il y en a en tout 480 avec un effectif de 3,039 travailleurs. Pour 2,110 d'entre eux, qui ne travaillent que la nuit, la durée du travail se répartit ainsi :

149,	soit	7.07	p. 100	ont travaillé	moins de 9 heures ;
1,839,	—	87.15	—	—	de 9 à 11 heures ;
122,	—	5.78	—	—	plus de 11 heures.

Le nombre des établissements qui travaillent de jour et de nuit est aussi relativement minime. Il n'y en a que 833, mais ils occupent 54,045 ouvriers, dont 53,195 travaillent jour et nuit. Parmi ceux-ci, 47,408, c'est-à-dire les 87,04 p. 100, sont relevés deux fois par 24 heures ; les autres, (soit les 12,91 p. 100) ont l'avantage d'être relevés trois fois. Parmi les premiers :

22,780,	soit	48.05	p. 100	ont travaillé	10 heures et moins ;
9,749,	—	20.55	—	—	10 heures à 10 heures 1/2 ;
2,668,	—	5.62	—	—	10 heures 1/2 à 11 heures ;
913,	—	1.95	—	—	11 heures à 12 heures
11,298,	—	23.83	—	ont fourni	un nombre d'heures variables ou indé-
				terminé.	

Parmi les ouvriers qui sont relevés trois fois par jour :

850,	soit	13.15	p. 100	ont travaillé	8 heures et moins ;
1,079,	—	16.70	—	—	10 heures et plus
4,531,	—	70.15	—	ont fourni	un nombre d'heures variable ou indé-
				terminé.	

Durée du travail des femmes. — Le nombre total des ouvrières de plus de 16 ans est de 78,022 [non compris les mines de houille]⁽¹⁾. Sur ce nombre, 5,919 travaillent un nombre variable ou indéterminé d'heures. Parmi les autres ouvrières :

1,207	ou	1.66	p. 100.	travaillent	8 heures et moins;
3,402	—	4.72	—	plus de	8 à 9 heures;
20,260	—	28.11	—	—	9 à 10 heures;
11,549	—	16.02	—	—	10 à 10 heures 1/2;
10,603	—	14.70	—	—	10 heures 1/2 à 11 heures;
20,668	—	28.68	—	—	11 heures à 11 heures 1/2;
3,458	—	4.79	—	—	11 heures 1/2 à 12 heures;
956	—	1.32	—	—	12 heures et plus.

Ainsi, en chiffres ronds, 25,000 femmes, soit plus d'un tiers, avaient un temps de travail excédant 11 heures.

Sur le total de 78,022 ouvrières, 2,928, soit environ 4 p. 100, travaillent la nuit. Le travail exclusivement de nuit ne se rencontre que dans les textiles. 238 femmes seulement y sont employées. Par contre, 2,690 sont employées de jour et de nuit, dont 166 dans les hauts-fourneaux, 298 dans la verrerie, 421 dans les fabriques de sucre, 1,466 dans les filatures et les peignages mécaniques de laine, 100 dans les rubaneries également mécaniques, toutes branches industrielles qui se distinguent précisément par la notable longueur de la durée du travail. Des deux grandes industries où la main d'œuvre féminine domine : les textiles et le vêtement, c'est la première qui accuse les temps de travail maxima.

Durée du travail des enfants. — Le nombre d'enfants de moins de 16 ans occupés dans les industries et métiers autres que les mines de houille est de 65,961 (42,688 garçons, 23,273 filles)⁽²⁾. Si l'on retranche 4,309 pour lesquels la durée du travail est variable ou n'a pu être déterminée, il reste 61,652 enfants, dont :

3,114,	soit	5.05	p. 100	travaillant	8 heures et moins;
4,386,	—	7.11	—	plus de	8 à 9 heures;
21,019,	—	34.09	—	—	9 à 10 heures;
9,126,	—	14.80	—	—	10 à 10 heures 1/2;
9,577,	—	15.54	—	—	10 heures 1/2 à 11 heures;
11,275,	—	18.29	—	—	11 à 11 heures 1/2;
2,442,	—	3.93	—	—	11 heures 1/2 à 12 heures;
733,	—	1.19	—	—	12 heures et plus.

a compté 36 garçons travaillant la nuit seulement et 4,611 enfants (4,238 ns et 373 filles), soit les 6.39 p. 100, occupés par équipes de jour et de nuit.

de 100 enfants travaillent au-delà de 11 heures dans chacune des industries suivantes : les textiles, la confection des vêtements, la serrurerie, la fabrication des allumettes, le travail du bois, l'ameublement, la cordonnerie et la broserie. Sur 4,647 enfants employés la nuit, la verrerie en occupe 3,262, la sidérurgie, 657, et la fabrication du sucre 447.

Mines de houille. — Pour les travaux du fond dans les mines de houille, la durée du travail s'entend de l'intervalle qui s'étend entre le moment de la descente et celui de la remonte, repos non déduits.

⁽¹⁾ Ces ouvrières ont déjà été comprises dans les statistiques qui précèdent et qui embrassent la généralité des ouvriers.

⁽²⁾ Voir la note précédente.

Sur les 116,274 ouvriers occupés dans les mines de houille :

83,416,	soit	71.16	p. 100	travaillent le jour seulement ;
27,088,	—	23.88	—	la nuit seulement ;
5,770,	—	4.96	—	alternativement la nuit et le jour.

La presque totalité des ouvriers de la surface travaillent le jour seulement. Quant aux ouvriers du fond :

57,603	travaillent le jour seulement.
25,629	— la nuit seulement.
3.233	— le jour et la nuit.

Le plus grand nombre des ouvriers qui travaillent la nuit sont des coupeurs de voies, des raccommodeurs, des boiseurs, des traîneurs ou des remblayeurs, c'est-à-dire des ouvriers travaillant à l'ouverture ou à l'entretien des galeries en dehors des périodes d'extraction.

La durée de travail la plus fréquente pour les ouvriers de toutes catégories est de 9 à 10 heures (43.76 p. 100) ; le quart des ouvriers travaillent plus de 10 h. 1/2, le septième environ travaille 8 ou 9 heures.

Au fond, la durée du travail entre le moment de la descente et celui de la remonte est inférieure à 10 heures pour plus de la moitié des hommes de plus de 16 ans. Près de 9,000 ouvriers adultes du fond travaillent plus de 11 heures. Pour la catégorie la plus nombreuse des ouvriers du fond, celle des ouvriers à veine (19,318 hommes de plus de 18 ans) c'est-à-dire ceux qui, à proprement parler, abattent le charbon, la durée du travail la plus fréquente est de 9 à 10 heures entre le moment de la descente et celui de la remonte. Pour les autres catégories occupées au transport du charbon en galeries (12,206 hommes de plus de 16 ans), la journée est plus longue, et l'on constate beaucoup moins d'uniformité. En général, la durée du travail est plus courte dans le bassin de Liège que dans les bassins du Centre, de Charleroi et de Namur ; la plus longue durée se rencontre dans le Couchant de Mons.

A la surface, les conditions du travail varient peu entre les divers bassins ; la très grande majorité des ouvriers travaillent de 9 heures à 10 heures 1/2 par jour.

Quant aux ouvriers de plus de 16 ans travaillant seulement la nuit, plus de la moitié de ceux qui sont occupés aux travaux du fond travaillent 10 heures environ entre le moment de la descente et celui de la remonte.

Quant au travail par équipes, il y a lieu de distinguer les travaux de la surface et ceux du fond. En ce qui concerne les premiers, presque tous les ouvriers sont organisés en deux équipes ; 205 seulement sur 2,275 hommes de plus de 16 ans travaillent en 3 ou 4 équipes. Au fond c'est, au contraire, l'organisation en trois équipes qui prédomine : 2,499 ouvriers sont ainsi organisés sur un total de 3,213 ; la durée du travail pour ces 2,499 ouvriers (presque tous chargés de travaux préparatoires) est de 8 heures et moins pour chaque équipe.

5,455 femmes de plus de 16 ans sont occupées dans les exploitations minières, dont 4,672 à la surface et 783 au fond.

Parmi les premières, 4,338 travaillent seulement le jour, 97 seulement la nuit et 237 alternativement la nuit et le jour. Sur les 4,338 qui travaillent seulement le jour, 1,773 seulement travaillent 10 heures ou moins, 2,174 travaillent plus de 10 heures et moins de 10 heures 1/2, 342 plus de 10 heures 1/2 et moins de 11 heures, et 40 plus de 11 heures. Pour les 97 femmes travaillant la nuit, le tiers seulement travaille 10 heures ou moins. Par contre, la plus grande partie des femmes qui travaillent par équipes (220 sur 237) travaillent 10 heures ou moins.

Au fond, presque toutes les femmes qui travaillent de jour (564 sur 695) travaillent plus de 10 heures 1/2 et près de la moitié plus de 11 heures (306 sur 695). Sur 69 femmes qui travaillent la nuit au fond, 51 font plus de 11 heures, et toutes celles qui sont occupées par équipes travaillent de 10 heures 1/2 à 11 heures.

10,697 enfants de moins de 16 ans sont occupés dans les mines : pour 9,153 d'entre eux, la durée du travail a pu être déterminée. Ces 9,153 enfants se décomposaient ainsi d'après leur genre d'occupation :

		TRAVAIL de jour.	TRAVAIL de nuit.	TRAVAIL ALTERNATIF de jour et de nuit.
Surface..	{ Garçons....	2,065	16	23
	{ Filles.....	2,213	"	"
Fond...	{ Garçons....	3,485	1,341	1
	{ Filles.....	9	"	"

Parmi les enfants occupés au fond, ceux qui travaillent le jour seulement font en grande majorité (2,183 sur 3,494) 10 heures ou moins; ceux qui sont occupés la nuit font presque tous (1,290 sur 1,341) 10 heures ou moins; il en est de même de l'unique garçon employé dans les équipes alternatives.

Parmi les enfants employés à la surface, presque la moitié de ceux qui sont employés seulement le jour (1,979 sur 4,278) font plus de 10 heures; les 75 p. 100 de ceux qui sont employés seulement la nuit font également plus de 10 heures; enfin, sur les 23 qui sont employés dans les équipes alternantes, 1 seul fait 10 heures et moins, 2 font plus de 10 heures à 10 heures 1/2, 17 plus de 10 heures 1/2 à 11 heures, 3 plus de 11 heures par jour.

CANADA.

Revue du travail en novembre ⁽¹⁾. — Le travail a été actif dans les principales industries du Dominion et la main-d'œuvre a été généralement bien employée; dans l'industrie forestière et chez les journaliers, la demande a même excédé l'offre dans presque toutes les provinces. Dans Ontario, Québec et dans la Colombie anglaise, on note la création de plusieurs fabriques importantes.

L'exploitation a été particulièrement active dans les houillères de la Nouvelle Écosse et il y a reprise de l'activité dans les mines de fer, d'or et de cuivre du Nouvel Ontario.

L'industrie des transports a dû, par suite de la grève de Pensylvanie, procéder en quelques semaines au transport des approvisionnements du charbon pour l'hiver, et des énormes récoltes de grain, opérations qu'elle faisait, les années précédentes, au courant de l'été, ce qui a fait ressortir l'insuffisance des lignes et du matériel roulant actuels.

Les mécaniciens et chauffeurs de la Compagnie du Grand Tronc ont obtenu en novembre, une augmentation variant de 15 à 25 p. 100 selon la nature du travail accompli : près de 2,000 d'entre eux ont bénéficié de cette amélioration. Les malteurs de Toronto, les maréchaux-ferrants, chauffeurs, mineurs et imprimeurs de diverses localités ont également vu augmenter leur salaire.

⁽¹⁾ D'après la *Gazette du travail* publiée par le département du travail du Canada, décembre 1901.

Le commissaire des terres de la couronne d'Ontario a continué en novembre les négociations entamées avec les représentants d'un syndicat de capitalistes des États-Unis, qui s'engageait à coloniser, en dix ans, un domaine de 2 millions d'acres concédé par l'Etat et à y amener 50,000 colons. Le syndicat construirait certaines routes, ferait au colon les avances nécessaires pour s'installer et lui vendrait les terres à un prix ne pouvant dépasser un maximum stipulé.

Grèves. — 6 grèves nouvelles ont éclaté en novembre (contre 8 en novembre 1901 et 2 en novembre 1900), affectant 7 établissements et 226 ouvriers : 1 dans le bâtiment, 1 dans les mines, 2 dans la métallurgie et 2 dans les textiles et l'ameublement. 3 de ces grèves avaient pour objet une augmentation de salaire, une, la réduction de la journée et 4, la défense de l'unionisme. Un succès et une transaction ; 4 conflits n'étaient pas encore terminés, à la fin du mois, non plus que les difficultés signalées comme existant avant le 1^{er} novembre.

ÉTATS-UNIS.

Le développement industriel de 1850 à 1900 ⁽¹⁾. — La comparaison des résultats des divers recensements effectués de 1850 à 1900 permet de se rendre compte du prodigieux développement industriel des États-Unis au cours de la seconde moitié du siècle dernier. — Les résultats des dénombremens antérieurs à 1850 sont malheureusement trop incomplets pour que l'on puisse en faire état.

De 1850 à 1900, le nombre des établissements industriels privés de toute nature a passé de 123,025 à 512,339 ⁽²⁾ ; celui des ouvriers des deux sexes de 957,059 à 5,316,802 (4,116,610 adultes hommes, 1,031,609 femmes et 168,583 enfants en 1900). Le capital investi dans l'industrie est devenu sept fois plus considérable, le total des salaires payés neuf fois plus grand et la valeur des produits manufacturés douze fois plus élevée. En même temps, tandis que la population des États-Unis triplait presque, la valeur des produits de l'agriculture passait de 8 à 23 milliards.

Le tableau suivant donne la marche de l'accroissement pendant les diverses périodes décennales :

	ACCROISSEMENT POUR CENT				
	de 1850 à 1860.	de 1860 à 1870.	de 1870 à 1880.	de 1880 à 1890.	de 1890 à 1900.
Nombre des établissements ...	14	79	0.7	40	44
Capital.....	89	109	31.0	133	50
Nombre total des salariés.....	37	56	33.0	56	25
Total des salaires.....	60	104	22.0	99	23
Matières premières	85	141	36.0	52	42
Valeur des produits fabriqués..	85	124	26.0	74	48

⁽¹⁾ D'après le *Census Bulletin*, n° 150 (seconde édition) du 15 septembre 1902 (12^e Recensement décennal des États-Unis).

⁽²⁾ Y compris, 85 établissements gouvernementaux du district de Colombie.

On remarquera que l'accroissement a été le plus considérable dans la période de 1860 à 1870. Cette période de développement intensif fut suivie d'une période de recueillage de 1870 à 1880, pendant laquelle la progression se ralentit sensiblement et à laquelle succéda, de 1880 à 1890, une nouvelle période d'expansion industrielle.

Le mouvement de progression ne s'est pas arrêté dans la dernière décade, bien qu'on ne remarque pas entre cette décade et celle qui l'a précédée des augmentations relatives aussi considérables qu'entre cette dernière et celle de 1870 à 1880.

Il est à noter que par le terme « valeur des produits fabriqués » on entend ici la valeur brute. Comme, dans beaucoup de cas, les produits manufacturés par certains établissements sont utilisés par d'autres comme de véritables matières premières, il s'ensuit que la statistique les fait figurer deux fois dans ses totaux. Au recensement de 1900, en donnant le coût des matières premières, on a indiqué séparément les quantités achetées à l'état de matières premières et les quantités ayant déjà reçu une transformation partielle. En retranchant la valeur de ces derniers produits, soit 23 milliards, des 65 milliards mentionnés ci-dessous, on peut évaluer à 42 milliards environ la valeur nette des produits manufacturés (coût des matières premières et prix de leur transformation).

Les totaux relatifs au nombre des fabriques donnés ci-dessus ne contiennent pas les établissements dont la production annuelle est inférieure à 2.500 francs, non plus que les établissements pénitentiaires, hospitaliers et d'enseignement professionnel; on en comptait 127,855 en 1900, qui, ajoutés au total 512,339 donnent un chiffre réel de 640,194 établissements de toutes sortes.

Voici les chiffres relatifs à ces diverses catégories d'établissements d'après le recensement de 1900 :

	NOMBRE			TOTAL	COÛT	VALEUR
	des établisse- ments.	des ouvriers.	CAPITAL investi.	des salaires.	des matériaux employés.	des produits fabriqués.
				Millions de francs.		
Métiers à la main ⁽¹⁾	215,814	559,130	1,962	1,440	2,413	5,918
Établissements de l'État.....	138	—	—	—	35	110
Établissements hospitaliers, pé- nitentiaires et d'enseigne- ment professionnel.....	383	—	—	—	18	33
Établissements dont la produc- tion annuelle est inférieure à 2,500 francs.....	127,419	64,702	222	11	45	149
Autres établissements.....	296,440	4,749,276	47,125	10,171	34,314	59,104
TOTAL.....	640,194	5,373,108	49,309	11,622	36,825	65,314

Voici qu'elle était, en 1880 et en 1900, la répartition, entre les différentes catégories professionnelles, des établissements privés dont la production annuelle

⁽¹⁾ Dans ces métiers sont inclus : réparation des bicycles et tricycles (6,331); les forgerons et charrons (51,791); la confection et la réparation des chaussures (23,574); la confection et la réparation des vêtements d'hommes (22,214), des vêtements de femmes (14,485); la confection d'articles de modes (16,153); les entreprises de charpente (21,332), de maçonnerie et de construction (6,434); la peinture d'enseignes et de bâtiments (15,300); la pose de plomberie, d'appareils à gaz et à vapeur (11,881); la réparation des montres, pendules et bijoux (12,243), etc., etc.

est inférieure à 2,500 francs, avec le nombre de leurs salariés et leurs salaires moyens annuels :

		NOMBRE d'établis- sements.	NOMBRE TOTAL moyen des salariés employés dans ces établissements.	TOTAL des salaires moyens annuels. en millions de dollars.
Alimentation.....	{	1900... 61,302	313.809	129
		1880... 38,427	174.410	51
Textiles.....	{	1900... 30,048	1.029.910	341
		1880... 14,137	710.493	198
Fer, acier et dérivés.....	{	1900... 13,896	733.968	381
		1880... 8,823	379.491	160
Industries du bois.....	{	1900... 47,079	546.953	212
		1880... 42,336	319.661	96
Cuirs et peaux.....	{	1900... 16,989	238.202	99
		1880... 16,208	181.772	70
Papier et imprimerie.....	{	1900... 26,747	297.551	140
		1880... 6,044	119.388	53
Liqueurs et boissons.....	{	1900... 7,861	63.072	36
		1880... 3,880	38.747	17
Industries chimiques.....	{	1900... 5,444	101.522	43
		1880... 2,914	45.443	17
Industries des pierres, terres et verres.	{	1900... 14,809	244.987	109
		1880... 10,418	132.615	39
Métaux autres que le fer et l'acier...	{	1900... 16,305	190.757	96
		1880... 9,801	85.278	38
Tabacs.....	{	1900... 15,252	142.277	49
		1880... 7,674	87.587	25
Voitures et autres moyens de transport par terre.	{	1900... 10,113	316.214	164
		1880... 4,472	68.677	27
Construction de navires.....	{	1900... 1,114	46.781	24
		1880... 2,188	21.345	12
Industries diverses.....	{	1900... 29,479	483.273	202
		1880... 11,149	188.774	66
Métiers à la main	{	1900... 215,814	559.130	288
		1880... 75,381	178.914	71
TOTAL	{	1900... 512,254	5.308.406	2.322
		1880... 253,852	2.732.595	947

Il ressort de ce tableau que le nombre des établissements n'aurait pas augmenté dans une aussi grande proportion que le nombre des ouvriers qui y sont employés. De même, le total des salaires annuels aurait plus augmenté proportionnellement que le nombre des ouvriers, de sorte que le salaire annuel moyen par ouvrier s'est élevé, de 1880 à 1900, de 1,730 francs à 2,275.

Dans certaines industries cependant, le nombre des établissements a augmenté dans une plus grande proportion que celui des ouvriers : c'est le cas, par exemple, des textiles, du papier et de l'imprimerie, des liqueurs et boissons, des tabacs. Dans d'autres, au contraire, comme dans celles du bois, des cuirs et peaux, des pierres, terres et verres, le nombre des établissements est resté stationnaire ou accuse un accroissement relativement faible, tandis que le nombre des ouvriers a augmenté dans une beaucoup plus grande proportion. Ce même phénomène se rencontre également, quoique à une moindre échelle, dans l'industrie des fers et aciers, dans

les industries chimiques, etc. Dans la construction des navires, la disproportion est frappante : tandis que le nombre des établissements diminuait de moitié, celui des ouvriers quadruplait presque. Le développement des métiers à la main est très remarquable, le nombre des établissements et des ouvriers a presque triplé et les salaires annuels ont plus que quadruplé.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre 1902 ⁽¹⁾. — Le marché du travail a été moins actif que le mois précédent. Comparée avec décembre 1901, la situation est moins bonne dans la métallurgie et les constructions navales, mais meilleure dans les textiles, le vêtement et la typographie. Il y a lieu toutefois de rappeler que les fêtes de la Noël influent quelque peu sur les résultats enregistrés ci-dessous.

5.5 p. 100 de chômeurs dans 224 trade-unions, groupant 552,415 membres contre 4.8 p. 100 en novembre et 4.6 p. 100 en décembre 1901.

5.51 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 493,133 mineurs contre 5.51 en novembre 1902 et 5.46 en décembre 1901.

317 hauts fourneaux en marche à la fin de décembre 1902, avec 22,000 ouvriers environ contre 324 à la fin de novembre et 320 en décembre 1901.

94 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 78 p. 100 dans les tissages, avec 91,400 ouvrières, femmes et filles, contre 85 et 82 p. 100 en novembre 1902 et 91 et 73 p. 100 en décembre 1901.

Grèves. — 15 nouvelles grèves en décembre avec 3,928 chômeurs, contre 24 avec 6,436 en novembre 1902, et 14, avec 3,236, en décembre 1901. 1 grève dans le bâtiment, 8 dans les mines, 3 dans la métallurgie et les constructions navales et 3 dans diverses industries.

Sur 11 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 2,958 grévistes : 3 succès, 6 échecs et 2 transactions.

Les maladies professionnelles de 1899 à 1901 ⁽²⁾. — Aux termes de l'article 73 de la loi de 1901 sur les fabriques et ateliers, tout médecin constatant un cas d'intoxication par le plomb, le phosphore, l'arsenic et le mercure ou de septicémie charbonneuse, — qu'il suppose avoir été contracté *dans une fabrique ou un atelier*, — doit en aviser l'inspecteur en chef des fabriques. Les officiers d'état civil de district sont tenus, de leur côté, d'adresser audit inspecteur le double des certificats de décès attribués directement ou indirectement à l'un des cas d'empoisonnement énumérés ci-dessus.

Certains cas de saturnisme — tels que ceux survenus dans la peinture en bâtiment ou chez des personnes ayant bu des eaux contaminées — restent donc en dehors de la loi, puisque celle-ci ne prescrit de déclarer que les maladies contractées dans une fabrique ou un atelier. Toutefois, comme ils sont assez fréquents,

⁽¹⁾ Renseignements dus à l'obligeance du *Labour department*.

⁽²⁾ D'après la *Labour gazette*, de juin 1902 (note du Ministère de l'Intérieur).

les premiers surtout, chez les peintres et les plombiers, et comme ils sont une conséquence du travail industriel, on les déclare très souvent. Ils sont classés à part et la liste en est publiée chaque mois.

I. — *Saturnisme*. — Les chiffres relatifs aux trois années 1899-1901 sont exactement comparables ; pour 1899 toutefois, les peintres en bâtiment ont été classés à « industries diverses ». Dans les tableaux qui suivent il a été compté autant de cas que d'individus atteints et déduction a été faite des rechutes, quand cette rechute a eu lieu dans les douze mois qui suivent la première attaque ⁽¹⁾.

Le tableau suivant permet de comparer la fréquence des cas d'intoxication saturnine selon les industries, pour les trois années considérées :

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	CAS DÉCLARÉS.			DÉCÈS.		
	1899.	1900.	1901.	1899.	1900.	1901.
1. Fusion de métaux.....	61	34	54	1	1	3
2. Laminage et tuyautage du plomb.....	26	17	17	—	1	—
3. Typographie.....	26	18	23	1	2	1
4. Taillage de limes.....	41	40	46	1	3	7
5. Étamage et émaillage des poteries de fer.	15	5	10	—	—	—
6. Fabrication du blanc de céruse.....	399	358	189	5	6	7
7. Fabrication du minium et du molybdate de plomb.....	23	19	14	—	—	—
8. Porcelaines et poteries.....	249	200	106	16	8	5
8 bis. Transport sur pierres lithographiques.	11	10	7	—	—	—
9. Coupage et polissage du verre.....	8	7	11	1	—	3
10. Émaillage des plaques métalliques.....	9	11	9	—	—	—
11. Fabrication d'accumulateurs électriques..	32	33	49	1	—	1
12. Fabrication des couleurs et vernis.....	75	56	56	1	1	—
13. Carrosserie.....	65	70	65	1	5	4
14. Constructions navales.....	33	32	28	—	2	1
15. Peinture dans d'autres industries.....	54	50	61	1	5	—
16. Industries diverses.....	131	98	118	2	4	2
17. Peintres et plombiers en bâtiment.....	„	199	169	„	38	41
TOTAL.....	1.258	1.257	1.032	31	76	75

Dans les travaux désignés au n° 1, l'intoxication est produite surtout par les vapeurs ; dans ceux compris dans les n° 2 à 5 au maniement du métal et dans les autres à l'absorption de sels de plomb sous forme de poussières ou de couleurs. On combat l'empoisonnement par les vapeurs et les poussières à l'aide de machines qui en assurent l'expulsion, et l'on diminue le danger que présente le maniement du métal ou des couleurs en exigeant des ouvriers une propreté rigoureuse. L'état sanitaire s'est sensiblement amélioré chez les personnes employées à la fabrication de la céruse, du minium, des poteries et porcelaines, comme aussi dans les travaux lithographiques : non seulement on y évite toute poussière, mais encore on élimine, par examen médical, les individus de santé trop délicate.

En remplaçant les couleurs à base de plomb par d'autres qui n'en contiennent pas, on a beaucoup diminué le danger que présente l'émaillage des plaques de fer ; seule la préparation des plaques pour poêles à gaz reste périlleuse.

(1) Ces rechutes ont été de 52 en 1899, de 53 en 1900, de 39 en 1901.

II. — *Hydargyrisme*. — *Phosphorisme*. — *Arsenicisme*. — Le tableau suivant donne les cas d'intoxication dus au mercure, au phosphore et à l'arsenic de 1899 à 1901 :

		NOMBRE DE CAS.		
		1899.	1900.	1901.
Intoxication par le mercure.....	Fabrication des baromètres et thermomètres..	3	1	6
	Pelleterie.....	1	2	4
	Industries diverses.....	6	6	8
	TOTAL	10	9	18
Intoxication par le phosphore (né-crose)	Fabrication des allumettes chimiques	7	3	4
	Industries diverses.....	1	■	■
	TOTAL	8	3	4
Intoxication par l'ar-senic	Peinture, couleurs, extraction de l'arsenic ...	■	7	3
	Industries diverses.....	■	15	9
	TOTAL	■	22	12
		—	—	—

Au cours de ces trois années, 5 décès seulement ont été constatés dans ces industries, un dans les fabriques d'allumettes en 1899, et quatre dans les industries arsenicales, dont trois en 1900 et un en 1901.

On a classé à « industries diverses » la fabrication des compteurs électriques et des composés de mercure (oxyde rouge, perchlorure, etc.), la galvanoplastie et le maniement du fulminate de mercure dans les fabriques de poudre; on a classé à « pelleterie » le procédé qui consiste à traiter les peaux de lapin par du nitrate de mercure (secrétage).

Pour combattre les vapeurs que dégagent les pâtes de phosphore, on a recours ici encore aux machines d'expulsion et l'on veille à ce que la dentition des ouvriers soit toujours en parfait état de propreté. Quant à l'arsenic, il a fait des victimes surtout dans les fabriques de blanc d'arsenic et de vert émeraude; vingt-quatre cas d'intoxication, dont quatre mortels, par le gaz hydrogène arsenié ont été constatés en 1900 et 1901.

III. — *Septicémie charbonneuse*. — Cette affection se rencontre surtout chez les ouvriers occupés au traitement des peaux, laines ou crins d'animaux qui sont morts du charbon. Les laines contaminées proviennent généralement d'Asie-Mineure ou de Perse, les crins et les peaux arrivent de Chine. On combat la contamination dans le travail des laines en expulsant les poussières qui servent de véhicule au microbe; on ne peut en effet, sans dommage, traiter à la vapeur certaines qualités de matières premières.

20 à 25 p. 100 des cas enregistrés, de 1899 à 1901, ont eu une issue fatale. Souvent une opération chirurgicale pratiquée dès le début de la maladie diminue les dangers de mort; l'ouvrier devra se faire soigner dès qu'il verra se produire l'éruption particulière qui est le premier symptôme de la septicémie.

Le tableau suivant indique, par industrie, les cas enregistrés pour les trois der-

nières années ; il y a lieu de faire remarquer toutefois, que la septicémie ne sévissant pas chaque année avec la même intensité, on ne doit pas attacher trop d'importance à la diminution accusée dans les totaux ci-dessous :

INDUSTRIE.	CAS.			DÉCÈS.		
	1899.	1900.	1901.	1899.	1900.	1901.
Triage de la laine.....	18	9	3	5	2	2
Peignage de la laine.....	—	—	3	—	—	2
Travail des crins de cheval.....	17	12	9	4	3	1
Travail et triage des cuirs et peaux.....	16	9	20	3	1	5
Industries diverses.....	4	7	4	2	1	—
TOTAL.....	55	37	39	14	7	10

HONGRIE.

Inspection du travail en 1901 ⁽¹⁾. — Le rapport général rend compte tout d'abord de la réorganisation radicale du service par sa fusion, depuis le 1^{er} avril 1901, avec l'inspection spéciale des chaudières. Les cadres du personnel, ainsi simplifiés, comprennent dès lors 43 personnes, réparties entre 17 districts.

Le nombre des fabriques visitées s'est élevé à 6,121 (contre 3,317 en 1900) dont 564 n'avaient pas de force motrice, occupant 196,554 personnes, savoir : 15,503 employés et contremaîtres, 172,993 ouvriers et 8,058 apprentis. Cet effectif se décomposait, d'après le sexe, en 165,818 hommes et 30,736 femmes; d'après l'âge, en 178,520 adultes (au-dessus de 16 ans) et 18,034 jeunes ouvriers.

Les inspecteurs n'avaient eu à faire des observations que dans 6,136 cas en 1900; ils ont eu à intervenir, en 1901, dans 14,345 cas. Cette augmentation s'explique par ce fait que cette année les inspecteurs ont eu à visiter de petites entreprises, qui n'avaient pas encore reçu la visite d'un inspecteur. La plupart des irrégularités ont été constatées dans les petits moulins, les distilleries agricoles et les scieries des régions montagneuses. En ce qui concerne la protection matérielle des travailleurs, la plupart des déficiences se sont rencontrées dans l'industrie du bois. Là, à vrai dire, la faute en est souvent aux ouvriers, qui refusent d'user des dispositifs protecteurs, parce qu'ils sont soi-disant une gêne dans le travail. Aussi la majorité des accidents ont-ils été relevés dans cette industrie, non pas tant d'ailleurs au cours de l'exploitation mécanique que pendant l'abattage et le transport des bois. Viennent ensuite, à cet égard, les carrières, les argilières et les sablières, ainsi que les moulins installés d'une manière primitive.

En ce qui concerne l'hygiène des travailleurs, les anciennes entreprises, installées d'une façon rudimentaire, donnent les plus grandes difficultés aux inspecteurs du travail, tandis que les nouveaux établissements provoquent rarement leur intervention. Il faut noter l'insuccès qu'à rencontré l'emploi des respirateurs dans les locaux où se dégagent des poussières ou des gaz nuisibles. Les respirateurs qui ont été souvent prescrits par l'inspection ne sont pas utilisés volontiers par les ouvriers en raison de leur construction défectueuse, qui empêche ces derniers de respirer : beaucoup se refusent même absolument à les employer. Le travail des

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*, octobre 1902.

poils d'animaux a été l'objet d'études approfondies de la part des inspecteurs, et le médecin attaché au service a été chargé de préparer une instruction à ce sujet.

93,977 ouvriers, soit les 47.8 p. 100 du total, étaient assurés contre les accidents par 876 entreprises. C'est dans la circonscription d'inspection de Raab et dans celle de Debreczin que le nombre des assurés fournit les proportions extrêmes : respectivement 65 et 21 p. 100, la circonscription de Budapest donnant un pourcentage moyen avec 41.64 p. 100. Quant aux assurances contre l'invalidité et la vieillesse, elles ne sont instituées que dans huit circonscriptions d'inspection, dont Budapest en première ligne. Les frais sont supportés la plupart du temps par les patrons.

L'état des caisses de maladie des divers districts est encore plus rudimentaire, bien que des progrès aient été évidemment réalisés dans l'année considérée. Les abus ou inconvénients constatés sont les mêmes qu'auparavant : insuffisance des secours alloués; refus de médicaments de la part des pharmaciens avant le règlement des comptes arriérés; charges excessives résultant pour les sociétaires malades des indemnités de déplacement exigées par les médecins, etc. Puis, comme pour les différentes assurances, les ouvriers des petits établissements, sur les points éloignés du territoire, ne font partie d'aucune caisse de maladie. En revanche, les institutions analogues dues à l'initiative des divers groupes industriels, des associations professionnelles et des exploitations isolées n'ont rien laissé à désirer.

Les établissements de l'État, qui sont inspectés par des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur en vertu de la loi de 1893, étaient au nombre de 30, occupant 23,924 personnes, savoir : 580 employés et contremaîtres, 23,327 ouvriers et 17 apprentis, se répartissant, par ailleurs, selon le sexe, en 7,651 hommes et 16,873 femmes; d'après l'âge, en 23,381 adultes et 543 jeunes gens (au-dessous de 16 ans). L'intervention des autorités a été provoquée dans 17 cas au total.

Là, l'assurance contre la maladie et les accidents est surtout assurée, dans les usines à fer, par des caisses corporatives (*Bruderladen*), et, dans les manufactures de tabac, par des caisses de maladie spéciales. Les premières assurent aussi, dans une certaine mesure, leurs affiliés contre la vieillesse et l'invalidité.

Enfin, l'inspecteur spécialement commis à la surveillance des travaux de construction a visité 150 chantiers (59 dans la capitale et 91 en province), sur lesquels travaillaient, à l'époque, 10,268 ouvriers. Les conditions d'exploitation, par leur caractère plus ou moins défectueux, ont motivé son intervention 340 fois (272 fois [80 p. 100] à Budapest et 68 sur le reste du territoire).

D'autre part, ce fonctionnaire a recueilli fréquemment les doléances des ouvriers au sujet, sinon des salaires mêmes qui n'ont pas sensiblement fléchi en 1901 malgré l'état stagnant des affaires, au moins de la façon arbitraire dont les prix sont appliqués dans le travail à tâche; ils réclament l'établissement d'un tarif fixe. Ils s'élèvent également contre le système de la sous-entreprise, qui aboutit de mille manières à l'exploitation de la classe ouvrière.

Au cours de 1901, il a été déclaré, dans les industries du bâtiment, 680 accidents, tous survenus dans des constructions au-dessus du sol et 287, soit les 42.2 p. 100, afférant à la capitale seule. Aucune des victimes n'était assurée, conformément d'ailleurs à une sorte de tradition déplorable pour les ouvriers occupés à ce genre de travaux. Par contre, sur les chantiers des constructions non au-dessus du sol, l'assurance-accidents est fréquente. Quant aux caisses de maladies, tous les ouvriers de l'industrie du bâtiment, à quelques exceptions près, en font partie.

Grèves en 1901 (1). — Dans les industries autres que les industries du bâti-

(1) D'après la *Soziale Rundschau*, octobre 1902, pages 489 et 492.

ment et les exploitations de l'État, on a enregistré, au cours de l'année 1901, 19 grèves. Sur ces 19 grèves, 8 se sont terminées à l'amiable, à peine déclarées; les autres ont duré respectivement : 1, 1 1/2, 2, 4, 8, 9, 10, 17 jours; 3 ont duré 3 jours. Parmi les conflits qui ont été immédiatement réglés, 2, et parmi les 11 autres, 8 ont eu une issue favorable pour les ouvriers. Dans un cas, le patron a ordonné volontairement, après la fin de la grève, une augmentation de salaire. Dans un autre cas, la grève a eu pour conséquence la fermeture de l'établissement pendant quatre semaines. En ce qui concerne les concessions faites par les patrons, elles avaient pour objet, dans un cas, une diminution de durée du travail; dans 3 cas, une augmentation de salaire; dans 2 cas, à la fois une augmentation de salaire et une diminution de durée du travail. Dans les autres cas, les ouvriers ont obtenu d'autres avantages. La grève la plus importante a été celle de Resicza, qui a été commencée déjà en 1900, et à laquelle ont pris part 500 ouvriers : elle a duré 17 jours et n'a pris fin que grâce à l'intervention du Ministre du Commerce.

Aucune grève n'a été signalée dans les établissements de l'État, ni dans les industries du bâtiment de Buda-Pesth. Par contre, on a signalé en province, dans quelques endroits, de courtes suspensions de travail causées par des questions de salaire.

NEW-HAMPSHIRE (ÉTAT DE).

Loi du 7 mars 1901 sur le travail des enfants⁽¹⁾. — La loi du 7 mars 1901 mise en vigueur dès sa promulgation, a modifié d'une façon assez sensible la législation relative à l'emploi des enfants.

Jusqu'ici, la loi ne visait que les fabriques; elle défendait l'emploi dans ces établissements des enfants âgés de moins de 10 ans et interdisait à ceux de moins de 16 ans ne sachant ni lire ni écrire, de travailler pendant les heures de classe; les enfants, enfin, devaient toujours fournir un certificat constatant qu'ils avaient fréquenté l'école pendant l'année précédant leur engagement.

Actuellement, il est interdit d'occuper dans les fabriques des enfants âgés de moins de 12 ans; les enfants de 14 ans ne peuvent être employés à un travail quelconque pendant les périodes scolaires, et ceux de moins de 16 ans ne doivent l'être, pendant ces mêmes périodes, que s'ils produisent un certificat constatant qu'ils savent lire et « écrire lisiblement des phrases simples en anglais ». Les mineurs, enfin, qui ne savent ni lire ni écrire, ainsi qu'il est stipulé ci-dessus, ne pourront être employés à un travail quelconque dans les districts où existent des écoles donnant des cours publics le soir, que s'ils fréquentent ces cours ou d'autres analogues; il reste entendu que si le médecin reconnaît que le mineur ne peut, sans danger pour sa santé, fréquenter cette école après sa journée de travail, ledit mineur pourra être dispensé de suivre les cours pendant le délai spécifié par le directeur de l'école. Toute infraction aux présentes dispositions est passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 250 francs.

⁽¹⁾ Bulletin of the department of labor, Washington, septembre 1902.

NEW-YORK (ÉTAT DE).

Revue du travail pendant le troisième trimestre de 1902 ⁽¹⁾. — L'activité générale constatée sur le marché du travail pendant les premiers mois de 1902 ne s'est pas ralentie au cours du troisième trimestre ; seule, la grève charbonnière est venue affecter l'industrie des chemins de fer de l'État, et, dans une proportion moindre, quelques autres industries. La proportion des syndiqués réduits au chômage pendant ces trois mois n'a été que de 1.9 p. 100 (contre 3.1 p. 100 pendant la période correspondante de 1901) ; ce chiffre est le plus bas qu'ait enregistré jusqu'ici le bureau des statistiques ouvrières. Le nombre moyen des journées de travail effectuées par les unionistes pendant ce trimestre a été de 71 contre 70 en 1901 et 71 en 1899.

Dans presque toutes les industries, les salaires pratiqués sont plus élevés que pendant ces dernières années ; pour les syndiqués, la moyenne pour ce trimestre, est de 985 francs par tête contre 970 en 1901. Il est à noter que la moyenne pour 1902 serait beaucoup plus élevée que celle de 1899 (985 fr.), si le développement ininterrompu du mouvement syndical n'amenait dans les rangs unionistes les ouvriers des industries les plus mal rétribuées et ne faisait ainsi baisser la moyenne générale.

Bien que l'on ait fait figurer les petites villes dans les statistiques, la moyenne des salaires de 71,787 ouvriers du bâtiment (ce chiffre représente le quart des syndiqués de l'État de New-York) a passé de 1,165 francs par tête qu'elle était pendant le troisième trimestre 1899, à 1,195 pendant la période correspondante de 1902. Pour 30,545 ouvriers de la métallurgie la moyenne a passé de 950 à 975 francs.

Grèves. — Le bureau de conciliation et d'arbitrage a enregistré, pendant le troisième trimestre, 37 nouveaux conflits intéressant 10,035 ouvriers et 441 établissements. La plupart des différends avaient pour cause une question de salaire ; 7 toutefois ont éclaté à propos d'une réduction de la journée de travail. Les ouvriers en orgues et pianos, notamment, ont obtenu la journée de 9 heures, les uns sans grève, les autres après une courte suspension de travail ; les ouvriers en orfèvrerie ayant également présenté la même revendication ont triomphé dans la moitié environ des établissements. 66 p. 100 environ des grévistes engagés dans les divers conflits ont obtenu gain de cause et 3 p. 100 un succès partiel.

Mouvement syndical. — Le nombre des syndicats ouvriers a plus que doublé au cours de ces cinq dernières années. Au 30 septembre 1902, on comptait dans l'État de New-York 2,229 syndicats avec 329,098 membres (contre 1,009 et 168,454 en 1897).

De septembre 1901 à septembre 1902, le nombre des syndicats a augmenté de 348 et le chiffre des adhérents de 52,957 ; l'accroissement a surtout été sensible pendant les mois d'été (299 unions et 49,148 adhérents). Le total de 329,098 membres comprend 313,589 hommes et 15,509 femmes ; 198,055 unionistes font partie de sociétés constituées dans la ville de New-York et 131,043 sont affiliés à celles des autres localités de l'État.

(1) D'après le *State of New York Department of labor Bulletin*, Albany, décembre 1902.

Les industries dans lesquelles le mouvement syndical a fait le plus de progrès sont le bâtiment (11,261) et la métallurgie, (14,348) ; à New-York, il y a diminution dans le nombre des syndicats pour l'industrie du bois, le commerce de détail, les employés de restaurant et diminution dans le nombre des membres dans la typographie et les transports.

Le tableau suivant fait connaître comment se répartissent par industrie, les unions et les unionistes, et indique l'accroissement survenu pendant l'été 1902.

	SYNDICATS.		ADHÉRENTS.	
	TOTAL.	Augmen- ta- tion (mars- septembre).	TOTAL.	Augmen- ta- tion (mars- septembre).
Bâtiment.....	607	74	91,181	11,261
Vêtement, textiles.....	177	22	46,984	4,865
Métallurgie.....	394	69	51,749	14,348
Transports.....	276	22	36,901	2,566
Typographie, reliure.....	109	7	21,110	281
Tabacs.....	62	3	11,633	624
Alimentation, liqueurs.....	130	5	13,371	3,493
Théâtres, musique.....	44	4	11,588	994 ⁽¹⁾
Travail du bois : ameublement....	75	6	11,823	3,289
Restaurants ; commerce de détail...	105	18	8,503	1,458
Emplois publics.....	105	24	9,160	259
Divers.....	145	45	15,095	7,698
	<u>2,229</u>	<u>299</u>	<u>329,098</u>	<u>49,148</u>

NOUVELLE-ZÉLANDE.

L'application des lois sur la conciliation et l'arbitrage.⁽²⁾ — La conciliation et l'arbitrage obligatoires ont été institués en Nouvelle-Zélande par la loi de 1894 que sont venus compléter les divers actes de 1895, 1896 et 1898.

Une nouvelle loi, en date du 20 octobre 1900, a abrogé et codifié les diverses prescriptions qui y sont contenues ; elle a été complétée à son tour par l'acte de 1901.

La loi de 1900 soumettait à l'obligation de l'arbitrage toute *union industrielle* comprenant au moins deux membres si ce sont des patrons, et sept membres si ce sont des ouvriers, qui s'était fait *enregistrer* et avait obtenu, de ce chef, la personnalité civile. Semblable obligation était étendue aux *associations industrielles enregistrées*, c'est-à-dire à toute association groupant au moins deux unions de patrons ou d'ouvriers. — L'acte de 1901 étend ces dispositions à toutes les personnes travaillant comme employés ou ouvriers. Les unions, bien que n'étant pas enregistrées, peuvent désormais conclure une convention industrielle, se rapportant à toutes les questions de travail ou visant la prévention ou le règlement des conflits, et être tenues à l'exécution des sentences rendues.

⁽¹⁾ Diminution de 994 membres.

⁽²⁾ D'après le deuxième rapport présenté au Ministre du travail de Nouvelle-Zélande par le département du travail, pour la période du 1^{er} avril 1901 au 31 mars 1902.

Tous les différends industriels que les parties n'ont pu terminer à l'amiable par une « convention industrielle »⁽¹⁾ sont examinés d'abord par les conseils de conciliation, puis portés, si l'entente n'a pu se faire, devant la cour d'arbitrage. D'autre part, tant que le conflit n'est pas réglé le travail doit continuer. Les ouvriers qui cesseraient le travail, les employeurs qui renverraient des ouvriers commettraient un délit : la loi supprime donc à peu près les grèves et les lockouts dans la colonie.

Dans chacun des districts industriels créés par la loi fonctionne un conseil de conciliation composé d'un nombre impair de membres (5 au plus) nommés en nombre égal par les unions enregistrées de patrons et d'ouvriers, et choisissant eux-mêmes comme président « en dehors d'eux, toute personne impartiale qui acceptera cette fonction ». En outre, des conseils spéciaux, ayant les mêmes attributions que les conseils ordinaires, peuvent être constitués accidentellement, pour examiner un cas spécial de conflit industriel.

Un *greffier des sentences*, nommé par le gouverneur, reçoit les demandes en conciliation que formulent l'une ou l'autre des parties intéressées dans un litige et les transmet au conseil qu'il assiste dans ses travaux. Le conseil, une fois saisi, fait une enquête minutieuse et a le droit, pour s'éclairer, de déférer le serment, exiger la comparution des personnes citées, etc. Il peut faire toutes les suggestions et prendre toutes les mesures qu'il croit susceptibles d'amener une entente, ou renvoyer le conflit à un comité pris dans son sein. Si les parties peuvent se mettre d'accord, elles rédigent une convention dont le double est conservé aux archives du conseil et dont avis est donné au greffier des sentences. Si l'entente ne peut se faire, le conseil fait les *recommandations* qu'il juge convenables et indique « ce qui, dans son opinion, devrait être fait ou évité par les intéressés. » Il stipule la période pendant laquelle le règlement proposé devrait rester en vigueur (6 mois au moins et 3 ans au plus) et la date à laquelle il devrait devenir applicable; acte de cette recommandation est adressé au greffier qui l'enregistre et le tient à la disposition des parties. Si les parties, ou quelques-unes d'entre elles, acceptent cette recommandation, soit telle quelle, soit modifiée, elles peuvent, avant que le conflit ne soit renvoyé à la cour d'arbitrage, soit conclure un règlement qui sera enregistré et deviendra immédiatement applicable, soit demander, dans un « mémoire en vue de règlement » l'application de la recommandation, intégralement, ou après modification. Dans le délai d'un mois après l'enregistrement de la recommandation, l'une des parties peut demander le renvoi, devant la cour d'arbitrage, du conflit qui n'a pu se résoudre en conciliation. Si, à l'expiration de ce délai, aucun recours n'a été enregistré, la recommandation du conseil devient applicable et a force de loi tout aussi bien qu'une convention industrielle dûment conclue entre les parties.

La cour d'arbitrage, qui fonctionne pour toute la colonie, est composée de trois membres nommés pour trois ans par le gouverneur : deux d'entre eux sont choisis par lui sur présentation des unions industrielles enregistrées de patrons et d'ouvriers; le troisième est un juge de la cour suprême et fait fonction de président. La cour règle comme elle l'entend, en équité et bonne foi, tous les conflits qui lui sont soumis.

Elle considère comme acquis les points pour lesquels preuve a été faite devant

⁽¹⁾ La loi de 1900 régit également les « conventions industrielles », c'est-à-dire les conventions passées entre des unions ou associations industrielles ou des employeurs. Les conventions doivent être faites pour une durée déterminée qui ne peut dépasser trois ans. A l'expiration du terme prévu, la convention industrielle reste en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à son remplacement. Les conventions sont enregistrées au bureau du greffier du district industriel dans lequel elle est conclue. Elles lient les parties contractantes et chacun des membres des unions ou associations industrielles qui les ont conclues.

le conseil de conciliation; elle peut exiger la production de tous les documents en possession des parties ou sous leur contrôle, citer des témoins, déférer le serment, désigner des commissions rogatoires, inspecter le travail, etc. Elle doit, dans les affaires ordinaires, rendre sa sentence dans le délai d'un mois après qu'elle a commencé à étudier le conflit. La sentence doit établir clairement, ce qui doit être fait ou ne pas être fait par chacune des parties liées ou par les ouvriers intéressés; bien plus, elle s'étend «à toute partie, union ou association industrielle ou employeur, qui, n'étant pas au nombre des parties originairement liées, s'est, pendant la mise en vigueur de la sentence, engagée dans l'industrie visée par la sentence dans le district industriel également visé, ou s'y est rattaché.»

En ce qui concerne les sentences exécutoires au moment de l'entrée en vigueur de la loi principale, le tribunal peut même, aux termes de l'acte de 1901, en ordonner l'observation à des unions, à des associations ou à des patrons du district et de l'industrie où elles sont applicables, et cela bien que ces unions, associations ou patrons n'aient pas été directement intéressés dans lesdites sentences.

La sentence est applicable pendant trois ans au maximum; elle continue à être en vigueur à l'expiration du terme prescrit par la cour jusqu'à ce qu'une autre ait été rendue, à moins que l'enregistrement d'une union industrielle qu'elle lie, n'ait été annulé.

La cour peut en outre, pendant que sa sentence est applicable, soit d'elle-même, soit à la demande de l'une des parties, la modifier pour la corriger ou lui donner une portée plus complète; l'étendre à une union ou association industrielle ou à un patron de la colonie, non visé au début, mais engagé dans la même industrie. Cette disposition, toutefois, n'est applicable que lorsque la sentence intéresse une industrie ou une fabrique dont les produits sont en concurrence avec ceux d'un autre district et lorsqu'elle lie la majorité des employeurs et des unions. La sentence s'applique aussi aux ouvriers non syndiqués au service d'un patron qu'elle lie. Elle est sans appel et ne peut être attaquée pour vice de forme; sa non observation est passible d'une amende fixée par la cour et ne pouvant excéder 12,500 francs.

Tant qu'un conflit n'est pas réglé par un conseil ou par la cour, le travail doit continuer comme si rien n'était venu troubler les relations des parties; toute suspension de travail, tout fait de grève ou de lockout, tout refus de travail ou tout renvoi est considéré comme délit et passible d'une amende pouvant s'élever à 1,250 francs à moins que le refus ou le renvoi n'ait eu lieu pour une raison étrangère au différend. La paix ne pourra être troublée pour un fait antérieur au recours.

La société des employés de chemins de fer — dont les membres sont salariés de l'État — est enregistrée comme une union ordinaire. Elle peut conclure des conventions industrielles avec le ministre des chemins de fer «de la même manière que si l'Administration des chemins de fer de l'État était une industrie». Tout conflit survenant entre la société et le Ministre est soumis à la cour d'arbitrage, après que demande en a été faite par la société. La dite société participe à la nomination des membres de la cour.

La loi a été très vivement attaquée au début. Ses adversaires ont prétendu et fait publier à l'étranger «que la Colonie et le Gouvernement, fatigués de l'arbitrage obligatoire, allaient y renoncer». Or, toutes les modifications apportées à la loi au cours de la dernière législature ne font au contraire qu'en accentuer le principe.

L'État de la Nouvelle-Galles-du-Sud, après avoir fait étudier sur place le fonctionnement de ce système, a voté une loi basée sur celle de la Nouvelle-Zélande et qui va jusqu'à supprimer la conciliation pour ne conserver que l'arbitrage obligatoire⁽¹⁾.

(1) Voir le *Bulletin* d'avril, p. 245.

Il a du reste été possible, à l'occasion de la visite faite récemment en Nouvelle-Zélande par la Commission parlementaire de la colonie de Victoria, chargée d'étudier le fonctionnement des lois ouvrières, de recueillir l'opinion des patrons et des ouvriers sur les méthodes de conciliation et d'arbitrage organisées par la loi. D'une façon presque unanime, les intéressés acceptent maintenant le principe adopté et en demandent le maintien; ils se bornent à critiquer quelques-uns des détails de la loi. C'est ainsi que certains souhaitent l'abolition des conseils de conciliation, que d'autres veulent supprimer la cour d'arbitrage et voir donner aux conseils des attributions plus étendues, que d'autres enfin demandent l'institution de deux cours, une pour chaque île, etc.

On sait que la loi de 1900 (art. 92) autorise la cour d'arbitrage à « fixer dans sa sentence ou par un ordre rendu sur la demande de l'une des parties, un taux minimum des salaires ou autre rémunération, avec la prévision spéciale d'un taux inférieur à fixer pour les ouvriers incapables de gagner le minimum prescrit ». A ce sujet, on a prétendu que souvent le salaire minimum ainsi fixé tendait à devenir bientôt le salaire moyen ou même le salaire maximum pratiqué par les patrons. Le fait peut être vrai pour les très petits établissements, mais il ne l'est certainement pas pour les maisons prospères ou de quelque importance, où le bon ouvrier reçoit toujours un salaire plus élevé. « Le bon ouvrier, dit le secrétaire du travail, sait ce qu'il vaut, et si le patron désire le conserver pour battre ses concurrents, il faudra qu'il le paye à son prix. » Il ne ressort pas, d'ailleurs, des sentences arbitrales rendues depuis deux ou trois ans, que l'institution d'un minimum ait porté préjudice aux ouvriers; la majorité d'entre eux n'a eu au contraire qu'à se louer de la mesure.

S'il est vrai, comme on l'a dit, que l'élévation des salaires ait fait augmenter le coût de l'existence, on doit reconnaître que cette augmentation même a été profitable à la collectivité tout entière. Il suffit de comparer ce qu'est actuellement la situation des fermiers — qui se plaignent surtout de l'état des choses — avec ce qu'elle était il y a vingt ans, pour se rendre compte de l'amélioration générale.

Quant à la clause légale qui prescrit que préférence soit donnée aux ouvriers syndiqués, elle est inapplicable dans la pratique. « Le syndiqué, — dit le secrétaire du travail, — qui doit supporter tous les frais et tous les ennuis qu'entraîne un conflit, et qui court le danger d'offenser son patron dans le but d'améliorer la situation de ses camarades, devrait avoir certains avantages que n'a pas l'ouvrier non syndiqué; ce dernier, tout heureux de bénéficier des améliorations que d'autres lui assurent par leur courage et leur désintéressement, ne prend en effet aucune part des dangers et des dépenses que supporte l'autre. Malheureusement pour les ouvriers, comme la loi dit que préférence doit être donnée à l'unioniste seulement lorsque l'unioniste est aussi bon ouvrier que le non unioniste, le patron reste le maître de son choix. »

La loi de 1901 confie aux inspecteurs des fabriques le soin de veiller à l'exécution des conventions industrielles et des sentences; le service a relevé, au cours de l'année, plusieurs infractions. Les inspecteurs, à qui plainte est adressée, procèdent à une enquête auprès des intéressés; s'ils estiment qu'il y a eu réellement infraction, ils en informent l'inspecteur en chef qui juge s'il y a lieu de poursuivre, et informe le greffier aux sentences. Si la plainte semble mal fondée, toute poursuite d'office est abandonnée, et le syndicat ou la personne qui s'estime lésée doit intenter une action à ses frais pour obtenir justice. Cette disposition a donné jusqu'ici d'excellents résultats: elle simplifie singulièrement la procédure. Les unions industrielles demandent souvent au service de l'inspection de faire appliquer une sentence, parce qu'elles croient que le service, pour les besoins de la loi sur l'arbitrage, a le droit d'examiner les livres, bordereaux de salaires, etc., des patrons.

Or, il n'en est rien. La loi n'autorise cet examen que lorsqu'il s'agit de faire appliquer la loi sur les fabriques; elle interdit à l'inspecteur de divulguer ce qu'il a pu apprendre à ce titre. Toutefois, il serait peut-être bon que l'on modifiât la loi de façon à étendre les attributions du service et de permettre aux inspecteurs d'examiner ces livres dans les deux cas.

« Les grèves ruineuses, souvent accompagnées d'effusion de sang, qui ont éclaté récemment en Europe, à Barcelone, Trieste et Moscou notamment, dit en terminant le secrétaire, mettent en lumière les avantages que nous donne la loi sur l'arbitrage. . . Les conseils de conciliation ont agi avec tant de prudence et d'habileté, ont tranché si souvent des conflits (n'en laissant porter que très peu devant la cour d'arbitrage), ont recueilli des dispositions si précieuses et rédigé tant de recommandations que la cour n'a eu ensuite qu'à adopter, que presque tous ceux, sinon tous, qui ont réellement étudié la question, verraient avec regret disparaître cette institution. »

SUD-AUSTRALIE.

Application des lois sur la fermeture des boutiques ⁽¹⁾. — La loi sur la fermeture des magasins (Early Closing Act, 1900), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1901, s'applique au district électoral de Port-Adelaïde et à un certain nombre de districts voisins. Dans cette agglomération, dénommée « district boutiquier métropolitain », toutes les boutiques, sauf celles qui sont exceptées par la loi (hôtels, restaurants, etc.), doivent fermer à 6 heures du soir les lundis, mardis et jeudis. Pour les autres jours, les commerçants peuvent ou bien fermer le mercredi à 1 heure de l'après-midi, le samedi à 9 heures du soir et le vendredi à 6 heures, ou bien fermer le vendredi à 9 heures du soir, le samedi à 1 heure de l'après-midi et le mercredi à 6 heures.

Des difficultés s'élevèrent surtout au sujet du choix laissé au commerçant et du sens qu'il fallait attacher à la fermeture de l'établissement. La loi ne faisait pas, en effet, au commerçant une obligation ni de notifier le choix qu'il avait fait, ni de fermer sa porte et de ne pas admettre le public après l'heure fixée pour la fermeture : il lui était seulement défendu de vendre ou de mettre en vente des marchandises autres que celles exceptées par la loi. Cette disposition offrait un large champ aux controverses. Une loi postérieure (Early Closing Amendment Act, 1901) a obligé tout boutiquier à notifier formellement son choix entre le mercredi ou le samedi pour la fermeture à 1 heure et à donner un demi-jour de congé à ses employés à partir de cette heure. Les autres heures de fermeture ne sont pas changées. Quant à l'heure de fermeture, la loi la définit : l'heure à laquelle doit cesser la vente; elle autorise cependant en semaine le boutiquier ou son conjoint à tenir la boutique ouverte et à vendre avec l'assistance d'un membre de la famille jusqu'à 9 heures du soir, sauf les jours où la fermeture est fixée à 1 heure. En outre, quand le boutiquier a fermé sa boutique toute la journée un jour férié tombant un lundi, il n'est pas tenu de donner à ses employés la demi-journée de congé le mercredi ou le samedi qui suit. Les marchands de lait ont été ajoutés aux professions exceptées de la loi, sauf en ce qui concerne la demi-journée de congé. Enfin, les personnes de moins de 16 ans

⁽¹⁾ D'après le rapport de l'Inspecteur en chef des fabriques, présenté au Conseil législatif le 6 août 1902 (*Report on working of the early closing Acts*), pour la période du 1^{er} janvier 1901 au 22 mai 1902.

ne peuvent être employées plus de 25 heures par semaine, ni plus de 9 heures par jour sauf un jour par semaine où elles peuvent être employées 11 heures au plus. Des heures supplémentaires peuvent être autorisées par écrit par le Ministre.

Le nombre des boutiques enregistrées au 30 avril 1902 s'élevait à 2,318, sur lesquelles 1,518 avaient choisi le mercredi et 800 le samedi pour la demi-journée de congé. L'interprétation de l'expression « fermeture » (closing time) continue à soulever de graves difficultés. Beaucoup de commerçants, sous divers prétextes, continuent à tenir leurs boutiques ouvertes le jour de demi-congé avec des marchandises exposées comme les autres jours; mais ils se défendent de tenir leurs boutiques ouvertes pour la vente. Il est cependant évident qu'ils ne restent pas ouverts toute une après-midi ou une soirée pour leur plaisir. Le résultat est que beaucoup de ceux qui s'étaient soumis à la loi ont adopté la même tactique pour se défendre contre leurs peu scrupuleux concurrents. Aussi l'Inspecteur en chef n'hésite pas à déclarer que la plupart des boutiquiers de bonne foi sont favorables à la demi-journée obligatoire et à la suppression de toutes les échappatoires qui permettent de faire de la fermeture légale une fermeture purement nominale. Pour lui, il estime que si la fixation d'une heure de fermeture n'entraîne pas la fermeture en fait des boutiques, qui doivent à partir de cette heure fermer leurs portes et cesser de vendre pour tout le reste du jour, les prescriptions légales ne peuvent être appliquées et qu'il est préférable d'y renoncer. Depuis la mise en vigueur de la loi, l'Inspecteur en chef des fabriques, assisté d'un inspecteur, a visité plus de 2,300 des boutiques enregistrées et de 3 à 400 des boutiques exemptées par la loi, qu'il a fallu visiter afin de s'assurer que les patrons donnaient à leurs employés une demi-journée de congé par semaine. Dix-sept procès-verbaux ont été dressés pour contravention à la loi : 8 ont été suivis de condamnations, 5 d'acquiescement et 4 ont été retirés sur paiement de frais par les contrevenants. La police n'a pu rendre aucun service pour l'application de la loi; une contravention ne peut être, en effet, relevée que s'il est prouvé que le commerçant a vendu après l'heure fixée pour la fermeture; or le commerçant ne se mettra jamais dans ce cas en présence d'une personne qu'il sait être chargée d'assurer l'application de la loi : c'est pourquoi les agents en uniforme ne peuvent être d'aucune utilité.

L'inspection des fabriques en 1901 ⁽¹⁾. — On comptait, au 31 décembre 1901, 1,008 fabriques enregistrées occupant ensemble 14,986 personnes (10,672 hommes, 3,016 femmes, 935 garçons et 363 filles âgés de moins de 16 ans). Au cours de l'année 1901, le total des fabriques inscrites a augmenté de 551 et celui des personnes employées de 2,300. Le nombre des filles âgées de moins de 16 ans travaillant dans ces fabriques a légèrement diminué par suite de l'application de la clause d'un minimum de salaire et par suite de l'obligation imposée aux patrons de tenir un registre des salaires qu'ils pratiquent : ces deux dispositions empêchent d'employer des jeunes filles sans rémunération et contribuent, en outre, à élever la moyenne des salaires d'une certaine catégorie d'ouvriers.

L'augmentation du nombre des fabriques enregistrées constatée au cours de 1901 doit être attribuée à la réduction, stipulée par la nouvelle loi, du nombre de personnes légalement prescrite pour constituer une fabrique et par l'extension de la loi à de nouveaux districts.

⁽¹⁾ D'après le rapport de l'inspecteur en chef des fabriques sur l'application des lois sur les fabriques pour l'année finissant le 31 décembre 1901, présenté au Conseil législatif le 27 août 1902. (*Report on the working of the factories Acts for the year ended december 31 st, 1901*).

34 fabriques ont été fermées au cours de 1901 et 700 personnes se sont vues de ce fait réduites au chômage.

Le nombre des visites faites dans les fabriques et chez les ouvriers à domicile par les inspecteurs de l'État s'est élevé à 1690.

507 fabriques ont envoyé le tableau des salaires qu'elles pratiquent : ces renseignements ont permis au service de l'inspection d'établir assez exactement, pour certaines industries, la moyenne des sommes payées chaque semaine aux ouvriers ⁽¹⁾.

57 déclarations d'accidents ont été reçues au cours de 1901; chaque fois, une enquête a été faite et un rapport adressé au Ministère de l'Industrie. Dans 37 cas, les victimes avaient été blessées aux mains en travaillant aux machines; dans 7 autres, elles avaient été atteintes aux jambes par la chute de pièces de métal et dans 11 autres, enfin, blessées sur diverses parties du corps. On a enregistré un seul accident suivi de mort. Les inspecteurs s'efforcent d'amener les patrons à adopter des mesures susceptibles d'assurer la sécurité du travail et combattent les préjugés que nourrissent patrons et ouvriers contre toute innovation de ce genre.

Actuellement, les industriels prennent toutes les précautions qui leur sont recommandées et s'efforcent, depuis la mise en vigueur de la loi sur la responsabilité, de protéger de leur mieux leur personnel contre les accidents du travail; ils reconnaissent aujourd'hui que l'on peut, avec quelques précautions, écarter presque tout danger dans les travaux mécaniques.

La loi, tout en fixant à 48 le nombre maximum des heures de travail que doivent régulièrement faire par semaine les enfants âgés de moins de 16 ans et les femmes, n'oblige nullement le patron à accorder une demi-journée de congé par semaine à son personnel. Actuellement, presque toutes les fabriques ferment le samedi à 1 heure après-midi.

Les couturières et modistes cependant ne jouissent point de cet avantage et travaillent souvent jusqu'à 9 heures le samedi soir; elles ne sont point assimilées aux employées de magasin sous prétexte qu'elles sont ouvrières de fabrique et on leur demande, en outre, d'exécuter le samedi les travaux urgents ou de s'occuper de la vente.

56 fabriques, occupant ensemble 906 femmes et 300 garçons ou filles de moins de 16 ans, ont fait faire des heures supplémentaires; plusieurs d'entre elles n'ont accordé de ce chef aucune rémunération spéciale à leur personnel. Dans celles où l'on alloue un salaire supplémentaire, on fait tous les trois mois le compte des heures faites, on les transforme en journées que l'on paye au tarif ordinaire.

Les inspecteurs se plaignent, comme les années précédentes, de la difficulté qu'ils éprouvent à faire appliquer les mesures relatives à l'éclairage, à la ventilation et au nettoyage des ateliers. Bien que la loi soit formelle, ils se heurtent à l'obstination des patrons qui, affirmant que « tout a bien marché jusqu'à présent », se refusent à rien changer et à adopter les mesures les plus élémentaires de propreté et d'hygiène. Ils ont dû, pour ne pas recourir à une mise en demeure brutale, réclamer des réformes petit à petit et amener insensiblement les patrons à améliorer la ventilation et l'éclairage des locaux de travail.

« Il est regrettable, ajoute l'inspecteur en chef, que les architectes ne se préoccupent pas davantage d'assurer la bonne ventilation des ateliers qu'ils construisent; des locaux suffisamment aménagés pour recevoir un petit nombre d'ouvriers deviennent bien vite insalubres si l'on y entasse le personnel sans prendre des mesures qu'exige une nouvelle situation ⁽²⁾ ».

⁽¹⁾ Voir « salaires courants à la fin de 1901 » à la page suivante.

⁽²⁾ La loi exige que les ouvertures pour la ventilation ménagées dans les parois des ateliers aient au moins 48 pouces carrés par personne y employée. On doit assurer l'appel de l'air extérieur par des tuyaux s'ouvrant à 7 pieds au-dessus du plancher et revêtus à l'extrémité d'une plaque de zinc perforée.

Le service de l'inspection a eu à se préoccuper des ouvriers à domicile, dont il doit, aux termes de l'article 12, tenir la liste exacte. Sur 320 ouvriers de cette catégorie, plus de 200 appartenaient à l'habillement et à la cordonnerie.

Les salaires touchés par ces ouvriers pour travaux aux pièces sont très bas, surtout dans la lingerie; les chemises sont souvent payées à raison de 20 centimes pièce, et encore l'ouvrier doit-il fournir son fil et sa machine.

Malheureusement, les renseignements recueillis sont trop insuffisants pour permettre d'établir un tableau exact des salaires des ouvriers à domicile. Le service d'inspection demande que l'on oblige patrons et ouvriers à domicile à tenir un registre des salaires payés pour les travaux aux pièces.

Les salaires courants à la fin de 1901 dans certaines catégories d'industrie⁽¹⁾. — Sur 1,008 fabriques enregistrées à la fin de 1901, 507 ont envoyé au service de l'inspection les bordereaux de salaires qu'elles payaient couramment dans les derniers mois de l'année. Bien que les renseignements ainsi fournis soient forcément incomplets et ne se rapportent pas, notamment, dans un certain nombre d'établissements à tout le personnel employé, le service de l'inspection les a utilisés pour dresser le tableau des salaires pratiqués dans diverses industries, en estimant que les moyennes établies « constituent cependant une base précieuse pour l'étude de la question ».

Si l'on examine les industries dans lesquelles plus de 100 établissements ont fourni des indications, on peut établir comme suit la moyenne des salaires payés, *par semaine*, aux ouvriers des deux sexes, âgés de plus ou de moins de 16 ans :

INDUSTRIES.	AU-DESSUS de 16 ans.		AU-DESSOUS de 16 ans.	
	Etablis- sements.	Salaires. fr. c.	Etablis- sements.	Salaires. fr. c.
HOMMES.				
Brasserie.....	126	47 80	9	8 95
Briqueries, poteries.....	133	43 00	8	15 00
Boulangeries.....	263	37 80	18	10 50
Carrosserie.....	126	42 60	7	10 60
Ameublement.....	239	30 50	5	10 20
Fonderie de fer.....	317	48 00	8	11 95
Plomberie.....	289	40 80	80	8 65
Typographie.....	540	60 30	55	8 55
Sellerie, bourrellerie.....	106	41 65	9	8 10
Savonneries.....	112	42 50	16	9 15
Tailleurs.....	183	46 35	17	6 95
Raffineries de sucre.....	101	52 70	5	11 25
FEMMES.				
Typographes.....	154	16 65	18	7 50
Tailleuses.....	859	19 15	64	4 90
Couturières.....	502	13 75	37	4 90
Chemisières.....	120	12 80	14	6 75

La clause du salaire minimum a eu pour effet d'empêcher l'emploi de filles très

⁽¹⁾ Report of inspectors of factories for the year ended, dec. 31, 1901.

jeunes et inexpérimentées à des salaires dérisoires; les patrons trouvent leur avantage à occuper des ouvrières plus habiles, qu'ils payent mieux, plutôt que beaucoup d'ouvrières à un taux réduit. « Toutefois il est nécessaire, dit l'inspecteur en chef, d'assurer l'application de cette clause ou de la remplacer par une autre plus convenable, avant que les bons résultats qu'elle assure ne soient perdus, faute de sanction ».

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 7 janvier 1903, modifiant la composition de la commission de classement des inspecteurs du travail.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes;

Vu la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 10 mai 1902 sur l'organisation du service de l'inspection du travail dans l'industrie;

Vu les décrets des 13 juin 1895; 14 novembre 1899 et 13 novembre 1900 concernant les promotions de grade ou de classe dans le personnel de l'inspection du travail;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1899 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 3 du décret du 13 juin 1895 :

La commission de classement est présidée par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, ou, à son défaut, par le Directeur du travail.

Elle comprend en outre :

Le chef de bureau de l'Inspection du travail,

Les 11 inspecteurs divisionnaires du travail,

Trois membres ouvriers élus du Conseil supérieur du travail nommés pour un an au mois de janvier par arrêté ministériel.

En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante.

ART. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 1903.

Le Président de la République,

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes.*

G. TROUILLOT.

Circulaire du Ministre de la Marine, en date du 7 janvier 1903, adressée aux vice-amiraux commandant en chef, préfets maritimes, directeurs des établissements de la Marine hors des ports, au sujet de l'extension de la journée de huit heures à tous les arsenaux et établissements hors des ports.

Messieurs, en raison des résultats très satisfaisants obtenus par l'essai de la journée de huit heures à l'atelier de la petite chaudronnerie de Toulon et à la direction d'artillerie de Lorient, j'ai décidé d'étendre cette mesure à tous les arsenaux et établissements hors des ports.

Afin de réaliser tous les effets qu'on est en droit d'attendre de cette nouvelle organisation, le personnel chargé de la direction et de la surveillance des ateliers devra s'astreindre à assister à la reprise ainsi qu'à la cessation du travail.

Je compte sur vous pour faciliter par tous les moyens en votre pouvoir l'application de cette réforme.

Vous voudrez bien m'adresser d'urgence les propositions qui vous sembleront utiles, notamment pour le personnel des ateliers, dans lesquels le travail doit être continu.

La présente décision entrera en vigueur à dater du 15 janvier 1903.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Villebois, aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie, dans le nombre des établissements, l'importance du personnel occupé, la durée du travail et le taux des salaires. Le travail a été abondant et a permis d'occuper la totalité des ouvriers.

Aisne. — Dans la Circonscription du Conseil des prud'hommes de Bohain, la situation générale de l'industrie est la même qu'au cours du trimestre précédent. A Saint-Quentin, dans l'industrie de l'*ameublement*, état stationnaire; les ouvriers font 60 heures par semaine.

Allier. — Le travail a sensiblement diminué dans l'industrie *métallurgique* de l'arrondissement de Montluçon; plus de 500 ouvriers ont été congédiés. Ceux qui ont pu conserver leur ouvrage font à peine 15 jours par mois.

Ardennes. — A Charleville, dans l'industrie de la *boulonnerie*, le travail est moins abondant que l'an dernier. Un établissement occupant environ 80 ouvriers a été fermé; la durée du travail est de 10 h. 1/2 par jour, sauf le lundi où l'on ne travaille que de 9 heures du matin à 6 h. 1/2 du soir.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, l'industrie de la *teinture et dégraissage* autrefois très florissante est aujourd'hui peu prospère par suite de la concurrence qui a multiplié le nombre des petites maisons qui n'occupent que peu de personnel et font travailler à façon au dehors à prix réduits. C'est là et non dans le perfectionnement de l'outillage, qui ne s'est pas transformé, qu'il faut chercher la cause du chômage très important; dans cette industrie, la durée du travail reste néanmoins la même : 60 heures d'octobre à juin et 30 à 40 le reste de l'année; le taux

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1902.

des salaires est de 5 francs pour les ouvriers et 2 fr. 50 pour les ouvrières. Chez les *bijoutiers*, le travail a été un peu plus actif; néanmoins, cette industrie souffre de la concurrence que lui font les bazars et magasins de nouveautés; le nombre des établissements n'a pas varié; les salaires sont stationnaires; peu de chômage, la durée du travail a été de 40 heures par semaine environ.

Calvados. — Chez les *ébénistes* de Caen, le travail a été moins abondant; il n'y a eu, depuis le second trimestre, augmentation ni dans le nombre des établissements, ni dans la durée du travail; les ouvriers font en moyenne 10 heures 1/2 par jour et travaillent 6 jours.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Lizieux, la situation industrielle est sensiblement la même que le trimestre précédent; pas de variation dans le nombre et l'importance des établissements en activité. La proportion des ouvriers en chômage est assez grande dans l'industrie *lainière* (40 p. 100); dans l'industrie des *cuir*s et de la *chaussure* 10 p. 100; par contre, elle n'atteint que 5 p. 100 dans l'industrie *linière* et le *bâtiment*, la durée du travail varie de 10 à 12 heures; elle est de 10 à 11 heures dans l'industrie *linière* et *lainière*; les salaires sont stationnaires.

Cantal. — A Aurillac, l'industrie de l'*ameublement* s'est maintenu dans d'assez bonnes conditions; l'outillage a été transformé; quelques ateliers ont adopté des moteurs hydrauliques avec toupies-raboteuses et scies à ruban servant à la fabrication de l'*ébénisterie*; néanmoins, cette industrie lutte avec difficulté contre la concurrence du meuble bon marché fabriqué principalement dans les Vosges et à l'étranger; la situation du personnel ouvrier est assez bonne; peu de chômage, les salaires sont stationnaires; la durée du travail atteint 60 heures par semaine.

Côtes-du-Nord. — Pas de changement notable chez les *boulangers* de Dinan; la durée du travail est de 84 heures par semaine.

Travail moins abondant dans l'industrie du *bâtiment* à Saint-Brieuc où la durée du travail n'atteint que 54 heures par semaine.

Doubs. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Besançon, la situation industrielle est à peu près la même que le trimestre dernier; le nombre des établissements n'a pas varié, mais le personnel occupé est moins nombreux. Dans l'industrie *horlogère* proprement dite, le chômage atteint 20 p. 0/0 et les ouvriers travaillent 2 à 3 jours par semaine. Chez les *monteurs* de boîtes d'or et ceux de boîtes d'argent, la proportion des chômeurs est respectivement de 15 et de 20 p. 100. Peu de chômeurs dans le *bâtiment*. La durée normale du travail est de 10 heures par jour; mais beaucoup d'ouvriers ne travaillent pas tous les jours de la semaine, ni la journée entière. Les salaires restent stationnaires. La situation de la *charcuterie* n'est pas mauvaise à Besançon bien qu'il y ait actuellement un peu moins de travail, en raison du chômage des ouvriers *horlogers*; l'outillage se transforme. La journée commence à 5 heures du matin et ne finit qu'à 9 ou 10 heures du soir: le dimanche le travail cesse à midi.

Garonne (Haute). — A Toulouse, la situation de l'industrie de la *menuiserie* est assez satisfaisante surtout dans les grands ateliers; pas de chômage; les salaires varient de 4 fr. 25 à 4 fr. 50 par jour; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures.

Loire. — A Saint-Étienne, d'après le comité des *forges* de la Loire, le travail a été moins abondant que l'an dernier, par suite de l'arrêt des commandes émanant des chemins de fer et surtout des administrations de la Guerre et de la Marine. La durée du travail a été réduite de 5 à 6 heures par semaine; les ouvriers ne font que de 50 à 55 heures.

Loire (Haute-). — Situation normale chez les *horticulteurs* du Puy; main-d'œuvre abondante; chômages partiels dus en grande partie au mauvais temps.

Dans l'industrie des *dentelles* et *passementeries*, au cours du 3^e trimestre de 1902, on a pu constater une légère reprise dans le travail; les affaires ont été plus nombreuses que dans le trimestre précédent; pas de variation dans le nombre des établissements et l'importance du personnel occupé.

Loire-Inférieure. — A Nantes, les chantiers de *charbons* ont été peu actifs, par suite du chômage dans beaucoup de chantiers de constructions; la durée du travail a été légèrement réduite; la main-d'œuvre est abondante.

Maine-et-Loire. — A Cholet, dans le *terrassement*, le travail a été plus abondant que le trimestre précédent, grâce à des travaux publics de canalisation d'égoût; cette entreprise a permis d'occuper, d'une manière permanente, 180 ouvriers. La durée du travail a été réduite de 2 heures à partir du 1^{er} octobre et atteint 54 heures.

Marne (Haute-). — D'après le comité *métallurgique* de Saint-Dizier, il y a eu une légère reprise dans le travail; néanmoins, la crise de l'an dernier n'est pas entièrement terminée.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de changement chez les *brasseurs* de Nancy. La situation générale de l'industrie de la *chaussure* est restée stationnaire; le nombre des établissements n'a pas varié; mais par suite de la morte-saison annuelle, un certain nombre d'ouvriers ont été renvoyés; la durée du travail est de 63 heures par semaine. Dans l'industrie des *voitures*, la situation est sensiblement la même que dans le trimestre précédent; 4 établissements occupant chacun 10 ouvriers ont été créés; la durée du travail n'a pas changé.

L'état général de l'industrie du fer n'est pas très satisfaisant; il y a une tendance à la suppression des petits ateliers par la nécessité d'augmenter et de perfectionner l'outillage; travail moins abondant chez les entrepreneurs de *serrurerie*; deux établissements occupant environ 15 ouvriers ont cessé de fonctionner; comme dans le trimestre précédent, la durée du travail a été de 63 heures par semaine dans les ateliers mixtes, de 66 à 72 dans les autres; le chômage est peu appréciable.

Morbihan. — A Vannes, l'industrie de la *meunerie* traverse un moment critique en raison de l'excès de production et aussi du manque de débouchés; pas de variation dans le nombre des établissements et l'importance du personnel occupé; la durée du travail est de 72 heures par semaine pour les moulins marchant de jour et de 144 heures pour les moulins marchant de nuit à deux équipes.

Oise. — Dans la région de Beauvais le travail est moins abondant que l'an dernier et particulièrement en ville dans l'industrie du bâtiment. Un certain nombre d'ouvriers ont pu être occupés dans diverses maisons de la campagne; la durée du travail est toujours de 10 heures par jour; pas de chômage.

Pas-de-Calais. — A Calais, les fabriques de *tulles* et *dentelles* sont en pleine morte-saison, mais l'état général de cette industrie est assez satisfaisant, la saison s'annonçant comme devant être très favorable; l'outillage continue à se perfectionner; les fabricants transforment, suivant les besoins, leurs métiers en points plus fins ou en achètent d'autres d'une puissance plus grande. Les ouvriers ne font en moyenne que 52 heures par semaine, en raison de la morte-saison; la main-d'œuvre est suffisante; pas de chômage; les salaires sont stationnaires. Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Bapaume, l'industrie *sucrière* et les *huileries* sont en pleine activité; le nombre des établissements n'a pas varié, il n'y a pas eu de chômage ni de changement dans la durée du travail et le taux des salaires.

Puy-de-Dôme. — Travail très actif chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* de Montaigu, en raison du développement des mines de Saint-Éloy; la durée du travail est toujours de 66 heures par semaine; le salaires varient de 3 fr. 50 à 4 fr. 75 par jour pour les maçons, de 5 à 6 francs pour les tailleurs de pierre.

Pyrénées-Orientales. — Chambre de commerce de Perpignan. — Pas de changement pour les fabriques de *bouchons*; leur importance a sensiblement diminué dans le Roussillon. La fabrication du *papier à cigarettes* est toujours très prospère; les manufactures de Perpignan occupent un nombre très important d'ouvriers et d'ouvrières. L'industrie *séricicole* a pris un développement considérable depuis quelques années; la production de cocons qui

avait été de 24.908 kilogrammes en 1898, a atteint, en 1902, 30.928 kilogrammes. La fabrication des *espadrilles* se maintient dans une situation normale. La *métallurgie* traverse un moment critique. Enfin il n'y a pas eu de changement appréciable en 1902 dans l'exploitation des *carrières de marbre*; les belles variétés de marbres de Serdinya et Villefranche sont toujours très demandées. La production des vins doux naturels et vins de liqueur a été nulle en 1902, la coulure ayant détruit les cépages de Banyuls. La pêche à l'anchois, autrefois florissante sur les côtes du département, est en diminution. Les pêcheurs attribuent cette décadence aux ravages des marsouins.

Rhône. — A Lyon, chez les *carrossiers*, *charrons*, *selliers*, *harnacheurs*, *bourelliers*, travail moins abondant que l'an dernier; pas de variation dans le nombre des établissements en activité, ni dans leur importance en personnel; la durée du travail a été réduite de 1 heure par jour; les ouvriers ne font que 50 heures par semaine.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Tarare, le travail a repris et la situation générale de l'industrie était assez bonne; pas de changement dans le nombre des établissements ni dans le personnel occupé; la proportion des ouvriers en chômage dans les principales industries a été très faible. Dans les *plumetis soie* et *coton* où le chômage a été fort important durant le printemps et l'été, le travail a repris son cours normal. La durée du travail est toujours de 10 heures; les salaires restent stationnaires.

Haute-Savoie. — A Annecy, chez les entrepreneurs de travaux du *bâtiment*, la situation est restée sensiblement la même que le trimestre précédent; la moyenne de la journée de travail est de 9 heures, les salaires ont une tendance à la hausse.

Seine. — A Paris, chez les *raffineurs de sucre*, le travail est un peu moins abondant que l'an dernier, en raison du ralentissement de l'exportation et de la substitution de la *saccharine* au sucre, dans certains produits; un nouvel établissement a été créé en mai dernier. L'industrie de la *photographie* est moins prospère qu'autrefois, en raison du nombre toujours croissant des photographes amateurs; la durée du travail varie selon les ouvriers, cependant elle peut être évaluée approximativement à 70 heures par semaine.

Pas de changement dans l'industrie de la *maroquinerie* et peu d'activité dans la *corderie*. Travail peu abondant chez les *tailleurs*; il y a eu cependant, depuis le second trimestre, une légère augmentation de la durée du travail, qui a pu être portée à 65 heures par semaine; pas de variation dans le nombre des établissements et le taux des salaires. Chez les fabricants de *plumes* pour parures, il y a une diminution du nombre des établissements, qui porte surtout sur les petites maisons. En raison de la morte-saison la durée du travail n'était, en octobre, que de 45 heures par semaine, mais on prévoyait une reprise en 1903. Le travail est toujours peu actif chez les fabricants de *casquettes*, de *passenterie* et de *coutellerie*, chez les entrepreneurs de *constructions* et les fabricants de *bronze*; chez ces derniers la durée du travail a été réduite à 9 heures par jour. Situation normale chez les entrepreneurs de *fumisterie* et de *chauffage*. Travail un peu plus abondant que l'an dernier dans la *marbrerie*, où par suite de la saison d'hiver la durée du travail a été réduite à 54 heures par semaine. Peu d'activité également chez les *doreurs-miroitiers* et les fabricants de *cristaux*. Chez les *miroitiers* l'état général de l'industrie est toujours le même; le travail, quoique peu abondant, a permis d'occuper en partie tous les ouvriers; le salaire est en moyenne de 0 fr. 75 de l'heure et la durée du travail de 60 heures par semaine.

Seine-Inférieure. — Le travail est sensiblement le même que l'an dernier chez les *laitiers* de Rouen; trois établissements occupant 10 ouvriers ont été créés depuis le trimestre dernier; la durée du travail n'a pas varié. Pas de changement notable dans la *tannerie* et chez les *cordonniers-bottiers*. Enfin, l'industrie du *bâtiment* a été fort peu active au cours du 3^e trimestre de 1902; la proportion des ouvriers en chômage est assez élevée.

Chambre de commerce de Rouen. — Peu de changement à signaler depuis le 2^e trimestre, la situation est toujours peu satisfaisante. Dans la *filature de coton* il y a eu une légère reprise d'affaires; les *cotons filés* ont eu un écoulement facile, mais la crise qui sévit sur la fabrication des tissus écrus empêche l'industrie des *filés* d'être réellement prospère. Aucune amélioration n'est survenue dans le *tissage*, *rouenneries* et *mouchoirs*. La situation de l'*indienne* s'est un peu améliorée. Les *ateliers de construction* restent toujours dans une situation peu satis-

faisante; la pénurie des ordres a obligé les constructeurs à réduire le nombre de leurs ouvriers et à diminuer les heures de travail.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Darnetal, la situation a été moins bonne que le trimestre précédent dans le *tissage* et la *filature*, qui occupent 1,500 à 1,600 ouvriers; le nombre des établissements n'a pas varié, la durée du travail est de 10 h. 1/2 par jour; les salaires varient de 2 francs à 3 fr. 50 par jour; le chômage est parfois de 2 à 3 jours par semaine pour quelques établissements et de 1 à 2 jours pour les autres. Situation identique pour la *teinture*, où le chômage a atteint parfois 3 ou 4 jours par semaine. Situation stationnaire dans l'*impression sur étoffes*; bonne pour le *grattage des tissus* de coton et les *apprêts* où plusieurs centaines d'ouvriers sont occupés. Le nombre des établissements n'a pas augmenté : une ancienne *filature* de laine transformée, qui devait ouvrir à bref délai est restée abandonnée; la journée est de 10 h. 1/2; les salaires varient de 0 fr. 30 à 0 fr. 45 de l'heure. Situation stationnaire pour les autres industries, mauvaise pour la *construction* et le *bâtiment*; le chômage a atteint 40 à 50 p. 100 de l'effectif dans le bâtiment et 60 p. 100 chez les tailleurs de pierres. Pas de changement notable dans les petits métiers, où il n'y a eu que très peu de chômage et où le taux des salaires varie toujours de 0 fr. 20 à 0 fr. 45 de l'heure.

Seine-et-Oise. — Chez les *blanchisseurs* de Rueil la durée du travail a augmenté par suite de la rentrée des vacances; pas de chômage. Dans l'industrie de la *broderie*, à Argenteuil, travail plus abondant que l'an dernier, la broderie étant à la mode cette année; pas de variation dans le nombre des établissements et le taux des salaires; la durée du travail est de 60 heures par semaine.

Tarn. — A Castres, durant le 3^e trimestre de 1902, l'activité est restée la même que l'an dernier chez les *ornementistes en bois et meubles*; les salaires ont tendance à augmenter; la durée de la journée de travail est toujours de 10 h. 1/2. A Albi, travail moins abondant dans l'industrie du *bâtiment*; la durée du travail a été réduite à 40 heures par semaine.

Vosges. — Chambre consultative des arts et manufactures de Remiremont. — En décembre 1902, l'état de la *filature de coton* de Fumel était satisfaisant. Les *bois* étaient toujours très demandés et la situation de l'industrie *fromagère* était bonne. Pas de chômage, en général; le temps favorisait merveilleusement le travail et les transactions.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 décembre.)

Ain. — A Bourg, 40 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *charpentiers*; un tiers de chômeurs chez les *maçons*; deux tiers de chômeurs chez les *peintres* et *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *potiers*. A Ambérieu, pas de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*. A Thoiry, travail peu actif, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*; 40 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Divonne-les-Bains.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les *garçons brasseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, bonne activité chez les *tisseurs* et *tisseuses*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *piquage du carton*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs* et *rattacheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 52 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fer*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; chômage général chez les *briquetiers*. A Château-Thierry, travail peu actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; 25 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Saint-Michel, travail plus actif chez les ouvriers en *chaussures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Chauny, travail toujours actif, 84 heures, chez les ouvriers en produits *chimiques*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*; de même et 60 heures, chez les

mouleurs; 54 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Boheries, pas de chômeurs chez les tisseurs.

Allier. — A Moulins, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carrossiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; A Montluçon, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, bonne activité chez les ouvriers de la *glacière*. A Buxières, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*; un tiers de chômeurs chez les *bûcherons* de Lurcy-Lévy; pas de changement chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Commentry, 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; chômage presque général chez les *maçons*; pas de chômeurs, travail actif chez les *mineurs*. A Saint-Hilaire, pas de changement chez les *mineurs*. A Doyet, travail actif chez les *mineurs*; un tiers de chômeurs, travail peu actif chez les ouvriers du bâtiment. A Saint-Yorre, 90 p. 100 de chômeurs chez les *sourciers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les ouvriers de la *carrosserie*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; pas de changement chez les *serruriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *funistes-tôliers*; pas de changement chez les *horlogers*; de même chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*. A Menton, 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

Ardèche. — A Annonay, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; légère reprise chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 52 heures, chez les *serruriers*. A Serrières, deux jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, pas de chômeurs, travail peu actif cependant, chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Illy, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Virgine-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*, de même chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures. A Francheval, 40 p. 100 de chômeurs chez les *lainiers*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures travail toujours actif chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, moitié de chômeurs chez les *tisseurs*.

Aube. — A Troyes, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fonte*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, travail moins actif chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *cordonniers*; deux tiers de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; pas de chômeurs, 66 heures, situation toujours bonne, chez les ouvriers de l'*habillement*; 7 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures chez les *mouleurs*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Ouveillan, 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers en *peignes*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*.

Aveyron. — A Rodez, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Milau, travail plus actif que le mois dernier, plus d'un tiers de chômeurs chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail abondant chez les *imprimeurs lithographes*; travail peu actif chez les *selliers-bourreliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en crins*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *blanchisseuses*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carrossiers*, pas de changement chez les *modeleurs*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs-terrassiers*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *maçons limousinants*; pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons*; travail assez actif, 12 p. 100 de chômeurs chez les *smilleurs de pavé*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *patrons borneurs-remorqueurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports*; pas de changement chez les *employés de commerce*; chez les *sténographes*, et chez les *coiffeurs*.

A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Arles, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Fontvieille, moitié de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs de Gardanne* et de *Saint-Savournin*. Travail actif chez ceux de *Fuveau*. A Berre, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*. A Chateaufrenard, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*.

Calvados. — A Caen, 7 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers menuisiers-charpentiers*; bonne activité, chez les *mouleurs en métaux*. A Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, bonne activité chez les *ouvriers lainiers et liniers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Cantal. — A Aurillac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Champagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers-bottiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*. A Cognac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même et 48 heures chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*. A Saintes, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *ouvriers en bois*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

A Rochefort, 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, travail très satisfaisant, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres*. A Luzac, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la glacerie*.

Cher. — A Bourges, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers en toiles cirées*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; près de moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*. A Sancergues, un tiers de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de *Gracay*; nombreux chômeurs chez ceux de la *Guerche*.

A Vierzon, pas de chômeurs, travail normal chez les *mouleurs*, de même chez les *métallurgistes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*, pas de changement chez ceux de la *Guerche*. A Cuffy, nombreux chômeurs chez les *bâcherons*; deux tiers de chômeurs chez ceux de *Neuvy-le-Barrois*; travail actif chez ceux de *Feux*; pas de chômeurs chez ceux de *Jussy-le-Chaudrier*; pas de changement

chez ceux de Vallenay; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 60 p. 100 chez ceux de la Guerche; 80 p. 100 chez ceux de la Chapelle-Hugon; chômage général chez ceux de Sancoins; nombreux chômeurs chez ceux de Torteron; deux tiers de chômeurs chez ceux d'Apremont. A Bessais-le-Fromental, nombreux chômeurs, travail moins abondant chez les *carriers*; pas de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. A Saint-Amand, moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Saint-Loup-des-Chaumes, travail peu actif chez les *ouvriers agricoles*; de même chez ceux de Nérondes. A Saint-Pierre-les-Etieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, 20 o/o de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers-ébénistes*; 27 p. 100 de chômeurs, 30 heures en moyenne chez les *tailleurs de pierre*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *couveurs*; 45 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*. A Beaune, pas de changement chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; travail peu actif chez les *cordonniers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les *ouvriers en meubles*; 28 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Sainte-Suzanne, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*; chez ceux de Seloncourt, 60 heures et travail peu actif. A Colombier-Fontaine, pas de changement, 63 heures, situation toujours bonne, chez les *ouvriers textiles*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez les *scieurs de bois*. A Saint-Regist, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, commencement de la morte-saison chez les *chapeliers-appropriers*. A Montélimar, 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers* et *ouvrières* de l'industrie *textile*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs* et *mouleurs en porcelaine à feu*. A Romans pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, 15 p. 100 de chômeurs, chez les *métallurgistes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Châteaudun, travail moins actif que l'an dernier dans l'imprimerie. A Dreux, travail moins abondant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvrières de la robe*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *armateurs de navires*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs 72 heures chez les *charbonniers du port*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau. A Mor

laix, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*. A Guilvinec, situation très critique chez les *pêcheurs*; chômage général chez ceux de Tréboul.

Gard. — A Nîmes, 3 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*. A Bessèges, nombreux chômeurs chez les *mineurs*; travail moins actif chez les ouvriers des *laminoirs et forges*; travail très peu satisfaisant chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine à Tréséols. A Sauve, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 12 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; de même chez les *menuisiers et ébénistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *meubles*; moitié de chômeurs chez les employés aux écritures.

Gers. — A Auch, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *ébénistes*.

Gironde. — A Bordeaux, 2 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 27 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *papetiers, relieurs et cartonniers*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; 22 p. 100 de chômeurs, chez les *charpentiers de haute futaie*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *scieurs de long*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes et billardiers*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers*; de même chez les *forgerons*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *bijoutiers*; 55 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *constructions maritimes*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Arcachon, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *chauffeurs-marins*; un quart de chômeurs chez les *charbonniers du port*; un tiers chez les *déménageurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

Hérault. — A Montpellier, 20 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *litho-typographes*; un tiers de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs; travail actif, chez les *tailleurs d'habits*; 32 p. 100 de chômeurs, 56 heures, travail peu actif chez les *tonneliers-foudriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; un quart de chômeurs chez les *plâtriers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Cette, pas de changement chez les *limonadiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique*. A Béziers, 8 p. 100 de chômeurs 48 heures, chez les ouvriers *ferblantiers*; pas de chômeurs, chez les *coiffeurs*. A Graissessac, 16 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, moitié de chômeurs, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; moitié de chômeurs chez les *pêcheurs*. A Agde, 70 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de changement chez les ouvriers du *cuir*; pas de chômeurs, 5 jours par semaine seulement, chez les *chapeliers-appropriateurs*; morte-saison chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers en *voitures* pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, pas de chômeurs, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Bruz, 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *plâtriers*. A Lagnelet, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, chez les *typographes*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Chinault, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Villedieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières *chemisières*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, travail actif, chez les *boulangers*; pas de

chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; un tiers de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*.

A Vienne, nombreux chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Bouvesse-Quirieu, 20 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Fontaine, 3 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*. A Izeaux, pas de chômeurs, travail assez actif, chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Bourgoin, reprise chez les *mécaniciens*. A Parmillieu, 17 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*; 40 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A Gières, pas de changement chez les *gantiers*.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Salins, travail assez actif, chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement, travail actif chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers du bâtiment. A Vendôme, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 15 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; 20 p. 100 chez les *tripiers-boyaudiers*. Chez les *imprimeurs*, *graveurs* et *lithographes*, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant; pas de changement, chez les *tisseurs-épingleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'*ateliers rubaniers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs réunis*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 et 60 heures chez les *armuriers*; pas de changement, chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie textile*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur écheveaux*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers en *voitures*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *tourneurs*, *enfourneurs* et *chauffeurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *bateliers*. A Charlieu, pas de chômeurs chez les ouvriers en *soieries*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *passemmentiers*; de même chez ceux de Terrenoire. A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux de Saint-Rambert. Aux Barques, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A Saint-Chamond, nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; 23 p. 100 de chômeurs, 35 heures en moyenne, chez ceux de Firminy. A Rive-de-Gier, travail toujours actif chez les *verriers à vitre*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*. A la Talaudière, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Chamond, de Saint-Jean-de-Bonnefonds; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Ricamarie.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même et 66 heures, chez les *cordonniers*. A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *passemmentiers*; de même, 78 à 84 heures, chez ceux de Saint-Just-Malmont.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 12 p. 100 de chômeurs,

chez les *chaudronniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-tourneurs*; pas de changement chez les *serruriers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; pas de changement, chez les *ferblantiers-boitiers*. A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs* et *conducteurs*.

Loiret. — A Orléans, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 37 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*. A Montargis, moitié de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Auzour-sur-Trézé, travail peu satisfaisant, chez les *bûcherons*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Chevilly. A Gien, un tiers de chômeurs chez les *bûcherons*.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*. A Souillac, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 28 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de changement chez les *boulangers*. A Lavardac, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonnières*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Lozère. — A Marmande, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, travail peu actif, chez les *menuisiers-ébénistes*.

Manche. — A Cherbourg, légère reprise chez les *jardiniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *peintres* et *décorateurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; travail moins actif chez les *tonneliers-cavistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mouleurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*.

A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *bouchonnières*. A Fismes, 40 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs en pelletterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*. A Saint-Dizier, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marbriers*; pas de changement chez les employés de *commerce* et d'*administration*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *métallurgistes* et chez les ouvriers en *lignes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins* et *livreurs*.

Pas de chômeurs, 45 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; de même chez ceux de Gobbranchettes et de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey et de Jœuf; pas de changement chez ceux de Bouxières-aux-Dames et de Maxéville.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail peu actif, chez les *métallurgistes*. A Ligny, travail actif chez les *tourneurs* et *compassiers*. A Lérrouville, 11 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers*, *terrassiers* et *mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *tailleurs de pierre*; 23 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Penthivy, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Hennebont, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Lorient, pas de chômeurs, bonne activité chez les *galochiers*; A Sauzon, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Cercy-la-Tour, 35 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Decize, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Guérigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, 11 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *forestiers agriculteurs*.

A Sichamps, chômage général chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Billy-sur-Oisy, moitié de chômeurs chez ceux de la Fermeté et de Montavou; pas de changement chez les ouvriers des *bois d'Entraîns*; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; de la Chapelle-Saint-André, de Menestreau, de Ciez et de Colméry. A Arquian, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Menou; nombreux chômeurs chez ceux des Trois-Vèvres, de Nolay et de la Celle-sur-Nièvre.

Nord. — A Lille, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; pas de changement chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *métaux*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tisserands*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, chez les *peigneurs réunis*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Cambrai, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mouleurs*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tordeurs d'huiles*; travail satisfaisant, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *plafonneurs*. A Vieux-Condé, 5 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

Au Cateau, activité médiocre chez les ouvriers *textiles*; de même chez ceux de Fournies. A Armentières, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Linselles, pas de chômeurs, 63 heures, travail peu actif, chez les *tisserands*. A Comines, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *rubaniers*; de même chez les *tullistes* de Caudry. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*. A Saulzoir, nombreux chômeurs chez les *tisserands*; moitié de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Wignehies, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Tourcoing, travail assez satisfaisant, 63 heures en moyenne, chez les ouvriers de la *filature de coton*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *trieurs de laine*; peu de chômeurs chez les ouvriers du *tissage*; pas de changement chez les *tisserands*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tapisseries en grosse moquette*. A Onnaing, pas de changement, chez les *métallurgistes*.

A Gommegnies, 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sciurs*. A Aniche, pas de chômeurs, travail actif, chez les *verriers*. A Fresnes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*; travail satisfaisant chez ceux de Louches. A Felleries, pas de chômeurs travail actif chez les *tourneurs sur bois*.

Oise. — A Beauvais, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *fileurs et tisseurs*; 22 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, travail toujours actif, chez les *coupeurs en chaussures*. A Tracy-le-Mont, 3 p. 100 de chômeurs chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *mouleurs*. A Crépy, travail assez actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jumelliers*. A Creil, pas de changement chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* et de l'*industrie*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Flers, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; de même chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers, pâtissiers et biscuitiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 35 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Boulogne-sur-Mer, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *bois*.

A Montreuil-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, un tiers de chômeurs chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A Thiers, travail moins actif chez les *papetiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en ciseaux*; de même chez les *monteurs en coutellerie*; 11 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *émouleurs et polisseurs en ciseaux*. A Auzat-sur-Allier, 2 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Messeix.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs du livre*; travail actif chez les *tapisseries*.

A Pau, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *serruriers*; travail assez satisfaisant, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail assez actif chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, 10 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; travail actif chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *marbriers* et *polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs

chez les *charpentiers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. Moitié de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Clairac; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Canohés; un tiers de chômeurs chez ceux de Pézilla-la-Rivière.

Rhin (Haut-). — A Belfort, chez les *typographes* et *relieurs* travail satisfaisant; travail moins actif, 9 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*, *charpentiers* et *ébénistes*.

Rhône. — A Lyon, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; moitié de chômeurs, chez les *graveurs* pour impression; 12 p. 100 de chômeurs chez les employés *photographes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers* cousu-main; chez les *tisseurs*, 27 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs chez les *tullistes à la chaîne*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliors*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; de même chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs d'habits*; travail moins actif chez les *menuisiers* en sièges.

Pas de chômeurs chez les *repousseurs sur métaux*; 58 p. 100 de chômeurs, chez les *cimentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens-électriciens*; 6 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *électriciens*. Chez les *sculpteurs-statuaire-ornemanistes*, pas de chômeurs, 50 heures. Pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux omnibus*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; pas de changement chez les employés de commerce et les *comptables teneurs de livres*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail moins actif, chez les *filateurs*; travail assez actif chez les *teinturiers*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 13 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures et travail peu satisfaisant. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliors*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*. A Pierre-Bénite, travail plus actif que le mois dernier chez les *tailleurs sur cristaux*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *métaux*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Montceau-les-Mines, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*.

A Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. A Culles, chômage général chez les *piqueurs de grès*. A Saint-Léger-sur-Dheune, un cinquième de chômeurs chez les *manouvriers*. A Nanton, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs, travail actif chez les *mineurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montchanin.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuir*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail assez actif, chez les *serruriers mécaniciens*. A Arvillard, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement chez les *typographes*; pas de chan-

gement chez les ouvriers du *tissage* et de la *filature*; pas de chômeurs, chez les *menuisiers* et *charpentiers*. travail assez actif, chez les *tailleurs de pierre*; A Thonon, pas de changement chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 22 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du 11^e; 14 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *biscuitiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 78 heures, travail abondant chez les ouvriers en *salaisons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les garçons de *cuisine*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 chez les *conducteurs, peintres, mar-geurs*; 4 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *conducteurs-typographes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 14 p. 100 chez les *margeurs lithographes*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs chromistes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 2 p. 100 de chômeurs et travail plus actif; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs typographes*.

17 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de la *cordannerie*; 4 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les ouvriers du *cheveau glacé*; pas de changement, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *selliers* et *mécaniciens*; un tiers de chômeurs chez les *monteurs en chaussures*; travail actif chez les *gantiers*.

7 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *apprêteurs-décatisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail normal, chez les *teinturiers* et *dégraisseurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures chez les *passementiers à la barre*; travail plus actif que le mois dernier chez les *passementiers à la main*; 4 p. 100, 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs, chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; travail assez actif chez les *casquettiers*; moitié de chômeurs chez les *confectionneuses de cols et cravates*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *fleuristes-feuillagistes*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de Paris*; de même chez les *tailleurs de la Seine*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseuses*; 17 p. 100 de chômeurs 90 heures, chez les *couleurs* et *garçons de lavoir*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs*; travail moins actif, chez les *menuisiers*; travail plus actif, 60 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes en photographie*; travail moins actif chez les *brossiers pour peinture*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coffretiers*.

Pas de changement chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lamineurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *estampeurs-découpeurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers sur cuivre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *opticiens*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *diamantaires*.

30 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *terrassiers* et *puisiatiers-mineurs*; 1/3 de chômeurs chez les *plombiers colonnards*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; travail actif chez les *peintres en décors*; pas de changement chez les *sculpteurs en bâtiment*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers en meubles*; 6 p. de chômeurs chez les *biseautiers* et *polisseurs de glaces*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'enseignement privé*.

2 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce* et d'*industrie*; 4 p. 100 chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de changement chez les employés des *bureaux de placements autorisés*; 11 p. 100 chez les *courtiers* et *représentants*.

Pas de changement chez les *caissières-comptables*; 8 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *comptables*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de changement chez les *cochers de grande remise*; pas de chômeurs chez les *déménageurs*.

A Puteaux, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Clamart, 40 p. 100 de chômeurs chez les *treillageurs rustiques*. A Ivry, pas de changement, 65 heures chez les ouvriers en *pompes*. A Levallois, 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, chez les *cochers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; même situation chez les *chefs d'équipes mécaniciens et employés du port*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*, de bureau et de l'industrie; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures par semaine, travail abondant chez les *pétroliers*, *huiliers* et *savonniers*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers de navires*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers*, 40 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers du port*. A Arques, pas de chômeurs, 63 heures chez les *menuisiers*.

A Elbeuf, 5 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Bolbec, pas de chômeurs chez les *cotonniers*; pas de changement, 60 heures, chez ceux de Lillebonne. A Saint-Nicolas-d'Aliermont, 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail médiocre chez les *typographes*. A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers* et *plâtriers*. A Bécard, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Lagny, 2/3 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fontainebleau, 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Montereau, léger chômage, 60 heures, chez les *faienciers*,

Seine-et-Oise. — A Versailles, 20 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers* et *mécaniciens*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*, *tailleurs* et *scieurs de pierre*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Argenteuil, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonnes, pas de changement chez les *chapeliers*; pas de changement chez les ouvriers de la *raffinerie de pétrole* de Bonnières. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Chaville, 16 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Corbeil, pas de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*. A Orsay, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, travail actif chez les *imprimeurs*. A la Rampierre, 4 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tapisiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Fréville-Escarbotin, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *cuivre*.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* et chez les *tourneurs sur bois*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*. A Graulhet, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Mazamet, travail actif chez les *menuisiers* et *ébénistes*. A Carmaux, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *garçons bouchers*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 1 p. 100, 98 heures, travail actif, chez les *employés de commerce*.

A Hyères, 12 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*. A Caderousse, pas de chômeurs chez les *balaitiers*. A Valréas, nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Ménerbes, moitié de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 50 heures chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrunes, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux des *Épesses* et de *Saint-Laurent-sur-Sèvre*.

Vienne. — A Poitiers, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail actif, chez les *cimentiers*; chômage presque général chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 10 p. 100 de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs, 94 à 98 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant, chez les *imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *corroyeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *maçons et chez les couvreurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs-céramistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; pas de chômeurs, chez les ouvriers *talonniers*; travail actif chez les *sabotiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *choisisseurs de porcelaine*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, grève générale chez les *gantiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *cuir et peaux*. A Saint-Yrieix, 1/4 de chômeurs chez les *feuilleardiens*; moitié de chômeurs chez les *maçons et plâtriers*.

Vosges. — A Épinal, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 72 à 76 heures par semaine chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, 1 p. 100 de chômeurs, 63 à 72 heures par semaine, travail actif, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs et flâteurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Sens, pas de changement chez les *brossiers*; deux tiers de chômeurs, 46 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fontenailles-sur-Andryes, 20 p. 100 de chômeurs chez les *bûche-rons*; pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers et agriculteurs* de Courson et de Saint-Martin-des-Champs. A Saint-Sauveur, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Saint-Sauveur, 40 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers*; pas de chômeurs chez ceux de Treigny; pas de changement chez ceux de Lavar; pas de chômeurs chez ceux de Sommeceaise; travail assez satisfaisant chez ceux de Domats. A Ravières, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 40 p. 100 de chômeurs chez les *employés limonadiers et restaurateurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail assez actif, chez les *typographes*; pas de changement chez les *charrons-forgerons*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Mustapha, 33 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *métallurgistes*; un tiers de chômeurs chez les *terrassiers*; deux tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Oran, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1901.	Nov. 1902.	Déc. 1902.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	21 ^f 62 5	25 ^f 00	"
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	28 25	41 75	42 ^f 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	61 25	54 50	53 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	67 00	58 25	63 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	70 00	75 00	74 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	53 87	55 25	"
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	119 00	149 00	"
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	"	53 00	52 50
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	206 00	134 50	138 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	285 00	298 00	315 50
Plomb, <i>idem.</i>	31 00	32 25	32 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	41 87	49 85	52 25
Blé à Paris, <i>idem.</i>	22 25	21 75	21 00
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 45	20 50	20 80
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	"	19 25	20 87
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 18	1 28	1 32
Viande veau, <i>idem.</i>	1 89	1 92	1 81
— mouton, <i>idem.</i>	1 86	1 91	1 92
— porc, <i>idem.</i>	1 32	1 32	1 28

Commerce extérieur de la France. — Voici, d'après le rapport de la Commission permanente des valeurs en douane⁽¹⁾, l'évaluation définitive, en millions de francs, de nos importations et exportations pendant l'année 1901.

	1900.	1901.	AUGMENTATION en 1901.	DIMINUTION en 1901.
IMPORTATIONS.	millions de fr.	millions de fr.	millions de fr.	millions de fr.
Objets d'alimentation.....	819,240	783,933	"	35,307
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,035,251	2,812,890	"	222,361
Objets fabriqués.....	843,311	772,371	"	70,940
TOTAUX.....	4,697,802	4,369,194	"	328,608
DIMINUTION en 1901.....				328,608
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	769,159	745,226	"	23,933
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,084,784	1,018,327	"	66,457
Objets fabriqués.....	2,254,756	2,249,388	"	5,368
TOTAUX.....	4,108,699	4,012,941	"	5,368
DIMINUTION en 1901.....				95,758

⁽¹⁾ Rapport de M. Alfred Picard, président de la Commission, à M. le Ministre du Commerce, Paris, Imprimerie nationale, 1902 (27 août 1902).

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,407,872,000 francs en 1902 contre 1,393,982,000 francs en 1901, soit une augmentation de : 0.99 p. 100.

Faillites. — 145 faillites et 19 liquidations judiciaires en décembre 1902 (contre 118 et 16 en décembre 1901).

Autorisations de bâtir à Paris. — 138 demandes en décembre 1902, dont 129 pour des constructions neuves, contre 104 et 97 en décembre 1901.

Adjudications. — Adjudications importantes en janvier et février 1903.

ROUTES ET CHEMINS.

NORD. — 7 janvier. — Préfecture : Entretien des routes nationales pendant 2 ans.....	300,405 ^f
DEUX-SÈVRES. — 8 janvier. — Préfecture : Entretien des routes nationales pendant 5 ans, montant annuel.....	139,900
NORD. — 10 janvier. — Sous-Préfecture d'Avesnes : Entretien et grandes réparations sur chemins vicinaux, montant annuel.....	178,857
..... Sous-Préfecture de Douai : Travaux sur chemins vicinaux.....	175,219
SEINE. — 15 janvier. — Tribunal de commerce : Suppression d'un passage à niveau sur route nationale.....	308,000
DORDOGNE. — 15 janvier. — Préfecture : Travaux d'entretien sur routes nationales pendant 5 ans.....	357,250
ALGÉRIE. — 21 janvier. — Préfecture d'Alger : Pavage sur route nationale.....	145,000
SEINE. — 24 janvier. — Tribunal de commerce : Pavés neufs pour pavages de voies publiques pendant 6 ans 1/2, montant annuel..	600,000
ALPES-MARITIMES. — 24 janvier. — Mairie de Nice : Prolongement de la promenade des Anglais.....	205,000
CHARENTE. — 24 janvier. — Préfecture : Entretien des routes nationales pendant 5 ans.....	654,000
LOT. — 24 janvier. — Préfecture : Entretien des routes nationales pendant 5 ans.....	162,500
NORD. — 26 janvier. — Sous-Préfecture d'Hazebrouck : Entretien des chemins vicinaux pendant 5 ans, montant annuel.....	614,950

CHEMINS DE FER.

FINISTÈRE. — 31 janvier. — Préfecture : Ligne de Plouider à Plouescat. Infrastructure.....	180,442
--	---------

CANAUx, NAVIGATION ET PORTS.

SEINE-INFÉRIEURE. — 20 janvier. — Préfecture : Travaux d'entretien et de réparation à exécuter au port du Havre pendant 3 ou 5 années à partir du 1 ^{er} janvier 1903, dépense annuelle.....	110,000
SEINE. — 22 janvier. — Tribunal de commerce : Construction d'un égout.....	180,000
JURA. — 5 février. — Préfecture : Entretien du canal du Rhône au Rhin pendant 5 ans.....	105,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

FONTAINEBLEAU. — 5 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments militaires pendant 6 ans, montant annuel.....	48,500
--	--------

PAS-DE-CALAIS. — 15 janvier. — Mairie d'Hénin-Liétard : Construc- tion d'un groupe scolaire	251,428
TROYES. — 16 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments mili- taires pendant 6 ans, montant annuel.....	30,000
REMIREMONT. — 17 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments mi- litaires, place de Saint-Dié, pour 6 ans, montant annuel.....	21,300
SAINT-OMER. — 19 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments mi- litaires pendant 6 ans.....	30,000
LA FÈRE. — 19 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments mili- taires pendant 5 ans.....	185,000
MÉDÉA. — 20 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments militaires pendant 3 ans.....	90,000
VICE-CONSULAT DE GABÈS. — 26 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments militaires pour 6 ans.....	108,000
MEAUX. — 29 janvier. — Guerre : Entretien des bâtiments mili- taires pour 6 ans.....	100,800

FOURNITURES.

SEINE-INFÉRIEURE. — 14 janvier. — Préfecture : Agglomérés de houilles.....	135,000
Préfecture : Agglomérés de houilles.....	192,000

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1902, le Ministère du commerce a été avisé de la cr-
tion de :

5 syndicats patronaux comptant 263 membres ;
39 syndicats ouvriers comptant 2,470 membres ;

et de la dissolution de :

3 syndicats patronaux comptant 109 membres ;
3 syndicats ouvriers comptant 231 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

6 en décembre, 15 en novembre, 10 en octobre, 2 en août, 1 en juillet, 2 en juin, 3 en mai
1 en février, 1 en janvier et 3 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 44.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Charente-Inférieure [1^{er} août 1902]. — Union syndicale des **maitres cochers** de la
ville de Saintes (17 membres). Siège social : SAINTES.

Loire [18 octobre 1902]. — Chambre syndicale de la **charcuterie** ripagérienne
(9 membres). Siège social : rue Grenette, 4, RIVE-DE-GIER.

Seine [30 octobre 1902]. — Comité de la **boucherie** du 16^e arrondissement (96 mem-
bres). Siège social : avenue Kléber, 118, PARIS-16^e. — [5 novembre 1902]. — Syndicat
d'initiative pour la vulgarisation des **machines agricoles** de fabrication française (26
membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10^e. — (3 novembre 1902). — Syndicat

du commerce d'importation de vins de liqueur (115 membres). Siège social : rue du Petit-Bercy, 64, PARIS-12°.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier — [1^{er} novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Moulins (22 membres). Siège social : salle du gymnase, boulevard de Courtais, MOULINS.

Ardennes [20 mai 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières en tissus de l'arrondissement de Sedan (120 membres). Siège social : hôtel de la Croix d'or, rue de La Rochefoucault, SEDAN.

Cher [18 novembre 1902]. — Chambre syndicale des industriels et marchands **forains** du Centre (29 membres). Siège social : rue Coursarlon, 42, BOURGES. — [26 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Charenton-du-Cher (40 membres). Siège social : aux Perrons, commune de CHARENTON-SUR-CHER. — [26 octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles**, bûcherons et travaux similaires de la commune de Vailly (20 membres). Siège social : VAILLY.

Aude [29 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Ginestas (45 membres). Siège social : Mairie, GINESTAS.

Corrèze [25 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers immatriculés et candidats à l'immatriculation (manufacture d'armes) de Tulle (? membres). Siège social : Hôtel de ville, TULLE.

Côte-du-Nord [1^{er} mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et charpentiers de Saint-Brieuc (142 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Creuse [5 février 1902]. — « L'Amical » syndicat général des ouvriers **maçons** et professions connexes du département de la Creuse (25 membres). Siège social : Mairie BOURGANEUF.

Doubs [25 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers d'art de Besançon et de la Franche-Comté (50 membres). Siège social : BESANÇON.

Finistère [31 janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers du Livre de Quimper (typographes) [18 membres]. Siège social : QUIMPER.

Loire [26 juillet 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers **métallurgistes** et assimilés du canton de Firminy (100 membres). Siège social : Halle aux grains, place du Marché, FIRMINY.

Loiret [28 octobre 1902]. — Union syndicale des ouvriers **peintres** de la ville d'Orléans (40 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — [1^{er} mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et agricoles de Tigy (? membres). Siège social : TIGY.

Marne (Haute-) [7 octobre 1902]. — Syndicat des ouvriers manouvriers de la mégisserie (33 membres). Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Nièvre [10 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers des **bois** et travaux similaires de Cessy-les-Bois (60 membres). Siège social : CESSY-LES-BOIS.

Nord [21 août 1902]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** de la ville de Lille et des environs (330 membres). Siège social : rue Gambetta, 31, LILLE.

Pas-de-Calais [18 novembre 1902]. — Syndicat indépendant de la **cordonnerie** (5 membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER.

Pyrénées (Hautes-) [15 novembre 1902]. — Syndicat des professionnels réunis de l'atelier de construction de Tarbes (artillerie) [380 membres]. Siège social : TARBES.

Pyrénées-Orientales (8 juin 1902). — Syndicat des **cantonniers** du département des Pyrénées-Orientales (183 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN.

Rhône [5 novembre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvrières **bouillonneuses** de la ville de Lyon et sa banlieue (5 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. —

[30 octobre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers **charrons** de Lyon et de sa banlieue (82 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [septembre 1900]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer P.-L.-M. (section de Lyon-Vaise) (180 membres). Siège social : place de la Pyramide, 27, LYON. — [30 octobre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvrières **découpeuses** de Lyon et de sa banlieue (5 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [28 octobre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers **teinturiers** et similaires de Lyon et de sa banlieue (5 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [25 octobre 1902]. — Syndicat indépendant des **tourneurs** sur bois de Lyon et de la banlieue (5 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON.

Seine [1882]. — Chambre syndicale ouvrière de la **céramique** (75 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS-10°. — [7 décembre 1902]. — Chambre syndicale des **dessinateurs** du bâtiment et de l'industrie (55 membres). Siège social : à la Bourse du travail, PARIS-10°. — [13 mai 1884, reconstitution en décembre 1902]. — Union syndicale des ouvriers **doreurs** et argenteurs sur métaux (11 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°. — [24 novembre 1902]. — Syndicat des **émailleurs** sur métaux (50 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°. — [2 décembre 1902]. — Syndicat des **maçons** et parties similaires de la Seine (30 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [15 décembre 1902]. — Syndicat des **menuisiers** indépendants (31 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [2 décembre 1902]. — Association des **peintres** de la Seine et communes environnantes (40 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [15 décembre 1902]. — Syndicat des **serruriers** indépendants du bâtiment et parties similaires (31 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [15 décembre 1902]. — Syndicat des **terrassiers** indépendants (27 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°.

Seine-Inférieure [9 novembre 1902]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de la ville du Havre (80 membres). Siège social : rue Molière, 10, le HAVRE. — [23 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers-calfats** de Rouen et ses environs (34 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Var [22 novembre 1902]. — Union syndicale des **marins** et pêcheurs inscrits maritimes de la Seyne-sur-Mer (46 membres). Siège social : avenue Gambetta, bar du roulage, la SEYNE-SUR-MER.

Oran [17 octobre 1902]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** du département d'Oran (36 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Meuse [25 janvier 1886]. — Syndicat du commerce des **bois** des départements de la Meuse, de la Marne et de la Haute-Marne (72 membres). Siège social : BAR-LE-DUC.

Seine [9 mars 1894]. — Chambre syndicale des **halles** et marchés de France (membres). Siège social : Salle Blanchet, rue des Halles, 34, PARIS-1^{er}. — [juillet 1897]. — Association de la **presse** périodique française (37 membres). Siège social : place Saint-Michel, 6, PARIS-6°.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [4 novembre 1895]. — Chambre syndicale des **marchands** non médaillés et colporteurs (16 membres). Siège social : rue Hermel, 26 *ter*, PARIS-18°. — [mai 1894]. — Syndicat des coureurs **véloécipédistes** (215 membres). Siège social : avenue de la Grande-Armée, 77, PARIS-16°.

Tarn [12 janvier 1891]. — Chambre syndicale des **verriers** de Carmaux (membres). Siège social : hôtel Toulza, CARMAUX.

BIBLIOGRAPHIE.

AUTRICHE. — CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA BASSE-AUTRICHE. — *Les syndicats professionnels de la Basse-Autriche de 1897 à 1900*; I. — *Les syndicats de Vienne* (1 vol. in-4° de 114 pages, Vienne, 1902; dépôt chez Bramüller). — Cette publication fournit dans l'ensemble, pour 1900, les données statistiques suivantes :

Il existait à Vienne 131 syndicats groupant 82,694 sociétaires proprement dits et 237,930 membres simplement affiliés, sont au total 320,624 personnes. — Les recettes et dépenses se sont balancées par 2,637,988 fr. 95. — La fortune nette s'est élevée à 5,384,558 fr. 85 et le fonds de réserve à 2,870,762 fr. 60.

ÉTATS-UNIS. — ÉTAT DE NÉBRASKA. — *Industries et ressources* (1 vol. in-8° de 245 pages; Lincoln, 1902).

ITALIE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Recensement de la population (10 février 1901)* [1 vol. in-8° de 455 pages; Rome, 1902; G. Bertrò]. Ce dénombrement a accusé, comme population « résidente ou légale » : 32,966,307 habitants, et comme population « présente ou effective » : 32,475,253 habitants.

MEXIQUE. — SECRÉTARIAT DE L'INTÉRIEUR, DE LA COLONISATION ET DE L'INDUSTRIE. — *Annuaire statistique (1900)* (1 vol. in-4° de 526 pages. Mexico, 1901; Imp. off.).

NOUVELLES-GALLES DU SUD. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Recensement de la population scolaire (1901)* [1 vol. in-4° de 229 pages. Sydney, 1902; W.-A. Gullick].

PAYS-BAS. — BUREAU CENTRAL DE LA STATISTIQUE. — *Statistique des caisses d'épargne et de prêts (1897-1900)* [1 vol. in-4° de 331 pages; La Haye, 1902; Belinfante, frères].

PRUSSE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Naissances, mariages et décès en 1900* (1 vol. in-4° de 352 pages. Berlin, 1902; imp. off.).

— BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Statistique des universités prussiennes (année scolaire 1899-1900)* [1 vol. in-4° de 213 pages. Berlin, 1901; imp. off.].

— BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *La mortalité d'après les causes et les catégories d'âge, les suicides et les accidents mortels (1900)* [1 vol. in-4° de 268 pages. Berlin, 1902; imp. off.].

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE STATISTIQUE MUNICIPALE. — *Annuaire statistique de Buenos-Ayres (1901)* [1 vol. in-4° de 327 pages. Buenos-Ayres, 1902; imp. de la C^{ie} sud-américaine des billets de banque].

RUSSIE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Commerce extérieur par la frontière d'Europe (juillet 1902)* (1 fasc. grand in-4° de 74 pages. Saint-Petersbourg, 1902).

— SOCIÉTÉ IMPÉRIALE LIBRE ÉCONOMIQUE. — *Études d'économie politique (1902)* [1 broch. in-8° de 472 pages, Saint-Petersbourg, 1902].

SERBIE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE. — *Incendies et crimes d'incendiaires (1889-1895)* [1 vol. in-4° de 311 pages. Belgrade, 1902; imp. off.].

VICTORIA. — SERVICE DU RECENSEMENT. — *Dénombrement de la population de Victoria (1901)* [1 fasc. in-4° de 10 pages, Melbourne, 1901; R.-S. Brain].

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Comme tous les ans, au mois de janvier, le mauvais temps a contrarié les travaux de l'agriculture et des autres professions, comme celles du bâtiment, qui s'exercent en plein air. Les difficultés qui se sont élevées sur la fixation des prix entre les exploitants et les ouvriers, ont retardé, dans beaucoup de centres, la mise en exploitation des coupes de bois.

Dans les sucreries, le déficit constaté depuis le commencement de la campagne 1902-1903, s'est maintenu en janvier : la production d'alcool des distilleries de betteraves accuse au contraire une augmentation par rapport à la campagne précédente; il n'en est pas de même des autres distilleries et des bouilleurs de cru dont la production d'alcool est très inférieure à celle de l'année dernière.

Dans l'industrie textile, on constate, dans l'ensemble, une bonne activité dans les centres du Nord, des Vosges et de la Loire; il y a au contraire un chômage assez important à Reims, Elbeuf et dans la soierie lyonnaise, dont la situation ne semble pas améliorée, sauf pour les tissus légers comme le tulle et la mousseline. La fabrique de rubans de Saint-Étienne est toujours très active. La morte-saison est générale dans les industries du vêtement.

L'amélioration constatée depuis deux mois dans la métallurgie continue à s'accroître : le chômage a diminué de moitié dans l'ensemble des industries des métaux depuis le mois d'octobre dernier. Le chômage est toujours complet chez les ferblantiers-boîtiers de Bretagne.

D'une manière générale, la situation de l'industrie du livre continue à

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats professionnels et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de janvier 1903.

être très satisfaisante, bien que dans quelques grands centres, comme Paris, Marseille et Bordeaux, l'introduction de la machine à composer ait jeté quelque trouble sur le marché du travail.

Les ouvriers du meuble et de la poterie sont en pleine activité. Le mois de janvier n'a apporté aucune amélioration au chômage dont souffrent depuis plusieurs mois les ouvriers des ports.

1,008 syndicats, groupant 163,500 ouvriers, ont répondu, en janvier 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 948, groupant 151,822 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 17,372, ce qui correspond à une moyenne de 11 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était également, le mois dernier, de 11 p. 100; elle était de 13 p. 100 en janvier 1902.

L'ouvrage, pendant le mois de janvier 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois de décembre, plus abondant par 7 p. 100 des syndicats, groupant 8 p. 100 des syndiqués; équivalent par 69 p. 100 des syndicats, groupant 66 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 24 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 365 syndicats, groupant 38,759 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 366, groupant 63,127 adhérents, ont répondu par la négative.

Un autre mode d'appréciation de chômage professionnel est fourni par la comparaison des demandes et des offres de travail signalées à l'Office du travail par les bourses du travail et les chambres syndicales ouvrières faisant le placement de leurs adhérents. Les chiffres relatifs au mois d'octobre, novembre et décembre 1902 sont les suivants :

Nombre de demandes pour 100 offres de travail en octobre 1902 :	213.
en novembre 1902 :	346.
en décembre 1902 :	263.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Comme le mois dernier, tandis que les pêcheurs de l'étang de Berre se déclarent satisfaits, ceux de Méze n'ont guère travaillé par suite du mauvais temps qui les a empêchés de sortir. La pêche du hareng a été abondante à Boulogne-sur-Mer. D'après le *Bulletin des Halles* (1), sur les côtes de l'Océan, après la campagne nulle de sardines, la pêche d'hiver ne semble pas donner de résultats appréciables aux pêcheurs bretons; les poissons de saison, tels que soles, grondins, merlans, raies sont plutôt rares.

Au temps doux et humide du commencement de janvier ont succédé des alternatives de gel et de dégel qui ont beaucoup gêné les travaux des champs : en particulier les battages sont très en retard.

Dans l'industrie forestière, les 43 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 1,013 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de

(1) Du 12 février 1903.

3,642 membres, une proportion de 27 p. 100: le mois dernier cette proportion était de 20 p. 100. Ce chômage considérable provient de ce que, dans le Cher, beaucoup de coupes ne sont pas vendues et que parmi les coupes vendues, beaucoup ne sont pas entrées en exploitation, les patrons et les ouriers ne pouvant arriver à s'entendre pour la fixation des salaires. Dans la Nièvre, au contraire, le travail est considéré par la majorité des syndicats comme satisfaisant; dans quelques endroits cependant, à Sichamps, la Fermeté, Nolay, aucune entente n'est encore intervenue entre les patrons et les ouvriers.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 147,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de janvier 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen hebdoma- daire de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMPTENT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	81,019	6.00	"	"	"	"	100
Loire.....	16,960	5.99	"	"	1	"	99
Gard et Hérault.....	14,848	5.99	"	"	"	9	91
Provence (lignites).....	2,599	5.61	"	"	1	56	43
Bourgogne et Nord-Est.....	7,741	5.47	"	"	"	5	95
Centre.....	11,200	5.93	"	"	1	17	82
Tarn et Aveyron.....	10,778	6.00	"	"	"	31	69
Isère.....	2,009	6.00	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	147,154	5.96	"	"	0,25	5,75	94

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.65. Il était de 5.94 en janvier 1902.

La grève générale qui persistait à Saint-Hilaire s'est enfin terminée. Aux mines de Montereau et de Bessèges beaucoup d'ouvriers sont inoccupés.

En 1902, la production houillère du Pas-de-Calais et du Nord a été de 19,002,269 tonnes (chiffres approximatifs): elle avait été de 20,353,507 tonnes (chiffres définitifs) en 1901: soit une différence en moins de 1,351,238 tonnes. La production des cokes a atteint, en 1902, dans les mêmes bassins 1,331,134 tonnes contre 1,310,564 en 1901, soit une augmentation de 20,570 tonnes. Enfin, celle des agglomérés, qui était de 623,390 tonnes en 1901, a atteint en 1902, 797,717 tonnes, soit une différence en plus de 174,327 tonnes.

CARRIÈRES. — ARDOISIÈRES. — Aux ardoisières de Haybes-sur-Meuse, il n'y a pas de chômage; les ouvriers du fond font 46 heures et les fendeurs 60. La mauvaise saison ralentit beaucoup les travaux dans les carrières; d'après les syndicats qui ont indiqué la proportion des chômeurs, celle-ci atteignait 25 p. 100, proportion un peu inférieure à celle du mois dernier (30 p. 100); mais très supérieure à celle de janvier 1902 (4 p. 100).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 52 syndicats, groupant 8,597 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs adhérents sans travail, soit 856, la proportion du chômage dans l'ensemble des industries de l'alimentation est de 10 p. 100,

proportion notablement inférieure à celle du mois dernier (13 p. 100) et de janvier 1902 (13 p. 100). Les fêtes du jour de l'an et des Rois ont fourni beaucoup de travail aux cuisiniers, pâtisseries et confiseurs dans tous les centres au commencement du mois.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin du mois de décembre 1902 (trois premiers mois de la campagne 1902-1903), s'est élevée à 686,727 hectolitres contre 775,081 hectolitres pour la période correspondante de la campagne précédente, soit une différence en moins de 88,354 hectolitres; le déficit ne s'est donc pas beaucoup augmenté depuis la fin de novembre 1902, époque à laquelle il s'élevait à 83,270 hectolitres. Le déficit ne portait plus à la fin de décembre que sur les alcools de vin (7,691 hectolitres contre 39,542 en 1901-1902) et sur les alcools de mélasse (163,094 hectolitres contre 240,587); il y avait, au contraire, une légère augmentation pour les alcools de betteraves (440,545 hectolitres contre 423,935) et les alcools de substances farineuses. A la même époque, la production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement à 50,607 hectolitres, en diminution de 51,101 hectolitres sur la période correspondante de la précédente campagne : le déficit continue donc à s'accroître pour les bouilleurs de cru ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de janvier 1903, les travaux de défécation étaient terminés dans 317 fabriques sur 319. La quantité de betteraves mises en œuvre depuis le 1^{er} septembre 1902 (cinq premiers mois de la campagne 1902-1903) s'élevait à 6,265,153 tonnes contre 9,323,912 tonnes pendant la période correspondante de la précédente campagne, soit une diminution de 3,058,758 tonnes; le déficit continue donc à s'accroître ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — PAPIER. — La situation est moins satisfaisante, d'une façon générale, que le mois dernier dans les fabriques de produits chimiques. Il y a toujours beaucoup de chômeurs chez les tordeurs d'huiles de Dunkerque, les huiliers et les savonniers du Havre, les usines de produits chimiques d'Agen et de Saint-Nicolas (Meurthe-et-Moselle). Dans l'ensemble de ces industries, d'après les réponses des syndicats la proportion des chômeurs est de 5 p. 100 : elle était de 1 p. 100 le mois dernier.

Travail toujours satisfaisant chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges. Le travail a diminué chez les doreurs sur cuirs, papiers et étoffes de Paris.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre de chômeurs syndiqués était : pour la province, de 133 pour 86 syndicats groupant 3,871 adhérents, soit 3 p. 100; pour Paris, de 357 pour 13 syndicats groupant 4,496 adhérents, soit 8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 3 p. 100; pour Paris, de 7 p. 100; en janvier 1902, elle était, pour la province, de 5 p. 100, et pour Paris, de 9 p. 100. La situation n'a donc guère changé depuis le mois dernier et continue à être plus satisfaisante que l'année précédente. Cette situation ne paraît pas cependant devoir se maintenir : les travaux de fin d'année (cartes de visite, etc.) touchant à leur fin. Sur quelques places, à Paris, Marseille et Bordeaux, l'introduction des machines à composer a amené une crise et des conflits entre patrons et ouvriers. Le travail continue à manquer à Lyon chez les typographes.

A Paris, le chômage atteint 6 p. 100 des adhérents de la Chambre syndicale typographique (200 sur 3,250 syndiqués). D'après le syndicat des imprimeurs

⁽¹⁾ J. O. du 25 janvier 1903.

⁽²⁾ J. O. du 13 février 1903.

lithographiques, il y aurait un peu d'amélioration dans la situation du travail dans la lithographie par rapport aux deux années précédentes, bien que le chômage atteigne encore 10 p. 100 (56 sur 589 syndiqués).

CUIRS ET PEaux. — Le chômage atteint 10 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux : on signale un léger ralentissement chez les tanneurs-corroyeurs de Chateaurenault, de Roanne; la crise continue chez les mégisseurs-palissonneurs : à Annonay, plusieurs ateliers sont complètement fermés; à Grenoble, le chômage atteint 23 p. 100. Par contre, il y a une reprise partielle à Saint-Junien où la proportion des chômeurs du syndicat des cuirs et peaux est tombée de 40 à 13 p. 100; il en est de même à Issoudun, et chez les ouvriers-moutonniers de Graulhet, où le chômage a fléchi de 6 à 5 p. 100. A Paris, la morte-saison est complète chez les pelletiers, lustreurs et fourreurs.

Chez les ouvriers de la chaussure, le chômage moyen est de 10 p. 100 : il était le mois dernier de 9 p. 100. Le nombre des ouvriers syndiqués sans travail est toujours considérable à Paris chez les cordonniers (35 p. 100) et les mouleurs en chaussures (33 p. 100). Par contre, l'état du travail est jugé satisfaisant par les ouvriers en chevreau-glacé de Paris et la grande majorité des syndiqués de province : à Izeaux notamment tous les ouvriers sont occupés tant au cousu-main qu'au cousu-machine.

Le travail s'est considérablement ralenti depuis le mois dernier dans la ganterie : à Millau, le chômage atteint 12 p. 100; à Gères, 15 p. 100; à Saint-Junien, la grève n'était pas encore terminée à la fin de janvier. Les selliers-bourrelliers sont toujours en morte-saison.

Dans l'ensemble des industries du cuir, la proportion des chômeurs (grévistes de Saint-Junien non compris) atteint un peu plus de 10 p. 100 : elle était de 12 p. 100 le mois dernier et de 14 p. 100 en janvier 1902.

INDUSTRIE TEXTILE. — VÊTEMENTS. — Le nombre des chômeurs syndiqués dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 62 syndicats groupant 11,449 adhérents, était à la fin de janvier de 1,321, soit plus de 11 p. 100 : la proportion était de 5 p. 100 le mois dernier et de 11 p. 100 en janvier 1902. La situation serait donc, dans l'ensemble, devenue moins satisfaisante depuis le mois dernier.

Dans le Nord, par suite d'un grand arrivage de laines, l'industrie lainière a été assez occupée à Tourcoing, où le chômage a beaucoup diminué chez les trieurs de laine et les peigneurs : la filature et le tissage sont restés stationnaires. Il y a également amélioration chez les ouvriers tisseurs de Roubaix et d'Haspres; par contre, les tisseurs en batiste d'Avesnes n'ont travaillé que 54 heures par semaine, et les tisseurs à la main de Villers-en-Cauchies accusent un chômage considérable. Dans le groupe normand, à Elbeuf, le nombre des chômeurs est assez considérable (40 p. 100), tandis que les fabriques de Louviers et Flers sont en pleine activité. Dans le groupe de l'Est, le travail est abondant à Saint-Dié et à Epinal. Il en est de même dans les tissages de Sedan : par contre il y a 6 p. 100 de chômeurs dans l'industrie lainière à Reims, où la durée du travail ne dépasse pas 54 heures par semaine; les trieurs de laine ne font que 48 heures. Dans la Loire, il n'y a pas de chômeurs à Roanne et à Saint-Rambert. Dans le Rhône, la situation est satisfaisante dans l'important groupe de Thizy; à Gandries, les tisseurs à la main et à la mécanique, de même que les ouvriers et ouvrières en mousseline à la mécanique sont très actifs; à Lyon, les tisseurs accusent plus de 30 p. 100 de chômeurs. Dans l'Ouest, les tissages de Laval et de Romorantin sont en pleine activité, tandis que le travail manque dans plusieurs centres de la Vendée. Dans le Sud, les fabriques de draps de Sainte-Colombe-sur-Flers sont en morte-saison jusqu'au mois de mars : les ouvriers ne font que 30 heures par semaine; la situation est satisfaisante à la

Bastide-Rouairoux (Tarn). A Troyes, la filature accuse 1 p. 100 de chômeurs. La situation est stationnaire dans les différents centres de la bonneterie : Troyes, Aix-en-Othe, Guibray, Sauve.

La fabrique de rubans est toujours très active à Saint-Étienne. Dans l'industrie des tulles, tandis que le travail continue à être abondant à Lyon et à Caudry, le syndicat de Saint-Quentin accuse 12 p. 100 de chômeurs et 45 heures seulement de travail par semaine. Les tapissiers en grosse moquette de Tourcoing ont 2 p. 100 de chômeurs. Les passementiers de Saint-Sigolène ont toujours beaucoup de travail; à Paris, les passementiers à la main ne font que 45 heures, tandis que les passementiers à la barre font 60 heures.

L'activité est médiocre chez les ouvriers teinturiers et apprêteurs de Louviers, de Rouen et de Roubaix; elle est un peu plus satisfaisante chez les teinturiers de Villefranche. Pas de chômeurs chez les imprimeurs sur étoffes de Tournon et de Marly. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris sont en morte-saison.

La morte-saison est générale chez les tailleurs et couturières, sauf à Narbonne. On signale une reprise à Nancy où la saison d'été est déjà mise en mains. La saison d'été s'annonce comme devant être bonne chez les coupeurs de cols et de cravates de Paris où on ne signale aucun chômeur. Le travail est toujours actif chez les chemisières de Villedieu de l'Indre. Les ouvriers de la bretelle et de la ceinture de Paris sont en morte-saison.

Pas de changement chez les chapeliers qui sont toujours en morte-saison. Les ouvriers casquettiers de Paris ont 10 p. 100 de chômeurs.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les différents syndicats des charpentiers et menuisiers en bâtiment est de 14 p. 100, proportion un peu supérieure à celle du mois dernier (12 p. 100). La morte-saison est générale; la durée du travail est en moyenne de 48 heures pour les charpentiers et de 54 heures pour les menuisiers. On ne signale quelque activité que chez les charpentiers de Chartres, la Roche-sur-Yon, Fougères, Rennes, Chambéry. Le travail est plus abondant que le mois dernier chez les menuisiers de Paris. Dans les scieries, il y a réduction de la journée de travail à Grenoble et à Versailles; une bonne activité se maintient à Valence et à Podensac tandis qu'il y a ralentissement dans la plupart des scieries de Hermès. Les démolisseurs de navires de Brest et les charpentiers de navires de Dunkerque sont toujours très occupés; par contre, ceux de Nantes accusent toujours beaucoup de chômage.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (ébénistes, menuisiers-ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion de chômeurs syndiqués est seulement de 3 p. 100; la durée du travail est presque partout de 60 heures par semaine. La situation est jugée satisfaisante par 51 p. 100 des syndiqués. Le travail est un peu plus abondant que le mois dernier chez les doreurs sur bois de Paris, qui commencent la fabrication des cadres et bordures pour les salons de peinture.

Le travail est toujours peu abondant dans la tonnellerie en général. A Boulogne, les ouvriers tonneliers ont été très occupés à l'embarillage des harengs, dont la pêche a été très abondante. Pas de changement chez les carrossiers. Les ouvriers sabotiers-galochiers sont en général assez satisfaits.

Le travail est toujours actif chez les ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers, chez les ouvriers brossiers, boutonnières et tabletiers de l'Oise, chez les ouvriers coffretiers de Paris, les ouvriers en balais de Caderousse (Vaucluse), les vanniers d'Aramon (Gard).

MÉTAUX. — L'amélioration que nous avons constatée depuis deux mois dans la métallurgie se maintient. D'après les réponses de 79 syndicats, groupant 16,955 ou-

leurs, fondeurs, métallurgistes, etc., le nombre des chômeurs syndiqués était seulement de 1,573, soit une proportion de 6 p. 100; cette proportion était de 7 p. 100 le mois dernier, de 9 p. 100 en novembre et de 12 p. 100 en octobre.

Chez les mouleurs, le travail est considéré comme satisfaisant par la moitié environ des syndicats; les travaux sont abondants à Guise; on constate une reprise à Dreux, Trignac, Cambrai, Rinxent-Marquise; le chômage est nul ou insignifiant à Saint-Michel (Aisne), Revin, Vrigne-aux-Bois, Poissy, Étampes, Essonnes; à Paris, la confection de pièces en aluminium pour automobiles occupe beaucoup de mouleurs qui n'ont que 1 p. 100 de chômage; à Cousances-aux-forges, les mouleurs en poterie sont très occupés, tandis que les mouleurs en pièces mécaniques n'ont pas beaucoup de travail; le chômage reste assez important à Monthermé (12 p. 100), à Grenoble (8 p. 100), à Roanne (7 p. 100); à Bessèges, les mouleurs font à peine 30 heures par semaine, à Chartres, 48. Les fondeurs en fer du Havre et de Rouen ont 25 p. 100 de chômeurs. Les chaudronniers de Nantes bénéficient d'une légère reprise, tandis qu'au Havre 40 p. 100 continuent à chômer; il y a également 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en constructions maritimes de Bordeaux. A Friville-Escarbotin, les ouvriers du cuivre ont 7 p. 100 de leurs adhérents sans travail.

Dans le groupe assez mal défini des ouvriers métallurgistes, le chômage est nul à Audincourt, l'important centre de la fabrication des automobiles, à Saint-Uze, Cognac, Valentigney, Rennes; au Creusot, le nombre des ouvriers sans travail est de 1 p. 100; il en est de même à Argenteuil; aux forges de l'Adour, la durée hebdomadaire du travail est remontée à 60 heures, tandis que dans les autres usines du Boucau elle n'est que de 40 heures. Le chômage reste considérable à Commeny (13 p. 100), au Pont-de-Cherney (10 p. 100), à Chambon-Feugerolles (10 p. 100), à Saint-Étienne (15 p. 100), à Hautmont (15 p. 100), et surtout au Havre et à Chalon-sur-Saône; on signale une légère reprise dans la région de Toulon, au Mans et à Annonay.

Chez les ouvriers-mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de près de 11 p. 100; elle était de 14 p. 100 le mois dernier; il y aurait donc une très légère amélioration dans l'ensemble, bien que l'état du travail soit encore loin d'être satisfaisant. Le chômage reste élevé à Rouen, à Nantes et dans l'important centre de Nouzon (24 p. 100); à Paris, les serruriers en bâtiment ont 14 p. 100 de leurs adhérents sans travail; on signale par contre une légère reprise à Marseille, grâce à la réparation de navires, et à Bordeaux; à Albert (Somme), la durée du travail atteint le maximum (63 heures par semaine) et le nombre des mécaniciens sans travail ne dépasse guère 1 p. 100.

Le chômage est toujours général chez les ferblantiers-boîtiers du Finistère et du Morbihan; on espère une légère reprise chez les ouvriers horlogers du Doubs. Le travail est peu abondant chez les opticiens et les compasiers de la Meuse. A Paris, la proportion des chômeurs chez les ouvriers en instruments de précision est d'un peu moins de 3 p. 100; la durée du travail est de 60 heures par semaine; chez les opticiens, le chômage atteint 8 p. 100. L'état du travail est satisfaisant chez les ouvriers en instruments de musique de Clâteau-Thierry. Chez les tisseurs en métaux d'Angoulême, la durée du travail a été réduite à 54 heures par semaine et on craint l'arrêt de plusieurs métiers. Plus de chômeurs et journée de travail pleine chez les ouvriers en limes de Cosne. A Thiers, l'état du travail est assez satisfaisant pour l'époque chez les mouleurs de ciseaux et les émouleurs de couteaux, tandis que les émouleurs et polisseurs de ciseaux sont peu occupés.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers et menuisiers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par

141 syndicats, groupant 11,690 adhérents, était, en janvier, de 34 p. 100; elle n'atteignait que 28 p. 100 le mois dernier et 30 p. 100 en janvier 1902. C'est à la mauvaise saison qu'il faut attribuer cette proportion élevée d'ouvriers sans travail. L'état du travail est d'ailleurs jugé satisfaisant pour l'époque par 38 p. 100 des syndicats et des syndiqués. La durée du travail n'a pas changé depuis le mois dernier. A Paris, les ouvriers peintres accusent plus de 30 p. 100 de chômeurs. Les sculpteurs-marbriers sont beaucoup moins atteints : ils n'ont guère que 8 p. 100 de leurs adhérents sans travail.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La chaudière subit le contre-coup du chômage du bâtiment et est très peu occupée. Le travail est toujours satisfaisant chez les potiers de Vallauris, Aubagne et Saint-Amand (Nièvre), chez les tourneurs en poterie de Roanne et les tuiliers de Lyon; les briquetiers-fumistes de cette dernière ville accusent 10 p. 100 de chômeurs. Le travail est moins satisfaisant que le mois dernier chez les tourneurs et monteurs sur porcelaine de Saint-Valier, chez les mouffletiers et les useurs de grains de Limoges par suite des inventaires ainsi que chez les peintres sur porcelaine de Vierzon; par contre, les porcelainiers de la Vallée n'ont que 1 p. 100 de chômeurs. A Saint-Claude, tous les ouvriers de la fabrication des tuyaux de pipe sont occupés. A la faïencerie de Montereau, les ouvriers de la fabrication et du décor font 48 heures; ceux du moulage d'assiettes, 63 heures.

Le travail est toujours très satisfaisant à la glacerie de Montluçon. Les verriers à vitres de Bessèges sont tous occupés; par contre, le travail est peu abondant chez les verriers de Laignelet, les ouvriers en verre blanc de Rive-de-Gier qui comptent 33 p. 100 de chômeurs, les verriers à vitres de Fresnes (Nord), dont 16 p. 100 sont sans travail.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Le chômage est considérable chez les bateliers-mariniers qui sont arrêtés par la gelée. La situation ne s'améliore pas dans les ports : à la Rochelle, le chômage est de 50 p. 100; à Brest, de 50 p. 100 pour les déchargeurs, tandis qu'il est nul pour les charbonniers; au Havre, il atteint 40 p. 100 pour les journaliers et 75 p. 100 pour les charbonniers; à Bordeaux, 37 p. 100 des charbonniers sont sans travail. Le travail a été un peu plus abondant ce mois-ci à Dunkerque. Dans l'ensemble des industries de transports et de manutention la moyenne du chômage est de 33 p. 100; elle était le mois dernier de 23 p. 100 et en novembre de 38 p. 100.

D'après les réponses de 30 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 7,197 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués était de 240, soit un peu plus de 3 p. 100, proportion identique à celle du mois dernier.

LES GRÈVES EN JANVIER 1903.

31 grèves, ont été signalées, en janvier, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 29 d'entre elles, est de 4,700. Il y avait eu, en janvier 1902, 40 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 42.

Ces 31 grèves, dont 27 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	14
Réductions de salaire.....	4
Demande de diminution du temps de travail.....	4
Demandes de renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres.....	2
Contestations diverses relatives au salaire.....	2
Réglementation du travail.....	1
Règlement d'atelier.....	1
Demandes de suppression des amendes.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 20 départements et on en a compté :

6 dans le Rhône, 2 dans l'Allier, l'Ariège, le Cher, le Nord, les Basses-Pyrénées et la Seine, et 1 dans les 13 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 12; employés de bazar, bûcherons, 2; armuriers, carriers, chapeliers, charretiers, chemisières, kaoliniers, mécaniciens, menuisiers, mineurs, ornementalistes, porcelainiers, porteurs de cannes au jeu de golf, repasseuses, résiniers et tanneurs, 1 grève.

Des 31 grèves commencées en janvier, 19 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Trois, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; une, 3 jours; deux, 5 jours; deux, 6 jours; trois, 7 jours; deux, 18 jours; une, 19 jours; une, 23 jours; et une, 35 jours.

Si l'on y ajoute 2 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement l'une 70 jours, et l'autre 12 jours, on trouve, parmi les conflits terminés :

4 réussites.
7 transactions.
8 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
10 nov...	19 janv...	Paris.....	Seine.....	Chapeliers.....	1	600	1
28 nov...		Lepuix-Gy.....	Belfort (Territoire de).	Tisseurs.....	1	350	2
11 déc...		Paris.....	Seine.....	Ébénistes.....	1	45	3
13 déc...		Saint-Quentin.....	Aisne.....	Tuillistes.....	1	"	4
16 déc...		Saint-Junien.....	Haute-Vienne.....	Gantiers.....	22	1,200	5
24 déc...	5 janv...	Lyon.....	Rhône.....	Ramoneurs.....	1	10	6
GRÈVES COMMENCÉES							
2 janv...	7 janv...	Saint-Quentin....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	76	1
5 janv...	8 janv...	Sens.....	Ariège.....	Charretiers.....	1	35	2
5 janv...	23 janv...	Cublize.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	42	3
5 janv...	28 janv...	Echassières.....	Allier.....	Kaoliniers.....	1	100	4
5 janv...	9 février.	Lisieux.....	Calvados.....	Tisseurs.....	1	80	5
6 janv...		Eysus.....	Basses-Pyrénées ..	Carriers.....	1	60	6
7 janv...	8 janv...	Cublize.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	7	7
8 janv...	10 janv...	Aubigny.....	Cher.....	Chemisiers.....	1	30	8
9 janv...	14 janv...	Lyon.....	Rhône.....	Employés de bazar.....	1	185	9
10 janv...		Oullins.....	Rhône.....	Tanneurs.....	1	"	10
13 janv...	1 ^{er} février.	Lavelanet.....	Ariège.....	Fileurs.....	"	315	11
15 janv...	7 janv...	Essonnes.....	Seine-et-Oise.....	Chapelières.....	1	70	12
15 janv...	22 janv...	Saint-Etienne.....	Loire.....	Armuriers.....	1	90	13
15 janv...		Cours-les-Barres ..	Cher.....	Bûcherons.....	"	200	14
15 janv...		Montluçon.....	Allier.....	Repasseuses.....	1	28	15
16 janv...	5 février.	Saint-Genix.....	Savoie.....	Tisseuses.....	1	105	16
16 janv...		Vif.....	Isère.....	Tisseurs.....	"	250	17
20 janv...		Paris.....	Seine.....	Ornemanistes.....	1	103	18
21 janv...	22 janv...	Sarras.....	Ardèche.....	Tiss-uses.....	1	30	19
21 janv...	28 janv...	Bourganeuf.....	Creuse.....	Porcelainiers.....	1	22	20
22 janv...		Froidcouche.....	Haute-Saône.....	Menuisiers.....	1	40	21
24 janv...	31 janv...	Biarritz.....	Basses-Pyrénées ..	Porteurs de cannes au jeu de golf.	1	80	22
26 janv...	27 janv...	Barentin.....	Seine-Inférieure ..	Tisseurs.....	1	300	23
26 janv...		Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	580	24
27 janv...	2 février.	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens.....	1	550	25
27 janv...	2 février.	Le Forge.....	Gironde.....	Résiniers.....	1	283	26
28 janv...		Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	80	27
28 janv...		Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs et apprêteurs.....	2	545	28
29 janv...		S ^t Aubin-les-Forges	Nièvre.....	Bûcherons.....	"	"	29
30 janv...		La Chapelle-sous- Dun.	Saône-et-Loire.....	Mineurs.....	1	410	30
31 janv...	2 février.	Lyon.....	Rhône.....	Employés de bazar.....	1	4	31

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en janvier à la Direction du travail :

1^{re} Grève de kaoliniers à Échassières. — Le 5 janvier, 100 ouvriers de

CAUSES DES GRÈVES.		RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8		9	10
AU 1 ^{er} JANVIER 1903 (1).			
1	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
2	Réduction de salaire, demande de renvoi d'un comptable. ....	.....	
3	Demande de réintégration d'un ouvrier. ....	.....	
4	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
6	Demande d'augmentation de salaire et de réintégration d'ouvriers.	Transaction.	
N JANVIER 1903.			
1	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
3	Réduction de tarif.	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire et de suppression du travail aux pièces.	Transaction.	
5	Réduction de salaire. ....	.....	
6	Contestation relative au mode d'établissement du salaire. ....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
9	Demande de diminution du temps de travail.	Transaction.	Intervention du maire.
10	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
11	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
12	Demande de diminution du temps de travail.	Réussite.	
13	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
15	Réduction de salaire.	Échec.	
16	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
17	Demande de renvoi d'un contremaître, règlement d'atelier. ....	.....	
18	Demande de réintégration d'un contremaître. ....	.....	
19	Contestation relative au salaire.	Transaction.	
20	Demande de diminution du temps de travail.	Échec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
22	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
23	Demande de suppression des amendes.	Échec.	
24	Réduction de salaire. ....	.....	
25	Demande de renvoi d'un chef d'atelier.	Réussite.	
26	Réglementation du travail.	Transaction.	
27	Demande de réintégration d'un ouvrier. ....	.....	
28	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
29	Demande d'augmentation de salaire. ....	.....	
30	Demande de rétablissement d'une prime. ....	.....	
31	Demande de diminution du temps de travail.	Échec.	Grévistes remplacés.

l'exploitation des kaolins des Colettes, commune d'Échassières (Allier) se sont mis en grève, réclamant :

- 1° Une augmentation de salaire (30 centimes l'heure au lieu de 25) ;
- 2° La journée de travail de 10 heures au lieu de 9 heures ;
- 3° La liberté de rester chez eux certains jours pour y faire leur travail, la plupart étant cultivateurs ;
- 4° La suppression des amendes ;
- 5° La suppression du travail à la tâche ou sa mise en adjudication.

Un comité de conciliation réuni le 19 janvier, sur l'intervention du juge de paix, ne put déterminer aucune entente. Cependant grâce à l'intervention du sous-préfet de Gannat, un accord a été signé aux conditions suivantes :

- 1° Le prix de l'heure de travail effectif sera 25 centimes ;
- 2° Les mois d'hiver ne pourront pas être supérieurs à 4 mois ;
- 3° Les prix de tâche seront augmentés de 10 p. 100 ;
- 4° Les amendes sont remplacées par une mise à pied de 1 jour ;
- 5° Il ne sera procédé à aucun renvoi pour faits de grève ;
- 6° On procédera aux ajournements en commençant par les ouvriers les moins assidus sur les chantiers.

2° Grève de tisseurs à Lisieux. — Les tisseurs de la maison Mommers frères à Lisieux se sont mis en grève, le 5 janvier, pour protester contre une réduction de salaire.

Sur le recours des ouvriers au juge de paix, une tentative de conciliation eut lieu dès le premier jour ; aucune entente ne s'y établit, mais les deux parties convinrent de recourir à un arbitrage. Toutefois l'arbitre choisi par les patrons ayant décliné cette mission, l'arbitrage ne put se faire, une deuxième tentative de conciliation a eu lieu le 14 janvier ; elle n'a également donné aucun résultat.

La grève a pris fin le 9 février.

3° Grève de tisseuses à Vif. — Le 16 janvier, 250 tisseuses de la fabrique de soieries Boé, à Vif (Isère), se sont mises en grève, demandant :

- 1° Une augmentation de 4 centimes par mètre courant pour chaque sorte de travail ;
- 2° Que le métier d'une ouvrière malade ne fût pas donné à une autre ;
- 3° L'affichage du tarif dans les fabriques ;
- 4° Aucun renvoi pour faits de grève.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni, le 19 février, mais aucune entente n'a pu s'y établir.

Grève de tisseurs à Saint-Genix. — 105 tisseurs de l'établissement Bouillon, à Saint-Genix (Savoie), ont cessé le travail le 16 janvier pour protester contre une réduction de salaire.

Sur le recours des ouvriers au juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 17 janvier. Les grévistes ont demandé 22 centimes le mètre, mais M. Bouillon a répondu qu'il ne pouvait accorder plus de 18 centimes. Aucun accord ne pouvant s'établir, le juge de paix a proposé de recourir à un arbitrage mais les ouvriers ont refusé.

La grève continue.

5° Grève de porcelainiers à Bourganeuf. — Le 21 janvier, 22 manœuvres de la fabrique de porcelaines Robert, à Bourganeuf, se sont mis en grève réclamant le paiement de 1/4 de journée qu'ils avaient fait en plus que les autres manœuvres.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 24 janvier, mais aucun accord n'a pu s'y établir. Le travail a repris, le 28, sur la promesse du patron d'accorder une augmentation de salaire pour les nuits passés aux fours.

6° Dans la grève des menuisiers de la fabrique de meubles Meugnot, à Froidecouche (Haute-Saône), commencée le 22 janvier, une tentative de conciliation devant le juge de paix n'a pu résoudre le conflit.

Enfin, dans la grève des charretiers de la mine de Rancié, commune de Sem (Ariège) le juge de paix n'est intervenu, sur la demande des grévistes, qu'à titre officieux. Les grévistes ont abandonné leur demande d'augmentation de salaire.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS, INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX, LES UNIONS DE SYNDICATS ET LES BOURSES DU TRAVAIL AU COMMENCEMENT DE 1902 ⁽¹⁾.

1. — *Syndicats professionnels.*

Le nombre des syndicats professionnels, industriels et commerciaux qui avaient fait le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 et qui remplissaient, d'autre part, les conditions requises pour constituer valablement un syndicat professionnel ⁽²⁾, était, au commencement de 1902, de 6,444. Le nombre de leurs adhérents était, à la même époque, de 833,849.

Voici comment se répartissaient ces syndicats :

	NOMBRE de syndicats.	DIFFÉRENCE avec 1901.	NOMBRE d'adhérents.	DIFFÉRENCE avec 1901.
Syndicats patronaux.....	2,609	+ 227	185,199	- 15,169
— ouvriers.....	3,680	+ 393	614,204	+ 25,372
— mixtes.....	155	- 7	34,446	+ 5,402

Le tableau suivant donne pour chaque année, de 1891 à 1901, la différence

ANNÉES.	MOUVEMENTS DANS LE NOMBRE					
	des syndicats patronaux.	des syndiqués patronaux.	des syndicats ouvriers.	des syndiqués ouvriers.	des syndicats mixtes.	des syndiqués mixtes.
1 ^{er} juill. 1890 - 1 ^{er} juill. 1891....	+ 123	+ 12,746	+ 185	+ 65,460	+ 28	+ 1,677
— 1891 - — 1892....	+ 85	- 3,608	+ 339	+ 73,518	+ 21	+ 2,788
— 1892 - — 1893....	+ 185	+ 11,627	+ 337	+ 113,355	+ 26	+ 11,691
— 1893 - — 1894....	+ 121	+ 7,738	+ 232	+ 1,315	+ 4	- 928
— 1894 - — 1895....	+ 104	+ 9,117	- 15	+ 16,341	- 4	+ 2,002
— 1895 - — 1896....	+ 109	+ 10,846	+ 80	+ 2,996	- 3	- 793
— 1896 - 31 déc. 1897....	+ 163	+ 47,637	+ 81	+ 15,016	+ 14	+ 3,630
1 ^{er} janv. 1897 - — 1898....	+ 71	- 27,890	+ 37	- 18,032	- 9	+ 273
— 1898 - — 1899....	+ 192	+ 6,676	+ 324	+ 71,886	- 5	- 5,717
— 1899 - — 1900....	+ 125	+ 21,730	+ 602	+ 97,185	- 8	+ 525
— 1900 - — 1901....	+ 227	+ 15,169	+ 393	+ 25,372	- 7	+ 5,402

⁽¹⁾ D'après l'Annuaire des syndicats professionnels, industriels, commerciaux et agricoles constitués conformément à la loi du 21 mars 1884 en France et aux colonies — 13^e année — 1902. — Cet annuaire est établi d'après les déclarations faites par les syndicats en vertu de la loi du 21 mars 1884 et les questionnaires remplis chaque année, dans le département de la Seine, par les syndicats eux-mêmes; dans les autres départements, par les préfets, à l'aide de renseignements qu'ils doivent recueillir auprès des intéressés. Ces questionnaires, envoyés au mois de décembre, sont renvoyés au Ministère dans les premiers mois de l'année suivante. L'Annuaire donne donc l'état des syndicats au commencement de l'année. Depuis 1901, les syndicats agricoles ont cessé de figurer à l'Annuaire : le total de ces associations et de leurs membres figure seul dans les statistiques préliminaires. La liste détaillée de ces syndicats est publiée par le Ministère de l'Agriculture.

⁽²⁾ Aux termes de la loi de 1884, les syndicats professionnels doivent être des associations de per-

avec l'année précédente en ce qui concerne le nombre des syndicats et des syndiqués de chaque catégorie.

Il ressort de ce tableau, tout d'abord, que les syndicats mixtes se développent très difficilement et ont même beaucoup de peine à se maintenir; d'autre part, que le développement des syndicats ouvriers semble s'être arrêté, ou tout au moins considérablement ralenti, dans la période qui s'étend du 1^{er} juillet 1893 au 31 décembre 1898, et que ce n'est qu'à partir de cette dernière date qu'il a repris son essor.

Les départements dans lesquels il y a plus de 50 syndicats patronaux sont ceux de la Seine (567), du Nord (141), des Bouches-du-Rhône (119), du Rhône (118), de la Seine-Inférieure (89), de la Loire (64) et de l'Isère (59); ceux dans lesquels il y a plus de 4,000 syndiqués patronaux sont à peu près les mêmes : ce sont ceux de la Seine (75,275), du Rhône (11,935), du Nord (8,933), des Bouches-du-Rhône (8,330), de la Gironde (5,908), de la Seine-Inférieure (4,573).

Les départements dans lesquels existent plus de 100 syndicats ouvriers sont ceux de la Seine (567), du Nord (234), du Rhône (198), des Bouches-du-Rhône (172), de la Gironde (119) et de la Loire (116). Ceux dans lesquels les ouvriers syndiqués sont plus de 10,000 sont ceux de la Seine (183,257), du Nord (62,499), du Pas-de-Calais (41,671), des Bouches-du-Rhône (25,832), de la Loire (25,478), du Rhône (21,107), de Saône-et-Loire (19,719), de la Gironde (17,101), de la Seine-Inférieure (15,921).

Quant aux syndicats mixtes, les départements dans lesquels ils sont le plus nombreux sont ceux de la Seine (15), de Maine-et-Loire (13), du Nord et d'Ille-et-Vilaine (10). Les départements dans lesquels ces syndicats ont plus de 1,000 adhérents sont ceux du Nord (10,387), de la Seine (9,439), du Rhône (2,783), du Finistère (1,838), de la Vienne (1,268).

Le nombre des femmes syndiquées était, au 31 décembre 1901, de 54,425, dont 3,977 dans les syndicats patronaux, 42,874 dans les syndicats ouvriers et 7,574 dans les syndicats mixtes. On remarquera qu'il y a une plus forte proportion de femmes dans les syndicats mixtes (22 p. 100) que dans les syndicats ouvriers (6 p. 100).

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de patronnes syndiquées sont ceux de la Seine (1,718), des Bouches-du-Rhône (416), du Rhône et des Hautes-Pyrénées (377) et du Nord (159). Ceux dans lesquels se trouvent plus de 1,000 ouvrières syndiquées sont ceux de la Seine (12,527), du Nord (5,035), du Rhône (2,712), des Bouches-du-Rhône (2,079), de la Loire (1,276), de la Gironde (1,260), de la Haute-Garonne (1,123) et de la Loire-Inférieure (1,061) : on voit que c'est à peu de chose près les départements qui ont aussi le plus grand nombre d'ouvriers syndiqués. Les départements où le nombre des femmes adhérant aux syndicats mixtes est le plus nombreux sont ceux de la Seine (2,313, soit 25 p. 100 de l'effectif total), du Nord (1,561), du Rhône (675, soit 25 p. 100 de l'effectif total), de la Mayenne (511 sur 585), du Finistère (507) et de la Manche (339 sur 339).

Le tableau suivant donne la répartition des syndicats patronaux et ouvriers par groupes professionnels, avec la proportion, par rapport aux chiffres de la popu-

sonnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés et qui ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

lation active, c'est-à-dire exerçant un métier ou une profession, d'après le recensement de 1896 :

GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE de syndicats.		NOMBRE DE SYNDIQUÉS			
	Patrons.	Ouvriers.	Patrons.	P. 100.	Ouvriers.	P. 100.
Agriculture, forêts, pêche, élevage ⁽¹⁾	114	149	12,483	0.44	15,515	0.46
Mines.....	2	62	78	21.45	80,098	51.48
Carrières.....	7	29	131	2.64	3,311	5.95
Alimentation (fabrication et commerce).....	883	226	79,874	18.07	26,355	4.38
Produits chimiques.....	39	96	2,884	28.65	24,010	22.65
Papiers, cartons et industries polygraphiques.....	64	242	3,527	41.41	19,146	15.85
Cuir et peaux.....	69	212	3,433	7.85	21,663	12.87
Industries textiles proprement dites.....	89	317	4,662	8.87	57,174	8.96
Travail des étoffes, vêtements, nettoyage.....	81	206	5,167	3.33	17,121	3.92
Industries du bois, ameublement.	74	275	2,468	3.48	20,643	9.18
Travail des métaux.....	155	482	7,517	10.21	75,964	15.47
Travail des terres et des pierres (taille et polissage).....	35	107	1,634	13.87	12,212	8.45
Bâtiment, construction (pierre, bois, fer).....	231	710	15,441	11.40	119,683	23.00
Transport et manutention, commerce.....	361	468	21,950	15.58	106,872	6.77
Soins personnels et domestiques.	47	33	1,960	13.91	9,075	1.13
Professions libérales, médecins, pharmaciens, etc.....	358	66	21,990	61.03	5,362	3.25

Le tableau suivant donne les institutions des syndicats professionnels :

NATURE DES INSTITUTIONS.	SYNDICATS		
	patronaux.	ouvriers.	mixtes.
Bureaux ou offices de placement.....	192	802	27
Bibliothèques professionnelles.....	188	723	23
Caisses de secours mutuels.....	42	244	36
Secours divers.....	28	334	10
Caisses de chômage.....	3	580	5
Secours de route.....	16	534	2
Cours et écoles professionnels, conférences....	71	339	15
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	47	5	1
Caisses de retraites.....	21	56	7
Caisses de crédit mutuel.....	4	37	4
Sociétés d'assurances contre les accidents.....	10	5	"
Sociétés coopératives de consommation, éconômats.	4	41	7
Sociétés coopératives de production.....	"	28	1
Concours professionnels et expositions.....	44	49	7
Champ d'expériences.....	5	1	2
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire).	137	90	5
TOTAUX.....	812	3,868	152

⁽¹⁾ Sous cette rubrique ne sont pas compris les syndicats agricoles proprement dits, au nombre de 2,375, comptant 592,616 membres.

On remarquera la grande place prise, parmi les institutions syndicales patronales, par les bureaux de placement, les bibliothèques et les publications, et, parmi les institutions syndicales ouvrières, par les bureaux de placement, les bibliothèques, les caisses de chômage, les secours de route et autres, les caisses de secours mutuels et les cours professionnels.

II. — Unions de syndicats.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels régulièrement constitués peuvent librement former des unions. Ces unions peuvent être formées aussi de la réunion de plusieurs unions ou de la réunion de plusieurs unions et de plusieurs syndicats: il existe des exemples de tous ces types. Elles peuvent réunir également des syndicats ou unions de même profession ou de professions diverses. Elles peuvent enfin grouper des associations réparties sur tout le territoire ou restreintes à une localité ou à une région déterminée.

Le tableau ci-après donne, d'après l'*Annuaire des syndicats*, avec le nombre des associations adhérentes et de leurs membres, la répartition, entre ces diverses catégories, des unions de syndicats existant au commencement de l'année 1902.

			NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.	
Unions patronales.....	{	De même pro-	locales ou régionales.	231	41,073
		fession.....	nationales.....	585	49,284
		De professions	locales ou régionales.	267	17,422
		diverses.....	nationales.....	210	26,014
Unions ouvrières.....	{	De même pro-	locales ou régionales.	296	41,842
		fession.....	nationales.....	979	205,513
		De professions	locales ou régionales.	717	262,192
		diverses.....	nationales.....	32	164,598

Quant aux unions mixtes, elles peuvent affecter deux types assez différents: elles peuvent grouper des associations déjà mixtes ou à la fois des associations patronales et ouvrières. Il existait, au commencement de 1902, 6 unions de syndicats mixtes groupant 26 associations mixtes avec 844 adhérents et 3 unions mixtes groupant 24 associations patronales et ouvrières avec 997 adhérents.

Voici les unions patronales nationales de même profession les plus importantes par le nombre de leurs adhérents.

	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.
Fédération générale des chambres syndicales de l'industrie du bâtiment (1900).....	49	5,551
Syndicat général de la boucherie française (1894).....	48	6,421
Syndicat général de la boulangerie française (1889).....	77	5,613
Union des syndicats de la boulangerie française (1890).....	45	2,727
Fédération des syndicats de charcutiers de France (1891).....	52	2,971
Union générale des syndicats patronaux des hôteliers (1893).....	14	2,047
Union des syndicats médicaux de France (1885).....	52	3,304
Syndicat général du commerce en gros des vins (1895).....	119	7,575
Union fédérale des chambres syndicales des débitants de boissons (1897).....	40	5,835

Les trois unions patronales nationales de professions diverses sont les suivantes :

	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.
Comité central des chambres syndicales (1867) ⁽¹⁾	47	8,300
Alliance syndicale du commerce et de l'industrie (1889) ⁽²⁾	74	8,310
Syndicat général du commerce et de l'industrie (1866) ⁽³⁾	89	8,904

Toutes ces unions, ont leur siège social à Paris, sauf l'Union fédérale des chambres syndicales des débitants de boissons, qui, restreinte nominativement à la vallée du Rhône et étendue en fait à toute la France, a son siège social à Grenoble.

Les unions nationales ouvrières les plus importantes d'après le nombre de leurs adhérents étaient, au commencement de 1902. d'après l'*Annuaire des syndicats* :

	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.
Fédération nationale des mineurs (1880) (Saint-Étienne) ⁽⁴⁾	11	60,000
Union fédérale des ouvriers métallurgistes (1890) (Paris).....	106	29,071
Fédération nationale des corporations ouvrières du bâtiment (1892) (Paris).....	168	18,436
Fédération française des travailleurs du livre (1881) (Paris).....	140	11,031
Fédération nationale des tabacs (1891) (Paris).....	21	9,817
Fédération nationale du personnel civil des établissements militaires (1901) (Saint-Étienne).....	16	8,845
Fédération des mouleurs (1894) (Paris).....	90	6,920
Fédération nationale des employés (1893) (Paris).....	18	6,808
Fédération des ouvriers mécaniciens (1899) (Paris).....	21	6,361
Fédération nationale des syndicats d'ouvriers coiffeurs (1901) (Paris).....	6	5,527
Fédération des employés de France (1894) (Rouen).....	24	5,272
Fédération nationale des travailleurs de l'habillement (1900) (Paris).....	50	3,927
Fédération lithographique (1884) (Paris).....	21	2,811
Fédération des cuirs et peaux (1893) (Paris).....	33	2,753
Fédération culinaire (1884) (Paris).....	24	2,623
Fédération nationale des syndicats de la peinture (1900) (Paris).....	20	2,562
Fédération nationale des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens (1876) (Paris).....	10	2,231

À côté de ces fédérations on peut ranger certaines associations, qui, bien que portant le nom de syndicats, peuvent être considérées comme l'équivalent d'une union, d'autant plus qu'elles sont généralement divisées en sections locales. Tel est le cas du Syndicat national des travailleurs des chemins de fer dont le siège est à

⁽¹⁾ Siège : 44, rue de Rennes.

⁽²⁾ Siège : 10, rue de Lancry.

⁽³⁾ Siège : 8, rue des Pyramides.

⁽⁴⁾ La date entre parenthèses est la date de la fondation, la ville entre parenthèses est le siège social.

Paris et qui groupe, d'après l'*Annuaire des syndicats*, 36,695 adhérents répartis sur tout le territoire.

Beaucoup d'unions locales de syndicats ouvriers de diverses professions se confondent avec les bourses du travail. (Voir plus loin).

Il n'existe qu'une union nationale d'associations ouvrières de professions diverses, c'est la Confédération générale du travail qui siège à Paris à la Bourse du travail et qui groupe 32 associations avec 164,598 membres⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne les institutions créées par les diverses unions de syndicats :

	UNIONS de syndicats patronaux.	UNIONS de syndicats ouvriers.	UNIONS MIXTES ou de syndicats mixtes.
Bureaux et offices de placement.....	9	66	8
Bibliothèques professionnelles.....	12	62	6
Caisses de secours mutuelles.....	1	8	5
Secours divers.....	1	8	„
Caisses de chômage.....	„	14	„
Secours de route.....	„	18	„
Cours et écoles professionnels.....	3	29	„
Laboratoires d'analyses.....	1	1	„
Caisses de crédit mutuel.....	1	1	„
Sociétés coopératives de consommation, éconômats.....	„	6	„
Associations ouvrières de production.....	„	1	„
Champ d'expériences.....	1	„	„
Publications.....	33	37	„
	61	251	19

III. — Bourses du travail.

D'après l'*Annuaire des syndicats*, il existait, au commencement de 1902, 86 bourses du travail, renfermant 2,054 syndicats avec 446,368 membres.

Les bourses du travail ne sont pas de simples offices de placement, elles servent aussi de siège social à des unions de syndicats ouvriers qui se proposent : d'un côté, de défendre et de faire triompher tous les intérêts qui leur sont communs; de l'autre, d'organiser des réunions, des cours, des conférences, des publications et des bibliothèques. La bourse du travail se confond le plus souvent avec l'union de syndicats qu'elle abrite. 41 bourses du travail comprenant un total de 741 syndicats ont formé la Fédération des bourses du travail de France et des colonies, qui siège à la Bourse du travail de Paris.

Le tableau suivant donne, par département, d'après l'*Annuaire des syndicats*, l'indication des Bourses du travail existant au commencement de 1902.

(1) La Fédération des Bourses du travail, dont il est question plus loin peut être également considérée comme une union nationale de syndicats de professions diverses.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION		SUBVENTION		SYNDICATS ADHÉRENTS.	EFFECTIFS des SYNDICATS ADHÉRENTS.
			supportés par les budgets municipaux.		MUNI- CIPALE.	DÉPAR- TEME- NTALE.		
			fr.	c.					fr.	fr.
AINES.....	Saint-Quentin.....	1901	32,000	00	6,600	"	25	3,385
ALLIER.....	Commentry.....	1896	"	"	300	"	2	460
	Montluçon.....	1900	"	"	"	"	12	3,498
ALPES-MARITIMES.....	Nice.....	1893	9,500	00	8,000	500	33	3,578
AUDE.....	Carcassonne.....	1897	2,000	00	2,500	400	12	484
	Narbonne.....	1893	"	"	3,500	200	15	1,302
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	Aix.....	1896	400	00	1,200	"	5	323
	Arles.....	1901	3,000	00	1,000	1,000	9	819
	Marseille.....	1888	33,000	00	11,500	8,700	89	18,472
CANTAL.....	Aurillac.....	1898	400	00	"	"	1	98
CHARENTE.....	Angoulême.....	1893	1,000	00	3,000	1,000	16	930
	Cognac.....	1892	"	"	1,200	500	13	326
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	Rochefort.....	1900	9,681	29	"	"	9	1,802
	La Rochelle.....	1900	"	"	1,000	"	9	1,063
CHER.....	Saintes.....	1901	200	00	"	"	4	418
	Bourges.....	1897	1,000	00	3,000	1,000	23	3,124
CORRÈZE.....	Vierzon-ville.....	1898	"	"	1,610	800	16	1,272
	Brives.....	1900	899	80	300	"	8	377
CÔTE-D'OR.....	Tulle.....	1899	950	00	1,000	100	9	320
	Dijon.....	1893	10,000	00	4,000	1,000	21	1,086
DORDOGNE.....	Périgueux.....	1898	300	00	1,000	100	10	219
DOUBES.....	Besançon.....	1894	"	"	3,000	300	19	1,166
	Romans.....	1901	351	20	1,500	"	8	432
DRÔME.....	Valence.....	1896	"	"	1,050	500	11	695
	Alais.....	1901	"	"	1,200	"	8	370
GARD.....	Nîmes.....	1887	27,138	00	3,300	1,000	18	1,160
	Toulouse.....	1890	3,000	00	10,820	500	62	6,533
GIRONDE.....	Bordeaux.....	1890	16,600	00	12,600	"	77	11,687
HÉRAULT.....	Agde.....	1900	100	00	1,000	1,000	4	460
	Béziers.....	1891	4,500	00	4,250	1,000	19	962
ILLE-ET-VILAINE.....	Montpellier.....	1891	4,635	09	662	1,000	23	1,157
	Fougères.....	1900	2,500	00	2,500	300	10	1,953
INDRE.....	Rennes.....	1893	1,270	90	2,500	300	23	1,857
	Châteauroux.....	1901	250	00	1,750	"	10	1,927
INDRE-ET-LOIRE.....	Tours.....	1891	1,000	00	6,900	500	25	1,309
ISÈRE.....	Grenoble.....	1893	4,000	00	3,000	"	35	3,298
	Voiron.....	1898	"	"	150	"	7	455
JURA.....	Lons-le-Saunier.....	1900	"	"	"	"	4	93
LOIR-ET-CHER.....	Blois.....	1901	"	"	"	"	9	1,293
	Roanne.....	1899	8,500	00	3,000	"	17	1,149
LOIRE.....	Saint-Chamond.....	1901	"	"	500	"	7	1,521
	Saint-Étienne.....	1888	13,000	00	22,000	"	40	9,764
LOIRE (HAUTE-).....	Le Puy.....	1891	"	"	"	"	8	189
	Sainte-Florine.....	1897	"	"	"	"	3	480
LOIRE-INFÉRIEURE.....	Nantes.....	1893	5,000	00	7,100	"	47	4,260
	Saint-Nazaire.....	1892	"	"	2,990	"	17	2,241
LOIRET.....	Orléans.....	1899	"	"	2,000	"	22	959
	Agen.....	1900	"	"	1,000	500	19	809
LOT-ET-GARONNE.....	Villeneuve-sur-Lot.....	1892	100	00	200	300	4	123
	Angers.....	1892	1,300	00	3,700	"	30	2,101
MAINE-ET-LOIRE.....	Cholet.....	1891	400	00	1,900	"	20	2,116
	Saumur.....	1893	500	00	1,200	"	14	351
MARNE (HAUTE-).....	Chaumont.....	1893	"	"	200	"	4	520
	Laval.....	1901	750	00	1,500	"	6	1,442
NIÈVRE.....	Nevers.....	1895	1,400	00	800	1,000	12	718
	Creil.....	1901	"	"	200	"	13	1,227
OISE.....	Alençon.....	1900	"	"	700	"	11	392
	Boulogne-sur-Mer.....	1892	1,000	00	2,000	"	10	877
PAS-DE-CALAIS.....	Calais.....	1900	5,000	00	4,000	"	7	1,932
	Clermont-Ferrand.....	1898	"	"	1,200	1,000	22	1,291
PYRÉNÉES (HAUTES-).....	Bagnères-de-Bigorre.....	1900	"	"	"	"	4	82
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	Perpignan.....	1893	900	00	3,500	150	20	950
RHIN (HAUT-).....	Belfort.....	1899	175	00	3,500	600	15	1,489

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.	SUBVENTION ANNUELLE		SYNDICATS ADHÉRENTS.	EFFECTIFS des SYNDICATS ADHÉRENTS.
				munici- pale.	dépar- temen- tale.		
			fr. c.	fr.	fr.		
RHÔNE.....	Lyon.....	1891	35,524 00	10,000	"	101	12,379
SAÔNE-ET-LOIRE.....	Chalon-sur-Saône.....	1893	"	"	"	10	370
SARTHE.....	Le Mans.....	1895	15,900 00	3,500	"	18	944
	Boulogne-sur-Seine.....	1893	"	200	"	8	263
	Clichy.....	1894	"	"	"	4	247
	Issy-les-Moulineaux.....	1895	"	200	"	4	242
SEINE.....	Levallois-Perret.....	1900	"	2,000	"	5	213
	Paris (B ^{re} centrale).....	1887	2,872,372 00	171,700	"	264	121,880
	Paris (B ^{re} indép ^{te}).....	1901	"	"	"	(1) 317	(1) 163,492
SEINE-INFÉRIEURE.....	Elbeuf.....	1899	3,000 00	2,105	"	8	3,166
	Rouen.....	1896	"	4,000	"	25	2,942
SEINE-ET-OISE.....	Versailles.....	1896	"	500	100	14	714
SÈVRES (DEUX-).....	Niort.....	1895	"	1,000	"	15	482
SOMME.....	Amiens.....	1895	"	2,000	1,000	20	3,847
TARN.....	Albi.....	1899	4,100 00	700	"	7	1,146
VAR.....	Toulon.....	1889	534 00	"	"	24	5,717
VIENNE.....	Poitiers.....	1899	"	1,500	100	11	392
VIENNE (HAUTE-).....	Limoges.....	1896	16,000 00	9,000	1,000	40	3,937
ALGÉRIE.....	Alger.....	1892	4,500 00	7,700	2,000	32	4,073
	Mustapha.....	1899	3,880 00	300	1,000	9	716
CONSTANTINE.....	Constantine.....	1897	500 00	3,000	1,000	14	882
ORAN.....	Oran.....	1892	"	600	2,500	14	1,019
GUADELOUPE (LA).....	Pointe-à-Pitre.....	1901	"	"	"	5	159
TOTAUX.....			3,164,011 28	396,045	33,950	2,054	446,368

(1) Chiffres fournis par l'Union ouvrière, organe de la Bourse du travail indépendante, n° 41, 8-15 février 1902.

Depuis l'année 1900 ⁽²⁾ les Bourses du travail suivantes ont été fondées :

En 1900 : à Montluçon, Rochefort, La Rochelle, Brives, Agde, Fougères, Lons-le-Saulnier, Agen, Alençon, Calais, Bagnères-de-Bigorre, Levallois-Perret ;

En 1901 : à Saint-Quentin, Arles, Saintes, Romans, Alais, Châteauroux, Blois, Saint-Chamond, Laval, Creil, Paris (Bourse indépendante), Pointe-à-Pitre ;

Soit 12 en 1900 et 12 en 1901. Ces deux années sont de beaucoup les plus fécondes en créations de Bourses du travail, depuis le commencement de ces institutions, c'est-à-dire depuis 1887.

Le tableau suivant donne l'accroissement des Bourses du travail depuis 1900 :

	NOMBRE		
	de Bourses.	d'associations adhérentes.	de membres.
Commencement de 1900.....	65	1,350	239,449
— de 1901.....	75	1,630	276,837
— de 1902.....	86	2,054	446,368

(1) Chiffres fournis par l'Union ouvrière, organe de la Bourse du travail indépendante; n° 41, 8-15 février 1902.

(2) Pour les années antérieures à 1900, voir Bulletin de l'Office du travail, février 1901, p. 122.

SITUATION DES CHEMINS DE FER DU MONDE

AU 31 DÉCEMBRE 1900,

LEUR DÉVELOPPEMENT, PAR PÉRIODES DÉCENNALES, PENDANT LE XIX^e SIÈCLE ⁽¹⁾.

DÉSIGNATION DES PAYS.	ANNÉE de l'ouver- ture du premier trouçon.	LONGUEUR EXPLOITÉE À LA FIN DES EXERCICES							LONGUEUR À LA FIN DE 1900	
									par 10,000 habi- tants.	par myria- mètre carré.
		1840.	1850.	1860.	1870.	1880.	1890.	1900.		
		km.	km.	km.	km.	km.	km.	km.	km.	km.
I. — EUROPE.										
Allemagne ⁽¹⁾	1835.	580	6,053	11,724	19,719	33,888	42,869	51,391	9.1	9.5
Autriche-Hongrie.....	1837.	144	1,579	4,543	9,589	18,512	26,553	36,883	7.9	5.4
Belgique ⁽²⁾	1835.	335	861	1,729	2,897	4,112	5,207	6,345	9.2	21.5
Danemark.....	1844.	"	217	485	764	1,592	1,986	3,001	12.3	7.8
Espagne.....	1848.	"	28	1,918	5,475	7,480	9,878	13,357	7.5	2.7
France.....	1828.	535	3,010	9,439	17,733	25,925	36,672	42,826	11.1	8.0
Grande-Bretagne et Irlande.	1825.	1,440	10,660	16,797	24,383	28,854	32,726	35,296	8.5	11.2
Grèce.....	1869.	"	"	"	11	11	776	972	4.0	1.5
Italie.....	1839.	8	426	1,800	6,208	8,713	12,007	15,787	4.8	5.5
Luxembourg.....	1859.	"	"	57	149	292	413	466	19.4	17.9
Norvège.....	1853.	"	"	68	368	1,059	1,562	2,053	9.2	0.6
Pays-Bas.....	1839.	17	176	335	1,419	1,841	2,610	2,743	5.4	8.4
Portugal.....	1854.	"	"	137	720	1,203	2,125	2,376	4.4	2.6
Roumanie.....	1860.	"	"	66	316	1,381	2,494	3,098	5.2	2.4
Russie (y compris la Fin- lande).....	1838.	27	500	1,591	11,236	23,524	30,940	48,107	4.2	0.8
Serbie.....	1884.	"	"	"	"	"	540	578	2.3	1.2
Suède.....	1851.	"	"	531	1,734	5,761	8,018	11,320	22.0	2.5
Suisse.....	1844.	"	25	1,058	1,442	2,470	3,198	3,783	11.4	9.1
Turquie, Bulgarie et Rou- médie orientale.....	1860.	"	"	66	291	1,394	1,719	3,142	3.2	1.1
TOTAL.....		3,086	23,535	52,344	104,454	168,018	223,193	283,524	7.1	2.8

(1) Y compris les chemins de fer secondaires et les chemins de fer à voie étroite, mais non compris les chemins de fer tertiaires.

(2) Y compris les chemins de fer vicinaux.

(1) Cette statistique, publiée par le MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, ne comprend que les chiffres relatifs aux chemins de fer affectés aux transports publics, abstraction faite des lignes industrielles ou exclusivement militaires et des voies ferrées assimilables aux tramways.

DÉSIGNATION DES PAYS.	ANNÉE de l'ou- ver- ture du premier tronçon.	LONGUEUR EXPLOITÉE À LA FIN DES EXERCICES							LONGUEUR À LA FIN DE 1900	
		1840.	1850.	1860.	1870.	1880.	1890.	1900.	par 10,000 habi- tants.	par myria- mètre carré.
		km.	km.	km.	km.	km.	km.	km.	km.	km.
II. — AMÉRIQUE.										
États-Unis.....	1827.	4,534	14,515	49,277	85,151	150,113	263,228	311,287	40.9	3.4
Canada.....	1836.	26	106	3,323	4,211	11,035	21,160	28,410	59.2	0.3
Terre-Neuve.....	1885.	"	"	"	"	"	179	1,055	50.2	0.9
Mexique.....	1850.	"	11	32	349	1,120	9,713	15,454	11.4	0.8
Amérique centrale.....	1871.	"	"	"	"	275	695	1,260	"	"
(Hon- duras).										
Antilles.....	1837.	195	425	643	695	1,528	2,114	2,872	"	"
(Cuba).										
Brésil.....	1854.	"	"	295	786	3,500	9,800	14,798	10.3	0.2
Argentine.....	1857.	"	"	39	732	2,313	9,255	17,047	35.6	0.6
Chili.....	1852.	"	"	195	732	1,898	2,928	4,148	13.3	0.6
Uruguay.....	1869.	"	"	"	98	431	1,127	1,605	18.2	0.9
Pérou.....	1851.	"	"	89	732	1,852	1,668	1,668	3.6	0.1
Autres états de l'Amérique du Sud.....	"	"	"	79	195	545	1,873	3,099	"	"
TOTAL.....		4,756	15,057	53,972	93,682	174,610	323,740	402,703	28.4	1.04
III. — AFRIQUE.										
Égypte.....	1856.	"	"	347	656	1,494	1,547	3,392	3.5	0.34
Algérie.....	1862.	"	"	"	517	1,154	2,817	2,948	6.3	0.49
Autres possessions françaises.	1872.	"	"	"	"	239	778	1,678	"	"
Colonie du Cap.....	1860.	"	"	2	164	1,457	2,745	4,018	17.5	0.52
Autres possessions anglaises.	1860.	"	"	3	69	291	665	1,948	"	"
République Sud africaine...	1887.	"	"	"	"	"	120	1,935	17.6	0.62
Orange.....	1885.	"	"	"	"	"	581	960	45.7	0.73
Possessions allemandes, por- tugaises, italiennes, Con- go belge.....	1885.	"	"	"	"	"	50	1,560	"	"
TOTAL.....		"	"	352	1,406	4,635	9,331	18,469	3.1	0.16
IV. — ASIE.										
Russie d'Asie.....	1882.	"	"	"	"	"	1,433	8,084	4.81	0.05
Turquie d'Asie.....	1860.	"	"	43	234	372	800	2,760	1.56	0.16
Japon et Formose.....	1875.	"	"	"	"	122	2,333	5,858	1.25	1.40
Indes anglaises.....	1853.	"	"	811	4,840	14,729	26,299	39,634	1.71	1.58
Autres possessions anglaises.	1868.	"	"	"	119	200	363	895	"	"
Java et Sumatra.....	1867.	"	"	"	109	450	1,361	2,226	0.75	0.40
Possessions françaises.....	1879.	"	"	"	"	12	83	263	"	"
Perse, Chine, Siam, Corée, Inde portugaise.....	1876.	"	"	"	"	7	257	1,005	"	"
TOTAL.....		"	"	881	5,302	15,892	32,929	60,725	0.77	0.17
V. — Océanie.										
Australie.....	1854.	"	"	363	1,762	5,796	15,493	21,289	"	"
Nouvelle-Zélande.....	1863.	"	"	"	45	2,025	3,149	3,701	48.1	1.36
Hawaï.....	1876.	"	"	"	"	"	90	161	10.7	0.93
TOTAL.....		"	"	363	1,807	7,823	18,732	25,151	52.0	0.31

CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS DES AGENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1900(1).

Le tableau ci-dessous résume, pour les principales compagnies ainsi que pour les chemins de fer de l'État, les opérations des caisses de pensions et de secours en 1900 et leur situation financière à la fin de l'année.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT de L'AVOIR TOTAL au commencement de l'année.	RECETTES DE L'EXERCICE.			DEPENSES DE L'EXERCICE.				MONTANT de L'AVOIR TOTAL à la fin de l'année.	NOMBRE des MEMBRES de la caisse.	NOMBRE des PENSIONNÉS ou secourus.
		COTISATIONS des membres de la caisse.	ALLOCA- TIONS des compagnies.	DIVERS (intérêts des fonds, etc.)	TOTAL.	PENSIONS, et verse- ments à la Caisse nationale des retraites et complé- ments de pension; accours.	FRAIS de gestion, placements, rembour- sements et divers.	TOTAL.			
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.		
1 ^{re} CAISSES DE PENSIONS.											
Nord.....	72,246,006	2,010,524	4,340,091	3,328,025	9,678,940	7,423,377	68,807	7,492,184	74,133,062	32,371	11,494
Est.....	80,274,028	1,257,076	5,028,598	3,574,091	9,860,365	7,097,053	119,787	7,206,840	82,927,133	21,732	8,031
Ouest.....	70,566,507	2,044,340	5,787,020	2,913,068	10,745,068	6,062,140	24,059	6,086,199	73,225,176	30,902	8,254
Orléans.....	118,827	6,470,437	118,827	6,589,264	6,589,264	6,589,264	6,589,264	6,589,264	154,066,324	25,101	15,807
Paris-Lyon-Méditerranée.....	108,146,022	45,494,029	8,948,524	8,849,669	23,292,222	16,725,753	646,197	17,371,920	154,066,324	63,246	15,807
Midi.....	68,294,897	660,812	3,711,178	2,529,967	6,901,957	3,877,698	79,004	3,956,632	71,240,232	13,997	5,904
Ceinture.....	73,820	73,820	168,076	241,896	241,896	233,362	8,334	241,896	74,133,062	1,691	465
État.....	29,947,066	735,891	1,286,782	888,505	2,911,178	87,986	8,334	87,986	321	465	156
2 ^{de} CAISSES DE SECOURS EN CAS DE MALADIES, DE BLESSURES, D'INFIRMITÉS ET DE MORT.											
Nord.....	1,000,000	394,913	394,913	42,989	882,815	739,466	93,349	832,815	1,000,000	22,004	1,371
Est.....	91,063	94,098	94,098	20,799	208,995	167,575	25,475	192,850	107,208	3,402	2,311
Ouest.....	"	"	"	"	2,959,035	2,959,035	"	2,959,035	"	"	"
Orléans.....	"	"	"	"	5,673,000	5,673,000	"	5,673,000	"	"	"
Paris-Lyon-Méditerranée.....	"	"	"	"	767,121	241,408	381,232	622,640	1,590,650	15,771	2,005
Midi.....	1,446,169	372,200	276,271	118,650	767,121	241,408	381,232	622,640	1,590,650	15,771	2,005
Ceinture.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
État.....	903,863	40,569	27,024	32,736	100,329	14,512	25,980	40,492	963,700	836	166

(1) D'après la Statistique des Chemins de fer français au 31 décembre 1900, première partie, Intérêt général.

LES ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

EN 1900 ⁽¹⁾.

En 1900, la longueur moyenne des lignes exploitées appartenant aux chemins de fer d'intérêt général en France ⁽²⁾, a été de 38,109 kilomètres, et le nombre des voyageurs à un kilomètre a été de 14,063,018,584. Les accidents de personnes survenus sur les chemins de fer de l'Etat et les réseaux des grandes compagnies sont classés ci-dessous :

DÉSIGNATION des catégories de victimes.	NOMBRE DE PERSONNES					
	tuées			blessées		
	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	Total.	par le fait de l'exploita- tion.	par imprudence ou autres causes.	Total.
Voyageurs.....	36	58	94	248	127	375
Agents des compagnies.	11	302	313	129	875	1,004
Autres personnes.....	"	266	266	44	147	191
TOTAUX GÉNÉRAUX...	47	626	673	421	1,149	1,570

Le nombre total des accidents mortels survenus parmi le personnel des compagnies s'élève à 313 ⁽³⁾. D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre 1900, se composait ainsi qu'il suit :

	NOMBRE D'AGENTS.	P. 100.
Administration centrale.....	2,758	0.97
Mouvement et trafic.....	123,498	43.59
Traction et matériel.....	79,656	28.12
Voie et bâtiments.....	77,408	27.32
TOTAL du personnel.....	283,320	100.00

Dans ce total, le personnel des bureaux et de l'Administration centrale entre

⁽¹⁾ Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1900, Ministère des Travaux publics.

⁽²⁾ Y compris les chemins concédés aux huit grandes compagnies, les chemins concédés aux compagnies secondaires et les chemins non concédés, dont le réseau d'Etat.

⁽³⁾ Nous laissons de côté les accidents non mortels dont le nombre indiqué, 1,004, ne représente qu'une fraction du total des cas de blessures, ayant entraîné une incapacité de travail permanente ou temporaire, qui ont dû vraisemblablement se produire dans le personnel des compagnies, et cette fraction n'est pas définie dans la statistique qui nous fournit ces chiffres. Le nombre des cas de morts, au contraire, paraît assez certain pour servir de base aux comparaisons statistiques.

pour 22,891 individus ⁽¹⁾. Il reste un chiffre de 260,429 agents formant le personnel que l'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1899, était de 245,222. La moyenne arithmétique de ces deux nombres, soit environ 252,825, représente l'effectif moyen de l'année 1900. Si l'on en rapproche le nombre d'accidents donné plus haut (313), on voit que la proportion des cas de mort, par 1,000 agents des services actifs, a été en 1900 de 1.23.

Voici, d'ailleurs, les résultats, à cet égard, des dix dernières années :

ANNÉES.	EFFECTIF annuel moyen du personnel actif.	NOMBRE des agents tués.	PROPORTION par 1,000 agents tués.
1891.....	215,163	248	1.15
1892.....	221,872	270	1.22
1893.....	228,263	281	1.23
1894.....	231,250	236	1.02
1895.....	229,326	235	1.02
1896.....	228,899	184	0.80
1897.....	230,168	248	1.08
1898.....	233,961	256	1.09
1899.....	240,640	246	1.02
1900.....	252,825	313	1.23

JURISPRUDENCE.

Inspecteur du travail ; refus de laisser pénétrer un inspecteur la nuit dans un local où travaillaient des ouvrières ; condamnation.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'ÉPERNAY.

Le Tribunal,

Attendu que L... est traduit devant le tribunal sous les inculpations suivantes : 1° d'avoir, à Épernay, le 24 avril 1902, employé des femmes ou filles à un travail de nuit ; 2° d'avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur du travail en lui refusant l'entrée de ses ateliers ;

⁽¹⁾ Nous comprenons dans ce total les agents qui sont portés à la statistique (tableau 13) sous les rubriques suivantes :

NUMÉROS des colonnes.	DÉSIGNATION DES AGENTS.	
6	Administration centrale.....	2 758
8	Mouvement et trafic. — Personnel des bureaux.....	6 709
9	Mouvement et trafic. — Garçons de bureau.....	305
17	Traction et matériel. — Personnel des bureaux des dépôts. — Contre-maitres.....	6 861
22	Voie et bâtiment. — Personnel des bureaux. — Conducteurs et piqueurs....	6 258
	TOTAL.....	22 891

Sur le premier point :

Attendu qu'il est reconnu par le prévenu lui-même que deux ouvrières veillaient dans l'atelier ;

Sur le second point :

Attendu que L... a prétendu tout d'abord qu'il ignorait la qualité de l'inspecteur, mais qu'il a été prouvé aux débats que cette déclaration était inexacte et que l'inspecteur du travail s'était déjà par deux fois, dans des circonstances antérieures, présenté chez L... et lui avait même adressé la parole ;

Attendu que L... a invoqué d'ailleurs à l'audience la disposition du paragraphe final de l'article 20 de la loi de novembre 1892, et a prétendu que son magasin du rez-de-chaussée, par lequel il fallait passer pour arriver à l'atelier, étant fermé, l'inspecteur du travail ne pouvait pénétrer dans un lieu qui constituait un domicile privé ;

Sur ce point :

Attendu que le principe de l'inviolabilité du domicile inscrit dans la Constitution de l'an VIII et sanctionné par l'article 84 du Code pénal ne s'applique pas aux locaux renfermant une usine ou un atelier pendant tout le temps de leur fonctionnement ; qu'à l'égard de ces locaux, ce sont les lois relatives à l'organisation du travail qui sont applicables ;

Attendu, en conséquence, qu'un local destiné à être utilisé comme atelier pendant le jour perd sa destination dès qu'il est fermé et devient domicile particulier ; mais que, par contre, ce local conserve son caractère spécial, même la nuit, tant qu'il est employé au travail ;

Que, dès lors, les inspecteurs, lorsqu'ils ont recueilli, soit la certitude, soit des présomptions graves qu'un tel atelier fonctionne la nuit, ont le droit d'y exercer la surveillance qui leur incombe ;

Attendu qu'en l'espèce, l'inspecteur avait aperçu de la rue elle-même les ouvrières qui étaient au travail ; qu'il avait donc ainsi acquis la plus grave présomption de l'existence du délit ;

Vu les articles 1, 4, 5, 20, 26, 29 de la loi du 2 novembre ;

Vu également l'article 194 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçu :

« Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais même envers la partie publique. Les frais seront liquidés par le même jugement. »

Par application de ces articles de loi dont M. le président a donné lecture à l'audience, ainsi que des articles 52 du Code pénal et 9 de la loi du 2 juillet 1867,

Condamne L...., en deux amendes de 10 francs chacune et en une amende de 100 francs.

Accidents du travail ; ivresse ; responsabilité du patron en cas d'accident arrivé à un ouvrier ivre qui n'a pas été débauché ; exécution d'un travail malgré la défiance du patron ; faute inexcusable de l'ouvrier ; réduction de la rente.

COUR D'APPEL DE PARIS.

(Arrêt du 5 novembre 1902.)

La Cour,

Considérant que de l'enquête du juge de paix et des autres documents de la cause, il résulte que Bock, employé chez Valentin, au lavage des voitures et bien que payé à la tâche pour ce travail qui se fait la nuit, était tenu, en outre, de rester pendant la matinée, dans les mêmes locaux, pour aider au déchargement des voitures

qui apportaient les fourrages; que c'est dans ces conditions que le 6 mai 1901, vers 10 heures et demie du matin, un chargement de paille étant arrivé, le brigadier laveur Lefèvre monta au grenier et appela ses hommes; que Bock répondit à cet appel comme il le devait, mais que Lefèvre s'apercevant que Bock « avait bu un coup », lui dit de ne pas monter; que Bock, malgré cette défense, monta trois ou quatre marches, puis sur une nouvelle injonction de Lefèvre, revint sur ses pas et voulut descendre ces quelques marches, mais qu'en se retournant, il tomba et mourut des suites de cette chute, qui paraît avoir aussi eu pour cause l'état d'ivresse;

Considérant que le fait de s'être mis dans cet état pendant le travail, de ne pas avoir suivi le conseil d'un autre ouvrier qui, précédemment, l'avait engagé à rester chez lui, de ne pas avoir obéi à son chef immédiat quand celui-ci lui fit pour la première fois défense de monter l'escalier du grenier constitue une faute inexcusable et particulièrement grave:

Mais considérant que Bock n'ayant pas été invité à quitter le lieu du travail n'a pas été à proprement parler débauché, que son cas est assimilable à celui d'un ouvrier à qui on interdirait une manœuvre dangereuse et qui l'exécuterait malgré la défense; qu'ainsi l'accident est arrivé pendant le temps, sur le lieu et à l'occasion du travail; que, par suite, la veuve Bock et son enfant mineur, Bock (Émile), n'ont pas pu perdre tout droit à la pension;

Considérant que Bock gagnait en moyenne 4 fr. 50 par jour, que son salaire annuel y compris le dimanche doit être fixé à 1,620 francs, que la pension de la veuve Bock devrait être de 20 p. 0/0 ou de 324 francs et celle de l'enfant âgé de moins de seize ans, lors de l'accident, de 15 p. 0/0 ou de 243 francs, mais qu'à raison de la faute inexcusable, il y a lieu de réduire chacune de ces pensions des deux tiers, ce qui laisse à la veuve 108 francs et à l'enfant 81 francs;

Considérant que Bock (Émile) est né le 15 août 1886, qu'il a eu seize ans accomplis le 15 août 1902;

Par ces motifs :

Reçoit veuve Bock personnellement et ès qualités appelante du jugement rendu par le tribunal civil de la Seine le 11 janvier 1902:

Ayant tel égard que de droit audit appel;

Infirmes le jugement dont est appel;

Décharge l'appelante personnellement et ès qualités des dispositions et condamnations lui faisant grief, et par nouveau jugé dit que l'accident qui a occasionné la mort de Bock a eu lieu à l'occasion du travail, mais à la suite d'une faute inexcusable dudit Bock;

Condamne, en conséquence, Valentin à payer à la veuve Bock en son nom personnel une rente annuelle et viagère de 108 francs et à la même veuve Bock comme mère et tutrice légale de son fils mineur une rente annuelle de 81 francs, laquelle sera servie pour la période écoulée du 6 mai 1901 au 15 août 1902;

Dit que la rente due à la veuve Bock personnellement sera payée à trimestre échü et à partir du 6 mai 1901, date du décès;

Ordonne la restitution de l'amende.

(Revue judiciaire des accidents du travail, décembre 1902, p. 345.)

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier 1903 ⁽¹⁾. — L'état du marché continue d'être, dans l'ensemble, relativement satisfaisant par rapport à la situation générale de l'année dernière, à pareille époque. Diminution constante, mais par degrés peu sensibles, du nombre des « sans-travail » et des ouvriers en chômage, surtout en raison de la température extraordinairement douce; en particulier, activité inusitée dans le *bâtiment*, à cette époque de l'année. Un peu moins d'ouvrage dans les *textiles*, qui gardent néanmoins tout leur personnel. Malgré des chômages partiels, les *mines* accusent une légère amélioration, dont profitent grandement le *travail du fer* (matières premières et produits de demi-fabrication) et quelques-unes des industries, ses tributaires. Conditions de travail inégales dans l'industrie du *bois* : satisfaisantes pour la menuiserie du bâtiment, mauvaises pour la fabrication des meubles. Même contraste dans le travail du *cuir*.

Placement gratuit. — Les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 82 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de janvier 1902, une diminution du chômage dans 55 villes, une augmentation dans 27 seulement.

Les placements effectués dans ces 82 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Janvier 1902..	20,018	16,781	36,799	72,733	16,153	88,886	363.3	96.3	241.6
Janvier 1903..	21,331	18,904	40,235	64,864	16,542	81,406	304.1	87.2	202.3

Grèves en janvier 1903. — 21 grèves nouvelles contre 12 en décembre 1902 et 25 en janvier 1902. Les grèves les plus importantes se sont produites dans la *métallurgie* et la *construction des machines*.

L'inspection ouvrière des mines de Saarbrück ⁽²⁾. — La direction des mines royales de Saarbrück a publié, le 15 décembre dernier, un intéressant arrêté concernant la *collaboration des ouvriers à l'inspection des mines*, dont voici le texte :

I. — Les *hommes de confiance* élus par les ouvriers pour les diverses inspections minières (sièges d'exploitation), sont autorisés, à partir du 1^{er} janvier 1903, en tant qu'ils appartiennent à des quartiers de porion du fond, à inspecter au point de

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

⁽²⁾ Circulaire du Comité central des houillères de France du 26 janvier 1903.

vue de la sécurité des ouvriers et dans les conditions prescrites aux paragraphes II-IV, les quartiers de porion par lesquels ils ont été élus, ainsi qu'à se renseigner sur les accidents survenus dans ces quartiers.

II. — L'inspection du quartier doit être faite une fois par mois. L'homme de confiance choisit le jour de l'inspection. Il doit faire part de son désir au porion du quartier à inspecter au plus tard le soir qui précède l'inspection. Il est accompagné par ledit porion ou un autre fonctionnaire de la mine. L'inspection doit autant que possible porter sur tous les chantiers du quartier. L'homme de confiance doit, lors de l'inspection, se borner rigoureusement à examiner les travaux et laisser de côté tout ce qui n'entre pas dans ce programme. Il n'a pas le droit de prescrire de mesures.

III. — A la fin de son inspection, l'homme de confiance doit inscrire ses observations et remarques dans un « registre de visite des hommes de confiance » déposé chez le porion chef, ou en faire dresser procès-verbal par le porion-chef.

IV. — L'homme de confiance est autorisé, en cas d'accident survenu dans son quartier de porion, à aller se renseigner sur place, en compagnie du porion ou d'un autre fonctionnaire de la mine, sur la cause, la gravité et les conséquences de l'accident, et à inscrire ses observations dans le registre prévu au paragraphe précédent.

V. — Le registre de visite des hommes de confiance est examiné après chaque inspection par le porion-chef, qui, soit donne suite aux propositions éventuelles de l'homme de confiance, soit communique le registre pour décision au Directeur de la mine. Si le Directeur ne croit pas non plus pouvoir donner suite aux propositions de l'homme de confiance, il transmet le registre pour décision définitive au président de la Direction des mines royales à Saarbrück.

VI. — L'homme de confiance reçoit une somme de 5 marcs pour le poste qu'il consacre à l'inspection de son quartier de porion ; si, comme dans le cas d'accidents, sa visite ne dure pas un poste entier, il reçoit une fraction correspondante de cette indemnité.

La «fièvre de la fonte»⁽¹⁾. — Sous ce nom, l'hygiène industrielle connaît depuis longtemps déjà une maladie qui se déclare principalement dans les fonderies de laiton et aussi, à un degré moindre, dans les zingueries, en s'attaquant d'ordinaire à tous les ouvriers d'une même maison⁽²⁾. Quelques heures après avoir travaillé à une fusion, l'individu atteint ressent une lassitude et une faiblesse générales avec des douleurs lancinantes dans le dos, puis est secoué, dès qu'il est au lit, de frissons de fièvre très caractéristiques, extrêmement violents de l'avis de tous les malades, et qui durent de quinze à vingt minutes. Il se produit aussi des démangeaisons au cou, des accès de toux irritante et une migraine également très forte. Cet état morbide arrive à son summum au bout de trois à six heures pour s'atténuer ensuite et disparaître au milieu de suees abondantes. Le lendemain, en règle générale, le fondeur est rétabli, tout en éprouvant encore de la lassitude. On n'a pas observé, du fait de cette maladie, des effets nuisibles d'un caractère persistant. Beaucoup de fondeurs attrapent la fièvre après chaque fusion ; chez d'autres, il se produit une sorte d'accoutumance.

⁽¹⁾ D'après la *Sociale Praxis*.

⁽²⁾ L'Inspection des fabriques en Autriche relate, dans son rapport de 1901, plusieurs cas de «fièvre de la fonte». Voir *Bulletin* de novembre, p. 799.

La cause du mal est très controversée dans le monde des savants; les uns la voient dans le zinc, les autres dans le cuivre, l'arsenic, etc. Mais jusqu'ici, aucune preuve précise n'est venue corroborer l'une quelconque de ces assertions; et comme, au surplus, nous ne connaissons pas de poison qui provoque les symptômes précités, en particulier, ces frissons de fièvre si violents, on peut se demander si, somme toute, l'affection en cause est bien un empoisonnement. L'opinion n'est pas juste, suivant laquelle la maladie proviendrait de ce que l'alliage est pratiqué non pas en dedans même mais en dehors du four, d'où dégagement de fortes vapeurs nocives, car cette fièvre a été constatée également dans les fonderies où le cuivre et le zinc sont dès l'abord introduits ensemble dans le four. Les fortes vapeurs en question se dégagent surtout lors de la coulée du métal dans les moules.

Quoi qu'il en soit, plus d'un moyen préventif peut être mis en œuvre avec succès. La «fièvre de la fonte» a totalement disparu de la fabrique Zeiss, à Iéna, depuis l'existence de chambres de fusion hautes de plafond et d'une cheminée géante qui en aspire les vapeurs nuisibles. De plus, au-dessus des six fours se trouvent disposés des ventilateurs en forme d'entonnoirs, de telle sorte que pendant la fusion le local n'est accessible à aucune vapeur. — En ce qui concerne les ouvriers eux-mêmes, on préconise le lait chaud comme lénitif contre la toux irritante.

Règlement intérieur du Conseil de la Statistique ouvrière. — Voici, d'après le *Centralblatt für das deutsche Reich* ⁽¹⁾, les dispositions intéressantes qui consacrent les attributions de cette assemblée et en régissent le fonctionnement :

.....
ART. 2. — Le Conseil est tenu de seconder l'Office impérial de la statistique dans l'accomplissement des travaux qui lui sont dévolus dans le domaine de la statistique ouvrière.

Spécialement, il lui appartient :

1° Sur l'ordre du Conseil fédéral ou du Chancelier de l'Empire (Ministère de l'Intérieur), de donner son avis sur la mise à l'étude et la conduite d'enquêtes de statistique ouvrière, sur leur dépouillement et leurs résultats ;

2° Dans les cas où cela paraît nécessaire pour compléter les données statistiques, d'entendre les personnes particulièrement documentées ;

3° De soumettre au Chancelier de l'Empire (Ministère de l'Intérieur) des propositions touchant la mise à l'étude ou la conduite d'enquêtes de statistique ouvrière.

ART. 3. — Le Conseil se compose d'un président et de quatorze membres, dont sept élus par le Conseil fédéral et sept par le Reichstag.

Le Directeur de l'Office impérial de statistique occupe la présidence avec droit de vote intégral ; en cas d'empêchement, c'est un suppléant désigné à cet effet par le Chancelier de l'Empire (Ministère de l'Intérieur), parmi les membres du Conseil.

.....

ART. 5. — Le Conseil est qualifié pour convoquer à ses séances des patrons et des ouvriers en nombre égal, à titre d'assesseurs avec voix consultative. Cette adjonction est obligatoire quand elle est décidée par le Conseil fédéral ou le Chancelier de l'Empire (Ministère de l'Intérieur) ou proposée par six membres du Conseil.

ART. 6. — [Faculté pour le Conseil de se former en commissions dans des cas déterminés.]

.....

ART. 8. — Le Conseil et les commissions délibèrent valablement, plus de la moitié de leurs membres étant présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

.....

⁽¹⁾ 30 avril 1902, p. 100. — Voir sur les origines de ce Conseil : *Bulletin* de novemb. 1902. p. 793.

ART. 10. — Le Chancelier de l'Empire (Ministère de l'Intérieur) ainsi que les gouvernements fédérés ont qualité pour déléguer aux séances du Conseil et des commissions des représentants qui doivent être entendus en tout temps. Les noms des représentants seront portés à la connaissance du président.....

Des fonctionnaires de l'Office Impérial de statistique peuvent être convoqués aux séances par le président, avec voix consultative.

ART. 11. — Les membres du Conseil reçoivent, quand ils voyagent pour les affaires du Conseil, des indemnités journalières et sont remboursés de leurs frais de transport, d'après un tarif fixé par le Chancelier de l'Empire. Le Chancelier fixera de même le taux d'évaluation des indemnités pour les patrons, les ouvriers et les personnes spécialement documentées, qui seront convoqués aux séances.

AUTRICHE.

Grèves en décembre 1902. — 15 nouvelles grèves, avec 874 grévistes environ et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et en Bohême et pour les *textiles* et les *mines* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 4 succès, 6 transactions, 1 échec ⁽¹⁾. Cause principale : insuffisance de salaires, 10 cas.

Mouvement total des grèves pour l'année 1902 : 246 grèves avec 36,000 grévistes environ et 4 lock-outs atteignant 571 travailleurs.

Placement en décembre 1902. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 855 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
387	114	279	26	88	36	74	50	64	19	43	23

BELGIQUE.

Placement en décembre 1902 ⁽²⁾. — 13 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant janvier. Pour 483 offres des patrons, il y a eu 1,468 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 304 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, on comptait 1,595 demandes pour 725 offres (soit 220 p. 100) et, en décembre 1901 : 1,101 demandes pour 474 offres (soit 232 p. 100). De ce côté, la situation actuelle semble donc moins favorable encore que le mois dernier et que l'an passé à la même époque.

⁽¹⁾ Motif inconnu dans 4 cas.

⁽²⁾ *Revue du Travail*, janvier 1903.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis quant à l'intensité du chômage parmi leurs membres, ont été obtenus de 115 unions professionnelles groupant 29,920 ouvriers. Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 2,303 (soit 7.6 p. 100). Cette proportion est très sensiblement supérieure à celle du mois précédent (5.1 p. 100); l'accroissement du chômage se manifeste simultanément dans les diverses régions observées.

Grèves en décembre 1902. — 3 grèves nouvelles, dont 2 intéressant 89 grévistes et 58 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail belge. En outre, 2 grèves, commencées l'une, il y a deux mois et l'autre trois, ont continué tout le mois.

Les 3 grèves de décembre ont affecté la fabrication du fer, la taille des pierres et la filature de la laine; elles avaient pour objet d'empêcher une réduction ou des retenues sur les salaires et d'obtenir la réintégration d'un ouvrier congédié.

Des 2 grèves terminées en décembre, l'une a abouti à une transaction, l'autre à un échec et au remplacement de tous les grévistes.

Les conflits se répartissent comme suit: 1 dans la Flandre occidentale; 1 dans le Hainaut et 1 dans la province de Liège.

L'industrie de la dentelle et de la broderie sur tulle ⁽¹⁾. — L'Office du travail belge, continuant la série de ses enquêtes sur les industries à domicile en Belgique, vient de faire paraître deux volumes consacrés à la dentelle et à la broderie sur tulle (vol 4 et 5 de la série). L'enquête a été dirigée par M. Pierre Verhaegen.

La fabrication de la dentelle est répandue dans toute la Belgique, excepté dans la province de Liège. Elle s'est développée surtout dans les centres purement agricoles et notamment dans les Flandres. Sur un total de 47,571 personnes employées en Belgique, d'après le recensement de 1896, à la fabrication des tulles et des dentelles, les Flandres en comptent à elles seules 43,746. La valeur totale des dentelles exportées de 1891 à 1900 s'élève à 11,256,000 francs; en 1900 ce chiffre était de 925,000 francs.

L'industrie dentellière comprend trois organes essentiels: l'entrepreneur commercial, qui est souvent un fabricant; l'intermédiaire, qui est tantôt un facteur tantôt un couvent; et enfin l'ouvrière dentellière.

L'entrepreneur commercial centralise la production de certains articles dont il a reçu la commande ou dont il prévoit l'écoulement et qui sont exécutés presque entièrement en dehors de ses locaux. En 1896, on comptait 139 fabricants de dentelle dont 41 — les plus importants — sont établis à Bruxelles. Quelques-uns d'entre eux seulement ont des ateliers de travail pour la fabrication des grandes pièces ou pour le montage des petites pièces fabriquées à domicile.

Le facteur (c'est le plus souvent une femme) est généralement établi à la cam-

⁽¹⁾ *Les industries à domicile en Belgique.* — Bruxelles: Société belge de librairie.

Vol. I. — L'industrie armurière liégeoise. — L'industrie du vêtement pour hommes en Belgique. — L'industrie cotonnière de Gembloux. — 1899.

Vol. II. — L'industrie du tissage du lin dans les Flandres. — L'industrie du tressage de la paille dans la vallée du Gier. — L'industrie de la cordonnerie en pays flamand. — 1900.

Vol. III. — L'industrie cloutière en pays wallon. — L'industrie de la ganterie. — 1900.

Vol. IV et V. — L'industrie de la dentelle et de la broderie sur tulle. — 1902.

pagne, dans un centre de production, et ne s'occupe d'ordinaire que du genre de dentelles qui y est fabriqué. Il reçoit seul les instructions du fabricant et distribue le travail aux ouvrières à domicile à qui il fournit la matière première. Entre le facteur et l'ouvrière s'interpose encore quelquefois un sous-facteur. En 1896, on comptait 975 facteurs, dont 879 dans les Flandres; le nombre de ces intermédiaires augmente chaque année. « Le facteur fait du tort au fabricant, dit l'auteur du rapport; il lui prend ses dessins, sa clientèle; il pressure l'ouvrière par tous les moyens, lui paie un salaire de famine et fait ainsi diminuer la main-d'œuvre. Il gêne la fabrication en augmentant la production des articles communs et en ne faisant rien pour encourager l'habileté professionnelle des ouvrières. »

La dentelle est faite généralement à domicile par des filles ou des femmes et, pour ces dernières, constitue le plus souvent un salaire d'appoint; quelques ouvrières chargées plus spécialement de la préparation et de l'achèvement des dentelles travaillent quelquefois chez le fabricant; il y a également des petits ateliers à Bruxelles. La plupart des ouvrières non spécialisées fréquentent jusqu'à 20 ans l'école dentellière.

La dentellière est généralement payée à la tâche. Sur plus de 600 salaires relevés au cours de l'enquête, on n'a rencontré que deux ouvrières de tout premier ordre payées à la journée. La paye se fait presque partout le samedi; les ouvrières qui livrent une dentelle achevée sont payées comptant, celles qui sont occupées à un travail de longue haleine reçoivent des avances en espèces ou en fil à dentelles.

Au point de vue de la durée de la journée de travail, on peut établir deux catégories. Certaines ouvrières ne font autre chose que de la dentelle: ce sont les vieilles femmes n'ayant pas charge de ménage et beaucoup de jeunes filles qui font de 12 à 13 heures. Souvent ces dernières sont, dans beaucoup de régions, employées aux travaux des champs pendant 4 ou 5 mois de l'année et ne reprennent la dentelle qu'en automne. Dans les ateliers des fabricants, on fait parfois 14 et 15 heures. Pour les autres, ouvrières mariées ou chargées de famille, la dentelle est un métier d'appoint qu'elles exercent le plus souvent pendant 5 à 6 heures par jour; elles travaillent d'une façon intermittente et n'acceptent pas de délai pour la livraison de l'ouvrage.

« On constate de grandes différences parmi les ouvrières au point de vue de la quantité comme de la qualité des produits... Le sens artistique est presque toujours absent chez l'ouvrière: déjà étouffé par le côté mécanique du métier, il est souvent rendu impossible par suite de la division du travail et de la vulgarité toujours plus grande de la fabrication. Quelques ouvrières habiles sont bien payées, mais le plus grand nombre sont mal rémunérées. »

Il n'existe pas dans l'industrie dentellière de chômage involontaire régulier. Le nombre des ouvrières tendant à diminuer et la demande restant la même, l'ouvrière a un travail assuré; les chômages volontaires sont assez fréquents de juin à octobre et empêchent la surproduction.

Le gain de l'ouvrière est, dans une industrie aussi soumise aux caprices de la mode, extrêmement variable; le salaire est moins élevé dans les régions où l'on fait des articles peu demandés et dans les centres visités par les sous-facteurs; il est plus élevé dans les localités où se fabriquent certaines dentelles en vogue; il augmente enfin dans les périodes de forte production, lors des expositions internationales, des mariages princiers, etc.

L'enquête a relevé les salaires de 248 dentellières et de 14 brodeuses sur tulle à domicile ainsi que les salaires pratiqués dans certains ateliers de fabricants et dans diverses écoles-ateliers dirigés par les couvents. Elle constate qu'actuellement les salaires généralement atteints, par les dentellières à domicile, varient, pour une journée de 12 à 13 heures, entre 0 fr. 60 pour les dentelles ordinaires et 1 fr. 25

et 1 fr. 35 pour les dentelles riches, telles que le points de Bruges, d'Angleterre ou de Venise; les brodeuses sur tulle arrivent à gagner de 1 fr. 20 à 1 fr. 80 par jour.

Cette estimation du reste n'est qu'approximative, car elle ne tient pas compte des journées de plus de 13 heures et ne s'applique pas aux salaires extrêmes. Les ouvrières employées dans les ateliers des fabricants sont mieux payées et font des journées moins longues; dans les petits ateliers de Bruxelles elles reçoivent de 1 fr. 50 à 2 francs par jour avec un repas à midi; dans les grands ateliers, les salaires s'élèvent souvent jusqu'à 2 fr. 50; la journée varie ici entre 10 et 12 heures.

Il existe en Belgique 160 écoles de dentelles et de broderie sur tulle, dont les trois-quarts sont dirigées par des religieuses. Les enfants y sont admises dès l'âge de 6 ou 7 ans. Le nombre des heures de travail varie beaucoup d'école à école; d'après une statistique dressée par l'inspection du travail, dans 86 écoles laïques et congréganistes, les élèves âgées de moins de 16 ans travaillent pendant un nombre d'heures variant d'une heure et demie à 13 heures.

En dehors de leur rôle enseignant, la fonction économique des couvents est sensiblement la même que celle du facteur qui réside au milieu de ses ouvrières.

À côté des ouvrières à domicile qui travaillent à leur compte, les couvents ont organisé des ouvroirs qui se confondent avec les écoles dentellières : ouvrières et élèves travaillant ensemble dans les mêmes ateliers. Le couvent paye en général mieux que le facteur, car si le salaire quotidien des ouvrières n'est pas plus élevé, la journée de travail est par contre plus courte. D'autre part, les ouvrières de l'ouvroir sont parfois moins bien payées que celles qui travaillent pour les facteurs. A Liedebek par exemple, les premières reçoivent de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour tandis que les facteurs payent les secondes 1 fr. 50, 1 fr. 75 et 2 francs. Cela proviendrait d'après la supérieure de ce que les ouvrières du couvent fabriquent de l'application très fine et d'une vente peu courante tandis que les autres font des articles communs et d'un placement facile, en duchesse de Bruxelles.

L'industrie dentellière et l'industrie de la broderie sur tulle ne sont représentées ni dans les conseils de l'industrie et du travail, ni dans les conseils de prud'hommes. Les ateliers de dentelle et de broderie ne sont pas classés parmi les établissements dangereux, insalubres ou incommodes; ils sont soumis à la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants ⁽¹⁾. Cette loi, appliquée en fait dans les ateliers de fabricants où ne sont admises que des adultes, ne l'est pas dans les ouvroirs et les écoles d'apprentissage où beaucoup d'enfants âgés de moins de 12 ans font un nombre d'heures considérable. Il en est de même de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier. Contrairement à la loi du 16 août 1887 sur le paiement des salaires, les chefs d'industrie vendent le fil à leurs ouvrières presque toujours au-dessus du prix coûtant.

L'industrie de la dentelle, conclut l'auteur de l'enquête, subit une crise sérieuse. « D'une part, le nombre des ouvrières va en diminuant : de 150.000 qu'il était en 1875, il est tombé, en 1896, à 47.000; que cette situation s'aggrave encore, et une partie notable des populations flamandes se verra privée d'un gagne-pain qui lui rapporte aujourd'hui de 8 à 10 millions par an. D'autre part, la connaissance et la pratique de la belle dentelle se perdent ou sont du moins bien compromises. Bien plus que les événements d'ordre économique, plus que la mode et la concurrence de l'imitation, la mauvaise organisation commerciale de cette industrie est la cause fondamentale de sa décadence : centralisation de la fabrication, augmentation du

(1) La loi du 13 décembre 1889 interdit le travail des enfants de moins de 12 ans, et le travail de nuit pour ceux au-dessous de 14 ans; elle fixe (sauf exception et autorisation) à 12 heures la journée maxima des garçons de moins de 16 ans et des filles de moins de 21 ans à qui elle interdit aussi le travail de nuit et pour qui elle prescrit un jour de repos par semaine.

nombre des intermédiaires; absence de rapports directs entre les fabricants et les ouvrières; défaut d'initiative et d'association; tendance des intermédiaires et des petits fabricants à faire tomber les salaires à un taux dérisoire et à favoriser la production des articles ordinaires ».

CANADA.

Revue du travail en décembre ⁽¹⁾. — L'apparition des froids en décembre est venue ralentir, sinon suspendre complètement, le travail dans les industries en plein air et notamment dans l'exploitation des forêts et les scieries. L'arrêt de la navigation a amené un ralentissement dans les métiers qui en dépendent. On signale cependant une augmentation dans la production des mines de la Colombie anglaise, de Rossland et de la Nouvelle-Écosse. Le travail a été très actif dans la minoterie et dans les sucreries. De nouvelles fabriques s'installent dans Ontario, à Ottawa, Montréal et diverses autres villes.

On évalue à plus de 100 millions de boisseaux ⁽²⁾ la récolte de grains faite, en 1902, dans le Manitoba et les territoires du nord-ouest; la production du blé (53 millions de boisseaux) a augmenté de 2 millions et demi de boisseaux, celle de l'avoine de près de 7 millions; celle de l'orge a presque doublé. Pendant les huit derniers mois de 1902, on a transporté par voie d'eau 58 millions de boisseaux de blé de plus que pendant la période correspondante de 1901.

Selon les rapports du département de l'immigration, la population du Manitoba et des territoires du nord-ouest a augmenté d'environ 100,000 habitants en 1902. Ce chiffre comprend non seulement les immigrants dûment enregistrés (87,800), mais encore les immigrants indépendants dont on ne peut fixer le nombre qu'approximativement. Jusqu'au 30 novembre, 63,724 immigrants avaient quitté les ports anglais à destination du Canada.

Après les mécaniciens et chauffeurs du *Grand-Tronc*, les employés de la compagnie du Pacifique canadien ont obtenu d'importantes augmentations de salaires, variant de 4 à 20 p. 100. Les chefs de train de voyageurs reçoivent 625 francs par mois, au lieu de 540, sur les lignes au nord du Lac supérieur, 550 au lieu de 500 sur les lignes de l'est; les employés des trains de marchandises sont augmentés de 10 p. 100, ceux des gares de 15 p. 100. Les nouveaux salaires entraîneront pour la Compagnie une dépense additionnelle de 1,250,000 francs environ.

Grèves. — Aucune grève n'a été signalée au département pendant le mois de décembre; pareil fait ne s'était pas encore produit en 1901 ni en 1902.

Deux conflits ayant éclaté avant la fin novembre ont été réglés en décembre à la suite de négociations directes entre les parties. Dans un cas, des ouvrières trico-teuses qui protestaient contre une réduction de salaire, ont obtenu gain de cause. Dans l'autre, les téléphonistes et constructeurs de lignes de Vancouver ont repris le travail en bénéficiant de certains avantages, mais en devant accepter une réduction de 20 p. 100.

Cinq autres grèves en cours n'étaient pas terminées à la fin de décembre.

⁽¹⁾ D'après la *Gazette du travail*, publiée par le Département du travail du Canada. Janvier 1902

⁽²⁾ Le boisseau vaut environ 36 litres.

DANEMARK.

Les grèves et lockouts en 1901 ⁽¹⁾. — Le nombre des grèves et lockouts qui ont éclaté en Danemark en 1901 est sensiblement inférieur à celui des conflits de ce genre survenus au cours de ces cinq dernières années. Une détente marquée semble s'être produite dans les rapports entre patrons et ouvriers, et l'on n'a point eu à enregistrer, comme en 1899, toute cette série de grèves et lockouts importants auxquels bien peu d'industries avaient pu échapper.

ANNÉES.	NOMBRE		
	de conflits.	d'ouvriers atteints.	de jours chômés.
1897.....	111	3,591	214,519
1898.....	147	5,931	138,433
1899.....	98	6,366	2,828,417
1900.....	82	7,098	235,877
1901.....	56	3,538	56,829

Le nombre des patrons intéressés dans les conflits s'est élevé en 1901, à 482. Au point de vue de la durée, les 56 conflits de 1901 se répartissent ainsi :

Moins d'une semaine.....	14
1 à 13 semaines.....	28
13 semaines et plus.....	3
Durée inconnue.....	11

Les professions dans lesquelles ont éclaté les conflits les plus importants sont celles des cochers (2 grèves, 1,750 grévistes et 19,000 journées de chômage) des menuisiers (2 grèves, 1027 grévistes, 16,000 jours de chômage), des verriers (1 lockout, 29 ouvriers, 7.047 jours de chômage) et des ouvriers du téléphone (1 grève, 164 grévistes, 2,000 jours de chômage).

Quant aux causes des conflits, elles ont été les suivantes :

Questions de salaire.....	32
Durée du travail.....	2
Réglementation du travail.....	8
Questions de personnes.....	2
Questions syndicales.....	2
Causes inconnues.....	10

Le nombre des ouvriers congédiés en 1901, à la suite de grèves ou lockouts a légèrement augmenté.

Dans 2 cas, les conflits se sont terminés par l'arbitrage et dans 22 autres par la conciliation; ce dernier chiffre est le plus élevé que l'on ait constaté depuis 5 ans.

ESPAGNE.

Le mouvement syndical ⁽²⁾. — Les diverses associations professionnelles ou-

⁽¹⁾ D'après une communication du chargé d'affaires de France à Copenhague.

⁽²⁾ D'après le *Vorwärts*, 11 novembre 1902.

vières, groupées en fédération sous le nom de *Unión general de Trabajadores*, ont pris depuis quelques années un développement considérable. Il y avait en novembre 1899 : 27 sections, groupant un ensemble de 3,355 membres; en octobre 1902, elles étaient au nombre de 267, avec 43,535 sociétaires.

C'est dans la Castille et les provinces industrielles du Nord que le syndicalisme est le plus accentué. Voici comment les sections se distribuent au point de vue géographique :

PROVINCES.	NOMBRE de sections.	NOMBRE de sociétaires.
Castille	113	22,417
Pays basque.....	46	4,627
Catalogne.....	18	3,688
Asturies.....	24	3,420
Valence.....	17	3,168
Andalousie.....	14	2,647
Galicie.....	19	2,609
Iles Baléares.....	7	632
Navarre.....	3	182
Aragon.....	6	155

Les principaux centres de l'organisation syndicale sont :

Madrid, avec 13,638 syndiqués; — Bilbao, avec 3,630 syndiqués; — Santander, avec 2,232 syndiqués; — Vigo, avec 2,225 syndiqués; — Oviedo, avec 1,518 syndiqués; — Mataro, avec 1,319 syndiqués; — Mieres, avec 1,080 syndiqués; — Valladolid, avec 1,018 syndiqués.

La répartition, par industries importantes, des sections de l'*Unión* donne le tableau suivant :

INDUSTRIES.	NOMBRE de sections.
Bâtiment.....	59
Vêtement.....	50
Métallurgie.....	26
Pierres et terres.....	23
Industrie graphique.....	22
Fabrication de meubles.....	20
Alimentation.....	14
Transports.....	10
Agriculture, horticulture.....	9
Éclairage et chauffage.....	5
Mines.....	4

Sur 38 conflits auxquels la Fédération a été intéressée, 18 ont pris fin par un succès et 5 seulement par un échec pour les travailleurs; les 15 autres sont encore en suspens.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier 1903⁽¹⁾. — Le marché du travail en janvier est resté à peu près ce qu'il était en décembre. Comparée avec janvier 1902, la situa-

⁽¹⁾ *Labour gazette*, février 1903.

tion est moins bonne dans le bâtiment, les constructions navales, l'industrie du fer et de l'acier; elle est meilleure par contre, dans les textiles, la fonderie, la chaussure et la typographie.

5.0 p. 100 de chômeurs dans 225 trade-unions, groupant 547,671 membres contre 5.5 p. 100 en décembre et 4.4 p. 100 en janvier 1902.

5.22 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 493,502 mineurs contre 5.51 en décembre 1902 et 5.26 en janvier 1901.

327 hauts fourneaux en marche à la fin de janvier 1903, avec 22,600 ouvriers environ contre 317 à la fin de décembre et 321 en janvier 1902.

92 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 85 p. 100 dans les tissages, avec 93,000 ouvrières, femmes et filles, contre 94 et 78 p. 100 en décembre 1902 et 93 et 75 p. 100 en janvier 1902.

Grèves. — 17 nouvelles grèves en janvier avec 2,332 chômeurs, contre 15 avec 3,928 en décembre 1902, et 33, avec 3,558, en janvier 1902. 2 grèves dans le *bâtiment*, 1 dans les *mines*, 5 dans la *métallurgie* et les *constructions navales*, 6 dans les *textiles* et 3 dans diverses industries.

Sur 25 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 4,843 grévistes : 6 succès, 13 échecs et 6 transactions.

Le total des ouvriers intéressés par des conflits commencés en janvier ou antérieurement, et durant encore en janvier, a été de 14,921, contre 15,830 en décembre 1902 et 26,045 en janvier 1902. Le total des journées de travail perdues s'est élevé à 268,000 contre 309,000 en décembre et 128,000 en janvier 1902.

Les trades-unions et fédérations en 1901 ⁽¹⁾. — On comptait au commencement de 1901, 1252 trades-unions groupant ensemble 1,910,614 adhérents. Au cours de l'année, 13 d'entre elles ont fusionné avec d'autres et 36 se sont dissoutes; 33 nouvelles unions enfin, se sont constituées. A la fin de 1901, le total général s'élevait donc à 1,236 avec 1,922,780 sociétaires : il y avait ainsi diminution de 16 dans le nombre des sociétés et augmentation de 12,166 dans le total des membres, soit 0.6 p. 100.

La mauvaise situation du marché du travail, en 1901, a évidemment ralenti le développement des unions, car l'augmentation de 0.6 p. 100 constatée dans le nombre des membres est de beaucoup la plus faible enregistrée depuis 1895. On a remarqué que le nombre des syndiqués, surtout dans les industries qui ne demandent que peu d'habileté professionnelle, tend à s'accroître dans les années de prospérité, alors qu'il reste stationnaire, ou diminue, aux époques où le travail est moins abondant.

Sur les 1203 unions qui existaient en 1900 et qui existaient encore à la fin de 1901, 529 accusent une augmentation dans le chiffre de leurs adhérents, 572 une diminution, alors que dans 102 le chiffre est resté le même. L'accroissement a été sensible surtout dans certaines unions minières (15,144 membres de plus dans 4 unions).

Le petit groupe des unions des ouvriers carriers a augmenté considérablement : de 6,279 il est passé à 9,513 adhérents, soit une augmentation de 51.5 p. 100. Les unions des employés des services publics locaux ont passé également de 3,907 ad-

(1) D'après le : Report by the Chief labour correspondent of the Board of Trade on Trade Unions 1901.

hérents à 5,187 soit une augmentation de 32.8. Par contre, il y a eu diminution dans les unions du bâtiment (4,622, soit un peu moins de 2 p. 100), de la métallurgie et de la construction mécanique (3,292, soit 1 p. 100), des employés de chemins de fer (5,395, soit 6.9 p. 100).

Le tableau suivant donne la répartition des unions entre les différents groupes d'industries, avec le nombre de leurs adhérents à la fin de 1901.

GROUPES D'INDUSTRIES.		NOMBRE d'unions.	NOMBRE de membres.
Bâtiment	{ Hommes de peine.....	57	36,893
	{ Autres.....	68	211,755
Mines.....		54	505,023
Carrières.....		5	9,513
Métallurgie, machines et construction de navires.....		263	334,913
Textiles.....		243	219,256
Vêtement	{ Chaussures.....	15	33,542
	{ Autres.....	33	32,749
Transport	{ Chemins de fer.....	6	73,171
	{ Autres.....	58	93,263
Typographie.....		50	58,214
Travail du bois.....		103	39,761
Industries chimiques.....		43	19,343
Alimentation. — Tabacs.....		28	19,300
Chauffeurs-mécaniciens.....		34	20,098
Manœuvres.....		20	115,525
Employés des services publics	{ État.....	22	40,312
	{ Municipalités.....	12	5,187
Autres unions.....		122	54,962
TOTAL.....		1,236	1,922,780 ⁽¹⁾

Comme en 1900, les groupes du bâtiment, des mines et carrières et des métaux comprennent à eux seuls 68 p. 100 du total des sociétaires et cela bien que le nombre des unions qu'ils groupent ne représente que 50 p. 100 du total des unions.

589 unions sont enregistrées ⁽²⁾, groupant ensemble 1,503,415 membres, soit 78.2 p. 100 du total, contre 647 non enregistrées, réunissant 419,365 adhérents. Sur les 100 principales unions, 75 sont enregistrées, comprenant à elles seules 88.9 p. 100 du total des membres de ces 100 unions. Le nombre moyen des membres des unions enregistrées est de 2,552; celui des autres, de 648.

⁽¹⁾ Ce total comprend 10,801 sociétaires des branches fonctionnant en dehors de la Grande-Bretagne (5,796 dans les branches créées aux colonies par la Fédération des charpentiers et menuisiers, et 4,695 dans les branches coloniales et étrangères de la Société des mécaniciens).

⁽²⁾ Les Unions *enregistrées* sont celles qui ont fait connaître leur existence au *registrar* des trade-unions, qui ont introduit dans leurs statuts certaines clauses légales relatives à leur gestion et aux communications à faire au *registrar*, notamment qui doivent faire connaître annuellement leur bilan et l'état par nature de leurs recettes et dépenses. Ces unions ont une personnalité civile assez étendue.

L'existence des unions professionnelles *non enregistrées* (non déclarées) est autorisée par la loi, mais elles n'ont qu'une capacité civile tout à fait restreinte. L'État se borne à faire respecter les contrats civils passés entre leurs membres.

Le tableau suivant donne l'accroissement du nombre des unionistes depuis 1892 ;

ANNÉES.	NOMBRE d'unionistes.	ACCROISSE- MENT ou diminution p. 100.
Fin 1892.....	1,503,298	"
- 1893.....	1,480,291	— 1.5
- 1894.....	1,437,025	— 2.9
- 1895.....	1,408,486	— 2.0
- 1896.....	1,495,476	+ 6.2
- 1897.....	1,613,753	+ 7.9
- 1898.....	1,649,461	+ 2.2
- 1899.....	1,803,897	+ 9.4
- 1900.....	1,910,614	+ 5.9
- 1901.....	1,922,780	+ 0.6

Depuis 1892, il y a eu accroissement dans tous les groupes d'industrie, excepté dans le vêtement (66,291 unionistes en 1901, contre 83,270 en 1892). Dans les mines, les unions comptent 63 p. 100 de membres en plus, dans le bâtiment, 57 p. 100, dans la métallurgie, 20 p. 100, dans les textiles et les transports, 7 et 8 p. 100.

144 unions acceptent des membres du sexe féminin; en 1901 le nombre de ces membres s'élevaient à 120,078 (contre 123,510 en 1900, soit 2.8 p. 100 de moins), soit 6.2 p. 100 du total des membres. 90 p. 100 des sociétaires du sexe féminin appartiennent au groupe des textiles, à savoir : 78.8 p. 100 à l'industrie du coton, 8.4 à l'industrie du lin et du jute et 2.7 à celles de la laine, de la bonneterie, etc.

Les principales sources de revenu des trades-unions sont, dans une année ordinaire, les contributions hebdomadaires de leurs membres, telles quelles sont fixées par leurs statuts. A cela s'ajoutent les droits d'entrée, les amendes, le produit de la vente des statuts, des brochures, des cartes de membres, etc., l'intérêt des fonds placés et, dans certains cas, les revenus de leurs propriétés. Ce revenu peut être augmenté par des contributions extraordinaires, qui sont levées certaines années, lorsque les grèves sont nombreuses et importantes ou bien lorsque l'industrie est dans un état de dépression tel qu'un grand nombre de membres sont en chômage. Le revenu des unions ne varie donc pas seulement en raison du nombre de leurs membres, mais aussi en raison des besoins auxquels elles ont à faire face.

Si l'on examine la situation des 100 principales unions, on constate que la cotisation annuelle moyenne de chaque membre était, en 1901, de 39 fr. 80; après avoir augmenté chaque année de 1892 à 1898 (41 fr. 75 en 1898), cette moyenne a diminué au cours de ces trois dernières où le nombre des grèves a été moins élevé. La cotisation varie considérablement suivant les unions; c'est ainsi qu'en 1901 elle était inférieure à 25 francs dans 41 sociétés, groupant 383,283 membres, variait de 25 à 50 francs dans 35, groupant 446,997 membres, de 50 à 75 francs dans 15 groupant 156,980 membres et de 75 à 90 francs dans 9 groupant 173,966 membres.

Le revenu total des 100 principales unions s'est élevé en 1901, à 2,061,501 livres sterling (51,537,525 fr.), se décomposant ainsi :

Cotisations hebdomadaires.....	46.376,800 francs.
Droits d'entrée, amendes, etc.....	1,097,805 —
Intérêts revenus, etc.....	2,403,100 —
Souscriptions d'autres sociétés, des fédérations et du public.....	469,350 —
Divers.....	1,190,400 —

Sur ces 51,537,525 francs, 16,333,375 reviennent aux unions des métaux, 9,442,950 à celles du bâtiment, 7,768,475 à celles des mines et carrières, 4,627,650 à celles des textiles, 3,283,700 à celles des transports et 1,493,450 à celles des vêtements.

On constate un accroissement continu dans le revenu des unions du bâtiment dans la période 1892-1901; cela tient aux grandes grèves et aux chômages considérables auxquels ces unions ont eu à faire face pendant cette période.

Les dépenses de ces 100 unions se sont élevées en 1901 à 41,804,809 francs contre 37,233,928 en 1900, soit 12.3 p. 100 en plus. Ce total est le plus élevé que l'on ait constaté depuis 1892 (excepté en 1893, année des grandes grèves des charbons et de la métallurgie). La dépense moyenne par sociétaire s'élève à 35 fr. 65, contre 31 fr. 95 en 1900. Les dépenses ont augmenté plus fortement que les recettes.

La nature des dépenses varie beaucoup suivant les unions. Les 100 principales unions payent à leurs membres des secours en grève; 77 d'entre elles payent en outre des indemnités de chômage ou des secours de route, ce qui est une autre forme de l'indemnité de chômage; 77 ont également payé des secours d'accidents ou de maladie; 38 ont servi des pensions de retraite et 89 des allocations pour frais funéraires. Tous ces services sont organisés à la fois dans 39 des 100 principales unions.

Voici comment se répartissaient entre les différents groupes d'industries, pour les 100 principales unions, pendant l'année 1901, les dépenses afférentes aux secours de grèves, de chômage, de maladie ou d'accident et de funérailles :

	SECOURS de grèves.	SECOURS de chômage.	SECOURS de maladie ou d'accident.	SECOURS funéraires.
Bâtiment.....	2,121,375 ^f	1,680,700 ^f	2,401,950 ^f	572,150 ^f
Mines et carrières.....	1,685,850	443,175	885,950	317,075
Métallurgie et mécanique.....	462,975	3,300,625	3,374,725	871,275
Textile.....	220,450	1,090,150	189,375	136,075
Vêtements.....	101,725	43,025	596,700	97,425
Transport.....	119,025	87,000	295,875	141,825
Autres industries.....	401,525	1,501,975	876,275	334,550
TOTAL.....	5,113,925	8,146,650	8,620,850	2,470,375

Les secours de grève et de chômage ont été particulièrement élevés dans l'industrie du bâtiment en 1901 : ils n'avaient pas atteint de beaucoup ces chiffres depuis dix ans. Les secours de chômage ont été, en général, plus élevés en 1901 qu'en 1900; sans atteindre toutefois le chiffre des trois années 1893, 1894 et 1895, qui dépassa, pour les 100 principales unions réunies, 10 millions. L'accroissement constaté en 1901, par rapport à 1900, en ce qui concerne cet ordre de dépenses,

provient surtout des unions du bâtiment (45 p. 100) et des métaux (43 p. 100). La proportion des chômeurs sur l'ensemble des membres des unions qui ont fourni des indications sur ce point, s'est élevé à 3,8 p. 100 en 1901; il est intéressant de constater que la proportion du chômage suit à peu près les fluctuations du commerce extérieur. C'est ainsi que dans la dernière période décennale, le chômage a atteint son maximum (7,5 p. 100) en 1893, la même année que le total des importations et exportations (commerce général) atteignait son minimum (17 milliards de francs).

Des pensions de retraites ne sont payées que par un petit nombre d'unions, qui comptent d'ailleurs parmi les plus anciennes et les plus importantes du pays. Les 38 unions, qui ont payé des pensions en 1901, groupaient à elles seules près de la moitié des membres de l'ensemble des 100 principales unions, soit 566,765. Les unions de mineurs ne servent pas, en général, de pensions, qui sont servies dans cette corporation par des sociétés spéciales.

Les pensions sont généralement payées par semaine. Il ne suffit pas, en général, d'avoir atteint un certain âge pour avoir droit à une pension : les règlements de la plupart des unions exigent aussi que le pensionnaire ne soit plus capable de travailler de son métier ou de gagner un plein salaire. En général, les pensionnés reçoivent par semaine entre 5 et 10 shellings (6 fr. 25 et 12 fr. 50); le minimum est de 2 shellings (2 fr. 50), le maximum 12 shellings (15 francs). En 1901, 5,573,800 francs ont été payés de ce chef par les 38 unions.

À la fin de 1901, les fonds de réserve s'élevaient pour les 100 principales unions et dans chaque groupe d'industrie, aux sommes suivantes :

GROUPE D'INDUSTRIE.	MONTANT TOTAL des fonds disponibles.	MONTANT par membre.
Bâtiment.....	11,533,375 ^f	55 ^f 20
Mines et carrières.....	20,884,550	83,45
Métallurgie et mécanique.....	34,393,575	145,65
Textiles.....	15,727,725	140,10
Vêtements.....	2,183,675	45,30
Transport.....	10,140,025	83,30
Autres industries.....	9,184,975	49,75
ENSEMBLE.....	104,047,900	89,75

La plus riche de ces unions possédait une moyenne de plus de 20 livres sterling (400 fr.) par membre et comptait 18,474 membres.

Ce n'est qu'exceptionnellement qu'en France un syndicat comprend des membres appartenant à des localités ou à des régions différentes : en général, il est restreint à une localité déterminée ou à une région peu étendue. Il n'en est pas de même en Angleterre.

La plupart des grandes unions englobent des membres répartis sur tout le territoire ou dans une partie assez étendue du territoire : le plus souvent, d'ailleurs, elles sont divisées en sections (*branches*), de sorte que les unions de ce genre correspondent assez bien aux syndicats nationaux français, du type du syndicat national des chemins de fer en France.

Voici la liste des principales de ces unions :

NOMS DES UNIONS.	NOMBRE de branches ou sections.	NOMBRE de membres.
Amalgamated Engineers (Mécaniciens) [1851].....	626	86,248 ⁽¹⁾
Durham Miners (Mineurs du Durham) [1869].....	188	70,585 ⁽²⁾
Amalgamated Carpenters and Joiners (Charpentiers) [1860]...	816	61,222 ⁽³⁾
Yorkshire Miners (Mineurs du Yorkshire) [1858].....	148	60,000
Amalgamated Railway Servants (Employés de chemin de fer) [1871].....	628	55,941
United Boiler Makers and Iron and Steel Ship Builders (con- structeurs de navires) [1834].....	282	48,113
Gas Workers and General Labourers (Gaziers et manœuvres) [1889].....	332	46,014 ⁽⁴⁾
Lancashire and Cheshire Miners' Federation (Mineurs de Lan- cashire et Cheshire) [1897].....	98	39,763
Operative Bricklayers (Maçons de briques) [1848].....	354	38,743
Bristol, W. of England and S. Wales Operatives (Ouvriers de Bristol, de l'Angleterre occidentale et du Sud du pays de Galles) [1873].....	261	30,320
National Union of Boot and Shoe Operatives (Ouvriers de la chaussure [1874].....	54	28,011 ⁽⁵⁾
Postmen's Federation (Employés des postes) [1891].....	700	25,262 ⁽⁶⁾
Derbyshire Miners (Mineurs du Derbyshire) [1880].....	82	24,286
National Amalgamated Union of labour (Manœuvres) [1889]...	190	22,094
Nottinghamshire Miners (Mineurs du Nottinghamshire) [1880]..	45	20,839

A côté de ces grandes unions, il existe en Angleterre d'autres groupements d'unions; les conseils de métiers (trades councils), associations locales d'unions de professions le plus souvent diverses, correspondant à peu près aux unions locales et bourses du travail de France, et les « fédérations » qui réunissent des unions ou des associations d'unions de professions plus ou moins connexes appartenant au même groupe d'industrie.

Les conseils de métiers n'ont aucun pouvoir de direction sur les unions qui y sont représentées et ne peuvent pas non plus lever de contribution pour secours de grève ou autres.

Cependant il arrive fréquemment qu'ils examinent la cause ou l'objet d'un conflit, et, si cet examen est satisfaisant, ils délivrent des pouvoirs pour lever des fonds en leur nom et sous leur autorité. Ils lancent aussi des appels aux unions pour les engager à soutenir ceux qui sont engagés dans le conflit et distribuent les fonds recueillis. A l'occasion, ils disposent également d'une partie de leurs propres ressources en faveur d'ouvriers en grève ou victimes d'un lock out. Les revenus des conseils de métiers proviennent de contributions fixées en général à 10 ou 20 centimes par année et par membre avec une réduction quelquefois pour les unions nombreuses. Les dépenses sont, en général, exclusivement des dépenses d'administration. A la fin de 1901, il y avait en tout 181 conseils de métiers représentant 785,618 unionistes, chiffre inférieur au nombre réel des unionistes dans les unions représentées, une union de 1,000 membres ne payant le plus souvent que pour 800 ou moins. Beaucoup de ces conseils de métiers sont de peu d'importance : 59 ont

⁽¹⁾ Plus 4,695 en dehors de la Grande-Bretagne.

⁽²⁾ Plus 11,000 demi-membres (garçons).

⁽³⁾ Plus 5,796 en dehors de la Grande-Bretagne.

⁽⁴⁾ Dont 114 femmes.

⁽⁵⁾ Dont 752 femmes.

⁽⁶⁾ Dont 22 femmes.

moins de 100 membres. 8 englobent plus d'un tiers du total des membres représentés dans ces conseils : ils siègent, en suivant l'ordre de leur importance, d'après le nombre de leurs membres, à Londres, Glasgow, Liverpool, Nottingham, Birmingham, Manchester, Leicester et Sheffield.

On entend par « fédération » l'association d'unions appartenant à la même industrie ou à plusieurs industries, ayant entre elles plus ou moins de rapports. Ces fédérations sont organisées pour des buts précis avec des pouvoirs limités et bien définis sur les unions adhérentes. Ces pouvoirs varient beaucoup, suivant que les unions constituantes appartiennent à la même industrie ou à des industries distinctes.

Une fédération diffère d'un conseil de métiers (trades council) en ce que la fédération a une composition plus homogène, qu'elle possède certains pouvoirs de direction sur les unions affiliées et n'a pas un caractère purement consultatif. Les pouvoirs des fédérations sont très variés ; quelques-unes possèdent la plupart des pouvoirs d'une union, en ce qui concerne la défense des intérêts professionnels ; d'autres sont chargées de régler les relations mutuelles entre les unions groupant des ouvriers ayant des occupations différentes, mais se rattachant à un même groupe industriel ; d'autres, enfin, ne diffèrent des conseils de métiers que par le nom. Au point de vue de leur extension, les fédérations peuvent être restreintes à une ville, ou embrasser de vastes régions, tandis que d'autres englobent toutes ou presque toutes les unions d'un métier ou de métiers connexes.

Les fédérations du bâtiment sont presque toujours formées de professions voisines ou connexes et ont généralement un caractère local. Dans le groupe des métaux et de l'imprimerie, il y a également des fédérations de plusieurs métiers. Par contre, dans les mines et les textiles, les fédérations n'embrassent, en général, que des unions appartenant à un même métier. Les fédérations d'un seul métier ont habituellement le pouvoir de lever des contributions sur les membres des unions affiliées pour soutenir les adhérents engagés dans un conflit. Les fédérations de plusieurs métiers ne peuvent généralement agir que par voie de sollicitation ou d'appel, à la façon des conseils de métiers, pour lever des fonds. La fédération générale des unions (General Federation of Trade unions) fait exception à cette dernière règle. Elle lève des contributions sur ses unions affiliées et elle paye des subventions proportionnées aux unions engagées dans un conflit. Au point de vue des contributions et des subventions les unions sont classées en 2 catégories.

Les dépenses ordinaires de presque toutes les fédérations sont couvertes par des contributions globales des unions adhérentes basées sur le nombre déclaré des membres de ces unions, à raison de 10 à 30 centimes par membre et par trimestre.

Le règlement des conflits entre les unions est prévu, dans la plupart des fédérations de plusieurs métiers, par une clause des statuts d'après laquelle les conflits doivent être soumis aux membres de la fédération, dont la décision est définitive.

A la fin de 1901, il existait 107 fédérations ; au cours de l'année, 4 se sont dissoutes et 2 nouvelles se sont formées.

Voici les principales fédérations nationales, c'est-à-dire s'étendant sur tout le territoire de la Grande-Bretagne, avec la date de leur fondation, le nombre de leurs unions affiliées et celui de leurs membres :

	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de membres.
Fédération générale des unions (General Federation of Trade Unions) [1899].....	75 ⁽¹⁾	420,606

⁽¹⁾ Dont 4 fédérations.

	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de membres.
Fédération des mineurs (Miners Federation of Great Britain) [1889].....	13 ⁽¹⁾	344,412
Fédération des mécaniciens et constructeurs de navires (Federation of Engineering and Shipbuilding trades of the United Kingdom) [1889].....	21 ⁽²⁾	227,995
Association unifiée des ouvriers des fabriques textiles (United Textile Factory Workers Association) [1883].....	6 ⁽³⁾	145,000
Fédération nationale de l'imprimerie (1891).....	13	42,172
Association des ouvriers cardeurs (Amalgamated Association of Card and Blowing-room operatives) [1886].....	16	25,991
Fédération internationale des ouvriers des transports (International Transport Workers) [1896].....	3 ⁽⁴⁾	23,400
Fédération des mécaniciens-chauffeurs-électriciens (National Federation of protective Associations in connection with Steam and electric Power of Great Britain) [1893].....	11 ⁽⁵⁾	13,329
Fédération des ouvriers de l'État (United Government Workers' Federation) [1895].....	17 ⁽⁶⁾	12,300
Fédération des ouvriers du blanchiment, de la teinture et similaires (National Bleachers, Dyers and kindred Trades) [1896].	4	10,431

Le nombre des adhérents de la Fédération générale des Unions s'est accru de 33,910 en 1901. La majorité de cette Fédération est constituée par les unions des métaux (160,000 membres) et des manœuvres et dockers (100,000 membres). Ensuite viennent les unions des textiles et celles des vêtements avec 50,000 membres pour chaque groupe. Des 75 unions adhérentes à la Fédération générale, à la fin de 1901, 52, avec un total de 281,200 membres, étaient classées dans la première classe au point de vue des contributions et des subventions éventuelles et payaient 60 centimes par membre et par trimestre, et les 23 autres unions avec leurs 139,406 membres étaient rangées dans la seconde classe et payaient 30 centimes par membre.

A côté de cette Fédération il existait une autre Fédération d'un caractère aussi général; c'est la *National and International Federation of trade and labour Unions* fondée en 1898, mais les renseignements qu'elle a fournis au sujet du nombre de ses membres n'ont pas été jugés utilisables.

Enfin, en 1901, les unions ont tenu un congrès à Swansea qui a réuni 140 unions groupant 1,195,469. Elles ont tenu également en 1902 un congrès dont il a été rendu compte dans le précédent numéro du Bulletin.

MASSACHUSETTS.

Revue du travail du 1^{er} mai au 31 octobre 1902 ⁽⁷⁾. — Pendant cette période de 6 mois, le travail a été moins abondant dans les industries de la chaus-

(1) Dont 3 fédérations.

(2) Dont 1 fédération.

(3) Dont 4 fédérations.

(4) Non compris les associations étrangères groupant 91,740 membres.

(5) Dont 2 fédérations.

(6) Dont 2 sections d'unions.

(7) *Labor bulletin of the commonwealth of Massachusetts*, novembre, 1902.

sure et du vêtement, dans la métallurgie, le papier, la typographie, la reliure et le travail de la laine; les salaires ont baissé partout, excepté dans l'industrie du papier. Par contre, le travail a été plus actif, et les salaires ont augmenté, dans le bâtiment, dans la teinture, le travail du cuir, la fabrication des liqueurs et eaux gazeuses, des instruments de musique, des appareils de chauffage et d'éclairage, des machines, etc.

Dans l'ensemble, les établissements visités dans les diverses industries accusent une légère augmentation de personnel.

De février 1898 à la fin d'octobre 1902, tandis que l'ensemble de la population ne s'est accru que de 10.93 p. 100, le personnel employé dans l'industrie a augmenté de 17.77 p. 100 et le total des salaires payés de 42.27 p. 100. La situation des salaires s'est donc améliorée depuis 1898, puisque non seulement le taux du salaire s'est élevé mais parce qu'il y a beaucoup plus de personnes employées à ce taux de salaire élevé.

Grèves. — Au cours du troisième trimestre 1902 on a enregistré 64 grèves, soit un nombre de beaucoup inférieur à celui de la période correspondante de 1901. Ces grèves ont été en général de courte durée et bien que, dans certain cas, le nombre des chômeurs ait été assez élevé, elles se sont presque toutes terminées soit à l'amiable, soit par le remplacement immédiat des grévistes. Le tableau suivant indique les causes et les résultats des conflits.

	TOTAL des grèves.	RÉUSSITE.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.	INCONNU et grèves non terminées.
Pour une question de salaires.....	24	8	5	6	5
de durée de travail..	3	"	1	2	"
de salaires et de durée de travail.....	11	2	3	4	2
Autres causes.....	26	10	5	9	2
TOTAUX.....	64	20	14	21	9

Les grèves se répartissent comme suit par industries :

Textiles.....	9	Vêtement.....	3
Chaussure.....	9	Alimentation.....	3
Bâtiment.....	8	Cuirs, tannerie.....	4
Mancœuvres.....	8	Typographie.....	2
Métallurgie.....	5	Travail du bois.....	2
Carrières.....	5	Constructions navales.....	1
Mécaniciens.....	4	Électricité.....	1

Le personnel employé dans l'industrie en 1900. — Le bureau de statistique ouvrier des Massachussets a dressé le tableau du personnel employé dans l'industrie, en se basant sur les renseignements recueillis lors du recensement de 1900. Bien que ces chiffres aient pu changer légèrement au cours de ces deux dernières années, ils n'en indiquent pas moins comment se répartit la population industrielle de l'État.

Cette population est divisée en 5 groupes: propriétaires; surveillants (contre-maitres, contrôleurs, etc); mécaniciens (mécaniciens-chauffeurs, emballeurs, for-

gerons, etc., et toutes les personnes ne s'occupant pas *directement* de la fabrication dans une industrie); ouvriers; manœuvres.

Pour une population industrielle de 510,442 personnes, on compte :

Propriétaires	5.25 p. o/o
Surveillants	2.91 —
Mécaniciens	2.25 —
Ouvriers	86.05 —
Manœuvres	3.54 —
TOTAL.....	100.00 p. o/o

Ces proportions varient, naturellement, selon les industries ainsi que le montrent les quelques exemples suivants :

	PERSONNEL TOTAL.	PROPRIÉ- TAIRES.	SURVEIL- LANTS.	MÉCANI- CIENS.	OUVRIERS.	MANŒU- VRES.
Chaussures	72,746	2.60	3.25	1.91	91.87	0.37
Briqueteries, tuileries	2,329	4.08	3.18	1.37	38.13	53.24
Bâtiment	70,811	11.60	0.59	0.83	84.94	2.04
Fabriques d'outils	2,515	5.21	3.22	19.08	70.46	2.03
Gaz et sous-produits	1,011	0.89	19.78	8.80	20.18	50.35
Parfumerie	48	39.58	8.33	12.50	35.42	4.17
Cotonnades	80,916	0.19	3.98	3.38	89.81	2.64

PAYS-BAS.

La Revue du Bureau central de statistique ⁽¹⁾. — Une revue officielle de statistique ouvrière vient d'être fondée aux Pays-Bas, sous le nom de « *Revue du Bureau central de statistique du royaume des Pays-Bas (Tijdschrift van het centraal bureau voor de Statistiek)* ». La première livraison, la seule parue jusqu'ici, porte la date d'octobre 1902; les autres livraisons se succéderont tous les trois mois, à moins que l'abondance des matières ne rende nécessaire une périodicité à intervalles plus rapprochés.

La revue est élaborée par le Bureau central de statistique, qui a été créé à la suite de la réorganisation de la statistique officielle par le décret royal du 9 janvier 1899, et qui a été spécialement chargé de la statistique du travail. Le Bureau central de statistique utilise en première ligne les rapports que les chambres du travail, instituées par la loi du 2 mai 1897 ⁽²⁾, sont tenues d'adresser au ministre de l'intérieur et dont la forme a été arrêtée par le ministre, le 7 janvier 1902. Le Bureau a pu constater que si les renseignements fournis par les chambres du travail dans leurs rapports ne répondent pas tous aux exigences de la méthode statistique, beaucoup de ceux qui concernent les salaires et la durée du travail ont une valeur incontestable. Toutefois, comme ces renseignements ne se rapportent qu'aux communes où existent des chambres du travail et qu'aux professions pour lesquelles il a été institué de ces assemblées, le Bureau central s'est trouvé dans la nécessité de recourir à d'autres sources d'informations. C'est ainsi qu'il a demandé aux différents départements ministériels de fournir des renseignements sur les

⁽¹⁾ D'après le *Tijdschrift van het centraal bureau voor de Statistiek* (*Revue du bureau central de statistique des Pays-Bas*), 1^{re} livraison, La Haye, 1902.

⁽²⁾ Voir le texte de cette loi, *Bulletin de l'Office du travail*, 1897, page 476.

salaires et la durée du travail des ouvriers employés par le gouvernement. De même pour les grèves, le Bureau ne se contente pas des rapports fournis par les chambres du travail. Dès qu'une grève est portée à sa connaissance il envoie des questionnaires à remplir aux patrons et ouvriers intéressés. Le Bureau utilise également les renseignements fournis par la presse.

La revue contient : 1° le tableau, par ville et par industrie, des salaires usuels en florins par semaine des différentes catégories d'ouvriers en distinguant pour chaque catégorie d'ouvriers, les hommes, les femmes, les garçons et les filles ; 2° le tableau, par ville et par industrie de la durée du travail usuelle des ouvriers, avec l'indication de l'heure du commencement et de la fin du travail, de la durée des repos et du travail du dimanche ; 3° le tableau de la répartition par profession et par industrie, des ouvriers d'après le salaire qui leur est payé par heure ; 4° la même répartition d'après la durée journalière de travail ; 5° le tableau du nombre des ouvriers employés au travail supplémentaire, au travail de nuit et au travail du dimanche, avec la rétribution qui leur est allouée pour ces travaux dans les diverses villes et professions. Ces cinq tableaux sont établis à l'aide des renseignements fournis chaque trimestre par les chambres du travail.

En outre, la revue donne le tableau des grèves et lock-outs, les professions et localités dans lesquelles se produisent les conflits, leur durée, leurs causes, leurs résultats. En ce qui concerne les ouvriers, le tableau distingue les grévistes proprement dits, ceux qui ont été contraints au chômage par la grève et ceux qui ont continué à travailler. Il indique également si les patrons et les ouvriers intéressés sont syndiqués ou non, et le nombre des ouvriers que le patron a refusé de reprendre à l'issue de la grève.

Enfin la revue donne l'état du marché du travail, le mouvement des syndicats, le placement des bourses du travail, le prix du détail de diverses denrées, des renseignements sur les caisses d'épargne, la réglementation des salaires et des heures de travail dans les travaux publics, etc., ainsi qu'une revue des questions ouvrières et sociales à l'étranger.

Le Bureau se propose, en outre, de poursuivre l'enquête commencée sur les syndicats ouvriers, dont les premiers résultats ont été publiés, en 1896, par la Commission centrale de statistique et d'en entreprendre d'autres sur les habitations ouvrières, l'hygiène sociale, la fréquentation scolaire, l'assistance des enfants à l'école, le travail dans les prisons, les maisons de travail, l'émigration, etc.

Les chambres du travail en 1902. — D'après la loi du 2 mai 1897 ⁽¹⁾ il peut être créé par décret royal, rendu sur la proposition du ministre des travaux publics ⁽²⁾, des chambres du travail s'étendant à un ou plusieurs métiers et à une ou plusieurs communes, chargées de recueillir des informations sur le travail, de donner leur avis sur les questions intéressant le travail et de prévenir ou de terminer les conflits qui peuvent s'élever entre patrons et ouvriers au moyen de la conciliation ou de l'arbitrage.

Depuis la mise en vigueur de la loi, c'est-à-dire depuis le 1^{er} février 1898 jusqu'au 1^{er} janvier 1902, il a été institué 86 chambres du travail, sur lesquelles 70 seulement ont fourni le rapport qu'elles sont tenues d'adresser au ministre en vertu de l'article 33 de la loi. Voici comment se répartissent, avec le nombre de leurs

(1) Voir le texte de cette loi, *Bulletin de l'Office du travail*, 1897, p. 476.

(2) Depuis le 26 janvier 1901, sur la proposition du ministre de l'intérieur, sous l'autorité duquel les chambres du travail sont désormais placées.

membres et des réunions qu'elles ont tenues en 1901, ces 70 chambres du travail entre les différentes catégories professionnelles.

	NOMBRE de chambres.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de réunions en 1901.
Construction d'édifices.....	17	165	191
Alimentation.....	12	116	118
Imprimerie.....	5	48	44
Industrie textile.....	4	38	24
Tabacs.....	4	39	49
Métaux et bois.....	4	40	50
Poteries et faïences.....	1	9	4
Habillement.....	9	87	75
Divers.....	14	134	91
TOTAL.....	70	676	646

16 chambres du travail n'ont pas fourni de rapport; 3 de ces chambres appartiennent à la construction, 2 à l'alimentation, 2 à l'imprimerie; 1 aux métaux et bois, 1 aux poteries et faïences, 7 à divers métiers.

Grèves et lock-outs en 1901 ⁽¹⁾. — La statistique des grèves et lock-outs en 1901 a été établie par les soins du Bureau central de statistique à l'aide des documents suivants : pour les grèves postérieures au mois de juillet 1901, le Bureau s'est servi de questionnaires adressés aux patrons et ouvriers intéressés; pour les grèves antérieures, le Bureau a dû recourir à des coupures de journaux, de sorte que cette statistique offre certaines lacunes.

D'après cette statistique, 115 grèves ont commencé en 1901; voici comment elles se répartissaient entre les différentes catégories d'industries, d'après leur importance, leur durée et leurs résultats, dans la mesure où il été possible d'obtenir ces divers renseignements :

CATÉGORIE D'INDUSTRIES.	NOMBRE de GRÈVES.	NOMBRE D'ÉTABLIS- SEMENTS atteints.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE DE JOURS.	RÉSULTATS CONNUS.		
					RÉUSSITE.	ÉCHEC.	TRANSAC- TION.
Bâtiment.....	29	26 ⁽¹⁾	1,578 ⁽²⁾	261 1/2 ⁽³⁾	9	10	4
Diamants.....	5	5	?	61 ⁽⁴⁾	4	"	"
Agriculture et tourbières.	30	111 ⁽⁵⁾	1,421 ⁽⁶⁾	196 ⁽⁷⁾	11	8	6
Métaux, pierres, bois et papier.....	15	13 ⁽⁸⁾	406 ⁽⁹⁾	50 ⁽¹⁰⁾	6	1	3
Textile et vêtements.....	7	7	108 ⁽¹¹⁾	127 ⁽¹¹⁾	3	3	"
Transport.....	10	12 ⁽¹²⁾	558 ⁽¹³⁾	163 ⁽¹⁴⁾	2	5	1
Alimentation.....	13	13	82 ⁽¹⁵⁾	146 1/2 ⁽¹⁶⁾	3	4	3
Divers.....	6	5 ⁽¹⁷⁾	29 ⁽¹⁸⁾	53 ⁽¹⁹⁾	1	2	"
TOTAUX.....	115	192 ⁽²⁰⁾	4,182 ⁽²¹⁾	1,058 ⁽²²⁾	39	33	17

⁽¹⁾ Pour 22 conflits. — ⁽²⁾ Pour 21 conflits. — ⁽³⁾ Pour 21 conflits. — ⁽⁴⁾ Pour 4 conflits. — ⁽⁵⁾ Pour 12 conflits. — ⁽⁶⁾ Pour 11 conflits. — ⁽⁷⁾ Pour 21 conflits. — ⁽⁸⁾ Pour 12 conflits. — ⁽⁹⁾ Pour 8 conflits. — ⁽¹⁰⁾ Pour 5 conflits. — ⁽¹¹⁾ Pour 5 conflits. — ⁽¹²⁾ Pour 8 conflits. — ⁽¹³⁾ Pour 6 conflits. — ⁽¹⁴⁾ Pour 8 conflits. — ⁽¹⁵⁾ Pour 6 conflits. — ⁽¹⁶⁾ Pour 7 conflits. — ⁽¹⁷⁾ Pour 5 conflits. — ⁽¹⁸⁾ Pour 1 conflit. — ⁽¹⁹⁾ Pour 5 conflits. — ⁽²⁰⁾ Pour 84 conflits. — ⁽²¹⁾ Pour 58 conflits. — ⁽²²⁾ Pour 76 conflits.

⁽¹⁾ *Werkstakingen en Uitsluitingen in Nederland gedurende 1901*, La Haye, 1902. (Supplément de la Revue du bureau central de statistique des Pays-Bas, 1^{re} livraison.)

Le tableau suivant donne la répartition des grèves d'après leurs causes.

	RÉSULTATS CONNUS.					
	NOMBRE de grèves.	Réussite.	Échec.	Transaction.	Douteux.	Inconnus.
Augmentation de salaire.	62	19	18	13	#	12
Maintien du salaire.	15	7	3	2	2	1
Autres questions de sa- laire.....	7	3	1	#	#	3
Durée du travail.....	3	1	1	#	#	1
Questions syndicales....	5	1	2	1	#	1
Réintégration d'ouvriers.	15	5	6	#	1	3
Réglementation du tra- vail.....	1	#	1	#	#	#
Divers.....	6	2	1	1	#	2
Inconnus.....	1	1	#	#	#	#
TOTAUX.....	115	39	33	17	3	23
Proportion pour 100 grèves	100	33.91	28.70	14.78	2.61	20
Proportion pour 100 ré- sultats connus.....	100	42.39	35.87	18.48	3.26	#

Voici comment se répartissaient, d'après les résultats, les 58 grèves pour lesquelles le nombre des ouvriers en chômage est connu :

	NOMBRE de grèves.	NOMBRE d'ouvriers.	PROPORTION pour 100 ouvriers.
Réussite.....	17	1,493	35.70
Échec.....	21	1,289	30.82
Transaction.....	11	1,180	28.22
Résultat douteux.....	1	34	0.81
Résultat inconnu.....	8	186	4.45
	58	4,183	100.00

Au point de vue de la durée : 2 grèves ont duré moins d'un jour, 40 de 1 à 7 jours, 10 de 1 à 2 semaines, 18 de 2 à 6 semaines, 6 de 6 à 13 semaines; la durée de la grève est inconnue dans 39 cas.

Enfin sur les 62 grèves dont le mode de règlement est connu, 34 se sont terminées par un arrangement direct entre leurs parties ou leurs représentants, 8 par la médiation d'autres personnes, 6 par l'engagement d'autres ouvriers et 14 par la cessation pure et simple de la grève. Au point de vue des résultats, les 34 grèves qui ont pris fin à la suite d'un accord amiable, se divisent ainsi : 25 réussites, 2 échecs, 7 transactions. Dans les 8 grèves qui se sont terminées par l'intervention de personnes étrangères, la médiation a été favorable aux ouvriers dans un cas, défavorable dans un autre cas; elle a abouti à une transaction dans les 6 autres cas.

Enfin il y a eu, en dehors des 115 grèves, 7 lock-outs, parmi lesquels 6 ont duré respectivement 148, 120, 75, 20, 11 et 6 jours.

Au point de vue de la cause, les 7 lock-outs se répartissaient ainsi :

Questions syndicales.....	3
Refus des ouvriers de travailler avec certains de leurs camarades.....	2
Question de salaires.....	1
Cause inconnue.....	1

Dans deux lock-outs les patrons ont réussi; dans deux autres, les ouvriers ont obtenu de ne pas travailler avec leurs camarades qu'ils avaient mis à l'index, dans un autre cas la chambre du travail est intervenue; dans les deux autres cas le résultat est inconnu.

SUISSE.

La statistique des industries en 1901 ⁽¹⁾. — On comptait en 1901; 6,080 établissements industriels, occupant ensemble 242,534 ouvriers; ces mêmes chiffres étaient respectivement de 4,933 et 200,199 en 1895 et de 3,786 et 159,543 en 1888. Les cantons contenant le plus grand nombre de fabriques étaient ceux de Zurich (979), Berne (831), Saint-Gall (749), Aargau (450).

Le personnel ouvrier (242,534) se décomposait en 150,203 hommes et 92,331 femmes. Parmi les hommes, 16,669 étaient âgés de 14 à 18 ans, 117,397 de 18 à 50 ans et 16,137 de plus de 50 ans; parmi les femmes, 18,603 avaient de 14 à 18 ans, 67,374 de 18 à 50 ans et 6,354 plus de 50 ans. Le nombre des ouvriers travaillant à domicile s'élevait à 52,291.

Si l'on examine comment se décomposent ces divers chiffres, par groupes d'industries, on obtient les résultats suivants :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOM- BRE D'ETA- BLISSE- MENTS.	PERSONNEL AGE							OU- VRIERS à DOMICILE.
		DE 14 à 18 ans		DE PLUS de 18 ans		TOTAL.			
		Hom- mes.	Fem- mes.	Hom- mes.	Fem- mes.	Hom- mes.	Fem- mes.	ENSEM- BLE.	
Textiles.....	1,730	4,552	12,122	28,630	51,879	33,192	64,001	97,193	39,838
Cuirs et peaux.....	146	899	1,278	4,480	2,606	5,389	3,884	9,273	1,573
Alimentation.....	638	871	1,766	8,696	7,060	9,567	8,826	18,393	601
Industries chimiques.....	279	265	245	5,701	805	5,966	1,050	7,016	808
Papier, industries graphiques	496	1,455	915	8,779	2,632	10,234	3,547	13,781	222
Bois.....	852	748	49	13,450	227	14,198	276	14,474	529
Mise en œuvre des métaux.....	377	1,443	122	10,434	732	11,877	851	12,731	112
Machines.....	522	3,316	108	28,855	368	32,171	476	32,647	989
Bijouterie, horlogerie.....	663	1,730	1,919	14,127	7,082	15,857	9,001	24,858	7,591
Terres et pierres.....	398	1,390	79	10,362	337	11,752	416	12,168	25
TOTAL.....	6,080	16,669	18,603	133,534	73,728	150,203	92,331	242,534	52,291

Sur les 242,534 ouvriers employés, 202,466 étaient de nationalité suisse et 10,068 de nationalité étrangère (18,375 allemands, 4,204 français, 14,028 italiens etc.). Sur les 6,080 établissements, 1,543 n'employaient pas de moteurs. Parmi

⁽¹⁾ *Annuaire statistique de la Suisse*, 1902.

les 4,537 établissements employant la force mécanique, on en comptait 1,089 employant exclusivement l'eau, 696 la vapeur, 805 l'électricité, 760 d'autres moteurs, et 1,187 faisant usage de forces motrices diverses. Le total des chevaux de force était de 320,432 (dont 31,395 données à louage, 289,037 réellement disponibles).

Au point de vue du nombre d'heures de travail hebdomadaire, les établissements se répartissent comme suit dans les différentes industries :

INDUSTRIES.	ÉTABLISSEMENTS TRAVAILLANT JUSQU'À					
	65 HEURES.	62 HEURES et demie.	60 HEURES.	57 HEURES.	54 HEURES.	Moins de 54 HEURES.
Textiles.....	1,121	159	347	44	11	15
Peaux, cuirs, cornes, etc.....	51	24	55	6	4	1
Alimentation.....	359	46	188	12	11	8
Industries chimiques.....	119	28	96	9	5	6
Papier et imprimerie.....	61	15	126	73	197	25
Bois.....	324	46	442	7	5	2
Métaux.....	87	24	252	5	5	1
Machines.....	128	41	310	25	7	4
Bijouterie, horlogerie.....	302	126	207	4	2	4
Pierres et terres, salines.....	243	27	98	6	3	2
TOTAUX.....	2,782	533	2,120	188	248	68

Il résulte de ce tableau que plus de la moitié des établissements (près de 56 p. 100) font plus de 60 heures par semaine, c'est-à-dire plus de 10 heures par jour en moyenne, et près de 47 p. 100 font jusqu'à 65 heures

Les diverses industries se classent ainsi d'après la durée du travail hebdomadaire.

INDUSTRIES.	PROPORTION P. 100 des établissements travaillant par semaine.		
	Plus de 60 HEURES.	60 HEURES.	Moins de 60 HEURES.
Industries textiles.....	76	20	4
Pierres et terres.....	71	26	3
Bijouterie, horlogerie.....	66	32	2
Alimentation.....	65	30	5
Industries chimiques.....	56	36	8
Peaux, cuirs, etc.....	53	39	8
Bois.....	45	53	2
Machines.....	33	60	7
Métaux.....	30	67	3
Papier et imprimerie.....	15	25	60
ENSEMBLE.....	56	36	8

l'exploitation des entreprises de transport et de communications. (1). —
ARTICLE PREMIER. — Sont soumises à la présente loi : les entreprises de chemins de fer et de navigation à vapeur, l'administration des postes, celle des télégraphes, y compris celle des téléphones, et les autres entreprises de transport et de communications concédées par la Confédération ou exploitées directement par elle.

La loi est applicable aux personnes qui ont l'obligation de vouer tout leur temps ou la majeure partie de leur temps au service d'exploitation de ces entreprises.

Sont réservées les dispositions de la loi sur les fabriques.

ART. 2. — La durée réelle du travail des fonctionnaires, employés et ouvriers ne doit pas dépasser onze heures par jour. Le Conseil fédéral peut ordonner que cette durée soit réduite lorsque des circonstances spéciales rendent une réduction nécessaire.

ART. 3. — La durée du repos ininterrompu est fixée à dix heures au moins pour le personnel circulant des locomotives et des trains et à neuf heures au moins pour le reste du personnel. Le repos de neuf heures pourra être réduit à huit heures au moins lorsque l'employé demeure dans un bâtiment de l'entreprise situé à proximité de l'endroit où il travaille.

Il est permis de réduire à huit heures le repos de dix et de neuf heures si des circonstances particulières l'exigent, ou s'il est ainsi possible d'accorder aux employés des repos plus longs à leur domicile, à la condition qu'ils puissent jouir d'un repos de dix ou de neuf heures tous les trois jours en moyenne.

La journée de travail sera coupée en deux parties à peu près égales par un repos d'une heure au moins. Le repos devra, autant que possible, pouvoir être pris à domicile.

ART. 4. — La durée des heures de présence, durant les 24 heures, est fixée au maximum à 14 heures pour le personnel des locomotives et des trains, à 12 heures pour les femmes gardes-barrière et, pour le reste du personnel, à 16 heures s'il loge dans un bâtiment de l'entreprise situé à proximité de l'endroit où il travaille, à 15 heures dans le cas contraire.

Les heures de présence fixées à 14 et à 15 peuvent être portées à 16 si des circonstances particulières l'exigent, à la condition que les heures de présence ne dépassent pas 14 ou 15 tous les trois jours en moyenne.

ART. 5. — Il est interdit d'occuper des femmes dans le service ininterrompu de nuit, c'est-à-dire de 11 heures du soir à 4 heures du matin. Réserve est faite en ce qui concerne les employées du télégraphe, du téléphone, les gardiennes, les surveillantes de cabinets de toilette, les femmes chargées du nettoyage ou de services de même nature.

Abstraction faite des gardes de nuit proprement dits, le même employé ne peut être occupé au service de nuit plus de quatorze jours par mois.

Le travail de nuit, c'est-à-dire le travail entre 11 heures du soir et 4 heures du matin, doit être calculé avec une majoration de 25 p. 100 dans les tableaux de service.

ART. 6. — Les fonctionnaires, employés et ouvriers ont, durant l'année, 52 jours libres, convenablement répartis, dont 17 coïncideront en tout cas avec un dimanche.

La suspension du travail est de 24 heures; elle sera prolongée de 8 heures au moins, si elle n'a pas été précédée, sans intervalle ou à peu d'intervalle, du repos ininterrompu exigé à l'article 3. Elle doit toujours se terminer par un repos de nuit et être fixée de manière à permettre à l'employé d'en jouir à son domicile.

(1) D'après la *Feuille fédérale suisse* du 7 janvier 1903. Le délai d'opposition constitutionnelle expire le 7 avril 1903.

ART. 7. — Tous les fonctionnaires, employés et ouvriers des entreprises de transport et de communications ont droit à un congé ininterrompu de huit jours au moins pris sur les 52 jours de repos par an.

Après la 9^e année de service ou la 33^e année d'âge révolue, le personnel des chemins de fer principaux a droit à ce congé ininterrompu en sus des 52 jours de repos. Le congé sera prolongé d'un jour par trois ans de service en plus.

Après la 10^e année de service, le nombre des jours de repos par an, y compris le congé ininterrompu, est porté à 60 jours pour tous les autres fonctionnaires, employés et ouvriers des entreprises de transport et de communications.

Les années de service mentionnées dans cet article courent dès l'entrée au service d'une entreprise de transport et de communications soumise aux dispositions de la présente loi.

Aucune retenue ne peut être faite sur les salaires ou sur les traitements à raison des congés garantis par la présente loi.

ART. 8. — Lorsque les repos exigés à l'article 3 ne peuvent pas être utilisés à domicile et lorsque les repas doivent être pris à l'endroit où le service s'effectue, les entreprises sont tenues de mettre à la disposition du personnel des locaux chauffables et pourvus d'appareils pour réchauffer les mets, à moins que des difficultés particulières ne s'y opposent.

En général, les locaux assignés aux fonctionnaires, employés et ouvriers, comme logement ou pour y séjourner pendant les heures de repos, doivent présenter toutes les conditions de salubrité nécessaires à la santé du personnel, être chauffables et offrir un certain confort.

ART. 9. — L'ensemble du service des marchandises est interdit le dimanche, ainsi que les jours de fête générale : Nouvel-an, Vendredi-saint, Ascension et Noël. Le transport des marchandises et du bétail en grande vitesse demeure toutefois réservé.

Il est réservé aux cantons de désigner en outre quatre jours de fête par année pendant lesquels les marchandises en petite vitesse ne pourront être ni acceptées, ni livrées.

ART. 10. — Lorsque des circonstances spéciales le rendent nécessaire, le Conseil fédéral est autorisé à déroger, par des mesures exceptionnelles, aux dispositions de la présente loi.

ART. 11. — Le Conseil fédéral fera contrôler l'exécution de la présente loi par des organes spéciaux du département des Postes et des Chemins de fer.

Pour faciliter ce contrôle, le personnel tiendra des cahiers de service. Le Conseil fédéral édictera les prescriptions nécessaires dans le règlement d'exécution.

ART. 12. — Les contraventions à la présente loi seront, à la requête du Conseil fédéral, punies par les tribunaux cantonaux d'une amende pouvant s'élever à 500 francs et, en cas de récidive, à 1,000 francs.

La peine est encourue alors même que l'employé aurait déclaré renoncer au repos garanti par la loi.

ART. 13. — La présente loi abroge celle du 27 juin 1890, concernant la durée du travail dans l'exploitation des chemins de fer et des autres entreprises de transport et la loi complémentaire du 22 décembre 1892, concernant l'administration des télégraphes.

ART. 14. — Le Conseil fédéral est chargé d'exécuter la présente loi et de promulguer les règlements d'exécution nécessaires.

ART. 15. — Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêts fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

pendant le mois de janvier 1903, en ce qui concerne les questions
ouvrières et sociales.

Apprentissage. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 janvier 1903. — Dépôt, par M. Engerand, d'une proposition de loi relative à l'apprentissage de la dentelle à la main. (Doc. parl. n° 714.)

Bien de famille insaisissable. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 janvier 1903. — Dépôt, par M. Pierre Lebaudy, d'une proposition de loi ayant pour objet de créer, en France, des biens insaisissables de famille. (Doc. parl. n° 653.)

Caisses d'épargne. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 décembre 1902. — Dépôt, par M. Lechevallier, d'une proposition de loi ⁽¹⁾ tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne. (Doc. parl. n° 586, *J. O.*, p. 508)

Code du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 janvier 1903. — Dépôt, par M. Dejeante, d'une proposition de loi sur le Code du travail.

————— Séance du 15 janvier 1903. — Dépôt, par M. Ch. Benoist, d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à la Chambre un projet de Code du travail. (Doc. parl. n° 642.)

Conseils du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 janvier 1903. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'institution des conseils constitutifs du Travail ⁽²⁾.

Économats. — *Chambre des députés.* — Séance du 20 janvier 1903. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toute sorte. (Doc. parl. n° 684.)

Mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 janvier 1903. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi ayant pour but 1° l'annulation des contrats qui ont aliéné la propriété nationale des mines; l'exploitation des mines par les travailleurs y employés. (Doc. parl. n° 650.)

Mont-de-piété. — *Sénat.* — Séance du 19 janvier 1903. — Dépôt, par M. Paul Strauss, d'une proposition de loi tendant à la réorganisation du service de la prise des gages du Mont-de-Piété de Paris. (Doc. parl. n° 11.)

Placement. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 janvier 1903. — Dépôt, par M. Georges Berry, d'une proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toute profession. (Doc. parl. n° 646.)

————— Séance du 26 janvier 1903. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toute profession. (Doc. parl. n° 701.)

⁽¹⁾ C'est par suite d'une erreur que cette proposition ne figure pas dans l'état de projets et propositions de loi au 1^{er} janvier 1903, qui a paru dans le Bulletin du mois dernier.

⁽²⁾ Voir, dans le Bulletin de janvier 1903, l'état des projets et propositions de loi, p. VII.

Syndicats. — *Chambre des Députés.* — Séance du 26 janvier 1903. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. (Doc. parl. n° 703.)

Warrants agricoles. — *Sénat.* — Séance du 16 janvier 1903. — Dépôt, par M. Louis Legrand, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. (Doc. parl. n° 4.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ardennes. — L'état général de l'industrie *métallurgique* de Nouzou laisse à désirer; le travail à sensiblement diminué, le chômage est à craindre; le nombre des établissements est resté le même et la durée du travail, depuis le 1^{er} Avril 1902, est fixée à 10 heures dans tous les établissements. Dans la *boulonnerie*, à Charleville, le travail a été aussi beaucoup moins abondant; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures 1/2 sauf le lundi où l'on ne travaille que de 9 heures du matin à 6 heures 1/2 du soir.

CHAMBRE DE COMMERCE DE SEDAN. — La situation de l'industrie *drapière* au cours du 2^{me} semestre de 1902, est restée sensiblement la même que l'an dernier à pareille époque. Elle est toujours peu satisfaisante pour les articles fins dont Sedan s'est fait une spécialité, par contre, les articles bon marché ont pris un grand développement grâce aux soins apportés à la fabrication. Pas de changement bien appréciable dans les industries *métallurgiques* de la région. Celles de la Gironne et de Raucourt se sont maintenues dans une certaine moyenne d'activité, sinon lucrative, au moins rémunératrice; mais elles se ressentent un peu de la concurrence des produits similaires fabriqués en Allemagne. Les *aciers polis* ardennais luttent encore avantageusement contre les produits étrangers. Les industries *métallurgiques de transformation* ont surtout souffert de la crise qu'a traversée la *métallurgie* en général.

Calvados. — A Caen, l'industrie du *bois* est peu active; la durée du travail a été légèrement réduite par suite de la diminution des heures de jour; on ne fait actuellement que 8 heures. Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Falaise, la situation industrielle reste sensiblement la même que le trimestre précédent. Aucun changement appréciable n'est survenu dans la situation industrielle de la circonscription des Conseils de prud'hommes de Condé-sur-Noireau dont la principale industrie est la fabrication des tissus de coton comprenant la filature et le tissage; pas de variations dans le nombre des établissements et l'importance du personnel occupé; les salaires sont stationnaires.

Cher. — A Jouet-sur-l'Aubois, dans les *fabriques de chaux*, le travail est normal. Comme tous les ans à la saison d'hiver, la durée du travail a été légèrement réduite; en novembre et décembre, les ouvriers ne font en moyenne que 54 heures par semaine. Dans la circonscription du conseil de prud'hommes de Bourges, aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie, dans le nombre des établissements, l'importance du personnel occupé, la durée du travail et le taux des salaires.

Hérault. — Peu d'activité chez les *Camionneurs* de Béziers en raison du peu de transactions commerciales et aussi du mauvais état des routes; un établissement occupant 4 ouvriers a été fermé; la durée du travail a été légèrement réduite. Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Béziers, la situation industrielle a été satisfaisante, au

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1902.

cours du 4^e trimestre de 1902, par suite des travaux des vendanges qui ont permis d'occuper les ouvriers et ouvrières des différentes industries; le chômage a pu être ainsi évité.

Loire. — A Roanne, dans l'industrie *cotonnière*, le travail reste sensiblement le même que l'an dernier; néanmoins la saison d'hiver a amené une activité plus grande dans la fabrication et la suspension du repos habituel du samedi soir pendant 3 mois; il y a eu une légère augmentation de la durée du travail; les ouvriers font actuellement 63 heures par semaine.

Des indications analogues sont fournies par le conseil des prud'hommes de Roanne, qui annonce qu'après une période de chômage de 3 semaines en octobre dernier, le travail a repris toute son activité à la fin du 4^e trimestre. Tous les métiers sont occupés et la situation générale des différentes industries est satisfaisante.

Travail plus abondant que le trimestre précédent dans l'industrie des *rubans* de Saint-Etienne qui est fort à la mode; pas de variations dans le nombre des établissements, la durée du travail et le taux des salaires. Chez les fabricants de *limes* de Chambon-Feugerolles il y a eu peu d'activité et le chômage est à craindre; la durée du travail a été réduite et atteint 50 heures environ.

D'après le conseil des prud'hommes de Saint-Chamond, une seule des industries du canton, l'industrie de la *teinture* a pu se maintenir dans une bonne moyenne de travail. L'industrie des *fers* a vu ses commandes diminuer considérablement; un tiers des ouvriers est en chômage. L'industrie de la *houille*, bien éprouvée par la dernière grève, a repris son activité normale. Enfin l'industrie des *lacets* souffre toujours des difficultés de la vente; un établissement a cessé de fonctionner.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, état stationnaire dans la *meunerie*. A Reims, situation peu satisfaisante chez les *brasseurs*: on a constaté une diminution de production d'environ 2/5 sur les années précédentes; le tiers des ouvriers ont été congédiés; ce malaise a pour causes principales la vente des bières en bouteilles d'où résulte une perte énorme de matériel, et le bas prix des vins. Deux brasseries, occupant ensemble de 40 à 50 ouvriers, ont été fermées; la durée de la journée de travail est toujours la même: 10 heures pour les hommes et 8 heures pour les femmes employées à la cannerie. Dans la *teinture* et apprêts, le travail est moins abondant que l'an dernier; la durée du travail a été réduite, elle est en ce moment de 45 à 50 heures; les ouvriers chôment une journée ou deux par semaine. Dans l'industrie *textile*, le travail est aussi peu actif; il y a eu une forte diminution du nombre de métiers en activité; mais la durée du travail est restée la même.

D'après le conseil des prud'hommes de Reims, la situation industrielle n'est pas satisfaisante: le chômage s'accroît de jour en jour dans l'industrie *textile*, et en particulier dans les *peignages* de laine. Un grand établissement de filature et tissage est sur le point de fermer ses portes; la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas été modifiés.

CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (2^e semestre 1902). — Situation satisfaisante dans la *meunerie*. Pas de changements dans la *brasserie*, la concurrence des vins à bon marché se fait toujours sentir, cependant la mauvaise récolte des vins de 1902 permet d'espérer pour 1903 une sérieuse reprise d'affaires.

A la suite de deux récoltes consécutives où la betterave a donné un rendement exceptionnel, l'industrie sucrière s'est trouvée dans une situation difficile. Dans l'industrie du *bâtiment* il n'y a pas eu, en 1902, l'activité qui règne généralement pendant la période de juillet à octobre; cette industrie n'ayant d'autre aliment que les travaux d'entretien et les réparations ne se maintient que péniblement. Dans la *verrière*, la campagne s'annonce comme des plus médiocres; les fabricants s'attachent à conserver leurs ouvriers pendant cette période difficile, tout en évitant de constituer des stocks trop importants. Les travaux agricoles dans la région d'Epernay ont été très actifs; la récolte de 1902 a été très abondante, mais les pluies qui sont survenues ont causé de grands dommages et diminué la qualité du grain; néanmoins, la situation est en général satisfaisante.

La récolte de la betterave a été très inférieure à celle de l'année précédente. Quant à la viticulture, l'année 1902 comptera parmi les plus mauvaises que la Champagne ait traversées. L'humidité a favorisé le développement de toutes les maladies de la vigne, le rendement a été au-dessous de la moyenne et il sera nécessaire de faire un grand choix pour l'utilisation

des vins de cette dernière récolte. L'industrie du bâtiment suit à Epernay une marche toujours prospère; une nouvelle industrie de dénaturation de l'alcool s'est créée à Epernay; une maison de vins de Champagne s'est établie, une rue nouvelle a été ouverte, des particuliers ont fait construire des immeubles assurant ainsi aux ouvriers un travail suivi et rémunérateur.

Mayenne. — D'après le conseil des prud'hommes de Mayenne, aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie; le travail fait toujours défaut, le chômage est très important.

D'après le conseil des prud'hommes de Laval, le travail est aussi moins abondant que l'an dernier; le ralentissement doit être attribué principalement au mauvais temps qui a sévi durant tout le printemps et une grande partie de l'été. L'industrie *cotonnière*, la plus importante de la ville de Laval laisse beaucoup à désirer; le chômage peut être évalué à 20 p. 100 tant pour le *tissage à la main* que pour le *tissage mécanique*.

Nord. — A Lille, chez les *filateurs de lin* le travail a été un peu plus abondant; il n'y a pas eu de modifications dans le nombre des établissements, le personnel occupé, la durée du travail et le taux des salaires; même appréciation chez les *liniers* de la même ville qui estiment également le chômage moins important que l'an dernier; néanmoins les *filatures* ont eu certain nombre de broches arrêtées, la durée du travail est toujours de 66 heures.

Le travail est moins abondant d'un trentième que le trimestre précédent dans l'industrie de la *teinturerie* et apprêts de Roubaix; la durée du travail a été réduite et atteint 54 heures par semaine. A Tourcoing, l'industrie de la *filature* de laines peignées s'est maintenue dans d'assez bonnes conditions; un établissement a été incendié, mais les ouvriers ont pu être occupés dans les autres établissements; la durée moyenne de la journée de travail ne dépasse nulle part 10 heures et demie. La main-d'œuvre est toujours très restreinte et les patrons sont dans la nécessité de faire appel à l'appoint d'une certaine proportion de main-d'œuvre étrangère. Dans les filatures travaillant spécialement pour la bonneterie, le personnel féminin, comme tous les ans à la même époque, fait 2 à 3 heures de moins par jour pendant un mois ou deux.

D'après la Société industrielle des syndicats de la laine peignée de Fourmies, qui comprend 150 unités de peignage, 850.000 broches et 16.500 métiers mécaniques, le travail est moins abondant dans le *peignage*, plus abondant dans la *filature*, équivalent dans le *tissage*. La mode semble revenir à l'emploi des gros fils, faits avec des matières communes, ce qui est contraire aux intérêts de la fabrication; les filatures, outillées principalement pour les fils fins, sont par suite moins occupées. Quant à la faveur de la *laine à bonneterie*, elle s'explique par la période froide qui a sévi pendant la deuxième quinzaine de novembre. Le tissage a dû, pour s'alimenter, faire beaucoup d'articles de coton. Dans le peignage, au lieu de travailler nuit et jour, on a marché de jour seulement avec la moitié du matériel, ce qui représente un quart de la production normale. La durée du travail est de 10 heures et demie dans la filature. Dans le tissage, la durée du travail est également de 10 heures et demie, mais un quart des métiers ont été arrêtés, faute d'ouvriers. On trouve toujours difficilement des rattacheurs et des tisseurs, beaucoup de jeunes gens ayant quitté le pays pendant la dernière crise pour embrasser d'autres professions.

A Valenciennes, l'industrie des *verres à vitres* est peu prospère; ce malaise résulte principalement de la création d'usines nouvelles; les salaires mensuels varient: pour les souffleurs entre 350 et 600 francs, pour les gamins entre 130 et 150 francs, pour les cueilleurs entre 70 et 90 francs, pour les étendeurs entre 160 et 250 francs. Les coupeurs ont 150 francs, les gamins d'étenderie 60 à 100 francs; les manœuvres 3 à 4 francs par jour.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Valenciennes, le travail est toujours très actif; le nombre des établissements reste stationnaire; la durée du travail a été légèrement réduite dans les établissements métallurgiques; les ouvriers font en général 10 heures par jour; les salaires n'ont pas varié.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes d'Armentières, 95 p. 100 des métiers sont en activité dans le *tissage de toiles*; la durée du travail est de 9 heures le lundi et de 10 heures et demie les autres jours; il n'y a pas eu de chômage. Les *filatures de lin* sont peu actives; la proportion des ouvriers sans travail peut être évaluée à 5 p. 100; la durée du travail est de 10 heures à 10 heures et demie par jour et les salaires sont stationnaires.

Le travail est moins abondant que l'an dernier à la même époque dans l'industrie du *bâtiment*. On ne compte pas moins de 50 p. 100 de chômeurs; le taux des salaires varie de 0 fr. 25 à 0 fr. 47 de l'heure suivant la capacité de l'ouvrier.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes d'Halluin, la situation générale de l'industrie est satisfaisante; la durée du travail est toujours de 10 heures et demie; les salaires varient de 1 fr. 50 à 5 francs par jour.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes du Cateau, le travail a été très actif dans la *filature* et le *tissage*; le chômage a été nul dans la filature et peu important dans le tissage (10 p. 100); la durée de la journée de travail, qui était de 11 heures, a été ramenée à 10 heures et demie, conformément à la loi du 30 mars 1900; les salaires sont de 2 francs à 2 fr. 25 dans le tissage mécanique, 5 fr. 25 à 5 fr. 50 chez les brodeurs et 1 fr. 75 à 2 francs chez les brodeuses. Le travail a été aussi très abondant dans l'industrie de la *céramique*. Par contre la *fonderie* et le *bâtiment* ont beaucoup souffert au cours de l'année 1902; dans ces deux industries le chômage a atteint jusqu'à 50 p. 100.

Pas-de-Calais. — L'état d'activité du travail dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Saint-Omer reste sensiblement le même. Les établissements industriels sont en pleine exploitation et occupent toujours le même personnel; il n'y a pas eu de chômage; la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas varié.

Rhône. — A Lyon, la *brasserie* commence à s'animer en vue de la campagne prochaine; elle procède à des transformations, nettoyage et installations de nouveaux appareils de fabrication. La situation du personnel ouvrier est bonne. Chez les fabricants de *chaussures*, le travail est assez actif, en raison des commandes à livrer pour le printemps; la durée du travail est de 60 heures par semaine. Les ouvriers *teinturiers-dégraisseurs* font à peine 40 heures par semaine. Dans le *tissage mécanique*, tous les métiers sont occupés; le personnel est même insuffisant en ce moment; la durée du travail atteint le maximum.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Thizy, la situation industrielle n'a pas subi de changement depuis le trimestre précédent; la proportion des ouvriers en chômage a été de 5 p. 100 environ; les prix de façon restent stationnaires.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Tarare, le travail est en pleine activité et la situation générale de l'industrie est bonne, sauf en ce qui concerne les *peluches* et *velours*; le chômage est peu important et la durée du travail reste toujours fixée à 10 heures; le taux des salaires n'a pas varié, sauf dans la *broderie*, où il a été légèrement augmenté.

Seine. — A Paris, chez les *imprimeurs-typographes*, léger ralentissement; les salaires restent stationnaires. Pas de changement dans les fabriques de toiles *cirées* et *linoleum* et chez les fabricants de *colle* de peau et de pâte. L'industrie de la *photographie* est peu prospère en raison du développement constant du nombre des photographes amateurs; trois établissements occupant une quinzaine d'ouvriers ont cessé de fonctionner; le chômage est important et la durée du travail est actuellement de 54 heures par semaine. Des perfectionnements ont été apportés à la photographie à la lumière artificielle. Travail plus abondant que l'an dernier chez les *mégissiers* et *teinturiers en peaux*. Par contre, l'industrie de la *chaussure* est peu active et souffre beaucoup de la concurrence étrangère. L'industrie de la *broderie* est en pleine morte-saison; la durée du travail est de 48 heures. L'industrie du *jute* est aussi peu prospère; la main-d'œuvre est très abondante et le chômage est à craindre. Travail moins abondant dans la *vannerie* par suite de la surproduction; le chômage est actuellement très important. L'industrie de la *maroquinerie* est stationnaire. Les constructeurs de *bateaux* traversent une crise : aux canots de bois se substituent les canots automobiles; la durée du travail dans les chantiers éclairés à l'électricité est de 10 heures toute l'année. Peu d'activité dans la *fonderie en cuivre et bronze* et les *mécaniciens chaudronniers*. Pas de changement appréciable chez les *marbriers du meuble* : l'outillage se transforme; les moulures dans les marbres se font de plus en plus à la machine, ce qui est appelé à causer un léger préjudice aux ouvriers tailleurs de marbre. Les entreprises de *travaux publics* ont été assez actives et particulièrement à Paris, par suite de la mise en chantier des travaux du Métropolitain; néanmoins, le mauvais temps a occasionné un peu de chômage dans le personnel ouvrier occupé en plein air.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *meunerie*, situation normale. L'industrie *cidricole* est peu prospère et souffre toujours de l'abondance des vins. Pas de changement dans l'industrie de l'*ameublement*. Chez les *filateurs* d'Elbeuf, le travail a été peu actif; le chômage est assez fréquent, mais les salaires n'ont pas diminué. Le travail est toujours peu régulier dans les fabriques de *draps*. La *teinture des laines en masse* a fait preuve d'une grande activité qui a été beaucoup moindre dans la *teinture en pièces*; la durée du travail a été parfois réduite; les salaires ont augmenté de 20 p. 100 depuis 1900.

A Dieppe, l'industrie du *bâtiment* se trouve dans une situation peu satisfaisante; la durée du travail atteint à peine 48 heures.

A Saint-Saëns, pas de changement dans l'industrie des *cuir*s forts.

Tarn. — A Castres, la situation de l'industrie des *ornements* en bois et meubles reste sensiblement la même. Travail beaucoup moins abondant dans l'industrie du *bâtiment*, où la durée du travail a été réduite à 30 heures par suite du mauvais temps.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES (2^e trimestre 1902). — La situation de l'industrie des *tissus* à Castres s'est maintenue dans un état des plus satisfaisants. La création de nouveaux genres, très goûtés par la clientèle, de même que l'amélioration des procédés de fabrication ont facilité les affaires; le personnel a été constamment occupé. La fabrication des *meubles* en gros s'est aussi maintenue dans un bon courant d'affaires. Pendant les mois de juillet et d'août, l'*ébénisterie* a subi un léger ralentissement, mais l'année s'est terminée d'une manière satisfaisante et le chômage a pu être évité. Pas de changements bien notables dans la *fonderie* et les ateliers de *constructions mécaniques*. A Graulhet, l'industrie de la *mégisserie* a été peu active au commencement du semestre, les magasins étant largement pourvus; le chômage était assez important et les salaires, qui avaient été augmentés de 1 franc par semaine, étaient revenus à leur taux normal. Au mois d'octobre une reprise s'est manifestée et les mois de novembre et de décembre ont été très actifs. L'outillage se perfectionne; les installations mécaniques paraissent devenir la règle; de nombreux moteurs viennent d'être installés: les difficultés qui s'étaient élevées au sujet des machines entre les patrons et les ouvriers se sont heureusement aplanies.

Haute-Vienne. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Limoges, le travail a été assez régulier dans la plupart des industries et la situation peut être considérée comme satisfaisante. Il y a eu néanmoins un peu de chômage dans le *bâtiment* par suite du mauvais temps, et dans l'industrie de la *porcelaine* en raison de la période des inventaires: les fabriques licencient leur personnel entre le 15 décembre et le 15 janvier pour huit, quinze jours ou trois semaines, mais il n'y a pas d'inquiétude sur la reprise du travail. Le chômage est évalué à 5 p. 100 dans l'industrie du cuir et 10 p. 100 en moyenne dans les autres industries.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 janvier.)

Ain. — A Bourg, nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Serrières-de-Briord, moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 40 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Divonne-les-Bains.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les garçons *brasseurs*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; 13 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tullistes en guipure*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*. A Soissons, travail actif chez les *typographes*.

A Château-Thierry, travail un peu plus actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Saint-Michel, travail plus actif, 66 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les

mouleurs. A Chauny, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*; de même chez les *mouleurs*; pas de changement, chez les *mécaniciens*. A Hirson, pas de chômeurs chez les *verriers en bouteilles*.

Allier. — A Moulins, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Montluçon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; bonne activité chez les ouvriers de la *glacière*. Moitié de chômeurs chez les *bûcherons* de Lurcy-Lévy; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Commeny, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; chômage général chez les *maçons*. A Bézenet, pas de changement chez les *mineurs*; de même ceux de Buxières-les-Mines et de Saint-Hilaire. A Doyet, travail actif chez les *mineurs*; un tiers de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saint-Yorre, 60 p. 100 de chômeurs chez les *sourciers* des eaux minérales.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; 18 p. 100 de chômeurs, chez les *confiseurs-pâtisseries*; un tiers de chômeurs chez les *tabletiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *carrosserie*; pas de changement chez les *serruriers*; pas de changement chez les *horlogers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 2 de chômeurs chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 12 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers palissonneurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de *rivière*; légère reprise chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant chez les *serruriers*. A Vals, pas de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Serrières, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals, 55 p. 100 de chômeurs, chez les *terrasiers*.

Ardennes. — A Charleville, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fumay, 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs* et *tisseuses*. A Haybes, pas de chômeurs, 46 à 60 heures chez les *ardoisiers*; A Illy, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Vigne-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*, 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu; pas de chômeurs chez ceux de Revin. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures. A Nauzon, un quart de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures travail toujours actif chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; pas de changement chez les *bonnetiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fonte*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 15 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; nombreux chômeurs, 40 à 50 heures chez les *mouleurs*; un tiers de chômeurs chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Ouveillan, 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *peignes*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*.

Aveyron. — A Rodez, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Milau, travail moins actif que le mois dernier, 12 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail actif chez les *conducteurs imprimeurs*; pas de changement chez les *corroyeurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les *tuiliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; moitié de chômeurs chez les *mineurs-terrassiers*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons limousinants*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres et aides-maçons*; travail assez actif, 20 p. 100 de chômeurs chez les *smilleurs de pavé*; un tiers de chômeurs chez les *cimentiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; 13 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Aix, 10 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers fouleurs*. A Aubagne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Fontvieille, 40 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin; 9 jours de travail par quinzaine chez ceux de Fuveau. A Berre, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*. A Chateaufrenard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Calvados. — A Caen, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; bonne activité chez les *mouleurs en métaux*. A Lisieux, grève partielle chez les ouvriers *lainiers et liniers*. A Guibray, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs chez les *typographes*; 70 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Champagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 40 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers-bottiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *tisseurs en métaux*; pas de changement 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*. A Cognac, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saintes, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les ouvriers en *bois*; 7 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *métallurgistes*.

A Rochefort, pas de chômeurs, 84 heures par semaine, travail très satisfaisant chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacière*. A Saintes, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bois*.

Cher. — A Bourges, travail moins actif, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*. A Néronde, un tiers de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*.

A Vierzon, pas de chômeurs, travail normal chez les *mouleurs*, de même chez les *métallurgistes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Jussy-le-Chaudrier, travail peu abondant chez les *chaufourniers*, pas de changement chez ceux de la Guerche. A Cuffy, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*; travail actif chez ceux de Feux; pas de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; pas de changement chez ceux de Vallenay; pas de chômeurs chez ceux de Sancerques; 75 p. 100 chez ceux de la Guerche; de même chez ceux de la Chapelle-Hugon; moitié de chômeurs chez ceux de Germigny-l'Exempt, de Manay-Berry; chômage général chez ceux de Sancoins; nombreux chômeurs chez ceux de Torteron; pas

de changement chez ceux de Grossouvre, de Barlieu, de Dun-sur-Auron, de Court-les-Barres, de Mornay-sur-Allier. A Bessais-le-Fromental, nombreux chômeurs, travail moins abondant chez les *carriers*; un tiers de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. A Saint-Amand, chômage général chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Saint-Pierre-les-Etieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *peintres*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 60 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Aunay-le-Duc, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *lignes*. A Beaune, pas de changement chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*. A Saint-Brieuc, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, mais travail peu actif chez les *cordonniers*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

Doubs. — A Besançon, moitié de chômeurs chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 61 heures, chez les ouvriers en *meubles*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Sainte-Suzanne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*; de même chez ceux de Seloncourt. A Valentigney, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; de même chez ceux d'Audincourt. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *sciéurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, mais 20 heures seulement, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, commencement de la morte-saison chez les *chapeliers-approprieurs*. A Montélimar, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'*industrie textile*. A Saint-Vallier, pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine à feu*. A Romans pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *compositeurs-typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*. A Louviers, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *apprêteurs*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Châteaudun, travail normal dans l'*imprimerie*. A Dreux, travail actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

Finistère. — A Brest, 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 62 heures, chez les *démolisateurs de navires*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *charbonniers du port*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-bottiers*; chômage général chez ceux de Douarnenez et de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, pas de changement chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs

chez les *confiseurs et pâtissiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*. A Bessèges, 30 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; travail moins actif chez les *ouvriers des lami-noirs et forges*; travail peu satisfaisant chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers et employés de la mine à Tréséols*. A Sauve, pas de changement chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de la boissellerie*. A Adge, 2 tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 60 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *malletiers et layetiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*; travail un peu plus actif chez les *trépointeurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers peintres*; pas de chômeurs chez les *sténographes*.

Gers. — A Auch, pas de chômeurs, travail actif chez les *ébénistes et menuisiers*.

Gironde. — A Bordeaux, 9 p. 100 de chômeurs chez les *pâtissiers-glaciers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; 2 tiers de chômeurs chez les *tailleurs*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers des constructions maritimes*; un tiers de chômeurs chez les *ajusteurs-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons et forgerons*, 18 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers*; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures*; 25 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *bijoutiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Arcachon, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *chauffeurs-marins*; un tiers de chômeurs chez les *charbonniers du port*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

Hérault. — A Montpellier, 40 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 35 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers-foudriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, pas de changement chez les *limonadiers*. A Graissessac, 15 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, 20 p. 100 de chômeurs chez les *marins pêcheurs*; chômage presque général chez les *tonneliers*; chômage général chez les *ouvriers agriculteurs*. A Agde, pas de changement chez les *tonneliers*. A Vic-les-Étangs, pas de changement chez les *ouvriers agriculteurs*; de même chez ceux de Courmonterral.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 50 à 60 heures par semaine chez les *chapeliers-appropriers*; morte-saison, mais légère reprise, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Fougères, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Bruz, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Lagnelet, pas de changement chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, chez les *typographes*. Au Poinçonnet, 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *bûcherons et carriers*. A Chinault, pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*. A Villedieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières chemisières*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*. A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *palissonneurs*; moitié de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bouvesse-Quirieu, 5 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Izeaux, pas de chômeurs, travail assez actif, chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Bourgoin, reprise chez les *mécaniciens*. A Pont-de-Cheruy, 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; 33 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Porcieu-Amblagnieu; moitié de chômeurs chez ceux de Montalieu-Vercieu. A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

Jura. — A Champagnole, pas de chômeurs, travail actif chez les *fromagers*. A Saint-Claude, pas de chômeurs chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de changement chez les *boulangers*; 20 p. 100 chez les *tripiers-boyaudiers*. Chez les *imprimeurs, graveurs et lithographes*, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement, chez les *tisseurs-épingleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, 2 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *corroyeurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur écheveaux*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers en *voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tourneurs, enfourneurs et chauffeurs en poterie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *passementiers*; de même chez ceux de Terrenoire. A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux de Saint-Rambert. Aux Barques, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*; moitié de chômeurs chez ceux de Jarnosse; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Just-sur-Loire. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes* de Chambon-Fougerolles. A Rive-de-Gier, un tiers de chômeurs chez les *verriers à verre*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*. A la Talaudière, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds et de Villars.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de changement chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; de même et 66 heures, chez les *cordonniers*. A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-tourneurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *granitiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*. A Saint-Nazaire, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, pas de changement chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*. A Montargis, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Auzouer-sur-Trézé, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Thou, pas de chômeurs chez

les *bûcherons*; pas de changement chez ceux de Chevilly. A Gien, un tiers de chômeurs chez les *bûcherons*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; deux tiers de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de changement chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Villeneuve-sur-Lot, moitié de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Lavardac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Manche. — A Cherbourg, 8 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et décorateurs*. A Avranches, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Reims, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; travail moins actif chez les *tonneliers-cavistes*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Épernay, chez les *typographes*, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Fismes, 15 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne(Haute-). — A Saint-Dizier, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les employés de *commerce et d'administration*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers du *vêtement*; pas de changement chez les *métallurgistes* et chez les ouvriers en *limes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins et livreurs*.

Pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; de même chez ceux de Gobbranches et de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey et de Jœuf; pas de changement chez ceux de Bouxières-aux-Dames, de Maxéville et de Vaucourt. A Saint-Nicolas, un tiers de chômeurs chez les ouvriers des *industries chimiques*.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Ligny, travail actif chez les *opticiens et compassiers*.

Morbihan. — A Vannes, 18 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *maçons*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

A Hennebont, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Lorient, pas de chômeurs, bonne activité chez les *galochiers* 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; A Sauzon, chômage général chez les *ferblantiers-bottiers*.

Nièvre. — A Nevers, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Cercy-la-Tour, moitié de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cosne, pas de chômeurs chez les ouvriers en *limes*. A Guérigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *forestiers agriculteurs*, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Sichamps, chômage général chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Billy-sur-Oisy et de Montavon; pas de changement chez les ouvriers des *bois* d'Entrains; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; de la Chapelle-Saint-André, de Menestreau, de Ciez et de Colméry. A Arquian, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Menou, de Saint-Verain, de Saint-Saulge; nombreux chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres, de Nolay et de la Celle-sur-Nièvre, grève chez ceux de la Fermeté.

Nord. — A Lille, pas de chômeurs chez les *confiseurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 1/3 de chômeurs chez les *limonadiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*, travail moins actif chez les *ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *métal*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-cartonniers*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tisserands*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*. A Maubeuge, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Saint-Amand; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Haumont; pas de chômeurs chez ceux d'Onnaing; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Cambrai, pas de changement, chez les *typographes*; reprise, 64 heures, chez les *mouleurs*. A Armentières, 4 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tordeurs d'huiles*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Vieux-Condé, pas de chômeurs, 60 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; A Cousolre, travail moins actif, 66 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Linselles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*. 1 p. 100 de chômeurs chez les *tallistes* de Caudry. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*. A Saulzoir, nombreux chômeurs chez les *tisserands*; moitié de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Tourcoing, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs 63 heures en moyenne, chez les ouvriers de la *filature de coton*; pas de chômeurs chez les *trieurs de laine*; pas de changement chez les *tisserands*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers en grosses moquette*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Gommegnies, 26 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sciurs*. A Fresnes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitre*; travail satisfaisant chez ceux de Lourches. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

Oise. — A Beauvais, pas de changement chez les *typographes*; A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A la Croix Saint-Ouen, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *layetiers*. Pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers* de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Andeville, 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *mouleurs*. A Crépy, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs chez les *jumelliers*. A Méru, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *boutonniers*.

Orne. — A Alençon, pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 160 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers, pâtisseries et biscuitiers*; pas de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Boulogne-sur-Mer, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *tonneliers*.

A Montreuil-sur-Mer, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, un tiers de chômeurs, chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A Thiers, pas de changement chez les *papetiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en ciseaux*; de même chez les *monteurs en coutellerie*; 14 p. 100 de chômeurs, 70 à 76 heures, chez les *émouleurs* et *polisseurs en ciseaux*. A Auzat-sur-Allier, pas de changement chez les *mineurs*. A Saint-Remy-sur-Durolle, travail actif chez les *émouleurs en coutellerie*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, 60 heures chez les *travailleurs du livre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; travail actif chez les *tapissiers*.

A Pau, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *serruriers*. Au Boucau, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres*; de même chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; travail actif chez les *marbriers*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, moitié de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *pâtisseries confiseurs*; un tiers de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Claira; 70 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Elne; 40 p. 100 chez ceux de Soler.

Rhin (Haut-). — A Giromagny, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Rhône. — A Lyon, 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de cafés*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *chocolatiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chevriers-maroquinières*; chez les *typographes*, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés photographes*; 12 p. 100 chômeurs, 65 heures, chez les *selliers*; 1/3 de chômeurs chez les *tisseurs*; travail moins actif chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de chômeurs chez les *chapelières en fantaisie*; pas de changement chez les *tullistes*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*.

Chômage presque général chez les *cimentiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs, chez les *électriciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *litiers en fer*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs en meubles*; pas de chômeurs chez les *tuiliers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *briquetiers-fumistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*. Pas de changement chez les *employés* et ouvriers des *bateaux omnibus*; pas de changement chez les *employés de commerce* et les *comptables teneurs de livres*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail moins actif, chez les *filateurs*; travail assez actif chez les *teinturiers*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures. A Grigny, partie de chômeurs chez les *chapelières*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures chez les *cordonniers*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *sabotiers*; pas de changement chez les *maçons*; 90 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Montceau-les-Mines, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*; de même chez ceux de Gengoux.

Au Creusot, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. A Nanton, pas de chômeurs chez les *carriers*. 25 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs* de Montchanin.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; $\frac{1}{3}$ de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; 48 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*.

A Vibraye, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les ouvriers en cuir; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*. A Arvillard, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers* et *charpentiers*. A Thonon, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Meillerie, arrêt du travail chez les *bateliers*.

Seine. — A Paris, 23 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du x^e ; 6 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les ouvriers en *salaisons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; $\frac{1}{3}$ de chômeurs chez les *échaudeurs*; pas de changement chez les *employés d'hôtels*; $\frac{1}{4}$ de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant chez les *conducteurs-typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs*, *pointeurs*, *margeurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *correcteurs*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *dessinateurs chromistes*; pas de chômeurs chez les *graveurs de musique*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 3 p. 100 de chômeurs; 6 p. 100 de chômeurs chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*; travail actif chez les *graveurs d'écritures*.

35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *cordonnerie*; 3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *selliers* et *mécaniciennes*; un tiers de chômeurs chez les *monteurs en chaussures*; morte-saison chez les ouvriers en *pelletterie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *chevreau glacé*; moins de 2 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*.

Pas de chômeurs, travail actif, chez les *tisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 44 heures, travail normal, chez les *teinturiers* et *dégraisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*; 2 p. 100, 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *casquettiers*; pas de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; $\frac{1}{4}$ de chômeurs chez les *tailleurs de la Seine*; reprise chez les *couturières*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseuses*; 11 p. 100 de chômeurs 90 heures, chez les *couleurs* et *garçons de lavoir*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoirs*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers-emballleurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *marqueterie*; 71 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coffretiers*.

6 p. 100 de chômeurs chez les chefs de service et contremaîtres de la *métallurgie*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs conducteurs mécaniciens*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures,

chez les *serruriers* ; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs* ; 9 p. 100 de chômeurs chez les *bronzeurs-galvaniseurs* ; 2 p. 100 de chômeurs chez les *potiers d'étain* ; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de précision* ; 8 p. 100 de chômeurs chez les *opticiens* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments à musique* ; de même et 63 heures, chez les *lapidaires*.

30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers et puisatiers-mineurs* ; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierre* ; nombreux chômeurs chez les *plombiers-couvreurs* ; 1/3 de chômeurs chez les *peintres* ; travail moins actif chez les *peintres en décors* ; pas de chômeurs chez les *sculpteurs modelleurs*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'enseignement privé*. 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie* ; 4 p. 100 chez les *employés à la Bourse du commerce* ; pas de changement chez les *employés des bureaux de placement autorisés* ; 30 p. 100 chez les *courtiers et représentants*. Pas de changement chez les *caissières-comptables* ; 10 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *comptables* ; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes* ; pas de changement chez les *cochers de grande remise* et chez les *camionneurs* ; 1/3 de chômeurs chez les *déménageurs* ; 20 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes* ; 28 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-apprêteurs* ; chez les *menuisiers*, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine ; nombreux chômeurs chez les *charpentiers* ; pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants* ; même situation chez les *chefs d'équipes mécaniciens et employés du port* ; travail peu abondant chez les *fondeurs en fer* ; moitié de chômeurs chez les *constructeurs mécaniciens* ; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce, de bureau et de l'industrie* ; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *pétroliers, huiliers et savonniers* ; pas de chômeurs chez les *voiliers* ; 18 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers* ; 25 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs* ; 10 p. 100 de chômeurs chez les *modelleurs pour fonderie* ; 2 tiers de chômeurs chez les *métallurgistes* ; 23 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers* ; moitié de chômeurs chez les *maçons* ; pas de changement chez les *terrassiers*, 40 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers du port*. A Arques, pas de chômeurs, 57 heures chez les *menuisiers*.

A Elbeuf, moitié de chômeurs chez les *maçons* ; 12 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*. A Deville-lès-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Seine-et-Marne. — A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers et plâtriers*. A la Ferté-sous-Jouarre, 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Lagny, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, de même et 50 à 60 heures, chez les *scieurs à la mécanique* ; 18 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers et mécaniciens* ; nombreux chômeurs chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierre*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Argenteuil, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonne, pas de changement chez les *chapelières*. A Bonnières, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *ouvriers raffineurs de pétrole* ; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Poissy, pas de changement chez les *mouleurs*. A Corbeil, moitié de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*. A Orsay, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, près de moitié de chômeurs chez les *peintres*. A Thouars, travail actif chez les *imprimeurs*. A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; de même chez les *lithographes* ; 2 p. 100 chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs* ; pas de chômeurs chez

les ouvriers de l'habillement; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures et employés de commerce*. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*. A Fréville-Escarbotin, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur cuivre.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail un peu plus actif chez les *chapeliers-appropriers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* et chez les *charpentiers*; A Graulhet, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'industrie lainière. A Mazamet, pas de chômeurs chez les *menuisiers et ébénistes*. A Carmaux, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les ouvriers du bâtiment.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Septfonds, 16 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en chapeaux de paille.

Var. — A Toulon, travail actif chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *voiliers*. A Hyères, 8 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Caderousse, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *balaitiers*. A Valréas, nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Ménerbes, moitié de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*. A Évrunes, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux des *Épesses*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*.

Vienne. — A Poitiers, moitié de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 8 p. 100 de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs, 94 à 98 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant, chez les *imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; moitié de chômeurs chez les *couvreurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers*; près de moitié de chômeurs chez les *plâtriers-plafonneurs*; pas de changement chez les *peintres sur porcelaine*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *monfletiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, grève chez les *gantiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Saint-Yrieix, 38 p. 100 de chômeurs chez les *feuillardiers*; moitié de chômeurs chez les *maçons et plâtriers*.

Vosges. — A Épinal, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, pas de chômeurs, 63 à 72 heures par semaine, travail actif, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en bâtiment.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *maçons*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Courson et de Saint-Martin-des-Champs. A Saint-Sauveur, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Sommechaie; de même chez ceux de Domats et de Fontenailles-sur-Andryes, chômage presque général chez ceux de Treigny; travail actif, chez ceux de Lavaur. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 40 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de changement chez les *tailleurs d'habits*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail assez actif, chez les *typographes*; pas de changement chez les *charrons-forgerons*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les employés en *quincaillerie*.

A Mustapha, 25 p. 100 de chômeurs, chez les *terrassiers*; deux tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Oran, moitié de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; un tiers de chômeurs chez les *bateliers du port*.

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 96,824,500 francs du 1^{er} au 28 janvier 1903 contre 94,897,800 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 2.03 p. 100.

Faillites. — 103 faillites et 17 liquidations judiciaires en janvier 1903 (contre 114 et 18 en janvier 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 98 demandes en janvier 1903, dont 84 pour des constructions neuves, contre 98 et 85 en janvier 1902.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1902.	Déc. 1902.	Janv. 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	21 ^f 875	"	24 ^f 875
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	26 50	42 ^f 00	42 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	61 75	53 50	53 875
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	71 875	63 50	62 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	76 00	74 00	73 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	52 12	"	52 87
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	125 50	"	150 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	47 00	52 50	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	"	138 75	147 25
Étain Banka, <i>idem.</i>	284 00	315 50	357 50
Plomb, <i>idem.</i>	31 75	32 50	34 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	43 275	52 25	50 77
Blé à Paris, <i>idem.</i>	21 60	21 00	22 63
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 75	20 80	23 13
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	20 75	20 87	20 62
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 17	1 32	1 36
Viande veau, <i>idem.</i>	1 98	1 81	1 90
— mouton, <i>idem.</i>	1 85	1 92	1 96
— porc, <i>idem.</i>	1 27	1 28	1 35

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant janvier 1903.

	1903. francs.	1902. francs.	AUGMENTATION en 1903. francs.	DIMINUTION en 1903. francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	52,654,000	52,594,000	3,060,000	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	248,139,000	224,567,000	23,572,000	"
Objets fabriqués.....	51,516,000	51,807,000	"	291,000
TOTAUX.....	355,309,000	328,968,000	26,632,000	291,000
AUGMENTATION en 1903.....			26,341,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	41,106,000	51,323,000	"	10,217,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	96,441,000	84,438,000	12,003,000	"
Objets fabriqués.....	170,507,000	142,646,000	27,861,000	"
Colis postaux.....	21,596,000	17,255,000	4,341,000	"
TOTAUX.....	329,650,000	295,662,000	44,205,000	10,217,000
AUGMENTATION en 1903.....			33,988,000	

Adjudications. — Adjudications importantes en février et mars 1903.

ROUTES ET CHEMINS.

4 février. — GARONNE (Hte). — Préfecture : Entretien de chemins vicinaux pendant 6 ans.....	218,900 ^f
5 février. — CREUSE. — Préfecture : Entretien sur chemins vicinaux pendant 5 ans.....	276,600
6 février. — SEINE. — Mairie d'Aubervilliers. — Entretien de rues, — Curage d'égouts pendant 6 ans.....	168,000
7 février. — AUBE. — Préfecture : Entretien des chemins vicinaux pendant 5 ans.....	2,057,150
— MARNE. — Préfecture : Travaux sur chemins de grande communication.....	107,914
12 février. — NORD. — Mairie de Tourcoing. — Travaux de viabilité.....	476,500
— ORNE. — Préfecture. — Travaux sur chemins vicinaux.....	233,510
— HAUTE-GARONNE. — Sous-Préfecture de St-Gaudens. Entretien de chemins vicinaux pendant 5 ans.....	107,145
17 février. — DOUBS. — Sous-Préfecture de Beaume-les-Dames. Entretien de chemins vicinaux pendant 5 ans.....	170,720
21 février. — AUDE. — Préfecture : Entretien de routes nationales pendant 5 ans.....	1,123,550
23 février. — TROYES. — Guerre. — Empierrement de routes et construction de rigoles au camp de Mailly.....	160,000
27 février. — DOUBS. — Sous-Préfecture de Montbéliard. Entretien de chemin vicinaux pendant 5 ans.....	219,005
28 février. — GARONNE (Hte). — Sous-Préfecture de Muret. — Entretien de chemins vicinaux pendant 5 ans.....	112,360
5 mars. — DOUBS. — Sous-Préfecture de Pontarlier. Entretien de chemins vicinaux pendant 5 ans.....	173,515

CHEMINS DE FER.

21 février. — ALGÉRIE. — Préfecture de Constantine: Ligne d'Ain-Beida à Khenchelar. Ballast.....	287,000
--	---------

26 février. — PARIS (Direction des chemins de fer de l'Etat). — Etablissement d'une 2 ^e voie entre Niort et La Rochelle.....	147,452
--	---------

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

7 février. — SEINE. — Tribunal de commerce: Déviation et prolongement de collecteurs.....	3,561,151
8 février. — LOIRE-INFÉRIEURE. — Mairie de Cuérande: Réfection de digues.....	223,000
14 février. — MAINE-ET-LOIRE. — Mairie de Cholet: Travaux d'adduction et de distribution d'eau.....	234,482
15 février. — SEINE-ET-MARNE. — Mairie de Jouarre: Canalisation et distribution d'eau.....	111,211
———— TARN. — Mairie de Carmaux: Création de fontaines publiques.....	188,521
21 février. — SEINE. — Tribunal de commerce: Travaux de distribution des eaux de l'Oureq.....	690,157
———— SAÔNE-ET-LOIRE. — Mairie de Mâcon: Construction d'un réseau d'égouts.....	520,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

2 février. — PAS-DE-CALAIS. — Mairie de Calais: Construction d'un théâtre.....	558,021
4 février. — SEINE-ET-OISE. — Sous-Préfecture de Pontoise: Construction d'une école.....	95,560
10 février. — ALGÉRIE. — Mairie de Guyotville: Achèvement du groupe scolaire.....	106,000
14 février. — MAYENNE. — Préfecture: Construction d'une maison d'arrêt à Laval.....	360,297
14 février. — BRIANÇON. — Guerre: Entretien des bâtiments militaires pendant 6 ans.....	540,000
16 février. — CHATEAUXROUX. — Guerre: Entretien des bâtiments militaires pour 6 ans.....	90,000
17 février. — FINANCES: Manufacture d'allumettes de Marseille: Construction de nouveaux bâtiments.....	208,373
———— TOURS. — Guerre: Entretien des bâtiments militaires pendant 6 ans.....	282,000
21 février. — NORD. — Mairie de Saint-Pol-sur-Mer: Construction d'un sanatorium à Zuydcoote.....	936,000
25 février. — VOSGES. — Sous-préfecture de Remiremont. Construction d'une église.....	152,000
6 mars. — LOIRE-INFÉRIEURE. — Hôtel-Dieu de Nantes. — Agrandissement du quartier des femmes.....	616,667
7 Mars. — NORD. — Mairie de Douai. — Construction d'un hippodrome.....	185,112

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1902.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDÉ (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne.....	0 28	1 71	1 82	2 97	"	0 34	"	4 09
Ardennes.....	0 26	"	1 48	2 02	10 00	0 41	"	3 54
Bouches-du-Rhône...	0 34	"	"	"	10 00	0 25	"	3 50
Charente-Inférieure...	0 24	"	"	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 26	1 70	2 03	2 69	5 00	0 22	"	"
Gironde.....	0 28	"	"	"	"	0 25	"	"
Indre-et-Loire.....	0 27	"	"	"	"	"	"	"
Jura.....	0 28	1 67	1 47	2 05	"	0 26	"	"
Loir-et-Cher.....	0 28	1 70	1 60	"	"	"	"	"
Loire.....	0 29	1 61	1 17	"	"	0 22	"	3 84
Meurthe-et-Moselle...	0 28	1 82	1 80	2 25	8 30	0 22	"	4 05
Nord.....	0 39	1 65	1 71	2 60	11 00	0 59	"	3 06
Pas-de-Calais.....	0 28	1 75	1 73	2 97	"	0 72	"	"
Rhône.....	0 32	"	1 25	2 15	8 70	0 22	"	"
Saône-et-Loire.....	0 28	"	1 35	"	"	0 25	"	3 37
Seine.....	0 31	2 37	2 71	3 02	11 00	0 23	0 27	5 55
Sèvres (Deux).....	0 21	"	"	"	"	"	"	"
Vosges.....	0 28	1 53	1 80	2 83	"	0 33	"	"
Yonne.....	0 22	"	"	"	"	"	"	"
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 28	1 86	1 84	2 65	10 00	0 27	0 27	4 15
Quantités vendues par l'ensemble des 414 sociétés.....	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
	12,194,141	360,378	99,706	178,401	1,784	3,250,154	133,190	55,255
RAPPEL DU 2 ^e TRIMESTRE 1902.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 522 sociétés.....	17,073,651	339,636	76,235	67,748	2,987	3,512,192	116,588	37,175
Prix moyen.....	fr. c. 0 27	fr. c. 1 67	fr. c. 1 63	fr. c. 2 70	fr. c. 10 00	fr. c. 0 26	fr. c. 0 33	fr. c. 4 20
RAPPEL du 3 ^e trimestre 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 579 sociétés.....	15,605,181	362,859	95,580	82,514	924	2,709,640	42,589	45,962
Prix moyen.....	fr. c. 0 26	fr. c. 1 50	fr. c. 1 57	fr. c. 2 60	fr. c. 9 71	fr. c. 0 29	fr. c. 0 25	fr. c. 4 31

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 3^e trimestre de 1902 résultent du dépouillement des rapports de 414 sociétés, dont 348, qui ont fait connaître le nombre de leurs adhérents, groupaient 104,279 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 414 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 4^e TRIMESTRE 1902.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
(1) Paris (1 ^{er} arrondissement) ...	245	259	114	42	234	202	102	32	112	117	54	21
— (II ^e —) ...	1,467	1,472	925	"	867	826	510	20	"	"	"	"
— (IV ^e —) ...	642	544	492	10	326	295	279	8	247	212	198	9
— (V ^e —) ...	168	258	164	24	102	157	107	19	176	124	105	13
— (VI ^e —) ...	301	710	276	395	354	361	158	170	274	271	102	154
— (IX ^e —) ...	247	470	137	30	241	360	87	82	155	238	77	11
— (XII ^e —) ...	184	133	123	5	142	72	59	8	113	73	62	4
— (XIII ^e —) ...	427	352	283	"	429	411	317	"	372	311	263	"
— (XV ^e —) ...	288	288	187	1	156	171	156	2	236	232	185	1
— (XVII ^e —) ...	547	716	321	31	437	478	248	18	"	"	"	"
— (XIX ^e —) ...	521	282	234	"	455	285	233	"	"	"	"	"
— (XX ^e —) ...	235	246	149	10	214	220	145	13	"	"	"	"
— (refuges municipaux) ...	(2)	(2)	80	354	(2)	(2)	52	287	(2)	(2)	54	272
Levallois-Perret ...	138	119	119	"	109	109	109	"	89	76	76	"
Bordeaux ...	491	133	89	12	278	92	85	10	"	"	"	"
Brest ...	91	25	25	"	78	15	15	"	"	"	"	"
Charleville ...	15	25	3	"	19	10	4	"	18	6	"	"
Épinal ...	4	3	2	"	"	"	"	"	5	1	1	"
Le Pay ...	7	8	5	"	9	7	6	"	"	"	"	"
Lisieux ...	"	"	"	"	146	111	47	2	208	134	75	2
Lyon ...	172	178	52	1	141	89	49	1	72	60	26	1
Nancy ...	81	36	19	"	92	19	11	"	77	27	20	"
Orléans ...	4	3	3	"	4	1	1	"	2	2	2	"
Saint-Dié ...	30	32	19	"	25	22	14	2	"	"	"	"
Sens ...	39	17	14	"	43	20	16	"	41	9	7	"
Versailles ...	13	7	6	"	8	7	5	"	"	"	"	"
Vienne ...	4	22	"	"	40	14	"	"	"	"	"	"

(1) Bureau organisé à la mairie du 1^{er} arrondissement par la Société du Travail. — Placements de 1902 : Demandes : 3,302 ; offres : 2,646 ; Placements à demeure : 1,516 ; Placements en extra : 186.

(2) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (4^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Agen.....	"	"	"	"	"	"	"	"	151	"	"	"
Aix.....	73	20	19	"	80	26	26	"	"	"	"	"
Albi.....	37	19	23	"	35	23	23	"	"	"	"	"
Amiens.....	202	82	58	4	172	62	52	4	129	61	37	4
Angers.....	161	87	87	"	160	56	56	"	169	30	30	"
Bordeaux.....	379	247	101	87	276	167	66	73	"	"	"	"
Boulogne-sur-Mer.....	67	78	53	"	53	45	39	"	"	"	"	"
Bourges (1).....	"	"	"	"	"	"	"	"	503	335	290	20
Cognac.....	380	175	115	"	108	52	33	"	"	"	"	"
Dijon.....	154	62	57	"	"	"	"	"	163	80	61	"
La Rochelle.....	"	"	"	"	"	"	"	"	65	25	"	"
Montpellier.....	"	"	"	"	171	71	62	"	"	"	"	"
Narbonne.....	300	151	53	94	269	149	53	96	"	"	"	"
Nice.....	"	"	"	"	333	201	149	16	"	"	"	"
Nîmes.....	165	87	67	98	117	56	51	66	"	"	"	"
Orléans.....	230	152	113	"	189	104	79	"	98	60	35	"
Poitiers.....	49	27	12	11	42	17	3	10	"	"	"	"
Reims.....	494	585	236	175	313	308	219	"	239	157	108	"
Roanne.....	19	7	4	3	40	2	1	1	49	10	"	10
Rouen.....	396	422	233	4	297	314	176	34	244	259	139	77
Saint-Étienne.....	239	131	94	2	330	124	113	9	372	102	83	17
Saumur.....	"	"	"	"	34	30	2	24	"	"	"	"
Toulouse.....	318	279	252	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours (1).....	"	"	"	"	"	"	"	"	255	62	54	"
Valence.....	238	133	63	"	259	115	65	"	218	78	56	"
Versailles.....	6	6	6	"	12	4	4	"	8	4	4	"
Vichy (Allier).....	132	89	73	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon (Cher).....	71	55	27	18	60	60	26	17	"	"	"	"
Alger.....	591	439	358	174	605	373	295	248	444	334	249	252
Mustapha.....	75	45	"	"	53	41	"	"	"	"	"	"

(1) Pendant le 4^e trimestre.

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (4^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.
Bordeaux.....	Bijoutiers.....	5	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg....	Boulangers.....	"	"	"	"	16	6	3	6	"	"	"	"
Isle-Adam (S.-et- O.).....	Bouchere et charcutiers..	9	9	"	"	14	(1)	11	3	3	3	3	"
Le Havre.....	Épiciers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	16	12	"
Le Mans.....	Épiciers.....	51	33	22	"	36	22	25	"	20	22	17	"
Lyon.....	Fabricants d'articles de voyage.....	5	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Horticulteurs.....	5	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mâcon.....	Pharmaciens.....	7	8	6	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Nancy.....	Boucherie.....	14	14	14	"	13	8	8	"	14	10	16	"
Paris.....	Marchands de beurre, œufs et fromages....	"	"	"	"	(1)	141	130	2	"	"	"	"
Id.....	L'Épicerie française.....	884	1,054	821	"	713	981	655	"	295	323	277	"
Id.....	Boulangerie de Paris....	104	64	44	"	97	54	35	52	40	18	17	3
Id.....	Les Meuniers de France..	20	9	9	"	21	11	11	"	20	9	9	"
Id.....	Maîtres tailleurs de Paris.	141	178	"	"	"	"	"	"	71	33	"	"
Id.....	Négociants et commission- naires.....	28	7	6	"	24	3	3	"	11	2	5	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	69	33	22	"	95	52	30	"	62	52	41	"
Id.....	Quincaillerie.....	(1)	47	20	"	(1)	45	35	"	"	"	"	"
Id.....	Couteliers de Paris.....	34	37	29	"	34	31	29	"	34	27	25	"
Id.....	Usines d'électricité.....	3	5	2	"	"	"	"	"	5	1	1	"
Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.....	"	"	"	"	9	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Gérants de débits de ta- bacs.....	18	(1)	3	"	"	"	"	"	12	(1)	1	"
Id.....	Pharmaciens de France..	27	41	13	3	24	31	12	3	19	13	7	2
Id.....	Magnétiseurs et masseurs	"	"	"	"	20	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Pharmaciens.....	2	5	2	"	1	3	1	"	2	3	2	"
Rennes.....	Charcutiers.....	12	13	12	"	8	9	8	"	"	"	"	"
Id.....	Relieurs.....	2	(1)	1	1	"	"	"	"	2	(1)	1	1
Rochefort.....	Boulangers.....	(1)	2	2	15	"	"	"	"	"	"	"	"
S ^t -Germain-en- Laye (Seine- et-Oise.).....	Industries du bâtiment..	53	9	"	8	80	9	"	8	"	"	"	"
Tours.....	Office des travailleurs...	115	61	59	"	103	53	53	"	100	57	55	"
Id.....	Charcutiers.....	52	44	38	"	36	39	33	"	"	"	"	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	18	15	12	8	6	4	2	5	3	2	2	4

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(4^e TRIMESTRE 1902.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démeure en	extra.			démeure en	extra.			démeure en	extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Coursan (Aube)	Cultivateurs.....	30	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ouveillan (Au- de).....	Id.....	"	"	"	"	75	0	"	"	"	"	"	"
Vereaux (Cher).	Bûcherons.....	20	0	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Alais (Gard)...	Mineurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	250	50	"	"
Bordeaux.....	Jardiniers, agriculteurs.	15	12	2	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Courmonterral.	Travailleurs de terre...	"	"	"	"	10	12	"	"	"	"	"	"
Montavon (Niè- vre).....	Bûcherons.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Savonnieres- en-Perthois (Meuse)...	Carriers.....	80	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Perpignan...	Travailleurs de terre....	50	0	"	"	50	0	"	"	"	"	"	"
Pézilla-de-la- Rivière (Py- rén.-Orient.)	Id.....	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Montceau-les- Mines.....	Mineurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	42	"	18	"
Minerbes (Van- cluse).....	Carriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	58	0	"	"
Oran.....	Ouvriers agricoles.....	250	200	72	300	300	30	70	230	128	62	18	120
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Moulins.....	Boulangers.....	32	29	17	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Vichy.....	Garçons restaurateurs...	25	3	0	3	24	0	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Employés restaurateurs..	325	233	222	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs et pâtisseries.	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	"	2
Cannes.....	Boulangers.....	"	"	"	"	5	0	1	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	18	15	13
Carcassonne...	Id.....	1	4	"	11	2	3	"	"	3	1	"	10
Id.....	Garçons limonadiers.....	2	"	1	2	"	"	"	2	"	"	"	"
Narbonne.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	1	"	2	"	"	"	"	"
Marseille.....	Confiseurs, biscuitiers...	14	12	10	4	15	8	6	2	25	16	12	4
Id.....	Bouchers et charcutiers..	41	50	33	11	24	28	18	8	35	28	20	6
Id.....	Garçons charcutiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	4	3	2
Cognac.....	Boulangers.....	4	3	3	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	4	21	"	"	"	"
La Rochelle...	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	7	42
Ajaccio.....	Garçons de café.....	3	0	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Montélimar.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	1	4
Nîmes.....	Confiseurs et pâtisseries.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	6	6	2
Toulouse.....	Boulangers.....	40	36	20	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	24	116	(1)	(1)	8	20	"	"	"	"
Id.....	Glaciers.....	39	7	7	15	50	32	30	2	25	8	8	"
Montpellier...	Cuisiniers.....	17	2	2	7	15	0	"	2	"	"	"	"
Béziers.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	7	"	21
Saint-Nazaire..	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	(1)	3	15
Nevers.....	Id.....	"	"	"	"	10	8	"	24	8	2	"	24
Lille.....	Id.....	(1)	48	12	35	(1)	73	14	59	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs et chocolatiers.	17	21	16	"	4	3	3	"	2	1	"	2
Id.....	Pâtisseries (60, rue des Arts).....	63	48	43	5	34	19	15	4	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	

INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)

Lille	Pâtisseries (2, rue de Rou- baix)	40	23	22	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Cuisiniers	"	"	"	"	"	"	"	15	"	"	"	"
Id.	Garç. limonad., restaurat. Cuisiniers	"	"	"	"	103	0	"	"	"	"	"	"
Perpignan	Pâtisseries-confiseurs. Id.	"	"	"	"	10	2	0	2	"	"	"	"
Id.	Garçons limonadiers, res- taurateurs, etc.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Bayonne	Boulangers	"	"	"	"	4	(1)	"	4	"	"	"	"
Clerm ^t -Ferrand	Cuisiniers	8	5	1	27	"	"	"	2	"	"	"	"
Lyon	Id.	40	6	2	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Chocolatiers	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Employés de cafés	"	"	"	"	"	"	"	"	180	43	43	180
Paris	Boulangers du XI ^e	(1)	(1)	45	33	(1)	(1)	43	32	(1)	(1)	57	19
Id.	Boulangers 'Union, 6, rue des Vertus)	(1)	(1)	35	80	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Cuisiniers	(1)	78	31	181	85	28	15	17	(1)	(1)	14	99
Id.	Garçons de cuisine	42	31	11	112	40	(1)	9	216	54	117	18	117
Id.	Pâtisseries	70	60	8	52	67	15	15	67	60	40	10	30
Id.	Confiseurs	6	4	"	"	"	"	"	"	18	0	"	"
Id.	Buisse, pain d'épice, etc. .	14	11	10	32	14	11	"	34	14	22	"	117
Id.	Ouvriers en salaisons ..	12	3	2	"	12	10	10	"	10	3	3	"
Id.	Employés d'hôtels	"	"	"	"	"	"	"	"	21	11	4	24
Niort	Garçons-limonad., d'hô- tels, etc.	5	4	2	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Albi	Boulangers	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	1	2
Toulon	Id.	15	12	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hyères	Id.	4	2	6	22	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Raphaël	Id.	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Limoges	Id.	15	0	4	30	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Cuisiniers et pâtisseries ..	6	2	2	41	6	2	1	23	4	2	"	33
Alger	Boulangers	(1)	10	19	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Empl. limonadiers, etc. .	"	"	"	"	18	4	1	"	"	"	"	"
Mustapha	Cuisiniers et pâtisseries ..	"	"	"	"	"	"	"	"	10	3	3	"

INDUSTRIES DU LIVRE.

Moulins	Typographes	"	"	"	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Marseille	Imprimeurs-lithographes.	12	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Conducteurs, imprimeurs et clicheurs	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Aurillac	Typographes	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cognac	Dessinateurs et imprim. .	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tulle	Typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Dijon	Id.	11	1	"	"	3	(1)	"	2	"	"	"	"
Guéret	Id.	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes	Id.	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Brest	Id.	"	"	"	"	2	1	1	"	2	0	"	"
Toulouse	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Bordeaux	Papetiers, relieurs, etc. .	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.	Imprimeurs, conducteurs, typographes	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	2	6
Châteauroux	Typographes	3	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours	Id.	"	"	"	"	(1)	3	3	"	(1)	4	1	3
Grenoble	Id.	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dôle	Id.	4	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne	Imprimeurs-lithographes.	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes	Ecrivains, graveurs et dessinateurs	"	"	"	"	(1)	(1)	1	1	"	"	"	"
Saint-Nazaire	Typographes	1	1	"	1	1	1	1	1	3	0	"	"
Agen	Id.	"	"	"	"	2	2	"	2	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)													
Avranches.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Châlons-s-Marne	Id.....	5	3	"	3	4	1	"	1	"	"	"	"
Reims.....	Typographes, papetiers.	1	1	"	"	1	1	"	1	"	"	"	"
Épernay.....	Lithographes.....	2	0	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Typographes.....	5	"	4	"	10	(1)	"	8	12	2	2	4
Beauvais.....	Id.....	4	"	"	"	2	0	"	"	(1)	1	1	"
Alençon.....	Id.....	4	4	0	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Pau.....	Id.....	1	"	"	"	1	"	L	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Id.....	(1)	"	1	"	0	2	"	"	0	1	"	"
Tarbes.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Lyon.....	Employés photographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Châlons-sur-Saône.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	4	"	"
Paris.....	Typograp. (r. de Savoie).	165	35	"	9	"	"	"	"	(1)	100	20	80
Id.....	Cond.-typog. (Gutenberg)	15	11	2	9	22	10	2	8	18	10	4	6
Id.....	Cond.-pointeurs, margeurs	14	19	5	3	12	10	2	8	14	9	3	6
Id.....	Union lithographique...	37	23	20	"	"	"	"	"	36	20	12	8
Id.....	Imprimeurs lithographes	88	"	51	"	(1)	(1)	"	76	(1)	(1)	57	"
Id.....	Graveurs lithographes...	25	19	5	14	"	"	"	"	14	10	6	4
Id.....	Dessinateurs, écrivains et graveurs lithographes.	25	19	6	5	"	"	"	"	13	11	"	2
Id.....	Opérateurs et bitumiers de la photogravure ..	3	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dorure sur cuirs, papiers.	(1)	18	"	18	(1)	9	3	9	5	6	5	"
Id.....	Fondeurs typographes....	"	"	"	"	2	(1)	2	"	"	"	"	"
Id.....	Margeurs lithographes...	"	"	"	"	50	12	3	9	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs chromistes.	"	"	"	"	42	20	"	20	"	"	"	"
Id.....	Correcteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	4	1	4
Id.....	Séréotypeurs-galvanopl.	"	"	"	"	"	"	"	"	6	(1)	2	"
Le Havre.....	Typographes.....	10	0	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Meaux.....	Id.....	"	"	"	"	5	5	4	1	"	"	"	"
Étampes.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	9	9	9	1
Thouars (Deux-Sèvres)....	Ouvriers de l'imprimerie.	"	"	"	"	1	"	"	"	(1)	2	2	"
Avignon.....	Typographes.....	7	3	1	2	3	1	1	"	"	"	"	"
La Roche-s.-Yon	Travailleurs du livre. .	1	2	1	"	"	"	"	"	2	2	"	2
Limoges.....	Imprimeurs lithographes.	"	"	"	"	2	(1)	"	2	1	1	"	1
Auxerre.....	Typographes.....	1	1	1	"	"	"	"	"	1	2	1	"
Alger.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	3	3	"
CUIRS ET PEaux.													
Nice.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	8	3	4	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Id.....	0	5	"	"	0	2	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Selliers, bourreliers....	"	"	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
La Ciotat.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Dijon.....	Ouvriers de la chaussure..	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Romans.....	Conseurs, cambreurs, etc.	"	"	"	"	(1)	2	"	2	"	"	"	"
Grenoble.....	Ponceurs et dol. en peaux.	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sonillac (Lot).....	Tanneurs et corroyeurs....	"	"	"	"	7	(1)	"	"	"	"	"	"
Fismes (Marne).....	Appréteurs en pelleterie, lustr. et fourreaux....	"	"	"	"	30	0	"	"	10	0	"	"
Liancourt(Oise).....	Cordonniers.....	20	(1)	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Clermont-Ferrand.....	Ouv. en cuirs et en peaux	"	"	"	"	43	2	2	"	47	"	4	"
Bagnères-de-Bigorre.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	2	1	"	2	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	51	9	"	9	50	8	"	8	"	"	"	"
Paris.....	Conperie de poils.....	(1)	(1)	19	"	(1)	(1)	18	"	"	"	"	"
Id.....	Selliers et mécaniciens	"	"	"	"	2	(1)	1	"	2	0	"	"
Id.....	Selliers harnacheurs....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	3	"
Id.....	Monteurs en sièges cuir.	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Id.....	Ouvriers du chevreau glacé	"	"	"	"	"	"	"	"	9	5	5	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.							
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS					
				demeure en	extra.			demeure en	extra.			demeure en	extra.				
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.																	
Saint-Quentin .	Tullistes en guiques et si- milaires	"	"	"	"	12	0	"	"	13	0	"	"				
Troyes	Ouvriers et ouvrières de la filature	"	"	"	"	4	0	2	"	1	0	"	"				
Id.	Ouvriers et ouvrières de la bonneterie	"	"	"	"	23	(1)	1	"	2	1	"	"				
Marseille	Blanchisseuses	"	"	"	"	0	15	"	"	"	"	"	"				
Angoulême	Taillieurs	"	"	"	"	2	0	"	"	4	0	"	"				
Sauve (Gard)	Ouvr. de la bonneterie	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"				
Bordeaux	Taillieurs	"	"	"	"	"	"	"	"	40	15	15	"				
Montpellier	Taillieurs d'habits	1	10	"	1	2	5	"	2	5	0	"	"				
Cette	Id.	2	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"				
Béziers	Taillieurs	(1)	(1)	20	"	(1)	40	"	"	"	"	"	"				
Saint-Etienne	Taillieurs réunis	5	0	"	"	5	4	3	1	4	(1)	"	2				
Agen	Taillieurs	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	2	"				
Saumur	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"				
Lille	Coupeurs en confection	3	2	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"				
Villers-en-Cau- chies (Nord)	Tisserands	45	(1)	0	15	55	0	"	"	"	"	"	"				
Candry (Nord)	Tullistes	8	2	5	"	"	"	"	"	6	(1)	2	"				
Lyon	Teinturiers-dégraisseurs	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"				
Id.	Chapeliers	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"				
Id.	Chapeliers en fantaisie	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"				
Héricourt	Ouvriers textiles	"	"	"	"	33	4	2	2	"	"	"	"				
Paris	Teinturiers dégraisseurs	120	100	72	18	80	60	52	6	80	40	35	15				
Id.	Apprêteurs et décortias ⁽¹⁾	"	"	"	"	22	(1)	22	"	"	"	"	"				
Id.	Passementiers à la main	2	2	2	"	3	3	"	"	4	3	3	"				
Id.	Passementiers à la barre	7	6	"	2	23	22	2	1	20	4	"	4				
Id.	Façonniers passementiers à la barre	"	"	"	"	"	"	"	"	15	14	3	4				
Id.	Ouv. en chapeaux mécan.	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"				
Id.	Casqueurs	35	0	"	"	"	"	"	"	35	0	"	"				
Id.	Ouvr. confectionneurs de cols de cravate	60	6	"	"	50	5	10	"	"	"	"	"				
Id.	Coupeurs chemisiers	18	15	10	5	19	16	11	5	"	"	"	"				
Id.	Couturières	25	3	"	"	30	(1)	3	55	80	63	"	"				
Id.	Taillieurs et couturières	60	38	38	25	"	"	"	"	"	"	"	"				
Id.	Fleuristes, feuellagistes	8	5	4	1	15	8	6	"	"	"	"	"				
Id.	Garçons de lavoirs	6	(1)	6	2	"	"	"	"	8	4	11	1				
Id.	Couleurs et garçons de lavoirs	25	11	9	2	36	22	20	2	22	18	17	1				
Id.	Blanchisseuses	54	19	3	16	100	25	2	50	15	5	8	30				
Id.	Taillieurs	"	"	"	"	28	21	13	18	"	"	"	"				
Id.	Taillieurs de la Seine	"	"	"	"	34	9	9	"	46	11	"	11				
Id.	Ouv. de la bretelle et de ceinture	"	"	"	"	1	(1)	"	1	2	0	"	"				
Puteaux	Blanchisseurs	15	18	"	"	(1)	15	15	10	"	"	"	"				

BOIS.

Saint-Quentin .	Menuisiers	(1)	2	"	"	5	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne	Charpentiers	6	0	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"
Saintes	Tonnelliers	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourges	Ouvriers en voiture	10	0	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"
Id.	Menuisiers	"	"	"	"	10	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"
Tulle	Menuisiers et ébénistes	"	"	"	"	20	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
BOIS. (Suite.)													
Nîmes.....	Carrossiers.....	3	(1)	4	"	"	"	"	"	6	2	2	"
Alais.....	Menuisiers et ébénistes..	"	"	"	"	10	4	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Ouvriers en meubles....	"	"	"	"	1	4	"	4	"	"	"	"
Id.....	Fondriers.....	3	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	3	"
Bordeaux.....	Charpentiers de haute futaie.....	"	"	"	"	40	12	"	"	"	"	"	"
Rennes.....	Charpentiers et scieurs de long.....	30	1	1	"	21	2	3	6	30	3	8	"
Vienne.....	Ouvriers de l'ameublement	"	"	"	"	10	0	"	10	"	"	"	"
Grenoble.....	Scieurs de long.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	0	"	"
Saint-Étienne.	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	19	0	"	"
Bourg-Argental (Loire).....	Tourneurs sur bois.....	"	"	"	"	1	(1)	1	"	"	"	"	"
Lavardac (Lot- et-Garonne).	Bouclonniers.....	"	"	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
Nevers.....	Charpentiers.....	10	20	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg....	Ebénistes, menuisiers, etc	"	"	"	"	15	0	"	15	4	0	"	"
Nancy.....	Ameublement.....	(1)	7	5	1	5	1	"	3	"	"	"	"
Id.....	Menuisiers.....	17	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Tapissiers.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ebénistes.....	"	"	"	"	20	2	1	"	(1)	1	1	"
Roubaix.....	Charpentiers et menuisiers.	12	2	2	"	7	2	1	1	9	3	2	1
Dunkerque....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	10	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Charpentiers de navires.	"	"	"	"	25	4	0	0	2	0	"	"
Saint-Sauveur (Oise).....	Brosserie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	"	2
La Croix-Saint- Ouen (Oise).	Layetiers, emballeurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Clermont-Fer- rand.....	Charpentiers et aides....	9	(1)	0	2	2	0	2	"	2	4	1	3
Perpignan....	Charpentiers, etc.....	"	"	"	"	6	0	"	"	"	"	"	"
Le Mans.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	8	0	"	"	10	0	"	"
Paris.....	Menuisiers.....	29	(1)	12	12	"	"	7	18	3	"	8	"
Id.....	Layetiers, emballeurs..	16	6	4	2	13	22	3	10	21	"	"	"
Id.....	Monteurs en siège cuir..	4	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Scieurs, découpeurs, mou- leurs à la mécanique.	"	"	"	"	36	17	10	12	"	"	"	"
Id.....	Doreurs sur bois (ateliers).	"	"	"	"	30	"	"	"	30	"	"	10
Id.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	10	"
Id.....	Marqueterie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	3	"
Rouen.....	Charpentiers.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Germain- en-Laye....	Menuisiers.....	"	"	"	"	7	0	"	"	"	"	"	"
Amiens.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	2	2	1	1	"	"	"	"
Limoges.....	Sabotiers.....	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Yrieix..	Feuillardiens.....	"	"	"	"	80	0	"	"	"	"	"	"
MÉTAUX.													
St-Quentin...	Chauffeurs-conducteurs..	3	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chaudronniers.....	30	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Chauffeurs-conducteurs- mécaniciens.....	"	"	"	"	6	2	2	"	"	"	"	"
Marseille.....	Chauffeurs-conducteurs..	9	0	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.					NOVEMBRE.					DÉCEMBRE.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		
				à demeure en	en extra.				à demeure en	en extra.				à demeure en	en extra.	
MÉTAUX. (Suite.)																
Marseille.....	Mécaniciens.....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"	"	2
Nice.....	Electriciens et mécaniciens	"	"	"	"	"	19	4	4	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Horlogers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"
Caen.....	Mouleurs sur métaux....	4	0	"	"	"	2	0	"	"	"	4	0	"	"	"
Saintos.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"
Toulouse.....	Charrons.....	"	"	"	"	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Ferblantiers-zingueurs....	4	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Forgerons.....	"	"	"	"	"	18	3	2	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de la bijouterie.	"	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ajusteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	40	5	"	"	"	5
Id.....	Serruriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	8	0	"	"	"	"
Cette.....	Ouvriers en métallurgie..	25	(1)	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Béziers.....	Ferblantiers.....	5	3	5	"	"	15	4	8	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Ajusteurs.....	7	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Serruriers.....	23	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Métallurgistes.....	3	0	"	"	"	13	0	"	"	"	"	"	"	"	"
S ^t -Dizier (H ^e - Marne).....	Métallurgistes.....	3	0	"	"	"	3	0	"	"	2	0	"	"	"	1
Lille.....	Serruriers.....	48	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Mécaniciens.....	48	(1)	10	"	"	21	4	4	"	"	"	"	"	"	"
Croix (Nord)...	Mouleurs en fer et en cuivre.....	"	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Calais.....	Métallurgistes.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Thiers.....	Emonleurs et polisseurs en ciseaux.....	16	0	"	"	"	10	0	"	"	13	0	"	"	"	"
Pau.....	Serruriers.....	"	"	"	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"	"	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	1	0	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Chaudfleurs - mécaniciens.	16	(1)	"	4	"	2	2	1	1	2	1	1	"	"	"
Id.....	Chaudfleurs - mécaniciens (Fédération).....	"	"	"	"	"	30	9	9	6	"	"	"	"	"	"
Id.....	Electriciens.....	15	10	2	8	"	"	"	"	"	17	7	3	4	"	"
Id.....	Chaudfleurs, électriciens.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	24	6	6	8	"	"
Id.....	Tôliers-fumistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"
Paris.....	Mouleurs en métaux....	6	(1)	1	"	"	"	"	"	"	2	"	1	"	"	"
Id.....	Ouvriers en limes.....	22	9	9	"	"	0	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés des industries métallurgiques.....	10	8	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Serruriers en bâtiment..	48	3	"	30	"	50	0	"	25	90	8	"	"	"	22
Id.....	Bronzeurs et galvaniseurs sur métaux.....	25	8	7	1	"	"	"	"	"	3	0	"	"	"	1
Id.....	Tourneurs et robinetiers..	12	2	2	"	"	7	2	2	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de musique.....	2	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	54	17	33	"	"	53	15	31	"	65	13	27	"	"	"
Id.....	Potiers d'étain.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"
Id.....	Estampeurs - découpeurs- mécaniciens en outils à découper.....	"	"	"	"	"	0	15	"	15	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chaudronniers en cuivre.	"	"	"	"	"	34	12	16	4	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chefs et contremaîtres des industries métallurgiq.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	3	2	"	"	"
Argenteuil....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Poissy (Seine- et-Oise).....	Mouleurs sur métaux....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"
Rouen.....	Constructeurs - mécani- ciens.....	78	0	"	"	"	80	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Amiens.....	Serruriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
BÂTIMENT.													
Saint-Quentin .	Peintres en bâtiment	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Marseille	Mineurs, terrassiers	90	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Maçons limousinants	23	19	18	"	31	31	"	31	32	36	21	11
Id.	Manœuvres et aides-maçons	(1)	(1)	"	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Cimentiers et gâcheurs	"	"	"	"	"	"	"	"	34	7	4	3
Angoulême	Taillieurs de pierre et maçons	30	"	"	"	50	"	"	"	"	"	"	"
Rochefort	Taillieurs de pierre et maçons	40	0	"	"	28	0	"	"	24	0	"	"
Bourges	Terrassiers	200	60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dijon	Peintres en bâtiment	2	1	"	3	"	"	"	"	75	0	"	"
Chartres	Ouvriers en bâtiment	8	"	"	8	9	0	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Couvreur	6	"	"	"	4	2	2	"	"	"	"	"
Id.	Taillieurs de pierre et maçons	31	7	"	"	62	3	"	3	103	7	"	"
Toulouse	Marbriers	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Agde	Taillieurs de pierre	"	"	"	"	30	0	"	"	30	0	"	"
Rennes	Plâtriers	"	"	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne	Plâtriers, peintres	"	"	"	"	"	"	"	"	15	0	"	"
Nantes	Plâtriers	"	"	"	"	"	"	"	"	6	2	2	"
Orléans	Couvreur	18	1	"	"	18	0	"	"	18	0	"	"
Cahors	Peintres	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg	Peintres et décorateurs	"	"	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Lille	Sculpteurs, cartonniers, ornemanistes	"	"	"	"	"	"	"	"	6	2	"	"
Dunkerque	Maçons	25	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes	Couvreur, zingueur et plombiers	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Crépy-en-Valois (Oise)	Ouvriers en bâtiment	2	0	"	"	1	(1)	"	1	2	0	"	"
Creil (Oise)	Id.	2	(1)	"	2	20	(1)	10	"	"	"	"	"
Thiers	Maçons et aides	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Plâtriers peintres	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Bayonne	Corporation du bâtiment	(1)	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Perpignan	Taillieurs de pierre	2	1	"	"	"	"	"	"	6	1	2	"
Lyon	Cimentiers	"	"	"	"	60	(1)	4	2	"	"	"	"
Paris	Terrassiers, puisatiers-mineurs	225	(1)	"	75	201	(1)	"	119	235	(1)	"	175
Id.	Bitumiers, asphalte, béton	200	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Briquettiers-jointoyeurs	90	74	60	80	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Peintres en bâtiment (groupe Père-Lachaise)	2	0	"	"	42	7	7	"	"	"	"	"
Id.	Peintres en bâtiment (rue Labat)	"	"	"	"	"	"	"	"	9	4	8	"
Id.	Peintres (B. du T.)	155	"	"	"	125	"	"	"	105	"	"	"
Id.	Peintres en décors	"	"	"	"	37	12	"	12	42	7	"	"
Id.	Marbriers du meuble	"	"	"	"	30	7	4	3	"	"	"	"
Id.	Plombiers, couvreur, zingueur	"	"	"	"	"	"	"	"	280	15	0	15
Levallois-Perret	Peintres en bâtiment	3	3	"	3	3	2	"	2	"	"	"	"
Elbeuf	Id.	8	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Versailles	Ouvriers du bâtiment	2	(1)	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Corbeil	Maçons, plâtriers, tailleurs de pierres	"	"	"	"	19	(1)	17	"	27	0	"	"
Draguignan	Maçons	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Poitiers	Taillieurs de pierre	9	0	"	"	"	"	"	"	25	0	"	"
Id.	Cimentiers	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Limoges	Taillieurs de pierre	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	80	"	"
Remiremont	Ouvriers du bâtiment	24	12	12	"	12	8	8	"	18	6	6	"
Mustapha	Terrassiers	"	"	"	"	"	"	"	"	30	0	"	"
Alger	Maçons	"	"	"	"	"	"	"	"	40	0	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en extra.	ca extra.			demeure en extra.	demeure en extra.				
TRAVAIL DES PIERRES ET TERRES AU FEU.													
Saint-Quentin.	Briquetiers.....	"	"	"	"	110	0	"	"	"	"	"	"
Aubagne (Bou- ches-du-Rh.)	Potiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Agen.....	Ouvriers des usines des produits céramiques..	"	"	"	"	90	0	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Briquetiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	3	"	3
Paris.....	Biseauteurs et polisseurs de glaces.....	12	12	5	7	11	8	5	3	"	"	"	"
Limoges.....	Choississeurs et embal- leurs de porcelaines...	2	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Marseille.....	Chefs borneurs, remor- queurs.....	"	"	"	"	29	0	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Charretiers et camion- neurs.....	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Ouvriers charbonniers...	"	"	"	"	70	(1)	16	"	60	(1)	16	"
Nantes.....	Camionneurs.....	3	1	"	"	2	0	"	"	5	0	"	"
Nancy.....	Garçons de magasin.....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Cochers de grande re- mise.....	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Travailleurs des bateaux parisiens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	80	17	"	"
Rouen.....	Charretiers livreurs.....	8	5	5	"	12	7	7	"	"	"	"	"
Limoges.....	Cochers.....	6	(1)	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Garçons cochers.....	10	8	2	20	"	"	"	"	16	11	"	11
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Nice.....	Employés de commerce..	27	16	16	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Employés de commerce, etc.....	"	"	"	"	"	3	"	"	5	4	2	"
Marseille.....	Sténographes du com- merce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	6	4	"
Toulouse.....	Employés aux écritures..	"	"	"	"	124	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Sténographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	2	1	"
Montpellier.....	Commis et employés.....	"	"	"	"	12	2	"	"	"	"	"	"
Dax.....	Employés de commerce..	6	3	"	"	3	(1)	1	"	"	"	"	"
Saint-Étienne.....	Voyageurs de commerce.	"	"	"	"	"	"	"	"	5	2	1	"
Agen.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	12	3	"	"	15	5	5	"
Tarbes.....	Id.....	"	"	"	"	2	1	1	"	1	"	1	"
Le Mans.....	Employés de commerce et de bureau.....	"	"	"	"	1	0	"	"	2	2	2	"
Paris.....	Alliance sténographique.	4	25	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Comptables.....	49	45	10	10	45	49	10	1	17	30	9	3
Id.....	Dessinateurs en broderies	6	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de la Bourse du commerce.....	6	1	1	"	6	4	4	"	7	4	4	"
Id.....	Caissiers, comptables et employés aux écritures.	"	"	"	"	(1)	5	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de commerce et d'industrie.....	"	"	"	"	70	89	36	"	61	90	38	"
Id.....	Courtiers et représentants de commerce.....	38	14	10	"	35	15	5	"	45	22	17	"
Id.....	Sténographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	3	2	"
Rouen.....	Employés.....	15	15	7	"	14	4	3	"	"	"	"	"
Id.....	Employés (Union phi- lantropique).....	"	"	"	"	8	9	6	"	8	13	6	"
Toulon.....	Employés de commerce et demoiselles de magasin	"	"	"	"	7	5	5	"	"	"	"	"
Épinal.....	Employés de commerce..	2	3	"	"	1	7	"	"	3	2	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	ou en cité.			à demeure	ou en cité.			à demeure	ou en cité.
COIFFEURS.													
Nice.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	90	20	20	12	70	20	"	"
Narbonne....	<i>Id.</i>	5	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marseille....	<i>Id.</i>	"	"	"	"	"	"	"	"	75	35	35	300
Montpellier...	<i>Id.</i>	"	"	"	"	"	"	"	"	7	4	4	3
Béziers.....	<i>Id.</i>	"	"	"	"	19	16	18	"	"	"	"	"
Bayonne.....	<i>Id.</i>	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	2	"
Lyon.....	Coiffeurs réunis.....	24	19	19	"	21	15	15	"	23	17	17	45
Le Mans.....	Coiffeurs.....	27	17	17	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Bône.....	<i>Id.</i>	1	(1)	1	"	1	0	"	1	2	1	2	"
GENS DE MAISON.													
Bordeaux.....	Gens de maison.....	61	85	31	4	"	"	"	"	69	73	28	5
Paris.....	Gens de maison (rue Ma- tignon).....	63	116	42	12	64	79	29	7	36	69	24	15
<i>Id.</i>	Gens de maison (rue de Rivoli).....	25	32	17	"	"	"	"	"	"	"	"	"
DIVERS.													
Paris.....	Employés de l'enseigne- ment privé.....	12	3	3	0	16	1	1	"	16	2	2	"
<i>Id.</i>	Professeurs de l'enseigne- ment libre.....	5	6	4	1	6	5	6	2	7	9	3	6

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (4^e TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Amiens.....	Voyageurs et représen- tants de commerce....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons de café et de restaurants.....	93	180	36	141	98	247	56	182	70	173	30	135
Arueil (Seine).....	« Les Robustes ».....	21	6	3	"	78	32	21	5	21	10	3	4
Avignon.....	Compagnons maréchaux- ferrants du « Devoir » au Tour de France.....	26	31	26	"	"	"	"	"	14	8	1	"
Belfort.....	Les employés de com- merce.....	2	2	2	"	3	4	3	"	"	"	"	"
Id.....	« La Jeanne d'Arc ».....	9	(1)	1	"	9	(1)	2	"	"	"	"	"
Besançon.....	Union fraternelle des em- ployés de commerce..	2	1	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons de café, maîtres d'hôtel, cuisiniers dits « L'Étoile bisontine »..	22	4	1	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Liquoristes, confiseurs et chocolatiers.....	6	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	5	3	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Charleville.....	Les employés.....	1	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"
Dunkerque.....	L'« Abeille ».....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Les coiffeurs.....	89	68	24	14	41	50	15	35	41	40	4	32
Lyon.....	Garçons de salles et de chambres.....	(1)	(1)	43	370	(1)	(1)	39	310	(1)	(1)	26	254
Id.....	Union lyonnaise des com- mis et employés de commerce.....	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries et confiseurs..	80	40	40	20	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Les employés de la soierie	15	21	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Institutrices et dames professeurs.....	"	"	"	"	(1)	(1)	5	5	"	"	"	"
Marseille.....	« Le Vatel ».....	65	70	60	5	68	49	40	9	"	"	"	"
Id.....	Commis et employés.....	"	"	"	"	198	8	8	"	"	"	"	"
Montbéliard.....	Employés de commerce..	2	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	La réunion des maçons..	8	2	2	"	8	2	2	"	17	3	3	"
Id.....	Fédération des mécani- ciens et chauffeurs de France.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	2	1	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Pantin (Seine).....	Ouvriers caoutchoutiers..	(1)	(1)	2	"	2	(1)	2	"	"	"	"	"
Paris.....	Compagnons boulangers du « Devoir ».....	"	"	"	"	"	"	"	(2) 115	90	25	65	"
Id.....	Union de la charcuterie..	369	385	332	1	443	447	393	"	391	393	329	"
Id.....	Ouvriers pâtisseries et cui- siniers.....	75	66	60	628	42	74	69	818	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	400	105	270	(1)	300	60	200	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 4^e trimestre.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.					NOVEMBRE.					DÉCEMBRE.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		
				demeure à	en extra.				demeure à	en extra.				demeure à	en extra.	
Paris	L'« Union de l'épicerie ».	203	170	163	»	163	130	120	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	« L'Étoile » garçons restau- rateurs et limonadiers.	(1)	(1)	40	914	540	(1)	35	659	415	844	29	815	»	»	»
Id.	« L'Union Helvetia »	208	96	62	29	184	(1)	32	12	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Les employés d'hôtels...	(1)	(1)	32	17	(1)	(1)	16	11	(1)	(1)	21	11	»	»	»
Id.	Sommeliers d'hôtels	191	74	73	84	132	30	29	40	99	30	25	40	»	»	»
Id.	La Franc-Comtoise	2	(1)	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Les compagnons charrons du « Devoir »	31	22	22	»	27	18	»	18	25	20	»	20	»	»	»
Id.	La « Menuiserie de Paris »	»	»	»	»	3	1	1	»	2	»	»	»	»	»	»
Id.	« La Quincaillerie »	52	38	25	13	53	49	34	10	54	50	22	23	»	»	»
Id.	Union des chauffeurs, conducteurs, mécani- ciens et électriciens de la Seine	6	6	4	2	9	8	6	2	»	»	»	»	»	»	»
Id.	« L'Amitié » des chauff- eurs, conducteurs et mécaniciens	(1)	(1)	»	1	1	1	»	1	1	(1)	»	2	»	»	»
Id.	Compagnons tisseurs et seraudiniers	10	15	»	»	13	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Chauffeurs et conducteurs de machines à vapeur.	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Commis d'entrepreneurs de peintures	»	»	»	»	1	1	1	»	1	1	1	»	»	»	»
Id.	L'Union générale des gantiers	4	4	4	»	2	3	2	»	3	3	3	»	»	»	»
Id.	La Prévoyance humani- taire	6	4	2	1	6	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»
Id.	« Le Bâtiment » des em- ployés architectes	23	10	»	»	31	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Les employés de transport	»	»	»	»	4	(1)	4	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Ouvriers paveurs	»	»	»	»	»	»	»	»	(2)	75	45	15	30	»	»
Id.	Garçons de caisse et de recettes	(1)	(1)	1	»	»	»	»	»	1	2	1	»	»	»	»
Id.	Les comptables	322	139	90	33	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Les maîtres tailleurs	»	»	»	»	»	»	»	»	55	72	33	»	»	»	»
Id.	« La Couturière »	20	24	»	20	15	7	»	14	20	20	»	17	»	»	»
Id.	« La Saint-Michel »	835	394	275	236	1,140	280	184	209	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Gens de maison	(1)	78	25	»	(1)	40	13	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Concierges-gérants	8	4	»	»	15	4	2	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	Employés d'établisse- ments de bains	47	9	7	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Id.	« L'Alsace-Lorraine »	»	»	»	»	200	323	129	»	190	186	105	»	»	»	»
Id.	Les ex-militaires	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»
Id.	Anciens militaires des ar- mées de terre et de mer	»	»	»	»	3	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»
Rouen	Secrétaires et employés de mairie	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Saint-Étienne ..	Les comptables	4	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Valenciennes ..	Les comptables	6	2	2	»	6	3	3	»	3	1	»	1	»	»	»

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 4^e trimestre.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (4^e TRIMESTRE 1902).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DECEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
Angers.....	Patronage des libérés....	"	"	"	"	7	5	4	"	(1)	(1)	"	2
Bordeaux.....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	7	3	(1)	11	11	4	"	"	"	"
Id.....	Maison du Marin.....	96	65	65	"	93	61	61	"	94	67	67	"
Boulogne - sur- Mer.....	Jardins ouvriers.....	63	63	63	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Clermont - Fer- rand.....	Steurs de l'Immaculée- Conception.....	(1)	(1)	20	6	"	"	15	4	"	"	"	"
Cluses.....	École nationale d'horlo- gerie.....	8	8	4	"	7	7	7	"	"	"	"	"
Coubeyrac (Gi- ronde).....	Orphelinat agricole.....	1	(1)	3	"	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"
Courville (Eure- et-Loir).....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	"	30	(1)	(1)	1	34	(1)	(1)	"	49
Saint-Dié.....	Asile-orphelinat.....	4	3	1	1	"	"	25	"	"	"	"	"
Dunkerque.....	Maison du Marin.....	(1)	(1)	167	"	(1)	(1)	250	"	(1)	(1)	159	"
Epinal.....	Les anciens élèves de l'école industrielle de	6	2	2	2	2	4	2	1	"	"	"	"
Fourmies (Nord)	Ecole pratique d'indus- trie.....	11	18	11	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Grand - Quevilly (Seine-Inf ^{re})..	Refuge.....	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
La Chalmelle par Esternay (Marne)....	Colonie agricole d'assis- tance.....	12	14	7	"	5	5	5	"	2	6	4	"
La Rochelle....	Maison du Marin.....	48	(1)	33	"	48	(1)	31	"	40	(1)	24	"
Le Havre.....	Assistance par le travail.	74	(1)	2	"	99	(1)	2	"	91	(1)	2	"
Le Mans.....	Steurs servantes de Ma- rie.....	21	"	"	"	13	"	"	"	"	"	"	"
Le Puy.....	Maison des filles.....	15	(1)	15	"	(1)	(1)	14	"	"	"	"	"
Le Vésinet (Sei- ne-et-Oise) ..	Orphelinat de l'Alsace- Lorraine.....	(1)	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Patronage des libérés....	12	(1)	9	"	11	(1)	4	1	"	"	"	"
Id.....	Office central des institu- tions charitables.....	273	199	63	"	228	139	48	"	203	128	45	"
Luc par Abyon (Gard).....	Colonie agricole.....	2	2	2	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Lyon.....	Philanthropique savoie- sienne.....	63	60	49	"	71	63	54	"	"	"	"	"
Id.....	Assistance par le travail.	174	(1)	29	"	171	(1)	32	"	197	(1)	10	45
Id.....	Patronage des prisonniers	"	"	"	"	48	(1)	37	"	47	(1)	42	"
Id.....	Asile protestant.....	32	42	22	"	10	12	7	1	10	45	6	1
Id.....	Patronage protestant.....	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Patronage des libérés....	66	(1)	54	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir)...	Assistance de Saint-Jean.	(1)	13	"	13	(1)	11	"	11	(1)	15	"	15
Marseille....	Assistance par le travail.	57	22	67	4	61	15	23	7	60	21	26	4
Id.....	La Préservation.....	147	116	20	2	95	77	43	"	"	"	"	"
Melun.....	Assistance par le travail.	55	55	24	31	120	120	52	68	"	"	"	"
Nantes.....	Maison du Marin.....	110	(1)	80	"	114	(1)	84	"	119	(1)	69	"
Id.....	Sacré-Cœur.....	(1)	10	4	"	(1)	21	6	"	"	"	"	"
Paris.....	L'hospitalité de nuit.....	(1)	(1)	"	24	(1)	(1)	"	4	(1)	(1)	"	11
Id.....	Assistance du XVI ^e arron- dissement.....	(1)	(1)	2	12	(1)	(1)	2	5	(1)	2	4	2
Id.....	Maison hospitalière.....	10	11	9	1	25	24	17	"	19	21	17	2

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	OCTOBRE.				NOVEMBRE.				DÉCEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Paris	La Philanthropique.....	394	194	45	235	348	211	22	251	292	208	40	208
Id.....	The mission home.....	170	139	22	8	120	103	16	12	81	68	11	5
Id.....	Assistance des libérés....	200	(1)	61	"	324	(1)	32	"	322	(1)	47	"
Id.....	La Philanthropique sa- voisienne.....	233	268	179	"	135	221	192	"	195	191	95	8
Id.....	Assistance par le travail.	160	241	153	13	161	127	20	"	157	134	19	"
Id.....	Home allemand.....	(1)	150	75	"	(1)	44	33	"	"	"	"	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine.....	202	421	154	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maison Notre-Dame auxi- liatrice.....	(1)	(1)	620	"	(1)	(1)	355	"	"	"	"	"
Id.....	Patronage de la Provi- dence.....	8	6	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Home israélite français..	(1)	(1)	8	25	(1)	(1)	1	20	"	"	"	"
Id.....	Les Employés du bâti- ment.....	51	19	19	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Assistance par le travail.	34	(1)	12	"	46	(1)	17	"	"	"	"	"
Id.....	Les pauvres honteux....	28	9	5	"	22	6	3	"	"	"	"	"
Id.....	Assistance Saint-Charles.	193	403	115	"	192	282	150	"	"	"	"	"
Id.....	Les Alsaciens-Lorrains..	(1)	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	La Philanthropie des maîtres tailleurs.....	87	98	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Home français.....	(1)	(1)	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Sœurs servantes de Ma- rie (2).....	(1)	(1)	1,378	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Quimper.....	Les Enfants de l'Adora- tion.....	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	2	"	"	"	"	"
Remiremont....	L'Enfant-Jésus.....	(1)	(1)	3	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Rochefort.....	Le Fourneau économique.	2	(1)	2	"	2	(1)	2	"	3	(1)	3	"
Roubaix.....	École nationale des arts industriels.....	(1)	8	8	"	"	"	"	"	(1)	10	5	"
Rouen.....	École professionnelle et ménagère.....	4	(1)	2	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Maison des sœurs de Saint-Aubin.....	25	33	20	"	56	59	36	"	50	53	31	1
S ^t -Hilaire (Mai- ne-et-Loire)...	École de réforme.....	(1)	13	8	"	(1)	11	8	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Patronage des libérés....	10	2	2	6	22	3	3	10	"	"	"	"
Tours.....	Patronage des libérés....	2	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Patronage des libérés con- damnés.....	13	2	2	2	14	2	2	2	16	4	3	1
Versailles.....	Patronage des libérés....	112	(1)	7	7	73	(1)	3	6	152	(1)	4	2
Vierzon (Cher).	Anciens élèves de l'école nouvelle.....	8	4	4	"	7	5	5	"	6	2	2	"
Yzeure (Allier).	École professionnelle mé- nagère des pupilles de la Seine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	"	13

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 4^e trimestre.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 18 syndicats patronaux comptant 558 membres ;
- 41 syndicats ouvriers comptant 3,630 membres ;

et de la dissolution de :

- 1 union de syndicats ouvriers.
- 4 syndicats patronaux comptant 68 membres ;
- 34 syndicats ouvriers comptant 2004 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

24 en décembre, 12 en novembre, 3 en octobre, 3 en septembre, 2 en août, 3 en juillet, 2 en juin, 1 en mai, 1 en février, 1 en janvier et 7 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 59.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ardennes [3 décembre 1902]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Charleville-Mézières et de l'arrondissement (27 membres). Siège social : Café de la Paix, CHARLEVILLE. — [5 novembre 1902] — Syndicat du commerce des vins en gros et spiritueux de l'arrondissement de Sedan (12 membres). Siège social : rue Sainte-Barbe, 13, SEDAN.

Aube [7 novembre 1902]. — Chambre syndicale des laitiers et laitières de la ville de Troyes et de la banlieue (24 membres). Siège social : rue Thiers, 32, TROYES.

Bouches-du-Rhône [4 novembre 1902]. — Syndicat des pharmaciens d'Arles et de l'arrondissement (7 membres). Siège social : rue de la Place, 1, ARLES. — [11 novembre 1901]. Syndicat de l'alimentation marseillaise (181 membres). Siège social : boulevard Dugommier, 3, MARSEILLE.

Côte d'Or [31 décembre 1902]. — Syndicat de l'association des dentistes de l'Est (36 membres). Siège social : rue de la Préfecture, 35, DIJON.

Doubs [27 novembre 1902]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de l'arrondissement de Pontarlier (26 membres). Siège social : PONTARLIER.

Haute-Garonne [26 mai 1902]. — Association générale du bâtiment du Sud-ouest (25 membres). Siège social : rue Gambetta, 33, TOULOUSE.

Meurthe-et-Moselle [22 septembre 1902]. — Syndicat du commerce d'épicerie au détail de la ville de Nancy et environs (82 membres). Siège social : chez M. Guerpont, place S'-Epvre, NANCY.

Nord [10 décembre 1902]. — Chambre syndicale de la chaussure du Nord (4 membres). Siège social : rue Basse, 30, LILLE.

Orne [29 août 1902]. — Syndicat des marchands de légumes de la ville d'Alençon (7 membres). Siège social : ALENÇON.

Pas-de-Calais [2 juin 1902]. — Syndicat hippique boulonnais (2 membres). Siège

social : place de la République, 1, **BOULOGNE-SUR-MER**. — [5 octobre 1902]. — Syndicat de la **boulangerie** de Carvin (18 membres). Siège social : rue du Cimetière, 18, **CARVIN**. — [26 décembre 1899]. — Syndicat des **assureurs** de l'arrondissement de Saint-Omer (14 membres). Siège social : rue des Corroyeurs, 12, **SAINT-OMER**.

Savoie [13 décembre 1902]. — Chambre syndicale des loueurs de **voitures** de Chambéry (19 membres) Siège social : café de la Mairie, place de l'Hôtel de ville, **CHAMBÉRY**.

Seine [22 novembre 1902]. — Chambre syndicale des marchands de **fromages** de Brie de Paris et du département de la Seine (58 membres). Siège social : chez M. Lavergne, rue de la Cossonnerie, 5, **PARIS-1^{er}**.

Tarn [12 décembre 1902]. — Syndicat de la **boucherie** d'Albi gros et détail (18 membres). Siège social : Mairie, **ALBI**.

Vienne [23 novembre 1902]. — Syndicat des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Civray (? membres). Siège social : **CIVRAY**.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [10 juin 1902]. — Chambre syndicale des **métallurgistes** et similaires (75 membres). Siège social : **BOURG**.

Alpes-Maritimes [23 novembre 1902]. — Syndicat des artistes **musiciens** professionnels de Nice (145 membres). Siège social : Bourse du travail, **NICE**.

Ardennes [31 juillet 1902]. Syndicat jaune « La Fraternelle des **métallurgistes** de Château-Regnault-Bogny » (392 membres). Siège social : Crèche de Bogny, **CHÂTEAU-REGNAULT**. — [26 janvier 1902]. Chambre syndicale des ouvriers **ardoisiers** et parties similaires (195 membres). Siège social : rue des Martyrs, 1, **FUMAY**. — [1^{er} janvier 1900 — reconstitution en 1902]. Chambre syndicale des **mouleurs** de Renwez (53 membres). Siège social : **RENWEZ**.

Bouches-du-Rhône [1^{er} février 1901]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer P. L. M., section de Marseille, (290 membres). Siège social : rue Pautrier, 9, **MARSEILLE**. — [12 octobre 1900]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de la ville de Marseille (18 membres). Siège social : Bourse du travail, **MARSEILLE**.

Cher [11 décembre 1902]. — Syndicat des immatriculés de la **fonderie de canons** de Bourges (115 membres). Siège social : Hôtel de ville, **BOURGES**. — [7 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers agricoles **bûcherons** et similaires de la commune de Saint-Pierre-les-Étieux (54 membres). Siège social : **SAINT-PIERRE-LES-ÉTIEUX**.

Corrèze [17 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** de la ville de Brive (12 membres). Siège social : Bourse du travail, **BRIVE**.

Drôme [10 décembre 1902]. — Syndicat des ouvrières en **cartonnage** de Romans et Bourg-de-Péage (28 membres). Siège social : Bourse du travail, **ROMANS**. — [31 décembre 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **chaussures** mécaniques de Romans et Bourg-de-Péage (50 membres). Siège social : Bourse du travail, **ROMANS**.

Finistère [19 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de Brest (33 membres). Siège social : Marché aux toiles, 2, **BREST**.

Haute-Garonne (11 décembre 1902). — Syndicat des ouvriers **sabotiers-galochiers** de la ville de Toulouse (30 membres). Siège social : Bourse du travail, **TOULOUSE**.

Gironde [21 Octobre 1902]. — Chambre syndicale des dessinateurs, chromistes, écrivains et graveurs **lithographes** de Bordeaux (40 membres). Siège social : Bourse du travail,

BORDEAUX. — [22 décembre 1902]. — Association syndicale des ouvriers **parqueteurs** de Bordeaux (18 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [15 décembre 1902]. — Chambre syndicale des **sténographes** et dactylographes de Bordeaux et du Sud-ouest (27 membres). Siège social : cours Tournon, 8, BORDEAUX. — [23 décembre 1902]. — Union syndicale des **sténographes**, dactylographes et sténo-dactylographes de la Gironde (15 membres). Siège social : rue des Trois-Conils, 53, BORDEAUX.

Landes [23 août 1902]. — Chambre syndicale de l'union des ouvriers **boulangers** de Mont-de-Marsan et du département des Landes (21 membres). Siège social : rue Alsace-Lorraine, 19, MONT-DE-MARSAN.

Loire [15 novembre 1902]. — Chambre syndicale des garçons **bouchers** de Saint-Etienne (22 membres). Siège social : Café Jacquemond, cours Victor-Hugo, 19, SAINT-ETIENNE. — [13 décembre 1902]. — Syndicat de défense des ouvriers **métallurgistes** victimes d'accidents du travail (13 membres). Siège social : rue Brossard, 3, SAINT-ETIENNE. — [23 novembre] — Syndicat de défense des ouvriers **mineurs** victimes d'accidents du travail (18 membres). Siège social : rue Brossard, 3, SAINT-ETIENNE. — [2 juillet 1902]. — Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie **textile** de Saint-Etienne (517 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE.

Loiret [2 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville d'Orléans (40 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Marne [9 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs**, zingueurs, plombiers et professions similaires (65 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [25 septembre 1902]. — Chambre syndicale des **employés** de la ville de Reims (103 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [29 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et professions similaires de la ville de Reims (60 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Nièvre [1^{er} décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département de la Nièvre, section de Murlin, (30 membres). Siège social : Mairie, LA CELLE-SUR-NIÈVRE.

Hautes-Pyrénées [20 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de la ville de Tarbes (21 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, TARBES.

Rhône [15 février 1902]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P. L. M. (122 membres) section de Badan-Grigny. Siège social : rue des Ecoles, GRIGNY. — [2 1900] Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P. L. M., section du dépôt de « La Mouche », (260 membres). Siège social à « La Mouche », LYON.

Savoie [20 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de la ville d'Aix-les-Bains (201 membres). Siège social : Hôtel de ville, AIX-LES-BAINS.

Seine [7 décembre 1902]. — Union syndicale corporative des **employés de bureau** commerce et industrie (57 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 1, PARIS-4°. — [1^{er} octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers en **enseignes** sur tôle émaillée (33 membres). Siège social : maison Jules, boulevard Magenta, 6 bis, PARIS-10°. — [28 décembre 1902]. — Union syndicale des **mineurs**, terrassiers, puisatiers et manœuvres du département de la Seine (37 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [20 décembre 1902]. — Chambre syndicale professionnelle des **modistes** (29 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [20 décembre 1902]. — Syndicat « La typographie indépendante » (23 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°.

Seine-Inférieure [23 décembre 1902]. — Union syndicale des aides en **pharmacie** de l'arrondissement du Havre (20 membres). Siège social : cercle Franklin, cours de la République, 119, LE HAVRE. — [13 juillet 1902]. — Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie **cotonnière**, **tisseurs** et fileurs de Malaunay et ses environs (247 membres). Siège social : salle Denis, route de Dieppe, MALAUNAY.

Vienne (Haute-) [30 septembre 1902]. — Chambre syndicale des employés aux moulins dits crématoires de Limoges (25 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

Alger [24 novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers du service électrique des chemins de fer sur routes d'Algérie (80 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Corrèze [18 mars 1901]. — Syndicat de la boucherie et de la charcuterie de Tulle (17 membres). Siège social : rue du Trech, 36, TULLE.

Garonne (Haute-) [25 octobre 1890]. — Syndicat professionnel des défenseurs agréés près le tribunal de commerce de Toulouse (4 membres). Siège social : rue Saint-Rome, 21, TOULOUSE.

Gironde [28 juillet 1893]. — Union syndicale des négociants en vins et spiritueux de la Gironde (22 membres). Siège social : rue du Palais-Gallien, 147 bis, BORDEAUX.

Vaucluse [1^{er} mars 1901]. — Chambre syndicale des coiffeurs d'Avignon (25 membres). Siège social : café de France, place de l'Hôtel-de-Ville, AVIGNON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [6 mars 1898]. — Syndicat des ouvriers en bâtiment et de l'industrie (36 membres). Siège social : BELLEGARDE.

Allier [13 décembre 1900]. — Union professionnelle des ouvriers mineurs de Doyet et de Montvicq (38 membres). Siège social : mairie, DOYET. — [1^{er} novembre 1893]. — Chambre syndicale des travailleurs bûcherons, fendeurs et travaux similaires du département de l'Allier (24 membres). Siège social : SAINT-BONNET-TRONÇAIS.

Ardennes [15 avril 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Charleville-Mézières et des environs (12 membres). Siège social : rue des Capucins, CHARLEVILLE. — [21 juillet 1899]. — Chambre syndicale départementale des ouvriers émeuleurs, polisseurs et nickeleurs sur métaux (80 membres). Siège social : rue du Pont-Suspendu, 9, CHARLEVILLE. — [18 décembre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers en métallurgie de Charleville-Mézières (groupe des mouleurs) [300 membres]. Siège social : avenue Pasteur, 26, CHARLEVILLE. — [1^{er} juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes de Flize, Boutancourt et environs (210 membres). Siège social : FLIZE. — [14 juin 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes de Pure et environs (38 membres). Siège social : PURE. — [10 février 1900]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières métallurgistes de Vrigne-aux-Bois (219 membres). Siège social : VRIGNE-AUX-BOIS.

Aube [11 mai 1902]. — « La Concorde », Syndicat des employés de fabriques (6 membres). Siège social : rue Mignard, 3, TROYES.

Garonne (Haute-) [24 décembre 1899]. — Chambre syndicale de l'équipement militaire de Toulouse [section de l'habillement, coupe, presse et boutonnage] (28 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — [12 juin 1891]. — Association syndicale des employés limonadiers, d'hôtels, restaurants et parties similaires de la ville de Toulouse (45 membres). Siège social : boulevard de Strasbourg, 5, TOULOUSE. — [2 janvier 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers monteurs en chaussures de Toulouse (20 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [1^{er} juillet 1900]. — Union des **nettoyeurs** de magasins de la ville de Bordeaux (20 membres). Siège social : passage Kiéser, 21, BORDEAUX.

Loiret [? mars 1902]. — Union des **employés** d'Orléans, chambre syndicale indépendante (30 membres). Siège social : rue de la Charpenterie, 90, ORLÉANS. — [27 décembre 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** du département du Loiret (? membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Savoie [26 avril 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**ameublement** de Chambéry (26 membres). Siège social : rue de Roche, 8, CHAMBÉRY. — [1^{er} septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, cimenteurs, manœuvres, terrassiers et similaires de la ville de Chambéry (67 membres). Siège social : rue de Roche, 8, CHAMBÉRY.

Seine [25 août 1902]. — Groupe corporatif des ouvriers **boulangers** de Plaisance (10 membres). Siège social : rue de Vanves, 15, PARIS-14^e. (*A fusionné avec le syndicat « les boulangers de Paris »*).

Vaucluse [20 août 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures** d'Avignon (14 membres). Siège social : café du Commerce, AVIGNON. — [15 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** d'Avignon (32 membres). Siège social : café Ferdinand, cours de la République, AVIGNON. — [28 octobre 1900]. — Syndicat des **coupeurs-tailleurs**, ouvriers et ouvrières en confection de la ville d'Avignon (73 membres). Siège social : hôtel de ville, AVIGNON. — [1^{er} octobre 1901]. — Syndicat des **employés de commerce** des deux sexes et d'administrations libres d'Avignon (335 membres). Siège social : hôtel de ville, AVIGNON. — [14 novembre 1892]. — Syndicat des **hommes de peine** de tous les corps de métiers (7 membres). Siège social : AVIGNON. — [1^{er} juillet 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** d'Avignon (22 membres). Siège social : café du Commerce, AVIGNON. — [13 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de Cadenet (56 membres). Siège social : mairie, CADENET. — [24 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Cavaillon (12 membres). Siège social : café de Paris, cours Gambetta, CAVAILLON. — [1^{er} avril 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers sur **cuir** (20 membres). Siège social : CAVAILLON. — [15 avril 1901]. — Syndicat international des ouvriers **cordonniers** de la ville de Pertuis (55 membres). Siège social : rue Durance, 18, Pertuis. — [24 novembre 1900]. — Syndicat des ouvriers de l'**ameublement** et parties similaires (34 membres). Siège social : café Veyrier, VALRÉAS. — [10 novembre 1900]. — Syndicat professionnel des **maçons** de Valréas et du canton (29 membres). Siège social : VALRÉAS. — [13 janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers des deux sexes travailleurs de **terre** de Valréas (16 membres). Siège social : café Jules, VALRÉAS.

Vienne [17 juillet 1892]. — Chambre syndicale de la **métallurgie** et des métiers similaires ou connexes de Cénon et des communes environnantes (45 membres). Siège social : hôtel Rangeard, CENON. — [? mars 1899]. — Chambre syndicale ouvrière de la **boulangerie** (45 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

3° UNIONS DE SYNDICATS.

Savoie [9 septembre 1900]. — Fédération des syndicats ouvriers du département de la Savoie (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de Roche, 8, CHAMBÉRY.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

La température relativement douce du mois de février a favorisé les travaux des champs et amené la reprise des travaux du bâtiment. L'exploitation des bois a encore été retardée dans quelques centres par le défaut d'entente entre les exploitants et les ouvriers, tandis qu'elle est déjà terminée dans plusieurs localités.

La production de sucre et d'alcool de la campagne 1902-1903 continue à accuser un déficit assez considérable.

Dans l'industrie textile, l'activité est normale dans les centres du Nord, des Vosges, de la Loire et de Maine-et-Loire; le chômage reste au contraire important dans les centres normands et à Reims. Dans l'industrie de la soie, le tissage mécanique seul fait preuve d'activité. Les ouvriers du ruban ont toujours du travail en abondance. La confection des vêtements et la chapellerie sont en morte-saison.

Dans le groupe des métaux, la situation continue à s'améliorer pour les mouleurs et les métallurgistes; elle est moins favorable dans la construction mécanique. Le chômage est toujours quasi général chez les ferblantiers-boîtiers.

L'industrie du meuble est en morte-saison. On constate une reprise dans les industries de la chaussure et de la voiture. La situation de l'industrie du

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats professionnels et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de février 1903.

livre n'a pas changé : satisfaisante en province, elle laisse toujours à désirer à Paris.

1,026 syndicats, groupant 167,000 ouvriers, ont répondu, en février 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 986, groupant 143,306 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,394, ce qui correspond à une moyenne de 11 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était également, le mois dernier, de 11 p. 100; elle était de 15 p. 100 en février 1902.

L'ouvrage, pendant le mois de février 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois de janvier, plus abondant par 15 p. 100 des syndicats, groupant 16 p. 100 des syndiqués; équivalent par 67 p. 100 des syndicats, groupant 61 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 402 syndicats, groupant 38,504 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 333, groupant 71,939 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Méditerranée, les pêcheurs de Mèze ont mieux travaillé que le mois dernier, tandis que ceux de l'étang de Berre se montrent peu satisfaits.

La douceur relative de la température qui a régné pendant le mois de février a été très favorable aux travaux agricoles. Les semailles de mars ont été poussées très activement. Dans le Midi, les travaux des vignes ont occupé beaucoup de monde. Les ouvriers horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes ont également du travail en abondance. Presque tous les syndicats d'ouvriers agricoles estiment l'état du travail satisfaisant pour l'époque.

Dans l'industrie forestière, les 53 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 1,305 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 5,021 syndiqués, une proportion de 26 p. 100; le mois dernier cette proportion était de 27 p. 100. Les bûcherons sont tous occupés dans l'Allier, sauf à Pouzy-Mesangy, où il y a 15 p. 100 de chômeurs. La situation s'est bien améliorée dans le Cher, patrons et ouvriers étant enfin arrivés à s'entendre dans la plupart des localités : néanmoins, à la Chapelle-Hugon et à Cuffy, aucune détente ne s'est encore produite. Dans le Loiret, tous les ouvriers bûcherons sont occupés, sauf à Chevilly, où peu de bois ont été mis en coupe. Dans la Nièvre, l'entente s'est enfin établie entre les patrons et les ouvriers à Sichamps, la Fermeté, la Celle-sur-Nièvre; le travail, par contre, n'a pas encore pu commencer à Trois-Vèvres et à Champeaux; dans d'autres endroits, où l'exploitation est terminée, les ouvriers s'occupent aux travaux des champs en attendant l'embauche des écorces. Dans l'Yonne, la situation est en général très satisfaisante, mais on prévoit la fin prochaine des travaux des bois d'hiver.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 137,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de février 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les

ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3					
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	78,700	5.85	"	"	"	34	66
Loire.....	14,691	5.84	"	"	2	52	46
Gard et Hérault.....	14,612	6.14	"	"	"	5	95
Provence (lignites).....	1,729	4.90	"	"	44	56	"
Bourgogne et Nord-Est..	7,374	6.04	"	"	"	"	100
Centre.....	11,470	5.75	"	"	2	42	56
Tern et Aveyron.....	9,057	5.90	"	"	"	34	66
Isère ⁽¹⁾	70	6.00	"	"	"	"	100
ENSEMBLE pour la France.	137,703	5.87	"	"	1	32	67

(1) Les résultats des mines de la Mure et de Notre-Dame-de-Vaulx ne sont pas parvenus pour le mois de février 1903.

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,96. Il était de 5,94 en janvier 1902.

CARRIÈRES. — Le travail est un peu plus abondant que le mois dernier dans les carrières, en raison de la reprise des travaux de construction. D'après les syndicats qui ont indiqué la proportion de leurs chômeurs, celle-ci atteignait 16 p. 100, proportion notablement inférieure à celle du mois dernier (25 p. 100), quoique très supérieure à celle de février 1902 (2 p. 100).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 60 syndicats, groupant 7,771 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs adhérents sans travail en février, soit 987, la proportion du chômage dans l'ensemble des industries de l'alimentation est de 12 p. 100, proportion un peu supérieure à celle du mois dernier (10 p. 100), mais toujours très inférieure à celle du mois correspondant de l'année dernière (17 p. 100).

La situation est généralement satisfaisante chez les boulangers. Les confiseurs de Paris sont en morte-saison.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de janvier 1903 (quatre premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 822,466 hectolitres contre 949,901 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 127,425 hectolitres; le déficit s'est donc notablement augmenté depuis la fin du mois de décembre, où il ne se montait qu'à 88,354 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (11,826 hectolitres au lieu de 55,647) et ceux de mélasse (226,591 hectolitres au lieu de 322,063). La production des bouilleurs de cru des quatre premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 61,702 hectolitres, soit une différence en moins de 65,606 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 : le déficit est surtout considérable sur les alcools de vin (6,724 hectolitres au lieu de 24,297) ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, les travaux de défécation étaient terminés dans toutes

(1) J. O. du 19 février 1903.

les fabriques. Le poids des betteraves mises en œuvres depuis le 1^{er} septembre 1902 (six premiers mois de la campagne 1902-1903) s'élevait à 6,266,946 tonnes contre 9,350,851 tonnes pour la période correspondante de la campagne 1901-1902, soit une différence en moins de 3,083,905 tonnes. La quantité totale de sucre extraite des turbines était de 809,530 tonnes contre 1,074,352 tonnes au 1^{er} mars 1902 : le déficit s'élève donc à 264,821 tonnes ⁽¹⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage dans l'ensemble de ces industries ressort, d'après les réponses des syndicats, à 9 p. 100. Il y a beaucoup de chômeurs chez les huiliers du Havre : par contre la situation est satisfaisante chez les ouvriers des produits chimiques de Chauny et les savonniers de Marseille.

Travail toujours satisfaisant chez les ouvriers en toile cirée ; il n'en est pas de même chez les ouvriers papetiers, relieurs et cartonniers, qui paraissent traverser partout une période difficile. Les salaires ont tendance à baisser chez les ouvriers du papier de l'arrondissement de Corbeil.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre de chômeurs syndiqués était : pour la province, de 110 pour 73 syndicats groupant 3,512 adhérents, soit 3 p. 100 ; pour Paris, de 485 pour 16 syndicats groupant 5,825 adhérents, soit 8 p. 100. La proportion n'a pas changé depuis le mois dernier ; en février 1902, elle était de 3 p. 100 seulement pour Paris et la province réunies : cette proportion exceptionnellement faible de chômeurs était due en partie à l'approche des élections législatives. En fait la situation est actuellement considérée comme satisfaisante pour l'époque par 85 p. 100 des syndicats de province groupant 77 p. 100 des syndiqués. La situation s'est améliorée pour les typographes de Lyon : par contre ceux de Lille traversent actuellement une crise.

A Paris, les catalogues des magasins ont donné un peu de travail aux typographes ; Dans la lithographie, l'activité est toujours médiocre ; les ouvriers stéréotypeurs-galvanoplastes sont plus occupés.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 11 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux, en légère augmentation depuis le mois dernier (10 p. 100). La situation est loin d'être satisfaisante ; la durée du travail a été réduite à Saint-Junien, Châteaurenault, Roanne, chez les tanneurs-corroyeurs ; à Annonay, Chaumont, chez les mégisseries ; l'incendie d'une importante usine à Souillac a réduit au chômage 20 p. 100 des ouvriers tanneurs-corroyeurs de cette région ; à Paris cependant il y a une légère amélioration sur l'année précédente, bien que le nombre des ouvriers tanneurs sans travail reste encore important ; à Grailhet, le chômage des ouvriers moutonniers n'est plus que de 3 p. 100 ; la situation est satisfaisante chez les ouvriers pelletiers, lustreurs, fourreurs de Paris et de Fismes.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est inférieure à 6 p. 100, elle atteignait 10 p. 100 le mois dernier ; la situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par la majorité des syndicats et des syndiqués ; l'industrie de la chaussure est en pleine saison, sauf à Paris et à Bargemon (Var).

Dans l'industrie de la ganterie, la proportion des chômeurs est très élevée (23 p. 100) ; à Paris cependant, la bonne situation se maintient, et à Saint-Junien

⁽¹⁾ J. O. du 14 mars 1903.

la grève étant enfin terminée, le travail a repris son cours normal. Il y a une légère reprise chez les selliers-harnacheurs de Paris.

Dans l'ensemble des industries du cuir, la proportion des syndiqués sans travail atteint 17 p. 100 : elle était de 10 p. 100 le mois dernier et de 15 p. 100 en février 1902.

INDUSTRIE TEXTILE. — VÊTEMENTS. — Le nombre des chômeurs syndiqués dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 67 syndicats groupant 19,688 adhérents, est de 1,386, soit 7 p. 100 : la proportion était de 11 p. 100 en janvier dernier et de 12 p. 100 en février 1902. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par la majorité des syndicats. Dans le Nord, à Tourcoing, le travail est normal, 4 p. 100 seulement de chômeurs ; par suite de grands arrivages de laine les trieurs ont été très occupés ; à Roubaix, 3 p. 100 seulement de chômeurs, les peigneurs de laine sont tous occupés ; à Armentières, tous les ouvriers travaillent ; à Fournies, certaines maisons ont dû réduire à 53 heures et demie la durée du travail par semaine. Dans le groupe normand, la situation est moins satisfaisante dans l'industrie cotonnière de Bolbec et de Lillebonne et dans l'industrie lainière à Elbeuf, où le chômage atteint 40 p. 100 ; à Lisieux, 4 p. 100 des tisseurs sont inoccupés, la durée du travail est réduite à 48 heures. Dans l'Est, à Saint-Dié et à Épinal, le chômage est nul ou insignifiant : c'est la fin de saison. Dans les Ardennes, le travail est satisfaisant à Illy et Floing ; il laisse à désirer à Francheval. A Saint-Quentin, le chômage des tisseurs est de 10 p. 100 ; il n'y a pas d'amélioration dans l'industrie lainière à Reims. Dans les tissages de coton de Roanne, Thizy et Gandris, le travail est toujours actif, mais la fin de la saison approche. A Saint-Étienne et à Saint-Rambert, il y a un léger ralentissement, sauf pour le ruban large. En ce qui concerne la soie, la filature est peu occupée à Villefranche ; dans le tissage, il y a une très légère reprise à Gandris ; il y a toujours beaucoup de chômeurs chez les tisseurs à la main, surtout à Lyon (60 p. 100), tandis que le tissage mécanique, surtout pour la mousseline, continue à être très actif. Dans l'Ouest, la situation est très satisfaisante et le chômage insignifiant à Romorantin, dans le groupe de Cholet et dans l'industrie du chanvre à Angers. Dans le Midi, pas de chômeurs à la Bastide-Rouairoux. A Paris, les ouvriers tisseurs sont bien occupés pour la saison. Dans la bonneterie, tandis qu'on constate une légère reprise à Guibray et à Sauve, le nombre de chômeurs reste très important à Troyes, sinon parmi les syndiqués, qui n'accusent que 2 p. 100, du moins dans l'ensemble de la corporation, où la proportion des sans-travail atteindrait 20 p. 100.

La fabrication de rubans est toujours très active dans tous les centres. La situation n'a pas changé chez les tullistes de Saint-Quentin. Les passementiers sont en morte-saison à Saint-Sigolène.

Chez les teinturiers, imprimeurs, apprêteurs, le travail est peu actif à Roanne, Roubaix, Lyon, assez satisfaisant, par contre, à Marly (Nord), Villefranche et Rouen. Situation stationnaire chez les teinturiers-dégraisseurs de Paris.

Les ouvriers du vêtement sont toujours en morte-saison : le travail a cependant déjà repris à Lille, Nancy et Carcassonne. Chez les coupeurs en chemises, cols et cravates, la saison d'été a commencé : il en est de même pour les ouvrières fleuristes et feuillagistes. Dans la chapellerie, la morte-saison est complète, sauf à Rennes.

Les ouvriers blanchisseurs de la banlieue de Paris sont à peu près tous occupés : les ouvrières de Paris accusent au contraire un peu de chômage.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les différents syndicats des charpentiers et menuisiers en bâtiment est de 11 p. 100, proportion inférieure à celle des deux mois précédents : l'état du travail est considéré comme satisfaisant par un

peu plus de la moitié des syndicats. Le beau temps a amené la reprise des travaux de construction : la durée du travail a été portée à 54 heures en moyenne pour les charpentiers et à 60 heures pour les menuisiers. Les charpentiers de navires sont en général peu occupés : il en est de même chez les scieurs de Gommegnies qui travaillent pour la marine. Par contre, les scieries de Hermes et de Morez sont en pleine activité; les ouvriers scieurs, découpeurs et mouluriers de Paris accusent 10 p. 100 de chômeurs.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (ébénistes, menuisiers-ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail est un peu moins de 10 p. 100 : elle était seulement de 3 p. 100 le mois dernier; la morte-saison est à peu près générale, sauf dans quelques centres, notamment à Nancy, où tous les ouvriers sont occupés.

La situation n'a pas changé depuis le mois dernier chez les tonnelliers. Il y a au contraire une reprise presque partout chez les ouvriers en voitures. Les sabotiers et galochiers ont beaucoup de travail, mais ils sont arrêtés dans quelques centres, à Aurillac et Roanne notamment, par le manque de bois.

Tous les ouvriers sont occupés dans les fabriques de peignes de la vallée de l'Hers. Les layeliers-emballeurs de Paris ne travaillent guère que 48 heures par semaine. La situation est satisfaisante chez les ouvriers brossiers, tabletiers et coffretiers. Les vanniers d'Aramon n'ont pas de chômeurs.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 134 syndicats groupant 21,102 membres, le nombre des chômeurs syndiqués, dans l'ensemble des diverses industries des métaux, s'élevait à 2,127, soit une moyenne un peu inférieure à 10 p. 100; elle était de 9 p. 100 le mois dernier pour 129 syndicats et 25,454 membres; elle était de 10 p. 100 en février 1902.

En ce qui concerne les mouleurs, la proportion des chômeurs n'est que de 3 p. 100 et l'état du travail est considéré comme satisfaisant pour l'époque par les deux tiers des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. La reprise est à peu près générale; toutefois, la situation ne s'est pas améliorée chez les fondeurs en fer de Rouen, les mouleurs en fonte de Troyes et les mouleurs de Bessèges.

Les syndicats métallurgistes, qui comprennent des ouvriers de tous les métiers se rapportant aux métaux, accusent 5 p. 100 de chômeurs. Il y a une légère reprise à Firminy, Cousances-aux-Forges; au Creusot, il y a 2 1/2 p. 100 d'ouvriers sans travail. Le chômage reste considérable à Saint-Chamond et Chalon-sur-Saône.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 17 p. 100; moyenne très supérieure à celle du mois dernier (11 p. 100), ce qui s'explique en partie par le chômage qui sévit sur l'important centre de Nouzon, où plus de 30 p. 100 des ouvriers sont sans travail. A Paris, les serruriers en bâtiment accusent 14 p. 100 de chômeurs. La situation est au contraire satisfaisante à Saint-Quentin, Chauny, Nice, Dreux, Versailles, Limoges.

Le chômage continue à être presque général chez les ferblantiers-boîtiers de Douarnenez, Concarneau, Sauzon et Nantes. Les chaudronniers ont 60 p. 100 de chômeurs à Rouen, 15 p. 100 à Nantes, 9 p. 100 à Paris, 5 p. 100 à Saint-Quentin. A Friville-Escarbotin, les ouvriers du cuivre ont seulement 5 p. 100 de chômeurs. Le travail est très abondant à Thiers, chez les couteliers et les mouleurs de ciseaux, moins abondant chez les émouleurs de ciseaux. A Paris, le travail reprend chez les tourneurs-robinettiers, les ouvriers en coffre-forts et les ouvriers en limes; il est peu satisfaisant chez les tôliers et les potiers d'étain.

Dans l'horlogerie le travail est peu abondant, sauf à Morez. Les jumelliers de Cuisse-la-Mothe et les limetiers de Morez n'ont aucun de leurs syndiqués en chômage. A Paris, les ouvriers en instruments de précision ont un peu plus de

2 p. 100 de chômeurs, les orfèvres et les doreurs et argenteurs sur métaux ont peu de travail, les ouvriers en pierres fines sont arrêtés par le manque de pierres brutes.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers menuisiers, serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 154 syndicats, groupant 10,930 adhérents, était, à la fin de février, de 27 p. 0/0; elle atteignait 34 p. 0/0 à la fin de janvier dernier et 30 p. 0/0 à la fin de février 1902. Chez les maçons, tailleurs de pierres, etc., la proportion n'est que de 20 p. 100, et la situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 57 p. 100 des syndicats. Cette amélioration est due à la douceur relative de la température en février. La situation est beaucoup moins satisfaisante chez les peintres et plâtriers où la proportion des chômeurs dépasserait 40 p. 0/0; le chômage est surtout considérable à Paris, où il dépasse en moyenne 50 p. 100, à Nevers, Perpignan, Limoges, etc.

Les sculpteurs, marbriers accusent seulement 3 p. 0/0 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Le travail est plus abondant dans la chaudière. Situation toujours satisfaisante chez les potiers de Vallauris, Aubagne, Saint-Amand. Les briquetiers-fumistes de Lyon souffrent beaucoup de l'extension de l'emploi de l'électricité. Les ouvriers porcelainiers ont beaucoup de chômeurs à Villedieu de l'Indre, 3 p. 0/0 seulement à Limoges chez les journaliers, 2 p. 100 chez les mouffletiers, et aucun chez les modelers et mouleurs. A la faïencerie de Montereau, la durée du travail est en général de 48 heures, sauf pour les mouleurs d'assiettes qui font encore 60 heures.

Le travail est satisfaisant chez les verriers à vitres de Bessèges; la situation est au contraire difficile à Rive-de-Gier, Aniche, Fresnes, où le chômage est assez important. A Paris, les tailleurs de cristaux ont 15 p. 0/0 de leurs adhérents sans travail.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les déménageurs de Paris ont beaucoup de chômeurs. La situation paraît s'être un peu améliorée dans les ports depuis le mois dernier; cependant au Havre, les charbonniers ont encore 60 p. 100 de chômeurs, et les journaliers font 48 heures; à Dunkerque, la moitié des ouvriers du port chôment. Dans l'ensemble des industries des transports, la moyenne du chômage est de 25 p. 0/0; elle était le mois dernier de 33 p. 100.

D'après les réponses de 27 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 3,869 adhérents, le nombre de leurs membres sans travail était de 192, soit un peu moins de 5 p. 0/0, proportion supérieure de 2 p. 100 à celle observée les mois précédents; c'est surtout à Paris que se trouve le plus grand nombre des chômeurs.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de février 1903. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve page 186.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
28 nov...	16 fév...	Lepuix-Gy.....	Belfort (Territoire de).	Tisseurs.....	1	350	1
					1	"	2
13 déc...		Saint-Quentin....	Aisne.....	Tullistes.....			
16 déc...	16 fév...	Saint-Junien....	Haute-Vienne...	Gantiers.....	22	1,200	3
10 janv...	16 fév...	Oullins.....	Rhône.....	Tanneurs.....	1	105	4
16 janv...		Vif.....	Isère.....	Tisseurs.....	"	250	5
20 janv...	4 fév...	Paris.....	Seine.....	Ornemanistes....	1	103	6
22 janv...	5 fév...	Froidcouche.....	Haute-Saône....	Ebénistes.....	1	40	7
26 janv...	1 ^{er} mars.	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	280	8
27 janv...	17 fév...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs de tapis..	1	80	9
28 janv...	5 fév...	Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs et apprêteurs.	2	545	10
30 janv...		La Chapelle-sous-Dun.	Saône-et-Loire...	Mineurs.....	1	410	11
GRÈVES COMMENCÉES							
2 fév...	3 fév...	Lille.....	Nord.....	Fileurs.....	1	5	1
2 fév...		Petite-Raon.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	250	2
3 fév...	4 fév...	Lille.....	Nord.....	Peigniers.....	1	7	3
3 fév...	6 fév...	Perenchies.....	Nord.....	Dévideurs.....	1	100	4
4 fév...	10 fév...	Saint-Ouen.....	Seine.....	Facteurs de pianos..	1	35	5
4 fév...	11 fév...	Collet-de-Dax....	Lozère.....	Mineurs (antimoine).	1	25	6
5 fév...	7 mars	Mouvaux.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	50	7
5 fév...		Bessèges.....	Gard.....	Forgerons, fondeurs et lami- neurs.	1	900	8
5 fév...		Lavelanet.....	Ariège.....	Tisseuses.....	1	"	9
6 fév...		Nantes.....	Loire-Inférieure..	Typographes.....	1	16	10
7 fév...	7 fév...	Tourcoing.....	Nord.....	Tondeurs de peaux de mou- ton.	1	23	11
7 fév...	7 fév...	Chartres.....	Eure-et-Loir....	Fondeurs.....	1	80	12
9 fév...	12 fév...	Alger.....	Algérie.....	Tailleurs de pierres..	1	47	13
9 fév...	16 fév...	Aix-les-Bains....	Savoie.....	Maçons.....	"	217	14
9 fév...	18 fév...	Candry.....	Nord.....	Tullistes.....	1	7	15
9 fév...		Paris.....	Seine.....	Transporteurs de pianos....	1	25	16
10 fév...		Nantes.....	Loire-Inférieure..	Imprimeurs sur métaux....	4	38	17
10 fév...		Issoudun.....	Indre.....	Typographes.....	1	8	18
11 fév...	17 fév...	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs de tapis..	2	195	19
12 fév...	13 fév...	Villedieu.....	Indre.....	Porcelainiers.....	1	130	20
16 fév...		Nantes.....	Loire-Inférieure..	Lithographes.....	9	68	21
17 fév...		La Jonchère.....	Haute-Vienne...	Kaoliniers.....	"	80	22
17 fév...		Gouttières.....	Puy-de-Dôme....	Mineurs.....	1	25	23
17 fév...		Villedieu.....	Indre.....	Porcelainiers.....	1	125	24
19 fév...	5 mars	Merville.....	Nord.....	Ebénistes.....	1	19	25
20 fév...	25 fév...	Sains.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	36	26
23 fév...		Paris.....	Seine.....	Fondeurs.....	1	25	27
24 fév...	4 mars	Romilly-sur-Seine.	Aube.....	Bonnetiers (bas en caout- chouc).	1	25	28
26 fév...		Reims.....	Marne.....	Fileurs et rattacheurs....	1	50	29
27 fév...	7 mars	Vervins.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	120	30
27 fév...		Paris.....	Seine.....	Camionneurs.....	1	8	31
28 fév...		Vizille.....	Isère.....	Tisseuses.....	1	750	32

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

U 1^{er} FÉVRIER 1903 (1).

1	Réduction de salaire, demande de renvoi d'un comptable.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
4	Réduction de salaire	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
6	Demande de renvoi d'un contremaître, règlement d'atelier.	Échec.	Grévistes remplacés.
7	Demande de diminution du temps de travail	Échec.	Le patron a fermé son usine.
8	Réduction de salaire	Transaction.	
9	Demande de réintégration d'un ouvrier	Réussite.	
0	Demande d'augmentation de salaire		
1	Demande de rétablissement d'une prime		

V FÉVRIER 1903.

1	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
2	Annnonce d'une réduction de salaire pour le 1 ^{er} avril	Échec.	Grévistes remplacés.
3	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
4	Demande de renvoi du sous-directeur	Transaction.	
5	Réduction de salaire	Réussite.	
6	Retard dans le paiement des salaires	Échec.	
7	Demande de suppression d'amendes		
8	Demandes d'augmentation de salaire, réintégration d'un ouvrier		
9	Demande d'augmentation de salaire		
0	Demande de suppression du travail aux pièces		
1	Contre l'introduction du travail aux pièces	Échec.	
2	Réduction de salaire	Échec.	Le patron a fermé l'atelier de fonderie.
3	Contre l'introduction du travail aux pièces, demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Arbitrage le 14 février.
5	Protestation contre une affiche interdisant la fréquentation des cabarets ..	Échec.	
6	Demande de réintégration d'ouvrier		
7	Demande de diminution du temps de travail		
8	Demande de limitation du nombre des apprentis		
9	Refus de travailler pour une maison en grève	Transaction.	
0	Demande de réintégration d'un ouvrier	Transaction.	
1	Demandes de diminution du temps de travail et de limitation du nombre des apprentis		
2	Demande d'augmentation de salaire		
3	Demande : diminution du temps de travail, un minimum de salaire ..		
4	Demande de réintégration de 4 ouvriers	Échec.	
5	Réduction de salaire	Échec.	
6	Demande de rétablissement des primes et gratifications ..	Transaction.	
7	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier syndiqué		
8	Demandes : réintégration de 3 ouvriers, augmentation de salaire, règlement d'at-l-ier.	Échec.	
9	Réduction de salaire		
0	Réduction de salaire	Transaction.	
1	Demande d'augmentation de salaire		
2	Protestation contre la fréquence des chômages		

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1903.

32 grèves, ont été signalées, en février, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 31 d'entre elles, est de 3,489. Il y avait eu, en février 1902, 32 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 43.

Ces 32 grèves, dont 27 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	9
Réductions de salaire.....	5
Demandes de réintégration d'ouvriers ou contremaîtres.....	5
Contre l'introduction ou pour la suppression du travail aux pièces.....	3
Demande de diminution du temps de travail.....	3
Contestations diverses relatives au salaire.....	1
Demandes de limitation du nombre des apprentis.....	2
Demandes de renvoi d'un sous-directeur.....	1
Règlement d'atelier.....	1
Demandes de suppression des amendes.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 17 départements et on en a compté :

9 dans le Nord, 4 dans la Seine, 3 dans l'Indre et la Loire-Inférieure et 1 dans les 13 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 12; fondeurs et typographes, 3; mineurs et porcelainiers, 2, bonnetiers, ébénistes, facteurs de pianos, kaoliniers, imprimeurs sur métaux, lithographes, maçons, peigniers, tailleurs de pierres et transporteurs pour pianos, 1 grève.

Des 32 grèves commencées en février, 17 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Cinq, 1 jour ou moins de 1 jour; une, 2 jours; deux, 3 jours; une, 5 jours; deux, 6 jours; deux, 7 jours; deux, 8 jours; une, 9 jours; et une, 14 jours.

Si l'on y ajoute 8 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 80 jours, 62 jours, 37 jours, 15 jours, 14 jours, 34 jours, 21 jours et 8 jours, on trouve, parmi les conflits terminés :

3 réussites,
12 transactions,
10 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

3 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en février à la Direction du travail :

1° Grève des maçons d'Aix-les-Bains (9-16 février). — Dès le mois de décembre, après la création du « syndicat des ouvriers du bâtiment d'Aix-les-Bains », les ouvriers maçons transmettaient au maire de la ville le texte de leurs revendications. Ce dernier les communiqua aux entrepreneurs. Mais les négociations engagées ne purent amener aucune entente, et le 8 février, par 138 voix contre 7, les maçons votèrent la grève pour le lendemain 9 février.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 12 février et les deux parties tombèrent d'accord sur les points suivants :

- 1° Conformément à la demande des grévistes, la paye des ouvriers aura lieu tous les 15 jours et le samedi soir;
- 2° Les déplacements en dehors du rayon de l'octroi (les grévistes demandaient à compter de l'Hôtel de Ville) seront payés en plus du prix de la journée comme suit :
 Pour les distances de 2 à 3 kilomètres, 50 centimes par jour sans fraction;
 Pour les distances de 3 à 5 kilomètres, 1 franc par jour sans fraction;
 Pour les distances au-dessus de 5 kilomètres, la nourriture et le logement;
- 3° Conformément à la demande, le travail dans l'eau sera payé le double;
- 4° Les heures supplémentaires en plus de la journée de 11 heures de travail seront payées 50 p. 100 en plus (la demande était de 70 p. 100 et à compter à partir de l'éclairage);
- 5° Tout ouvrier embauché sera fixé sur le taux de son salaire au bout de 3 jours et dans le cas où l'entrepreneur jugerait qu'il ne peut le conserver, il le payera au salaire minimum de sa profession;
- 6° Les entrepreneurs s'engagent à ne congédier aucun ouvrier pour fait de grève.

Mais l'accord ne peut se faire sur deux questions : l'augmentation du tarif et la proportion des ouvriers qui pourraient être engagés à des prix inférieurs au minimum. Le recours à un arbitrage fut alors décidé, les arbitres désignés et les grévistes s'engagèrent, en tout cas, à reprendre le travail le lundi 16 février au matin.

Le 14 février, les arbitres rendirent la sentence suivante :

- 1° Les prix de l'heure de la journée de travail seront fixés jusqu'au 1^{er} octobre de l'année courante :
 Pour les maçons, 48 centimes l'heure (la demande était de 50 centimes) au lieu de 40 centimes avant la grève;
 Pour les manœuvres, 33 centimes (la demande était de 35 centimes), au lieu de 25 centimes avant la grève;
 Pour les mousses, 23 centimes au lieu de 18 centimes;
- 2° La proportion des engagements au-dessous des minima ci-dessus, faits sur demande écrite des ouvriers ne pourra dépasser 25 p. 100.

3° Grève de fileurs à Lille. — Le 2 février, 5 ouvriers de la filature Saint-Léger frères, à Lille, se sont mis en grève se plaignant qu'on leur fît parfois filer de la laine au tarif appliqué pour la filature du coton, ce qui amenait une diminution sensible de leurs salaires.

Ils ont été immédiatement remplacés et l'intervention du juge de paix, le 3 février, est ainsi devenue sans objet.

3° Grève de typographes à Issoudun. — 8 typographes de la maison Séry, à Issoudun, se sont mis en grève le 10 février, pour obtenir la limitation du nombre des apprentis à 1 par 5 ouvriers et l'engagement de ne prendre aucun apprenti du sexe féminin. Le juge de paix est intervenu, le 14 février, mais aucune réunion n'a eu lieu.

LES GRÈVES

ET LES RECOURS À LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN FRANCE

EN 1901 ⁽¹⁾.

I. — GRÈVES.

Pendant l'année 1901, il y a eu en France 523 grèves, comprenant 111,414 gré-

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1901, Paris, 1902.*

vistes (100,096 hommes, 10,209 femmes et 1,109 jeunes gens) occupés dans 6,970 établissements; elles ont entraîné 1,862,050 journées de chômage, dont 174,135 jours chômés par 10,147 ouvriers non grévistes et 1,687,895 chômés par les grévistes proprement dits.

Les 902 grèves de l'année 1900 avaient occasionné 3,760,577 journées de chômage dont 2,645,053 pour les 222,714 grévistes proprement dits, ce qui faisait un chômage moyen de 11 jours par gréviste. En 1901, la moyenne des jours chômés a été de 15 par gréviste. Cette augmentation de la moyenne provient essentiellement de la grève des mineurs de Montceau qui compte 695,535 jours chômés pour 8,566 grévistes. D'ailleurs, 8 grèves de 1901 ont fourni à elles seules les deux cinquièmes des grévistes et les deux tiers des jours chômés, soit 1,225,909 jours chômés et 42,016 grévistes. Ces 8 grèves sont celles des mineurs de Montceau, des ouvriers du port de Marseille, des porcelainiers de Vierzon, des maçons de Grenoble et de Toulouse, des ardoisiers de Rimogne, des mouleurs de Monlluçon, des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Les 517 autres grèves n'ont occasionné que 636,141 jours chômés pour 69,398 grévistes.

Dans 363 grèves sur 523, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du syndicat de leur profession; l'existence d'un syndicat patronal a été relevée dans 146 grèves. 14 syndicats ouvriers et 2 syndicats patronaux ont été constitués au cours des grèves ou immédiatement après. Les syndicats ouvriers ont assuré des secours réguliers à leurs membres dans 29 grèves.

Dans 266 grèves, les ouvriers travaillaient au temps; dans 194 ils travaillaient aux pièces et dans les 63 autres grèves, les uns étaient au temps, les autres aux pièces.

Les départements où le chiffre des grévistes a été le plus élevé en 1901 sont : les Bouches-du-Rhône (29,455); le Nord (10,844); la Saône-et-Loire (10,818); la Seine (8,217); l'Isère (4,507); le Pas-de-Calais (3,865); la Loire (3,961); la Marne (3,571). Dix départements n'ont pas eu de grève en 1901.

D'une manière générale les grèves se répartissent comme suit entre les divers groupes d'industries, d'après leur importance et leurs résultats :

GROUPES D'INDUSTRIES.		NOMBRE de GRÈVES.	PROPOR- TION de p. 100 DU TOTAL.	NOMBRE de GRÉVISTES	PROPOR- TION de p. 100 DU TOTAL.	RÉSULTATS. PROPORTION P. 100 des grévistes de chaque groupe ayant obtenu		
						Réus- site.	Transac- tion.	Échec.
I.	Agriculture, pêche, forêts.....	7	1.3	1,402	1.3	25.0	44.2	30.8
	Mines.....	20	3.8	19,454	17.5	1.4	59.4	39.2
II.	Carrières.....	11	2.1	2,683	2.4	11.9	38.6	49.6
III.	Produits alimentaires.....	21	4.0	1,719	1.5	3.8	80.6	15.6
IV.	Industries chimiques.....	17	3.3	4,140	3.8	10.0	61.0	29.0
V.	Industries polygraphiques.....	12	2.3	987	0.8	11.0	65.7	23.3
VI.	Cuirs et peaux.....	40	7.7	4,210	3.7	14.1	42.5	43.4
	Industries textiles proprement dites.....	100	19.1	12,361	11.1	5.5	38.6	55.9
VII.	Travail des étoffes, nettoyage....	13	2.5	1,753	1.6	24.7	7.0	68.3
	Industries du bois, tabletterie....	39	7.5	3,461	3.1	16.8	52.7	30.5
VIII.	Industries du bois, bâtiment....	13	2.5	522	0.5	46.9	24.6	28.5
	Usines métallurgiques.....	8	1.5	463	0.4	68.9	16.6	14.5
IX.	Travail des métaux ordinaires....	59	11.3	7,313	6.6	18.1	32.0	49.9
	Travail des métaux fins.....	1	0.2	5	"	"	"	10.0
X.	Taillage et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu.	22	4.2	6,254	5.6	3.0	32.3	64.7
	Construction.....	73	13.9	8,051	7.2	14.2	60.2	25.6
XI.	Transport et manutention, charge- ment et déchargement.....	67	12.8	36,636	32.9	6.4	23.7	69.9
TOTAUX et MOYENNES..		523	100.0	111,414	100.0	8.4	39.8	51.8

Le tableau suivant donne la répartition, entre les diverses causes qui les ont provoquées, des grèves, ainsi que le nombre des grévistes correspondant et les résultats obtenus ⁽¹⁾.

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de GRÈVES où la cause a été invoquée.	PROPOR- TION p. 100 DU TOTAL des grèves.	NOMBRE de GRÉVISTES	PROPOR- TION p. 100 DU TOTAL des grévistes. (111,414)	RÉSULTATS. PROPORTION P. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause.		
					Réus- site.	Transac- tion.	Échec.
a) Demandes d'augmentation de salaire...	274	52.4	76,508	68.7	6.9	38.1	55.0
b) Réduction de salaire.....	57	10.9	4,876	4.4	27.8	41.1	31.1
c) Demandes de diminution du temps de travail, avec maintien ou augmentation des salaires.....	69	13.2	41,872	37.4	8.2	2.9	88.9
d) Contestations diverses relatives au sa- laire (modes d'établissement, de paye- ment, etc.).....	46	8.7	12,128	10.9	24.2	8.0	67.8
e) Contestations relatives à la réglementa- tion du travail.....	32	6.3	4,891	4.4	37.6	39.5	22.8
f) Pour la suppression ou contre l'intro- duction du travail aux pièces.....	16	3.2	3,605	3.2	32.8	3.2	64.0
g) Contestations relatives aux règlements d'atelier.....	33	6.6	36,513	32.8	8.2	27.2	64.6
h) Demandes de suppression ou de dimi- nution des amendes.....	19	3.6	3,489	3.2	20.9	48.0	31.1
i) Renvois d'ouvriers, demandes de réin- tégration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	62	11.8	7,123	6.4	8.0	25.3	66.7
j) Demandes de renvoi d'ouvriers, de con- tremaîtres ou de directeurs.....	72	13.7	34,561	31.0	5.1	10.6	84.3
k) Demandes de renvoi des femmes.....	1	0.2	10	"	100	"	"
l) Limitation du nombre des apprentis...	4	0.8	209	0.2	53.6	18.7	27.7
m) Retenues pour l'assurance et caisse de secours.....	21	4.0	3,147	2.8	82.3	6.7	11.0
n) Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci-dessus.....	45	8.6	15,893	14.2	9.1	13.2	77.7

Dans l'ensemble, les grèves et les grévistes se répartissent ainsi suivant les résultats obtenus :

	NOMBRE de grèves en 1901.	PROPORTION p. 100.	NOMBRE des grévistes en 1901.	PROPORTION p. 100.
Réussite.....	114	21.79	9,364	8.40
Transaction.....	195	37.29	44,386	39.84
Échec.....	214	40.92	57,664	51.76

Si l'on fait la moyennes de grèves de la dernière période décennale 1891-1900, on obtient les proportions suivantes :

	PROPORTION p. 100 des grèves.	PROPORTION p. 100 des grévistes.
Réussite.....	23.88	19.25
Transaction.....	32.26	46.58
Échec.....	43.86	34.17

⁽¹⁾ Beaucoup de grèves se rapportent à plusieurs causes et ont été comptées, par suite, à plusieurs causes à la fois de sorte que le total des grèves et des grévistes dans le tableau qui suit serait notablement supérieur au total réel. C'est pourquoi on n'a pas fait l'addition dans ce tableau des colonnes relatives au nombre des grèves et des grévistes.

Les questions de salaires (demande d'augmentation, refus d'accepter une réduction), seules ou associées à d'autres demandes, ont provoqué 331 grèves, soit 63.3 p. 100, avec 81,384 grévistes soit 73.1 p. 100. Le tableau suivant permet de calculer, pour 250 grèves⁽¹⁾, les pertes supportées par les ouvriers ainsi que les avantages pécuniaires obtenus dans le cas de réussite partielle ou totale.

RÉSULTATS des GRÈVES.	NOMBRE de GRÈVES.	NOMBRE des GRÉVISTES	SALAIRE MOYEN		NOMBRE DE JOURS chômés par les gré- vistés.	MONTANT des SALAIRES perdus.	BÉNÉFICE BRUT après 300 jours de travail.	BÉNÉFICE NET.
			avant.	après.				
1° AUGMENTATION DES SALAIRES.								
Réussite.....	51	3,734	4.83	5.39	30,092	145,349	636,920	491,571
Transaction.....	79	20,617	4.42	4.64	820,569	3,631,558	1,382,010	"
Echec.....	95	31,486	5.20	5.20	443,616	2,308,244	"	"
TOTAL.....	225	55,837	4.70	4.82	1,294,277	6,085,191	2,018,960	"
2° RÉDUCTION DES SALAIRES.								
Réussite.....	9	724	(1) 2.51	2.93	7,685	19,307	92,934	73,627
Transaction.....	5	360	(1) 3.67	3.84	13,322	49,016	18,763	"
Echec.....	11	1,044	(1) 5.42	5.42	18,068	98,007	"	"
TOTAL.....	25	2,128	(1) 4.25	4.42	39,075	166,330	111,700	"
TOTAL GÉNÉRAL.	250	57,965	4.68	4.80	1,333,352	6,251,521	2,130,660	"
(1) Ces chiffres ne représentent pas le salaire payé avant la grève, mais le salaire réduit dont la non-acceptation a provoqué la grève.								

Après les questions de salaire, celles qui ont causé le plus grand nombre de grèves et dont les résultats ne peuvent se traduire en argent, sont les questions de personnes (demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres). On en a compté 134, soit 25, 62 p. 100.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier ont été formulées dans 69 grèves, dont 18 dans le bâtiment et 14 dans les industries du transport; 18 de ces demandes intéressant 3,446 grévistes ont été suivies de réussite.

Les poursuites correctionnelles exercées au cours de 29 grèves, ont abouti à 339 condamnations (amende seule ou prison). 247 de ces condamnations ont été prononcées à l'occasion des 6 grèves suivantes : mineurs de Montceau-les-Mines (95); ouvriers du port de Marseille (87); boulangers de Lyon (21); tuiliers de Roumazières (17); mineurs de la motte d'Aveillan (14); mineurs de la Londe (13).

II. — LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN 1901.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a

⁽¹⁾ Les 77 autres grèves relatives aux questions de salaires ont été écartées, parce que le calcul des gains et des pertes n'aurait pu être effectué, soit parce que la demande portait ou sur des heures supplémentaires dont le nombre dans l'année ne peut être déterminé, ou sur le prix de façon d'un seul des articles fabriqués par les ouvriers, soit parce que la demande n'avait d'autre but que de compenser une réduction de durée du travail, soit parce qu'il n'est pas possible de connaître le salaire réel des ouvriers (cochers de fiacre).

été, au cours de l'année 1901, constatée dans 142 différends; dans 6 seulement avant toute cessation de travail. Le nombre des grèves de l'année ayant été de 523, la proportion des recours à la loi a donc été de 27.15 p. 100; elle avait été de 25.94 en 1900. L'initiative des recours a été prise 67 fois par les ouvriers, 5 fois par les patrons, 3 fois par les patrons et les ouvriers réunis. Le juge de paix est intervenu d'office dans 67 grèves.

9 grèves se sont terminées par la conciliation directe, aussitôt après le premier acte de la procédure et avant qu'un comité de conciliation eût été constitué.

La tentative de conciliation a été repoussée 61 fois, dont 51 fois par les patrons, 4 fois par les ouvriers et 6 fois par les deux parties.

A la suite des refus de tentative de conciliation, 7 différends ont pris fin, soit que les ouvriers aient abandonné complètement leurs demandes, soit qu'ils se soient contentés d'améliorations partielles antérieurement offertes. La grève a été déclarée ou continuée dans les 54 autres cas.

Il reste 72 différends pour lesquels des comités de conciliation ont été constitués : 38 d'entre eux ont été terminés directement par ces comités.

La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 19 fois, après l'échec de la conciliation : elle a été acceptée 8 fois et repoussée 11 fois, dont 5 par les patrons, 2 par les ouvriers et 4 par les deux parties. L'intervention du président du tribunal civil pour désigner un tiers arbitre n'a été nécessaire que dans une grève, celle des maçons de Fougères. Dans une grève, les arbitres désignés par les parties ont eux-mêmes fait choix d'un tiers-arbitre. Enfin, dans 2 autres grèves, le travail a été repris aussitôt après le recours à un arbitrage accepté et avant que la décision des arbitres eût été rendue. Aux 46 différends terminés par les comités de conciliation ou par l'arbitrage, il y a lieu d'en ajouter 3 autres qui ont pris fin, sinon par les soins du comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui y avaient été échangées.

En résumé, il semble qu'on peut porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892 la fin de 65 conflits, dont elle a précipité la solution, directement ou indirectement : sur ces 65 conflits, 9 ont été terminés dès le début de la procédure, 7 après le refus des patrons de se prêter à la tentative de conciliation, 38 par les comités de conciliation, 8 par l'arbitrage et 3 après la réunion des comités.

Quant aux 6 recours faits avant toute cessation de travail, un a été fait par les patrons et les ouvriers réunis, 5 par les ouvriers seuls. Dans le cas où les patrons et les ouvriers se sont trouvés d'accord pour se présenter devant le juge, les deux parties se sont aussi mises d'accord sur le fond et la grève a été étendue. Dans un cas l'entente n'a pu s'établir dans le comité de conciliation, mais les ouvriers ont renoncé provisoirement à leurs demandes et il n'y a pas eu de grève. Dans deux cas, les patrons n'ont pas répondu à la tentative de conciliation; la grève a été déclarée et s'est terminée, dans un cas par un échec, dans l'autre par une transaction. Dans les deux autres cas, le comité de conciliation réuni n'a pu mettre les parties d'accord; la grève a été déclarée et s'est terminée dans un cas par un échec, dans l'autre par une transaction.

A côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, il faut noter que 22 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets ou sous-préfets; 11 par celle des maires; 10 par celle des syndicats et fédérations professionnelles; 3 par celle de personnes diverses. En outre, dans un différend collectif, les parties se sont présentées devant le conseil de prud'hommes lui demandant d'agir comme conciliateur.

Enfin, il faut remarquer que le juge de paix n'a pu appliquer la loi du 27 décembre 1892 dans une grève de 220 terrassiers, à Thorame-Haute (Basses-Alpes),

parce que tous les grévistes étaient italiens et que la loi exige que les délégués du comité de conciliation soient français.

OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES EN 1901 ⁽¹⁾.

(CHIFFRES DÉFINITIFS.)

Le nombre des caisses d'épargne qui ont fonctionné pendant l'année 1901 est de 547; celui des succursales et des bureaux auxiliaires de 1,333; enfin 333 perceptions, au lieu de 336 l'année précédente, ont prêté leur concours à ces institutions; ce qui donne un total de 2,213 établissements de toute classe contre 2,182 en 1900,

Les opérations effectuées donnent lieu aux constatations suivantes :

Le nombre des livrets en cours au 31 décembre 1900 était de 7,116.135; au 31 décembre 1901, ce nombre était de 7,246,098, en augmentation de 129,963.

Quant aux versements, ils ont été au nombre de 3,518,566, représentant une somme de 744,712,759 francs, ce qui donne une moyenne de 211 francs, contre 208 francs en 1900.

Les remboursements ont été au nombre de 2,556,223, représentant un capital de 716,611,870 francs, soit une moyenne de 280 francs, contre 276 francs en 1900.

Relativement à l'année précédente, il y a eu 15,244 versements en plus, mais 15,995,790 francs versés en moins.

Les remboursements ont donné, comme nombre 169,463 et comme somme 35,176,761 francs en moins.

Voici les résultats comparés des cinq dernières années :

ANNÉES.	MONTANT des versements.	MOYENNE par opération.	MONTANT des remboursements.	MOYENNE par opération.
—	francs.	francs.	francs.	francs.
1897.....	719,112,135	215	790,250,989	300
1898.....	673,759,611	208	784,594,921	285
1899.....	696,690,126	205	770,461,411	288
1900.....	760,708,550	208	751,788,631	276
1901.....	744,712,759	211	716,611,870	280

Le solde dû aux déposants, à la date du 31 décembre 1901, était de 3,349,036,725 francs, contre 3,263,994,342 francs au 31 décembre 1900.

RÉPARTITION DES LIVRETS PAR CATÉGORIE D'IMPORTANCE.

Voici comment se répartissent, pour 1900, d'une part, les opérations de verse-

⁽¹⁾ D'après le rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. (J. O. du 12 février 1903.)

ment et de remboursement, et, d'autre part, le total des livrets en cours, selon l'importance soit des opérations, soit des livrets eux-mêmes :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE.	NOMBRE.	PROPOR- TION	MONTANT.	PROPOR- TION	MOYENNES.
		p. 100 dans le total.		p. 100 dans le total.	
			fr. c.		fr. c.
1° VERSEMENTS.					
Versements :					
20 francs et au-dessous.....	896,298	25.47	8,243,926 00	1.11	9.19
21 à 100 francs.....	1,172,874	33.34	76,347,127 00	10.25	65.09
101 à 200 —	507,949	14.44	82,993,199 00	11.14	163.39
201 à 500 —	546,138	15.52	195,810,680 00	26.29	358.53
501 à 1,000 —	258,381	7.34	199,935,875 00	26.85	773.80
1,001 à 1,500 —	135,472	3.85	178,715,554 00	24.00	1,319.20
1,501 à 2,000 — et au-dessus.	1,454	0.04	2,666,399 00	0.36	1,833.83
TOTAUX ET MOYENNE GÉNÉRALE.	3,518,566	100.00	744,712,760 00	100.00	211.65

2° REMBOURSEMENTS (ESPÈCES).

Remboursements de :					
20 francs et au-dessous.....	286,549	11.21	3,565,799 50	0.50	12.44
21 à 100 francs.....	1,128,877	44.16	64,569,200 29	9.01	57.19
101 à 200 —	309,959	12.13	49,924,887 61	6.97	161.07
201 à 500 —	376,868	14.74	132,950,400 52	18.55	352.77
501 à 1,000 —	248,840	9.73	185,737,058 43	25.92	746.41
1,001 à 1,500 —	155,557	6.09	202,041,841 52	28.19	1,298.83
1,501 francs et au-dessus.....	49,573	1.94	77,822,682 09	10.86	1,569.86
TOTAUX et MOYENNES des rem- boursements en espèces.....	2,556,223	100.00	716,611,869 96	100.00	280.34

3° LIVRETS EXISTANT AU 31 DÉCEMBRE.

Livrets de :					
20 francs et au-dessous.....	2,238,863	30.90	20,030,190 65	0.60	8.94
21 à 100 francs.....	1,186,841	16.38	61,335,611 69	1.83	51.68
101 à 200 —	567,359	7.83	81,652,129 83	2.44	143.91
201 à 500 —	800,515	11.05	261,799,745 99	7.82	327.04
501 à 1,000 —	788,280	10.88	565,604,861 92	16.89	717.52
1,001 à 1,500 —	735,794	10.15	913,035,419 52	27.26	1,240.88
1,501 francs et au-dessus passibles de réduction.....	922,983	12.74	1,421,562,425 35	42.44	1,540.18
1,501 francs et au-dessus exemptés de réduction par la loi.....	5,463	0.07	24,016,340 54	0.72	4,396.18
TOTAUX et MOYENNE GÉNÉRALE..	7,246,098	100.00	3,349,036,725 49	100.00	462.18

4° LIVRETS NOUVEAUX.

Au point de vue de la profession et du sexe des déposants, les livrets nouveaux se partagent de la manière suivante :

PROFESIONS.	HOMMES		FEMMES		ENSEMBLE	
	Nombre.	Proportion p. 100 dans le total.	Nombre.	Proportion p. 100 dans le total.	Nombre.	Proportion p. 100 dans le total.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	28,386	11.80	18,991	7.63	47,377	9.68
Journaliers et ouvriers agricoles....	31,550	13.12	20,274	8.14	51,824	10.59
Ouvriers d'industrie.....	37,757	15.70	30,545	12.27	68,302	13.95
Domestiques.....	15,437	6.42	30,214	12.14	45,651	9.33
Militaires et marins.....	4,536	1.89	885	0.36	5,421	1.11
Employés.....	15,853	6.59	4,881	1.96	20,734	4.24
Professions libérales.....	4,052	1.69	2,449	0.98	6,501	1.33
Propriétaires, rentiers et personnes sans profession.....	18,600	7.74	60,067	24.12	78,667	16.07
Mineurs sans profession.....	84,276	35.05	80,691	32.40	164,967	33.70
TOTAUX.....	240,447	100.00	248,997	100.00	489,444	100.00

En résumé, il y a un déposant nouveau par 79.33 habitants. Le chiffre de 1900 était de 76.82.

Pour l'ensemble des livrets, on compte 186 déposants par 1,000 habitants. La moyenne générale de solde, par habitant, au 31 décembre 1901, était de 85 fr. 95 et la valeur moyenne par livret de 462 fr. 18. Les chiffres pour 1900, étaient de 185 déposants par 1,000 habitants, la moyenne générale par habitant de 84.74 et la moyenne par livret de 458 fr. 66.

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE L'ÉPARGNE EN 1901 ⁽¹⁾.

Les renseignements ci-dessous se rapportent à la Caisse nationale d'épargne postale et à l'ensemble des caisses d'épargnes ordinaires réunies et fournissent un résumé des opérations de ces institutions pour l'année 1901.

Le nombre des livrets en cours s'élevait, au 1^{er} janvier 1901, à 10,630,866, soit 227 livrets pour 1,000 habitants et, au 31 décembre à 11,051,979, soit 284 livrets pour 1,000 habitants, soit une augmentation de 371,113 livrets ou 3.49 p. o/o.

Quant aux versements ils ont été au nombre de 7,058,995, représentant une somme de 1,192,881,046 francs, soit une moyenne de 168 francs par opération ; relativement à 1900, il y a augmentation de 141,287 versements et de 5,979,228 francs sur le montant, mais une diminution de 3 francs par opération moyenne.

⁽¹⁾ Extrait du rapport adressé au Président de la République par le Ministre du Commerce (J. O. du 12 février 1903).

Les remboursements en espèces ont été au nombre de 4,379,650 représentant un capital de 1,136,791,981 francs, soit une moyenne de 259 francs par opération. Comparés à 1900, ces résultats accusent une augmentation de 369,922 remboursements, soit 226,971,500 francs comme montant et 26 francs par opération. Comparés aux versements, ils sont inférieurs de 2,679,315 comme nombre et de 56,109,063 francs comme montant, mais supérieurs de 91 francs par opération.

Voici les résultats comparés des 5 dernières années :

ANNÉES.	VERSEMENTS.	MOYENNE par opération.	REMBOURSEMENTS.	MOYENNE par opération.
	francs.	francs.	francs.	francs.
1897.....	1,085,811,287	173	1,095,904,369	270
1898.....	1,035,719,081	165	1,146,766,944	266
1899.....	1,080,739,263	164	1,138,346,787	268
1900.....	1,186,901,816	171	1,363,743,490	285
1901.....	1,192,881,044	168	1,136,771,981	259

Le solde dû aux déposants au 31 décembre 1901, était de 4,429,426,571 contre 4,274,257,538 au 31 décembre 1900, soit une augmentation de 155,169,035 francs pour l'année 1901.

Les 11,051,979 livrets existant au 31 décembre 1901 et représentant un capital de 4,429,426,571 francs, soit une moyenne de 400 francs par livret, se partagent en diverses catégories dans les proportions suivantes :

MONTANT DES LIVRETS.	NOMBRE.	PROPOR- TION p. o/o.	MONTANT.	PROPOR- TION p. o/o.	MOYENNE par livret.
			francs.		francs.
20 ^f et au-dessous...	3,641,388	32.95	40,114,340	0.91	11
21 à 100 ^f	2,015,559	18.24	120,690,792	2.72	59
101 à 200 ^f	988,182	8.94	160,730,225	3.63	162
201 à 500 ^f	1,313,125	11.88	483,320,073	10.91	368
501 à 1,000 ^f	1,151,722	10.42	872,429,867	19.70	757
1,001 à 1,500 ^f	941,608	8.52	1,195,596,957	26.99	1,270
1,501 et au-dessus, pas- sibles de réduction.....	993,808	8.99	1,528,678,155	34.51	1,530
1,501 et au-dessus, exemptés de ré- duction par la loi.....	6,587	0.06	27,866,153	0.63	4,230
TOTAUX et moyennes..	11,051,979	100.00	4,429,426,571	100.00	400

Par rapport à 1900, les 5 premières catégories (20 francs à 1,000 francs) ne présentent que des modifications insignifiantes; il en est de même des livrets supérieurs à 1,500 francs et exemptés de réduction par la loi. Par contre, les livrets de 1,001 à 1,500 francs ne représentent plus en 1901 que 8.52 p. o/o du total, contre 11.02 en 1900; les livrets de plus de 1,500 francs passibles de réduction passent de 6.42 p. o/o à 8.99 p. o/o.

Au point de vue des professions et du sexe, les nouveaux déposants se répartissent comme suit :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAUX PAR PROFESSION.	
	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.	Nombre de livrets.	P. 100 du total général.	Nombre de livrets.	P. 100 du total.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	49,989	5.03	26,458	2.67	76,447	7.71
Journaliers et ouvriers agricoles.....	72,449	7.30	30,885	3.12	103,334	10.42
Ouvriers d'industrie.....	95,228	9.60	60,728	6.13	155,956	15.73
Domestiques.....	45,260	4.55	71,926	7.25	117,186	11.82
Militaires et marins.....	19,164	1.91	921	0.09	20,085	2.02
Employés.....	46,621	4.70	13,469	1.36	60,090	6.06
Professions libérales.....	13,179	1.42	6,769	0.68	19,948	2.01
Propriétaires, rentiers et personnes sans profession....	42,722	4.29	126,379	12.75	169,101	17.05
Mineurs sans profession...	134,916	13.59	133,492	13.46	268,408	27.07
Nomades.....	816	0.08	243	0.02	1,059	0.11
TOTAUX ET MOYENNES...	520,344	52.47	471,270	47.53	991,614	100.00

Il y a relativement à 1900, en ce qui concerne le sexe des déposants, diminution des livrets masculins (52.47 contre 52.81) et augmentation des livrets féminins (47.53 contre 47.19 p. 100 en 1900). Il en était de même en 1899, tandis qu'en 1898 la proportion était inverse (51.36 p. 100 des nouveaux déposants étaient des femmes et seulement 48.64 p. 100 des hommes).

A ces chiffres, il convient d'ajouter les livrets ouverts au nom de sociétés (2,543 contre 2,270 en 1900, soit une augmentation de 12 p. 100, et 2,073 en 1899).

DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE de livrets.
Sociétés de secours mutuels.....	771
Syndicats ou associations professionnels.....	368
Sociétés de coopération.....	73
Sociétés de bienfaisance.....	175
Sociétés d'épargne.....	101
Compagnies de sapeurs-pompiers.....	116
Comices agricoles.....	60
Cercles d'officiers ou de sous-officiers.....	14
Sociétés commerciales.....	7
Sociétés et institutions diverses.....	858
TOTAL.....	2,543

SITUATION PROVISOIRE DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES EN 1902⁽¹⁾.

Au 31 décembre 1901, il existait 547 caisses en activité, avec 1,333 succursales ou bureaux auxiliaires et 333 percepteurs dont elles avaient utilisé le concours, soit

⁽¹⁾ D'après les résumés sommaires produits par ces établissements au Ministère du Commerce (J. O., 4 février 1903).

au total, 2,213 établissements. En 1902, une caisse a été créée et a été supprimée; 36 succursales environ ont été fondées, ce qui, en tenant compte des suppressions et des transformations, en porte le nombre à 1,369. Le nombre des percepteurs participant aux opérations des caisses d'épargne ne semble pas avoir dépassé 330. On compterait, dès lors, au total, 2,246 établissements.

A la même date, le nombre des livrets existant était de 7,328,739, en augmentation de 82,641 sur 1901. Le nombre des livrets ouverts pendant l'année 1902 a été de 471,595; en 1901, il en avait été ouvert 516,343.

Le tableau suivant donne le mouvement des fonds en 1902.

Versements effectués par les déposants.....	720,825,245 ^f 53 ^c
Remboursements en espèces aux déposants.....	872,452,766 13
Solde dû aux déposants.....	3,356,317,075 57

Dans les remboursements ne sont pas compris les remboursements effectués par transferts, par versements à la caisse des retraites pour la vieillesse, par l'effet de la prescription, non plus que ceux opérés en achats de rentes, soit d'office pour réduction des comptes dépassant le maximum, soit à la demande des déposants.

Les versements effectués en 1902 ont été inférieurs de 23,887,514 fr. 44 ou 3.20 p. 100 à ceux de l'année précédente. Les remboursements ont dépassé de 139,341,754 fr. 50, ou de 19 p. 100, ceux de 1901.

Néanmoins, le solde dû aux déposants au 31 décembre 1902 reste supérieur de 7,280,350 fr. 08, ou de 0.21 p. 100, à celui de 1901.

En outre, les moyennes relatives au montant des dépôts par habitant et au nombre des déposants par 1,000 habitants sont plus élevées en 1902 qu'en 1901 et en 1900.

D'autre part, les rentes achetées en 1901 par la caisse des dépôts et consignations pour les caisses d'épargne et au compte de leurs déposants, sur leur demande ou d'office pour réduction des comptes dépassant le maximum, ont absorbé un capital de 40,440,005 fr. 03 contre 27,716,951 fr. 25 en 1901 et 28,626,979 fr. 43 en 1900.

Les intérêts provisoirement liquidés pour 1902 au profit des caisses d'épargne par la caisse des dépôts et consignations, au taux de 3.25 p. 100, s'élèvent à 110,546,816 fr. 74. Ceux que ces établissements ont alloués aux déposants, généralement au taux de 3 ou de 2.75 p. 100, peuvent être évalués à 100 millions; le surplus forme les bonifications sur lesquelles les caisses d'épargne imputent leurs dépenses et qui doivent servir ensuite à l'accroissement de leur fortune personnelle, dont le montant était, au 31 décembre 1901, de 144,405,245 fr. 49, laissés en compte courant à la caisse des dépôts et consignations, à concurrence de 71,030,503 fr. 37, qui ont produit plus de 2 millions de revenu.

LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN FRANCE DE 1893 À 1901⁽¹⁾.

La loi du 27 décembre 1892, sur la conciliation et l'arbitrage en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers, a eu pour objet de prévenir ou d'abrégier les grèves en donnant aux patrons et aux ouvriers la faculté de recourir au juge de paix pour provoquer le règlement de leurs différends soit par la conciliation, soit par l'arbitrage.

⁽¹⁾ D'après les statistiques annuelles des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage pour les années 1893-1901.

Prévention des grèves. — Le tableau suivant donne le nombre des recours à la loi du 27 décembre 1892 qui ont été faits, de 1892 à 1901, soit par les ouvriers, soit par les patrons, soit par le juge de paix.

ANNÉES.	NOMBRE DE RECOURS				TOTAL.
	par les ouvriers.	par les patrons.	par les deux parties	par le juge de paix.	
1893.....	7	„	„	„	7
1894.....	7	„	„	1	8
1895.....	5	„	„	„	5
1896.....	5	1	„	„	6
1897.....	2	1	„	„	3
1898.....	2	„	„	„	2
1899.....	2	„	„	„	2
1900.....	9	„	„	„	9
1901.....	5	„	1	„	6
TOTAL.....	44	2	1	1	48

On remarquera le petit nombre de recours à la loi avant toute cessation de travail. L'insignifiance de ce résultat paraît tenir surtout à l'ignorance dans laquelle se trouvent les parties, et notamment les ouvriers, de la possibilité de recourir au juge de paix avant toute cessation de travail. Pour ne citer qu'un exemple, le Syndicat national des chemins de fer, dans une lettre adressée le 13 octobre 1898 au juge de paix du X^e arrondissement, s'exprimait de la façon suivante :

« Malheureusement, cette loi, comme beaucoup d'autres, a un immense défaut; elle ne permet aux travailleurs d'en réclamer le bénéfice que lorsque les hostilités ont commencé. La loi même du 27 décembre 1892 nous a donc obligés de déclarer la grève, ce qui nous permet, maintenant seulement, d'en demander l'application ⁽¹⁾. »

On remarquera également que les patrons n'ont pris qu'une seule fois l'initiative du recours. Quant au juge de paix, ce n'est qu'en cas de grève qu'il peut intervenir d'office ⁽²⁾, et c'est, par exception qu'il a pris une fois, en 1894, l'initiative du recours de la loi avant toute cessation de travail.

Le tableau suivant donne la suite qui a été donnée aux recours à la conciliation faits avant toute cessation de travail ainsi que le nombre des grèves qui ont été évitées, soit parce que la conciliation a abouti, soit parce que les ouvriers ont renoncé à leurs demandes après le refus de conciliation des patrons.

ANNÉES.	NOMBRE de recours.	REFUS DE CONCILIATION		ÉCHEC de la conciliation.	GRÈVES évitées.
		des patrons.	des ouvriers.		
1893.....	7	2	„	1	4
1894.....	8	1	„	1	6
1895.....	5	2	„	3	1
1896.....	6	3	1	2	2
1897.....	3	2	„	„	1
1898.....	2	2	„	„	2
1899.....	2	2	„	„	„
1900.....	9	5	„	1	3
1901.....	6	2	„	2	2
TOTAL.....	48	21	1	10	21

⁽¹⁾ Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1898, p. 267.

⁽²⁾ Art. 10.

Au point de vue des demandes des ouvriers les différends dans lesquels il y a eu recours à la conciliation avant la cessation du travail, se sont terminés de la façon suivante :

ANNÉES.	RÉUSSITE.	TRANSACTION.	ÉCHEC.
1893.....	1	5	1
1894.....	2	2	2
1895.....	#	2	3
1896.....	1	2	3
1897.....	#	1	2
1898.....	1	#	1
1899.....	#	2	#
1900.....	2	5	2
1901.....	1	2	3
TOTAL.....	8	21	17

Conciliation. — Le tableau suivant donne de 1893 à 1901 le nombre total des recours à la conciliation qui ont été formés, soit sur l'initiative des parties intéressées, soit par le juge de paix, y compris ceux qui ont été formés avant toute cessation de travail, ainsi que la proportion par rapport aux grèves déclarées :

ANNÉES.	RECOURS FORMÉS				NOMBRE des différends dans lesquels il y a eu recours.	PROPORTION pour 100 grèves déclarées.
	par les ouvriers.	par les patrons.	par les deux parties.	par le juge de paix.		
1893.....	56	5	2	46	109	17,19
1894.....	51	4	2	44	101	25,84
1895.....	46	2	3	34	84 ⁽¹⁾	20,74
1896.....	57	4	4	39	102	21,86
1897.....	46	4	1	37	88	24,71
1898.....	57	3	2	32	94	25,54
1899.....	112	1	4	80	190 ⁽²⁾	26,62
1900.....	141	6	8	79	234	25,94
1901.....	67	5	3	67	142	27,15
TOTAL.....	623	34	29	458	1,146 ⁽²⁾	24,06

La proportion des recours à la conciliation n'a guère varié depuis le début de l'application de la loi et reste fixée aux environs de 25 p. o/o. Si l'on tient compte des recours formés à la fois par les patrons et les ouvriers, on constate que 57 p. o/o des recours ont été formés par les ouvriers, 5 p. o/o par les patrons et que le juge de paix a pris l'initiative du recours à la conciliation dans 39 p. o/o des cas.

⁽¹⁾ L'initiative du recours a été prise à la fois par les ouvriers et le juge de paix dans une grève.

⁽²⁾ 3 des grèves ont donné lieu à 10 recours.

⁽³⁾ Voir les notes précédentes.

Quant aux suites qui ont été données à ces recours, elles sont indiquées par le tableau suivant ⁽⁴⁾ :

ANNÉES.	REFUS DE CONCILIATION OPPOSÉS			DIFFÉREND régles avant la formation du comité de conciliation.	DIFFÉREND ayant donné lieu à la formation d'un comité de conciliation.
	par les patrons.	par les ouvriers.	par les deux parties.		
1896.....	34	6	2	13	54
1894.....	24	4	1	8	64
1895.....	29	#	2	4	49
1896.....	41	3	#	7	53
1897.....	20	2	3	9	54
1898.....	32	1	5	4	52
1899.....	65	1	13	9	105
1900.....	88	3	5	14	128
1901.....	51	4	6	9	72
TOTAL.....	384	24	37	77	631

Ainsi, ce n'est que dans 631 conflits sur 1,146, soit 55 p. o/o, que la procédure a pu aboutir à la formation d'un comité de conciliation; on remarquera que ce sont les patrons qui se refusent le plus souvent à soumettre le différend à la conciliation. Si l'on tient compte des cas où le refus de conciliation a été opposé à la fois par les deux parties, on constate que les patrons ont refusé de recourir à un comité de conciliation dans 94 p. o/o des cas, et les ouvriers dans 13 p. o/o seulement.

Les comités de conciliation ne parviennent pas toujours à régler le différend; trois cas peuvent se présenter : ou bien le comité règle directement le différend ou bien les parties décident de recourir à un arbitrage, ou bien la grève continue ou est déclarée si la tentative de conciliation a précédé la cessation de travail. Voici quel a été le résultat du rapprochement des parties ou de leurs représentants, au sein des comités de conciliation dans les différends qui ont donné lieu à la formation de ces comités de 1893 à 1901.

ANNÉES.	DIFFÉREND ayant donné lieu à la formation de comité.	DIFFÉREND RÉGLÉS		Total.
		par conciliation.	par arbitrage.	
1893.....	54	27	5	32
1894.....	64	30	2	32
1895.....	49	23	3	26
1896.....	53	21	1	22
1897.....	54	25	5	30
1898.....	52	18	2	20
1899.....	105	36	6	42
1900.....	128	60	18	78
1901.....	72	38	8	46
TOTAL.....	631	278	50	328

Arbitrage. — Quand l'accord ne s'établit pas au sein du comité de conciliation, il peut être proposé, soit par l'une des deux parties, soit par le juge de paix, de soumettre le différend à un arbitrage.

En cas d'acceptation, les parties sont invitées à choisir soit chacun un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun. En cas de désaccord, les arbitres peuvent choisir un nouvel arbitre pour les départager; si ces arbitres ne peuvent s'entendre ni sur la solution à donner au conflit, ni sur le choix de l'arbitre départiteur, cet arbitre est nommé par le président du tribunal civil sur le vu du procès-verbal qui lui est transmis par le juge de paix.

Le défaut d'accord dans le comité de conciliation n'implique pas nécessairement le recours à l'arbitrage qui reste facultatif dans tous les cas; mais une fois l'arbitrage accepté par les deux parties, ils ne peuvent se soustraire à ses conséquences; ils ne peuvent, par exemple, récuser l'arbitre départiteur choisi par le président du tribunal.

Le recours à l'arbitrage n'est pas toujours proposé après l'échec de la conciliation, il n'est pas non plus toujours accepté par les deux parties, ainsi que le montre le tableau suivant :

ANNÉES.	NOMBRE de propositions d'arbitrage.	REFUS D'ARBITRAGE			ACCEPTATION de l'arbitrage.
		par les patrons.	par les ouvriers.	par les deux parties.	
1893.....	18	9	3	3	3
1894.....	16	13	„	3	„
1895.....	22	7	2	8	5
1896.....	22	12	2	5	3
1897.....	23	13	2	3	5
1898.....	20	9	1	8	2
1899.....	40	13	1	20	6
1900.....	51	16	5	9	21
1901.....	19	5	2	4	8
TOTAL	231	97	18	63	53

Le président du tribunal civil a été appelé dix fois à nommer l'arbitre départiteur : deux fois en 1893, deux fois en 1897, cinq fois en 1900 et une fois en 1901.

Il arrive assez souvent que la procédure arbitrale n'est pas poursuivie jusqu'au bout. Quelquefois un accord intervient spontanément entre les parties avant la fin de la procédure : on peut admettre, dans ce cas, que l'arbitrage a facilité, s'il n'a pas déterminé directement la solution du conflit. D'autres fois, ce sont les arbitres nommés par les ouvriers et les patrons qui refusent la mission qui leur est confiée; le cas s'est présenté deux fois en 1895 et une fois en 1900. Il est arrivé deux fois, en 1893 et en 1898, que les arbitres n'ont pu se mettre d'accord sur le choix d'un tiers arbitre et que le conflit n'a pas été néanmoins déferé au président du tribunal. En 1893, les deux arbitres désignés successivement par le président du tribunal se sont récusés. Enfin, dans trois cas les parties ont refusé de se soumettre à la décision arbitrale, une fois en 1893, deux fois en 1900 : dans deux cas cette sentence arbitrale avait été rendue par un arbitre nommé par le tribunal. Dans un cas ce sont les patrons qui ont refusé de se soumettre; dans les deux autres cas ce sont les ouvriers, mais il convient d'ajouter que dans un cas ces derniers sont revenus quelque temps après sur leur décision ⁽¹⁾.

(1) Statistique des grèves... pour 1900, p. 485.

En résumé, voici le nombre des différends qui ont été réglés par l'arbitrage ou au cours de la procédure de l'arbitrage de 1893 à 1901 :

ANNÉES.	DIFFÉRENDS SOLUTIONNÉS		ÉCHEC de l'arbitrage.
	au cours de l'arbitrage.	par l'arbitrage.	
1893.....	»	»	3
1894.....	»	»	»
1895.....	1	2	3
1896.....	1	1	2
1897.....	»	5	»
1898.....	»	1	1
1899.....	»	6	»
1900.....	»	18	3
1901.....	»	8	»
TOTAUX.....	2	41	12

Résultats généraux. — Pour se rendre compte exactement des résultats obtenus grâce à la loi du 27 décembre 1892, il ne faut pas considérer seulement les conflits qui ont été réglés directement, soit par les Comités de conciliation, soit par la procédure arbitrale qu'elle a institué. Il arrive quelquefois que les parties qui n'ont pu s'entendre dans le Comité de conciliation, se mettent cependant d'accord presque aussitôt après la réunion du Comité et sous l'influence des explications qui ont été échangées. Il paraît légitime de porter à l'actif de la loi le règlement de ces différends ainsi que celui de ceux qui ont été déterminés immédiatement après le refus de conciliation.

Le tableau suivant donne le nombre des différends dont le règlement a été procuré ou précipité, directement ou indirectement, par l'application de la loi de 1892.

ANNÉES.	DIFFÉRENDS RÉGLÉS				TOTAL
	après le refus de conciliation.	avant la réunion du Comité de conciliation.	par les Comités de conciliation.	après la réunion des Comités.	
1893.....	6	13	32	»	51
1894.....	7	8	32	6	53
1895.....	3	4	26	3	36
1896.....	8	7	22	»	37
1897.....	2	9	30	»	41
1898.....	4	4	20	2	50
1899.....	4	9	42	4	39
1900.....	10	14	78	4	106
1901.....	7	9	46	3	65
TOTAUX.....	51	77	328	22	478

La loi de 1892 a donc en définitive, facilité et hâté la solution de 478 conflits de 1893 à 1901; soit 10 p. 100 des grèves qui ont eu lieu pendant cette période (4,795).

Les résultats auraient été certainement plus considérables si la loi était plus généralement et plus exactement connue des intéressés. Nous avons signalé, à propos de l'action préventive de la loi, l'erreur dans laquelle sont tombés les ouvriers. Ce n'est pas le seul point sur lequel les dispositions de la loi aient été mal interprétées. A de nombreuses reprises ⁽¹⁾ on a constaté « la confusion qui règne dans les esprits entre les deux procédures instituées par la loi : la procédure de conciliation et la procédure relative à l'arbitrage; cela résulte tout au moins des termes souvent employés pour repousser la conciliation. A une demande de *conciliation*, on répond que le différend n'est pas susceptible d'*arbitrage* ⁽²⁾. En admettant même qu'il y ait des différends dont la solution ne puisse être obtenue par voie d'arbitrage, il est incontestable que tous les différends quelconques peuvent être examinés dans un comité de conciliation et qu'un accord peut être obtenu à la suite d'une discussion contradictoire ».

D'autre part, une lecture superficielle de la loi a laissé se répandre l'idée qu'en cas de désaccord dans le comité de conciliation, l'arbitrage devenait obligatoire. Or, si la loi de 1892 offre dans ce cas une procédure facile pour recourir à l'arbitrage, elle ne l'impose pas.

Beaucoup de refus de tentative de conciliation n'ont pas eu d'autres causes que cette méconnaissance des dispositions de la loi. La prévention qu'à tort ou à raison inspire l'arbitrage aussi bien aux ouvriers et aux patrons a nui au succès de la conciliation dont l'idée est au contraire accueillie généralement avec faveur, surtout parmi les ouvriers.

Le tableau suivant met en évidence la différence des résultats des conflits selon que la fin en a été amenée par l'application de la loi ou que cette application a échoué, pendant la période de 1893 à 1900.

		DIFFÉRENDS TERMINÉS par l'application de la loi.		DIFFÉRENDS DANS LESQUELS l'application de la loi a échoué.	
		Nombre total.	Proportion p. 100.	Nombre total.	Proportion p. 100.
Résultats	Réussite.....	94	19.67	78	11.68
	Transaction.....	294	61.50	296	44.31
	Échec.....	90	18.83	294	44.01
	TOTAL.....	478	100.00	668	100.00

Conciliation et arbitrage en dehors de la loi du 27 décembre 1902. — Il n'est pas sans intérêt d'indiquer les modes de conciliation et d'arbitrage qui ont été employés en dehors de la procédure spéciale prévue par la loi de 1892, pour mettre fin aux conflits.

Le tableau suivant ne donne pas le chiffre total des conciliations faites en dehors de la loi de 1892, mais seulement de celles qui ont été signalées au cours de grèves ou qui ont pu être relevées dans les journaux corporatifs. Il ne donne pas en particulier une idée complète de l'action des grandes Fédérations ouvrières, qui réussis-

⁽¹⁾ Statistique des grèves pour 1893, p. 328; — Statistique des grèves pour 1896, p. V.

⁽²⁾ Il n'est pas rare de rencontrer dans la presse des expressions comme celle-ci : « le conflit a été soumis à l'arbitrage du juge de paix », alors qu'il s'agit d'un simple recours à la conciliation.

sont assez souvent, par leur intervention, à prévenir les conflits locaux qui peuvent survenir entre des membres affiliés à un syndicat local et leurs employeurs ⁽¹⁾.

CONFLITS TERMINÉS PAR L'INTERVENTION DES

ANNÉES.	Maires.	Préfets et sous-préfets	Syndicats et fédérations d'ouvriers	Conseils de pru- d'hommes.	Personnes diverses.	TOTAL.
1895.....	15	7	24	"	"	46
1896.....	12	6	27	"	"	45
1897.....	11	7	15	"	"	33
1898.....	11	7	26	"	1 ⁽²⁾	45
1899.....	12	30	23	1	9 ⁽³⁾	75
1900.....	19	22	16	2	6	65
1901.....	11	22	10	1	3	47
TOTAL.....	91	101	141	4	19	356

En outre, cinq conflits ont été terminés en 1899 par des sentences arbitrales, en dehors de la procédure de la loi de 1892. Ces sentences émanaient du Président du Conseil des Ministres (seconde grève du Creusot), de MM. Gruner et Jaurès (mineurs de la Loire), du préfet de la Somme et d'un conseiller prud'homme.

LE REPOS DE L'APRÈS-MIDI DU SAMEDI.

La Commission permanente du Conseil supérieur du Travail est actuellement saisie de la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de substituer une limite hebdomadaire à la limite journalière de durée du travail inscrite dans la loi du 30 mars 1900 ⁽⁴⁾. Cette modification aurait pour objet de permettre aux chefs d'industrie de donner à leurs ouvriers et ouvrières le repos de l'après-midi du samedi.

L'usage du repos de l'après-midi du samedi est très répandu en Angleterre et, d'une manière générale, dans tous les pays où le repos dominical est rigoureusement observé. Il répond dans ces pays à une véritable nécessité. Toutes les boutiques, tous les lieux de distraction étant fermés le dimanche, les ouvriers et les ouvrières profitent de l'après-midi du samedi pour faire leurs provisions et se distraire. Le repos de l'après-midi du samedi est même passé en Angleterre dans la loi : aux termes de la loi du 17 avril 1901 sur les fabriques et ateliers, qui ne fait que reproduire des dispositions antérieures, le travail industriel proprement dit doit cesser le samedi, dans les fabriques textiles, soit à midi, soit à midi et demi, suivant que le travail a commencé à 6 ou 7 heures du matin, ou qu'il a été ou non

⁽¹⁾ En 1896, la Fédération du livre n'a pas réglé moins de 19 différends collectifs dans 16 villes différentes.

⁽²⁾ Un ingénieur des mines.

⁽³⁾ Dont 5 députés, 1 conseiller général, 1 inspecteur général des mines, 2 juges de paix.

⁽⁴⁾ Il va de soi que cette limite hebdomadaire ne saurait être supérieure à six fois la limite journalière fixée par la loi. D'autre part, un maximum journalier serait imposé aux industriels en même temps que l'obligation d'afficher la répartition des heures de travail entre les différents jours de la semaine et de faire connaître cette répartition aux inspecteurs du travail.

accordé dans la matinée un repos d'une heure. Les autres occupations doivent être terminées une demi-heure plus tard. Dans les fabriques non textiles et dans les ateliers, le travail doit cesser, le samedi, à 2, 3 ou 4 heures de l'après-midi, suivant qu'il a commencé à 6, 7 ou 8 heures du matin.

I

En France, l'usage du repos de l'après-midi, ou, plus exactement, l'usage de cesser le travail de meilleure heure le samedi, est assez peu répandu. On peut classer les établissements industriels, dans lesquels il est observé, en plusieurs groupes.

Dans le premier groupe, qui est de beaucoup le plus nombreux, l'usage du repos de l'après-midi du samedi est imposé par les conditions mêmes du recrutement des ouvriers. Ces établissements sont en général situés en pleine campagne et sont obligés de recruter leur personnel dans un rayon assez étendu (10, 15 et même 25 kilomètres). Les ouvriers couchent, pendant la semaine, dans des dortoirs de l'établissement ou dans des chambres garnies aux environs de la fabrique; tous les samedis ils vont retrouver leurs familles, afin de passer avec elles le dimanche. Comme ils ont beaucoup de chemin à faire, ils sont obligés de partir de bonne heure pour arriver chez eux avant la nuit.

Voici, par départements, le nombre de ces établissements avec leur personnel :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE d'établis- sements.	PERSONNEL chômant tout ou partie de l'après- midi du samedi.		
		Hommes.	Femmes.	Enfants de moins de 18 ans.
Ardèche.....	140	136	5,626	3,612
Drôme.....	39	161	1,581	668
Gard.....	25	141	1,370	724
Vaucluse.....	11	"	45	20
Isère.....	60	556	5,171	1,981
Savoie.....	3	"	98	67
Loire.....	1	10	247	156
Puy-de-Dôme.....	10	86	268	180
Saône-et-Loire.....	5	9	126	30
TOTAL.....	394	1,099	14,532	6,438
			22,069	

On remarquera la grande proportion de femmes et d'enfants qui chôment l'après-midi du samedi. La plupart des industries où existe cette coutume emploient en effet surtout de la main-d'œuvre féminine. Sur un personnel total de 31,983 ouvriers, les 394 établissements ci-dessus n'emploient que 2,861 hommes contre 20,333 femmes et 8,789 enfants. Il y a lieu de noter également que la proportion des hommes qui chôment pendant l'après-midi du samedi, par rapport au nombre total des hommes employés, est beaucoup moins grande (38 p. 100) que la proportion correspondante des enfants (73 p. 100) et des femmes (71 p. 100).

Voici, par départements, les industries exercées par ces établissements :

DÉPARTEMENTS.	Moulinages de soie.	Filatures de soie.	Dévidages de soie.	Tissages de soies, soieries, velours, mousse- line, etc.	Autres indus- tries ⁽¹⁾ .
Ardèche.....	208	23	#	5	1
Drôme.....	27	9	3	3	#
Gard.....	2	20	#	#	3
Vaucluse.....	11	#	#	#	#
Isère.....	2	1	#	56	1
Savoie.....	#	#	#	2	1
Loire.....	#	#	#	1	#
Puy-de-Dôme.....	3	#	#	1	6
Saône-et-Loire.....	#	#	4	1	#
TOTAL.....	253	53	7	69	12

L'heure à laquelle les ouvriers quittent le travail, le samedi, est très variable. Dans le département de l'Ardèche, le plus grand nombre des établissements ferment à 1 h. 1/2 (65), à 2 h. 1/2 (54), à 3 heures (50), ou à 3 h. 1/2 (23) : un seul établissement ferme à midi; un seul ferme à 4 h. 1/2. Dans la Drôme, les heures de fermeture s'échelonnent entre midi (1 établissement) et 6 heures (1 établissement), le plus grand nombre ferment à 3 heures (11), à 3 h. 1/2 (7) et à 4 heures (4). Dans le Gard, l'heure la plus répandue est 4 heures : les autres heures varient entre 2 h. 1/2 (2) et 4 h. 35 (2). Dans la Vaucluse, les onze établissements ferment uniformément à 4 heures. Dans l'Isère, les établissements où tout le personnel cesse le travail, ferment entre 3 et 5 heures de l'après-midi : l'heure la plus générale est 5 heures; dans les autres établissements, les ouvrières qui demeurent au loin quittent le travail quelque temps avant l'heure du train ou de la voiture qui doit les ramener chez elles, tandis que le moteur continue à tourner, jusqu'à l'heure ordinaire de fermeture, pour les ouvriers qui veulent continuer à travailler. Dans le Puy-de-Dôme, les heures de cessation du travail s'échelonnent entre midi (2 établissements) et 5 heures (3). En Saône-et-Loire, des cinq établissements de Chauffailles qui pratiquent cet usage, l'un ferme à 4 heures du soir, dans les autres établissements, les femmes seules cessent le travail à partir de 3 heures en hiver et de 4 heures en été.

Autrefois, les moulinages de la Loire et de la Haute-Loire imitaient l'exemple de ceux de la vallée du Rhône, mais, depuis la réduction du travail à 10 h. 1/2, ils commencent le travail le samedi à 5 heures du matin, et réduisent les repos au minimum, de façon à arriver à 10 h. 1/2 de travail effectif à 4 h. 1/2 du soir.

Le second groupe des établissements, qui pratiquent actuellement l'usage du

⁽¹⁾ Ces autres industries sont des fabriques de lacets (2), de cordonnets (1), de paillons (1), de bonneterie (1), de chemises (1), de confections pour femmes (1), des réglisseries (2), des tissages de toiles (3).

repos du samedi soir, est tout entier constitué par des fabriques de cotonnades de la région roannaise. En voici la répartition par départements :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE d'établis- sements.	NOMBRE D'OUVRIERS cessant le travail de meilleure heure le samedi.		
		Hommes.	Femmes.	Enfants.
Loire.....	24 ⁽¹⁾	2,997	4,186	477
Rhône.....	17 ⁽²⁾	1,948	2,277	446

Dans ces établissements, la cessation du travail est générale pour tous les ouvriers; elle est facultative seulement dans un petit tissage de Thizy. L'origine de l'usage remonte à 1879. Il fut inauguré par un industriel de Roanne, dans le but de permettre aux ouvrières de s'occuper des soins du ménage, le samedi soir, de façon à pouvoir se conformer, le dimanche, aux prescriptions de leur religion. Cet industriel eut, jusqu'en 1889, peu d'imitateurs; cette année-là, à la suite d'une grève générale de tous les ouvriers des cotonnades, ceux-ci demandèrent et obtinrent, de leurs patrons, le repos de l'après-midi du samedi.

Les ouvriers tiennent beaucoup à cet usage : lors de l'application de la disposition de la loi du 30 mars 1900, limitant à 10 h. 1/2 la durée journalière du travail, primitivement fixée à 11 heures, les industriels de Roanne voulurent compenser la réduction journalière d'une demi-heure, par la suppression du repos du samedi. Une grève s'ensuivit⁽³⁾ qui dura du 13 octobre au 5 novembre 1902, et qui aboutit à une transaction : les patrons consentirent à ne supprimer que 12 fois par an le repos du samedi.

Le troisième groupe des établissements qui pratiquent le repos de l'après-midi du samedi, est formé par des établissements d'origine anglaise, américaine ou hollandaise. On compte, en tout, 10 de ces établissements, qui se répartissent ainsi, suivant les départements :

DÉPARTEMENTS OU LOCALITÉS.	NOMBRE d'établis- sements.	PERSONNEL cessant le travail de meilleure heure le samedi.		
		Hommes.	Femmes.	Enfants.
Paris.....	4	164	45	19
Seine-Inférieure.....	3	390	45	66
Persan (Seine-et-Oise).....	1	260	79	64
Calais (Pas-de-Calais).....	1	36	50	104
Creil (Oise).....	1	90	„	12
TOTAL.....	10	940	219	265

Huit de ces maisons sont d'origine anglaise (2 fabriques d'ébénisterie et de tapisserie, 1 fabrique de caoutchouc, 1 fabrique de tapis en linoléum, 1 teinturerie de coton en pièces, 1 constructeur-mécanicien, 1 impression de tissus),

⁽¹⁾ Sur ces 24 fabriques, 22 sont à Roanne, 1 au Coteau, et 1 à Riorges.

⁽²⁾ Sur ces 17 fabriques, 6 sont à Thizy, 5 à Bourg-de-Thizy, 2 à Amplepuis, et le reste dans les localités environnantes.

⁽³⁾ *Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1902, p. 763.

1 d'origine hollandaise (taille de diamants), et 1 d'origine américaine (imprimerie d'une compagnie d'assurances américaine).

En général, à l'origine, le personnel de ces maisons était étranger. Dans presque toutes ces maisons, le personnel originaire a fait place à un personnel français, et l'usage a perdu de sa rigueur et de sa généralité. Dans la plupart de ces établissements, on déroge à l'usage en cas de surproduction; dans plusieurs, l'usage est limité à une seule catégorie d'ouvriers (les imprimeurs de l'impression de tissus de Malaunay), ou aux seuls ouvriers étrangers qui sont restés (les Écossais imprimeurs à la main de la fabrique de linoleum de Creil). Dans la fabrique de caoutchouc de Persan, les ouvriers français, qui ont complètement remplacé le personnel originaire anglais, ne paraissant pas satisfaits de la persistance de l'usage, qui n'est, d'ailleurs, observé que pour les deux tiers des ouvriers : la plupart d'entre eux sont, en effet, payés à l'heure, et ils se plaignent de perdre ainsi 5 à 6 heures de salaires par semaine.

En dehors de ces trois groupes d'établissements, le repos de l'après-midi du samedi est encore pratiqué dans une filature-corderie d'Angers, qui occupe un personnel de 65 hommes, 41 femmes et 23 enfants. La cessation du travail industriel proprement dit a lieu le samedi dans cet établissement à 3 heures du soir : le patron profite de cet arrêt pour faire procéder au nettoyage des machines. Enfin le repos de l'après-midi du samedi existe depuis décembre 1902 dans cinq filatures de schappe du département de l'Ain : ce repos a été établi surtout en vue de restreindre la production ⁽¹⁾. Nous ne parlons pas naturellement des deux ou trois usines dans lesquelles les patrons, de religion juive, ont fixé au samedi le repos hebdomadaire : il s'agit en effet, dans ce cas, d'un simple déplacement du repos hebdomadaire, qui n'a rien de commun avec le repos supplémentaire de l'après-midi du samedi.

En résumé, l'usage de faire cesser le travail de meilleure heure le samedi est pratiqué au total en France par 451 établissements industriels occupant 37,671 ouvriers. Or, il existait en France, d'après les dernières statistiques de l'Inspection du travail, 310,216 établissements industriels occupant 2,865,832 personnes de tout âge et de tout sexe. On voit que jusqu'ici l'usage du repos de l'après-midi du samedi est peu répandu en France : il ne s'étend qu'à 0.14 p. 100 des établissements et à 1.32 p. 100 du personnel ouvrier. Cette proportion est un peu plus élevée si l'on ne considère que le personnel féminin (3.17 p. 100).

II.

C'est depuis l'application de la disposition de la loi du 30 mars 1900, qui réduisit à 10 heures et demie, à partir du 31 mars 1902, la limite légale de durée du travail dans les établissements à personnel mixte ⁽²⁾, que s'est dessiné, en France, dans le monde industriel, un assez fort mouvement en faveur de l'extension de cette coutume de l'après-midi du samedi grâce à la substitution d'un maximum hebdomadaire au maximum journalier édicté par la loi.

L'initiative du mouvement paraît avoir été prise par la Chambre de commerce de Belfort, qui s'est livrée à ce sujet à une enquête particulièrement intéressante. Le 22 février 1902, c'est-à-dire quelque temps avant l'application de l'abaissement

⁽¹⁾ Le repos de l'après-midi du samedi a également été pratiqué temporairement dans les Vosges il y a quatre ans et pour la même raison. Les cinq filatures de Schappe occupent ensemble 570 hommes, 748 femmes et 400 enfants.

⁽²⁾ C'est-à-dire occupant à la fois des hommes adultes et des personnes protégées par la loi de 1892 (femmes et enfants).

à 10 h. 1/2 de la durée du travail, M. Georges Kœchlin, un grand industriel de Belfort, présenta à la Chambre de commerce un rapport sur la question. La Chambre décida l'envoi de ce rapport à tous les industriels du territoire de Belfort avec un questionnaire leur permettant de faire connaître leur opinion motivée. 40 industriels occupant 12.673 ouvriers⁽¹⁾ répondirent au questionnaire : 24 industriels occupant 7,288 ouvriers⁽²⁾ étaient favorables à la proposition Kœchlin ; 9 occupant 3,141 ouvriers faisaient toutefois des restrictions : 6 demandaient que le patron eût la faculté de réduire ou de supprimer le chômage de l'après-midi du samedi à certaines époques de l'année ; 3, qu'une limite de durée hebdomadaire fût substituée immédiatement à la durée journalière, et sans attendre la réduction à 10 heures de la journée de travail, comme le proposait M. Kœchlin. 13 industriels occupant 4,920 ouvriers⁽³⁾ demandaient le maintien de la loi ; 1 industriel des textiles occupant 378 ouvriers demandait, soit le maintien tel quel du système actuel, soit l'obligation pour tous les industriels de ne travailler que 5 heures le samedi soir. Enfin, 2 industriels de la métallurgie occupant 95 ouvriers repoussaient purement et simplement la proposition. En somme, la grande majorité des industriels des textiles étaient favorables à la proposition⁽⁴⁾. Les industriels de la métallurgie se divisaient en nombre égal sur la question. Il est assez curieux de noter que la majorité des industriels⁽⁵⁾ partageaient la crainte qu'après avoir obtenu le congé de l'après-midi du samedi les ouvriers ne vinssent à réclamer la réduction des autres jours à 10 heures au lieu de 11, ce qui réduirait le travail à 55 heures par semaine.

A la suite de cette consultation, la Chambre de commerce adopta, le 6 mai 1902, à l'unanimité des membres présents, le vœu suivant :

« Que la loi du 30 mars soit ainsi modifiée :

« Pour les ateliers dont le personnel ouvrier doit, à partir du 1^{er} avril 1902, travailler 10 heures 1/2 effectives par jour et, à partir du 1^{er} avril 1904, dix heures effectives par jour, le travail sera de 60 heures par semaine.

« Ces 60 heures seront réparties sur les six jours de la semaine suivant les intérêts et les convenances de chaque usine ; mais, en aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra excéder 11 heures. Les chefs d'établissement devront déclarer par écrit à MM. les Inspecteurs du travail de quelle façon ces 60 heures de la semaine seront réparties, tant en hiver qu'en été. Des affiches indiquant la répartition seront placées dans les salles de l'usine. »

De son côté, l'assemblée générale des Présidents de Chambres de commerce, réunis à Paris, le 5 mai 1902, émit le vœu suivant :

« L'assemblée des Présidents des Chambres de commerce proteste contre la loi de 1900, dont l'application récente fait ressortir les graves et nombreux inconvénients. Elle émet le vœu que cette loi soit modifiée d'urgence en ce qui concerne les industries saisonnières et en plein air auxquelles on ne saurait appliquer une réglementation uniforme et absolue ; que, d'autre part, le maximum des heures de travail soit fixé par semaine et non par jour. »

Ce vœu fut reproduit textuellement par un grand nombre de Chambres de commerce. La Chambre d'Alger elle-même s'y associa, bien que la loi du 30 mars 1900 ne soit pas applicable à l'Algérie. Quant à celle d'Elbeuf, elle demanda que la ré-

⁽¹⁾ Dont 25 occupant 6,954 ouvriers appartenant à l'industrie textile.

⁽²⁾ Dont 16 occupant 4,955 ouvriers appartenant à l'industrie textile.

⁽³⁾ Dont 9 occupant 1,621 ouvriers appartenant à l'industrie textile.

⁽⁴⁾ 6 maisons occupant 2,193 ouvriers favorables avec ou sans restrictions ; 6 avec 3,395 ouvriers défavorables.

Soit 25 maisons occupant 7,363 ouvriers.

forme fût étendue même aux ateliers d'adultes. Dans sa séance du 11 novembre 1982, elle émit le vœu :

Que la loi du 30 mars 1900 soit ainsi modifiée dans le cas où l'application du dernier palier serait maintenue :

1° Pour les ateliers mixtes dont le personnel ouvrier doit, à partir du 1^{er} avril 1904, travailler dix heures effectives par jour, le travail sera de soixante heures par semaine. Pour les ateliers d'adultes, le travail sera de soixante-six heures, à partir de la même date, comme il l'est aujourd'hui ;

2° Ces heures seront réparties sur les six jours de la semaine, suivant les intérêts et les convenances de chaque usine. Tout chef d'entreprise restant libre de fixer la répartition du crédit d'heures qui lui est alloué par semaine, et d'adopter ou de ne pas adopter le chômage du samedi après-midi, sauf entente avec son personnel. Mais, dans aucun cas, la journée ne pourra dépasser onze heures pour les ateliers mixtes et douze heures pour les ateliers d'adultes. Les chefs d'entreprise devront faire connaître aux Inspecteurs du travail la répartition des heures du travail qu'ils auront adoptée et qu'ils seront tenus de faire afficher dans leurs ateliers ;

3° Pour faciliter l'application générale de cette loi à la date du 1^{er} avril 1904, MM. les Inspecteurs du travail seront autorisés, dès à présent, à accorder aux industriels qui en feront la demande, la latitude de faire, dans leurs usines, des essais généraux ou partiels en vue du chômage de l'après-midi du samedi.

III.

À la suite de ces vœux, le Ministre du commerce prescrivit, le 23 décembre 1902, aux inspecteurs divisionnaires du travail de lui faire connaître les établissements qui pratiquaient actuellement le repos de l'après-midi ainsi que l'avis des patrons et des ouvriers sur cette organisation du travail. Les résultats de la première partie de cette enquête qui s'est poursuivie pendant les mois de janvier et de février ont été rapportés pendant la première partie de cette étude. Il ne reste plus à examiner que les avis de patrons et d'ouvriers qui ont été recueillis par les inspecteurs divisionnaires du travail.

Il convient de remarquer tout d'abord qu'un certain nombre des intéressés se sont mépris sur la portée de la question qui leur était posée. Quelques-uns ont cru qu'il s'agissait de rendre obligatoire pour tous les établissements le repos de l'après-midi et de supprimer aussi 5 à 6 heures de travail par semaine. En réalité, il s'agit seulement de savoir s'il n'y a pas lieu, pour favoriser le développement de cet usage, de substituer un maximum hebdomadaire au maximum journalier de durée du travail actuellement fixé, afin de donner aux industriels la faculté de compenser les heures de travail supprimées le samedi en les répartissant sur les autres jours de la semaine. Il serait toujours possible aux industriels de profiter ou non de cette faculté. La proposition primitive de M. Kœchlin portait même que la répartition des heures de travail autorisées entre les différents jours de la semaine ne pourrait avoir lieu qu'après entente entre les industriels et leurs ouvriers.

Sous le bénéfice de cette réserve, nous allons passer en revue les avis émis, au cours de cette enquête, par les industriels et les ouvriers.

Les industriels et les syndicats patronaux interrogés par les inspecteurs sont loin de montrer l'unanimité qui semblerait devoir exister dans le monde industriel, d'après les vœux des chambres de commerce. Si les industriels des régions où est actuellement pratiqué le repos de l'après-midi s'en montrent très partisans, en dehors de ces régions, beaucoup se montrent ou défavorables ou indifférents. A Paris, les industriels sont en grande majorité hostiles : l'activité atteinte en effet son maximum le samedi dans les industries parisiennes, et les

industriels auraient plutôt tendance à prolonger qu'à diminuer la journée de travail ce jour-là. Par contre, les syndicats patronaux de l'Aube, les syndicats des industries textiles de Belfort seraient favorables. Dans la 7^e circonscription d'inspection divisionnaire, qui comprend, en outre des cinq départements bretons, ceux de la Vendée, des deux-Sèvres, de Maine-et-Loire, de la Sarthe et de la Mayenne, et où l'enquête a été faite d'une manière particulièrement méthodique et a été précédée d'une série de conférences de l'Inspecteur divisionnaire destinées à expliquer la réforme aux intéressés, les avis des syndicats patronaux et des industriels isolés qui ont été consultés se répartissent ainsi :

	FAVORABLES.	DÉFAVORABLES.	NEUTRES ⁽¹⁾ .
Chambres de commerce.	2	0	1
Syndicats patronaux.	6	12	4
Industriels isolés.	22	29	9
	<u>30</u>	<u>41</u>	<u>14</u>

Les ouvriers paraissent être en grande majorité défavorables. Le fait que la modification à la loi est demandée par les chambres de commerce excite de la défiance chez beaucoup d'entre eux. Ils craignent « un piège du patronat » ⁽²⁾. Presque tous redoutent une diminution de salaire du fait de la réduction d'une demi-journée de travail le samedi. Quelques syndicats, cependant, seraient favorables à la réforme, en particulier le syndicat des ovalistes ⁽³⁾ de Privas, qui est particulièrement intéressé dans la question, et celui des ouvrières plumières de Boulogne. L'adhésion la plus importante est celle de la Fédération des chambres syndicales ouvrières de la Seine-Inférieure et des environs, siégeant à la Bourse du travail de Rouen, qui a émis, dans sa séance du 9 janvier 1903, le vœu suivant :

La Fédération... tout en maintenant les vœux émis dans ses congrès antérieurs en faveur de la loi de huit heures et en attendant le vote définitif qui ne saurait tarder; vu le résultat concluant qui vient d'être tenté : 1^o au Ministère des Postes et des Télégraphes; 2^o au Ministère de la Marine, demande qu'il soit apporté à la mise en application de la journée de dix heures les modifications suivantes :

« Tous les travailleurs sans exception, quel que soit l'âge et à quelque sexe qu'ils appartiennent, ne pourront travailler plus de 60 heures par semaine... Dans les établissements à moteurs à vapeur ou électriques, où des femmes et des filles mineures sont occupées, les établissements pourront faire travailler 11 heures par jour pendant les cinq premiers jours et 5 heures seulement le samedi; cela permettra aux mères de famille employées dans ces établissements de faire leur ménage, afin d'avoir un jour entier de repos par semaine. »

D'autre part, le congrès régional des syndicats ouvriers de la région de l'Est qui s'est tenu récemment à Nancy a émis les vœux suivants :

Le repos du samedi ne peut être adopté que quand celui du dimanche sera obligatoire.

Ce repos ne doit pas être une cause de diminution de salaire pour les travailleurs des deux sexes. Il faut une entente entre les syndicats patronaux et ouvriers pour fixer un minimum légal de salaire.

⁽¹⁾ Ont été considérés comme neutres ceux qui ont répondu en dehors de la question, en demandant, par exemple, une modification de la loi n'ayant aucun rapport avec celle proposée, ou qui n'ont pas exprimé leur opinion d'une façon suffisamment précise pour être rangés dans l'une des deux autres catégories.

⁽²⁾ Cette crainte est exprimée, par exemple, dans la *Voix du Peuple* du 25 janvier 1903 et dans une série d'articles parus en janvier et en février 1903 dans l'*Ouvrier vosgien*, d'Épinal.

⁽³⁾ Ouvrières des moulinsages de soie.

Dans la 7^e circonscription divisionnaire, les avis des syndicats ouvriers se sont répartis ainsi : 28 favorables, 56 défavorables, 30 neutres ⁽²⁾. Toutes les Bourses du travail se sont montrées défavorables.

Dans la même circonscription, sur 6 conseils de prud'hommes, 3 sont favorables, 2 défavorables et 1 neutre.

Tel est l'état de la question qui est actuellement soumise à l'examen de la commission permanente du Conseil supérieur du travail.

JURISPRUDENCE.

Syndicat professionnel; violation des engagements pris envers le syndicat par un des syndiqués; condamnation en dommages-intérêts; exclusion légitime du syndicat; caractère abusif d'une démarche faite en vue d'amener le congédiement du membre exclu du syndicat.

COUR DE GRENOBLE.

(Arrêt du 6 mars 1902.)

Plusieurs médecins exerçant à Bourgoin se sont réunis en syndicat pour se concerter, notamment sur l'attitude à prendre vis-à-vis des compagnies d'assurances contre les accidents, à l'effet de retirer de la loi du 9 avril 1898, qui venait d'entrer en vigueur, tous les avantages qu'ils estimaient pouvoir légitimement obtenir; il fut décidé, dans cette réunion, que les contrats existants seraient dénoncés et qu'il ne serait pas passé de contrat individuel nouveau; un tarif fut également arrêté.

Or, le docteur C..., membre de l'association professionnelle ainsi formée, n'a point respecté ses engagements et a continué ses anciens rapports avec les compagnies d'assurances, en soignant les blessés moyennant un tarif inférieur à celui proposé par le syndicat auquel il avait adhéré. A la requête du syndicat, le tribunal civil de Bourgoin le condamna à 200 francs de dommages-intérêts,

Sur appel du docteur C..., la Cour a rendu l'arrêt suivant :

La Cour;

Par les motifs des premiers juges non contraires au présent arrêt ;

Et attendu qu'il est hors de doute que le docteur C... a manqué à ses engagements envers le Syndicat médical de Bourgoin en continuant ses rapports professionnels avec les Compagnies d'assurances et en soignant leurs blessés moyennant un tarif inférieur au tarif proposé par le Syndicat ;

Qu'il a ainsi causé par sa faute aux demandeurs, es qualités qu'ils agissent, un préjudice qu'il est tenu de réparer et dont le jugement frappé d'appel a fait une juste évaluation en mettant à sa charge, à titre de dommages-intérêts, le paiement d'une somme de 200 francs et de tous les droits d'enregistrement qui viendraient à être perçus; que cette réparation pécuniaire paraît à la Cour pleinement suffisante et que ni les faits du procès, ni le préjudice subi par les intimés et la nature même de leurs griefs ne comportent la publication du jugement dans divers journaux, ordonnée par les premiers juges à titre de supplément de dommages-intérêts;

Qu'il y a donc lieu à réformer, de ce chef, la décision entreprise, en dispensant C... des insertions mises à sa charge;

Sur la demande reconventionnelle de C... en paiement de 2,000 francs de dommages-intérêts;

Attendu qu'elle est fondée : 1° sur les conditions de fond et de forme dans

lesquelles son exclusion a été prononcée; 2° sur la publicité donnée par le syndicat à ses accusations dans le journal *Le Concours médical de Paris*; 3° sur la mise à l'index dont il a été l'objet de la part du Syndicat, avec menace de grève à l'hôpital de Bourgoin et à celui de Jallieu;

Attendu, sur le premier grief, que l'exclusion du docteur C... a été prononcée en exécution de l'article 22 des statuts approuvés, votés et signés par lui, et que l'appelant ne justifie nullement qu'il lui en ait été fait une application abusive et vexatoire;

Que, d'autre part, la publication de certains documents dans *Le Concours médical* ne paraît pas être le fait du Syndicat, qui ne saurait, dès lors, en être déclaré responsable, et qu'au surplus, le docteur C... n'étant nominativement et personnellement désigné dans aucun de ces documents, n'a pu être atteint par leur publication dans sa réputation et son honorabilité professionnelle et n'en a éprouvé aucun dommage;

Attendu, en ce qui concerne la troisième grief, qu'au cas d'exclusion ou de radiation, l'article 23 des statuts impose aux membres du Syndicat l'obligation de cesser toutes relations médicales avec le membre exclu ou rayé, et que, par lettre du 21 novembre 1900, les docteurs P..., D..., B... et P..., agissant en leur qualité de membres du Syndicat, ont fait savoir aux commissions des hospices de Bourgoin et de Jallieu que le docteur C... avait dû être exclu du Syndicat pour des raisons d'ordre professionnel et qu'ils avaient, dès lors, le devoir strict, d'après les statuts, de cesser avec lui toutes relations confraternelles; qu'ils signalaient aux deux commissions les difficultés que devait fatalement faire naître cette situation, lorsque le docteur C... serait chargé du service et déclaraient qu'il leur serait impossible, soit de lui donner leur concours, s'il venait à en avoir besoin, soit de le suppléer, s'il venait à s'absenter, ne pouvant consentir à se trouver en relations professionnelles avec un médecin « dont il leur était permis de suspecter la bonne foi »;

Attendu que cette lettre, de laquelle il résultait nettement que C..., qui devait prendre son service le 1^{er} janvier suivant, n'avait à compter, en aucun cas, sur le concours de ses confrères, n'était, en réalité, de la part des membres du Syndicat, qu'une mise en demeure adressée aux deux commissions de supprimer son tour de service et de le congédier, sous peine de voir suspendu ou compromis le service médical des deux hospices; qu'une pareille démarche, qui avait incontestablement pour objet d'amener l'exclusion de C... des hospices de Bourgoin et de Jallieu, a constitué de la part de ses auteurs, non la défense d'un légitime intérêt professionnel, et le simple exercice, dans toute sa rigueur, du droit de cesser toutes relations médicales avec un confrère, mais un acte de vexation et de vengeance et un abus flagrant des pouvoirs et des droits que leur conféraient les statuts du Syndicat;

Attendu, néanmoins, que cette démarche, restée sans effet, n'a pas abouti à l'exclusion qu'elle avait pour objet et que C... ne peut justifier, de ce troisième chef, à l'appui de sa demande reconventionnelle, d'aucun préjudice matériel ou moral; qu'il n'a droit dès lors à aucune réparation,

Attendu que la Cour dispose en l'état d'éléments suffisants de décision pour dire définitivement droit en connaissance de cause et qu'il y a lieu d'écarter comme inutile, frustratoire ou sans portée la preuve des faits subsidiairement articulés par la partie de M^e Rabatel;

Par ces motifs;

Sans s'arrêter à l'appel incident des parties de M^e Jullian, les en démet et confirme le jugement du tribunal civil de Bourgoin du 21 juin 1901;

Statuant sur l'appel principal: confirme ledit jugement en ce qu'il a déclaré que C... a contrevenu à ses engagements envers le Syndicat médical de Bourgoin et en

ce sens qu'il l'a condamné envers les demandeurs ès qualités au paiement, avec intérêts de droit, de 200 francs à titre de dommages-intérêts et en tous les dépens dans lesquels seront compris, comme supplément de dommages, les droits d'enregistrement qui viendraient à être perçus ;

Le confirme également en ce qu'il a déclaré C... mal fondé en sa demande reconventionnelle ;

Faisant droit, néanmoins, en tant que de raison à son appel, émendant, dit n'y avoir lieu à la publication du jugement dans divers journaux ordonnée par les premiers juges, et décharge C... de la condamnation prononcée contre lui de ce chef à titre de supplément de dommages ;

Démet les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires ; ordonne la restitution de l'amende ;

Condamne C... aux dépens, hormis ceux de l'appel incident qui seront supportés par P... et P... ès qualités.

Accidents du travail ; insaisissabilité des rentes dues en vertu de la loi de 1898 ; le patron ne peut retenir sur ces rentes les dépens d'appel auxquels a été condamné l'ouvrier.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-ÉTIENNE.

(Jugement du 15 décembre 1902).

Le tribunal ;

Attendu que Maza a fait appel d'un jugement de ce siège, qui lui avait alloué une rente de 268 fr. 35, en suite d'un accident du travail ; que le jugement a été confirmé et Maza condamné aux dépens d'appel ; que Maza, ayant fait commandement à la Compagnie de lui payer les termes échus de sa rente, celle-ci les lui a offerts, sous déduction des frais exposés par elle en appel ; que ces offres ont été refusées ; que la Compagnie a fait opposition au commandement et que le tribunal est appelé à statuer sur la validité de cette opposition ; que la seule question à juger est donc celle de savoir si la Compagnie de Firminy pouvait valablement compenser avec les termes échus de la rente dont elle était débitrice les frais par elle exposés en appel ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1243 du Code civil et des principes généraux de notre droit, les sommes dues pour cause alimentaire ne sont pas sujettes à compensation ; que ce principe essentiel de notre droit ne reçoit que des exceptions strictement limitées ; que les rentes dues aux ouvriers en suite d'accidents du travail ont bien le caractère de dettes alimentaires ; qu'au surplus, le législateur s'est formellement expliqué sur ce point et que l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 décide, en termes non ambigus, que les rentes allouées aux ouvriers victimes d'accidents ou à leurs ayants-cause, sont incessibles et insaisissables ;

Attendu que cette loi est d'ordre public, aux termes de son article 30, et que toutes ses dispositions doivent être strictement exécutées ; que c'est donc à tort et sans droit que la Compagnie de Firminy a prétendu compenser avec les termes de la rente, dont elle est débitrice, les frais d'appel auxquels Maza a été condamné ;

Attendu qu'il est sans intérêt, dans l'espèce, de rechercher si la rente pouvait venir en compensation avec une dette alimentaire de l'ouvrier ou encore avec une dette résultant de frais faits par un tiers pour la conservation de ladite rente ; qu'en effet, la créance de la Compagnie contre Maza n'a pas le caractère alimentaire, et, d'autre part, on ne peut soutenir sérieusement que les frais faits en appel contre Maza par la Compagnie ont eu pour but de conserver sa créance ;

Attendu, sans doute, qu'on peut soutenir que la solution consacrée par la loi,

peut avoir, suivant les circonstances, ses désavantages et ses inconvénients, mais que le juge n'a pas pour mission de rectifier la loi, mais de l'appliquer dans sa lettre et dans son esprit;

Par ces motifs;

Déclare la Compagnie de Firminy non recevable; mal fondée en son opposition au commandement qui lui a été notifié par Maza; l'en déboute, etc...;

(*Gazette des Tribunaux*, 6 mars 1902.)

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février 1903 ⁽¹⁾. L'amélioration constatée depuis le début de l'année dans la plupart des branches du travail n'a fait que s'affirmer davantage au cours de février, en se traduisant, dans l'ensemble, par une diminution notable des ouvriers en quête d'occupations dans les bureaux de placement. Il y a un progrès très sensible par rapport à la situation générale en février et aussi en janvier 1902.

Les travaux en plein air, surtout ceux de *bâtiment*, ont pu être poussés activement en raison de la douceur persistante de l'atmosphère, qui a été également favorable à la *navigation*. Embauchage de nombreux travailleurs du *vêtement*, en vue du printemps. Un peu plus d'ouvrage encore dans le *travail du fer*. — Par contre, activité seulement normale sur les chantiers des *constructions maritimes*, et même ralentissement dans les *mines de charbons* que le temps doux ne favorise naturellement point. Toujours un peu moins de besogne dans certains centres de l'*industrie textile*, par exemple à Chemnitz, où la bonneterie souffre de la majoration des prix de la laine.

Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 83 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de février 1902, une diminution du chômage dans 59 villes, une augmentation dans 24.

Les placements effectués dans ces 83 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Février 1902..	19,265	15,147	34,412	61,389	14,095	75,484	318,6	93,1	219,4
Février 1903..	22,881	17,924	40,805	56,483	15,302	71,785	246,9	85,4	175,9

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Grèves en février 1903. — 40 grèves nouvelles contre 21 en janvier 1903 et 18 en février 1902. Les grèves les plus importantes ont éclaté dans la *métallurgie* et la *construction des machines* (18); puis dans le travail du *bois* (4) et le *bâtiment* (4).

AUTRICHE.

Placement en janvier 1903⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 873 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
396	86	204	25	116	49	73	50	59	19	58	29

Grèves en janvier 1903⁽²⁾. — 10 nouvelles grèves, avec 5,200 grévistes et aucun lock-out. C'est en Basse-Autriche et pour le *vêtement*, les *modes* et l'*industrie textile* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 3 succès, 2 transactions, 1 échec⁽³⁾. Causes : insuffisance de salaires, 4 cas; questions relatives à la durée du travail, 1 cas; ces deux raisons réunies, 1 cas; motifs divers, 4 cas.

Les grèves et lock-outs en 1901⁽³⁾. — On a compté 270 grèves avec 24,870 grévistes ayant chômé 157,744 journées. Les établissements atteints ont été au nombre de 719. Les chiffres correspondants des deux années précédentes sont rappelés ci-dessous.

ANNÉES.	NOMBRE			PROPORTION p. o/o des grévistes par rapport au personnel des maisons intéressées.	NOMBRE de journées de travail perdues.
	de grèves.	d'établissements intéressés.	de grévistes.		
1899.....	311	1,330	54,763	60.2	1,029,937
1900.....	303	1,003	105,128	67.3	3,483,963
1901.....	270	719	24,870	38.5	157,744

Les grèves ont donc sensiblement diminué en 1901, et, conséquence assez naturelle, bien que nullement nécessaire, la même régression s'observe dans le nombre des grévistes, des établissements intéressés et des jours de chômage. Elles ont été

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau.*

⁽²⁾ Résultat encore inconnu dans 4 cas.

⁽³⁾ D'après : *Arbeitseinstellungen und Aussperrungen in Oesterreich während des Jahres 1901.* (Ministère du commerce; service de la statistique du travail.)

signalées surtout dans la Bohême, la Basse-Autriche, la Galicie et la Moravie, pour les mines, l'industrie des pierres et terres, de l'argile et du verre, les textiles, le vêtement et les modes, le travail du bois et du caoutchouc, le bâtiment et l'industrie métallurgique.

L'importance ainsi que les résultats des grèves dans les principaux groupes industriels ressortent du tableau suivant :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de grèves.	PRO- PORTION p. o/o du nombre des grèves. (270).	NOMBRE des grévistes.	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grévistes. (24,870).	RÉSULTATS.		
					Proportion des grèves où les grévistes ont obtenu :		
					Réus- site.	Trans- action.	Échec.
1	2	3	4	5	6	7	8
Mines	40	14.81	7,496	30.1	12.8	41.5	45.7
Pierres et terres, argile et verre	29	10.74	1,698	6.8	23.7	36.9	39.4
Textiles	28	10.37	2,675	10.7	15.1	47.9	37.0
Vêtement et modes	28	10.37	1,821	7.3	22.7	51.3	26.0
Travail du bois et du caout- chouc	27	10.00	2,925	11.8	23.9	32.5	43.6
Bâtiment	24	8.88	3,214	12.9	23.3	34.6	42.1
Industrie métallurgique	22	8.14	1,393	5.5	21.8	32.0	46.2

Classées d'après leurs causes, les grèves de 1901 se répartissent ainsi ⁽¹⁾ :

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de grèves où la cause a été invoquée.	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grèves (270)	NOMBRE des grévistes.	PRO- PORTION p. o/o du nombre total des grévistes (24,870).	RÉSULTATS.		
					Proportion p. o/o des grévistes ayant obtenu pour chaque cause :		
					Réus- site.	Trans- action.	Échec.
1	2	3	4	5	6	7	8
Questions de salaires	164	60.74	16,535	66.5	17.4	59.6	23.0
Questions relatives à la durée du travail	72	26.66	8,652	34.8	26.2	39.6	34.2
Autres motifs	147	54.44	15,613	62.8	32.4	33.6	34.0

En ce qui concerne les pertes de toute nature supportées et par les patrons et par les ouvriers, à raison des grèves de 1901, la statistique n'a pu nécessairement arriver, comme les autres années, qu'à des approximations, sauf pour les mines où le retrait de la production est évalué assez exactement, pour la houille, à 145,650 tonnes.

La somme totale perdue en salaires par les travailleurs serait à peu près de 362,250 francs, contre 10,934,700 francs en 1900, pour 105,128 grévistes ⁽²⁾.

⁽¹⁾ On remarquera que ce tableau ne comporte pas de totaux en bas des colonnes 2 et 4. En effet les mêmes grèves et les mêmes grévistes se rapportant à plusieurs causes, ces totaux ne seraient pas les nombres absolus de grèves (270) et de grévistes (24,870) et n'auraient par suite aucune signification. C'est par rapport à ces nombres absolus que sont pris les p. o/o des colonnes 3 et 5. Les chiffres des colonnes 6, 7 et 8 s'obtiennent en divisant par le nombre absolu des grévistes dans chaque colonne (col. 4) les nombres absolus de ceux qui pour chacune ont obtenu réussite, transaction, échec.

⁽²⁾ Nombre de chômeurs involontaires en 1901 : 2,846 avec un chômage forcé de 32,015 journées, se traduisant par une perte nette d'environ 72,765 francs.

Les grèves de 1901 entraînèrent 103 arrestations, dont 74 non maintenues; 1 interdiction de séjour; 1 expulsion; 43 condamnations, dont 5 de simple police et 38 prononcées par les tribunaux, toutes répressions motivées principalement par des infractions à la loi de « coalition » (de réunion et d'association).

LOCK-OUTS. — Il en a été déclaré 3, répartis entre 3 établissements. On a compté 302 ouvriers atteints sur un personnel total de 429 travailleurs, soit une proportion de 70.4 p. o/o.

Le relevé ci-dessous permet la comparaison de ces données avec celles des deux années précédentes.

ANNÉES.	NOMBRE de lock-outs.	ÉTA- BLISSEMENTS atteints.	PER- SONNEL.	OUVRIERS renvoyés.	P. o/o du personnel.
1899.....	5	38	5,671	3,457	60.9
1900.....	10	58	5,324	4,036	75.8
1901.....	3	3	429	302	70.4

BELGIQUE.

Placement en janvier 1903⁽¹⁾. — 14 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de janvier. Pour 498 offres des patrons il y a eu 1,740 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 349 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, on comptait 1,468 demandes pour 483 offres (soit 304 p. 100) et, en janvier 1902 : 1,085 demandes pour 448 offres (soit 242 p. 100). De ce côté, la situation actuelle semble donc moins favorable encore que le mois dernier et que l'an passé à la même époque.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis quant à l'intensité du chômage parmi leurs membres, ont été obtenus de 117 unions professionnelles groupant 31,204 ouvriers. Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 1,931 (soit 6.2 p. 100). Cette proportion est inférieure de 1,4 p. 100 à celle du mois précédent. Toutefois, ces relevés ne couvrent qu'un nombre relativement faible d'ouvriers du bâtiment, qui sont les plus éprouvés actuellement par le chômage saisonnier.

Grèves en janvier 1903⁽¹⁾. — 4 grèves nouvelles intéressant 728 grévistes et 35 chômeurs forcés ont été signalées à l'Office du travail belge. En outre, 3 grèves commencées antérieurement ont continué pendant le mois.

Les 4 grèves de janvier ont affecté les 4 industries suivantes : extraction de la houille, chaussures, filature de la laine, taille des pierres. Elles avaient pour objet, respectivement : 1° d'obtenir le renvoi d'un chef ouvrier et d'empêcher une réduction ; 2° d'obtenir une augmentation ; 3° d'obtenir une réduction d'heures de travail ; 4° de faire changer le mode de fixation de salaire.

3 grèves ont échoué et dans un cas 4 ouvriers ont été renvoyés; le résultat de la 4° n'est pas encore clairement connu.

Les conflits se répartissent comme suit : 2 dans la province de Liège, 1 dans la Flandre orientale, 1 dans le Hainaut.

La statistique des salaires d'après le recensement professionnel belge de 1896 ⁽¹⁾. — La statistique des salaires dans le recensement professionnel belge de 1896 a été faite d'après un plan entièrement original. On avait d'abord envoyé à chaque patron un bulletin sur lequel il devait inscrire pour chacune des catégories d'ouvriers qu'il employait, le nombre des ouvriers de la catégorie, le total des salaires payés à ces ouvriers lors de la dernière paye normale avec le nombre de journées de travail que ces salaires représentent. Les ouvriers étaient répartis en catégories par spécialité de travail; la dernière paye normale était fondait de celle qui n'avait été affectée par aucun événement extraordinaire (grèves, chômages pour réparations, etc.). Ces bulletins ne servent que d'indication. La statistique définitive a été dressée par deux procédés; dans la petite industrie (moins de 10 à 20 ouvriers selon les cas) les bulletins furent renvoyés aux chefs d'entreprise avec prière de subdiviser les catégories professionnelles en autant de groupes qu'il s'y rencontrait de taux de salaires différents; dans les autres établissements un agent spécial fut envoyé pour dresser, d'après les livres de paye, la statistique des salaires individuels effectifs; en groupant les ouvriers de même catégorie gagnant le même salaire. En résumé on a pris pour base, non le salaire moyen qui ne peut éclairer en aucune façon la distribution des revenus du travail dans la classe ouvrière, mais les salaires effectivement payés, ouvrier par ouvrier, tels qu'ils étaient fournis par les livres de paye des chefs d'industrie. L'époque considérée a été celle du recensement (deuxième quinzaine d'octobre 1896) sauf dans le cas d'événement extraordinaire. On a compris dans le salaire, les primes et les gratifications quelconques normalement accordées à l'ouvrier et on n'en a pas retranché les retenues pour amendes ou contribution aux caisses de secours, etc. On n'a tenu compte que des moments de présence au travail, déduction faite des repos, des absences et des chômages. On a enfin ramené le salaire à la durée ordinaire de travail par jour, de manière à supprimer l'effet des heures supplémentaires. C'est une œuvre colossale et qui par son exactitude et sa rigueur scientifique, fait le plus grand honneur à la section de statistique de l'office du travail de Belgique.

L'ensemble des ouvriers soumis au recensement s'élève au total de 671,596; toutefois, le nombre de ceux portés aux livres de paye qui on servi de base à la statistique des salaires n'est que de 671,511. Sur ce total, il n'y a que 58,619 ouvriers, soit 8.7 p. 100 dont le salaire individuel effectif n'a pu être déterminé exactement: l'omission de moins d'un dixième de la population ouvrière n'est pas de nature à diminuer la valeur représentative de ce recensement des salaires de 612,892 ouvriers.

Résultats généraux. — Si l'on examine les résultats d'ensemble, on constate que :

Un peu plus d'un quart de la population ouvrière (soit 170,000 personnes) gagne moins de 2 francs par jour.

Un peu plus d'un quart de la population ouvrière (soit 172,000 personnes) gagne de 2 à 3 francs par jour.

Un peu plus d'un quart de la population ouvrière (soit 169,000 personnes) gagne de 3 à 4 francs par jour.

Un peu plus du sixième de la population ouvrière (soit 102,000 personnes) gagne plus de 4 francs par jour.

Il convient toutefois, pour arriver à la connaissance raisonnée de la distribution

⁽¹⁾ Recensement général des industries et des métiers (31 octobre 1896), vol. XVIII; Exposé général des méthodes et des résultats, Bruxelles, 1902.

des salaires, de considérer les conditions d'âge et de sexe des salaires. Le recensement distingue à ce point de vue les salaires des hommes (467,542) et des femmes (74,662) de plus de 16 ans, les salaires des garçons (45,577) et des filles (25.111) de moins de 16 ans :

Adultes. — On a pu déterminer les salaires de 467,542 ouvriers adultes (soit des 9/10^e du total des ouvriers de cette catégorie). Il ressort que :

Un quart environ (113,000 ouvriers)	gagne moins de 2 fr. 50 par jour.
Un cinquième — (87,000 —)	— de 2 fr. 50 à 3 francs —
— — (100,000 —)	— de 3 francs à 3 fr. 50 —
Un quart — (116,000 —)	— de 3 fr. 50 à 4 francs —
Un dixième — (50,000 —)	— plus de 4 fr. 50 par jour.

Avant d'étudier la répartition pour des salaires par genre d'industrie, il convient de retrancher dans chaque industrie les ouvriers des *services généraux*, c'est-à-dire ceux qui (mariniers, mécaniciens, maçons, etc.) sont employés dans les grands établissements sans appartenir à l'industrie qui s'y exerce et dont les salaires se règlent d'après leur profession. On compte 38,599 ouvriers des *services généraux*, soit 6.5 p. 100 du total, dont 34,962 sont des hommes de plus de 16 ans : 5,972 d'entre eux gagnent moins de 2 fr. 50 par jour; 6,881 de 2 fr. 50 à 3 francs; 9,400 de 3 francs à 3 fr. 49; 9,600 de 3 fr. 50 à 4 fr. 49; 2,909 de 4 fr. 50 à 6 fr. 99 et 96, 7 francs ou plus de 7 francs.

Quant aux 432,684 autres ouvriers adultes qui restent à examiner, défalcation faite des ouvriers des services généraux, on constate que :

107,139 ouvriers	gagnent moins de 2 fr. 50 par jour.
278,028 — —	— de 2 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour.
47,517 — —	— plus de 4 fr. 50 par jour.
28,045 — —	— plus de 5 francs —
9,149 — —	— plus de 6 — —

Le tableau ci-dessous groupe les industries à salaires les plus élevés et les moins élevés (c'est-à-dire celles où un quart des ouvriers gagne plus de 4 fr. 50, et où plus de la moitié des ouvriers reçoit moins de 2 fr. 50).

INDUSTRIES À SALAIRES LES PLUS ÉLEVÉS.

	NOMBRE d'ouvriers.	P. 100 des ouvriers gagnant plus de 4 fr. 50.
Fabrication d'armes à feu portatives.....	3.246	27.02
Travail des métaux ⁽¹⁾	764	27.62
Verreries.....	8,033	41.82
Fabrication des chapeaux et casquettes.....	438	28.77
Fabrication des gants de peau.....	149	48.99
Industries d'art et de précision.....	4,767	38.08
Exploitation des mines métalliques.....	1,584	58.96
Fabrication des allumettes.....	560	55.00

⁽¹⁾ Sous cette rubrique rentrent les ateliers d'argenture, de bronzage, de dorure, d'emailage, de nickelage, de polissage, de découpage, d'estampage des métaux et de battage d'or, de galvanisation, de perforage et de planage de tôles, les fabriques d'étain et plomb en feuilles et en capsules, de plomb laminé et de tuyaux de plomb, les tourneurs en métaux et les ateliers d'étrépage et de repousage du zinc.

INDUSTRIES À SALAIRES LES MOINS ÉLEVÉS.

	NOMBRE d'ouvriers.	P. 100 des ouvriers gagnant moins de 2 fr. 50.
Fabrication des farines.....	4,183	53.67
Boulangeries-pâtisseries.....	6,437	76.58
Fabrication des fils et tissus de chanvre et jute.....	957	76.39
Fabrication des fils et tissus de lin.....	5,635	62.35
Fabrication des fils et tissus de crins et de poils.....	116	53.45
Confection de vêtements.....	3,583	56.24
Fabrication des sabots.....	4,176	69.75

Il est à noter toutefois, que dans certaines industries, l'ouvrier reçoit, en outre de son salaire, la nourriture ou le logement, quelquefois les deux à la fois. Sur 467,542 ouvriers adultes dont le salaire a pu être déterminé, 4,630 reçoivent la nourriture et 5,804 la nourriture et le logement. Le fait est fréquent surtout chez les boulangers (60 p. 100 environ) les ouvriers du vêtement et les voituriers et bateliers.

4,357 ouvriers adultes gagnent plus de 7 francs par jour; à savoir 2,686, de 7 à 9 francs; 937, de 9 à 11 francs; 343, de 11 à 13 francs et 391, plus de 13 francs.

Dans certaines industries, les salaires des ouvriers diffèrent relativement peu, tandis que dans d'autres, des taux très différents se trouvent réalisés.

Cette « dispersion des salaires » tient, en premier lieu, au mode de calcul des salaires (la différence dans la productivité des ouvriers payés aux pièces amenant une plus grande variété dans les salaires que lorsque ceux-ci sont calculés au taux de la journée); elle tient aussi et surtout à la localisation géographique et à l'importance des établissements.

Pour caractériser chaque région au point de vue du taux des salaires, on a calculé, dans chaque arrondissement administratif et pour quelques professions choisies comme type, jusqu'à quel taux il fallait aller en partant du taux le plus bas pour grouper les trois quarts des ouvriers.

Dans la petite industrie on a pris comme types les tailleurs, les cordonniers, les maçons et les menuisiers; et on a constaté qu'il y avait quatre centres de hauts salaires, c'est-à-dire quatre centres où, pour les quatre métiers étudiés, il fallait aller jusqu'à 4 francs ou 4 fr. 50 pour trouver les trois quarts des ouvriers: les régions industrielles du Hainaut (Charleroi, Mons, Soignies et Thuin), de Liège-Verviers, de Bruxelles et d'Anvers. Les taux élevés des salaires dans ces régions semblent dus à l'attraction des salaires de la grande industrie et des grandes villes. Les régions à bas salaires se rencontrent exclusivement dans la partie flamande du pays; ce n'est point que dans ces régions la grande industrie n'existe pas: il s'y rencontre à coup sûr des établissements importants, mais ils appartiennent en général aux industries textiles du lin et du coton qui sont des industries à bas salaires.

Dans la grande industrie ⁽¹⁾ on a choisi douze industries représentées dans un assez grand nombre d'arrondissements et impliquant une technique assez uniforme: constructions mécaniques, fonderies de fonte, fabriques d'acide sulfurique, usines à gaz, fabriques de caoutchouc, filatures mécaniques de lin, de coton, de laine,

⁽¹⁾ Dans la grande industrie on a classé les entreprises occupant soit plus de 100 ouvriers (filatures, sucreries, entreprises de bâtiment), soit plus de 20 (fabriques de caoutchouc, imprimeries), soit plus de 50 ouvriers (constructions mécaniques, fabriques d'acide sulfurique, etc.).

fabriques de cigares et tabacs, entreprises de bâtiments, imprimeries typographiques et sucreries. Les régions de hauts et de bas salaires sont à peu près les mêmes que pour les métiers. Ce qui est remarquable, c'est la grande variété des salaires dans une même industrie suivant les régions. Dans les sucreries, les imprimeries et les tissages mécaniques de laine, il faut aller, dans certains arrondissements, jusqu'à 4 et même 5 francs pour englober les trois quarts des ouvriers, tandis que dans d'autres les trois quarts des ouvriers ont des salaires inférieurs à 3 francs.

Ouvrières de plus de 16 ans. — Les salaires ont pu être déterminés pour 74,662 ouvrières de plus de 16 ans, soit, pour les 9/10 du total :

Les 4/10 (30,000) gagnent moins de 1 fr. 50.

Les 5/10 (37,000) — de 1 fr. 50 à 2 fr. 50.

Le 1/10 (9,000) — plus de 2 fr. 50.

Les salaires inférieurs à 2 fr. 50 ne sont guère nombreux que dans la confection des vêtements (42.80 p. 100), les articles de modes (33.75 p. 100), les chemins de fer (91.67 p. 100). On ne rencontre beaucoup d'ouvrières gagnant plus de 2 fr. 50 que dans l'industrie de la laine (30.16 p. 100), l'industrie du coton (25.7 p. 100) et la confection de vêtements (8 p. 100). 395 ouvrières gagnent plus de 4 francs (dont 364 de 4 francs à 5 fr. 50). Enfin on compte environ un millier d'ouvrières nourries ou logées.

Pour établir l'influence des régions sur les salaires des femmes, on a choisi, dans la petite industrie, les couturières et les blanchisseuses, dans la grande industrie, les ouvrières de la filature du lin et du coton. Ici encore, on constate l'attraction exercée par les salaires de la grande industrie ou de la grande ville sur les salaires féminins; les salaires des blanchisseuses et des couturières ne dépassent la catégorie minima que dans les arrondissements très industriels ou dans ceux dont le chef-lieu est important. Dans la filature de coton, les salaires offrent une grande diversité (dans deux arrondissements ils appartiennent à la catégorie minima, dans trois à la catégorie moyenne et dans trois autres à la catégorie maxima (Audenarde, Gand, Tournai). Dans la filature du lin, par contre, les salaires ont une tendance plus marquée vers l'uniformité; partout, excepté dans deux arrondissements, les trois quarts des ouvrières gagnent moins de 2 francs.

Jeunes ouvriers. — Les salaires ont pu être recueillis pour 45,577 garçons et 25,111 filles de moins de 16 ans (ensemble 70,688); ils n'ont pu l'être pour 5,259 garçons et 1,964 filles.

Le quart des jeunes ouvriers ne gagne rien ou gagne moins de 50 centimes; un peu plus de la moitié reçoit de 0 fr. 50 à 1 fr. 50, moins de un cinquième plus de 1 fr. 50 (les deux tiers de ces derniers gagnent de 1 fr. 50 à 2 francs et un tiers de 2 francs à 2 fr. 50).

Mode de calcul du salaire. — Il a été possible de déterminer le mode de calcul du salaire de 607,170 ouvriers, soit des neuf dixièmes du total général.

Sur ce nombre :

Les trois quarts (447,878) sont payés d'après le temps de travail et les autres (159,292) d'après la quantité de travail (à la pièce, à l'entreprise).

Les 447,898 ouvriers payés d'après le temps se répartissent comme suit :

260,720 (soit 58.21 p. 100) sont payés à la journée.

146,434 (soit 32.70 p. 100) — à l'heure.

40,000 (soit 9.09 p. 100) — à la semaine, à la quinzaine, au mois ou à l'année.

Quant aux 159,292 ouvriers payés à la pièce, ils se divisent en : 101,905 (soit 63,98 p. 100) payés individuellement et 57,387 (soit 36 p. 100) payés collectivement.

On constate, en outre, que les trois quarts des ouvriers adultes (351,158 sur 471,650) sont payés au temps, tandis que ce mode de rémunération n'existe que pour les deux tiers à peine des femmes (46,310 sur 73,322) et pour les cinq sixièmes des enfants (50,410 sur 62,198).

Ces différences sont dues, on le comprend, aux genres d'industries et à la prédominance, dans chacune d'elles, de telle ou telle catégorie d'ouvriers. Le salaire à la pièce ou à l'entreprise ne domine que dans l'exploitation des mines métalliques et des carrières, dans la fabrication des armes à feu portatives, des allumettes, des gants et sabots, dans les tabacs et les textiles.

Les salaires calculés collectivement sont surtout appliqués dans les mines de houille (32,203 ouvriers contre 9,602 payés à l'entreprise), les carrières, certains travaux de métallurgie, le papier, etc.

En outre, on constate que pour 18,917 ouvriers (soit 3 p. 100) le salaire au temps ou à la quantité est complété par des primes. Dans les quatre cinquièmes des cas, ces primes sont allouées aux ouvriers payés au temps. L'usage des primes à la production est surtout répandu dans les industries sidérurgiques, les constructions métalliques et les houillères.

Enfin 1,338 ouvriers, appartenant à six établissements, reçoivent, outre leur salaire, une part dans les bénéfices de l'entreprise.

CANADA.

Revue du travail en janvier ⁽¹⁾. — Le marché du travail a été peu actif en janvier comme tous les ans à pareille époque; toutefois la situation a été plus favorable qu'en janvier 1902. Dans beaucoup de localités les travaux à l'extérieur sont encore interrompus, mais les opérations d'emmagasinage de la glace qui commencent et du pelletage de la neige ont procuré du travail à un grand nombre de manœuvres.

Peu d'activité dans l'industrie du bâtiment, sauf dans quelques centres d'Ontario; par contre, travail abondant dans la métallurgie et bon courant dans les manufactures.

Le transport des récoltes de l'ouest a continué activement.

Grèves. — 5 grèves nouvelles, affectant 710 ouvriers et entraînant une perte de 4,040 journées de travail, ont été signalées en janvier au département du travail.

2 avaient pour objet une augmentation de salaire (mouleurs et houlleurs) une le renvoi d'un non-syndiqué (ouvriers du cuir), une le changement du mode de nomination des contremaîtres (scieries); une autre enfin a éclaté à la suite du non-paiement des salaires (employés de chemins de fer).

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, février 1903.

4 des 5 grèves nouvelles ont été réglées durant le mois et se sont terminées par un succès; le résultat de la 5^e (employés de chemins de fer) était inconnu fin janvier.

Loi du 18 juillet 1900 tendant à prévenir et régler les conflits ouvriers. — Cette loi est la reproduction de la loi anglaise du 7 août 1896, sur « les moyens de prévenir et de régler les conflits ouvriers »; elle porte en outre création du département du travail.⁽¹⁾ Voici quelles sont les dispositions communes aux deux actes :

Tout conseil créé, soit avant, soit après le vote de la loi, et constitué dans le but de régler les différends ouvriers par la conciliation et l'arbitrage, ainsi que tout conseil de conciliation, autorisé par convention écrite des parties à s'occuper de ces différends, pourra demander au Ministre à se faire enregistrer en vertu de la loi.

La requête devra être accompagnée d'une copie des statuts et des règlements du conseil. Le Ministre tiendra un registre des conseils existants; les conseils doivent fournir les rapports, procès-verbaux, etc., demandés par le Ministre.

L'article 4 autorise le Ministre, toutes les fois que l'on redoute quelque difficulté entre patrons et ouvriers ou entre différentes classes d'ouvriers : 1° à s'enquérir des causes et circonstances du différend; 2° à faciliter aux parties les moyens de se rencontrer, dans le but de régler leur différend, sous la présidence d'un président accepté par elles ou nommé par lui ou par quelque autre personne; 3° sur la demande des parties et après avoir pris en considération l'existence et la suffisance des moyens de conciliation existant dans la région ou l'industrie intéressées, à nommer un conciliateur ou un conseil de conciliation; 4° sur requête des parties, à nommer un ou des arbitres.

Le conciliateur ou le conseil ainsi désigné devra faire une enquête sur le conflit et se mettre en rapport avec les parties. Si le différend est réglé par conciliation ou par arbitrage, copie du mémoire des conditions du règlement, signé par les parties, est adressée au Ministre.

« S'il appert qu'il n'existe pas, dans une région ou un métier, de moyens suffisants pour soumettre les différends à un conseil de conciliation, le Ministre peut nommer une ou des personnes pour s'enquérir des conditions régnantes, conférer avec les patrons et les ouvriers et, s'il y a lieu, avec les autorités locales de l'endroit, sur l'opportunité d'y créer un conseil de conciliation.

La procédure devant un conseil de conciliation ou d'arbitrage est conduite conformément aux règlements de ce conseil ou suivant la convention des parties.

La loi canadienne contient, en outre, les dispositions suivantes, qui ne figurent pas dans la loi anglaise :

« Le conciliateur devra faire naître des conditions favorables à un règlement en cherchant à ramener la confiance réciproque, écarter les causes de froissement, encourager le bon vouloir, et amener les parties à régler leurs différends par la conciliation ou l'arbitrage avant de recourir à la grève ou au lock-out. Les conciliateurs pourront se faire aider dans leur œuvre par d'autres personnes.

« Si, avant qu'un règlement ne soit effectué et pendant qu'il étudie ce différend, le conciliateur ou le conseil de conciliation croit qu'il existe, entre les parties, un malentendu ou désaccord sur les causes et les détails du conflit, et si pour le dissiper ou l'apaiser, il désire que l'on fasse à cet égard une enquête sous ser-

⁽¹⁾ L'application de la loi est, en Angleterre, confiée au Ministre du Commerce, et, au Canada, au Ministre du Travail.

ment, ledit conciliateur peut en référer au Ministre; si les parties acceptent par écrit cette enquête, le gouverneur, sur la proposition du conciliateur ou du conseil de conciliation, peut désigner le conciliateur ou des membres du conseil, ou d'autres personnes, avec le titre de commissaires, en vertu de l'acte *concernant les enquêtes sur les affaires publiques*, pour procéder à cette enquête et, à cette intention, lui ou leur conférer les pouvoirs qui, en vertu dudit acte, peuvent être conférés à des commissaires.»

Enfin, la loi canadienne porte création d'un département du travail, ainsi qu'il a été déjà dit dans un numéro antérieur du bulletin. ⁽¹⁾

Les grèves en 1901 et 1902 ⁽²⁾. Le département du travail n'ayant été institué qu'en août 1900, et n'ayant entrepris qu'au mois de novembre suivant la revue systématique des conflits ouvriers, il n'a pas été possible de réunir les renseignements relatifs aux difficultés survenues avant 1901.

Le nombre des grèves et lock-outs signalés au département s'est élevé en 1901 à 104 et en 1902 à 123. Toutefois, les renseignements recueillis en ce qui concerne le nombre des intéressés ne se rapportent qu'à 93 grèves en 1901 et à 119 en 1902, et en ce qui concerne le total des journées perdues qu'à 87 (1901) et 116 (1902).

	NOMBRE DES CONFLITS.			NOMBRE d'ouvriers intéressés.	JOURNÉES de travail perdues.
	Grèves.	Lock-outs.	TOTAL.		
1901.....	101	3	104	28,023 ⁽³⁾	684,282 ⁽⁵⁾
1902.....	119	4	123	12,143 ⁽⁴⁾	163,125 ⁽⁶⁾

Bien que le nombre des grèves ait été en 1902 plus élevé qu'en 1901, le total des ouvriers intéressés a diminué de 60 p. 100 et celui des journées perdues de 75 p. 100 environ. En 1901, la seule grève des hommes d'équipe du Pacifique Canadien (5,054) a causé une perte de 310,375 journées de travail, soit presque le double du total de 1901.

Voici comment se classent les grèves selon leur importance :

NOMBRE DES INTÉRESSÉS.	NOMBRE DE GRÈVES.	
	1901.	1902.
Plus de 2,000.....	3	#
De 1,000 à 2,000.....	3	2
De 500 à 1,000.....	5	1
De 300 à 500.....	5	8
De 200 à 300.....	4	7
De 100 à 200.....	4	15
De 50 à 100.....	14	21
De 25 à 50.....	24	28
Moins de 25.....	31	37
TOTAL.....	93	119

⁽¹⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail*, octobre 1900, p. 1024.

⁽²⁾ *Gazette du travail du Canada*, janvier 1903.

⁽³⁾ Chiffres relatifs à 93 conflits.

⁽⁴⁾ — 119 —

⁽⁵⁾ — 87 —

⁽⁶⁾ — 116 —

Ainsi, tandis qu'en 1901 3 grèves intéressaient plus de 2,000 ouvriers et 3 autres plus de 1,000, 2 grèves seulement, en 1902, affectaient plus de 1,000 personnes. Parmi les grèves les plus importantes, il convient de citer : en 1901, en dehors de celle des hommes d'équipe du Pacific canadien, celles des pêcheurs de saumon de la rivière Fraser (128,000 journées), des mineurs de Rossland (110,000 journées), des charpentiers de Winnipeg, des métiers du bâtiment de Sydney (17,200 et 23,800 journées); en 1902, celles des ouvriers en tapis de Toronto (16,800 journées), des déchargeurs d'Halifax (9,000).

Si l'on classe les difficultés par métiers, on obtient les résultats suivants :

MÉTIERS.	NOMBRE de grèves.		NOMBRE D'OUVRIERS intéressés.		JOURNÉES DE TRAVAIL perdues.	
	1901.	1902.	1901.	1902.	1901.	1902.
Bâtiment.....	14	28	2,533	3,052	65,016	34,549
Métaux.....	23	31	1,548	2,299	20,507	41,327
Bois, scieries.....	7	10	1,561	765	9,951	19,987
Tissus.....	6	1	2,842	300	25,209	16,800
Habillement.....	4	9	193	169	346	988
Tabacs, alimentation.....	9	10	742	310	949	7,858
Cuir, chaussures.....	5	3	419	85	2,407	308
Typographie.....	2	3	44	29	595	3,135
Transports.....	4	4	5,054	1,540	310,373	9,800
Déchargeurs.....	5	4	412	2,230	457	12,680
Pelleterie.....	2	#	89	#	428	#
Mines.....	5	3	3,685	510	116,650	9,920
Pêche.....	2	1	8,000	30	128,000	780
Manœuvres.....	11	6	735	172	1,608	1,153
Divers.....	5	10	165	652	1,786	3,840
TOTAL.....	104	123	28,023	12,143	684,282	163,125

Au point de vue de leur répartition par provinces, les grèves ont été les plus nombreuses dans Ontario (53 en 1901 et 65 en 1902), dans la Nouvelle-Ecosse (5 et 12), Québec (29 et 20. On en signale 13 et 24 dans la ville de Toronto, 10 et 9 à Montréal, 8 et 6 à Québec.

En 1901, les grèves ont été les plus fréquentes en juin (23), juillet (14) et mars (13); en 1902, par contre elles l'ont été surtout en mai (27), avril (20) et juin (18).

Par suite de la prospérité générale de toutes les branches de l'industrie du Dominion, bon nombre de grèves ont été faites pour obtenir une augmentation de salaire.

Voici comment elles se répartissent au point de vue des causes :

	NOMBRE de grèves.		NOMBRE de grévistes.	
	1901.	1902.	1901.	1902.
Augmentation de salaire.....	48	54	19,420	6,232
Contre une réduction.....	10	7	1,299	596
Diminution de la journée.....	1	7	400	465
Diminution de la journée et augmentation de salaire.....	5	14	458	2,043
Contre l'emploi de certaines classes de personnes.....	13	8	320	229
Unionisme.....	#	5	#	261
Grèves de sympathie.....	#	9	#	1,037
Diverses.....	16	17	1,117	1,159
TOTAL.....	93	121	23,014	12,022

Le département a obtenu des renseignements sur les résultats de 101 grèves en 1901 et de 115 en 1902 ; ces résultats se répartissent comme suit :

	1901.	1902.
Réussite complète	39	46
— partielle	22	33
Échec.....	40	35
TOTAL.....	101	115

Il convient de noter que, comme la tendance générale pendant ces deux années était à l'augmentation des salaires, dans beaucoup de conflits indiqués comme s'étant terminés par une réussite partielle le résultat ne différait d'un succès complet que par le degré de l'augmentation obtenue ; en beaucoup de cas cette augmentation a été très importante.

La grande majorité des grèves a été réglée à la suite de négociations directes entre les parties ou leurs représentants.

L'arbitrage a réussi dans 5 cas en 1901 et 6 cas en 1902, la médiation du département du travail dans 4 et 5 autres, ainsi que le montre le tableau suivant :

MÉTHODE DE RÈGLEMENT.	1901.	1902.
Arbitrage.....	5	6
Conciliation.....	4	5
Négociations entre parties.....	55	73
Reprise du travail aux conditions du patron.....	13	12
Remplacement des grévistes.....	14	20
Règlement inconnu ou non obtenu.	13	5
TOTAL.....	104	121

En 1901, le département du travail a été sollicité d'intervenir, en vertu de la loi du 18 juillet 1902 ⁽¹⁾, dans 7 cas et, chaque fois, les parties ont exprimé au conciliateur, immédiatement envoyé pour s'entendre avec elle sur la possibilité d'un règlement amiable, leur désir de profiter des bons offices du gouvernement.

En outre, un certain nombre de difficultés ont été réglées par l'arbitrage du département ou d'autres tribunaux. C'est par l'arbitrage ou la conciliation qu'ont été réglées les difficultés les plus importantes de l'année, qu'on les considère soit au point de vue du nombre des grévistes, soit à celui du total des journées de travail perdues.

En 1902, le département a été sollicité 7 fois d'intervenir comme conciliateur. Dans 3 cas, l'intervention ne put aboutir, les patrons étant déjà en état de terminer le conflit par négociations directes ; dans 1 cas, les ouvriers étaient dans leur tort et n'ont pas obtenu ce qu'ils demandaient ; dans un autre, les deux parties semblent être entrées en conflit par suite d'un malentendu ; dans les deux autres, enfin, les

(1) Voir ci-dessus, p. 224-225.

ouvriers ont obtenu partie de ce qu'ils demandaient et renoncé à une partie de leurs réclamations.

ÉTATS-UNIS.

Les conseils de conciliation et d'arbitrage dans les différents États de l'Union. — Au 1^{er} janvier 1902, 24 États de l'Union avaient, par des actes législatifs, organisé la conciliation et l'arbitrage en matière de conflits collectifs ⁽¹⁾. A cette date, 17 d'entre eux avaient institué des conseils d'État de conciliation et d'arbitrage permanents (state boards of conciliation and arbitration); 2 avaient autorisé la création de conseils de comté permanents (permanent local boards) et 3 la formation de conseils temporaires locaux devant être organisés sur la demande des parties. Dans un État, l'office de médiateur est confié au commissaire de l'agriculture et du travail; dans un autre, la constitution autorise le Parlement à créer des conseils d'arbitrage, sans que rien de tel cependant n'ait encore été fait jusqu'ici. Enfin, une loi fédérale réglemente l'arbitrage des conflits pouvant se produire dans les entreprises de transport sur un point quelconque du territoire de l'Union.

Loi fédérale. ⁽²⁾ — Aux termes de cette loi, votée le 1^{er} juin 1898, le président de la commission du commerce intérieur et le commissaire du travail doivent, lorsqu'un conflit éclate entre une compagnie de transports et son personnel — et si demande leur en est faite par l'une ou l'autre des parties — s'efforcer de terminer le différend par la médiation ou la conciliation. Si l'entente ne peut se faire ainsi, les commissaires «doivent faire aussitôt leur possible pour amener un arbitrage». On institue un conseil de 3 membres, dont l'un est nommé par le patron, l'autre par les ouvriers et le troisième par les deux premiers (ou par le commissaire si les deux arbitres ne peuvent s'entendre sur ce choix). Les parties doivent s'engager à ne pas interrompre le travail pendant la procédure d'arbitrage, à fournir au conseil toutes les indications nécessaires et à accepter la sentence rendue : cette sentence reste valable pendant un an si, appel en ayant été interjeté devant la Cour d'appel du circuit, elle n'est point cassée.

Conseils d'État permanents de conciliation et d'arbitrage. — Voici la liste des 17 États ayant institué des conseils d'État permanents, avec indication des dates de la promulgation de la loi et, s'il y a lieu, de ses modifications ultérieures :

Californie (1891), Colorado (1887-1897), Connecticut (1895), Idaho (1897), Illinois (1895-99-1901), Indiana (1897-99), Louisiane (1894), Massachussets (1886-87-88-90-92-

⁽¹⁾ Ces textes sont réunis dans le 15^e Rapport annuel du Bureau de médiation et d'arbitrage de l'État de New-York (*Fifteenth Annual Report of the Board of mediation and arbitration*) pour les neuf mois finissant le 30 septembre 1901 (Albany, 1902) et dans le 10^e rapport bi-annuel du bureau de statistique ouvrière de Californie (10th Biennial Report of the Bureau of labor statisti) pour les années 1901-1902 (Sacramento, 1902).

⁽²⁾ La loi s'applique à tous les entrepreneurs de transports et à leurs préposés, agents ou employés à l'exception des capitaines de navire et des gens de mer, qui s'occupent du transport par chemin de fer, ou partie par chemin de fer et par eau, en chargement continu d'un état à un autre, ou d'un état à un pays étranger contigu.

1902), Michigan (1889), Minnesota (1895), Missouri (1899-1901), Montana (1887-95), New-Jersey (1892-95), New-York (1866-87-97-1901), Ohio (1885-93-94-96), Utah (1896-1901), Wisconsin (1895-97.)

Dans presque tous les États, les conseils sont composés de 3 membres (5 dans la Louisiane et le New-Jersey), nommés ordinairement par le gouverneur, après avis du Sénat, pour une période variant, selon les États, de 1 à 6 ans. Dans les conseils de 3 membres, l'un est pris généralement parmi les patrons, l'autre parmi les ouvriers; le troisième, qui a rang de président, est désigné par les deux premiers ou, si ceux-ci ne peuvent s'entendre, nommé d'office par le gouverneur. Dans certains États, il est stipulé simplement que les membres doivent être des personnes compétentes; dans d'autres, que l'on ne pourra choisir plus d'un membre dans le même parti politique; dans d'autres, que l'un des membres devra appartenir au parti qui a élu le gouverneur, le second au parti dont le candidat aura obtenu ensuite le plus de voix, et le troisième à un syndicat ouvrier. Dans l'Indiana, le conseil appelé « Commission du travail » comprend un patron et un ouvrier ayant travaillé ou exercé son industrie pendant dix ans et un juge du comté. Dans l'État de New-York, la loi de 1901 a créé un département, le département du travail, comprenant les trois bureaux de l'inspection, des statistiques ouvrières et de la médiation et de l'arbitrage; elle a formé avec le commissaire du travail, qui dirige ce dernier bureau, et les chefs des deux autres bureaux, le conseil de médiation et d'arbitrage ayant les pouvoirs conférés à l'ancien conseil permanent institué en 1886.

Dans les conseils comportant 5 membres, deux sont choisis parmi les patrons et deux parmi les ouvriers.

Les membres des conseils reçoivent le plus souvent une indemnité pour chaque jour de service effectif; dans quelques États, ils ont un salaire annuel fixe (New-Jersey, New-York). Ils sont remboursés de leurs dépenses.

Dans 9 de ces États, la loi instituant le conseil permanent autorise en même temps la constitution de conseils locaux temporaires (Colorado, Idaho, Massachusetts, Minnesota, Montana, New-Jersey, New-York, Ohio et Wisconsin).

Ces conseils sont formés en vue de résoudre un conflit particulier après accord des parties qui doivent s'engager préalablement à en accepter le jugement; ils sont composés de 3 membres (1 patron, 1 ouvrier, 1 tiers arbitre) désignés par les parties. Ils ont tous les pouvoirs du conseil permanent à qui ils peuvent, selon les cas, demander avis. Leur sentence, qui doit être rendue dans les dix jours suivant la fin de l'enquête, a force exécutoire dès qu'elle a été enregistrée au greffe du comté. Dans le New-Jersey, les parties peuvent interjeter appel de la sentence auprès du conseil permanent, qui juge en dernier ressort.

Conseils locaux permanents. — Ces conseils sont organisés dans deux États. Dans le Kansas, la loi du 11 février 1886 stipule que, sur la demande de 5 ouvriers et de 2 patrons, la cour de chaque district doit installer un tribunal d'arbitrage volontaire composé de 2 patrons et de 2 ouvriers. Ce tribunal qui reste en fonctions pendant un an siège dans la localité où la pétition a été présentée; ses membres reçoivent une indemnité de 2 dollars par jour de travail effectif. L'autorisation approuvant l'installation du tribunal désigne les membres qui en font partie. La cour nomme le tiers arbitre qui n'est appelé à agir qu'après l'échec des autres membres, à la suite de 3 réunions successives. Sa décision est définitive et sans appel.

La loi d'Iowa (6 mars 1886) est la reproduction de l'ancienne loi de l'Ohio (votée en 1885 et abrogée en 1893); elle est analogue à la loi du Kansas mais en

diffère en ce que la pétition tendant à l'établissement du conseil doit être signée par 20 ouvriers et 4 patrons ou même par un seul patron employant au moins 20 ouvriers. Le tiers arbitre est choisi par les membres du tribunal; ces derniers ne touchent aucune indemnité.

Conseils temporaires. — Dans trois États il n'a été institué que des conseils d'arbitrage temporaires. La loi du 1^{er} avril 1878 de l'État de Maryland porte que lorsqu'un conflit éclate entre une société enregistrée dans laquelle l'État a des intérêts comme actionnaire ou créancier, et les ouvriers de ladite société, le Ministre des travaux publics peut faire une enquête sur le différend et proposer un arbitrage aux parties. En cas de refus, le Ministre procède à une enquête et adresse un rapport à l'Assemblée de l'État. En outre, dans tout conflit, les parties intéressées peuvent demander l'arbitrage du juge de paix ou d'un conseil de 2 ou 4 personnes composé en parties égales de patrons et d'ouvriers; le conseil est alors nommé et présidé par ledit juge. La sentence est exécutoire dès qu'elle a été déposée au greffe du tribunal qui a quatre jours pour l'enregistrer et l'examiner.

En Pensylvanie, la loi du 18 mai 1893 a abrogé l'acte de 1883 qui instituait des conseils permanents. Actuellement, lorsqu'un conflit éclate dans les mines, les manufactures ou les transports, les parties ou l'une d'elles, peuvent demander à la cour des plaids de constituer un tribunal d'arbitrage. Les pétitionnaires doivent être citoyens américains. La cour, si elle le juge utile, autorise les 2 parties à choisir chacune 3 arbitres; elle nomme elle-même 3 autres arbitres qu'elle choisit parmi des citoyens indépendants et constitue ainsi un conseil de 9 membres dont elle désigne le président et fixe le lieu de réunion. Si l'une des parties refuse ou néglige de nommer ses 3 arbitres dans les dix jours, la cour les désigne en son lieu et place. Celle des parties qui a demandé l'arbitrage est considérée comme le plaignant; si les 2 parties l'ont sollicité, ce titre est attribué aux ouvriers. Le conseil a plein pouvoir pour faire son enquête; sa décision est exécutoire. Les membres reçoivent une indemnité de 4 dollars par jour.

Au Texas (loi de 1895), les parties peuvent constituer d'un commun accord un conseil de 5 membres (2 ouvriers, 2 patrons, 1 tiers arbitre) qui, après avoir été reconnu et autorisé par le juge du comté, peut juger le différend. Les parties doivent s'engager à ne pas interrompre le travail jusqu'au prononcé de la sentence qui sera définitive et valable pour un an. Les ouvriers mécontents du jugement ne peuvent quitter pour cette raison leur patron sans un préavis d'un mois.

Une fois le conflit réglé, le conseil se sépare, à moins qu'il ne soit sollicité aussitôt d'intervenir dans un différend similaire existant alors. Appel portant sur un point de droit peut être adressé dans les dix jours par l'une des parties à la cour du district ou à la cour d'appel qui peut casser tout ou partie de l'arrêt.

Médiation du commissaire de l'agriculture et du travail. — Une loi du Dakota du Nord de 1890 enjoint au commissaire de l'agriculture et du travail de l'État de s'entremettre comme médiateur dans les conflits (grèves ou différends) survenant entre un patron employant au moins 25 ouvriers et ses ouvriers, si demande lui en est faite par le patron ou par au moins 15 ouvriers.

Conseils créés en principe mais non organisés. — L'article 28 de la constitution de l'État de Wyoming porte que le législateur devra « établir des conseils d'arbitrage chargés de régler les conflits survenus entre des ouvriers syndiqués et des patrons; la cour suprême recevra les appels interjetés contre les décisions de ces conseils d'arbitrage obligatoires ».

Par la loi du 16 février 1901, la législature a chargé le gouverneur « de nommer

une commission pour étudier la question de l'arbitrage, examiner s'il y a lieu de créer un conseil d'État d'arbitrage et s'il convient d'édicter à cet égard de nouvelles dispositions légales ». La commission doit adresser son rapport à la prochaine session du parlement.

Voici comment s'exprime, au sujet de l'efficacité de ces divers conseils en particulier et des méthodes d'arbitrage, en général, le commissaire du bureau des statistiques ouvrières de l'État de Californie dans son rapport biennal pour 1901-1902 :

Si l'on examine ce qu'a donné la législation sur l'arbitrage pour le règlement pratique des conflits ouvriers et la suppression des grèves et des lock-outs, on ne peut guère dire que les résultats soient brillants actuellement ni prédire qu'ils seront plus féconds dans l'avenir. Dans beaucoup de cas, les lois votées sont restées lettre morte et comme ignorées; dans d'autres, l'essai pratique qu'on en a fait pour le règlement des conflits industriels a été incomplet et inefficace.

La loi fédérale ne semble jamais avoir été appliquée d'une façon pratique. A New-York, le conseil d'arbitrage est intervenu, avec des fortunes diverses, dans un certain nombre de conflits. On constate que, dans fort peu de cas, l'une des parties a sollicité l'intervention du conseil pour régler un différend; que cette intervention n'a presque jamais été réclamée par les deux parties de concert; que c'est presque toujours le conseil lui-même qui a offert sa médiation que les parties négligeaient de solliciter.

Aux Massachussets, il en a été comme à New-York, ainsi qu'il ressort des rapports du conseil d'arbitrage. On peut dire à cet égard, et d'une façon générale, que les parties sont loin d'être d'accord et unanimes dans les divers États, sur l'opportunité de soumettre à l'arbitrage les conflits qui les séparent. Quand les ouvriers l'acceptent, les patrons le repoussent, ou vice versa; d'autres fois aussi, les deux parties ne veulent rien entendre.

Dans l'Illinois, l'Ohio et l'Indiana, les conseils semblent être intervenus, avec plus ou moins de succès dans un certain nombre de différends.

Dans le New-Jersey, les résultats obtenus sont maigres; très rarement les parties — ou l'une d'elles — ont sollicité les services du conseil d'arbitrage.

Dans la Louisiane, l'Utah, l'Idaho, le Michigan, le Colorado et le Missouri, les lois sur l'arbitrage semblent être restées sans application pratique depuis leur promulgation.

En Californie, aussitôt après le vote de la loi, le gouverneur nomma les trois membres du conseil prévus : le conseil, aussitôt constitué, désigna son secrétaire. Ces membres sont restés sans successeurs et on ne se rappelle pas que le conseil ait jamais procédé à un arbitrage quelconque ni publié un rapport sur ses opérations. Sur le crédit de 12,500 francs qui fut alloué par la loi de 1891 au conseil pour une période de deux années, il n'a été dépensé que 762 fr. 50; le reliquat a été versé au Trésor et jamais depuis aucun autre crédit n'a été ouvert. La loi de 1891 n'est pas abrogée, et on pourra la faire revivre si le Parlement croit bon de voter les sommes nécessaires à son application et si le gouverneur estime devoir nommer de nouveaux arbitres.

« Il faut bien reconnaître que les salariés aux États-Unis sont presque unanimement hostiles à l'arbitrage obligatoire et, généralement tout à fait indifférents à l'arbitrage volontaire. Que l'on ne voie dans ce qui vient d'être dit autre chose qu'un exposé de faits; d'ailleurs, quand la chose pourra se faire, rien ne s'oppose à ce que l'on ait recours à l'arbitrage pour régler un conflit.

« Au moment même où nous écrivons ces lignes, il se passe aux États-Unis des événements qui pourront faire époque dans l'histoire de l'arbitrage des conflits ouvriers. Après des mois d'âpre lutte entre des milliers d'ouvriers et de puissantes sociétés, dans la campagne de Pensylvanie, au sujet des salaires et des heures de travail, on a vu les parties, cédant à une pression formidable exercée de toutes parts sur elles (y compris celle du président Roosevelt), accepter l'arbitrage d'un tribunal composé par ledit président. Ce tribunal réunit des hommes de toute origine, connus pour leur caractère et leur intégrité. Nul ne peut prédire ce qui naîtra de ses délibérations et quelle sera sa sentence; l'avenir dira l'effet qu'aura eu ce tribunal sur les destinées de l'arbitrage dans le règlement des conflits ouvriers. La situation actuelle intéresse le monde entier du travail et du capital. »

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février 1903 ⁽¹⁾. — Le marché du travail a été un peu plus actif que le mois précédent. Comparée avec février 1902, la situation est moins bonne dans la métallurgie et les constructions navales, mais meilleure dans les textiles, le vêtement et la typographie.

5.1 p. 100 de chômeurs dans 225 trade-unions, groupant 549,843 membres contre 5.1 p. 100 en janvier et 4.3 p. 100 en février 1902.

5.28 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 499,862 mineurs contre 5.22 en janvier 1903 et 5.39 en février 1902.

328 hauts fourneaux en marche à la fin de février 1903, avec 22,500 ouvriers environ contre 327 à la fin de janvier et 320 en février 1902.

91 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton et 82 p. 100 dans les tissages, avec 99,700 ouvrières, femmes et filles, contre 92 et 85 p. 100 en janvier 1903 et 92 et 79 p. 100 en février 1902.

Grèves. — 14 nouvelles grèves en février avec 3,658 chômeurs, contre 17 avec 2,332 en janvier 1903, et 18, avec 6,950, en février 1902. Aucune des grèves nouvelles n'est importante. Sur 19 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 4,402 grévistes : 5 succès, 11 échecs et 3 transactions.

La conciliation et l'arbitrage pour la période 1894-1901 ⁽²⁾. — Voici quel a été, pour chacune des 8 années de la période 1894-1901, le nombre des grèves ou lock-outs réglés, soit par la médiation d'un tiers ou d'un conseil de conciliation, soit par un arbitrage, avec l'indication du nombre des ouvriers qui y étaient intéressés : ⁽³⁾

ANNÉES.	GRÈVES régliées.	OUVRIERS intéressés dans ces conflits.	POUR 100 des conflits régliés par rapport au nombre total de l'année.	POUR 100 des grévistes dans les conflits réglés par rapport au nombre total de l'année.
1894.....	42	18,325	4.5	5.6
1895.....	45	58,898	6.0	22.3
1896.....	45	30,719	4.8	15.4
1897.....	41	19,300	4.8	8.4
1898.....	43	19,517	6.0	7.7
1899.....	38	11,705	5.3	6.5
1900.....	32	15,711	5.0	8.3
1901.....	41	16,814	6.4	9.3
TOTAL.....	327	190,989	5.3	10.5

⁽¹⁾ Renseignements dus à l'obligeance du *Labour department*.

⁽²⁾ D'après les comptes-rendus annuels des grèves et lock-outs publiés par le département du travail.

⁽³⁾ On a fait figurer ici simplement les règlements de conciliation et d'arbitrage effectués selon les divers modes suivants (conseils permanents, particuliers, etc.) :

a) Règlements effectués par les *conseils d'industrie* (trades boards), c'est-à-dire les conseils spéciaux à une industrie dont les membres sont élus généralement par l'association locale de patrons et par la trade-union du district et de l'industrie.

Il ressort de ces chiffres que 5.3 p. 100 du total des conflits survenus au cours de ces 8 années et intéressant 10.5 p. 100 du total des grévistes, ont été réglés par la conciliation et l'arbitrage.

Le tableau suivant fait connaître comment se décomposent, par années, les totaux de ces conflits, selon qu'ils ont été réglés par la conciliation ou par l'arbitrage, avec indication de l'organisme qui a effectué le règlement.

NOMBRE DE CONFLITS RÉGLÉS PAR LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE.

ANNÉES.	ORGANES DE RÈGLEMENT.	CONCILIATION.		ARBITRAGE.	
		NOMBRE de conflits.	NOMBRE des ouvriers intéressés.	NOMBRE de conflits.	NOMBRE des ouvriers intéressés.
1894.....	Conseils d'industrie	7	2,572	3	2,957
	Conseils de district.....	11	2,799	16	9,187
	Particuliers.....	1	312	4	498
	TOTAL.....	19	5,683	23	12,642
1895.....	Conseils d'industrie	7	4,165	4	1,379
	Particuliers.....	10	46,788	24	6,566
	TOTAL.....	17	50,953	28	7,945
1896.....	Conseils d'industrie	12	1,734	"	"
	Particuliers.....	13	18,705	20	10,280
	TOTAL.....	25	20,439	20	10,280
1897.....	En application de la loi de 1896	7	2,512	1	500
	Conseils d'industrie	10	3,349	1	60
	Conseils de district.....	1	30	"	"
	Particuliers.....	9	3,653	12	9,196
	TOTAL.....	27	9,544	14	9,756
1898.....	En application de la loi de 1896	4	2,251	3	1,360
	Conseils d'industrie	18	12,664	2	93
	Particuliers.....	8	1,252	8	1,897
	TOTAL.....	30	16,167	13	3,350
1899.....	Loi de 1896.....	1	464	1	1,200
	Conseil d'industrie.....	5	392	"	"
	Conseils de district.....	5	571	"	"
	Particuliers.....	11	6,956	15	2,119
	TOTAL.....	22	8,386	16	3,319
1900.....	Loi de 1896.....	1	375	5	1,675
	Conseils d'industrie.....	2	55	4	2,401
	Fédérations d'unions.....	1	140	"	"
	Particuliers.....	9	8,023	10	3,402
	TOTAL.....	13	8,593	19	7,118
1901.....	Loi de 1896.....	2	3,210	9	6,329
	Conseils d'industrie.....	12	2,803	4	579
	Particuliers.....	4	2,452	10	1,441
	TOTAL.....	18	8,465	23	8,349

b) Ceux effectués par les *conseils de district*, c'est-à-dire les conseils formés de concert avec les chambres de commerce et les *trade-councils* de certains districts et dont les opérations ne sont pas limitées à une industrie particulière.

c) Ceux effectués par des *particuliers*, qui ne font pas partie d'un conseil permanent et ne sont pas directement intéressés dans la question.

d) Ceux effectués par les *trade-councils* et les fédérations des *trade-unions* en ce qui concerne les conflits de délimitation et les conflits entre groupes d'ouvriers.

e) Ceux en application de la loi de 1896.

Si l'on totalise les résultats, par nature de l'organe de conciliation et par année, on obtient les chiffres suivants, pour cette période de 8 années :

CONFLITS RÉGLÉS PAR :	CONCILIATION.	ARBITRAGE.	TOTAL.
Application de la loi de 1896.....	15	19	34
Par les conseils d'industrie.....	73	18	91
Par les conseils de districts ou des fédérations de conseils.....	18	16	34
Par des particuliers.....	65	103	168
TOTAL.....	171	156	327

Plus de la moitié des conflits ont donc été réglés par des particuliers.

Voici comment se groupent, par industrie, le total des conflits terminés pendant ces 8 années, soit par la conciliation, soit par l'arbitrage.

	NOMBRE de conflits réglés (1894-1901).	OUVRIERS intéressés. (1894-1901)
Bâtiment.....	79	23,495
Mines et carrières.....	82	41,498
Métallurgie.....	68	34,567
Textile.....	26	15,654
Vêtement.....	31	50,627
Divers.....	41	25,148
TOTAL.....	327	190,989

Opérations des conseils permanents. — Tous les chiffres donnés ci-dessus se rapportent à des conflits dont le règlement est survenu après la cessation du travail, règlement dans lequel l'action des conseils permanents n'est pas prépondérante. Il n'en faudrait pas conclure que ces conseils n'ont qu'une action limitée et que leur fonction n'est pas efficace. Leur fonction principale consiste surtout à régler des difficultés pouvant amener une cessation de travail et à empêcher ainsi les grèves et les lock-outs; leur rôle est surtout préventif.

Les renseignements ci-dessous permettent, en effet, de constater l'importance des services qu'ils ont rendus au cours de la période 1894-1901.

DÉSIGNATION DES CONFLITS (1).	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.
Soumis aux conseils.....	1,733	1,282	1,456	1,465	1,320	1,232	1,190	1,405
Réglés (par les conseils ou par des arbitres désignés).....	1,142	831	613	623	555	503	421	503
Retirés ou réglés en dehors du conseil. Pendants en fin d'année.....	223	158	205	186	220	172	157	182
TOTAL.....	1,365	989	818	809	775	675	578	685
	368	293	582	603	493	506	563	681
	"	"	56	53	52	51	49	39

(1) Ces chiffres comprennent les conflits ayant entraîné une cessation de travail, comme aussi ceux qui ont été réglés sans grève ni lock-out.

Si l'on totalise le nombre des affaires étudiées par les conseils (1894-1901), soit 11,083, et que l'on compare ce total à celui des affaires qu'ils ont réglées, soit 6,694, on constate que, dans 60.4 p. 100 des cas, ils ont obtenu une solution (46,8 p. 100 par leur jugement direct, 13.6 p. 100 par le jugement d'arbitres qu'ils avaient désignés). Toutefois, on ne saurait comparer entre eux les résultats obtenus, car un conflit à lui seul intéresse souvent plusieurs centaines de mille ouvriers, alors que des centaines d'autres ne touchent souvent que très peu d'ouvriers.

Pour citer un exemple récent, rappelons qu'en 1900, 2 conflits réglés avant grève par le conseil de conciliation des houillères fédérées d'Angleterre et du pays de Galles, intéressaient 300,000 ouvriers, alors que les 194 différends examinés par le conseil de Durham n'intéressaient tous que très peu d'ouvriers.

Si l'on examine comment se répartissent, par industrie, les conseils ayant réglé un différend dans chacune des six années 1896-1901, on obtient les résultats suivants :

	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.
a) Conseils d'industrie :						
Bâtiment.....	3	3	3	7	11	9
Mines, carrières.....	10	6	7	7	13	11
Métallurgie, constructions navales.....	18	19	18	22	22	20
Textiles.....	2	3	5	#	#	1
Chaussure.....	13	11	10	11	10	8
Autres industries.....	3	4	4	3	6	3
b) Conseils de district.....	1	2	2	3	2	2
TOTAL.....	50	48	49	53	64	54

D'autre part, si l'on étudie les opérations de ces conseils, par groupe d'industrie, pour cette même période, on établit comme suit le total des affaires qu'ils ont étudiées et celui des affaires qu'ils ont réglées.

GROUPE D'INDUSTRIE.	AFFAIRES SOUMISES aux conseils.	AFFAIRES RÉGLÉES par les conseils.
	1896-1901.	1896-1901.
a) Conseils d'industrie :		
Bâtiment.....	85	64
Mines, carrières.....	5,470	2,312
Métallurgie, constructions navales.....	899	739
Textiles.....	64	53
Chaussures.....	1,307	953
Autres industries.....	195	182
b) Conseils de district.....	37	26
TOTAL.....	8,057	4,329

Il convient de mentionner enfin que, en dehors des conseils permanents, il existe dans diverses industries (industries du coton, constructions mécaniques, etc.) des arrangements spéciaux pris qui ont pour objet le règlement des différends avant toute cessation de travail.

NEW-HAMPSHIRE (ÉTAT DE).

Statistiques industrielles pour 1901 ⁽¹⁾. — 1454 établissements ont fourni au bureau du travail de l'état de New Hampshire, pour l'année 1901, des renseignements relatifs à leur capital, au montant de leur production, au nombre des ouvriers qu'ils ont occupés et aux salaires qu'ils ont payés. Toutes les maisons de quelque importance ont répondu, et l'on a pu dresser un tableau assez complet de la situation industrielle pour l'année considérée. Toutefois, afin de ne pas divulguer la situation de tel ou tel établissement, le bureau a classé à la rubrique « industries diverses » toutes les industries dans lesquelles moins de 3 établissements avaient répondu; c'est là ce qui explique l'importance des totaux rangés sous ladite rubrique.

Le capital total investi dans ces 1454 établissements s'élevait, en 1901, à 443,717,000 francs, et la valeur de la production à 559,665,000 francs; le total des personnes employées était de 74,883 (51,492 hommes et 23,391 femmes), ayant reçu ensemble 141,266,500 francs sous forme de salaires. Enfin, 1784 employés ou agents divers ont touché 9,536,500 francs.

Le tableau suivant permet de comparer les chiffres relatifs à 11 industries occupant plus de 1,000 ouvriers.

INDUSTRIES.	PRODUCTION en milliers de francs.	NOMBRE D'OUVRIERS.		SALAIRE MOYEN PAR JOUR.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Tissage et teinturerie...	143,467	11,630	12,584	6.50	4.75
Chaussures.....	114,950	8,627	4,237	7.10	5.35
Charpente.....	40,163	7,005	"	7.40	"
Travail de la laine.....	29,583	2,169	990	7.05	5.15
Bonneterie.....	13,302	1,030	1,641	6.45	4.20
Papier.....	22,588	1,575	179	7.80	4.50
Machines.....	13,306	1,771	"	7.90	"
Travail de la pierre.....	7,797	1,596	"	10.10	"
Caisses de bois.....	8,772	1,160	101	6.95	4.10
Bâtiment.....	8,221	1,122	"	9.25	"
Vêtements de dames....	7,432	801	322	6.80	4.85

Sur les 1454 établissements recensés, 417 accusent une augmentation de production sur l'année précédente, et 133 une diminution: dans l'ensemble, la production s'est accrue de 8 p. o/o. En ce qui concerne le total des salaires payés, il y a eu augmentation dans 196 établissements, et diminution dans 12 seulement: dans l'ensemble, il y a une augmentation d'un peu moins de 8 p. o/o.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

L'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage. — Avant l'ouverture des débats de la loi sur l'arbitrage obligatoire (votée le 10 décembre 1901),

⁽¹⁾ 4^e biennial report of the bureau of labor of New Hampshire. Concord, 1902.

le Gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud avait chargé (le 1^{er} février 1901) M. Alfred Backhouse, juge à la cour de circuit de la colonie, d'étudier, en Nouvelle-Zélande et dans les autres colonies australiennes, le fonctionnement des lois sur l'arbitrage. M. Backhouse fit un assez long séjour en Nouvelle-Zélande; son rapport est considéré comme l'une des études les plus judicieuses que l'on ait faites du système néo-zélandais, et on lui attribue l'origine des diverses modifications apportées dans la rédaction du texte voté en Nouvelle-Galles du Sud ⁽¹⁾.

Voici la conclusion de ce rapport, en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande ⁽²⁾:

« Bien que j'aie cru devoir m'étendre longuement sur les points de la loi qui me semblent défectueux, je proclame hautement que, d'après ce que j'ai pu voir, la loi, malgré ses défauts, a donné jusqu'ici de bons résultats. La loi a empêché de grandes grèves et amélioré les relations entre patrons et ouvriers. Elle a permis d'augmenter les salaires et d'accorder aux ouvriers les meilleures conditions de travail auxquelles ils ont actuellement droit dans la colonie, sans les froissements inévitables ailleurs. Elle a permis aux patrons de connaître, pour un certain temps du moins, les conditions de la production, et par suite de passer des contrats en sachant qu'ils pourront les exécuter : elle a enfin indirectement apporté une détente générale. Le grande majorité des patrons que j'ai interrogés est en faveur du principe de la loi.

Généralement, les sentences ont été rendues en faveur des ouvriers; aussi, tous les syndiqués ont-ils foi en cette loi, à qui d'ailleurs les non syndiqués ne semblent faire aucun reproche. Aucun ouvrier ne manifeste, envers l'arbitrage obligatoire, cette animosité si particulière que l'on remarque chez les ouvriers des États-Unis et d'Angleterre...

Malgré cela, l'on ne peut dire encore avec certitude si le système adopté assure la solution de toutes les difficultés ouvrières. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, tout a concouru, en Nouvelle-Zélande, à faire augmenter les salaires et à y améliorer les conditions du travail : il est hors de doute que les salaires auraient augmenté quand bien même la loi n'aurait pas existé. Depuis 1894 (date du vote de la première loi, qui ne fut appliquée pratiquement pour la première fois qu'au milieu de 1896), la colonie a dû sa prospérité à l'expansion de son commerce d'exportation. Or, il ne faut pas oublier que la production des articles exportés (laine, mouton congelé, gommes, etc.) n'est pas jusqu'ici directement atteinte par la loi. Les articles manufacturés se consomment surtout dans la colonie. La Nouvelle-Zélande a sa question du chômage : elle occupe les sans-emploi à des travaux coopératifs, et leur donne toutes facilités pour s'établir dans les campagnes, mais jusqu'à présent elle n'a pas eu trop d'ouvriers de métier. J'espère que cette prospérité durera, mais quand viendront de mauvaises années, quand les arbitres, au lieu d'augmenter les salaires, devront les réduire, alors, et alors seulement, on pourra juger la loi.

J'aurais plus confiance en l'avenir, cependant, si deux faits ne m'avaient frappé au cours de mon enquête. Quand fut rendue la sentence intéressant l'Union typographique, les ouvriers protestèrent vivement; dans une ville, on alla jusqu'à demander que l'Union fut rayée du registre d'inscription.

Dans une autre, des compositeurs ne voulurent pas produire la quantité de travail qu'ils pouvaient fournir et se contentèrent d'en donner pour « leur argent », disaient-ils, et le journal faillit ne pas paraître ce jour-là. Ici, il est vrai, le salaire fixé par la sentence était inférieur à celui offert par le patron et fut augmenté, par la suite, d'un commun accord. Une sentence rendue dans un conflit de la chaussure a été très discutée et critiquée officiellement par le Conseil des industries et du travail de Christchurch.

Il reste à savoir si les ouvriers accepteront loyalement un verdict de la Cour ou s'ils ne fourniront que le travail qu'ils croient devoir fournir pour le salaire reçu. Si les uns comme

⁽¹⁾ Voir, *Bulletin* d'avril 1902, l'analyse de cette loi.

⁽²⁾ Ce rapport est reproduit, à la suite des divers textes de lois relatifs à l'arbitrage, en Amérique, en Europe et en Australie, dans le 15^e rapport annuel du Conseil de médiation et d'arbitrage du département du travail de l'État de New-York pour 1901. Albany 1902.

On peut rapprocher cette appréciation de ce qui a été dit, au sujet de cette loi, dans le *Bulletin* de janvier 1903, p. 49.

les autres ne doivent accepter un jugement que lorsqu'il leur est favorable, autant vaut abroger de suite la loi.

Quel que soit le résultat, le monde entier doit être reconnaissant à cette colonie d'avoir entrepris de démontrer s'il est, ou non, possible de résoudre les conflits ouvriers par l'arbitrage obligatoire.

SUISSE.

Le repos de l'après-midi du samedi. ⁽¹⁾ — La question du repos de l'après-midi dans les établissements industriels est actuellement à l'étude en Suisse. Mais à la différence des diverses propositions qui ont été émises à ce sujet en France, qui ne visent qu'à faciliter et non à imposer ce repos, le projet de loi dont est actuellement saisie l'Assemblée fédérale suisse, a pour objet de le rendre obligatoire.

C'est l'Assemblée fédérale qui a pris l'initiative de la réforme en invitant le 26 juin 1902, le Conseil fédéral à présenter un projet stipulant que « le samedi et la veille des jours fériés, il ne peut être travaillé que neuf heures au plus, en tout cas pas au-delà de cinq heures après-midi, les travaux de propreté étant compris dans les heures régulières de travail. »

Le projet élaboré par le Conseil fédéral en exécution de cet arrêté, a une portée générale. Il embrasse tous les ouvriers de fabrique suisses, sans distinction de sexe, ni d'âge. Il s'appliquerait d'après les dernières statistiques, à 242,000 personnes. Actuellement, en vertu de la législation en vigueur, la durée du travail ne peut dépasser le samedi dix heures : peu d'établissements ont réduit la durée du travail ce jour là à neuf heures, et beaucoup qui commencent le travail assez tard le matin, sont loin d'avoir épuisé à cinq heures du soir le maximum de neuf heures autorisé par le projet. Il en résulte que dans la majeure partie des établissements, le projet aurait pour effet de réduire au moins d'une heure la durée de travail hebdomadaire, et cette réduction pourra atteindre deux et même deux heures et demie dans certaines industries des villes.

Le projet a pris certaines précautions pour empêcher les industriels de récupérer la réduction de la durée du travail qui résultera de la réforme. C'est ainsi que le projet interdit de faire commencer le samedi et la veille des jours fériés à une heure plus matinale que d'habitude.

En outre, il est interdit de prolonger la durée du travail en donnant aux ouvriers de l'ouvrage à faire à domicile.

Toutefois le projet prévoit un certain nombre d'exceptions. L'Assemblée fédérale avait d'ailleurs réservé dans son arrêté du 26 juin 1902 les dispositions de l'article 12 de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques. Conformément à cette indication le projet excepte de l'application de ses prescriptions les travaux accessoires prévus par cet article et que peuvent exécuter les hommes et femmes mariés de plus de 18 ans après la fin de la journée de travail. Dans ces travaux accessoires ne rentrent pas les travaux journaliers hebdomadaires faits en vue d'entretenir la propreté des machines, des outils et des locaux et qui sont exécutés par les ouvriers de fabrique proprement dits.

Le projet excepte également les exploitations qui doivent être maintenues en activité la nuit et le dimanche sans interruption. Il s'agit des usines à feu continu

⁽¹⁾ D'après la *Feuille Fédérale suisse*, du 10 décembre 1902.

(fabriques d'acide sulfurique, verrerie, usine à gaz, fours annulaires des tuileries, hauts fourneaux, etc.), de la plupart des usines électriques et des stations de distribution d'eau et autres. Quand il n'est pas possible d'arrêter l'exploitation il va sans dire qu'on ne peut pas exiger la cessation du travail de l'équipe de jour le samedi à 5 heures. Il en est autrement des fabriques qui travaillent la nuit, mais qui arrêtent le travail, entre le samedi et le dimanche à une heure quelconque, telles que les boulangeries, les imprimeries de journaux, certaines fabriques chimiques etc. Le conseil fédéral désignera parmi ces industries celles dans lesquelles les gouvernements cantonnaux pourront autoriser des exceptions.

Enfin les gouvernements cantonnaux sont autorisés à accorder dans toutes les industries en vertu de l'article 11, alinéa 4, de la loi sur les fabriques, l'autorisation de prolonger la journée de travail le samedi et la veille des jours fériés légaux « dans les cas d'absolue nécessité, dont la nature doit être indiquée ».

Des dérogations pourront être également accordées, en dehors des cas d'absolue nécessité, à certaines industries qui seront déterminées par le Conseil fédéral. Cette disposition vise « notamment certains travaux et affaires de saison et les exploitations qui ont souvent à répondre à des besoins locaux et occasionnels imprévus, ainsi que cela a lieu, par exemple, pour les maisons de denrées alimentaires, de confections d'articles de mode, etc. ».

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, en date du 12 janvier 1903, sur la légalité des syndicats de cantonniers. ⁽¹⁾

Dans un certain nombre de départements, les cantonniers de divers services de voirie, se fondant sur la loi du 21 mars 1884, ont cru pouvoir former des syndicats professionnels.

La question de légalité de ces associations, qui était restée indécise, vient d'être tranchée par une récente décision de M. le Ministre de la Justice, que je crois utile de porter à votre connaissance, après entente avec M. le Ministre des Travaux publics.

M. le Ministre de la Justice estime que les cantonniers n'ont pas qualité pour invoquer, en leur faveur, le bénéfice de la loi du 21 mars 1884, attendu que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation (arrêt du 27 juin 1885), le droit de former un syndicat est restreint à ceux qui, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés, appartiennent à l'industrie, à l'agriculture ou au commerce, à l'exclusion de toutes autres personnes ou de toutes autres professions.

Il ajoute, *toutefois*, que, d'après la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association, la question de légalité des syndicats paraît avoir perdu la plus grande partie de son intérêt. Aux termes de cette loi, en effet, les citoyens peuvent former entre eux, sans condition de profession, des associations régulières qui, une fois déclarées, présentent à peu près les mêmes avantages que les syndicats professionnels. Il en résulte que le groupement, dissous comme syndicat, peut librement se reformer comme association.

Dans ces conditions, les procureurs généraux ont reçu des instructions les invitant à provoquer la dissolution des syndicats de cantonniers constitués en vertu de la loi du 21 mars 1884, et à faire connaître en même temps, aux administrateurs de ces syndicats qu'il leur est loisible de former valablement une association nouvelle, en se conformant aux prescrip-

⁽¹⁾ Une circulaire identique a été adressée par le Ministre des Travaux publics, le 31 janvier 1903.

tions des articles 1 et 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et en se plaçant sous l'empire de cette loi.

NOTA. — Les termes de l'arrêt de la Cour de cassation, cité dans la circulaire, n'ont pas toujours permis de déterminer une application rigoureusement exacte de la loi du 21 mars 1884. Notamment, la question de savoir si les ouvriers et employés des exploitations industrielles ou commerciales de l'État pouvaient être considérés comme appartenant à l'industrie ou au commerce, est restée longtemps controversée. Rappelons seulement que, le 22 mai 1894, à la suite d'une discussion relative aux employés commissionnés des chemins de fer de l'État, la Chambre des députés a voté l'ordre du jour suivant : « La Chambre, considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés de l'État aussi bien qu'à ceux des industries privées, invite le Gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution ».

Les syndicats des différents services de l'État, à caractère industriel ou commercial, n'ont donc pas cessé de fonctionner librement.

La faculté de se syndiquer n'a pas été étendue aux employés détenteurs d'une part de la puissance publique, pouvant agir comme agents verbalisateurs, tels que les employés d'octroi. Il y avait doute, encore, pour d'autres catégories d'employés.

Il est intéressant de noter que, d'après les circulaires des 13 et 31 janvier dernier, les diverses catégories d'employés non admises jusqu'à présent à bénéficier de la loi du 21 mars 1884, peuvent former des associations sous le couvert de la loi du 1^{er} juillet 1901. On trouvera plus loin les dispositions de cette loi qui sont relatives aux associations en général, à l'exception des congrégations.

Voici les principales différences entre les dispositions de l'une et l'autre loi.

Loi du 21 mars 1884.

Les syndicats se constituent sans autorisation, mais ils doivent faire le dépôt de leurs statuts et des noms de leurs administrateurs à la mairie de la localité de leur siège et, à Paris, à la préfecture de la Seine.

Les administrateurs d'un syndicat doivent être français et jouir de leurs droits civils.

Tous les syndicats peuvent ester en justice.

Ils peuvent recevoir des dons et legs, sans autorisation.

Ils peuvent, sans autorisation, créer et administrer des offices de placement.

Ils nomment les membres des conseils du travail et du Conseil supérieur du travail.

Loi du 1^{er} juillet 1901.

Les associations peuvent se former librement, sans autorisation ni déclaration préalable. Seules, les associations qui veulent jouir de la capacité juridique sont astreintes à une déclaration.

Cette déclaration consiste dans le dépôt des statuts et des noms des administrateurs à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association a son siège ; à Paris, à la préfecture de police.

La déclaration doit être rendue publique, dans le délai d'un mois, par les soins des administrateurs, au moyen d'une insertion au *Journal officiel*, contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, l'indication de son siège social.

Aucune condition de nationalité et de droits civils n'est requise des administrateurs.

Les associations déclarées ne peuvent acquérir qu'à titre onéreux. Seules, les associations reconnues d'utilité publique, par décret, peuvent recevoir des dons et legs, avec l'autorisation du Gouvernement.

Les associations qui veulent créer un office de placement restent soumises aux prescriptions du décret du 25 mars 1852.

Loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association.

TITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER. — L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations.

ART. 2. — Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de l'article 5.

ART. 3. — Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire

aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement, est nulle et de nul effet.

ART. 4. — Tout membre d'une association qui n'est pas formée pour un temps déterminé peut s'en retirer en tout temps, après paiement des cotisations échues et de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

ART. 5. — Toute association qui voudra obtenir la capacité juridique, prévue par l'article 6, devra être rendue publique par les soins de ses fondateurs.

La déclaration préalable en sera faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association aura son siège social. Elle fera connaître le titre et l'objet de l'association, le siège de ses établissements et les noms, professions et domiciles de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction. Il en sera donné récépissé.

Deux exemplaires des statuts seront joints à la déclaration.

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.

Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront en outre consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

ART. 6. — Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'État, des départements et des communes :

1° Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 francs;

2° Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres;

3° Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

ART. 7. — En cas de nullité prévue par l'article 3, la dissolution de l'association sera prononcée par le tribunal civil, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public.

En cas d'infraction aux dispositions de l'article 5, la dissolution pourra être prononcée à la requête de tout intéressé ou du ministère public.

ART. 8. — Seront punis d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr.) et en cas de récidive, d'une amende double, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

Seront punis d'une amende de seize à cinq mille francs (16 à 5,000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à un an, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le jugement de dissolution.

Seront punies de la même peine toutes les personnes qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute, en consentant l'usage d'un local dont elles disposent.

ART. 9. — En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts, ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

TITRE II.

ART. 10. — Les associations peuvent être reconnues d'utilité publique par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

ART. 11. — Ces associations peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne peuvent posséder ou acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent. Toutes les valeurs mobilières d'une association doivent être placées en titres nominatifs.

Elles peuvent recevoir des dons et des legs dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et l'article 5 de la loi du 4 février 1901. Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire qui ne seraient pas nécessaires au fonctionnement de l'association sont aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret ou

l'arrêté qui autorise l'acceptation de la libéralité; le prix en est versé à la caisse de l'association.

Elles ne peuvent accepter une donation mobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit au profit du donateur.

ART. 12. — Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du Code pénal, pourront être dissoutes par décret du Président de la République, rendu au Conseil des Ministres.

Les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le décret de dissolution seront punis des peines portées par l'article 8, § 2.

Décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association.

TITRE 1^{er}. — DES ASSOCIATIONS.

CHAPITRE 1^{er}. — ASSOCIATIONS DÉCLARÉES.

ARTICLE PREMIER. — La déclaration prévue par l'article 5, paragraphe 2 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est faite par ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction de l'association.

Dans le délai d'un mois, elle est rendue publique par leurs soins, au moyen de l'insertion au *Journal officiel* d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association.

L'extrait est reproduit par les soins du préfet au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ART. 2. — Toute personne a droit de prendre communication, sans déplacement, au secrétariat de la préfecture ou de la sous-préfecture, des statuts et déclarations ainsi que des pièces faisant connaître les modifications de statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction. Elle peut même s'en faire délivrer à ses frais expédition ou extrait.

ART. 3. — Les déclarations relatives aux changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association mentionnent :

- 1° Les changements de personnes chargées de l'administration ou de la direction;
- 2° Les nouveaux établissements fondés;
- 3° Les changements d'adresse dans la localité où est situé le siège social;
- 4° Les acquisitions ou aliénations du local et des immeubles spécifiés à l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901; un état descriptif, en cas d'acquisition, et l'indication des prix d'acquisition ou d'aliénation doivent être joints à la déclaration.

ART. 4. — Pour le département de la Seine, les déclarations et les dépôts de pièces annexées sont faites à la préfecture de police.

ART. 5. — Le récépissé de toute déclaration contient l'énumération des pièces annexées; il est daté et signé par le préfet ou son délégué ou par le sous-préfet.

ART. 6. — Les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association sont transcrits sur un registre tenu au siège de toute association déclarée; les dates des récépissés relatifs aux modifications et changements sont mentionnées au registre.

La présentation dudit registre aux autorités administratives ou judiciaires, sur leur demande, se fait sans déplacement au siège social.

(1) Les demandes d'insertion ne sont pas reçues au *Journal officiel*. Elles doivent être adressées à MM. Lagrange, Cerf et C^{ie}, 8, place de la Bourse, Paris, 1^{re}. Le coût de l'insertion est de 3 francs par ligne.

ART. 7. — Les unions d'associations ayant une administration ou une direction centrale sont soumises aux dispositions qui précèdent. Elles déclarent, en outre, le titre, l'objet et le siège des associations qui les composent. Elles font connaître dans les trois mois les nouvelles associations adhérentes.

CHAPITRE 2. — ASSOCIATIONS RECONNUES D'UTILITÉ PUBLIQUE.

ART. 8. — Les associations qui sollicitent la reconnaissance d'utilité publique doivent avoir rempli au préalable les formalités imposées aux associations déclarées.

ART. 9. — La demande en reconnaissance d'utilité publique est signée de toutes les personnes déléguées à cet effet par l'assemblée générale.

ART. 10. — Il est joint à la demande :

- 1° Un exemplaire du *Journal officiel* contenant l'extrait de la déclaration;
- 2° Un exposé indiquant l'origine, le développement, le but d'intérêt public de l'œuvre;
- 3° Les statuts de l'association en double exemplaire;
- 4° La liste de ses établissements avec indication de leur siège;
- 5° La liste des membres de l'association avec l'indication de leur âge, de leur nationalité, de leur profession et de leur domicile, ou, s'il s'agit d'une union, la liste des associations qui la composent avec l'indication de leur titre, de leur objet et de leur siège;
- 6° Le compte financier du dernier exercice;
- 7° Un état de l'actif mobilier et immobilier et du passif;
- 8° Un extrait de la délibération de l'assemblée générale autorisant la demande en reconnaissance d'utilité publique.

Ces pièces sont certifiées sincères et véritables par les signataires de la demande.

ART. 11. — Les statuts contiennent :

- 1° L'indication du titre de l'association, de son objet, de sa durée et de son siège social;
- 2° Les conditions d'admission et de radiation de ses membres;
- 3° Les règles d'organisation et de fonctionnement de l'association et de ses établissements, ainsi que la détermination des pouvoirs conférés aux membres chargés de l'administration ou de la direction, les conditions de modification des statuts et de la dissolution de l'association;
- 4° L'engagement de faire connaître dans les trois mois à la préfecture ou à la sous-préfecture tous les changements survenus dans l'administration ou la direction et de présenter sans déplacement les registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition du préfet, à lui-même ou à son délégué;
- 5° Les règles suivant lesquelles les biens seront dévolus en cas de dissolution volontaire, statutaire, prononcée en justice ou par décret;
- 6° Le prix maximum des rétributions qui seront perçues à un titre quelconque dans les établissements de l'association où la gratuité n'est pas complète.

ART. 12. — La demande est adressée au Ministre de l'Intérieur; il en est donné récépissé daté et signé avec indication des pièces jointes.

Le Ministre fait procéder, s'il y a lieu, à l'instruction de la demande, notamment en provoquant l'avis du conseil municipal de la commune où l'association est établie et un rapport du préfet.

Après avoir consulté les Ministres intéressés, il transmet le dossier au Conseil d'État.

ART. 13. — Une copie du décret de reconnaissance d'utilité publique est transmise au préfet et au sous-préfet pour être jointe au dossier de la déclaration; ampliation du décret est adressée par ses soins à l'association reconnue d'utilité publique.

CHAPITRE 3. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSOCIATIONS DÉCLARÉES ET AUX ASSOCIATIONS RECONNUES D'UTILITÉ PUBLIQUE.

ART. 14. — Si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquidation et de dévolution des biens d'une association en cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, ou si l'assemblée générale qui a prononcé la dissolution volontaire n'a pas pris de décision à cet égard, le tribunal, à la requête du ministère public, nomme un curateur. Ce curateur provoque, dans le délai déterminé par le tribunal, la réunion d'une assemblée générale dont le

mandat est uniquement de statuer sur la dévolution des biens; il exerce les pouvoirs conférés par l'article 813 du Code civil aux curateurs des successions vacantes.

ART. 15. — Lorsque l'assemblée générale est appelée à se prononcer sur la dévolution des biens, quel que soit le mode de dévolution, elle ne peut, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, attribuer aux associés, en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association.

Arrêté du 26 janvier 1903 instituant une commission chargée d'étudier les difficultés relatives à l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires ou dans les établissements hospitaliers.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes;

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail;

Vu la correspondance échangée avec M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes;

Sur la proposition du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Il est institué au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, une commission chargée d'étudier les difficultés relatives à l'application de la loi susvisée du 9 avril 1898 aux accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires ou dans les établissements hospitaliers.

ART. 2. — Elle sera composée de 20 membres :

- 1° 4 membres du Parlement;
- 2° 8 membres désignés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes;
- 3° 8 membres désignés par le Ministre de l'Intérieur.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

pendant le mois de Février 1903, en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales.

Assurances sur la vie. — Rentes viagères. — Chambre des Députés. — Séance du 9 février 1903. — Première délibération sur les propositions de loi; 1° de M. Mirman, ayant pour objet de prescrire certaines mesures conservatoires pour la sécurité des engagements à lointaine échéance contractés par les sociétés d'assurances sur la vie, de rente viagère, de capitalisation et d'épargne; 2° de M. Ferrette sur le contrôle et la surveillance par l'état des sociétés d'assurances et de rentes viagères; 3° de MM. Gellé et Coache tendant à modifier l'article 66 de la loi des 24 et 29 juillet 1867 sur les sociétés; 4° de M. Guillaume Chastenet, tendant à compléter la législation en matière d'assurances sur la vie; 5° de M. Paul Guieysse, relative aux sociétés d'assurance sur la vie; 6° de M. Paul Guieysse portant modification de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. — Ajournement.

Etablissements dangereux, insalubres et incommodes. — Chambre des Députés. — Séance du 13 février 1902. — Dépôt, par M. Chautemps, d'une proposition de loi tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres et incommodes. (Doc. Parl. n° 754.)

Hygiène et sécurité. — *Sénat.* — Séance du 3 février 1903. — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. — Renvoi à une séance ultérieure.

Liberté du Travail. — *Chambre des Députés.* — Séance du 21 février 1903. — Dépôt, par M. Groussau, d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté du travail.

Mont-de-Piété. — *Sénat.* — Séance du 26 février 1903. — Dépôt, par M. Alex. Leffèvre, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Paul Strauss tendant à la réorganisation du service de la prise des gages au Mont-de-Piété de Paris.

Retraites des mineurs. — *Chambre des Députés.* — Séance du 13 février 1903. — Dépôt, par M. Jumel, au nom de la commission du budget, d'un rapport sur le projet de loi relatif à l'amélioration des retraites des anciens ouvriers mineurs. (Doc. parl. n° 756.)

Warrants agricoles. — *Sénat.* — Séance du 19 février 1903. — Dépôt, par M. Fortier, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Louis Legrand ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. (Doc. parl. n° 54).

————— Séance du 27 février 1903. — Prise en considération de cette proposition de loi.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-QUENTIN (2° semestre de 1902). — La situation a été assez satisfaisante dans la *meunerie* : la main-d'œuvre et le taux des salaires n'ont pas varié. La fabrication du sucre s'est terminée dans de bonnes conditions; la betterave était de bonne qualité; mais la production a été un peu plus faible que les années précédentes. Dans l'industrie des *produits chimiques*, les salaires tendent à augmenter; les bons ouvriers se recrutent difficilement. Pas de changement, depuis le dernier semestre, dans l'*imprimerie*; les affaires ont été assez abondantes.

Les filatures de coton ont marché sans arrêt. Le tissage de cotons a été régulièrement occupé; les articles d'hiver terminés, les froids précoces ont amené un surcroît de demandes qui ont occupé la fin du semestre. La situation de la *filature de laine* à façon est restée relativement satisfaisante. Par contre, l'année a été très mauvaise pour le *tissage de laine*; un certain nombre d'industriels se sont vus dans l'obligation d'arrêter des métiers et beaucoup, pour ne pas chômer entièrement, ont pris le parti de tisser des articles de coton et de cheviotte.

Dans la *lingerie*, les salaires tendent à augmenter et le recrutement des ouvrières est parfois difficile. La *broderie mécanique au crochet* a eu un travail assez régulier en rideaux, stores, brise-bise et en articles d'ameublement. La *broderie mécanique à bras* a été moins active; cependant, depuis octobre, une reprise s'est produite et paraît se maintenir, ce qui est cause d'une légère augmentation de main-d'œuvre. La *broderie* (métier fil contenu) a eu un travail maintenu toute l'année; l'article genre Irlande a été surtout très recherché. En général, la situation de la broderie courante, dite suisse, n'a pas été très favorable. La production des rideaux guipure est toujours réduite, bien qu'il y ait un peu moins de chômage.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1902.

Dans les ateliers *métallurgiques*, une grande activité n'a cessé de régner et on peut espérer qu'elle se prolongera pendant l'année 1903; on trouve facilement des ouvriers manœuvres, mais difficilement de bons ouvriers mouleurs; les salaires tendent à augmenter.

Travail peu abondant dans les *constructions mécaniques*, qui ont subi le contre-coup de la crise que subit l'industrie sucrière; les établissements de construction ont dû restreindre leur personnel et réduire les heures de travail.

Rien de particulier à mentionner sur la situation de la *verrière*; le travail a été normal et assez actif.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans la minoterie, le travail a sensiblement diminué; plusieurs usines sont fermées, le chômage est assez important. Pas de changement appréciable chez les fabricants de *savon*; la durée du travail est toujours de 60 heures par semaine; sans être rare, la main-d'œuvre n'abonde pas; certains ouvriers savonniers ayant abandonné leur métier pour le travail des quais payé 6 francs par jour, tandis que les savonniers ne gagnent que de 4 francs à 5 fr. 50. La *cordonnerie* (cousu-main) est peu active et lutte difficilement contre la fabrication à la machine. L'industrie de la *teinturerie et dégraisage* est peu prospère; par suite de la morte-saison, la durée du travail a été réduite à 40 heures par semaine; le nombre des usines n'a pas varié, mais celui des magasins de réception du travail a augmenté; les salaires sont stationnaires. Chez les facteurs de pianos, le travail a été très abondant, en augmentation d'un quart sur l'année dernière; les ouvriers font 70 heures par semaine. Pas de changement chez les *bijoutiers, joailliers et orfèvres*.

Charente-Inférieure. — L'état d'activité du travail dans le ressort du Conseil des prud'hommes de la Rochelle a sensiblement diminué. Beaucoup d'entrepreneurs du *bâtiment* et principalement les entrepreneurs de *maçonnerie*, de *plâtrerie* et de *peinture* ont dû réduire leur personnel en raison de la concurrence que leur font certaines associations ouvrières. Le nombre des établissements reste le même; le chômage, qui est fort important, est d'environ 60 p. 100 dans l'industrie du bâtiment, par suite de la saison d'hiver; la durée du travail est de huit heures pour les ouvriers travaillant au dehors et de dix heures pour ceux des ateliers.

Pas de changement bien notable chez les *maîtres arrimeurs de la Rochelle*; le travail est cependant en légère diminution; les ouvriers font actuellement 57 heures par semaine.

Doubs. — D'après le conseil de prud'hommes de Besançon, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque; le nombre des établissements n'a pas varié; la proportion des ouvriers en chômage est de 35 p. 100 dans l'horlogerie proprement dite, 30 p. 100 chez les *monteurs de boîtes d'or*, 50 p. 100 chez les *monteurs de boîtes d'argent*, 25 p. 100 dans le *bâtiment*. La durée effective du travail est moins longue, en raison du manque de travail et de la rigueur de la saison; le taux des salaires est le même.

Chez les *serruriers* de Besançon, la durée du travail a été sensiblement réduite depuis le précédent trimestre: les ouvriers ne font actuellement que 42 heures par semaine et on ne compte pas moins de 50 p. 100 de chômeurs. A Pontarlier, l'industrie de la *tannerie* a été également peu active; elle souffre beaucoup de la concurrence étrangère, et particulièrement de l'Amérique; la durée du travail varie de dix à 11 heures par jour.

De même pour l'industrie de l'*horlogerie* de Montbéliard, qui cherche à suivre le progrès de l'industrie étrangère, mais qui lutte difficilement; une usine fort importante a été fermée; la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas été modifiés.

Finistère. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Morlaix, la situation de l'industrie a été peu satisfaisante pour les professions se rattachant aux *constructions* et la *tonnellerie*, où le chômage a été sensible. Les autres industries ont pu se maintenir dans d'assez bonnes conditions. A signaler cependant l'arrêt complet de l'usine dénommée «*Azotine*», qui occupait environ 40 personnes; la durée du travail n'a pas été modifiée, mais les salaires ont subi une diminution de 25 centimes environ par jour pour les *menuisiers, maçons et couvreurs*. Cette baisse sur les salaires s'effectue annuellement à pareille époque dans la plupart des chantiers, en raison de la diminution des heures de travail pendant l'hiver.

A Brest, dans l'industrie du *bâtiment*, le travail a été moins abondant; la durée du travail a été légèrement réduite à neuf heures par jour.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *menuiserie*, le travail a sensiblement diminué et beaucoup d'ouvriers sont en chômage; ce ralentissement doit être attribué à la mévente des vins de la région et aussi à l'augmentation constante des bois de construction; la durée du travail est de 50 heures et les salaires sont stationnaires. Chez les fabricants de *caisses*, on a pu constater une légère reprise, la température douce des derniers mois de l'année ayant favorisé les expéditions de vins; cependant, certains établissements qui font en particulier des caisses pour l'emballage des prunes ont vu leurs commandes diminuer par suite du manque de récolte et ont dû de ce fait renvoyer du personnel; les ouvriers ne travaillant que de jour dans ces industries, la durée du travail est naturellement réduite l'hiver. Travail beaucoup moins abondant dans la *peinture* et *vitrerie*, où les ouvriers font à peine 7 heures par jour. Les *travaux publics* sont aussi peu actifs; le travail en plein air, qui fait l'objet principal de cette industrie, est paralysé par la saison hivernale.

Ille-et-Vilaine. — D'après le conseil des prud'hommes de Rennes, la situation industrielle est peu satisfaisante; la crise qui sévit sur l'industrie du bâtiment a une répercussion dans la plupart des industries; le chômage s'accroît de jour en jour; la journée de travail a été réduite d'un quart; dans un grand nombre d'établissements, on ne travaille que 8 et 9 heures, au lieu de 12; le taux des salaires n'a pas été modifié. Peu d'activité chez les *entrepreneurs du bâtiment* de Rennes, en raison de la saison d'hiver; les ouvriers ne font actuellement que 50 heures par semaine, le chômage est important, mais le prix de l'heure n'a pas varié.

Indre-et-Loire. — A Tours, la durée du travail a été réduite à 60 heures dans la *tannerie*; dans l'industrie de la *chaussure*, elle varie de 8 heures à 10 h 1/2; *pas de changement* dans la *menuiserie* ni dans la *peinture en bâtiment*; travail moins abondant que l'an dernier chez les *maréchaux-ferrants*; la durée du travail atteint à peine 64 heures par semaine en y comprenant la demi-journée du dimanche; les salaires se maintiennent à un taux élevé.

Haute-Loire. — Au Puy, une grande activité n'a cessé de régner dans l'industrie des *dentelles*, les salaires ont une tendance à la hausse et la main-d'œuvre est insuffisante; chez les *satobiers*, le travail est plus abondant de 12 p. o/o, la durée du travail atteint de 70 à 72 heures par semaine, les ouvriers manquent et les salaires sont en hausse. A Monastier, la situation de l'industrie du *moulinage de la soie* est normale. Les mines de *charbon* de l'arrondissement de Brioude sont relativement actives, cependant une société importante, celle de Commentry, Fourchambault et Decazeville a fermé son puits de Bouxhors qui occupait 315 ouvriers. Le travail est très abondant dans la *passementerie* qui devient de plus en plus à la mode; la main-d'œuvre ne manque pas. A Yssingeaux, *pas de changement notable* à signaler dans le *moulinage de la soie* et la *passementerie*. Dans la *rubanerie*, le nombre des ateliers augmente sensiblement; des établissements vont encore se fonder à Montfaucon, Lapte et Yssingeaux; les salaires restent fixés à 3 francs par jour pour les ouvriers ordinaires; à 4 et 5 francs pour les bons ouvriers.

Loire-Inférieure. — D'après le Conseil des prud'hommes de Saint-Nazaire, une crise a sévi sur l'industrie en général et spécialement sur les industries *métallurgiques* et les *constructions navales*. Le nombre des établissements en activité n'a pas changé, mais le personnel qui y est occupé a subi une réduction notable. On peut évaluer à 60 p. o/o le nombre des ouvriers en chômage; la durée de la journée de travail a été réduite à 8 heures; le taux des salaires a baissé de 10 p. o/o. A Nantes, le travail a été beaucoup moins abondant que l'an dernier dans les travaux du *bâtiment*; les ouvriers ne font actuellement que de 48 à 52 heures par semaine.

Maine-et-Loire. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Saumur, l'état général de l'industrie est resté satisfaisant, sauf dans la *bijouterie* où la durée de la journée de travail a été réduite de quelques heures pour permettre à tout le personnel d'être occupé; ce manque de travail s'explique par la crise de l'industrie des *chapelets* dont dépend

la bijouterie. Dans le *bâtiment* la durée du travail a été réduite à 8 heures. Le salaire moyen a baissé de 4 fr. 80 à 3 fr. 20.

Meurthe-et-Moselle. — D'après le Conseil de prud'hommes de Lunéville aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie. Comme tous les ans, néanmoins, la saison d'hiver a amené un léger ralentissement. Faute de commandes une fabrique fort importante de wagons de Lunéville avait réduit de 960 à 800 le nombre de ses ouvriers, mais cette usine ayant pu obtenir la fabrication d'un certain nombre de wagons, a pu rappeler une partie des ouvriers congédiés; l'usine prévoit encore d'autres fournitures à bref délai, ce qui permet d'espérer qu'elle reprendra bientôt son activité normale. Dans les autres industries il n'y a pas de chômage en dehors du chômage ordinaire dû à la mauvaise saison; la durée du travail est restée fixée à 10 h. $1/2$; le taux des salaires n'a pas changé, il varie en moyenne de 4 à 5 francs par jour. A Nancy, pas de changement appréciable dans l'industrie des *sels gemmes* et *ignigènes* et chez les *brasseurs*. Travail moins abondant dans l'imprimerie par suite de l'augmentation du nombre des établissements et aussi de la concurrence étrangère; la main-d'œuvre est très abondante.

Meuse. — D'après le Conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc, certains chantiers ont subi un léger ralentissement qui doit être attribué à la rigueur de la température; néanmoins, la situation générale est assez bonne et il n'y a pas de chômage; les fonderies se sont maintenues dans une bonne activité; il en est de même des *travaux du bâtiment*; il y a eu pénurie d'ouvriers et surtout d'apprentis dans le *tissage mécanique*; les salaires restent stationnaires. L'exploitation des *carrières* de Savonnières-en-Perthois a été assez régulière. Un établissement occupant 25 ouvriers a été fermé; mais les ouvriers ont pu être occupés chez les autres exploitants. La durée du travail est de 60 heures environ.

Orne. — D'après le Conseil des prud'hommes de la Ferté-Macé, la situation de la *saboterie* et des autres industries est relativement satisfaisante, sauf dans l'*industrie textile* où la durée de la journée du travail a été réduite à 7 à 8 heures par jour; la proportion des ouvriers en chômage est à peine de 10 p. 0/0 et porte principalement sur les *tissages mécaniques*. Bien que les prix de façon n'aient pas varié, les salaires des ouvriers ont baissé en raison de la diminution du travail et parce qu'en raison de la cherté des matières premières, les patrons n'emploient que des fils de qualité ordinaire. A Alençon, l'industrie du *bâtiment* traverse un moment critique; les chômeurs sont nombreux et la durée du travail atteint à peine 8 heures par jour sauf pour les *menuisiers* et *serruriers* qui travaillent 10 heures. La réfection de l'asile d'aliénés, incendié en septembre dernier a permis néanmoins d'occuper un certain nombre d'ouvriers.

Puy-de-Dôme. — La situation industrielle n'a pas subi de changement depuis le trimestre précédent dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand. L'industrie du *caoutchouc* est très prospère : Une usine vient d'agrandir ses locaux et augmenter le personnel; la journée de travail a varié de 9 à 10 heures et le salaire moyen de 3 à 4 fr. 50.

Haute-Savoie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY. (2^e semestre de 1902). La fabrication des *pâtes alimentaires* a été moins active que l'an dernier; la température douce de l'automne ayant ralenti la consommation. La durée du travail a été réduite conformément à la loi du 30 mars 1900, sans diminution des salaires; ceux-ci néanmoins tendent à augmenter. Pas de changement notable dans les *industries chimiques* et celle des *cuirs et peaux*. L'industrie de la *papeterie* est stationnaire. Dans l'*imprimerie* il y a eu dans certains ateliers des chomages partiels d'un jour par semaine. Dans la *filature* et *tissage* de coton le travail est normal; la main-d'œuvre n'est pas abondante, la durée de la journée de travail est de 10 h. $1/2$. Les fabriques de *chapeaux* feutre et paille ont été plus actives. L'état général de l'*industrie métallurgique* laisse toujours à désirer par suite de la diminution des commandes émanant des chemins de fer et de la marine; mais jusqu'à présent il n'y a pas eu de chômage et le taux des salaires n'a pas été modifié.

Seine-et-Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MEAUX-COULOMMIERS. (2^e semestre 1902).

Dans l'industrie de l'alimentation la situation reste sensiblement la même que le semestre précédent. Les carrières sont favorisées par les grands travaux qui se font à Paris. La briquetterie continue à être dans une situation favorable grâce aux perfectionnements apportés dans la production; l'emploi de la brique brute, vernissée et émaillée est de plus en plus grand dans les constructions de Paris et de la banlieue. L'industrie des pierres meulières après avoir beaucoup souffert de la substitution dans les moulins des cylindres d'acier et de porcelaine aux meules de pierre, a repris une certaine importance depuis que l'on a reconnu que certains travaux de mouture se font mieux à la meule qu'au cylindre. Dans la papeterie, les usines de la région étant spécialement outillées pour produire du papier de qualité supérieure, souffrent beaucoup de la concurrence qui leur est faite par la fabrication du papier bon marché. Travail assez actif dans l'imprimerie; cette industrie est une de celles qui profitent du nombre chaque jour plus grand des impressions de toutes sortes : livres, journaux, prospectus, etc. Enfin l'industrie du tissage, d'importation assez récente dans la région est surtout pratiquée pour la fabrication des jerseys, bas, etc; elle est en voie de progrès et occupe chaque année un personnel plus nombreux.

A Melun, l'industrie du bâtiment est peu active; la durée du travail a été légèrement réduite par suite de la diminution des heures de jour; on ne fait actuellement que 9 heures.

Seine-et-Oise. — D'après le Conseil des prud'hommes de Versailles, aucune sérieuse modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie; le travail fait toujours défaut. La proportion des ouvriers en chômage varie entre 5 et 10 p. o/o.

Pas de changement chez les blanchisseurs de Versailles, de Rueil et de Sèvres; dans cette dernière localité le salaire journalier moyen est de 6 francs pour les hommes et de 3 francs pour les femmes. Travail peu abondant dans l'industrie du bâtiment à Saint-Germain-en-Laye, Beaumont et l'Isle-Adam.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS. — La situation du tissage mécanique de velours de coton s'est améliorée. La fabrication n'a pas subi de modifications notables; c'est toujours la cote de cannelé qui domine; cependant les grosses cotes cable sont aussi très demandées; la coupe mécanique fait toujours de grands progrès sur la coupe à la main; le nombre des métiers mécaniques augmente toujours. Les établissements de teinture n'ont pas chômé pendant le 2^e semestre et le nombre des pièces teintes présente une augmentation sensible sur celui de l'année 1901.

Les saisons d'été et d'hiver ont été peu favorables à l'industrie de la confection qui a été peu active durant tout le trimestre; une légère reprise s'est manifestée en novembre dernier à la suite des premiers froids, mais elle n'a été que passagère. Seules, les confections de coutils et draps de coton et les confections de velours ont joui d'une certaine faveur. La situation de l'industrie linière laisse toujours à désirer. Dans les filatures de laines peignées le travail est resté normal. Les froids vifs et précoces de novembre et les gelées rigoureuses de la première quinzaine de décembre ont déterminé un mouvement accentué dans le réassortiment des articles de bonneterie. Les fabriques de bonneterie de laine ont travaillé avec activité; les ouvriers ont pu être largement occupés. La bonneterie de coton n'a pas été aussi favorisée, le travail a fait défaut et il y a eu un peu de chômage. Enfin l'industrie de la chausserie a été très active.

Yonne. — D'après le Conseil des prud'hommes d'Auxerre, aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie, dans le nombre des établissements et l'importance du personnel occupé. La durée de la journée de travail a varié de 8 à 10 heures en raison de la saison; le taux des salaires est toujours de 0 fr. 40 et 0 fr. 50 de l'heure; il n'y a pas eu de chômage.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

Renseignements fournis à la date du 15 février.)

Ain. — A Bourg, moitié de chômeurs chez les charpentiers; nombreux chômeurs chez

les maçons; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Divonne-les-Bains; pas de chômeurs chez ceux de Thoiry.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les ouvriers du *piquage de cartons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *nouveurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 à 48 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de changement chez les *mouleurs en fer*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*. A Soissons, travail actif chez les *typographes*.

A Château-Thierry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*. A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Saint-Michel, travail actif, 66 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Chauny, 1 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*. A Hirson, pas de chômeurs chez les *verriers en bouteilles*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *carrossiers*; travail moins actif chez les *métallurgistes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Montluçon, 4 p. de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; bonne activité chez les ouvriers de la *glacerie*. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Lurcy-Lévy; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Commentry, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Cerilly, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *fendeurs du Centre*. Pas de changement chez les *mineurs* de Saint-Hilaire. A Doyet, un tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saint-Yorre, 60 p. 100 de chômeurs chez les *sourciers* des eaux minérales.

Alpes (Hautes). — A Gap, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; légère amélioration chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *serruriers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*. A Antibes, pas de chômeurs chez les *agriculteurs* et *horticulteurs*.

Ardèche. — A Annonay, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; légère reprise chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *serruriers*. A Vals, pas de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Serrières, pas de changement chez les *chapeliers-fouleurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals, pas de chômeurs chez les *terrassiers*.

Ardennes. — A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Francheval, pas de changement chez les *tisseurs*, pas de chômeurs chez ceux de Floing. A Haybes, pas de chômeurs, 46 à 60 heures chez les *ardoisiers*; A Hly, 9 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Vrigneaux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures. A Nouzon, un quart de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures travail toujours actif chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, grève chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, pas de changement chez les *bonnetiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs, 54 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 25 p. 100 de chômeurs,

50 heures, chez les ouvriers en cuirs et peaux; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'habillement; 20 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures chez les mouleurs; un quart de chômeurs chez les métallurgistes; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les maçons et tailleurs de pierre. A Sainte-Colombe-sur-Thers, pas de changement chez les ouvriers textiles. A Ginestas, pas de changement chez les cultivateurs.

Aveyron. — A Millau, travail plus actif que le mois dernier, 18 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 20 p. 100 de chômeurs, chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*, *biscuitiers* et *pâtisseries*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers du port*; pas de changement chez les garçons *limonadiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; pas de changement chez les *maçons*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs d'automobiles*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail actif chez les *conducteurs imprimeurs*; pas de changement chez les *corroyeurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; nombreux chômeurs chez les *mineurs-terrassiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *maçons limousinant*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *manœuvres et aides-maçons*; un tiers de chômeurs chez les *cimentiers*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *carrelleurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; de même chez les *coiffeurs*.

A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Aix, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Aubagne, pas de changement, 63 heures, chez les *potiers*. A Fontvieille, 40 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin; 4 jours de travail par semaine chez ceux de Fuveau. A Berre, travail peu actif chez les *pêcheurs*. A Chateaufort, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Calvados. — A Caen, bonne activité chez les *mouleurs en métaux*. A Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *lainiers* et *liniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guibray, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *bonneterie*. A Honfleur, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*.

Cantal. — A Aurillac, 13 p. 100 de chômeurs chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Champagnac, pas de changement chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 6 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement, 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Cognac, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saintes, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les ouvriers en *bois*.

A Rochefort, pas de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacerie*. A Saintes, pas de changement chez les ouvriers *tonneliers*; pas de changement chez les *métallurgistes*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail peu satisfaisant chez les *typographes*; nombreux chômeurs chez les *menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*essieu*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*. A Nérondes, 18 p. 10 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*.

A Vierzon, nombreux chômeurs chez les *useurs de grains*. A Jussy-le-Chaudrier, travail peu abondant chez les *chaufourniers*, pas de changement chez ceux de la Guerche. A Cuffy, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier, de Torteron et de Neuvy-le-Barrois; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 50 p. 100 chez ceux de la Guerche; 80 p. 100 chez ceux de la Chapelle-Hugon; deux tiers de chômeurs chez ceux de Germiny-l'Exempt; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancoins; pas de chômeurs chez ceux de Grossouvre, de Barlieu, de Mornay-sur-Allier; moitié de chômeurs chez ceux de Manay-Berry; un tiers de chômeurs chez ceux d'Aprémont; travail assez actif chez ceux de Court-les-Barres, nombreux chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. A Bessais-le-Fromental, 37 p. 100 chômeurs, travail moins abondant chez les *carriers*; pas de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. A Saint-Amand, chômage général chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 48 heures chez les *peintres*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Aulnay-le-Duc, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *lignes*. A Semur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs, travail actif chez les *bûcherons*. A Villiers-le-Duc, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*. A Saint-Brieuc, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers et charpentiers*.

Creuse. — A Guéret, travail actif chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, mais travail peu actif chez les *cordonniers*. Au Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*.

Doubs. — A Besançon, 20 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *ferblantiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *meubles*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Sainte-Suzanne, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*; pas de chômeurs chez ceux de Seloncourt. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les *filateurs*.

Drôme. — A Saint-Restitut, pas de chômeurs, mais 30 heures seulement, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, reprise chez les *chapeliers-appropriers*. A Montélimar, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Saint-Vallier, pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine à feu*. A Romans, 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*. A Louviers, 15 p. 100 de chômeurs; 63 heures, chez les *apprêteurs*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; grève chez les *mouleurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Châteaudun, travail moins actif dans l'*imprimerie*. A Dreux, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

Finistère. — A Brest, moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs, 72 heures chez les *charbonniers du port*. A Quimper, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; chômage presque général chez ceux de Douarnenez et de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, travail actif chez les *typographes*. A Alais, travail assez actif chez les *mineurs*. A Bessèges, 32 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; travail moins actif chez les ouvriers des *laminiers et forges*; travail peu satisfaisant chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*. Pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine à Tréséols. A Sauve, 14 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisiers-glaciers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *peintres*; pas de chômeurs chez les *sténographes*.

Gers. — A Auch, travail moins actif chez les *ébénistes et menuisiers*.

Gironde. — A Bordeaux, 15 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisiers-glaciers*; pas de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 38 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ébénistes et billardiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *vanniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *constructions maritimes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons et forgerons*, 15 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *caniers*. A Arcachon, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *chauffeurs-marins*; un tiers de chômeurs chez les *charbonniers du port*. A Saint-Pardon, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *ébénistes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*; moitié de chômeurs chez les *plâtriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, nombreux chômeurs chez les ouvriers en bois *merrains*. A Graissessac, 17 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, moitié de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *marins pêcheurs*; chômage presque général chez les *tonneliers*. A Vic-les-Étangs, pas de changement chez les ouvriers *agriculteurs*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *chapeliers-appropriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Fougères, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Lagnelet, pas de changement chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, chez les *typographes*. Au Poinçonnet, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *bûcherons et carriers*. A Villedieu, pas de chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*. A Châteaurenault, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-litho-*

graphes; nombreux chômeurs chez les *gantiers*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiments*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bourgoïn, 40 p. 100, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Bouvesse-Quirieu, 3 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Pont-de-Cheruy, 17 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; 30 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Porcieu-Amblagnieu; moitié de chômeurs chez ceux de Montalieu-Vercieu.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez ceux de Salins. A Saint-Claude, pas de chômeurs chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Morez, moitié de chômeurs, chez les *ouvriers scieurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *lunetiers*; de même chez les *horlogers*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs*; de même chez les *mécaniciens*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers en draps*; travail assez actif, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, pas de changement chez les *boulangers*; 20 p. 100 chez les *tripiers-boyaudiers*. 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. Travail assez satisfaisant chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*; pas de changement, chez les *tisseurs-épingleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs, 92 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *corroyeurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie textile*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur écheveaux*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; 16 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 70 heures chez les *ouvriers en voitures*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tourneurs, enfourneurs et chauffeurs en poterie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *passementiers*; de même chez ceux d'Avézieux; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Terrenoire. A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Rambert. Aux Barques, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant, chez les *tisseurs*; moitié de chômeurs chez ceux de Jarnosse. A Saint-Chamond, nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*. A Bourg-d'Argental, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tourneurs sur bois*. A Rive-de-Gier, un tiers de chômeurs chez les *verriers à vitre*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*. A la Talaudière, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Villars; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Ricamarie.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*, A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, travail actif chez les *imprimeurs-lithographes*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *tourneurs robinetters*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers des machines-outils*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *granitiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *canionneurs*. A

Treignac, 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Saint-Nazaire, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*.

Loiret. — A Orléans, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*. A Montargis, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Auzouer-sur-Trézé, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 65 p. 100 de chômeurs chez ceux de Chevilly. A Gien, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Tigy et de Faverelles.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les garçons *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *hommes de peine*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carpentiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Villeneuve-sur-Lot, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*, A Lavardac, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; travail un peu plus actif chez les ouvriers *textiles*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Cholet, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, travail moins actif chez les *tisseurs*.

A Saint-Léger, travail assez satisfaisant chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Philbert; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Tessoualle. A Saumur, pas de changement chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *serruriers*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; pas de chômeurs 60 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et décorateurs*. A Avranches, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*.

A Reims, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers-cavistes*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures; travail assez actif, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Fismes, 25 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs en pelletterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers-polissonneurs*; travail actif chez les *gantiers*. A Saint-Dizier, 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les employés de *commerce et d'administration*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs 63 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; de même chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers du *vêtement*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins et livreurs*.

Pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; de même chez ceux de Gobbranches et de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey et de Jœuf; pas de changement chez ceux de Bouxières-aux-Dames, de Maxéville et de Haucourt. A Saint-Nicolas, pas de chômeurs chez les ouvriers des *industries chimiques*.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail un peu plus actif chez les *métallurgistes*. A Lérouvillle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *maçons*. A Penvivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

A Hennebont, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Lorient, pas de chômeurs, bonne activité chez les *galochiers* 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; A Sauzon, chômage général chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, 60 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Cercy-la-Tour, moitié de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, 60 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guérigny, pas de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire. A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Sichamps, chômage général chez les *bûcherons*; moitié de chômeurs chez ceux de Montavon; pas de changement chez les ouvriers des *bois d'Entrains*; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; de la Chapelle-Saint-André, de Menestreau, de Ciez, de Colméry, de La Celle-sur-Nièvre; de Perroy et de Cessy-les-Bois. A Arquian, moitié de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Menou, de Saint-Verain; 80 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres, grève chez ceux de la Fermeté.

Nord. — A Lille, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*, travail moins actif chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *métaux*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-cartonniers*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peigneurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; 7 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*. A Maubeuge, 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Haumont; travail actif chez ceux d'Onnaing.

A Cambrai, pas de changement, chez les *typographes*; pas de changement, 64 heures, chez les *mouleurs*. A Armentières, pas de changement chez les ouvriers *textiles*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Comines, 2 p. 100 de chômeurs chez les *rubaniers*; A Vieux-Condé, pas de chômeurs, 60 heures chez les *cordonniers*. A Cousolre, travail moins actif, 66 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Linselles, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisserands*. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *tisseurs*. Moitié de chômeurs chez les *tisserands* de Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Tourcoing, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de changement chez les ouvriers de la *filature de laine*; pas de chômeurs 63 heures en moyenne, chez les ouvriers de la *filature de coton*; pas de chômeurs chez les *trieurs de laine*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Gommegnies, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*. A Fresnes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitre*; travail satisfaisant chez ceux de Louches. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

Oise. — A Beauvais, travail actif chez les *typographes*; très satisfaisant chez les *fleurs et tisseurs*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A la Croix Saint-Ouen, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *layetiers*. Pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers* de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermès, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Andeville, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*. A Noyon, pas de chômeurs, 66 heures, bonne activité, chez les *mouleurs*. A Crépy, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-

Motte, pas de chômeurs chez les *jumelliers*. A **Méru**, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *boutonniers*.

Orne. — A **Alençon**, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *menuisiers*, de même et 60 heures chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

A **Fiers**, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A **Calais**, pas de changement chez les *boulangers*, *pâtisseries* et *biscuitiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A **Boulogne-sur-Mer**, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *tonneliers*. A **Montreuil-sur-Mer**, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A **Ferques**, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A **Rixent-Marquise**, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A **Clermont-Ferrand**, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers* 9 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

A **Thiers**, pas de changement chez les *papetiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en ciseaux*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons en coutellerie*; 20 p. 100 de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les *émouleurs* et *polisseurs en ciseaux*. A **Saint-Remy-sur-Durolle**, travail actif chez les *émouleurs en coutellerie*. A **Messeix**, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Pyénées (Basses-). — A **Bayonne**, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement, 60 heures chez les *travailleurs du livre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; travail actif chez les *tapisseries*.

A **Pau**, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. Au **Boucau**, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *métallurgistes*. A **Salies-de-Béarn**, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyénées (Hautes-). — A **Tarbes**, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres*; de même chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A **Bagnères-de-Bigorre**, travail actif chez les *marbriers*.

Pyénées-Orientales. — A **Perpignan**, moitié de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de **Claira**; 40 p. 100 chez ceux de **Soler**; 30 p. 100 chez ceux de **Rivesaltes**.

Rhin (Haut-). — A **Belfort**, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. A **Giromagny**, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Rhône. — A **Lyon**, pas de changement chez les *jardiniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *guimpers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chevriers-maroquins*; chez les *typographes*, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine; 12 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *selliers*; près de moitié de chômeurs chez les *tisseurs*; 1/3 de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de chômeurs chez les *chapeliers*; pas de changement chez les *tullistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*.

Chômage presque général chez les *cimentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 65 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs, chez les *électriciens*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chô-

meurs chez les menuisiers en sièges; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tôliers-fumistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *repousseurs sur métaux*; pas de chômeurs chez les *tuiliers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *briquetiers-fumistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*. Pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux omnibus*; pas de changement chez les *employés de commerce* et les *comptables teneurs de livres*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, pas de changement chez les *filateurs*; travail actif chez les *teinturiers*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 1 p. 100 de chômeurs. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers sur *métaux*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *sabotiers*; pas de changement chez les *maçons*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Montceau-les-Mines, 30 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*. A Coublanc, pas de changement chez les *tisseurs*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*; de même chez ceux de Gengoux.

Au Creusot, 3 1/2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en sièges*. A Nanton, pas de chômeurs chez les *carriers*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs* de Montchanin.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*.

A Vibraye, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, travail peu actif chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les ouvriers du *cuir*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *charpentiers*. A Arvillard, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

Seine. — A Paris, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du 1^{er}; 12 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les ouvriers en *salaisons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *employés d'hôtels*; 1/4 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*.

9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 1 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant chez les *conducteurs-typographes*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs lithographes*; pas de chômeurs, chez les *chromistes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; de même chez les *graveurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 2 p. 100 de chômeurs; 60 heures chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*; travail moins actif chez les *graveurs d'écritures*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *correcteurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fondeurs typographes*. 4 p. 100 de chômeurs, chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*.

3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *selliers* et *mécaniciennes*; travail plus actif chez les *monteurs en chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *chevreau glacé*; travail plus actif chez les *pelletiers lustreurs*;

3 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail maintenu actif chez les *gantiers*.

2 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *tisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail normal, chez les *teinturiers* et *dégraisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*; 2 p. 100, 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs chemisiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs tailleurs*; pas de changement chez les *casquettiers*; pas de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*; travail actif chez les *couturières*; 16 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *blanchisseuses*; 8 p. 100 de chômeurs 90 heures, chez les *couleurs* et *garçons de lavoir*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoirs*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *sciurs découpeurs et mouleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *layetiers-emballers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *marqueterie*; travail plus actif chez les ouvriers de la *broserie pour peinture*; 7/4 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coffre-tiers*.

7 p. 100 de chômeurs chez les chefs de service et contremaîtres de la *métallurgie*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs conducteurs mécaniciens*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 2 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *lamineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lanterniers*; 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tôliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs robinetiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*; 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *potiers d'étain*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*; travail moins actif chez les *lapidaires*.

30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers* et *puisatiers-mineurs*; pas de changement chez les *tailleurs et sciurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *plombiers-couvreurs*; 1/3 de chômeurs chez les *peintres*; travail moins actif chez les *peintres en décors*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs modelers*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'enseignement privé*. 1 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 4 p. 100 chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de changement chez les employés des *bureaux de placement autorisés*; 30 p. 100 chez les *courtiers* et *représentants*. Pas de changement chez les *caissières-comptables*; 10 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; pas de changement chez les *cochers de grande remise* et chez les *camionneurs*; 1/3 de chômeurs chez les *déménageurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Vitry, pas de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers de la *terre*. A Clamart, reprise générale, pas de chômeurs chez les *treillagers*. A Levallois, 13 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 28 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-apprêteurs*; chez les *menuisiers*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine; moitié de chômeurs chez les *chaudronniers*, pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs en fer*; pas de chômeurs chez les *constructeurs mécaniciens*; 1 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce, de bureau et de l'industrie*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, 15 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel* et *garçons navigateurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine chez les *pétroliers, huiliers* et *savonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *voiliers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *modelers pour fonderie*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *terrassiers*, 40 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers du port*. A Arques, pas de chômeurs, 57 heures chez les *menuisiers*.

A Elbeuf, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lumièrè*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; 12 p. 100 de chômeurs

chez les *peintres*; 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Lillebonne, pas de changement chez les ouvriers *cotonniers*; travail moins actif chez ceux de Bolbec. A Deville-lès-Rouen, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail actif chez les *typographes*. A Nanteuil-lès-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers* et *plâtriers*. A la Ferté-sous-Jouarre, 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Lagny, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, 28 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers* et *mécaniciens*; nombreux chômeurs chez les *maçons*, *tailleurs* et *scieurs de pierre*.

A Étampes, pas de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Saint-Germain, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Argenteuil, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonnes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *papetiers*; pas de changement chez les *chapeliers*. A Bonnières, pas de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers *raffineurs de pétrole*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Poissy, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Chaville, travail actif chez les *blanchisseurs*. A Corbeil, moitié de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*. A Orsay, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes-lithographes*. A Thouars, travail actif chez les *imprimeurs*. A Melle, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*. A la Rampierre-Saint-Laurs, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*. A Fréville-Escarbotin, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *cuivre*.

Tarn. — A Albi, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; de même chez les *tourneurs sur bois*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*; A Graulhet, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Carmaux, pas de changement chez les *mineurs*; de même chez les *menuisiers-ébénistes*; et chez les ouvriers du *bâtiment*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Septfonds, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chapeaux de paille*.

Var. — A Toulon, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *carrossiers*. A Bargemon, pas de chômeurs, 65 heures chez les ouvriers en *chaussures*. A Hyères, 10 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*. A la Seyne, un tiers de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*. A Caderousse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*. A Valréas, nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les

maçons. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrunes, pas de chômeurs chez les *tisserands*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, 27 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux des *Épesses*.

Vienne. — A Poitiers, 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*; moitié de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 10 p. 100 de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; 1/4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant, chez les *imprimeurs lithographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *talonniers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; moitié de chômeurs chez les *couvreurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*; près de moitié de chômeurs chez les *plâtriers-plafonneurs*; pas de changement chez les *peintres sur porcelaine*; pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *mouffetièrs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, reprise du travail, pas de chômeurs chez les *gantiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Saint-Yrieix, 30 p. 100 de chômeurs chez les *feuilleardièrs*; moitié de chômeurs chez les *maçons* et *plâtriers*.

Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs chez les *typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *textiles*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Remiremont, pas de chômeurs chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *maçons*. A Sens, pas de chômeurs chez les ouvriers *brossiers*.

Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Courson; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Martin-des-Champs. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les *forestiers*. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Sommeceaise et de Domats; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fontenailles-sur-Andryes, chômage général chez ceux de Treigny. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadièrs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de changement chez les *charrons-forgerons*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Mustapha, un tiers de chômeurs, 80 à 86 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*; deux tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Oran, nombreux chômeurs chez les *batelièrs du port*.

Adjudications. — Adjudications importantes en mars et avril 1903.

CHEMINS DE FER.

21 mars. — SEINE. — Tribunal de commerce: a) Construction partielle 2 ^e lot ligne métropolitaine, circulaire.....	3,099,167
b) Construction partielle 10 ^e lot ligne métropolitaine, circulaire.....	2,052,815

ROUTES ET CHEMINS.

3 mars. — CREUSE. — Préfecture : Fourniture de travaux d'entretien pour 6 ans.....	193,500
--	---------

11 mars. — SEINE-INFÉRIEURE. — Préfecture : Travaux sur chemins de grande communication.....	98,700
12 mars. — SEINE. — Tribunal de commerce : Entretien des routes et chemins vicinaux pendant 5 ans.....	1,539,200
14 mars. — CANTAL. — Préfecture : Cyclindrage sur routes nationales pendant 5 ans.....	300,000
17 mars. — CHARENTE. — Préfecture : Travaux d'entretien sur chemins vicinaux pendant 5 ans.....	198,900
21 mars. — VIENNE. — Préfecture : Entretien des routes nationales pendant 5 ans.....	548,850
24 mars. — NORD. — Mairie de Tourcoing : Travaux de viabilité.	187,000
4 avril. — RHÔNE. — Préfecture : Cyclindrage à vapeur.....	176,000

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

17 mars. — BELGIQUE. — Mairie d'Anvers : Hangar métallique....	1,751,300
--	-----------

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

2 mars. — AUBE. — Mairie de Romilly-sur-Seine : Construction d'un groupe scolaire.....	250,295
5 mars. — SEINE. — Tribunal de commerce : Entretien des édifices départementaux pendant 3 ans.....	936,980
— CÔTES-DU-NORD. — Mairie de Bégard : Reconstruction de l'église.....	143,923
7 mars. — PARIS. — Caisse des dépôts et consignations : Travaux d'agrandissement.....	484,000
8 mars. — SEINE-ET-OISE. — Mairie de Monthléry : Travaux communaux.....	90,422
12 mars. — SAUMUR. — Guerre : Entretien des bâtiments militaires pendant 6 ans.....	267,000
13 mars. — ANGERS. — Guerre : Entretien des bâtiments militaires pendant 6 ans.....	202,500
15 mars. — AVEYRON. — Hospice d'Espalion : Construction d'un nouvel hospice.....	211,296
17 mars. — NORD. — Mairie de Roubaix : Construction d'un nouvel hôpital.....	366,591
18 mars. — ALGÉRIE. — Préfecture d'Alger : Construction d'une medersa.....	100,000
19 mars. — SAINT-MARTIN-DE-RÉ. — Guerre : Entretien des bâtiments militaires pendant 6 ans.....	120,000
21 mars. — PARIS. — Assistance publique : Construction d'un réservoir en ciment armé.....	116,800
22 mars. — SEINE-ET-OISE. — Mairie de Conflans-Sainte-Honorine : Construction d'hospice.....	113,514
26 mars. — SEINE-ET-OISE. — Mairie de Pontoise : Agrandissement d'école.....	95,604
— PARIS-REUILLY. — Finances (Manufacture des tabacs) : Construction de bâtiments.....	390,000
— SEINE. — Tribunal de commerce : Entretien de l'asile de Ville-Evrard.....	119,000
— DORDOGNE. — Préfecture : Cyclindrage et empierrement pendant 5 ans.....	130,000

31 mars. — SEINE-ET-OISE. — Mairie de Maisons-Laffitte : Construc- tion de groupe scolaire.....	364,425
2 avril. — Guerre. — Tribunal de commerce : Entretien des bâti- ments de la place de Paris (Sud) pendant 6 ans.....	1,860,000

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

11 mars. — SEINE-INFÉRIEURE (Port du Tréport). — Préfecture : Approfondissement du chenal.....	100,000
———— CHARENTE-INFÉRIEURE. — Préfecture : Entretien des ouvrages militaires pendant 5 ans.....	250,000
20 mars. — AISNE. — Préfecture : Entretien de canaux et rivières pendant 5 ans.....	240,000
25 mars. — ALGÉRIE. — Préfecture d'Alger : Rétrécissement de la passe du port d'Alger.....	309,999
31 mars. — BELGIQUE. — Mairie d'Anvers : Construction de deux bassins.....	8,785,000

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 199,660,800 francs du 1^{er} jan-
vier au 25 février 1903 contre 131,204,200 francs pendant la période correspondante de
1902, soit une augmentation de : 4.42 p. 100.

Faillites. — 100 faillites et 8 liquidations judiciaires en février 1903 (contre 121 et 12
en février 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 150 demandes en février 1903, dont 126 pour des
constructions neuves, contre 128 et 101 en février 1902.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indica-
tion contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Fév. 1902.	Janv. 1903.	Fév. 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	22 ^f 00	24 ^f 875	25 ^f 625
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	25 25	42 00	43 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	62 00	53 875	50 75
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	72 00	62 00	62 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	74 00	73 00	75 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	54 50	52 87	64 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	126 50	150 00	145 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kil....	43 00	"	47 90
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	"	147 25	158 75
Étain Banka, <i>idem.</i>	306 25	357 50	360 00
Plomb, <i>idem.</i>	34 50	34 50	36 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	44 925	50 77	54 06
Blé à Paris, <i>idem.</i>	20 85	22 63	24 25
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 50	23 13	23 15
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	21 10	20 62	22 00
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 20	1 36	1 36
Viande veau, <i>idem.</i>	1 86	1 90	2 00
— mouton, <i>idem.</i>	1 86	1 96	1 94
— porc, <i>idem.</i>	1 43	1 35	1 38

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations en février 1903 (commerce spécial).

	1903.	1902.	AUGMENTATION	DIMINUTION
	francs.	francs.	en 1903.	en 1903.
			francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	117,515,000	108,677,000	8,838,000	„
Matières nécessaires à l'industrie.....	535,364,000	482,377,000	52,987,000	„
Objets fabriqués.....	119,186,000	114,832,000	4,354	„
TOTAUX.....	772,065,000	705,886,000	66,179,000	„
AUGMENTATION en 1903.....	.....	.....	66,179,000	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	83,473,000	107,865,000	„	24,392,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	191,397,000	184,882,000	6,515,000	„
Objets fabriqués.....	373,793,000	323,361,000	50,432,000	„
Colis postaux.....	46,505,000	36,294,000	10,211,000	„
TOTAUX.....	695,168,000	652,402,000	67,158,000	24,392,000
AUGMENTATION en 1903.....	.....	.....	42,766,000	.....

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 1 bourse du travail;
- 1 union de syndicats ouvriers;
- 17 syndicats patronaux comptant 520 membres;
- 30 syndicats ouvriers comptant 2,510 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 183 membres.

et de la dissolution de :

- 14 syndicats patronaux comptant 561 membres;
- 40 syndicats ouvriers comptant 2,202 membres;
- 1 syndicat mixte contenant 24 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

10 en décembre, 13 en novembre, 2 en octobre, 4 en septembre, 3 en août, 2 en juillet, 2 en juin, 1 en mai, 3 en avril, 2 en mars, 2 en janvier et 7 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 51.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Doubs [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat d'élevage de Montlebon [1^{re} section] (29 membres). Siège social : MONTLEBON. — [16 novembre 1902]. — Syndicat d'élevage des sections de Derrière-le-Mont et des Fontenottes (33 membres). Siège social : MONTLEBON.

Drôme [1^{er} juin 1902]. — Chambre syndicale des épiciers en détail patentés de Valence, Bourg-lès-Valence et de la région (102 membres). Siège social : Place de la République, 6, VALENCE.

Eure [9 novembre 1902]. — Syndicat amical des fromagers de l'Eure (21 membres). Siège social : ÉVREUX.

Eure-et-Loir [15 décembre 1901]. — Syndicat des agents des compagnies d'assurances à primes fixes du département d'Eure-et-Loir (23 membres). Siège social : Cercle des sociétés, CHARTRES.

Gironde [20 décembre 1902]. — Chambre syndicale des agents représentants patentés (alimentation et produits chimiques) de Bordeaux (47 membres). Siège social : rue du Loup, 23, BORDEAUX. — [2 décembre 1902]. — Chambre syndicale et professionnelle des stéariniers et fabricants de bougies du sud-ouest (4 membres). Siège social : rue Desfourmel, 15, BORDEAUX.

Manche [15 mai 1902]. — Syndicat des armateurs à la grande pêche (22 membres).

Siège social : rue des Quais, GRANVILLE. — [1^{er} septembre 1902]. — Syndicat de la **boulangerie** de Granville (18 membres). **Siège social :** Hôtel-de-Ville, GRANVILLE.

Puy-de-Dôme [18 juillet 1901]. — Syndicat professionnel des **entrepreneurs-maçons** et tailleurs de pierre (78 membres). **Siège social :** mairie, MONTAIGUT-EN-COMBRAILLES.

Pyrénées (Basses) [3 octobre 1902]. — Syndicat de la **boucherie** de Bayonne (26 membres). **Siège social :** quai Galapérie, 32, BAYONNE.

Seine [3 décembre 1902]. — Chambre syndicale des constructeurs en **ciment armé** (11 membres). — **Siège social :** rue de Lutèce, 3, PARIS-4^e. — [31 décembre 1902]. — Chambre syndicale du commerce des **fumiers** (15 membres). **Siège social :** rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}.

Somme [27 juillet 1902]. — Syndicat des **médecins** de la région d'Abbeville (7 membres). **Siège social :** rue des Grandes Écoles, 14, ABBEVILLE. — [28 décembre 1902]. — Syndicat des marchands **bouchers** de l'arrondissement de Montdidier et des environs (14 membres). **Siège social :** place de l'Hôtel-de-Ville, 13, MONTDIDIER. — [6 novembre 1902]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de l'arrondissement de Montdidier (45 membres). — **Siège social :** place de l'Hôtel de ville, 14, MONTDIDIER.

Tarn-et-Garonne [1^{er} avril 1902]. — Syndicat de la **boucherie** de Montauban (25 membres). **Siège social :** Hôtel-de-Ville, MONTAUBAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS,

Allier [30 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons**, fendeurs et travaux similaires des deux circonscriptions de Moulins (45 membres). **Siège social :** mairie, MOULINS. (Antérieurement : *Chambre syndicale des ouvriers bûcherons, fendeurs et travaux similaires du département de l'Allier, fondé à Yzeure en 1900.*) — [1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons**, fendeurs et travaux similaires du département de l'Allier (98 membres). **Siège social :** THIONNE. — [20 août 1902]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** de Vichy-Cusset (108 membres). **Siège social :** avenue des Célestins, 99, VICHY.

Ardeche [1^{er} mars 1902]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers ovalistes (moulinage de la soie) et similaires de Vals-les-Bains et ses environs (440 membres). **Siège social :** quartier du Pont, VALS-LES-BAINS.

Cher [9 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Menetou-Couture (74 membres). **Siège social :** MENETOU-COUTURE.

Doubs [5 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers horlogers, ouvriers sur métaux et métiers similaires de Beaucourt-Dasle et extensions (25 membres). **Siège social :** DASLE.

Drôme [1^{er} novembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **tanneurs** et vachers de Romans et Bourg-de-Péage (102 membres). **Siège social :** Bourse du travail, ROMANS.

Isère [1^{er} mars 1902]. — Chambre syndicale des **palissonneurs** en blanc de l'Isère (110 membres). **Siège social :** Bourse du travail, GRENOBLE.

Loire [13 septembre 1902]. — Chambre syndicale des graveurs, ciseleurs et incrusteurs d'armes (21 membres). **Siège social :** café Barbe, place du Palais-des-Arts, SAINT-ÉTIENNE. — [25 décembre 1902]. — Syndicat des immatriculés de la manufacture nationale d'armes de Saint-Étienne (257 membres). **Siège social :** Hôtel-de-Ville, SAINT-ÉTIENNE.

Marne (Haute) [24 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers pareurs et teinturiers (37 membres). Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Pas-de-Calais [20 décembre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers cimentiers et similaires (50 membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER. — [30 novembre 1902]. — Syndicat indépendant de la métallurgie (5 membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER.

Puy-de-Dôme [1^{er} avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers façonneurs de manches de couteaux et parties similaires de Thiers (32 membres). Siège social : rue de l'ancien Collège, THIERS. — [11 août 1902]. — Chambre syndicale des monteurs de couteaux de table de Thiers (70 membres). Siège social : rue de l'ancien Collège, THIERS. — [21 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers et tailleurs de pierre de Volvic. (169 membres). Siège social : ancienne école communale des garçons, VOLVIC.

Rhin (Haut) [21 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs de Belfort (55 membres). Siège social : Bourse du travail, BELFORT.

Rhône [21 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers à vitres de Givors (40 membres). Siège social : mairie, GIVORS. — [27 décembre 1902]. — Syndicat indépendant des ouvriers apprêteurs de Lyon et sa banlieue (28 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [2 novembre 1902]. — Association indépendante des garçons limonadiers, restaurateurs et similaires de la ville de Lyon (25 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [2 novembre 1902]. — Association professionnelle syndicale des peintres-plâtriers de Lyon et la banlieue (25 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat typographique de Villefranche (18 membres). Siège social : rue Paul Bert, 1, VILLEFRANCHE.

Saône (Haute) [2 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et parties similaires de Ronchamp et extensions (18 membres). Siège social : salle de la mairie, RONCHAMP.

Sarthe [1^{er} octobre 1902]. — Syndicat des chefs cantonniers et cantonniers du service des ponts et chaussées du département de la Sarthe (86 membres). Siège social : au Morier, route de Bonnétable, LE MANS. — [2 février 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre du Mans et du département de la Sarthe (35 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS (Reconstitution).

Seine [24 décembre 1902]. — Syndicat humanitaire des terrassiers, puisatiers, mineurs du département de la Seine (414 membres). Siège social : rue du Tunnel, 1, PARIS-19^e.

Somme [15 novembre 1902]. — Chambre syndicale des porteurs de journaux (34 membres). Siège social : Bourse du travail, AMIENS. [13 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes et parties similaires de Cayeux-sur-Mer (5 membres). Siège social : café de l'Époque, grande rue, CAYEUX-SUR-MER.

Tarn-et-Garonne [6 novembre 1902]. — Syndicat des employés de commerce des deux sexes de Montauban (54 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, MONTAUBAN.

Vienne [1^{er} août 1902]. — Union syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Châtelleraut (30 membres). Siège social : boulevard Blossac, CHÂTELLERAULT.

3° SYNDICATS MIXTES.

Manche [9 mars 1896]. — Syndicat mixte entre patronnes, employées et ouvrières de l'habillement dit « Syndicat de la Sainte-Famille » (73 membres). Siège social : rue Saint-Gervais, 20, AVRANCHES.

Rhône [19 février 1900]. — Société fraternelle des **horticulteurs**, jardiniers et agriculteurs de Neuville-sur-Saône et de la région (110 membres). Siège social : café Rozet, quai de l'Esplanade, NEUVILLE-SUR-SAÔNE.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [avril 1902]. — Fédération nationale des syndicats ouvriers du **bâtiment** (9 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°.

5° BOURSE DU TRAVAIL.

Pyrénées (Hautes) [13 juillet 1902]. — Bourse du travail (5 syndicats adhérents). Siège social : place de la République, 47, TARBES.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [25 septembre 1898]. — Chambre syndicale des débitants et commerçants de **boissons** en détail de l'arrondissement de Soissons (35 membres). Siège social : place de la République, SOISSONS.

Allier [9 janvier 1898]. — Syndicat des **jardiniers** de Vichy (27 membres). Siège social : VICHY.

Ardèche [15 avril 1900]. — Chambre syndicale du commerce des **boissons** des côtes du Rhône (16 membres). Siège social : TOURNON.

Côte-d'Or [25 novembre 1885]. — Chambre syndicale de l'**ameublement** de Dijon (11 membres). Siège social : rue des Forges, 31, DIJON.

Garonne (Haute-) [10 septembre 1899]. — Syndicat des **boulangers** de l'arrondissement de Saint-Gaudens (51 membres). Siège social : SAINT-GAUDENS.

Isère [8 septembre 1900]. — Syndicat des **hôteliers** de Bourgoin-Jallieu (17 membres). Siège social : BOURGOIN.

Orne [19 novembre 1901]. — Syndicat des **imprimeurs** typographes et lithographes de l'arrondissement d'Alençon (5 membres). Siège social : ALENÇON.

Sarthe [25 juin 1887]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Mamers (17 membres). Siège social : place Carnot, MAMERS. — [20 janvier 1900]. — Syndicat professionnel des patrons **charrons**, forgerons et maréchaux-ferrants du canton de Marolles-les-Braults (23 membres). Siège social : MAROLLES-LES-BRAULTS.

Seine [13 février 1889]. — Union du commerce en gros des **vins** et spiritueux (128 membres). Siège social : rue des Pyramides, 8, PARIS-1°. (*A fusionné avec la « chambre syndicale du commerce en gros des vins et spiritueux de Paris et du département de la Seine. »*)

Sèvres (Deux-) [3 juillet 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de **gants** de Niort (5 membres). Siège social : place du Temple 10, NIORT.

Tarn-et-Garonne [12 décembre 1892]. — Syndicat des **pharmaciens** de Tarn-et-Garonne (15 membres). Siège social : rue Notre-Dame, MONTAUBAN.

Vaucluse [30 janvier 1900]. — Syndicat des **sériciculteurs** et des **graineurs** de France (150 membres). Siège social : rue Joseph-Vernet, 92, AVIGNON. — [1^{er} mars 1901]. — Syndicat de défense des propriétaires producteurs d'**asperges**, fruits et primeurs de Lauris (61 membres). Siège social : LAURIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [3 mai 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **bouton** et professions similaires (39 membres). Siège social : CRÉZANCY. — [14 juin 1900]. — **Chambre syndicale** des ouvriers et ouvrières de la **raffinerie** de la Biette (60 membres). Siège social : GAUCHY.

Allier [1^{er} mars 1897]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **mineurs** de Durdar-Larequille (21 membres). Siège social : DURDAT-LAREQUILLE. — [19 mars 1898]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs de pierre** de Montluçon (6 membres). Siège social : MONTLUÇON. — [10 août 1899]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **cordonniers** et **mécaniciens** de Moulins (1 membre). Siège social : boulevard de Courtais, MOULINS.

Ardèche [3 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **ovalistes** et similaires d'Antraigues et ses environs (12 membres). Siège social : ANTRAIGUES. — [15 mai 1901]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **plâtriers** et **peintres** de la ville d'Aubenas (16 membres). Siège social : rue du 4-Septembre, 37, AUBENAS. — [25 août 1898]. — Syndicat des **ovalistes** (moulinage de la soie) de Privas (12 membres). Siège social : rue du Théâtre, 3, PRIVAS.

Côte-d'Or [10 mars 1902]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **biscuitiers**, pains d'épices et assimilés de la ville de Dijon (74 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [9 mars 1902]. — Syndicat amical des **cantonniers** de toutes voies de communication du département de la Côte-d'Or (115 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [16 mai 1899]. — Union fraternelle des **employés** et voyageurs de commerce de la ville de Dijon [150 membres]. Siège social : café Gillet, rue de la Liberté, DIJON. — [21 mai 1901]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** de la ville de Dijon (40 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON. — [1^{er} octobre 1899]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **tuiliers** de Laumes-Venarcy-les Granges (14 membres). Siège social : Les Laumes, commune de VENAREY.

Eure-et-Loir [13 août 1899]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** du département d'Eure-et-Loir (93 membres). Siège social : Cercle des Sociétés, CHARTRES.

Garonne (Haute-) [1^{er} avril 1901]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **typographes** et industries similaires de la ville de Saint-Gaudens (9 membres). Siège social : mairie, SAINT-GAUDENS. — [15 avril 1900]. — Syndicat des ouvriers en **voitures** de la ville de Toulouse (30 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE.

Gironde [25 mars 1896]. — **Chambre syndicale** des ouvriers **tourneurs sur cuivre** et robinetterie de Bordeaux (10 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Isère [1^{er} août 1901]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières du **tissage** mécanique de Bourgoin-Jallieu (230 membres). Siège social : Grande-Rue, 123, JALLIEU. — [28 mai

1900]. — Syndicat des conducteurs et renvideurs (industrie **textile**) de Vienne et de la région (17 membres). Siège social : rue des Clercs, 3, VIENNE.

Landes [1^{er} janvier 1900]. — Syndicat des **mouleurs** de Brocas (4 membres). Siège social : BROCAS.

Loiret [20 août 1899]. — Chambre syndicale des Irréguliers du Travail [puisatiers, terrassiers, **manœuvres**, hommes de peine, ouvriers des usines et des fabriques (80 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, ORLÉANS.

Orne [13 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers **couvreurs**, zingueurs et ferblantiers d'Alençon (42 membres). Siège social : ALENÇON. — [17 avril 1901]. — Syndicat des ouvriers **serruriers** et parties similaires d'Alençon (15 membres). Siège social : ALENÇON.

Puy-de-Dôme [1^{er} septembre 1900]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Clermont-Ferrand (26 membres). Siège social : place Saint-Pierre, 25, CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées (Hautes-) [1^{er} avril 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **typographes** et industries similaires de la ville de Bagnères-de-Bigorre (7 membres). Siège social : Mairie, BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Rhin (Haut-) [23 août 1896]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers**, zingueurs et plombiers de Belfort (12 membres). Siège social : hôtel de ville, BELFORT.

Sarthe [27 janvier 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **cuir**s et peaux réunis de la ville de La Suze (138 membres). Siège social : mairie, LA SUZE.

Savoie (Haute-) [1^{er} septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** réunis de Thonon-les-Bains (32 membres). Siège social : café des Allobroges, THONON-LES-BAINS.

Seine [12 octobre 1900]. — Union corporative des **peintres** et similaires de la banlieue ouest (9 membres). Siège social : maison Donat, Grande rue, ASNIÈRES. — [25 octobre 1901]. — Syndicat de l'association philanthropique des **employés** de commerce et de l'industrie (30 membres). Siège social : rue du Champ-de-Mars, 6, PARIS-VII^e. — [1^{er} décembre 1899]. — Union corporative des ouvriers **mouleurs** en cuivre indépendants et parties similaires du département de la Seine (56 membres). Siège social : rue Oberkampf, 103, PARIS-XI^e. — [20 mai 1899]. — Syndicat des ouvriers spéciaux des services **municipaux** de Paris (60 membres). Siège social : Bourse du travail, PARIS-X^e.

Sèvres (Deux-) [8 septembre 1896]. — Syndicat de prévoyance des **tisserands** et similaires de La Chapelle-Largeau (4 membres). Siège social : LA CHAPELLE-LARGEAU. — [21 août 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** et parties similaires de Moulins (28 membres). Siège social : MOULINS.

Somme [17 mai 1890]. — Syndicat des ouvriers **bonnetiers** et assimilés de Corbie (115 membres). Siège social : rue Gambetta, CORBIE. — [3 janvier 1900]. Syndicat des **verroliers** et verrorières du Crotoy (146 membres). Siège social : rue Carnot, LE CROTOY.

Tarn-et-Garonne [17 août 1899]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Montauban (70 membres). Siège social : café du Sport, MONTAUBAN.

Vaucluse [29 mars 1900]. — Syndicat professionnel des ouvriers agriculteurs de la ville de Cavaillon (54 membres). Siège social : CAVAILLON.

Vosges [26 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie textile d'Igney (250 membres). Siège social : rue des Cités ouvrières, 11, IGNEY. — [20 mai 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers en ameublement de Liffol-le-Grand (85 membres). Siège social : LIFFOL-LE-GRAND.

3° SYNDICAT MIXTE.

Savoie (Haute-) [22 décembre 1889]. — Chambre syndicale professionnelle des entrepreneurs, ouvriers en bâtiments ou métiers connexes de Thonon (24 membres). Siège social : Grande rue, 35, THONON.

ERRATUM.

Mentionné à tort, comme dissous, dans le *Bulletin* de février 1903 :

SYNDICAT OUVRIER.

Vaucluse. [10 novembre 1900.] Syndicat professionnel des maçons de Valréas et du canton (29 membres). Siège social : VALRÉAS.

BIBLIOGRAPHIE.

CANADA. — 4^e recensement (1901). — [1 vol. in-8° de 513 pages. Ottawa, 1902; Imp. S. E. Dawson]. — La population canadienne ressort à 5,371,315 habitants, après être passée depuis 1871 par les progressions suivantes :

1871.....	3,689,257
1881.....	4,324,810
1891.....	4,833,239

CHILI. — OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Statistique et géographie d'ensemble de la République chilienne* (1901). — [1 vol. in-4° de 521 pages. Santiago, 1902; imp. G. Valenzuela]. — D'après le dernier recensement, en 1895, le Chili possédait environ 2,712,145 habitants pour 796,967 kilomètres carrés, soit une densité kilométrique de 3,4. D'autre part, l'industrie présentait au commencement de 1902 un total de 7,315 établissements ressortissant surtout au vêtement et à la coiffure (1919), à l'alimentation (1889), au bâtiment (698) et à la céramique (558).

ÉTATS-UNIS. — NEW-HAMPSHIRE. — 4^e rapport bi-annuel de l'Office du travail (1902). — [1 vol. in-8° de 265 pages. Concord, 1902; imp. « The Rumford Press »]. (Voir l'extrait au présent Bulletin.)

FRANCE. — MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — *Rapports sur l'application pendant 1901 des lois réglementant le travail*. (1 vol. in-8° de 642 pages; Paris, 1902, imp. Nation.)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1900*; — 1^{re} partie: *Intérêt général; France, Algérie et Tunisie*. (1 vol. in-4° de 400 pages. Melun, 1902; imp. administrative).

PAYS-BAS. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Aperçu des salaires et de la durée du travail dans les établissements de l'État* (1899). [1 vol. in-4° de 153 pages. La Haye, 1902; Belinzante frères].

SUISSE. — BUREAU DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique* (1902). — [1 vol. in-8° de 341 pages. Berne, 1902; Stämpfli et C^e.]

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Comme tous les ans le retour du printemps est marqué par une recrudescence d'activité générale ; cette année l'amélioration du marché du travail a été particulièrement marquée : du mois de février au mois de mars, la moyenne du chômage a baissé de plus d'un tiers. Cette diminution est due en partie au beau temps qui a régné pendant la plus grande partie du mois et qui a favorisé les travaux des champs et amené la reprise générale des travaux du bâtiment et des industries qui en dépendent.

L'exploitation des coupes de bois a été enfin commencée dans les centres où elle avait été retardée jusqu'ici par suite du défaut d'entente entre les exploitants et les ouvriers ; elle est déjà achevée dans les autres centres.

Dans l'industrie textile, la situation est toujours satisfaisante dans les centres du Nord, des Vosges, des Ardennes, de la Loire, de Maine-et-Loire, du Tarn et de l'Ariège. Dans l'industrie de la soie, la fabrication de la mouseline fait seule preuve d'activité. La morte-saison touche à sa fin dans l'industrie du vêtement. Le chômage a notablement diminué chez les gantiers.

Dans le groupe des métaux la situation continue à s'améliorer en général, tout en laissant à désirer sur beaucoup de places. On ne prévoit pas encore le moment où le travail pourra reprendre dans les fabriques de boîtes de conserves de la Bretagne et du Morbihan.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats professionnels et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mars 1903.

Le travail commence à reprendre dans l'industrie du meuble. La reprise s'accroît chez les ouvriers en voitures. L'industrie des sabots et des galoches est très active. Situation toujours satisfaisante, en général, dans l'industrie céramique et verrière.

1,124 syndicats, groupant 185,000 ouvriers, ont répondu, en mars 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1078, groupant 170,680 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 12,815, ce qui correspond à une moyenne de 7 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 11 p. 100; elle était de 15 p. 100 en mars 1902.

L'ouvrage, pendant le mois de mars 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois de janvier, plus abondant par 21 p. 100 des syndicats, groupant 16 p. 100 des syndiqués; équivalent par 64 p. 100 des syndicats, groupant 67 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 496 syndicats, groupant 52,856 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 309, groupant 72,963 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Méditerranée, la pêche a été passable à Mèze, peu satisfaisante à l'étang de Berre et à la Seyne.

Grâce au temps doux et beau qui a régné pendant la plus grande partie du mois de mars, les travaux agricoles ont été activement poussés partout. Dans le Nord, les blés de printemps et la préparation des terres à betteraves ont fourni du travail en abondance; dans l'ouest et le centre, ce sont les semailles d'orges et d'avoines. Dans le Midi, les travaux de la vigne ont continué à occuper beaucoup d'ouvriers. Presque tous les syndicats d'ouvriers agricoles estiment l'état du travail satisfaisant pour l'époque : la proportion des chômeurs a baissé en mars de 20 p. 100 à 16 p. 100.

Dans l'industrie forestière, les 58 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 563 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 5,550 syndiqués, une proportion de 9 p. 100; le mois dernier cette proportion était de 26 p. 100. Les bûcherons sont tous occupés dans l'Allier. Dans le Cher, une détente s'est produite à Cuffy, la Chapelle-Hugon, la Guerche sur l'Aubois, où la plupart des exploitants ayant fini par s'entendre avec les bûcherons; dans d'autres centres l'exploitation des bois est déjà terminée : ce qui réduit au chômage, en attendant l'embauchage pour l'écorçage, les ouvriers bûcherons qui n'ont pas trouvé à s'employer aux travaux des champs ou de terrassement ou qui ne peuvent se déplacer. Dans le Loiret, l'exploitation des bois est terminée dans la moitié des centres. Dans la Nièvre, l'exploitation est plus en retard, parce que, dans beaucoup de centres, les exploitants n'ont pu arriver à s'entendre avec les ouvriers qu'en janvier ou février; à Trois-Vèvres, l'entente n'a pu être conclue qu'en mars. Dans l'Yonne, les bois sont presque partout terminés.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur près de 146,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mars 1903. Dans le courant

de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE					
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)	
			4	5	6	7	8	
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	
Nord et Pas-de-Calais...	86,461	6.01	"	"	1	"	99	
Loire.....	17,026	5.60	"	2	6	58	34	
Gard et Hérault.....	14,248	5.78	"	"	"	32	68	
Provence (lignites).....	2,549	5.09	"	"	67	33	"	
Bourgogne et Nord-Est..	8,847	6.00	"	"	"	"	100	
Centre.....	9,383	5.78	"	2	10	15	73	
Tarn et Aveyron.....	10,722	5.86	"	"	"	29	71	
Isère ⁽¹⁾	1,699	6.00	"	"	"	"	100	
ENSEMBLE pour la France.	145,935	5.90	"	1	3	13	83	

Les mineurs de la Chapelle-sous-Dun sont en grève depuis le 30 janvier.

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,96. Il était de 5.78 en mars 1902.

CARRIÈRES. — Dans les ardoisières, le travail est satisfaisant à Haybes-sur-Meuse ; il y a un peu de chômage à Fresnay. Le travail est jugé plus abondant que le mois dernier par la majorité des syndicats des ouvriers carriers, par suite de la reprise des travaux du bâtiment ; la proportion des chômeurs syndiqués, qui était encore en février de 16 p. 100, n'atteignait plus en mars que 3 p. 100 : elle était de 2 p. 100 en mars 1902.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 62 syndicats, groupant 9,494 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail en mars 1903, soit 1,032, la proportion du chômage dans l'ensemble des industries de l'alimentation est de 10 p. 100 ; elle était de 12 p. 100 le mois dernier et de 13 p. 100 en mars 1902. La situation est jugée satisfaisante par 65 p. 100 des syndicats, groupant 59 p. 100 des syndiqués. Le travail est cependant en légère diminution chez les cuisiniers-pâtisseries-confiseurs et surtout chez les bouchers et charcutiers en raison du carême.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de février 1903 (cinq premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 931,180 hectolitres contre 1,091,656 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 160,476 hectolitres ; le déficit s'est donc notablement augmenté depuis la fin du mois de décembre, où il ne se montait qu'à 127,425 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (18,641 hectolitres au lieu de 74,486) et ceux de mélasses (295,896 hectolitres au lieu de 406,690). La production des bouilleurs de cru des cinq premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 67,938 hectolitres, soit une différence en moins de 72,614 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 : le déficit est surtout considérable sur les alcools de vin (7,778 hectolitres au lieu de 27,293) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ J. O. du 19 mars 1903.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre extraite des turbines était, au 31 mars 1903 (sept premiers mois de la campagne 1902-1903), de 816,344 tonnes contre 1,081,815 au 31 mars 1902, soit un déficit de 265,471 tonnes, sensiblement égal à celui constaté à la fin de février ⁽¹⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble de ces industries, d'après les réponses des syndicats, ressort à un peu plus de 4 p. 100. Il était de 9 p. 100 le mois dernier. Les huileries des ports traversent depuis trois mois une crise dont on ne prévoit pas la fin. Le travail est toujours satisfaisant chez les savonniers du Havre.

Travail toujours abondant chez les ouvriers en toile cirée de Bourges; pas de changement chez les papetiers.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 154 pour 92 syndicats groupant 4,857 adhérents, soit 3 p. 100; pour Paris, de 117 pour 12 syndicats groupant 2,228 adhérents, soit 5 p. 100. La proportion n'a pas changé depuis deux mois pour la province; elle a diminué sensiblement pour Paris, où elle atteignait 8 p. 100 le mois dernier. Cette diminution ne paraît pas correspondre à une amélioration dans la situation du travail sur cette place et paraît provenir uniquement de ce qu'un syndicat très important de Paris n'a pas fait connaître ce mois-ci le nombre de ses chômeurs. En province, la situation est jugée satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats groupant 81 p. 100 des syndiqués : le travail aurait tendance à baisser dans un certain nombre de centres, notamment à Saint-Quentin, Gap, Marseille (imprimeurs lithographes), Aix, Semur, Chartres, Brest, Quimper, Bordeaux, Grenoble, Avranches, Lorient, Lille, Beauvais, Tarbes, Le Havre, Meaux, Versailles, Amiens.

A Paris, le travail est un peu plus abondant, bien qu'il soit encore loin d'être satisfaisant dans la lithographie. Dans la typographie, les syndicats se montrent peu satisfaits, sauf celui de la typographie indépendante, pour lequel le travail est plus abondant que le mois dernier, par suite du remplacement de grévistes.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 7 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), en notable diminution sur le mois dernier (11 p. 100). La situation est cependant peu satisfaisante dans beaucoup de centres importants de province; à Millau, Grenoble, Roanne, Lyon (chevriers-maroquiniers), Château-du-Loir. Par contre, le travail a repris chez les mégissiers et les pelletiers-lustreurs-fourreurs de Paris et chez les apprêteurs en pelletterie de Fismes.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4 p. 100, notablement inférieure à celle constatée en février et janvier (6 et 10 p. 100). Les syndicats de certains grands centres, comme Châteaurenard, Romans, Fougères, signalent cependant une diminution de travail sur le mois précédent; les autres syndicats estiment, au contraire, le travail plus abondant ou tout au moins équivalent.

Dans la ganterie, la situation continue à être satisfaisante à Saint-Junien et Paris; il y a tendance à la reprise à Milhau. D'après l'ensemble des réponses des syndicats, la proportion des chômeurs syndiqués serait de 2 p. 100; elle était de 23 p. 0/0 le mois dernier.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et la

(1) J. O. du 12 avril 1903.

tissage, d'après les réponses de 76 syndicats, groupant 14,652 adhérents, était de 973, soit 6 p. 100 : la proportion était de 7 p. 100 le mois dernier et de 12 p. 100 en mars 1902. La situation est toujours considérée comme satisfaisante pour l'époque par la majorité des syndicats. Dans le Nord, le travail continue à être normal à Roubaix, Tourcoing, Wignehies, Armentières, Haspres, Avesnes-lès-Aubert, Neuville, où le chômage est nul ou insignifiant. Par contre, au Cateau, les ouvriers chôment par roulement et à Lille il y a 2 p. 100 de chômeurs et la durée du travail a été réduite à 58 heures. Dans le groupe normand on ne compte pas de chômeurs à Bolbec, ni à Condé-sur-Noireau; par contre, à Lisieux, ils atteignent la proportion de 5 p. 0/0. Dans l'Est, le travail est un peu moins abondant à Épinal et à Saint-Dié par suite de la fin de saison, mais le chômage, nul à Saint-Dié, ne dépasse pas 1 p. 100 à Épinal. Dans les Ardennes, la situation est jugée partout satisfaisante. Dans l'Ouest, le travail est abondant à Romorantin, à Saint-Laurent-sur-Sèvre; à Angers la fabrication des fils de marine est très active, il en est de même pour le tissage mécanique, dans la région de Cholet. Dans le Sud-Ouest, les industries de Lavelanet sont en pleine saison; le travail est également abondant à Sainte-Colombe-sur-l'Hers et à la Bastide-Rouairoux. Dans l'Isère, la situation reste stationnaire à Vienne. Dans la région roannaise, l'activité des tissages de coton se maintient. A Saint-Étienne, la fabrication des rubans de velours s'est ralentie. Dans les tissages de soie de la région lyonnaise, on ne constate guère d'amélioration : seule la fabrication de la mousseline reste très active; cependant à Jarnosse, le travail est un peu plus abondant. Les tissages de soie de Tours sont assez actifs.

Dans la bonneterie, le chômage reste important à Aix-en-Othe et à Troyes, où la durée du travail est réduite dans nombre de maisons à 35 heures par semaine; par contre, l'activité est normale à Guibray et à Sauve.

Le travail est abondant chez les tapissiers de Tourcoing. Dans la passementerie, l'activité reste partout stationnaire et a plutôt tendance à se ralentir. Dans l'industrie des tulles, la situation est satisfaisante à Saint-Quentin, tandis qu'à Caudry la durée du travail a dû être réduite de 40 à 35 heures par semaine; à Lyon les tullistes à la chaîne sont toujours peu occupés.

Pas de changement chez les teinturiers. Chez les imprimeurs sur étoffes, le travail est en général satisfaisant, sauf à Lyon, où la morte-saison a commencé et durera tout l'été. Le travail est légèrement plus abondant chez les teinturiers-dégraisseurs de Paris.

Chez les ouvriers de l'habillement, la morte-saison touche à sa fin, le travail a repris dans beaucoup de centres, il continue à être très satisfaisant à Nancy et à Lyon. Les coupeurs en chemises, cols et cravates sont en pleine saison et se montrent très satisfaits. La chapellerie est toujours en morte-saison; on constate néanmoins une reprise à Bourg-de-Péage; à Rennes les chapeliers-appropriateurs continuent à se montrer très satisfaits.

Les ouvriers blanchisseurs de la banlieue de Paris ont moins de travail que le mois précédent.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les syndicats des charpentiers et menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, est de 9 p. 100 : elle était de 11 p. 100 le mois dernier; l'état du travail est considéré comme satisfaisant par un peu plus de la moitié des syndicats. Cette amélioration est due à la fin de la mauvaise saison; dans certains centres les charpentiers font déjà 10 heures par jour au lieu de 9 le mois dernier; les menuisiers font en général 10 heures. Les charpentiers de navires de Marseille, Nantes, Dunkerque, Rouen, le Havre, sont peu occupés, A Paris, l'état du travail ne s'améliore pas pour les

charpentiers et menuisiers; les scieurs, découpeurs et mouleurs bénéficient au contraire d'une légère reprise. Les ouvriers des scieries mécaniques se montrent très satisfaits à Hermès et à Podensac.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après 21 syndicats, est de 8 p. 100; elle était de 10 p. 100 le mois dernier. On constate une légère reprise, à Paris, chez les ouvriers de l'ameublement, chez les ébénistes de Versailles, chez ceux de Bordeaux; à Nancy tous les ouvriers continuent à être régulièrement occupés. Ailleurs la situation reste stationnaire.

Pas de changement dans la situation des ouvriers tonneliers qui sont toujours peu occupés. Le travail est plus abondant que le mois dernier chez les ouvriers en voitures, qui se montrent en général satisfaits, exception faite des ouvriers carrossiers de Clermont-Ferrand.

Les ouvriers galochiers et sabotiers n'ont pas de chômeurs : ils paraissent traverser depuis quelque temps une période de grande activité : à Aurillac ils sont toujours arrêtés par le manque de bois.

Les ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers n'ont pas de chômeurs. Il en est de même des ouvriers brossiers, vanniers et boutonnières, des ouvriers en marquetterie de Paris. Les layetiers emballeurs bénéficient d'une légère reprise et font 54 heures par semaine.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 155 syndicats groupant 31,705 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués, dans l'ensemble des industries des métaux, était de 3,317, soit un peu plus de 10 p. 100; la proportion était un peu inférieure à 10 p. 100 en février dernier, elle était de 9 p. 100 en mars 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 9 p. 100 contre 3 p. 100 le mois dernier; cette augmentation considérable provient uniquement du syndicat des mouleurs en cuivre de Paris, qui accuse 200 chômeurs sur un effectif de 800 membres; dans les 26 autres syndicats le nombre des chômeurs n'atteint que 11 sur un effectif total de 1,492 membres; aussi l'état du travail est-il jugé satisfaisant par 76 p. 100 de ces syndicats. On constate une légère reprise chez les fondeurs en fer de Rouen et les fondeurs du Havre; les mouleurs de Bessèges ne sont occupés que 30 heures par semaine en raison de la grève des métallurgistes.

Les 40 syndicats métallurgistes (ouvriers de tous les métiers se rapportant aux métaux), qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, accusent moins de 4 p. 100 de leurs adhérents sans travail: la proportion était de 5 p. 100 le mois dernier; néanmoins, la majorité des syndicats et des syndiqués estiment l'état du travail peu satisfaisant. Le chômage reste considérable à Saint-Chamond et à Coussances-aux-Forges; à Chalon-sur-Saône, la durée du travail a été réduite à 40 heures par semaine dans certaines usines; dans d'autres, les ouvriers ne travaillent que 10 jours par mois à tour de rôle; au Creusot, le chômage atteint 2 1/2 p. 100. On constate une tendance à la reprise au Chambon-Feugerolles, Firminy, Hautmont, Au Boucau, la situation est satisfaisante.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 10 p. 100, proportion notablement inférieure à celle du mois dernier (17 p. 100); la majorité des syndicats et des syndiqués estiment encore l'état du travail non satisfaisant. A Nouzon, 310 syndiqués sont sans travail sur un effectif de 877 membres; à Paris, les serruriers en bâtiment ont 15 p. 100 de chômeurs. La situation est au contraire satisfaisante à Saint-Quentin, Nice, Marseille, Dreux, Tourcoing, Versailles, Limoges et Boulogne-sur-Seine.

Le chômage reste considérable chez les ferblantiers-boitiers de Douarnenez,

Concarneau, Audierne, Sauzon, qui ne prévoient pas de reprise avant longtemps en présence du stock considérable de boîtes vides en magasin. A part Nantes et Saint-Joachim, où l'on constate une légère amélioration, la situation reste mauvaise pour les ouvriers chaudronniers. Les ouvriers armuriers de Saint-Étienne bénéficient d'une légère reprise. Dans la coutellerie, l'état du travail est jugé satisfaisant par les forgerons de Thiers, les ébouleurs et les fourreurs de Saint-Rémy-sous-Durolle; il n'en est pas de même des ébouleurs et polisseurs en ciseaux de Thiers. Le travail est plus abondant chez les polisseurs, les ouvriers en lime et les charrons de Paris; moins abondant pour les bronzers, galvaniseurs, estampeurs et découpeurs.

Pas de chômeurs chez les ouvriers en instruments de musique de Château-Thierry et de Mantes. Dans l'horlogerie, le travail est toujours peu abondant. Il en est de même dans l'orfèvrerie. A Paris, les ouvriers en instruments de précision ont un peu plus de 3 p. 100 de chômeurs. Les joyelliers de Cuisse-la-Mothe sont tous normalement occupés, sauf dans une maison.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 157 syndicats, groupant 12.171 adhérents, était, à la fin de mars, de 14 p. 100; elle était de 27 p. 100 à la fin de février. Chez les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion est de 14 p. 100 (20 p. 100 le mois dernier) et la situation est jugée satisfaisante par 78 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués. Cette amélioration notable est évidemment due à la douceur de la température en mars. La situation s'est également améliorée chez les peintres et plâtriers, où la proportion des chômeurs est descendue de 40 p. 100 à 19 p. 100; à Paris, le plus important des syndicats de peintres accuse 305 chômeurs sur 1.315 membres, soit 23 p. 100; la proportion dépasse également 20 p. 100 à Grenoble et à Perpignan. Quant aux sculpteurs et marbriers, ils accusent 5 p. 100 contre 3 p. 100 le mois dernier: la plupart des syndicats se montrent peu satisfaits de l'état du travail; par contre, dans l'important centre de Cousvres, tous les ouvriers marbriers à la cheminée et à la pendule travaillent régulièrement 63 heures.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — L'état du travail est toujours aussi satisfaisant dans la chaudièrerie, ainsi que dans la poterie, la tuilerie et la porcelainerie; cependant les peintres sur porcelaine de Limoges accusent 25 p. 100 de chômeurs. A la faïencerie de Montreuil, les mouleurs en creux et les tournasseurs font 40 heures, les imprimeurs et décorateurs 48 heures, et les mouleurs d'assiettes 60 heures par semaine.

L'état du travail est très satisfaisant dans la glacerie, satisfaisant dans la verrerie, sauf à Fresnes, où les verriers à vitres ont 17 p. 100 des leurs sans travail.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les journaliers du port du Havre ont plus de 50 p. 100 de chômeurs; la proportion est de 7 p. 100 chez les ouvriers charbonniers du port de Brest; ceux de Bordeaux et de Saint-Malo restent dans la même situation que précédemment. Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à 12 p. 100; elle était le mois dernier de 25 p. 100.

D'après les réponses de 34 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, groupant 12.336 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin de mars, de 259, soit 2 p. 100; c'est toujours à Paris que l'on constate la plus forte proportion de chômeurs.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de mars 1903. Le texte explicatif qui se rapporte au tableau ci-contre se trouve page 282.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPERES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
30 janv...	.....	La Chapelle-sous-Dun.	Saône-et-Loire...	Mineurs	1	410	1
2 fév....	.....	Petite-Raon.....	Vosges.....	Tisseurs	1	250	2
5 fév....	.....	Bessèges.....	Gard.....	Forgerons, fondeurs et lamineurs.	1	900	3
5 fév....	.....	Lavelanet.....	Ariège.....	Tisseuses	1	..	4
6 fév....	16 mars	Nantes.....	Loire-Inférieure ..	Typographes.....	1	16	5
10 fév....	23 mars	Nantes.....	Loire-Inférieure ..	Imprimeurs sur métaux.....	4	45	6
13 fév....	22 mars	La Jonchère.....	Haute-Vienne.....	Kaoliniers.....	5	88	7
15 fév....	3 mars	Gouttières.....	Puy-de-Dôme.....	Mineurs.....	1	60	8
16 fév....	23 mars	Nantes.....	Loire-Inférieure ..	Lithographes.....	9	68	9
17 fév....	.....	Villedieu.....	Indre.....	Porcelainiers.....	1	125	10
22 fév....	.....	Paris.....	Seine.....	Fondeurs.....	1	25	11
GRÈVES COMMENCÉES							
2 mars..	16 mars	Vizille.....	Isère.....	Tisseuses.....	1	750	1
3 mars..	9 mars	S ^t -Martin-les-Eaux.	Basses-Alpes.....	Mineurs.....	1	43	2
3 mars..	18 mars	Petite-Synthe.....	Nord.....	Superphosphates (Ouvriers d'une usine de).	1	14	3
4 mars..	6 mars	Bousbecque.....	Nord.....	Fileuses.....	1	57	4
5 mars..	7 mars	Sains-Richaumont.	Aisne.....	Tisseurs	1	70	5
5 mars..	9 mars	Lille.....	Nord.....	Tourneurs et ajusteurs.....	1	178	6
9 mars..	10 mars	Dunkerque.....	Nord.....	Déchargeurs.....	2	19	7
9 mars..	18 mars	Clichy.....	Seine.....	Imprimerie (Ouvriers d')	1	160	8
10 mars..	13 mars	Annonay.....	Ardèche.....	Terrassiers.....	1	8	9
11 mars..	16 mars	Marpent.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	180	10
12 mars..	.....	Saint-Loup.....	Haute-Saône.....	Ébénistes.....	2	510	11
13 mars..	14 mars	Dunkerque.....	Nord.....	Ouvriers du port	1	14	12
13 mars..	19 mars	Le Havre.....	Seine-Inférieure ..	Ouvriers du port	1	1,200	13
14 mars..	16 mars	Cosne.....	Nièvre.....	Ouvriers en limes.....	1	12	14
16 mars..	19 mars	Hirson.....	Aisne.....	Potiers d'étain.....	1	150	15
16 mars..	23 mars	Graulhet.....	Tarn.....	Maçons et charpentiers.....	"	45	16
17 mars..	23 mars	Revin.....	Ardennes.....	Polisseurs sur métaux.....	1	20	17
18 mars..	.....	Périgueux.....	Dordogne.....	Plâtriers.....	"	"	18
21 mars..	23 mars	Boucau.....	Basses-Pyrénées ..	Transporteurs de poteaux de mines.	1	40	19
23 mars..	26 mars	Armentières.....	Nord.....	Brasseurs.....	1	11	20
23 mars..	.....	Tarare.....	Rhône.....	Lisseuses.....	1	17	21
23 mars..	.....	Paris.....	Seine.....	Échaudeurs des abattoirs	"	110	22
23 mars..	.....	Recoules.....	Aveyron.....	Mineurs.....	1	22	23
24 mars..	25 mars	Armentières.....	Nord.....	Départageurs de lin.....	1	15	24
24 mars..	25 mars	Bielle.....	Basses-Pyrénées.....	Mineurs	1	68	25
24 mars..	30 mars	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs	1	260	26
24 mars..	.....	Constantine.....	Constantine.....	Tailleurs d'habits	10	64	27
24 mars..	.....	Mazamet.....	Tarn.....	Menuisiers	1	45	28
25 mars..	30 mars	Laignelet.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	300	29
25 mars..	1 ^{er} avril.	Port-Louis.....	Morbihan.....	Menuisiers.....	1	49	30

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} MARS 1903 (1).

1	Demande de rétablissement d'une prime.....	.....
2	Annnonce d'une réduction de salaire pour le 1 ^{er} avril.....	.....
3	Demandes de réintégration d'un ouvrier et d'augmentation de salaire.....	.....
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....
5	Demande de suppression du travail aux pièces.....	Échec.
6	Demandes d'augmentation de salaire, diminution du temps de travail.....	Transaction.
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.
8	Demandes : diminution du temps de travail, un minimum de salaire.....	Transaction.
9	Demandes : diminution du temps de travail, augmentation de salaire.....	Échec.
10	Demande de réintégration de 4 ouvriers.....	.....
11	Protestation contre le renvoi d'un ouvrier syndiqué.....	.....

EN MARS 1903.

1	Protestation contre la fréquence des chômages.....	Échec.	
2	Réduction de salaire.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
8	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
10	Demandes : réintégration d'un ouvrier, renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
11	Demandes : réintégration d'ouvriers, règlement d'atelier.....	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
13	Règlement d'atelier, demande de renvoi d'un chef de division.....	Transaction.	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
15	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
17	Réduction de salaire.....	Réussite.	
18	Demandes : journée de 10 heures, augmentation des heures supplémentaires.....	.....	
19	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
20	Demande de rétablissement d'une indemnité de déplacement.....	Transaction.	
21	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
22	Demande de modification des clauses du contrat du travail.....	.....	
23	Protestation contre la suppression d'une journée de travail par semaine.....	.....	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
25	Protestation contre l'augmentation du prix de la nourriture.....	Échec.	
26	Demande de suppression d'amendes.....	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
28	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
29	Protestation contre l'enlèvement d'une machine.....	Transaction.	
30	Demandes : augmentation de salaire, diminution du temps de travail.....	Échec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
25 mars. .	.....	Paris.....	Seine.....	Déménageurs	"	"	31
25 mars. .	.....	Bayonne.....	Basses-Pyrénées ..	Menuisiers, charpentiers et ébénistes.	1	30	32
26 mars. .	27 mars ..	Audincourt	Doubs.....	Mécaniciens.....	1	"	33
27 mars. .	.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine....	Soies de porc (Appréteurs de)	1	100	34
30 mars. .	.....	Auch.....	Gard.....	Ébénistes.....	14	42	35
30 mars. .	2 avril ..	Aix-les-Bains.....	Savoie	Plâtriers et peintres.....	20	115	36
31 mars. .	2 avril ..	Amiens.....	Somme.....	Ébénistes.....	1	10	37

LES GRÈVES EN MARS 1903.

37 grèves, ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 34 d'entre elles, est de 4,728. Il y avait eu, en mars 1902, 46 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 52.

Ces 37 grèves, dont 28 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	18
Réductions de salaire.....	2
Demande de diminution du temps de travail.....	4
Contestations diverses relatives au salaire.....	3
Règlement d'atelier.....	2
Demandes de renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Demandes de suppression d'amendes.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 22 départements et on en a compté :

9 dans le Nord, 3 dans les Basses-Pyrénées et la Seine, 2 dans l'Aisne, l'Ille-et-Vilaine et le Tarn et 1 dans les 16 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 7; métaux, industries textiles, 6; ouvriers des ports, 4; ébénistes, mineurs, 3; apprêteurs de soies de porc, brasseurs, ouvriers en chaussures, déménageurs, échaudeurs des abattoirs, ouvriers d'imprimerie, ouvriers d'une usine de superphosphates, tailleurs d'habits, 1 grève.

N°	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1902. (Suite et fin.)			
31	Demandes : augmentation de salaire, suppression du pourboire, diminution du temps de travail.	.....	
32	Demandes : augmentation de salaire, réintégration d'un ouvrier.	.....	
33	Protestation contre la mise au compte des ouvriers des fournitures et de l'outillage.	Transaction.	
34	Protestation relative au mode d'établissement du salaire pour un nouvel article.	.....	
35	Demandes : augmentation de salaire, diminution du temps de travail.	.....	
36	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix. 6 grévistes remplacés.
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	

Des 37 grèves commencées en mars, 26 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Cinq, 1 jour ou moins de 1 jour; cinq, 2 jours; quatre, 3 jours; une, 4 jours; deux, 5 jours; quatre, 6 jours; deux, 7 jours; une, 8 jours; une, 14 jours et une, 15 jours.

Si l'on y ajoute 5 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 38 jours, 41 jours, 37 jours, 15 jours et 35 jours, on trouve, parmi les conflits terminés :

5 réussites,
12 transactions,
14 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

5 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en mars à la Direction du travail :

1° Grève de tisseurs à Sains-Richaumont. — Le 5 mars, 70 tisseurs de la Société linière à Sains-Richaumont (Aisne) se sont mis en grève réclamant une augmentation de salaire de 15 p. 100 et l'affichage du tarif. — Sur le recours des ouvriers au juge de paix, le 6 mars, un comité de conciliation s'est réuni le jour même et l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

I. — 1° Les articles *croisé-coton* à 2 fils en lisse, payés 1 centime 20, seront payés 1 centime 40 les 1,000 duites, soit une augmentation de 16 p. 100; 2° les articles *ceintures*, payés 1 centime 15, seront payés 1 centime 30, soit une augmentation de 13 p. 100; 3° les *tissus couleurs*, à la largeur $5/4$ en tissés sur les métiers $5/4$, seront payés 2 centimes 25, au lieu de 2 centimes, soit 12.5 p. 100 d'augmentation; 4° les *satinettes* coton aux $5/4$ seront payées 1 centime 80, avec trame 50, et 2 centimes avec trame 40 et au-dessous; 5° les *mérinos cheviottes*, largeur 116 centimètres à 120 centimètres seront payés 1 centime 90, ceux de 95 centimètres à 115 centimètres 1 centime 70, soit 3 p. 100 d'augmentation. Pour tout le reste, l'ancien tarif reste en vigueur.

II. — Le directeur s'engage à porter à l'avenir au tarif, qui est et restera affiché d'une façon permanente dans l'usine, tous les articles travaillés actuellement et tous les articles nouveaux.

Le travail a été repris le lendemain 7 mars.

2° Grève des ouvriers des docks du Havre. — Le 6 mars, les ouvriers de la Compagnie des docks-entrepôts du Havre adressèrent au juge de paix la liste de leurs revendications : renvoi d'un chef de division et demande de modifications à la discipline intérieure et à la réglementation du travail.

La réunion d'un comité de conciliation, le 11 mars, n'ayant pu déterminer aucune entente, le juge de paix proposa un recours à l'arbitrage qui fut refusé par les deux parties.

Le 13, les ouvriers se mirent en grève. — Un comité de conciliation fut réuni le 17.

Le Directeur de la Compagnie y accorda quelques satisfactions, mais écarta toutes les revendications qui portaient sur des questions de discipline et d'organisation intérieure. Dans ces conditions, aucun accord ne put s'établir. Cependant, le lendemain, la presque totalité des grévistes reprenait le travail; le Directeur leur accorda les avantages qu'il leur avait offerts la veille :

1° $1/4$ d'heure de grâce pour les appels, à condition que ce retard n'ait pas lieu plus de deux fois par semaine; 2° répartition des hommes de la 3^e liste pour combler les manquants des 2^e et 1^{re} listes (ce qui n'avait lieu que pour les deux premières listes); 3° les piles dites *piles carrées* ne devront être montées qu'avec l'échelle de 3 m. 50 et sans exhaussement; 4° emploi de 4 hommes pour lever les sacs dépassant 70 kilogrammes; 5° les sacs de 100 kilogrammes ne seront plus montés à la tête.

3° Grève des ouvriers peintres et plâtriers d'Aix-les-Bains. — Le 30 mars, les ouvriers peintres et plâtriers d'Aix-les-Bains (Savoie) se sont mis en grève réclamant diverses augmentations de salaire.

Sur l'intervention du juge de paix, le 31 mars, un comité de conciliation s'est réuni le jour même. L'accord s'est établi aux conditions suivantes :

1° Augmentation de 2 centimes l'heure (les grévistes demandaient un minimum de 60 centimes l'heure, au lieu de 38 à 50 centimes); 2° 50 p. 100 d'augmentation pour les heures supplémentaires, au delà de la journée de 11 heures (la demande était : 70 p. 100 après la

journée de 10 heures); 3° 50 centimes pour tout déplacement de 2 à 3 kilomètres, à compter à partir de la mairie; 1 franc de 3 à 5 kilomètres; la nourriture et le logement au-delà de 5 kilomètres (conformément à la demande); 4° la paye aura lieu tous les quinze jours, le samedi; 5° lesdites conditions valables jusqu'au 1^{er} octobre 1903; 6° aucun renvoi pour fait de grève.

Le travail a été repris le lendemain, 1^{er} avril.

4° Dans la grève des mineurs de Saint-Martin-les-Eaux (Basses-Alpes), les grévistes se sont adressés au juge de paix pour lui demander l'application de la loi de 1892, mais le Directeur de la Compagnie n'a pas répondu à la notification du juge de paix.

5° Dans celle des métallurgistes des Forges de Bessèges (Gard), le juge de paix est intervenu le 25 mars, mais les patrons ont repoussé la tentative de conciliation.

LES LOIS SUR LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS LES DIFFÉRENTS PAYS ⁽¹⁾.

Trois systèmes se partagent actuellement la législation relative à la réparation des accidents du travail dans les différents pays.

Dans un certain nombre de pays la réparation des accidents du travail n'a donné lieu à aucune législation spéciale : elle reste soumise par conséquent aux principes de droit commun en matière d'accidents : le patron ne peut être tenu de réparer l'accident survenu à un de ses ouvriers que lorsque celui-ci a fait la preuve que l'accident est dû à la faute ou à la négligence du patron ou d'une personne dont le patron peut être rendu responsable. C'est le système qui existait en France avant la loi du 9 avril 1898, et qui régit encore les accidents du travail qui ne sont pas visés par cette dernière loi.

Dans d'autres pays, tout en conservant les principes du droit commun on a voté des lois spéciales pour préciser et faciliter l'application de ces principes aux accidents du travail.

Enfin, dans plusieurs pays on a adopté pour base de la réparation des accidents du travail la théorie du *risque professionnel*. D'après cette théorie, l'accident du travail étant considéré comme un risque inhérent à l'exercice de la profession industrielle, la réparation doit être mise à la charge de cette profession. 16 pays d'Europe et 4 colonies britanniques ont successivement adopté des lois réglant la réparation des accidents du travail sur le principe du risque professionnel. Ce sont : la Suisse (1881-1887), l'Allemagne (1884-1900), l'Autriche (1887), la Norvège (1894), la Finlande et la Roumanie (1895), la Grande-Bretagne (1897), le Danemark, l'Italie et la France (1898), l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et Sud-Australie (1900), la Hollande, la Suède, la Grèce, la Russie (1901), le Luxembourg, l'Australie occidentale et la Colombie britannique (1902).

Dans trois pays (Roumanie, Grèce et Russie) la loi ne vise respectivement que les mines, les mines et hauts-fourneaux, les mines et fabriques de l'État. En Suisse elle ne fixe pas le taux de l'indemnité des divers accidents.

Dans ces pays, le patron est tenu responsable de tous les accidents du travail qui ne sont pas imputables à la faute volontaire ou à la malveillance de l'ouvrier. Les patrons doivent collectivement ou individuellement, selon les pays, supporter la charge de l'assurance. Les indemnités payées ainsi directement par l'employeur sont en fin de compte supportées par la collectivité sous forme d'augmentation du

⁽¹⁾ Voir plus loin : États-Unis, p. 325 du présent Bulletin.

prix des produits manufacturés. Afin de permettre aux patrons de se décharger de ces frais, et de pouvoir, en connaissance de cause, répartir ces risques au compte des frais généraux, ces lois prescrivent le taux des indemnités à payer pour les divers accidents, depuis ceux entraînant une incapacité de travail temporaire jusqu'à ceux qui ont causé la mort.

Ces lois ne s'appliquent, en général, qu'aux industries les plus dangereuses (mines, carrières, transports, bâtiment, constructions mécaniques, fabriques employant des moteurs mécaniques ou occupant plus d'un certain nombre d'ouvriers). La loi allemande, la première en date, a été successivement étendue à toutes les industries (excepté aux petits artisans, employés de magasins, domestiques); elle est actuellement celle dont l'étendue est la plus considérable.

Dans beaucoup d'États on a pensé que, pour sa propre garantie, le patron assurerait ses ouvriers contre les accidents et on a laissé l'assurance facultative; dans d'autres, par contre, redoutant la déconfiture du patron, on a établi l'assurance obligatoire.

Dans les pays où l'assurance reste facultative, le paiement de l'indemnité n'est pas toujours garanti à l'ouvrier d'une façon certaine. Alors qu'en France l'ouvrier a une créance privilégiée sur les biens du patron pour l'indemnité qui lui est due en cas d'incapacité temporaire et la garantie de la caisse nationale des retraites en cas d'incapacité permanente ou de décès, la loi, au Danemark, en Angleterre et dans les colonies australasiennes, se borne à donner à la victime un privilège sur les sommes qui peuvent être dues à un patron.

En Colombie britannique, la victime a un privilège sur l'actif dû au patron insolvable par les compagnies d'assurances. En Espagne, la loi est muette sur ce point. En Suède, la loi de 1901 prévoit la création, par l'État, d'un établissement royal d'assurance.

Dans les États qui édictent l'obligation d'assurance, les systèmes adoptés sont très divers à cet égard.

En Allemagne, la loi tient collectivement responsables de l'indemnité tous les patrons d'une même industrie obligatoirement groupés en associations mutuelles; en Autriche, cette responsabilité incombe aux associations territoriales de patrons et d'ouvriers supportant les charges dans les proportions respectives de 90 p. 100 et de 10 p. 100.

L'assurance est faite et garantie par l'État en Norvège (établissement central d'assurance), en Finlande, en Hollande (banque royale d'assurance). En Italie, enfin, l'assurance est faite, excepté pour les compagnies de chemins de fer, soit par la caisse nationale d'assurance (travaux de l'État, des provinces et communes), soit par des sociétés privées autorisées, soit par des syndicats d'assurance mutuelle de patrons occupant ensemble au moins 4,000 ouvriers et fournissant à la caisse des dépôts le cautionnement prévu, soit par des caisses autorisées pouvant pourvoir d'une façon permanente aux risques d'au moins 500 ouvriers et fournissant les garanties requises.

En Russie, la loi impose au Trésor l'obligation de verser des indemnités aux victimes d'accidents dans les mines ou fabriques de l'État.

Dans tous les pays, excepté l'Italie, où l'assurance est obligatoire, la loi porte que la victime recevra une pension plutôt qu'un capital; la pension représente d'ordinaire un tant pour cent du salaire moyen.

Le tableau suivant⁽¹⁾ permet de comparer les principales dispositions législatives adoptées dans 12 pays d'Europe et 3 colonies anglaises, où la loi n'est pas limitée à 1 ou 2 industries seulement.

⁽¹⁾ D'après le *Bulletin of the department of labour*, Washington, mai 1902.

DISPOSITIONS PRINCIPALES DES LOIS SUR LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

PAYS ET DATE de la loi.	INDEMNISATION DE TOUS LES ACCIDENTS du travail, excepté en cas de :	CARACTÈRE de L'ASSURANCE.	MAXIMUM DES SALAIRES sur lesquels sont calculées l'indemnité et les primes.	FRAIS à LA CHARGE
ALLEMAGNE. 6 juillet 1884. (Refondue le 30 juin 1900.)	Faute intentionnelle ou malveillance de l'ou- vrier.....	Obligatoire ...	1,875 ^f par an; 1/3 au- dessus de cette somme.	Des patrons.
AUTRICHE. 28 décembre 1887.	Idem.....	Idem.....	3,000 ^f par an.....	Des patrons, 90 p. 100; des ou- vriers, 10 p. 100.
NORVÈGE. 23 juillet 1894.	Faute intentionnelle....	Idem.....	1,680 francs par an....	Des patrons, 75 p. 100. De l'État, environ 25 p. 100.
FINLANDE. 5 décembre 1895.	Faute intentionnelle ou négligence inexorable de la victime; faute volontaire d'un tiers étranger à la direction des travaux; force ma- jeure ou circonstance étrangère au travail...	Idem.....	720 francs par an mini- mum (non applicable aux mineurs) : 300 ^f .	Des patrons.
GRANDE-BRETAGNE(1) 6 août 1897.	Faute grave intention- nelle.....	Facultative....	Capital égal au minimum à : 3,781 ^f 40.	Du patron.
DANEMARK. 7 janvier 1898.	Faute intentionnelle; né- gligence grave.....	Idem.....	Maximum : 3,331 ^f 70; minimum : 416 ^f 45 par an.....	Idem.
ITALIE. 17 mars 1898.	S'il y a faute intention- nelle, le patron ou la Compagnie d'assurance peut se faire rembour- ser les sommes versées.	Obligatoire ...	2,000 francs par au ma- ximum.....	Des patrons.
FRANCE (2). 9 avril 1898.	Faute intentionnelle. — Les tribunaux peuvent réduire l'indemnité s'il y a eu faute inexen- sable.....	Facultative....	2,400 francs par an et 1/4 au-dessus de cette somme.....	Du patron.
ESPAGNE. 30 janvier 1900.	Cas de force majeure....	Idem.....	1 ^f 50 par jour au mini- mum.....	Idem.
NOUVELLE-ZÉLANDE. 18 octobre 1900.	Faute intentionnelle grave	Idem.....	Voir aux indemnités.	
SUD-AUSTRALIE. 5 décembre 1900.	Idem.....	Idem.....	8 ^f 34 par jour au maxi- mum.....	Idem.
HOLLANDE. 2 janvier 1901.	Faute intentionnelle. — Si l'accident a été causé par son état d'ivresse, la victime ne reçoit que la moitié de l'in- dennité; rien n'est al- loué à ses héritiers....	Obligatoire ...	"	Des patrons.
SUÈDE. 5 juillet 1901.	Faute intentionnelle, né- gligence grave de la victime; faute inten- tionnelle d'un tiers non revêtu d'une autorité..	Facultative ...	"	Du patron.
COLOMBIE BRETAGNE. (21 juin 1902.)	Faute grave intention- nelle.....	Idem.....	"	Idem.

(1) La loi anglaise a été étendue à l'agriculture en 1900.

(2) Voir Bulletin de l'Office du travail, 1898, p. 399 et 431.

PAYS.	A PARTIR de :	INDEMNITÉS ALLOUÉES (Y COMPRIS, EN GÉNÉRAL, LES FRAIS DE TRAITEMENT MÉDICAL) en cas de :						
		Incapacité totale temporaire (p. 100 du salaire quotidien).	Incapacité permanente totale (p. 100 du salaire annuel).	Décès.				
				Indemnité funéraire.	Veuve.	Indemnités à la famille de la victime.		
						Enfants au-dessous de 15 ans.	Ascendants.	Maximum.
ALLEMAGNE.	13 ^e semaine ⁽¹⁾ .	66 2/3.	66 2/3.	1/15 du salaire annuel (minimum 62 ^f 50.	20 p. 100.	20 p. 100 chaque enfant.	20 p. 100 du salaire annuel.	60 p. 100.
AUTRICHE.	4 ^e semaine ⁽²⁾ .	60.	60.	Variable, selon les usages locaux (maximum 62 ^f 50).	Idem.	15 p. 100 ; chaque enfant, orphelins, 20 p. 100.	Idem.	50 p. 100.
NORVÈGE.	4 ^e semaine ⁽³⁾ .	60 (minimum 0 ^f 70 par jour).	60 (minimum 208 ^f).	70 ^f .	Idem.	Idem.	Idem.	Idem.
FINLANDE.	7 ^e jour.	60 (maximum 0 ^f 50 par jour).	60 (après 120 jours ou avant si les soins médicaux ont cessé).	"	Idem.	Chaque enfant, 10 p. 100 ; orphelin, 20 p. 100.	"	40 p. 100.
GRANDE-BRETAGNE.	2 ^e semaine.	Versement chaque semaine de 50 p. 100 du salaire hebdomadaire (maximum : 25 ^f 25).		Maximum 252 ^f 15 (si pas d'héritiers).	Capital égal à 3 ans de salaire versé aux personnes vivant exclusivement du salaire de la victime (minimum : 3,787 ^f).			7,575 ^f .
DANEMARK.	13 ^e semaine.	60 (minimum 1 ^f 40 ; maximum 2 ^f 80 par jour).	Capital égal au salaire des 6 dernières années (maximum 6,720 ^f ; minimum 2,520 ^f).	70 ^f .	Capital égal au salaire des 4 dernières années (minimum : 1,680 ^f).			4,480 ^f .
ITALIE.	5 ^e jour.	50.	Capital égal à 5 ans de salaire (minimum 3,000 ^f).	"	Capital égal au salaire de 5 ans. A défaut d'héritiers, l'indemnité est versée à un fonds spécial de secours qui sert à payer les indemnités dues par les patrons insolvables.			"
FRANCE.	4 ^e jour.	50.	66 2/3.	100 ^f (maximum)	20 p. 100.	15 p. 100, 25 p. 100, 35 p. 100, 40 p. 100 s'il y a 1, 2, 3, 4 enfants au-dessous de 16 ans.	10 p. 100 à chacun (maximum 30 p. 100).	60 p. 100.

(1) La victime touche pendant les 13 premières semaines : 50 p. 100 de son salaire quotidien (3^e au 28^e jour), sur la Caisse d'assurance-maladie (alimentée pour 2/3 par les ouvriers et 1/3 par les patrons), et, du 29^e au 90^e jour, 16 2/3 p. 100 en plus sur la Caisse-accident.

(2) La Caisse-maladie paye 60 p. 100 du salaire du 3^e au 28^e jour comme indemnité de maladie.

(3) Si la victime n'est pas assurée contre la maladie, le patron paye les frais de maladie et 50 p. 100 du salaire pendant les 4 premières semaines.

PAYS.	PARTIR de :	INDEMNITES ALLOUEES (Y COMPREN, EN GÉNÉRAL, LES FRAIS DE TRAITEMENT MÉDICAL) en cas de :						
		Incapacité totale temporaire (p. 100 du salaire quotidien).	Incapacité permanente totale (p. 100 du salaire annuel).	Indemnité funéraire.	Décès.			
					Veuve.	Indemnités à la famille de la victime.		
						Enfants au-dessous de 15 ans.	Ascen- dants.	Maxi- mum.
ESPAGNE.....	Immédiate- ment.	50.	Capital égal à 2 ans de salaire.	100 ^f (maximum).	1 an (pour la veuve sans enfants).	18 mois (chaque en- fant au-des- sous de 16 ans).	6 mois pour 1, 10 mois pour 2 ou plus.	2 ans de salaire ou annuité égale à 40 p. 100. (1)
NOUVELLE-ZÉLANDE	2 ^e semaine.	50 p. 100 du salaire hebdomadaire (maxi- mum : 50 ^f 40 ; maxi- mum total : 7,575 ^f).		756 ^f (si pas d'héritiers).	Capital égal à 3 ans de salaire aux personnes vivant exclusive- ment du salaire (minimum : 5,050 ^f).			10,100 ^f .
SUD AUSTRALIE...	1 ^{re} semaine.	50 p. 100 du salaire hebdomadaire (mini- mum : 9 ^f 47 ; maxi- mum : 25 ^f 25 ; maxi- mum total : 7,574 ^f).		1,260 ^f (si pas d'héritiers).	Capital égal à 3 ans de salaire aux personnes vivant exclusive- ment du salaire (minimum : 3,787 ^f).			7,574 ^f .
HOLLANDE.....	1 ^{er} jour.	70.	70.	30 fois le salaire quotidien.	30 p. 100.	15 p. 100.	30 p. 100.	60 p. 100.
SUÈDE.....	60 jours.	1 ^f 40 par jour.	400 ^f par an.	84 ^f .	160 ^f par an.	83 ^f 30 par an.	.	420 ^f par an.
LUXEMBOURG.	14 ^e semaine.	66 2/3 du salaire annuel.	66 2/3.	1/15 du salaire annuel (minimum 40 ^f maximum 80 ^f).	20 p. 100.	20 p. 100.	20 p. 100.	60 p. 100.
COLOMBIE BRITAN- NIQUE.	2 ^e semaine.	50 p. 100 du salaire hebdomadaire (maxi- mum : 50 ^f et en tout 7,500 ^f).		Maximum 2,500 ^f (si pas de parents).	Aux personnes vivant totalement du salaire, capital égal au total des salaires des 3 dernières années (minimum : 5,000 ^f).			10,000 ^f .

(1) Le patron peut, à son choix, payer un capital ou des annuités n'excédant pas 40 p. 100 du salaire annuel (20 p. 100 à la veuve, 10 p. 100 à chaque ascendant).

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DÉCLARÉS EN 1902
DANS LES PROFESSIONS SOUMISES À LA LOI DU 9 AVRIL 1898
SAUF LES MINES ET LES CHEMINS DE FER ⁽¹⁾.

GROUPES ET PROFESSIONS.	MORTS.	INCAPACITÉ		SUITES	TOTAUX.
	— Nombre.	PERMA- NENTE. — Nombre.	TEMPORAIRE de plus de quatre jours. — Nombre.	INCON- VUES. — Nombre.	
Pêche.....	1	1	49	"	51
Forêts, agriculture.....	96	188	3,437	134	3,855
Industries extractives (Industries annexes des).....	6	9	284	15	314
Industries de l'alimentation.....	76	182	12,875	246	16,379
Industries chimiques.....	55	100	9,471	156	9,782
Caoutchouc, papier, carton.....	18	111	3,259	53	3,441
Industries du livre.....	2	37	1,920	29	1,988
Industries textiles proprement dites.....	46	473	14,613	140	15,272
Travail des étoffes, vêtements.....	5	26	1,633	30	1,694
Travail des pailles, plumes, crins.....	2	2	159	"	163
Cuir et peaux.....	13	48	3,199	52	3,312
Industries du bois.....	80	567	15,996	269	16,912
Métallurgie.....	30	152	15,805	100	16,087
Travail des métaux ordinaires.....	79	715	43,003	847	44,644
Travail des métaux fins.....	1	7	317	9	334
Tailles des pierres précieuses.....	"	2	27	1	30
Taille et polissage des pierres.....	5	26	946	17	994
Terrassement, construction en pierre.....	367	488	30,435	683	31,973
Travail des pierres et terres au feu.....	36	117	8,517	175	8,845
Manutention et transports.....	434	539	33,012	648	34,633
Commerce, banque.....	72	143	12,475	251	12,941
Professions libérales.....	"	1	108	3	112
Soins personnels, service domestique.....	3	4	146	11	164
Service de l'État, des départements et des communes.	18	32	2,261	55	2,366
TOTAUX.....	1,445	3,970	213,947	3,924	223,286

⁽¹⁾ D'après les avis de déclaration transmis au service de l'Inspection du travail en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 22 mars 1902.

STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

D'APRÈS LES ORDONNANCES ET LES JUGEMENTS RENDUS EN VERTU DE L'ARTICLE 16

DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

(Année 1902, *J. O.* du 22 février 1903.)

N ^{os} des grou- pes.	BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par- tielle.	des con- joints.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
1	I. — AGRICULTURE ET FORÊTS.....	3	169	1	5	178	32	1	145	22	38	8
	II. — INDUSTRIES EXTRACTIVES.											
2	a) Mines, minières et salines.....	27	922	1	5	955	158	28	769	128	265	29
3	b) Carrieres.....	7	453	1	2	463	87	8	368	65	102	12
	III. — INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.											
4	a) Meuneries et mino- teries.....	"	141	"	"	141	33	3	105	29	41	4
5	b) Sucreries et raffine- ries.....	4	115	"	3	122	18	2	102	16	18	"
6	c) Distilleries.....	2	103	"	3	108	13	1	94	9	18	2
7	d) Brasseries et malte- ries.....	"	94	"	2	96	9	"	87	8	9	"
8	e) Autres industries de l'alimentation. . .	3	232	"	16	251	24	1	226	15	25	"
	IV. — INDUSTRIES CHIMIQUES.											
9	a) Industries chimi- ques en général.	2	249	1	13	265	36	4	225	29	40	2
10	b) Usines à gaz.....	"	55	"	"	55	9	"	46	9	7	"
11	c) Teintures, blanchi- ment, apprêt, nettoyage.....	4	89	2	39	125	8	"	117	5	13	2
	V. — PAPIER, CAOUTCHOUC, ETC.											
12	a) Caoutchouc et suc- cédants.....	"	25	"	1	26	"	"	26	"	"	"
13	b) Papiers et cartons.	8	158	2	16	184	12	2	170	7	19	3
14	c) Industries du livre, et industries po- lygraphiques...	16	66	1	12	95	3	"	92	1	"	2
	VI. — TEXTILES.											
15	a) Industries textiles proprement dites.	48	376	48	180	652	35	5	612	22	19	7
16	b) Travail des étoffes et vêtements....	8	82	6	33	129	5	3	121	5	3	"
	VII. — CUIRS ET PEAUX.											
17	a) Préparation des cuirs et peaux...	2	79	"	4	85	13	5	67	9	15	4
18	b) Fabrication d'ob- jets en cuir et peau.....	5	54	2	9	70	"	"	70	"	"	"

N ^o des grou- pes.	BRANCHES D'INDUSTRIE.	NOMBRE DES PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES.					CAS de MORT.	CAS D'INCAPACITÉ permanente		NOMBRE pour LE CAS DE MORT		
		Hommes		Femmes		TOTAL.		totale.	par- tielle.	des con- joint.	des en- fants.	des ascen- dants.
		de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.	de moins de 16 ans	de 16 ans et plus.							
	VIII. — INDUSTRIE DU BOIS.											
19	a) Travaux de bâti- ment, charpente en bois, menui- serie.....	5	489	"	"	494	55	5	434	42	49	4
20	b) Autres gros ouvra- ges en bois.....	7	519	"	5	531	46	7	478	34	53	4
21	c) Ebénisterie et ta- bletterie.....	2	97	"	4	103	3	2	98	1	1	"
	IX. — MÉTAUX.											
22	a) Métallurgie du fer, de l'acier, fer- ronnerie.....	56	1,110	"	17	1,183	55	22	1,106	41	68	16
23	b) Charpente en fer et serrurerie...	19	258	"	"	277	21	4	252	18	31	2
24	c) Chaudronnerie, fonderie de 2 ^e fusion et cons- tructions mécani- ques.....	33	941	2	29	1,005	49	5	951	41	41	6
25	d) Métallurgie, fon- derie et travail des métaux ordi- naires autres que le fer et l'acier...	3	45	"	4	52	3	"	49	3	2	"
26	e) Mécanique fine...	2	29	"	"	31	2	"	29	2	"	"
27	f) Métaux précieux...	"	11	"	1	12	"	"	12	"	"	"
	X. — TRAVAUX PUBLICS ET BÂTIMENT.											
28	a) Distribu- tions urbaines.	1	111	"	3	115	15	"	100	15	16	"
29	1 ^o Electri- cité											
30	2 ^o Autres distribu- tions ...	2	9	"	1	12	1	"	11	"	2	"
	b) Autres entreprises de travaux pu- blics et de bâti- ment.....	21	2,094	"	6	2,121	353	47	1,721	254	361	63
	XI. — TRAVAIL DES PIERRES ET DES TERRES AU FEU.											
31	a) Chaufournerie et briqueterie.....	17	128	"	4	149	20	1	128	16	15	3
32	b) Céramique.....	3	39	"	4	46	7	2	37	5	2	3
33	c) Verrerie.....	6	89	1	10	106	5	"	101	3	8	"
	XII. — MANUTENTION ET TRANSPORTS.											
34	a) Entreprises de char- gement et déchar- gement. Entre- pôts et magasins.	1	412	"	8	421	69	8	344	53	78	10
35	b) Transports par terre	2	647	"	1	650	131	8	511	104	142	13
36	c) Transports par voie fermée.....	1	715	"	11	727	241	19	467	204	297	39
37	d) Transports par eau.	1	187	"	1	189	39	5	145	33	46	5
	XIII. — INDUSTRIES INSUFFISAMMENT DÉ- SIGNÉES.....	"	13	"	4	17	3	"	14	1	3	2
	TOTAUX.....	321	11,405	68	447	12,241	1,613	198	10,430	1,249	1,847	245

LES ACCIDENTS DANS LES MINES ET AUTRES EXPLOITATIONS MINÉRALES EN 1901⁽¹⁾.

La statistique minérale relève depuis longtemps, d'une manière aussi exacte que possible, le nombre des ouvriers tués chaque année; il n'en était pas de même pour le nombre des blessés et des accidents correspondant jusqu'à la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898. Aux termes de la circulaire du 11 juillet 1899 concertée entre les deux Départements des Travaux publics et du Commerce, la statistique relève également les blessures graves, c'est-à-dire les blessures qui entraînent une incapacité de travail absolue, permanente ou partielle ou une incapacité temporaire de 20 jours au moins. Enfin, en vue de faire concorder les statistiques des ingénieurs des mines avec celles dressées d'autre part pour toutes les industries par les inspecteurs du travail, elle a tenu compte, en 1901, pour la première fois, de toutes les blessures, quelle que soit leur gravité, et, d'autre part, les victimes ont été réparties en deux catégories, suivant que les blessures, d'après les déclarations d'accidents, ont entraîné une incapacité permanente ou une incapacité temporaire. Cette dernière catégorie a été également subdivisée en trois groupes correspondant, le premier à une incapacité de 20 jours et au-dessus, le second à une incapacité de plus de 4 jours et de moins de 20 jours, le troisième à une incapacité de 4 jours et au-dessous. Il s'ensuit que la statistique des blessés pour l'année 1901 ne saurait être rapprochée de celle des années précédentes, pas plus que le nombre des accidents.

Les mêmes observations s'appliquent aux accidents de carrières. Quant aux minières de fer, tant à raison de leur petit nombre que de l'analogie des procédés d'exploitation, elles ne font plus l'objet d'une rubrique spéciale, mais sont réunies aux carrières, soit souterraines, soit à ciel ouvert. Quant aux tourbières elles ne figurent pas dans les tableaux qui suivent : aucun accident n'ayant été constaté sur ces exploitations à ciel ouvert depuis nombre d'années.

Voici comment se répartissent les accidents survenus dans les diverses exploitations minérales en 1901 :

NOMBRE D'ACCIDENTS.		NOMBRE d'accidents.
Mines de charbon	{ au fond.....	22,090
(houille, anthracite, lignite)	{ à la surface.....	3,718
Autres mines	{ au fond.....	1,290
(fer et autres substances)	{ à la surface.....	320
Carrières souterraines.....	{ au fond.....	1,129
	{ à la surface.....	347
Carrières à ciel ouvert.....		4,069
TOTAL.....		32,963

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1901*, Paris, 1902. (Ministère des Travaux publics.)

Ces 32,963 accidents ont fait 33,126 victimes. La différence entre ces deux chiffres vient des accidents collectifs.

	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.	TOTAL des victimes.
Accidents individuels.	32,869	293	32,576	32,869
Accidents { 2 à 5 victimes.	87	46	138	184
collectifs { 6 à 10 victimes.	5	10	24	34
ayant fait { plus de 10 victimes.	2	12	27	39
TOTAUX.	32,963	361	32,756	33,126

Après les accidents dus au grisou, et dont l'un a fait 19 victimes (9 morts et 10 blessés), les 3 accidents les plus graves survenus en 1901, sont dus, l'un à un coup d'eau (3 morts, 17 blessés), le second à une mise aux molettes d'une cage remontant au jour des ouvriers (4 morts, 4 blessés) et la dernière à un dégagement subit d'acide carbonique dans un vieux puits qu'on déblayait (2 morts).

Le tableau suivant indique le nombre des victimes d'accidents dans les mines et carrières souterraines, rapprochés du nombre des ouvriers employés :

		NOMBRE DE VICTIMES.			
	NOMBRE d'ouvriers employés.				Proportion p. 100 des ouvriers employés.
		Tués.	Blessés.	TOTAL.	
Mines de charbon { Au fond.	117,335	164	22,027	22,191	18.91
(houille, anthracite, lignite). { A la surface. ..	46,461	34	3,687	3,721	8.00
Autres mines { Au fond.	11,378	24	1,237	1,301	11.43
(fer et autres substances). { A la surface. ..	4,918	5	320	325	6.60
Carrières souterraines. { Au fond.	13,474	36	1,102	1,138	8.44
Carrières à ciel ouvert. { A la surface. ..	8,923	3	344	347	3.88
	111,672	95	4,008	5,103	4.15

Au point de vue des suites de leurs blessures, les ouvriers blessés se répartissent comme suit :

		INCAPA- CITÉ perma- nente.	INCAPACITÉ temporaire		SUITES inconnues
INCAPACITÉ PERMANENTE.			de plus de quatre jours.	de quatre jours et au-dessous	
Mines de charbon	Fond.	197	18 993	2,540	297
	Surface	55	3,107	447	78
Autres mines.	Fond.	19	1,118	127	13
	Surface	2	295	22	1
Carrières souterraines.	Fond.	8	1,046	36	12
	Surface	2	329	10	3
Carrières à ciel ouvert.		35	3,705	151	117
TOTAUX		318	28,593	3,333	521

Accidents au fond. — Le tableau suivant donne la proportion des accidents et des victimes tuées et blessées au fond par 10,000 ouvriers employés souterrainement.

DÉSIGNATION.	MINES DE CHARBON.			AUTRES MINES.			CARRIÈRES SOUTERRAINES.		
	Proportion pour 10,000 ouvriers			Proportion pour 10,000 ouvriers			Proportion pour 10,000 ouvriers		
	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.
Éboulements	505.1	6.5	499.4	303.2	11.4	294.4	126.9	11.9	118.7
Grisou	0.7	1.2	1.6	"	"	"	"	"	"
Coup de mine	5.7	0.7	6.0	25.5	0.9	29.0	14.1	2.2	12.6
Puits { Chutes dans les	15.6	2.0	14.5	23.7	5.3	18.4	29.7	9.7	21.6
" { puits									
" { Ruptures de câ- " { bles, etc.	5.5	0.9	5.8	3.5	0.9	2.6	0.7	"	0.7
Exploitation des voies ferrées souterraines ..	541.1	1.9	539.6	188.1	1.7	188.1	40.8	"	40.8
Travaux manuels	509.2	0.2	509.2	313.8	0.9	312.9	409.7	0.7	408.9
Causes diverses	299.7	0.6	301.1	276.0	"	276.9	216.0	2.2	214.5
TOTAUX.	1,882.6	14.0	1,877.2	1,133.8	21.1	1,122.3	837.9	26.7	817.8

Les éboulements constituent la cause la plus ordinaire des accidents mortels dans les exploitations minérales, aussi bien dans les mines que dans les carrières.

Sur les 8 accidents de grisou, 5 ont été causés par l'emploi de lampes à feu nu, 2 par l'allumage de coups de mine, 1 résulte de l'imprudence d'un ouvrier qui, ayant pénétré dans un chantier condamné, a été asphyxié.

Les accidents dus aux coups de mine présentent presque toujours de la gravité; dans les mines ils ont fait 113 victimes, dont 9 morts; dans les carrières souterraines, le nombre des ouvriers atteints par les accidents de cette nature a été de 20, parmi lesquels 3 tués.

Les accidents dans les puits comprennent deux catégories : les chutes, généralement d'ouvriers isolés, et les ruptures de câbles, chutes de benne, etc. Les premières ont été moins nombreuses dans les mines de charbon que dans les autres et les carrières; au contraire, les ruptures de câbles qui ont été très rares dans les carrières, se sont produites plus fréquemment dans les mines.

L'exploitation des voies ferrées souterraines, qui a lieu surtout dans les mines de charbon, a déterminé comme toujours un grand nombre d'accidents dont quelques-uns ont été mortels.

L'emploi des outils n'a entraîné que très rarement la mort des victimes.

Les cas d'asphyxie, qui sont englobés dans la rubrique *Causes diverses*, ont été très rares. Un de ces accidents, qui s'est produit dans les mines de Communay, par suite d'un dégagement instantané d'acide carbonique, a causé la mort de deux ouvriers.

Accidents à la surface. — Pour l'ensemble des exploitations souterraines (mines et carrières souterraines) sur 10,000 ouvriers employés à la surface en 1901, on a relevé 730 victimes: 7 tués et 723 blessés. Il y a eu proportionnellement deux fois moins de tués dans les travaux accessoires exécutés au jour que dans les travaux souterrains.

Dans les carrières à ciel ouvert, comme dans les exploitations souterraines, les

accidents sont principalement dus aux éboulements. Sur 10,000 ouvriers employés, on compte 5.9 tués et 44.5 blessés par les éboulements, 0.9 tué et 8.2 blessés par les coups de mine, 1.8 tué et 308.9 blessés par d'autres causes de toute sorte, soit en tout 8.4 tués et 361.6 blessés.

Accidents en Algérie. — En Algérie il y a eu, dans les mines, 3 ouvriers tués et 14 blessés sur un effectif total de 2,700 ouvriers. Dans les carrières souterraines, sur 1,000 ouvriers, on compte 2 morts et 8 blessés, et dans les carrières et minières à ciel ouvert, 3 morts et 3 blessés sur 3,000 ouvriers. On a donc signalé, en 1901, dans les exploitations minérales de toutes sortes, 8 morts et 25 blessés sur un ensemble d'un peu moins de 7,000 ouvriers : la proportion est de 11.4 morts pour 10,000 ouvriers.

LES ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR ⁽¹⁾.

On a relevé en 1901, 36 accidents occasionnés par l'emploi de la vapeur : 7 n'ont causé que des blessures légères ou des dégâts matériels ; aux 29 autres correspondent 27 tués et 35 blessés ayant eu plus de 20 jours d'incapacité de travail.

Si l'on rapproche le nombre des accidents de celui des victimes, on obtient les moyennes suivantes par 10,000 appareils, pour les deux dernières années :

	ACCIDENTS.		TUÉS.		BLESSÉS.	
	1901.	1900.	1901.	1900.	1901.	1900.
Chaudières à vapeur.....	2.9	2.2	3.1	2.4	1.2	2.8
Récipients.....	1.4	0.7	0.4	1.8	0.7	#

En examinant la période 1882-1901, on constate que la fréquence des accidents reste la même, mais que ceux-ci font moins de victimes. Le tableau suivant montre que la proportion des morts est allée en diminuant et s'est réduite, de 1897 à 1901, aux 2/5 de ce qu'elle était en 1882-86.

La proportion des blessés reste stationnaire depuis 1892 ; elle n'est plus toutefois que des 3/5 de ce qu'elle était au début de la période ; ces résultats montrent la continuité des progrès réalisés dans les conditions de sécurité des appareils à vapeur.

Nombre d'accidents rapportés à 10,000 appareils en activité :

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1882-1886.....	3.3	2.9	3.7
1887-1891.....	3.1	2.3	1.4
1892-1896.....	3.0	1.8	2.0
1897-1901.....	3.0	1.7	2.1

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1901*, Paris, 1902. (Ministère des Travaux publics.)

L'APPLICATION
DES DÉCRETS RELATIFS AUX CONDITIONS DU TRAVAIL
DANS LES MARCHÉS DE TRAVAUX PUBLICS DES DÉPARTEMENTS
ET DES COMMUNES.

On sait que deux décrets en date du 10 août 1899 ont donné aux départements la faculté d'insérer dans les cahiers des charges des travaux exécutés pour leur compte des clauses stipulant certaines conditions de travail (repos hebdomadaire, durée du travail, salaire normal et courant) pour les ouvriers employés à l'exécution de ces marchés ⁽¹⁾.

Le 15 octobre 1901, une circulaire a été adressée aux préfets, leur demandant de faire savoir : 1° les communes qui ont usé de la faculté que les décrets leur accordent et les difficultés qu'elles ont pu rencontrer ; 2° les délibérations prises par le Conseil général de leur département relativement au même objet, les clauses qui ont été insérées dans les cahiers des charges des marchés départementaux, les difficultés qui ont été rencontrées dans l'application. Ce sont les rapports adressés par les Préfets des 87 départements, en exécution de cette circulaire, qui seront examinés ci-après.

Chaque administration intéressée tient des décrets du 10 août 1899 le droit de faire dresser elle-même les bordereaux constatant la durée du travail et le taux des salaires normaux et courants. Le décret ne lui impose à cet égard que l'obligation, à défaut d'accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la région, de recourir à l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers. Toutefois les instructions générales adressées par le Ministre du commerce aux préfets recommandent à ces derniers de recourir, pour la constatation de la durée du travail et des salaires, au concours d'une commission administrative, composée de personnes compétentes, indépendantes et désintéressées, et comprenant notamment des représentants qualifiés de toutes les administrations qui peuvent être appelées à faire exécuter des travaux similaires, afin que le même bordereau puisse être annexé avec autorité aux cahiers des charges de ces administrations.

I.

Pour la préparation des bordereaux, qui précède généralement les délibérations des assemblées départementales et communales, il faut distinguer le cas où, comme dans certains départements, elle a été l'œuvre de l'administration intéressée, et celui où, comme dans la plupart, elle a été le résultat des travaux d'une commission administrative avec ou sans le concours de commissions mixtes, selon les instructions adressées aux préfets dans la circulaire du 14 novembre 1899.

Il est arrivé dans la pratique, en raison des travaux spéciaux mis en adjudication par les services du Génie, de l'Artillerie ou des Ponts-et-Chaussées, que ces Administrations ont établi des bordereaux qui restent en vigueur à côté de ceux qui ont été établis par les Commissions administratives organisées par les préfets. D'autre part, il est arrivé pour certains départements, notamment où le service vicinal est assuré par l'Administration des ponts-et-chaussées, qu'il n'a pas été nécessaire de créer une Commission administrative, soit que les travaux vicinaux aient été seuls

⁽¹⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail*, août 1899. p. 737 et suiv.

assez importants pour légitimer l'insertion des clauses du décret, soit que l'architecte départemental se référât au cahier des charges déjà établi et qui avait été unanimement accepté par les patrons et les ouvriers. Enfin, dans un département, celui du Tarn, aucune Commission n'a été instituée; l'architecte départemental se base pour les travaux d'entretien sur les prix et la durée de la journée de travail des localités où se trouvent les bâtiments qui sont l'objet de ces travaux; comme les communes les plus importantes de ce département ont voté l'insertion des clauses du décret dans les cahiers des charges des travaux communaux, on a obtenu ainsi indirectement comme résultat l'application des décrets aux travaux d'entretien départementaux, les seuls qui aient eu lieu depuis la promulgation des décrets.

Dans certains départements : la Charente, la Corrèze, la Seine-Inférieure, le Conseil général ayant émis des votes défavorables à l'insertion des clauses sur le salaire et la durée du travail, les préfets ont cru pouvoir ne pas instituer de commission administrative. Au contraire, le préfet de l'Ardeche, malgré la délibération défavorable du Conseil général du 25 avril 1900, a institué une commission administrative par arrêté du 4 avril 1901 dont les travaux pourront ainsi servir de base à une discussion utile lorsque la proposition sera reprise devant l'assemblée départementale.

Voici, d'après les renseignements des préfets :

1° Les départements où l'Administration intéressée a établi elle-même les bordereaux :

Ain, Haute-Savoie, Vaucluse ;

2° Les 39 départements où une Commission administrative a été instituée :

Aisne.	Drôme.	Nièvre.
Alpes (Hautes-).	Gard.	Pyrénées (Basses-).
Alpes-Maritimes.	Ille-et-Vilaine.	Pyrénées-Orientales,
Ardeche.	Indre.	Rhône.
Ardenes.	Indre-et Loire.	Saône (Haute-).
Aube.	Loir-et-Cher.	Seine.
Aude.	Loire.	Seine-et-Marne.
Aveyron.	Loire (Haute-).	Sèvres (Deux-).
Bouches-du-Rhône.	Loire Inférieure.	Somme.
Calvados.	Lot.	Vaucluse.
Creuse.	Mayenne.	Vendée.
Dordogne.	Meuse.	Vienne.
Doubs.	Morbihan.	Vosges.

Quant aux commissions mixtes, prévues par l'article 3 du décret pour le cas où aucun accord n'existerait entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région, les commissions administratives instituées par les préfets ont eu à provoquer leur avis dans les 19 départements suivants :

Alpes-Maritimes.	Gard.	Seine.
Ardenes.	Indre.	Seine-et-Marne.
Aude.	Loire.	Somme.
Aveyron.	Pyrénées (Basses).	Vaucluse.
Bouches-du-Rhône.	Pyrénées (Orientales).	Vendée.
Dordogne (en formation).	Rhône.	
Doubs.	Saône (Haute).	

Généralement, la formation et le fonctionnement des commissions mixtes ont été aisés. Dans quelques départements, cependant, il a été impossible de former ces commissions. C'est ainsi que dans l'Eure, les syndicats patronaux du bâtiment n'ont pas fourni les renseignements sur la division des professions, nécessaires pour constituer ces commissions ; dans la Seine-et-Oise, celles-ci n'ont pu être formées en raison de la non réponse d'un certain nombre de syndicats ouvriers ; dans les Vosges, où le Conseil général a fait de leur consultation une condition à la discussion de l'application des décrets, l'absence de syndicats ouvriers du bâtiment au moment où la proposition de l'insertion des clauses du décret était faite par le Préfet au Conseil général a rendu impossible la formation des commissions mixtes. Enfin dans la Haute-Savoie, les commissions mixtes sont impossibles à constituer en raison du caractère nomade de la majorité des ouvriers du bâtiment.

D'autre part, ces commissions constituées n'ont pu aboutir dans 4 départements : les Alpes-Maritimes, pour la commission constituée dans l'arrondissement de Cannes, le Morbihan, les Basses-Pyrénées, le Rhône. Pour les trois premiers départements, les préfets n'ont pas donné les raisons de l'échec des commissions mixtes. Dans le Rhône, la commission nommée par la ville de Lyon où les travaux départementaux sont les plus importants, a échoué en raison de l'hostilité des syndicats patronaux et ouvriers dont les prétentions étaient exagérées des deux côtés ; une commission municipale a dû opérer une sorte d'arbitrage.

II.

Insertion des clauses du décret dans les cahiers des charges des travaux départementaux. — Dans 31 départements les clauses ont été insérées en totalité dans les cahiers des charges des travaux départementaux soit à la suite d'un vote du Conseil général (19 départements) soit à la suite de décision de la commission départementale (12 départements).

Voici les 19 départements où une délibération du Conseil général a été signalée par le préfet. Nous donnons les dates de ces délibérations parce qu'elles permettent de constater l'intérêt continu que les assemblées départementales ont trouvé à la discussion des clauses de ce décret :

Ain (20 août 1902).	Haute-Loire (18 avril 1901) ⁽¹⁾ .
Aisne (1 ^{er} octobre 1899),	Meurthe-et-Moselle (27 avril 1900) ⁽¹⁾
Allier (24 août 1900).	Oise (7 avril 1902).
Hautes-Alpes (25 avril 1900).	Haute-Saône (9 avril 1902).
Bouches-du-Rhône (2 juin 1900).	Saône-et-Loire (23 août 1902) ⁽¹⁾ .
Charente-Inférieure (30 août 1900).	Seine (1899).
Cher (août 1899).	Somme (24 août 1901) ⁽²⁾ .
Côte-d'Or (30 août 1901).	Var (novembre 1901).
Drôme (15 novembre 1900).	Yonne (17 avril 1901).
Finistère (17 avril 1901).	

Voici les 12 départements où les clauses ont été appliquées par les préfets après avis des commissions départementales statuant sur chaque marché.

Basses-Alpes.	Gironde.	Nièvre.
Aude.	Loire.	Nord.
Cantal.	Lot-et-Garonne.	Vienne.
Creuse.	Mayenne.	Haute-Vienne.

⁽¹⁾ Sur l'initiative des syndicats ouvriers.

⁽²⁾ Sur le vœu du conseil d'arrondissement d'Amiens.

Dans 3 départements les Conseils généraux ont laissé aux préfets le soin de décider l'insertion des clauses dans les cahiers des charges ; ce sont les suivants :

Marne (25 avril 1900).

Orne (8 avril 1902).

Sarthe (18 avril 1901).

Rappelons que pour le département du Tarn, l'architecte départemental se base pour les travaux d'entretien, en l'absence de marchés importants qui auraient nécessité une décision du Conseil général, sur les prix et la durée de la journée de travail des localités où s'effectuent ces travaux.

Dans les 15 départements suivants, le Conseil général n'a accepté l'insertion dans les cahiers des charges des marchés départementaux que d'une partie des clauses :

Aveyron (novembre 1899).

Isère (22 août 1902).

Calvados (décision de la Commission départementale du 18 décembre 1899).

Jura (26 avril 1900).

Charente (août 1899).

Loire-Inférieure (26 avril 1900 et août 1902).

Corrèze (24 août 1900) ⁽¹⁾.

Maine-et-Loire (22 août 1900).

Côtes-du-Nord (1900).

Manche.

Ille-et-Vilaine (21 septembre 1899 et 26 avril 1900).

Morbihan.

Indre (août 1901).

Rhin (Haut-) [avril 1900.]

Seine-Inférieure (26 avril 1900).

Sur ces 15 départements, 8 seulement ont voté l'insertion de l'article 2 du décret cependant obligatoire, qui vise la sous-entreprise et l'interdiction du marchandage. Voici, d'ailleurs, la répartition de ces départements par rapport aux clauses insérées :

4 départements insèrent l'article 2 seulement : Aveyron, Charente, Jura, Morbihan.

1 département, l'article 2 et les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} : Ille-et-Vilaine.

1 département, l'article 2 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} : Haut-Rhin.

1 département, l'article 2 et les paragraphes 1 et 4 de l'article 1^{er} : Manche.

1 département, l'article 2 et le paragraphe 2 de l'article 1^{er} : Seine-Inférieure.

4 départements, les paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} : Corrèze, Isère, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire.

1 département, les paragraphes 1 et 4 de l'article 1^{er} : Calvados.

1 département, les paragraphes 2 et 3 de l'article 1^{er} : Côtes-du-Nord.

1 département, les paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} : Indre ⁽²⁾.

D'autre part, le conseil général du Pas-de-Calais, après avoir dans une première délibération du 24 avril 1900, refusé l'insertion des clauses du décret dans les marchés départementaux, a dans une deuxième délibération du 19 août 1901, décidé d'examiner au fur et à mesure des marchés quelles seront les clauses qui pourront y être introduites.

Dans trois départements : le Gard, le Rhône et les Vosges, le Conseil général attend pour statuer que les commissions administratives ou mixtes aient terminé leurs travaux.

Enfin le Conseil général des Hautes-Pyrénées a décidé d'ajourner sa décision à la session d'avril 1903.

⁽¹⁾ Le Conseil général de la Corrèze a craint que l'application des paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} atteignent les moins robustes et les moins intelligents des ouvriers.

⁽²⁾ Sur la demande du syndicat des ouvriers typographes de Châteauroux

Dans 8 départements, le Conseil général a pris une décision défavorable à l'insertion des clauses du décret; ce sont les suivants :

Ardèche (25 avril 1900).	Meuse (21 août 1902),
Eure-et-Loir (août 1901).	Pyrénées (Basses-) [5 avril 1902].
Indre-et-Loire (18 septembre 1899).	Sèvres (Deux-) [24 avril 1900]
Loir-et-Cher.	Vendée.

Dans les départements de la Meuse et des Deux-Sèvres l'avis défavorable a été donné par suite de la crainte que l'application des clauses du décret pourrait avoir une fâcheuse répercussion sur les finances départementales. Dans les deux autres départements cette décision a été prise par le Conseil général qui désirait attendre le résultat de l'application par l'État. C'est ce dernier motif qui a aussi guidé, d'après le Préfet, le Conseil général de Seine-et-Marne, qui, saisi par lui à deux reprises de la question de l'application du décret, a ajourné sa décision.

En résumé, la question de l'insertion des clauses du décret pour les travaux départementaux a été posée dans 64 départements sur 87; les préfets des 23 autres départements ont répondu qu'en l'absence de travaux assez importants, il ne leur a pas paru utile de proposer cette insertion. Le service vicinal exécute cependant des travaux neufs assez importants, mais il conviendrait, pour faciliter l'intervention préfectorale, d'incorporer les dispositions des décrets dans les formules qui composent le règlement et l'instruction générale pour le service vicinal.

Les préfets ont signalé l'insertion des clauses du décret dans les cahiers des charges des travaux vicinaux dans les 13 départements suivants : Ain, Aisne (pour 31 communes), Allier, Alpes (Basses-), Côte-d'Or, Loir-et-Cher, Loire, Nièvre, Orne, Rhin (Haut-), Haute-Saône, Savoie, Savoie (Haute-). D'autre part, le Conseil général de Saône-et-Loire ayant laissé aux communes le soin de décider l'insertion des clauses du décret dans les cahiers des charges des marchés pour leurs travaux vicinaux, les communes du Creusot et de Montceau-les-Mines ont usé de cette faculté.

III.

Application du décret aux travaux communaux. — Le décret du 10 août 1899 relatif aux marchés de travaux et fournitures passés aux noms des communes a été appliqué dans un certain nombre de communes de départements. Généralement, les municipalités sont avisées de la faculté de l'insertion de ces clauses par la voix du Recueil des actes administratifs. Dans quatre départements cependant, ceux des Côtes-du-Nord, de la Loire, du Haut-Rhin et de la Somme, les préfets n'acceptent les cahiers des charges des travaux communaux que s'ils contiennent les dispositions impératives du décret. D'autre part, le Conseil général des Bouches-du-Rhône a décidé de n'accorder de subvention, pour les travaux des communes, que si celles-ci appliquent pour ces travaux les clauses du décret du 10 août 1899.

Voici maintenant par département les communes :

1° Qui ont appliqué la totalité des clauses du décret (dans 52 départements) :

Ain : Bourg; *Allier* : Moulins, Montluçon, Vichy, Souvigny; *Basses Alpes* : toutes les communes qui ont adjugé des travaux depuis la promulgation du décret⁽¹⁾; *Hautes-Alpes* : Gap; *Alpes-Maritimes* : deux communes⁽²⁾; *Aube* : Romilly-

⁽¹⁾ Le nombre n'en a pas été donné par le préfet.

⁽²⁾ Le préfet n'a pas donné le nom de ces communes.

sur-Seine ; *Aude* : Carcassonne ; *Bouches-du-Rhône* : Marseille, La Ciotat ; *Calvados* : Deauville, Trouville, Beyzeval ; *Cantal* : Jussac, Cros-de-Ronesque, Sénégergues, Saint-Jacques-des-Blats, Rouffiac, Trioulou, Carlat, Vic-sur-Cère, Saint-Simon, Rouziers ; *Charente-Inférieure* : Rochefort-sur-Mer ; *Cher* : Bourges, Vierzon-Ville ; *Corrèze* : Tulle, Brive ; *Côte-d'Or* : Dijon ; *Côtes-du-Nord* : Saint-Brieuc ; *Creuse* : toutes les communes ; *Dordogne* : Périgueux, Bergerac ; *Drôme* : Valence ; *Eure* : dans quelques communes ⁽¹⁾ ; *Garé* : Nîmes ; *Haute-Garonne* : Toulouse ; *Gironde* : Bordeaux, Gours, Arcachon, Bègles, Pauillac, Civrac, Lavazan, Saint-Martin-de-Laye, Pomerol ; *Hérault* : Cette, Béziers ; *Ille-et-Vilaine* : Rennes, Vitré ; *Indre* : Issoudun ; *Indre-et-Loire* : Tours ⁽²⁾ ; *Isère* : Grenoble (pour les travaux de la commune et des établissements et sociétés subventionnés par la commune) ; *Loir-et-Cher* : Blois et la plupart des communes ⁽¹⁾ ; *Loire* : Saint-Étienne, La Ricamarie, Le Chambon-Feugerolles, La Fouillouse, Izieux ; *Haute-Loire* : Le Puy ; *Maine-et-Loire* : Angers, Cholet, Chemillé ; *Marne* : Châlons-sur-Marne, Épernay, Reims, Sézanne, Dormans, Montmort, Fère-Champenoise, Vitry-le-François ; *Mayenne* : Mayenne, Laval ; *Meurthe-et-Moselle* : 76 communes ont appliqué les clauses du décret pour leurs travaux de voirie ; pour les travaux d'architecture, les municipalités ont restreint l'application aux paragraphes 1 et 2 de l'article 1. Voici les noms de ces 76 communes : Nancy, Toul, Lunéville, Leyr, Pompey, Haroué, Mazerulles, Laitre-sous-Durance, Champenouse, Malleloy, Dombasle, Marbach, Pierre-la-Treiche, Moncel-sur-Seille, Haucourt, Saint-Martin, Ville-en-Vermois, Rembercourt, Aboncourt, Brainville, Vého, Giriviller, Remoncourt, Beuvezin, Dieulouard, Custines, Charmes-la-Côte, Goudreville, Pierre percée, Biouville, Valleray, Jarny, Gélacourt, Vathiménie, Ville-au-Montois, Saulves, Charmois, Petitmont, Allamont, Mance, Goudrecourt-dix, Minarville, Cosnes, Malzéville, Lucey, Flirey, Mont-Saint-Martin, Offléville, Parux, Villerupt, Villers-la-Chèvre, Dongermain, Andilly, Pexonne, Val et Châtillon, Frouard, Hourécourt, Jaruf, Angomont, Breménil, Bayonville, Igney, Saint-Max, Bicqueley, Ochey, Arracourt, Lorey, Mai-zières-les-Toul, Longwy, Joudreville, Grimonviller, Pagny-derrière-Barine, Colombey, Domèvre-en-Haye, Sescy-aux-Forges, Bulligny ; *Meuse* : Martincourt, Malancourt ; *Nièvre* : Nevers ; *Nord* : Lille, Roubaix, Armentières, Dunkerque, La Madeleine, Valenciennes, Douai, Wavrechain-sous-Denain ; *Oise* : les communes qui ont adjugé des travaux depuis la promulgation du décret ⁽¹⁾ ; *Orne* : Argentan, le conseil municipal d'Alençon a renvoyé la question de l'application du décret à une commission qui n'a pas encore déposé son rapport ; *Pas-de-Calais* : Arras, Boulogne-sur-Mer, Calais ; *Hautes-Pyrénées* : toutes les communes ; *Pyrénées-Orientales* : Perpignan ; *Rhône* : Lyon, Oullins, Tarare ; *Haute-Saône* : Athesans, Hyet, Boulton, Eguilly ; *Saône-et-Loire* : Mâcon ; *Sarthe* : Le Mans ; *Seine* : Paris ; *Tarn* : Albi, Castres, Gaillac, Brassac, Ganévaques, Sorèze, Lacauze, Puycalvel, Aussillon, Pont-de-Larn, Lacrouzelte, Rabastens, Téco, Montmiral, Vieux, Graulhet ; *Vendée* : La Roche-sur-Yon, Montaigu, Noirmoutiers ; *Vienne* : Poitiers, Châtellerault, Loudun ; *Haute-Vienne* : Limoges, Saint-Yrieix, Châlus, Couzeix ; *Yonne* : toutes les communes.

2° Qui ont appliqué partie des clauses du décret :

Jura : Lons-le-Saulnier, Champagnole et Lavancia (l'art. 2 dont les dispositions sont d'ailleurs impératives est seul appliqué) ; *Loire-Inférieure* : Nantes (§§ 3 et 4 de l'art. 1) ; *Lot-et-Garonne* : quelques communes ⁽²⁾ (§§ 1 et 2 de l'art. 1) ; *Lozère* :

⁽¹⁾ Le nombre n'en a pas été donné par le préfet.

⁽²⁾ Les tarifs municipaux sont devenus une règle pour les entreprises particulières.

toutes les communes (art. 2) ; *Meuse* : Bar-le-Duc (§§ 3 et 4 de l'art. 1) ; *Morbihan* : quelques communes ⁽¹⁾ (art. 2) ; *Pay-de-Dôme* : Clermont-Ferrand (§§ 1 et 2 de l'art. 1), le conseil a émis un vote défavorable à l'application des autres clauses ; *Seine-Inférieure* : Rouen (§ 2 de l'art. 1 et art. 2), Le Havre (§§ 1 et 2 de l'art 1 et art. 2) ; *Somme* : Amiens (art. 1) ; *Tarn-et-Garonne* : Meauzac, Saint-Antonin, Montauban, Lesbarthes, Malause, Septfonds, Parizot, Castelsagrat, Albefeuille, Durtfort (§§ 1, 2 et 4 de l'art. 1 et art. 2).

*
* *

Les rapports des préfets sont unanimes à constater l'absence de difficulté au cours de l'application des clauses des décrets pour les travaux départementaux et communaux.

En dehors des départements et des communes que nous avons signalés comme ayant émis un vote défavorable à l'application des clauses des décrets, c'est à l'absence de marchés importants que les préfets attribuent la non application des clauses du décret dans les départements et communes où nous n'avons rien eu à signaler.

⁽¹⁾ Le nombre n'en a pas été donné par le préfet.

APPLICATION DES DÉCRETS

LES SALAIRES DU BÂTIMENT EN 1902

PROFESSIONS.	SALAIRES						
	LILLE.	ROUBAIN.	ARMEN- TIÈRES.	LA MADELEINE.	HOUPLINES.	MARCO.	DOTAL.
I. Jeune terrassier.....	0 20 P.	"	"	"	"	"	"
II. Terrassier	0 30 P.	0 35 P.	"	0 35 V.	0 35 P.	"	0 35 P.
III. Fort terrassier.....	0 35 P. 0 40 G. 0 42 V.P.	0 37 P. 0 40 V.	"	0 37 V.	0 37 P.	"	0 37 P. 0 40 B.A.P.
IV. Chef terrassier	"	0 45 P.	"	0 43 V.	"	"	0 45 P.A.
V. Taluteur et gazonnier.	"	0 40 V.P.	"	0 40 V.	0 40 P.	"	0 50 B. 0 40 P.A.
VI. Aide jardinier.	"	"	"	"	"	"	0 30 B.
VII. Foreur de puits.....	0 50 V.	"	"	"	"	"	"
VIII. Charretier ordinaire.....	0 35 V.G.	0 30 P.	"	0 33 V.	"	0 30 P.	0 30 P.
IX. Charretier.....	0 40 P.	0 32 P.	"	0 34 V.	"	0 32 P.	0 32 P.G.A.
X. Démolisseur.....	"	"	"	"	"	"	0 40 A.
XI. Casseur de pierres	"	"	"	"	"	"	"
XII. Tailleur de pierres blanches.	0 50 V.	0 60 V.	"	"	"	"	"
XIII. Scieur de pierres blanches..	"	0 50 V.	"	"	"	"	"
XIV. Tailleur de pierres	0 50 V. 0 55 G.	0 48 V. 0 55 P.	"	0 55 V.	0 55 P.	0 55 P.	0 50 P. 0 55 P.A.
XV. Tailleur de grès pour pare- ments vus.....	"	"	"	"	"	"	"
XVI. Tailleur de grès.....	0 50 V.	0 55 V.	"	"	"	"	"
XVII. Smilleur de grès	"	"	"	"	"	"	"
XVIII. Epinceur de grès	0 50 V.	0 55 V.	"	"	"	"	0 50 P.
XIX. Ravaleur et poseur.....	0 60 V.	0 52 P. 0 70 V.	"	0 45 V.	0 52 P.	0 52 P.	0 52 P. 0 55 A.
XX. Chef maçon	"	0 60 P.	"	0 48 V.	"	0 60 P.	0 60 P.
XXI. Maçon, contreposeur et moel- lonneur	0 40 A. 0 42 V. 0 48 G.	0 43 V. 0 50 P.	"	0 45 V.	"	0 50 P.	0 45 G. 0 50 B.P.A.
XXII. Maçon ordinaire briquetier..	"	0 40 P.	"	0 40 V.	0 40 P.	"	0 40 P.A. 0 45 A.
XXIII. Jointoyeur	0 42 V. 0 43 G.	"	"	"	"	"	0 40 A. 0 50 A.
XXIV. Bardeur	"	0 38 P.	"	0 38 V.	0 38 P.	0 38 P.	0 38 P.
XXV. Piqueur de grès et fendeur de grès.....	0 60 V.P.	0 55 V.	"	"	"	"	0 50 P. 0 55 B. 0 60 G.
XXVI. Piqueur de moellons.....	"	0 52 P.	"	0 50 V.	"	"	0 52 P.
XXVII. Perreyeur	"	0 45 P.	"	0 42 V.	0 45 P.	"	0 45 P.
XXVIII. Carreleur	0 60 V.	0 52 V.	"	"	"	"	"
XXIX. Aide carreleur	0 32 V.	"	"	"	"	"	"
XXX. Manœuvre de maçon.....	0 30 A. 0 35 V.	0 35 V.	"	"	"	"	"
XXXI. Manœuvre	0 25 P. 0 32 G.	0 28 P.	"	0 28 V.	0 28 P.	0 28 P.	0 32 A. 0 28 P.A. 0 30 B.P.
XXXII. Fort manœuvre.....	0 30 P. 0 35 V.	0 33 P.	"	0 32 V.	0 33 P.	0 33 P.	0 33 P.G.A.

V. Ville.

B. Établissement public de bienfaisance.

D. Département.

DU 10 AOÛT 1899.

DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD.

A L'HEURE DANS LES VILLES DE :

	VALEN- CIENNES.	WAWRE- CHAIN- SOUS- DENAIN.	THIANT.	BOUCHAIN.	HAZE- BROUCK.	MERVILLE.	DUNKERQUE.	AVESNES.	CAMBRAI.
I.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
II.	0 35 P.	0 40 V.	0 40 D.	0 32 P.	0 275 P.	0 35 P.	0 35 B.P.	0 35 P.	0 30 P. 0 32 P. 0 34 P. 0 35 P.
III.	0 44 V.	"	"	0 37 P.	"	0 37 P.	0 37 P. 0 42 V.	"	0 37 P.
IV.	"	"	"	0 45 P.	"	0 45 P.	0 45 P.	0 50 P.	0 45 P.
V.	0 44 V.	"	"	"	"	0 40 P.	0 40 P.	0 50 P.	0 40 P.
VI.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
VII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
VIII.	"	"	"	0 30 P.	0 30 P.	0 30 P.	0 30 P.	0 35 P.	0 30 P.
IX.	"	"	"	"	"	0 32 P.	0 32 P. 0 40 A.	"	0 32 P.
X.	0 44 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
XI.	"	"	"	"	"	"	"	0 35 P.	0 30 P.
XII.	0 52 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
XIII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XIV.	0 56 V. 0 60 P.	"	"	"	0 55 P.	0 55 P.	0 50 B. 0 60 V.	"	0 55 P. 0 58 P.
XV.	0 56 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
XVI.	0 50 V. 0 60 P.	"	"	"	"	"	"	"	"
XVII.	"	"	"	"	"	"	0 70 P.	"	"
XVIII.	"	"	"	"	0 55 P.	"	"	"	0 60 P.
XIX.	0 52 V.	"	"	"	"	0 52 P.	0 55 V.	"	0 52 P.
XX.	"	"	"	0 60 P.	"	0 60 P.	"	"	0 60 P.
XXI.	0 45 P. 0 50 V.	0 50 V.	0 45 D.	"	"	0 50 P.	0 45 B.	"	0 50 P.
XXII.	0 45 V. P.	"	"	0 40 P.	"	0 40 P.	0 40 A.	"	0 40 P.
XXIII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XXIV.	"	"	"	"	"	0 38 P.	"	"	0 35 P.
XXV.	"	"	"	"	"	"	"	"	0 50 P. 0 60 P.
XXVI.	"	"	"	"	"	0 52 P.	"	"	0 52 P.
XXVII.	"	"	"	"	"	0 45 P.	"	"	0 45 P.
XXVIII.	0 52 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
XXIX.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XXX.	"	0 35 V.	0 35 D.	"	"	"	0 36 V. 0 30 B.	"	"
XXXI.	0 35 V. P.	"	"	0 28 P.	0 275 P.	0 28 P.	0 28 P. 0 30 A. P.	"	0 28 P. 0 30 P.
XXXII.	"	"	"	0 33 P.	"	0 33 P.	0 33 P. 0 35	"	0 33 P. 0 34 P.

A. Artillerie.
G. Génie.
P. Ponts et chaussées.

SALAIRES

PROFESSIONS.	LILLE.	ROUBAIX.	ARMEN- TIÈRES.	LA MADELEINE.	BOULPAINES.	MARCO.	DOUAL.
XXXIII. Petit manoeuvre.....	0 20 P. 9 23 G.	0 22 P.	"	0 22 V.	0 22 P.	0 22 P.	0 18 A. 0 20 P. 0 22 P.
XXXIV. Mousse.....	"	0 16 P.	"	0 16 V.	"	0 16 P.	0 16 P.A.
XXXV. Maître paveur.....	0 60 P. 0 42 V.	"	"	"	"	"	"
XXXVI. Paveur.....	0 45 P. 0 50 P.	0 45 P. 0 50 V.	"	0 42 V.	"	"	0 45 P.A. 0 50 B.P.
XXXVII. Aide paveur.....	0 30 V.P. 0 35 P.	0 30 V.	"	"	"	"	"
XXXVIII. Fort manoeuvre paveur....	"	"	"	"	"	"	"
XXXIX. Chef applicateur d'asphalte.	0 70 V.	0 64 V.	"	"	"	"	"
XL. Aide applicateur d'asphalte.	0 35 V.	0 38 V.	"	"	"	"	"
XLI. Ouvrier bitumier.....	0 40 V.	0 35 V.	"	"	"	"	"
XLII. Cimenteur.....	0 57 G. 0 65 V.	0 52 V.	"	0 55 V.	"	"	0 55 A.
XLIII. Gâcheur de ciment.....	"	"	"	"	"	"	0 40 A.
XLIV. Cimentier spécial dit limou- sin.....	0 80 V.	"	"	"	"	"	"
XLV. Gâcheur spécial.....	0 60 V.	"	"	"	"	"	"
XLVI. Marbrier.....	0 65 V.	0 48 V.	"	"	"	"	"
XLVII. Couvreur.....	0 42 V. 0 46 G.	0 48 V.	"	"	"	"	0 40 A. 0 45 A.
XLVIII. Manoeuvre de couvreur....	0 18 V.	0 30 V.	"	"	"	"	"
XLIX. Zingueur.....	0 49 G. 0 50 V.	0 52 V.	"	"	"	"	0 50 A.
L. Aide zingueur.....	0 30 V.	0 30 V.	"	"	"	"	"
LI. Plombier et fontainier....	0 55 V. 0 56 G.	0 55 V.	"	"	"	"	"
LII. Aide plombier.....	0 35 V.	0 30 V.	"	"	"	"	"
LIII. Gazier, monteur.....	0 55 V.	0 50 V.	"	0 55 V.	"	"	"
LIV. Aide gazier.....	"	0 30 V.	"	"	"	"	"
LV. Ramonneur.....	0 50 V.	"	"	"	"	"	"
LVI. Aide ramonneur.....	0 30 V.	"	"	"	"	"	"
LVII. Électricien.....	"	"	"	"	"	"	"
LVIII. Chef charpentier.....	"	0 60 P.	0 50 V.	"	"	0 60 P.	0 60 P.
LIX. Charpentier.....	0 48 G.	0 45 P.	0 40 V.	0 45 V.	"	0 45 P.	0 45 P.
LX. Fort charpentier.....	0 50 V.	0 50 P. 0 55 V.	0 45 V.	0 50 V.	"	0 50 P.	0 50 P.A.
LXI. Aide charpentier.....	"	0 25 P.	0 18 V.	0 25 V.	"	0 25 P.	0 25 P.
LXII. Chef menuisier.....	"	"	0 50 V.	"	"	"	"
LXIII. Menuisier.....	0 50 V.G.	0 50 P. 0 55 V.	0 40 V. 0 45 V.	"	"	"	0 50 P.A.
LXIV. Demi-ouvrier menuisier....	0 40 V.	"	"	"	"	"	"
LXV. Aide menuisier.....	0 30 V.	0 30 V.	0 18 V.	"	"	"	"
LXVI. Parqueteur.....	0 80 V.	0 60 V.	"	"	"	"	"
LXVII. Aide parqueteur.....	0 45 V.	0 35 V.	"	"	"	"	"
LXVIII. Deux scieurs de long en- semble.....	1 10 V.	"	"	"	"	"	"
LXIX. Serrurier, ajusteur, poëlier et poseur de soumettes....	0 56 G. 0 60 V.G.	0 55 V.	"	"	"	"	0 50 A.
LXX. Aide serrurier.....	0 25 V.	0 30 V.	"	"	"	"	"
LXXI. Ajusteur, mécanicien.....	0 70 V.	0 62 V.	"	"	"	"	0 55 P.
LXXII. Forgeron (grosse forge)...	1 00 V.	"	"	"	"	"	"

L'HEURE DANS LES VILLES DE :

	VALEN- CIENNES.	WARE- GHAUX- SOCS- DENAIN.	THIAST.	BOUL. LAUN.	HAZE- BROUCK.	MERVILLE.	DUNKERQUE.	AYESNES.	CAMBRAI.
XXXIII.	0 28 V.	"	"	0 22 P.	"	0 22 P.	0 22 P. 0 25 A.	"	0 22 P.
XXXIV.	"	"	"	0 16 P.	"	0 16 P.	0 16 P.	"	0 16 P. 0 18 P.
XXXV.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XXXVI.	0 45 P. 0 50 V.	"	"	"	0 45 P.	0 45 P.	0 60 P.	"	0 45 P. 0 50 P. 0 60 P.
XXXVII.	0 28 V.	"	"	"	"	"	"	"	0 30 P.
XXXVIII.	0 35 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
XXXIX.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XL.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XLI.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XLII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XLIII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XLIV.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XLV.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XLVI.	0 56 V.	"	"	"	"	"	0 50 B. 0 60 V. 0 45 A. 0 50 B. 0 55 V.	"	0 50 P.
XLVII.	0 48 V.	0 50 V.	0 50 D.	"	"	"	0 25 B. 0 36 V. 0 45 A. 0 50 B. 0 55 V.	"	"
XLVIII.	0 28 V.	0 30 V.	0 30 D.	"	"	"	0 25 B. 0 36 V. 0 45 A. 0 50 B. 0 55 V.	"	"
XLIX.	0 48 V.	0 50 V.	0 50 D.	"	"	"	0 25 B. 0 36 V. 0 45 A. 0 50 B. 0 55 V.	"	0 50 P.
L.	0 28 V.	0 30 V.	0 30 D.	"	"	"	0 25 B. 0 36 V. 0 45 A. 0 50 B. 0 55 V.	"	"
LI.	0 48 V.	"	"	"	"	"	0 25 B. 0 36 V. 0 45 A. 0 50 B. 0 55 V.	"	0 50 P.
LII.	0 28 V.	"	"	"	"	"	0 25 B. 0 36 V. 0 45 A. 0 50 B. 0 55 V.	"	"
LIII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LIV.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LV.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LVI.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LVII.	0 70 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
LVIII.	"	"	"	0 60 P.	"	0 60 P.	0 60 P.	"	0 60 P.
LVIX.	0 56 V.	0 55 V.	0 45 D.	0 45 P.	"	0 45 P.	0 45 B.P.	"	0 45 P.
LX.	"	"	"	0 50 P.	"	0 50 P.	0 50 P. 0 55 V. 0 25 P. 0 30 B. 0 36 V.	"	0 50 P.
LXI.	0 35 V.	"	"	0 25 P.	"	0 25 P.	0 45 B. 0 50 P. 0 55 V.	"	0 25 P.
LXII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXIII.	0 52 V.	0 55 V.	0 50 D.	"	"	0 50 P.	0 45 B. 0 50 P. 0 55 V.	"	0 50 P.
LXIV.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXV.	0 20 V.	"	"	"	"	"	0 30 B. 0 36 V.	"	"
LXVI.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXVII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXVIII.	"	"	"	"	"	"	0 90 B. 1 00 V.	"	"
LXIX.	0 48 V.	"	"	"	"	"	0 50 B. 0 60 V.	"	"
LXX.	0 28 V.	"	"	"	"	"	0 35 B.	"	"
LXXI.	"	"	"	"	"	"	0 50 B.	"	0 55 P.
LXXII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"

PROFESSIONS.	SALAIRES						
	LILLE.	ROUBAIX.	ARMEN- TIÈRES.	LA MADELEINE.	MOULINES.	MARCO.	DOUAI.
LXXIII. Forgeron ordinaire.	0 51 G. 0 60 V.	0 50 P. 0 60 V.	"	"	"	"	0 50 P.A.
LXXIV. Frappeur, tireur desoufflet. .	0 38 V.	0 40 V.	"	"	"	"	"
LXXV. Blanchisseur de murs, la- veur ou nettoyeur.	0 40 V.	0 45 V.	"	"	"	"	"
LXXVI. Plafonneur.	0 42 V.	0 45 V.	"	"	"	"	0 40 A.
LXXVII. Plafonneur de 2 ^e classe. .	"	"	"	"	"	"	0 45 A.
LXXVIII. Plafonneur de 1 ^{re} classe. .	"	"	"	"	"	"	0 60 A.
LXXIX. Manœuvre plafonneur. .	0 30 V.	0 35 V.	"	"	"	"	"
LXXX. Fort manœuvre plafonneur. .	"	"	"	"	"	"	"
LXXXI. Plâtrier.	0 95 V.	"	"	"	"	"	"
LXXXII. Aide plâtrier.	0 40 V.	"	"	"	"	"	"
LXXXIII. Peintre et enduiseur.	0 42 V. 0 45 G.	0 45 V.	"	"	"	"	0 40 A.
LXXXIV. Peintre d'appartement. .	"	"	"	"	"	"	"
LXXXV. Vitrier.	0 42 V. 0 44 G.	0 50 V.	"	"	"	"	0 40 A.
LXXXVI. Aide peintre ou vitrier. .	0 22 V.	0 30 V.	"	"	"	"	"
LXXXVII. Doreur.	0 50 V.	0 55 V.	"	"	"	"	"
LXXXVIII. Décorateur ordinaire.	"	"	"	"	"	"	"
LXXXIX. Décorateur artistique.	0 60 V.	0 60 V.	"	"	"	"	"
XC. Ébéniste.	"	0 55 V.	"	"	"	"	"
XCI. Tapissier.	"	0 50 V.	"	"	"	"	"
XCII. Aide tapissier.	"	0 30 V.	"	"	"	"	"

LES USAGES EN MATIÈRE DE DÉLAI-CONGÉ.

I

Le Ministre du commerce a été saisi par plusieurs Conseils de prud'hommes des inconvénients que présenteraient certaines pratiques qui auraient pour but de porter atteinte aux usages en matière de délai-congé.

On sait qu'il est d'usage dans beaucoup de professions que le patron et l'ouvrier se préviennent mutuellement un certain temps d'avance de leur intention de rompre le contrat de travail qui les lie. Cette période de temps qui doit s'écouler entre la dénonciation du contrat et la cessation effective du travail est connue sous le nom de *délai-congé*. Le patron ou l'ouvrier qui n'observe pas le délai-congé peut être condamné à des dommages-intérêts.

Le délai-congé ne doit être observé que lorsque le contrat qui lie le patron et l'ouvrier a une durée indéterminée. Si le patron et l'ouvrier se sont engagés pour une période déterminée (un an, un mois, une journée, etc.), leur contrat prend fin à la fin de cette période sans qu'ils aient à s'avertir mutuellement à l'avance, sauf stipulation contraire.

Il est d'usage, en outre, dans la plupart des professions, que pendant la période qui suit l'embauchage de l'ouvrier et qui est connue sous le nom de « période d'essai »,

A L'HEURE DANS LES VILLES DE :

	VALEN- CIENNES.	WAWRE- CHAIN- SOUS- DENAIN.	THIANT.	BOUCHAIN.	HAZE- BROUCK.	MERVILLE.	DUNKERQUE.	AVESNES.	GAMBRAI.
LXXIII.	"	"	"	"	"	"	0 45 B. 0 50 P. 0 65 V.	"	0 50 P.
LXXIV.	"	"	"	"	"	"	0 35 B. 0 40 V.	"	"
LXXV.	0 28 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXVI.	0 48 V.	0 50 V.	0 45 D.	"	"	"	0 45 B. 0 45 V.	"	"
LXXVII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXVIII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXIX.	0 28 V.	"	"	"	"	"	0 30 B.	"	"
LXXX.	0 35 V.	"	"	"	"	"	0 36 V.	"	"
LXXXI.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXXII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXXIII.	0 44 V.	0 50 V.	0 50 D.	"	"	"	0 40 B. 0 50 V.	"	0 52 P.
LXXXIV.	0 48 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXXV.	0 44 V.	"	"	"	"	"	0 40 B. 0 50 V.	"	"
LXXXVI.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXXVII.	0 80 V.	"	"	"	"	"	"	"	"
LXXXVIII.	"	"	"	"	"	"	0 55 B. 0 61 V.	"	"
LXXXIX.	1 00 V.	"	"	"	"	"	0 75 B. 0 82 V.	"	"
XC.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XCI.	"	"	"	"	"	"	"	"	"
XCII.	"	"	"	"	"	"	"	"	"

le patron et l'ouvrier peuvent mutuellement se quitter sans observer le délai-congé.

Enfin la jurisprudence admet qu'en cas de *faute grave* de l'une des parties, l'autre partie peut, sans être passible de dommages-intérêts, rompre le contrat sans observer le délai-congé. Il a été jugé notamment que le patron peut renvoyer immédiatement un ouvrier, quand celui-ci est inculpé de vol ou de meurtre⁽¹⁾. Par contre il a été jugé que l'absence de courte durée d'un ouvrier, qui avait d'ailleurs avisé ses chefs par écrit de son absence, si elle autorisait le patron à résilier le contrat de travail, ne l'autorisait pas à ne pas observer le délai de prévenance⁽²⁾.

Quand l'usage du délai-congé n'existe pas dans une profession, l'obligation de dénoncer le contrat de travail quelque temps à l'avance ne peut résulter que d'une stipulation expresse de ce contrat⁽³⁾. En fait, en matière de contrat de louage l'obligation du délai-congé résulte presque toujours de l'usage, ou pour employer l'expression consacrée, des « us et coutumes » du métier. C'est également l'usage qui fixe la durée du délai-congé, la durée de la période d'essai et le montant de l'indemnité à payer par la partie qui n'observe pas le délai-congé. Cette indemnité est généralement fixée au montant du salaire afférent à la période du délai-congé.

L'existence de ces usages peut être prouvée par témoins. Généralement cette preuve est inutile parce que, dans la plupart des cas, les contestations sont portées

⁽¹⁾ Douai, 2 janvier 1900, S. 1900. 2, 172 ; Cassation, 9 juillet 1901, S. 1902. 1, 114.

⁽²⁾ Douai, 11 mai 1892, S. 94. 2, 194 ; Cassation, 21 novembre 1893, S. 95. 1, 166.

⁽³⁾ Cassation, 20 mars 1895, S. 95, 1, 313 ; 14 novembre 1894, S. 95. 1, 260.

devant les conseils de prud'hommes, qui sont constitués par des gens du métier. Il est assez rare que ces usages soient consignés dans un document authentique. Cependant il arrive quelquefois que, pour éviter les contestations, des conventions interviennent entre les représentants de patrons et d'ouvriers d'une même profession pour fixer et préciser les usages existant dans la corporation en matière de délai-congé. Nous citerons, comme exemple, la convention intervenue en novembre 1891 entre les chambres syndicales patronale et ouvrière de la blanchisserie de Seine et Seine-et-Oise, celle intervenue entre les chambres syndicales patronale et ouvrière de la passementerie⁽¹⁾, celle intervenue pour la sellerie-bourrellerie le 17 mars 1897 entre les conseillers prud'hommes patrons et ouvriers de cette profession à Paris.

II

Quelle est la valeur des usages, en matière de délai-congé, au point de vue juridique? Les usages en matière de délai-congé, comme tous les usages, n'ont d'autre valeur que de compléter ou d'éclairer le sens des conventions. C'est ainsi que, d'après l'article 1160 du Code civil, « on doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées », et que, d'après l'article 1159 du Code civil, « ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat a été passé ». Il s'ensuit que l'obligation du délai-congé se présume dans les professions où il est en usage. Mais, s'ils complètent ou précisent le sens des conventions, les usages ne peuvent prévaloir contre les dispositions formelles et expresses des conventions. Celles-ci, en effet, d'après l'article 1134 du Code civil, lorsqu'elles sont légalement formées, « tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ».

Aussi, la Cour de cassation a admis, à plusieurs reprises, que des conventions conclues entre des patrons et des ouvriers pouvaient supprimer ou modifier à leur égard le délai-congé en usage dans leur métier⁽²⁾.

On a soutenu cependant que de semblables conventions tombaient sous le coup de l'article 1780, paragraphe 4, du Code civil⁽³⁾, qui porte que « les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts ». La Cour de cassation a jugé que si cette disposition interdit aux parties de renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts dans le cas où le contrat de louage de services viendrait à être résilié par la faute de l'une d'elles, il ne leur défend ni de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration de congé et la cessation effective du travail ni même de supprimer tout délai de ce genre⁽⁴⁾.

Ainsi, ce n'est qu'en l'absence de conventions contraires que l'observation du délai-congé en usage dans la profession est obligatoire. C'est donc à la partie à laquelle il est réclamé des dommages-intérêts pour inobservation du délai-congé, dans une profession où ce dernier est en usage, à prouver qu'une convention formelle la dispensait de l'obligation de l'observer.

Comment peut se faire la preuve de cette convention? Quand il y a un contrat écrit, signé des deux parties, la preuve est facile. Mais ce cas est rare. La plupart des contrats de travail, dans les métiers où existe l'usage du délai-congé, sont conclus verbalement. Dans ces conditions, la preuve testimoniale, quand elle est léga-

⁽¹⁾ Code des usages professionnels. — *Us et coutumes des métiers. (Région de Paris.)* — J.-B. Baillière et fils, 1901.

⁽²⁾ Cassation, 2 février 1898, S. 99.1.22; 25 janvier 1899, S. 99.1.313; 18 juillet 1899, S. 99.1.508; 20 juin 1900, S. 01.1.13.

⁽³⁾ Modifié par la loi du 27 décembre 1890.

⁽⁴⁾ Cour de cassation, 20 juin 1900, S. 01.1.13, et 16 mars 1903. (*Bulletin de l'Office du travail*, avril 1903.)

lement possible, c'est-à-dire quand il s'agit de litiges d'un chiffre inférieur à 150 fr., est pratiquement extrêmement difficile, sinon impossible.

Deux cas méritent particulièrement l'attention, c'est d'abord celui où la question du délai-congé est fixée par un règlement d'atelier, et celui où elle est réglée par une convention intervenue entre les patrons et ouvriers d'une même profession ou leurs représentants.

Dans le premier cas, on peut se demander si le fait que des stipulations spéciales en matière de délai-congé figurent dans un règlement d'atelier, peut être considéré comme la preuve de l'acceptation de ces stipulations par l'ouvrier au moment de son embauchage. Beaucoup de conseils de prudhommes se sont refusés à accorder au règlement d'atelier une semblable force probante. Au contraire, la Cour de cassation a jugé que l'ouvrier qui travaille dans un atelier où un règlement est affiché dans les endroits les plus apparents et qui a eu connaissance de ce règlement est censé en avoir accepté les clauses.⁽¹⁾ En particulier, les dérogations apportées aux usages en matière de délai-congé par un règlement d'atelier sont considérées comme ayant été consenties par l'ouvrier et pouvant, par suite, lui être opposables⁽²⁾.

Enfin on peut se demander si un patron peut valablement introduire dans un règlement d'atelier des stipulations qui sont contraires non pas seulement à des usages, mais encore à des conventions passées au nom de tous les ressortissants d'une profession dans une région déterminée par des délégués des patrons et des ouvriers de la corporation. Les tribunaux n'ont jamais été appelés à trancher cette question spéciale, qui se rattache d'ailleurs à la question plus générale de la validité et de la portée des contrats collectifs et des conventions syndicales. Dans l'état de la législation actuelle et en l'absence de tout texte de loi régissant les contrats collectifs, la question ne comporte pas de solution unique, mais il y a lieu de tenir compte, dans chaque cas, des circonstances dans lesquelles sont intervenues ces sortes de conventions pour déterminer la mesure dans laquelle elles engagent ceux qui y ont pris part ou au nom desquels elles ont été conclues.

III

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence de la Cour de cassation en matière de règlement d'atelier a eu pour effet d'inciter à introduire dans les règlements d'atelier des stipulations dérogeant aux usages en matière de délai-congé. Cette pratique paraît être en faveur auprès de plusieurs chambres syndicales. C'est ainsi qu'à la chambre syndicale des fabricants de fleurs, feuillages, etc., de Paris, un conseiller prud'homme, s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de cassation, a fait la proposition d'imprimer un règlement-type qui serait tenu à la disposition des patrons adhérents et dans lequel serait insérée une clause ainsi conçue : « les ouvriers et ouvrières à l'heure, à la journée et aux pièces, sont prévenus que les engagements sont faits et consentis sans prévenance réciproque et que par conséquent les parties sont libres de se séparer à tout moment de la journée et de la semaine qui leur convient, sans avoir à donner de motifs, raisons ou indemnité de part et d'autre⁽³⁾ ».

Plusieurs conseils de prud'hommes et syndicats professionnels ont exprimé la

⁽¹⁾ Cassation 11 mai 1886, S. 86, I, 416; 7 août 1877, S. 78, 1.107, etc., etc.

⁽²⁾ Cassation 12 novembre 1900, S. 1901, 1.14; 22 mai 1901, S. 1901, 1.264; 12 mars 1902 (*Gazette des tribunaux*, 21 août 1902.) Voir également l'arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1903. (*Bulletin de l'Office du travail*, avril 1903.)

⁽³⁾ *Bulletin mensuel de la Chambre syndicale des fabricants de fleurs, feuillages, fruits et légumes*, 135, rue d'Aboukir, à Paris (n° du 19 juillet 1902).

crainte que la généralisation de cette pratique n'aboutisse à l'abolition de l'usage du délai-congé, et ils ont appelé l'attention de M. le Ministre du Commerce sur les graves inconvénients que présenterait aussi bien pour les patrons que pour les ouvriers la suppression de tout délai de prévenance. M. le Ministre a soumis la question à la commission permanente du Conseil supérieur du travail qui a ouvert une enquête auprès de tous les conseils de prud'hommes. Un questionnaire leur a été adressé pour leur demander : 1° quels sont les « us et coutumes » en vigueur, en matière de délai-congé, dans les diverses professions de leur ressort ; 2° si la pratique qui consiste à déroger à ces usages par les règlements d'atelier a pris de l'extension dans leur ressort, et 3° enfin, s'il n'y aurait pas lieu, à leur avis, de rendre ces usages obligatoires ou tout au moins de ne permettre d'y déroger que sous certaines conditions.

JURISPRUDENCE.

Louage de services ; délai-congé ; usages et règlement d'atelier ⁽¹⁾.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 16 mars 1903.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pouvoir,

Vu l'article 1780 du Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890, § 1, 2, 3, 4 et 5 ;

Attendu, d'une part, que si la rupture du contrat de louage de services fait sans détermination de durée, peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit de celui qui la subit, c'est à la condition qu'elle lui soit préjudiciable, et qu'elle constitue, à la charge de celui qui l'impose, une faute qui, seule, engage sa responsabilité ;

Attendu, d'autre part, que si le paragraphe 5 de l'article 1780 frappe de nullité toute convention par laquelle les parties renonceraient d'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts dans les conditions précisées par les paragraphes précédents, il ne leur défend pas de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration de congé ou de départ, et la cessation effective du travail ; qu'elles peuvent même convenir, comme dans l'espèce, qu'il ne sera observé de part et d'autre aucun délai de prévenance et écarter ainsi l'application d'usages contraires ;

Attendu, cependant, que pour condamner Magistry et Gerlache à payer à Bogaert, ouvrier brusquement congédié, 26 francs, à titre de dommages-intérêts, le Conseil des Prud'hommes, sans relever aucune faute à la charge des patrons, a fondé sa décision sur ce que le renvoi de l'ouvrier avait eu lieu « contrairement à l'usage local qui établit une prévenance réciproque dont le délai est basé sur le mode de paiement, » en refusant d'appliquer, sous prétexte qu'il n'avait pas reçu « l'approbation du Conseil » qu'il était « léonin » et « en cont adiction avec l'article 1780 du code civil », un règlement de chantier « accepté par tous ceux qui avaient signé un registre spécial » et prohibant de part et d'autre tout délai de prévenance quel que soit, pour l'ouvrier son mode de paiement ;

Qu'en statuant ainsi, le jugement attaqué a faussement appliqué et, par suite, violé l'article de loi sus-visé.

Par ces motifs, Casse et annule.

Accidents du travail ; accident survenu sur le lieu et à l'heure du travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 23 avril 1902.)

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Barré, ouvrier de Nicot, entrepreneur de travaux publics, exécutés dans le port des Sables d'Olonne, se trouvait, le 30 septembre 1900, occupé depuis un temps assez prolongé pour qu'il dût, vers minuit, prendre quelque nourriture; qu'il se retira dans le baraquement des machines pour y faire son repas et qu'il sortit pour en jeter les restes au dehors; qu'il s'engagea alors sur la jetée, comprise, en cette partie, dans le chantier; que les bords n'en étaient pas pourvus de barrières et que le défaut d'éclairage y rendait la circulation dangereuse; que Barré tomba dans le chenal en ce moment à sec et s'y blessa;

Attendu que de ces constatations il résulte que le travail a été l'occasion de l'accident arrivé à Barré; que cet accident est survenu, en effet, dans le lieu et à l'heure du travail et qu'il est dû au défaut d'éclairage du chantier;

D'où il suit qu'en faisant bénéficier Barré des dispositions de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué n'a pas violé l'article visé au pourvoi;

Rejette le pourvoi contre l'arrêt de Poitiers, du 28 mai 1901.

Accidents du travail ; la preuve du caractère professionnel de l'accident incombe au demandeur.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 10 juin 1902.)

La Cour,

Attendu que seuls les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés dans les industries que vise la loi du 9 avril 1898 donnent, aux termes de cette loi, droit au profit de celui qui en a été victime ou de ses représentants à une indemnité à la charge du chef de l'entreprise; qu'il suit de là que l'ouvrier, l'employé ou leurs représentants, demandeurs en indemnité, doivent prouver tout à la fois, outre leur qualité et l'assujettissement à la loi du 9 avril 1898 de l'industrie dans laquelle s'effectuait le travail, l'accident et la relation entre l'accident et le travail; que ladite loi n'apporte en effet, aucune dérogation au principe posé par l'article 1315 du Code civil;

Attendu, en fait, que la veuve Senger demande à la compagnie urbaine d'eau et d'électricité, tant en son nom personnel qu'au nom de ses quatre enfants mineurs, les rentes déterminées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, à l'occasion de la mort de son mari, ouvrier de la compagnie, décédé subitement le 9 août 1899, au cours de son travail dans l'usine;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que les rapports médicaux, l'autopsie faite, les dépositions reçues ne permettent pas de dire si la mort de Senger est due à une cause naturelle ou à une cause accidentelle; qu'il décide, en droit, que la charge de la preuve du caractère accidentel de la mort incombe à la demanderesse; que,

pour arriver à la découverte de la vérité, il ordonne d'office une expertise nouvelle qu'en statuant ainsi ledit arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi ;

Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Paris, du 12 mai 1900.

(Arrêt du 23 juillet 1902.)

La Cour,

Attendu que, seuls, les accidents survenus, par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés dans les industries que vise la loi du 9 avril 1898 donnent, aux termes de cette loi, droit au profit de celui qui en a été la victime ou de ses représentants à une indemnité à la charge du chef de l'entreprise; qu'il suit de là que l'ouvrier, l'employé ou leurs représentants, demandeurs en indemnité, doivent prouver tout à la fois, outre leur qualité et l'assujettissement à la loi du 9 avril 1898 de l'industrie dans laquelle s'effectuait le travail, l'accident et la relation entre l'accident et le travail; que ladite loi n'apporte en effet aucune dérogation au principe posé par l'article 1315 du Code civil;

Attendu que la veuve Schivenne demandait à la Société anonyme des aciéries de Micheville la rente déterminée par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 à l'occasion de la mort de son mari, décédé subitement, le 15 juillet 1900, au cours de son travail dans l'usine; que l'arrêt attaqué déclare qu'il n'est pas établi que la mort de Schivenne soit le résultat d'un accident survenu à cet ouvrier par le fait ou à l'occasion du travail, qu'il repousse par suite la demande de la veuve qui ne fait pas la preuve que la loi laisse à sa charge; qu'en statuant ainsi il n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette...

Accidents du travail; travail exécuté en dehors de la surveillance et de la direction du maître de l'ouvrage; non applicabilité de la loi de 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 6 août 1902.)

La Cour,

Sur le premier moyen pris dans sa deuxième branche :

Vu l'article premier de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que, seuls, les ouvriers ou employés victimes d'accidents du travail ont droit à l'indemnité que la loi du 9 avril 1898 met à la charge des chefs d'entreprise dans les industries qu'elle vise;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Bouland et Renaudie, scieurs de long, qui travaillaient dans une coupe de bois pour le compte de Trassoudaine, ne recevaient de lui aucun ordre; « que non seulement ils travaillaient à leurs pièces, mais à leur gré, comme ils l'entendaient, sans prendre l'avis de personne »;

Attendu cependant qu'il condamne Trassoudaine à servir une rente tant à la veuve qu'à la fille de Bouland, victime d'un accident du travail, par le motif que, le jour de l'accident « Trassoudaine, prévenu par Bouland et Renaudie, est venu leur donner un coup de main »; qu'il ne s'est pas borné à les aider à abattre un hêtre, opération pour laquelle son concours avait été demandé, mais que, l'arbre à terre, il a donné des ordres aux scieurs de long et leur a indiqué la manœuvre qui a déterminé l'accident;

Mais attendu que ces circonstances, qui seraient de nature à entraîner, aux termes de l'article 1382 du Code civil, la responsabilité de Trassoudaine s'il avait

par sa faute causé la mort de Bouland, ne modifient pas le contrat intervenu entre les parties; que de ce contrat, tel qu'il est rapporté par l'arrêt attaqué, il résulte que Bouland et Renaudie ne se trouvaient pas, vis-à-vis de Trassoudaine, pour l'exécution de leur tâche, dans l'état de dépendance que suppose la loi du 9 avril 1898, et que s'ils ont, à un moment donné, accepté et suivi la direction du maître de l'ouvrage, c'est par un acte de libre volonté qui n'a pu créer au profit de la veuve et de la fille de Bouland le droit d'en invoquer le bénéfice;

D'où il suit qu'en décidant le contraire, l'arrêt attaqué a violé l'article susvisé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la première branche du premier moyen, non plus que sur le second moyen du pourvoi;

Casse... et renvoie devant la Cour d'Agen.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars 1903 ⁽¹⁾, — Activité toujours croissante sur l'ensemble du marché, à tel point qu'en maint endroit, le nombre des offres dépasse celui des demandes d'emploi : phénomène se reproduisant, certes, tous les ans, à pareille époque, mais singulièrement plus accentué présentement qu'en 1902, par exemple.

A part un certain fléchissement dans les *mines*, depuis mars, et une reprise bien lente des affaires dans la *métallurgie* (construction des machines, travail des petits fers, industrie électrique), on constate un progrès notable et général dans le *bâtiment*, où seuls les apprentis ne trouvent pas encore tous à s'occuper; dans les *textiles*, qui manquent parfois d'ouvriers (à Plauen, pour la *broderie*); et notamment dans le *vêtement* : le travail y est plus abondant que durant le printemps des deux dernières années, et certains offices de placement, comme ceux de Kiel, Cologne, Mayence, Heidelberg, etc., ne peuvent suffire aux demandes des patrons réclamant des tailleurs.

Placement. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuits des corporations, des municipalités ou de l'État dans 83 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de mars 1902, une diminution du chômage dans 57 villes, une augmentation dans 26 seulement.

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

Les placements effectués dans ces 83 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.	Hommes.	Femmes.	En-semble.
Mars 1902. . . .	25,613	16,384	41,997	48,920	13,506	62,426	191.0	82.4	148.5
Mars 1903. . . .	37,270	21,943	39,213	57,725	16,069	73,794	154.8	73.2	124.6

Grèves en mars 1903. — 66 grèves nouvelles contre 40 en février 1903 et 36 en mars 1902. Les grèves les plus importantes se sont produites dans la *métallurgie* et la *construction des machines* (19); dans le *bâtiment* (19) et dans le *vêtement* (8).

L'assurance obligatoire contre les accidents en 1901⁽¹⁾. — Le nombre moyen des personnes assurées contre les accidents en 1901 s'élève à 18,867,000 personnes (18,893,000 en 1900). Ce total se compose de :

6,884,000 personnes appartenant à l'industrie;	
11,189,000 — à l'agriculture et aux travaux forestiers;	
794,000 — aux administrations publiques.	

Le nombre des accidents de personnes survenus pendant l'année et ayant motivé indemnité est de 117,336; il comprend :

55,525 accidents survenus dans les exploitations industrielles;	
55,983 — exploitations agricoles et forestières;	
4,581 — administrations publiques.	
1,247 — chantiers de construction temporaire.	

Au point de vue des conséquences, les 117,336 accidents de l'année 1901 se décomposent ainsi qu'il suit :

Cas de mort.	8,501	soit	7.2 p. 100 du total.
Cas d'incapacité permanente totale	1,446	1.2	—
Cas d'incapacité permanente partielle. . .	54,916	46.9	—
Cas d'incapacité temporaire de plus de 13 semaines	52,473	44.7	—
TOTAL des accidents motivant indemnité	117,336	100.0	

Le total des accidents déclarés s'élève à 476,260, parmi lesquels 319,576 ont été déclarés aux corporations industrielles, 116,185 aux corporations agricoles et forestières, 37,689 aux administrations publiques et 2,810 aux établissements spéciaux d'assurance des corporations du bâtiment.

⁽¹⁾ Note de la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales d'après le compte-rendu officiel. (*Ämtliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts*, janvier 1903.)

Pour l'industrie en particulier, la statistique des accidents en 1900 se résume comme suit :

Accidents survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

	NOMBRES.	PROPORTIONS	MOYENNES par 1,000 assurés.
		p. 100 du total des accidents motivant indemnité.	
Cas de mort.....	4,979	8.9	0.72
Cas d'incapacité permanente totale.....	595	1.1	0.09
Cas d'incapacité permanente partielle...	26,158	47.1	3.80
Cas d'incapacité temporaire.....	23,793	42.9	3.46
ENSEMBLE des accidents indemnisés.	55,525	100.0	8.07
ENSEMBLE des accidents déclarés...	319,576	"	46.42

Les moyennes rapportées au nombre des assurés mesurent la fréquence annuelle des accidents. Depuis le début de l'assurance, la fréquence annuelle des accidents a passé par les valeurs ci-après :

Nombres annuels moyens, par 1,000 assurés, des accidents motivant indemnité survenus dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	CAS de mort.	CAS D'INCAPACITÉ PERMANENTE		CAS d'incapacité temporaire.	ENSEMBLE des accidents indemnisés.
		totale.	partielle.		
1886.....	0.70	0.44	1.09	0.57	2.80
1887.....	0.77	0.73	2.11	0.53	4.14
1888.....	0.68	0.43	2.38	0.86	4.35
1889.....	0.71	0.49	2.70	0.81	4.71
1890.....	0.73	0.38	3.27	0.98	5.36
1891.....	0.71	0.32	3.42	1.10	5.55
1892.....	0.65	0.30	3.55	1.14	5.64
1893.....	0.69	0.27	3.82	1.25	6.03
1894.....	0.65	0.16	3.82	1.62	6.25
1895.....	0.67	0.15	3.57	1.85	6.24
1896.....	0.71	0.10	8.53	2.38	6.72
1897.....	0.70	0.10	3.52	2.59	6.91
1898.....	0.73	0.09	3.54	2.75	7.11
1899.....	0.72	0.09	3.58	3.00	7.39
1900.....	0.74	0.08	3.58	3.06	7.46
1901.....	0.72	0.09	3.80	3.46	8.07

L'ensemble des accidents motivant indemnité a été en augmentant d'année en année, mais l'augmentation n'est due qu'aux accidents les moins graves (incapacité permanente partielle et incapacité temporaire).

La fréquence des cas de mort est sensiblement constante; les proportions annuelles oscillent légèrement autour de la moyenne, 0.70.

Les cas d'incapacité permanente totale ont diminué progressivement. Les chiffres des premières années ne sont si élevés que parce qu'ils représentent, non des incapacités absolues réellement définitives, mais des incapacités dont la durée a dépassé six mois. Les derniers chiffres au contraire ont, par suite d'une appréciation plus exacte, la signification d'incapacités totales réellement définitives.

Résultats financiers.

Les dépenses de l'exercice 1901 s'élèvent à 125,217,423 marks (101,250,425 m. en 1900). Les corporations industrielles, en particulier, ont eu à supporter un chiffre de dépenses égal à 88,882,891 marks (68,535,535 m. en 1900).

Voici le détail de ces dépenses ;

Dépenses des corporations industrielles en 1901.

	SOMMES.	MONTANT moyen par ouvrier assuré.	MONTANT moyen par 1,000 unités de salaire assuré.
	marks.	marks.	marks.
Secours et indemnités.....	67,318,569	9.78	12.16
Frais courants d'administration....	6,928,375	1.01	1.25
Frais d'enquête.....	1,766,375	0.26	0.32
Frais de justice arbitrale.....	706,633	0.10	0.13
Frais de mesures préventives.....	1,308,464	0.19	0.24
Versements aux fonds de réserve...	10,794,475	1.57	1.95
TOTAL des dépenses	88,822,891	12.91	16.05

Le tableau ci-après fait connaître comparativement depuis le début de l'assurance les valeurs annuelles, par 1,000 unités de salaire assuré, des dépenses totales des corporations, et de la part de ces dépenses affectée aux secours et indemnités :

Montant annuel moyen, par 1,000 unités de salaire, des dépenses totales et des secours et indemnités dans l'ensemble des corporations industrielles.

ANNÉES.	DÉPENSES TOTALES.	SECOURS et indemnités.
1886.....	4.62	0.77
1887.....	8.02	2.25
1888.....	9.50	3.27
1889.....	10.05	4.17
1890.....	10.46	5.13
1891.....	11.44	6.12
1892.....	12.59	7.28
1893.....	13.40	8.16
1894.....	13.74	9.06
1895.....	13.75	9.64
1896.....	12.97	9.87
1897.....	12.33	10.11
1898.....	12.16	10.27
1899.....	12.41	10.55
1900.....	12.69	10.85
1901.....	16.05	12.16

Le montant moyen, par 1,000 unités de salaire, des dépenses affectées aux secours et indemnités mesure la *prime pure* (coût théorique) de l'assurance. Cette prime pure, dans la généralité des industries, va en augmentant d'année en année;

ceci est une conséquence, non seulement de l'accroissement du nombre des accidents, mais aussi du système financier adopté en Allemagne, qui est celui de la répartition annuelle des charges. D'autre part, la prime pure varie considérablement suivant les industries, proportionnellement aux risques d'accidents qui leur sont propres. Voici, à titre d'exemples, les taux relevés en 1900 pour les principales corporations de l'Empire, ainsi que le taux des dépenses totales :

Montant moyen, par 1,000 unités de salaires assurés, des dépenses totales et des secours et indemnités alloués en 1901.

CORPORATIONS.	SECOURS et indemnités. (Prime pure.)	DÉPENSES TOTALES. (Prime globale.)
Mines.....	17.45	22.48
Carrières.....	18.63	24.14
Industries du fer et de l'acier.....	12.04	15.66
Industries chimiques.....	11.56	14.33
Verrerie.....	5.73	7.98
Industries céramiques.....	4.37	5.95
Industries textiles.....	5.51	7.64
Industries du cuir.....	8.25	11.16
Industries du bois.....	14.54	19.17
Brasserie.....	19.79	28.63
Meunerie.....	25.32	37.00
Sucrierie.....	15.62	22.25
Distillerie.....	13.50	19.03
Industries du bâtiment.....	16.74	20.08
Conduite des voitures.....	28.20	37.35
Navigation intérieure.....	18.77	25.87
Navigation maritime.....	17.87	28.72
Tramways.....	8.96	11.62
Chemins de fer privés.....	11.52	15.04
Industries typographiques.....	2.72	4.00

Les accidents dans les mines de Prusse en 1901 ⁽¹⁾. — Des 544,659 ouvriers occupés en 1901 par les exploitations minières de Prusse, placées sous la surveillance du service spécial d'inspection, 1209 ont été tués au cours de leur travail, soit 2.22 p. 1,000. La proportion annuelle moyenne pour la dernière période décennale (1891-1900) était de 2,19 p. 1,000.

L'exploitation des mines en vue de l'extraction minérale proprement dite apparaît comme la plus dangereuse : sur un effectif de 18,351 mineurs, 50 y trouvèrent la mort, c'est-à-dire 2.73 p. 1,000 (contre 1.71 p. 1,000 pendant 1891-1900). Vient immédiatement après l'extraction de la houille avec 122 victimes d'accidents mortels sur un ensemble de 48,801 travailleurs, d'où une proportion de 2.50 p. 1,000, contre 66 victimes (2,02 p. 1,000) pendant la période décennale susdite.

Le nombre des morts imputables à l'extraction du charbon de terre est un peu moindre : 956 sur un total de 408,375 ouvriers, autrement dit, une proportion de

⁽¹⁾ *Reichsanzeiger*, 12 mars 1903.

2.34 p. 1,000, contre respectivement 729 et 2.47 p. 1,000 au cours des années 1891 à 1900.

L'extraction du minerai de fer a donné lieu aux accidents les moins nombreux ; en effet, des 69,132 travailleurs y occupés, 81 seulement ont été victimes de catastrophes, soit 1.17 p. 1,000, contre 70 ouvriers et une proportion de 1,06 p. 1,000 durant 1891-1900.

Bulletin impérial du travail ⁽¹⁾. — Le premier numéro du *Bulletin impérial de statistique*, dont la publication est annoncée depuis plusieurs mois ⁽²⁾, vient de paraître à la date du 21 avril 1903. Il est divisé en plusieurs rubriques : Documents relatifs à la Division de la statistique ouvrière ; Marché du travail ; Placement et chômage ; Conditions du travail ; Protection ouvrière ; Conflits ouvriers ; Habitations ; Divers ; Législation ; Conseils de prud'hommes ; Tableaux relatifs à la statistique du marché du travail. Sous ces différentes rubriques sont groupés les documents allemands et étrangers qui y sont relatifs. Il paraîtra un numéro tous les ans ; le prix de l'abonnement annuel est d'un mark (1 fr. 25), un seul numéro coûte 10 pfennigs (0 fr. 12).

AUTRICHE.

L'assurance obligatoire contre les accidents en 1900 ⁽³⁾. — I. — STATISTIQUE DES ACCIDENTS. — L'assurance contre les accidents s'est étendue, en 1900, à 2,372,213 personnes, occupées dans 287,891 entreprises. Ces totaux se décomposent en :

A. industrie. Personnes assurées.....	1,693,600
Entreprises assurées.....	94,327
B. Agriculture et forêts. Personnes assurées.....	678,613
Entreprises assurées.....	193,564

Le total des accidents déclarés aux établissements d'assurance s'élève, pour l'année 1900, à 80,534 (79,260 en 1899), parmi lesquels 23,039 ont motivé indemnité, en vertu de la loi d'assurance obligatoire contre les accidents.

Les accidents motivant indemnité se divisent comme suit :

Cas de mort.....	1,003 soit..	4.3 p. 100 du total.
Cas d'incapacité de travail permanente.	5,962 soit..	25.8 —
Cas d'incapacité de travail temporaire (de plus de 4 semaines).....	16,074 soit..	60.9 —

Si l'on considère séparément les accidents survenus dans les exploitations indus-

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, édicté par l'Office impérial de statistique. (Division de la statistique ouvrière, 1^{re} année, avril 1903, n° 1.)

⁽²⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1902, p. 793.

⁽³⁾ Note de la direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, d'après les *Ämtliche Nachrichten des K. K. Ministeriums des Innern*, 1902.

trielles et dans les exploitations agricoles, on trouve, par rapport à 1,000 têtes assurées, les proportions ci-après :

1^{re} Industrie.

	ANNÉES.									
Nombre, par 1,000 assurés, des cas :	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
De mort.....	0.56	0.55	0.58	0.58	0.58	0.62	0.59	0.58	0.60	0.58
D'incapacité permanente.	2.04	2.35	2.86	3.09	3.39	3.50	3.06	3.01	3.35	3.32
D'incapacité temporaire, de plus de 4 semaines.	6.15	6.10	6.37	7.07	7.50	8.10	8.63	8.73	9.00	9.32
TOTAL des accidents motivant indemnité....	8.75	9.00	9.81	10.74	11.47	12.22	12.28	12.32	12.95	13.22

Ces chiffres expriment la fréquence annuelle moyenne des accidents dans l'industrie. Si l'on veut déterminer exactement la valeur de ce risque global, il importe d'éliminer l'influence des variations dues au chômage. Dans ce cas, il faut rapporter les nombres d'accidents aux nombres de *travailleurs-complets* (*Vollarbeiter*), c'est-à-dire aux totaux annuels des heures de travail, divisés par 3,000. On obtient alors les proportions suivantes, plus élevées que les précédentes, parce que le nombre effectif des heures de travail par tête et par an est inférieur à 3,000.

	ANNÉES.									
Nombre par 1,000 travailleurs-complets, des cas :	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
De mort.....	0.65	0.64	0.68	0.67	0.68	0.73	0.69	0.69	0.72	0.68
D'incapacité permanente.	2.34	2.71	3.35	3.61	3.92	4.10	3.44	3.64	4.04	3.94
D'incapacité temporaire..	7.07	7.06	7.46	8.26	8.72	9.48	10.27	10.53	10.87	11.02
TOTAL des accidents motivant indemnités....	10.06	10.41	11.49	12.54	13.32	14.31	14.40	14.86	15.63	15.64

2^{re} Agriculture et forêts.

	ANNÉES.									
Nombre, par 1,000 assurés, des cas :	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
De mort.....	0.06	0.05	0.06	0.05	0.05	0.04	0.01	0.05	0.04	0.04
D'incapacité permanente.	0.48	0.47	0.46	0.53	0.53	0.47	0.57	0.56	0.48	0.49
D'incapacité temporaire..	0.43	0.52	0.47	0.53	0.53	0.57	0.56	0.54	0.49	0.45
TOTAL des accidents motivant indemnité....	0.97	1.04	0.99	1.11	1.11	1.08	1.17	1.15	1.01	0.98

Les moyennes relatives au groupe de l'agriculture ne sont si faibles que parce que les ouvriers auxquels sont rapportés les nombres d'accidents sont assurés chacun

seulement pour quelques heures par an. Elles n'expriment donc pas les risques des travaux avec une approximation comparable à celles qui sont relatives à l'industrie. Si l'on veut, comme plus haut, évaluer le risque propre des travaux agricoles et forestiers soumis à l'assurance, risque très élevé comme le montre le tableau ci-dessous, il faut tenir compte de la durée du travail et rapporter les nombres d'accidents aux nombres de *travailleurs-complets* :

	ANNÉES.									
Nombre, par 1,000 travail- leurs-complets, des cas :	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	
De mort.....	0.70	0.93	0.85	0.98	0.78	0.73	0.99	0.85	0.80	
D'incapacité permanente.	6.55	7.00	8.45	9.50	9.23	10.84	11.63	10.35	10.55	
D'incapacité temporaire..	7.28	7.19	8.30	9.57	11.28	10.66	11.29	10.52	9.69	
TOTAL des accidents mo- tivant indemnité.....	14.53	15.12	17.60	20.05	21.29	22.23	23.91	21.72	21.04	

On voit que le risque inhérent à ces travaux (emplois de moteurs dans les exploitations agricoles et forestières) est sensiblement supérieur à celui de l'industrie proprement dite.

II. — RÉSULTATS FINANCIERS. — Le montant total des recettes encaissées par les établissements d'assurance (régionaux et corporatifs) s'est élevé en 1900 à 29,859,876 couronnes; l'ensemble des sommes qui ont été payées à titre d'indemnités, capitaux de pensions, frais d'administration et autres, s'est élevé à 33,937,119 couronnes. Il y a donc eu encore cette année un excédent de dépenses de 4,077,243 couronnes. (En 1899, les recettes avaient été de 26,131,671 couronnes et les dépenses de 33,665,076 couronnes, avec un excédent de dépenses de 7,533,505 couronnes.)

Le montant total des cotisations payées pour l'exercice est de 26,777,526 couronnes. Comme, d'autre part, les salaires assurés représentent une somme de 1,170,882,000 couronnes, le taux moyen de la cotisation, par 1,000 unités de salaire, ressort à 22.9. Par tête assurée, la cotisation moyenne a été de 11 couronnes 28.

Voici, pour la période de 1891-1900, les valeurs de ces deux moyennes :

	ANNÉES.									
	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
Taux moyen de la cotisation :	cou-	cou-	cou-	cou-	cou-	cou-	cou-	cou-	cou-	cou-
	ronnes.	ronnes.	ronnes.	ronnes.	ronnes.	ronnes.	ronnes.	ronnes.	ronnes.	ronnes.
1° Par tête assurée.....	5 20	5 36	5 64	5 54	7 18	7 56	8 30	9 28	9 75	11 28
2° Par 1,000 couronnes										
de salaire.....	13 66	13 72	13 69	13 65	15 20	15 60	17 12	19 02	20 24	22 86

L'augmentation progressive du taux des cotisations a été motivée par l'augmentation parallèle des dépenses. Celles-ci, du reste, continuent à dépasser les recettes et, chaque année, l'ensemble des établissements d'assurance se trouve en déficit.

Voici, comparé avec les chiffres de l'année précédente, le détail des dépenses en 1900, des établissements d'assurances :

	1899.	1900.
	<u>couronnes.</u>	<u>couronnes.</u>
Indemnités	11,347,574	13,436,610
Frais d'enquête, d'inspection et de gestion.....	2,271,368	2,456,965
Dépenses diverses.....	1,752,438	933,381
Constitution de capitaux de couverture.....	18,267,769	17,084,881
Versements au fonds de réserve.....	25,927	25,282
	<u>33,665,076</u>	<u>33,937,119</u>

Le chiffre de 13,436,610 couronnes représentant les indemnités versées aux victimes d'accidents et à leurs ayants droit se décompose comme suit :

	1899.	1900.
	<u>couronnes.</u>	<u>couronnes.</u>
Frais funéraires.....	43,967	44,312
Rentes payées.....	697,179	833,038
{ aux veuves.....	766,403	890,215
{ aux enfants.....	68,830	74,883
Rentes payées aux		
{ pendant le traitement....	2,346,008	2,713,268
{ victimes.....	7,190,958	8,489,643
{ après le traitement.....	234,229	391,251
Liquidation faites aux veuves remariées et divers..		
	<u>11,347,574</u>	<u>13,436,610</u>

Il a été accordé pendant l'exercice pour les ayants droit de victimes d'accident mortel 2,120 nouvelles rentes, comprenant :

724 rentes de veuves, pour.....	142,604 couronnes de rente.
1,334 rentes d'orphelins, pour.....	167,108 —
62 rentes d'ascendants, pour.....	10,530 —

Le montant total des rentes aux ayants droit accordées pendant l'année se monte par conséquent à 320,242 couronnes.

Les cas d'incapacité permanente ont, d'autre part, motivé l'allocation de 7,556 rentes, pour une somme de 1,444,062 couronnes, ce qui porte à 9,676 le nombre des rentes constituées au cours de l'exercice et à 1,764,304 couronnes leur montant.

BELGIQUE.

Revue du travail en février 1903 ⁽¹⁾. — Dans les 15 offices de placement gratuit qui ont fournis des renseignements fermes, pour 678 offres des patrons, il y a eu 1,530 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 226 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, on comptait, dans 14 offices, 1,740 demandes pour 498 offres (soit 349 p. 100); en février 1902, dans 13 offices, 1,026 demandes pour 424 offres (soit 242 p. 100), et, en février, 1901, 981 demandes pour 629

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*; mars 1903.

offres (soit 156 p. 100). A ce point de vue, la situation du marché du travail paraît donc très sérieusement améliorée depuis un mois, et légèrement plus favorable, en outre que l'an passé à même époque, tout en demeurant notablement moins avantageuse qu'il y a deux ans.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en février de 129 unions et fédérations d'unions professionnelles, groupant 31,779 membres (mineurs, ouvriers agricoles et travailleurs à domicile non compris). Parmi ceux-ci le nombre des chômeurs complets s'élevait à 1,234, soit 3,9 p. 100. Cette proportion est respectivement inférieure de 2,3 et 3,7 p. 100 à celles obtenues pour les mois de janvier et décembre derniers.

Grèves en février 1903. — 11 grèves nouvelles avec 351 grévistes et 401 chômeurs forcés. Principales industries atteintes : la métallurgie (3 conflits) et le vêtement (3). Des 11 grèves, toutes motivées par des questions de salaires, 9 étaient terminées au 15 mars : trois, par l'échec des grévistes ; une par leur succès ; et quatre, par des transactions.

Au point de vue territorial, les grèves de février se répartissent comme suit : quatre dans la province d'Anvers ; trois dans l'agglomération bruxelloise ; une dans chacune des provinces de Flandre orientale, Hainaut, Liège et Limbourg.

La statistique des accidents du travail en 1901⁽¹⁾. — Il n'est pas possible de donner la statistique complète des accidents du travail, en raison de l'irrégularité de la déclaration des accidents aux inspecteurs du travail et de la diversité des classifications adoptées par ces derniers.

Le total des accidents déclarés ou dont les inspecteurs ont eu connaissance d'une façon indirecte, s'est élevé à 2,226, dont 81 ayant entraîné la mort de la victime. Les inspecteurs se plaignent du reste de ce que les déclarations ne se fassent pas d'une façon régulière. Dans un district aucun chiffre n'est donné et l'inspecteur déclare seulement que 7 procès-verbaux ont été dressés pour non déclaration d'accident ajoutant, qu'à son avis « la moitié à peine des accidents lui est signalée bien qu'il dresse toujours procès-verbal à la suite de non déclaration d'accidents graves ».

Le total des accidents relevés par les inspecteurs se décompose comme suit, selon les 9 districts d'inspection.

	ACCIDENTS		TOTAL.
	non mortels.	mortels.	
Bruxelles et Nivelles.....	11	11	22
Brabant.....	10	3	13
Louvain.....	56	15	71
Gand.....	217	15	232
Bruges.....	122	7	129
Courtrai.....	53	4	57
Houdeng-Gagnies.....	1,029	22	1,051
Namur.....	121	2	123
Liège.....	537	13	550
	<u>2,145</u>	<u>81</u>	<u>2,226</u>

(1) D'après les *Rapports annuels de l'inspection du travail*, 1901. — Bruxelles, 1902.

Si l'on totalise les renseignements fournis par 5 inspecteurs au sujet de la répartition par industrie de 562 accidents survenus dans leur circonscription, on obtient les résultats suivants :

(Districts de Brabant, Louvain, Gand, Bruges, Namur).

Textiles, 175, verrerie et céramique 112, bâtiment 67, métaux 53, alimentation 50, bois 34, industries chimiques 28, transports 10, papier 8, divers 25.

CANADA.

Revue du travail en février ⁽¹⁾. — L'activité a repris dans la plupart des industries sur tous les points du Dominion, excepté dans la province de l'île du prince Edouard.

Le travail a été particulièrement abondant dans le bâtiment (Ontario et Nouvelle-Écosse), la métallurgie et les constructions navales, assez actif dans les métiers du bois et de l'ameublement, plus ou moins abondant dans la typographie et le vêtement.

Le transport des graines de l'Ouest a continué très activement.

Par contre, il y a eu peu d'activité dans l'agriculture et ralentissement dans les opérations de grande pêche par suite du mauvais temps sur l'Atlantique.

On se plaint vivement de la rareté des ouvriers agricoles, notamment dans l'Ontario; le gouvernement se propose de faire en Grande-Bretagne une propagande active pour se procurer la main d'œuvre qui fait défaut et se préoccupe de diriger les immigrants vers les régions de cette province où la population est la plus dense. On évalue à 10 ou 15,000 le nombre des journaliers nécessaires.

Grèves. — Le nombre des grèves survenues en février a été particulièrement élevé pour la saison; quelques-uns de ces conflits ont eu une importance considérable, autant par le nombre des chômeurs intéressés que par l'importance des industries atteintes.

12 grèves nouvelles intéressant 19 établissements et 6,741 personnes directement ou indirectement, entraînant une perte de 47,882 journées, ont été signalées au département du travail. 1 grève avait pour objet une augmentation de salaires, 1 la réduction de la journée, 3 la reconnaissance de l'Union, 3 le renvoi d'employés, 2 le renvoi de non-unionistes; 2 avaient pour cause le refus de payer le taux syndical, et 1 le retrait d'une paye spéciale.

Sur les 4 grèves réglées dans le mois, 3 se sont terminées par un succès. Dans un cas, les ouvriers ont repris le travail, au bout de 3 jours, aux conditions anciennes.

ÉTATS-UNIS.

La responsabilité des accidents du travail ⁽²⁾. — Alors qu'en Europe et en

⁽¹⁾ *Gazette du Travail*, mars 1903.

⁽²⁾ D'après le *Bulletin of the department of labor*, Washington, novembre 1900.

Australie on s'est préoccupé de réglementer d'une façon précise la réparation des accidents du travail, les États de l'Union se sont bornés jusqu'ici à chercher, par des actes législatifs, soit à diminuer les risques d'accidents (lois sur le travail dans les mines, les chemins de fer, les fabriques), soit à établir la responsabilité pécuniaire du patron dans les accidents imputables à sa négligence ou à la faute de ses subordonnés. 25 États environ ont adopté des lois modifiant plus ou moins les règles ou principes du droit commun sur la négligence du patron; les autres se bornent à appliquer le droit commun.

Droit commun. — Voici quels sont les principes généralement adoptés par les tribunaux de l'Union dans les accidents du travail.

Le patron est responsable des accidents imputables à sa négligence, c'est-à-dire lorsqu'il a agi imprudemment, négligé ou oublié de prendre les précautions d'usage. Il doit donner à ses ouvriers des machines, outils, matériaux dont le maniement n'offre pas de danger, ou si la nature du travail l'exige, prendre les mesures que dicte la prudence. Il n'est pas responsable des accidents survenus aux ouvriers d'un de ses soumissionnaires dont il n'a pas directement contrôlé le mode de travail.

Une fois ces précautions prises, l'ouvrier court tous les risques inhérents à son emploi; il ne peut réclamer une indemnité pour un accident survenu dans un travail dont on lui a fait voir le danger, ou qu'il est censé savoir dangereux. Toutefois, il a droit à un recours si l'accident est causé par des machines, par le mode de travail adopté, etc., s'il n'a pas été mis en garde au préalable. — Le patron est responsable des accidents causés par la négligence de toute personne à qui il a délégué ses pouvoirs (vice-principal) et, en général, de ceux causés par la faute d'un autre ouvrier.

L'ouvrier victime d'un accident imputable à la négligence d'un patron ne peut réclamer une indemnité s'il y a en même temps faute de sa part, à moins que le patron ayant eu connaissance du danger offert par le travail ait négligé de prendre aussitôt les précautions nécessaires, ou ait laissé se produire l'accident. Enfin, le patron ne peut, par contrat passé avec l'ouvrier, dégager sa responsabilité pour les accidents à venir.

Lois particulières des états. — Parmi les lois spéciales votées par les divers états, les uns se bornent à énoncer simplement ou à développer plus ou moins les principes du droit commun, alors que d'autres adoptent des dispositions tout à fait différentes. Beaucoup d'états, précisant en cela le droit commun, ont, par des actes législatifs, cherché à protéger l'existence et la santé des ouvriers et imposé, de ce chef, aux patrons certaines obligations; de ce nombre sont les lois réglementant le travail dans les usines, les fabriques (aération, entourage des machines, appareils de sauvetage, heures de travail, etc.) et les chemins de fer (appareils de sauvetage, etc.)

a) Dans 21 états, 1 territoire et dans la législation fédérale, il est stipulé tout au moins que le patron qui aura négligé ou refusé de se conformer aux prescriptions de ces lois sera responsable des accidents du travail à moins qu'il ne puisse établir la faute de l'ouvrier. (Arkansas, Californie, Colorado, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Massachusetts, Michigan, Minnesota, Missouri, Nebraska, New-Jersey, Caroline-Nord, Ohio, Pennsylvanie, Rhode-Island, Washington, Wisconsin, Wyoming, district de Colombie, territoire du Nouveau-Mexique.) La plupart de ces lois, dont la première a été votée en 1872 (Californie) et la dernière en 1897 (Caroline-Nord), autorisent la victime à demander par voie judiciaire une indemnité au patron; toutefois, elles ne déclarent presque jamais explicitement que le patron « est responsable ». C'est là rester dans le droit commun; toutefois comme

en droit commun on ne peut réclamer une indemnité pour un accident mortel, quelques états (Colorado, Illinois, Indiana, etc.) autorisent un recours en cas de décès de la victime.

5 états (Californie, Minnesota, Montana, Dakota-Nord, Dakota-Sud) ont voté des lois identiques appliquant le droit commun dans les relations de patron à employé. « Le patron doit dédommager celui qu'il emploie de toutes les dépenses ou pertes subies dans l'exercice de son travail ou en exécutant les ordres qu'il reçoit et qu'il considère comme conformes à la légalité. Toutefois, il ne devra aucune compensation pour pertes provenant des risques inhérents au travail ou causées par un tiers employé dans la même entreprise qu'il aura choisi à la légère. »

b) Plusieurs états ont modifié les principes du droit commun sur la responsabilité des patrons pour des accidents causés par la négligence d'un ouvrier ou co-employé.

Dans 17 d'entre eux (Géorgie, Iowa, Montana, Kansas, Wisconsin, Massachusetts, Minnesota, Floride, Mississippi, Texas, Nouveau Mexique, Arkansas, Caroline du Nord et du Sud, Missouri, Dakota Nord), la loi ne concerne que les accidents survenus à des employés au service d'une compagnie de chemins de fer.

Dans 6 autres, Alabama, Massachusetts, Indiana, Colorado, Utah, Mississippi, New-York le législateur, allant plus loin, a étendu cette modification à beaucoup — sinon à toutes — de catégories d'ouvriers. La loi d'Alabama (1885) est, en substance, la répétition de la loi anglaise de 1880; elle s'applique à tous les ouvriers, sans exception. Elle autorise l'ouvrier, victime involontaire d'un accident causé par la négligence d'une des personnes qu'elle énumère, à demander une indemnité « tout comme s'il était un étranger non au service du patron. » En cas de mort, les ayants droit peuvent intenter également une action judiciaire.

La loi de Massachusetts (1887) fait exception pour les domestiques et les ouvriers agricoles et limite le maximum de l'indemnité; celle d'Indiana (1893) ne vise que les compagnies incorporées et non les patrons individuels et prévoit l'indemnité en cas de décès; celle du Colorado (1893) vise tous les patrons, limite l'indemnité et rend les patrons responsables d'accidents arrivés aux ouvriers d'un de ses soumissionnaires; en outre, elle stipule que l'employé qui, par sa négligence, a causé l'accident, sera co-responsable et pourra être condamné à une partie des dommages. La loi de l'Utah enfin (1896) s'applique à tous les patrons. La loi du Mississippi, telle que modifiée en 1898, vise les ouvriers au service de toute corporation et distingue, dans une entreprise, diverses catégories de travaux: un employé n'est pas responsable de la faute d'un ouvrier employé à une autre catégorie de travail. Elle autorise une action judiciaire en cas de mort de la part des ayants droit.

La loi de New-York (15 avril 1902) stipule que tout ouvrier victime involontaire d'un accident « imputable à la négligence du patron ou d'un de ses agents, a les mêmes droits à l'indemnité que s'il n'avait pas été au service du patron »; en cas de mort les héritiers peuvent intenter une action judiciaire.

La loi du 17 juin 1901, dans le Connecticut, par des dispositions spéciales, a posé expressément le principe de la responsabilité pour *culpa in eligendo*.

c) Afin de dégager leur responsabilité (droit commun et lois spéciales) en cas d'accident, les patrons ont pris plus ou moins l'habitude d'exiger de l'ouvrier, avant de l'embaucher, un engagement par lequel il renonce à invoquer cette responsabilité. Cette pratique est généralement condamnée par des tribunaux américains. Deux états (Géorgie, 1896 et Massachusetts, 1894) ont interdit par les lois spéciales tous les contrats de ce genre, tandis que l'Ohio (1890) ne les défend que dans les chemins de fer (cette loi a été déclarée anticonstitutionnelle par la cour des plaid de Warren County).

En outre, 13 états ont introduit dans leurs lois sur la responsabilité une clause déclarant nul tout contrat limitatif ou restrictif; 3 d'entre eux interdisent tout « règlement » à ce sujet.

Enfin, l'état d'Ohio (1898) a édicté que le fait, pour un ouvrier, de s'affilier à une société de secours fondée ou subventionnée par le patron, et de recevoir de cette société des indemnités en cas d'accident, ne le prive pas de son droit d'invoquer la responsabilité du patron. La loi de New-York (avril 1902) porte que le patron qui aura versé à une caisse d'assurance mutuelle ou de secours pourra obtenir la réduction de l'indemnité qu'il doit payer à la victime « en établissant la proportion existant entre ses cotisations et le secours en espèces touché par la victime en vertu des cotisations versées par lui. »

« Par suite de la multiplicité des lois votées par les états, et, dit en terminant l'auteur du rapport, par suite de la diversité des jugements rendus par les divers tribunaux et, par suite enfin, de la variété des cas qui peuvent se présenter, le résultat des actions judiciaires intentées pour obtenir une indemnité en cas d'accident, est toujours difficile à prévoir. C'est pour cela que l'ouvrier préfère souvent transiger ou renoncer à une action plutôt que de courir les chances d'un procès, avec ses frais et son aléa; c'est pour cela aussi que bien souvent les patrons se voient intenter un procès long et coûteux que rien ne justifie.

..... On ne peut dire si, pour remédier à l'état de choses actuel, on adoptera le système de réparation, appliqué en Angleterre et en Allemagne, ou si l'on préférera en Amérique une méthode différente; en tout cas, aucun état de l'Union ne s'en est jusqu'ici préoccupé. Il est plus que probable que si la législation actuelle doit être un jour modifiée radicalement, l'initiative de cette réforme appartiendra aux états et non pas au Congrès fédéral. »

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars 1903⁽¹⁾. — Le marché du travail a montré une certaine amélioration en mars par rapport au mois précédent dans la plupart des industries importantes, mais il reste moins animé qu'en mars 1902.

4.3 p. 100 de chômeurs dans 226 trade-unions, groupant 559,129 membres contre 4.8 p. 100 en février 1903 et 3.7 p. 100 en mars 1902.

5.10 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 500,701 mineurs contre 5.10 en février 1903 et 5.35 en mars 1902.

328 hauts fourneaux en marche à la fin de mars 1903, avec 22,600 ouvriers contre 329 en février 1903 et 320 en mars 1902.

94 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en mars 1903 et 82 p. 100 dans les tissages, avec 96,400 ouvrières, femmes et filles, contre 91 p. 100 et 82 p. 100 en février 1903 et 88 p. 100 et 77 p. 100 en mars 1902.

Grèves. — 31 nouvelles grèves en mars 1903 avec 9,784 chômeurs, contre 3,658 en février 1903 et 6,285 en mars 1902; 2 grèves dans le bâtiment, 15 dans les mines, 5 dans les textiles, 5 dans la métallurgie et 4 dans d'autres industries. Sur 25 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 10,421 grévistes : 3 succès, 14 échecs, 8 transactions.

⁽¹⁾ D'après la *Labour Gazette*.

Les accidents mortels dans l'industrie en 1902 ⁽¹⁾. — Le nombre des ouvriers tués dans des accidents du travail s'est élevé, en 1902, à 4,313, soit 313 (7 p. 100) de moins qu'en 1901. La différence porte surtout sur les marins (228) et les mineurs et employés de chemins de fer (158). Par contre, le nombre des ouvriers des fabriques, morts à la suite d'accidents, a passé de 769 à 837.

Le tableau suivant permet de comparer, par industrie, les résultats relatifs à ces cinq dernières années :

INDUSTRIE.	NOMBRE des ouvriers employés ⁽²⁾	NOMBRE TOTAL DES DÉCÈS à la suite d'accidents du travail.				
		1898.	1899.	1900.	1901.	1902.
Navigation.....	239,690	1,598	1,839	1,889	1,722	1,494
Mines { au fond.....	681,384	806	851	931	978	929
{ à la surface.....	174,829	135	121	119	153	118
TOTAL.....	856,213	941	972	1,050	1,131	1,047
Carrières.....	94,188	134	117	127	98	119
Chemins de fer.....	575,834	522	555	612	539	465
Fabriques ⁽³⁾	3,929,213	575	675	802	769	837
TOTAL.....	5,695,138	3,770	4,158	4,480	4,259	3,962
Ateliers.....	Ne peut être établi.	2	6	11	13	9
Travaux soumis aux articles 103-105 de la loi de 1901 sur les fabriques...		150	190	232	253	261
Employés de chemins de fer.....		20	29	19	26	19
Soumis à la loi sur les accidents.....		56	75	70	75	62
TOTAL GÉNÉRAL.....		3,998	4,458	4,812	4,626	4,313

Sur les 4,313 décès de l'année, 3,962 sont survenus dans des industries employant 5,695,138 ouvriers, soit une moyenne approximative, pour cette année, de 70 décès par 100,000 ouvriers (soit 6 pour 100,000 de moins qu'en 1901).

Cette moyenne n'est qu'approximative, car le nombre exact des ouvriers employés ne peut être donné pour 1902, et les chiffres indiqués pour le personnel se rapportent à différentes époques. C'est ainsi que, tandis que les chiffres des mineurs est celui de 1902, celui des carriers et employés de chemins de fer s'applique à 1901 et celui des ouvriers de fabriques à 1898-99.

HONGRIE.

Les accidents dans les mines et les hauts-fourneaux en 1901 ⁽⁴⁾. — La statistique des accidents dans les exploitations tant publiques que privées fournit,

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, mars 1903.

⁽²⁾ D'après les derniers rapports des services.

⁽³⁾ En 1899, les accidents survenus dans les chantiers pour la fabrication de briques, etc. situés à l'extérieur des carrières, ont été compris dans les fabriques et non dans les carrières. Par suite, les chiffres afférents aux fabriques et aux carrières pour 1898 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes.

⁽⁴⁾ D'après la *Sociale Rundschau*, février 1903.

pour 1901, les données ci-après, qu'on fait suivre des résultats afférents aux cinq dernières années :

ANNÉES.	ACCIDENTS				TOTAL des ouvriers occupés.
	légers.	graves.	mortels.	En- semble.	
1901.....	527	273	106	906	73,975
1900.....	577	211	85	873	74,356
1899.....	417	198	105	720	69,111
1898.....	373	200	87	660	67,674
1897.....	475	175	80	730	65,315
1896.....	554	186	153	893	65,554

Ce tableau permet de constater, par rapport à 1900, une augmentation de 29,40 p. 100 pour les accidents graves, et de 24.7 p. 100 pour ceux suivis de mort. La situation a donc notamment empiré depuis l'année dernière : alors qu'en 1900, le nombre des ouvriers s'étant accru de 7.6 p. 100, celui des accidents avait néanmoins diminué de 2.7 p. 100, l'année 1901 a accusé, malgré une diminution de 1.8 p. 100 sur le personnel, un accroissement du nombre des accidents dans une proportion générale de 28 p. 100. A noter, d'autre part, que dans les entreprises publiques ayant occupé les 15.84 p. 100 de tous les travailleurs, les accidents survenus n'ont constitué que les 11.8 p. 100 du total ; il s'ensuit qu'elles ont présenté une sécurité relativement plus grande que les exploitations privées. La cause de ce fait, c'est sans doute que les entreprises de la première catégorie ressortissent la plupart à l'industrie métallurgique, où les ouvriers sont moins exposés que, par exemple, dans les mines de charbon, qui occupent à elles seules les 64 p. 100 de toute la main-d'œuvre envisagée.

Voici la répartition des accidents par branches d'industrie, en 1900 et 1901 :

NATURE DE L'EXPLOITATION.	ACCIDENTS GRAVES et accidents mortels.		NOMBRE des ouvriers.		PROPORTION par 1,000 ouvriers.	
	1900.	1901.	1900.	1901.	1900.	1901.
	—	—	—	—	—	—
Extraction de houille.....	45	68	10,228	10,362	4.41	6.59
— de lignite.....	135	159	24,005	25,459	5.62	6.25
— de minerais de fer.	49	63	11,415	10,195	4.29	6.28
— d'autres métaux ...	55	61	18,518	18,288	3.04	3.34
Métallurgie du fer.....	12	25	8,934	7,335	1.34	3.42
— des métaux autres que le fer.....	#	3	1,256	1,336	#	2.30
ENSEMBLE.....	296	379	74,356	72,975	4.00	5.19

La statistique des seuls accidents mortels donne les mêmes résultats :

NATURE DE L'EXPLOITATION.	ACCIDENTS mortels.		PROPORTION par 1,000 ouvriers.	
	1900.	1901.	1900.	1901.
	—	—	—	—
Extraction de houille.....	14	23	4.41	6.59
— de lignite.....	39	48	5.62	6.25
— de minerais de fer.....	13	18	4.29	6.28
— d'autres métaux.....	14	14	3.04	3.34
Métallurgie du fer.....	5	2	1.34	3.42
— des métaux autres que le fer.	#	1	#	2.30

Ainsi, par rapport à l'an dernier, les ouvriers ont été plus exposés en 1901, dans toutes les branches des exploitations minières et métallurgiques, et notamment dans l'extraction des minerais de fer et de la houille.

Les causes des accidents sont indiquées ci-dessous, pour 1900 et 1901 :

CAUSES.	1900.		1901.	
	Accidents graves.	Accidents légers.	Accidents graves.	Accidents légers.
Éboulements ou chute de divers objets..	67	34	86	36
Moyens de transport	62	11	64	15
Machines, outils	#	#	30	3
Chutes de personnes.....	27	14	15	16
Grisou.....	6	9	11	5
Asphyxie.....	#	#	#	8
Inondation.....	#	#	2	1
Explosifs.....	19	6	25	7
Foudre.....	#	6	1	8
Matières en ignition ou en fusion.....	6	2	6	1
Divers.....	24	3	33	6

PAYS-BAS.

Les accidents du travail en 1901⁽¹⁾. — Le tableau suivant indique le nombre des accidents du travail qui ont été portés à la connaissance des inspecteurs pendant ces cinq dernières années depuis l'application de la loi de 1896 sur la sécurité des ouvriers, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1897 :

1897.....	4,027
1898.....	4,358
1899.....	5,176
1900.....	5,305
1901.....	6,227

Le tableau suivant donne, par industrie, le nombre des accidents déclarés en 1901, 1900 et 1899 en les rapprochant du nombre des ouvriers existant dans les fabriques soumises à la loi de 1896 d'après une statistique de la fin de 1898 :

	NOMBRE total des ouvriers employés.	1901.	1900.	1899.
Faïenceries, taille des diamants.....	32,757	224	180	179
Typographie	10,185	91	67	96
Bâtiment.....	4,549	1,483	1,254	1,056
Produits chimiques.....	3,034	61	45	82
Bois et pêche.....	11,636	260	247	259
Habillement, nettoyage.....	14,756	68	41	56
Cuir.....	1,368	13	20	14

⁽¹⁾ D'après le *Jaarcijfers voor het koninkrijk der Nederlanden*, 1901, la Haye, 1902.

	des ouvriers NOMBRE total employés.	1901.	1900.	1899.
Extraction des métaux	1,644	171	108	37
Travail des métaux.....	12,650	449	516	451
Machines à vapeur.....	12,546	1,363	1,207	1,049
Construction de navires et de voitures.....	15,120	770	643	894
Textiles.....	44,057	245	235	218
Éclairage, huiles, etc.....	7,511	315	243	198
Alimentation.....	72,850	599	508	546
Papier.....	3,815	109	99	79
Industries d'art.....	313	6	4	1
TOTAL.....		6,227	5,305	5,176

Le nombre des accidents mortels s'est élevé à 117.

Les accidents se répartissent comme suit d'après leurs causes :

Moteurs.....	51
Transmissions.....	119
Travail mécanique des métaux.....	388
— du bois.....	285
— d'autres matériaux.....	231
Machines-outils.....	242
Ascenseurs, monte-charges, grues.....	157
Manutention des fardeaux, conduite des voitures.....	1,079
Chute de l'ouvrier (d'une échelle, trappe).....	1,316
Chute d'objets.....	939
Explosifs, éclats.....	325
Dégagement de gaz pernicieux des liquides dangereux, brûlures.....	319
Chaudières, autoclaves.....	13
Autres causes.....	763

Voici comment se répartissent les accidents entre les différents jours de la semaine :

Dimanche.....	76
Lundi.....	1,140
Mardi.....	1,089
Mercredi.....	988
Jeudi.....	993
Vendredi.....	989
Samedi.....	949

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 14 mars 1903 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le Conseil supérieur du travail est présidé par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

En l'absence du Ministre, le Conseil est présidé par l'un des vice-présidents élus en conformité de l'article 3 ci-après.

Le Directeur du travail, le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, le Directeur de l'enseignement technique et, à leur défaut, les sous-directeurs de ces services ont entrée au Conseil pour assister ou représenter le Ministre du Commerce. Ils participent aux délibérations sans prendre part aux votes.

Chaque Ministre peut également, d'accord avec le Ministre du Commerce, désigner un chef de service pour prendre part dans les mêmes conditions aux délibérations de nature à intéresser spécialement son département.

ART. 2. — Le Conseil est composé de 65 membres, savoir :

26 membres nommés par les patrons dans les conditions fixées dans les articles 5 et suivants ;

26 membres nommés par les ouvriers dans les conditions fixées dans les articles 6 et suivants ;

3 sénateurs élus par le Sénat ;

5 députés élus par la Chambre des Députés ;

1 membre de la Chambre de commerce de Paris désigné par cette chambre ;

1 membre du comité fédéral des Bourses du travail élu par les Bourses du travail adhérentes ;

1 membre de la Chambre consultative des associations ouvrières de production, élu par les associations adhérentes ;

2 membres choisis par le Ministre parmi les membres de l'Institut et les professeurs de l'Université de Paris.

ART. 3. Le Conseil choisit parmi ses membres deux vice-présidents.

Le Ministre désigne par arrêté, dans le personnel de l'Administration du Commerce, trois secrétaires et trois secrétaires-adjoints du Conseil.

ART. 4. — Les sénateurs élus par le Sénat pour faire partie du conseil sont soumis à réélection après chaque renouvellement partiel du Sénat.

Les députés élus par la Chambre conservent leur mandat pendant la durée de la législature.

Les autres membres restent en fonctions pendant trois ans.

ART. 5. — Les 26 délégués élus par les patrons se répartissent en deux séries :

1° 18 délégués élus, dans les conditions déterminées aux articles 8 et 9, par les membres des chambres de commerce et ceux des chambres consultatives des arts et manufactures ;

2° 8 conseillers prud'hommes patrons élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 6. — Les 26 délégués élus par les ouvriers se répartissent en deux séries :

1° 18 délégués élus, dans les conditions déterminées aux articles 10, 11, 12 et 13, par les syndicats ouvriers ;

2° 8 conseillers prud'hommes ouvriers élus dans les conditions fixées par l'article 7.

ART. 7. Les conseils de prud'hommes sont divisés en trois catégories comprenant : la première, les conseils de prud'hommes siégeant à Paris ; la deuxième, ceux siégeant dans les villes d'au moins 40,000 habitants ; la troisième, ceux des autres villes.

La première catégorie fournit 2 prud'hommes patrons et 2 prud'hommes ouvriers ; la deuxième catégorie fournit 3 prud'hommes patrons et 3 prud'hommes ouvriers ; la troisième catégorie fournit 3 prud'hommes patrons et 3 prud'hommes ouvriers.

Pour l'élection des 2 prud'hommes patrons et des 2 prud'hommes ouvriers de la première catégorie, les conseillers prud'hommes de Paris forment deux assemblées électorales distinctes comprenant, l'une, les membres patrons, l'autre, les membres ouvriers des Conseils. La présidence de chaque assemblée électorale appartient au doyen d'âge des présidents ou vice-présidents en fonctions.

Un tirage au sort fait au Ministère du commerce désigne trois tribunaux de la deuxième catégorie et trois tribunaux de la troisième catégorie dans chacun desquels les prud'hommes patrons nomment un représentant ; celui-ci peut d'ailleurs être choisi par eux dans l'un quelconque des conseils de prud'hommes de la catégorie.

Trois autres tribunaux de la deuxième catégorie et trois autres tribunaux de la troisième catégorie, désignés dans les mêmes conditions, procèdent, d'après les mêmes règles, à l'élection de six prud'hommes ouvriers.

La présidence de la séance où les patrons des conseils de prud'hommes désignés par le sort élisent leur représentant appartient au président ou vice-président patron de ce conseil.

De même pour l'élection du représentant des ouvriers, la présidence appartient au président ou vice-président ouvrier.

La convocation des électeurs est faite, dans chacune des trois catégories, au moins huit jours à l'avance, par le président de l'assemblée électorale. L'élection a lieu à la majorité des membres présents. La majorité relative est suffisante au troisième tour. En cas de partage des voix au troisième tour, le bénéfice de l'élection est acquis au plus âgé. Le procès-verbal de l'élection est transmis au Ministère du commerce sous une enveloppe portant la mention « Election au Conseil supérieur du travail. »

ART. 8. — Les membres des chambres de commerce et ceux des chambres consultatives des arts et manufactures élisent au scrutin de liste les dix-huit représentants des 18 groupes professionnels ci-après :

1. Mines, carrières, salines ;
2. Alimentation : grandes industries et commerces de gros ;
3. Alimentation : petites industries et commerces de détail ;
4. Industries chimiques, céramique et verrerie, fabrication du papier ;
5. Industrie des cuirs et peaux ;
6. Industrie de la laine, du lin, du jute et leurs mélanges, y compris les industries similaires et succédanées ;
7. Industrie du coton et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées ;
8. Industrie de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées ;
9. Travail des étoffes, vêtement, toilette (département de la Seine) ;
10. Travail des étoffes, vêtement, toilette (départements autres que la Seine) ;
11. Industries du bois et du bâtiment (bois), commerce et manutention non compris ;
12. Métallurgie et construction mécanique ;
13. Travail des métaux communs et bâtiment (métaux) ;
14. Bâtiment (pierre, enduits, canalisations) ;
15. Transports par voies ferrées ;
16. Transports par terre et par eau, manutention ;
17. Industries relatives aux lettres, sciences, arts (industrie du livre, photographie instruments de précision, orfèvrerie, bijouterie, arpenteurs-géomètres, etc.) ;
18. Commerce, banque (les commerces d'alimentation exceptés).

Pour être éligible, il faut être Français, âgé de vingt-cinq ans au moins et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité.

Nul ne peut représenter un autre groupe professionnel que celui auquel il appartient ou a appartenu.

ART. 9. — Le Ministre fait connaître, un mois au moins à l'avance, à chaque président de chambre de commerce ou de chambre consultative, les dates extrêmes entre lesquelles doit avoir lieu l'élection. Il lui fait parvenir en même temps les bulletins de vote destinés aux membres de la chambre.

Au jour fixé par le président pour l'élection, chaque membre de la chambre lui remet son bulletin de vote dans une enveloppe fermée. Le nom de chaque candidat est inscrit sur ce bulletin en regard du nom du groupe auquel il appartient. Au cas où plusieurs noms seraient portés en regard du même groupe, le premier seul entrerait en ligne de compte.

Les membres empêchés d'assister à la séance où a lieu le vote peuvent faire parvenir au président l'enveloppe fermée contenant leur bulletin de vote sous une deuxième enveloppe signée qui sera ouverte au cours de la séance.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote sont adressées, avec le procès-verbal de la séance, au Ministère du commerce, sous un pli portant la mention : « Election au Conseil

supérieur du travail». Le procès-verbal mentionne la date de l'élection, les noms des membres présents à la séance, le nombre des membres de la chambre, le nombre des votants, les protestations qui se seraient produites et les observations auxquelles elles donnent lieu.

Il est procédé à un nouveau tour de scrutin pour les groupes professionnels dont aucun candidat n'a obtenu au premier tour la majorité des suffrages exprimés. Cette fois, l'élection a lieu à la majorité relative, et, en cas de partage, le bénéfice en est acquis au plus âgé.

ART. 10. — Pour procéder à l'élection de leurs dix-huit représentants, les syndicats d'ouvriers et d'employés sont répartis dans les dix-huit groupes industriels et commerciaux ci-après :

1. Mines, carrières, salines;
2. Alimentation : grandes industries et commerces de gros;
3. Alimentation : petites industries et commerces de détail;
4. Industries chimiques, allumettes et tabacs, céramique et verrerie, fabrication du papier;
5. Industrie des cuirs et peaux;
6. Industries de la laine, du lin, du jute et leurs mélanges, y compris les industries similaires et succédanées;
7. Industrie du coton et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées;
8. Industrie de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées;
9. } Travail des étoffes, vêtement, toilette;
10. }
11. Industries du bois et du bâtiment (bois), commerce et manutention non compris;
12. { a) Métallurgie et construction mécanique;
- b) Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens;
13. Travail des métaux communs et bâtiment (métaux);
14. Bâtiment;
15. Transport par voies ferrées;
16. Transport par terre et par eau, manutention, garçons de magasin;
17. Industries relatives aux lettres, sciences et arts (industrie du livre, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, ingénieurs, artistes, etc.);
18. Commerce et administrations (les commerces d'alimentation exceptés).

Les deux représentants des groupes 2 et 3 (industries et commerces de l'alimentation) sont élus au scrutin de liste par l'ensemble des syndicats inscrits à ces deux groupes.

Il en est de même : 1° pour les deux représentants des groupes 6 et 7 (industrie de la laine et industrie du coton); 2° pour les deux représentants des groupes 9 et 10 (travail des étoffes, vêtement, toilette); 3° pour les deux représentants des groupes 12 et 13 (métallurgie et travail des métaux).

Pour être éligible, il faut être Français, âgé de vingt-cinq ans au moins et non déchu de ses droits civils et civiques.

La candidature des femmes est admise suivant les mêmes conditions d'âge et de nationalité.

L'un des deux représentants des groupes 9 et 10 doit être du sexe féminin.

Nul ne peut représenter un autre groupe professionnel que celui auquel il appartient ou a appartenu.

ART. 11. — Sont électeurs les syndicats ouvriers régulièrement constitués au 1^{er} janvier de l'année où ont lieu les élections.

Chaque syndicat dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres, à raison d'une voix par 25 membres et par fraction supplémentaire de 1 à 25.

Le syndicat ayant moins de 25 membres dispose d'une voix.

Le nombre des membres de chaque syndicat et l'étendue de ses droits électoraux sont évalués par le Ministre du commerce d'après les renseignements fournis par les syndicats. Les syndicats qui n'ont pas fourni de renseignements suffisants pour cette évaluation voient, quelque soit le nombre de leurs membres, leur droit de suffrage réduit à une voix.

Il n'est pas tenu compte, dans l'évaluation, du nombre des membres en retard de plus de six mois pour le paiement de leurs cotisations.

ART. 12. — Il est procédé dans le courant de mai, et dans les formes suivantes, à la vérification du nombre des membres déclarés par les syndicats.

La liste électorale, dressée au Ministère du commerce, contient, pour chaque groupe professionnel, le nom de chaque syndicat électeur et le nombre déclaré de ses membres ;

Le préfet fait déposer un exemplaire de la liste électorale à la mairie de chacun des chefs-lieux de canton où il existe des syndicats électeurs. En même temps, il porte ce dépôt à la connaissance du public par voie d'affiches.

Un exemplaire de la liste est communiqué aux bourses du travail et aux conseils de prud'hommes du département.

Les protestations relatives aux diverses énonciations contenues dans la liste électorale, ainsi qu'au classement des syndicats dans les groupes professionnels, sont reçues jusqu'au 15 juin.

Elles sont instruites par le préfet et jugées par le Ministre du commerce.

Les modifications qui seraient apportées à la liste électorale, à la suite de réclamations reconnues fondées, sont inscrites sur un état joint à la liste par les soins du préfet.

ART. 13. — Lorsque la liste électorale est définitive, le Ministère du commerce fait parvenir à chaque syndicat un bulletin de vote indiquant le groupe auquel il appartient et le nombre de voix dont il dispose.

Il doit s'écouler au moins dix jours entre la date d'envoi de ces bulletins aux syndicats et celle à laquelle ils doivent être renvoyés au Ministère du commerce. Ces deux dates sont annoncées par le *Journal officiel*.

Chaque syndicat adresse, dans le délai ci-dessus indiqué, sous le couvert du Ministère du commerce, son bulletin de vote renfermé dans une enveloppe portant la mention : « Élection au Conseil supérieur du travail ».

L'élection des représentants des syndicats a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où dans l'un quelconque des groupes énumérés à l'article 10 aucun candidat n'obtient la majorité absolue, il est procédé dans un délai d'un mois et dans les mêmes formes à un deuxième tour de scrutin. Cette fois, l'élection a lieu à la majorité relative. En cas de partage, le bénéfice du vote est acquis au candidat le plus âgé.

ART. 14. — La commission permanente du Conseil supérieur du travail dépouille les bulletins et recense les votes des chambres de commerce, des chambres consultatives et des syndicats ouvriers. Elle procède à la vérification de toutes les opérations électorales.

Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel*.

Les réclamations relatives aux élections doivent être faites dans le délai de quinze jours qui suit leur insertion au *Journal officiel*. Elles sont jugées par le Ministre.

ART. 15. — Les 52 délégués des patrons et des ouvriers désignés aux articles 5 et 6 conservent leur mandat, même s'ils viennent à perdre la qualité en raison de laquelle ils ont été appelés à siéger au Conseil supérieur du travail.

Au cas où des membres du Conseil supérieur du travail décèderaient, seraient démissionnaires ou perdraient leurs droits civils ou civiques, il serait procédé à leur remplacement dans les conditions ci-après :

1° Pour les élus des chambres de commerce et des chambres consultatives, dans le cas seulement où il se produirait parmi eux trois vacances ;

2° Pour les représentants des syndicats ouvriers, au cas où il se produirait parmi eux trois vacances ;

3° Pour les représentants patrons ou ouvriers des conseils de prud'hommes, au cas où deux vacances se produiraient, soit chez les prud'hommes patrons, soit chez les prud'hommes ouvriers ;

4° Pour les autres membres du Conseil supérieur du travail, à chaque vacance.

Le mandat des membres ainsi élus prend fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat du membre remplacé.

ART. 16. — Le conseil se réunit chaque année, le deuxième lundi de novembre. La session dure quinze jours. Le conseil fixe lui-même, dans ces limites, les jours et heures des séances.

L'ordre du jour de la session, arrêté par le Ministre, est communiqué aux membres quinze jours avant l'ouverture de cette session.

Le Ministre peut convoquer le Conseil en session extraordinaire à toute époque de l'année ; il fixe lui même la date, la durée et l'objet de chaque session extraordinaire.

ART. 17. — La commission permanente du Conseil supérieur du travail, aux travaux de laquelle prennent part, dans les conditions fixées par l'article premier, les chefs de service mentionnés audit article, comprend 7 patrons, 7 ouvriers, 1 sénateur, 1 député, tous élus par le Conseil supérieur, et 3 membres de droit, savoir :

Le représentant de la Chambre de commerce de Paris ;

Le représentant de la Chambre consultative des associations ouvrières de production ;

Le représentant des Bourses de travail.

La Commission permanente élit un président. Elle a à sa disposition les secrétaires et secrétaires-adjoints du Conseil supérieur du travail.

Elle se réunit, sur convocation de son président, jusqu'à la clôture des travaux entrepris.

ART. 18. — La Commission permanente étudie, à la demande du Ministre, les conditions du travail, la condition des travailleurs, les rapports entre patrons et ouvriers. Elle prend connaissance des documents et des statistiques qui doivent servir de base à ses travaux, demande des compléments d'enquête, provoque les témoignages écrits ou oraux des personnes compétentes et fait ressortir, dans un rapport d'ensemble au Conseil supérieur, les faits qu'elle a observés, les abus qu'elle a constatés, les réformes que l'enquête indique comme efficaces. Elle peut aussi, à la demande du Ministre, déposer entre ses mains un rapport sur les causes et circonstances d'une grève ou d'une coalition patronale.

En cas d'urgence, la Commission permanente peut, sans les soumettre au Conseil supérieur, émettre les avis qui lui sont demandés par le Ministre. Il en est rendu compte au Conseil supérieur lors de sa prochaine session.

ART. 19. — Les comptes rendus des enquêtes de la Commission permanente sont envoyés à chaque membre du Conseil supérieur du travail. Ils doivent leur parvenir quinze jours au moins avant l'ouverture de la session où ils seront discutés.

Le Conseil peut, au besoin, provoquer de nouveaux témoignages, recevoir des dépositions.

La discussion est close par une résolution énumérant les inconvénients et les abus démontrés par l'enquête et les réformes appropriées à chacun d'eux.

ART. 20. — Les élus des syndicats ouvriers et des conseils de prud'hommes ont droit aux allocations suivantes :

Ceux qui résident hors du département de la Seine : 1° à une indemnité de 12 francs par jour pendant la durée des sessions du Conseil supérieur auxquelles ils assistent ; 2° à des frais de déplacement s'élevant à 15 centimes par kilomètre de la distance par voie ferrée entre Paris et la gare la plus voisine de leur résidence ;

Ceux qui habitent le département de la Seine, à une indemnité de 10 francs pour chaque journée où ils assistent aux séances du Conseil supérieur ;

Quelle que soit leur résidence, à des jetons de présence de 5 francs pour chacune des séances de la Commission permanente tenues en dehors des sessions du Conseil supérieur.

ART. 21. — Les décrets des 22 janvier 1891, 9 juin 1892, 1^{er} septembre 1899, 20 octobre 1900 et 23 mars 1902 sont et demeurent abrogés.

ART. 22. — Les membres du Conseil supérieur du travail actuellement en exercice conserveront leurs fonctions jusqu'à l'époque où expire le mandat qui leur a été confié en vertu du décret du 1^{er} septembre 1899.

Les représentants des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures et ceux des conseils de prud'hommes qui seront élus en 1903, pour porter la représentation patronale et la représentation prud'homale aux nombres fixés par les articles 5 à 8 du présent décret, cesseront leurs fonctions en même temps que les autres membres de leur catégorie.

ART. 23. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 mars 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

G. TROUILLOT.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales, pendant le mois de Mars 1903.

Accidents du Travail. — *Chambre des Députés.* — Séance du 10 mars 1903. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 799.)

————— *Chambre des Députés.* — Séance du 12 mars 1903. — Dépôt, par M. Mirman, d'une proposition de loi ayant pour objet d'interpréter et de compléter l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (Doc. parl. n° 811.)

————— *Chambre des Députés.* — Séance du 25 mars 1903. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'un projet de résolution concernant l'assurance des ouvriers de l'agriculture contre les accidents dont ils sont victimes dans leur travail. (Doc. parl. n° 835.)

Agents des trains. — *Sénat.* — Séance du 30 mars 1903. — Dépôt, par M. Jules Godin, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français.

Assistance. — *Chambre des Députés.* — Séance du 27 mars 1903. — Dépôt, par M. Emile Rey, d'une proposition de loi ayant pour objet l'institution et l'organisation de l'assistance aux enfants des familles indigentes. (Doc. parl. n° 842.)

Assurances sur la vie. — Rentes viagères. — *Chambre des Députés.* — Séance du 18 mars 1903. — Dépôt, par le Ministre des Finances, d'un projet de loi portant établissement d'un impôt sur les contrats d'assurance sur la vie et sur les contrats de rente viagère. (Doc. parl. n° 822.)

Caisse de secours pour les ouvriers des filatures de soie. — *Chambre des Députés.* — Séance du 3 mars 1903. — Dépôt, par M. Déveze, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 2 avril 1898 portant prorogation de la loi du 13 janvier 1892 relative aux encouragements à donner à la sériciculture et à la filature. (Doc. parl. n° 793.)

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 3 mars 1903. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les Conseils de prud'hommes. — Première délibération. — Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure.

Exposition d'hygiène. — *Chambre des Députés.* — Séance du 18 mars 1903. — Dépôt, par M. Emile Dubois, d'un projet de résolution invitant le Gouvernement à organiser une

exposition internationale d'hygiène à Paris, en 1905, ainsi que des congrès internationaux et des fêtes de la science.

Hygiène et sécurité. — *Sénat.* — Séance du 24 mars 1903. — Dépôt, par M. Paul Strauss, d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. (Doc. parl. n° 115).

Mont-de-Piété. — *Sénat.* — Séance du 10 mars 1903. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Paul Strauss tendant à la réorganisation du service de la prise des gages au Mont-de-Piété de Paris.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — D'après le Conseil des prud'hommes de Bohain la situation générale de l'industrie ne s'est guère modifiée depuis le précédent trimestre. La fin d'année a néanmoins été marquée par une légère reprise des affaires.

A Saint-Quentin, dans l'industrie des tissus, le travail a été moins abondant; un établissement occupant environ 50 ouvriers a été détruit par un incendie; situation normale dans l'industrie de l'ameublement malgré le peu d'activité dans le travail; la durée du travail est fixée à 60 heures par semaine.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE. — (2^e semestre de 1902). — L'état général de la *meunerie* est toujours peu satisfaisant; cette industrie a ressenti le contre-coup de la crise qui a atteint les industries des Ardennes et la métallurgie en particulier. L'industrie de la brasserie est toujours peu prospère; la diminution signalée l'an dernier dans la consommation de la bière s'est continuée en 1902.

Les carrières ont été assez actives et la main d'œuvre a fait défaut, surtout en ouvriers faisant la taille des pavés et le débitage de la pierre. Par contre, l'industrie *ardoisière* laisse un peu à désirer. Le bassin de Fumay qui comprenait 20 sociétés ardoisières il y a 2 ans, n'en compte plus aujourd'hui que 13 dont 9 sont presque délaissées et 4 font des travaux de recherches. Cinq ou six sièges d'exploitation aux environs de Fumay ont été abandonnés. Pas de changement dans le bassin de Rimogne où la production est restée normale. Cependant, l'année 1903 paraît s'annoncer sous de meilleurs auspices, l'Angleterre et l'Amérique ayant fait de grandes commandes d'ardoises pour le Transwal.

La situation des fabriques de *colles fortes* et *gélamines* n'a pas été très bonne; les fabriques de *colles d'os* ont été particulièrement éprouvées, mais le personnel a pu néanmoins être occupé.

Peu ou pas de changement dans l'imprimerie et la lithographie. A signaler, toutefois, l'arrêt momentané de l'imprimerie d'un journal qui a entraîné, naturellement, le chômage du personnel et quelques ouvriers typographes se trouvent actuellement sans travail; les salaires et la durée du travail n'ont pas été modifiés.

Dans la *papeterie* le nombre des établissements est le même. L'importante papeterie de Montgou est arrêtée, mais elle va être installée à Rethel avec d'importants agrandissements; les ouvriers papetiers de profession font défaut dans le département.

L'état d'activité des *industries chimiques* est normal; dans les usines à gaz la production suit une progression ascendante mais lente; la durée du travail journalier a été de 10 h. 3/4

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1902.

avec tendance marquée vers la journée de 10 heures; il n'y a pas eu de chômage et les salaires tendent à croître.

La tannerie est toujours dans une situation pénible, plusieurs tanneries et notamment à Givet ont complètement cessé le travail.

Dans les *filatures* la production a été faible à cause de la rareté de certains genres de laines; un chômage de courte durée s'est produit; les ouvriers n'ont travaillé pendant quelque temps que la moitié de la semaine. On installe à Givet une importante fabrique de *soie artificielle* qui commencera à fonctionner en juin prochain. Cette fabrique doit employer 400 ouvriers et ouvrières.

Les *scieries* de bois ont été assez actives par suite des nombreuses constructions en cours. Pas de changement bien appréciable dans la *brosserie*, certaines maisons ont dû réduire de quelques heures la durée du travail; les salaires restent stationnaires.

Dans les *fonderies de fer* la production a été normale et une grande activité n'a cessé de régner dans les *fonderies d'appareils de chauffage*. Quatre établissements ont cessé leur exploitation, mais on n'a eu à signaler aucun chômage, les ouvriers ayant facilement trouvé du travail dans les usines similaires. Les *forges*, *laminoirs*, *tréfileries*, *clouteries*, etc., restent toujours dans une situation peu satisfaisante; la production, dans ces diverses industries, a été faible pendant toute l'année; le nombre des établissements est cependant resté le même et il n'y a pas eu de chômage; la durée de la journée de travail est de 10 h. 1/2, conformément à la loi du 30 mars 1900.

Pas de changement dans l'industrie du *bâtiment*, chez les *entrepreneurs de construction* et chez les fabricants de *chaux* et *ciments*,

Calvados. — CHAMBRE DE COMMERCE DE HONFLEUR (2^e semestre de 1902). — La situation industrielle ne s'est guère modifiée depuis le 1^{er} semestre de 1902. Les *industries chimiques* continuent à être prospères et actives. Par contre, à l'approche de l'hiver, un sérieux ralentissement s'est manifesté dans le *bâtiment* et l'industrie des *bois travaillés* où le chômage est fort important. Une nouvelle usine, destinée au travail des bois est actuellement en voie de construction. A signaler également l'installation d'une fabrique de *carton* fort importante qui fonctionnera prochainement.

D'après le Conseil des prud'hommes de Lisieux, la situation générale de l'industrie reste à peu près la même qu'il y a un an, la durée moyenne de la journée de travail varie, selon les industries de 9 à 11 heures. La proportion des ouvriers en chômage est de 40 p. 100 dans l'industrie lainière, 5 p. 100 dans l'industrie linière, 10 p. 100 dans le bâtiment et 5 p. 100 dans l'industrie du cuir.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES (2^e semestre 1902). — La situation de la *meunerie* est toujours peu satisfaisante. L'exploitation des *carrières de pierres* s'est faite régulièrement et les industries de la *céramique*, *poteries de grès*, *tuileries mécaniques* et *fours à chaux* sont très actives. L'industrie des *produits chimiques* s'est aussi maintenue dans une bonne moyenne d'activité; les fabriques de *méthylène* sont en particulier très prospères. La situation de la métallurgie laisse un peu à désirer à l'exception toutefois de certaines spécialités (*carrosserie*, *fabriques d'essieux*, *bijouterie*) où le travail a été très abondant durant tout le semestre.

A Bourges, durant le 1^{er} trimestre de 1903, dans la *confection* la durée du travail a été légèrement réduite; elle atteint actuellement 65 heures par semaine. Chez les *ferblantiers-zingueurs* le travail a été aussi beaucoup moins abondant que l'an dernier. Jusqu'au 15 décembre la journée de travail a été de 10 heures et demie; depuis cette époque les ouvriers ne font que 8 et 9 heures; le chômage est assez important, les 2/3 des ouvriers à peine sont occupés. Dans l'industrie de la *peinture*, comme tous les ans à l'approche de l'hiver, le chômage s'est fait sentir mais il a été de peu de durée; les travaux à effectuer dans la campagne ayant pu compenser le manque de travail de ville. Peu d'activité chez les *entrepreneurs de charpente*; un établissement a été fermé.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de changement, depuis le trimestre dernier, dans la *boulangerie*. Travail un peu moins abondant chez les *menuisiers* de Saint-Brieuc; la durée du travail est de 63 heures par semaine et les salaires atteignent 3 fr. 50 par jour; les *charpentiers*, travaillant en plein air, font à peine 48 heures.

Creuse. — CHAMBRE DE COMMERCE DE GUÉRET (2^e semestre 1902). — L'état général des principales industries de la circonscription est assez satisfaisant. La situation de la *minoterie* et des *mines de charbon* s'est améliorée. La *tannerie* a pu surmonter la crise qui avait atteint toute l'industrie du cuir. On a pu également constater une plus grande activité dans la fabrication des *tapis* d'Aubusson et Felletin ainsi que dans la *chapellerie en feutre* à Bourgneuf et Chambon. Pas de changement dans les fabriques de *papier de paille*.

La production de la *porcelaine* dans les fabriques de Bourgneuf a augmenté, grâce à la transformation et au perfectionnement de l'outillage. En résumé, dans toutes les industries de la circonscription, la situation du personnel ouvrier est assez bonne; les salaires varient entre 3 fr. 50 et 4 fr. 50 par jour et il n'y a pas de chômage.

Eure. — A Pont-Audemer, état stationnaire dans la *boulangerie*; la situation des ouvriers est bonne et la main-d'œuvre fait défaut; peu ou pas de chômage.

Pas de changement notable dans l'industrie du *bâtiment* à Bernay; comme tous les ans, à l'approche de l'hiver, la plupart des chantiers ont réduit la durée du travail; les ouvriers ne travaillant que de jour ne font que 48 heures par semaine.

Gard. — A Nîmes, l'industrie *horticole* est un peu moins active que l'an dernier à pareille époque; mais la mévente des vins ayant cessé, il est permis d'espérer une reprise d'affaires pour l'année 1903; les ouvriers se recrutent difficilement; les salaires varient de 3 à 3 fr. 50 par jour; il n'y a pas eu de chômage. Chez les *peintres*, le travail a sensiblement diminué et le chômage est important.

Hérault. — D'après le conseil des prud'hommes de Lodève, la situation industrielle est très satisfaisante; le travail est assuré pour l'année 1903 dans toutes les manufactures, en raison des récentes adjudications pour la fourniture de drap de troupes.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROANNE (année 1902). — L'industrie des *cotonnades* s'est assez bien maintenue en 1902 et la production a été normale. Quelques usines ont augmenté le nombre de leurs métiers; une nouvelle usine de 200 métiers est en construction; actuellement le nombre des métiers dépasse 13.000.

L'industrie des *lainages* fantaisie tricotés mécaniquement est stationnaire. A signaler l'agrandissement d'une usine qui fabrique presque uniquement cette spécialité. L'industrie de la *soierie*, dans la région de Charlieu et Belmont est peu prospère; 30 p. 100 des ouvriers sont en chômage. Par contre, la situation de la *tannerie* et du *bâtiment* est satisfaisante. Enfin, l'industrie des *transports* par eau et voie de fer est très active. Le transport des eaux minérales sur Paris se développe de plus en plus et la Compagnie P.-L.-M. a dû mettre en exploitation de nouvelles lignes.

A Saint-Étienne, l'industrie des *tissus* et *matières textiles*, au cours du 1^{er} trimestre de 1903, a été un peu moins active que l'an dernier. De même, dans l'industrie du *bâtiment* à Chambon-Fougerolles, où la durée du travail a été sensiblement réduite. La situation est un peu meilleure que le trimestre précédent chez les fabricants de *limes* de Chambon.

Haute-Marne. — Les *fonderies en fer* de Saint-Dizier traversent un moment critique; dans le moulage de pièces *mécaniques* et les *tuyaux de conduite*, la production a été réduite de moitié; seule la fabrication des *appareils de chauffage* a pu se maintenir.

D'après le comité métallurgique de Saint-Dizier, la crise industrielle de l'an dernier se fait encore sentir, la main-d'œuvre est abondante et les chômeurs sont nombreux.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE (année 1902). — La *brasserie* continue à être peu active; le ralentissement doit être attribué en grande partie à la température froide de la saison d'été. La situation de la *distillerie* un instant compromise est en ce moment en voie d'amélioration. Depuis quelques temps, les industries chimiques se trouvent dans une situation fâcheuse par suite de la mévente de l'acide, base de toutes les fabrications de produits chimiques. Les fabricants ont dû rechercher, par tous les moyens, un développement de la consommation; ils ont pu réussir à écouler d'une manière satisfaisante des quantités considérables d'acide sous forme d'engrais (superphosphate de chaux).

Les produits à base de soude n'ont subi aucun changement. La situation des *chlorures de chaux* est par contre des plus mauvaises.

L'imprimerie a traversé, en 1902, une période difficile; cependant, grâce au progrès considérable de la publicité commerciale qui a amené beaucoup d'imprimeurs à monter un outillage plus perfectionné et un matériel suffisant, elle a pu continuer à vivre et même à se développer. Le chômage n'a guère été plus important que dans les années normales.

Les industries *textiles* sont toujours peu actives; aucune amélioration n'est survenue depuis l'an dernier dans les *filatures de lin* et les *tissages de toiles*.

Enfin la situation de l'*industrie métallurgique* reste sensiblement la même que l'an dernier.

D'après la Chambre de Commerce de Roubaix, la situation industrielle a été assez satisfaisante pendant le deuxième semestre de 1902. Aucune modification n'est survenue dans le nombre des établissements, la durée du travail et le taux des salaires; il y a eu plutôt manque de main-d'œuvre.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Fourmies, la situation générale de l'industrie reste sans changement appréciable. Comme dans le trimestre précédent, le travail est peu abondant dans la *filature* et le *tissage*; néanmoins la durée du travail n'a pas été modifiée et il n'y a pas eu de chômage.

A Lille, pas de changement chez les fabricants de *toiles*.

L'industrie du *cuir*, au cours du premier trimestre de 1903 est restée stationnaire. Travail peu abondant dans la *maréchallerie* qui souffre beaucoup de la concurrence des tramways électriques et des automobiles.

A Tourcoing, chez les *peigneurs de laines*, l'activité est normale; il y a eu augmentation de la durée du travail qui atteint actuellement 80 heures par semaine, presque tous les établissements marchant partiellement la nuit.

Le travail a sensiblement diminué chez les *teinturiers* et *apprêteurs* de Roubaix. Il en a été de même chez les *faconniers-tisseurs* du Cateau.

Oise. — Pas de changement notable dans l'industrie du bâtiment à Beauvais et Compiègne; la durée du travail n'est que de 42 heures environ par semaine; la diminution est due aux courtes journées d'hiver. Les *seculeries* de l'Oise ont été aussi peu animées par suite du manque de récolte. A La Croix-Saint-Ouen, travail abondant dans les fabriques de *boîtes*; la main-d'œuvre a été abondante, mais il n'y a pas eu de chômage, même pendant les arrêts, les ouvriers ayant pu être occupés au nettoyage des usines et des outils.

Seine. — *Renseignements communiqués par la Préfecture de police (2^e semestre 1902).* —

Les *raffineries* se sont maintenues dans une bonne moyenne d'activité; aucune modification n'est survenue dans le nombre des établissements et le personnel occupé; toutefois une maison importante n'occupait en décembre dernier que 500 ouvriers au lieu de 590 qu'elle employait pendant le semestre précédent. La durée du travail est de 11 heures par jour; les salaires sont de 5 et 6 francs pour les hommes et vont jusqu'à 3 francs pour les femmes.

Dans les ateliers *typographiques* et *lithographiques*, le travail a été très animé. Quelques maisons ont augmenté le chiffre de leur personnel; les salaires atteignent jusqu'à 10 francs par jour. Dans la *reliure* et le *brochage* la situation est moins satisfaisante; on constate une diminution d'effectifs dans plusieurs maisons; la durée de la journée de travail est de 10 heures. Travail moins abondant dans la *tannerie*, *mégisserie*, *maroquinerie*; la durée du travail a été légèrement réduite. Par contre, l'industrie de la chaussure et la *sellerie* sont toujours très actives.

Les *ébénistes* ont eu un bon courant; les effectifs ont peu varié. La *carrosserie* a été moins favorisée; deux des plus importants fabricants de carrosserie ont été dans les trois derniers mois de l'année presque dépourvus de besogne. Le travail au contraire a été très abondant dans les ateliers de *charronnerie* qui travaillent pour le métropolitain.

Une grande activité n'a cessé de régner dans la *passenterie* et dans les fabriques de *fleurs* et *plumes* de parure.

Les *tailleurs sur mesure* ont occupé facilement leur personnel; la journée de travail est en moyenne de 10 heures et le taux des salaires varie de 7 à 9 francs par jour. Les *couturières* et les confectionneuses sont entrées en bonne saison vers le commencement d'octobre. A partir de ce moment les effectifs ont augmenté dans la plupart des établissements. Les travaux de lingerie ont été assez favorables pendant le semestre; la durée du travail dans cette indus-

trie est de 9 et 10 heures et les ouvrières lingères gagnent de 3 à 5 francs par jour. Pas de changement chez les chapeliers. Enfin, la situation de l'industrie *métallurgique* est bonne et en particulier dans les *fonderies*, *charpentes en fer*, *chaudronnerie* et *ferblanterie*, *bronzes*, *bijouterie*, *horlogerie*.

Le tableau suivant donne les effectifs dans différentes industries pendant le deuxième trimestre de 1902 dans les établissements les plus importants.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	NOMBRE d'établisse- ments considérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS.		
		Fin juin.	Fin septembre.	Fin décembre.
Raffineries	6	4,588	4,519	4,508
Typographie et lithographie.....	15	3,873	3,883	3,958
Reliure et brochage.....	4	1,050	1,020	1,010
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	12	915	860	870
Industrie de la chaussure.....	8	1,685	1,700	1,700
Sellerie.....	3	142	137	132
Passementiers	4	210	210	220
Tailleurs sur mesure.....	7	239	239	239
Couturières et confectionneuses.....	12	1,583	1,577	1,780
Lingères	4	1,090	1,090	1,090
Fleurs et plumes.....	3	359	360	370
Chapeliers.....	2	120	120	120
Ébénistes.....	7	808	811	790
Tapissiers.....	5	797	847	802
Carrosserie	10	1,190	1,180	644
Charrons.....	4	738	752	778
Pianos et orgues.....	4	1,020	1,010	1,030
Fabriques de boutons.....	8	558	588	628
Charpentes en fer.....	5	840	840	835
Fonderies.....	9	1,230	1,264	1,214
Chaudronnerie et ferblanterie.....	8	1,376	1,215	1,250
Bronzes et objets de piété.....	11	755	755	780
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie	16	3,026	2,735	3,015
Papiers peints	4	858	853	800

A Paris, au cours du premier trimestre de 1903, le travail a été peu abondant chez les *brasseurs* et *entrepôts de bières*; depuis 2 ans, dix brasseries ont cessé leur exploitation. Pas de changement chez les *chocolatiers* et *confiseurs*. La situation des industries chimiques est assez difficile. Dans les fabriques de *papier*, la reprise du travail indiquée l'année dernière semble ne pas se maintenir; deux usines ont déjà disparu, mais la durée du travail n'a pas été modifiée. L'industrie du *cuir* est en général peu active; néanmoins la *mégisserie* semble plus animée que l'an dernier. Dans la *broderie* le travail est aussi en légère diminution; dix établissements occupant environ 50 ouvriers ont été fermés. Pas de changement appréciable chez les *blanchisseurs-buandiers*, les fabricants de *plumes* pour parure et les *constructeurs de bateaux*. La situation de la *vannerie* ne s'est pas améliorée depuis le trimestre dernier; la surproduction est la cause principale du manque d'affaires. Chez les *doreurs*, *argenteurs* et *fondeurs en cuivre*, la durée du travail a été réduite à 54 heures par semaine mais il n'y a pas eu de chômage.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (4^e trimestre). — La situation industrielle de la région de Rouen ne s'est guère modifiée depuis le précédent trimestre.

Les industries chimiques continuent à être peu actives, à l'exception toutefois des fabriques de sels de plomb, zinc, étain, cuivre.

La situation des *filatures de coton* est relativement satisfaisante. Mais dans le *tissage*, *rouennerie*, *mouchoirs*, un ralentissement s'est produit. Enfin la situation des *ateliers de construction* est restée fort mauvaise; cette industrie souffre beaucoup de la concurrence étrangère.

D'après le Conseil des prudhommes de Darnétal, la situation du *tissage* et de la *filature* reste sans changement. Le nombre des établissements qui occupent toujours de 1,500 à 1,600 ouvriers n'a pas varié; la durée de la journée de travail est de 10 h. 1/2; les salaires

varient entre 2 francs et 3 fr. 50 ; le chômage est parfois de 2 et 3 jours par semaine dans quelques établissements et 1 et 2 jours dans les autres. Etat stationnaire dans la *teinture* et l'*impression sur étoffes* et grande activité dans le *grattage des tissus* de coton et les apprêts qui continuent à occuper plusieurs centaines d'ouvriers. Par contre, les *ateliers de construction* et le *bâtiment* laissent beaucoup à désirer ; le chômage atteint 50 p. 100 de l'effectif et même 60 p. 100 chez les tailleurs de pierres.

A Rouen, la situation de l'industrie de l'*ameublement* reste sensiblement la même. Le travail est normal dans le *bâtiment* à Dieppe, les ouvriers ont pu facilement être occupés. Enfin, l'industrie *cotonnière*, à Bolbec, a pu se maintenir dans une bonne moyenne d'activité ; il y a eu cependant un peu de chômage dans le *tissage de coton*.

Vaucluse. — Le travail a été moins abondant que l'an dernier dans les exploitations de *carrières* de Ménerbes ; les ouvriers travaillant à la tâche la durée du travail varie et ne peut être fixée. La situation de la *menuiserie en bateaux* continue à être peu satisfaisante à l'Isle-sur-la-Sorgue ; les chômeurs sont nombreux.

Vosges. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ÉPINAL (2^e semestre de 1902). — La *broderie vosgienne* concurrencée par la broderie suisse se maintient difficilement. L'industrie de la *dentelle* périlite également sous l'influence de l'importation des produits américains, stores, petits rideaux, discrets, mystères, etc., qui remplacent les articles similaires jadis garnis de dentelles vosgiennes ; on trouve difficilement de bonnes ouvrières dentellières. La *filature* et le *tissage* traversent un moment critique ; néanmoins les tisseurs n'ont pas encore décidé le chômage. L'*imprimerie*, les fabriques de carton, les *papeteries*, sont toujours prospères.

A Epinal, pas de changement depuis le précédent trimestre dans l'industrie *cotonnière* ; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 h. 1/2.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 mars.)

Ain. — A Bourg, 40 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures chez les *charpentiers* ; 1/3 de chômeurs chez les *maçons* ; 2/3 de chômeurs chez les *peintres et plâtriers* ; pas de chômeurs chez les *potiers*. A Ambérieu, pas de chômeurs chez les *mécaniciens-chauffeurs*. A Thoiry, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* ; 40 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Divonne-les-Bains ; pas de chômeurs chez ceux de Serrières-de-Briord.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs chez les garçons *brasseurs* ; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, bonne activité chez les *tisseurs et tisseuses* ; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tullistes en guipure* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières du *piquage de carton* ; 20 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs et rattacheurs* ; 15 p. 100 de chômeurs, 43 heures, chez les *menuisiers* ; pas de changement chez les *mouleurs en fer* ; pas de chômeurs chez les *couvreurs* ; chômage général chez les *briquetiers*.

A Château-Thierry, travail peu actif chez les ouvriers en *chaussures* ; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique* ; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Chauny, travail toujours actif, 65 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques* ; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes* ; de même et 65 heures, chez les *mouleurs* ; 63 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Bohéries, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Saint-Michel, travail plus actif chez les ouvriers en *chaussures* ; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Allier. — A Moulins, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carrossiers* ; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*. A Montluçon, 6 p. de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs bonne activité chez les ouvriers de la *glacerie*. A Commeny, pas de chômeurs chez les *mineurs* ; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* ; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Buxières, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles* ; pas de

chômeurs chez les *bûcherons* de Lurcy-Lévy. A Saint-Hilaire, pas de changement chez les *mineurs*. A Doyet, travail actif chez les *mineurs*; 1/3 de chômeurs, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vichy, 8 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers en *voitures*. A Saint-Yorre, 90 p. 100 de chômeurs chez les *sourciers*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; pas de changement chez les *serruriers*; 50 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *funistes-tôliers*; pas de changement chez les *horlogers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Menton, 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Antibes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; légère reprise chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 52 heures, chez les *serruriers*. A Serrières, 2 jours seulement de travail par semaine, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals, pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, pas de chômeurs, travail plus actif cependant chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Vrine-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Monthermé; Laval-Dieu et de Revin. A Illy, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Francheval, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *lainiers*. Pas de chômeurs chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures. A Haybes, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fumay.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, moitié de chômeurs chez les *tisseurs*.

Aube. — A Troyes, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fonte*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *maçons, tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, travail moins actif chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *cordonniers*; 2/3 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; pas de chômeurs, 66 heures, situation toujours bonne, chez les ouvriers de l'*habillement*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mouleurs*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif chez les ouvriers en *peignes*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*. A Ouveillans, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*.

Aveyron. — A Rodez, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Millau, travail plus actif que le mois dernier, plus d'un tiers de chômeurs chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 30 p. 100 de chômeurs, chez les garçons *bouchers et charcutiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers navigateurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail abondant chez les *imprimeurs lithographiques*; travail

peu actif chez les *selliers-bourrelliers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *crins*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *blanchisseuses*; moitié de chômeurs chez les *calfsats-perceurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carrossiers*; 75 p. 100 chômeurs chez les *mineurs-terrassiers*; pas de changement chez les *modeleurs*; pas de changement chez les *maçons*; 23 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *maçons limousinant*; pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons*; travail assez actif, 12 p. 100 de chômeurs, chez les *smilleurs de pavé*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *patrons borneurs-remorqueurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *ports*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *sténographes*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Arles, 25 p. 100 chômeurs chez les *boulangers*. A Fontvieille, 15 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin; travail moins actif chez ceux de Fuveau. A Berre, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*. A Chateaufrenard, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Calvados. — A Caen, 7 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; bonne activité chez les *mouleurs en métaux*. A Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, bonne activité, chez les ouvriers *lainiers et liniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Cantal. — A Aurillac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Champagnac, pas de changement chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers-bottiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*. A Cognac, nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même et 48 heures chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*. A Saintes, pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les ouvriers en *bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Rochefort, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine, travail très satisfaisant, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres*. A Échellais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *glacerie*.

Cher. — A Bourges, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; près de moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*. A Sancergues, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de Graçay; nombreux chômeurs chez ceux de la *Guerche*.

A Vierzon, pas de chômeurs, travail normal chez les *mouleurs*; de même chez les *métallurgistes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Néronde, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*, pas de changement chez ceux de la *Guerche*. A Cuffy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Charenton, Neuvy-le-Barrois, Barlieu, Apremont, Vailly et Nomay-sur-Allier; travail moins actif chez ceux de Feux; pas de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; pas de changement chez ceux de Vallenay; pas de chômeurs chez ceux de Sancergues; 15 p. 100 chez ceux de la *Guerche*; 30 p. 100 chez ceux de la *Chapelle-Hugon*; travail actif chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs chez ceux de Torteron. A Bessais-le-

Fromental, pas de chômeurs chez les *carriers*; pas de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. A Saint-Amand, moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Saint-Loup-des-Chaumes, travail peu actif chez les *ouvriers agricoles*; de même chez ceux de Néronde. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 27 p. 100 de chômeurs, 30 heures en moyenne, chez les *tailleurs de pierre*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*. A Beaune, pas de changement chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *couvreurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*. A Bourgañeuf, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; travail peu actif chez les *cordonniers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Monthéliard, pas de chômeurs chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Sainte-Suzanne, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*; chez ceux de Seloncourt, 60 heures et travail peu actif. A Colombier-Fontaine, pas de chômage, 63 heures, situation toujours bonne chez les *ouvriers textiles*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez les *sciurs sur bois*. A Saint-Remond, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, commencement de la morte-saison chez les *chapeliers-appropriers*. A Montélimar, 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers* et *ouvrières* de l'industrie *textile*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs* et *mouleurs en porcelaine à feu*. A Romans, pas de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers* et *charpentiers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Châteaudun, travail moins actif que l'an dernier dans l'imprimerie. A Dreux, travail moins abondant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvrières* de la robe; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *démolisseurs de navires*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers du port*. A Morlaix, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*. A Guilvinec, situation très critique chez les *pêcheurs*; chômage

général chez ceux de Tréboul. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers* ; 90 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Bessèges, nombreux chômeurs chez les *mineurs* ; travail moins actif chez les ouvriers des *laminiers et forges* ; travail très peu satisfaisant chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine à Tréséols. A Sauve, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 12 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs* ; de même chez les *menuisiers et ébénistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs chez les *tonneliers* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes* ; travail satisfaisant chez les ouvriers en *cuirs et peaux* ; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers* ; pas de chômeurs chez les ouvriers en meubles ; moitié de chômeurs chez les employés aux écritures.

Gers. — A Auch, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes* ; pas de chômeurs, travail actif chez les *menuisiers et ébénistes*. A Padensac, pas de chômeurs chez les ouvriers des scieries.

Gironde. — A Bordeaux, 3 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers* ; 27 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers* ; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *papetiers, relieurs et cartoniers* ; pas de changement chez les *coupeurs en chaussures* ; 22 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie* ; 30 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long* ; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes et billardiers* ; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers* ; de même chez les *forgerons*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers* ; 55 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des constructions maritimes ; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers* ; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Arcachon, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *chauffeurs et marins* ; un quart de chômeurs chez les *charbonniers du port* ; un tiers de chômeurs chez les *déménageurs* ; 6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*. A Dagnac, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Hérault. — A Montpellier, 20 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *cuisiniers* ; pas de changement chez les *litho-typographes* ; un tiers de chômeurs chez les *cordonniers* ; pas de chômeurs, travail actif, chez les *tailleurs d'habits* ; 60 p. 100 de chômeurs, 66 heures, travail peu actif, chez les *tonneliers-fondriers* ; pas de changement chez les *ébénistes* ; un quart de chômeurs chez les *plâtriers* ; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Cette, pas de changement chez les *limonadiers* ; 15 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique*. A Béziers, 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers *ferblantiers* ; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Sérignan, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* ; de même chez ceux de Mudaison ; pas de changement chez ceux de Vic-les-Étangs. A Graissessac, travail satisfaisant, 16 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, moitié de chômeurs chez les *tonneliers* ; nombreux chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs* ; 25 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*. A Agde, moitié de chômeurs chez les *tonneliers* ; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers du *cuir* ; pas de chômeurs, 5 jours par semaine seulement, chez les *chapeliers-appropriateurs* ; pas de chômeurs chez les *charpentiers* ; de même chez les *carrossiers* ; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez ouvriers en *voitures* ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* ; pas de changement chez les *maçons* ; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* ; 4 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, pas de chômeurs chez les *charpentiers* ; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Lagnelet, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *verriers*. A Bruz, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes* ; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment. Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûche-*

rons. A Chinault, pas de chômeurs chez les ouvriers en cuirs et peaux. A Villedieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières chemisières; 3 p. 100 de chômeurs chez les porcelainiers.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, travail actif, chez les boulangers; pas de chômeurs, 63 heures, chez les typographes; de même, 66 heures, chez les mouleurs. A Châteaurenault, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les tanneurs et corroyeurs; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les imprimeurs-lithographes; moitié de chômeurs chez les tailleurs; pas de chômeurs chez les mouleurs en fer; nombreux chômeurs chez les peintres en bâtiments.

A Vienne, nombreux chômeurs chez les ouvriers de l'ameublement. A Bouvesse-Quirieu, 5 p. 100 de chômeurs chez les carriers. A Fontaine, 3 p. 100 de chômeurs chez les mégisiers. A Izeaux, pas de chômeurs, travail assez actif, chez les cordonniers. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les mineurs. A Bourgoin, reprise chez les mécaniciens. A Parmillieu, 27 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs de pierre et carriers; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Porcieu-Ambagnieu. A Gières, pas de changement chez les gantiers.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les typographes. A Salins, travail assez actif chez les typographes.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les mouleurs. A Dax, pas de changement chez les employés de commerce.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement chez les typographes. A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers du bâtiment. A Vendôme, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les métallurgistes.

Loire. — A Saint-Étienne, 15 p. 100 de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les boulangers; 20 p. 100 chez les tripiers-boyaudiers. Chez les imprimeurs, graveurs et lithographes, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant; pas de changement chez les tisseurs-épingleurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers rubaniers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs réunis; nombreux chômeurs chez les charpentiers; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les métallurgistes; 4 p. 100 et 60 heures chez les armuriers; pas de changement chez les employés de fabrique.

A Roanne, pas de chômeurs, 90 heures par semaine, chez les boulangers; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie textile; 3 p. 100 de chômeurs chez les imprimeurs sur écheveaux; pas de chômeurs chez les charpentiers; 9 p. 100 de chômeurs chez les plâtriers-peintres; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; pas de chômeurs chez les sabotiers-galochiers; pas de chômeurs, 74 heures chez les ouvriers en voitures; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; de même chez les mouleurs en fonte; pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre; pas de chômeurs chez les tourneurs, enfourneurs et chauffeurs en poterie; pas de chômeurs chez les bateliers.

A Saint-Jean-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les passementiers; de même chez ceux de Terrenoire. A Charlieu, pas de chômeurs chez les ouvriers en soieries. A la Gresle, pas de chômeurs chez les tisseurs; de même chez ceux de Saint-Rambert. Aux Barques, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les tisseurs. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en chapellerie. A Saint-Chamond, nombreux chômeurs chez les métallurgistes; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy. A Rive-de-Gier, travail toujours actif chez les verriers à vitre; 28 p. 100 de chômeurs chez les verriers en verre blanc. A la Talaudière, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les mineurs; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villars.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les typographes; de même et 66 heures chez les cordonniers. A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, 84 heures, chez les passementiers; de même, 78 à 84 heures, chez ceux de Saint-Just-Malmont.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-tourneurs*; pas de changement chez les *serruriers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *machines-outils*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*. A Saint-Nazaire, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*.

Loiret. — A Orléans, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*. A Montargis, moitié de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Auzouer-sur-Trézé, travail peu satisfaisant chez les *bûcherons*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Chevilly. A Gien, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Tigy, Faverelles et Auzouer-sur-Trézé.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*; A Souillac, 20 o/o de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Lavardac, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnièrs*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Lozère. — A Marmande, pas de chômeurs, 63 heures par semaine, travail peu actif chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A Cholet, travail peu actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres* et *décorateurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; travail moins actif, chez les *tonneliers-cavistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *bouhonnièrs*. A Fismes, 40 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*. A Saint-Dizier, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les employés de *commerce* et d'*administration*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, chez les *métallurgistes* et chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs; 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins* et *livreurs*.

Pas de chômeurs, 45 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; de même chez ceux de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey et de Jœuf; pas de changement chez ceux de Bouxières-aux-Dames.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail peu actif chez les *métallurgistes*. A Ligny, travail actif chez les *tourneurs* et *compassiers*. A Lérouville, pas de chômeurs, chez les *carriers*, *terrassiers* et *mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*. A Pontivy, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Hennebont, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Lorient, pas de chômeurs, bonne activité chez les *galochiers*; A Sauzon, chômage général chez les *ferblantiers-boîtiers*.

Nièvre. — A Nevers, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Cercy-la-Tour, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guérigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*. A Sichamps, pas de chômage chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Billy-sur-Oisy, La Fermeté; pas de changement chez les ouvriers des *bois* d'Entrains; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois* de la Chapelle-Saint-André, de Menestreau, de Ciez et de Colméry; de Perroy. A Arquian, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Menou, des Trois-Vèvres, de Nolay, de La Celle-sur-Nièvre.

Nord. — A Lille, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; pas de changement chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; chez les *typographes*, pas de chômeurs 60 heures, travail satisfaisant; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les ouvriers en *métaux*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tisserands*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs chez les *peigneurs réunis*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *teinturiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*. 14 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Cambrai, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mouleurs*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures chez les *tordeurs d'huile*; travail satisfaisant, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; à Vieux-Condé, 5 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 25 p. 100 chômeurs chez les *plafonneurs*. A Cousolre pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

Au Cateau, activité médiocre chez les ouvriers *textiles*; de même chez ceux de Fournies.

A Armentières, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Linselles, pas de chômeurs, 63 heures, travail peu actif chez les *tisserands*. A Comines, pas de chômeurs 63 heures, travail satisfaisant chez les *rubaniers*; de même chez les *tullistes* de Candry. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*. A Saulzoir, nombreux chômeurs chez les *tisserands*. Moitié de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies; 10 p. 100 de chômeurs chez d'Haspres. A Wignehies, 4 p. 100, chez les ouvriers *textiles*. A Marly, pas chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A

Tourcoing, travail assez satisfaisant, 63 heures en moyenne, chez les ouvriers de la *filature de coton*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *trieurs de laine*; peu de chômeurs chez les ouvriers du tissage; pas de changement chez les *tisserands*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers en grosse moquette*. A Onnaing, pas de changement, chez les *métallurgistes*.

A Gommegnies, 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *scieurs*. A Aniche, pas de chômeurs, travail actif chez les *verriers*. A Fresnes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*; travail satisfaisant chez ceux de Louches. A Felleries, pas de chômeurs, travail actif chez les *tourneurs sur bois*.

Oise. — A Beauvais, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*, 20 p. 100 de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *menuisiers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, travail toujours actif, chez les *coupeurs en chaussures*. A Tracy-le-Mont, 3 p. 100 de chômeurs, chez les *brossiers*, pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures, bonne activité, chez les *mouleurs*. A Crépy, travail assez actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jumelliers*. A Creil, pas de changement, chez les *métallurgistes*, nombreux chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment* et de l'*industrie*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; travail actif chez les ouvriers en *voitures*, 35 p. 100 de chômeurs, chez les *plâtriers*.

A Flers, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures par semaine, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; de même chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers, pâtissiers et biscuitiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Boulogne-sur-Mer, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures; chez les *cordonniers*, pas de changement chez les *tonneliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *bois*.

A Montreuil-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, un tiers de chômeurs, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

A Thiers, travail moins actif chez les *papetiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en ciseaux*; de même chez les *monteurs en coutellerie*; 11 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *émouleurs et polisseurs en ciseaux*. 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Messeix, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Éloy.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs du livre*; travail actif chez les *tapissiers*.

A Pau, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *serruriers*; travail assez satisfaisant, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail assez actif chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail assez actif chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 56 heures,

chez les *marbriers* et *polisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. Pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de *Claira*; 25 p. 100 chez ceux du *Soler*.

Rhin (Haut-). — A Belfort, chez les *typo-lithographes* et *relieurs* travail satisfaisant; travail moins actif chez les *menuisiers*, *charpentiers* et *ébénistes*.

Rhône. — A Lyon, pas de changement chez les *jardiniers*; chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; moitié de chômeurs chez les *graveurs* pour impression; 12 p. 100 de chômeurs chez les employés *photographes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers* cousu-main; chez les *tisseurs*, 27 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs chez les *tullistes à la chaîne*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliors*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; de même chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tailleurs d'habits*; travail moins actif chez les *menuisiers en sièges*; pas de chômeurs chez les *repousseurs sur métaux*; 58 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens-électriciens*; 6 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *électriciens*. Chez les *sculpteurs-statuaire-ornemanistes*, pas de chômeurs, 50 heures; pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux omnibus*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; pas de changement chez les employés de commerce et les *comptables teneurs de livres*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail moins actif chez les *filateurs*; travail assez actif chez les *teinturiers*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine. A Pierre-Bénite, travail plus actif que le mois dernier chez les *tailleurs sur cristaux*. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures et travail peu satisfaisant. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliors*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur *métaux*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*.

A Montceau-les-Mines, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*. A Cully, chômage général chez les *piqueurs de grès*. A Saint-Léger-sur-Dheune, un tiers de chômeurs chez les *manouvriers*. A Nanton, pas de chômeurs, 48 heures chez les *carriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs, travail actif chez les *mineurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Montchanin*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *galochiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures chez les *maçons*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, pas de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuir*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs,

54 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail assez actif chez les *serruriers mécaniciens*. A Arvillard, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *tissage* et de la *filature*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; travail assez actif chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, pas de changement chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 22 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XI^e; 14 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *biscuitiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 78 heures, travail abondant chez les ouvriers en *salaisons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 chez les *conducteurs, pointeurs, mar-geurs*, 4 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant chez les *conducteurs-typographes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marqueurs-lithographes*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-chromistes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 2 p. 100 de chômeurs et travail assez actif; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs-typographes*.

17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *cordannerie*; 4 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les ouvriers du *chevreau glacé*; pas de changement, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *selliers* et *mécaniciennes*; un tiers de chômeurs chez les *monteurs en chaussures*; travail actif chez les *gantiers*.

7 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les *tisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail normal, chez les *teinturiers* et *dégraisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *apprêteurs-décatisseurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *passementiers à la barre*; travail plus actif que le mois dernier chez les *passementiers à la main*; 4 p. 100, 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*; travail assez actif chez les *casquettiers*; moitié de chômeurs chez les *confectionneuses de cols et cravates*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *fleuristes-feuillagistes*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseuses*; 17 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs* et *garçons de l'atelier*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de Paris*; de même, chez les *tailleurs de la Seine*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs* et *couturières*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*.

17 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 70 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs découpeurs*; travail moins actif chez les *menuisiers*; travail plus actif, 60 heures, chez les *layetiers-emballers*; travail moins actif chez les *brossiers pour peinture*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coffretiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes* en *photographie*.

Pas de changement chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lami-neurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *tourneurs robinetiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *instru-ments de précision*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *opticiens*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *estampeurs-découpeurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers sur cuivre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *diamantaires*.

30 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *terrassiers* et *puisatiers-mineurs*; un tiers de chômeurs chez les *plombiers-colonnards*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; nom-breux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; travail actif chez les *peintres en décors*; pas de changement chez les *sculpteurs en bâtiment*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers du meuble*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *bisauteurs* et *polisseurs de glaces*; 2 p. 100 de chô-meurs chez les *employés de l'enseignement privé*; pas de changement chez les *caissières-comptables*; 8 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *comptables*; pas de change-ment chez les *placiers en fleurs, plumes* et *apprêts*; pas de changement chez les *cochers de grande remise*; pas de chômeurs chez les *déménageurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les em-ployés de *commerce* et *d'industrie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés à la Bourse* du

commerce; pas de changement chez les employés des bureaux de placement autorisés; 11 p. 100 de chômeurs chez les courtiers et représentants.

A Puteaux, pas de chômeurs chez les blanchisseurs. A Ivry, pas de changement, 65 heures, chez les ouvriers en pompes. A Levallois, 7 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les peintres en bâtiment; pas de chômeurs chez les cochers. A Clamart, pas de chômeurs chez les treilleurs-rustiqueurs. A Vitry, pas de chômeurs chez les ouvriers de la terre.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, travail actif chez les typographes; chez les menuisiers, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; nombreux chômeurs chez les charpentiers; pas de chômeurs chez les maréchaux-ferrants; même situation chez les chefs d'équipes mécaniciens et employés du port; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce, de bureau et de l'industrie; 10 p. 100 de chômeurs chez les charretiers-livreurs.

Au Havre, pas de chômeurs, 60 heures chez les typographes; pas de chômeurs, 63 heures par semaine travail abondant chez les pétroliers, huiliers et savonniers; pas de chômeurs chez les menuisiers; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers de navires; légère reprise chez les métallurgistes; 30 p. 100 de chômeurs chez les fondeurs; 50 p. 100 de chômeurs chez les terrassiers; 40 p. 100 de chômeurs chez les journaliers du port. A Arques, pas de chômeurs, 63 heures chez les menuisiers.

A Elbeuf, 5 p. 100 de chômeurs chez les menuisiers; 40 p. 100 de chômeurs chez les peintres. A Bolbec, pas de chômeurs chez les cotonniers; pas de changement chez ceux de Lillebonne. A Saint-Nicolas-d'Aliermont, 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les horlogers.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail médiocre chez les typographes. A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les carriers et plâtriers. A Bécart, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les maçons. A Lagny, deux tiers de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Fontainebleau, 58 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Montereau, léger chômage, 60 heures, chez les faïenciers.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 20 p. 100 de chômeurs chez les serruriers et mécaniciens; un tiers de chômeurs chez les maçons, tailleurs et scieurs de pierre.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes, et travail satisfaisant; pas de chômeurs chez les mouleurs en métaux. A Argeuteuil, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes. A Essonne, pas de changement chez les chapeliers; pas de changement chez les ouvriers de la raffinerie de pétrole de Bounières. A Méry-sur-Oise, pas de chômeurs chez les carriers. A Chaville, 16 p. 100 de chômeurs chez les blanchisseurs. A Corbeil, pas de chômeurs, 48 heures, chez les maçons et plâtriers. A Orsay, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, travail actif chez les imprimeurs. A La Rampierre, pas de chômeurs chez les mineurs.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; de même chez les lithographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers en bâtiment; 4 p. 100 de chômeurs chez les tapissiers; 40 p. 100 de chômeurs chez les mouleurs en fer; 18 p. 100 de chômeurs chez les serruriers; pas de chômeurs chez les couvreurs; 4 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les commis aux écritures et employés de commerce. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens. A Fréville-Escarbotin, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur cuivre.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 35 p. 100 de chômeurs chez les chapeliers-appropriateurs; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Castres, pas de chômeurs chez les menuisiers-ébénistes et les tourneurs sur bois; nombreux chômeurs chez les métallurgistes. A Graulbet, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail plus actif chez les moutonniers. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'industrie lainière. A Mazamet, travail actif chez les menuisiers-ébénistes. A Carmaux, pas de chômeurs, chez les menuisiers-ébénistes;

pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *garçons-bouchers*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*. A la Seyne, un tiers de chômeurs chez les *pêcheurs*; 1 p. 100, 98 heures, travail actif, chez les *employés de commerce*. A Hyères, 12 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*. A Caderousse, pas de chômeurs chez les *balaitiers*. A Valréas, nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrune, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux des Épesses et de Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Vienne. — A Poitiers, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, travail actif, chez les *cimentiers*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; chômage presque général chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 10 p. 100 de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs, 94 à 98 heures, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures et travail satisfaisant, chez les *imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *corroyeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *maçons* et chez les *couvreurs*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs-céramistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; pas de chômeurs chez les ouvriers *talonniers*; travail actif chez les *sabotiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *choisisseurs de porcelaine*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, grève générale chez les *gantiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*. A Saint-Yrieix, 30 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *feuilleardiens*; moitié de chômeurs chez les *maçons* et *plâtriers*.

Vosges. — A Epinal, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 72 à 76 heures par semaine chez les *employés de commerce*. A Saint-Dié, 1 p. 100 de chômeurs, 63 à 72 heures par semaine, travail actif, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Moussy, pas de changement chez les *tisseurs* et *filateurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Sens, pas de chômeurs chez les *brossiers*; deux tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fontenailles-sur-Andryes, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Courson et de Saint-Martin-des-Champs. A Saint-Sauveur, pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, moitié de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*; pas de chômeurs chez ceux de Treigny; pas de chô-

meurs chez ceux de Lavaux et de Sommechaie; travail satisfaisant chez ceux de Domats. A Ravières, travail actif chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 30 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail actif, chez les *typographes*; pas de changement chez les *charrons-forgerons*; 40 p. 100 de chômeur chez les *maçons*.

A Mustapha, 53 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs 65 heures, chez les *métallurgistes*; un tiers de chômeurs chez les *terrassiers*; deux tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Oran, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *agricoles*.

Adjudications. — Adjudications importantes en avril et mai 1903.

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

8 avril. — NORD. — Préf. : Canal de Roubaix, Constr. d'un mur.....	100,000
———— HAUTE-MARNE. — Préf. : Constr. du canal de la Marne à la Saône.....	3,650,000
16 avril. — DRÔME. — Préf. : Constr. d'un canal de dérivation.....	263,000
18 avril. — SEINE-INFÉR. — Préf. : Constr. d'une digue.	170,000
25 avril. — HAUTE-MARNE. — Préf. : Canal de la Marne à la Saône; constr. d'une digue.....	1,830,000
29 avril. — CHAR-INFÉR. — Entret. des ouvr. maritimes p. 5 ans.....	345,000
———— NORD. — Canal de Saint-Quentin : Doublem. d'écuse.....	1,775,600
6 mai. — SEINE-INFÉR. — Port du Tréport : Approfond. du chenal.....	172,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

4 avril — SEINE. — Trib. de comm. : Décoration de l'Esplanade des Invalides.....	93,913
———— SEINE. — Trib. de comm. : Constr. d'une caserne de sapeurs-pompiers.....	1,411,087
———— MANCHE. — Préf. : Travaux à l'église de Percy.....	109,200
———— MEURTHE-ET-MOSELLE. — Mair. de Nancy : Constr. d'école.....	101,669
7 avril. — SOMME. — Hosp. Saint-Charles, Reconstr. des bâtim...	308,291
9 avril. — PARIS. — Guerre. Trib. de comm. : Entret. des bâtiments et forts.....	183,000
———— SEINE. — Mair. d'Issy-les-Moulineaux : Constr. de groupe scol.....	226,762
15 avril. — LORIENT. — Marine : Entret. des bâtim. et ouvrages..	117,000
23 avril. — SEINE. — Trib. de comm. : Constr. d'usines éleatoires.....	532,000

25 avril. — SEINE. — Assist. publ. : Agrandiss. de l'hospice De-brousse.....	522,521
———— TOUL. — Guerre : Renforcem. du fort de Lucey. ...	750,000
———— SEINE. — Trav. de consolidation des anciennes car-rières.....	690,000
28-29 avril. — CALVADOS. — Hosp. de Caen : Constr. d'un hôpital civil et militaire.....	1,371,801
———— MAINE-ET-LOIRE. — Hosp. d'Angers : constr. d'un pavillon.....	90,227
30 avril. — SEINE. — Ivry : Constr. d'une école maternelle.....	180,812
5 mai. — CASTRES. — Entret. des bâtim. milit. p. 6 ans.....	91,500
9 mai. — ASSIST. PUBLIQUE. — Constr. d'un quartier de tubercu-leux à Brévannes.....	1,547,253

CHEMINS DE FER.

18 avril. — SEINE-ET-MARNE. — Préf. : Tramway départem., Bray à Sablonnières, infrastr.....	370,000
4 mai. — CANTAL. — Ligne Bort-Neussargues, 2° lot.....	1,260,000
6 mai. — SEINE-INFÉR. — Ligne d'Aumale à Envermeu : Infrastr.	370,000

ROUTES ET CHEMINS.

1 ^{er} avril. — ALGÉRIE. — Préf. d'Alger : Matériaux d'empierrem..	154,042
16 avril. — CREUSE. — Constr. de chem. vicin. ordin.....	98,702
18 avril. — MORBIHAN. — Préf. : Constr. de chem. vicinaux ordinaires.....	198,694
———— PYR.-ORIENTALES. — Trav. sur chem. vicin.....	181,500
22 avril. — SEINE. — M. d'Aubervilliers : Entr. des chem vicin. p. 5 ans.....	100,000
25 avril. — LOZÈRE. — Trav. sur routes nation.....	239,200
———— SAVOIE. — Constr. chem. vicin.....	166,750
———— YONNE. — Constr. chem. vicin.....	94,610
27 avril. — CHAR.-INF. — S.-préf. de Saintes : Constr. d'un pont.....	142,500
30 avril. — PYR.-ORIENT. — Trav. sur routes nation.....	92,000
2 mai. — CANTAL. — Trav. sur chemins vicinaux.....	209,650
———— HAUTE-LOIRE. — Trav. sur chem. vicin. ord.....	124,650
5 mai. — HAUTE-SAVOIE. — Trav. sur routes départem.....	119,000
6 mai. — NORD. — Trav. sur routes nation.....	124,000

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

25 avril. — SEINE. — Assist. publ. : Agrandis. de l'hospice De-brousse.....	298,730
---	---------

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

9 avril. — RHÔNE. — M. de Tarare : Distrib. d'eau, canalisation.	185,000
--	---------

11 avril. — SAVOIE. — Préf. : Alimentation d'eau. La Mothe-Ser- volex.....	90,000
19 avril. — SARTHE. — M. de Fresnay-sur-Sarthe : Élevat. et dis- tribution d'eau.....	117,625
21 avril. — MAINE-ET-LOIRE. — M. d'Angers : Amélior. de la distribution d'eau.....	114,000
25 avril. — SEINE. — Branchements d'égouts.....	92,380
3 mai. — TARN-ET-GARONNE. — M. de Moissac : Distrib. d'eau...	165,248

**Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indica-
tion contraire) :**

	COURS fin du mois de		
	Mars 1902.	Fév. 1902.	Mars 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	21 ^f 375	22 ^f 00	25 ^f 125
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	45 50	45 25	48 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	53 00	52 00	49 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	74 00	72 00	64 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	74 00	74 00	75 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	55 37	54 50	63 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	130 00	126 50	150 50
Soies grêges Cévennes (à Lyon), le kil.....	45 00	43 00	53 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	147 75	#	180 00
Étain Banka, <i>idem.</i>	314 50	306 25	368 00
Plomb, <i>idem.</i>	34 50	34 50	39 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	43 90	44 92 ⁵	58 12
Blé à Paris, <i>idem.</i>	21 75	20 85	23 10
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 75	20 50	23 20
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	20 50	21 10	22 10
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 24	1 20	1 35
Viande veau, <i>idem.</i>	1 90	1 86	1 87
— mouton, <i>idem.</i>	1 89	1 86	1 96
— porc, <i>idem.</i>	1 40	1 43	1 36

**Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations en
février 1903 (commerce spécial).**

	1903. frances.	1902. frances.	AUGMENTATION en 1903. frances.	DIMINUTION en 1903. frances.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	183,277,000	166,760,000	16,517,000	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	833,420,000	813,189,000	20,231,000	"
Objets fabriqués.....	192,455,000	186,430,000	6,025,000	"
TOTAUX.....	1,209,152,000	1,166,379,000	42,773,000	#
AUGMENTATION en 1903.....			42,773,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	132,494,000	159,090,000	"	26,596,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	290,184,000	274,386,000	15,798,000	"
Objets fabriqués.....	557,962,000	502,201,000	55,761,000	"
Colis postaux.....	69,054,000	58,401,000	10,653,000	"
TOTAUX.....	1,049,694,000	994,078,000	82,212,000	26,596,000
AUGMENTATION en 1903.....			55,616,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 307,168,000 francs du 1^{er} janvier au 25 mars 1903 contre 296,570,900 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 3.50 p. 100.

Faillites. — 99 faillites et 11 liquidations judiciaires en mars 1903 (contre 114 et 18 en mars 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 202 demandes en mars 1903, dont 168 pour des constructions neuves, contre 172 et 144 en mars 1902.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 1 union de syndicats ouvriers;
- 12 syndicats patronaux comptant 461 membres;
- 42 syndicats ouvriers comptant 2,438 membres;

et de la dissolution de :

- 17 syndicats patronaux comptant 659 membres;
- 70 syndicats ouvriers comptant 3,691 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 72 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

9 en décembre, 9 en novembre, 5 en octobre, 2 en août, 3 en juillet, 3 en mai, 1 en mars, 4 en février, 3 en janvier et 16 antérieurement au 1^{er} janvier 1902. Total : 55.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Charente [15 novembre 1902]. — Syndicat des rouliers et carriers d'Angoulême (18 membres). Siège social : café du Marché, ANGOULÊME.

Doubs [3 août 1893]. — Chambre syndicale des marchands de charbon de Besançon (10 membres). Siège social : rue d'Alsace, 6, BESANÇON (reconstitution).

Haute-Garonne [5 janvier 1902]. — Syndicat des négociants en chiffons et plumes du Sud-Ouest (143 membres). Siège social : maison Durrieu, chemin du Raisin, TOULOUSE.

Gironde [11 décembre 1902]. — Chambre syndicale de l'union de la boucherie et de la charcuterie de la ville de Libourne (36 membres). Siège social : café de Valois, place de la Verrerie, LIBOURNE.

Oise [31 octobre 1902]. — Chambre syndicale de la charcuterie de Beauvais (15 membres). Siège social : rue Saint-Pierre, 14, BEAUVAIS.

Pas-de-Calais [2 octobre 1895]. — Syndicat des armateurs de bateaux de pêche à vapeur du Portel (2 membres). Siège social : LE PORTEL (reconstitution). — [6 octobre 1890.] — Syndicat des pharmaciens de Saint-Omer (10 membres). Siège social : café Bellevue, Grande Place, SAINT-OMER (reconstitution).

Puy-de-Dôme [9 février 1902]. — Syndicat des maîtres d'hôtels, limonadiers et restaurateurs de la ville de Riom (101 membres). Siège social : rue Saint-Amable, 22, RIOM.

Seine [4 avril 1897]. — Syndicat des agents maritimes de Paris (11 membres). — Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°.

Seine-Inférieure [2 mars 1889]. — Chambre syndicale des cochers de la ville du Havre (45 membres). Siège social : rue Guillemard, 60, LE HAVRE. (Syndicat mixte devenu patronal).

Yonne [29 décembre 1901]. — Syndicat de la boucherie auxerroise (20 membres). Siège social : rue Joubert, 9, AUXERRE.

Oran. [24 novembre 1902]. — Syndicat des représentants de commerce d'Oran (52 membres). Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3° SYNDICATS OUVRIERS,

Allier (10 février 1902). — Chambre syndicale des ouvriers journaliers et terrassiers de la ville de Vichy (140 membres). Siège social : avenue des Célestins, 99, VICHY.

Cantal [29 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'ameublement d'Aurillac (38 membres). Siège social : Bourse du travail, AURILLAC.

Charente [1^{er} mars 1900]. — Syndicat des mouleurs en métaux et parties similaires d'Angoulême (19 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME (reconstitution). — [17 août 1902]. — Syndicat des ouvrières employées à la poudrerie d'Angoulême (40 membres). Siège social : Bourse du travail : ANGOULÊME. — [21 décembre 1902]. — Syndicat des employés et ouvriers des divers services ne concernant pas la fabrication de la poudrerie nationale d'Angoulême (80 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — [14 décembre 1902]. — Syndicat des employés de tramways de la ville d'Angoulême (54 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME.

Charente-Inférieure [27 juillet 1902]. — Union syndicale des ouvriers charbonniers et assimilés de Rochefort-sur-mer (120 membres). Siège social : rue Gambetta, 190, ROCHEFORT-SUR-MER. — [23 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Saintes (27 membres). — Siège social : Bourse du travail, SAINTES.

Cher [23 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers agricoles, bûcherons et similaires de la commune d'Argent (40 membres). Siège social : Place de la Mairie, ARGENT. [14 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers de la corporation du bâtiment de la commune d'Aubigny (34 membres). Siège social : Mairie, AUBIGNY-SUR-NÈRE. — [14 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune d'Aubigny (81 membres). Siège social : AUBIGNY-SUR-NÈRE. — [28 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Concessault (50 membres). Siège social : CONCESSAULT.

Dordogne. [20 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers manouvriers de la ville de Périgueux (25 membres). Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — [29 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de la ville de Périgueux (22 membres). Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX.

Doubs [19 novembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiments de Besançon (50 membres). Siège social : Salle du Saint-Esprit, BESANÇON (reconstitution).

Gironde [5 janvier 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** réunis de Bordeaux (12 membres). Siège social : quai de Bacalan, 30, BORDEAUX (Reconstitution). — [25 novembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers de **scierie** mécanique de la ville de Langon et de la région (125 membres). Siège social : salle des Écoles, LANGON. — [15 décembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Saint-Pierre-de-Mons, Toulonne et Langon (61 membres). Siège social : salle des Écoles, LANGON. — [1^{er} septembre 1899]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** (120 membres). Siège social : café d'Isly, SAINT-MACAIRE.

Hérault [21 octobre 1901]. — Chambre syndicale ouvrière des **cuisiniers**, pâtisseries et confiseurs de Cette (25 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE. — [25 janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers et aides **foudriers** de la ville de Cette (82 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE. — [1^{er} novembre 1902]. — Syndicat des officiers-**mécaniciens** brevetés de la marine du commerce (25 membres). Siège social : rue Pascal, 24, CETTE. — [8 mars 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de la ville de Cette (20 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE. — [19 août 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **soutireurs** de la ville de Cette (50 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE. — [3 novembre 1902.] — Syndicat des travailleurs de terre, **carriers** et terrassiers de la commune de Lezignan-la-Cèbe (47 membres). Siège social : maison Bastide (André), LEZIGNAN-LA-CÈBE. — [25 mai 1900.] — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment (20 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER (Reconstitution).

Pas-de-Calais [18 octobre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres en bâtiments** de Boulogne-sur-Mer (40 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER (Reconstitution).

Rhône [6 décembre 1902]. — Syndicat d'**afficheurs** et de distributeurs (6 membres). Siège social : Montée Saint-Barthélemy, 28, LYON. — [2 novembre 1902]. — Syndicat des employés et similaires des **vidanges** de la ville de Lyon. (?) membres). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Saône (Haute) [29 octobre 1901]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers en matières **textiles** et parties similaires de l'arrondissement de Lure (166 membres). Siège social : rue Carnot, 11 bis LURE.

Seine [1^{er} février 1902]. — Syndicat de l'union des **métallurgistes** du canton d'Ivry (section de Vitry-sur-Seine) [28 membres]. Siège social : rue Molière, 35, IVRY-SUR-SEINE. — [2 mai 1902]. — Union amicale et syndicale des ouvriers **bouchers** de Paris (40 membres). Siège social : rue du Temple, 10, PARIS-4^e.

Seine-et-Oise [1^{er} octobre 1902]. — Syndicat des artistes **musiciens** de l'arrondissement de Versailles (34 membres). Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES.

Yonne [7 septembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers sur **bois** réunis d'Auxerre (35 membres). Siège social : rue Haute-Perrière, 10, AUXERRE. — [23 juillet 1902]. — Syndicat des **bûcherons** du canton de Vézelay (201 membres). Siège social : Brosses. — [9 février 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs de Mézilles (97 membres). Siège social : MÉZILLES. — [27 octobre 1900]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. (section de Laroche-Migennes) [71 membres]. Siège social : MIGENNES. — [19 octobre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** (39 membres). Siège social : LES ORMES. — [8 novembre 1900]. —

Chambre syndicale des ouvriers forestiers (64 membres). Siège social : PERREUX. — [9 novembre 1902]. — **Chambre syndicale des ouvriers forestiers** des communes de Prunoy, Chevillon, Charnyet et Dicy (66 membres). Siège social : PRUNOY. — [10 janvier 1902]. — **Chambre syndicale des ouvriers forestiers** et agriculteurs de la commune de Saint-Privé (122 membres). Siège social : SAINT-PRIVÉ.

Oran [18 juillet 1902]. — Syndicat des élèves en **pharmacie** du département d'Oran (22 membres). Siège social : ORAN.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Hérault [2 mai 1902]. — Fédération locale des ouvriers des **ports** et docks et travaux similaires du port de Cette (5 syndicats adhérents). Siège social : Café Borrelly, 11, place Mangeau, CETTE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Cantal [31 juillet 1884]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** d'Aurillac (25 membres). Siège social : rue des forgerons, 33, AURILLAC.

Charente. [5 juillet 1896]. — Syndicat des **éleveurs** et engraisseurs du canton de Villefagnan et des cantons voisins (246 membres). Siège social : VILLEFAGNAN.

Corse [16 septembre 1900]. — Syndicats des producteurs de **cédrats** corses (60 membres). Siège social : ALERIA.

Dordogne. [25 juin 1889]. — Société syndicale des **pharmaciens** de la Dordogne (52 membres). Siège social : Cours Michel Montaigne, PÉRIGUEUX.

Doubs [24 octobre 1896]. — Union syndicale des fabricants de **voitures**, selliers bourreliers, maréchaux-ferrants et peintres en voitures de Besançon et de la banlieue (16 membres). Siège social : Hôtel du lion d'or, BESANÇON.

Jura [15 mai 1887]. — Syndicat des boulangers de Saint-Claude (12 membres). Siège social : Hôtel de la poste, SAINT-CLAUDE.

Loire [septembre 1899]. — Union de la **maréchalerie** de Roanne et du Coteau (7 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, ROANNE. — [2 décembre 1899]. — Syndicat entre marchands de **charbon** au détail et voituriers réunis de Saint-Étienne (64 membres). Siège social : place des Ursules, 5, SAINT-ÉTIENNE. — [11 décembre 1900]. — Syndicat patronal des **coiffeurs** du département de la Loire (40 membres). Siège social : Place Dorian, 1, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [15 mai 1893]. — Syndicat des **bottiers** de Nantes (12 membres). Siège social : rue Paré, 3, NANTES. — [6 novembre 1892]. — Syndicat des **capitaines** au long cours (58 membres). Siège social : rue Amiral Courbet, 26, SAINT-NAZAIRE. — [21 décembre 1893]. — Syndicat du commerce des **vins**, spiritueux, bières et cidres de l'arrondissement de Saint-Nazaire (19 membres). Siège social : SAINT-NAZAIRE.

Maine-et-Loire [17 novembre 1888]. — Société syndicale d'**experts** de Maine-et-Loire (14 membres). Siège social : Avenue Jeanne-d'Arc, ANGERS.

Pas-de-Calais [13 août 1889]. — Syndicat des **brasseurs** de Boulogne-sur-Mer et environs (10 membres). Siège social : rue Monsigny, 5. BOULOGNE-SUR-MER. — [12 février 1901]. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Boulogne-sur-Mer (12 membres). Siège social : rue de l'Amiral Bruix, 68, BOULOGNE-SUR-MER. — [18 octobre 1892]. Syndicat des **mareyeurs** de Boulogne-sur-Mer (9 membres). Siège social : Halle au poisson, BOULOGNE-SUR-MER.

Yonne [20 juin 1895]. — Syndicat professionnel des **bouchers** et charcutiers de l'arrondissement de Joigny (3 membres). Siège social : JOIGNY.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Charente [24 mai 1896]. — Syndicat des ouvriers **carriers** de la Charente (20 membres). Siège social : Bourse du Travail, ANGOULÊME. — [14 mars 1901]. — Syndicat de la **carrosserie**, sellerie, bourrellerie et parties similaires (27 membres). Siège social : ANGOULÊME. — [14 septembre 1901]. — Association des ouvriers **horlogers** et bijoutiers de la ville d'Angoulême et du département (22 membres). Siège social : Café du jour, ANGOULÊME. — [13 février 1893]. Syndicat des ouvriers **menuisiers** d'Angoulême (40 membres). Siège social : ANGOULÊME. — [11 mai 1898]. — Syndicat des ouvriers **peintres** d'Angoulême (23 membres). Siège social : Bourse du Travail, ANGOULÊME. — [6 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** de Cognac (14 membres). Siège social : Bourse du Travail, COGNAC.

Dordogne [1^{er} janvier 1900]. — Syndicat des ouvriers **agricoles** du canton de Lanouaille (165 membres). Siège social : LANOUILLE. — [25 octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres**, maçons, carriers manœuvres et scieurs de pierres (24 membres). Siège social : Bourse du Travail, PÉRIGUEUX.

Doubs [19 janvier 1882]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** (30 membres). Siège social : rue Pasteur, 3, BESANÇON. — [29 janvier 1899]. — Syndicat des ouvriers **papetiers** des Prés-de-Vaux (56 membres). Siège social : Bourse du Travail, BESANÇON.

Gironde [mars 1902]. — Chambre syndicale des marchands ambulants de menus **comestibles** de la ville de Bordeaux (20 membres). Siège social : rue de Moscou, 24, BORDEAUX. — [10 novembre 1896]. — Association syndicale des employés des **Douanes** en retraite de Bordeaux (52 membres). Siège social : rue des Argentiers, 17, BORDEAUX. — [2 juin 1896]. — Chambre syndicale des **ouvriers** et **ouvrières de l'équipement** militaire de la ville de Bordeaux (60 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [8 janvier 1899]. — Chambre syndicale des **ouvriers** et **ouvrières de l'habillement** militaire de la ville de Bordeaux (12 membres). Siège social : rue Sainte-Monique, 38, BORDEAUX. — [2 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en sièges de Bordeaux (18 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [7 juin 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **poêliers** et fumistes de la ville de Bordeaux et du département (3 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [10 novembre 1896]. — Chambre

syndicale des **terrassiers** et manœuvres de la ville de Bordeaux (10 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [22 juillet 1897]. — Syndicat des garçons **tripiers** de Bordeaux (12 membres). Siège social : rue de Bègles, 142, BORDEAUX. — [30 mai 1899]. — Syndicat des **employés** de commerce de la ville de Libourne (25 membres). Siège social : à l'Athénée, LIBOURNE. — [20 septembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la ville de Libourne (5 membres). Siège social : à l'Athénée, LIBOURNE. — [3 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de la ville de Libourne et du département (3 membres). Siège social : LIBOURNE. — [15 février 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** de la ville de Libourne et du département de la Gironde (7 membres). Siège social : LIBOURNE. — [19 juillet 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierre** et maçons de la ville de Libourne (35 membres). Siège social : à l'Athénée, LIBOURNE. — [1^{er} juin 1890]. — Union syndicale des ouvriers fabricants de **chaises** de Lormont (9 membres). Siège social : place de la Croix, LORMONT. — [16 janvier 1881]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de navire, calfatés et perceurs de Bordeaux et Lormont (82 membres). Siège social : LORMONT. — [1^{er} mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** et maçons et groupe de travailleurs réunis (26 membres). Siège social : SAINT-MARTIN-LA-CAUSSADE.

Hérault [10 mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **foudriers** de la ville de Béziers (30 membres). Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — [1^{er} septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers-fleuristes** de Montpellier et des environs (29 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [19 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers-maraichers** de Montpellier et des environs (10 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [25 mars 1901]. — Syndicat des employés et ouvriers des **tramways** électriques de Montpellier (120 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [18 mai 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers et manœuvres de la mine de Pont-Péan (50 membres). Siège social : BRUZ. — [2 septembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **granitiers** et similaires de Louvigné-du-Désert et des environs (103 membres). Siège social : LOUVIGNÉ-DU-DÉSERT.

Jura [25 mars 1891]. — Syndicat national de l'Union du **bâtiment** (6 membres). Siège social : SAINT-CLAUDE.

Loire [29 mars 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** et similaires de Guinzier (20 membres). Siège social : GUINZIER. — [14 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** et similaires de la vallée du Gier (9 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-CHAMONT. — [1^{er} juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers de la manufacture nationale d'**armes** de Saint-Etienne (membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [juillet 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers en **chaussures** (42 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE (*a fusionné avec la «Chambre syndicale ouvrière des cuirs et peaux»*). — [16 novembre 1900]. — Chambre syndicale de l'Union des **employés de commerce** de la ville de Saint-Etienne (132 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [1^{er} janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** pour hommes (65 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [17 mai 1900]. — Syndicat libre des **passementiers** de Montaud (50 membres). Siège social : rue de Montaud, 37, SAINT-ETIENNE. — [1^{er} décembre 1879]. — Chambre syndicale des chefs d'**ateliers rubaniers** de Saint-Etienne et ses environs (membres). Siège social : rue Dervieux, SAINT-ETIENNE. — [6 janvier 1890]. — Chambre syndicale des **tailleurs** réunis de Saint-Etienne (28 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [3 avril 1899]. — Chambre syndicale de la Ligue pour le relèvement des salaires du **tissage** (membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [21 septembre 1892]. — Chambre syndicale des **tisseurs élastiques** réunis (85 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [3 juillet 1899]. — Chambre syndicale des **tisseurs** sur étoffes (105 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [26 mai 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières

tisseurs réunis exclusivement (69^e membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE. — [septembre 1881]. — Chambre syndicale des **tisseurs** veloutiers réunis (150 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE.

Maine-et-Loire [11 février 1901]. — Syndicat des artistes **musiciens** angevins (23 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — [Mai 1899]. — Syndicat des ouvriers **bouchers** de Saumur (11 membres). Siège social : Bourse du travail, SAUMUR. — [16 juillet 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de la ville de Saumur (15 membres). Siège social : Bourse du travail, SAUMUR. — [Mai 1900]. Syndicat des ouvriers **couvreurs** de Saumur (19 membres). Siège social : Bourse du travail, SAUMUR. — [Octobre 1900]. — Association syndicale libre et indépendante des ouvriers **peintres** en bâtiment de la ville de Saumur (6 membres). Siège social : Café de la ville, SAUMUR.

Pas-de-Calais [22 juillet 1900]. — Chambre syndicale des garçons **bouchers**, charcutiers et parties similaires de Boulogne-sur-Mer (7 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [12 avril 1896]. Chambre syndicale des ouvriers des produits **céramiques** et réfractaires de Boulogne-sur-Mer (7 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [19 décembre 1894]. — Chambre syndicale des **commissionnaires** publics de Boulogne-sur-Mer (19 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [1^{er} mars 1897]. — Syndicat des **marins-pêcheurs** du quartier de Boulogne-sur-Mer (? membres). Siège social : rue de l'Ancienne-Comédie, 3, BOULOGNE-SUR-MER. — [22 décembre 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers du **navire** réunis de Boulogne-sur-Mer (? membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [1^{er} novembre 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers du **port** de Boulogne-sur-Mer (56 membres). Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — [6 juin 1897]. — Syndicat des perceurs de **cartons** et similaires de Calais (40 membres). Siège social : quai du Commerce, 19, CALAIS. — [15 juin 1899]. — «Union marquisienne» syndicat des ouvriers **mouleurs** et similaires de l'usine de Marquise (229 membres). Siège social : rue Saint-Louis, 35, MARQUISE.

Seine-Inférieure [janvier 1896]. — Chambre syndicale des **employés** de commerce, de bureau et d'industrie de Rouen et de la région (24 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — [28 avril 1901]. — Syndicat des **employés** du commerce et de l'industrie (15 membres). Siège social : rue Saint-Nicolas, 24, ROUEN. — [1899]. — Syndicat des ouvriers **journaliers** du port de Rouen (450 membres). Siège social, Bourse du travail, ROUEN. — [Mars 1901]. — Chambre syndicale des **tisseurs** en chaussons de Rouen (23 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Seine-et-Oise [17 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** et similaires des tonnelleres de Gargan (48 membres). Siège social : avenue du Temple, 1, LIVRY — [18 janvier 1900]. — «La Solidarité» groupe syndical corporatif de tous les travailleurs du bâtiment de la région ouest de Seine-et-Oise (32 membres). Siège social : rue du Fossé, 41, MAISONS-LAFFITTE. — [9 octobre 1895]. — Chambre syndicale des **mouleurs** sur métaux et similaires de Poissy (40 membres). Siège social : boulevard Devaux, 4, POISSY. — [7 juillet 1901]. — Syndicat des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens **automobilistes** de toute industrie [25^e groupe] (30 membres). Siège social : rue Liénard, 29, RUEIL. — [Janvier 1901]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers** de Seine-et-Oise (51 membres). Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES.

Var [9 septembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de marine (20 membres). Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Cantal [12 janvier 1902]. — Syndicat mixte du **bâtiment**, pour l'arrondissement de Mauriac (60 membres). Siège social : avenue de la Gare, MAURIAC.

Loire [1^{er} mai 1893]. — Syndicat des **horlogers**, bijoutiers et orfèvres du département de la Loire (12 membres). Siège social : place du Peuple, 6, SAINT-ÉTIENNE.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

D'une manière générale l'état du travail n'a pas été aussi satisfaisant en avril qu'il l'était en mars. Les froids et les gelées qui ont signalé la plus grande partie du mois d'avril ont nui aux travaux agricoles et retardé l'écorçage des bois dans beaucoup de centres. Ils ne paraissent par contre avoir influé sur l'industrie du bâtiment, qui est entrée en pleine saison.

La production d'alcool se maintient en déficit.

Dans l'industrie textile, l'activité est toujours satisfaisante dans le Nord, et dans les centres de l'Ouest et du Sud-Ouest. On constate un léger ralentissement dans les Vosges et dans la région de Roanne. La situation reste peu satisfaisante à Reims. Pas de changement dans l'industrie de la soie. La bonneterie traverse une crise générale. L'industrie du vêtement est entrée de nouveau en bonne saison. La chapellerie et la chaussure sont en mort-saison presque partout.

Dans le groupe des métaux l'état du travail continue à s'améliorer sensiblement. Le travail n'a pas encore repris chez les ferblantiers-bottiers de la région bretonne. La reprise constatée chez les ouvriers du meuble le mois dernier ne paraît pas s'être maintenue. L'industrie sabotière est toujours très active.

1,087 syndicats, groupant 165,765 ouvriers, ont répondu, en avril 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1050, groupant 156,144 ouvriers, ont fait connaître

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'avril 1903.

le nombre de leurs chômeurs, soit 14,978, ce qui correspond à une moyenne de 9 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 7 p. 100; elle était de 11 p. 100 en avril 1902.

L'ouvrage, pendant le mois d'avril 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois de mars, plus abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des syndiqués; équivalent par 65 p. 100 des syndicats, groupant 63 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 16 p. 100 des syndicats, groupant 20 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 400 syndicats, groupant 42,623 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 318, groupant 71,278 adhérents, ont répondu par la négative.

Un autre mode d'appréciation du chômage professionnel est fourni parla comparaison des demandes et des offres de travail signalées à l'Office du travail par les bourses du travail et les chambres syndicales ouvrières s'occupant du placement de leurs adhérents.

Les chiffres relatifs au premier trimestre de 1903 sont les suivants :

Nombre de demandes par 100 offres de travail en janvier 1903.....	249
février 1903.....	212
mars 1903.....	238

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Méditerranée, la pêche a été moins abondante à Mèze, à l'étang de Thau et à Martigues, par suite du mauvais temps.

Les syndicats d'ouvriers agricoles accusent 17 p. 100 de chômeurs, proportion un peu supérieure à celle du mois dernier (16 p. 100). Dans le Midi, le soufrage et le sulfatage de la vigne emploient beaucoup d'ouvriers, mais dans beaucoup d'endroits les vignes ayant été gelées, les propriétaires attendent avant d'y travailler de nouveau, la reprise de la végétation. Dans l'Oise, la préparation des terres à betteraves et leur ensemencement donnent aux journaliers agricoles un surcroît de travail. L'Union poitevine des syndicats agricoles locaux qui compte 1,125 adhérents, ne signale aucun chômeur : tous les bras sont occupés.

Dans l'industrie forestière, les 50 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 879 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 5,313 syndiqués, une proportion de 16 p. 100; le mois dernier cette proportion était de 9 p. 100. Dans l'Allier l'écorçage n'est pas commencé et la gelée a entravé les travaux des champs. L'exploitation des bois d'hiver est enfin terminée partout dans le Cher, mais le mauvais temps a retardé l'écorçage qui commence habituellement à cette époque, de sorte que beaucoup d'ouvriers, qui n'ont pu trouver à s'occuper aux champs, chôment. Dans le Loiret tous les ouvriers sont occupés à la coupe des bois. Le chômage est insignifiant dans la Nièvre, sauf à Donzy et à Menestreau; l'écorçage n'a cependant encore commencé qu'à Arquian. Dans l'Yonne on a déjà embauché les ouvriers pour l'écorçage dans plusieurs centres, notamment à Septfonds, Saint-Martin-des-Champs, Saint-Sauveur.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur près de 145,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du

personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'avril 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	79,706	5.96	"	"	"	19	81
Loire.....	16,741	5.58	"	1	"	81	18
Gard et Hérault.....	13,566	5.77	"	"	"	38	62
Isère.....	1,918	5.52	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est ⁽¹⁾ ..	10,159	6.00	"	"	"	"	100
Centre.....	9,506	5.91	"	"	"	10	90
Tarn et Aveyron.....	10,536	5.86	"	"	"	29	71
Provence (lignites).....	2,581	5.58	"	"	10	29	61
ENSEMBLE pour la France.	144,716	5.88	"	0.14	0.20	28	71.66

(1) Les mines de la Chapelle-sous-Dun sont en grève depuis le 30 janvier.

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.90. Il était de 5.84 en avril 1902.

CARRIÈRES. — Dans les carrières la proportion des chômeurs syndiqués est de 4 p. 100; elle était de 3 p. 100 le mois dernier, de 2 p. 100 en avril 1902 : cependant la situation est jugée satisfaisante par 80 p. 100 des syndicats et des syndiqués.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 56 syndicats, groupant 7,209 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail en avril 1903, soit 786, la proportion des chômeurs dans l'ensemble des industries de l'alimentation est d'un peu plus de 10 p. 100; c'est la même proportion que le mois dernier, elle était de 13 p. 100 en avril 1902. L'état du travail est jugé satisfaisant par 69 p. 100 des syndicats, groupant 56 p. 100 des syndiqués; cependant on constate une légère diminution de travail, par rapport au mois précédent chez les bouchers de Marseille et les pâtisseries et charcutiers de Paris.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mars 1903 (six premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 1,039,231 hectolitres contre 1,224,787 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 185,566 hectolitres; le déficit s'est donc encore augmenté depuis la fin du mois de février, où il ne se montait qu'à 160,476 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (22,193 hectolitres au lieu de 87,566) et ceux de mélasses (368,999 hectolitres au lieu de 501,990). La production des bouilleurs de cru des six premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 74,107 hectolitres, soit une différence en moins de 78,000 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 : le déficit est surtout considérable sur les alcools de vin (8,658 hectolitres au lieu de 31,097) ⁽¹⁾.

(1) J. O. du 19 avril 1903.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre extraite des turbines était, au 30 avril 1903 (huit premiers mois de la campagne 1902-1903), de 821,236 tonnes contre 1,086,668 tonnes au 30 avril 1902, soit un déficit de 265,431 tonnes, sensiblement égal à celui constaté à la fin de mars ⁽¹⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses des syndicats, ressort à moins de 2 p. 100. il atteignait 4 p. 100 le mois dernier.

Travail toujours satisfaisant chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges; les ouvriers en cartonnage de Romans sont en morte-saison et ne font plus que 45 heures; pas de changement chez les papetiers-relieurs de Bordeaux.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 160 pour 89 syndicats groupant 4,624 adhérents, soit 3 p. 100; pour Paris, de 151 pour 12 syndicats groupant 2,626 adhérents, soit près de 6 p. 100. La proportion n'a pas changé depuis trois mois pour la province; elle était à Paris, le mois dernier, de 5 p. 100. La situation reste la même à Paris : d'après quelques syndicats le travail aurait été légèrement plus abondant en avril qu'en mars dans les imprimeries typographiques : les salons de peinture ont donné beaucoup de travail aux bitumiers-photographes.

En province, l'état du travail reste le même et a plutôt tendance à baisser, notamment à Marseille (typographes et lithographes), Amiens, Bordeaux, Lille (lithographes), Cambrai, Versailles, Châteauroux; le travail est au contraire plus abondant à Bourges, Lille (typographes), Le Havre. D'une manière générale, la situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 70 p. 100 des syndicats et des syndiqués.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 9 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), en augmentation sur le mois dernier (7 p. 100). Les centres les plus éprouvés sont : Marseille, (corroyeurs, chevrriers, maroquiniers), Annonay (mégissiers de rivière et palissonneurs), Château-du-Loir (tanneurs), Nantes. La situation s'est un peu améliorée à Saint-Junien. A Graulhet les 1,200 ouvriers moutonniers sont tous occupés, la main-d'œuvre manque et les salaires des ouvriers ont passé de 21 à 22 fr. 50 par semaine dans la plupart des usines.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 9 p. 100, notablement supérieure à celle constatée le mois dernier (4 p. 100). La morte-saison a commencé à Romans, Boulogne-sur-Mer et à Fougères, où l'incendie d'une fabrique très importante a encore augmenté le chômage. A Izeaux les ouvriers en cousu-main traversent une crise. A Paris la bonne saison commence au contraire dans la cordonnerie.

Dans la ganterie, d'après l'ensemble des réponses des syndicats, la proportion de leurs adhérents sans travail serait de 18 p. 100; elle était de 2 p. 0/0 le mois dernier; le chômage est considérable à Milhau et à Grenoble; il y a, au contraire, une légère reprise à Saint-Affrique et à Gières. Le travail est normal à Saint-Junien et continue d'être satisfaisant à Paris.

La saison commence chez les selliers et ouvriers en articles de chasse de Paris; les ouvriers de l'harnachement n'ont pas de chômeurs à Paris.

(1) J. O. du 13 mai 1903.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 74 syndicats, groupant 20,957 adhérents, était à la fin d'avril 1903, de 2,011, soit 9 p. 100 : la proportion était de 6 p. 100 le mois dernier et de 12 p. 100 en avril 1902. Dans le Nord, à Roubaix, le travail est normal dans le peignage et le tissage; dans l'ensemble de l'industrie textile la proportion des chômeurs est de 4 p. 100; à Tourcoing, pas de chômeurs dans la filature, les trieurs de laine sont peu occupés; la situation est très satisfaisante à Armentières et à Haspres, où tous les ouvriers travaillent; à Wignehies, la durée du travail est fixée à 63 heures; dans les petits centres de Saint-Souplet et de Quiévy le chômage est considérable. Dans le groupe normand, les ouvriers lainiers et liniers de Lisieux ont 20 p. 100 de chômeurs et la durée du travail a été réduite dans certaines usines à 40 heures; pas de chômeurs à Lillebonne, à Bolbec et à Flers. Dans l'Est, le travail est un peu moins abondant à Saint-Dié, on ne signale aucun chômeur à Epinal et à Remiremont. Dans les Ardennes, le travail continue à être normal. A Reims, une usine a fermé ses portes; le chômage atteint 10 p. 0/0 des ouvriers lainiers. Dans l'Ouest, on signale un chômage partiel à Angers; à Laval, Saint-Laurent-sur-Sèvre et dans Maine-et-Loire, les ouvriers se montrent très satisfaits, sauf à la Séguinière, où plusieurs chôment 8 jours par mois. Les tisseurs de Lavelanet et de la Bastide-Rouaix travaillent toujours régulièrement. Dans la région roannaise, l'activité est médiocre, bien que le chômage soit nul à Roanne et n'atteigne que 4 p. 100 à Thizy. A Saint-Étienne, les tisseurs-épingleurs sont entrés dans la saison d'été, mais dans les autres branches du tissage 10 p. 100 des métiers chôment. Dans la soie, d'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, la même animation règne dans les établissements mécaniques où se fabriquent la mousseline soie et les unis teints en pièce, tandis qu'aucune amélioration ne s'est encore produite dans la fabrication de l'étoffe de soie pure teinte en flotte, du façonné et de la nouveauté.

Dans la bonneterie, à Troyes, 75 p. 100 des ouvriers ne font que 36 heures; à Aix-en-Othe les ouvriers ont subi une diminution de 20 p. 100; à Palis la moitié des ouvriers ne travaillent que 4 jours par semaine; à Guibray le chômage atteint 8 p. 100; à Sauve, par contre, l'état du travail est toujours satisfaisant.

Les ouvriers teinturiers à Troyes se ressentent du malaise de la bonneterie et chôment 2 jours par semaine; A Roubaix et à Grenoble ils bénéficient d'une légère reprise, encore insuffisante. Les imprimeurs sur étoffes de Lyon ont beaucoup de chômeurs. Les apprêteurs-décatisseurs de Louviers signalent 7 p. 100 de chômage. A Paris les teinturiers-dégraisseurs ont suffisamment de travail et n'ont que 1 p. 100 de chômeurs.

Dans la passementerie, l'activité est médiocre, sauf pour les façonniers-passementiers à la barre de Paris. La fabrication des rubans de velours est active à Commines. Les tullistes de Caudry font à peine 35 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, le travail a repris partout; la proportion du chômage est seulement de 2 p. 100. Les coupeurs de chemises, de cols et cravates continuent à se montrer satisfaits. La saison de la fleur est terminée; celle de la plume n'est pas encore commencée, de sorte que les ouvrières des fleurs et plumes ont beaucoup de chômage.

La morte-saison est générale dans la chapellerie depuis Pâques: la proportion des chômeurs, qui était de 6 p. 100 le mois dernier, a passé à 9 p. 100. Le chômage est surtout considérable chez les casquettiers et les ouvriers du chapeau de soie de Paris.

Chez les blanchisseurs de la banlieue de Paris, le travail est satisfaisant à Chaville, moins satisfaisant à Puteaux.

BOIS — La moyenne de chômage accusée par les syndicats de charpentiers et menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail, est de 8 p. 100 : elle était de 9 p. 100 le mois dernier ; l'état du travail continue à être considéré comme satisfaisant par la majorité des syndicats ; la journée du travail est, suivant les localités, de 10 heures, 10 heures et demie et 11 heures : l'activité est donc arrivée à son taux normal dans ces professions. Les charpentiers de navires ont beaucoup de chômeurs au Havre et à Nantes. Dans les scieries, le travail est normal à Valence, Podensac, Hermes : ceux de Cette et de Gommegnies se ressentent de la crise qui sévit sur la tonnellerie et les bois de marine. Les scieurs découpeurs de Paris et de Versailles sont peu satisfaits.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après 22 syndicats, était de 12 p. 100 ; elle était de 8 p. 100 le mois dernier. Les tapissiers de Lyon ont 40 p. 100 de chômeurs. On constate, par contre, une reprise, à Bayonne, par suite de l'approche de la saison dans les stations balnéaires voisines, ainsi qu'à Perpignan et Carmaux.

Pas de changement chez les tonneliers, sauf une presse passagère à Dunkerque. Les ouvriers carrossiers ont 7 p. 100 de chômeurs : la grande majorité des syndicats et des syndiqués se déclarent satisfaits. Les ouvriers sabotiers et galochiers ont à peine 1 p. 100 de chômeurs.

Pas de changement chez les ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers, chez les layetiers-emballleurs, les tourneurs en procédés de queues de billard. Les ouvriers brossiers et boutonnières se montrent en général satisfaits. Il en est de même des ouvriers vanniers d'Aramon.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 135 syndicats groupant 29,491 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués, dans l'ensemble des industries des métaux était, à la fin d'avril, de 1,966, soit 6 p. 100 ; la proportion était supérieure à 10 p. 100 en mars, elle était de 10 p. 100 en avril 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est inférieure à 4 p. 100, elle était de 9 p. 100 le mois dernier. Cette diminution correspond à la diminution du chômage chez les mouleurs en cuivre de Paris qui n'accusaient plus que 50 adhérents sans travail à la fin d'avril. Les 25 autres syndicats n'ont que 39 chômeurs ; aussi la majorité des syndicats et des syndiqués estiment-ils l'état du travail satisfaisant. On constate cependant une diminution de travail à Troyes, Marseille, Mont-de-Marsan.

Les 40 syndicats métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux), qui ont indiqué le nombre de leurs chômeurs, accusent 4 p. 100 de leurs adhérents sans travail : proportion égale à celle du mois dernier ; l'état du travail continue à être estimé peu satisfaisant par la grande majorité des syndicats et des syndiqués. Le chômage est surtout important à Lille, Firminy, Paris, Commeny ; on signale une reprise à Annonay, Château-Regnault (Ardennes), Le Chambon-Feugerolles, Firminy. Pas de chômeurs à Guérigny, au Boucau ; au Creusot la proportion des chômeurs est estimée à 2 1/2 p. 100.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 9 p. 100, proportion sensiblement équivalente à celle du mois dernier (10 p. 100) ; la majorité des syndicats et des syndiqués estiment toujours l'état du travail non satisfaisant. A Nouzon, 209 membres sont en chômage sur 872 ; à Paris, les serruriers en bâtiment ont 15 p. 100 de chômeurs. La situation est au contraire satisfaisante à Chartres, Dreux, Chambéry, Versailles.

La fabrication des boîtes de sardines a repris dans quelques usines à Sauzon ; le chômage est encore presque général à Audierne et à Douarnenez, il atteint 35 p. 100 à Concarneau. Les tourneurs-robinettiers ont peu de chômeurs à Paris et à Nantes ;

Le travail est plus abondant chez les potiers d'étain. Les ouvriers en limes sont très satisfaits. Dans la coutellerie, à Thiers, la situation laisse beaucoup à désirer.

Pas de chômeurs chez les ouvriers en instruments de musique de Château-Thierry; à Paris, le chômage atteint au contraire dans cette profession près de 4 p. 100. Il est de 10 p. 100 dans l'orfèvrerie, où la durée du travail a été réduite à 8 heures par jour. Pas d'amélioration dans l'horlogerie. Même situation que le mois dernier chez les joailliers de Cuisse-la-Mothe (Oise).

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 163 syndicats, groupant 12,202 adhérents, était, à la fin d'avril, de 10 p. 100; elle était de 14 p. 100 le mois dernier et de 17 p. 100 en avril 1902. Le bâtiment est définitivement entré en pleine saison, le mauvais temps ne paraît avoir exercé que peu d'influence en général sur l'activité des chantiers.

La proportion est de 9 p. 100 chez les maçons, tailleurs de pierres et similaires, contre 14 p. 100 le mois dernier; la situation est jugée satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 69 p. 100 des syndiqués. La situation s'est également améliorée chez les peintres et plâtriers, où le chômage est descendu de 19 p. 100 à 9 p. 100; les quatre syndicats de peintres de Paris, qui ne comprennent pas, il est vrai, le plus important, ne signalent que 4 sans travail; le chômage reste encore considérable à Certe, Grenoble et Perpignan. Les sculpteurs et marbriers accusent seulement 3 p. 100 de chômeurs; à Coubre, la situation continue à s'améliorer chez les marbriers à la cheminée, elle est un peu moins bonne pour les marbriers à la pendule.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de changement dans la chaudièrerie et la tuilerie. Dans la poterie le travail est moins abondant à Aubagne, équivalent à Vallauris, Roanne et Saint-Amand. Situation satisfaisante chez les journaliers en porcelaine et les mouffletiers de Limoges et les useurs de grains de Vierzou. A la faïencerie de Montereau, tous les ouvriers, à quelques exceptions près, ne font plus que 40 heures.

Situation satisfaisante dans la glacerie. Les verriers d'Aniche, Bessèges, Lourches n'ont pas de chômeurs; à Fresnes, 17 p. 100 sont sans travail.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les ouvriers des ports ont peu de travail: à Dunkerque, plus de la moitié chôment; il en est de même des ouvriers charbonniers et déchargeurs de navires du Havre. Situation très satisfaisante chez les déménageurs, dont les salaires viennent d'être augmentés notablement à Paris à la suite de la dernière grève. Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à 25 p. 100; elle était de 12 p. 100 le mois dernier.

D'après les réponses de 29 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, groupant 4,565 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin de mars, de 288, soit 6 p. 100, proportion notablement supérieure à celle du mois dernier; la plus grande partie des chômeurs appartiennent aux syndicats de Paris.

LES GRÈVES EN AVRIL 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois d'avril 1903. Le texte explicatif qui se rapporte au tableau ci-contre se trouve page 378.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RETRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
26 janv...	30 avril ..	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	580	1
30 janv...	.....	La Chapelle-sous- Dun.....	Saône-et-Loire ..	Mineurs.....	1	410	2
2 fév....	17 avril ..	La Petite-Raon...	Vosges.....	Tisseurs.....	1	250	3
5 fév....	22 avril ..	Bessèges.....	Gard.....	Forgerons, fondeurs et lami- neurs.....	1	900	4
5 fév....	.....	Lavelanet.....	Ariège.....	Tisseuses.....	1	"	5
12 mars..	.....	Saint-Loup.....	Haute-Saône.....	Ébénistes.....	2	510	6
16 mars..	13 avril ..	Périgueux.....	Dordogne.....	Plâtriers.....	"	44	7
17 mars..	6 avril ..	Raveau.....	Nièvre.....	Tailleurs de limes.....	1	30	8
23 mars..	.....	Reconles.....	Aveyron.....	Mineurs.....	1	22	9
23 mars..	.....	Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	132	10
23 mars..	.....	Paris.....	Seine.....	Échaudeurs des abattoirs ..	"	110	11
24 mars..	.....	Constantine.....	Constantine.....	Tailleurs d'habits ..	10	64	12
25 mars..	2 avril ..	Paris.....	Seine.....	Déménageurs ..	"	600	13
25 mars..	6 avril ..	Bayonne.....	Basses-Pyrénées ..	Ébénistes.....	1	30	14
25 mars..	15 avril ..	Grenoble.....	Isère.....	Tailleurs d'habits.....	75	200	15
27 mars..	.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine...	Brossiers.....	1	100	16
30 mars..	6 avril ..	Saint-Bueil.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	180	17
30 mars..	.....	Auch.....	Gers.....	Ébénistes.....	14	42	18
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} avril..	2 avril ..	Moussey.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	110	1
1 ^{er} avril..	3 avril ..	Mazamet.....	Tarn.....	Charpentiers.....	9	27	2
1 ^{er} avril..	6 avril ..	Arudy.....	Basses-Pyrénées ..	Tailleurs de pierres.....	1	80	3
1 ^{er} avril..	7 avril ..	Échassières.....	Allier.....	Kooliniers.....	1	70	4
1 ^{er} avril..	15 avril ..	Aix-les-Bains ..	Savoie.....	Charpentiers et menuisiers ..	22	115	5
2 avril ..	3 avril ..	Graulhet.....	Tarn.....	Mégissiers.....	1	44	6
2 avril ..	15 avril ..	Pompignan.....	Tarn-et-Garonne..	Balais (Ouvriers en).....	1	95	7
2 avril ..	.....	Châteauroux.....	Indre.....	Maçons.....	21	90	8
3 avril ..	9 avril ..	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	78	9
3 avril ..	.....	Beuzec-Coneq...	Finistère.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	40	10
3 avril ..	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	130	11
4 avril ..	.....	Mouveau.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	65	12
5 avril ..	14 avril ..	Cette.....	Hérault.....	Boulangers.....	"	50	13
6 avril ..	8 avril ..	Kervignac.....	Morbihan.....	Briquettiers.....	1	8	14
6 avril ..	11 avril ..	Roubaix.....	Nord.....	Retorderie (Doubleuses de) ..	1	40	15
6 avril ..	.....	Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-zingueurs ..	1	6	16
6 avril ..	.....	Châteauroux.....	Indre.....	Couvreurs.....	9	31	17
7 avril ..	15 avril ..	Roneq.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	36	18
9 avril ..	22 avril ..	Tourcoing.....	Nord.....	Mécaniciens-ajusteurs.....	1	14	19
11 avril ..	16 avril ..	Olizy.....	Meuse.....	Mouleurs en fonte.....	1	31	20
14 avril ..	.....	La Gorgue et Es- taires.....	Nord.....	Tisseurs.....	6	1,500	21

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1903 (1).

1	Réduction de salaire	Transaction.	
2	Demande de rétablissement d'une prime .....	.....	
3	Annouce d'une réduction de salaire	Transaction.	62 ouvriers congédiés ou embauchés ailleurs.
4	Demandes : réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire	Échec.	160 ouvriers congédiés.
5	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
6	Demandes : réintégration d'ouvriers; règlement d'atelier .....	.....	
7	Demandes : journée de 10 heures; augmentation du salaire des heures supplémentaires	Échec.	
8	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un contre-maitre	Réussite.	
9	Protestation contre la suppression d'une journée de travail par semaine .....	.....	
10	Réduction de salaire .....	.....	
11	Demande de modification du contrat de travail .....	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
13	Demandes : augmentation de salaire; suppression du pourboire; diminution du temps de travail	Réussite.	
14	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier	Échec.	
15	Demandes : augmentation de salaire; emploi exclusif d'ouvriers syndiqués	Transaction.	
16	Demande de modification du tarif .....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
18	Demandes : augmentation de salaire; indemnités de déplacement .....	.....	

EN AVRIL 1903.

1	Refus de conduire trois métiers	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
3	Contestation relative au mesurage de la pierre	Échec.	
4	Demande d'augmentation du temps de travail	Échec.	
5	Demandes : augmentation de salaire; payement à la quinzaine; suppression du travail aux pièces	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
7	Réduction de salaire	Réussite.	
8	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire pour certains travaux; indemnités de déplacement .....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
10	Réduction de salaire .....	.....	
11	Demande de réintégration d'ouvriers .....	.....	
12	Demande de réintégration d'un ouvrier .....	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
14	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
16	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué .....	.....	
17	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	
18	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	15 grévistes congédiés.
19	Demande de payement à l'heure d'un travail effectué précédemment aux pièces	Réussite.	
20	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
21	Demande d'augmentation de salaire .....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSEN- TANTS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
14 avril ..	.....	Nemours.....	Seine-et-Marne...	Diamantaires.....	1	35	22
16 avril ..	6 mai ..	Arles.....	Bouches-du-Rhône.	Déchargeurs	"	340	23
16 avril ..	.....	Auxerre.....	Yonne.....	Maçons	"	250	24
21 avril ..	9 mai ..	Mazamet.....	Tarn.....	Maçons	"	92	25
22 avril ..	.....	Ivry.....	Seine.....	Mécaniciens-constructeurs (au- tomobiles).	1	400	26
24 avril ..	26 avril ..	Ussel.....	Corrèze.....	Patrons boulangers.....	12	12	27
24 avril ..	12 mai ..	Monthermé.....	Ardennes.....	Métallurgistes	1	675	28
29 avril ..	8 mai ..	Bussang.....	Vosges.....	Tisseurs	1	50	29
30 avril ..	4 mai ..	Avesnes.....	Nord.....	Fileurs	1	30	30
30 avril ..	7 mai ..	Le Mans.....	Sarthe.....	Maçons	"	200	31
30 avril ..	.....	Aubervilliers.....	Seine.....	Fondeurs en fer	1	20	32
30 avril ..	.....	Grisolles.....	Tarn-et-Garonne..	Balais (Ouvriers en)	"	"	33

LES GRÈVES EN AVRIL 1903.

33 grèves, dont une de patrons boulangers, ont été signalées, en avril, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 32 d'entre elles, est de 4,764. Il y avait eu, en avril 1902, 111 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 49.

Ces 33 grèves, dont 21 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	16
Réductions de salaire.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Demande d'augmentation du temps de travail.....	1
Contestations relatives au salaire.....	3
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	4
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Demande d'indemnités de déplacement.....	1
Refus de conduire trois métiers.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 20 départements et on en a compté :

8 dans le Nord, 3 dans le Tarn, 2 dans l'Indre, la Seine, le Tarn-et-Garonne et les Vosges, et 1 dans les 14 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 10; industries textiles, 8; métaux, 6; ouvriers en balais, boulangers, 2; briquetiers, déchargeurs, diamantaires, kaoliniers, mégissiers, 1 grève.

RÉFÉREES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN AVRIL 1903. (Suite et fin.)			
22	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
23	Demande : journée de 8 heures.....	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
26	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
27	Demande d'élévation de la taxe du pain.....	Échec.	
28	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
29	Réduction de salaire.....	Échec.	
30	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
31	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
32	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
33	Réduction de salaire.....	Transaction.	

Il faut ajouter un mouvement qui n'a pas été suivi de grève effective, mais qui a causé une interruption partielle du travail, à Marseille. Les ouvriers déchargeurs du port, ou *dockers*, réclamant la journée de 9 heures avec un salaire de 6 francs par jour, ont, à partir du 31 mars, quitté les chantiers après avoir accompli 9 heures de travail. Un contrat donnant gain de cause aux ouvriers a mis fin au différend le 5 mai.

Des 33 grèves commencées en avril, 21 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Deux, 1 jour; trois, 2 jours; une, 4 jours; trois, 5 jours; deux, 6 jours; une, 7 jours; une, 8 jours; deux, 9 jours; deux, 13 jours; une, 14 jours; deux, 18 jours et une, 20 jours.

Si l'on y ajoute 9 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 94 jours, 76 jours, 73 jours, 28 jours, 21 jours, 20 jours, 8 jours et 6 jours, on trouve, parmi les conflits terminés :

9 réussites,
10 transactions,
11 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

7 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en avril à la Direction du travail :

1° Grève des ouvriers ébénistes d'Auch. — Le 30 mars, les ouvriers ébénistes d'Auch se sont mis en grève en réclamant l'adoption d'un tarif élaboré par eux pour le travail aux pièces, une augmentation de salaire et une indemnité de déplacement pour tout ouvrier travaillant hors des limites de l'octroi.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 2 avril. Après une heure de pourparlers, la suite de la discussion fut renvoyée au lendemain. A la seconde réunion, les délégués des patrons ne se sont pas présentés. La grève continue.

2° Grève des ouvriers charpentiers et menuisiers d'Aix-les-Bains (Savoie). — Convoqués, le 2 avril, par le juge de paix, les ouvriers charpentiers et menuisiers d'Aix-les-Bains, en grève depuis le 30 mars, adressèrent aussitôt à ce magistrat une lettre d'acceptation dans laquelle ils exposaient leurs revendications, savoir : 1° établissement d'un tarif minimum ; 2° indemnités de déplacement à régler suivant les distances ; 3° suppression des travaux à façon ; 4° paye toutes les quinzaines et le samedi.

Le 4 avril, un comité de conciliation se réunit devant le juge de paix ; l'accord ne put s'établir. Les deux parties déclinerent l'offre d'un arbitrage et les délégués des patrons refusèrent de se prêter à de nouvelles négociations.

Cependant, le 11 avril, le juge de paix convoqua de nouveau les parties. Un comité de conciliation se réunit le 14 avril et l'on prit, d'un commun accord les résolutions suivantes :

1° Jusqu'au 1^{er} octobre prochain, le prix individuel de la journée sera augmenté de 6 centimes par heure ; d'ici au 1^{er} octobre, il sera élaboré entre patrons et ouvriers un tarif définitif qui, accepté de part et d'autre, sera ratifié par la Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment toutes corporations réunies. — Un ouvrier qui, entre ce jour et la date du 1^{er} octobre, quittera un chantier pour entrer dans un autre, aura droit au salaire qu'il avait dans le premier chantier avant le 1^{er} avril, augmenté de 6 centimes par heure.

2° Jusqu'au 1^{er} octobre prochain, la durée de la journée de travail est fixée à 11 heures.

3° Les indemnités de déplacement seront fixées comme suit :

De 2 à 3 kilomètres..... 0 fr. 50.

De 3 à 5 kilomètres..... 1 franc.

Au-dessus de 5 kilomètres..... la nourriture et le logement.

4° La paye aura lieu chaque quinzaine et le samedi.

5° Aucun ouvrier ne sera renvoyé pour faits de grève.

Les ouvriers ont repris le travail le lendemain 15 avril.

3° Grève des ouvriers boulangers de Cette (Hérault) — Le 5 avril, les ouvriers boulangers de Cette se mettaient en grève pour obtenir une augmentation de salaire et la suppression de diverses corvées. Le 6 avril, le juge de paix convoqua les parties par voie d'affiches. Un comité de conciliation se réunit le 7 avril. L'accord ne put se faire. La grève continua jusqu'au 13 avril. A cette date une transaction intervint et les ouvriers reprirent le travail le lendemain, 14 avril.

4° **Grève des ouvriers maçons du Mans.** — Le 30 avril, les ouvriers maçons du Mans cessèrent le travail en réclamant une augmentation de salaire. Après plusieurs entrevues devant le juge de paix l'entente s'établit aux conditions suivantes :

Pour les maçons, suivant les capacités, 45 centimes et 50 centimes l'heure (avant la grève, le prix uniforme était de 45 centimes; au début de la grève, les ouvriers réclamaient un prix uniforme de 50 centimes).

Pour les manœuvres, suivant les capacités, 30 centimes et 35 centimes l'heure.

Les ouvriers ont repris le travail le 7 mai.

5° Dans la grève des ouvriers **maçons de Mazamet (Tarn)**, une tentative de conciliation a eu lieu devant le juge de paix le 22 avril. L'entente n'a pu se faire.

6° Dans celle des **maçons d'Auxerre**, les patrons n'ont pas répondu à la convocation du juge de paix.

7° Les **tisseurs de la Gorgue et d'Estaires (Nord)** se sont adressés au juge de paix le 1^{er} mai. Les patrons ont refusé de se prêter à toute tentative de conciliation.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

ÉLECTIONS DE 1903.

1. — REPRÉSENTATION DES CHAMBRES DE COMMERCE. (ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES.)

Circulaire adressée, le 21 avril 1903, par le Ministre du Commerce aux Présidents des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures.

Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 14 mars 1903 portant réorganisation du Conseil supérieur du travail.

Vous remarquerez que l'article 5 a élevé de 15 à 18 le nombre des délégués patrons élus par les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures. L'article 8 contient l'énumération des 18 groupes entre lesquels se répartit cette représentation patronale.

Malgré les modifications apportées à la composition des groupes prévus par le décret du 1^{er} septembre 1899, il se trouve que quinze groupes prévus par le décret du 14 mars 1903 sont effectivement représentés par les 15 membres du Conseil supérieur du travail actuellement en exercice.

Les trois groupes non représentés sont les suivants :

3. Alimentation : petites industries et commerces de détail ;
8. Industries de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées ;
9. Travail des étoffes, vêtement, toilette (département de la Seine).

Il suffirait donc de procéder à l'élection des représentants de ces trois groupes pour que la représentation dont il s'agit fût complète. Ces trois représentants ne seraient d'ailleurs élus que pour un an, par application du deuxième paragraphe de l'article 22 du décret, puisque le renouvellement total des représentants des chambres de commerce et des chambres consultatives doit avoir lieu en 1904.

J'ai, en conséquence, décidé, conformément à l'article 9 du décret du 14 mars 1903, que cette élection spéciale devait être faite entre le 1^{er} et le 15 juin prochain. A cet effet, je vous adresse ci-joints les bulletins de vote destinés aux membres dont se compose votre chambre.

Comme il vous appartient d'assurer, en ce qui concerne votre compagnie, la régularité des opérations électorales, je vous prie de fixer la date du scrutin dans les limites susindiquées et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette date et les modalités de l'élection soient portées le plus tôt possible à la connaissance des membres de votre chambre, de manière à leur permettre d'apprécier à loisir le mérite des candidatures qui viendraient à se produire.

Vous recueillerez les bulletins dans les conditions prescrites par l'article 9 du décret. Vous ouvrirez la deuxième enveloppe des bulletins envoyés par les électeurs empêchés d'assister à la séance où aura lieu le vote et vous joindrez ces bulletins restés dans leur première enveloppe à ceux qui vous seront remis par les membres présents dans une enveloppe fermée.

Il est bien entendu que les votants ne seront pas tenus d'exprimer leurs suffrages sur les bulletins que je vous transmets et qu'ils pourront se servir de bulletins quelconques portant, en regard des trois catégories pour lesquelles a lieu l'élection, les noms inscrits ou imprimés de leur choix.

Il me paraît utile que vous constatiez l'authenticité des votes en apposant votre paraphe sur chacune des enveloppes renfermant les votes que vous aurez recueillis. Ces enveloppes, ainsi que celle qui contiendra votre suffrage, seront adressées, avec le procès-verbal de la séance, au Ministère du Commerce, sous un pli portant la mention : « Élection au Conseil supérieur du travail ».

Lorsque les opérations électorales auront été vérifiées par la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, je vous ferai connaître le résultat des élections. S'il se trouvait des catégories pour lesquelles aucun candidat n'aurait réuni la majorité des suffrages exprimés, je vous adresserai ultérieurement des instructions nouvelles en vue de procéder pour ces catégories au scrutin de ballottage.

Recevez, etc. . . .

II. — REPRÉSENTATION PRUD'HOMALE. (ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES.)

Le décret du 14 mars 1903 a élevé de 2 à 3, tant pour la représentation patronale que pour la représentation ouvrière, le nombre des conseillers prud'hommes de la 3^e catégorie (conseils de prud'hommes siégeant dans les villes de moins de 40,000 habitants) appelés à siéger au conseil supérieur du travail.

Dans sa séance du 4 mai, la Commission permanente du Conseil supérieur a procédé au tirage au sort prescrit par l'article 7 du décret. Le conseil de prud'hommes d'Arras s'est trouvé ainsi désigné pour élire un conseiller prud'homme patron, et celui de Cambrai pour élire un conseiller prud'homme ouvrier.

L'élection est fixée au 28 mai courant.

Les conseillers prud'hommes élus à cette date seront soumis à la réélection en même temps que les autres membres du conseil supérieur du travail de leur catégorie, c'est-à-dire au cours de l'année 1905.

III. — REPRÉSENTATION DES SYNDICATS OUVRIERS. (RENOUVELLEMENT INTÉGRAL.)

Les syndicats ouvriers ont été invités par voie d'affiches à vérifier la liste électorale provisoire qui vient d'être déposée dans les mairies des chefs-lieux des cantons où il existe des syndicats électeurs, et qui a été envoyée également aux conseils de prud'hommes et aux bourses du travail.

Cette liste contient la nomenclature de tous les syndicats existants au 1^{er} janvier 1903 et parvenus à la connaissance de l'Administration. Les syndicats y sont répartis dans les dix-huit groupes prévus par l'article 10 du décret et classés dans chaque groupe, par département. Sur la seconde page de la couverture, on a reproduit les articles du décret relatifs aux opérations électorales des syndicats ouvriers.

On remarquera que les 18 groupes de syndicats forment 14 collèges électoraux absolu-

ment indépendants. Dix groupes (1, 4, 5, 8, 11, 14, 15, 16, 17, 18) votent isolément. Les deux groupes 2 et 3 votent ensemble au scrutin de liste; il en est de même, d'une part des groupes 6 et 7, d'autre part des groupes 12 et 13. Le groupe 9-10 a été doublé afin d'assurer une représentation féminine au travail des étoffes : l'un au moins des candidats de ce groupe devra donc être du sexe féminin.

Les réclamations peuvent porter sur toutes les inexactitudes contenues dans la liste et susceptibles de modifier l'étendue des droits électoraux du collège électoral auquel appartient le syndicat réclamant : syndicat omis, syndicat inscrit à tort, syndicat mal classé, omission du nombre des membres, inexactitude de ce nombre.

Les protestations individuelles ne seront pas admises, même si elles étaient faites par des ouvriers syndiqués appartenant au collège électoral intéressé. Dans une procédure qui doit aboutir à la représentation des syndicats ouvriers au Conseil supérieur du travail, c'est aux seuls représentants légaux des syndicats qu'il appartient d'intervenir. Les ouvriers qui auraient individuellement des réclamations à présenter auraient donc à les faire agréer et transmettre par les syndicats dont ils font partie.

Les protestations doivent être remises au préfet du département dans lequel se trouve le syndicat protestataire.

Elles seront reçues jusqu'au 15 juin. Passé ce délai, il n'en sera pas tenu compte.

Circulaire adressée, le 15 mai 1903, aux présidents des conseils de prud'hommes et aux secrétaires des bourses du travail.

Monsieur le Président (Monsieur le Secrétaire), des élections générales vont avoir lieu pour le renouvellement triennal des représentants des syndicats ouvriers au Conseil supérieur du travail. Elles se feront conformément aux règles nouvellement établies par le décret du 14 mars 1903 inséré au *Journal officiel* du 26 mars et reproduit dans le *Bulletin de l'Office du travail* du mois d'avril, page 332.

La liste électorale prévue par l'article 12 est envoyée aujourd'hui même aux préfets. Vous trouverez ci-joint l'exemplaire que je vous destine.

Aux termes de l'article 11 du décret précité, chaque syndicat disposera dans l'élection d'un nombre de voix proportionnel au nombre de ses membres, à raison d'une voix par 25 membres et fraction supplémentaire de 1 à 25. Il importe, dès lors, que le nombre des membres de chaque syndicat, qui est généralement porté à notre connaissance par le syndicat lui-même, soit connu des autres syndicats faisant partie du même collège électoral et puisse être contesté par eux. D'autre part, pour procéder à l'élection de leurs dix-huit représentants, les syndicats ouvriers ont été répartis en 18 groupes, lesquels forment 14 collèges électoraux (article 10 du décret). Il importe donc également que la classification qui doit aboutir à la formation de ces collèges électoraux puisse être rectifiée sur la réclamation des syndicats intéressés. C'est pourquoi je vous prie de vouloir bien tenir la liste électorale à la disposition des syndicats ouvriers jusqu'au 15 juin prochain, époque à laquelle les réclamations ne seront plus recevables (art. 12, alinéa 5).

Toutes les réclamations devront être adressées aux Préfets. Ceux-ci transmettront à leurs collègues celles qui ne concerneraient pas leur département.

Je compte sur votre dévouement aux intérêts ouvriers pour faciliter aux syndicats l'examen du document que je vous envoie, et je vous remercie à l'avance du concours que vous voudrez bien prêter ainsi à mon Administration.

SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION SUR LE BUDGET DE L'EXERCICE 1902.

Banque coopérative des associations ouvrières de production, 98, boulevard Sébastopol,
à Paris 25,000'

<i>Société en coopération des ouvriers mineurs et similaires du département de Saône-et-Loire, à Sanvignes (Saône-et-Loire)</i>	10,000 ^f
<i>La Verrerie ouvrière, à Albi</i>	10,000
<i>Couteliers réunis de Chatellerault, à Naintré (Vienne)</i>	10,000 ⁽¹⁾
<i>Association des ouvriers en limes, de Paris</i>	8,000 ⁽²⁾
<i>La Métallurgie, à Nîmes</i>	6,000 ⁽²⁾
<i>Chambre consultative des associations ouvrières de production, à Paris</i>	5,000
<i>Société coopérative ouvrière des tisseurs de la Loire, à Saint-Etienne</i>	3,000
<i>Société coopérative ouvrière de grand équipement et chaussures militaires, 57, rue Saint-Alyre, à Clermont-Ferrand</i>	3,000
<i>Association ouvrière en instruments de précision, 6, impasse Sainte-Léonie, à Paris</i>	3,000
<i>Les Mécaniciens réunis, à Orléans</i>	2,000
<i>La Mutualité, association d'ouvriers menuisiers, 3, rue du Poirrier, à Orléans</i>	2,000
<i>Les Charpentiers angevins, à Angers</i>	2,000
<i>Association des ouvriers menuisiers et charpentiers, à Beauvais</i>	2,000
<i>Société coopérative ouvrière de la sellerie lyonnaise, 39, rue des Remparts d'Ainay, à Lyon</i>	2,000
<i>La Métallurgie, Le Mans</i>	2,000
<i>Association coopérative des tabletiers en nacre, au Parc Saint-Maur (Seine)</i>	2,000
<i>Les Charpentiers réunis, à Paris</i>	2,000
<i>La Persévérante, association d'ébénisterie et de menuiserie, 32, cité Bertrand, 89, avenue de la République, à Paris</i>	2,000
<i>L'Émancipatrice (Imprimerie communiste), rue de Pondichéry, à Paris</i>	2,000
<i>La Maçonnerie parisienne, à Paris</i>	2,000 ⁽²⁾
<i>L'Alliance, association d'ouvriers serruriers, 12, rue Pavée, à Paris</i> ..	2,000
<i>Les Terrassiers de Paris</i>	2,000
<i>La Cootypographie, société ouvrière d'imprimerie, à Puteaux</i>	2,000
<i>L'Union du Bâtiment, Le Havre</i>	2,000
<i>La Laborieuse, ouvriers du bâtiment, rue de Bondeau, à Lorient</i>	1,500
<i>Association coopérative des boutonniers en os, à Méru (Oise)</i>	1,500
<i>Union ouvrière des cordonniers, à Lillers (Pas-de-Calais)</i>	1,500
<i>Association ouvrière de l'Imprimerie, à Charleville (Ardennes)</i>	1,000
<i>L'Avenir, société ouvrière pour la fabrication des peignes en corne, à l'Aiguillon par Belestia (Ariège)</i>	1,000
<i>Société coopérative des ouvriers menuisiers réunis, 1, rue de l'Abbaye, à Marseille</i>	1,000
<i>Les Charpentiers et menuisiers réunis, à La Rochelle</i>	1,000
<i>Association coopérative industrielle des ouvriers menuisiers et ébénistes, à Tulle</i>	1,000
<i>L'Émancipatrice des Chaussonniers, du Pont-de-l'Arche (Eure)</i>	1,000
<i>L'Ameublement et le Bâtiment, à Morlaix</i>	1,000
<i>La Morlaisienne, société coopérative des cordiers de Morlaix</i>	1,000
<i>Association des ouvriers maçons du Languedoc, à Nîmes</i>	1,000
<i>Le Devoir, association des ouvriers paveurs de la ville de Bordeaux</i>	1,000
<i>Société coopérative d'entreprises de constructions, de Rennes</i>	1,000

⁽¹⁾ Cette somme a été versée à titre de prêt par l'intermédiaire de la Banque coopérative.

⁽²⁾ Cette somme a été délivrée sous forme d'avances à la Banque coopérative pour être reversée à cette association ouvrière de production, conformément à l'arrêté du 15 novembre 1902. (Bulletin de l'Office du Travail, décembre 1902, p. 908.)

<i>Association ouvrière des carriers et bûcherons, Le Poinçonnet (Indre)...</i>	1,000
<i>Société coopérative des lapidaires du Jura, Lacroix, David et C^e, à Saint-Claude (Jura).....</i>	1,000
<i>Société ouvrière des maçons et tailleurs de pierres, de La Charité (Nièvre).....</i>	1,000
<i>Le Travail, association d'ouvriers peintres et similaires, à Roubaix....</i>	1,000
<i>Imprimerie «La Laborieuse», à Clermont-Ferrand.....</i>	1,000
<i>Société coopérative d'ouvriers menuisiers en bâtiment, 12, rue des Peigneurs, à Clermont-Ferrand.....</i>	1,000
<i>Pax, Labor, association coopérative ouvrière du bâtiment, à Lyon...</i>	1,000
<i>Société coopérative de tissage mécanique, à Lyon.....</i>	1,000
<i>La Prévoyante des tissus en tous genres, à Saint-Just-d'Avray (Rhône)...</i>	1,000
<i>Association des ouvriers de l'ébénisterie parisienne, à Paris.....</i>	1,000
<i>Société coopérative des granitiers et poseurs de granit, à Paris.....</i>	1,000
<i>Union coopérative de production des ouvriers de l'habillement, à Paris....</i>	1,000
<i>Association générale des modeleurs-mécaniciens, à Paris.....</i>	1,000
<i>Les Peintres de Paris, 71 bis, rue Philippe-de-Gérard, à Paris.....</i>	1,000
<i>La Ruche, association ouvrière de peinture, 150, rue de Grenelle, à Paris.....</i>	1,000
<i>Sellerie militaire de Paris, à Paris.....</i>	1,000
<i>La Concorde, société coopérative de production industrielle des ouvriers charpentiers, à Limoges.....</i>	1,000
<i>Le Travail, société des ouvriers plâtriers et plafonniers de Limoges...</i>	1,000
<i>Association anonyme des ferblantiers, plombiers, zingueurs réunis, à Marseille.....</i>	500
<i>La Fraternelle, société coopérative de protection des ouvrières clisseuses de Bordeaux.....</i>	500
<i>Association ouvrière des peintres en bâtiment, de Rennes.....</i>	500
<i>Coopérative ouvrière des diamantaires du Jura et de l'Ain, Reffay, Fournier et C^e, à Saint-Claude (Jura).....</i>	500
<i>Boulangerie populaire, à Agen.....</i>	500
<i>Le Travail, association de peinture, à Agen.....</i>	500
<i>Le Liège, société coopérative d'ouvriers bouchonniers, à Barbaste (Lot-et-Garonne).....</i>	500
<i>La Fourmi, entreprise générale de peinture et vitrerie, 10, rue Cels, à Paris.....</i>	500
<i>L'Avenir du Croissant, association de porteurs de journaux, 132, rue Montmartre, à Paris.....</i>	500
TOTAL.....	151,000^f

L'ANKYLOSTOMASIE ⁽¹⁾.

L'ankylostome, qui attaque surtout l'ouvrier mineur ⁽²⁾, — *anchylostomum duo-*

⁽¹⁾ D'après le *Peuple*, n° des 16 et 21 février 1903, et la *Sociale Praxis*, 19 février 1903. — Voir, d'autre part, *Bulletin de l'Office du travail*, mai 1900, p. 460.

⁽²⁾ Ce ver n'est pas seulement spécial aux travaux miniers, et l'affection qu'il produit se rencontre dans les pays chauds et humides, dans certaines couches marécageuses, en Italie et en Afrique par ex., où la larve trouve un milieu propice à son développement.

denale, — est un ver qu'on n'a trouvé jusqu'ici que dans les intestins de l'homme seulement, sous l'aspect d'une larve enkystée d'une longueur de 6 à 8 millimètres (mâle) ou de 10 à 18 millimètres (femelle). Ce parasite s'attache par quatre crochets à la muqueuse intestinale pour sucer ensuite le sang des petits vaisseaux, et sécrète en outre une toxine qui aurait un pouvoir destructeur sur les globules rouges du sang. Il en résulte, entre autres manifestations morbides : l'anémie, l'hydropisie, la cachexie, la perte générale des forces. Aussi cette maladie est-elle grave, et même souvent mortelle, d'autant qu'un seul individu peut abriter dans son organisme jusqu'à 1,000 ankylostomes et davantage.

En Belgique, en Allemagne, où l'ankylostomiasie a été particulièrement étudiée, les ravages sont considérables. Depuis 1884, date de la découverte du parasite chez un mineur du bassin de Liège, l'infestation n'a fait que grandir dans cette partie du territoire belge. Jusqu'à l'an dernier, la Commission médicale de la province a examiné près de 10,000 charbonniers, sur les 24,000 du bassin liégeois. Elle a constaté une moyenne de 55 p. 100 d'ouvriers atteints d'ankylostomiasie. (A Bonne-Fin, 50 à 60 p. 100; à Espérance, 60 p. 100, etc.). D'autre part, au cours de 134 examens pratiqués, en 1901, au laboratoire bactériologique de Mons, on a trouvé 55 cas d'ankylostomiasie. En 1902, à propos de 70 sujets examinés, on a constaté de 10 à 12 p. 100 de malades. Encore n'a-t-on pas fait rentrer dans les études faites à Liège et en Hainaut, les carrières, les exploitations phosphatières et les briqueteries, qui constituent aussi des milieux très propices à la propagation de la maladie.

L'Allemagne est également fort éprouvée depuis ces dernières années, au point qu'une véritable panique s'était emparée en un temps des charbonnages de la Westphalie rhénane. Voici, selon la *Deutsche Bergarbeiter-Zeitung*, le nombre des mineurs atteints, pendant la période 1896-1902, dans le bassin de la Ruhr :

1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.
—	—	—	—	—	—	—
107	113	99	94	275	1,130	1,355

La situation était effrayante en 1902, surtout dans les charbonnages de Erin (297 malades); du comte Schwerin (296); de Shamrock (258).

En France, de l'enquête faite par le Service des mines auprès des Compagnies, il résulte qu'aucun cas d'ankylostomiasie n'a été reconnu parmi leur personnel. Le caractère bien marqué, au physique, de la maladie sur le mineur, a paru de suite faire absolument défaut chez les anémiés.

D'après les études entreprises par la Belgique et l'Allemagne, l'infestation se fait, dans l'immense majorité des cas, par le transport, au moyen des mains, des excréments larvifères dans le tube digestif du travailleur indemne.

Par leur teneur en substances grasses et albuminoïdes, les matières fécales mélangées au charbon forment une espèce d'enduit glaçant qui s'attache aux mains et souille tous les corps que le mineur a l'habitude de porter à la bouche : tartine, bidon, chique, dans la fosse; et à l'extérieur : pipe; cigare, etc. La souillure de ces objets s'effectue d'autant plus facilement que le mélange des fèces avec la poudre de charbon est inodore, ou à peu près, et que le sens olfactif ne renseigne plus le houilleur sur la nature des matières qui noircissent sa peau. La boue de la mine, l'eau d'arrosage qui se trouvent en contact avec la bouche du houilleur, ou l'eau qu'il avale dans le puits même, sont également des véhicules du parasite.

Une fois arrivés par l'estomac dans l'intestin, les vers se développent rapidement en exerçant les ravages ci-dessus décrits; puis, les femelles sont fécondées et pondent une énorme quantité d'œufs, qui sont évacués dans les selles du malade.

S'ils se trouvent déposés en un endroit sec (peu importe une température basse ou élevée), les œufs périssent; mais à une place chaude, boueuse, très peu visitée par la lumière, ils donnent naissance aux larves dans les deux à trois jours. Si enfin celles-ci restent au milieu de ces conditions favorables (25 à 28° Celsins; chaleur moite et humide, lieux sombres), elles changent de peau, deviennent ainsi capables de résister même à l'eau et sont dès lors en état de propager, à leur tour, le mal en s'introduisant, au hasard, comme il a été dit, dans le corps humain.

De ce processus d'infestation on a déduit depuis longtemps un certain nombre de mesures prophylactiques d'une efficacité réelle, et les études de la mission allemande envoyée récemment en Hongrie, où la maladie s'est déclarée jadis dans de vastes proportions, viendront, selon toutes apparences, renforcer encore le traitement préventif institué jusqu'ici. Nous renvoyons, pour ce traitement à un rapport présenté le 25 mai 1899, au conseil supérieur d'hygiène de Belgique (*Bulletin* de 1900). D'autre part, la commission médicale de Liège a publié une brochure donnant d'une façon succincte des notions sur la maladie, la manière dont elle frappe les ouvriers et aussi les mesures à mettre en usage pour s'en préserver ⁽²⁾.

Toutes ces mesures sont excellentes, mais — et c'est là leur défaut généralement reconnu — elles manquent de sanctions légales. Évidemment, faire connaître aux travailleurs les moyens de ne pas être atteints, en ne buvant que de l'eau saine, en allant à la selle avant la descente, en lavant les vêtements, etc., constitue un enseignement très intéressant : encore faudrait-il le compléter par l'établissement obligatoire pour les exploitants, de certains aménagements, comme l'installation de bains dans les dépendances des puits, par exemple. Il y aurait lieu aussi de réglementer l'admission des travailleurs, afin d'éviter de contaminer des charbonnages indemnes et d'ordonner l'examen médical fréquent des ouvriers.

Un essai dans cette voie a bien été inauguré en Allemagne dès le 12 mars 1900, par un règlement de l'administration des mines prescrivant aux exploitants l'installation de tinettes et leur désinfection constante; aux ouvriers, des soins de propreté, spécialement pour les parties de leur corps le plus exposées. Mais ces dispositions réglementaires ne sont pas encore, paraît-il, assez universellement observées pour produire tous les résultats attendus.

⁽²⁾ Ajoutons que le conseil provincial de la région de Liège attribue chaque année, depuis 1899, un subside de 20,000 francs aux ouvriers malades de l'ankylostomiasis et a voté un crédit de 5,000 fr. pour l'étude de cette affection.

En France, d'après les renseignements fournis par le service des mines (avril 1903), des mesures préventives ont été prises par toutes les compagnies; elles consistent principalement en :

- 1° Examen plus minutieux de l'embauchage des étrangers;
- 2° Visites plus particulières des malades anémiés d'une façon anormale ou atteints de pâleur spéciale;
- 3° Continuation des soins de propreté dans la mine, c'est-à-dire recommandation aux ouvriers de faire leurs selles soit dans les remblais des tailles, soit sur les berlines chargées de charbon, en ayant soin, dans chaque cas, de recouvrir de suite avec du poussier sec.

L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1901.

D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur*, publiée récemment par le Ministère des travaux publics.
(Cf. statistique pour 1900, *Bulletin* de 1902, p. 313 et suivantes.)

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOULIÈRE.

ANNÉES.	CONSOMMATION DE LA FRANCE.	PRODUCTION.	NOMBRE			NOMBRE DE MINES EN GAIN.	BÉNÉFICES DES MINES EN GAIN.	NOMBRE DE MINES EN PENTE.	DÉFICIT DES MINES EN PENTE. (Admis par les comités d'évaluation.)	BÉNÉFICE RESTANT.	VALEUR MOYENNE DE LA TONNE sur le carreau de la mine.	SALAIRE TOTAL DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE.	BÉNÉFICE PAR TONNE EXTRAITE.	PRODUCTION ANNUELLE PAR OUVRIER.	SALAIRE MOYEN ANNUEL D'UN OUVRIER.	BÉNÉFICE ANNUEL PAR OUVRIER EMPLOYÉ.
	millions de tonnes.	(A) millions de tonnes.	MOYEN d'ouvriers employés.	DE CONCESSIONS existant au total.	DE CONCESSIONS exploitées dans la période.		(C) millions de francs.		(D) millions de francs.	(C-D) de francs.	fr. c.	fr. c.	(C-D) A	(A) B	francs.	(C-D) B
1881-1890.....	31,8	21,6	108	636	301	170	41,4	122	4,9	36,5	11 50	5 45	1 70	199	1 000	338
1891.....	36,6	26,1	132	635	296	176	65,0	120	5,0	60,0	13 25	6 10	2 30	197	1 203	455
1892.....	36,5	26,2	133	636	298	158	46,6	136	7,3	39,3	12 40	6 20	1 50	197	1 221	205
1893.....	36,4	25,7	133	636	298	151	34,0	150	8,9	25,0	11 50	5 95	1 00	193	1 166	190
1894.....	38,0	27,4	135	634	312	133	36,0	177	9,8	26,1	11 20	5 80	0 95	204	1 181	194
1895.....	38,6	28,0	137	636	301	146	36,4	152	6,9	29,5	11 01	5 69	1 05	204	1 161	215
1896.....	39,9	29,2	140	634	294	146	34,5	104	8,2	26,3	10 84	5 66	0 90	208	1 178	188
1897.....	41,8	30,8	143	634	287	135	35,2	147	8,9	26,3	10 84	5 56	0 85	215	1 194	184
1898.....	43,3	32,4	149	634	281	144	42,9	138	7,4	35,5	11 22	5 63	1 10	217	1 228	238
1899.....	45,2	32,9	154	637	292	161	61,5	134	6,6	54,9	12 41	5 90	1 70	214	1 261	351
1900.....	48,8	33,4	162	640	301	174	105,3	141	8,1	97,2	14 95	6 50	2 59	206	1 333	600
1901.....	46,7	32,3	164	642	350	176	88,6	181	11,6	77,0	15 69	7 08	2 41 ⁽¹⁾	197	1 395	479

(1) Le revenu net imposé des mines en gain ressort à 3 fr. 02 par tonne de charbon en 1901 contre 2 fr. 01 en 1900.

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOUILLÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilogr.	kilogr.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1901	France.....	32,325,300	2,359,000	567,000	1,175,000	"	11,946	7,030	21,000	37,600	"
1901	Algérie.....	200	"	"	"	"	1,778	"	"	"	"
1901	Colonies françaises et protector.	(1) 249,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1901	Grande-Bretagne et Irlande.....	229,552,000	8,055,000	2,006,000	(6) 4,983,000	(2) 3,971	5,426	62,300	44,300	21,200	11,400
1901	Allemagne.....	163,629,000	6,940,000	810,000	(7) 6,358,000	246	171,777	31,400	123,000	166,000	1,160
1901	Luxembourg.....	"	916,000	"	"	90	"	"	"	"	"
1901	Belgique.....	33,463,000	1,019,000	358,000	569,000	"	"	"	16,400	119,000	"
1900	Autriche.....	31,532,000	1,000,000	(3) 450,000	881,000	45	40,211	880	10,700	6,700	40
1900	Hongrie et Croatie-Slavonie.....	6,497,000	455,000	"	"	3,296	23,637	180	2,000	"	"
1901	Italie.....	426,000	16,000	181,000	123,000	8	29,245	9,600	25,800	500	"
1901	Russie.....	16,138,000	2,905,000	787,000	990,000	35,565	4,885	8,900	230	5,900	"
1901	Suède.....	272,000	528,000	165,000	269,000	63	1,557	137	988	"	"
1898	Norvège.....	"	230	avec l'acier.	380	4	5,130	940	"	"	"
1901	Espagne.....	2,748,000	135,600	47,000	121,000	16	97,657	44,000	169,000	5,400	"
1901	Portugal.....	22,200	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1899	Grèce.....	13,000	"	"	"	"	34,237	"	16,000	"	"
1900	États-Unis.....	265,833,000	16,132,000	(4) 2,630,000	13,690,000	120,686	1,855,233	271,000	246,000	128,000	"
1901	Canada.....	4,837,000	86,000	"	"	36,810	157,953	8,600	29,000	100	"
1900	Terre-Neuve.....	5,080	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Australie.....	6,436,000	"	"	"	"	290,191	"	"	"	"
1900	Tasmanie.....	44,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Nouvelle-Zélande.....	1,112,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Le Cap et poss. angl. en Afrique.	447,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Indes et poss. anglaises en Asie.	6,217,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1897	Japon.....	34,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Chili.....	5,220,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1900	Mexique.....	"	"	"	"	7,446	58,953	20,400	770	"	43,100
1900	Bolivie.....	"	"	"	"	14,137	179,552	31,000	"	"	50
1900	Argentine.....	"	"	"	"	2,300	1,715,416	34,000	89,000	"	"
1900	Australasie.....	"	"	"	"	677	290,191	2,000	"	"	"
1900	Indes orientales néerlandaises.....	"	"	"	"	263	116,732	560,038	67,000	"	8,000
1900	Turquie.....	"	"	"	"	853	3,727	20,200	"	"	4,110
1900	Contre et Sud-Amérique.....	"	"	"	"	46	14,942	"	"	"	18,200
1900	Chine.....	"	"	"	"	(5) 17,491	259,293	"	"	"	"
1900	Corée.....	"	"	"	"	4,514	"	"	"	"	"
1900	TOTAL.....	780,018,000	40,611,000	8,001,000	29,159,000	385,835	5,608,929	509,000	861,000	490,600	86,000

(1) Production de l'Indo-Chine. (2) Production de la Guyane française et de Madagascar. (3) Production approximative des fers laminés en 1898. (5) Nous avons groupé, pour la production des métaux précieux, les pays du Centre et du Sud-Amérique, excepté la Guyane française. (6) Fer puddé, acier Bessemer et Martin en lingots. (7) Fer et acier fondus.

III. — SALAIRES DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE, POUR 1901.

1° HOUILLÈRES. (HOUILLE, ANTHRACITE ET LIGNITE.)

A l'intérieur :

117,335 ouvriers, dont 103,876 hommes, 7,208 jeunes gens de 16 à 18 ans et 6,251 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

46,461 ouvriers, dont 33,602 hommes, 2,787 jeunes gens de 16 à 18 ans, 5,781 femmes et 4,291 enfants de 13 à 16 ans.

Le tableau suivant indique la moyenne, par ouvrier, des salaires des journées de travail et de la production dans les principaux bassins :

BASSINS HOUILLERS.	NOMBRE des journées de travail par ouvrier		SALAIRE annuel par ouvrier		SALAIRE journalier par ouvrier		PRODUCTION annuelle par ouvrier		FRAIS de main- d'œuvre par tonne pro- duite.	
	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	sans distinction.	fr. c.
			francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	tonnes.		
Valenciennes (Nord et Pas-de-Calais).....	290	311	1,635	1,225	5 64	3 94	297	229		6 73
Saint-Étienne.....	320	317	1,682	1,197	5 26	3 78	290	192		7 90
Alais.....	271	300	1,342	1,019	4 96	3 40	226	155		7 50
Le Creusot et Blanzv.....	243	204	1,181	757	4 85	3 71	234	135		7 41
Aubin et Carmaux.....	291	281	1,378	957	4 74	3 41	273	171		7 15
Commentry.....	300	308	1,325	1,089	4 42	3 54	253	175		7 17
Lignites de Fubeau (Provence).....	263	272	1,220	972	4 65	3 58	280	199		5 77
ENSEMBLE.....	288	294	1,521	1,081	5 28	3 68	275	197		7 08

2° AUTRES MINES, Y COMPRIS LES SALINES.

A l'intérieur :

11,378 ouvriers, dont 11,119 hommes, 192 jeunes gens de 16 à 18 ans, et 67 enfants au-dessous de 16 ans.

A l'extérieur :

4,918 ouvriers, dont 3,961 hommes, 289 jeunes gens de 16 à 18 ans, 433 femmes et 235 enfants au-dessous de 16 ans.

Dans les mines de fer et minières (6,200 ouvriers du fond et 3,000 du jour), le salaire journalier du fond est de 4 fr. 79; celui du jour est de 3 fr. 63, et celui de l'ensemble de 4 fr. 44, comme en 1900. La production annuelle par tête a été de 521 tonnes de minerai propre à la fusion.

JURISPRUDENCE.

Société coopérative de production; application aux ouvriers associés de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents du travail.

TRIBUNAL DE LA SEINE (4^e CHAMBRE).

(Jugement du 27 février 1903.)

Le Tribunal,

Attendu que Foisneau, cocher de la Compagnie des Cochers parisiens, condui-

sait, le 15 février 1902, sa voiture sur le boulevard de Courcelles, lorsque par suite d'un choc il fut projeté à terre et se blessa à la mâchoire et à l'épaule ;

Attendu qu'il se prétend atteint d'une incapacité permanente et absolue et réclame à ladite compagnie une rente de 1.200 francs calculée sur un salaire annuel de 1,800 francs ;

Attendu que pour faire écarter la demande, la compagnie défenderesse fait observer qu'à l'époque de l'accident Foiseau était l'un des membres de l'Association des Cochers parisiens, qu'il était rétribué comme associé, et que sa qualité d'ouvrier se confondant avec celle de patron sans qu'il soit possible de les distinguer, il ne saurait y avoir lieu à application de la loi du 9 avril 1898 ;

Qu'à toutes fins utiles elle conteste la nature de l'impotence alléguée et conclut à une expertise ;

Or, attendu qu'à la date du 17 août 1879, a été constituée l'*Association coopérative anonyme des Cochers parisiens* ; que parmi les treize *adhérents* se trouvait Foiseau ;

Qu'il était stipulé par l'article 7 des statuts que, pour devenir sociétaire, il fallait avoir versé une somme minimum de 1,000 francs et ainsi souscrit au moins huit actions ;

Que l'article 8 organisait un conseil d'administration composé de 3 à 7 membres, ayant les pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société et pouvant se décharger de ses pouvoirs au profit d'un délégué appelé à représenter la Société en justice ;

Que l'article 35 était ainsi conçu :

« Sur les bénéfices il est prélevé une somme suffisante pour servir un intérêt de 5 p. 100 au capital versé ;

« Le surplus est ainsi réparti :

« Aux actionnaires, 2 dixièmes ;

« Au travail, au prorata des journées, 6 dixièmes ,

« Au fonds de réserve 1 dixième ;

« Au fonds de secours et gratifications, 1 dixième » ;

Attendu que ces statuts ont été modifiés dans l'assemblée générale du 18 juin 1887, notamment en ce qui avait trait à la répartition des bénéfices nets après prélèvement de l'intérêt de 5 p. 100 dû au capital versé ;

Que le surplus était désormais ainsi réparti :

Au capital au prorata des journées, 6 dixièmes ;

Au fonds de réserve, 3 dixièmes ;

Au fonds de secours et gratifications, 1 dixième ;

Qu'en même temps intervenait un règlement intérieur concernant la sortie des voitures, le service des repos, l'entretien du matériel, l'achat de la cavalerie et le compte personnel de chaque sociétaire ;

Attendu que cette association, bien que caractérisée par la collaboration pécuniaire et active des membres et par leur participation aux gains sous la forme d'allocation d'intérêts ou de contribution aux bénéfices éventuels, n'en constitue pas moins un être collectif qui possède un patrimoine distinct et étranger aux individus qui le composent ; qu'en effet en dehors des fonds de réserve et de secours sur lesquels elle a un droit absolu, elle est propriétaire du fond social sur lequel les associés n'ont jusqu'au moment de la dissolution qu'un simple droit de créance ;

Qu'elle est indépendante du sort de ses adhérents ; qu'elle peut perdre son capital, c'est-à-dire le capital collectif de ses membres sans qu'ils aient à supporter une perte supérieure à leurs apports ou à craindre d'être atteints personnellement par la déclaration de faillite de la société ;

Attendu, le caractère de la société une fois déterminé, qu'il y a lieu de rechercher si les éléments constitutifs du contrat de louage de services, le salaire et le travail existent ou non dans l'espèce ;

Attendu que s'il eût été désirable de trouver dans les statuts de la société plus de netteté et de précision notamment en ce qui concerne les conditions du travail, il résulte tant des indications qui ont été fournies au cours des plaidoiries que de l'article 6 du règlement intérieur que les adhérents prennent leur voiture moyennant une somme fixée chaque jour à l'avance ;

Qu'il n'a pas été contesté que cette moyenne s'établit d'après les résultats du mois précédent ; qu'on divise ces résultats par trente et qu'on y ajoute pour l'imprévu une somme d'un franc par jour ;

Attendu, en admettant même qu'il n'y ait pas de prélèvement représentatif du salaire du cocher, bien que la police d'assurance l'ait évalué à 6 francs par cocher, que le salaire n'en existe pas moins ;

Qu'il consiste dans la différence entre la recette effectuée pendant la journée et la moyenne dont le cocher doit compte à la société ;

Qu'en vain voudrait-on soutenir qu'une fois sorti du dépôt le cocher est libre de toute surveillance et qu'il peut ne fournir aucun travail ; que l'intérêt du cocher est une garantie suffisante de l'accomplissement du travail ;

Qu'au surplus, quelle que soit cette éventualité il n'en est pas moins constant que le cocher livre ses services à la société puisqu'il est chargé de mettre en valeur la voiture qui lui est confiée et de tirer de sa location un bénéfice sans doute variable pour lui, mais toujours assuré pour la société ;

Attendu que le contrat qui lie les parties renferme donc bien tous les éléments du contrat de louage de services prévu par les articles 1710 et 1779 du Code civil ;

Que la coopération ne supprime pas le salaire ; qu'il est en effet acquis à l'adhérent, quels que puissent être les résultats de l'exploitation et lors même que l'inventaire se clôturerait par une perte au lieu d'un gain ;

Que peu importe qu'à côté du salarié se trouve juxtaposé l'associé ; qu'en la première qualité, il peut se prévaloir contre la société des dispositions de la loi de 1898, comme tout travailleur salarié, sauf à ce que, comme associé, il supporte lors de la dissolution de la société l'indemnité qui lui aura été allouée au prorata de son apport ;

Que c'est en ce sens, et en ce sens seulement que se fait sentir pour les adhérents l'effet juridique de leur qualité d'associés ; que non seulement il n'y a aucune incompatibilité à ce qu'il en soit ainsi, mais que le règlement intérieur établit qu'une démarcation doit être faite entre ces deux qualités ;

Attendu, en effet, que si les statuts de la société attestent l'indépendance du cocher comme associé, le règlement intérieur ne voit en lui qu'un homme de services à gages ; qu'il est astreint à porter une livrée, qu'il ne peut avoir de permission que dans des conditions déterminées ; qu'en cas d'absence irrégulière, il est sujet à des amendes ; qu'il en est de même lorsqu'il soumet son cheval à un excès de travail, ou lorsqu'il n'a pas déclaré les dégâts survenus au matériel qui lui a été confié ;

Attendu que Foisneau est donc fondé à se prévaloir, vis-à-vis de la Compagnie des cochers parisiens, de la loi du 9 avril 1898 ; qu'il n'est d'ailleurs pas indifférent de constater que la responsabilité de la compagnie n'avait été contestée ni lors de l'enquête ni lors de la comparution en conciliation ;

Mais attendu que la compagnie prétend que le demandeur ne fait pas la preuve de l'incapacité professionnelle qu'il allègue ; que dès lors une expertise s'impose ;

Par ces motifs,

Déclare la demande recevable.

L'Association ouvrière, 21 mars 1903.)

Syndicat professionnel ; les membres démissionnaires perdent tout droit aux caisses de secours et de retraites créées par le syndicat et qui ne sont pas alimentées par des cotisations spéciales.

A la date du 14 février 1901 le tribunal civil de Bordeaux rendait un jugement ainsi conçu :

Le Tribunal

Attendu que la loi du 21 mars 1884 dispose, dans son article 7, § 2, que toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations en versement de fonds :

Attendu que se fondant sur ce texte les sieurs André Lizotte, Albert Lizotte, François Raymond et Germain Caussé, membres démissionnaires du syndicat des employés de commerce de la ville de Bordeaux ont assigné M. Lafont en sa qualité de président de ladite chambre syndicale pour se faire reconnaître le droit de faire partie de la société de secours mutuels et de la société de la caisse de retraites et demandent au tribunal de fixer au besoin par expertise la cotisation qu'ils auront à verser ;

Attendu qu'il résulte de l'instance même que ces dernières sociétés n'ont pas d'administration particulière puisque les demandeurs pour faire proclamer le droit qu'on leur conteste ont été obligés de s'adresser au président du syndicat ;

Attendu qu'il résulte également de la demande et en outre des documents produits que les demandeurs n'ont jamais versé qu'une cotisation unique comme membres du syndicat et que c'est en cette qualité qu'ils participaient éventuellement tout au moins aux bénéfices assurés à tous les sociétaires par la caisse de secours et par la caisse de retraites ;

Attendu que les sieurs Lizotte et consorts soutiennent cependant qu'ils peuvent invoquer l'article 7, § 2, de la loi du 21 mars 1884, parce qu'il suffit, aux termes de cet article interprété par la circulaire ministérielle du 25 août 1884, que la société de secours et la caisse de retraites soient des caisses distinctes de celle du syndicat pour que le bénéfice des cotisations versées puisse être conservé ;

Attendu tout d'abord que la circulaire dont s'agit indique non seulement la nécessité d'une caisse particulière mais aussi celle d'une administration distincte et que de plus la même circulaire donne toujours comme la loi de 1884 le nom de société à ces groupements de personnes opérés en vue des secours mutuels ou des retraites dont peuvent encore faire partie les membres démissionnaires du syndicat ;

Qu'il résulte donc de ces textes qu'on ne peut en se retirant du syndicat continuer à faire partie des véritables sociétés c'est-à-dire d'associations ayant une existence propre distincte du syndicat ;

Attendu que d'après les statuts les secours et les retraites sont accordés seulement aux membres de la Chambre syndicale et indistinctement à tous, dans les conditions prévues ; qu'ainsi les membres du syndicat ne peuvent conserver après leur démission des droits attachés à leur qualité de syndiqués ;

Attendu, d'autre part, que la caisse de secours et la caisse des retraites étant alimentées par des ressources affectées à cet objet par l'assemblée générale du syndicat et provenant des cotisations mais aussi de sources différentes, les cotisations versées par les demandeurs ont perdu toute individualité en se combinant avec l'ensemble de ces ressources et qu'on ne peut pas soutenir dans ces conditions qu'il avait alimenté par des fonds spécialement destinés à cet effet la caisse de secours ou la caisse de retraites ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de tirer un argument d'analogie de la situation de la caisse mutuelle des décès fondée aussi par la chambre syndicale des employés de commerce de Bordeaux, cette société ayant une administration distincte et recevant de ses membres des cotisations spéciales fixées par les statuts ; que pour entrer dans cette société il faut nécessairement être membre du syndicat mais que tous les membres du syndicat n'en bénéficient pas ; qu'il n'est pas douteux que les membres du syndicat, démissionnaires, puissent continuer à faire partie de cette société en versant régulièrement leur cotisation ; que la comparaison entre ces sociétés et les caisses de secours et de retraites fait bien ressortir les différences qui existent entre cette dernière et les deux premières ;

Attendu que dans ces conditions les demandeurs n'ont pas le droit qu'ils revendiquent de bénéficier depuis leur démission des avantages de la caisse de retraite, lesquels font partie intégrante des services des syndicats et ne peuvent s'en distinguer ;

Attendu qu'il y a lieu de joindre les instances introduites par exploit des 19 octobre 1899 et 30 janvier 1900.

Par ces motifs ;

Le tribunal, après délibéré, statuant en premier ressort, joint les instances, déboute les demandeurs de leurs réclamations et les condamne aux dépens.

Sur l'appel interjeté, la Cour de Bordeaux a rendu, le 27 octobre 1902, l'arrêt confirmatif suivant :

La Cour,

Attendu qu'au moment où Lizotte et autres ont donné leur démission de membres de la Chambre syndicale des employés de commerce, celle-ci n'avait constitué, dans les termes de l'article 6 et de l'article 7 de la loi du 21 mars 1884, aucune société de secours mutuels ni de retraites entre ses membres ;

Que, sans doute, la caisse du syndicat devait, aux termes des statuts, verser des secours aux sociétaires privés d'appointements et servir à certains membres, dans des conditions déterminées, une sorte d'indemnité de retraite ;

Mais que, d'une part, cette indemnité avait un caractère essentiellement variable suivant le nombre des personnes appelées à y prendre part et que, d'un autre côté, elle provenait non de cotisations spéciales mais d'une cote-part des ressources du syndicat ;

Attendu, en outre, que si, à la vérité, il était rendu compte aux assemblées générales des opérations de secours et de retraites, il faut reconnaître que ces organes du syndicat n'auraient ni personnalité spéciale ni administration qui leur fut propre ; qu'elles se confondraient ainsi avec l'administration syndicale ;

Attendu, dès lors, que les appelants ne se trouvent pas dans les conditions voulues pour avoir conservé le droit d'être membres de sociétés de secours mutuels et de retraites ; en premier lieu parce que ces sociétés n'avaient pas d'existence légale et en second lieu parce qu'il n'est pas vrai de dire qu'ils aient contribué à leur actif par des cotisations ou des versements de fonds, dans les termes de l'article 7 de la loi de 1884 ;

Qu'en abandonnant le syndicat, ils ont renoncé à tous les avantages qu'ils en pouvaient retirer, et perdu tout droit aux secours ou aux indemnités d'autre nature qu'à raison de leur âge ils en auraient pu recevoir ;

Attendu qu'il n'y a pas à donner acte aux appelants des propositions purement labiales qui leur ont été faites en plaidoirie ; qu'elles ne peuvent ni leur créer un droit ni lier le syndicat ; qu'en effet les parties ne sont déjà plus d'accord sur la portée de ces propositions ;

Adoptant au surplus ceux des motifs de la décision entreprise qui ne sont pas contraires aux précédents :

Et attendu que les conclusions subsidiaires des appelants ne pourraient être accueillies que s'il y avait lieu de considérer comme existantes les sociétés de secours mutuels et de retraites dont l'existence est méconnue par la Cour ;

Par ces motifs ;

La Cour, sans s'arrêter aux conclusions principales et subsidiaires des appelants dans lesquelles ils sont déclarés mal fondés ;

Confirme purement et simplement le jugement du tribunal civil de Bordeaux du 14 février 1901 ;

Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ;

Dit n'y avoir lieu de donner acte aux appelants des propositions faites par les intimes au cours des plaidoiries, mais non reproduites dans les conclusions antérieures à la clôture des débats ;

Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

**Accidents du travail ; infirmité antérieure ; cécité ;
incapacité permanente absolue.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 25 juillet 1902.)

La Cour,

Vu l'article 3, § 1 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés dans les industries visées à l'article 1 de ladite loi, donnent à la victime droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel si l'incapacité de travail dont elle est frappée est permanente et absolue ; que si cette incapacité n'est que partielle tout en étant permanente, la rente sera égale à la moitié de la réduction que l'accident doit normalement faire subir au salaire ; que la détermination de l'indemnité que la loi met à la charge du chef de l'entreprise dépend donc de la combinaison de deux éléments : le salaire effectif de l'ouvrier blessé d'une part, les facultés de travail que lui laisse l'accident d'autre part ; que si le juge constate qu'un ouvrier est à la suite d'un accident de travail désormais et pour toujours dans l'impossibilité de travailler, il ne peut éluder les conséquences légales de ce fait et ne lui allouer que l'indemnité fixée par la loi pour l'incapacité partielle et permanente sous le prétexte que telles eussent été les suites de l'accident si cet ouvrier n'eût été déjà infirme au moment où il a été blessé ;

Attendu que l'état d'infirmité dans lequel se trouvait la victime avant l'accident importe peu au point de vue de la détermination de son état actuel et, par suite, de l'indemnité à laquelle elle a droit ; que cette infirmité influait sans doute sur la valeur professionnelle de l'ouvrier, mais que son salaire annuel en donne la preuve légale ;

Attendu enfin que dans l'application de la loi du 9 avril 1898, le juge n'est pas appelé à rechercher si une faute a été commise et quelles responsabilités elle entraîne, que son rôle se borne à constater la nature du préjudice souffert et à en assurer la réparation forfaitaire à l'aide de calculs dont les données lui sont imposées ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Delincé, ouvrier de Feller et Barbou, maîtres verriers, a été victime le 17 octobre 1899, par le fait du travail, d'un accident qui l'a rendu aveugle ; que tout en déclarant permanente et totale l'incapacité

de travail de cet ouvrier, il lui alloue l'indemnité prévue pour l'incapacité permanente et partielle, par ce motif que l'accident dont il a été victime n'eût entraîné pour lui qu'une incapacité de cet ordre si auparavant il n'eût perdu un œil;

Qu'en statuant ainsi ledit arrêt a visé l'article susvisé;

Par ces motifs;

Casse et annule l'arrêt rendu entre les parties par la Cour d'appel de Paris, le 16 février 1901, et renvoie devant la Cour d'appel d'Amiens.

**Accidents du travail; incapacité permanente absolue;
ouvrier aveugle antérieurement borgne.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 10 décembre 1902.)

La Cour,

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Thuriot-Godin, ouvrier de Goudemant, entrepreneur, a été victime d'un accident survenu par le fait du travail qui a entraîné une incapacité permanente et absolue; qu'il condamne le chef de l'entreprise à lui payer, conformément à la loi, une rente égale aux deux tiers du salaire effectif qui lui a été alloué pendant les douze mois écoulés avant l'accident; attendu que le pourvoi soutient que si Thuriot-Godin n'eût été borgne auparavant, l'accident qui lui a fait perdre un œil n'eût entraîné pour lui qu'une incapacité permanente et partielle et que par suite, il n'avait droit qu'à une rente égale à la moitié de la réduction de salaire qui en eût été la suite normale;

Mais attendu que, dans l'application de la loi du 9 avril 1898, le juge n'est pas appelé à mesurer l'étendue et les effets d'une faute commise, mais bien à constater le préjudice souffert au point de vue des facultés de travail que l'accident laisse à l'ouvrier blessé; que cette constatation faite, il doit en assurer la réparation forfaitaire à l'aide de calculs dont les données lui sont imposées et ne lui permettent pas de tenir compte de l'action plus ou moins considérable que l'état antérieur de la victime a pu exercer sur les conséquences directes et actuelles de l'accident;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Caen, du 25 juin 1901.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril 1903 ⁽¹⁾. — Le mois d'avril accuse, par rapport à mars, une notable augmentation des demandes de travail, tout en étant loin d'atteindre cependant le chiffre constaté en avril 1902. Au surplus, cette mauvaise condition du marché est imputable plutôt à un retrait des places vacantes qu'à l'accroissement du nombre des personnes en quête d'une place.

Dans le travail du *fer* et la construction *mécanique*, on craint vivement un arrêt possible de la production, faute de commandes. Activité en général moins grande

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

pour les *textiles*. Le *bâtiment* souffre toujours de la dépression subite de la fin de mars (60 p. 100 de chômeurs chez les paveurs de Berlin; 500 chômeurs dans la corporation des charpentiers). Même situation nullement satisfaisante dans les *mines*. Seul, le *vêtement* reste à l'abri de toute oscillation regrettable; il est en pleine saison et réclame toujours de la main d'œuvre supplémentaire.

Placement. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 81 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'avril 1902, une diminution du chômage dans 51 villes, une augmentation dans 30.

Les placements effectués dans ces 81 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Avril 1902....	33,111	17,428	50,539	61,123	16,590	77,713	184.6	95.2	153.7
Avril 1903....	31,071	18,617	49,688	53,369	15,688	69,057	171.7	84.2	139.0

Grèves en avril 1903. — 113 grèves nouvelles contre 88 en mars 1903 et 38 en avril 1902. Les grèves les plus importantes se sont produites dans le *bâtiment* (43); le *vêtement*, le *nettoyage des étoffes* (20); l'industrie *métallurgique* et des *machines* (18); dans le travail du *bois* (11).

Ordonnance du 30 janvier 1903, concernant la fabrication d'objets spéciaux en caoutchouc ⁽¹⁾. — En vertu de l'article 120^e de la *Gewerbeordnung*, le Conseil fédéral a pris l'ordonnance suivante, datée du 30 janvier 1903 :

ARTICLE PREMIER. — Dans les locaux où des préservatifs, pessaires de sûreté et autres articles destinés à un usage analogue sont confectionnés et emballés, les ouvriers de moins de 18 ans et les ouvrières ne doivent être admis ni à travailler ni à séjourner.

ART. 2. — Dans les locaux où l'on confectionne et emballe des suspensoirs, on ne doit admettre à travailler et à séjourner que des ouvriers hommes ou que des ouvrières.

Les jeunes ouvriers ainsi que les ouvrières de moins de 21 ans ne doivent pas avoir accès dans de tels locaux.

« Cette disposition n'est point applicable aux jeunes ouvriers et aux ouvrières de moins de 21 ans, déjà occupés en mars 1903 à la confection ou à l'emballage de suspensoirs. Dans les locaux où ces personnes seront occupées par la suite, on apposera un écriteau portant leurs noms et certifié conforme par l'autorité de police locale. » (*Ordonnance du 1^{er} avril 1903.*)

ART. 3. — Les précédentes dispositions entrent en vigueur le 1^{er} avril 1903, en remplacement de celles promulguées par l'ordonnance du Chancelier de l'Empire, le 21 juillet 1888 (*Reichsgesetzblatt*, p. 219).

⁽¹⁾ *Reichsgesetzblatt*, numéro 2, page 3, et *Reichsanzeiger* du 4 avril 1903.

Ordonnance du 27 février 1903, sur l'emploi de jeunes ouvriers au traitement de filés, de poils d'animaux, de déchets ou de chiffons, prise par le Conseil fédéral en vertu des paragraphes 139a et 154, alinéa 3, de la *Gewerbeordnung*. — I. Dans les ateliers de peignage, dans les locaux où fonctionnent des machines à ouvrir, diviser, effiloche, nettoyer, graisser ou mélanger les filés bruts ou usagés, les poils d'animaux, les déchets ou les chiffons, non plus que dans les locaux où les poils sont nettoyés ou divisés (arçonnés) à la main, les jeunes ouvriers ne doivent être employés à aucun travail ni admis à séjourner, pendant la marche de l'exploitation.

Les cardes (peignes) pour la laine et le coton ne sont pas assujetties à la disposition ci-dessus.

II. Dans les établissements avec des locaux tels que ceux visés en I, alinéa 1, on apposera dans les locaux où sont occupés de jeunes ouvriers, outre le tableau à apposer dans les fabriques d'après le paragraphe 138, alinéa 2, *Gewerbeordnung*, et dans les ateliers, d'après les chiffres 6 et 15 de l'ordonnance du 13 juillet 1900 (*Bull. des lois d'Emp.*, p. 566), un second tableau reproduisant en caractères bien apparents les dispositions énumérées en I.

III. Les précédentes dispositions sont valables pour une durée de dix ans.

Elles entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1903, à la place des dispositions promulguées par l'ordonnance du Chancelier de l'Empire, en date du 29 avril 1892 (*Bull. des lois d'Emp.*, p. 604).

Ordonnance du 24 mars 1903, sur l'emploi de jeunes ouvriers dans les houillères de Prusse, de Bade et d'Alsace-Lorraine, rendue par le Conseil fédéral en vertu du § 139 a, «*Gewerbeordnung*»⁽¹⁾. — ARTICLE PREMIER. — En Prusse, dans le pays de Bade et en Alsace-Lorraine, on peut, dans les houillères exploitées par postes de 8 heures et pour l'emploi de ceux des jeunes ouvriers du sexe masculin, âgés de plus de 14 ans, qui sont occupés à la surface aux travaux se rattachant directement à l'extraction des charbons, ne point observer les restrictions du § 136, al. 1 et 2, de la *Gewerbeordnung*, sous les réserves suivantes :

1° Le travail ne doit pas commencer avant 5 heures du matin ; et dans les endroits où le travail est réparti entre deux postes journaliers, se terminer après 11 heures du soir ; aucun poste ne doit durer, y compris les repos, plus de 8 heures.

Le travail peut, la veille des dimanches et jours fériés, commencer à 4 heures du matin, et dans les endroits où l'on travaille sur le principe de deux postes par jour, se terminer, le premier jour ouvrable, à 1 heure du matin.

2° Entre deux postes, on doit accorder aux jeunes ouvriers un repos d'au moins 15 heures. Le repos précédant le travail, les veilles de dimanches et jours fériés, et le repos succédant au travail, les lendemains de dimanches et jours fériés, doivent être d'au moins 13 heures.

3° Entre les heures de travail, on doit accorder aux jeunes ouvriers, pour chaque journée de travail, soit un soit plusieurs repos d'une durée totale d'au moins 1 heure ; dans le dernier cas, il doit y avoir deux repos d'au moins 1 quart d'heure ou trois d'au moins 10 minutes. Pendant les pauses, les jeunes ouvriers ne seront admis à aucune occupation dans l'exploitation.

¹⁾ *Reichsanzeiger*, 27 mars 1903.

ART. 2. — Dans les houillères, les jeunes ouvriers du sexe masculin, âgés de plus de 14 ans, peuvent, par postes n'excédant pas 6 heures au maximum, être occupés, sans le repos prescrit au § 136, al. 1, ligne 3, de la *Gewerbeordnung*, à des travaux au jour en rapport avec leurs forces, pourvu que la nature de l'exploitation comporte en soi des interruptions de travail.

Le commencement et la fin de ce travail ainsi que les repos à accorder entre deux postes de travail, sont régis par les dispositions prévues sous l'art. 1^{er}, 1^o et 2^o.

ART. 3. — Il n'est permis d'occuper des jeunes ouvriers dans les conditions spécifiées aux articles 1 et 2 que s'il appert du certificat d'un médecin autorisé par l'Administration supérieure à délivrer de tels certificats, que le développement corporel de l'ouvrier lui permet d'exécuter sur la mine, sans danger pour sa santé, la besogne qu'on lui destine et qui doit être exactement indiquée. Le certificat médical est à remettre, avant le commencement du travail, entre les mains du patron qui le conservera, le produira sur réquisition des autorités et le rendra, lors du départ du jeune ouvrier, à celui-ci ou à son représentant légal.

ART. 4. — Sur les lieux de travail où de jeunes ouvriers sont occupés dans les conditions des prescriptions énoncées aux articles 1, 2 et 3, on apposera à côté du tableau à apposer d'après le § 138, al. 2, de la *Gewerbeordnung*, un second tableau reproduisant en caractères bien apparents les dispositions des articles 1, 2 et 3.

L'autorité administrative supérieure peut, sur requête, dispenser certaines exploitations où de jeunes ouvriers sont occupés dans les conditions des prescriptions de l'article 1^{er}, de l'obligation d'indiquer le commencement et la fin des repos sur la déclaration à produire selon le § 138, de la *Gewerbeordnung*, et de porter une indication correspondante sur le tableau, pour ceux des genres d'occupation, à énumérer d'ailleurs en détail, où interviennent régulièrement, de par leur nature même, des interruptions de travail d'une durée au moins égale à celle fixée à l'article 1^{er}, 3^o. Cette dispense, délivrable par écrit, peut être retirée en tout temps.

L'autorité administrative supérieure tiendra, sur le modèle ci-joint, un état des exploitations dispensées, en vertu de la disposition de l'alinéa précédent, d'indiquer le commencement et la fin des repos dans la déclaration à produire d'après le § 138, de la *Gewerbeordnung*, et de porter une indication correspondante sur le tableau. Un extrait de cet état, embrassant l'année écoulée, sera produit au Chancelier de l'Empire, au plus tard le 1^{er} février de chaque année en cours, par l'autorité centrale territoriale.

ART. 5. — Les précédentes dispositions sont valables pendant 10 ans.

Elles entreront en vigueur le 1^{er} avril 1903, et aux lieu et place des dispositions promulguées par l'ordonnance du Chancelier de l'Empire, le 1^{er} février 1895.

Loi du 30 mars 1903 concernant le travail des jeunes enfants dans les exploitations industrielles ⁽¹⁾.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ARTICLE PREMIER. — L'emploi des jeunes enfants dans les exploitations qui sont considérées comme industrielles au sens de la *Gewerbeordnung*, est soumis, indépendamment des prescriptions légales en vigueur actuellement dans l'empire, aux prescriptions suivantes

⁽¹⁾ *Reichsanzeiger*, 2 avril 1903.

qui s'appliquent, de l'article 4 à l'article 11, aux jeunes enfants étrangers à la famille, et de l'article 12 à l'article 17 aux jeunes enfants appartenant à la famille.

ART. 2. — Par *jeunes enfants*, au sens de cette loi, il faut entendre les garçons et les filles de moins de treize ans, ainsi que les garçons et les filles de plus de treize ans qui sont encore soumis à l'obligation de la fréquentation scolaire.

ART. 3. § 1^{er}. — Au sens de la présente loi il faut entendre par *jeunes enfants appartenant à la famille* (*eigene Kinder*) :

1° Les jeunes enfants qui sont apparentés à celui qui les emploie ou à son conjoint jusqu'au troisième degré;

2° Les jeunes enfants qui sont les enfants adoptifs ou les pupilles de la personne qui les emploie ou de son conjoint;

3° Les jeunes enfants qui ont été confiés, en vertu de la loi, à fin d'éducation correctionnelle à celui qui les emploie concurremment avec de jeunes enfants appartenant aux deux premières catégories.

Tous ces enfants ne sont considérés comme appartenant à la famille qu'en tant qu'ils vivent avec celui qui les emploie.

§ 2. — Les jeunes enfants qui ne doivent pas être considérés, d'après ce qui précède, comme appartenant à la famille, sont des *«jeunes enfants étrangers à la famille»* (*fremde Kinder*).

§ 3. — Les prescriptions relatives à l'emploi des jeunes enfants appartenant à la famille s'appliquent également à l'emploi de jeunes enfants qui travaillent pour des tiers dans la maison ou l'atelier d'une personne avec laquelle ils se trouvent dans l'un des rapports définis au § 1 et avec laquelle ils vivent.

EMPLOI DES JEUNES ENFANTS ÉTRANGERS À LA FAMILLE.

ART. 4, § 1. — De jeunes enfants ne peuvent être employés dans les travaux de bâtiment de toute nature ni dans celles des tuileries et des carrières à ciel ouvert ou souterraines, auxquelles ne s'appliquent pas les paragraphes 134 à 139 *b* de la *Gaverbeordnung*, ni dans les ateliers désignés à la liste annexée à la loi, ni à la taille des pierres, ni au ramonage, ni dans les entreprises de camionnage annexées aux bureaux d'expédition, ni au mélange et au broyage des couleurs, ni aux travaux dans les caves.

§ 2. — Le Conseil fédéral peut interdire d'autres occupations qui ne lui paraîtraient pas convenir à de jeunes enfants et modifier la liste annexée. Les modifications une fois arrêtées doivent être publiées dans le *Bulletin des lois* de l'empire (*Reichsgesetzblatt*) et portées immédiatement à la connaissance du Reichstag, s'il est réuni, ou sinon à la plus prochaine réunion.

ART. 5. — Les jeunes enfants au-dessous de 12 ans ne peuvent être employés ni dans les ateliers (art. 18) dans lesquels l'emploi de jeunes enfants n'est pas défendu en vertu de l'article 4, ni dans le commerce ⁽¹⁾ (art.

DISPOSITIONS ANALOGUES EN VIGUEUR EN FRANCE.

Loi du 2 novembre 1892, article 2. — Les enfants ne peuvent être employés par le patron ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} (usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances) avant l'âge de 13 ans révolus.

Toutefois, des enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans.

Aucun enfant âgé de moins de 13 ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique, délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge ou l'un des médecins inspecteurs des écoles ou tout autre médecin, chargé d'un service public, cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament.

⁽¹⁾ Par «commerce» (*Handelsgewerbe*) il faut entendre le commerce en gros et en détail, y compris le colportage, les établissements de banque et de crédit, les maisons de prêts sur gages, les annexes commerciales, les services d'expédition, de commission et les entrepôts.

105 b, § 2, 3 de la Gewerbeordnung), ni dans les établissements de transport (art. 105, § 1).

ART. 6. — Les jeunes enfants de plus de 12 ans ne peuvent être employés entre huit heures du soir et huit heures du matin, ni avant l'école du matin. Ils ne peuvent, en outre, être occupés plus de trois heures, et, pendant les vacances scolaires fixées par l'autorité compétente, plus de quatre heures par jour.

A midi les jeunes enfants doivent avoir un repos d'au moins deux heures. L'après-midi leur travail ne peut commencer qu'une heure au moins après la fin de l'école.

ART. 7, § 1^{er}. — Les jeunes enfants ne peuvent être employés dans les représentations théâtrales et autres exhibitions publiques.

§ 2. — Toutefois l'autorité administrative locale peut après avoir entendu l'inspection scolaire, autoriser des exceptions pour les représentations et exhibitions qui présenteraient un intérêt supérieur pour l'art ou la science.

ART. 7. — Les enfants de moins de 12 ans et les filles de moins de 13 ans (art. 2) ne peuvent être employés dans les auberges et débits de boissons au service des clients. L'emploi des enfants de plus de 12 ans est soumis d'ailleurs aux prescriptions de l'article 5, § 2. (*Pas de disposition analogue en France.*)

ART. 8, § 1. — L'emploi de jeunes enfants pour le portage au dehors des marchandises et pour toutes autres courses dans les établissements désignés aux articles 4 à 7, ainsi que dans les autres exploitations industrielles est soumis aux prescriptions de l'article 5. (*Pas de disposition analogue en France.*)

§ 2. Toutefois pendant les deux années qui suivront l'entrée en vigueur de cette loi, l'autorité administrative locale peut, après avoir entendu l'inspection scolaire, permettre pour son ressort ou une partie de son ressort, ou pour quelques branches d'industrie, que les enfants de plus de 12 ans puissent être employés depuis 6 heures et demie du matin et avant l'école du matin; cependant ils ne pourront être employés plus d'une heure avant l'école du matin.

ART. 9, § 1^{er}. — Les jeunes enfants ne peuvent être occupés les dimanches et jours de fête (art. 105 a § 2 de la Gewerbeordnung) sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après.

§ 2. — Les dispositions de l'article 6 sont seules applicables en ce qui concerne les représentations théâtrales et autres exhibitions publiques.

Les dispositions de l'article 8 sont seules applicables en ce qui concerne le portage au dehors des marchandises et autres courses. Cependant l'emploi des enfants à ces travaux ne pourra pas, les dimanches et jours de fête, dépasser une durée de deux

Les enfants de 12 à 13 ans admis au travail dans les conditions ci-dessous déterminées peuvent être employés dans les mêmes conditions que les enfants de plus de 13. Ils peuvent être employés pendant une durée maxima de dix heures et demie (dix heures à partir du 31 mars 1904) entre 5 heures du matin et 9 heures du soir (articles 3 et 4 de la loi du 2 novembre 1892).

Loi du 2 novembre 1892, article 8. — Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à Paris, et les préfets, dans les départements pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou de plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées.

En France, les enfants de 12 à 13 ans, comme les enfants de 13 à 18 ans, ne peuvent être employés dans les établissements industriels plus de 6 jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier (Loi du 2 novembre 1892, art. 5.)

heures, ni s'étendre au-delà d'une heure de l'après-midi. Les enfants ne peuvent également être employés dans la dernière demi-heure qui précède le commencement du principal office divin, ni pendant la durée de celui-ci.

ART. 10, § 1. — Avant d'employer de jeunes enfants, le patron doit en aviser par écrit l'autorité de police locale.

Il indiquera dans cet avis l'adresse de son atelier et la nature de leur emploi.

§ 2. — La disposition du paragraphe précédent ne s'applique pas à l'emploi purement occasionnel de jeunes enfants pour un service isolé.

ART. 11, § 1. — L'emploi d'un jeune enfant n'est pas permis, si le patron n'a pas reçu auparavant une carte de travail pour cet enfant. Cette disposition ne s'applique pas à l'emploi purement occasionnel de jeunes enfants pour un service isolé.

§ 2. — Les cartes de travail sont remises sur la demande ou avec l'assentiment du représentant légal de l'enfant par l'autorité de police locale de la localité où l'enfant a résidé d'une façon durable en dernier lieu. Les cartes de travail sont remises gratuitement et sans timbre. Si la déclaration du représentant légal ne peut être obtenue, l'autorité communale peut suppléer à son assentiment. Les cartes doivent contenir le nom, le jour et l'année de la naissance de l'enfant, ainsi que le nom, la profession et le dernier domicile de son représentant légal.

§ 3. — Le patron doit conserver la carte de travail, la représenter sur demande officielle et la rendre au représentant légal après résolution légitime du contrat de travail. Si le domicile du représentant légal ne peut être connu, la remise de la carte doit être faite à l'autorité de police locale désignée au paragraphe 2.

§ 4. — Les dispositions de l'article 4 de la loi des conseils de prud'hommes (*gewerbegerichtsgesetz*) du 29 septembre 1901 (*Reichsgesetzblatt*, p. 353) sur la compétence de ces tribunaux en matière de contestations relatives aux livres de travail s'appliquent aux cartes de travail.

Loi du 2 novembre 1892. — ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

Si l'enfant a moins de treize ans, le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

ART. 20. — Les inspecteurs et inspectrices (du travail)..... peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets.....

EMPLOI D'ENFANTS APPARTENANT À LA FAMILLE ⁽¹⁾.

ART. 12. — Les jeunes enfants appartenant à la famille ne peuvent être employés dans

⁽¹⁾ La loi du 2 novembre 1892, et par suite, les dispositions ci-dessous rappelées relatives aux enfants de 12 à 13 ans ne s'appliquent pas aux travaux effectués dans les établissements où ne sont

les exploitations où, conformément aux dispositions de l'article 4, les jeunes enfants étrangers à la famille ne peuvent être employés, ni dans les ateliers dans lesquels des appareils mus par une force élémentaire (vapeur, vent, eau, gaz, air, électricité, etc.) sont employés habituellement.

ART. 13, § 1. — Dans les ateliers dans lesquels l'emploi des jeunes enfants n'est pas interdit en vertu de l'article 12, dans le commerce ⁽¹⁾, dans les établissements de transport, les enfants appartenant à la famille de moins de 10 ans ne peuvent pas, d'une façon absolue, être employés; ceux de plus de 10 ans ne peuvent pas être occupés entre 8 heures du soir et 8 heures du matin ni avant le commencement de l'école du matin. A midi, ces enfants doivent avoir un repos d'au moins deux heures. L'après-midi, ils ne peuvent être employés qu'une heure après la fin de l'école.

§ 2. — Les enfants appartenant à la famille au-dessous de 12 ans ne peuvent être occupés pour des tiers dans le domicile ou l'atelier d'une personne avec laquelle ils se trouvent dans un des rapports définis à l'article 3, § 1.

§ 3. — Les dimanches et jours de fête, les jeunes enfants appartenant à la famille ne peuvent être occupés ni dans les ateliers, ni dans le commerce ⁽²⁾, ni dans les établissements de transport.

ART. 14, § 1. — Le Conseil fédéral est autorisé, pour les deux années qui suivront l'entrée en vigueur de cette loi et pour certaines catégories des ateliers désignés à l'article 12 dans lesquels des appareils mus par une force élémentaire sont employés habituellement, de même que pour les ateliers désignés à l'article 13, § 1, à autoriser des exceptions aux dispositions de ces articles.

§ 2. — Après l'expiration de ce délai, le Conseil fédéral peut autoriser pour certaines catégories des ateliers désignés à l'article 12, avec moteur, l'emploi des jeunes enfants appartenant à la famille dans la mesure prévue par l'article 13, § 1, sous la condition que les jeunes enfants ne seront pas employés aux machines actionnées par la force motrice. Le Conseil fédéral peut également, pour certaines des catégories des ateliers désignés à l'article 13, § 1, autoriser des exceptions à l'interdiction de l'emploi des enfants de moins de 10 ans, en tant que ces enfants sont occupés à des travaux particulièrement faciles et appropriés à leur âge; ils ne peuvent être employés entre 8 heures du soir et 8 heures du matin; à midi, les enfants doivent avoir un repos d'au moins deux heures; l'après-midi, leur travail ne peut commencer qu'une heure après la fin de l'école. Les dispositions exceptionnelles peuvent être édictées en général ou seulement pour certains districts (Bezirk).

ART. 15. — Les dispositions de l'article 6 s'appliquent à l'emploi de jeunes enfants appartenant à la famille dans les représentations théâtrales et autres exhibitions publiques,

ART. 16. — Les enfants de moins de 12 ans et les filles de moins de 13 ans (§ 2) ne peuvent être occupés, dans les auberges et débits de boissons, au service des clients. Les autorités administratives locales sont autorisées, après avoir entendu l'inspection scolaire, et dans les localités de moins de 20,000 habitants d'après le recensement le plus récent, à autoriser des exceptions pour les exploitations dans lesquelles, en règle générale, des personnes appartenant à la famille du patron sont exclusivement employées. Les dispositions de l'article 13, § 1, s'appliquent d'ailleurs à l'emploi de ces enfants.

ART. 17, § 1. — Les dispositions des articles 8, 9, 10 s'appliquent au portage des journaux, du lait, des articles de boulangerie et de pâtisserie, lorsque les jeunes enfants y sont occupés pour des tiers.

§ 2. — L'emploi des jeunes enfants appartenant à la famille au portage des marchandises et autres courses est d'ailleurs autorisé. Leur emploi peut être restreint par les ordonnances de police des autorités compétentes.

employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre.

⁽¹⁾ Voir note, p. 400.

⁽²⁾ *Idem.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 18. — Par *ateliers* il faut entendre, en dehors des ateliers au sens de l'article 105 § 1 de la Gewerbeordnung, les locaux qui servent au couchage, au logement et à la cuisine, quand il s'y pratique un travail industriel de même que les lieux de travail où des industries s'exercent en plein air.

ART. 19. — Si la différence entre l'heure légale et l'heure locale est supérieure à un quart d'heure, l'autorité administrative supérieure peut, en ce qui concerne les dispositions de cette loi relatives au commencement et à la fin du temps de travail permis, autoriser dans son ressort ou partie de celui-ci, des dérogations aux prescriptions relatives à l'heure légale en Allemagne (loi du 12 mars 1893, Reichsgesetzblatt, p. 93). Les dérogations ne doivent être supérieures à une demi-heure. Les prescriptions légales relatives à la durée d'emploi permise ne sont pas touchées par cette disposition.

ART. 20. — Les autorités de police peuvent, par voie de décision, restreindre ou interdire pour un enfant en particulier l'occupation permise par les dispositions précédentes, cette occupation donnerait lieu à des inconvénients sérieux. Dans le cas où une carte aurait été donnée pour cet enfant (art. 11) elles pourront la retirer et refuser la délivrance d'une nouvelle carte.

Les autorités de police compétentes sont de plus autorisées à restreindre ou à interdire par voie de décision l'emploi d'enfants à certaines auberges et débits de boissons pour prévenir certains inconvénients au point de vue de la morale.

ART. 21. — Les dispositions de l'article 139 b de la Gewerbeordnung s'appliquent à la présente loi à moins que l'inspection ne soit réglée différemment par une décision du Conseil fédéral ou par les gouvernements fédérés.

Dans les logements privés dans lesquels sont exclusivement employés de jeunes enfants appartenant à la famille, des visites ne peuvent avoir lieu la nuit que lorsqu'il y a des faits qui permettent de soupçonner l'emploi de ces enfants la nuit.

ART. 22. — Dans chaque État fédéral l'autorité centrale fait connaître ce qu'il faut entendre dans cet État sous les désignations suivantes : autorité administrative supérieure, autorité administrative locale, inspection scolaire, autorité communale, autorité de police, autorité de police locale.

ART. 23. — Les contrevenants aux articles 4 à 8 sont punis d'une amende qui ne peut être supérieure à 2,000 marks.

Dans le cas de contravention habituelle, il peut être infligé un emprisonnement qui ne peut être supérieur à 6 mois.

L'article 75 de la loi organique sur les tribunaux s'applique au présent article.

ART. 24. — Sont punis d'une amende qui ne peut être supérieure à 600 marks :

1° Ceux qui emploient des jeunes enfants les dimanches et jours de fête contrairement à l'article 9.

2° Ceux qui contreviennent aux décisions légalement prises en vertu de l'article 20 relativement à l'exploitation de jeunes enfants étrangers à la famille.

Dans le cas de contravention habituelle la peine de la détention peut être appliquée.

ART. 25. — Sont punis d'une amende qui ne peut être supérieure à 150 marks.

1° Ceux qui contreviennent aux articles 12 à 16, et 17 § 1^{er}.

2° Ceux qui contreviennent aux décisions légalement prises en vertu de l'article 20 relativement à l'emploi de jeunes enfants appartenant à la famille.

Dans le cas de contravention habituelle la peine de la détention peut être appliquée.

ART. 26. — Sont punis d'une amende qui ne peut être supérieure à 30 marks les patrons qui ne se conforment pas à l'obligation qui leur incombe en vertu de l'article 10.

ART. 27. — Sont punis d'une amende qui ne peut être supérieure à 20 marks :

1° Ceux qui prennent ou gardent au travail un jeune enfant contrairement aux dispositions de l'article 11 § 1^{er} ;

2° Ceux qui contreviennent aux dispositions de l'article 11 § 3 relatif aux cartes de travail.

ART. 28. — Les poursuites pénales des infractions visées à l'article 24 sont prescrites par deux mois.

ART. 29. — Les dispositions de l'article 151 de la Gewerbeordnung s'appliquent à la présente loi.

ART. 30. — Les dispositions qui précèdent ne peuvent être opposées aux restrictions plus étendues qui pourraient avoir été dictées dans un état fédéré, au sujet de l'emploi de jeunes enfants dans les exploitations industrielles.

ART. 31. — Cette loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1904.

ANNEXE.

Liste des ateliers dans lesquels des enfants ne peuvent être occupés en dehors du portage à l'extérieur des marchandises et d'autres courses.

GRUPE
de la
statistique
industrielle.

DÉSIGNATION DES ATELIERS.

- IV. Ateliers pour la confection des articles d'ardoise, des tableaux d'ardoise, des crayons d'ardoise, à l'exception des ateliers dans lesquels s'opèrent uniquement la teinture, la peinture, le collage, l'emballage des crayons et la teinture, la réglure et l'encadrement des tableaux d'ardoise.
Ateliers de coupe et de taille de pierre.
Ateliers de perçage et de polissage de pierres.
Fours à chaux et à plâtre.
Ateliers de poterie.
Ateliers de souffleurs de verre, graveurs sur verre, polisseurs et dépolisseurs de verre, à l'exception des ateliers de souffleurs dans lesquels on souffle exclusivement à la lampe.
Étendage de glaces.
- V. Ateliers dans lesquels des objets sont dorés, argentés, nickelés ou revêtus d'autres métaux par galvanisation, ou dans lesquels des objets sont obtenus par galvanoplastie.
Ateliers dans lesquels sont peints des jouets de plomb ou de zinc.
Fonderies de plomb, zinc, cuivre, laiton et autres métaux.
Ateliers de fonte de bronze et de bronzes.
Ateliers dans lesquels sont travaillés ou transformés du plomb, du cuivre, du zinc ou des alliages de ces métaux.
Émouillage et polissage de métaux.
Taille de limes.
- VI. Fabriques d'armures et d'attaches de plomb.
Ateliers dans lesquels est employé du mercure.
- VII. Ateliers pour la production de matières explosives, de feux d'artifice, d'allumettes et autres matières inflammables.
Équarrissage.
- IX. Ateliers dans lesquels des filés, des tissus et autres sont blanchis par des agents chimiques.
Teintureries.
Triage de chiffons.
- XI. Salage des peaux, tanneries.
Ateliers pour la confection des objets avec la gomme, la gutta-percha et le caoutchouc.
Ateliers pour la confection de matelas.
Tissage des crins de chevaux.
- XII. Ateliers pour le travail de la nacre.
Préparation des crins et soies, fabrication de brosses et de pinceaux, lorsque ces objets sont fabriqués avec des matières animales étrangères.
- XIII. Boucheries.

- XIV. Coupeurs de poils de lièvre.
Établissements de nettoyage de lits de plume.
Blanchisseries chimiques.
- XV. Ateliers de peintres et d'enduseurs.

AUTRICHE.

Placement en février et mars 1903. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 877 bureaux de placement professionnels :

	POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emplois, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
Févr..	330	102	206	20	98	48	73	53	62	22	52	30
Mars..	210	101	168	48	98	60	72	57	66	34	56	39

Grèves en février et mars 1903. — 29 nouvelles grèves, avec 3,842 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, pour le *vêtement* et les *textiles* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 1 succès, 11 transactions, 5 échecs⁽¹⁾. Causes : insuffisance de salaires, 14 cas; questions relatives à la durée du travail, 5 cas; motifs divers, 10 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en mars 1903⁽²⁾. — Dans les 15 offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements fermes, pour 822 offres de patrons, il y a eu 1,551 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 188 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, on comptait, dans 15 offices, 1,530 demandes pour 678 offres (soit 226 p. 100); en mars 1902, dans 15 offices, 1,045 demandes pour 755 offres (soit 138 p. 100), et, en mars 1901, 1,125 demandes pour 923 offres (soit 122 p. 100). A ce point de vue, la situation du marché du travail paraît donc très sérieusement améliorée depuis 2 mois, tout en demeurant notablement moins avantageuse que les 2 dernières années à pareille époque.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en mars de 128 unions et fédérations d'unions professionnelles, groupant 32,248 membres (mineurs, ouvriers agricoles et travailleurs à domicile non compris). Parmi ceux-ci le nombre des chômeurs complets s'élevait à 968, soit 3 p. 100. Cette proportion est res-

⁽¹⁾ Issue encore inconnue respectivement dans 3 et 12 cas.

⁽²⁾ *Revue du travail*, avril 1903.

pectivement inférieure de 0,9 et 3,2 p. 100 à celles obtenues pour les mois de février et janvier derniers.

Grèves en février 1903. — 6 grèves nouvelles avec 700 grévistes et 448 chômeurs forcés.

2 conflits ont éclaté dans l'industrie diamantaire; les autres concernent respectivement la clouterie, la lithographie, la chapellerie, le tissage de la laine et la fabrication des cigares. 4 ont eu pour cause une question de salaire, 2 le développement de l'apprentissage, une la défense syndicale. 2 grèves paraissent terminées, l'une par un succès, l'autre par un échec.

Au point de vue territorial, les grèves de février se répartissent comme suit : 2 dans la province d'Anvers; une dans chacune des provinces de Flandre orientale, Hainaut, Brabant et Namur.

L'inspection du travail en 1901 ⁽¹⁾. — En 1901, le service d'inspection a visité 8,233 sections ⁽²⁾ d'établissements occupant ensemble 218,850 ouvriers. Sur ce total de 218,850 personnes de tout âge et de tout sexe, 42,241 étaient protégées par la loi, soit 19.30 p. 100 du total. Sur 8,233 sections visitées, 7,567 l'ont été 1 fois, 545 2 fois, 66 3 fois et 55 4 fois.

Le nombre des ouvriers employés dans les établissements où l'on travaille pendant la nuit s'élevait à 190,448 (dont 30,964 sont des personnes protégées) : sur ce total, 21,862, soit 11.48 p. 100 ont été employés à des travaux de nuit (dont 2,714 ou 8.77 p. 100 sont des personnes protégées). Le nombre des procès-verbaux dressés à propos du travail de nuit s'est élevé à 0,55 pour 1,191 personnes protégées contrevenant à la loi.

Le nombre total des procès-verbaux s'est élevé à 363, relevant 581 contraventions, se décomposant comme suit :

	PROCÈS- VERBAUX.	CONTRA- VENTIONS.
Infraction à la loi du 13 décembre 1889 et arrêtés de 1896 et 1855 (travail des adolescents et des femmes)...	229	396
Infraction aux arrêtés royaux de 1863, 1888, 1894, 1895, 1899 (police des établissements classés, salubrité et sécurité du travail).....	47	55
Loi du 16 août 1887 (paiement des salaires).....	12	12
Loi du 15 juin 1896 (Règlements d'ateliers).....	75	118
	363	581

En 1900, on avait dressé 275 procès-verbaux relevant 454 infractions.

Le nombre des visites faites par les inspecteurs-médecins, en application de l'arrêté royal du 21 septembre 1894 sur l'inspection du travail et le service de surveillance des établissements dangereux et insalubres, s'est élevé à 2,189, portant sur 2,058 établissements classés.

Sur 1,939 établissements visités 1 fois, 1,739 étaient complètement en règle.

⁽¹⁾ *Rapports annuels de l'inspection du travail.* — 1901, Ministère de l'industrie et du travail, Bruxelles, 1902.

⁽²⁾ On a considéré séparément les divisions d'un établissement lorsqu'elles correspondent à l'exploitation d'une industrie distincte ou qu'elles sont soumises à une réglementation différente au point de vue du travail des femmes des adolescents et des enfants.

107 établissements ont été visités 2 fois et 12 3 fois. L'état d'entretien était bon dans 1,861 cas, médiocre dans 300 et mauvais dans 28. La qualité de la boisson mise à la disposition des ouvriers était bonne dans 1,952, douteuse dans 226 et mauvaise dans 7. — 263 rapports constatent que certaines dispositions de l'arrêté sont mal observées, 185 signalent des améliorations soit dans l'entretien (71), soit dans la qualité de la boisson (10), de l'aération (29). 2 procès-verbaux seulement ont été dressés.

La situation est satisfaisante dans les 14 fabriques d'allumettes inspectées; dans les 6 céruseries visitées chacune 3 fois, l'arrêté est « exécuté aussi bien que le permettent l'insouciance des ouvriers et le changement perpétuel du personnel ».

La situation des 105 triages de chiffons visités laisse beaucoup à désirer : les dispositions protégeant l'enfance sont fréquemment enfreintes.

Les inspecteurs ont fait 37 enquêtes sur l'application de l'arrêté du 3 octobre 1898 (obligation pour les patrons d'établissements dangereux et insalubres de donner les premiers soins en cas d'accident du travail); les soins donnés ont toujours été satisfaisants.

Application de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, adolescents et enfants dans les mines. — 582 établissements occupant 29,608 personnes (24,133 travaillant le jour et 5,475 la nuit) ont été visités : 213 de ces établissements occupent 2,815 ouvriers protégés (2,387 le jour et 428 la nuit). 64 infractions ont été constatées (45 relatives à l'affichage, 17 à la tenue des carnets). Aucun procès-verbal n'a été dressé. Le tableau suivant indique comment se décompose le total de ces établissements.

	ÉTABLISSEMENTS visités.		PERSONNEL INSPECTÉ.	
	TOTAL.	occu- pant des ou- vriers pro- tégés.	global.	protégé.
Charbonnages	90	90	17,505	1,841
Minières souterraines.....	1	#	8	—
Carrières souterraines et ateliers.....	185	37	1,136	122
Hauts-fourneaux, fonderies de minerais de plomb et zinc.....	10	10	3,489	33
Usines régies par la loi de 1810 (sauf les hauts- fourneaux et fonderies).....	17	#	2,938	380
Laminoirs à zinc.....	1	1	199	#
Carrières à ciel ouvert.....	209	66	3,772	317
Fabrique de coke et agglomérés.....	9	9	561	121
	582	213	29,608	2,815

Aux termes de l'article 9 de la loi, les filles et les femmes âgées de moins de 21 ans, ne pourront être employées à partir du 1^{er} janvier 1892 dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières. Toutefois cette disposition n'était pas applicable aux filles et aux femmes employées auxdits travaux avant la date préindiquée. Or d'après l'arrêt royal du 28 avril 1884, les filles ne pouvaient être admises avant 14 ans dans les travaux souterrains. Il en résulte que seules les femmes qui avaient au moins 14 ans le 1^{er} janvier 1892, et par conséquent au moins 23 ans le 1^{er} janvier 1901 ont pu être légalement employées en 1901 dans des travaux sou-

terrains. Le tableau suivant indique la disparition progressive des filles et femmes employées dans les travaux souterrains depuis 1891.

ANNÉES.	FILLES ET FEMMES			TOTAL.
	de moins de 16 ans.	de 16 à 21 ans.	au-dessus de 21 ans.	
1891.....	683	2.285	723	3,691
1892.....	219	1,957	719	2,895
1893.....	44	1,505	623	2,172
1894.....	"	1,076	542	1,618
1895.....	"	673	595	1,268
1895.....	"	291	597	888
1897.....	"	87	549	636
1898.....	"	19	405	424
1899.....	"	"	289	289
1900.....	"	"	191	191
1901.....	"	"	120	120

CANADA.

Revue du travail en mars ⁽¹⁾. — L'apparition exceptionnellement précoce du printemps a ramené une activité extraordinaire dans l'agriculture, l'industrie du bois et les métiers du bâtiment. La demande de main-d'œuvre a fait brusquement augmenter les salaires : dans le flottage du bois notamment on a offert jusqu'à 230 francs par mois, avec la nourriture.

La pêche est restée inactive. L'industrie minière a été fortement influencée par des grèves et des accidents d'exploitation. Travail actif dans le bâtiment, la métallurgie, l'ameublement, les transports.

Presque partout les salaires sont en hausse, et de nombreuses augmentations ont déjà été accordées. Les peintres d'Halifax reçoivent 61 francs par semaine au lieu de 51; les tailleurs de granit, cordonniers, employés de tramways, des postes, tisseurs, etc., de diverses villes reçoivent des augmentations variant de 10 à 25 p. o/o. Plusieurs catégories d'ouvriers voient réduire leur journée de travail tout en recevant des salaires plus élevés. En outre, beaucoup d'ouvriers qui avaient demandé une augmentation recevront sans doute satisfaction dans le courant du mois.

Le nombre des immigrants arrivés depuis le début de l'année est le plus considérable que l'on ait enregistré à pareille époque; on en a compté 6,165 pour les deux mois de janvier et février et l'on évalue à 110,000 environ le nombre de ceux qui viendront d'Europe au Canada dans le courant de la présente année.

Grèves. — Le nombre des grèves a été très élevé en mars, surtout dans la Colombie anglaise et l'Ontario. On a compté 16 grèves nouvelles et 7 difficultés trop peu importantes pour être classées.

Les difficultés les plus importantes concernaient 83 établissements et 10,700 ou-

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, avril 1903.

vriers, dont 6,875 directement intéressés. Le nombre des journées de travail perdues est évalué à 70,000.

5 grèves dans le bâtiment, 1 dans les mines, 2 dans les transports, 2 dans le vêtement.

Dans 12 cas, la grève avait pour cause une demande d'augmentation de salaire, dans 2 la reconnaissance de l'union syndicale, dans un la délimitation du travail et dans un autre l'introduction d'un système de contrôle d'arrivée.

Résultats des grèves du mois de février réglées en mars : 3 succès, 1 transaction; — résultats des grèves de mars : 3 succès, 1 transaction, 2 échecs.

ÉTATS-UNIS.

Le rapport de la Commission d'arbitrage pour la grève de Pensylvanie ⁽¹⁾. — La Commission d'arbitrage nommée le 16 octobre 1902 ⁽²⁾ par le président Roosevelt, à la demande des propriétaires de mines et des ouvriers, pour « étudier et résoudre les difficultés qui ont causé la grève dans les mines d'anthracite de la Pensylvanie et rechercher les causes de la grève » a publié son rapport le 18 mars dernier après une enquête de 5 mois.

On se rappelle que les revendications des ouvriers se résumaient comme suit :

- 1) Augmentation de 20 p. 100 sur les salaires payés en 1901 aux mineurs travaillant à la tâche;
- 2) Réduction de 20 p. 100 sur le nombre d'heures de travail, sans réduction de salaire, pour tous les ouvriers payés au temps;
- 3) Paiement du charbon au poids avec un minimum de 3 francs par tonne de 2,240 livres;
- 4) Inscription, dans un contrat passé entre l'Union des mineurs d'Amérique et les compagnies charbonnières, des salaires et conditions de travail à venir, et organisation d'un système pour le règlement des conflits pouvant éclater par la suite, afin d'éviter les grèves et lock-outs.

Le rapport relait l'historique de l'industrie charbonnière en Pensylvanie, discute longuement les divers travaux relatifs à l'extraction de l'anthracite et expose en détail les revendications ouvrières. Ses conclusions peuvent se résumer comme suit :

Salaires et journée de travail. — Il est accordé « à dater du 1^{er} novembre 1902, et pour tout le temps que la sentence sera en vigueur, une augmentation de 10 p. 100 sur les salaires pratiqués en avril 1902, à tous les mineurs travaillant à la tâche à l'extraction, au cubage du charbon et aux autres travaux pour lesquels il existait à cette date des salaires types et des bonifications... »

« Les mécaniciens employés aux machines d'épuisement, reçoivent un rappel d'augmentation de 10 p. 100 pour les 5 mois écoulés depuis novembre 1902; à partir du 1^{er} avril 1903 ils ne feront plus que 8 heures par jour, et ce avec les sa-

⁽¹⁾ D'après une communication de l'ambassadeur de France à Washington. En outre, voir *Bulletin* de décembre 1902, p. 890.

⁽²⁾ La commission était composée comme suit :

M. John Wilson, brigadier général en retraite; — M. F. Parker, ingénieur conseil des mines; — M. George Gray, juge à la cour suprême; — M. E. Clark, chef de l'ordre des conducteurs de chemins de fer (« à titre d'économiste »); — M. Thomas Watkins (« en raison de ses connaissances spéciales de l'industrie charbonnière »). — L'évêque John Spalding (dont le nom a été ajouté à la liste par le président Roosevelt); — M. Carroll Wright, remplissait les fonctions de secrétaire.

lares qu'ils recevaient en avril 1902; ceux qui font déjà 8 heures actuellement, continueront à l'avenir avec une augmentation de 10 p. 100 sur leurs salaires d'avril 1902.»

Les autres ouvriers des pompes et mécaniciens employés à des travaux continus reçoivent, en dehors du rappel de 10 p. 100 en plus sur leurs salaires de novembre 1902 à avril 1903, 5 p. 100 d'augmentation sur le taux d'avril 1902. Ils sont remplacés, le dimanche, — tout en touchant leur salaire — par des ouvriers spécialement désignés pour cela. Les chauffeurs reçoivent le rappel de 10 p. 100, et ne font plus que 8 heures, avec la paye ancienne. Tous les autres ouvriers pour lesquels il n'est rien stipulé spécialement « touchent le 10 p. 100 rétrospectif et ne font plus désormais que 9 heures avec le salaire anciennement payé pour la journée de 10 heures. Les heures supplémentaires seront payées en proportion ». Le paiement des sommes dues pour l'augmentation accordée pour les 5 mois de novembre à avril devra être effectué au plus tard le 1^{er} juin 1903; les héritiers des ouvriers morts depuis novembre y auront droit.

Paiement au poids. — « Le mode actuel de paiement pour l'extraction du charbon ne sera pas modifié tant que la sentence restera en vigueur à moins d'entente préalable entre les parties. »

Règlement des conflits. — A l'avenir, tous les conflits entre patrons et ouvriers qui ne pourront être réglés directement par les intéressés seront soumis à un conseil de conciliation. Pour organiser ce conseil, on divisera la région minière en 3 districts : dans chaque district on constituera une association représentant la majorité des mineurs, qui nommera l'un des 3 membres ouvriers du conseil; les patrons, de leur côté désigneront (1 pour chaque district), leurs trois représentants. Le conseil ainsi constitué entendra les parties et rendra une sentence concluante et obligatoire. S'il ne peut résoudre le conflit, ou un point relatif au conflit, il demandera à un juge de circuit du 3^e district judiciaire des États-Unis, de désigner un tiers arbitre qui statuera en dernier ressort. Le conseil devra toujours être au complet; les ouvriers comme les patrons ayant le droit, tant qu'une affaire n'est pas en cours, de remplacer leurs délégués respectifs. Les parties pourront se faire représenter devant le conseil. Tant qu'un conflit sera soumis au tribunal le travail ne pourra être interrompu par une grève ou un lock-out. »

Contrôleurs à la pesée ou à la production. — « Sur la demande de la majorité des mineurs d'un charbonnage, on nommera des contrôleurs de pesée ou de production, ou les deux ensemble, si nécessaire, qui seront payés directement par les mineurs selon le mode adopté par la majorité. Les mineurs pourront demander aux patrons de retenir l'indemnité des contrôleurs sur leur salaire, suivant une proportion qu'ils auront déterminée. »

Wagons de mine. — « Les wagons de mine seront distribués aussi équitablement que possible entre les mineurs au travail; les mineurs d'un charbonnage ne devront pas se concerter pour limiter l'extraction ou diminuer la qualité du travail sans accord préalable entre les patrons et l'association ouvrière. Pour les ouvriers payés à la wagonnée, l'augmentation accordée est basée sur le prix payé le 1^{er} avril 1902 pour les wagons alors en usage; si les compagnies augmentent la dimension des wagons, le salaire devra être accru proportionnellement. »

Échelle mobile de salaires. — La commission établit à partir du 1^{er} avril 1903 une échelle mobile distincte des augmentations indiquées ci-dessus et qui a tous les caractères d'une participation aux bénéfices.

« Les salaires fixés ci-dessus constituent la base de l'échelle et sont un minimum.

Pour toute augmentation de 0 fr. 25 sur le prix de 23 fr. 40 pour la tonne de charbon, franco bord New-York, les ouvriers toucheront 1 p. 100 de plus sur leur salaire. Si le charbon par exemple, se vend 23 fr. 65 la tonne, les salaires monteront de 1 p. 100 jusqu'à ce que le prix tombe au-dessous de 23 fr. 65 (le 1 p. 0/0 est alors supprimé) ou jusqu'à ce qu'il atteigne 23 fr. 80 (auquel cas, les salaires sont majorés d'un autre 1 p. 100).

« Un comptable désigné par l'un des juges du 3^e district judiciaire des États-Unis relèvera chaque mois le cours du charbon; les compagnies payeront, proportionnellement à l'extraction de chaque puits, le tant pour cent auquel les ouvriers ont droit.

Toutes les compagnies charbonnières devront adresser au commissaire du travail fédéral la déclaration exacte des primes qu'elles payaient, au 1^{er} avril 1902, aux diverses catégories d'ouvriers employés. »

Mise à l'index, boycottage, etc. — Aucune différence ne devra être faite, pour l'embauche, entre ouvriers syndiqués et non syndiqués; les syndiqués, de leur côté, ne devront pas mettre à l'index leurs camarades non syndiqués.

La commission condamne en outre l'habitude qu'ont eue les compagnies de dresser des « listes noires » contenant les noms de certaines catégories d'ouvriers.

Payement direct. — « Tous les mineurs à la tâche devront, quelque temps avant la paye, établir les sommes qu'ils doivent à leurs aides ou manœuvres; ces sommes, déduites du montant à payer aux mineurs, seront versées directement aux aides et manœuvres. Chaque ouvrier recevra, avec sa paye, un bordereau de ce qui lui est dû ».

Durée d'application de la sentence. — « La sentence restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1906; les patrons pourront sévir contre tout ouvrier ou groupe d'ouvriers qui ne s'y conformera pas; toute infraction à l'une quelconque des dispositions prises, soit par le patron, soit par l'ouvrier, ne saurait invalider ladite disposition ».

En dehors de ces décisions, la Commission a recommandé les mesures suivantes :

a) Suppression de la police spéciale instituée par les compagnies dans les régions minières; b) stricte application des lois sur le travail des enfants; c) institution d'enquêtes officielles sur les conflits du travail dans les mines; d) application de la loi du 1^{er} juin 1888 nommant une Commission pour le règlement des difficultés susceptibles de s'élever entre les compagnies de transport et leurs employés.

Enfin, on se rappelle qu'au cours de la grève, l'Union des mineurs d'Amérique, dont M. Mitchell est le président, avait émis la prétention de représenter officiellement, auprès des compagnies, les mineurs de l'anthracite, à l'exclusion des non-syndiqués, et insistait pour être reconnue comme l'organe exclusif des revendications ouvrières. Les compagnies s'y refusaient, au non de l'indépendance des non-syndiqués et parce qu'aussi l'Union comprend, non seulement les ouvriers de l'anthracite, mais aussi ceux des mines de charbon bitumeux, industrie dont les intérêts sont opposés à ceux de l'anthracite.

M. Mitchell qui n'avait pu obtenir, avant l'arbitrage, la reconnaissance officielle de l'Union par les compagnies, reprit cette prétention devant la Commission d'arbitrage.

Celle-ci l'a éconduit en décidant que la reconnaissance officielle de l'Union n'était pas de sa compétence, et a entendu M. Mitchell, non pas en sa qualité de président de l'Union, mais au titre de « délégué des ouvriers mineurs de l'anthracite ».

La Commission reconnaît toutefois qu'il y aurait avantage pour les mineurs de

l'anthracite, à se constituer en un syndicat distinct, indépendant de l'Union, qui serait leur intermédiaire direct auprès des compagnies.

Les ouvriers ont donc obtenu les 10 p. 0/0 d'augmentation qu'ils demandaient dans leurs revendications, et la journée de travail maxima de 9 heures au lieu de 8 heures. Ils bénéficient d'un accroissement de 1 p. 0/0 pour chaque hausse de 10 p. 0/0 dans le prix du charbon, peuvent choisir des contrôleurs à la pesée et voient s'organiser des conseils d'arbitrage locaux jugeant les conflits nés dans l'intérieur d'une seule mine.

Par contre, l'Union n'obtient pas là une reconnaissance formelle. Les mineurs qui demandaient la modification du mode de payement, seront rétribués selon le mode ancien, mais obtiennent plus de garantie par la création de contrôleurs ouvriers à la pesée.

Malgré certaines réserves faites par les représentants des parties, cette décision a été bien accueillie; les mineurs peuvent se réjouir de ce succès et les patrons constatent que leur résistance a eu raison de certaines réclamations qu'ils jugeaient exagérées. La Commission espère que cette sentence, valable jusqu'en 1906, assurera à l'industrie américaine trois ans de paix et de travail.

Le mouvement syndical ⁽¹⁾. — Le mouvement syndical, aux États-Unis, comme en Angleterre, ne s'est réellement développé qu'après l'introduction du système manufacturier qui, sans le faire naître d'une façon absolue, l'a du moins favorisé, en groupant les ouvriers dans des centres industriels.

Dans les états du Sud, jusqu'à l'abolition de l'esclavage, les ouvriers ne pouvaient songer à s'organiser; il en fut de même dans le Nord tant que l'industrie y resta primitive, la main d'œuvre rare et les terres à bas prix. Pendant toute la période, dite de colonisation, les ouvriers restent isolés; tout au plus trouve-t-on au XVIII^e siècle une union de calfats dans les Massachusets, union qui poursuit du reste surtout un but politique.

Avec le XIX^e siècle, les unions commencent à jouer un rôle dans les affaires industrielles, mais ce rôle ne devient sensible qu'après 1825. Successivement on voit s'organiser les typographes et les charpentiers de navire (1803) de New-York, les charpentiers, les tailleurs (1806), les chapeliers (1819), les calfats (1823).

En 1825, le mouvement syndical s'accroît. Les ouvriers réclament des journées de travail moins longues avec des salaires plus élevés et veulent tenter de la coopération. L'esprit d'association se développe rapidement sous l'influence de Robert Owen qui vient d'arriver en Amérique (1824). Les doctrines socialistes et fouriéristes se répandent; plus de 200 colonies communistes se fondent.

A mesure que se développe le système manufacturier, des unions se constituent un peu partout dans les états du Nord; Boston et New-York deviennent le centre d'une propagande en faveur d'une législation ouvrière. Des journaux ouvriers se créent à New-York (*Working's Man Advocate*, *Daily Sentinel*, *Young America*, 1825).

En 1830, le congrès ouvrier de Syracuse présente un candidat au poste de gouverneur de l'État de New-York; l'année suivante, le parti ouvrier, uni au whigs, fait passer plusieurs de ses candidats au Parlement. La même année, un congrès de délégués discute, à Boston, des questions agricoles, fiscales et coopératives. A Boston et à New-York, les ouvriers tiennent plusieurs réunions corporatives; ils discutent la journée de travail et le droit d'organiser pour défendre leurs intérêts

⁽¹⁾ *Labour organisations in the United States*, par Carol Wright; *Contemporary Review*.

et diminuer la fréquence des grèves. En 1832, pour la première fois, on étudie la possibilité de grouper dans une seule organisation les ouvriers de différentes industries; cette tentative devait être renouvelée plus tard par les chevaliers du travail.

Les patrons de leur côté s'inquiètent de l'importance que prend le mouvement syndical. Le 15 mai 1832, les marchands et armateurs réunis à la Bourse des cafés décident « qu'ils s'opposent à cette entente illégale formée pour contrôler le droit qu'a chaque individu de travailler autant qu'il lui plaît et qui doit les aider à combattre ceux qui les payent généreusement. » 106 patrons s'engagent à « n'employer aucun syndiqué » car, disent-ils, « le travail doit rester libre et ni le patron ni l'ouvrier n'a le droit de se contrôler l'un l'autre ».

« Le pays, dit M. Carroll Wright, a appris depuis que les syndicats ne nuisent pas au développement général. Il a compris que le trade unionisme est une forme de la lutte pour le mieux et ne doit pas être tenu en suspicion; il a vu que, malgré tout, les meilleurs ouvriers s'efforcent d'organiser, en vue des mauvais jours, des secours contre la maladie, le chômage, l'incapacité de travail et la vieillesse. Les tribunaux ont peu à peu reconnu la légitimité des unions; après vingt-cinq ans de luttas, les syndicats ont conquis leur place au soleil. »

On distingue d'ordinaire 3 types principaux d'unions : l'union locale, l'union nationale et l'union internationale.

L'union locale type ne groupe que des ouvriers vivant et travaillant dans une ville ou localité de peu d'étendue; elle traite ses affaires elle-même en assemblées générales. L'union nationale cherche à réunir tous les ouvriers d'une même industrie des États-Unis. L'union internationale groupe les unions locales des États-Unis, du Canada, et parfois aussi du Mexique; les unions locales y sont représentées par des délégués.

Il est difficile aux États-Unis d'établir exactement le nombre des membres des unions, dont aucune loi ne prescrit l'enregistrement. Alors qu'en Grande-Bretagne le dernier rapport officiel fixait à 1,802,518 le total des syndiqués, on évaluait, au 1^{er} juillet 1902 — et pour une population double — à 1,400,000 seulement le nombre des unionistes américains. Si l'on estime à 18 millions environ le nombre des salariés aux États-Unis (hommes, femmes et enfants) on constate que 8 p. 100 à peine d'entre eux sont syndiqués. Il convient de rappeler toutefois que, dans beaucoup d'industries on trouve souvent jusqu'à 90 p. 100 d'ouvriers unionistes.

Deux organisations rivales cherchent à grouper les ouvriers syndiqués : les Chevaliers du travail et la Fédération américaine du travail. La première, qui est la plus ancienne et qui fut autrefois très puissante, a perdu aujourd'hui la plus grande partie de son importance, tandis que la Fédération, qui n'a été définitivement organisée qu'en 1886, a réussi à grouper plus des deux tiers des unions. Les syndicats de chemins de fer restent à l'écart de ces organisations, ainsi que quelques autres unions.

D'après M. Carroll Wright les 1,400,000 unionistes se répartiraient ainsi : Fédération américaine du travail : 850,000 ⁽¹⁾; Chevaliers du travail, 200,000 (contre 1 million il y a quelques années); conducteurs des chemins de fer, 25,000; Union fraternelle, des mécaniciens-chauffeurs, 34,000; Union des chauffeurs, 38,000; Union des employés des trains, 44,000; Unions des charretiers, des aiguilleurs du Nord, des télégraphistes, des ouvriers de la voie (toutes unions importantes pour lesquelles on ne possède pas de chiffres récents) et quelques unions indépendantes environ 150 à 200,000 membres.

⁽¹⁾ D'après le compte rendu du dernier congrès, la fédération comptait, en 1902, 1,070,000 membres.

Le but poursuivi par la plupart des unions est clairement énoncé dans le programme de la Fédération du travail : 8 heures du travail, instruction obligatoire, interdiction du travail aux enfants au-dessous de 14 ans, abolition du travail dans les prisons et du paiement des salaires en marchandises, adoption des lois sur la responsabilité des patrons, etc.

Tandis que les unions représentent les intérêts des diverses professions, les Chevaliers du travail ne font pas de distinction entre les métiers, cherchent à fondre les intérêts individuels ou distincts dans l'intérêt commun et à « assurer aux ouvriers le bénéfice complet des richesses qu'ils produisent en même temps que des loisirs pour leur développement intellectuel, moral et social. » Les Chevaliers du travail ont des tendances socialistes, tandis que la Fédération du travail, dans tous ses congrès, à une exception près, a tenu à affirmer son indépendance à cet égard, malgré les efforts de quelques-uns de ses membres. Le programme des Chevaliers du travail est, d'ailleurs, sur beaucoup de points semblable à celui des Trade Unions ; ils réclament, eux aussi, l'incorporation des associations.

Toutes les associations américaines sont favorables à l'arbitrage facultatif, mais opposées pratiquement au principe de l'obligation.

Les grandes unions ont en général des ressources considérables ; l'Union internationale des cigariers, par exemple, qui compte 34,000 membres, a distribué au cours de ces 21 dernières années, pour plus de 22 millions de francs de secours de toute nature.

De 1880 à 1900, on a enregistré aux États-Unis 22,793 grèves atteignant 117,509 établissements : les ouvriers ont triomphé dans 50.77 p. 100 des cas, échoué dans 36.19 p. 100 et réussi partiellement dans 13.04 p. 100. Les unions ont ordonné 14,457 grèves (soit 63 p. 100 du total) : les ouvriers ont triomphé dans 52.86 p. 100 des grèves ainsi déclarées, échoué dans 33.54 p. 100 et réussi partiellement dans 13.60 p. 100.

Presque tous les tribunaux, actuellement, admettent le droit de grève, disant que si un ouvrier peut quitter son travail, tous ont également le droit d'en faire autant ; ils ne considèrent plus la grève comme un acte illégal, tant qu'elle n'est pas accompagnée de violences.

Actuellement, les chefs du mouvement syndical s'efforcent, de concert avec certains patrons, d'instituer des comités mixtes d'arbitrage et de conciliation pour prévenir ou régler les conflits.

Il est probable que leurs efforts auraient plus de succès encore si les unions se décidaient à se faire enregistrer et à exister réellement aux yeux de la loi. Mais très peu de syndicats veulent bénéficier des avantages que confère l'incorporation : ils redoutent, en effet, de voir leurs biens confisqués dans le cas où quelques-uns de leurs membres viendraient à commettre un acte répréhensible donnant lieu à une action en réparation.

Les grandes associations deviennent de plus en plus conservatrices ; le fait est notable surtout chez celles affiliées à la Fédération du travail. C'est cette fédération qui, par deux fois, a empêché la grève générale que réclamait, en 1894, l'Union américaine des chemins de fer et, en 1901, l'association des ouvriers du fer et de l'acier ; son attitude contribua pour beaucoup à précipiter la solution des deux conflits.

L'Union fraternelle des mécaniciens-chauffeurs, qui est peut-être la plus modérée de toutes les unions, a exercé, elle aussi, une influence pondératrice dans divers conflits importants. Elle bénéficie d'une longue expérience ; elle est une de celles qui ont eu à soutenir les combats les plus rudes.

« Les unions, dit en terminant M. Caroll Wright, acceptent volontiers le travail

mécanique, s'efforcent de résoudre pratiquement les problèmes économiques et ne s'opposent en rien au développement industriel. Quand les grands capitalistes voudront les reconnaître et traiter avec elles, quand ils s'habitueront à conférer avec leurs chefs — comme ils l'ont fait récemment — pour discuter les questions économiques et sociales et pour résoudre les conflits par la conciliation, toute crainte de lutte sera près de disparaître. La méfiance envers les unions a depuis longtemps cessé d'être de mode aux États-Unis.»

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril 1903 ⁽¹⁾. — Le marché du travail n'a montré aucune amélioration en avril par rapport au mois précédent.

4,1 p. 100 de chômeurs dans 226 trade-unions, groupant 554.901 membres contre 4,3 p. 100 en mars 1903 et 3,9 p. 100 en avril 1902.

4, 82 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 492.607 mineurs contre 5,10 en mars 1903 et 4,90 en avril 1902.

327 hauts-fourneaux en marche à la fin d'avril 1903, avec 22.800 ouvriers contre 328 en mars 1903 et 320 en avril 1902.

91 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en avril 1903 et 83 p. 100 dans les tissages, avec 100.000 ouvrières, femmes et filles, contre 94 p. 100 et 82 p. 100 en mars 1903 et 80 p. 100 et 84 p. 100 en avril 1902.

Grèves. — 23 nouvelles grèves en avril 1903 avec 4.715 chômeurs, contre 31 avec 9.784 en mars 1903, et 32, avec 3.635, en avril 1902. Sur 23 grèves, terminées, anciennes et nouvelles, avec 4.704 grévistes : 6 succès, 11 échecs, 6 transactions.

ITALIE.

Règlement du 29 janvier 1903 sur l'organisation de l'Office du travail et du Conseil supérieur du travail ⁽²⁾. — La création d'un Office du travail en Italie a été décidée par la loi du 29 juin 1902 ⁽³⁾, qui prévoyait un règlement pour son exécution. Ce règlement a été élaboré par le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce et approuvé par le décret royal du 29 janvier 1903.

Le règlement détermine d'abord les attributions de l'Office du travail, qui sont sensiblement les mêmes que celles des institutions analogues des autres pays. Il prévoit la publication d'un Bulletin (*Bolletino dell'Ufficio del lavoro*) qui donnera des informations « sur l'état du marché du travail dans le Royaume et à l'étranger, et sur le chômage ; sur les conflits entre patrons et ouvriers ; sur les grèves et sur les cas et formes de conciliation et d'arbitrage, comme aussi sur les conventions

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, mai 1903.

⁽²⁾ *Gazette Ufficiale*, 27 février 1903.

⁽³⁾ Voir le texte de cette loi dans le *Bulletin* d'août 1902, p. 547.

établissant de nouvelles conditions de travail ; sur les changements apportés à l'évaluation des salaires et à la durée du travail ; sur les prix de détail des principales denrées ; sur les organisations industrielles et ouvrières ; sur les offices de placement, sur les questions légales concernant le travail ; sur l'émigration italienne à l'étranger et sur le mouvement de la législation du travail dans le Royaume et en pays étranger (art. 6). Dans des suppléments au *Bulletin*, l'Office du travail rend compte au public des résultats des enquêtes et études spéciales faites sur des sujets d'un intérêt particulier pour le travail (art. 7).»

Les articles suivants se rapportent à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur :

ART. 8. — Le Conseil supérieur du travail est convoqué par le Ministre en session ordinaire une fois l'an, et en session extraordinaire lorsque l'exige la marche régulière des travaux.

La convocation a lieu au moins 15 jours avant la date fixée pour les séances ; on enverra à chaque membre, avec l'avis de convocation, copie de l'ordre du jour et des rapports relatifs aux sujets des délibérations les plus importantes.

L'ordre du jour pour les séances du Conseil est fixé par le Ministre ; mais il peut être proposé au Ministre même, par le Conseil, l'inscription, pour une session ultérieure, de sujets procédant de sa propre initiative.

Le Ministre désigne le rapporteur de chacun des sujets inscrits à l'ordre du jour.

ART. 9. — Le Conseil élit dans son sein trois vice-présidents, choisis : un parmi les industriels et les patrons, un parmi les ouvriers et un parmi les autres membres.

Le Ministre choisit dans le personnel de l'Office du travail, deux secrétaires titulaires et deux secrétaires-adjoints auprès du Conseil.

ART. 10. — Le Conseil supérieur du travail est appelé à examiner les questions relatives aux rapports entre patrons et ouvriers, en exprimant son avis au Ministre et en lui faisant des propositions sur les mesures qu'il conviendrait d'adopter dans les questions examinées ; il étudie aussi et propose au Ministre les mesures à prendre pour améliorer la condition des ouvriers.

Dans ce but, le Conseil propose au Ministre les recherches et travaux à effectuer par l'Office du travail ; et il a la faculté d'interroger et de mander à ses propres séances, — avec l'approbation du Ministre, — des patrons, des ouvriers ou d'autres personnes d'une compétence notoire dans les questions d'ordre social.

ART. 11. — Le Conseil propose les études et les recherches qui, outre celles indiquées à l'article précédent, lui semblent devoir être utilement effectuées par l'Office du travail ; il en examine et discute les résultats et fait au Ministre les propositions convenables.

Il exprime son avis sur les projets de loi et les règlements touchant la législation du travail et sur tous autres sujets que le Ministre soumet à son examen.

ART. 12. — Les délibérations et les avis du Conseil supérieur du travail sont publiés au *Bulletin de l'Office du travail*.

Sont aussi publiés, en substance, dans ce même Bulletin, les procès-verbaux des séances du Conseil.

Le Conseil doit, séparément pour chaque cas, donner au Ministre son avis sur l'opportunité de publier les documents relatifs aux enquêtes qui sont effectuées en suite de ses propositions, par l'Office du travail.

ART. 13. — La Commission permanente du Conseil supérieur du travail élit dans son sein le Président et deux vice-présidents, dont un à choisir parmi les membres ouvriers.

Les secrétaires du Conseil remplissent les mêmes fonctions également auprès de la Commission permanente.

ART. 14. — Le Directeur de l'Office du travail a la faculté d'assister aux réunions de la Commission.

Les membres du Conseil qui ne font pas partie dudit comité, peuvent assister à ses

séances, mais sans pouvoir participer à la discussion ni au vote et sans avoir droit à aucune indemnité.

ART. 15. — La Commission permanente, par l'intermédiaire de l'Office du travail, recueille et coordonne les éléments nécessaires aux études et aux travaux du Conseil, instruit les diverses affaires qu'il y a lieu de soumettre à l'examen de ladite assemblée; donne son avis sur la direction et l'ampleur à donner aux recherches et enquêtes, suit la marche des travaux de l'Office et rend compte au Conseil de leurs résultats; propose au Ministre de soumettre certains sujets d'une nature spéciale aux délibérations du Conseil; exerce toutes autres attributions consultatives et remplit les missions qui viendraient à lui être confiées par le Conseil ou le Ministre.

ART. 16. — Quand le Conseil ou la Commission permanente doivent examiner des questions intéressant d'autres ministres, le Ministre de l'industrie peut les inviter de sa propre initiative ou sur la demande du Conseil ou de la Commission permanente, à se faire représenter par des délégués spéciaux, avec voix consultative, aux réunions de l'une et de l'autre assemblée.

Le Conseil et la Commission permanente sont en état de délibérer légalement lorsque plus de la moitié de leurs membres se trouvent présents.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des présents. Dans le cas où les voix se départagent, celle du président est prépondérante.

ART. 18. — Les Chambres de commerce sont invitées par le Ministre à voter, dans un délai déterminé, chacune pour quatre personnes qui prennent, à la date de l'élection, la qualité de conseiller de Chambre. Chaque Chambre peut élire aussi des personnes désignées déjà comme conseillers par d'autres Chambres.

On tient compte des élections auxquelles a procédé chacune des Chambres, seulement dans le cas où la moitié des membres plus un y ont pris part, en séance plénière et dans les formes établies par les règlements respectifs.

ART. 19. — Dans les huit jours de l'élection, lesdites Chambres doivent en faire parvenir les résultats avec une copie authentique du procès-verbal y relatif, au Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Pour la constitution du Conseil supérieur du travail, les résultats des élections sont dépouillés par le Ministère, et pour les élections ultérieures, par la Commission précitée, nommée par le Conseil supérieur du travail parmi ses membres, en séance plénière.

Sont élus définitivement au Conseil ceux des conseillers de commerce ayant obtenu au moins la moitié, plus un, des suffrages valablement exprimés. Si aucun ne réunit ce chiffre, les Chambres sont invitées à procéder, dans un délai déterminé et avec un nombre quelconque de membres présents, à une élection de ballottage entre les huit personnes qui ont eu le plus de voix.

Les voix obtenues par chaque conseiller de commerce dans chacune des Chambres prises séparément, sont comptées pour une voix.

ART. 20. — Les dispositions de l'article précédent s'appliquent aux élections des quatre délégués des Comices agraires du Royaume près le Conseil supérieur du travail.

ART. 21. — La Fédération italienne des sociétés de secours mutuels, la Ligue nationale des coopératives italiennes et l'Association des banques populaires sont invitées par le Ministre à élire chacune, parmi leurs propres membres effectifs ou parmi les adhérents effectifs aux sociétés qui ressortissent auxdites collectivités, le nombre des membres du Conseil supérieur du travail, qui leur est dévolu par l'article 2 de la loi.

La Fédération, la Ligue et l'Association transmettent au Ministère le résultat de l'élection une fois accomplie, en y joignant le procès-verbal authentique de la séance où elle a eu lieu et en déclarant que les personnes élues possèdent bien la qualité de membres et de sociétaires effectifs aux termes de l'article 13 de la loi; on indiquera, de plus, la société dont elles font partie.

Le Ministre communique au Conseil du travail, dans sa plus prochaine réunion, les documents relatifs aux élections dont traite le présent article.

ART. 22. — Pour le choix des cinq membres du Conseil supérieur du travail à nommer

par décret royal parmi les producteurs et chefs d'exploitations agricoles, industrielles et commerciales, le Ministre invite les associations agricoles, industrielles et commerciales comprises dans les listes faisant l'objet de l'article 7 du décret royal du 18 novembre 1900, n° 399 et de l'article 5 du décret royal du 17 décembre 1896, n° 543, à lui indiquer une association parmi celles qui rentrent dans chacune des trois catégories susdites, laquelle est alors appelée à proposer cinq noms qui sont respectivement ceux de producteurs et de chefs d'exploitations agricoles, industrielles et commerciales; c'est entre ceux-ci que le Ministre choisit les cinq membres à nommer. Cette désignation au choix du Ministre de l'agriculture, par les soins des diverses associations, doit lui être notifiée dans le délai qu'il aura spécifié.

ART. 23. — Le Ministre, après dépouillement des votes transmis par les différentes associations, invite les trois qui lui sont désignées par la majorité des suffrages à proposer, chacune, dans un délai déterminé, les cinq noms dont parle l'article précédent.

En faisant connaître au Ministre les cinq personnes respectivement désignées, chaque association produit l'extrait authentique du procès-verbal, déclare que les personnes proposées possèdent la qualité de sociétaires effectifs et indique les sociétés dont elles font partie.

ART. 24. — Pour les membres du Conseil supérieur du travail à nommer par décret royal, deux parmi les ouvriers et contremaîtres des mines de la Sicile et de la Sardaigne, un parmi les travailleurs des ports et les gens de mer et quatre parmi les paysans et les ouvriers, le Ministre procède aux nominations dont s'agit en choisissant entre les noms qui lui seront proposés par les organisations représentatives des diverses catégories de travailleurs en cause (une liste desdits groupements sera établie et révisée chaque année), d'après les méthodes d'appréciation et selon les règles qu'établira un décret spécial, le Conseil supérieur du travail entendu lors de sa première session.

Cette disposition n'a pas d'effet pour la première constitution du Conseil.

ART. 25. — Les dispositions des articles 22 et 23 s'appliquent aux nominations, par décret royal, de membres du Conseil supérieur du travail, tant pour sa première constitution que pour les renouvellements annuels.

ART. 26. — Pour les réunions du Conseil supérieur du travail, il est alloué aux membres du Conseil et de la Commission permanente, qui ne résident pas à Rome, une indemnité de 15 lires par chaque jour de séance, en outre du remboursement des frais de voyage en première classe.

Quant aux conseillers ouvriers résidant à Rome, on leur rembourse le salaire journalier pour chaque jour de séance du Conseil.

ART. 27. — Pour les séances de la Commission permanente, quand elles se tiennent à des jours où le Conseil ne se réunit point, il est alloué aux membres de la première assemblée, qui ne résident pas à Rome, l'indemnité précitée de 15 lires, en outre du remboursement des frais de voyage en première classe.

Aux conseillers ouvriers résidant à Rome s'applique, également ici, la disposition de l'article précédent.

ART. 28. — Le Conseil supérieur du travail peut élaborer un règlement intérieur pour l'ordre des discussions, la vérification des élections et pour la bonne marche de ses propres travaux et de ceux de la Commission permanente.

PAYS-BAS.

Les salaires et la durée du travail dans les travaux de l'État en 1899⁽¹⁾.

⁽¹⁾ D'après *Overzicht betreffende de loonen en den arbeidsduur bij rijkswerken in 1899*. La présente statistique a été dressée, dans ses grandes lignes, d'après les mêmes principes que celle établie sur le même objet en 1894.

L'enquête de 1899 a porté, pour la première fois, sur les travaux du Ministère de la guerre (direction du Génie); elle comprend, en outre, comme celle de 1894, les travaux ressortissant aux Dé-

— Le tableau ci-dessus donne, pour les principales catégories d'ouvriers, le prix moyen de l'heure de travail en 1894 et en 1899⁽¹⁾.

PROFESSIONS.		PROPORTION p. 100 des indications mensuelles individuelles au-dessus du prix moyen de l'heure pour 1894.		PRIX MOYEN de l'heure en 1899.	
		en 1894.	en 1899.		
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Garçons maçons et démolisseurs.	Communes au-dessus de 20,000				
	habitants.....	0 24	60.24	86.93	0 30
	Communes au-dessous de 20,000				
	habitants.....	0 29	25.69	38.74	0 26
	Ensemble du Royaume.....	0 27	42.46	58.01	0 28
Manœuvres..	Communes au-dessus de 20,000				
	habitants.....	0 29	72.44	20.11	0 25
	Communes au-dessous de 20,000				
	habitants.....	0 25	38.24	67.83	0 27
	Ensemble du Royaume.....	0 26	24.87	52.95	0 27
Terrassiers..	Communes au-dessus de 20,000				
	habitants.....	0 32	47.13	75.71	0 33
	Communes au-dessous de 20,000				
	habitants.....	0 29	48.90	72.48	0 30
	Ensemble du Royaume.....	0 28	49.39	69.44	0 32
Hommes de peine....	Communes au-dessus de 20,000				
	habitants.....	0 32	55.77	34.34	0 32
	Communes au-dessous de 20,000				
	habitants.....	0 27	66.56	89.21	0 24
	Ensemble du Royaume.....	0 30	41.48	38.63	0 32
Peintres. ...	Communes au-dessus de 20,000				
	habitants.....	0 34	40.37	56.19	0 36
	Communes au-dessous de 20,000				
	habitants.....	0 31	52.14	64.73	0 33
	Ensemble du Royaume.....	0 32	36.53	49.84	0 33
Charpentiers	Communes au-dessus de 20,000				
	habitants.....	0 36	34.36	47.87	0 37
	Communes au-dessous de 20,000				
	habitants.....	0 32	35.09	50.15	0 35
	Ensemble du Royaume.....	0 33	45.59	64.30	0 36
Maçons	Communes au-dessus de 20,000				
	habitants.....	0 39	48.73	58.14	0 41
	Communes au-dessous de 20,000				
	habitants.....	0 35	44.26	42.39	0 37
	Ensemble du Royaume.....	0 36	35.65	45.63	0 37

partements de la navigation, du commerce et de l'industrie, de la justice, de l'intérieur et de la marine. De plus, on a fait état de la plupart des renseignements concernant les travaux exécutés à l'entreprise, aux pièces ou à la tâche. On a également tenu compte des cas dans lesquels un salaire minimum a été fixé par le cahier des charges. Enfin, conformément au principe suivi en 1894, on a laissé de côté, sous tous les rapports, les professions pour lesquelles cent indications au moins n'ont pu être fournies. Il est très important de noter que les nombres cités ne correspondent pas au nombre d'ouvriers ayant travaillé, mais à celui des indications mensuelles individuelles relatives au salaire ou à la durée de travail : un ouvrier ayant pu être l'objet de plusieurs indications mensuelles, le total de ces indications est donc très supérieur à celui des ouvriers employés.

⁽¹⁾ Il s'agit uniquement ici, et partout ailleurs, de la main-d'œuvre masculine (hommes et jeunes gens, ces derniers comprenant tous les ouvriers de moins de 23 ans.) Le Bureau central de statistique ne cite que pour mémoire 10 femmes occupées à Urk moyennant 0 fr. 15 et une autre, à Woudrichem ; à raison de 0 fr. 14 l'heure.

Ainsi, on constate de 1894 à 1899, pour les garçons maçons et les démolisseurs, les terrassiers, les peintres et les charpentiers, une augmentation générale dans la proportion des salaires supérieurs au salaire moyen de 1894.

Pour les manœuvres, la proportion des salaires supérieurs au salaire moyen de 1894, dans les communes au-dessus de 20,000 habitants, est plus faible en 1899 qu'en 1894; c'est précisément le contraire pour les communes de moins de 20,000 habitants⁽¹⁾.

Chez les hommes de peine, il y a une dépression dans la proportion des salaires qui dépassent les moyennes de 1894, pour les communes au-dessus de 20,000 âmes et pour l'ensemble du Royaume. Les communes de la seconde catégorie présentent, au contraire, sous ce rapport, une progression sensible.

Pour les maçons, le nombre d'indications de salaires supérieurs aux moyennes de 1894 est plus faible en 1899 qu'en 1894 pour les petites communes, et plus élevé pour les grandes communes ainsi que pour le Royaume entier.

Le tableau suivant permet de se rendre compte de l'influence exercée sur les salaires par la fixation d'un salaire minimum.

PROFESSIONS.	p. 100 des indications mensuelles individuelles supérieures au prix moyen de l'heure en 1899.	PROPORTION	
		Pour les ouvriers travaillant sous le régime du salaire minimum.	Pour les autres ouvriers
Garçons maçons	Communes de plus de 20,000 âmes.....	77.23	25.89
et	Communes de moins de 20,000 âmes.....	44.45	36.43
démolisseurs.	Ensemble du Royaume.....	55.94	25.31
Manœuvres....	Communes de plus de 20,000 âmes.....	100.00	27.37
	Communes de moins de 20,000 âmes.....	80.67	48.24
	Ensemble du Royaume.....	80.50	46.95
Terrassiers....	Communes de plus de 20,000 âmes.....	100.00	65.71
	Communes de moins de 20,000 âmes.....	68.61	36.56
	Ensemble du Royaume.....	55.52	35.36
Hommes de	Communes de plus de 20,000 âmes.....	67.69	26.84
peine.....	Communes de moins de 20,000 âmes.....	98.55	91.04
	Ensemble du Royaume.....	19.69	30.97
Peintres.....	Communes de plus de 20,000 âmes.....	57.14	47.72
	Communes de moins de 20,000 âmes.....	63.34	40.91
	Ensemble du Royaume.....	70.91	48.45
Charpentiers..	Communes de plus de 20,000 âmes.....	73.29	45.67
	Communes de moins de 20,000 âmes.....	43.21	42.67
	Ensemble du Royaume.....	50.86	36.07
Maçons.....	Communes de plus de 20,000 âmes.....	90.83	37.86
	Communes de moins de 20,000 âmes.....	39.56	33.68
	Ensemble du Royaume.....	60.00	42.87

Dès maintenant, et bien que cette mesure soit appliquée dans un nombre relativement faible d'entreprises, c'est un fait acquis que la fixation de ces minima contribue puissamment à maintenir, voire même à élever le taux courant des salaires. 12,450 indications se rapportent à des ouvriers embauchés sous le régime des salaires minima. Or, le salaire réellement payé a été supérieur dans 6,086 cas; égal, dans 5,758, et seulement dans 606, inférieur au minimum fixé.

⁽¹⁾ A noter, toutefois, que le premier de ces deux résultats ne doit pas être considéré comme parfaitement acquis. Le nombre d'indications recueillies au sujet des manœuvres travaillant dans les communes importantes est très restreint; aussi la diminution constatée peut-elle être toute relative.

L'examen du tableau confirme ce fait pour les sept professions envisagées : dans les deux catégories de communes et dans l'ensemble du territoire néerlandais, la progression des salaires pour les garçons-maçons et les démolisseurs, les terrassiers, les peintres, les charpentiers, les manœuvres et les maçons est plus accentuée sur les chantiers placés sous le régime des salaires minima. Pour les hommes de peine seulement, chose extraordinaire, c'est le cas inverse dans l'ensemble du Royaume⁽¹⁾.

Si l'on considère à présent les travaux de dragage, qui, en raison de leur grande importance aux Pays-Bas, occupent de nombreux ouvriers répartis en sept groupes principaux, on arrive, dans le même ordre d'idées, à des constatations analogues au total, malgré des divergences isolées, souvent appréciables.

Dans l'ensemble⁽²⁾, le prix moyen de l'heure, pour les ouvriers employés sans salaire minimum, a augmenté : compris, en 1894, entre 0 fr. 29 et 0 fr. 43, il présente en 1899, comme limites extrêmes : 0 fr. 34 et 0 fr. 50. Il n'y a exception que pour les pontonniers et les hommes de peine, dont le salaire a baissé d'un centime. Quant au salaire journalier moyen, il a été en décroissant pour les ouvriers employés sans salaire minimum, sauf pour une catégorie dont le salaire s'est élevé de 3 fr. 75 à 3 fr. 90. Enfin, la moyenne des salaires hebdomadaires des ouvriers employés sans salaire minimum est en hausse depuis 1894, abstraction faite des pontonniers, des manœuvres et des machinistes.

L'influence favorable de la fixation d'un salaire minimum s'est fait sentir également ici, mais seulement pour les ouvriers travaillant à la journée. Quant aux ouvriers occupés à l'heure ou à la semaine, avec la stipulation d'un salaire minimum, leur salaire a été moins élevé que celui des ouvriers des mêmes catégories pour lesquels un salaire minimum n'avait pas été fixé. Le contraire ne s'est produit que pour les chefs d'équipe et contremaîtres payés à l'heure et les machinistes payés à la semaine.

Il faut remarquer à ce sujet qu'en ce qui concerne les ouvriers occupés à la journée et à la semaine, le salaire réellement versé était dans quelques cas inférieur au minimum fixé. Cette anomalie, suivant les informations recueillies, s'expliquerait par le grand âge (65 ans et plus) de certains ouvriers, qui n'ont pas été admis pour ce motif au bénéfice de la clause du minimum de salaire. Elle provient aussi de ce que des salaires ont été payés en fait à la journée, alors que le minimum avait été établi par semaine. Or, si l'on divise le salaire effectivement versé par les semaines de travail fournies, on trouve maintes fois que le salaire reçu est en réalité inférieur au salaire minimum fixé.

De même qu'il y a un minimum de salaire, il y a également une durée de travail maxima, fixée précisément à 11 heures presque partout. Elle a été, à vrai dire, assez souvent dépassée, soit sans raisons bien définies, pour les entreprises ressortissant au Ministère de la navigation, du commerce et de l'industrie, en vertu du pouvoir discrétionnaire que lui confèrent les cahiers de charges générales, soit pour des motifs d'ordre majeur, nettement indiqués et très acceptables, pour tous les travaux relevant des autres administrations.

En tous cas, les ouvriers ont travaillé rarement plus d'une heure au delà du maximum fixé. On a relevé une seule fois 5 heures supplémentaires dans la même journée, ainsi portée à 16 heures.

⁽¹⁾ Ces salaires plus élevés proviennent aussi de ce que les entrepreneurs se montrent plus exigeants vis-à-vis des ouvriers qu'ils embauchent pour des travaux régis par la clause des salaires minima.

⁽²⁾ Les comparaisons qui suivent sont forcément imparfaites, les nombres d'indications recueillies en 1894 et 1899, pour les divers groupes, variant parfois beaucoup.

En général, toute augmentation dans la durée du travail a été l'objet d'une majoration de salaire. Mais il est arrivé aussi que, sur certains chantiers, les ouvriers n'ont pas touché davantage, le patron s'étant réservé en revanche de ne rien retrancher de leur salaire pour les jours où ils s'absenteraient dans des circonstances extraordinaires, avec sa permission.

Voici maintenant le tableau comparatif du *temps de travail* en 1894 et 1899, pour l'ensemble de cinq catégories professionnelles et pour les travaux de dragage :

NOMBRE D'INDICATIONS AU SUJET D'OUVRIERS AYANT TRAVAILLÉ PAR 24 HEURES.

ANNÉES.	8 HEURES ou moins.	DE 8 à 9 heures.	DE 9 à 10 heures.	DE 10 à 11 heures.	DE 11 à 12 heures.	DE 12 à 13 heures.	DE 13 à 14 heures.	PLUS de 14 heures.	TOTAL des indi- cations.
MANOEUVRES, TERRASSIERS, PEINTRES, CHARPENTIERES ET HOMMES DE PEINE.									
1894.....	2,239	3,388	7,235	13,723	20,518	2,284	402	107	49,896
Proportion p. 100.....	4.49	6.79	14.50	27.50	41.12	4.58	0.81	0.21	100.00
1899.....	4,404	5,668	9,773	35,199	7,267	1,665	142	20	64,138
Proportion p. 100.....	6.87	8.84	15.24	54.88	11.33	2.59	0.22	0.03	100.00
TRAVAUX DE DRAGAGE.									
1894.....	185	397	869	807	2,788	1,059	2,126	2,326	10,557
Proportion p. 100.....	1.76	3.76	8.23	7.64	26.41	10.03	20.14	22.03	100.00
1899.....	238	309	1,217	5,537	490	113	176	307	8,387
Proportion p. 100.....	2.84	3.68	14.52	66.02	5.84	1.35	2.09	3.66	100.00

Les chiffres ci-dessus montrent une diminution générale de la durée du travail.

Si l'on prend par exemple la journée de 11 heures comme terme de comparaison, il apparaît qu'en 1894, pour les cinq catégories professionnelles, 46.72 p. 100 des indications avaient trait à une durée du travail au-dessus de 11 heures par jour, contre 14.17 p. 100 en 1899. Ces proportions, pour les travaux de dragage, sont respectivement de 78.61 et de 12.94 p. 100.

SUISSE.

Les Sociétés coopératives de consommation ⁽¹⁾. — Les sociétés coopératives de consommation suisses sont groupées pour la plupart en une vaste Union dont le siège est à Bâle ; elle a un organe spécial publié en deux langues : le *Coopérateur suisse* (*Schweiz-Konsum-Verein*). A côté de la défense des intérêts généraux des sociétés de consommation, son rôle principal consiste à servir d'intermédiaire aux sociétés affiliées pour l'achat de quelques-uns des principaux articles de leur

⁽¹⁾ D'après une communication du Consul de France à Bâle et *Le Coopérateur suisse*, du 18 avril 1903.

commerce, achat qu'elle réalise dans les meilleures conditions possibles en opérant sur de très grandes quantités.

La Direction de l'Union procède annuellement à une petite enquête, et tous les cinq ans à une enquête très détaillée sur la situation des sociétés adhérentes. On trouvera ci-après les résultats d'ensemble de ces travaux pour la période 1896-1902 :

	SOCIÉTÉS adhé- rentes.	SOCIÉ- TAIRES.	LOCAUX de distribu- tion.	VENTES		FONDS de réserve.
				totales.	par sociétaire.	
				francs.	francs.	francs.
1896.....	65	53,365	279.	21,798,455	408	1,317,711
1897.....	71	64,192	329	25,876,328	403	1,541,134
1898.....	89	76,288	391	30,892,090	405	1,743,765
1899.....	105	83,549	419	32,725,427	392	1,916,284
1900.....	116	88,365	448	33,988,192	385	2,047,789
1901.....	125	96,482	471	35,691,681	369	2,299,977
1902.....	133	102,869	494	38,664,995	375	2,674,019

Si l'on compare les deux années extrêmes, 1896 et 1902, on constate, pour les rubriques ci-dessus, les augmentations suivantes :

Nombre des sociétés	105 p. 100.
——— sociétaires	99 —
——— magasins	77 —
——— ventes totales	77 —
Réserves	103 —

En 6 ans, le nombre des sociétés adhérentes a donc plus que doublé, et il n'en reste plus guère qu'une cinquantaine en dehors de l'Union. Leur affiliation n'est évidemment qu'une affaire de temps et sera encouragée par le vigoureux développement qu'ont acquis, sous l'égide de l'Union, les autres opérations, la plupart, cependant, de fondation récente.

Ce qui est à noter comme une marque de sage et prudente administration, c'est qu'il y a égalité d'accroissement dans le chiffre des ventes et celui des locaux de distribution. On ne s'est pas laissé entraîner à la création de magasins sous le prétexte de provoquer l'augmentation du débit.

Un phénomène assez singulier et difficilement explicable, c'est la diminution du débit moyen par sociétaire. Il était de 408 francs en 1896, il n'est plus que de 375 francs en 1902. Doit-on attribuer ce recul à ce que les classes plus pauvres et consommant moins ou des articles meilleur marché sont venues davantage à la coopération ? Ou tient-il à ce que le prix des quelques articles de très grande consommation a baissé ? C'est ce que les éléments de l'enquête ne permettent pas d'établir. En tout cas, un point acquis et des plus encourageants sous ce rapport, c'est le fort accroissement des réserves des sociétés qui, avec 2,674,019 francs, ont plus que doublé, en six ans. Si on y ajoute les 1,793,543 francs de leur leur capital social, on atteint le chiffre de 4 millions $\frac{1}{2}$ comme capital d'exploitation en 1902. Le montant de leurs ventes pendant la même année ayant été de 38 millions, il en résulte qu'elles retournent neuf fois ce capital dans l'année. Dans ces chiffres d'ensemble, la Société coopérative de Bâle, de beaucoup la plus prospère, figure à elle seule pour 23,347 sociétaires et 11,528,707 francs de vente.

Ces quelques données suffisent à établir que le mouvement coopératif suisse poursuit avec entrain sa marche ascendante.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 28 mars 1903 rendant exécutoire en Algérie la loi du 18 juillet 1903.

Le Président de la République française :

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, d'après les propositions conformes du gouverneur général de l'Algérie; vu la loi du 18 juillet 1901, garantissant leur emploi et leur travail aux réservistes et aux territoriaux appelés à faire leur période d'instruction militaire.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 18 juillet 1901 est rendue exécutoire en Algérie et y sera promulguée à cet effet.

ART. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Allier. — D'après le Conseil des prud'hommes de Moulins aucune modification importante n'est survenue dans la situation générale de l'industrie; le travail est normal dans la plupart des industries, sauf dans l'imprimerie où le chômage a été plus sensible que l'an dernier.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (2° semestre de 1902). — Pas de changement bien notable depuis le semestre précédent dans la minoterie-semoulerie; les raffineries de sucre ont particulièrement souffert pendant les mois de novembre et décembre et continuent à être peu actives. Etat stationnaire dans les industries chimiques, les salines et la savonnerie.

L'outillage à la main se transforme de plus en plus en outillage mécanique dans la corderie; le personnel ouvrier trouve assez facilement du travail et chôme peu; la durée du travail et les salaires sont toujours les mêmes. Les tanneries et corroieries ont une activité normale; deux établissements nouveaux ont été créés, l'un pour le tannage de la peau de chèvres et l'autre pour la corroierie de ces mêmes peaux; les salaires sont toujours à la hausse, tant pour le travail aux pièces que pour le travail à la journée; la durée du travail a été légèrement réduite, mais la production ne s'en est pas ressentie.

La construction mécanique souffre du manque de commandes; néanmoins tous les ateliers ont pu se maintenir durant le semestre, mais en renvoyant une partie de leur personnel. Les fabriques de chaux et ciment et les verreries ont une activité normale; les fabriques de chaux de la Bédoule ont eu, toutefois, à supporter un peu de chômage, mais de peu de durée. Enfin, la situation des industries de la céramique reste sans changement appréciable.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, le travail a été

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, 1901, p. 585.

⁽²⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre de 1903.

beaucoup moins abondant chez les *minotiers* et fabricants de *semoules* de Marseille ; plusieurs usines ont été fermées, mais la durée du travail n'a pas été modifiée.

Pas de changement chez les fabricants de *savon* et les *parfumeurs* de la même ville.

A Arles, chez les *maréchaux-ferrants*, le travail est un peu moins actif, mais il n'y a pas de chômage.

Cantal. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AURILLAC (année 1902). — L'industrie du *parapluie* et de l'*ombrelle* a pris, depuis une vingtaine d'années, une très grande extension et va toujours en progressant. Par suite de créations et de scissions de maisons, le nombre des fabriques a augmenté ; et d'autre part, stimulées par la concurrence, elles n'ont cessé d'apporter à leur fabrication de grands perfectionnements. Cette industrie occupe toute l'année à l'intérieur des fabriques un personnel nombreux d'hommes et d'enfants qui sont payés au mois, et un plus grand nombre d'ouvriers spéciaux, dits *carcassiers*, qui travaillent à façon dans leur ménage.

L'extension croissante des fabriques de *parapluies* a amené la création, aux environs d'Aurillac, d'une usine pour la fabrication des *manches* de *parapluies* et *ombrelles* et une fabrique de *fournitures* de *parapluies* qui a pris un développement rapide.

L'industrie du *bâtiment* traverse une période difficile, les travaux de construction faisant complètement défaut.

Les nouvelles méthodes de fabrication et surtout la nécessité d'un outillage mécanique, ont amené la disparition d'un grand nombre de *tanneries* de la région. Cette industrie s'est aujourd'hui concentrée à Aurillac, où l'on fabrique les cuirs lissés pour *semelles*, la *basane*, les cuirs pour la *bourrellerie*. La situation de ces tanneries est assez prospère.

A Aurillac, l'industrie de l'*ameublement* s'est maintenue dans une bonne moyenne d'activité et, malgré un peu de chômage, la situation du personnel ouvrier est assez bonne.

Charente-Inferieure. — D'après le Conseil des prud'hommes de la Rochelle, la situation industrielle reste sensiblement la même que durant le trimestre dernier. Dans le *bâtiment*, une légère reprise s'est manifestée et les ouvriers travaillant au dehors font actuellement 10 heures par jour.

D'après le Conseil des prud'hommes de Rochefort, la situation générale de l'industrie est assez satisfaisante. Les travaux du *bâtiment* ont repris leur activité à l'approche de la belle saison ; la durée de la journée de travail est de 10 heures et demie ; le taux des salaires est de 4 francs, 4 fr. 50 et 5 francs par jour pour les ouvriers et de 3 francs à 3 fr. 75 pour les journaliers, terrassiers et manœuvres.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, l'industrie du *bâtiment*, à la Rochelle, est aussi active que l'an dernier ; il y a une légère augmentation de la durée du travail, elle atteint actuellement jusqu'à 60 heures par semaine. A Rochefort, dans la même industrie, le travail a été un peu moins abondant, mais grâce aux travaux d'entretien, le chômage a pu être évité.

Doubs. — D'après le Conseil des prud'hommes de Montbéliard, la situation générale de l'industrie est restée assez satisfaisante, sauf dans l'industrie *horlogère* qui se ressent de la crise de l'an dernier. Aucune variation n'est survenue dans la durée du travail et le taux des salaires.

Drôme. — D'après le Conseil des prud'hommes de Romans, l'industrie de la *chaussure* seule laisse à désirer ; on compte environ 20 p. 100 de chômeurs chez les coupeurs et brocheurs. Les autres industries, et en particulier le *bâtiment* et les fabriques de *chapeaux*, sont en pleine activité.

Finistère. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Morlaix, la situation industrielle ne s'est guère améliorée depuis l'an dernier. Dans la *tonnellerie*, qui est la principale industrie de la ville de Morlaix, le travail a diminué sensiblement, mais, depuis près d'un mois, une reprise s'est manifestée.

L'industrie du *bâtiment* est aussi peu animée ; les ouvriers sont disséminés en assez grand nombre dans les *campagnes* où le travail est un peu plus abondant. Dans les autres indus-

tries la situation est normale; les salaires n'ont subi aucune modification, sauf dans le bâtiment, où la reprise de la journée de 11 heures a amené une augmentation de 8 p. 100.

Ille-et-Vilaine. — La situation industrielle, dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Rennes, ne s'est pas améliorée depuis le 4^e trimestre de 1902; la proportion des ouvriers en chômage, dans les principales industries, est de 30 p. 100 et la durée du travail est à peine de 9 heures par jour.

D'après le Conseil des prud'hommes de Fougères, le travail a subi un certain ralentissement, mais il n'y a pas eu de chômage et les salaires sont stationnaires.

Pas de changement notables dans les travaux du bâtiment; depuis la fin mars, la journée de travail a été ramenée à 10 h. 1/2; il n'y a ni abondance de main-d'œuvre ni chômage, la situation du personnel ouvrier est bonne.

Isère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE GRENOBLE (situation au 31 mars 1903). — La situation générale de l'industrie, dans le ressort de la Chambre de commerce de Grenoble, est toujours satisfaisante.

L'extraction des combustibles minéraux a sensiblement augmenté depuis quelques années: elle était de 216,000 tonnes en 1898, de 266,000 tonnes en 1901; les ouvriers employés sont au nombre de 2,000 et leur salaire moyen qui était, en 1898, de 4 fr. 25, s'est élevé, en 1902, à 5 francs pour une durée de travail de 8 heures par jour. La menuiserie se ressent toujours des récoltes déficitaires de 1901 et 1902. Peu d'activité dans l'industrie du cuir en général. Dans la ganterie le nombre des fabricants, qui était de 75 en 1898, est tombé à 66; la production des gants, qui était autrefois de 900,000 douzaines, n'est plus actuellement que de 800,000 douzaines; cette diminution doit être attribuée d'une part à la vogue des gants de fil et, d'autre part, à la concurrence étrangère.

L'industrie de la mégisserie qui compte 11 établissements avec 600 ouvriers, a fait de réels progrès notamment en ce qui concerne le séchage de la peau habillée. Le calorifère ou poêle d'autrefois a été remplacé par un système de chauffage moderne; une forte ventilation assure une aération parfaite qu'on ne pouvait obtenir avec les anciennes cheminées placées sur les anciennes chambres chaudes. Toutefois, la situation de cette industrie est loin d'être satisfaisante et subit le contre-coup de la diminution des affaires de la ganterie. Les salaires ont augmenté notablement.

Les usines de tissage mécanique comptent dans l'Isère 17,000 métiers et occupent 35 à 38,000 ouvriers; les arrêts de fabrication en 1901 et 1902 ont été plus nombreux et plus persistants que précédemment: le tissage de la belle étoffe de soie pure et du façonnage est allé en déclinant au profit des mousselines et autres étoffes légères à bon marché, ce qui a amené la création, dans l'Isère, de moulinsages.

Par contre, la fabrication des chapeaux de paille s'est développée et la lingerie est restée stationnaire. L'industrie des boutons et agrafes qui compte 6 fabriques avec 600 ouvriers, malgré la concurrence étrangère et l'état stagnant des affaires en ganterie, est relativement prospère, par suite de l'utilisation des fermoirs et agrafes dans d'autres industries; les salaires des ouvriers varient de 5 à 7 francs par jour pour les mécaniciens ou outilleurs, de 3 fr. 50 à 4 francs pour les découpeurs ou manœuvres, les vernisseurs, doreurs et niqueurs; de 2 à 3 francs pour les jeunes filles de 16 à 18 ans, de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 pour les femmes. Enfin l'industrie du meuble a une activité normale.

La carrosserie, autrefois si prospère, traverse une période difficile; un établissement fort important a disparu sans que l'on ait constaté une augmentation de travail dans les autres.

La production de la fonte et de l'acier et surtout du fer a subi en 1902 un très notable ralentissement; seule, la taillanderie s'est maintenue. Les industries de transformation des métaux: construction mécanique, chaudronnerie, fonderie, etc. se sont considérablement développées par suite de l'utilisation des forces hydrauliques naturelles de la région. Plusieurs ateliers ont dû s'agrandir et adopter un outillage complet et perfectionné pour satisfaire à toutes les demandes; néanmoins, cette industrie souffre beaucoup de la concurrence étrangère.

L'industrie du bâtiment, un moment très animée par les travaux provoqués par le captage des chutes hydrauliques sur différents cours d'eau et autres grandes entreprises, s'est sensiblement ralentie.

Les tuileries ont ressenti le contre-coup de ce ralentissement; leur production a été réduite de 10 p. 100 depuis 1898.

D'après le Conseil des prud'hommes de La Tour-du-Pin, le travail est moins abondant dans l'industrie des *soieries, tulles et passementeries*; le chômage des ouvriers travaillant à domicile est de 10 jours sur 25.

Marne. — D'après le Conseil des prud'hommes de Reims, la situation industrielle laisse beaucoup à désirer. L'industrie *lainière* est particulièrement atteinte; un établissement important a fermé ses portes; les salaires tendent à la baisse et le chômage est important.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, pas de changement dans la *meunerie* à Châlons-sur-Marne et chez les *brasseurs* de Reims. Dans l'industrie *textile*, travail beaucoup moins actif que l'an dernier. La Société anonyme de filature, tissage et apprêts, occupant 315 ouvriers, 7,700 broches de filature, 1,662 broches à retordre et 384 métiers à tisser, a fermé ses établissements en mars dernier. Le travail est aussi moins abondant dans la *teinturerie* où la durée du travail varie entre 45 et 50 heures par semaine.

Mayenne. — Le travail fait toujours défaut dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Laval; dans l'industrie *cotonnière*, le chômage actuel peut être évalué à 15 p. 100, tant pour le tissage à la main que pour le tissage mécanique.

D'après le Conseil des prud'hommes de Mayenne, la situation industrielle ne s'est guère modifiée depuis le précédent trimestre et reste toujours mauvaise; chômages partiels dans chaque établissement; salaires stationnaires.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ARMENTIÈRES (année 1902). — La *brasserie* a été peu animée au cours de l'année 1902, la température défectueuse de la saison d'été ayant peu activé la consommation. Les *tanneries* souffrent toujours de la concurrence des grandes usines à outillage plus perfectionné. Les *filatures de lin et de jute* se sont trouvées dans des conditions difficiles, mais les filatures de *coton* ont eu une marche normale et une fabrication régulière. Le *tissage de toile* n'a pas été très favorisé : il n'y a pas eu de tissages arrêtés, mais des métiers ont chômé dans un certain nombre d'usines. La fabrication de la toile dite *métisse* s'est développée au préjudice de la toile de lin. L'industrie des *bois* traverse, depuis l'année 1901, une crise qui n'a fait que s'accroître en 1902 par suite de l'arrêt presque complet des travaux de construction; la durée de la journée du travail a été ramenée de 11 heures à 10 h. 1/2 sans modification du taux des salaires. La situation générale de l'industrie *métallurgique* s'est légèrement améliorée à la fin de 1902; la construction des machines agricoles tend à augmenter d'une façon assez sensible. Peu de changement dans la *chaudronnerie*; les travaux de réparation ont donné leur chiffre habituel d'affaires, mais les grandes entreprises ont été rares. Enfin les travaux du *bâtiment*, les *briqueteries*, *tuileries*, *poteries* ont présenté peu d'activité au cours de l'année.

D'après le Conseil des prud'hommes de Valenciennes, l'état général des principales industries est satisfaisant; néanmoins, dans la plupart des établissements métallurgiques, la durée du travail a été légèrement réduite.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Fourmies, la situation est moins bonne qu'au cours du trimestre précédent. Dans la *filature* et le *tissage* on ne compte pas moins de 10 p. 100 de chômeurs; un établissement a cessé de fonctionner. Dans la *verrerie* en bouteilles, la production a diminué des deux tiers; la durée du travail a été réduite de 11 à 8 heures, mais tout le personnel a pu être occupé. La *verrerie* en flaconnage souffre un peu moins. Enfin, les petits ateliers métallurgiques (pièces de petite quincaillerie et outils) ont pu se maintenir dans de bonnes conditions.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Lille, chez les *fileurs* de lin et de chanvre, le travail a été un peu plus abondant; peu d'animation dans la *métallurgie* et en particulier chez les constructeurs de *charpentes*. Situation identique dans l'industrie *lainière* (peignage, filature et tissage) de Fourmies; un établissement de 20 peigneuses et occupant environ 30 ouvriers a été fermé; l'arrêt de certains métiers a occasionné un peu de chômage; la main-d'œuvre est donc très suffisante.

Orne. — D'après le Conseil des prud'hommes de la Ferté-Macé, la situation industrielle reste sans changement; le nombre des établissements n'a pas varié et la durée du travail n'a été réduite que dans un *tissage* où l'on chôme deux jours et où l'on ne fait que 30 heures par semaine.

L'industrie du *bâtiment* a été particulièrement éprouvée; néanmoins il y a eu une légère reprise depuis le mois de mars.

Pas-de-Calais. — D'après les Conseils de prud'hommes de Saint-Omer et de Bapaume, aucune modification sérieuse n'est survenue dans la situation générale de l'industrie. Toutes les usines sont en pleine activité et il n'y a pas de chômage. A Calais, dans les fabriques de *tulles* et *dentelles*, le travail est normal.

Puy-de-Dôme. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation industrielle est sensiblement la même. L'industrie du *caoutchouc* est toujours prospère et occupe environ 2,700 ouvriers. La durée du travail varie entre 9 et 10 heures et le salaire moyen est de 3 à 4 fr. 50 par jour; le nombre des chômeurs dans les différentes industries est à peine de 10 p. 100.

Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLEFRANCHE (2^e semestre de 1902). — Dans l'industrie des *tissus de coton* la production est assez active; le nombre des établissements a augmenté et l'outillage subit une transformation sensible en ce qui concerne l'article confection; les salaires sont stationnaires et la main-d'œuvre est suffisante, sans chômage. Dans la *teinture*, *apprêts*, *blanchiment* et *impression*, l'outillage suit également le progrès de l'industrie, mais la production a une tendance à diminuer. Situation identique dans l'industrie des *cotons filés*.

D'après le conseil des prud'hommes de Tarare, l'état d'activité du travail a peu varié, sauf pour les *plumetis* soie et coton qui ont subi un ralentissement très marqué. La proportion des ouvriers en chômage est de 25 à 30 p. 100 pour les articles *plumetis soie* et *coton*, et de 5 à 10 p. 100 à peine pour les autres industries.

D'après le conseil des prud'hommes de Thizy, une bonne activité règne dans l'industrie *mécanique*, mais le travail à la main est peu abondant; le chômage est de peu d'importance, 1/50^e de l'effectif ouvrier. D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, peu de changement chez les *brasseurs* à Lyon; la transformation de l'outillage se fait progressivement afin d'atteindre les derniers perfectionnements; la situation du personnel est toujours satisfaisante. Chez les *libraires* le travail est beaucoup moins actif que l'an dernier; la durée de la journée de travail est en moyenne de 7 heures. État stationnaire chez les fabricants d'*articles de voyage* et les *emballeurs* où la durée du travail a cependant été légèrement réduite. Dans la *teinturerie* et *dégraissage*, comme tous les ans à pareille époque, il y a une augmentation sensible de la durée du travail; le nombre des *apprêteuses* et *repasseuses* est insuffisant. Dans le *tissage mécanique* il y a surcroît de travail dans la fabrication des articles *mousseline* et l'uni teint en pièce, mais la plupart des métiers traitant la nouveauté, le façonné et l'étoffe de soie pure sont en chômage; deux nouveaux tissages mécaniques, l'un de 50 métiers, l'autre de 30 métiers sont installés et fonctionneront prochainement.

Seine. — D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Paris l'activité est à peu près la même chez les *plaqueurs-ciseleurs* pour sellerie. Travail moins abondant que l'an dernier dans l'industrie du *jute*; dans deux importantes usines la durée du travail a été réduite; les autres maisons se tiennent péniblement à 10 heures par jour. Pas de changements notables chez les fabricants de *casquettes*, les *teinturiers en plumes* et les fabriques de *fleurs* et *plumes artificielles*. La *bijouterie fantaisie* et les fabriques d'*orfèvrerie* continuent à être peu prospères et continuent à souffrir de la concurrence étrangère.

La situation des *doreurs-miroitiers* n'est pas plus satisfaisante; les ouvriers ne font à peine que 40 à 50 heures par semaine. Les *blanchisseurs* de Boulogne-sur-Seine qui se trouvent en pleine période de travail, font à peine 45 heures.

Seine-et-Oise. — Le travail est plutôt moins actif, à Versailles, dans l'industrie du *bâtiment*. Chez les *patrons blanchisseurs* de Sèvres, peu de changement; l'outillage mécanique tend à se substituer à l'outillage à la main; la durée du travail est de 10 heures et demie, conformément à la loi du 30 mars 1900. Chez ceux de Rueil, l'état d'activité du travail est satisfaisant.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PÉRONNE (2^e semestre de 1902). — Dans la *meu-*

nerie, un certain nombre d'usines souffrent de l'arrêt presque complet des moteurs hydrauliques occasionné par la baisse des eaux. Le nombre des établissements n'a pas varié. La situation de la brasserie est sensiblement égale à celle du semestre précédent; la main-d'œuvre reste abondante et les salaires varient toujours entre 3 francs et 5 fr. 50, selon l'habileté de l'ouvrier.

Dans l'industrie des *phosphates*, la production n'a pas dépassé 70 p. 100 de la production normale; le chômage a été sensible; deux établissements occupant de 80 à 100 ouvriers ont cessé de fonctionner. Les *tissages* à la main souffrent beaucoup de la concurrence qui leur est faite par les tissages mécaniques des grands centres; les ouvriers travaillant chez eux, la durée du travail ne dépasse pas 50 heures par semaine, mais il n'y a pas de chômage. L'industrie *métallurgique* est, par contre, plus active et, depuis 2 mois, le chômage qui sévissait a complètement disparu.

Haute-Vienne. — D'après le Conseil de prud'hommes de Limoges, le 1^{er} trimestre de 1903 a été marqué par une reprise générale des affaires, en particulier dans l'industrie *porcelainière* et le *bâtiment*. Le chômage signalé dans la porcelaine au trimestre dernier résultait des inventaires qui se font à la fin et au commencement de l'année.

On ne compte pas moins de 15 p. 100 de chômeurs dans l'imprimerie et 5 p. 100 dans les autres industries.

Yonne. — D'après le Conseil des prud'hommes d'Auxerre, la situation industrielle ne s'est guère modifiée et reste toujours assez satisfaisante; il n'y a pas eu de variation dans la durée du travail et le nombre des établissements; le taux des salaires est toujours de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 de l'heure.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 avril.)

Ain. — A Bourg, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres* et *plâtriers*; de même chez les *potiers*. A Thoiry, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 30 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Divonne-les-Bains; pas de chômeurs chez ceux de Serrières-de-Briord.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les garçons *brasseurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *tisseurs* et *tisseuses*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs chez les ouvrières du *piquage de carton*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs* et *rattacheurs*; pas de changement chez les *mouleurs en fer*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

A Soissons, travail satisfaisant chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon. A Château-Thierry, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chauny, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*; de même chez les *mouleurs*; A Bohéries, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Saint-Michel, travail actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carrossiers*; travail actif chez les *maçons*. A Montluçon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Commentry, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Buxières, pas de chômeurs, chez les *ouvriers agricoles*. A Pouzy-Mézangy, 40 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; moitié de chômeurs chez ceux de Thionne et de Lurcy-Lévy. A Saint-Hilaire, pas de changement chez les *mineurs*. A Doyet, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vichy, 8 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers en *voitures*.

Alpes (Hautes). — A Gap, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; pas de changement chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; pas de changement chez les *serruriers*; pas de changement chez les *horlogers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, pas de changement chez les *jardiniers-horticulteurs*; travail satisfaisant chez les *cuisiniers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Menton, 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Antibes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 18 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; travail actif chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 52 heures, chez les *serruriers*. A Serrières, pas de changement chez les *chapeliers-joueurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, pas de chômeurs, travail actif chez les *ouvriers et ouvrières en tissus*. A Vigne-aux-Bois, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Monthermé; — Laval-Dieu et de Revin. A Neufmanil, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons d'écrous*. A Illy, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures; de même chez ceux de Bourg-Fidèle; pas de chômeurs chez ceux de Château-Regnault. A Haybes, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fumay.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures travail toujours actif chez les *ouvriers en peignes*. A Lavelanet, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*.

Aube. — A Troyes, 2 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ouvriers et ouvrières de la filature*; travail moins actif augmentation du nombre des chômeurs chez les *bonnetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fonte*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *maçons, tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les *ouvriers de la bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, nombreux chômeurs chez les *ouvriers cultivateurs*; travail peu actif chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, chez les *ouvriers de l'habillement*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif chez les *ouvriers en peignes*; pas de changement chez les *ouvriers textiles*. A Ouveillans, 23 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

Aveyron. — A Rodez, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Millau, 20 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; travail peu actif, un quart de chômeurs chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 90 heures, chez ceux de Saint-Affrique.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 8 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *conducteurs-imprimeurs-clicheurs*; travail très peu actif chez les *selliers-bourreliers*; nombreux chômeurs chez les *corroyeurs-chevriers-maroquiniers*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *blanchisseuses*; moitié de chômeurs chez les *calfeutres-perceurs*; pas de chômeurs chez les *démolisieurs de navires*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *modeleurs*; pas de changement chez les *maçons* et chez les *manœuvres et aides-maçons*;

travail assez actif chez les *smilleurs de pavé*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *patrons borieux-remorqueurs*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *sténographes*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Arles, 16 p. 100 chômeurs chez les *peintres*. A Fontvieille, 12 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin. A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*; pêche mauvaise par suite du mauvais temps chez ceux de Martigues,

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; travail actif chez les *mouleurs en métaux*. A Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *lainiers et liniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Honfleur, pas de chômeurs chez les ouvriers *horticulteurs*.

Cantal. — A Aurillac, travail actif chez les garçons *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *galochiers*.

Charente. — A Angoulême, 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*. A Cognac, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*. A Saintes, pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *en bois*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Rochefort, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, travail très satisfaisant, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de changement chez les ouvriers en *produits chimiques*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les garçons *bouchers-charcutiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles crées*; travail un peu plus actif chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*. A Sancergues, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de Graçay.

A Vierzon, pas de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *meuniers de grains*. A Néronde, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; de même chez ceux de Vailly; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Pierre-les-Étieux. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*, pas de changement chez ceux de la Guerche. A Cuffy, 30 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Charenton, Barlieu, Apremont, Mornay-sur-Ailier; travail moins actif chez ceux de Feux; pas de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 15 p. 100 chez ceux de la Guerche; 50 p. 100 chez ceux de la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs chez ceux de Torteron; moitié de chômeurs chez ceux de Grossouvre. A Bessais-le-Fromental, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tuiliers*.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *menuisiers ébénistes*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs-doreurs*. A Beaune, pas de changement chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc,

pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Cîteaux.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *couvreurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*. A Bourgneuf, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Dordogne. — A Périgueux, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Sainte-Suzanne, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers textiles*.

Drôme. — A Valence, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *scieurs sur bois*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*. A Montélimar, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières de l'industrie textile*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine à feu*. A Romans, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *ouvrières en cartonnages*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, pas de changement chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de changements, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*. A Châteaudun, travail plus actif que le mois dernier, dans *l'imprimerie*. A Dreux, travail moins abondant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvrières de la robe*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers du port*. A Morlaix, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*. A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; nombreux chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Bessèges, nombreux chômeurs chez les *mineurs*; travail peu actif chez les *mouleurs noyauteurs*; travail très peu satisfaisant chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers et employés de la mine à Tréséols*. A Sauve, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, travail un peu plus actif chez les *pâtisseries-glaciers*; pas de chômeurs chez les *tonneliers*; de même et 60 heures chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en meubles*; pas de changement chez les *employés aux écritures*.

Gers. — A Auch, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; grève chez les *menuisiers et ébénistes*.

Gironde. — A Bordeaux, 9 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par

semaine, chez les *papetiers, relieurs et cartonniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; 34 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; pas de changement chez les *scieurs de long*; de même chez les *ébénistes et billardiers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Arcachon, pas de chômeurs chez les *chauffeurs et marins*; un quart de chômeurs chez les *charbonniers du port*; un tiers de chômeurs chez les *déménageurs*. A Podensac, pas de chômeurs chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Daignac, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Hérault. — A Montpellier, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, travail peu abondant chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; travail peu actif chez les *tonneliers-foudriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Cette, 25 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; pas de changement chez les *limona-diers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique*. A Béziers, 15 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *bourreliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Sérignan, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; de même chez ceux de Madaison. A Graissessac, travail satisfaisant, 16 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*. A Agde, chômage presque général chez les ouvriers *agricoles*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers du cuir; pas de changement chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *carrossiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, 11 p. 100 de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Lagnelet, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, travail assez satisfaisant chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du bâtiment. A Chinault, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Villedieu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvrières *chemisières*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; de même et 66 heures chez les *mouleurs*. A Châteaurenault, 1 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *ganiers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiments*.

A Vienne, pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Bouvesse-Quirieu, 5 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Rives, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Izeaux, 35 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, travail moins actif chez les *mineurs*. A Bourgoin, 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. A Parmillieu, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; de même chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A Gières, peu de chômeurs chez les *ganiers*.

Jura. — A Dôle, pas de chômeurs chez les *typographes*. Travail actif chez ceux de Salins.

Landes. — A Mont-de-Marsan, 8 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vendôme, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 45 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, chez les *boulangers*; 5 p. 100 chez les *tripiers-boyaudiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *garçons charcutiers*; pas de changement chez les *tisseurs-épingleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs réunis*; 13 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, 2 p. 100 de chômeurs, 91 heures par semaine, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; de même chez les *imprimeurs sur écheveaux*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *tourneurs, enfourneurs et chauffeurs en poterie*; pas de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, pas de chômeurs chez les *passementiers*; de même chez ceux de Terrenoire. A Charlieu, pas de chômeurs chez les ouvriers en *soieries*. A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux de Saint-Rambert. Aux Barques, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A Saint-Chamond, nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy; 6 p. 100 chez ceux de Chambon-Feugerolles. A Rive-de-Giers, travail toujours actif chez les *verriers à vitre*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*. A la Talaudière, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villars.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *passementiers*; de même chez ceux de Saint-Just-Malmont.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 12 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; pas de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-tourneurs*; pas de changement chez les *serruriers*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*. A Saint-Nazaire, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*. A Trignac, 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Chevilly. A Gien, 6 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Tigy, Faverelles. 23 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Auzouer-sur-Trézé.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*. A Souillac, 27 o/o de chômeurs, 68 heures, chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *garçons bouchers et charcutiers*. A Fumel, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Villeneuve-sur-

Lot, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Lavardac, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *hommes de peine*, de même chez les *charpentiers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 45 à 50 heures chez les *coupeurs en chaussures*. A Cholet, travail peu actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saumur, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et décorateurs*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; travail moins actif, chez les *tonneliers-cavistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures; 2 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *bouchonniers*. A Fismes, travail actif chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *gantiers*. A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les employés de *commerce et d'administration*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement*; travail actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins et livreurs*. A Saint-Nicolas, pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey, de Jœuf, de Gobbranches, Bouxières-aux-Chênes et d'Haucourt; pas de changement chez ceux de Bouxières-aux-Dames.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Lérrouville, pas de chômeurs, chez les *carriers, terrassiers et mineurs*.

Morbihan. — A Vannes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les *menuisiers*. A Pontivy, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Hennebont, pas de chômeurs, 56 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Lorient, pas de chômeurs, bonne activité chez les *galochiers*. A Sauzon, chômage général chez les *ferblantiers-bottiers*.

Nièvre. — A Nevers, 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Cercy-la-Tour, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *forestiers-agriculteurs*. A Sichamps, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Billy-sur-Oisy et de La Fermeté; pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois d'Entrains*; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois* de la Chapelle-Saint-André, de Ciez, de Colméry et de Perroy. Chômage presque général chez les *bûcherons* de

Menou; 3/4 de chômeurs chez ceux de Menestreau. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* des Trois-Vèvres, de Nolay, de La Celle-sur-Nièvre et d'Arquian.

Nord. — A Lille, 11 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; pas de changement chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du cuir; 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; pas de chômeurs, 48 heures chez les ouvriers en *métaux*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tisserands*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs chez les *peigneurs réunis*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*, 14 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. A Cambrai, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mouleurs*.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures chez les *tordeurs d'huile*; travail satisfaisant, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*. A Vieux-Condé, 8 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Couslre pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*. A Comines, pas de chômeurs 63 heures, travail satisfaisant chez les *rubaniers*; de même chez les *tullistes* de Caudry. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Avesnes-les-Aubert, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*. A Wignehies, 4 p. 100, chez les ouvriers *textiles*. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Tourcoing, travail assez satisfaisant, 63 heures en moyenne, chez les ouvriers de la *filature de coton*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *trieurs de laine*; peu de chômeurs chez les ouvriers du tissage; pas de changement chez les *tisserands*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers en grosse moquette*. A Onnaing, pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*.

A Gommegnies, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*. A Aniche, pas de chômeurs, travail actif chez les *verriers*. A Fresnes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*; travail satisfaisant chez ceux de Lourches. A Felleries, pas de chômeurs, travail actif chez les *tourneurs sur bois*. A Sin le Noble, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Oise. — A Beauvais, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *menuisiers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, travail normal, chez les *coupeurs en chaussures*. A Tracy-le-Mont, 3 p. 100 de chômeurs, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*. A Crépy, travail assez actif, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jumelliers*. A Creil, pas de changement, chez les *métallurgistes*, pas de changement, chez les ouvriers du *bâtiment* et de l'*industrie*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; travail actif chez les ouvriers en *voitures*, 35 p. 100 de chômeurs, chez les *plâtriers*.

A Flers, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers, pâtisseries et biscuitiers*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement, chez les *métallurgistes*; de même chez les ouvriers du *bâtiment*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 45 heures; chez les *cordonniers*, pas de changement chez les *tonneliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *bois*.

A Ferques, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 16 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

A Thiers, pas de changement chez les *papetiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en ciseaux*; de même chez les *monteurs en coutellerie*; 10 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *émouleurs et polisseurs en ciseaux*. Pas de chômeurs, chez les *mineurs* d'Auzat-sur-Allier.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *travailleurs du livre*; travail actif chez les *tapissiers*.

A Pau, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *serruriers*; travail assez satisfaisant chez les *maçons et tailleurs de pierre*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *marbriers et polisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Claira; nombreux chômeurs chez ceux de Rivesaltes.

Rhin (Haut-). — A Belfort, travail satisfaisant chez les *typo-lithographes et relieurs*; pas de changement chez les *menuisiers, charpentiers et ébénistes*.

Rhône. — A Lyon, pas de changement chez les *jardiniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels restaurants*; chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés photographes*; chez les *tisseurs*, 25 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs chez les *tullistes à la chaîne*; nombreux chômeurs chez les *chapeliers*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; de même chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant chez les *tailleurs d'habits*; travail peu actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *repousseurs sur métaux*; 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *électriciens*. Pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux omnibus*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; pas de changement chez les *employés de commerce* et les *comptables teneurs de livres*.

A Thizy, chez les *tisseurs*, 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine. A Pierre-Bénite, travail plus actif que le mois dernier chez les *tailleurs sur cristaux*. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures et travail peu satisfaisant. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, pas de chômeurs, 84 heures chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur *métaux*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. A Montceau-les-Mines, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*.

Au Creusot, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Tournus, pas de changement chez les *ouvriers en*

sièges. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montchanin.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers en *chaussures*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *galochiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail assez actif chez les *serruriers mécaniciens*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *tissage* et de la *filature*; pas de changement chez les *menuisiers* et *charpentiers*; travail actif chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, pas de changement chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du *x^e*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 78 heures, travail abondant chez les ouvriers en *salaisons*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 4 p. 100 chez les *conducteurs, pointeurs, margeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant chez les *conducteurs-typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-graveurs-lithographes*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; 9 p. 100 de chômeurs, chez les *imprimeurs-lithographes*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *margeurs-lithographes*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-chromistes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 3 p. 100 de chômeurs et travail assez actif; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs-typographes*. 5 p. 100 de chômeurs chez les *correcteurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*.

12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *cordonnerie*; 9 p. 100 de chômeurs, travail peu actif chez les ouvriers du *chevreau glacé*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; 3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *selliers* et *mécaniciennes*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; travail très actif chez les ouvriers en *pelletterie lustrerie*; travail satisfaisant chez les *monteurs en chaussures*; travail toujours actif chez les *gantiers*.

7 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *apprêteurs-décatisseurs*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *passemmentiers à la barre*; travail assez actif chez les *passemmentiers à la main*; 4 p. 100, 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; travail assez actif chez les *casquettiers*; moitié de chômeurs chez les *confectionneuses de cols et cravates*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseuses*; 17 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs* et *garçons de lavoie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs découpeurs*; travail moins actif chez les *menuisiers*; travail moins actif chez les *brossiers pour peinture*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coffretiers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes en photographie*.

Travail très actif chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en cuivre*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des industries *métallurgiques*; 1 p. 100 de chômeurs, 60

heures, chez les *tourneurs robinetiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs conducteurs-mécaniciens*; travail actif chez les *potiers d'étain*; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers du bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*; pas de chômeurs chez les *lanterniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tourneurs-repousseurs*.

16 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *terrassiers et puisatiers-mineurs*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs-modelleurs*; travail plus actif chez les *peintres*; pas de changement chez les *sculpteurs en bâtiment*; nombreux chômeurs chez les *bitumiers-asphalteurs*; pas de changement chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers du meuble*.

2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de l'enseignement privé*; pas de changement chez les *caissières-comptables*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de changement chez les *cochers de grande remise*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce et d'industrie*; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de changement chez les employés des *bureaux de placement autorisés*.

A Boulogne, moitié de chômeurs chez les *terrassiers*. A Ivry, pas de changement, chez les ouvriers en *pompes*. A Levallois, pas de changement chez les *cochers*. A Clamart, pas de changement chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Vitry, pas de chômeurs chez les ouvriers de la terre.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; même situation chez les *chefs d'équipes mécaniciens et employés du port*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce, de bureau et de l'industrie*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, 2 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *pétroliers, huiliers et savonniers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers de navires*; légère reprise chez les *métallurgistes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers du port*. A Arques, pas de chômeurs chez les *menuisiers*.

A Elbeuf, 5 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. A Bolbec, pas de chômeurs chez les *cotonniers*; pas de changement chez ceux de Lillebonne. A Saint-Nicolas-d'Aliermont, 10 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

Seine-et-Marne. — A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers et plâtriers*. A Bécart, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Fontainebleau, nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Montereau, pas de changement chez les *faienciers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *scieurs découpeurs*; pas de changement chez les *serruriers et mécaniciens*; un tiers de chômeurs chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierre*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, travail satisfaisant; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Argenteuil, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonne, pas de changement chez les *chapeliers*. A Méry-sur-Oise, 12 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Chaville, pas de changement chez les *blanchisseurs*. A Corbeil, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et plâtriers*. A Orsay, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Bonnières, pas de changement chez les *raffineurs de pétrole*.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, travail actif chez les *imprimeurs*. A La Rampierre, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même chez

les *lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; travail satisfaisant chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Fréville-Escarbotin, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *cuivre*.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, de même chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*. A Graulhet, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. A Mazamet, travail actif chez les *menuisiers-ébénistes*. A Carmaux, pas de chômeurs, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Castelsarrazin, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*. A la Seyne, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Hyères, pas de changement chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de changement chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*. A Caderousse, pas de chômeurs chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrunes, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux des Épesses et de Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Vienne. — A Poitiers, nombreux chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; de même chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 2 p. 100 de chômeurs, 86 à 92 heures, chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs, 94 à 98 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, chez les *imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *corroyeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *maçons* et chez les *couvreurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; pas de chômeurs chez les ouvriers *talonniers*; travail actif chez les *sabotiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, pas de chômeurs chez les *gantiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*. A Saint-Yrieix, 30 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *feuilleardiens*.

Vosges. — A Epinal, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Saint-Dié, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs* et *filateurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Sens, pas de chômeurs, 50 heures chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *brossiers*; deux tiers de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fontenailles-sur-Andryes, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Courson, de Saint-Martin-des-Champs, de Donnats et de Sommechaie. A Saint-Sauveur, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Ravières, travail actif chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 16 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; 5 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; pas de changement chez les *charrons-forgerons*.

A Mustapha, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*; de même chez les *tailleurs de pierres*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Oran, 26 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les ouvriers *agricoles*.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES
EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL PENDANT LE 1^{er} TRIMESTRE 1903 (1).

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Thionne (Allier)	Bûcherons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	80	10	2	75
Narbonne.....	Cultivateurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	80	0	"	"
Coursan (Aude)	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	35	5	"	"
Ouveillan (Aude)	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Ussy-le-Vesson (Cher).....	Bûcherons.....	47	35	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charenton-du- Cher).....	Id.....	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Saint-Pierre-les- Étioux (Cher)	Id.....	"	"	"	"	15	(1)	5	"	16	(1)	5	"
Fumay (Ar- Jennes)....	Mineurs.....	"	"	"	"	4	4	4	"	"	"	"	"
Id.....	Ardoisiers.....	"	"	"	"	30	(1)	30	"	"	"	"	"
Alais (Gard)..	Mineurs.....	50	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Courmonterral (Hérault)...	Travailleurs de terre....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Villars (Loire).	Mineurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	1	"	"
Messeix (Puy- de-Dôme) ..	Id.....	"	"	"	"	40	30	"	"	"	"	"	"
Pézalla-de-la- Rivière (Py- rén.-Orient.)	Travailleurs de terre ...	"	"	"	"	12	0	"	"	10	0	"	"
Alger.....	Ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	198	59	60	200	"	"	"	"
Oran.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	159	118	32	167
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Moulins.....	Boulangers.....	18	15	8	7	26	26	12	14	24	24	8	16
Vichy.....	Garç. restaur., limonad..	22	3	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne...	Cuisiniers.....	2	5	"	15	2	2	1	7	1	3	"	8
Id.....	Garçons limonadiers.....	"	"	"	"	3	2	1	2	"	"	"	"
Narbonne.....	Cuisiniers.....	5	1	1	2	"	"	"	"	5	1	1	4
Id.....	Garç. limonad., restaur..	2	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Empl. restaur., limonad.	150	147	103	44	358	343	"	58	"	"	"	"
Cannes.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	19	7	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Confiseurs et pâtisseries..	34	9	7	2	38	13	9	4	36	14	10	4
Id.....	Garç. bouch. et charcut..	28	37	14	14	14	17	10	5	15	50	20	14
Id.....	Garçons charcutiers.....	4	0	"	"	8	2	2	"	10	2	3	"
Id.....	Boulangers.....	"	"	"	"	65	8	3	40	"	"	"	"
Aurillac.....	Bouchers et charcutiers..	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Angoulême....	Boulangers.....	13	2	2	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Cognac.....	Id.....	5	2	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Rochefort.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	4	57
Bourges.....	Id.....	"	"	"	"	18	8	3	5	"	"	"	"
Montélimar...	Id.....	5	1	2	5	6	2	4	7	6	2	2	2
Nîmes.....	Confiseurs et pâtisseries..	10	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Boulangers.....	22	20	20	14	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries-glaciers.....	25	10	12	5	15	6	6	8	12	6	6	4
Bordeaux.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	14	55	(1)	(1)	13	48	40	(1)	10	18
Id.....	Pâtisseries-glaciers.....	35	4	4	7	22	6	6	4	25	12	10	15
Id.....	Bouchers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	1

(1) Chiffres non indiqués

(1) Chiffre non indiqué.

(1) La statistique des placements effectués par les bureaux municipaux, les bourses de travail, les syndicats patronaux, les sociétés de secours mutuels et les sociétés diverses, sera publiée dans le Bulletin de juin.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure ou extra.				à demeure ou extra.				à demeure ou extra.	
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Montpellier...	Boulangers	3	1	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Id.	Cuisiniers	"	"	"	"	15	(1)	3	20	18	3	2	40
Tours.	Boulangers.	4	5	5	15	"	"	"	"	14	10	10	"
Saint-Etienne.	Boulangers.	"	"	"	"	"	"	"	"	12	14	4	5
Saint-Nazaire.	Boulangers.	"	"	"	"	12	4	4	14	"	"	"	"
Agen	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Villeneuve-s-Lot	Id.	5	0	"	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.	Cuisiniers	"	"	"	"	30	6	5	8	"	"	"	"
Lille.	Id.	(1)	(1)	4	79	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Pâtisseries	30	15	12	3	"	"	"	"	40	20	20	"
Id.	Confiseurs et chocolatiers.	17	15	11	4	4	6	4	"	14	0	"	"
Id.	Garçons limonadiers	"	"	"	"	(1)	(1)	2	30	180	(1)	"	3
Dunkerque.	Boulangers.	"	"	"	"	8	4	4	"	"	"	"	"
Fourmies.	Id.	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Clerm ^t -Ferrand	Garç. limonad., restaur.	"	"	"	"	(1)	(1)	5	25	"	"	"	"
Id.	Cuisiniers	"	"	"	"	"	"	"	"	5	3	1	7
Bayonne.	Boulangers	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	2	1
Perpignan.	Cuisiniers	1	1	"	6	2	1	"	5	2	2	1	3
Id.	Pâtisseries-confiseurs.	3	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Boulangers.	"	"	"	"	"	"	"	"	12	(1)	2	1
Lyon.	Cuisiniers	25	20	6	12	(1)	(1)	2	6	"	"	"	"
Id.	Confiseurs, pâtisseries	10	2	"	"	"	"	"	"	5	2	"	"
Id.	Chocolatiers et similaires.	"	"	"	"	1	1	"	1	"	"	"	"
Id.	Employés de cafés, rest.	"	"	"	"	21	(1)	35	150	"	"	"	"
Id.	Employés d'hôtels.	"	"	"	"	30	(1)	15	150	"	"	"	"
Paris.	Boulangers du x ^e .	(1)	(1)	59	22	(1)	(1)	65	17	(1)	(1)	68	15
Id.	Cuisiniers	(1)	(1)	25	168	(1)	(1)	18	68	(1)	(1)	24	77
Id.	Pâtisseries	50	20	4	16	80	56	3	21	84	40	10	30
Id.	Confiseur (J.-J.-Rousseau)	22	0	"	"	24	0	"	"	26	2	(1)	"
Id.	Ouvriers en salaisons.	22	6	4	2	21	0	"	"	"	"	"	"
Id.	Empl. d'hôtels et assim.	22	11	7	31	26	9	3	47	"	"	"	"
Id.	Limonadiers, restaurat.	(1)	(1)	18	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Garçons de cuisine.	"	"	"	"	80	72	40	281	"	"	"	"
Id.	Biscuitiers, pain d'épices	"	"	"	"	14	6	"	41	12	4	"	23
Albi.	Boulangers	6	2	"	10	"	"	"	"	2	0	"	2
Toulon.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	24	7	8	23
Limoges.	Cuisiniers	6	2	1	31	(1)	(1)	2	34	4	3	3	38
Id.	Boulangers.	"	"	"	"	"	"	"	"	6	5	(1)	"
Alger.	Limonadiers.	(1)	(1)	3	33	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.	Employés limonadiers.	"	"	"	"	17	4	4	25	32	(1)	3	18
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Laon.	Typographes	"	"	"	"	3	(1)	1	"	"	"	"	"
Soissons.	Id.	"	3	3	"	(1)	2	1	"	1	0	"	"
Saint-Quentin.	Id.	"	"	"	"	1	"	1	"	1	0	"	"
Moulins.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	1	"
Marseille.	Conducteurs, imprimeurs et clicheurs	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Id.	Imprimeurs-lithographes.	"	"	"	"	7	4	3	"	"	"	"	"
Aurillac.	Typographes	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
La Rochelle.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	"	1
Rochefort.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	"	"
Tulle.	Id.	"	"	"	"	3	0	"	"	2	0	"	"
Dinan (Côtes- du-Nord).	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Guéret.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"
Montbéliard.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	1	"
Quimper.	Id.	1	0	"	1	1	0	"	"	1	0	"	"
Brest.	Id.	1	"	"	"	1	0	"	"	2	0	"	"
Toulouse.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				démeure à	en extra.			démeure à	en extra.			démeure à	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)													
Bordeaux.....	Papetiers, relieurs, et cartonniers.....	7	1	1	"	"	"	"	"	4	4	4	"
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	24	4	"	4	40	15	"	15
Id.....	Dessinateurs-chromistes..	"	"	"	"	(1)	3	1	"	"	"	"	"
Id.....	Imprimeurs-conducteurs..	"	"	"	"	2	(1)	"	3	"	"	"	"
Rennes.....	Id.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Tours.....	Typographes.....	10	8	3	7	5	4	4	"	"	"	"	"
Voiron (Isère).	Papet., relieurs, réglers.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	4	"
Dôle.....	Typographes.....	5	0	"	"	3	3	"	3	"	"	"	"
Saint-Etienne..	Id.....	1	0	1	"	4	2	"	2	"	"	"	"
Saint-Nazaire..	Id.....	2	1	"	1	"	"	"	"	1	0	"	"
Pithiviers.....	Id.....	(1)	(1)	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Id.....	(1)	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Châlons-s-Marne	Id.....	3	0	"	"	2	"	"	1	2	0	"	"
Reims.....	Id.....	2	0	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Épernay.....	Lithographes, papetiers.	"	"	"	"	2	0	"	"	(1)	2	"	2
Lorient.....	Id.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	"	"	"	"	2	2	"	"	10	0	"	"
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Valenciennes..	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Beauvais.....	Id.....	"	1	1	"	2	0	"	"	3	0	"	"
Alençon.....	Id.....	"	"	"	"	3	(1)	"	5	3	(1)	"	3
Bayonne.....	Id.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Imprim., cond.-typograp.	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pointeurs et margeurs...	"	"	"	"	"	"	"	"	3	(1)	"	1
Paris.....	Typographie parisienne..	300	100	"	100	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Conducteurs-typographes (rue J.-J.-Rousseau).	20	17	5	12	"	"	"	"	32	18	6	12
Id.....	Margeurs lithographes...	70	30	5	25	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Correcteurs.....	8	0	"	2	"	"	"	"	6	1	"	24
Id.....	Fondeurs typographes...	2	0	"	"	4	(1)	4	"	"	"	"	"
Id.....	Graineurs-lithographes..	12	0	2	4	(1)	8	2	6	"	"	"	"
Id.....	Union lithogr. (B. du T.)	48	25	20	5	39	29	20	9	38	20	15	5
Id.....	Imprim. typog. (B. du T.)	(1)	(1)	"	48	(1)	(1)	"	48	(1)	(1)	"	49
Id.....	Séréotypeurs-galvanopl.	4	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chromistes-similistes de la photogravure.....	2	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Opérateurs et bitumiers de la photogravure ..	3	"	1	"	2	0	"	"	2	(1)	"	1
Id.....	Dorure sur cuirs, papiers.	7	2	2	"	7	0	"	"	8	6	"	4
Id.....	Dessinateurs chromistes.	24	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs lithographes	"	"	"	"	18	27	2	14	17	18	"	10
Id.....	Impr. de journaux réunis.	"	"	"	"	"	"	"	"	21	(1)	7	37
Id.....	Typog. (r Petits-Carreaux)	"	"	"	"	"	"	"	"	27	19	9	"
Le Havre.....	Typographes.....	"	"	"	"	3	(1)	"	2	"	"	"	"
Rouen.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Versailles.....	Id.....	10	6	"	6	10	8	"	8	4	0	"	"
Thouars (Deux- Sèvres).....	Imprimeurs.....	1	0	"	"	(1)	2	2	"	(1)	1	"	1
Amiens.....	Typographes.....	"	"	"	"	11	6	3	6	3	1	1	"
Toulon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	0	"	"
Avignon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
La Roche-s-Yon	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Fontenay-le-C ^{le} (Vendée)....	Id.....	"	"	"	"	2	1	"	1	"	"	"	"
Limoges.....	Imprimeurs lithographes.	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	"
Auxerre.....	Id.....	1	2	1	"	1	1	1	"	1	1	1	"
Alger.....	Id.....	16	6	6	"	12	4	2	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
CUIRS ET PEAUX.													
Nice.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	7	2	3	"	"	"	"	"
Saint-Affrique.....	Gantiers.....	"	"	"	"	8	0	"	"	"	"	"	"
Millau.....	Palissonneurs, mégissiers	"	"	"	"	"	"	"	"	8	0	"	"
Marseille.....	Selliers, bourrelliers.....	"	"	"	"	12	0	"	"	"	"	"	"
Dijon.....	Chaussures.....	"	"	"	"	2	3	2	"	"	"	"	"
Romans.....	Coupeurs, cambreurs, bro- cheurs en chaussures..	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Bordeaux.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	9	(1)	3	"
Béziers.....	Bourrelliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	2	2	"
Grenoble.....	Gantiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	325	0	"	"
Saint-Etienne.....	Selliers-bourrelliers.....	"	"	"	"	(1)	4	"	4	"	"	"	"
Nantes.....	Tanneurs, corroyeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	13	2	2	"
Souillac (Lot).....	Tanneurs et corroyeurs..	7	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bagnères - de- Bigorre.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	76	51	51	"
Paris.....	Pelletiers, lustreurs, four.	20	18	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers du chevreau glacé	10	0	"	"	18	11	11	"	15	10	10	"
Id.....	Selliers harnacheurs.....	1	0	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Id.....	Ouv. de la conporie de poils	(1)	(1)	15	"	(1)	(1)	9	"	(1)	(1)	16	"
Id.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	37	(1)	"
Limoges.....	Corroyeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.													
Saint-Quentin.....	Tallistes en guiqure.....	12	0	"	"	12	0	"	"	"	"	"	"
Troyes.....	Ouv. de la bonneterie (cor- poration).....	"	1	1	"	1	0	"	"	2	0	"	"
Id.....	Ouv. et ouvrier. de t. prof. se rattachant à la filature	"	"	"	"	3	0	3	"	"	"	"	"
Carcassonne.....	Ouv. de l'habillement...	"	"	"	"	(1)	(1)	7	"	(1)	(1)	4	"
Angoulême.....	Tailleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	1	1	"
Bourges.....	Tailleurs d'habita.....	8	1	"	"	"	"	"	"	3	1	1	"
Saint - Amand (Cher).....	Laveurs et nettoyeurs...	"	"	"	"	"	"	"	"	67	40	(1)	"
Saint-Brieuc.....	Ouvr. du vêtement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	25	(1)	"
Montpellier.....	Tailleurs d'habits.....	2	0	"	"	4	4	"	4	10	10	"	10
Sauve (Gard).....	Ouv. en bonneterie.....	5	0	"	"	5	0	"	"	3	0	"	"
Bordeaux.....	Coupeurs-tailleurs.....	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Etienne.....	Tailleurs réunis.....	10	4	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Oavr. textiles (Union).....	"	3	2	"	"	"	9	"	"	"	"	"
Saumur.....	Tailleurs.....	"	"	"	"	7	7	7	"	"	"	"	"
Nancy.....	Ouvriers d'habillement...	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Tailleurs d'habits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	(1)	15	"
Lille.....	Coupeurs en confections.	3	"	3	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Villers-en-Cau- chies (Nord).....	Tisserands.....	45	0	"	"	50	0	"	"	40	0	"	"
Caudry (Nord).....	Tallistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	(1)	2	"
Boulogne-s-Mer.....	Tailleurs.....	"	"	"	"	4	7	8	21	(1)	(1)	4	10
Lyon.....	Tisseurs (art. meuble).....	(1)	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs-tailleurs.....	5	0	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Héricourt (Hau- te-Saône).....	Ouvriers textiles.....	"	"	"	"	3	"	1	"	"	"	"	"
Paris.....	Teinturiers dégraisseurs.....	90	56	40	15	90	65	45	12	150	120	100	20
Id.....	Passementiers à la barre.	25	6	"	"	20	8	2	6	15	4	"	4
Id.....	Façonniers, passementiers à la barre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	8	1	2
Id.....	Passementiers à la main.	4	2	2	"	6	2	2	"	5	0	"	"
Id.....	Casqueurs.....	50	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT. (Suite.)													
Paris.....	Ouvriers en chapeaux mé- caniques.....	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en chapeaux mécaniques.....	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en confection, cols, cravates.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	5	"	5
Id.....	Coup ^{rs} en cols de cravates	(1)	9	"	3	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.....	Ouvriers de la bretelle...	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	"	2
Id.....	Coupeurs, chemisiers.....	18	15	12	3	17	15	12	3	11	10	8	2
Id.....	Couturières et assomées.	60	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tailleurs et couturiers (B. du T.).....	153	17	9	5	"	"	"	"	32	15	14	"
Id.....	Coupeurs, taill ^{rs} (J.-J.-R.)	10	4	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fleuristes, fleuragistes.....	9	14	7	2	"	"	"	"	100	4	4	"
Id.....	Blanchisseuses.....	40	30	6	10	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons de lavoirs (Union)	4	1	5	"	6	2	5	3	15	4	12	2
Id.....	Couleurs et garçons de lavoirs.....	12	10	7	3	18	12	8	4	14	11	9	2
Remiremont..	Ouvriers textiles.....	"	"	"	"	"	"	"	"	12	6	6	"
BOIS.													
Bourg.....	Charpentiers, couvreurs.	15	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ozonnx (Ain).....	Ouvriers en peignes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	1	"
Saint-Quentin.....	Menuisiers en bâtiment.....	"	"	"	"	6	0	"	"	"	"	"	"
Carcassonne.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	7	(1)	7	"	"	"	"	"
Marseille.....	Menuisiers.....	60	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aurillac.....	Golochiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Angoulême.....	Menuisiers.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saintes.....	Tonneliers.....	8	0	"	"	6	0	"	"	"	"	"	"
Bourges.....	Ouvriers en voiture.....	15	0	"	"	"	"	"	"	15	0	"	"
Tulle.....	Menuisiers et ébénistes.....	15	(1)	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Brieuc.....	Menuisiers et charpentiers	"	"	"	"	10	(1)	6	"	"	"	"	"
Valence.....	Scieurs sur bois.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	4	"	"
Toulouse.....	Ouvriers en meubles.....	8	1	1	"	7	2	"	2	6	1	"	"
Id.....	Monteurs en galoches.....	4	0	"	"	"	"	"	"	4	4	4	"
Id.....	Sabotiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"
Auch.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	48	0	"	"
Bordeaux.....	Charpentiers haute futaie	"	"	"	"	"	"	"	"	35	6	6	"
Id.....	Tapissiers-décorateurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	2	"	"
Cette.....	Menuisiers, ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	7	"	"
Rennes.....	Charpentiers et scieurs de long.....	15	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours.....	Galochiers, sabotiers.....	"	"	"	"	(1)	10	6	"	"	"	"	"
Bourgoin (Isère).....	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Saumur.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	6	6	"
Cholet.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Lille.....	Tapissiers.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	3	2	"	"	"	"	"	"
Firminy (L ^{re}).....	Menuisiers.....	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourg-d'Argen- tal (Loire).....	Tourneurs sur bois.....	1	0	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Marmande.....	Menuisiers, ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	1
Cholet.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	10	2	"	2	"	"	"	"
Cherbourg.....	Ébénistes, menuisiers.....	20	(1)	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Charpentiers et menuis ^{rs}	7	2	1	1	6	1	1	"	6	2	2	"
Dunkerque.....	Charpentiers de navires.....	"	"	"	"	10	0	"	"	3	0	"	"
Armentières.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	12	"
La Croix-Saint- Ouen (Oise).....	Layetiers.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
BOIS. (Suite.)													
Clermont - Fer-	Charpentiers.....	4	6	4	"	17	2	2	8	7	11	4	3
rand.....	Ebénistes.....	6	(1)	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Tapissiers.....	1	1	1	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	0	"	"
Perpignan.....	Charpentiers.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Ménuisiers en sièges.....	2	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	43	6	"	6
Le Mans.....	Charpentiers.....	4	(1)	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Châlons-sur-M.	Sabotiers similaires.....	2	9	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Sciurs, découpeurs, mou-												
Id.....	luriers.....	38	14	6	11	39	16	12	16	51	13	5	12
Id.....	Monteurs en sièges cuir.	7	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Doreurs sur bois.....	30	(1)	"	20	20	(1)	"	18	30	(1)	10	"
Id.....	Ouv. de la marqueterie.....	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Layetiers-emballeurs.....	24	4	2	2	11	1	"	1	7	4	3	8
Id.....	Ménuisiers (R. Pernetty).....	"	"	"	"	38	6	8	10	38	7	2	15
Id.....	Emballeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	0	"	"
Le Havre.....	Charpentiers.....	60	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	8	"	"
Amiens.....	Tapissiers.....	1	1	"	1	2	1	"	1	2	0	"	"
Limoges.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	10	(1)	7	"	"	"	"	"
Id.....	Ebénistes.....	"	"	"	"	4	4	"	4	"	"	"	"
MÉTAUX.													
Saint-Quentin	Chauffeurs-conducteurs..	1	(1)	1	"	1	1	1	"	1	1	1	"
Nice.....	Electriciens-mécaniciens.	14	0	"	"	19	0	"	"	"	"	"	"
Vrigne-aux-Bois	Mouleurs.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
(Ardennes).....	Chauffeurs - conducteurs												
Marseille.....	d'automobiles.....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Serruriers.....	45	6	6	8	22	3	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ajusteurs-mécaniciens.....	5	1	2	2	3	1	2	"	11	0	"	"
Id.....	Mécaniciens-chauffeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	4	"	2
Caen.....	Mouleurs sur métaux.....	2	0	"	"	5	0	"	"	2	0	"	"
Id.....	Mécaniciens.....	10	0	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Saintes.....	Métallurgistes.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alais.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	1	(1)	"
Bordeaux.....	Serruriers.....	5	0	"	"	15	2	"	13	"	"	"	"
Id.....	Forgerons en mécanique.	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bijoutiers.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Ajusteurs, tourneurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	3	"
Saint-Nazaire.	Mouleurs.....	12	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Métallurgistes.....	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
S'-Dizier (H ^{te}	Métallurgistes.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marne).....													
Sauxon (Mor-	Ferblantiers-boitiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	7	0	"	"
bihan).....	Mécaniciens.....	10	(1)	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	150	(1)	4	"
Id.....	Chaudronniers (L'Avenir)	"	"	"	"	18	0	"	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	21	0	"	"
Id.....	Métallurgistes.....	25	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Maubeuge.....	Emouleurs en ciseaux.....	19	0	"	"	22	0	"	"	18	0	"	"
Id.....	Mécaniciens-Etampeurs.	"	"	"	"	5	1	"	1	"	"	"	"
Clermont-Ferr ^d	Métallurgistes.....	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Pau.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	"	"	"	4	2	"	1	"	"	"	"
Id.....	Serruriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	2	0	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMA. DES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				domicile	en extra.			domicile	en extra.			domicile	en extra.
MÉTALX. (Suite.)													
Lyon.....	Chauffeurs, mécaniciens.	4	2	2	0	7	0	0	0	0	0	0	0
Le Mans.....	Serruriers.....	0	0	0	0	0	0	0	0	6	14	6	0
Arvillard (Sa- voie).....	Forgerons.....	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Paris.....	Ouvriers en limes.....	0	0	0	0	16	34	16	0	0	0	0	0
Id.....	Charrons (Compagnons du devoir.....	0	0	0	0	47	49	9	38	54	57	19	35
Id.....	Serruriers en bâtiments.	87	20	0	42	92	15	0	60	95	20	0	65
Id.....	Chefs de services des in- dustries métallurgiques	3	3	1	0	0	0	0	0	5	8	2	0
Id.....	Lanterniers pour voitures	6	1	1/4	2	5	2	2	0	1	1	0	0
Id.....	Potiers d'étain.....	13	2	1	0	11	3	4	2	2	2	0	0
Id.....	Tôliers.....	20	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Id.....	Chaudronniers en cuivre.	51	4	19	0	0	0	0	0	31	2	8	0
Id.....	Graveurs et ciseleurs.....	0	0	0	0	12	3	3	0	0	0	0	0
Id.....	Ouvriers du bronze imi- tation.....	21	10	9	1	30	26	22	4	31	22	15	7
Id.....	Bronzeurs et galvaniseurs	0	0	0	0	39	2	0	2	0	0	0	0
Id.....	Ouvriers de l'orfèvrerie	30	2	1	0	32	0	0	0	30	(1)	0	14
Id.....	Ouvriers de la bijouterie dorée.....	0	0	0	0	80	10	40	0	0	0	0	0
Id.....	Lapidaire sur pierres fines.....	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	52	19	22	0	70	18	21	0	77	14	27	0
Id.....	Mouleurs en cuivre.....	0	0	0	0	28	8	3	5	35	3	9	1
Id.....	Contremaîtres des indus- tries métallurgiques..	0	0	0	0	1	3	1	2	0	0	0	0
Id.....	Chauffeurs, mécaniciens, automobilistes.....	0	0	0	0	0	0	0	0	47	15	18	9
Id.....	Tourneurs-repousseurs.....	0	0	0	0	0	0	0	0	5	1	0	0
Id.....	Tourneurs-robinetiers...	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0
Levallois-Perret	Maréchaux.....	14	(1)	4	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Rouen.....	Chaudronniers.....	0	0	0	0	20	0	0	0	35	0	0	0
Versailles.....	Maréchaux-ferrants.....	0	0	0	0	16	9	0	9	0	0	0	0
Poissy (Seine- et-Oise)....	Mouleurs sur métaux....	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0	0	0
Amiens.....	Serruriers en bâtiments.	4	6	0	0	5	0	0	2	0	0	0	0
Id.....	Mouleurs en fer.....	0	0	0	0	0	0	0	0	30	0	0	0
Castres.....	Mouleurs en fer.....	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Limoges.....	Mécaniciens.....	5	4	0	4	5	0	0	0	0	0	0	0
BÂTIMENT.													
Bourg.....	Maçons.....	50	1	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0
Id.....	Plâtriers, peintres....	0	0	0	0	0	0	0	0	(1)	4	0	4
S'- Quentin...	Peintres en bâtiment...	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Carcassonne...	Maçons, tailleurs de pier- res.....	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Narbonne.....	Peintres en bâtiment...	0	0	0	0	12	3	3	0	0	0	0	0
Marseille.....	Maçons limousinants...	31	14	0	14	24	15	0	15	15	33	0	15
Id.....	Mancueurs et maçons...	60	20	15	0	60	15	12	3	70	0	0	0
Id.....	Cimentiers et gâcheurs...	2	2	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Id.....	Taillleurs de pierres ten- dres.....	0	0	0	0	30	0	0	0	0	0	0	0
Id.....	Mineurs, terrassiers....	0	0	0	0	0	0	0	0	90	20	20	0
Arles.....	Maçons, tailleurs de pier- res, etc.....	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0
Angoulême...	Taillleurs de pierre et ma- çons.....	50	0	0	0	0	0	0	0	40	0	0	0

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demande	et offre.			demande	et offre.			demande	et offre.
BÂTIMENT. (Suite.)													
Rochefort.....	Taillleurs de pierre.....	11	11	11	11	2	7	7	11	11	11	11	11
Brive.....	Couvreur, zingueur.....	11	11	11	11	11	11	11	11	2	0	11	11
Dijon.....	Peintres en bâtiment.....	18	(1)	11	1	11	11	11	11	11	11	11	11
Saint-Brieuc.....	Couvreur.....	2	0	11	11	2	0	11	11	1	0	11	11
Montclimmar.....	Maçons.....	11	11	11	11	5	0	11	11	11	11	11	11
Chartres.....	Ouvriers du bâtiment.....	10	0	11	11	0	11	11	11	10	0	11	11
Bordeaux.....	Taillleurs de pierre et maçons.....	11	11	11	11	63	7	11	7	27	12	(1)	11
Id.....	Marbriers.....	11	11	11	11	8	0	11	11	11	11	11	11
Id.....	Couvreur.....	11	11	11	11	5	0	11	3	11	11	11	11
Cette.....	Plâtriers, maçons tailleurs	75	0	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Rennes.....	Plâtriers.....	11	11	11	(1)	2	2	11	11	11	11	11	11
Grenoble.....	Peintres en bâtiment.....	11	11	11	11	2	1	11	47	2	7	11	11
Nantes.....	Plâtriers.....	11	11	11	11	2	2	2	2	2	11	11	11
Orléans.....	Couvreur.....	11	11	11	11	2	1	2	2	2	1	2	2
Cahors.....	Peintres.....	11	11	11	11	11	11	11	11	3	0	11	11
Agen.....	Peintres et colleurs de papier.....	15	0	11	11	5	0	11	11	11	11	11	11
Angers.....	Peintres en bâtiment.....	11	11	11	11	11	11	11	11	12	8	12	0
Lorient.....	Bâtiments (corps d'états réunis).....	18	5	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Lille.....	Sculpteurs.....	10	5	2	3	6	3	11	3	3	2	(1)	(1)
Dunkerque.....	Ouvriers du bâtiment.....	20	(1)	10	5	11	11	11	11	11	11	11	11
Valenciennes.....	Couvreur, zingueur.....	18	2	11	11	15	10	11	11	8	0	11	11
Creil (Oise).....	Ouvriers du bâtiment.....	11	11	11	11	10	2	6	2	20	(1)	10	5
Alençon.....	Plâtriers.....	(1)	2	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Couvreur, zingueur.....	1	0	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Clermont-Fer ^d	Maçons et aides.....	18	10	11	40	(1)	11	4	40	0	11	11	11
Thiers.....	Id.....	11	11	11	5	0	11	1	11	11	11	11	11
Bayonne.....	Ouvriers du bâtiment.....	11	11	11	5	3	2	11	(1)	2	11	11	11
Perpignan.....	Taillleurs de pierres.....	11	11	11	11	11	11	11	11	2	1	11	1
Chalon-s.-Saône.....	Maçons et tailleurs de pierres.....	11	11	11	11	11	11	11	11	25	24	14	10
Montceau-l.-M.....	Maçons.....	20	0	11	11	11	11	11	11	5	0	11	11
Paris.....	Peintres (B. du T.).....	219	(1)	11	73	0	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Peintres en bâtiment (l'A-venir).....	9	3	11	3	11	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Peintres en bâtiment (B du T.).....	62	14	11	36	46	14	14	11	11	11	11	11
Id.....	Peintres en bâtiment (Pere-Lachai e).....	15	0	11	4	0	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Plombiers, couvreur, zingueur.....	150	42	3	40	11	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Cimentiers, canaliseurs sanitaires.....	(1)	(1)	11	22	11	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Bitumiers, asphaltiers.....	(1)	1	1	2	11	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Terrassiers, puisatiers (r. J.J. Rousseau).....	11	11	11	115	(1)	11	115	90	(1)	11	57	11
Le Havre.....	Granitiers.....	2	0	11	1	0	11	11	6	0	11	11	11
Draguignan.....	Maçons.....	12	0	11	8	0	11	11	11	11	11	11	11
Poitiers.....	Cimentiers.....	1	0	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Id.....	Taillleurs de pierre.....	30	0	11	20	0	11	11	10	2	11	2	11
Saint-Yrieix.....	Maçons.....	20	8	15	11	11	11	11	15	0	11	11	11
Remiremont.....	Ouvriers en bâtiment.....	18	8	8	18	8	8	11	13	3	3	11	11
Alger.....	Taillleurs de pierre.....	11	11	11	11	11	11	11	15	6	(1)	11	11
Mustapha.....	Terrassiers.....	11	11	11	11	11	11	11	31	0	11	11	11
TRAVAIL DES PIERRES ET TERRES AU FEU.													
Aubagne (Bon-ches-du-Rh.).....	Potiers.....	(1)	1	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Paris.....	Émailleurs sur métaux.....	13	(1)	11	9	8	(1)	11	2	11	11	11	11
Limoges.....	Mouffetièrs.....	1	1	1	2	1	1	11	2	2	2	1	11
Id.....	Employés aux moulles.....	11	11	11	2	0	11	11	11	11	11	11	11

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				a demeure	ou extra.			a demeure	c extra.			a demeure	en extra.
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
St-Yorre (Allier).....	Ouvriers sources.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	3	"
Marseille.....	Chaufileurs, conducteurs, mécaniciens, automobilelistes.....	2	"	"	"	20	1	"	2	"	"	"	"
Bordeaux.....	Marins du commerce.....	60	2	1	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tombeliers.....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Camionneurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Id.....	Charbonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	0	"	"
Lyon.....	Emballleurs et similaires.....	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Paris.....	Cochers de grande remise.....	50	7	"	7	(1)	22	2	20	(1)	30	"	30
Id.....	Personnel de la compagnie générale des omnibus (Union).....	"	"	"	"	15	11	11	"	"	1	"	"
Id.....	Personnel de la compagnie des bateaux parisiens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	0	"	"
Rouen.....	Charretiers livreurs.....	26	(1)	3	"	15	(1)	7	"	"	"	"	"
Montcau-L.-M.....	Bateliers.....	270	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Cochers.....	8	6	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Constantine.....	Cochers de fiacre.....	5	"	"	"	7	4	4	6	7	7	"	20
Bône.....	Ouvriers et employés de chemins de fer.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	8	"	"
Alger.....	Garçons cochers de fiacre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	60	2	58
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Nice.....	Employés de commerce.....	"	"	"	"	2	3	2	"	"	"	"	"
Troyes.....	Employés de commerce, d'industrie et de bureau.....	"	"	"	"	3	4	2	"	2	4	2	"
Marseille.....	Sténographes du commerce.....	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Sténographes.....	10	11	"	"	"	"	"	"	2	6	2	"
Montpellier.....	Employés (B du T).....	18	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Commis et employés.....	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Sténographes et dactylographes.....	"	"	"	"	1	40	28	"	"	"	"	"
Bisles.....	Employés réunis.....	17	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne.....	Voyageurs et représentants de commerce.....	"	"	"	"	3	7	2	"	10	(1)	2	"
Agen.....	Employés de commerce et de bureau.....	10	4	2	"	13	3	3	"	5	(1)	5	"
Bayonne.....	Employés de commerce.....	8	5	3	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Id.....	1	1	"	"	1	1	"	"	1	3	1	"
Lyon.....	Id.....	50	(1)	7	"	14	0	6	"	30	15	15	"
Id.....	Employés de commerce et d'industrie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Paris.....	Employés de la Bourse du commerce.....	6	3	3	"	9	3	3	"	7	5	5	"
Id.....	Alliance sténographique.....	3	10	4	1	7	9	7	"	3	18	8	"
Id.....	Comptiers et représentants de commerce.....	47	19	13	"	22	18	"	14	22	18	14	"
Id.....	Comptables.....	27	41	12	2	11	34	12	2	"	"	"	"
Id.....	Employés de commerce et d'industrie.....	54	12	52	"	75	77	35	"	103	15	49	"
Id.....	Destinateurs en broderies.....	"	"	"	"	2	2	1	"	"	"	"	"
Id.....	Cadres comptables.....	"	"	"	"	7	4	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de serrurerie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	3	3	"
Rouen.....	Employés de commerce.....	"	"	"	"	7	7	7	"	"	"	"	"
Toulon.....	Id.....	6	0	"	"	29	7	7	"	"	"	"	"
Épinal.....	Id.....	6	4	"	"	3	2	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Employés en quincaillerie.....	6	2	2	"	(1)	2	2	1	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démence à	en extra.			démence à	en extra.			démence à	en extra.
COIFFEURS.													
Nice.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	(1)	14	10
Troyes.....	Id.....	3	1	1	1	"	"	"	"	7	8	6	1
Narbonne.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	2	"
Bordeaux.....	Id.....	95	63	20	43	"	"	"	"	"	"	"	"
Montpellier.....	Id.....	37	34	28	9	"	"	"	"	"	"	"	"
Grenoble.....	Id.....	14	7	"	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	18	18	65
Le Mans.....	Id.....	14	16	14	10	"	"	"	"	7	8	3	4
Paris.....	Coiffeurs (B du T.).....	(1)	(1)	48	467	"	"	"	"	"	6	8	"
Rouen.....	Id.....	"	"	"	"	15	6	6	14	"	"	"	"
Bône.....	Id.....	"	"	"	"	4	2	2	6	2	0	"	3
GENS DE MAISON.													
Bordeaux.....	Gens de maison.....	69	83	31	4	51	76	26	3	65	70	29	7
Paris.....	Gens de maison (rue Ma- tignon).....	70	119	49	20	40	87	34	2	50	72	26	14
Id.....	Gens de maison (rue du Temple).....	34	46	18	"	"	"	"	"	18	34	16	"
DIVERS.													
Nice.....	Artistes musiciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	15	15	11
Toulouse.....	Marchands baladeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	3	2	"
Lyon.....	Clercs d'huissiers.....	24	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Professeurs de l'enseigne- ment libre.....	5	7	3	4	4	7	3	4	6	11	8	3
Id.....	Employés de l'enseigne- ment privé.....	5	3	3	"	6	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de l'enseigne- ment primaire.....	"	"	"	"	"	"	"	"	14	3	3	"
Id.....	Ouvriers de l'industrie florale.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	3	"	6

(1) Chiffre non indiqué.

Adjudications. — Adjudications importantes en mai 1903.

ROUTES ET CHEMINS.

2 mai. — SEINE-ET-MARNE. — Trav. sur routes nat.	137,800
———— CORREZE. — Trav. sur chem. vicin.	132,200
4 mai. — ALPES (HAUTES). — Trav. sur chem. vicin.	163,300
———— DRÔME. — Trav. sur chem. vicin.	144,400
5 mai. — BOUCHES-DU-RHÔNE. — M. de Marseille : Entret. et constr. des voies pavées p. 5 ans.	448,000
7 mai. — SEINE. — Trav. sur routes et chem.	1,396,200
9 mai. — AUBE. — M. de Troyes : Entret. des voies publiques p. 5 ans.	120,000
12 mai. — SEINE-ET-OISE. — Trav. sur routes nat.	415,000
19 mai. — CHARENTE. — Constr. de chem. vicin. ord.	253,500
22 mai. — CÔTES-DU-NORD. — Trav. sur chem. vicin.	113,300
25 mai. — ARDENNES. — Entr. sur chem. vicin. pend. 6 ans.	2,064,720
———— YONNE. — Trav. sur chem. vicin.	112,710
26 mai. — HAUTE-SAVOIE. — Trav. sur chem. vicin.	278,086

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

2 mai. — SEINE-INFÉRIEURE. — Havre : Travaux communaux	110,000
9 mai. — SEINE. — Constr. d'écoles.	528,246
———— Achèvem. de la mairie du XVIII ^e	294,686
———— Assist. publ. : Constr. à l'hospice de Bré- vannes.	813,465
———— Assist. publ. : Constr. d'un asile.	814,065
10 mai. — SEINE. — Puteaux : groupe scol. et bâtiments.	655,751
14 mai. — Boulogne : constr. d'un groupe scol.	404,834
15 mai. — M. de Bois-Colombes : Constr. d'un groupe scol.	221,364
19 mai. — GUÉRET. — Guerre : install. d'un camp.	254,050
20 mai. — ISÈRE. — Grenoble : constr. de barrages.	174,539
23 mai. — LÉROUVILLE. — Guerre : réfection en maçonn. de baraqs en bois.	205,000

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

29 mai. — AISNE. — Doublem. de l'écluse de Pont-Tugny.	580,000
---	---------

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

6 mai. — HAUTE-GARONNE. — Toulouse : constr. d'égouts.	115,000
13 mai. — BOUCHES-DU-RHÔNE. — Constr. d'un réserv. et amélior. de la canalisation.	94,700
30 mai. — SEINE. — Égouts et canalis. du marché de la Villette.	105,988

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

13 mai. — NORD. — Dérivat. de la Scarpe; garages.	117,500
16 mai. — PAS-DE-CALAIS. — Entret. et réparat. du port de Bou- logne p. 5 ans.	100,000 à 250,000
20 mai. — CHARENTE-INFÉRIEURE. — Port de Tonnay-Charente; amélior. des appointements.	112,000

CHEMINS DE FER.

9 mai. — PYRÉNÉES ORIENTALES. — Chem. de fer électriq. de Ville- franche : Constr. d'un chem. d'accès et d'une maison de garde.	90,000
---	--------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Avril 1902.	Mars 1903.	Avril 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	21 ^f 625	25 ^f 125	25 ^f 375
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	26 825	48 25	46 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	61 50	49 00	51 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	73 00	61 50	57 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).....	72 00	75 50	75 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	60 37	63 62	65 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	137 00	150 50	159 00
Soies grêges Cévennes (à Lyon), le kil.....	44 00	53 00	51 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	145 75	180 00	169 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	346 00	368 00	354 50
Plomb, <i>idem.</i>	35 00	39 00	36 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	45 62	58 12	54 37
Blé à Paris, <i>idem.</i>	22 00	23 10	24 60
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 85	23 20	24 10
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	20 75	22 10	23 85
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 23	1 35	1 33
Viande veau, <i>idem.</i>	2 02	1 87	1 78
— mouton, <i>idem.</i>	1 86	1 96	1 93
— porc, <i>idem.</i>	1 49	1 36	1 35

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1903.

	1903.	1902.	AUGMENTATION	DIMINUTION
	francs.	francs.	en 1903.	en 1903.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	252,813,000	235,302,000	17,511,000	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,082,846,000	1,050,237,000	32,609,000	"
Objets fabriqués.....	265,919,000	257,814,000	8,105,000	"
TOTAUX.....	1,601,578,000	1,543,353,000	58,225,000	"
AUGMENTATION EN 1903.....			58,225,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	189,291,000	220,999,000	"	31,708,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	387,990,000	380,170,000	7,820,000	"
Objets fabriqués.....	734,346,000	712,859,000	21,487,000	"
Colis postaux.....	94,368,000	81,669,000	12,699,000	"
TOTAUX.....	1,405,995,000	1,395,697,000	42,006,000	31,708,000
AUGMENTATION EN 1903.....			10,298,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 421,054,200 francs du 1^{er} janvier au 8 mai 1903 contre 407,294,100 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 3.37 p. 100.

Faillites. — 119 faillites et 10 liquidations judiciaires en avril 1903 (contre 105 et 11 en avril 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 181 demandes en mars 1903, dont 146 pour des constructions neuves, contre 163 et 152 en mars 1902.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'avril 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 bourses du travail;
- 4 unions de syndicats patronaux;
- 47 syndicats patronaux comptant 14,761 membres;
- 98 syndicats ouvriers comptant 10,038 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 14 membres;

et de la dissolution de :

- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 8 syndicats patronaux comptant 751 membres;
- 63 syndicats ouvriers comptant 6,920 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 14 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

1 en avril, 25 en mars, 31 en février, 47 en janvier et 48 antérieurement au 1^{er} janvier 1903.
Total : 152.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

EN 1902.

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [1^{er} mai 1898]. — Syndicat des **poissonnières** de Marseille (300 membres). Siège social : Quai du Port, 136, MARSEILLE (reconstitution).

Charente [6 décembre 1902]. — Syndicat des **bouilleurs de cru** de la commune de Saint-Simeux (46 membres). Siège social : SAINT-SIMEUX.

Hérault [3 septembre 1902]. — Chambre syndicale des **pêcheurs** professionnels de la ville de Cette (23 membres). Siège social : CETTE.

Marne [28 mai 1899]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de l'arrondissement de Vitry-le-François (28 membres). Siège social : Hôtel de ville, VITRY-LE-FRANÇOIS (reconstitution).

Nord [20 janvier 1902]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** d'Avesnes-les-Aubert (14 membres). Siège social : Passage de l'intendant général Largillière, AVESNES-LES-AUBERT. — [10 août 1901]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de Raismes (16 membres). Siège social : rue de Valenciennes, 152, RAISMES. — [15 septembre 1902]. — Chambre syndicale des **boulangers** de Wallers (9 membres). Siège social : chez M. Brossart (Léopold), rue de la Gare, WALLERS.

Seine [3 décembre 1902]. — Union des patrons **charcutiers** de la ville de Boulogne-sur-Seine (19 membres). Siège social : Boulevard de Strasbourg, 37, BOULOGNE-SUR-SEINE. — [7 juillet 1901]. — Syndicat de la **Presse** philatélique (26 membres). — Siège social : rue Scribe, 7. PARIS-9°.

Vaucluse [5 novembre 1902]. — Chambre syndicale des marchands de **meubles** neufs et d'occasion de la ville d'Avignon (25 membres). Siège social : Café de France, place de l'horloge, AVIGNON. — [13 mars 1886]. — Chambre syndicale professionnelle des **maîtres-serruriers** d'Avignon (20 membres). Siège social : Café Tailleur AVIGNON (reconstitution).

Vendée [5 juin 1898]. — Syndicat des marchands expéditeurs de **bestiaux** de la Vendée (74 membres). Siège social : Café Dion, LA ROCHE-SUR-YON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [11 août 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** d'Aubagne (24 membres). Siège social : rue République, 6, AUBAGNE. — [8 juillet 1896]. — Syndicat des **marchands ambulants** français (150 membres). Siège social : marché des Capucins, 19, MARSEILLE (reconstitution).

Gard [28 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **agriculteurs** de la ville de Beaucaire (187 membres). Siège social : mairie, BEAUCAIRE. — [28 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** de la ville de Beaucaire (16 membres). Siège social : mairie, BEAUCAIRE. — [6 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de la Compagnie houillère de Bessèges, Robiac et Molières (205 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 3, BESSÈGES. — [16 mars 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de la Jasse et la Vernarède (150 membres). Siège social : Café Polge, à la Jasse, commune de CHAMBORIGAUD. — [2 novembre 1901]. — Syndicat de la **métallurgie** (50 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [24 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **terrassiers**, mineurs et casseurs de pierres de Nîmes (20 membres). Siège social : Bourse du travail, NÎMES. — [5 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Saint-Jean-de-Maruéjols (60 membres). Siège social : café du Midi, SAINT-JEAN-DE-MARUÉJOLS.

Gironde [1^{er} septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers-plombiers-zingueurs** de Bordeaux et du sud-ouest (17 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault [15 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **cochers** de Cette (38 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE. — [18 mars 1902]. — Syndicat des **employées et employés de commerce** de la ville de Cette (54 membres). Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Jura [11 août 1902]. — Syndicat international des ouvriers **charpentiers**, menuisiers et d'ameublement de Saint-Claude (membres). Siège social : rue de la Poyat, 12, SAINT-CLAUDE.

Loire [6 octobre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **imprimeurs**, graveurs, lithographes et papetiers de l'arrondissement de Saint-Étienne (156 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Haute-Loire [15 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** réunis des bassins houillers de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme (95 membres). Siège social : FRUGÈRES-LES-MINES. — [14 décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs**, similaires et anciens mineurs réunis du bassin houiller de la Haute-Loire (18 membres). Siège social : FRUGÈRES-LES-MINES.

Loiret [30 décembre 1902]. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer P.-L.-M. (section de Montargis) (65 membres). Siège social : café du Théâtre, MONTARGIS.

Marne [1^{er} juillet 1902]. — Chambre syndicale des coiffeurs de Reims et de la région (40 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [8 juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers fumeurs, rattacheurs et soigneuses de Reims (industrie lainière) (80 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Nord [24 juillet 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers asturiens (fondeurs de zinc) de l'arrondissement de Douai (300 membres). Siège social : chez M. Broutin (Alfred), débitant, AUBY. — [30 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers en tulles unis et grecs de Caudry (164 membres). Siège social : café Boisdenghien, rue Gambetta, CAUDRY. — [14 mai 1902]. — Syndicat de l'industrie textile de Comines (43 membres). Siège social : estaminet du Vieux Sergent, rue de Lille, COMINES. — [4 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers de Douai et des environs (95 membres). Siège social : chez Guilbert, place Mangin, Douai. — [14 décembre 1902]. — Syndicat libre des mineurs de l'arrondissement de Douai (800 membres). Siège social : rue de l'Hippodrome, 6, DOUAI. — [3 avril 1901]. — « L'Indépendance », chambre syndicale des maçons, plafonneurs et manœuvres de Lille et ses environs (150 membres). Siège social : rue du Châufour, 2, LILLE. — [1^{er} juin 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers chaudronniers en cuivre de Roubaix, Tourcoing et environs (34 membre). Siège social : rue du Collège, 85, ROUBAIX. — [17 juin 1902]. — Syndicat de tissage « Le lainage » (30 membres). Siège social : rue du Brun-Pain, 316, TOURCOING.

Rhône [24 novembre 1902]. — Syndicat des courtiers et employés d'assurances de Lyon et du Rhône (25 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 62, LYON. — [31 octobre 1902]. — Syndicat des chefs d'atelier du tissage mécanique (40 membres). Siège social : rue d'Ivry, 10, LYON.

Seine [1^{er} février 1902]. — Syndicat de l'union des métallurgistes du canton d'Ivry (140 membres). Siège social : rue Molière, 35, IVRY-SUR-SEINE.

Seine-et-Marne [20 juillet 1902]. — Syndicat des ouvriers du bâtiment et de l'industrie de l'arrondissement de Provins (115 membres). Siège social : rue Pierre-Dupont, 2, PROVINS.

Vendée [31 mai 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres du canton de la Roche-sur-Yon (15 membres). Siège social : rue de l'Hôtel militaire, 2, LA ROCHE-SUR-YON.

3° SYNDICAT MIXTE.

Nord [20 février 1902]. — Association syndicale des courtiers de fret et employés-affrêteurs du Nord et du Pas-de-Calais (14 membres). Siège social : boulevard de l'Industrie, DOUAI.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Meurthe-et-Moselle [20 décembre 1902]. — Union syndicale de l'alimentation de Nancy et du département (7 syndicats adhérents). Siège social : Café Walter, place Stanislas, NANCY.

Seine [? 1901]. — Fédération française des syndicats de l'épicerie (20 syndicats adhérents). Siège social : rue du Renard, 32, PARIS-4^e. — [3 novembre 1901]. — Fédération nationale des chambres syndicales patronales françaises des maréchaux-ferrants (9 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de Lutèce, 3, PARIS-4^e.

EN 1903.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne. [17 février 1903]. — Syndicat de la **charcuterie** de Château-Thierry (7 membres). Siège social : faubourg de Marne, 31, CHÂTEAU-THIERRY.

Bouches-du-Rhône. [15 janvier 1903]. — Syndicat des patrons **charcutiers** de la ville de Marseille (32 membres). Siège social : rue Cannebière, 29-31, MARSEILLE. — [1^{er} février 1903]. — Union syndicale des commerçants en **vins** de la commune de Marseille (204 membres). — Siège social : rue Cannebière, 12, MARSEILLE.

Calvados [22 janvier 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **peinture** et de vitrerie de la ville de Caen (12 membres). Siège social : rue de Vaucelles, 82, CAEN.

Charente-Inférieure [14 mars 1903]. — Syndicat de la **presse** rochelaise (12 membres). Siège social : quai Duperré, 48, LA ROCHELLE (Reconstitution).

Doubs [16 janvier 1903]. — Syndicat d'**élevage** des Combes (31 membres). Siège social : COMBES (LES). — [25 janvier 1903]. — Syndicat d'**élevage** de la commune de Lacou-Villers (24 membres). Siège social : LAC-OU-VILLERS.

Gironde [12 janvier 1903]. — Syndicat **dentaire** de Bordeaux (25 membres). Siège social : Athénée, rue des Trois-Conils, BORDEAUX. — [14 mars 1903]. — Union syndicale des **logeurs** en garni de la ville de Bordeaux (64 membres). Siège social : Café de la Paix, rue Porte-Dijéaux, BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine [2 janvier 1903]. — Syndicat du commerce de l'**alimentation** du département de l'Ille-et-Vilaine (épicerie, droguerie) (50 membres). Siège social : Place de la Trinité, 2, RENNES. — [29 janvier 1903]. — Syndicat breton des fabricants et négociants en **cuirs** et peaux et industries qui s'y rattachent (30 membres). Siège social : rue Coëtquen, 5, RENNES.

Indre-et-Loire [1^{er} janvier 1903]. — Syndicat des **sabotiers** lochois (31 membres). Siège social : Café de la Place, LOCHES.

Manche [4 janvier 1903]. — Syndicat **maraîcher** de Tourlaville (38 membres). Siège social : Mairie, TOURLAVILLE.

Marne [27 janvier 1903]. — Syndicat des agents mutualistes d'**assurances** du Nord-Est (7 membres). Siège social : rue Werlé, 34, REIMS.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} mars 1903]. — Syndicat de la **boucherie** chevaline de Nancy et du département de Meurthe-et-Moselle (8 membres). Siège social : rue Sainte-Catherine, 24, NANCY.

Nièvre [4 janvier 1903]. — Syndicat des agents d'**assurances** mutuelles du centre (7 membres). Siège social : rue de Rémigny, 14 bis, NEVERS.

Nord [8 février 1903]. — Chambre syndicale des **confectionneurs** en gros de Lille et de l'arrondissement (32 membres). Siège social : rue de l'Hôpital militaire, 116, LILLE. — [21 janvier 1903]. — Syndicat des **pharmaciens** de Lille et des arrondissements voisins (35 membres). Siège social : rue des Guinguettes, 116, LILLE.

Puy-de-Dôme [19 février 1903]. — Chambre syndicale des marchands de **charbons** et de bois de chauffage de la ville de Clermont-Ferrand (34 membres). Siège social : Salle du café Russe, place Delille, CLERMONT-FERRAND.

Seine [8 mars 1903]. — Chambre syndicale des patrons **blanchisseurs** de Clichy et région (45 membres). Siège social : rue des Bournaires, 38, CLICHY. — [13 janvier 1903]. — Comité central des **armateurs** de France (54 membres). Siège social : rue de l'Arcade, 18, PARIS-8^e. — [20 février 1903]. — Chambre syndicale de la **couture** (14 membres). Siège social : rue de la Tâcherie, 10, PARIS-4^e. — [21 février 1903]. — Syndicat fédéré des **médecins français** (13 membres). Siège social : Bourse du Commerce, 249, PARIS-1^{er}. — [4 février 1903]. — Chambre syndicale des marchands de **meubles** en appartements (11 membres). Siège social : rue Gounod, 8, PARIS-17^e. — [6 février 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de transport de **pianos** et orgues du département de la Seine (12 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}. — [26 février 1903]. — Chambre syndicale des fabricants de **plissés**, ruchés, gaufrés et boas (53 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}.

Tarn-et-Garonne [11 février 1903]. — Syndicat des **pêcheurs au filet** de Montauban (13 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, MONTAUBAN.

Vaucluse [1^{er} février 1903]. — Syndicat des patrons **maréchaux-ferrants** du département de Vaucluse (27 membres). Siège social : rue Carreterie, 130, AVIGNON. — [4 janvier 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **plomberie**, zinguerie, chaudronnerie et tôlerie d'Avignon (25 membres). Siège social : Café des Négociants, rue de la République, AVIGNON.

Vendée [8 janvier 1903]. — Syndicat **hippique** de Nalliers et ses environs (80 membres). Siège social : Cbez le Président, NALLIERS. — [11 janvier 1903]. — Syndicat de l'entreprise du **bâtiment** et de l'industrie de l'arrondissement de La Roche-sur-Yon (48 membres). Siège social : rue de la Mairie, 1, LA ROCHE-SUR-YON.

Haute-Vienne — [1^{er} avril 1903]. — Chambre syndicale des patrons **maréchaux-ferrants** de la Haute-Vienne (15 membres). Siège social : rue des Petites-Maisons, 32, LIMOGES. — [20 mars 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **monuments funèbres** de la ville de Limoges et du département de la Haute-Vienne (9 membres). Siège social : Maison Bariant, faubourg de Paris, 227, LIMOGES.

Vosges [1^{er} février 1903]. — Syndicat de la **boucherie** et charcuterie d'Épinal (40 membres). Siège social : rue Rualménil, 10, ÉPINAL.

Oran [27 janvier 1903]. — Syndicat professionnel des **pharmaciens** du département d'Oran (26 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [24 mars 1903]. — Chambre syndicale des tailleurs de pierre et manœuvres des **carrières** des Grivats (21 membres). Siège social : hameau des Grivats, communé de CUSSET. — [4 janvier 1903]. — Union centrale des travailleurs **métallurgistes** de Montluçon (25 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON.

Ardèche [2 janvier 1903]. — Syndicat **typographique** de Privas (12 membres). Siège social : Mairie, PRIVAS.

Aube. [1^{er} janvier 1903]. — Syndicat des **confiseurs**, cuisiniers et pâtisseries de Troyes et du département de l'Aube (22 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 54. TROYES.

Bouches-du-Rhône [15 février 1903]. — Chambre syndicale internationale de l'**ameublement** de Marseille (34 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [22 février 1903]. — Syndicat français des ouvriers **mineurs** et terrassiers de Marseille (38 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [15 janvier 1903]. — Syn-

dicat national des **peintres** et gratteurs de Marseille (125 membres). Siège social : rue de l'Évêché, 100, MARSEILLE. — [15 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** et similaires de la Madrague de Montredon (50 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** et similaires du Pont-de-Vivax et de Saint-Marcel (60 membres). Siège social : Bar Astier, Pont-de-Vivax, MARSEILLE.

Cher [1^{er} janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Bourges (15 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES (reconstitution). — [10 janvier 1903]. — Syndicat de l'Union amicale des ouvriers et ouvrières dépendant des établissements **militaires** de Bourges (660 membres). Siège social : place Malus, 8, BOURGES. — [22 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **rouleurs**, bûcherons et similaires de la Guerche (16 membres). Siège social : LA GUERCHE — [8 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chapellerie** de Vierzon (15 membres). Siège social : Bourse du travail, VIERZON. — [15 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Villabon (31 membres). Siège social : VILLABON.

Drôme [6 janvier 1903]. — Syndicat des ouvriers **boisseliers** et similaires de Romans et Bourg-de-Péage (42 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS. — [15 janvier 1903]. — Syndicat des ouvrières en **soie** de Romans et Bourg-de-Péage (42 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS. — [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des travailleurs occupés dans les manufactures de **porcelaine** à feu et poterie de Saint-Uze (50 membres). Siège social : SAINT-UZE. — [6 janvier 1903]. — Syndicat des **employés de commerce** et d'industrie de Valence et de Bourg-lès-Valence (114 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE. — [1^{er} janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **sculpteurs** et mouluriers (22 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Gironde [1^{er} février 1903]. — Union syndicale des ouvriers des **bois** merrains de la ville de Bordeaux (85 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [21 mars 1903]. — Syndicat des petits salariés de la compagnie des **chemins de fer** du Midi (15 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des **commissionnaires** autorisés de Bordeaux et de la banlieue (60 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [8 mars 1903]. — Association syndicale des ouvrières **margeuses**, **papetières** et similaires de Bordeaux (96 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault [25 mars 1903]. — Union syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires de Montpellier et de la banlieue (23 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — [10 janvier 1903]. — Syndicat professionnel des travailleurs de la **terre** et assimilés (80 membres). Siège social : Place du 14 Juillet, 1, PÉZENAS.

Indre-et-Loire [29 janvier 1903]. — Union syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Tours (20 membres). Siège social : Rue Marceau, 20, TOURS. — [16 janvier 1903]. — Union syndicale des vendeurs et sous-dépositaires de **journaux** de la ville de Tours et environs (20 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Loire-Inférieure [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des **manœuvres** du bâtiment de la ville de Nantes (180 membres). Siège social : Bourse du travail, NANTES.

Loiret [2 janvier 1903]. — Syndicat des **cochers** de remise et de place de la ville d'Orléans (40 membres). Siège social : Rue des Pensées, ORLÉANS. — [2 février 1903]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux et parties similaires d'Orléans (20 membres). Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS.

Marne [18 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **caissiers** et professions similaires (90 membres). Siège social : rue du faubourg d'Igny, 31, ÉPERNAY. — [12 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Reims et de la région

(70 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [2 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers**, scieurs de long à la mécanique et similaires de la ville de Reims et de la région (40 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS. — [18 mars 1903]. Syndicat des ouvriers du **chemin de fer** de la banlieue de Reims et extensions (46 membres). Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Haute-Marne [4 janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune et des régions d'Arc-en-Barrois (265 membres). Siège social : ARC-EN-BARROIS.

Meurthe-et-Moselle. [1^{er} janvier 1903]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux et parties similaires de Lunéville (32 membres). Siège social : LUNÉVILLE.

Morbihan [1^{er} mars 1903]. — Syndicat des **dessinateurs** du port de Lorient (84 membres). Siège social : salle du Château-d'eau, rue de l'Hôpital, LORIENT.

Nièvre [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **forestiers** et agriculteurs (section de Bitry) (34 membres). Siège social : BITRY. — [8 janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département de la Nièvre (section de Raveau) (?) membres). Siège social : LA CELLE-SUR-NIÈVRE. — [11 janvier 1903]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Dampierre-sur-Nièvre (90 membres). Siège social : Dampierre-sur-Nièvre. — [22 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département de la Nièvre (section de Chassay). — (40 membres). Siège social : LA CELLE-SUR-NIÈVRE [25 février 1903]. Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et similaires du département de la Nièvre (section de Nannay). — (30 membres). Siège social : LA CELLE-SUR-NIÈVRE [31 mars 1903]. — Chambre syndicale des **coiffeurs** (28 membres). Siège social : Bourse du travail, NEVERS. — [11 janvier 1903]. — Syndicat des ouvriers en **limes** (?) membres). Siège social : RAVEAU. — [1^{er} janvier 1903]. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Saint-Bonnot (31 membres). Siège social : SAINT-BONNOT.

Nord [19 janvier 1903]. — Association fraternelle des ouvriers du **port** de Dunkerque (50 membres). Siège social : rue de l'Abreuvoir, 1, DUNKERQUE. — [8 février 1903]. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la région du Nord (85 membres). Siège social : rue de Paris, 289, LILLE. — [8 février 1903]. — Union syndicale des ouvriers en **cuirs** et **peaux** (35 membres). Siège social : rue de Sébastopol, 77, ROUBAIX. — [12 mars 1903]. — Syndicat des **fileurs** du Virolois (30 membres). Siège social : Estaminet A. Semet, rue du Virolois, 134, TOURCOING.

Pas-de-Calais [27 janvier 1903]. — Syndicat indépendant des **charpentiers** de navires (5 membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER. — [15 janvier 1903]. — Syndicat indépendant des ouvrières et ouvriers **tailleurs** et similaires (30 membres). Siège Social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER. — [18 mars 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **tonneliers** (20 membres). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER.

Basses-Pyrénées [20 janvier 1903]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** (45 membres). Siège social : rue Paunecase, 13, BAYONNE.

Rhône [9 mars 1903]. — Syndicat des vendeurs d'articles manufacturés et **forains** des marchés et voie publique de la ville de Lyon (100 membres). Siège social : rue Duphot, 5 LYON.

Seine [1^{er} février 1903]. — Fédération centrale des **chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes** de France (Chambre syndicale du département de la Seine, section d'Asnières-Clichy-Levallois) (33 membres). Siège social : route d'Asnières, 38, CLICHY. — [14 février 1903]. — « L'Union » Syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de Courbevoie et environs (35 membres). Siège social : rue de la Station, 2, COURBEVOIE. — [15 février

1903]. — « Les compagnons du nouveau siècle » Syndicat professionnel d'ouvriers **boulangers** (14 membres). Siège social : rue Richard-Lenoir, 48, PARIS, 11°. — [21 février 1903]. — Union syndicale des **choristes** (114 membres). Siège social : rue Sedaine, 14, PARIS, 10°. — [1^{er} mars 1903]. — « La Main-d'œuvre » Association syndicale des travailleurs à l'aiguille (**couture**) (7 membres). Siège social : rue Maublane, 26, PARIS, 15°. — [7 janvier 1903]. — Syndicat des commis en **maçonnerie** de Paris et du département de la Seine (55 membres). Siège social : café Marengo, rue Saint-Honoré, 149, PARIS-1°. — [2 janvier 1903]. — Syndicat national des ouvriers **mécaniciens** et similaires de France (200 membres). Siège social : rue Fontaine-au-Roi, 16, PARIS-11°. — [1^{er} janvier 1903]. — Syndicat général des travailleurs dépendant des services **municipaux** de la ville de Paris et du département de la Seine (2,400 membres). Siège social : rue de la Jonquière, 14, PARIS-17°. — [16 février 1903]. — Syndicat de l'Avenir des préposés de la manufacture des **tabacs** de Paris (Gros-Cailhou) (4 membres). Siège social : rue Saint-Dominique, 122, PARIS-7°. — [10 février 1903]. — Syndicat du personnel de la salle des **théâtres** et concerts de Paris (150 membres). Siège social : chez M^{me} Boucaud, rue Keller, 29, PARIS-11°.

Seine-Inférieure [janvier 1903]. Association amicale des **régleurs** de machines à bouter les cartes (13 membres). Siège social : rue Alexandre-Barrabé, 15, ROUEN.

Vaucluse [20 janvier 1903]. — Syndicat des **employés de commerce** des deux sexes et d'administrations libres d'Avignon (300 membres). Siège social : rue Banasterie, AVIGNON. (Reconstitution).

3° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Loiret [Janvier 1903]. — Fédération des chambres syndicales patronales du **bâtiment** de la ville d'Orléans et du département du Loiret (8 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

4° BOURSES DU TRAVAIL.

Pas-de-Calais [15 janvier 1903]. — Bourse du travail indépendante de Boulogne-sur-mer (4 syndicats adhérents). Siège social : rue Nationale, 123, BOULOGNE-SUR-MER.

Basses-Pyrénées [1^{er} mars 1903]. — Bourse du travail de Bayonne (9 syndicats adhérents). Siège social : rue de l'Abattoir, 13 bis, BAYONNE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [août 1894]. — Chambre syndicale des **expéditeurs** de la Provence (53 membres). Siège social : CHATEAURENARD. — [12 septembre 1879]. — Chambre syndicale des débitants de **boissons** de la ville de Marseille (150 membres). Siège social : rue Sainte, 125, MARSEILLE. — [30 mars 1897]. — Syndicat des dames **bouquetières** marseillaises de la ville de Marseille (130 membres). Siège social : rue des Trois-Mages, 54, MARSEILLE. — [1885]. — Chambre syndicale des entrepreneurs d'**omnibus** et de voitures de remise de Marseille (20 membres). Siège social : rue Saint-Basile, 2, MARSEILLE.

Finistère [7 juillet 1894]. Syndicat des fabricants marchands de **bière** et boissons gazeuses (32 membres). Siège social : LAMBÉZELLEC.

Loir-et-Cher [8 décembre 1897]. — Syndicat des agents généraux des Compagnies françaises d'assurances à primes fixes de toute nature du département de Loir-et-Cher (14 membres). Siège social : rue Pierre-de-Blois, Blois. — [1^{er} janvier 1894]. — Syndicat professionnel du commerce des bois de Loir-et-Cher (25 membres). Siège social : Café du Théâtre, Blois.

Vendée [17 janvier 1891]. — Chambre syndicale départementale des négociants en céréales, farines, grains, graines, engrais et vins (227 membres). Siège social : Passage du Commerce, LA ROCHE-SUR-YON.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} janvier 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers tourneurs d'Arbent, Ayonnax et la région (23 membres). Siège social : ARBENT. — [18 novembre 1900]. — Chambre syndicale de l'Union des tailleurs de pierre et carriers de Divonne-les-Bains, Vésancy et des environs (43 membres). Siège social : DIVONNE-LES-BAINS. — [22 juillet 1899]. — Syndicat professionnel des ouvriers et ouvrières des usines de filature et carderies de Tenay et d'Argis (180 membres). Siège social, Place du Pont, 9, TENAY.

Alpes-Maritimes [17 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiment et parties similaires de la ville de Cannes (43 membres). Siège social : rue Rostan, 21, CANNES. — [1^{er} février 1898]. — Syndicat des ouvriers vanniers d'emballage de l'arrondissement de Grasse, Cannes et Nice (45 membres). Siège social : Boulevard de Lorraine, 5, CANNES. — [1^{er} avril 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers typographes et industries similaires de Menton et du département (12 membres). Siège social : rue Saint-Michel, MENTON. — [25 avril 1901]. — Association syndicale des élèves en pharmacie (35 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE. — [6 décembre 1897]. — Chambre syndicale ouvrière des tailleurs d'habits de la ville de Nice (98 membres). Siège social : Bourse du travail, NICE.

Aude. [28 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers de Narbonne (17 membres). Siège social : Mairie, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [24 février 1900]. — Syndicat des travailleurs agricoles et viticoles d'Arles (107 membres). Siège social : Bourse du travail, ARLES. — [21 1879]. — Syndicat des ouvriers ajusteurs-mécaniciens de Marseille (200 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [28 décembre 1900]. — Chambre syndicale des charbonniers français des ports de Marseille (238 membres). Siège social : boulevard Maritime, 4, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [1^{er} septembre 1881]. — Syndicat des ouvriers charretiers, camionneurs et chargeurs de la ville de Marseille (746 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [14 mars 1879]. — Chambre syndicale des cochers réunis de Marseille (50 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} février 1901]. — Syndicat international des ouvriers des docks (céréales) (50 membres). Siège social : boulevard de la Major, 17, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [6 octobre 1900]. — Syndicat des aides et ouvriers forgerons réunis (114 membres). Siège social : place Saint-Michel, 55, MARSEILLE. — [15 septembre 1900]. — Syndicat international des ouvriers gratteurs, peintres en carènes et parties similaires (150 membres). Siège social : quai du Port, 26, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [15 octobre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers jardiniers agricoles et horticoles de l'arrondissement de Marseille (40 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [4 février 1901]. — Syndicat des auxiliaires de la manutention des marchandises et autres (contremaîtres, chefs d'équipe et tous auxiliaires) (428 membres). Siège social : place de la Joliette, 5, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [20 août 1900]. — Syndicat international des ouvriers des môles (600 membres). Siège social : au môle de l'Abattoir, MARSEILLE. (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). —

[7 avril 1883]. — Chambre syndicale des ouvriers français des **ports** et docks de Marseille (850 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [7 septembre 1900]. — Syndicat international des ouvriers des **ports** et docks (2^e zone) de Marseille (572 membres). Siège social : boulevard Maritime, 2, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [7 septembre 1900]. — Syndicat des ouvriers des **ports** et ports de Marseille (Vieux-Port et Joliette. — 1^{re} zone) [580 membres]. Siège social : boulevard des Dames, 47, MARSEILLE (fusion avec l'Union syndicale des ouvriers des ports, docks et similaires de Marseille). — [21 novembre 1899]. — Syndicat de l'Union des employés de **restaurants**, limonadiers, hôtels et parties similaires de la ville de Marseille et de la région du midi (50 membres). Siège social, rue de la Palud, 15, MARSEILLE. — [19 mars 1901]. — Syndicat des employés de **restaurant** navigateurs (90 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [1^{er} avril 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et tailleurs de pierres de la ville de Salon (25 membres). Siège social : place Croussilat, SALON. — [24 mars 1900]. — Syndicat des ouvriers **menuisiers** de Salon (15 membres). Siège social : bar de l'Opéra, SALON.

Finistère [11 août 1901]. — Syndicat des travailleurs en régie directe du **port** de Brest (115 membres). Siège social : rue Graveran, 2, BREST. — [5 novembre 1900]. — Syndicat des cordiers de **Morlaix** et des environs (25 membres). Siège social : à la Madeleine, MORLAIX.

Maine-et-Loire [13 septembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers** et manœuvres de la ville de Tours (40 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS. — [10 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers-employés de la Compagnie des **tramways** de Tours et extensions (65 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Loir-et-Cher [1^{er} octobre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** et parties similaires de Loir-et-Cher (42 membres). Siège social : Bourse du travail, BLOIS. — [26 janvier 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers **tanneurs** et corroyeurs de Vendôme (105 membres). Siège social : VENDÔME.

Lot-et-Garonne [18 février 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** d'Agen (25 membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN. — [21 juin 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux-ferrants** (8 membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Morbihan [24 juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de la ville de Lorient (49 membres). Siège social : au Château-d'Eau, LORIENT. — [2 juin 1902]. — Syndicat des employés des **tramways** lorientais (67 membres). Siège social : rue Carnot, LORIENT. — [25 juillet 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** des cantons de Vannes (11 membres). Siège social : rue de L'Hôpital, 28, VANNES.

Oise [9 avril 1899]. — Chambre syndicale de l'**ameublement** et parties similaires de Crépy-en-Valois (15 membres). Siège social : rue Saint-Lazare, 7, CRÉPY-EN-VALOIS. — [27 décembre 1900]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiments** (29 membres). Siège social : rue de Vez, 32, CRÉPY-EN-VALOIS. — [2 juin 1894]. — Syndicat des ouvriers **dominotiers** de Méru et ses environs (10 membres). Siège social : Mairie, MÉRU.

Pyrénées-Orientales [22 octobre 1901]. — Chambre syndicale des employés et ouvriers des **tramways** électriques de la ville de Perpignan (36 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — [29 octobre 1901]. — Association syndicale des ouvriers **menuisiers** de Rivesaltes (5 membres). Siège social : rue de L'Hôpital, RIVESALTES.

Rhône [9 avril 1893]. — Syndicat des ouvriers **gantiers** fédérés de la ville de Lyon (30 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — (? 1876). — Chambre syndicale des ouvriers **tôliers-fumistes** de la ville de Lyon (31 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON. — [22 septembre 1900]. — syndicat des chefs d'ateliers de **velours** mé-

canique de la Croix-Rousse (9 membres). Siège social : rue des Gloriettes, 9, LYON. — [1^{er} septembre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisseurs** et similaires de Thel (15 membres). Siège social : THEL. — [15 août 1897]. — Syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de Villefranche-sur-Saône et de la région (15 membres). Siège social : VILLEFRANCHE. — [14 mai 1896]. — Chambre syndicale des **tanneurs** et corroyeurs de Villefranche (14 membres). Siège social : VILLEFRANCHE.

Saône-et-Loire [10 juillet 1899]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** d'Autun (95 membres). Siège social : AUTUN. — [21 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** du Creusot (11 membres). Siège social : rue de Torcy, 79, LE CREUSOT. — [11 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** du Creusot (2 membres). Siège social : rue du Guidé, 6, LE CREUSOT. — [1^{er} octobre 1900]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en fer et parties similaires de Châlon-sur-Saône (18 membres). Siège social : salle Fouilloux, CHALON-SUR-SAÔNE. — [9 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** et similaires de Blanzv-Montceau-les-Mines (40 membres). Siège social : rue du Nord, MONTCEAU-LES-MINES.

Seine [15 avril 1891]. — Syndicat professionnel des **artistes** de théâtres, concerts, casinos, bals, cirques, etc. (75 membres). Siège social : rue des Martyrs, 19, PARIS-9^e. — [12 décembre 1899]. — Chambre syndicale du personnel ouvrier de la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le **gaz** (471 membres). Siège social : rue Pétrille, 24, PARIS-9^e. — [12 janvier 1902]. — Émancipation syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiment du département de la Seine (250 membres). Siège social : rue de la Gaîté, 21, PARIS-14^e (a fusionné avec l'Union syndicale des ouvriers **menuisiers** du département de la Seine dont le siège est à la Bourse du travail). — [16 octobre 1895]. — Syndicat général de toutes les spécialités de la **Sellerie** et de la **bourrellerie** (122 membres). Siège social : Bourse du Travail, PARIS-10^e (a fusionné avec l'Union syndicale de la **bourrellerie** parisienne).

Vendée [5 décembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** et parties similaires de Saint-Malo-du-Bois (10 membres). Siège social : SAINT-MALO-DU-BOIS.

Haute-Vienne (2 juin 1895). — Chambre syndicale des ouvrières **corsetières** de Limoges (30 membres). Siège social : Bourse du Travail, LIMOGES. — [8 mars 1888]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers **tailleurs** d'habits (27 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [1^{er} juin 1902]. — Chambre syndicale des **zingueurs-plombiers** de Limoges (13 membres). Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. — [4 mai 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de Saint-Yrieix (20 membres). Siège social : rue du marché, SAINT-YRIEIX.

3° SYNDICAT MIXTE.

Indre-et-Loire [7 août 1897]. — Syndicat mixte des patrons et ouvriers **plâtriers**, métiers similaires et professions connexes du département d'Indre-et-Loire (14 membres). Siège social : Office du travail, TOURS.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Marne [3 août 1888]. — Union des chambres syndicales de Reims et de la région (5 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de Cernay, 78, REIMS (a fusionné avec le syndicat général du commerce de Reims et de la région).

5° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loire [31 juillet 1895]. — Fédération régionale des syndicats du **tissage** et des industries similaires (6 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Maine-et-Loire [1^{er} octobre 1891]. — Fédération régionale des **tisseurs** et similaires de l'Ouest (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue de Pineau, 4, **CHOLET**.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

La situation du travail a été, en général, plus satisfaisante en mai qu'en avril. Le beau temps qui a régné pendant la seconde quinzaine du mois a permis à l'agriculture d'activer les ensemencements de betteraves et l'écorçage des bois; malheureusement, la gelée des vignes a causé beaucoup de chômage parmi les travailleurs agricoles des départements du Midi.

Dans l'industrie textile, le ralentissement signalé le mois dernier dans les centres de la Loire et des Vosges s'est encore accentué en mai; on constate également une baisse de travail dans certains centres du Nord et du groupe normand; les petits centres de l'Ouest et du Sud-Ouest par contre sont toujours très actifs. La morte-saison a accentué encore la crise dont souffre la bonneterie. La saison d'été des industries du vêtement s'est terminée, dans beaucoup de centres, plus tôt que d'habitude. La chapellerie et la chaussure sont en morte-saison.

Dans le groupe des métaux l'état du travail s'est grandement amélioré, grâce, en partie, au développement que prend de plus en plus l'industrie des automobiles. Le travail a repris presque partout dans l'ameublement et la carrosserie.

L'industrie du bâtiment est en pleine saison.

La situation des ouvriers des ports reste toujours peu satisfaisante. Comme tous les ans, à pareille époque, il y a un ralentissement dans les industries du livre.

1,053 syndicats, groupant 157,140 ouvriers, ont répondu, en mai 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1022, groupant 149,298 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 11,270, ce qui correspond à une moyenne de 7 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 9 p. 100; elle était de 10 p. 100 en mai 1902.

L'ouvrage, pendant le mois de mai 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois d'avril, plus abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mai 1903.

17 p. 100 des syndiqués; équivalent par 63 p. 100 des syndicats, groupant 64 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 438 syndicats, groupant 41,819 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 310, groupant 73,119 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Méditerranée, la pêche a été encore peu abondante ce mois-ci à Méze et à l'étang de Berre. Sur les côtes du Finistère, et notamment à Guilvinec, la pêche est toujours aussi mauvaise; les pêcheurs sont découragés.

Les pluies de la première moitié du mois de mai ont causé beaucoup de retard dans les semailles de betteraves en Beauce et dans le Nord. Heureusement le temps s'est remis au beau dans la seconde quinzaine, ce qui a permis de hâter les emblavements, de sorte que les semailles étaient terminées dans la plupart des régions au commencement de juin; dans certains endroits, les démariages étaient même commencés.

Dans les centres de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales où les vignes ont été gelées, le chômage est grand parmi les travailleurs agricoles; dans les endroits où les vignes ont été épargnées, le sulfatage et les travaux nécessités par l'invasion de la pyrale occupent tous les bras disponibles.

Dans l'industrie forestière, les 66 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 436 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 7,398 syndiqués, une proportion de 5 p. 100; le mois dernier cette proportion était de 16 p. 100. La situation est considérée comme satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et des ouvriers syndiqués : dans presque tous les centres l'écorçage des bois ou les travaux des champs ont fourni une occupation normale aux bûcherons.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 147,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mai 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOM- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	87,767	6.02	"	"	"	17	83
Loire.....	16,466	4.79	"	2	1	84	13
Gard et Hérault.....	12,968	5.94	"	"	"	23	77
Bourgogne et Nord-Est...	9,093	6.00	"	"	"	"	100
Centre.....	9,513	5.96	"	"	"	10	90
Tarn et Aveyron.....	9,006	5.71	"	"	"	46	54
Provence (lignites).....	2,534	4.87	"	"	40	60	"
ENSEMBLE pour la France.	147,347	5.84	"	"	1	26	73

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.88. Il était de 5.69 en mai 1902.

CARRIÈRES. — Dans les ardoisières le travail est un peu plus abondant à Fumay, moins abondant à Haybes-sur-Meuse par suite du manque de pierres pour les fendeurs.

Dans les carrières la proportion des chômeurs parmi les syndiqués est d'un peu moins de 3 p. 100; elle était de 4 p. 100 le mois dernier, de 3 p. 100 en mai 1902. La situation est jugée satisfaisante par les deux tiers des syndicats.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 55 syndicats, groupant 7,829 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en mai 1903, soit 849, la proportion de ces derniers dans l'ensemble des industries de l'alimentation était d'un peu plus de 10 p. 100; c'est la même proportion qu'en mars et avril; elle atteignait 15 p. 100 en mai 1902. L'état du travail est jugé satisfaisant par 67 p. 100 des syndicats et des syndiqués, on constate cependant une augmentation de chômage chez les pâtisseries et confiseurs de Paris et de Lille, chez les charcutiers de Marseille et de Bordeaux. La pleine saison a commencé pour les garçons-limonadiers.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'avril 1903 (sept premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 1,140,611 hectolitres contre 1,339,332 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 198,721 hectolitres; le déficit s'est donc encore augmenté depuis la fin du mois de février, où il ne se montait qu'à 185,566 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (24,785 hectolitres au lieu de 95,998) et ceux de mélasses (435,568 hectolitres au lieu de 588,439). La production des bouilleurs de cru des sept premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 75,834 hectolitres, soit une différence en moins de 85,285 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 : le déficit est surtout considérable sur les alcools de vin (8,944 hectolitres au lieu de 34,550) ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre extraite des turbines était, au 31 mai 1903 (neuf premiers mois de la campagne 1902-1903), de 827,432 tonnes contre 1,092,555 tonnes au 31 mai 1902, soit un déficit de 265,122 tonnes, sensiblement égal à celui constaté à la fin d'avril ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble de ces industries chimiques, d'après les réponses des syndicats, ressort à 4 p. 100, il était inférieur à 2 p. 100 le mois dernier.

Pas de changement chez les savonniers de Marseille. La saison d'été a amené, comme d'ordinaire, une diminution de travail chez les tordeurs d'huile de Dunkerque.

Les ouvriers du périmètre de la Compagnie parisienne du gaz ne font que des demi-journées : la Compagnie ayant arrêté tous les travaux non-urgents : comme tous les ans à la même époque, beaucoup d'allumeurs de la même compagnie ont été débauchés.

Travail toujours satisfaisant chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges; les ouvriers papetiers-relieurs de Bordeaux. Les ouvriers papetiers de Lyon et de Thiers estiment au contraire l'ouvrage moins abondant que le mois dernier.

⁽¹⁾ J. O. du 19 mai 1903.

⁽²⁾ J. O. du 13 juin 1903.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 187 pour 74 syndicats groupant 2,910 adhérents, soit 6 p. 100; pour Paris, de 218 pour 16 syndicats groupant 2,947 adhérents, soit près de 7 p. 100. La proportion était les trois mois derniers, pour la province, de 3 p. 100; et pour Paris, de près de 6 p. 100; elle était, pour le mois de mai 1902, de 5 p. 100, pour la province, de 8 p. 100 à Paris. La situation est donc à peu près la même que l'année dernière : les industries du livre subissant toujours un ralentissement à cette époque.

A Paris, tous les syndicats estiment que le travail est stationnaire ou en baisse. Cependant les imprimeurs-lithographes signalent une légère amélioration; qui n'est pas confirmée toutefois par l'« Union lithographique ». Les doreurs sur cuir se montrent satisfaits.

En province, 69 p. 100 des syndicats, groupant 66 p. 100 des syndiqués estiment le travail non satisfaisant pour l'époque. Les centres où la proportion est la plus élevée sont : Marseille (typographes et imprimeurs-lithographes), Bordeaux, (imprimeurs-lithographes), Versailles (typographes), Toulon (typographes). Dans ces deux derniers centres le chômage extraordinaire signalé est attribué à l'introduction de la machine à composer.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage atteint un peu moins de 8 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), le mois dernier la proportion était de 9 p. 100. Le chômage reste toujours élevé chez les mégissiers de rivière d'Annonay, les corroyeurs, chevriers, maroquiniers de Marseille, les ouvriers en crins, les chevriers-maroquiniers de Lyon. A Châteaurenault, les ouvriers tanneurs et corroyeurs ne font que 48 heures. Par contre les ouvriers pelleteurs de Fismes et de Paris n'ont pas de chômeurs. A Graulhet les 1,200 ouvriers moutonniers continuent à être tous occupés, l'augmentation de salaire relevée le mois dernier tend à se généraliser.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 11 p. 100, : le mois dernier elle était de 9 p. 100 et en mars, de 4 p. 100. Le travail a diminué dans presque tous les centres. A Romans, les cordonniers ne font plus que 7 à 8 heures par jour; à Izeaux les ouvriers en cousu-main travaillent à peu près trois jours par semaine. A Paris, au contraire, les ouvriers en chaussures sont en pleine saison.

Dans la ganterie, d'après l'ensemble des réponses des syndicats, la proportion de leurs adhérents sans travail serait de 26 p. 0/0 le mois dernier elle était de 18 p. 0/0 et en mars de 2 p. 100 seulement. Cette augmentation tient uniquement au chômage considérable qui existe sur les places de Saint-Affrique et de Milhau. Dans les autres centres, au contraire, notamment à Saint-Junien, à Paris et à Chaumont tous les ouvriers travaillent et la situation est considérée comme très satisfaisante.

Dans la sellerie-bourrellerie, le nombre des chômeurs est insignifiant, sauf à Béziers.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 72 syndicats, groupant 21,247 adhérents, était, à la fin de mai 1903, de 1,766, soit 8 p. 100 : la proportion était de 9 p. 100 le mois précédent et de 12 p. 100 en mai 1902. Dans le Nord, à Roubaix, le travail est normal dans le peignage et le tissage; dans l'ensemble de l'industrie textile, la proportion des chômeurs est de 4 p. 100; à Tourcoing, les trieurs de laine sont peu occupés; le chômage atteint 11 p. 100 dans l'ensemble des ouvriers syndiqués des textiles; la situation est toujours très satisfaisante à Armentières et Fourmies, où tous les ouvriers sont occupés; on signale une baisse de travail à Wignehies,

le Gateau, Neuville, Villers-en-Cauchies, Avesnes-lès-Aubert. Dans le groupe normand, le chômage est toujours considérable chez les ouvriers liniers et lainiers de Lisieux, sinon parmi les syndiqués, qui n'ont que 5 p. 100 de chômeurs, du moins dans l'ensemble de Lisieux; on ne signale par contre aucun chômeur à Bolbec, Oissel, Malaunay. Dans l'Est, à Saint-Die, le travail est en baisse, le chômage est de 1 p. 100. Dans les Ardennes, l'activité est satisfaisante à Sedan et à Floing. A Saint-Quentin, les tisseurs ont 10 p. 100 de chômeurs. A Reims, les trieurs de laines sont tous occupés. A Amiens, le chômage est presque nul. Dans les tissages de l'Ouest (Châteauroux, Romorantin, centres de Maine-et-Loire, de la Sarthe et des Deux-Sèvres), on ne signale aucun chômeur, sauf à Laval, où 25 p. 100 des ouvriers tisseurs sont sans travail. Au Sud-Ouest, les tisseurs de Lavelanet, la Bastide-Rouairoux, Sainte-Colombe-sur-l'Hers ont toujours une occupation normale. Dans les tissages de la région roannaise, l'activité reste médiocre; à Roanne, les ouvriers sont à peu près tous occupés, mais ne travaillent que sur métier au lieu de deux; à Thizy, le chômage est de 6 p. 100. Dans la région de Saint-Étienne, la fabrication du ruban et du velours traverse une crise générale. La situation ne s'est pas améliorée dans les tissages de soie de la région de Lyon.

Dans la bonneterie, la morte-saison; qui a commencé pour durer jusqu'en septembre, a aggravé encore le chômage qui sévit depuis plusieurs mois sur les ouvriers de cette industrie dans la région de Troyes; par contre, les ouvriers bonnetiers de Sauve et de Condé-sur-Noireau continuent à travailler normalement.

L'activité est médiocre chez les imprimeurs sur étoffes, apprêteurs et teinturiers.

Le travail est en diminution dans la passementerie, aussi bien que dans les fabriques de tulles de Saint-Quentin, Caudry et Lyon.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion du chômage est de 9 p. 100; elle était seulement de 2 p. 100 le mois dernier. La saison s'est terminée plus tôt que d'habitude dans un certain nombre de centres, notamment à Angoulême, Lyon et Paris. Les coupeurs de chemises, sont en pleine saison; le travail a au contraire baissé chez les ouvriers en cols et cravates. La saison a commencé très en retard cette année pour les ouvrières en plumes; le travail n'avait pas encore complètement repris à la fin de mai.

Les ouvriers chapeliers sont encore presque partout en morte-saison : on signale une reprise de travail à Bort et à Chazelles-sur-Lyon. Le chômage, qui était de 9 p. 100. le mois dernier, est descendu au-dessous de 6 p. 100 dans l'ensemble des centres.

Pas de changement depuis le mois dernier chez les blanchisseurs de la banlieue de Paris.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les 43 syndicats de charpentiers et menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 8 p. 100, proportion égale à celle du mois dernier; l'état du travail est estimé satisfaisant par la majorité des syndicats et des syndiqués : la durée du travail varie en général de 60 à 63 heures par semaine. A Paris, par suite de l'emploi de plus en plus répandu du fer dans les constructions et de la surabondance de la main-d'œuvre depuis l'Exposition, le chômage se maintient chez les charpentiers à un taux anormal dans cette saison (plus de 50 p. 100). La situation ne s'améliore guère chez les charpentiers de navires du Havre et de Nantes et les scieurs de bois de marine de Gommegnies. Les scieurs à la mécanique de Hermes travaillent toujours régulièrement; les scieurs-découpeurs de Paris ne sont pas au contraire occupés d'une manière suivie et comptent 10 p. 100 de chômeurs.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébé-

nistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 33 syndicats, est de 6 p. 100; elle était de 12 p. 100 le mois dernier. L'état du travail est considéré comme satisfaisant par 60 p. 100 des syndicats et des syndiqués. Le travail a repris presque partout. On signale néanmoins un chômage assez important chez les doreurs sur bois de Paris.

Les ouvriers carrossiers sont en pleine saison et ne signalent aucun chômeur. La gelée des vignes a aggravé encore le chômage dans l'industrie de la tonnellerie, où la proportion des syndiqués sans travail dépasse 40 p. 100. Les ouvriers sabotiers et galochiers ont un nombre de chômeurs insignifiant.

Chez les layetiers-emballleurs, on signale une légère reprise à Paris, un ralentissement au contraire à Lyon et à la Croix-Saint-Ouen. Les ouvriers coffretiers de Paris ont à peine 3 p. 100 de chômeurs. Pas de changement chez les ouvriers brossiers. Les ouvriers vanniers d'Aramon et boutonnières en os de Méru sont très satisfaits. Il en est de même des ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers. Les ouvriers en balais ont moins de travail que le mois dernier.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 136 syndicats groupant 29,914 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était de 1,299, soit 5 p. 100; la proportion était le mois dernier de 6 p. 100: elle était de 8 p. 100 en mai 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2 p. 100. (les 40 grévistes de Flers non compris): le mois dernier, elle était de 4 p. 100. L'amélioration constatée les mois précédents continue donc à s'affirmer. D'ailleurs, 75 p. 100 des syndicats, représentant plus de 80 p. 100 des syndiqués, estiment la situation satisfaisante pour l'époque.

Les syndicats de métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux) accusent 3 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 4 p. 100 en avril et en mars. Là encore l'amélioration s'accroît, bien que la grande majorité des syndicats continue à estimer l'état du travail peu satisfaisant. Le chômage reste encore important à Commeny, Alais, Saint-Chamond. La reprise du travail est générale à Firminy, Saint-Etienne, Chambon-Feugerolles, Guérigny. Au Mans, les patrons demandent en vain des mécaniciens. Au Creusot, la proportion du chômage est estimée à 2 1/2 p. 100. Parmi les causes de la reprise du travail, quelques syndicats signalent le développement de l'industrie automobiliste.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 15 p. 100, proportion notablement supérieure à celle des deux mois précédents (9 et 10 p. 100). Le chômage serait surtout important à Nouzon (160 chômeurs sur 881), Nantes, Lyon, Rouen, Le Havre, Bordeaux, Bourgoin. Les mécaniciens d'Albert et de Paris se montrent par contre assez satisfaits.

Les ferblantiers-zingueurs qui travaillent pour le bâtiment se montrent en général satisfaits. Chez les ferblantiers-boitiers le chômage a un peu diminué à Concarneau et Sauzon, il reste considérable à Audierne; la saison des petits pois a amené la reprise du travail dans les usines de conserves de Périgueux et de Chantenay. Tandis que les chaudronniers des ports manquent de travail par suite du peu d'activité des constructions maritimes, ceux des autres centres se montrent en général très satisfaits. Dans la région de Thiers, les émouleurs et polisseurs en ciseaux ont 18 p. 100 de chômeurs, les émouleurs de coutellerie au contraire font tous 72 heures par semaine.

La situation ne s'améliore pas dans l'horlogerie. Les fabriques d'armes de Saint-Etienne sont entrées en pleine saison jusqu'au mois de septembre. Les ouvriers de l'optique et des instruments de précision de Paris sont peu occupés; les ouvriers jumelliers de Cuisse-la-Molhe bénéficient d'une légère reprise. Enfin, les ouvriers

en instruments de musique de Paris et de Château-Thierry se montrent très satisfaits.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 153 syndicats, groupant 11,514 adhérents, était, à la fin de mai, de 9 p. 100; elle était de 10 p. 100 le mois précédent et de 14 p. 100 en mai 1902. La situation continue donc à s'améliorer, à mesure que l'on avance dans la bonne saison.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 8 p. 100 contre 9 p. 100 le mois dernier; la situation est jugée satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués. La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 10 p. 100 contre 9 p. 100 le mois dernier; mais il convient de remarquer que c'est presque exclusivement à Grenoble et surtout à Paris qu'on signale des chômeurs; dans tous les autres centres, le chômage est nul ou insignifiant. Les marbriers et sculpteurs ont peu de travail.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de changement dans la chaudièrerie et la tuilerie. Dans la poterie il n'y a aucun chômeur à Roanne, Saint-Amand et Lyon. Les ouvriers de la céramique de Paris ont 15 p. 100 de sans-travail. A Limoges, les journaliers, mouleurs en plâtre et mouffletiers des porcelaineries sont à peu près tous occupés. A la faïencerie de Montereau le travail est repris et la durée du travail est remontée à 54 et 60 heures par semaine.

Situation satisfaisante dans la glacerie. Travail abondant chez les verriers de Bes-sèges; ceux de Fresnes ont 17 p. 100 de chômeurs.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Les ouvriers des ports ont beaucoup de chômeurs à Bordeaux, à Saint-Malo et au Havre, principalement parmi les charbonniers; à Brest ils sont au contraire presque tous occupés. Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à 20 p. 100; elle était de 25 p. 100 le mois dernier.

D'après les réponses de 26 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 5,963 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin de mai, de 188, soit 3 p. 100, proportion notablement inférieure à celle du mois précédent (6 p. 100).

LES GRÈVES EN MAI 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de mai 1903. Le texte explicatif qui se rapporte au tableau ci-contre se trouve page 476.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
30 janv...		La Chapelle-sous-Dun.	Saône-et-Loire...	Mineurs	1	410	1
12 mars.	18 mai.	Saint-Loup.....	Haute-Saône....	Ébénistes.....	2	510	2
23 mars..		Tarare.....	Rhône.....	Tisseurs.....	1	132	3
24 mars..	18 mai.	Mazamet.....	Tarn.....	Menuisiers.....	21	37	4
24 mars..		Constantine.....	Constantine.....	Tailleurs d'habits	10	64	5
27 mars..	18 mai.	Rennes.....	Ille-et-Vilaine..	Apprêteurs de soies de pore..	4	97	6
30 mars..		Auch.....	Gers.....	Ébénistes.....	14	42	7
2 avril ..		Châteauroux.....	Indre.....	Maçons.....	21	90	8
3 avril ..	9 juin..	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	2	357	9
3 avril ..		Beuzec-Concq....	Finistère.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	40	10
4 avril ..	11 juin..	Mouveaux.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	65	11
6 avril ..		Lyon.....	Rhône.....	Ferblantiers-zingueurs.....	1	6	12
6 avril ..		Châteauroux.....	Indre.....	Couvreurs.....	9	31	13
14 avril ..		La Gorgue et Estaires.	Nord.....	Tisseurs et fileurs.....	6	1,050	14
14 avril ..		Nemours.....	Seine-et-Marne..	Diamantaires.....	1	35	15
16 avril ..	25 mai.	Auxerre.....	Yonne.....	Maçons.....	27	238	16
29 avril ..	7 mai...	Bourg-de-Péage..	Drôme.....	Cordiers.....	3	80	17
30 avril ..	25 mai..	Pompignan et Grisolles.	Tarn-et-Garonne..	Balais (Ouvriers en).....	2	125	18
30 avril ..		Aubervilliers.....	Seine.....	Fondeurs en fer.....	1	20	19
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} mai..	4 mai...	Lambertart.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	32	1
1 ^{er} mai..	5 mai...	Garennas.....	Eure.....	Luthiers.....	1	12	2
1 ^{er} mai..	20 mai..	Lepuix-Gy.....	Haut-Rhin.....	Tisseurs.....	1	80	3
2 mai..	25 mai..	Tourcoing.....	Nord.....	Mécaniciens-constructeurs.....	1	80	4
2 mai..		Brest.....	Finistère.....	Boulangers.....	"	150	5
2 mai..		Paris.....	Seine.....	Mécaniciens-constructeurs (automobiles).	1	60	6
3 mai..		Fiers.....	Orne.....	Fondeurs.....	1	40	7
3 mai..		Bussang.....	Vosges.....	Couverts en fer (Ouvriers en)	1	50	8
4 mai..	7 mai..	Fournies.....	Nord.....	Rattacheurs.....	1	28	9
4 mai..	15 mai..	Peyriac-de-Mer..	Ande.....	Agricoles (Ouvriers).....	3	95	10
4 mai..	14 mai..	Paris.....	Seine.....	Gordonniers.....	1	7	11
5 mai..	8 juin..	Villeurbanne.....	Rhône.....	Peignes à tisser (Ouvriers en).	1	50	12
6 mai..	9 mai..	Prémery.....	Nièvre.....	Acide pyroligneux (Ouvriers d'une usine d').	1	225	13
6 mai..	11 mai..	Montluçon.....	Allier.....	Verriers.....	1	62	14
6 mai..	15 mai..	Charleville.....	Ardennes.....	Ferronniers.....	1	66	15
7 mai..	16 mai..	Doyet, Bézenet et Montvicq.	Allier.....	Maçons.....	7	49	16
7 mai..		Saint-Uze.....	Drôme.....	Porcelainiers.....	1	120	17
7 mai..		Suresnes.....	Seine.....	Imprimeurs sur étoffes.....	1	57	18
8 mai..	9 mai..	Marly.....	Nord.....	Mineurs (herscheurs).....	1	30	19
8 mai..	23 mai..	Levallois-Perret..	Seine.....	Cochers.....	6	500	20
9 mai..	9 mai..	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Déchargeurs.....	1	60	21
9 mai..		Vizille.....	Isère.....	Carton (Ouvriers d'une fabrique de).	1	62	22

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REFRÈS.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10

AU 1^{er} MAI 1903 (1).

1	Demande de rétablissement d'une prime.....	.....	
2	Demandes : réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire.....	Transaction.	
3	Réduction de salaire.....	.....	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6	Demandes : réintégration d'une ouvrière; augmentation de salaire.....	Echec.	
7	Demandes : augmentation de salaire; indemnités de déplacement.....	.....	
8	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire; indemnités de déplacement.....	.....	
9	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
10	Réduction de salaire.....	.....	
11	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
12	Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	.....	
13	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
14	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
15	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
16	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	
17	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
18	Réduction de salaire.....	Transaction.	Réussite dans un établissement, échec dans l'autre.
19	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	

EN MAI 1903.

1	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
2	Règlement d'atelier.....	Echec.	5 grévistes remplacés.
3	Demande de rétablissement d'une prime.....	Transaction.	
4	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
5	Demandes : ne plus être logés par le patron; suppression de certaines corvées.....	.....	
6	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
8	Contestation relative au salaire.....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	15 grévistes remplacés.
10	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
11	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
12	Réduction de salaire.....	Transaction.	
13	Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un ouvrier; reconnaissance du syndicat.....	Transaction.	
14	Demande de diminution du temps de travail.....	Echec.	
15	Protestation contre l'augmentation du temps de travail.....	Echec.	
16	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
17	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
18	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
19	Réduction de salaire.....	Réussite.	
20	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.....	Echec.	
21	Demande de renvoi de quatre ouvriers.....	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
11 mai...	11 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Déchargeurs	1	80	23
11 mai...	13 mai...	Cette.....	Hérault.....	Déchargeurs	35	980	24
11 mai...	15 mai...	Pérenchies.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	220	25
11 mai...	18 mai...	Saint-Claude.....	Jura.....	Charpentiers, menuisiers, ébénistes.	13	32	26
11 mai...	.....	Savonnières-en-Perthois.	Meuse.....	Carriers.....	"	597	27
12 mai...	13 mai...	Soulanges.....	Marne.....	Chaufourniers.....	1	28	28
15 mai...	15 mai...	Marseille.....	Bouches-du-Rhône	Déchargeurs	1	200	29
15 mai...	2 juin...	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	75	30
15 mai...	.....	Beauregard.....	Dordogne.....	Mineurs.....	1	30	31
15 mai...	.....	Halluin.....	Nord.....	Fileurs.....	1	27	32
16 mai...	20 mai...	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350	33
16 mai...	21 mai...	La Grand-Croix...	Loire.....	Mineurs.....	1	170	34
19 mai...	20 mai...	La Madeleine-les-Lille.	Nord.....	Frappeurs.....	1	14	35
19 mai...	23 mai...	Armentières.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	60	36
23 mai...	26 mai...	Châtellus - le - Mar- cheix.	Creuse.....	Patrons boulangers.....	2	2	37
23 mai...	.....	Bayonne.....	Basses-Pyrénées..	Typographes.....	1	15	38
25 mai...	28 mai...	Montpellier.....	Hérault.....	Tailleurs de pierre et maçons.	1	40	39
25 mai...	2 juin...	Wignehies.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	78	40
25 mai...	4 juin...	Lyon.....	Rhône.....	Maçons et aides.....	1	40	41
25 mai...	.....	Paris.....	Seine.....	Bijoutiers.....	1	16	42
26 mai...	.....	Paris.....	Seine.....	Cordonniers.....	1	4	43
28 mai...	29 mai...	Roubaix.....	Nord.....	Fileuses.....	1	13	44
28 mai...	.....	Sains-Richaumont.	Aisne.....	Rattacheurs.....	1	24	45
30 mai...	2 juin...	Le Tréport.....	Seine-Inférieure..	Verriers.....	1	84	46
31 mai...	31 mai...	Courbevoie.....	Seine.....	Tramways (Employés de)...	1	40	47

LES GRÈVES EN MAI 1903.

47 grèves, dont une de patrons boulangers, ont été signalées, en mai, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part est de 5,154. Il y avait eu, en mai 1902, 44 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 53.

Ces 47 grèves, dont 39 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	19
Réductions de salaire.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	5
Contestations relatives au salaire.....	3

RÉPÈRES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
23	Demande de renvoi de deux ouvriers.....	Échec.	
24	Refus d'un patron de signer une convention réglementant l'embauchage.	Réussite.	
25	Demande : suppression d'amendes ; affichage du tarif ; réglementation du travail.	Transaction.	
26	Demandes : substitution du travail à l'heure au travail à la journée ; diminution du temps de travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
27	Demandes : suppression d'une retenue ; augmentation de salaire.	.....	
28	Demande de diminution de la tâche journalière.....	Échec.	
29	Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
30	Demandes : augmentation de salaire ; diminution de la vitesse des machines.	Échec.	
31	Retard dans le paiement des salaires.....	.....	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
33	Demandes : diminution et partage des amendes ; réglementation du travail ; avancement plus rapide des apprentis.	Réussite.	
34	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; levée d'une punition.	Échec.	
35	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
36	Demandes augmentation de salaire ; paiement des heures supplémentaires.	Réussite.	
37	Demande d'élévation de la taxe municipale.....	Échec.	
38	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
39	Demandes : réintégration de 5 ouvriers ; diminution du temps de travail.	Transaction.	
40	Contestation relative au salaire.....	Échec.	
41	Demande de ne pas employer les aides à un travail incombant aux ouvriers.	Échec.	
42	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
43	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
45	Demandes d'augmentation de salaire.....	.....	
46	Réduction de salaire.....	Transaction.	
47	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	

Contestations relatives à la réglementation du travail.....	5
Contestation relative au règlement d'atelier.....	1
Demandes de suppression ou de diminution des amendes.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	9
Demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres.....	3
Demande de suppression d'une retenue.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 25 départements et on en a compté :

12 dans le Nord, 7 dans la Seine, 3 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans l'Allier, l'Hérault et le Rhône, et 1 dans les 19 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 11 ; métaux, 7 ; bâtiment, déchargeurs, 4 ; mines, 3 ; boulangers, cordonniers, verriers, 2 ; acide pyroligneux (ouvriers d'une usine d'), agricoles (ouvriers), bijoutiers, carriers, carton (ouvriers d'une fabrique de), chauxfourniers, cochers, luthiers, peignes à tisser (ouvriers en), porcelainiers, typographes, tramways (employés de), 1 grève.

Des 47 grèves commencées en mai, 33 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Huit, 1 jour ou moins d'un jour; deux, 2 jours; cinq, 3 jours; quatre, 4 jours; deux, 5 jours; une, 7 jours; deux, 8 jours; deux, 9 jours; deux, 10 jours; une, 15 jours; une, 18 jours; une, 19 jours, et une, 23 jours.

Si l'on y ajoute 8 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 70 jours, 68 jours, 67 jours, 67 jours, 55 jours, 25 jours et 8 jours, on trouve, parmi les 41 conflits terminés :

8 réussites,
18 transactions,
15 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

12 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en mai à la Direction du travail :

1° Grève des maçons de Mazamet (Tarn). — Le 14 avril, avant la cessation du travail, la chambre syndicale des ouvriers maçons et cimentiers de Mazamet avait provoqué la réunion d'un comité de conciliation devant le juge de paix, en vue d'obtenir une augmentation de salaire, le paiement des heures supplémentaires et des indemnités de déplacement. Le comité se réunit le 20 avril. L'entente ne put s'établir et les deux parties refusèrent de se prêter à un arbitrage. La grève éclata le 21.

Le 8 mai, un second comité se réunit et adopta la convention suivante :

1° Paiement à l'heure et journée de 10 heures;

2° Prix de l'heure, 0 fr. 40 au lieu de 0 fr. 35;

3° Augmentation de 0 fr. 15 pour les heures de travail faites le dimanche ou après le repas du soir;

4° Indemnités de déplacement pour les travaux exécutés au loin : a) de 2 à 8 kilomètres au delà de l'octroi, 0 fr. 05 par kilomètre (aller et retour); b) à plus de 8 kilomètres, frais de transport et de nourriture à la charge des patrons.

Cet arrangement mit fin à la grève; les ouvriers reprirent le travail le lendemain 9 mai.

2° Grève des maçons de Doyet, Bézenet et Montvicq (Allier). — Le 3 mai, le syndicat des ouvriers du bâtiment (maçons) du canton de Montmarault, réuni en assemblée générale à Montvicq, rédigeait une liste de revendications comportant augmentation des salaires et diminution du temps de travail. Le 5 mai, au cours d'une entrevue à la mairie de Doyet, les patrons repoussèrent les demandes des ouvriers. La grève éclata le 7. Le lendemain, les grévistes firent appel à l'intervention du juge de paix. Les patrons répondirent le 13 par un refus de se prêter à la conciliation. Le 14 mai, le magistrat se rendit en personne à Bézenet, Doyet et Montvicq et réussit à provoquer la réunion d'un comité de conciliation à la mairie de Doyet, le 15 mai. Les ouvriers ayant renoncé à l'augmentation de salaire, la transaction suivante donna satisfaction à leurs autres revendications :

Les ouvriers reprendront le travail à partir du 16 mai; aucun d'eux ne sera congédié

pour fait de grève. La journée sera coupée par un repos d'une heure et demie, de 11 heures à midi et demi, à partir du 16 mai. Dans les chantiers éloignés où le temps, pour s'y rendre, dépasse une heure, le reste du trajet sera compté comme travail effectif à partir du 24 juin 1903 (le point de départ sera compté de chez le patron), c'est-à-dire que la prise du travail commencera à 6 heures et demie du matin et cessera à 5 heures et demie du soir.

Les ouvriers ont repris le travail au jour fixé.

3° Grève des ouvriers charpentiers, menuisiers et ébénistes de Saint-Claude. — Le 11 mai, les ouvriers charpentiers, menuisiers et ébénistes de Saint-Claude se mettaient en grève en réclamant la journée de 10 heures, la substitution du travail à l'heure au travail à la journée et des indemnités de déplacement. Le 15 mai, le syndicat ouvrier fit appel à l'intervention du juge de paix. Un comité de conciliation se réunit le 16 mai. L'accord se fit aux conditions suivantes :

1° Journée de 10 heures; nettoyage des ateliers effectué par les ouvriers en dehors des heures de travail, sans supplément de salaire;

2° Travail à l'heure; le système du quart de journée est aboli;

3° Le salaire des ouvriers moyens est fixé à 0 fr. 60 pour les charpentiers et 0 fr. 50 pour les menuisiers et ébénistes. — Le patron sera seul juge, après un essai de six jours au maximum, de reconnaître à l'ouvrier la qualité d'ouvrier moyen, supérieur ou inférieur. Le travail de l'ouvrier à l'essai sera payé d'après le tarif ci-dessus;

4° Travaux effectués au delà de l'octroi : a) dans un rayon de 3 kilomètres, 0 fr. 50 en plus par jour; au delà de 3 kilomètres, 1 fr. 50 de plus, frais de transport à la charge du patron;

5° La paye se fera le samedi soir;

6° Aucun renvoi pour faits de grève.

Les ouvriers ont repris le travail le 16 mai.

4° Grève d'ouvriers cordiers à Bourg-de-Péage (Drôme). — Les ouvriers cordiers des établissements Roux et Eymond, Vincent, Jullien, à Bourg-de-Péage, s'étaient mis en grève, le 29 avril, pour obtenir une augmentation de salaire. Sur l'intervention du juge de paix, deux comités se réunirent, l'un le 6 mai pour mettre fin à la grève survenue chez MM. Roux et Eymond; l'autre, le lendemain, pour concilier les patrons et ouvriers des deux autres établissements. Dans ces deux comités, un tarif identique fut adopté, aux termes duquel les ouvriers travaillant aux pièces peuvent gagner en moyenne, par jour : les hommes, 3 francs au lieu de 2 fr. 75; les femmes, 1 fr. 50 au lieu de 1 fr. 25; les enfants, 0 fr. 75 au lieu de 0 fr. 50. De plus, les patrons s'engageaient à reprendre tous les grévistes, à opérer la plus équitable répartition des tâches aux époques où le travail serait moins abondant et à « reconnaître toute liberté syndicale ».

Les ouvriers ont repris le travail chez MM. Roux et Eymond, le 7 mai, et le 8 mai, dans les deux autres établissements.

5° Grève d'ouvriers mécaniciens-constructeurs à Tourcoing (Nord). — Le 2 mai, 80 ajusteurs, tourneurs, riveurs, etc., de la maison Paul Dubrulle, à Tourcoing, se mettaient en grève en réclamant la réintégration d'un ajusteur congédié pour malfaçon. Le juge de paix est intervenu d'office le 20 mai : l'accord s'est fait le 23. L'ouvrier congédié n'a pas été repris, mais le patron l'a indemnisé. Le 25 mai, la grève était terminée.

6° Grève d'ouvriers apprêteurs de soie à Rennes. — Le 8 mai, au nom

des ouvriers des quatre établissements, en grève depuis le 27 avril pour obtenir la réintégration d'une ouvrière et une augmentation de salaire, la chambre syndicale des broisseurs et apprêteurs de soie de Rennes fit appel au juge de paix. Deux des patrons seulement consentaient à recourir à la conciliation. Un comité se réunit le 14 mai. L'entente ne put s'établir. La grève continua jusqu'au 18 mai. A cette date, les ouvriers, abandonnant leurs demandes, reprirent le travail.

7° Grève des carriers de Savonnières-en-Perthois (Marne). — Les ouvriers carriers de Savonnières-en-Perthois et des environs se sont mis en grève, le 11 mai, en réclamant la suppression d'une retenue de 9 p. 100 sur les salaires, établie en 1899 pour remplacer l'ancienne retenue de 3 centimètres cubes par mètre cube de pierres extraites, et une augmentation de salaire pour les ouvriers non soumis à la retenue. Après un premier refus, les patrons, sur les instances du préfet, se sont rendus, le 24 mai, à la convocation du juge de paix. L'entente n'a pu s'établir entre les parties. La grève continue.

8° Dans la grève des ouvriers de l'usine d'acide pyroligneux de Prémery (Nièvre), les ouvriers ont fait appel au juge de paix le 7 mai. Les patrons ne se sont pas prêtés à la tentative de conciliation.

9° Dans la grève des ouvriers tisseurs de la maison Briot, à Lepuix-Gy (Haut-Rhin), le juge de paix est intervenu d'office le 13 mai. Les parties n'ont pas répondu à la convocation.

10° Dans la grève des ouvriers en peignes à tisser de Villeurbanne (Rhône), le patron a refusé de se rendre à la convocation du juge de paix.

11° Dans la grève des ouvriers feronniers de Charleville (Ardennes), le juge de paix est intervenu le 6 mai. Le patron a refusé de se prêter à la conciliation.

12° Le juge de paix a fait une démarche officieuse, le 20 mai, auprès du patron, dans la grève des mineurs de la Grand-Croix (Loire). Le patron n'a voulu faire aucune concession; les ouvriers ont regagné la mine le 21 mai en abandonnant leurs demandes.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ EN FRANCE EN 1902 ⁽¹⁾.

I. — Enquêtes sur l'état des habitations.

Au cours de l'année 1903, il n'a été fait d'enquête sur l'état des habitations que dans une seule ville, à Clermont-Ferrand.

Le rapport de la Commission d'enquête de Clermont-Ferrand est un modèle. Constituée le 22 novembre 1901, cette Commission a fonctionné pendant plusieurs mois et son rapporteur, le docteur Gautrez, a pu lire son travail le 7 avril 1902.

Clermont compte 4,158 maisons. Plus de 2,500 ont été visitées; un certain

⁽¹⁾ D'après les rapports présentés au Président de la République, le 7 mai 1903, par le Conseil supérieur des habitations à bon marché (*Journal officiel*, 12 mai 1903).

nombre ont été décrites et le rapporteur a pu dire qu'il avait pris pour modèle l'enquête d'Ivry à laquelle MM. Mangenot et du Mesnil ont attaché leurs noms.

Il estime que la classification suivante exprime l'état vrai des habitations :

Bonnes.....	200 environ.
Passables.....	1,000 —
Médiocres.....	800 —
Mauvaises.....	400 —
Très mauvaises.....	150 —
	2,550 —

Le nombre des logements de 300 francs et au-dessous, à Clermont, est de 9,500 environ dont 800 sont actuellement vacants, soit 8.5 p. 100.

Le rapporteur estime à 4,000 le nombre des logements médiocres ou mauvais.

Parmi les garnis, un tiers environ appelle des mesures urgentes : défaut de cube d'air, entassement des lits dans un espace insuffisant, humidité et saleté repoussante, tels sont les maux auxquels l'Administration municipale, armée des pouvoirs de police et usant de la nouvelle loi sanitaire, peut porter remède.

Le rapporteur ne se borne pas à la description du logement, il étudie les taux des loyers, l'état de la population, signale la faible natalité ⁽¹⁾, la mortalité très élevée (il y a 800 décès pour 400 naissances), d'où il suit que l'immigration seule explique l'accroissement de la ville; il décrit les habitudes des travailleurs, fait remarquer que l'épargne assez faible est en progrès ainsi que la mutualité et aborde les questions de salaire et de budget. L'ouvrier gagne en moyenne 1,000 à 1,200 francs et son loyer est de 120 à 150 francs, ce qui établit un rapport entre ces deux chiffres de 1 huitième environ du salaire.

Le rapporteur expose les conséquences physiques avec l'autorité que lui donne son expérience médicale; il énumère tout ce qui doit être fait dans la ville de Clermont pour remédier à l'insalubrité des maisons.

Il conclut enfin à la création d'un Comité d'habitations à bon marché.

II. — Les Sociétés d'habitations à bon marché en 1902.

Aux termes de l'article 9 du règlement du 21 septembre, les sociétés d'habitations à bon marché qui veulent bénéficier des avantages de la loi du 30 novembre 1894 doivent faire approuver leurs statuts par le Ministre du Commerce qui doit prendre, à cet effet, l'avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

Au 31 décembre 1901, le nombre des sociétés dont les statuts étaient régulièrement approuvés s'élevait à 50

En 1902, 15 nouvelles sociétés ont obtenu l'approbation, ce qui fait à la date actuelle un total de 65 sociétés. En outre, 16 autres sociétés sont en voie de formation. Leurs statuts sont à l'instruction et, pour la plupart d'entre elles, une décision ne tardera pas sans doute à intervenir.

Le nombre total des sociétés d'habitations à bon marché fonctionnant en 1902 a été de 74 et se décompose ainsi;

Sociétés anonymes.....	42
Sociétés coopératives.....	32

⁽¹⁾ On signale des propriétaires qui ne veulent pas louer à des familles où se trouvent de nombreux enfants. Telle maison de douze ménages n'a que cinq enfants.

Les 15 sociétés approuvées en 1902 comprennent 5 sociétés anonymes et 10 sociétés coopératives.

Ces chiffres montrent que le mouvement signalé par nos précédents rapports vers la forme coopérative s'accroît chaque année.

En effet, les 25 sociétés fondées jusqu'à la fin de 1896 ne comptaient que 5 sociétés coopératives. Les 34 sociétés, qui se sont constituées de 1897 à 1901, c'est-à-dire en cinq ans, se partageaient exactement par moitié entre ces deux types ; mais, en 1902, la prédominance est décidément acquise à la société coopérative, qui a inscrit à son actif les deux tiers des approbations obtenues et des demandes à l'instruction.

Le Conseil supérieur des habitations à bon marché signale, dans son rapport, les dangers auxquels s'exposent beaucoup de sociétés coopératives qui ne prévoient pas la constitution d'un capital initial suffisant avant de commencer les travaux. Plusieurs projets soumis à l'examen du Conseil se bornaient même à donner comme capital à une société naissante le terrain qu'elle se proposait d'acquérir et les maisons qu'elle comptait y construire. Le Conseil estime qu'il est sage que les coopérateurs soient tenus de fournir seuls, au moins le dixième du capital à engager dans l'entreprise.

Afin de guider à l'avenir les fondateurs de sociétés le Ministre du Commerce a confié la préparation de statuts-modèles pour les sociétés d'habitations à bon marché à une Commission spéciale qui s'est déjà mise à l'œuvre.

III. — Bilans des sociétés.

Une circulaire ministérielle de 1901 a recommandé aux sociétés d'habitations à bon marché de présenter leurs bilans dans un cadre-type. En rapprochant les divers bilans conformes au cadre modèle, le Comité permanent du Conseil supérieur a dressé le tableau ci-dessous, qui donne pour les sociétés anonymes et pour les coopératives, les chiffres afférents à l'exercice 1901.

	SOCIÉTÉS	
	anonymes et de crédit.	coopératives.
Capital social.....	4,747,000	961,620
Emprunts.....	3,185,209	1,133,212
Terrains et constructions.....	6,075,678	1,576,299
Amortissements versés par les acquéreurs.....	483,769	242,174
Réserve légale.....	44,764	2,585
Réserves diverses.....	277,129	6,542
Frais à amortir.....	47,496	40,312
Dividendes.....	2 à 4 p. 100	2 à 4 p. 100

Par rapport à l'exercice 1900 il y a, pour les sociétés anonymes, augmentation de 358,000 francs pour le capital social, de 698,475 francs pour les emprunts, de 58,562 francs pour les amortissements, soit une augmentation totale des ressources de 1,115,037 francs. Pour les sociétés coopératives, l'augmentation totale est de 928,893 francs, dont 651,565 francs afférant au capital social, 268,236 fr. aux emprunts et 9,091 aux amortissements. La valeur des terrains et constructions a augmenté de 864,243 francs pour les sociétés anonymes, et de 560,713 francs pour les Sociétés coopératives.

IV. — Immunités fiscales.

La loi de 1894 accorde aux entreprises d'habitations à bon marché certains avantages, notamment sous la forme d'immunités fiscales.

Les exonérations se sont élevées au total, pour l'année 1902, à 40,798 fr. 42, se répartissant ainsi :

Contribution foncière.....	14,947 ^f 45
Contribution des portes et fenêtres.....	21,491 18
Taxe de mainmorte.....	1,126 17
Patente.....	1,076 00
Timbre et enregistrement.....	1,027 10
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.....	1,130 52

V. — *Les Caisses d'épargne et les habitations à bon marché.*

La loi du 20 juillet 1895 a autorisée les Caisses d'épargne à employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune à divers objets et entre autres « en acquisition ou construction d'habitations à bon marché, en prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou « aux sociétés de crédit qui ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en « faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés. »

Au 31 décembre 1902, 23 Caisses d'épargne avaient usé partiellement de cette faculté. Le capital total qu'elles y ont employé est de 2,261,111 fr. 84, ainsi réparti :

Acquisitions ou constructions.....	1,463,234 ^f 11
Prêts hypothécaires à des sociétés.....	526,877 73
Obligations des sociétés.....	271,000 00
Total pareil à la fin de 1902.....	2,261,111 84
A la fin de 1901 ce total était de.....	2,665,454 57
DIMINUTION en 1902.....	404,342 53

Cette diminution, qui semble tout d'abord inquiétante, s'explique lorsqu'en étudiant le détail des chiffres, on voit qu'elle provient d'un remboursement de 950,000 francs qui a été effectué, au cours de 1902, à la Caisse d'épargne de Lyon.

Sur le total de 1901, les deux Caisses d'épargne de Lyon et de Marseille figuraient pour 1,617,599 fr. 81, ce qui ne laissait aux autres caisses concourant à ce total qu'un contingent de 1,047,854 fr. 56.

A la fin de 1902, au contraire, la quote-part de Marseille et de Lyon se réduit à 656,650 fr. 11, tandis que celle des autres caisses monte à 1,604,462 fr. 73.

Ainsi, pendant le courant de 1902, le concours financier des Caisses d'épargne, en dehors de celles de Lyon et de Marseille, s'est accru de 556,607 fr. 17 soit de 53 p. 100. Le nombre de celles qui sont entrées dans ce mouvement s'est lui-même augmenté de dix-huit à vingt-trois, par l'accession des caisses d'Abbeville, de Blaye, de Bordeaux, de Bourges et de Guéret.

Or la fortune personnelle des Caisses d'épargne était, au 31 décembre 1901, de 144,405,245 fr. 49, produisant un revenu annuel de 3,649,171 fr. 32 ; les Caisses d'épargne sont donc loin d'avoir épuisé la faculté qui leur a été ouverte par la loi de 1895. Aussi le Conseil supérieur a-t-il renouvelé le vœu que le Ministre du Commerce veuille bien insister à nouveau auprès des Caisses d'épargne afin qu'elles prêtent aux habitations à bon marché leur concours moral et financier, dans les formes que leur permet l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895.

La loi autorise également les bureaux de bienfaisance, les hospices et hôpitaux à employer une fraction de leur patrimoine n'excédant pas un cinquième à la construction d'habitations à bon marché, ainsi qu'en prêts hypothécaires aux sociétés

de construction ou de crédit. Jusqu'ici cette disposition de l'article 6 de la loi de 1894 est restée lettre morte. Une circulaire du Ministère de l'Intérieur a rappelé aux administrateurs des bureaux de bienfaisance la faculté qui leur était ouverte par la loi de 1894.

VI. — *Sociétés de crédit.*

A côté des sociétés qui se proposent la construction d'habitations à bon marché, il existe des sociétés de crédit, qui au lieu de construire directement, aident les ouvriers, par des avances hypothécaires, à bâtir eux-mêmes leur maison, d'après leurs propres convenances et sur le terrain qu'ils ont.

Cette forme de société est encore peu usitée en France. Une des plus importantes de ces sociétés est la Société de crédit, fondée par M. Siegfried; elle sert d'intermédiaire entre la Caisse générale des dépôts et consignations et les caisses locales. Le montant des prêts consentis par cette société, jusqu'au 31 décembre 1901, s'élevait à la somme de 1,558,500 francs. Au cours de l'exercice 1902, cette somme s'est accrue de 437,000 francs, ce qui porte le total des prêts à près de deux millions.

La Société de Saint-Denis, qui était primitivement une société de construction, vient de décider l'augmentation de son capital et l'extension du cadre de ses opérations aux prêts hypothécaires et au département de la Seine.

VII. — *Comités locaux d'habitations à bon marché.*

La loi du 30 novembre 1894 prévoit dans chaque département la création d'un ou de plusieurs comités des habitations à bon marché ayant pour mission d'encourager la construction de maisons salubres et à bon marché. Ces comités, qui peuvent recevoir des subventions, sont institués par décret du Président de la République; les membres en sont nommés pour un tiers par le Conseil général, pour les deux autres tiers par les Préfets.

Le nombre des comités locaux institués à la fin de 1902 était de 95, au lieu de 96 à la fin de 1901. L'écart est minime. Ce qui est plus grave, c'est que la plupart d'entre eux n'ont qu'une existence purement nominale. Tout ce que l'on sait à leur sujet, c'est qu'ils ne se sont pas réunis ou que, s'étant réunis une fois, ils ont estimé ne pouvoir rien faire faute de ressources. A l'inverse, l'un d'eux s'est demandé quel emploi il pourrait faire de la subvention qu'il a reçue du Conseil général, et la question est demeurée sans solution.

Parmi les Comités qui paraissent avoir conscience du rôle qui leur est imparti, le rapporteur du Comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché signale ceux de Mézières, de Carcassonne, de Coulommiers qui s'appliquent à faire connaître la loi de 1894 à l'aide de circulaires et de brochures. D'autres (Saint-Pons, Reims-Épernay, Poitiers, le Havre) ont institué des concours entre propriétaires, architectes, locataires.

Les comités les plus actifs sont toujours ceux des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, d'Ille-et-Villaine, de la Loire-Inférieure, de l'arrondissement de Dieppe et de la Seine.

LES INDEMNITÉS DE CHÔMAGE, DE MALADIE ET DE VOYAGE

DE LA FÉDÉRATION DU LIVRE PENDANT L'ANNÉE 1902 ⁽¹⁾.

1. — Indemnité de chômage.

Le chômage, par suite de l'extension de l'emploi de la machine à composer a subi une notable augmentation et la crise ne s'est jamais aussi durement fait sentir dans la typographie. Les dépenses ont donc augmenté considérablement. En voici le décompte par trimestre et la comparaison avec l'année précédente :

TRIMESTRES.	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.
Premier.	5,388 ^f 70 ^c	5,352 ^f 75 ^c	35 ^f 95 ^c
Deuxième.	7,947 85	5,625 90	2,321 95
Troisième.	18,355 65	11,320 40	7,035 25
Quatrième.	12,099 80	7,292 70	4,807 10
	43,792 ^f 00 ^c	29,591 ^f 75 ^c	14,200 ^f 25 ^c

Les sections dans lesquelles les sommes payées pour chômage ont dépassé 1,000 francs en 1902 sont les suivantes :

SECTIONS.	SOMMES PAYÉES pour chômage.	NOMBRE DE CHÔMEURS indemnités.
Paris (compositeurs).	8,993 ^f 90 ^c	200
Marseille.	2,034 00	44
Nancy.	1,963 00	37
Toulouse.	1,837 00	37
Nantes.	1,509 90	30
Alger-Mustapha.	1,276 80	21
Nice.	1,214 00	26
Bordeaux.	1,087 55	23

Dans les sections suivantes il n'a été payé aucune indemnité de chômage : Béziers, Constantine, Cette, Aurillac, Salins, la Roche-sur-Yon, Nogent-le-Rotrou, Narbonne, Beaune, Belfort, Arras, Épinal, Saint-Lô, Tunis, Épernay, Montreuil-sur-Mer, Chateaudun, Melle, Mont-de-Marsan, Cahors, Guéret, Villefranche-sur-Saône, Bayonne-Biarritz, Menton, Montbéliard, Thonon-les-Bains, Auch, Fougères, Thouars, Langres, Châteaubriant, Dinan, Brive, Remiremont, Château-Thierry, Saumur, Senlis, soit dans 37 sections sur 162.

⁽¹⁾ D'après la *Typographie française*, organe officiel de la Fédération française des travailleurs du Livre, n° du 1^{er} juin 1903. — Voir pour l'année 1901 : *Bulletin de l'Office du travail*, juillet 1902, p. 467. — L'indemnité de chômage et de maladie, comme service fédéral, ne fonctionne que depuis 1901. Elle est fixée à 12 francs par semaine, déduction faite des gains qu'a pu faire le fédéré chômeur. Ont droit à l'indemnité les chômeurs faisant partie de la Fédération depuis un an au moins, après un versement de douze cotisations mensuelles. L'indemnité est payable dès le premier jour de la déclaration. Un chômage de moins de 4 jours n'occasionne aucune indemnité. Le maximum de l'indemnité est fixé à 72 francs par année comptée du 1^{er} janvier au 31 décembre. (*Histoire d'une caisse de chômage*, 1902, Paris, 20, rue de Savoie.)

Le nombre des bénéficiaires a également suivi une progression correspondante.

TRIMESTRES.	NOMBRE MOYEN des fédérés		FÉDÉRÉS indemnités		POURCENTAGE	
	en 1902.	en 1901.	en 1902.	en 1901.	en 1902.	en 1901.
	—	—	—	—	—	—
Premier.....	10,673	9,756	231	178	2.16	1.83
Deuxième.....	10,508	9,913	327	251	3.11	2.54
Troisième.....	10,318	9,926	634	379	6.14	3.82
Quatrième.....	10,714	10,362	461	297	4.30	2.87
ANNÉE ENTIÈRE.....	10,592	9,989	1,052	785	9.93	7.86

Pour les deux années le chômage (quant au nombre des fédérés indemnités) se trouve avoir son minimum au premier trimestre pour s'accroître progressivement les deux trimestres suivants, en atteignant son apogée au cours du troisième, période des vacances; il décroît sensiblement dans le dernier trimestre.

Le tableau suivant donne la durée moyenne, par fédéré bénéficiaire, du chômage indemnité, ainsi que la répartition du nombre de journées soldées par la Caisse fédérale sur l'ensemble des sociétaires payants. Le chiffre des journées soldées chaque trimestre et pendant l'année entière a été obtenu en divisant par 2 francs le total des sommes payées.

TRIMESTRES.	NOMBRE MOYEN DE JOURNÉES DE CHÔMAGE			
	par fédéré indemnité		par fédéré indemnité ou non	
	en 1902.	en 1901.	en 1902.	en 1901.
Premier.....	11.66	15.03	0.25	0.27
Deuxième.....	12.15	11.20	0.38	0.29
Troisième.....	14.47	14.93	0.89	0.57
Quatrième.....	13.12	12.27	0.56	0.35
ANNÉE ENTIÈRE.....	18.45	18.84	2.06	1.48

Par rapport à 1901, il y a donc eu décroissance du nombre de jours de chômage par fédéré indemnité pour les premier et troisième trimestres et, au contraire, augmentation pour les deuxième et quatrième. Par contraire, si l'on considère l'ensemble des fédérés, il n'y a guère à noter qu'une insignifiante diminution de la durée moyenne du chômage pour le premier trimestre 1902, tous les autres chiffres du tableau étant supérieurs à ceux de l'année 1901.

Le nombre des fédérés ayant épuisé l'indemnité statutaire de 72 francs pour le chômage seulement s'est élevé, en 1902, à 276.

II. — Indemnité de maladie.

La maladie a également frappé davantage les fédérés en 1902. Il y a lieu de noter qu'après une année de fonctionnement les fédérés connaissaient mieux le nouveau service. Voici, en comparaison avec 1901, et par trimestre, les dépenses occasionnées en 1902 par les indemnités de maladie.

TRIMESTRES.	1902.	1901.	AUGMENTATION en 1902.
Premier.....	21,027 ^f 90°	15,303 ^f 95°	5,723 ^f 95°
Deuxième.....	15,075 30	11,628 75	3,446 55
Troisième.....	14,152 75	12,849 75	1,303 00
Quatrième.....	13,788 45	10,779 20	3,009 25

Le nombre des bénéficiaires a également augmenté.

TRIMESTRES.	NOMBRE MOYEN de fédérés.		MALADIES indemnités.		POURCENTAGE	
	en 1902.	en 1901.	en 1902.	en 1901.	en 1902.	en 1901.
	—	—	—	—	—	—
Premier.....	10,673	9,756	694	492	6.50	5.04
Deuxième.....	10,508	9,913	573	436	5.45	4.39
Troisième.....	10,318	9,926	494	454	4.78	4.57
Quatrième.....	10,714	10,362	503	398	4.69	3.83
ANNÉE ENTIERE.....	10,592	9,989	1,725	1,418	16.28	14.49

C'est donc au premier trimestre, époque où le travail est le plus abondant, que le chômage par maladie atteint son point culminant ; il décroît sans arrêt ensuite, exception faite du troisième trimestre de 1901, qui se trouve être légèrement supérieur au deuxième.

Les sections dans lesquelles il a été payé le plus d'indemnités de maladies en 1902 sont indiquées dans le tableau suivant :

SECTIONS.	INDEMNITÉS payées.	NOMBRE DE FÉDÉRÉS indemnités.
Paris (compositeurs).....	15,673 00	355
Lyon.....	2,084 90	54
Marseille.....	2,408 00	57
Lille.....	2,228 50	68
Bordeaux.....	2,154 25	70
Nantes.....	2,088 00	53
Nancy.....	1,865 45	40
Montpellier.....	1,766 45	34
Paris (fondeurs).....	1,694 00	46
Amiens.....	1,248 30	42
Rennes.....	1,117 70	34
Rouen-Elbeuf.....	1,111 25	29
Angers.....	1,067 45	27

Par contre, aucune indemnité de maladie n'a été payée en 1902 dans les sections suivantes : Béziers, Constantine, Cette, Gap, Oyonnax-Saint-Claude, Narbonne, Montreuil-sur-Mer, Vichy, Morez-du-Jura, Pontarlier, Cahors, Menton, Thonon-les-Bains, Tulle, Auch, Fougères, Chauny, Langres, Grasse, Dinan, Remiremont, Château-Thierry, Senlis, soit dans 23 sections sur 162.

Le tableau suivant donne la moyenne des jours de maladie par fédéré indemnisé et pour l'ensemble des fédérés :

TRIMESTRES.	NOMBRE MOYEN DE JOURS DE MALADIE			
	PAR FÉDÉRÉ indemnité		PAR FÉDÉRÉ indemnité ou non	
	en 1902.	en 1901.	en 1902.	en 1901.
Premier.....	15.15	15.55	0.98	0.78
Deuxième.....	13.15	13.33	0.71	0.58
Troisième.....	14.36	14.15	0.68	0.64
Quatrième.....	13.70	13.79	0.64	0.52
ANNÉE ENTIERE.....	17.16	17.82	3.02	2.52

Ajoutons que 135 fédérés ont été à la fois indemnisés pour chômage et pour maladie.

Enfin le nombre de fédérés qui ont épuisé en 1902, pour la maladie seulement, l'indemnité statutaire de 72 francs s'est élevé à 388. 36 ont épuisé l'indemnité statutaire par suite de chômage et de maladie.

III. — *Viaticum ou secours de route aux chômeurs.*

Le viaticum a entraîné, en 1902, une dépense totale de 11,963 fr. 30. La dépense ne s'élevait qu'à 9,890 francs en 1901, soit une augmentation de 3,073 fr. 30.

IV. — *Résultats financiers de l'indemnité de chômage et de maladie.*

Le service de l'indemnité de chômage et de maladie, qui n'a pas coûté moins de 107,836 fr. 40 en 1902, est assuré par la Fédération de la façon suivante. Dès le 1^{er} janvier 1900, les sections de la Fédération s'imposèrent une cotisation mensuelle supplémentaire de 0 fr. 50 par membre⁽¹⁾. Le service n'ayant commencé à fonctionner que le 1^{er} janvier 1901, les cotisations supplémentaires recueillies en 1900 constituent une réserve qui s'élevait, à la fin de 1900, à près de 54,000 francs. Depuis le 1^{er} avril 1902, la cotisation mensuelle a encore été augmentée de 0 fr. 25 à la suite d'un vote des sections, qui eut lieu le 10 mars 1902, ce qui porte à 0 fr. 75 par mois les charges supplémentaires qui ont été imposées à chaque société du fait du fonctionnement du nouveau service.

La nouvelle cotisation n'a pas encore suffi pour couvrir les dépenses occasionnées par le service ainsi que le montre le tableau suivant qui donne la dépense par fédéré en 1901 et en 1902.

	ANNÉE 1901.		ANNÉE 1902.	
	Pour l'année. Par mois.		Pour l'année. Par mois.	
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Chômage.....	2 96	0 247	4 13	0 344
Maladie.....	5 06	0 421	6 04	0 503
ENSEMBLE.....	8 02	0 668	10 17	0 847

D'une année à l'autre et pour l'ensemble des indemnités payées, l'augmentation de la dépense par fédéré est donc de 0 fr. 18 par mois et de 2 fr. 15 pour l'année dernière. La dépense mensuelle ressortant à 0 fr. 847 et la partie de la cotisation fédérale théoriquement destinée à couvrir les frais des indemnités ne s'élevant qu'à 0 fr. 75, il en résulte pour les recettes une insuffisance mensuelle de 0 fr. 097 et de 1 fr. 164 pour l'année entière. Et encore, pendant le premier trimestre de 1902, la cotisation supplémentaire n'était que de 0 fr. 50 au lieu de 0 fr. 75. Il en résulte un déficit total de 20,508 fr. 65, sensiblement égal à celui de l'année précédente (20,127 fr. 49).

La réserve, constituée en 1900, et qui était représentée par 107,387 cotisations à 0 fr. 50, soit 53,693 fr. 50, n'est plus aujourd'hui que de 12,967 fr. 45. Elle serait vraisemblablement entièrement absorbée en 1903. Cette situation a ému plusieurs fédérés. Le Congrès régional de Lyon s'est prononcé nettement pour une restriction des frais de maladie. C'est au Congrès fédéral qu'il appartiendra de trouver une solution qui sauvegarde les intérêts de la Fédération et ceux de chacun de ses membres.

⁽¹⁾ La cotisation fédérative était auparavant de 0 fr. 75 par mois.

LISTE

DES PROFESSIONS JUSTICIABLES DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES,

RELEVÉES SUR LES DÉCRETS D'INSTITUTION DE CES CONSEILS ⁽¹⁾.

Abat-jour (fab. d') [1]; Absinthe (fab. d') [2]; Accumulateurs (fab. d') [1]; Acides (fab. d') [2]; Acide gallique (fab. d') [2]; Acides minéraux (sulfurique ou huile de vitriol) (fab. d') [1]; Acide muriatique ou chlorhydrique ou hydrochlorhydrique ou esprit de sel (fab. d') [1]; Acide nitrique ou azotique, ou eau forte, etc. (fab. d') [1]; Acide sulfureux [1]; Acides végétaux (oxalique, acétique, pyroligneux (fab. d') [1]; Accordéons (y compris la boîte) (fab. d') [1]; Acier (fab. d') [3]; Acier poli (fab. d') [1]; Aciéries (exploitants d') [1]; Aéromètres (fab. d') [1]; Aérostats et autres (fab. d') [1]; Affiches peintes ou imprimées (fab. d') [1]; Afficheurs de toute espèce [6]; Affineurs [2]; Affineurs de métaux [2]; Agendas et albums (fab. d') [1]; Agglomérés (fab. d') [1]; Agrafes en acier, fer et cuivre (fab. d') [3]; Agrémanistes (passementerie) [1]; Agréments en paille (fab. d') [1]; Aiguilliers en bonneterie [1]; Aiguilles (fab. d') [2]; Aiguilles à coudre pour tricot et métier (fab. d') [2]; Aiguilles de montres, de pendules (fab. d') [1]; Aimants (fab. d') [1].

Ajusteurs [25]; Ajusteurs de balanciers [1]; Ajusteurs de bronze, de ferblantine et de lam-pisterie [1]; Ajusteurs pour la canalisation du gaz [1]; Ajusteurs de métaux [1]; Ajusteurs de métiers [1]; Ajusteurs pour plomberie et zingage [1]; Ajusteurs de poids et mesures [1]; Ajusteurs pour la serrurerie, la charpente et les planchers en fer [1]; Alambics en métal (fab. d') [1]; Albâtre (fab. d'objets en) [1]; Albumine pour la clarification des liquides (fab. d') [1]; Alcalis (soude, potasse, baryte, strontiane) (fab. d') [1]; Alcools (fab. d') [2]; Alfa (fab. d') [1]; Alizarine (artificielle) (fab. d') [1]; Allume-feux et produits résineux (fab. d') [1]; Allumettes chimiques et ordinaires (fab. d') [13]; Alphabets d'acier (fab. d') [1]; Alumine (fab. de sulfate d'alumine, sels ammoniacaux) [1]; Aluminium (fab. d') [1]; Aluminium (fab. d'objets en) [1]; Alun (fab. d') [1]; Amadou (fab. d') [1]; Ameublement (fab. d'objets d') [2]; Amidon (fab. d') [13]; Amidon (féculé d') (fab. de) [2]; Amidonniers [4]; Ammoniaque (alcali volatil) (fab. d') [1].

Amorces pour la partie métallique (fab. d') [1]; Amorces pour la poudre fulminante (fab. d') [1]; Ampasteleurs (teinturiers) [1]; Anatomie (fab. de pièces d') [1]; Aniline et colorants d'aniline (fab. d') [1]; Appareilleurs [1]; Appareilleuses [1]; Appareilleurs de bas d'étoffes [1]; Appareilleurs à eau [1]; Appareilleurs à gaz [4]; Appareilleurs de maillons [1]; Appareils d'arrosage (fab. d') [1]; Appareils d'ascenseurs (fab. d') [1]; Appareils de chauffage (fab. d') [5]; Appareils de chauffage en métal (fab. d') [1]; Appareils pour la distillerie (fab. d') [2]; Appareils pour eaux gazeuses (fab. d') [1]; Appareils d'éclairage (cuivre, bronze, fer blanc) (fab. d') [3]; Appareils électriques (fab. d') [3]; Appareils à gaz (poseurs d') [1]; Appareils à gaz et de chauffage (fab. d') [2]; Appareils de graissage (fab. d') [1]; Appareils d'hydrothérapie (fab. d') [1]; Appareils à laver (fab. d') [1]; Appareils de perforation (fab. d') [1]; Appareils photographiques (fab. d') [1]; Appareils de plongeur, de sauvetage et d'incendie (fab. d') [1]; Appareils réfrigérants en métal (fab. d') [1]; Appareils sanitaires (fab. d') [1]; Appareils télégraphiques (fab. d') [1].

Apprêteurs [37]; Apprêteurs de chapeaux de feutre [1]; Apprêteurs et teinturiers pour chapeaux de paille [1]; Apprêteurs de crins [1]; Apprêteurs pour le décatissage [1]; Apprêteurs pour dentelles et broderies [1]; Apprêteurs de draperie et étoffes diverses [1]; Apprêteurs de draps [1]; Apprêteurs d'étoffes, de châles, etc. [2]; Apprêteurs de métaux [1]; Apprêteurs de papiers [1]; Apprêteurs de peaux [1]; Apprêteurs de peaux de chevreux et d'oies [2]; Apprêteurs de tissus [1]; Architectes [2]; Arçons pour selliers-harnacheurs (fab. d') [1]; Ardoises (fab. d') [1]; Ardoisiers [3]; Ardentiers [7]; Argentiers sur métaux [1]; Argentiers et doreurs sur verre et produits céramiques [1]; Argile [1]; Armes de guerre et de luxe [3]; Armes (Ciseleurs et sculpteurs sur bois pour) [1]; Armures pour le

(1) Il a paru instructif de reproduire sans aucun changement les noms de professions inscrits dans les décrets, sans fonder les synonymes en une même rubrique. Les chiffres entre crochets indiquent le nombre des conseils où la profession est inscrite.

théâtre (Fab. d') [1]; Armuriers [64]; Aromates (Fab. d'huile volatile, benjoin, etc.) [1]; Arquebusiers [4]; Arrimeurs [6].

Arsenic (Fab. d') [1]; Articles en acier (ressorts, peignes, métiers) (Fab. d') [1]; Articles de bureaux, blocs et éphémérides (Fab. d') [1]; Articles de bureaux en bois, ivoire, ébène et os (Fab. d') [1]; Articles de chasse (Fab. d') [2]; Articles de fumeurs (Fab. d') [2]; Articles en métal dits anglais (Fab. d') [1]; Articles de Saint-Claude (Fab. d') [1]; Articles de voyage (Fab. d') [1]; Artificiers [5]; Asphalte (produits bitumeux) (Fab. d') [3]; Asphalteurs [7]; Assiettes pour doreurs (Fab. d') [1]; Aubes et surplis (Fab. d') [1]; Autographes [1]; Autographie (Entrepreneurs d') [1]; Automobiles (Fab. d') [2]; Avironniers [2].

Babouches (Fab. de) [1]; Bâches (Fab. et loueurs de) [2]; Bâches en toile (Fab. de) [3]; Bâches et tentes imperméables (Fab. de) [1]; Bâcheurs [2]; Badigeonneurs [11]; Bahutiers [1]; Baignoires en cuivre (Fab. de) [1]; Baignoires en zinc (Fab. de) [1]; Bains (Entrepreneurs de) [1]; Balais (Fab. de) [4]; Balais en bouleau, chiendent, crin (Fab. de) [5]; Balais pour dynamos (Fab. de) [1]; Balances (Fab. de) [4]; Balanciers [16]; Balayeuses mécaniques (Fab. de) [1]; Baldaquins et couronnes de lit (Fab. de) [1]; Baleine (apprêteurs, coupeurs, refendeurs) [1]; Baleines (Apprêteurs et fondeurs de fanons de) [1]; Baleine (Épureurs de blanc de) [1]; Baleines en corne (Fab. de) [1]; Balles de ballons en caoutchouc et autres (Fab. de) [1]; Bambou et roseau (Fab. d'objets en) [1]; Bandages (Fab. de) [1]; Bandagistes pour le tout [17]; Bandes festonnées (Fab. de) [1]; Baraques (Constructeurs de) [1]; Bardeurs pour la maçonnerie [1]; Baromètres (Fab. de) [1]; Barques et bateaux (Constructeurs de) [3].

Barriques (Fab. de) [1]; Bas (Fab. de) [11]; Bas élastiques (Fab. de) [1]; Bas d'estamiers [2]; Basanes (Fab. de) [1]; Basestaniens [1]; Bascules (Fab. de) [4]; Bateaux (Constructeurs de) [11]; Bâtiens [1]; Bâtiments (Entrep. de) [43]; Batistes (Fab. de) [2]; Bâtonniers [1]; Battage (Entrep. de) [2]; Battage de grains à la mécanique [2]; Batteurs de cuirs [1]; Batteurs de métaux, or et argent, etc. [1]; Batteurs d'or [2]; Baudruche (Apprêteurs de) [1]; Bazin (Fab. de) [1]; Béliers hydrauliques (Fab. de) [1]; Berceaux de fer (Fab. de) [1]; Béton (Apprêteurs, broyeurs, cuiseurs et poseurs) [1]; Bétons agglomérés, pierres factices (Fab. de) [2]; Beurres (Fab. de) [2]; Biberons (Fab. de) [2]; Bijouterie (fine et fausse) (Fab. de) [1]; Bijouterie en faïence, porcelaine et verre (Fab. de) [1]; Bijoutiers [71]; Bijoutiers et polisseurs en instruments de chirurgie [1]; Billards (Fab. de) [18].

Billards et objets accessoires en bois, ivoire, etc. (Fab. de) [2]; Bimbeloterie (Fab. d'articles de) [3]; Bimbelotiers [1]; Biscottes (Fab. de) [1]; Biscuits (Fab. de) [10]; Biscuits de mer (Fab. de) [1]; Biscuits, façon de Reims et autres [2]; Biseautage et polissage de glaces [1]; Bitters (Fab. de) [1]; Bitume (Fab. de) [6]; Bitumes et asphaltes (poseurs de) [3]; Blagues à tabac (Fab. de) [1]; Blagues à tabac en métal (Fab. de) [1]; Blanc d'argent (Fab. de) [1]; Blanc de céruse (Fab. de) [1]; Blanc de craie (Fab. de) [1]; Blanc d'Espagne (Fab. de) [1]; Blanc de Meudon (Fab. de) [1]; Blanc de Troyes (Fab. de) [1]; Blanc de zinc (Fab. de) [1]; Blanchiment [1]; Blanchissage [1]; Blanchissage des fils et des tissus [1]; Blanchissage de laine [1]; Blanchissage et repassage de neuf et de linge de ménage [4]; Blanchissage de matières premières [1]; Blanchisseries [1]; Blanchisseries à la vapeur [1]; Blanchisseurs [44]; Blanchisseurs et apprêteurs de bonneterie et de toile [1].

Blanchisseurs de chapeaux [1]; Blanchisseurs de coton [4]; Blanchisseurs d'étoffes de lin, laine ou de soie [1]; Blanchisseurs d'étoffes ouvragées [1]; Blanchisseurs de fils [3]; Blanchisseurs de fils de lin [1]; Blanchisseurs de toile [7]; Bleu (Fab. de) [1]; Bleu d'outremer et de Prusse (Fab. de) [1]; Bleu de Prusse, d'azur, de Cobalt (Fab. de) [1]; Blondes (Fab. de) [3]; Blouses (Fab. de) [3]; Blouses et sarraux (Conf. de) [2]; Blutoirs (Fab. de) [2]; Bobines (Fab. de) [1]; Bois (exploitants ou marchands) [9]; Bois d'allumettes (Fab. de) [1]; Bois de billard (Fab. de) [1]; Bois de brosse (Fab. de) [1]; Bois cintré (Fab. de) [1]; Bois à ouvrer (courbeurs, débiteurs, façonneurs, refendeurs) [1]; Bois ouvrés et sculptés (Fab. de) [1]; Bois de teinture [1]; Bois et cercles [Marchands de] [1]; Boisseliers [21]; Boissellerie (Fab. de) [1]; Boissellerie mécanique (Fab. de) [1]; Boissons gazeuses (Fab. de) [2]; Boissons rafraîchissantes (Fab. de) [2]; Boîtes de carton (Fab. de) [1].

Boîtes à conserves (Fab. de) [1]; Boîtes à mathématiques (Fab. de) [1]; Boîtes à musique (Fab. de) [1]; Boîtes de pendules en métal (Fab. de) [1]; Boîtiers pour montres (Fab. de) [1]; Bombeurs de verre [1]; Bonneterie (Fab. de) [23]; Bonneterie en fil et en bourre de soie (Fab. de) [1]; Bonneterie (Fab. de laine et de coton pour); [2]; Bonneterie orientale (Fab. de) [1]; Bonnetiers [16]; Bonnets grecs (Fab. de) [1]; Bonnets du Levant (Fab. de) [1];

Bonnets montés (Fab. de) [1]; Borax (acide borique) (Fab. de) [1]; Bordeurs de noir [1]; Bords (Fab. de) [1]; Bordures pour chapeaux de paille (Fab. de) [1]; Bottiers [32]; Bouchage métallique (Fab. de) [1]; Bouchers [23]; Boucheurs et ajusteurs de flacons à l'émeri [1]; Bouchons (Fab. de) [11]; Bouchonniers [8]; Bouclerie en argent, or et faux (Fab. de) [1]; Boucles en fer, acier, etc. (Fab. de) [1]; Boueurs (engrais) [1]; Bougies (Fab. de) [36]; Bougies, cire et autres matières (Fab. de) [1]; Bouillonneuses [1].

Boulangers [59]; Boules d'acier (Fab. de) [1]; Boules de bleu (Fab. de) [1]; Boulonniers [3]; Bouillons (Fab. de) [2]; Bouillons en fer (Fab. de) [1]; Bourrelets (Fab. de) [1]; Bourrelets d'enfants (Fab. de) [1]; Bourreliers [105]; Bourres (Fab. de) [1]; Bourses et sacs en tissus, broderies, etc. [1]; Bouteilles de grès (Fab. de) [1]; Bouteilles de verre (Fab. de) [2]; Boulonniers [3]; Boutons (Fab. de) [7]; Boutons en corne, en os et en nacre (Fab. de) [2]; Boutons en fer pour portes, etc. (Fab. de) [1]; Boyaudiers [5]; Brai (sorte de résine, goudron) (Fab. de) [1]; Brasseurs [85]; Brasseurs de bière, cidre et vin [3]; Brassières (Fab. de) [1]; Bretelles (Fab. de) [2]; Bretelles et jarretières (Fab. de) [1]; Brides de sabots (Fab. de) [3]; Briques (Fab. de) [48]; Briqueteurs [2]; Briqueteurs fumistes pour fourneaux et cheminées d'usines [2]; Briqueteurs pour la maçonnerie [1]; Briquetiers [42];

Briquetiers (Fab. de briques, carreaux, poterie, tuyaux, tubes pour le bâtiment et le drainage) [1]; Briquets (Fab. de) [1]; Briquets chimiques (veilleuses) (Fab. de) [1]; Briquettes et agglomérés (combustibles) (Fab. de) [7]; Brocheurs et assembleurs [9]; Brocheurs pour tissus [1]; Broches (Fab. de) [1]; Broderies (Fab. de) [17]; Brodeurs et brodeuses [9]; Brodeurs-galonniers en soie, laine et coton [1]; Brodeurs-ornemanistes [1]; Bronzes (Fab. de) [1]; Bronzeurs [1]; Brosseries (Fab. de) [2]; Brosserie métallique (Fab. de) [1]; Broses (Fab. de) [21]; Brosiers [19]; Brouettiers [1]; Broyeurs de chanvre [1]; Broyeurs de couleurs [1]; Brûleries d'eau-de-vie, de vin, cidre, betteraves et autres [1]; Brûleurs de café de toutes sortes [1]; Brunisseurs [1]; Brunissoirs en acier et pierres dures (Fab. de) [1]; Buandiers, blanchisseurs, lavoirs [2]; Bûcherons [4]; Bûcherons-équarisseurs [1]; Bûches économiques (Fab. de) [1]; Bufile (Fab. de) [1]; Burineurs [1]; Buscs en acier (Fab. de) [1].

Cabas en paille, tissus et autres [1]; Câbles (Fab. de) [2]; Câbles électriques (Constructeurs de) [1]; Câbles de fil de fer (Fab. de) [1]; Cachemires (Fab. de) [1]; Cactus (Fab. d'objets en) [1]; Cadrans de montres et pendules (Fab. de) [1]; Cadres (Fab. de) [7]; Cadres et moulures (Fab. de), miroitiers [1]; Cafetiers [1]; Cafetières en cuivre (Fab. de) [1]; Cages (Fab. de) [2]; Cages, souricières, etc. (Fab. de), pour la façon du bois et le montage [2]; Cailloux (Tireurs et casseurs de) [5]; Caisses (Fab. de) [7]; Caisses d'emballage (Fab. de) [1]; Caisses de pendules (Fab. de) [1]; Caisses de tambours en bois (Fab. de) [1]; Calendriers [7]; Calfats [10]; Calicots (Fab. de) [2]; Calottes (Fab. de) [1]; Cambreurs [1]; Cambreurs d'empignes [1]; Cambreurs (membres) [1]; Cambruriers (Fab. de vieilles semelles pour premières) [1]; Camelots (Fab. de) [1]; Camionnage (Entrep. de) [1]; Camionneurs [8]; Camphre (Raffineurs de) [1].

Candeliers (Trameuses) [1]; Canevas (Fab. de) [1]; Canneleurs [1]; Canneleurs pour l'ébénisterie [1]; Cannes (Fab. de) [5]; Cannelles pour chapeaux (Fab. de) [1]; Canne-teuses [2]; Canneurs pour sièges [3]; Canonniers [1]; Caoutchouc (Fab. de) [6]; Caoutchouc (Fabr. d'objets en) [1]; Caparaonniers [1]; Capsules (Fab. de) [1]; Capsules de bouchage en métal (Fab. de) [1]; Capsules et papiers métalliques (Fab. de) [1]; Caractères à jour (Graveurs de) [1]; Caramels (Fab. de) [2]; Carbonisation (Distillation des bois) [1]; Carcasses en laiton pour modes (Fab. de) [1]; Cardage des matières [1]; Carderie (Entrep. de) [1]; Cardes (Fab. de) [13]; Cardes, lames, ros et tubes pour filatures et tissages (Fab. de) [1]; Cardeurs [3]; Cardeurs pour matelas [1]; Cardiers [3]; Carillons à musique (Fab. de) [1]; Carmin d'indigo, de cochenille (Fab. de) [1]; Carreaux (Fab. de) [15]; Carreau et mozaïque en ciment (Fab. de) [3].

Carreaux de terre [2]; Carreleurs [8]; Carreleurs en marbre et terre cuite [1]; Carreliers [2]; Carrés de montre (Fab. de) [2]; Carrés et clefs de montres mécaniques (Fab. de) [1]; Carrières (Exploitants de) [16]; Carrières (Propriétaires) [1]; Carrières de sable (Exploitants) [1]; Carriers [59]; Carriers-mineurs [1]; Carrossiers [104]; Carrossiers pour le tout (serrurerie, caisse, sellerie, bourrellerie, pour la garniture de la voiture et peinture) [1]; Cartes (Fab. de) [4]; Cartes en feuilles (Fab. de) [1]; Cartes à jouer (fab. de) [8]; Carton (Fab. de) [13]; Carton (Fabrication et vente) [1]; Carton-pâte (Fab. de) [1]; Carton pour toitures (fab. de) [1]; Cartonnages (Fab. de) [5]; Cartonnières [33]; Cartonnières pour bonneterie et bureaux [1]; Carton-pierre (Fab. de) [2]; Cartouches et bourres de chasses en

papier [1]; Cascades chimiques (Fab. de) [1]; Casimir (Fab. de) [1]; Casques (Fab. de) [1]; Casquettes (Fab. de) [29]; Casseurs de sucre à la mécanique [1].

Cave (Fab. d'articles) [1]; Caves (Chefs de) [1]; Ceinturonnières [1]; Celluloïd (Fab. de) [1]; Celluloïd (Fab. d'objets en) [1]; Cendres gravelées (la lie de vin, tartrate de potasse) [1]; Cendres noires (Exploitants de carrières) [1]; Céramiques (Fab. de produits) [1]; Céramistes [1]; Céramotypie [1]; Cercleurs de futailles neuves [1]; Cercles (Fab. de) [3]; Cercles et cerceaux [2]; Cercliers [4]; Céruse (Fab. de) [1]; Chaines (Fab. de) [1]; Chaines en fer pour câbles (Fab. de) [3]; Chaines en fer, cuivre (fab. de) [1]; Chaines en jaseron, or et argent (Fab. de) [1]; Chainetiers [2]; Chais (garçon de) [1]; Chaises (Fab. de) [29]; Chaises et fauteuils (Fab. de) [11]; Chaises rustiques et autres objets de jardins, bacs, caisses à fleurs jardinières (Fab. de) [1]; Chaisiers [24]; Châles (Fab. de) [1]; Châliers (Ouv. à façon, maîtres-gaziers [1]; Chalumeaux en cuivre pour souder [1]; Chamoiseurs [20]; Chandeliers (Fab. de chandelles) [60].

Chandeliers et étrilles (Fab. de) [1]; Chanfreineurs [1]; Chapeaux (Fab. de) [14]; Chapeaux (Fab. d'étuis à) [1]; Chapeaux de femmes (Fab. de) [1]; Chapeaux en feutre, soie, peluche, etc. (Fab. de) [1]; Chapeaux de paille (Fab. de) [6]; Chapeaux vernis (Fab. de) [1]; Chapelets (Fab. de) [2]; Chapeliers [75]; Chapeliers-apprêteurs [1]; Chapeliers garnisseurs et réparateurs [1]; Chapellerie (Fab. de) [1]; Chapellerie (Fab. de) [1]; Charbon animal, de bois, de terre et composés (Fab. de) [1]; Charbonniers [1]; Charbons (Fab. de) [3]; Charbons chimiques (Fab. de) [1]; Charcutiers [23]; Chargeurs de navires [2]; Charnières en fer et en cuivre (Fab. de) [1]; Charpentiers (Entrep. de) [4]; Charpentiers en fer (Fab. de) [2]; Charpentiers métalliques (Fab. de) [1]; Charpentiers [133]; Charpentiers de bateaux [7]; Charpentiers de bâtiments [6]; Charpentiers-mécaniciens [1]; Charpentiers de moulins [1]; Charpentiers de navires [8].

Charretiers [6]; Charrons [119]; Chasse (Fab. d'articles de) [1]; Châssis en bois (Fab. de) [1]; Châssis en fer, tôle, zinc (Fab. de) [1]; Chasubles et ornements d'église (Fab. de) [1]; Chasubliers [3]; Chaudières (Fab. de) [1]; Chaudronnerie (Fab. de toute espèce) [1]; Chaudronnerie (Fab. de grosse) [2]; Chaudronniers [96]; Chaudronniers en fer et en cuivre [3]; Chauffelettes (Fab. de) [1]; Chauffeurs de machines [9]; Chauffeurs de rivets [1]; Chauffourniers [33]; Chaussetiers [1]; Chaussons (Fab. de) [5]; Chaussons de lisières, tresses, nattes (Fab. de) [2]; Chaussures (Fab. de) [25]; Chaussures (Marchands de) [1]; Chaussures mécaniques (Fab. de) [1]; Chaux (Fab. de) [44]; Chaux (Fours à) [2]; Cheminées en marbre, stuc, etc. (Fab. de) [2]; Chemins de fer (Ateliers de traction et réparation) [2]; Chemins de fer (Constructeurs de matériel de) [2]; Chemises (Fab. de), chemisiers [29]; Chenilles (Fab. de) [2]; Chenilleux sur tulles [1].

Chevaux, voitures mécaniques (Fab. de) [1]; Cheveux (Fab. d'ouvrages en) [2]; Chevilles (Fab. de) [1]; Chevriers [1]; Chevrotiers [1]; Chicorée (Fab. de) [10]; Chiffonniers [1]; Chigneurs [4]; Chlorates de potasse (Fab. de) [1]; Chlorures de chaux (Fab. de) [1]; Chocolat (Fab. de) [10]; Chocolatiers [18]; Chromates (Fab. de) [1]; Chromolithographie [1]; Chronomètres (Const. de) [1]; Cidre (Fab. de) [1]; Ciels ouverts (Fab. de) [1]; Cierges (Fab. de) [6]; Cigariers [2]; Ciment (Entrep. de travaux en) [1]; Cimenteurs [9]; Cimentiers [9]; Ciments (Fab. de) [1]; Cinabre (Vermillon, fab. de) [1]; Cirage (Fab. de) [4]; Cire (Fab. de) [13]; Cire à cacheter (Fab. de) [2]; Cire à giberne (Fab. de) [1]; Cire jaune, blanche, etc. (Fab. de) [1]; Cireurs de taffetas et de toiles [1].

Ciriers [15]; Ciseleurs [4]; Ciseleurs pour armurerie et arquebuserie [1]; Ciseleurs en cuivre [1]; Classeurs (Fab. de) [1]; Clefs de montres, pendules, etc. [1]; Clicheurs [1]; Clicheurs-stéréotypers [2]; Clinquant (Fab. de) [1]; Cloches et timbres (Fondeurs de) [3]; Clôtures (Fab. de) [1]; Clôtures métalliques (Fab. de) [1]; Clous (Fab. de) [4]; Cloutiers de toute espèce (Fab. de) [44]; Cobalt (Bleu de, fab. de) [1]; Cochers [3]; Coffres de sûreté en fer (Fab. de) [1]; Coffres-forts [7]; Coffretiers [3]; Coiffes de chapeaux (Fab. de) [1]; Coiffeurs [24]; Coiffures (Fab. de) [2]; Coke (Fab. de) [3]; Colle (colleurs de chaines, fab. de) [1]; Colle de toute sorte (Fab. de) [4]; Colle-forte (Fab. de) [5]; Colleurs [1]; Colleurs de papiers [5]; Colleurs de papiers peints ou de tenture [3]; Colliers (Fab. de) [1].

Colliers de chien (Fab. de) [1]; Colophane (distillation de la térébenthine, fab. de) [1]; Coloration des bois [1]; Coloristes (Metteurs en cartes pour tissus) [1]; Coloristes et teinturières en peaux [1]; Cols (Fab. de) [1]; Cols et faux-cols (Fab. de) [1]; Combustibles de toute sorte (Fab. de) [1]; Comestibles (March. et fabri.) [2]; Compas de toutes sortes (Fab. de) [2]; Compositeurs-typographes [1]; Compositeurs (Fab. de) [1]; Compteurs à gaz (Fab.

de) [1]; Comptoirs en étain (Fab. de) [1]; Conducteurs de machines [3]; Confection (Fab. d'objets en) [1]; Confectionneurs [3]; Confectionneurs d'habits [4]; Confectionneurs de vêtements [4]; Confectionneuses en paille [1]; Confections (Fab. de) [21]; Confections pour dames (Fab. d'art. de) [10]; Confections pour enfants (Fab. d'art. de) [2]; Confections d'habillements d'hommes (Fab. d'art. de) [7]; Confiseurs [47]; Confitures (Fab. de) [1]; Conserves alimentaires (Fab. de) [19]; Conserves de cornichons (Fab. de) [1]; Conserves de viandes (Fab. de) [1]; Constructeurs [13].

Constructeurs de canots et bédandes [1]; Constructeurs de grosse chaudronnerie [1]; Constructeurs en fer [2]; Constructeurs de fourneaux pour le bâtiment [1]; Constructeurs de machines [2]; Constructeurs de machines agricoles et autres [1]; Constructeurs de marine [1]; Constructeurs de métiers mécaniques [1]; Constructeurs de navires en bois, pirogues et canots [1]; Constructeurs de planchers en fer [1]; Constructeurs de ponts et de grandes charpentes en fer [1]; Constructions (Entrep. de) [15]; Constructions navales en fer (Entrep. de) [2]; Contre-poseurs pour la maçonnerie [1]; Copies de musique (Entrep. de) [1]; Coquillages (Fab. d'art. en) [1]; Corail (Fab. d'art. en) [1]; Coraux (Fab. de) [1]; Cordages, ficelles, etc. (Fab. de) [3]; Corderies [1]; Cordes (Fab. de) [4]; Cordes à boyaux (Fab. de) [1]; Cordes et câbles métalliques (Fab. de) [1]; Cordes pour musiques (Fab. de) [2]; Cordiers [87]; Cordiers en boyaux [1]; Cordonniers [114]; Cordonniers et fabricants de chaussures [2]; Corne (Fab. d'objets en) [1]; Cornes (Applatisseurs et préparateurs) [1].

Cornes à lanternes, à peignes, etc. (Fab. de) [1]; Cornes râpées [1]; Corps gras (Fab. de) [1]; Correcteurs (typographiques) [1]; Corroyeurs [96]; Corroyeurs-chévriers [1]; Corroyeurs et tanneurs [1]; Corsetiers et corsetières [9]; Corsets (Fab. de) [19]; Costumiers [2]; Coton (Fab. de) [1]; Cottonniers [1]; Couleurs (Fab. de) [12]; Couleurs préparées (Fab. de) [2]; Couperose (sulfate de fer) [1]; Coupeurs de bois de teinture [1]; Coupeurs de peluche [1]; Coupeurs de tabac [2]; Coupeurs (Tailleurs) [1]; Coupeurs de velours [1]; Couronnes et ornements funéraires en verre, porcelaine ou faïence (Fab. de) [6]; Courroies pour machines (Fab. de) [1]; Couseurs de coiffes pour chapeaux de soie [1]; Couseurs de gants [1]; Couteliers [65]; Couteliers-repasseurs [1]; Coutellerie (Fab. de) [1]; Coutellerie de toute sorte [1]; Coutils (Fab. de) [2]; Couture (broderie et piqure à la mécanique) [1].

Couturières [29]; Couturières en robes et costumes [2]; Couverts et service de table en métal (Fab. de) [3]; Couvertures (Fab. de) [8]; Couvertures de laine, soie, molleton, coton (Fab. de) [1]; Couvertures de poils de bœuf, dites Thibaudes (Fab. de) [1]; Couvrepieds (Fab. de) [1]; Couvreurs en ardoises, tuiles, zinc, etc. [99]; Couvreurs de rouleaux [1]; Craie (Apprêteurs de) [1]; Cravaches et fouets (Fab. de) [1]; Cravates (Fab. de) [1]; Crayons [1]; Crayons et ardoises à écrire (Fab. de) [1]; Crayons de toute espèce et de mine de plomb (Fab. de) [2]; Crémeurs [1]; Crémones (Fab. de) [1]; Crêpes et tulles (Fab. de) [2]; Crépins (Fab. de) [3]; Crépins en bois (Fab. de) [1]; Creusets, mouffes et coupelles de chimie et autres [1]; Cribles en métal et parchemin (Fab. de) [2]; Cribliers [2]; Cries (Fab. de) [3]; Crinières [1]; Crinolines (Fab. de) [2]; Crins (Fab. d'étoffes de) [1]; Crin animal et végétal (Fab. de) [3]; Cristaux et verres (Fab. de) [1]; Cueilleristes en or, argent, vermeil, maillechort, cuivre et étain [2].

Cuir (Fab. et marchands) [2]; Cuirs et peaux [1]; Cuirs factices (Fab. de) [2]; Cuirs à rasoirs et pierres (Fab. de) [1]; Cuirs en relief (repousseurs de) [1]; Cuirs vernis (Fab. de) [2]; Cuisiniers des restaurants, hôtels, cafés et leurs patrons [12]; Cuivre (Fab. d'objets en) [1]; Culottiers (tailleurs) [4]; Cuves et foudres (Fab. de) [1]; Cyanures (Fab. de) [1]; Cycles (Fab. de) [1]; Cyclindrages à la vapeur (Entrep. de) [1]; Cylindres pour filatures (Fab. de) [1]; Cylindres [4]; Cylindres-lamineurs pour étoffes, chapeaux de paille, etc. [2].

Daguerréotypes (Fab. de) [1]; Dalles (Fab. de) [1]; Dalles et cylindres en verre (Fab. de) [1]; Damas (Fab. de) [1]; Damasqueurs [1]; Damasseurs [1]; Débardeurs [4]; Décatisseurs [2]; Décatisseurs-apprêteurs [2]; Déchargements (entrep. de) [1]; Déchargeurs de navires [5]; Déchets et chiffons (Manipulation de) [1]; Déchireurs de bateaux [1]; Décorateurs [10]; Décorateurs en bâtiments [4]; Décorateurs sur étoffes, [1]; Décorateurs sur porcelaine, verre, cristaux et faïence, [3]; Décorations, ordres (Fab. de) [1]; Décors d'ameublement en or, argent, cuivre (Fab. de) [1]; Décors sur métaux divers (Fab. de) [1]; Découpage (Entrep. de) [1]; Découpage et apprêts [1]; Découpage et défilage de chiffons, [1]; Découpeurs [4]; Découpeurs de bois [5]; Découpeurs de bois pour l'ébénisterie, [1]; Découpeurs de châles, [1]; Découpeurs en cuivre, [1]; Découpeurs en cuivre et fer, [1]; Découpeurs en marqueterie, [1].

Découpeurs sur métaux [1]; Découpeurs en or, argent, cuivre [1]; Découpeurs en papier [1]; Découpeurs pour la tabletterie [1]; Défileurs de chiffons [2]; Défiloches [2]; Dégrais-sages de laines [1]; Dégraisseurs [16]; Dégraisseurs pour la fabrique [1]; Dégraisseur pour la toilette [1]; Dégras [1]; Déménagements (entrep. de) [2]; Démolisseurs [1]; Démolitions [1]; Denrées coloniales (Négociants faisant le commerce des) [1]; Dentelières en papeterie [1]; Dentelles (Fab. de) [10]; Dentelles du pays (Fab. de) [1]; Dents et rateliers artificiels (Fab. de) [1]; Dépêcheurs de navires, [1]; Dépouilleurs de verre [1]; Dés à coudre en métal [1]; Désargenteurs de plomb [1]; Désincrustants et tartifuges (Fab. de) [1]; Désinfectants de toute sorte (Fab. de) [2]; Dessinateurs [8]; Dessinateurs d'architecture [1]; Dessinateurs pour broderies dentelles, châles et tissus [3]; Dessinateurs pour bronzes et lampisterie [1]; Dessinateurs de costumes [1].

Dessinateurs en ébénisterie, meubles [1]; Dessinateurs-esquisseurs [1]; Dessinateurs sur étoffes [1]; Dessinateurs pour la fabrique [3]; Dessinateurs en fleurs artificielles, modes, etc. [1]; Dessinateurs pour horlogerie, instruments de précision et de musique [1]; Dessina-teurs en instruments de chirurgie et armurerie [1]; Dessinateurs-lithographes [2]; Dessina-teurs en mécanique et carrosserie [1]; Dessinateurs pour orfèvres, joailliers, bijoutiers [1]; Dessinateurs en papiers peints [1]; Dessinateurs sur porcelaine, verre, cristaux, faïence [1]; Dessinateurs en serrurerie [1]; Dessuintage de laines [1]; Détacheurs [1]; Devantures et fermetures de boutiques (Entr. de) [1]; Dévideurs [7]; Dévideurs de soie, cachemire, laine et coton [2]; Diamanterie [1]; Distillateurs [63]; Distillations (Fab. de) [1]; Doleurs [1]; Doreurs [44]; Doreurs en bâtiments [1]; Doreurs sur bois [13]; Doreurs sur bois pour le bâtiment [1]; Doreurs sur cuivre, tôle, zinc, fer-blanc [1]; Doreurs sur métaux [4]; Doreurs sur porcelaine [1]; Doreurs sur verre [1]; Doreurs et argenteurs sur bois [1]; Doreurs et argenteurs sur cuir [1]; Doreurs et argenteurs sur étoffes [1]; Doreurs et argenteurs sur métaux [5]; Doublé en or et en argent (Fab. de) [1]; Dragées (Fab. de) [2]; Dragage (Entr. de) [2]; Dragueurs [3]; Drainage (Entrepreneurs de) [3]; Drapeaux et bannières (Fab. de) [1]; Draperie (Fab. de) [1]; Draps (Fab. de) [24]; Droguistes [5]; Dynanomètres (Fab. de) [1].

Eaux dentifrices (Fab. d') [1]; Eaux filtrées [1]; Eaux gazeuses [22]; Eaux de javelle [2]; Eaux minérales artificielles (Fab. d') [5]; Eaux de seltz et eaux gazeuses [3]; Eaux-de-vie, rhum, etc. (Distillateurs d') [2]; Ebarbeurs [1]; Ebénistes [107]; Ebénistes en voitures [1]; Ecaïlle (fabricants d'objets en) [1]; Ecaïlle (Fondeur d') [1]; Ecangueurs [2]; Echafaudeurs [1]; Echappements d'horlogerie (Fab. d') [1]; Echelles (Fab. d') [1]; Echelles à main (Fab. d') [1]; Eclairage (Entrep. d') [3]; Eclairage électrique [1]; Eclairage au gaz (Entrep. d') [1]; Eclairage (gaz et autres) (Entrep. d') [2]; Ecorces à tan [1]; Ecorcheurs-équarisseurs (engrais artificiels) [2]; Ecrans en tissus (Fabr. d') [1]; Ecrivains-lithographes [1]; Effileurs de tulle [1]; Effilochage de déchets de laine [1]; Effilocheurs de chiffons [1]; Effilocheurs de laines et coton [1]; Ejarreurs pour la chapellerie, [1]; Elastiques (Fab. d') [1]; Elastiques en laiton pour meubles [1]; Electriciens [10]; Electricité (Usine d') [3]; Electro-aggloméré et d'ardoisine (fab. et applicateurs) [1]; Emaillage (Fab. d') [1]; Emailleurs [3]; Emailleurs sur métaux [1]; Emailleurs pour meubles, pendules, etc. [1]; Emailleurs de photographie [1]; Emballeurs [14]; Emballeurs pour la chapellerie [1]; Emballeurs de fils [1]; Emballeurs de porcelaine [1]; Emballeurs de toiles [1]; Empailleurs et rempailleurs de chaises [2]; Emouleurs [1]; Encadreurs [8]; Enclumes (Fab. d') [2]; Encollage et tissage de laines, chanvre et coton [1]; Encre de toute sorte (Fab. d') [6]; Encre d'imprimerie (Fab. d') [1]; Encriers de toute sorte [1]; Enduiseurs (Maçons) [1]; Enduiseurs (Peintres) [1].

Enduits hydrofuges [1]; Enduits métalliques [1]; Enfileuses [1]; Engrais de toute sorte (Fab. d') [25]; Enjoliveurs et enjoliveuses [1]; Enseignes en toiles et autres (Fab. d') [1]; Entonnage des vins (Ouv. employés à l') [1]; Enveloppes (Fab. d') [5]; Enveloppes en paille (Fab. d') [1]; Epailage chimique [1]; Eperonniers [1]; Epeutisseurs [4]; Epiciers [3]; Epincetage [1]; Epingles (Fab. d') [1]; Epingliers [6]; Epurateurs d'huiles [5]; Equarisseurs-écorcheurs [3]; Equipements militaires (fab. d') [2]; Escaliers (Ouv. et fab. d') [2]; Escot (Fab. d') [1]; Escrime (Fab. d'articles pour l') [1]; Espadrilles (Fab. d') [2]; Espagnolettes (Fab. d') [1]; Essayeurs de métaux [1]; Essayeurs et essayeuses de soies [1]; Essences (Fab. d') [2]; Essences et aromates (distillateurs d') [1]; Essieux (Fab. d') [2]; Estam-peurs sur cuir, acier et feutre [1]; Estampeurs en cuivre, tôle, zinc [1]; Estampeurs en or, argent, plaqué [1];

Estampeurs en papiers [1]; Etain à étamer (Fab. de feuilles d') [1]; Etain pour glaces et miroiterie [1]; Etameurs [10]; Etameurs (Métal) [1]; Etameurs (Polisseurs de glaces et miroiterie) [3]; Etamine (Fabr. d') [1]; Etaux (Fab. d') 3; Ether (Fab. d') [1]; Etiquettes (Fab. d') [1]; Etireurs de métaux [1]; Etireurs d'or, d'argent, etc. [1]; Etoffes (Fab. d') [2]; Etoffes apprêtées pour fleurs (Fab. d') [1]; Etoffes de coton (Fab. d') [1]; Etoffes de laine (Fab. d') [2]; Etoffes de soie (Fab. d') [2]; Etoupe (Fab. d') [1]; Etriers (Fab. d') [1]; Etrilles en fer et en tôle (Fab. d') [1]; Eventails (Fab. d') [1]; Extracteurs de minerai [1] Extracteurs de sable [1]; Extraction de la pierre [1].

Façonneurs d'objets en bois et matières animales dures [1]; Facteurs de pianos et orgues [5]; Faïence (Fab. de) [6]; Faïence de toute sorte (terre et grès) (Fab. de) [3]; Faïenciers [3]; Farines de toute sorte [1]; Fariniers [6]; Fauteuils (Fab. de) [3]; Faux et faucilles (Fab. de) [2]; Féculas (Fab. de) [11]; Fer [1]; Fer battu ou étamé (Fab. d'ustensiles en) [2]; Fer-blanc (Fab. de) [1]; Fer-ouvré (Fab. de) [1]; Ferblanterie (Fab. de) [1]; Ferblantiers [126]; Ferblantiers-lampistes [2]; Ferrements (Fab. de) [1]; Ferreurs pour la serrurerie, la charpente et les planchers en fer [1]; Ferronniers [6]; Ferrures pour pianos et meubles (Fab. de) [1]; Fers galvanisés [1]; Feuillards (Fab. de) [1]; Feutre (Fab. de) [1]; Ficheurs pour la maçonnerie [1]; Figuristes [2]; Figuristes en plâtre [1]; Filasse (Fab. de) [1]; Filassiers [2]; Filateurs [48]; Filateurs de chanvre [7]; Filateurs de cocons [1]; Filateurs de coton [18]; Filateurs de laine [17]; Filateurs de laines cardées [1]; Filateurs de laines peignées [1]; Filateurs de lin [16]; Filateurs de soie [8]; Filateurs en toutes matières (6); Filateurs et retordeurs de coton [1].

Filatures (Entrep. de) [1]; Filatures d'étoupes et de déchets [1]; Filatures de jute [1]; Filets (Fab. de) [3]; Filets de pêche (Fab. de) [3]; Fileurs [5]; Fileurs de coton [1]; Fileurs de lin [1]; Fileurs d'or et de soie [1]; Fileurs de poils de chèvre [1]; Filières et tarauds (Fab. de) [1]; Filigranistes [1]; Filoselle (fab. de) [1]; Fils (Fab. de) [2]; Fils de coton (Fab. de) [1]; Fil de fer (Fab. de) [1]; Fil de fer et d'acier (Fab. de), [1]; Fils de lin (Fab. de) [1]; Fils en tous genres (Fab. de) [2]; Filtres (Fab. de) [3]; Finisseurs [1]; Flanelle (Fab. de) [1]; Fleuret (Tissus) [1]; Fleuristes (2); Fleuristes (Fleurs artificielles et feuillagistes) [1]; Fleurs artificielles (Fab. de) 27; Folioteurs en papeterie [1]; Fonceurs en papier peint [1]; Fonderies et haut-fourneaux [5]; Fondeurs [67]; Fondeurs en acier [1]; Fondeurs de bronze, cuivre et zinc d'art [1]; Fondeurs de caractères d'imprimerie [5]; Fondeurs de cire [1].

Fondeurs de cuivre, [27]; Fondeurs en fer [24]; Fondeurs en fonte malléable [2]; Fondeurs en métaux [12]; Fondeurs pour objets de grandes dimensions servant à la mécanique [1]; Fondeurs en or, argent, platine [1]; Fondeurs en plomberie et zingage [1]; Fondeurs de roues et pignons [1]; Fondeurs de suif, [2]; Fondeurs de verre [1]; Fontainiers [8]; Fonte [2]; Forgerons [99]; Forgerons pour la marine, [2]; Forgerons pour la serrurerie, la charpente et les planchers en fer [1]; Forgerons en voitures [2]; Forges [9]; Forges portatives en fer (Fab. de) [1]; Forgeurs-mécaniciens [1]; Formes (Fab. de) [6]; Formes pour chapeaux de dames (Fab. de) [1]; Formiers [17]; Formiers pour chapellerie [1]; Formiers pour chaussures [1]; Foudres (Fab. de) [2]; Foudriers [2]; Fouets (Fab. de) [3]; Foulages et apprêts de laine [1]; Foulerie d'étoffes, bas et autres objets [1]; Foulonniers [10]; Four (Constructeurs de) [2].

Fours à coke (Constructeurs de) [1]; Fourbisseurs [3]; Fourneaux en métal (Constructeurs de) [2]; Fourniers (Constructeur de four) [1]; Fournitures pour la chapellerie (Fab. de) [1]; Fournitures militaires (Confection pour) [1]; Fourreaux d'aciers et tôle (Fab. de) [1]; Fourreurs [8]; Fourreurs-pelletiers [6]; Franges (Fab. de) [2]; Frangeurs et frangeuses [1]; Frappeurs (2); Frappeurs pour la serrurerie, la charpente et les planchers en fer [1]; Friseurs de drap et de laine [1]; Frocs (Fab. de) [1]; Fromages (Fab. de) [3]; Frotteurs (Mise en couleur) [1]; Frotteurs et encaustiqueurs de parquets [1]; Fumistes (44); Funéraires (Fab. d'articles) [1]; Fuseaux, canettes et bobines (Fab. de) [1]; Futailles (Fab. de) [3]; Futailles (marchands et réparateurs) [1]; Futaine (Fab. de) [2].

Gâbères (Maîtres de) [1]; Gâiniers [5]; Galoches [cuirs et bois] (Fab. de) [6]; Galochiers [19]; Galonniers [1]; Galvanisateurs [2]; Galvaniseurs [1]; Galvaniseurs sur métaux [1]; Galvanoplastie [3]; Galvanotypie [1]; Ganterie en coton, laine, fil de soie et en bourre de soie (Fab. de) [1]; Gantiers [25]; Gants (Fab. de) [7]; Garance (Fab. de) [2]; Garderobes, sièges et appareils inodores [1]; Gareurs [1]; Gargouilleurs [1]; Garnisseurs et gar-

nisseurs [2]; Garnisseurs pour chapeaux [1]; Garnisseurs en or, argent et cuivre [1]; Gasqueurs (Fab. de) [1]; Gausseurs sur étoffes [3]; Gausseurs de papier [1]; Gausseurs et frappeurs de papiers peints [1]; Gaz (Fab. de) [16]; Gaz (Usines à) [61]; Gaze, barège, grenadine (Fab. de tissus de) [1]; Gazettes (Usines à broyer les) [1]; Gaziers [6]; Gazo-gènes (Fab. de) [1].

Gélatine (Fab. de) [1]; Gélatine alimentaire (Fab. de) [1]; Giletiers [2]; Glaces (Fab. de) [3]; Glaces artificielles (Fab. de) [1]; Glaces à rafraîchir (Fab. de) [3]; Glaceurs de fils [1]; Glaceurs de papiers [1]; Glaciers [2]; Glaciers-confiseurs [1]; Glaisiers et extrac-teurs de terres à brique [1]; Glands (Fab. de) [1]; Globes [bombeurs de verres (Fab. de) [1]; Glucoses (Fab. de) [2]; Gobletteries (Fab. de) [1]; Gommés élastiques de toute sorte (Fab. de) [1]; Gommeurs d'étoffes [1]; Gommeurs de velours [1]; Goudron (Fab. de) [3]; Grainetiers [2]; Grains (Négociants faisant le commerce des) [2]; Graisse (Fab. de) [3]; Granit (piqueurs, tailleurs et poseurs de) [2]; Granitiers [1]; Gratteurs [1]; Gravateurs [1]; Graveurs [38]; Graveurs sur bois [10]; Graveurs sur bois (ébénisterie, marqueterie [1]; Graveurs sur bois et sur tous métaux pour papiers peints [1].

Graveurs pour broderies et armoireries pour tissus [1]; Graveurs de cadrans et aiguilles [1]; Graveurs sur toutes matières pour impression [1]; Graveurs en lettres [1]; Graveurs sur marbre et pierre [2]; Graveurs de matrices et gausseurs [1]; Graveurs sur métaux [11]; Graveurs de toute nature sur métaux et pierres fines [1]; Graveurs de musique [1]; Graveurs panicographes pour impressions [1]; Graveurs sur porcelaine, verres, cristaux et produits céramiques [1]; Graveurs en taille douce [5]; Gréeurs (Maîtres et matelots) [4]; Grès pour les scieurs de pierre (apprêteurs de) [1]; Grès vernis ou non vernis (Fab. de) [1]; Grillage [1]; Grillageurs [11]; Grillageurs pour bâtiments [1]; Grillageurs (cuivre, zinc, fer [1]; Grilleurs [2]; Grilleurs et raseurs d'étoffes [1]; Gruars [1]; Guétriers en drap, toiles et autres tissus [1]; Guillocheurs [1]; Guillocheurs sur cuivre [1]; Guimperie (Fab. de guim-piers [2]; Gutta-percha (Fab. d'objets en) [1].

Habillements confectionnés (Fab. d') [1]; Habits (Fab. d') [1]; Hameçons (Fab. d') [2]; Harnacheurs [3]; Hauts-fourneaux [1]; Héliographie [1]; Herboristes [1]; Hongroyeurs [7]; Horlogerie (Fab. de pièces d') [1]; Horlogerie de toute nature (Fab. d') [4]; Horlogers [84]; Horticulteurs [7]; Houille et minéral (concessionnaires et exploitants) [1]; Huiles minérales (Fab. de) [1]; Huile de toute espèce (Fab. d') [52]; Huiliers [8].

Imagerie [1]; Images (Fab. d') [3]; Implants sur tissus (perruquiers-coiffeurs [1]; Imprimeurs [1]; Imprimeurs en broderie [1]; Imprimeurs en caractères [2]; Imprimeurs en coton [2]; Imprimeurs sur étoffes et tissus [11]; Imprimeurs d'indienne [4]; Imprimeurs en laine [2]; Imprimeurs en lettres [2]; Imprimeurs-lithographes [40]; Imprimeurs en papiers peints [1]; Imprimeurs en taille douce et musique [4]; Imprimeurs sur toile [1]; Imprimeurs-typographes [43]; Incrusteurs sur bois [1]; Incrusteurs d'or, d'argent, cuivre [1]; Incrusteurs sur pierre, marbre, etc. [1]; Incrustation [1]; Indienne (Fab. d') [3]; Indigo (Fab. de carmin d') [1]; Insecticides (Fab. de poudres et produits) [1]; Installateurs de gaz et eaux [1]; Installateurs de sonnettes électriques [1]; Instruments (facteurs d') [1]; Instruments acoustiques (Fab. d') [1]; Instruments d'agriculture (Fab. d') [6]; Instruments aratoires [7]; Instruments d'astronomie (Fab. d') [1].

Instruments de chirurgie (Fab. d') [1]; Instruments accessoires des métiers à tisser et à tresser (Fab. d') [1]; Instruments de musique (Fab. d') [11]; Instruments de musique à corde et à vent (Fab. d') [1]; Instruments de musique en cuivre (Fab. d') [1]; Instruments d'optique (Fab. d') [1]; Instruments de physique et mathématiques (Fab. d') [4]; Instru-ments de précision (Fab. d') [5]; Instruments pour les sciences, en toute matière (Fab. d') [2]; Instruments viticoles (Fab. d') [1]; Ivoire (Fab. d'objets en) [1].

Jalousies et stores en rotins et joncs d'Espagne (Fab. de) [4]; Jardiniers [10]; Jardi-niers-fleuristes [3]; Jardiniers-pépiniéristes [1]; Jaune de chrome (Fab. de) [1]; Jeux en bois, os, ivoire (Fab. de) [1]; Joaillerie fine et fausse (Fab. de) [2]; Joailliers [1]; Joncs (apprêteurs et fendeurs de) [1]; Jouets d'enfants (Fab. de) [5]; Journaliers [1]; Jute (Fab. d'objets en) [1].

Képis (Fab. de) [1].

Lacets (Fab. de) [8]; Lacets (cordons, tresses, ganses (Fab. de) [2]; Lacets (ferreurs de) [1]; Laceuses de cartons (qui font les filets, lacs) [1]; Lainages [1]; Laines (marchands de) [1]; Laineurs [1]; Lainiers [1]; Laitiers (marchands de lait) [1]; Lames de râpes [1]; Lames de sabre et épées (Fab. de) [1]; Lames pour tissus (Fab. de) [11]; Lamiers [9];

Lamiers-rotiers (tisseurs) [9]; Lamineurs [11]; Lamineurs de coton [1]; Lamineurs de métaux [1]; Lamineurs de zinc et de tôle [1]; Lampisterie (Fab. de) [1]; Lampistes [40]; Lanceurs [1]; Lanceurs (ceux qui frisent les étoffes) [1]; Lanternes de voitures (Fab. de) [1]; Lanterniers [1]; Lapidaires [2]; Laques diverses (matières colorantes (Fab. de) [1]; Lattes (Fab. de) [4]; Laudanum (Fab. de) [1]; Laveurs de cendres [1]; Laveurs de laine [4].

Laveurs et trieurs de chiffons [1]; Layetiers [11]; Layetiers-emballeurs [2]; Lesteurs de navires [3]; Lettres et chiffres en relief en métal (Fab. de) [3]; Libraires (7); Liège (Fab. d'objets en) [1]; Ligots (Fab. de) [1]; Limes (Fab. de) [16]; Limes en acier fondu et ordinaire (Fab. de) [1]; Limeurs [2]; Limonades (Fab. de) [8]; Limousines (Fab. de) [3]; Lingerie (Fab. de) [5]; Lingers, lingères [34]; Linographie [1]; Linoleum (Fab. de) [1]; Linons (Fab. de) [2]; Liqueurs de toute sorte (Fab. de) [11]; Liquoristes [19]; Liseurs [3]; Liseurs de dessins [4]; Liseurs de dessins industriels [1]; Liseurs et liseuses de dessins pour fabrications d'étoffes [1]; Lisses (Fab. de) [1]; Lisseurs [1]; Lisseuses [1]; Lisseurs-brunisseurs (tissus) [1]; Lisseurs de papiers peints [1]; Lingerie (Fab. d'articles de) [4].

Litharge (oxyde de plomb pour la peinture (Fab. de) [1]; Lithographes [46]; Lithopeinture [1]; Lits (Fab. de) [1]; Lits en fer (Fab. de) [1]; Lits et fauteuils mécaniques (Fab. de) [1]; Lits et meubles en fer plein et creux (Fab. de) [2]; Livrets de batteurs d'or (Fab. de) [1]; Lorgnettes (Fab. de) [1]; Lorgnettes de spectacles (Fab. de) [1]; Louagers [1]; Loueurs de voitures [2]; Lunetiers en tous métaux [2]; Lustres (Fab. de) [1]; Lustreurs d'étoffes [1]; Lustreurs de soie en échevaux [1]; Luthiers [10].

Machines à battre (Constructeurs de) [1]; Machines à coudre (Fab. de) [5]; Machines d'électricité (Fab. d') [1]; Machines à vapeur (Fab. de garnitures pour les pistons de) [1]; Machines de toute sorte (Fab. de) [14]; Machines et chaudières à vapeur (Fab. de) [3]; Machines et métiers de toute nature (Fab. de) [1]; Machinistes pour toute industrie [3]; Maçonnerie (Entrepreneurs de) [30]; Maçons et garçons maçons [115]; Maillechort (Fab. d'objets en) [1]; Maillons (Garnisseurs de) [1]; Malles (Fab. de) [4]; Malletiers [2]; Malletiers-coffretiers [1]; Malletiers en cuir [1]; Malt (Fab. de) [3]; Malteurs [3]; Manches de couteaux (Fab. de) [1]; Manipulateurs et marchands de déchets [1]; Manneliers [2]; Mannequins (Fab. de) [1]; Manœuvres [2]; Manutentions mécaniques (boulangerie) [1]; Maquette pour peintres (Fab. de) [1]; Marbre factice (Fab. de) [2]; Marbriers en papiers [1]; Marbriers [91]; Maréchaux-ferrants [110]; Mareyeurs [1].

Margarine (Fab. de) [1]; Mariniers [7]; Maroquins [2]; Maroquinerie (Fab. d'objets en) [1]; Maroquiniers [2]; Maroquins (Fab. de) [3]; Marqueterie [2]; Marqueteurs [3]; Marteaux (Fab. de) [1]; Martineurs [1]; Masques (Fab. de) [1]; Mastics de toutes sortes (Fab. de) [2]; Matelassiers [21]; Matières animales (engrais, équarrissage, noir d'os, noir animalisé) [1]; Matières tinctoriales [1]; Maturiers [1]; Mazeurs [1]; Mécaniciens [94]; Mécaniciens-ajusteurs [4]; Mécaniciens-constructeurs [19]; Mécaniciens-dentistes [2]; Mécaniciens de machines agricoles et autres [1]; Mécaniciens en métiers à tisser [1]; Méches pour mines (Fab. de) [1]; Méches et veilleuses pour lampes et bougies (Fab. de) [2]; Mégissiers [56]; Membres [1]; Menuisiers [128]; Menuisiers-antiquaires [1]; Menuisiers pour articles de ménage [1].

Menuisiers en bâtiments [11]; Menuisiers en caisses [1]; Menuisiers-machinistes [1]; Menuisiers-mécaniciens [1]; Menuisiers en meubles [1]; Menuisiers-modéleurs [1]; Menuisiers-outilliers [1]; Menuisiers en sièges, fauteuils, chaises, etc. [1]; Menuisiers en voiture [10]; Merceries (Fab. de) [2]; Mercure (sels de mercure, chlorure, etc. (Fab. de) [1]; Mérinos (Fab. de) [1]; Mesures linéaires (Fab. de) [1]; Métallurgie en tous genres [4]; Métiers (Constructeurs de) [1]; Métiers (Fab. de) [2]; Métiers pour le tissage et pièces accessoires [1]; Metteurs en bronze [1]; Metteurs en cartes [1]; Metteurs en œuvre pour les métaux [1]; Metteurs en œuvre (tissus) [1]; Metteurs au point [1]; Metteurs en main [2]; Meubles (Fab. de) [10]; Meubles en fer (Fab. de) [1]; Meules (Fab. de) [1]; Meules à aiguiser (Fab. de) [1]; Meules de moulins (Fab. de) [2]; Meulrières et moellons (piqueurs, équarrisseurs, enmètreurs de) [1]; Meuniers [36].

Meuniers et minotiers [1]; Meuniers à tan [3]; Miel [1]; Mineurs [1]; Minium (Oxyde de plomb pour la peinture) [2]; Minotiers [30]; Miroitiers [23]; Modeleurs [13]; Modeleurs en bois ou plâtre pour machines [1]; Modeleurs sur bois [1]; Modeleurs pour bronze et lampisterie [1]; Modeleurs pour fonderies [1]; Modeleurs pour horlogerie, optique, instruments de précision et de musique [1]; Modeleurs en instruments de chirurgie et d'armu-

rierie [1]; Modeleurs en machines et carrosserie [1]; Modeleurs pour orfèvre, joaillerie, bijouterie [1]; Modeleurs sur plâtre [1]; Modeleurs en porcelaine, verres et produits céramiques [1]; Modeleurs en serrurerie [1]; Modes (Fournitures pour) [1]; Modistes (Fab. de modes) [46]; Moireurs d'étoffes [2]; Molettes en acier pour tourneurs en cuivre (Fab. de) [1]; Molettes en acier pour tourneurs en or et argent (Fab. de) [1]; Molletons (Fab. de) [2]; Monteurs de boîtes (horlogerie) [1]; Monteurs de chaînes (tissus) [1]; Monteurs de cou-teaux [1]; Monteurs de métiers pour le tissage [6].

Monteurs pour fonderies, bronze et cuivre [1]; Monteurs pour la canalisation du gaz [1]; Monteurs et finisseurs de chaussures [1]; Monteurs-mécaniciens pour plomberie et zingage [1]; Montres et étalages en métal (Fab. de) [1]; Monuments funéraires (Entrep. de) [13]; Moquettes (Fab. de) [1]; Mosaiqué (Poseurs de) [1]; Mosaique en ciment et autres (Fab. de) [2]; Mosaïstes [6]; Moteurs à gaz (Fab. de) [1]; Moteurs à gaz et à pétrole [1]; Mottes à brûler [1]; Mouchoirs (Fab. de) [1]; Mouchoirs à jour [1]; Moules en bois pour boulons, passementeries (Fab. de) [1]; Moules en fer, cuivre; etc. [1]; Moulours [11]; Moulours sur bois [1]; Moulours de bustes en plâtre [1]; Moulours en carton [1]; Moulours en cire [1]; Moulours sur cuivre, acier et feutre [1]; Moulours en fer [1]; Moulours pour fonderies [1]; Moulours en métaux [1]; Moulours en plâtre pour le bâtiment [4]; Moulours en plâtre pour bijouterie, etc. [1]; Moulours en stuc et carton-pierre [1]; Moulurages [2].

Moulineurs [1]; Mouliniers [3]; Mouliniers en soie [8]; Moulins (Fab. de) [2]; Moulins de bois de teinture (Prop. de) [1]; Moulins à café (Fab. de) [1]; Moulins à farine [1]; Moulins à tan [2]; Moulures, cadres et bordures pour le bâtiment (Fab. de) [5]; Mousseline (Fab. de) [2]; Mousselines façonnées et brodées [1]; Moutarde (Fab. de) [9]; Moutons (Fab. de peaux de) [1]; Mouvements de pendules (Fab. de) [1]; Musquiniers (qui fabriquent les toiles fines avec du lin) [1].

Nacre (Fab. d'objets en) [1]; Nacriers [1]; Nankin (Fab. de) [1]; Nates (Fab. de) [3]; Nattiers de toutes sortes [1]; Naturalistes (empaillleurs d'animaux pour les sciences) [1]; Navetiers [4]; Navettes (Fab. de) [10]; Navires (Constructeurs de) [12]; Nécessaires en vermeil, or et argent (Fab. de) [1]; Nécessaires et petits meubles (Fab. de) [1]; Nettoyeurs de devantures de boutiques [1]; Nikel (Fab. d'objets en) [1]; Nikeleurs [1]; Nitre (nitrate de potasse, salpêtre (Fab. de) [1]; Noir animal (Fab. de) [13]; Noir animalisé (Fab. de) [1]; Noir de fumée, d'ivoire et autres (Fab. de) [2]; Norias (Fab. de) [1]; Nougatiers [1]; Nouveautés (Fab. de confections de) [1]; Nouveautés soieries (Fab. de hautes) [1].

Objets d'art en coquillages (Fab. d') [1]; Objets de bronze (Fab. d') [1]; Objets de cuivre (Fab. de) [1]; Objets divers en fer, acier, fonte et autres métaux (Fab. de) [1]; Objets de piété (Fab. d') [1]; Ogres divers pour la teinture (Fab. d') [2]; OEillets métalliques (Fab. d') [1]; Oignons brûlés, colorants (Fab. d') [2]; Oléine pour la fabrication des savons (Fab. d') [1]; Ombrelles (Fab. d') [2]; Opticiens [20]; Opticiens pour la marine [1]; Orfèvres [49]; Orgues [et de buffets d'orgues (Fab. de) [1]; Ornementistes [8]; Ornements d'églises (Fab. d') [9]; Ornements en terre cuite (Fab. d') [1]; Orthopédistes [3]; Os (Fab. d'objets en) [1]; Os (Débiteurs et scieurs d') [1]; Os et fondeurs de suif (Casseurs d') [1]; Osier pour la tonnellerie (Préparateurs d') [1]; Ouates (Fab. d') [13]; Ourdisage [1]; Ourdisseurs [9]; Outilleurs [3]; Outils (Fab. d') [3]; Outils en fer et en acier (Fab. d') [3]; Outils et manches en bois (Fab. d') [2]; Outremer minéral (Fab. d') [1]; Ouvrages et produits en fer (Fab. d') [1]; Ovalistes [1].

Paillassons (Fab. de) [5]; Paille (Appréteurs et fendeurs de) [1]; Paille teinte blanche (Fab. de) [1]; Paillettes et pailloons en or, argent, cuivre (Fab. de) [1]; Pains d'autel (Fab. de) [1]; Pains à cacheter (Fab. de) [1]; Pains d'épices (Fab. de) [10]; Passeaux (Fab. de) [1]; Pannetiers [1]; Pannes (Fab. de) [1]; Pantouffles (Fab. de) [2]; Papeteries (Fab. de) [3]; Papeteries de pâte de bois [1]; Papetiers [18]; Papiers (Fab. de) [24]; Papiers à cartons pour peindre, toiles et taffetas à peindre (Fab. de) [1]; Papiers à cigarettes (Fab. de) [3]; Papiers à la cuve (Fab. de) [1]; Papiers pour décalage (Fab. de) [1]; Papiers de fantaisie (Fab. de) [1]; Papiers goudronnés et vernis pour l'emballage et autre (Fab. de) [1]; Papiers de paille (Fab. de) [1]; Papiers peints (Fab. de) [18]; Papiers de teintures [1]; Papiers de verre et d'émeri (Fab. de) [3]; Papiers et taffetas préparés pour usages médicaux (Fab. de) [1]; Parapluies (Fab. de) [32]; Parapluies et ombrelles (Fab. de manches et monteurs de) [2]; Parapluies et ombrelles (Garnisseurs de) [1]; Parcheminiers [4].

Parcours [1]; Parfumerie (Fab. de) [7]; Parfumeurs [8]; Parfums (Fab. de) [1]; Parqueteurs [8]; Parqueteurs sur bitume [1]; Parquets (Fab. et poseurs de) [2]; Passementerie de

tout genre (or, argent, soie, fil et coton [Fab. de] [8]; Passementerie en soie, laine et coton [1]; Passementiers [29]; Pastels divers (Préparateurs de) [1]; Pastilleurs-décorateurs [1]; Pâtes (Usine à) [1]; Pâte à papier (Fab. de) [1]; Pâtes alimentaires de toute nature (Fab. de) [17]; Pâtes d'Italie (Fab. de) [1]; Pâtes moulées en carton (Fab. de) [1]; Patins pour le bois [1]; Pâtisseries [34]; Pâtisseries-glaciers [1]; Pavage (Entrep. de) [2]; Pavage en bois, bitume, etc. (Entrep. de) [1]; Pavés (Fab. de) [1]; Pavés [55]; Peaussiers [8]; Peaux tannées ou en tripes (Scieurs de) [1]; Pêche (Fab. d'articles de) [4]; Pêcheurs de sable [1]; Peignes (Fab. de) [20]; Peignes à cheveux (Fab. de) [1].

Peignes en corne, buffe, écaille, os, buis, ivoire (Fab. de) [1]; Peignes pour filatures (Fab. de) [4]; Peignes à serancer (Fab. de) [1]; Peignes et de lisse à tisser (Fab. de) [1]; Peigneurs [10]; Peigneurs de chanvre [8]; Peigneurs de crins [1]; Peigneurs de laines [4]; Peigneurs de lin [5]; Peigneurs de poils de chèvres [1]; Peignoirs de lin et de chanvre [1]; Peintres [79]; Peintres d'attributs [2]; Peintres en bâtiments [44]; Peintres en décors et décorateurs [15]; Peintres en équipages [1]; Peintres sur étoffes [1]; Peintres en lettres [2]; Peintres de navires [1]; Peintres-plâtriers [1]; Peintres sur porcelaine, verre, faïence et terre cuite [3]; Peintres sur verre [3]; Peintres en voitures, équipages [35]; Peinture (Fab. de) [1]; Pelles (Fab. de) [1]; Pelles en bois (Fab. de) [1]; Pelleteries (Fab. de) [1]; Pelletiers [7]; Pelotes (Fab. de) [1]; Pelotonnage de la laine [1].

Peluches (Fab. de) [3]; Pendules portatives de voyage (Fab. de) [1]; Pépiniéristes [1]; Percalé (Fab. de) [1]; Perceurs [6]; Perceurs de cadrans [1]; Perceurs de cartons [1]; Perceurs pour plomberie et zingage [1]; Perceurs-riveurs [1]; Perceurs de trous (brosserie) [1]; Perforeurs de puits [1]; Perles (Enfileurs et monteurs de) [1]; Perles fausses (joaillerie) [Fab. de] [1]; Perleurs sur tulles [1]; Perruquiers [11]; Pétrifications [1]; Pétroles (Raffineurs, rectificateurs et épurateurs de) [6]; Photographes [18]; Photographie [1]; Photographie (Fab. d'instruments de) [1]; Photogravure [1]; Photolithographie [1]; Phototypie [1]; Pianos (Fab. de) [6]; Pièces détachées pour filatures et machines à coudre (Fab. de) [1]; Pierres (Marchands de) [2]; Pierres artificielles (Fab. de) [1]; Pierres (Casseurs, enmètreurs de) [4]; Pierres factices ou artificielles pour la joaillerie (Fab. de) [1]; Pierres lithographiques (Préparateurs de) [2].

Pierres meulières (Fab. de) [1]; Pierres de taille (Exploitants de) [1]; Pierristes en horlogerie [1]; Pignons de pendules et montres (Fab. de) [1]; Pileurs de chanvre [1]; Pîlons (Fab. de) [1]; Pinceaux (Fab. de) [1]; Pinceaux et brosses à peindre (Fab. de) [1]; Pincetteuses [1]; Pinceurs pour la maçonnerie [1]; Pipes (Fab. de) [12]; Pipes en bois (Fab. de) [1]; Pipes en terre (Fab. de) [1]; Pipiers [2]; Piqué (Fab. de) [1]; Piqueurs de cartes à dentelles [1]; Piqueurs de cartons [2]; Piqueurs de dessins [3]; Piqueurs de grès [3]; Piqueurs de pierres [3]; Piqueuses de bottines [1]; Piqueuses à la machine [1]; Placage (Fab. de) [1]; Plafonneurs [38]; Planches et ifs à bouteilles (Fab. de) [1]; Planeurs en cuivre, bronze, etc. [1]; Planeurs sur tous métaux [2]; Planeurs en orfèvrerie, joaillerie et plaqué [1]; Plaqué (Fab. de) [1]; Plaqueurs [1].

Plaqueurs (brosserie) [1]; Platine (Fab. d'objets en) [1]; Platineurs (armuriers) [1]; Plâtre (Fab. de) [25]; Plâtre en carrière [1]; Plâtriers [96]; Pliage [1]; Plieurs [2]; Plieurs de cercles [1]; Plieurs et plieuses de chaînes [1]; Plieurs et dévideurs de fil et soie [1]; Plomb de chasse (Fab. de) [5]; Plombs laminés, saumons, tuyaux, etc. (Fab. de) [1]; Plomberie (Fab. de) et plombiers pour plomberie et zingage [1]; Plombiers [54]; Plombiers pour la canalisation du gaz [1]; Plumassiers [1]; Plumeaux (Fab. de) [2]; Plumes pour matelas (duvets, laines et crins) [1]; Plumes métalliques (Fab. de) [2]; Plumes d'os (Apprêteurs de) [1]; Plumes pour ornements (Fab. de) [2]; Poches et sacs en papier (Fab. de) [1]; Poêles en faïence et en terre cuite (Fab. de) [1]; Poêliers [50]; Poils de chèvres (Fab. de) [1]; Poils de lièvres et de lapins (Coupeurs de) [1]; Pointes (Fab. de) [7]; Pointes et poinçons (Fab. de) [1]; Pointeurs [1].

Pointiers [4]; Pois d'iris (Fab. de) [1]; Poix, résine, goudron (Fab. de) [1]; Polisseurs [2]; Polisseurs sur bois [1]; Polisseurs sur cuivre, bronze, etc. (métaux) [2]; Polisseurs en orfèvrerie, bijouterie [1]; Polisseurs en pendules [1]; Polisseurs en plâtre [1]; Polisseurs de verres et cristaux pour l'optique [1]; Polisseurs et tourneurs sur marbre [1]; Polisseurs et tourneurs sur pierre et terre [1]; Pompes (Fab. de) [20]; Pompes de bois et pièces pour la conduite des eaux (Fab. de) [2]; Pompes à incendie (Fab. de) [1]; Pompes en métal (Fab. de) [2]; Pompiers [13]; Pompiers en bois [1]; Pompiers hydrauliques [1]; Ponceurs [1]; Ponceuses [1]; Porcelaine (Marchands faisant décorer [1]; Porcelaines de toutes sortes (Fab.

de) [4]; Porte-bouteilles (Fab. de) [1]; Portefaix [4]; Portefeuilles (Fab. de) [1]; Portemonnaie (Fab. de) [1]; Porte-plume (Fab. de) [1]; Porteurs de chaux [1]; Ports (Ouv. des) [1].

Poseurs de carreaux en terre, marbre, etc. [1]; Poseurs pour la maçonnerie [1]; Poseurs de sonnettes [4]; Potasse (Fab. de) [2]; Poterie (Fab. de) [32]; Poterie d'étain (Fab. de) [1]; Poterie de terre (Fab. de) [3]; Poterie de terre pour le bâtiment (Fab. de) [1]; Potiers [18]; Potiers d'étain [15]; Poudre de chasse et de guerre (Fab. de) [1]; Poudres diverses pour la droguerie et les arts (Fab. de) [1]; Poudrettes (Fab. de) [2]; Pouleurs [11]; Poupées (Fab. de) [1]; Pouzzolane (Fab. de) [1]; Praticiens (sculpteurs) [1]; Prêlarts (Fab. de) [1]; Préparateurs de laine [1]; Préparateurs de plumes et duvets [1]; Presses en bois (Fab. de) [1]; Presses à fourrage [1]; Presses mécaniques [1]; Presseurs [4]; Pressoirs (constructeurs de) [1]; Pressoirs (Maîtres de) [3]; Produits alimentaires (Fab. de) [2]; Produits amoniacaux (Fab. de) [1]; Produits chimiques et pharmaceutiques (Fab. de) [41]; Puddles [2]; Puisatiers [13]; Puits (pour la terrasse et la maçonnerie) [Constructeurs et fondeurs de] [3]; Puits artésiens (Fondeurs de) [1]; Pyrite (Exploitants de carrières de) [1].

Queues de billards (Fab. de) [1]; Quincaillerie (Fab. de petite) [1]; Quincaillerie en tous genres (Fab. de) [7]; Quincailliers [17]; Quinquina [sulfate de quinine] (Fab. de) [1].

Rabatteurs (vins et eaux-de-vie) [1]; Rabats de cols [1]; Racommodeurs de tissus, de châles, etc. [1]; Racommodeurs de tulles et dentelles [1]; Racheveurs et ciseleurs sur métaux [1]; Raffineries [2]; Raffineurs [5]; Raffineurs de salpêtre [1]; Raffineurs de sels [7]; Raffineurs de sucre [5]; Ramoneurs [9]; Rampistes [3]; Raquettes (Fab. de) [1]; Raseurs de velours [2]; Ratine (Fab. de) [1]; Rattacheurs [1]; Ravaleurs [1]; Ravauces de bas [1]; Reblanchisseurs [1]; Réchauffeurs [1]; Refendeurs de douelles pour futailles et soudres [1]; Registres (Fab. de) [11]; Régleurs [6]; Régleurs de métiers [1]; Régleurs de montres et pendules [1]; Régleurs de papiers [5]; Réglisse (Fab. de) [2]; Relieurs [80]; Relieurs-papetiers [1]; Reliure (Ateliers de) [1];

Reliures diverses [1]; Remetteurs de brins aux lisses ou mailloons [1]; Remetteuses [1]; Rémis (Fab. de) [1]; Remisses (Fab. de) [2]; Remorquage (Entrep. de) [1]; Rempailleurs de chaises [2]; Rentrageurs de tapis [1]; Repasseurs et repasseuses [2]; Repasseurs pour chapeaux de paille [1]; Reperceurs en bois [1]; Reperceurs en cuivre [1]; Reperceurs sur tous métaux [1]; Reperceurs en or, argent, cuivre, etc. [1]; Replanisseurs et raboteurs de parquets [2]; Repousseurs en cuivre [1]; Repousseurs sur métaux [1]; Repousseurs en or, argent, etc. [1]; Repriseurs en châles, cachemires, dentelles et autres étoffes [1]; Résine, poix, goudron, etc. (Fab. de) [5]; Résineux (Fab. de produits) [1]; Ressertisseuses [1]; Ressorts d'horlogerie (Fab. de) [1]; Ressorts de montres (Fab. de) [1]; Ressorts de voitures, wagons et tramways (Fab. de) [2]; Ressorts de toutes sortes (Fab. de) [1]; Restaurateurs [1]; Retailleurs de limes [4]; Retordeurs [14]; Retordeurs de coton [3];

Retordeurs de laine [2]; Retordeurs de soie [1]; Rhabilleurs de boîtes d'horlogerie [1]; Rivets (Fab. de) [1]; Rivets de charpente (Fab. de) [1]; Riveurs [1]; Rizeries et nettoyage de riz [1]; Robinets en cuivre et en étain (Fab. de) [1]; Robinetteries [2]; Rocailleurs [2]; Rogneurs de papiers [1]; Ros (Fab. de) [13]; Rostiers [4]; Rotineurs [1]; Rotins (Apprêteurs de) [1]; Rouennerie (Fab. de) [2]; Roues hydrauliques (Fab. de) [1]; Rouge de carthame (Fab. de) [1]; Rouge à polir [ocre rouge, émeri] (Fab. de) [1]; Rouissage de lin [1]; Rouleaux (Fab. de) [2]; Rouleaux-guides, barres métalliques et toutes pièces composant les métiers à tulle (Fab. de) [1]; Roulettes pour lits, meubles, etc. (Fab. de) [1]; Roulottiers [1]; Routes (Entrep. de) [5]; Routoirs (Exploitants de) [2]; Rozeliers [1]; Rubans (Fab. de) [8]; Rubans de velours (Fab. de) [1]; Rubannerie (Fab. de) [2]; Ruches à abeilles (Fab. de) [1]; Rucheurs [1].

Sable (Tireurs et passeurs de) [4]; Sablières (Exploitants de) [1]; Sabotiers [54]; Sabots (Fab. de) [13]; Sacs (Fab. de) [8]; Sacs en papier (Fab. de) [1]; Sacs de toile (Fab. de) [2]; Salaisons (Fab. de) [6]; Saleurs [2]; Salineurs [4]; Salpêtre (Fab. de) [1]; Salpêtriers [2]; Sandales (Fab. de) [1]; Sandaliers de tous genres [1]; Sang coagulé (engrais) [1]; Sangles (Fab. de) [1]; Sarreaux (Fab. de) [1]; Satin (Fab. de) [1]; Satineurs de papier [1]; Satineurs de papiers peints [1]; Saurisseurs [1]; Savonniers [7]; Savons (Commerçants et commissionnaires en) [1]; Savons de toute espèce (Fab. de) [31]; Schiste et huile (Fab. de) [2]; Sciage de bois (Entrep. de) [2]; Scieries (Exploitants de) [2]; Scieries mécaniques [5]; Scies (Fab. de) [1]; Scieurs [4];

Scieurs sur bois [1]; Scieurs de long [71]; Scieurs de marbre [2]; Scieurs à la mécanique [52]; Scieurs de pierre [4]; Scieurs et fendeurs de bois à brûler [6]; Scortins (Fab.

de) [1]; Scourtins en crin (Fab. de) [1]; Sculpteurs [61]; Sculpteurs sur bois [7]; Sculpteurs pour bronze et lampisterie [1]; Sculpteurs pour horlogerie, optique, instruments de précision et de musique [1]; Sculpteurs en instruments de chirurgie et armurerie [1]; Sculpteurs de marine [1]; Sculpteurs en mécanique et carrosserie [1]; Sculpteurs pour orfèvres, joailliers et bijoutiers [1]; Sculpteurs sur pierre [4]; Sculpteurs sur pierre et marbre [2]; Sculpteurs sur plâtre [1]; Sculpteurs en serrurerie [1]; Saux à incendie, tuyaux et conduits (Fab. de) [1]; Sécateurs (Fab. de) [1]; Sécheurs de morue [1]; Selliers [89]; Selliers-bourrelliers [1]; Selliers-carrossiers [1]; Selliers en métal [1]; Sels (Fab. de) [1]; Sels divers (Fab. de) [1]; Sels (Raffineurs) [1];

Semoules (Fab. de) [2]; Sérans (Fab. de) [1]; Serge (Fab. de) [1]; Serrurerie (Fab. de) [3]; Serrurerie pour le bâtiment et pour meubles (Entrep. de) [3]; Serrurerie pour la charpente et les planchers en fer [1]; Serruriers [134]; Serruriers en métiers [1]; Serruriers en voitures [2]; Serruriers-mécaniciens pour tulle [1]; Sertisseurs en cuivre, etc. [1]; Sertisseurs en or et en argent [1]; Siccateurs de poils [1]; Siccateurs et préparateurs de peaux [1]; Sirops (Fab. de) [2]; Socques (Fab. de) [1]; Soieries (Fab. de) [7]; Soies (Fab. de) [4]; Soies à coudre [1]; Soies pour la broserie (Apprêteurs de) [1]; Soies pour chapeaux (Fab. de) [1]; Soies pour tamis (Fab. de) [1]; Soigneuses [1]; Sommiers élastiques (Fab. de) [3]; Soude artificielle (Fab. de) [1]; Soufflets (Fab. de) [6]; Soufflets de forges (Fab. de) [1]; Souffleurs de poils pour la chapellerie [1]; Souffleurs de verre, de perle [1]; Soufre en fleurs, en poudre et en canon (Raffineurs et fab.) [3];

Soutiriers [1]; Sparterie (Fab. de et ouvrages en) [4]; Sphères et globes pour les sciences (Fab. de) [1]; Spiraux (Fab. de) [1]; Statuaires [1]; Stéarine (Fab. de) [2]; Stéréotypers [2]; Stores (Fab. de) [3]; Strontianes (Fab. de) [1]; Stuc (Fab. de) [1]; Stucateurs [8]; Substances tinctoriales [1]; Sucre (Fab. de) [11]; Sucre de canne et betterave (Raffineurs de) [1]; Sucreries [3]; Sucriers [3]; Suifs en branche ou fondus (Fab. de) [2]; Suifs chimiques (Fab. de) [1]; Sulfates (Fab. de) [1]; Sulfates de fer (Fab. de) [1]; Surlaix (Fab. de) [1]; Suspensions (Fab. de) [1]; Suspensions de montres marines (Fab. de) [1].

Tabacs (Fab. de) [4]; Tabatière en bois, buffle, corne, écaille, ivoire, os, etc. (Fab. de) [1]; Tabletiers [10]; Tablettes en couleurs (Fab. de) [1]; Taffetas (Fab. de) [1]; Taffetas gommé pour les vernis (Fab. de) [1]; Taillandiers [62]; Tailleurs [47]; Tailleurs de cristaux et verres [2]; Tailleurs d'habits [75]; Tailleurs d'habits pour dames [1]; Tailleurs d'habits pour enfants [1]; Tailleurs d'habits pour hommes [1]; Tailleurs et costumiers de neuf et de vieux [1]; Tailleurs de limes [9]; Tailleurs de meules de moulin [1]; Tailleurs de pavés [1]; Tailleurs de pierres [108]; Tailleuses pour hommes [1]; Tailleuses en robes [2]; Talons en cuir, bois, gutta-percha pour chaussures (Fab. de) [1]; Talons et matières premières (Fab. de) [1]; Tamis (Fab. de) [4]; Tamisiers [8]; Tampons pour impressions (Fab. de) [1]; Tan [1]; Tanneurs [106]; Tapis (Fab. de) [5]; Tapis [tentures, tapisserie] (Fab. de) [2]; Tapisserie, à l'aiguille, à la main [2];

Tapissiers [96]; Taquets [1]; Tartrate, bitartrate de potasse, crème et tartre (Fab. de) [1]; Teilleurs de lin [3]; Teintures d'impression [1]; Teintureries [1]; Teinturiers [113]; Teinturiers en coton [1]; Teinturiers sur étoffes [1]; Teinturiers en laine [1]; Teinturiers en peaux [2]; Teinturiers en plumes [1]; Teinturiers en soie [1]; Teinturiers-dégraisseurs [4]; Télégraphie et téléphonie (Fab. d'appareils pour la) [1]; Terrassements (Entrep. de) [5]; Terrassiers [49]; Terre de pipe (Préparateurs de) [1]; Thermomètres (Fab. de) [1]; Tiges de bottes, bottines, etc. [3]; Tiges piquées (Fab. de) [1]; Timbres en acier fondu et cuivre (Fab. de) [1]; Timbres en caoutchouc (Fab. de) [2]; Timbres pour mouvements de pendules et sonneries (Fab. de) [1]; Tireurs d'or [1]; Tire-bourres (Fab. de) [1]; Tisons (Fab. de) [1]; Tissage [5]; Tissage de burattes et autres [1]; Tissage de coton [3];

Tissage de galons, franges et passementeries [1]; Tissage à la main [4]; Tissage mécanique [5]; Tissage de soie [2]; Tissage des débris de filature de soie, coton et chanvre [1]; Tisserands [25]; Tisserands de coton [1]; Tisserands de rubans [2]; Tisserands de toile [2]; Tisserands et fabricants de toile de lin [1]; Tisseurs [9]; Tisseurs à domicile [1]; Tisseurs en châles, étoffes et tapis [1]; Tisseurs de coton [2]; Tisseurs de laine [4]; Tisseurs de lin [1]; Tissus d'angora (Fab. de) [1]; Tissus de caoutchouc (Fab. de) [2]; Tissus de chanvre (Fab. de) [2]; Tissus de coton (Fab. de) [8]; Tissus de coton et de laine (Fab. de) [1]; Tissus élastiques [1]; Tissus de fil (Fab. de) [6]; Tissus imperméables (Fab. de) [1]; Tissus de laines (Fab. de) [12]; Tissus de laines et de soie [Fab. de] [1]; Tissus de lin (Fab. de) [2]; Tissus métalliques (Fab. de) [1]; Tissus de plumes (Fab. de) [1]; Tissus de soie (Fab. de) [7];

Tissus de toutes sortes (Fab. de) [29]; Toiles (Fab. de) [17]; Toiles de chanvre et de lin (Fab. de) [1]; Toiles métalliques (Fab. de) [7]; Toiles peintes (Fab. de) [3]; Toiles à voile (Fab. de) [1]; Toiles et papiers cirés, gommés et vernis (Fab. de) [4]; Toiles et taffetas cirés, vernis et toiles imperméables (Fab. de) [3]; Toiliers [2]; Tôle émaillée (Fab. de) [1]; Tôle perforée (Fab. de) [1]; Toliens [9]; Tondeurs [5]; Tondeurs de châles [1]; Tondeurs de draps [1]; Tondeurs de laine [1]; Tondeurs de peaux de lièvres et lapins [1]; Tonneaux (Fab. de) [1]; Tonneliers [101]; Tonneliers en neuf [1]; Tonneliers en vieux [1]; Tonneliers pour les vins [1]; Tonnerie d'emballages et autres [1]; Torderies de soie [1]; Tordeurs de chaînes [1]; Tordeuses [1]; Tourbe (Fab. de) [2]; Tourbières (Fab. de) [2]; Tournesol [1]; Tourneurs [34].

Tourneurs sur bois [62]; Tourneurs sur chaises [1]; Tourneurs en cuivre [3]; Tourneurs en cuivre, fer, acier, etc. [2]; Tourneurs en fer [5]; Tourneurs en métaux [36]; Tourneurs en or, argent et cuivre [2]; Tourneurs en os [2]; Tourneurs en pierre et terre [3]; Tourneurs en plâtre [1]; Tournuriers pour la chapellerie [1]; Traiteurs [1]; Tranchefies (reliure) (Fab. de) [1]; Transports (Entrep. de) [5]; Travaux maritimes (Entrep. de) [1]; Travaux publics (Entrep. de) [20]; Travaux rustiques (Fab. de) [1]; Tréfilerie en cuivre [1]; Tréfilerie (filature d'or et d'argent pour la passementerie et la broderie) [1]; Tréfileurs [13]; Tréfileurs en fer, en plomb [1]; Tréfileurs en or, argent et cuivre [1]; Treillageurs [15]; Treillageurs en bois [2]; Treillageurs en fer [1]; Tressages de lacets et cordonnets [1]; Tresses pour chapeaux et autres (Fab. de) [1]; Tri (Manufacture pour) [1]; Tricot (Fab. de) [5]; Tricots à l'aiguille [1].

Tricots circulaires (Fab. de) [2]; Trieurs [1]; Trieurs d'alfa [1]; Trieurs de chiffons de laine [3]; Tripiers [3]; Triturage de matières tinctoriales [2]; Tritureurs de bois de teinture [1]; Tropes de chaises (Fab. de) [1]; Trottoirs (Constructeurs de) [1]; Tubes et tuyaux en fer et en cuivre (Fab. de) [1]; Tuf (Exploitation de) [1]; Tuiles (Fab. de) [41]; Tuiliers [27]; Tulle (Fab. de) [8]; Tullistes [2]; Tuyaux (Fab. de) [5]; Tuyaux étirés et à froid (métal) [1]; Tuyaux en fer (Fab. de) [1]; Tuyaux de toutes sortes en cuir et toile (Fab. de) [1]; Tuyaux et tubes en pierre et terre pour le bâtiment et le drainage (Fab. de) [12]; Typographes [22].

Useurs sur porcelaine, verre et terre cuite [1];

Vaisselle et ustensiles de ménage en bois (Fab. de) [1]; Vannerie (Fab. de) [1]; Vannerie spéciale pour verrerie [1]; Vanniers [64]; Vélocipèdes, etc. (Fab. de) [6]; Velours (Fab. de) [4]; Ventilateurs pour fonderies et autres [1]; Verges d'horlogerie (Poseurs de) [1]; Vergiers [1]; Vermicelles (Fab. de) [2]; Vermicelliers [12]; Vermillon (Fab. de) [1]; Vernis de toutes sortes (Fab. de) [8]; Vernisseurs sur bois [1]; Vernisseurs sur caoutchouc [1]; Vernisseurs sur cuir [1]; Vernisseurs sur toiles [1]; Vernisseurs sur tôle, zinc, fer-blanc [1]; Verre (Fab. de) [1]; Verres de montre (Fab. de) [1]; Verreries et verroteries (Fab. de) [8]; Verriers [22]; Vert-de-gris (matière pour peindre (Fab. de) [1]; Vestipoline (Fab. de) [1]; Vidange (Entrepreneurs de) [3]; Vidangeurs [16]; Vinaigre (Fab. de) [12]; Vinaigriers [7]; Vins (Fab. de) [1]; Vins (march. de vins en gros) [3].

Vins de champagne (Travail des vins) [1]; Vins de raisins secs (Fab. de) [1]; Vins mousseux (Fab. de) [1]; Vins et eaux-de-vie (Négociants faisant le commerce des) [1]; Viroles (Fab. de) [2]; Vis (Fab. de) [2]; Vis à bois, en fer et en cuivre (Fab. de) [1]; Vis cylindriques en fer et en cuivre (Fab. de) [1]; Visières et maroquins pour la chapellerie (Fab. de) [1]; Vitraux (Fab. de) [3]; Vitraux (Ajusteurs, poseurs, peintres) (Fab. de) [2]; Vitraux peints (Fab. de) [3]; Vitriers [67]; Vitriers, coupeurs, poseurs de vitres et glaces [1]; Voiliers [14]; Voierie [1]; Voitures (Fab. de) [1]; Voitures publiques (Entrep. de) [4]; Voituriers [1]; Voliges (Fab. et poseurs de) [1].

Wagons et tramways (Constructeurs de) [1].

Yeux artificiels (Fab. de) [1].

Zinc (Fab. de) [1]; Zincographie [1]; Zingueurs [39]; Zingueurs pour plomberie et zingage [1]; Zingueurs-ferblantiers [2].

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail ; hernie inguinale ; caractère professionnel de l'accident.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 8 juillet 1902.)

La Cour,

..... Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des articles 1 et 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le demandeur employé à l'enlèvement et au chargement des boues et ordures pour le compte des défendeurs éventuels, ressentit le 29 mai une vive douleur à l'aîne gauche tandis qu'il se livrait dans la matinée à son travail habituel ; qu'après l'achèvement de sa tâche étant allé consulter un médecin, ce dernier constata chez lui l'existence d'une hernie et qu'à la suite de cette constatation ledit demandeur a assigné ses patrons en payement d'une rente viagère pour une incapacité permanente consécutive à un accident du travail.

Attendu que ledit arrêt déclare avec juste raison que la loi du 9 avril 1898 ne trouve son application que dans le cas où il existe une relation de cause à effet entre le travail convenu avec le patron et l'accident survenu à l'ouvrier ou si cet accident se rattache au travail par un lien étroit ;

Or, attendu que la Cour d'appel appréciant souverainement les faits et documents de la cause ainsi que les résultats de l'enquête, déclare que le fait que le demandeur a prolongé son travail après avoir ressenti la douleur révélatrice de son infirmité établit à la fois l'extrême modération de l'effort nécessaire à l'exécution de ce travail et l'insuffisance de ce travail pour déterminer une hernie ; que cette infirmité a donc une cause étrangère à ce travail, bien qu'elle se soit révélée pendant qu'il s'accomplissait ;

Attendu qu'en décidant dès lors que dans ces circonstances le demandeur ne saurait se prévaloir de la loi de 1898 et en le déclarant mal fondé dans sa demande, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes invoqués ;

Par ces motifs,

Rejette la requête, condamne le demandeur à l'amende.

Accidents du travail ; bourse séreuse du genou ; maladie professionnelle ; non application de la loi du 9 avril 1898.

(Arrêt du 23 juillet 1902.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des articles 1 et suivants de la loi du 9 avril 1898, 1354 à 1356 du Code civil et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que le 18 avril 1900 ; pendant qu'il travaillait à la réparation d'un parquet à la préfecture de Nancy, Duré ressentit au genou gauche une vive douleur, qu'il crut d'abord à une piqûre, mais que les trois médecins qui le soignèrent ne remarquèrent sur son genou aucune plaie ni aucun signe de contusion et que l'inflammation aiguë à laquelle il succomba fut attribuée à l'existence d'une bourse séreuse consécutive à l'exercice de sa profession, mais qui s'était formée en dehors de toute blessure extérieure,

Attendu qu'il résulte de l'esprit de la loi du 9 avril 1898 et des travaux préparatoires que les maladies professionnelles auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminées sont exclues du bénéfice de la loi ; que les accidents survenus au cours du travail donnent seuls droit à une indemnité et qu'il appartient aux représentants de l'ouvrier d'établir qu'il a été victime d'un de ces accidents ;

Qu'il importe peu dans l'espèce qu'en déclarant l'accident à la mairie de Nancy, Mieuville ait indiqué que son ouvrier était tombé en travaillant ; que cette assertion reconnue inexacte par l'enquête n'a pas le caractère d'un aveu et ne peut empêcher que Duré ait succombé aux suites d'une maladie, comme l'ont décidé les juges du fond ;

Que l'arrêt attaqué dûment motivé n'a en conséquence violé aucun des textes susvisés ;

Par ces motifs,

Rejette la requête.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai 1903 ⁽¹⁾. — Depuis septembre 1902, le marché du travail n'avait cessé de présenter des alternatives de dépression et de relèvement, sans qu'on pût bien distinguer dans chaque cas si la situation était, au total, franchement mauvaise ou bonne. C'est le mois de mai qui, pour la première fois, est caractérisé par une prédominance évidente des symptômes favorables. Cette amélioration peut durer plus ou moins longtemps ; elle n'en est pas moins très heureuse.

De toutes les branches industrielles, le *bâtiment* a pris partout le plus grand essor, au point de manquer de main-d'œuvre, par exemple, pour la peinture et la vitrerie. Vient immédiatement après le *vêtement* avec ses multiples branches ; la aussi, les ouvriers font défaut, surtout les maîtres tailleurs, puis aussi les cordonniers. On note enfin une activité également accentuée, quoique moindre, dans tous les autres groupes d'industrie.

Placement. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 84 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de mai 1902, une diminution du chômage dans 61 villes, une augmentation dans 23 seulement.

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*, 15 juin 1903.

Les placements effectués dans ces 84 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Mai 1902	27,601	17,249	44,850	56,790	15,251	72,041	205.7	88.4	160.6
Mai 1903	35,612	20,709	56,321	62,384	17,386	79,770	175.2	84.0	141.6

Grèves en mai 1903. — 63 grèves nouvelles contre 113 en avril 1903 et 55 en mai 1902. Les grèves les plus importantes ont été signalées dans les *textiles*, le *bâtiment* et l'industrie des *métaux* et *machines*.

Loi du 10 mai 1903 interdisant l'emploi du phosphore dans la fabrication des allumettes chimiques⁽¹⁾. — ARTICLE PREMIER. — Il est interdit de faire intervenir le phosphore, blanc ou jaune, dans la fabrication des allumettes chimiques et de toutes autres matières inflammables.

Les matières inflammables dans la fabrication desquelles sera intervenu le phosphore blanc ou jaune, ne pourront être mises en vente, ni vendues, ni versées d'une autre manière quelconque dans le commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont toutefois pas applicables aux mèches servant à l'allumage des lampes de sûreté des mineurs.

ART. 2. — Quiconque contreviendra aux prescriptions de la présente loi sera passible d'une amende pouvant s'élever à deux mille marks si la contravention a été accomplie avec préméditation.

Dans le cas de contravention par négligence, l'amende ne pourra pas dépasser cent cinquante marks.

Outre l'amende, la confiscation des objets indûment fabriqués, importés ou mis en vente, et, éventuellement, la confiscation des instruments et appareils ayant servi à leur fabrication devront être prononcées, que ces articles ou appareils appartiennent ou non au contrevenant. Si le contrevenant ne peut être l'objet d'une poursuite ou d'une condamnation, la confiscation sera néanmoins prononcée.

ART. 3. — Les dispositions du § 1, alinéa 2 seront exécutoires à dater du 1^{er} janvier 1908. Pour tout le reste, la présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1907.

Réglementation du travail dans les établissements pour la fabrication des cigares et dans les fabriques de couleurs plombiques et d'acétate de plomb⁽²⁾. — Deux décisions prises par le Conseil fédéral, le 24 avril 1903, en vertu du § 139^a, de la *Gewerbeordnung*, prorogent la durée de validité des dispositions sur l'emploi d'ouvrières et de jeunes ouvriers, d'une part, dans les établissements affectés à la fabrication des cigares (Art. 11 de l'ordonnance du Chancelier de l'Empire en date du 8 juillet 1893, de l'autre, dans les fabriques de couleurs plombiques d'acétate de plomb (Art. 7 de l'ordonnance du 8 juillet 1893), respectivement jusqu'au 1^{er} mai 1905 et jusqu'au 1^{er} juillet 1903.

Les grèves et lock-outs en 1902⁽³⁾. — On a compté 1,084 grèves, dont

⁽¹⁾ *Reichsanzeiger*, 14 mai 1903.

⁽²⁾ *Reichsanzeiger*, 30 avril 1903.

⁽³⁾ D'après : *Streiks und Aussperrungen im Jahre 1902*. Publication de l'Office impérial de statistique, Berlin, 1903; Puttkammer et Mühlbrecht, libraires-éditeurs.

1,060 se sont terminées au cours de l'année en question. C'est sur ces dernières que portent exclusivement les principales données de la statistique officielle : causes, durée, résultats, nombre des établissements atteints et des grévistes.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces 1,060 conflits s'est élevé à 53,912 répartis entre 3,437 exploitations, dont 849 (soit les 24.7 p. 100 de la totalité) ont été entièrement suspendues⁽¹⁾.

Le nombre des journées de chômage des grévistes n'est pas indiqué par la statistique, mais on évalue, d'ailleurs très approximativement, en l'absence d'indications suffisantes, à 3 millions de francs les pertes de salaires qu'ils ont subies.

Le relevé ci-dessous permet la comparaison du mouvement gréviste de 1902 avec celui des trois années précédentes :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES.		CHÔMEURS forcés.	ÉTABLISSE-		PERTES PÉCUNIAIRES.
		(Nombres absolus.)	(Proportion p. 100 par rapport au personnel total des établis- sements atteints.)		MENTS atteints.		
1899....	1,288	99,338	38.68	10,122	7,121	5,375,000 ¹	environ.
1900....	1,433	122,803	41.10	9,007	7,740	6,750,000	—
1901....	1,056	55,262	39.13	7,420	4,561	5,625,000	—
1902....	1,060	53,912	41.13	6,272	3,437	3,000,000	—

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE			RÉSULTATS.		
	de GRÈVES.	de GRÉVISTES	D'ÉTA- BLISSE- MENTS atteints.	RÉUS- SITE.	TRANS- ACTION.	ÉCHEC.
Bâtiment.....	467	27,330	1,997	105	85	277
Travail du bois, tabletterie.....	135	3,544	218	20	28	87
Textiles.....	101	7,569	117	22	28	51
Travail des pierres et terres.....	68	2,185	94	13	20	35
Travail des métaux....	68	2,761	258	14	22	32
Vêtement, nettoyage des étoffes.....	60	2,070	409	23	20	17
Fabrication des machines, instruments et appareils.....	48	2,516	58	10	9	20
Alimentation.....	35	1,128	57	5	7	23
Travail du cuir.....	20	611	161	3	6	11
Transport et manutention.....	15	665	16	5	2	9
Mines, forges, salines et tourbières.....	14	2,572	16	1	4	9

⁽¹⁾ Quant aux ouvriers réduits contre leur gré à chômer du fait des grèves, ils ont été de 6,272.

Les industries les plus atteintes ont été (le calcul portant ici sur les grèves commencées, soit 1,084 pour 1902):

	NOMBRE DE GRÈVES			
	en 1902.	en 1901.	en 1900.	en 1899.
Bâtiment.....	470	378	496	471
Travail du bois, tabletterie.....	139	113	197	154
Travail des pierres et terres.....	71	102	99	105
Travail des métaux.....	73	98	89	140
Alimentation.....	38	69	77	53
Vêtement, nettoyage des étoffes.....	61	67	73	64
Textiles.....	106	58	73	104
Industrie du cuir.....	20	43	44	39
Fabrication de machines, instruments et appareils.....	48	38	66	45
Mines, forges, salines et tourbières.....	14	21	56	30
Métiers ressortissant au commerce.....	9	18	47	16
Transport et manutention.....	16	14	58	31

L'étendue, les causes et les résultats des grèves dans les groupes industriels les plus importants ressortent du tableau ci-dessous:

NOMBRE DE GRÈVES											
OÙ LES CAUSES CI-DESSOUS ONT ÉTÉ INVOQUÉES.											
Salaires.			Temps de travail.			Autres motifs divers.					
Demande		Divers.	Main- tien ou diminution de la durée du travail.	Sup- pression ou réduc- tion des heures supplé- men- taires.	Divers.	Sup- pression ou non- intro- duction; intro- duction ou main- tien du travail à tâche.	De- mande de renvoi de supé- rieurs.	De- mande de réinté- gration d'ou- vriers congé- diés.	De- mande de ren- voi ou de non- embauchage d'ou- vriers non syn- diqués.	De- mande de congé le 1 ^{er} mai.	Causes no rentrant pas dans les ru- briques ci- contre.
de main- tien.	d'aug- men- tation.										
14	322	65	126	7	23	16	4	45	19	2	52
34	42	15	12	"	1	12	1	13	12	1	28
18	33	16	3	"	4	3	1	9	1	"	59
14	25	6	5	1	"	7	1	7	1	"	22
19	22	8	5	2	2	4	1	15	1	1	25
5	29	9	7	1	5	3	3	10	"	2	42
13	10	7	2	1	1	6	1	12	2	"	6
6	15	2	3	1	1	1	1	9	3	"	14
2	10	2	4	"	"	2	"	4	"	2	5
"	5	5	1	"	2	"	"	6	"	"	15
5	6	1	1	"	"	"	"	2	"	"	3

Les résultats pour l'ensemble des grèves, soit 1,060, se résument ainsi :

RÉSULTATS.	NOMBRE de grèves.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des grèves.	NOMBRE des grévistes.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des grévistes.	NOMBRE d'établisse- ments atteints.	PROPORTION p. 100 par rapport au total des établis- sements affectés.
Succès.....	228	21.5	529	15.8	405	11.8
Transactions.....	235	22.2	22,004	40.8	1,929	56.1
Échecs.....	597	56.3	23,379	43.4	1,103	32.1
TOTAL...	1,060	100.0	53,912	100.0	3,437	100.0

Quant au mode de solution des différends, il est intéressant de noter l'intervention médiatrice des conseils de prud'hommes dans 41 cas, en conformité de la loi du 29 juillet 1890.

Des poursuites judiciaires ont été exercées au cours de 139 conflits, et 259 ont provoqué l'intervention directe ou indirecte de la police, sans conséquences pénales.

LOCK-OUTS. — Les lock-outs ont été au nombre de 51, dont 46 levés au cours de l'année 1902. Ces derniers ont affecté 948 établissements et 10,305 ouvriers⁽¹⁾ parmi lesquels, en première ligne, les travailleurs du *bâtiment* (5,360) et les *métallurgistes* (1,199). Principales causes : dans 51 cas, participation des ouvriers, malgré défense, à la manifestation du 1^{er} mai; dans 14, volonté des patrons de maintenir les anciens salaires et dans 10, de voir des ouvriers ne plus faire partie d'associations professionnelles. Les prétentions patronales aboutirent, de point en point, dans 30 lock-outs; partiellement dans 7, et tombèrent dans les 9 autres. Les conseils de prud'hommes s'érigèrent 2 fois en comité de conciliation.

AUTRICHE.

Placement en avril 1903⁽²⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 861 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emplois, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
228	99	175	44	101	57	72	55	65	32	56	37

Grèves en avril 1903. — 26 nouvelles grèves, avec 6,874 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche, en Galicie et en Moravie et pour les *textiles*, le

⁽¹⁾ 207 autres travailleurs durent chômer par contre-coup.

⁽²⁾ D'après la *Sociale Rundschau*.

vêtement et l'industrie du bois et du caoutchouc qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 2 succès, 9 transactions, 6 échecs⁽¹⁾. Causes : insuffisance de salaires, 12 cas; questions relatives à la durée du travail, 1 cas; les deux motifs réunis, 5 cas; divers, 8 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en avril 1903.⁽²⁾ — Dans les quinze offices de placement gratuit ayant fourni des renseignements sur leurs opérations, pour 1,069 offres des patrons, il y a eu 1,609 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 150 demandes pour 100 offres. Depuis le mois de janvier dernier, où cette proportion était de 349 p. 100, l'écart entre la demande et l'offre d'emploi diminue toujours (226 p. 100 en février et 188 p. 100 le mois dernier). L'année passée, au mois d'avril (chiffres définitifs), on comptait dans quinze offices, 914 demandes pour 594 offres (soit 154 p. 100); pour la première fois, les chiffres mensuels de 1903 représentent un moindre excédent de main-d'œuvre qu'en 1902 : il est vrai que l'an dernier a été marqué par la grève générale, cause d'une profonde perturbation sur le marché du travail.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en avril de 124 unions et fédérations d'unions professionnelles ouvrières, groupant 28,584 membres (mineurs, ouvriers agricoles et travailleurs à domicile non compris). Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 754, soit 2.6 p. 100. Cette proportion est respectivement inférieure de 0.4, 1.3, 3.6 p. 100 à celle obtenue pour les mois de mars, février et janvier derniers.

Somme toute, les renseignements des syndicats ouvriers dénotent, comme ceux des bourses du travail, une amélioration progressive de la situation générale de l'industrie, depuis le commencement de l'année courante.

Grèves en avril 1903. — 8 grèves nouvelles, intéressant 3,350 grévistes environ et 316 chômeurs forcés :

3 conflits concernant l'industrie lainière; les autres ont atteint respectivement la briquetterie, la verrerie, la fabrication de l'acier, celle des carreaux en ciment et la préparation des peaux.

7 grèves ont été causées par la question des salaires (quatre demandes d'augmentation et trois refus de subir une diminution). La huitième avait un double but : empêcher une augmentation de la durée du travail et obtenir la réintégration d'un ouvrier congédié.

Sur les 12 grèves qu'on comptait au total (4 commencées en février et mars), 7 se sont terminées dans le courant d'avril, 2 (avec 3,000 participants environ) par le succès des grévistes, 4 autres (avec 500 participants environ) par leur échec; le résultat de la dernière n'a pu encore être déterminé.

Au point de vue territorial, les nouveaux conflits du mois d'avril se répartissent ; 3 dans la province de Liège, 2 dans la Flandre Orientale, et 1 dans chacune des provinces de Brabant, Hainaut et Namur.

⁽¹⁾ Résultat encore inconnu dans 9 conflits.

⁽²⁾ D'après la *Revue du Travail* belge.

ESPAGNE.

Création d'un institut officiel des réformes sociales ⁽¹⁾. — Sur la proposition de M. Silvela, président du Conseil des Ministres, le Roi d'Espagne vient de créer au Ministère de l'intérieur, par décret en date du 23 avril 1903, un *Institut des réformes sociales*, sur la base du projet d'institut du travail, qui n'avait pu être définitivement voté par les deux Chambres. Cet institut aura à la fois des attributions consultatives et administratives ; il remplacera la Commission des réformes sociales dans la préparation des projets de lois sociales, et, d'autre part, il sera chargé de l'exécution des lois sociales déjà votées. L'institut comprend à la fois des représentants élus des patrons et des ouvriers et des membres nommés par le Roi et qui ont été pris dans tous les partis ⁽²⁾.

Voici d'ailleurs les principaux articles du décret du 23 avril 1903 :

ARTICLE PREMIER. — On établira au ministère de l'intérieur un institut des réformes sociales qui sera chargé de préparer la législation du travail, dans son sens le plus large ; d'en surveiller l'exécution en organisant dans ce but les services nécessaires d'inspection et de statistique ; et de favoriser l'action sociale et gouvernementale au profit de l'amélioration ou du bien être des classes ouvrières.

ART. 2. — L'institut sera composé de 30 membres, dont 18 au choix du Gouvernement ; les 12 autres membres seront élus, dans la forme prescrite par le Règlement : six par l'élément patronal et six par la classe ouvrière, et, parmi ces deux éléments, deux représenteront la grande industrie, deux la petite industrie, et deux la classe ouvrière.

ART. 4. — On procédera immédiatement à la nomination, par décret royal, des 18 membres à la libre disposition du Gouvernement et du président de l'Institut ⁽³⁾.

ART. 5. — Les membres nommés formeront une Commission chargée de rédiger un projet de règlement organisateur de l'Institut des réformes sociales. . . »

ART. 6. — . . . Dans un délai d'un mois, elle proposera au Gouvernement un projet de règlement, devant comprendre, entre autres, les matières suivantes :

Compétence de l'Institut et ses rapports envers les autres centres officiels.

Procédé électoral pour compléter et pour renouveler le personnel par la représentation des classes des patrons et des ouvriers.

⁽¹⁾ D'après une communication de M. José Maluquer y Salvador, membre de l'Institut des réformes sociales.

⁽²⁾ Parmi les membres nommés par le Roi figurent quatre membres appartenant au parti républicain : MM. Azcarate, Echegaray, Rodriguez et Alvarez.

⁽³⁾ Membres nommés par décret royal du 15 mai 1903 : *Président* : M. Azcarate, ancien président de la Commission des réformes sociales, professeur à la faculté de droit de Madrid. *Membres* : MM. Moret, ancien ministre et ancien président de la Chambre des députés ; Santamaria, doyen de la faculté de droit de Madrid, sénateur ; Moreno Rodriguez, ancien ministre de la justice ; Hernandez Iglesias, président du tribunal du contentieux administratif ; Salillas, médecin, publiciste ; Inchaurrendieta, inspecteur général du corps des ingénieurs des ponts et chaussées ; Maluquer Salvador, ancien assesseur général d'assurances, membre correspondant du comité permanent international d'assurance de Bruxelles et de l'*Institute of actuaries* de Londres ; Piernas Hurtado, professeur à la faculté de droit de Madrid ; Sanz Escartin, ancien préfet, membre de l'académie royale des sciences morales et politiques ; Manresa, ancien magistrat de la Cour suprême de la justice ; Ugarte, ancien ministre, sénateur ; Villaverde, président à la Chambre des députés et à l'Académie royale de jurisprudence de Madrid, ancien ministre, Comte de San Bernardo, membre de la Commission générale des réformes agricoles ; Alvarez, professeur de la faculté de droit d'Oviedo, membre de la chambre des députés ; Conde y Luque, professeur à la faculté de droit à Madrid ; Sanchez Pastor, ancien sous-secrétaire au ministère de l'intérieur ; Echegaray, président de l'association nationale des ingénieurs des ponts et chaussées, ancien Ministre (N. du T.).

Organisation des travaux :

- 1° Dans les fonctions d'un caractère consultatif. — Séances générales et par sections. ⁽¹⁾
- 2° Dans les fonctions concernant l'Administration active. — Conseil de Direction. Commission. Délégués.

ÉTATS-UNIS.

Création d'un ministère du commerce et du travail ⁽²⁾. — Un ministère du commerce et du travail (Department of commerce and labor) vient d'être institué aux États-Unis par la loi du 14 février 1903. On a retiré aux ministères existant un certain nombre de services pour former le nouveau département. C'est ainsi que le nouveau ministère a reçu du ministère des finances tout ce qui concerne la navigation et l'émigration ; du ministère de l'intérieur, l'office du recensement, l'office du travail et les pêcheries du département d'État, le commerce extérieur. Les bureaux statistiques des différents départements ont été également réunis au nouveau ministère. Enfin le nouveau ministère a sous sa direction, comme services spéciaux, un bureau des manufactures (Bureau of manufactures) et un bureau des syndicats professionnels (Bureau of corporations). Le nouveau ministère fonctionnera à partir du 1^{er} juillet prochain et sera tenu de fournir tous les ans un rapport sur ses travaux.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai 1903 ⁽³⁾. — Le marché du travail s'est peu modifié depuis le mois d'avril. En comparaison avec l'année précédente, il y a amélioration pour l'industrie sidérurgique, mais ralentissement dans les textiles, spécialement pour le coton.

4,0 p. 100 de chômeurs dans 226 trade-unions, groupant 554,524 membres contre 4,1 p. 100 en avril 1903 et 4,0 p. 100 en mai 1902.

5,21 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 489,731 mineurs contre 4,82 en avril 1903 et 4,89 en mai 1902.

325 hauts-fourneaux en marche à la fin de mai 1903, avec 22,400 ouvriers contre 327 en avril 1903 et 323 en mai 1902.

81 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en mai 1903 et 70 p. 100 dans les tissages, avec 101,000 ouvrières, femmes et filles, contre 91 p. 100 et 83 p. 100 en avril 1903 et 83 p. 100 et 86 p. 100 en mai 1902.

Grèves. — 27 nouvelles grèves en mai 1903 avec 11,037 chômeurs, contre 23 avec 4,715 grévistes en avril 1903, et 23, avec 7,385 grévistes en mai 1902. Le conflit le plus important s'est déclaré parmi les *mécaniciens* (5,000 grévistes). Sur 22 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 9,797 grévistes : 7 succès, 10 échecs, 5 transactions.

⁽¹⁾ Section première : Ministère de l'intérieur. — Section deuxième : Ministère de la justice. — Section troisième : Ministère de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des travaux publics (N. du T.).

⁽²⁾ D'après la *Socialer Praxis*, 4 juin 1903, p. 962.

⁽³⁾ *Labour gazette*, numéro de juin 1903.

Les sociétés coopératives de production en 1901 ⁽¹⁾. — Sur les 288 coopératives de production ayant adressé un rapport au département du travail en 1901, 257 ont fourni des renseignements sur le caractère de leurs membres, leur capital et la composition de leurs conseils d'administration.

Ces sociétés rangent leurs membres en 3 catégories : les sociétaires employés, les sociétaires non employés et les sociétés adhérentes comptées chacune pour une unité. En 1901, sur un total de 48,862 membres, 3,841 appartenaient à la première catégorie, 41,260 à la deuxième et 3,761 à la troisième. En dehors des 3,841 membres employés, elles comptaient encore 4,992 auxiliaires. Au point de vue de la répartition du capital social, les 3 catégories de membres figurent comme suit : les employés en possèdent le 7.9 p. o/o, les sociétaires non employés le 34.3 p. o/o et les sociétés le 41 p. 100; le reste, soit 16.8 p. o/o, représente les prêts consentis par des tiers ou des banques. Quant aux conseils d'administration ils étaient composés comme suit : 12 p. o/o de leurs membres étaient des employés, 80.8 p. o/o des sociétaires non employés et 7.2 des représentants de sociétés actionnaires.

Le tableau suivant permet de comparer ces renseignements à ceux fournis, en 1900, par 250 sociétés :

DÉSIGNATION.		1901 (257 SOCIÉTÉS).		1900 (250 SOCIÉTÉS).	
Membres.....	Employés	3,841	7.9	3,772	8.1
	Sociétaires non employés	41,260	84.4	39,295	84.1
	Sociétés (chaque société est comptée pour un membre)	3,761	7.7	3,625	7.8
	TOTAUX des membres	48,862	100.0	46,692	100.0
Employés.....	Employés, membres des sociétés	3,841	43.5	3,772	44.4
	Auxiliaires	4,992	56.5	4,725	55.6
	TOTAUX	8,833	100.0	8,497	100.0
Capital.....	Part des employés	2,114,016	7.9	1,987,714	7.9
	— des autres sociétaires	9,152,413	34.3	8,561,105	34.1
	— des sociétés	10,928,581	41.0	10,021,520	40.0
	— des tiers (prêts consentis)	4,464,622	16.8	4,527,974	18.0
	TOTAUX	26,659,633	100.0	25,098,313	100.0
Composition des conseils d'administration.	Nombre d'employés	383	12.0	343	11.2
	— d'autres sociétaires	2,589	80.8	2,483	81.0
	— des représentants des sociétés	230	7.2	238	7.8
	TOTAUX	3,202	100.0	3,064	100.0

En dehors de ces diverses sociétés, 8 minoteries coopératives en activité ont fourni des renseignements pour 1901 : sur un total de 5,617 membres, 26 étaient des employés, 5,173 des sociétaires et 418 des sociétés. Le nombre des employés s'élevait à 398; aucun d'eux ne faisait partie des conseils d'administration.

Le capital total (soit 9,944,196 francs) se répartissait comme suit : 64.8 p. 100 à des sociétés, 31.3 à des sociétaires et 3.9 p. 100 aux employés, tiers prêteurs, etc.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, mai 1903.

ITALIE.

Les contrats agraires et le contrat de travail. — Le *Bolletino ufficiale del Ministero d'Agricoltura, Industria et Commercio* ⁽¹⁾ renferme le texte, avec exposé des motifs et commentaires, de deux projets de loi, l'un sur les contrats agraires, l'autre sur le contrat de travail, présentés à la Chambre des députés, dès le 26 novembre 1902, par le Ministre des grâces, de la justice et des cultes, d'accord avec le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Statistique des coopératives ⁽²⁾. — La Ligue nationale des coopératives italiennes (*Lega nazionale delle Coöperative italiane*), après un long travail de recherches, a pu établir l'existence de 2,422 sociétés coopératives italiennes se répartissant ainsi qu'il suit :

Coopératives de consommation.....	1,053
Coopératives de production et de travail.....	838
Coopératives de crédit.....	447
Autres coopératives (construction, etc.).....	84
TOTAL.....	2,422

Les coopératives de production comprennent surtout des Sociétés de *braccianti* ou journaliers agricoles qui s'associent pour entreprendre en commun certains travaux agricoles ou de terrassement. Parmi les Sociétés coopératives de crédit ne sont comprises que les Sociétés rurales de crédit et non les Sociétés urbaines, dites Banques populaires (*Banche popolari*), qui seraient au nombre de 700, d'après la dernière statistique publiée en 1900.

En ce qui concerne la répartition régionale des coopératives, la Lombardie arrive en tête avec 429 coopératives. Viennent ensuite : la Vénétie (387), l'Emilie (375), la Toscane (243), le Piémont (219), la Sicile (162), les Marches (108), la Ligurie (90), la Campanie (85), la Romagne (79), etc.

44 des coopératives italiennes figurant à la statistique ci-dessus ont leur siège hors de l'Italie.

PAYS-BAS.

Les grèves d'Amsterdam et la grève générale des industries des transports ⁽³⁾. — Pendant près de quatre mois, du commencement de janvier à la fin d'avril, toute une série de grèves ont éclaté en Hollande et notamment à Amsterdam. Presque toutes les corporations ouvrières ont successivement présenté des revendications. Un instant, la grève a été générale dans les industries des transports. Le

⁽¹⁾ Fascicules des 28 février, 3, 5 et 7 mars 1903.

⁽²⁾ D'après le *Bolletino Ufficiale del Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio*, 9, 11 et 14 avril 1903.

⁽³⁾ D'après des communications du consul général de France à Amsterdam.

gouvernement, afin d'en prévenir le retour, a présenté et fait voter les trois lois spéciales dont on trouvera le texte à la suite du résumé de ce mouvement gréviste.

Le 9 janvier, deux importantes sociétés de transports maritimes⁽¹⁾ d'Amsterdam ayant embauché des auxiliaires non syndiqués au-dessous du taux payé au personnel fixe, tous leurs ouvriers se mirent en grève, entraînant avec eux les autres membres du syndicat des ouvriers du port, et jetant l'interdit sur toutes les marchandises transportées par ces sociétés. Les 2 sociétés, ainsi que deux autres qui avaient fait cause commune avec elles, firent effectuer leurs transports par les ouvriers de la gare maritime; mais, peu après, un mécanicien et 3 aiguilleurs de cette gare refusèrent leurs services pour assurer le transport des marchandises boycottées : ils furent aussitôt congédiés. Comme la compagnie refusait de rapporter cette décision, tous les ouvriers de la gare maritime cessèrent le travail.

Le comité central des ouvriers des chemins de fer décida alors d'intervenir : son syndicat ne groupait que 5,000 membres sur 17,000 ouvriers et employés, mais il pouvait compter sur l'appui ouvert ou tacite de tous les autres.

Il fit sommation aux compagnies de n'accepter aucun transit pour les 4 sociétés de transport. Sur le refus des compagnies, le comité décida la grève générale de tous les ouvriers de chemins de fer du royaume. Le 31 janvier, tout travail cessa dans toutes les gares d'Amsterdam. Le gouvernement, dont on escomptait l'intervention, fit simplement savoir aux compagnies qu'il considérait le conflit comme une question d'ordre privé. Les sociétés de transport, de leur côté, ayant déclaré ne pas insister pour que leurs marchandises fussent acceptées ou transportées, les compagnies de chemins de fer firent aussitôt connaître au comité « que le personnel ne serait pas obligé de conduire ou d'aiguiller des wagons à destination ou venant des terrains appartenant aux sociétés en conflit avec leurs ouvriers; que les ouvriers renvoyés pour refus de travail seraient repris et que la compagnie était toujours disposée à entrer en pourparlers avec la fédération dans l'intérêt du personnel ». Le travail fut repris dès le lendemain; avis en fut donné aussitôt à toutes les sections provinciales qui avaient déjà commencé la suspension du travail. La grève avait duré 24 heures. Les grandes entreprises de navigation et de transport qui s'étaient liguées de leur côté pour résister aux demandes de leurs ouvriers cédèrent à leur tour et s'engagèrent le 2 février à « reprendre aux mêmes conditions les ouvriers renvoyés, à congédier ceux qu'elles avaient embauchés à leur place, à ne pas forcer les ouvriers fixes à travailler avec ceux qui prennent la place des grévistes, à soumettre enfin à un arbitrage les autres points du litige, après les avoir examinés dans une réunion de patrons et d'ouvriers ».

La grève des dockers fut aussi terminée et le travail reprit le 4 février.

Le succès des dockers et des ouvriers de chemins de fer causa en Hollande une grande émotion. Encouragés par le succès de cette grève, d'autres corporations présentèrent à leur tour des revendications.

Le 4 février, les cochers de la Compagnie des petites voitures, pour protester contre le renvoi de 3 de leurs camarades, membres du bureau du syndicat, suspendirent à leur tour le travail. Les ouvriers de l'usine à gaz et les garçons boulangers réclamèrent une augmentation de salaire. Enfin la fédération centrale des ouvriers

⁽¹⁾ Ces sociétés se chargent de recevoir, peser, mesurer, échantillonner, expédier ou conserver des marchandises moyennant une rémunération qui varie suivant la nature des produits. Leurs magasins sont reconnus comme magasins généraux; les warrants qu'elles délivrent sont négociables et transférables. Elles sont les derniers vestiges des anciennes corporations (Veemens) de peseurs, mesureurs et porteurs jurés d'Amsterdam. Elles ont du moins conservé les noms empruntés d'ordinaire à la couleur des chapeaux que portaient les membres de ces divers corps de métier, corporations des chapeaux pourpres, bleus, etc. (purperhoedenveem, blaauwhoedenveem, etc.).

et employés de la ville⁽¹⁾ tint deux réunions dans la soirée et la nuit du 3 février, à la Bourse et au local *Frascati*, où il fut décidé « de réclamer de l'administration municipale la revision des salaires pour chaque section d'ouvriers » elle se déclarait prête à « proclamer la grève de tous les ouvriers des services municipaux si une réponse favorable ne leur était pas faite avant le lundi 9 février ». Le conseil communal, immédiatement saisi, renvoya la demande au collège du bourgmestre et des échevins pour être examinée, mais sans tenir compte du délai fixé. Les diverses sections de la fédération ne purent se mettre d'accord sur la nécessité de maintenir le délai. Tandis que les pompiers et les gaziers consentaient à accorder un délai plus large, les ouvriers des eaux et des services sanitaires se montraient, au contraire, intransigeants. La grève générale n'éclata donc pas.

De leur côté, le gouvernement et les compagnies de chemins de fer et de transport prenaient des mesures de défense. Les ouvriers hostiles aux grèves furent groupés dans des syndicats dits *d'ordre*.

Le gouvernement renforça la garnison d'Amsterdam. Tous les hommes en congé illimité des classes 1900 et 1901 furent rappelés pour le 10 février et l'on prépara le rappel des permissionnaires de la classe 1902. Enfin, trois projets furent présentés à la Chambre haute : le premier tendait à l'organisation de bataillons de chemins de fer destinés à assurer le service en temps de grève ; le second prévoyait une enquête générale sur la situation des ouvriers de chemins de fer ; le troisième punissait les refus de service des salariés employés dans un service public ou dans les chemins de fer de 6 mois de prison et d'une amende de 540 francs au maximum et portait la peine à 4 ans de prison pour les meneurs, en cas de refus collectif.

Les projets du gouvernement, surtout le troisième, provoquèrent une grande agitation. Le 20 février, une réunion de délégués de toutes les corporations, représentant 90,000 travailleurs, institua un comité de défense des syndicats ouvriers et lui donna mandat de décréter la grève générale si le droit de grève était menacé.

Cependant de nouvelles grèves éclatèrent : celles des coiffeurs, perruquiers et barbiers, des charpentiers, des serruriers-forgerons, des terrassiers de la voirie municipale. La plus importante de ces grèves fut celle des bateliers qui sont les principaux auxiliaires du commerce d'Amsterdam, les transports des marchandises s'y faisant principalement par eau, au moyen de chalands et d'allèges, ce qui est bien moins coûteux que par camions. La conséquence de cette grève fut que les vaisseaux ne pouvant venir à quai, ne purent ni être déchargés, ni prendre de marchandises, et que les usines ne purent recevoir leur charbon et leurs matières premières.

Le comité de défense des syndicats ouvriers résolut de généraliser le mouvement pour exercer une pression sur la Chambre des représentants qui examinait alors les projets du gouvernement. Il convoqua à cet effet, dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 avril, une réunion de plus de 4,000 personnes dans laquelle fut décrétée la grève générale des services de transport par terre et par eau. La grève devait commencer dès le lundi matin pour les chemins de fer de tout le pays ; en ce qui concernait les transports par eau, elle était limitée provisoirement aux ports d'Amsterdam, Rotterdam, Dordrecht et Zaandam.

Le manifeste publié par le comité de défense indique nettement la cause du mouvement : « On veut nous asservir, était-il dit dans ce document, on veut nous en-

⁽¹⁾ La fédération des services municipaux comprend les ouvriers des services suivants : balayage, nettoyage et vidanges ; service des eaux ; voirie, travaux publics, usines à gaz, téléphones, imprimeries, tramways, parcs et jardins, pompiers, grues hydrauliques des quais, abattoirs, port à pétrole et entrepôt. Ces différents services étaient autrefois concédés à des compagnies particulières ; la ville les a successivement repris ou s'est chargée de les exploiter directement à l'expiration des concessions.

lever les moyens de lutter pour l'amélioration de notre situation... Levez-vous donc, vous tous qui allez courbés par la tyrannie, sous l'arbitraire des patrons. On a voulu violer nos droits. On a voulu nous faire les esclaves du capital; mais nous montrerons que nous savons nous défendre et lutter pour notre avenir, pour notre liberté. » Le comité recommandait à ses adhérents d'observer le plus grand calme, de ne se livrer à aucune manifestation, d'éviter tout attroupement ou tout fait de nature à nécessiter l'intervention de la police et de la force armée.

Les garçons boulangers et les porteurs de pain, par solidarité avec les grévistes, cessèrent également le travail dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 avril. Le travail fut également arrêté chez les bateliers, les ouvriers du bâtiment, les tailleurs de diamants, les terrassiers. Le chômage fut seulement partiel dans les autres corporations. Les employés des postes et télégraphes, les cochers de fiacre et de remise, les camionneurs restèrent à l'écart du mouvement.

De leur côté, les associations des compagnies de navigation, des entrepreneurs de transports, de manutention, des magasins généraux, des commissionnaires-expéditeurs, des propriétaires de chalands et d'allèges se fédérèrent et prirent à l'unanimité, le 7 avril, la décision suivante :

Considérant que la situation créée par l'attitude des ouvriers est de nature à rendre impossible le travail des entreprises membres de leurs associations;

Considérant que quand bien même la grève générale des ouvriers des services de transport cesserait promptement, il est à prévoir que malgré leurs efforts pour satisfaire aux engagements qu'ils ont pris vis-à-vis du commerce, de nouveaux conflits se produiraient inévitablement sous les prétextes les plus futiles entre ouvriers et entrepreneurs ou patrons, et que, par suite, le trafic, le commerce et la navigation seront constamment entravés et subiront des pertes irréparables;

Considérant de plus que, dans ces conditions, le commerce et la navigation vont fatalement à leur perte,

Déclarent que les entreprises adhérentes à leurs associations sont dans l'obligation de faire cesser tout travail de chargement ou de déchargement de navires ou de bateaux, de transport, de réception, de livraison, d'emmagasiner et de manutention de marchandises, à partir de demain mercredi 8 avril, à 6 heures du matin, et ce, jusqu'à ce que la situation se soit améliorée. »

Malgré l'appel du Comité de défense, le service des chemins de fer ne fut pas arrêté. Avec l'aide des membres des syndicats d'ordre, d'anciens employés et d'un certain nombre d'ouvriers qui se présentèrent pour remplacer les grévistes, les Compagnies purent faire marcher les principaux trains et assurer tout au moins les communications avec l'extérieur. Les gares et les lignes furent gardées militairement.

Dès le 8 avril, 50 p. 100 des mécaniciens et 80 p. 100 des autres employés de chemins de fer reprenaient le travail avant l'expiration du délai fixé par la direction. Presque tous les employés furent réadmis, sauf un certain nombre de meneurs.

Dans la nuit du 9 au 10 avril le comité de défense se réunit. Le compte rendu de cette réunion est ainsi conçu :

En présence de l'adoption des lois par la seconde Chambre, de la convocation d'urgence de la première chambre qui adoptera sans doute les lois sans discussion et de leur promulgation possible dans un des premiers numéros du *Journal officiel*, le comité s'est vu contraint de lever la grève générale. En effet, une fois la loi promulguée, les membres du comité pourraient être poursuivis comme instigateurs de la grève. Or, s'ils résistaient, ce serait la révolution et c'est à quoi ils n'ont jamais voulu pousser. Il ne leur restait donc plus qu'à se soumettre. C'est ce qui a été résolu, malgré l'opposition de la fraction anarchiste du comité.

Cette décision fut portée par un manifeste, le 10 avril, à la connaissance des ouvriers encore en grève.

Le 16 avril, les associations fédérées patronales prévenaient leurs ouvriers qu'ils pourraient, dès le lendemain, se présenter au travail et qu'on reprendrait tous ceux qui signeraient un contrat de travail dont voici les principales clauses :

La partie qui rompra volontairement le contrat sans avis préalable devra payer à l'autre une indemnité de 100 florins (210 fr.) L'indemnité payée par l'ouvrier sera versée dans une caisse spéciale destinée à secourir les ouvriers malades. . . . Il sera opéré chaque semaine sur les salaires de l'ouvrier une retenue de 5 p. o/o jusqu'à ce que ces retenues accumulées aient atteint la somme de 210 francs; l'ouvrier pourra, dans les cas prévus, obtenir le remboursement de cette retenue pour laquelle le patron lui paye un intérêt de 4 p. o/o. . . . Un conseil permanent de prud'hommes, dont 2 nommés par les patrons et 2 par les ouvriers, jugera sans appel les contestations relatives à l'application du contrat, et toutes celles que lui soumettront les parties. . . .

Le 17 avril, presque tous les ouvriers de la navigation et des transports signèrent le contrat sur l'invitation même de leurs syndicats; le lendemain, la fédération patronale déclarait le lockout terminé. Les terrassiers et bateliers reprurent aussi le travail aux conditions anciennes. Seuls quelques chefs du mouvement et quelques ouvriers ne furent pas réadmis.

Le 22 avril, quelques ouvriers du bois étaient encore en grève; ils furent remplacés par des non-syndiqués.

La grève générale d'Amsterdam n'a eu que peu de répercussion dans les autres villes; à Rotterdam, notamment, elle n'a pas un seul instant arrêté sérieusement le trafic.

La grève a donc complètement échoué; et les projets de loi, dont elle avait voulu empêcher le vote, ont été définitivement adoptés ⁽¹⁾.

Lois du 11 avril 1903 concernant les grèves, la création d'une brigade des chemins de fer et l'ouverture d'une enquête sur les droits et devoirs des agents de chemins de fer. — A la suite de la grève générale des agents de chemins de fer qui eut lieu à Amsterdam en janvier 1903 (2) le Gouvernement hollandais a fait adopter par le Parlement les trois lois suivantes :

Loi complétant et modifiant le Code de droit pénal. — ARTICLE PREMIER. — L'article 284 du susdit Code doit être lu comme suit :

Sera puni de neuf mois de prison au maximum ou d'une amende de 300 florins au maximum :

1° Celui qui, par force, menace ou autres actes de violence, oblige injustement un autre à faire quelque chose, à ne pas faire ou à tolérer ces actes;

2° Celui qui, par menace, avec insultes ou écrit, oblige un autre à faire quelque chose, à ne pas la faire ou le tolère.

Pour le cas prescrit au paragraphe 2, le délit ne sera poursuivi que sur la plainte de la victime de ce délit.

Il est ajouté après l'article 426 dudit Code le nouvel article suivant :

ART. 426 bis. — Celui qui, sur la voie publique, empêche injustement à un autre la liberté de ses mouvements ou celui qui, avec une ou plusieurs personnes, déclare à un autre s'opposer formellement au service et continue à l'entraver, sera puni d'un mois de prison au maximum ou d'une amende ne dépassant pas 100 florins..

ART. 2. — Après l'article 358, sont intercalés trois nouveaux articles ainsi conçus :

ART. 358 bis. — L'agent ou la personne occupé à un travail continu ou temporaire au ser-

⁽¹⁾ Voir ci-dessous.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 514.

vice public du chemin de fer, ne faisant pas partie du personnel d'un chemin de fer sur lequel la vitesse de transport est limitée et qui avec dessein, pour occasionner ou pour maintenir l'arrêt dans l'exécution d'un service public ou dans le trafic du chemin de fer, néglige ou refuse d'exécuter des travaux pour lesquels il s'est engagé, sera puni de six mois de prison au maximum ou d'une amende ne dépassant pas 300 florins.

Art. 358 ter. — Pour le cas où deux ou plusieurs personnes, grâce à un complot, commettraient le délit prévu par le précédent article, les coupables ainsi que les meneurs et es auteurs du complot, seront condamnés à deux ans de prison au maximum.

Art. 358 quater. — Si le but visé par l'article 358 bis est atteint, la prison sera appliquée comme suit :

Dans le cas de l'article 358 bis, à un an de maximum ;

Dans le cas de l'article 358 ter, à quatre ans au maximum.

L'article 380 dudit Code est arrêté comme suit :

Lors de la condamnation pour délits prévus dans les articles 359, 363, 364, 366, 373 dernier paragraphe, et 379 § 1^{er}, la déchéance des droits énoncée dans l'article 28, n° 1-3, peut être prononcée lors de la condamnation pour un des délits (visés) prévus par les articles 358 bis, 358 ter et 358 quater.

Création d'une brigade de chemins de fer. — La création de la brigade des chemins de fer se trouve implicitement consacrée par la loi spéciale du 11 avril portant relèvement, au budget de l'Etat de 1903, du crédit affecté à l'arme du génie, pour une somme de 60,000 florins, dont 50,000 seront affectés aux soldes, salaires journaliers et traitements annuels des sous-officiers et soldats dans l'arme du génie.

Enquête sur les droits et devoirs des agents. — La troisième loi, du 11 avril 1903, nomme une Commission d'Etat pour procéder à une enquête au sujet des droits et conditions auxquels est soumis le personnel du chemin de fer et au sujet des griefs de ce personnel ainsi que pour examiner la question éventuelle des modifications à apporter dans les deux sens et faire telles propositions qu'elle jugera efficaces pour assurer l'avenir.

Statistique coopérative ⁽¹⁾. — Au commencement de 1903, il existait, en Hollande, 1,298 associations coopératives de tout genre, sur lesquelles 376 étaient des coopératives de consommation ou d'achat qui se décomposaient ainsi :

Coopératives agricoles.....	190
Coopératives de consommation générale.....	89
Boulangeries coopératives.....	55
Boucheries coopératives.....	2
Diverses.....	40

La coopérative de production est représentée par 623 associations, dont 539 laiteries qui se livrent à la fabrication du beurre surtout pour l'exportation : c'est la partie la plus forte de la coopération hollandaise.

Enfin on comptait 108 coopératives de construction et 191 d'épargne et de crédit.

Sur les 1,298 associations coopératives, 72 seulement, dont 38 de consommation ou d'achat, adhéraient à l'Union coopérative néerlandaise.

L'inspection des fabriques en 1901. — Le nombre des établissements visités par les inspecteurs du travail s'est élevé, en 1901, à 9,954 (contre 10,067 en 1900 et 7,362 en 1899). Ces établissements occupaient ensemble 125,810 personnes : à savoir 97,455 ouvriers de tout âge (dont 12,845 enfants au-dessous de

⁽¹⁾ D'après le *Coopérateur suisse* et l'*Almanach de l'Union coopérative néerlandaise*.

16 ans) et 28,355 femmes (dont 8,256 jeunes filles au-dessous de 16 ans). Sur les 9,954 fabriques visitées, 7,250 n'employaient aucune machine motrice, tandis que 1,832 se servaient de moteurs à vapeur, 92 employaient l'électricité, 55 l'eau, 829 le gaz ou l'air chaud et 526 le vent. Les industries où l'on emploie surtout des moteurs sont : l'alimentation (1,580 fabriques) et le travail du bois et de la paille (257 établissements).

Le nombre des fabriques et ateliers soumis à la loi de 1896 sur la sûreté des ouvriers, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1897, s'élevait, à la fin de 1898, à 25,428 occupant 248,773 ouvriers : 19,313 de ces établissements occupaient de 1 à 5 ouvriers et 4,057 de 6 à 20 personnes et 2,058 plus de 20 personnes; 8,036 d'entre eux faisaient usage de moteurs mécaniques.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Extrait de la loi de finances du 31 mars 1903 relatif à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs ⁽¹⁾.

ART. 84. — Une somme de un million de francs (1,000,000 fr.) est affectée, chaque année, dans les conditions déterminées par la loi :

1^o Pour un tiers, à la majoration de la pension d'âge ou d'invalidité, de plus de 50 francs acquise, ou en instance de liquidation au 1^{er} janvier 1903, en faveur de tout ouvrier ou employé des mines de nationalité française, par application du titre IV de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ⁽²⁾.

2^o Pour les deux autres tiers, à des allocations en faveur de tous autres ouvriers ou employés des mines, de nationalité française, âgés de 55 ans au moins au 1^{er} janvier 1903, et justifiant, à cette date, de trente années de travail salarié dans les mines françaises.

ART. 85. — La majoration ne pourra élever la pension majorée au delà du chiffre de trois cent soixante francs (360 fr.), y compris tous autres revenus, tant de l'intéressé que de son conjoint, mais indépendamment de tout salaire en argent ou en nature.

ART. 86. — L'allocation prévue à l'article 84, 2^o, sera limitée au chiffre de deux cent quarante francs (240 fr.), y compris tous autres revenus, tant de l'intéressé que de son conjoint, mais indépendamment de tout salaire en argent ou en nature, et indépendamment aussi soit de la pension acquise exclusivement en vertu du titre II de la loi du 29 juin 1894, soit d'une pension de 50 francs au plus, liquidée au 1^{er} janvier 1903, en vertu du titre IV de ladite loi.

Hors ce dernier cas, l'allocation du présent article ne peut se cumuler avec une retraite acquise ou qui viendrait à être acquise en vertu de ce titre IV.

Un décret, délibéré en Conseil des ministres, faisant état des disponibilités résultant des extinctions, pourra relever jusqu'au chiffre de 360 francs le maximum prévu au paragraphe 1^{er} du présent article.

ART. 87. — La loi annuelle de finances déterminera le nombre de centimes

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 31 mars 1903.

⁽²⁾ Voir le texte de cette loi : *Bulletin de l'Office du travail*, juillet 1894, p. 359.

additionnels à la redevance des mines qui devront être établis en représentation de la part contributive des exploitants aux allocations prévues à l'article 86. Cette part est fixée à la moitié de ces dépenses et des frais d'application de la présente loi.

ART. 88. — Tout ouvrier ou employé qui voudra bénéficier des dispositions de la présente loi, devra en faire la déclaration, soit en personne, soit par mandataire, au maire de la commune de son domicile. Les déclarations seront reçues, sous peine de forclusion, chaque année, du 1^{er} janvier au dernier jour de février. Toutefois, pour la première année d'application de la loi, ce délai sera de quatre mois, à compter de la date de la promulgation. La déclaration ne sera renouvelée qu'en cas de modifications survenues dans les titres invoqués par les intéressés.

La déclaration est exempte de frais.

Elle sera établie dans les formes et accompagnées des justifications que fixera un arrêté du Ministre des Travaux publics.

La déclaration est rédigée par les soins du maire et signée par le déclarant. Il en est donné récépissé.

Le maire la transmet immédiatement au préfet avec son avis.

Elle est enregistrée à la préfecture, dès sa réception, sur un registre spécial.

ART. 89. — Les déclarations sont soumises à une commission ainsi composée :

Le préfet ou son représentant, président;

L'ingénieur en chef des mines ou un fonctionnaire de l'administration des mines délégué par lui;

Le directeur des contributions directes ou un fonctionnaire de cette administration délégué par lui;

Le directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, ou un fonctionnaire de cette administration délégué par lui;

Un exploitant et un membre du bureau d'une des sociétés de secours des mines du département.

Le préfet désigne cet exploitant et ce membre du bureau; ce dernier devra être pris parmi les administrateurs élus par les ouvriers, toutes les fois que ce sera possible.

Tous les deux devront, à moins d'impossibilité, appartenir à des entreprises différentes.

Dans les départements que désignera le ministre des travaux publics, il pourra être établi en raison du nombre et de l'importance des exploitations, des commissions distinctes par arrondissement de sous-préfecture ou par toute autre circonscription que fixeront des arrêtés du ministre des travaux publics.

Les déclarations reçues dans un département où n'existerait pas d'entreprise minière seraient renvoyées à l'examen de la commission qui siège dans la circonscription où se trouve la mine dans laquelle l'ouvrier a fait le plus long séjour.

ART. 90. — La commission examine et admet, s'il y a lieu, les titres invoqués dans les déclarations; elle arrête le montant des revenus personnels et celui de la pension à majorer.

Une année ne peut entrer en compte dans la durée des services que si elle donne 220 jours au moins de travail salarié.

Est assimilé au travail salarié le temps pendant lequel l'ouvrier a chômé pour maladie ou pendant lequel il aurait reçu l'indemnité temporaire pour accident de travail, si pendant ce temps ont été faits, sur son livret individuel, les versements prévus par l'article 8 de la loi du 29 juillet 1894.

ART. 91. — Les décisions de la commission sont transmises, par les soins du préfet, au ministère des travaux publics, le 1^{er} juillet de chaque année au plus tard.

D'après ces décisions, le ministre arrête le montant des majorations et des allocations, conformément aux règles tracées par les articles 94 et 95.

Tout déclarant reçoit, par les soins du préfet, avant le 31 décembre, avis de la décision prise par la commission sur sa déclaration.

Tout intéressé peut prendre communication de l'arrêté ministériel de répartition dont une ampliation est déposée à cet effet, avant le 31 décembre, dans les bureaux de la préfecture ou sous-préfecture du chef-lieu de chaque sous-arrondissement minéralogique. Avis de ce dépôt est publié dans les journaux du département.

ART. 92. — La commission peut toujours reviser, dans son travail annuel, la décision antérieure, soit sur la proposition du préfet, soit sur la requête présentée par le bénéficiaire.

La requête en revision du bénéficiaire est introduite dans les formes et délais prescrits pour les déclarations.

La nouvelle décision ainsi prise n'a pas d'effet sur les répartitions antérieures.

ART. 93. — Les décisions de la commission ne peuvent être déférées au conseil d'État que pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi. Le recours n'est ouvert qu'au préfet ou à l'intéressé. Il est dispensé d'avocat et a lieu sans frais.

Les recours au conseil d'État contre les arrêtés ministériels de répartition sont dispensés d'avocat et ont lieu sans frais.

ART. 94. — En cas d'insuffisance du crédit réservé par le paragraphe 1^{er} de l'article 84 pour relever à 360 francs les pensions à majorer, chaque majoration sera réduite proportionnellement jusqu'à ce que le total soit compris dans les limites du crédit.

Les fractions de francs ne seront pas inscrites.

ART. 95. — Le montant total du crédit affecté, en vertu de l'article 84, aux allocations de l'article 86 est réparti par parties égales entre tous les ayants droits admis par les commissions.

Les disponibilités provenant des extinctions viendront, chaque année, en accroissement des allocations à attribuer jusqu'à ce qu'elles aient atteint la limite fixée par l'article 86,

Les fractions de francs ne seront pas inscrites.

ART. 96. — Les majorations et allocations sont dues à compter du premier jour du trimestre qui suit celui dans lequel a été faite la déclaration. Elles sont payables, par quart, à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit la date de la décision de la commission prévue à l'article 89, de trimestre en trimestre et à terme échu.

Elles sont incessibles et insaisissables. Les sommes non perçues sont prescrites, au profit du Trésor, trois ans après leur échéance.

ART. 97. — Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution des dispositions des articles 84 à 96 de la présente loi seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 98. — Tout exploitant qui a constitué des pensions d'âge ou d'invalidité en vertu du titre IV de la loi du 29 juin 1894 est tenu, dans la première quinzaine de janvier de chaque année, d'adresser au préfet, dans la forme que fixera le ministre des travaux publics, la liste des retraites ainsi créées par lui pendant l'année précédente.

Toute infraction au présent article est passible des pénalités prévues au titre X de la loi du 21 avril 1810.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales,
pendant les mois d'Avril et Mai 1903.

Assistance. — *Chambre des Députés.* — Séance du 1^{er} avril 1903. — Dépôt, par M. Bienvenu-Martin, d'un rapport sur le projet de loi sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée. (Doc. parl. n° 868, *J. O.* p. 378.)

————— *Chambre des Députés.* — Séance du 4 avril 1903. — Dépôt, par M. Bienvenu-Martin, d'un rapport sur :

1° La proposition de loi de M. Bienvenu-Martin ⁽¹⁾.

2° La proposition de loi de MM. Émile Rey et Lachize ⁽²⁾, relatives à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. (Doc. parl. n° 889, *J. O.* p. 385.)

————— *Chambre des Députés.* — Séance des 27 au 30 mai 1903. — Première délibération sur ces propositions de loi.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 2 avril 1903. — Suite de la 1^{re} délibération ⁽³⁾ de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les Conseils de prud'hommes. — Ajournement de la discussion.

Droit de grève. — *Chambre des Députés.* — Séance du 27 mai 1903. — Dépôt, par M. Paul Constans, d'une proposition de loi tendant à organiser le droit de grève (Doc. parl. n° 938.)

Employés de commerce. — *Sénat.* — Séance du 2 avril 1903. — Première délibération sur la proposition de loi de M. Cordelet ⁽⁴⁾ ayant pour objet de faire rentrer les employés de commerce dans le droit commun au point de vue de la juridiction par l'abrogation du paragraphe 1^{er} de l'article 634 du Code de commerce. — Ajournement de la discussion.

Hygiène des ateliers. — *Chambre des Députés.* — Séance du 28 mai 1903. — Dépôt, par M. J.-L. Breton, d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi ⁽⁵⁾ relatif à l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment.

Ministère du travail. — *Chambre des Députés.* — Séance du 20 mai 1903. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi ayant pour objet la création d'un Ministère du Travail et de la Santé publique. (Doc. parl. n° 918.)

Payement des salaires. — *Sénat.* — Séance du 2 avril 1903. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi ⁽⁶⁾ adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modification par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, sur le paiement des salaires des ouvriers. — Ajournement de la discussion.

Sociétés par actions. — *Chambre des Députés.* — Séance du 3 avril 1903. — Dépôt, par le Ministre de la Justice, d'un projet de loi modifiant la législation sur les Sociétés par actions. (Doc. parl. n° 879.)

⁽¹⁾ Voir, dans le numéro de janvier 1903, l'*État des Propositions de loi*, p. xi.

⁽²⁾ Voir, dans le numéro de janvier 1903, l'*État des Propositions de loi*, p. vii, et le numéro d'avril, p. 338.

⁽³⁾ Voir, dans le numéro de Janvier 1903, l'*État des Propositions de loi*, p. vi.

⁽⁴⁾ Voir, dans le numéro de Janvier 1903, l'*État des Propositions de loi*, p. iii.

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des Députés.* — Séance du 19 mai 1903. — Dépôt, par le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 16 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les Sociétés de secours mutuels. (Doc. parl. n° 906.)

Travailleurs agricoles. — *Chambre des Députés.* — Séance du 20 mai 1903. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles. (Doc. parl. n° 917.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — D'après le Conseil des prud'hommes de Bohain, la situation industrielle ne s'est pas améliorée depuis le trimestre précédent; les *tissages*, en particulier, sont toujours peu animés.

Chez les *brasseurs* de Saint-Quentin, le premier trimestre de 1903 a été marqué par une reprise des affaires, mais la fabrication se ressent de la mauvaise qualité des orges et des houblons.

Aveyron. — D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, la situation de la *mégisserie*, *chamoiserie* et *teinture* reste toujours satisfaisante dans la région de Millau. Deux nouveaux établissements de mégisserie et de teinture à outillage perfectionné et moderne ont été installés.

La mégisserie de la peau d'agneau, presque abandonnée depuis 1893, a repris son essor et promet de devenir prospère grâce à un outillage nouveau; le personnel ouvrier touche un salaire minimum de 4 fr. 50 pour une journée de 10 heures, et dans quelques spécialités de fabrication, le salaire atteint facilement 6 et 7 francs par jour. Pas de changement notable depuis l'an dernier dans l'industrie de la *ganterie*; le travail, néanmoins, tend à décroître, mais le chômage est encore peu important; la durée du travail est de 10 heures par jour, et les salaires atteignent jusqu'à 5 fr. 50 et 6 francs pour les hommes, et 1 fr. 75 à 2 fr. 50 pour les femmes, ces dernières ne travaillant que huit à neuf heures.

Calvados. — D'après le Conseil des prud'hommes de Lisieux, on compte 50 p. 100 de chômeurs dans l'industrie *lainière*, 10 p. 100 dans l'industrie *linière*, 15 p. 100 dans l'industrie des *cuirs* et *peaux*, et 25 p. 100 dans le *bâtiment*.

Deux établissements qui pourront occuper 200 ouvriers ont été récemment créés : une *scierie* de bois et fabrique de *boîtes* à fromages et une usine d'impression sur papier et étoffes.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Vire, aucune modification importante n'est survenue dans la situation générale de l'industrie; l'activité est normale dans les fabriques de *drap*, la *bonneterie* et les fabriques de *parapluies*; par contre, les industries de la *taille*, du *sciage* et du *polissage des pierres*, autrefois si prospères, souffrent beaucoup du manque de commandes, et le chômage est très sensible.

Cher. — D'après le Conseil des prud'hommes de Bourges, la situation industrielle reste sensiblement la même, sauf dans le *bâtiment*, où le chômage est beaucoup plus important que l'an dernier à pareille époque.

La situation générale de l'industrie est très satisfaisante dans le ressort du Conseil des

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre de 1903.

prud'hommes de Vierzon ; le chômage signalé (10 p. 100) ne touche que les ouvriers journaliers ou manœuvres. La durée du travail, qui n'était que de 8 à 10 heures par jour au cours du quatrième trimestre de 1902, est aujourd'hui de 10 heures et demie ; les salaires sont de 40 à 45 centimes de l'heure chez les mouleurs et les maçons ; 40 centimes chez les couvreurs ; 45 à 75 centimes chez les métallurgistes, et 25 à 30 centimes chez les journaliers-métallurgistes. Les porcelainiers gagnent de 5 à 6 francs par jour, et les manœuvres-porcelainiers de 2 fr. 50 à 2 fr. 75.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a été un peu moins abondant chez les entrepreneurs de *maçonnerie* de Bourges et dans l'industrie du *bâtiment* à Vierzon, mais il n'y a pas eu de chômage.

Côtes-du-Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-BRIEUC (situation au 24 mars 1903). — La situation des établissements industriels du département n'a pas subi de modifications bien appréciables ; les salaires sont restés stationnaires malgré la réduction de la journée de travail qui est actuellement de 10 heures et demie, conformément à la loi du 30 mars 1900.

Les *carrières de granit* des environs de Saint-Brieuc et les *carrières de grès* d'Erquy et de Pléhérel sont en pleine activité.

Dans les *minoteries*, *brasseries*, *beurreries* et *fabriques de conserves alimentaires*, la situation est normale et satisfaisante. Une importante usine de conserves de viande, qui était fermée l'an dernier, a été remise en exploitation. Les *cartonneries* et *papeteries* restent toujours prospères malgré la concurrence qu'elles ont à soutenir.

Les *filatures*, *tanneries*, *scieries mécaniques* se maintiennent dans une bonne moyenne d'activité. Les *fabriques de machines agricoles* écoulent facilement leurs produits. Enfin, dans l'industrie du *bâtiment*, il n'y a pas eu de chômage, et les bons ouvriers sont très recherchés.

Hérault. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CETTE. — La situation générale de l'industrie est assez satisfaisante et présente une amélioration sensible sur celle de l'an dernier.

L'industrie des *bois merrains*, *tonnellerie* est stationnaire. Les *scieries mécaniques* sont peu actives ; les ouvriers chôment deux et trois jours par semaine. Dans les usines de *produits chimiques*, le travail est très abondant par suite des commandes plus importantes ; le nombre des usines n'a pas varié, et le salaire moyen des ouvriers est de 4 francs pour une journée de 10 heures.

Un important établissement *métallurgique* est en construction à Cette ; un *haut-fourneau*, occupant de 200 à 300 ouvriers, vient d'être mis en marche tout récemment.

D'après le Conseil des prud'hommes de Béziers, l'industrie, en général, traverse un moment critique ; le chômage atteint 40 p. 100 des travailleurs. Seules, les industries des *produits chimiques* et *céramiques* ont pu se maintenir et occupent régulièrement les ouvriers ; le prix de la journée est de 3 à 5 francs pour une journée de 8 à 9 heures de travail.

La situation industrielle ne s'est guère modifiée depuis le précédent trimestre dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Lodève. Un léger ralentissement s'est manifesté dans les manufactures de draps ; la durée du travail ayant été fixée à huit heures, le chômage a pu être évité ; le taux des salaires n'a pas varié.

Indre-et-Loire. — D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Tours, l'activité est à peu près la même chez les entrepreneurs de *menuiserie* et la *tannerie*. Pas de changement chez les *maréchaux-ferrants*, qui font de 64 à 65 heures par semaine.

Loire. — D'après le Conseil des prud'hommes de Roanne, le travail a été très abondant dans les *tissages mécaniques de cotonnades* et dans les *fabriques de lainages*.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Roanne, la situation de l'industrie *horticole* est normale ; les ouvriers ne chôment pas, et les salaires sont de 3 fr. 50 à 4 francs pour les ouvriers, et de 3 fr. 25 à 3 fr. 50 pour les terrassiers. Dans l'industrie *cotonnière*, la durée du travail a été légèrement réduite ; l'outillage se transforme peu ; quelques établissements cependant ont supprimé les métiers ordinaires et adopté les métiers Jacquard.

Loire-Inférieure. — La situation industrielle s'est légèrement améliorée dans le ressort du Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire. Ce sont les industries *métallurgiques* et les ateliers de *constructions navales* qui ont le plus souffert de la crise. Chez les ouvriers déchargeurs, le travail fait encore défaut; la durée du travail est de 8 heures et le taux des salaires a été réduit de 10 p. 100 environ.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Nantes, l'industrie des *cuirs et peaux* traverse un moment critique, mais il n'y a pas de chômage, et le taux des salaires n'a pas été modifié. L'outillage n'a pas subi de transformation; les anciens procédés sont toujours employés.

Le travail est aussi moins abondant dans l'industrie du *bâtiment* de la même localité; la température rigoureuse de l'hiver et les pluies printanières ayant arrêté la construction.

Haute-Marne. — D'après le Comité métallurgique de Saint-Dizier, la situation industrielle ne s'est guère modifiée; le travail est toujours peu actif. Les *fonderies* de la région de Saint-Dizier ont ressenti le contrecoup de la crise métallurgique; en 1902, la production des fontes moulées a été de beaucoup inférieure à celle de 1901.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VALENCIENNES (avril 1903). — La situation de l'industrie *sucrière* continue à être difficile. Au cours de l'année 1902, deux fabriques ont disparu et on prévoit l'arrêt de quatre autres. La production, qui avait été en 1900-1901 de 410,461 quintaux, est tombée en 1901-1902 à 354,510 quintaux, soit une diminution de 47 p. o/o.

L'industrie *textile*, en général, est toujours peu animée. Le *tissage* de la *batiste* n'a présentement qu'une activité très modérée; toutefois, il n'y a pas de chômage, mais les salaires sont très réduits; les hommes ne gagnent que de 1 fr. 50 à 2 francs par jour, et les femmes de 1 franc à 1 fr. 25.

La production des *pileus* est également très calme en ce qui concerne le *tissage* à la main, mais assez active, au contraire, dans les tissages mécaniques, les consommateurs donnant la préférence aux articles tissés en fils de coton relativement fins, dont l'exécution à la main serait par trop rémunératrice.

La situation des houillères est très satisfaisante et promet de se maintenir pendant toute l'année 1903.

Aucune amélioration n'est survenue depuis 1901 dans les industries *métallurgiques*; certains grands établissements ont dû chômer en partie et restreindre le nombre de leurs ouvriers; néanmoins, depuis quelques jours l'activité semble renaître dans certains ateliers, et il est permis d'espérer que la fin de l'année 1903 sera plus favorable. Les *forges* et *laminoirs*, *fonderies*, *boulonneries* se ressentent beaucoup de la grande crise métallurgique. Seuls, les *ateliers de wagonnages* sont bien alimentés par les commandes des compagnies de chemins de fer qui ont décidé d'augmenter l'effectif de leur matériel. Enfin, l'état de la *verrerie* laisse beaucoup à désirer par suite de la surproduction.

CHAMBRE DE COMMERCE D'AVESNES (1^{er} trimestre de 1903). — L'industrie *lainière* (*tissage, filature, peignage*) est stationnaire; le nombre des établissements n'a pas varié et la main-d'œuvre est suffisante. La situation de l'industrie *métallurgique* s'est légèrement améliorée; avec la belle saison, les travaux ont à peu près repris leur marche normale.

Pas de changement dans la *marbrerie* et la *verrerie-gobeletterie*; les salaires pour le travail à la journée ont une tendance à croître.

Dans la *verrerie à bouteilles*, la production a été réduite d'un tiers par suite de la mauvaise récolte de 1902; il n'y a pas eu de chômage, mais la durée du travail a été réduite.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS (année 1902). — Rien de bien particulier à signaler dans la *minoterie*, si ce n'est la transformation des moulins à meules en moulins à cylindres, qui est terminée dans la plupart des établissements.

Le nombre des *distilleries* de betteraves est toujours le même et l'outillage n'a pas subi de transformation importante. L'industrie *sucrière* est toujours peu prospère; la production a été faible en 1902.

Peu de changement dans l'industrie des *produits chimiques*; la fabrication des engrais va toujours en augmentant. La fabrication des *produits céramiques*, qui se fait surtout dans la vallée dite du Bray, a été très active; le développement de cette industrie est dû en grande

partie aux travaux d'embellissement et d'assainissement des constructions modernes. L'industrie des *papiers peints* a pu se maintenir grâce à la transformation de son outillage et l'amélioration des méthodes de fabrication.

L'industrie de la *chaussure* un instant peu animée, a repris son activité normale pendant le 1^{er} trimestre de 1903, période à laquelle on exécute les commandes à livrer pour Pâques.

L'état de l'industrie *lainière* s'est peu modifié. Une usine assez importante a éprouvé un chômage forcé par suite d'un retard apporté dans les adjudications pour fourniture de draps de troupes. La *passenterie*, la *bonneterie de laine* et les fabriques de *tapis* et *étoffes d'ameublement* restent sans changement appréciable avec toutefois une production un peu plus faible que l'an dernier. Dans les fabriques de *boutons* (nacre, corozo, os) l'outillage est en voie d'amélioration. Le travail est peu abondant dans la *brosserie* et la *tabletterie* qui souffrent beaucoup de la concurrence étrangère. Le nombre des fabriques d'*éventails* n'a pas changé, mais celui des petits ateliers se restreint, les travaux tendant à se centraliser de plus en plus dans les usines.

Enfin la situation de l'industrie *métallurgique* et *constructions mécaniques* est toujours peu satisfaisante; quelques établissements nouveaux ont été créés; mais la durée du travail a été réduite dans un certain nombre d'usines fort importantes.

D'après le conseil des prud'hommes de Beauvais, une imprimerie la plus ancienne de la ville, a fermé ses portes, la proportion des ouvriers typographes en chômage est de 4 p. 100. Le travail est régulier dans les fabriques de *tapis*. Les fabriques de *drap* et les *filatures* sont également en pleine activité. La *poterie*, autrefois si florissante dans la commune de Savignies, est moins favorisée et tend même à disparaître par suite de l'épuisement des gisements de terre à poterie; par contre, les fours à *briques* et *carreaux* de Saint-Just-des-Marais ont pu se maintenir dans une bonne moyenne d'activité. Enfin la situation de l'industrie est bonne dans le bâtiment, sauf pour la menuiserie où le chômage est assez sensible.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Beauvais et à Compiègne, le travail est plus abondant dans l'industrie du bâtiment. A Creil dans la *menuiserie* pas de changement notable; la situation du personnel ouvrier est bonne; les salaires sont à la hausse. État stationnaire chez les fabricants de *boîtes en bois* de La Croix-Saint-Ouen.

Saône-et-Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHÂLONS-SUR-SAÔNE (2^e semestre 1902).

— La situation générale de l'industrie est moins bonne qu'au cours du 1^{er} semestre. La plupart des usines *métallurgiques* ont encore réduit leur personnel, ou diminué le nombre d'heures de travail; certaines chôment un jour par semaine.

Sarthe. — CHAMBRE DE COMMERCE DU MANS. — L'état général de la *menuiserie* laisse toujours à désirer, mais la situation du personnel ouvrier est bonne; les salaires sont assez élevés et il n'y a pas de chômage. Dans les fabriques de *conserves alimentaires*, l'outillage se transforme chaque année. Huit établissements ont installé des *écosseuses*, *sertisseuses*, etc., les salaires sont de 3 et 4 francs par jour pour les hommes de 2 à 2 fr. 50 pour les femmes. Le personnel occupé à la saison d'été est en chômage tout l'hiver sauf dans deux établissements où une partie est employée à la préparation des viandes et gibiers. Le travail est moins abondant que l'an dernier dans l'industrie *textile*; un tissage à la main occupant 175 personnes environ a été fermé le 1^{er} mars dernier, il en est résulté un peu de chômage. La *papeterie* tend à se spécialiser et à faire principalement du façonnage, mais la dépopulation des campagnes nuit beaucoup à cette évolution.

L'industrie des *engrais chimiques* est en voie d'amélioration. La situation de la *tannerie* et de la *corroierie* est assez satisfaisante. Dans les *fabriques de chaussures* l'outillage se perfectionne continuellement; le travail se fait généralement par division et se paye en grande partie à la pièce; les salaires sont de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour pour les hommes et de 1 fr. 75 à 2 fr. 25 pour les femmes.

Seine. — D'après les renseignements communiqués par les associations patronales de Paris, le travail est peu actif, chez les *confiseurs* mais plus abondant que le trimestre précédent chez les *confituriers*. Dans l'industrie de la *dentelle* il y a eu augmentation de la durée du travail en raison de la saison d'été; les ouvriers font 60 heures par semaine. Peu de changement chez les *mécaniciens*, *chaudronniers* et *fondeurs*; le travail tend à diminuer de plus

en plus. Les fabriques d'*orfèvrerie argent* sont moins actives que l'an dernier à pareille époque; le ralentissement doit être attribué en grande partie à la surproduction; la réduction de la durée du travail constatée dans certains ateliers doit être considérée comme constante à cette époque de l'année où les industries de luxe voient leur clientèle quitter les grands centres pour des villégiatures.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ÉLBEUF (1^{er} trimestre de 1903). — La plupart des industries de la circonscription sont stationnaires; une importante usine de *stéarinerie* a été fermée.

Les fabriques de *draps* ont repris un peu d'animation avec la nouvelle fourniture militaire. Il en est de même pour l'*article nouveauté* qui a pu se maintenir grâce à l'échantillonnage de la saison d'hiver;

Par contre, un sérieux ralentissement s'est manifesté dans la *teinturerie* et le *tissage* où les chômeurs sont nombreux.

CHAMBRE DE COMMERCE DU TRÉPORT (1^{er} trimestre 1903). — L'industrie de la *verrerie*, la plus importante de la circonscription, subit depuis deux ans une crise qui va toujours s'accroissant. Cette situation est due à la surproduction, à la création de verreries nouvelles et à la concurrence étrangère.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Rouen, le travail a été abondant dans les *tissages* et les *filatures* de coton; la durée du travail n'a pas été modifiée, elle est toujours de 63 heures par semaine. L'état de la *meunerie* est normal; un établissement a été incendié.

Au Havre, l'industrie de la *construction mécanique*, *chaudronnerie*, *fonderie* traverse une période difficile; dans plusieurs établissements on chôme un ou deux jours par semaine et on ne travaille pas la journée complète.

Var. — CHAMBRE DE COMMERCE DE TOULON (année 1902). — Les fabriques d'*huiles d'olives* autrefois si vivaces et si prospères ont de la peine à se maintenir; la dernière campagne oléicole a été très mauvaise au cours de l'année 1902; les salaires des ouvriers qui se livrent à la trituration des olives varient de 3 à 6 francs par jour.

Les fabriques de *sel*, dans les trois salins situés dans le département du Var ont eu un travail régulier et normal; actuellement ces trois salins sont épuisés et les travaux ne seront repris que lors de la récolte prochaine.

L'industrie de la *tannerie* souffre de la concurrence étrangère, principalement de celle des États-Unis qui ont fait des installations nouvelles pour la préparation des peaux.

L'industrie du *meuble*, sans changement bien appréciable depuis l'an dernier, semble néanmoins être en voie d'amélioration. Enfin l'industrie *marbrière* et le *bâtiment* restent stationnaires; les grands travaux de construction sont toujours très rares. On espère cependant, que par suite de l'assainissement de la ville de Toulon dont les travaux vont bientôt commencer, l'industrie de la *bâti*se et de toutes les branches qui s'y rattachent va enfin reprendre son essor et assurer pendant quelque temps de l'ouvrage au personnel ouvrier.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 mai.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres* et *plâtriers*; de même chez les *potiers*. A Thoiry, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Divonne-les-Bains; pas de chômeurs chez ceux de Serrières-de-Briord.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les garçons *brasseurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs* et *tisseuses*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes en guipure*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de carton*; pas de chômeurs, 59 heures, chez les *nouveurs*; pas de chômeurs chez

les *mouleurs en fer*; travail actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs chez les *couvreur*s.

A Château-Thierry, pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chauny, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*; de même chez les *mouleurs*. A Bohéries, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Saint-Michel, travail actif chez les ouvriers en *chaussures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Soissons, travail satisfaisant chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon. A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

Allier. — A Moulins, travail peu actif chez les *bûcherons fendeurs*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carrossiers*; travail satisfaisant chez les *maçons et cimentiers*. A Montluçon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Commeny, 2 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Buxières, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Pouzy-Mézangy, 40 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Izeure, de Lurcy-Lévy et de Thionne. A Saint-Hilaire, pas de changement chez les *mineurs*, de même chez ceux de Bézenet. A Doyet, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vichy, 8 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers en *voitures*.

Alpes (Hautes). — A Gap, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; pas de changement chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; pas de changement chez les *serruriers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de changement chez les *horlogers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, pas de chômeurs, 69 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. A Menton, 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Antibes, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Annonay, 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; travail actif chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *serruriers*; travail très actif chez les *métallurgistes*. A Serrières, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*. A Vals, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, 5 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Virgine-aux-Bois, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu et de Revin, Nouzon et Sainte-Savine. A Neufmanil, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons d'écrans*. A Hly, 17 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures; pas de chômeurs chez ceux de Bourg-Fidèle; pas de chômeurs, 55 heures, chez ceux de Château-Regnault. A Haybes, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fumay.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, 2 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; pas de changement chez les *bonnetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *mouleurs en fonte*; 7 p. 100

de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons, tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; travail peu actif chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tonneurs*; pas de chômeurs chez les *maçons plâtriers*.

A Carcassonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 66 heures, situation toujours bonne, chez les ouvriers de l'*habillement*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif chez les ouvriers en *peignes*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*. A Ouveillans, 23 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*.

Aveyron. — A Rodez, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Millau, 20 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; pas de changement chez les *palissonneurs mégissiers*; un tiers de chômeurs chez les *gantiers*; moitié de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Saint-Affrique.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, nombreux chômeurs chez les garçons *bouchers charcutiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; pas de changement chez les *cuisiniers navigateurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *conducteurs-imprimeurs-clicheurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; nombreux chômeurs chez les *corroyeurs-chevriers-maroquiniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-bourreliers*; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *blanchisseuses*; pas de chômeurs chez les *calfats-perceurs*; pas de chômeurs chez les *démolisateurs de navires*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *carrossiers*; pas de changement chez les *modeleurs*; pas de changement chez les *maçons* et chez les *manœuvres et aides-maçons*; pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *maçons limousinant*; travail assez actif chez les *smilleurs de pavé*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *patrons borneurs-remorqueurs*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *sténographes*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Châteaurenard, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A la Ciotat, travail assez actif, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Aix, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers foulours*. A Arles, 16 p. 100 chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Fontvieille, 18 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau. A Berre, pas de changement chez les *pêcheurs*; pêche mauvaise par suite du mauvais temps chez ceux de Martigues.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif chez les *mouleurs en métaux*. A Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *lainiers et liniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Honfleur, pas de chômeurs chez les ouvriers *horticulteurs*.

Cantal. — A Aurillac, travail actif chez les garçons *bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *galochiers*. 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement* et chez ceux du *bâtiment*. A Champagnac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs*

de pierre. A Cognac, pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*. 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez les *peintres*. A Saintes, pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *quais et docks*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Rochefort, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, travail très satisfaisant, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de changement chez les ouvriers en *produits chimiques*.

Cher. — A Bourges, 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail actif chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs sur métaux*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*.

A Vierzon, pas de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Néronde, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; de même chez ceux de Vailly; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Pierre-les-Étieux et Mornay-sur-Ailier; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres; moitié de chômeurs chez ceux d'Aubigny; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Apremont; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Neuville-Barrois; pas de changement chez ceux de la Guerche. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*. A Cuffy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Charenton, Barlieu, Mornay-Berry, Menetou-Couture, Argent, Usay-le-Veson; pas de chômeurs chez ceux de Jussy-le-Chaudrier; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 15 p. 100 chez ceux de la Guerche; 30 p. 100 chez ceux de la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs chez ceux de Torteron. A Bessais-le-Fromental, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*. A Dun-sur-Auron, travail assez satisfaisant chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de la Guerche, de Graçay, de Saint-Amand et de Sancergues. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*. A Grossouvre, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Feux et de Jussy-le-Chaudrier.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 56 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *platriers et peintres*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, nombreux chômeurs chez les *cordonniers*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 30 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même, et 66 heures, chez les *peintres*. A Beaune, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Semur, 9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Creuse. — A Guéret, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*. A Bourgneuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Dordogne. — A Périgueux, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes* du Bugue; pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *meubles*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Sainte-Suzanne, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *scieurs sur bois*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, morte-saison chez les *chapeliers*. A Montélimar, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *textile*. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine à feu*. A Romans, pas de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers en *cartonnages*; 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, pas de changement chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, 15 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Pont-de-l'Arche, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de changement, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*. A Châteaudun, travail moins actif que le mois dernier dans l'*imprimerie*. A Dreux, travail moins abondant chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvrières de la *robe*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *charbonniers du port*. A Morlaix, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; travail actif chez les *menuisiers ébénistes*. A Quimper, travail actif chez les *typographes*. A Guilvinec, situation peu satisfaisante chez les *pêcheurs*.

A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, travail actif chez les *typographes*. 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*. A Bessèges, nombreux chômeurs chez les *mineurs*; travail peu actif chez les *mouleurs noyauteurs*; pas de chômeurs, 50 heures chez les *verriers à vitres*. Pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine à Tréséols. A Sauve, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 17 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, travail assez actif chez les *pâtisseries-glaciers*; de même et 60 heures chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *meubles*; pas de changement chez les employés aux écritures.

Gers. — A Auch, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Gironde. — A Bordeaux, 10 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures par se maine, chez les *papetiers, relieurs et cartonniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 34 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; 17 p. 100

de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; travail peu actif chez les *tonneliers* de Langon, Saint-Macaire et Saint-Pardou; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Podensac, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Arcachon, pas de changement chez les *marins* du commerce; moitié de chômeurs chez les *arrimeurs et manœuvres*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs et marins*; un quart de chômeurs chez les *charbonniers du port*; un tiers de chômeurs chez les *déménageurs*; pas de changement chez les *sténographes dactylographes*. A Dagnac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Hérault. — A Montpellier, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 30 p. 100 de chômeurs, travail peu abondant chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; travail peu actif chez les *tonneliers-foudriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Cette, pas de changement chez les *limonadiers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique*. A Béziers, 28 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *bourreliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Sérignan, un tiers de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; travail plus actif chez ceux de Mudaison. A Graissessac, travail satisfaisant, 17 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*. A Agde, chômage presque général chez les ouvriers *agricoles*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers du *cuir*; pas de changement chez les *chapeliers-appropriers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *carrossiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Lagnelet, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, travail assez satisfaisant chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chinault, pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. A Niherne, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*. A Châteaurenault, 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiments*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Vienne, pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; par de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bouvesse-Quirieu, 2 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Rives, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Izeaux, 35 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, travail peu actif chez les *mineurs*. A Bourgoin, 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; de même chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A Gières, peu de chômeurs chez les *gantiers*.

Jura. — A Azaus, travail très actif chez les *typographes*; travail actif chez ceux de Salins,

Landes. — A Mont-de-Marsan, 8 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de changement chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vendôme, 20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 45 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de changement chez les *trapiers-boyaudiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *garçons charcutiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *tisseurs-épingleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers *rubaniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs réunis*; 13 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, 2 p. 100 de chômeurs, 91 heures par semaine, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; de même chez les *imprimeurs sur écheveaux*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*. A Bourg-Argental, 12 p. 100 chez les *tourneurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez les *mouleurs en fonte*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *tourneurs, enfourneurs et chauffeurs en poterie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, 2 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; pas de changement chez ceux de Terrenoire. A Charlieu, pas de chômeurs chez les ouvriers en *soieries*. A La Cergne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 60 p. 100 chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; pas de changement chez ceux de la Gresle. A Saint-Genest-Leipt, pas de chômeurs chez les chefs d'ateliers *rubaniers*; de même chez ceux de Saint-Rambert. Aux Barques, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A Saint-Chamond, nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy; 6 p. 100 chez ceux de Chambon-Feugerolles. A Rive-de-Giers, travail toujours actif chez les *verriers à vitre*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*. A la Talaudière, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villars. A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Saint-Didier-la-Séauve, moitié de chômeurs chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 12 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; 1/3 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-tourneurs*; pas de changement chez les *serruriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*. A Saint-Nazaire, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*. A Trignac, 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Chantenay, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *ferblantiers-boitiers*.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Pithiviers, 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Chevilly. A Gien, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Faverelles

23 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Auzouer-sur-Trézé; chômage général chez ceux de Faverelles; nombreux chômeurs chez ceux de Tigy.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *typographes*. A Souillac, 27 o/o de chômeurs, 69 heures, chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*. A Fumel, pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lavardac, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *charpentiers*. A Marmande, travail moins actif chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures chez les *mécaniciens*; travail peu actif chez les *manœuvres* et *terrassiers*. A Cholet, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saumur, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; travail moins actif chez les *bijoutiers-chapeletiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres* et *décorateurs*. A Avranches, pas de changement chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Reims, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*; travail moins actif chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *maçons*; de même chez les *tailleurs de pierre*. A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures; 9 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *bouhonnières*. A Fismes, travail actif chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *gantiers*. A Saint-Dizier, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *employés de commerce* et d'administration.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les ouvriers du *vêtement*; 1/3 de chômeurs chez les *chapelières*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; travail actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins* et *livreurs*.

A Saint-Nicolas, pas de chômeurs, 72 heures chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs* de Chavigny; de même chez ceux de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey, de Jœuf, de Gombannes, de Bouxières-aux-Chênes et d'Haucourt; pas de changement chez ceux de Bouxières-aux-Dames.

Meuse. — A Cousances-aux-Forges, travail peu actif chez les *métallurgistes*. A Léroutville, pas de chômeurs, chez les *carriers*, *terrassiers* et *mineurs*; grève chez ceux de Savonnières-en-Perthois.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Hennebont, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Lorient, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Sauzon, reprise du travail chez les *ferblantiers-bottiers*.

Nièvre. — A Nevers, 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Cercy-la-Tour, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de la *Charité-sur-Loire*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*. A Sichamps, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Billy-sur-Oisy; moitié de chômeurs chez ceux de La Fermeté. A Saint-Vérain, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Menou, de Menestreau, de Montavon, de Cessy-les-Bois et de Danzy. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois d'Entraîns*; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois* de la Chapelle-Saint-André, de Ciez, de Colméry et de Perroy. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* des Trois-Vèvres, de Nolay, de La Celle-sur-Nièvre et d'Arquian.

Nord. — A Lille, 11 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; pas de changement chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *cuir*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; de même chez les *ébénistes*; chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confection*; pas de chômeurs, 48 heures chez les ouvriers en *métaux*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tisserands*; 4 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs chez les *peigneurs réunis*; pas de chômeurs chez les *tisserands*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*, 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*. A Cambrai, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mouleurs*.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*. A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures chez les *tordeurs d'huile*; travail satisfaisant, chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*. A Vieux-Condé, 8 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Neuville, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Fourmies, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs* du Cateau.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*. A Comines, pas de chômeurs 63 heures, travail satisfaisant chez les *rubaniers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes* de Caudry. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Avesnes-les-Aubert, 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*. A Villers-en-Cauchies, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*. A Linselles, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisserands*; pas de changement chez ceux de Saulzoir. A Wignehies, 5 p. 100, chez les ouvriers *textiles*. A Marly, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs sur tissus*. A Tourcoing, travail moins actif chez les ouvriers *textiles*; travail assez satisfaisant, 63 heures en moyenne, chez les ouvriers de la *filature de coton*; pas de chômeurs chez les *trieurs de laine*; peu de chômeurs chez les ouvriers du tissage; pas de changement chez les *tisserands*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tapisseries en grosse moquette*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *charpentiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*. A Onnaing, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Gommegnies, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*. A Fresnes,

17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*. A Felleries, pas de chômeurs, chez les *tourneurs sur bois*.

Oise. — A Beauvais, 15 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *menuisiers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et industriels*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, travail normal, chez les *coupeurs en chaussures*. A Méru, pas de chômeurs chez les *boutonniers en os*. A la Croix-Saint-Ouen, travail peu actif chez les *layetiers*. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures chez les *tabletiers*. A Saint-Sauveur, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *broisseurs*; pas de chômeurs chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*. A Crépy, travail actif, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jumelliers*. A Creil, pas de changement, chez les *métallurgistes*, pas de changement, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charpentiers*; de même et 60 heures chez les *menuisiers*; travail actif chez les *ouvriers en voitures*, pas de chômeurs, chez les *granitiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 66 heures par semaine, travail moins actif chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*, chez les *menuisiers-charpentiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de changement chez les *boulangers, pâtisseries et biscuitiers*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement, chez les *métallurgistes*; de même chez les *ouvriers du bâtiment*. A Boulogne-sur-Mer, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-navigateurs*.

A Montreuil, travail actif chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 73 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 16 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers en bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*.

A Thiers, pas de changement chez les *papetiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en ciseaux*; de même chez les *monteurs en coutellerie*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *émouleurs et polisseurs en ciseaux*. Pas de chômeurs, chez les *mineurs* d'Auzat-sur-Allier; qu-iques chômeurs, 66 heures chez ceux de Saint-Eloy; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Messeix. A Volvic, 2 p. 100 de chômeurs, 69 heures chez les *carriers*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail normal, 60 heures chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*; travail moins actif chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Pau, travail assez actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers*; travail assez satisfaisant chez les *maçons et tailleurs de pierre*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 72 heures chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers et polisseurs*; travail moins actif, chez les *marbriers-tailleurs*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*, 5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, nombreux chômeurs chez les *travailleurs agricoles et viticoles*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs chez

les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *boulangers*; travail actif chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Près de 40 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre de Clair*; nombreux chômeurs chez ceux de Rivesaltes et de Pézilla-la-Rivière; 13 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Canohès.

Rhin (Haut-). — A Belfort, travail satisfaisant chez les *typo-lithographes* et *relieurs*; pas de changement chez les *menuisiers*, *charpentiers* et *ébénistes*.

Rhône. — A Lyon, 19 p. 100 de chômeurs, 96 heures chez les *cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels restaurants*; chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; chez les *tisseurs*, 25 p. 100 de chômeurs; 9 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-règles*; pas de chômeurs chez les *chapeliers*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; de même chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant chez les *tailleurs d'habits*; travail peu satisfaisant, chez les *tullistes à la chaîne*; nombreux chômeurs chez les *tisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les *emballeurs*; travail peu actif, pas de chômeurs, chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *repousseurs sur métaux*; 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *électriciens*. Pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux omnibus*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; pas de changement chez les employés de commerce et les *comptables teneurs de livres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*, pas de changement chez les *filateurs*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 4 p. 100 de chômeurs, 55 heures par semaine. A Pierre-Bénite, travail plus actif que le mois dernier chez les *tailleurs sur cristaux*. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures et travail peu satisfaisant. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. A Neuville-sur-Saône, pas de chômeurs chez les *horticulteurs*, *jardiniers*; pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, 25 p. 100 de chômeurs, 75 à 80 heures chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur *métaux*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures chez les *mouleurs*. A Montceau-les-Mines, 12 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*.

Au Creusot, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures chez les *carriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs, chez les *mineurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montchanin.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes* pas de chômeurs, chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierres*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *galochiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, 11 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les ouvriers en *cuir*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *charpentiers*; 60 heures, chez les *serruriers mécaniciens*. A Arvillard, pas de changement, chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *tissage* et de la *filature*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; travail actif chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, pas de changement chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XI^e; 17 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 78 heures, travail abondant chez les ouvriers en *salaisons*; pas de changement chez les *cuisiniers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les garçons de cuisine; 22 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*.

Travail moins actif chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *conducteurs-typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-graveurs-lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs-lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-minervistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs d'écriture*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 4 p. 100 de chômeurs et travail actif; 2 p. 100 chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*.

5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *cordannerie*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-harnacheurs*; travail actif chez les ouvriers en *pelletterie-lustrerie*; travail satisfaisant chez les *monteurs en chaussures*; travail actif chez les *mégissiers du mouton*; travail toujours actif chez les *gantiers*.

7 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *apprêteurs-décatisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *façonniers-passementiers*; 8 p. 100, 50 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers*; travail assez actif chez les *casquetiers*; moitié de chômeurs chez les *confectionneuses de cols et cravates*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *brutelle* et de la *ceinture*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseuses*; 17 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs* et *garçons de lavoie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *couturières*.

Nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers en meubles*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *layetiers-emballers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs*; travail moins actif chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *brossiers pour peinture*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *coffretiers*; travail [actif] chez les *ébénistes en photographie*.

Travail très actif chez les ouvriers en *limes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers en cuivre*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des industries *métallurgiques*; pas de changement chez les *émailleurs sur métaux*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robotiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*; travail actif chez les *potiers d'étain*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; de même chez les *opticiens*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers du bâtiment*; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*; pas de chômeurs chez les *lanterniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *tourneurs-repousseurs*.

6 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *terrassiers* et *puisatiers-mineurs*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modeleurs*; travail plus actif chez les *peintres*; pas de changement chez les *sculpteurs en bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers du meuble*; pas de chômeurs chez les *bitumiers-asphalteurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *céramique*.

Pas de changement chez les *caissières-comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; travail assez actif chez les *cochers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce et d'industrie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes* (Alliana); 4 p. 100 de chômeurs chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de changement chez les employés des *bureaux de placement autorisés*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers du commerce*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Boulogne, moitié de chômeurs chez les *terrassiers*. A Ivry, pas de changement chez les ouvriers en *pompes*; 2 p. 100 de chômeurs, 62 heures, chez les *métallurgistes*. A Levallois, pas de changement chez les *cochers*. A Clamart, pas de changement chez les *treillageurs-rusti-*

queurs. A Vitry, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *terre*. A Saint-Denis, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *graveurs sur bois*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; 17 p. 100 de chômeurs chez les *constructeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; même situation chez les *chefs d'équipes mécaniciens et employés du port*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*, de bureau et de l'industrie; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, pas de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures par semaine, chez les *pétroliers, huiliers et savonniers*; 22 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers de navires*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; légère reprise chez les *métallurgistes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tuiliers*; travail peu actif chez les *camionneurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers du port*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers du port*.

A Elbeuf, pas de chômeurs chez les *maçons*; travail actif chez les *peintres*. A Arques, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*. A Bolbec, pas de chômeurs chez les *cotonniers*; pas de changement chez ceux de Lillebonne. A Saint-Nicolas-d'Aliermont, 10 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail moins actif chez les *typographes*. A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers et plâtriers*. A Bécart, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*. A Lagny, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Fontainebleau, nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Montereau, pas de changement chez les *faïenciers*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 25 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *scieurs-déconpeurs*; pas de chômeurs chez les *serruriers et mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierre*.

A Étampes, travail moins actif chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Argenteuil, 4 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Essonnes, pas de changement chez les *chapelières*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Méry-sur-Oise, travail assez actif chez les *carriers*. A Chaville, pas de changement chez les *blanchisseurs*. A Corbeil, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et plâtriers*. A Orsay, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Bonnières, pas de changement chez les *raffineurs de pétrole*.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, travail actif chez les *imprimeurs*. A La Rampierre, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Melle, travail actif chez les *typographes*. A Niort, pas de chômeurs chez les *ferblantiers et chaudronniers*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; de même, 64 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; travail satisfaisant chez les *employés de commerce*. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Fréville-Escarbotin, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *cuivre*.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *chapelières-approprières*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, de même chez les *menuisiers* et chez les *tourneurs sur bois*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*. A Graulhet, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Mazamet, 9 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Castelsarrazin, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Grisolles, nombreux chômeurs chez les *balaitiers*.

Var. — A Toulon, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*. A la Seyne, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Hyères, pas de changement chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; nombreux chômeurs chez les *ébénistes*. A Cadrouse, travail moins actif chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrunes, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux des *Épesses* et de Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez les *peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs, 94 à 98 heures, chez les *boulangers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *corroyeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *maçons* et chez les *couvreurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; travail actif chez les *ébénistes*; travail actif chez les *sabotiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mouffletiers*; de même et travail actif, 68 heures, chez les *mouleurs en plâtre*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, pas de chômeurs chez les *gantiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*. A Saint-Yrieix, moitié de chômeurs, 70 heures, chez les *feuilleardiens*; 23 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*.

Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Saint-Dié, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs* et *filateurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs chez les *typographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sens, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Courson, de Saint-Martin-des-Champs, des Ormes, de Domats et de Sommechaie. A Saint-Sauveur, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, pas de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Ravières, travail actif chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 40 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; 4 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; pas de changement chez les *charrons-forgerons*; travail assez actif, 60 heures par semaine, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Mustapha, 18 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *terrasiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierres*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Oran, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes-lithographes*.

A Bône, travail peu actif chez les *chargeurs* et *déchargeurs du port*.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE 1902,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aïme	0 27	"	"	3 30	8 00	0 44	"	"
Ardennes	0 23	"	1 31	2 68	9 00	"	"	3 31
Bouches-du-Rhône ..	0 23	"	"	"	"	0 25	"	3 24
Charente-Inférieure ..	0 24	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 27	1 79	2 26	2 76	"	0 33	"	"
Gironde	0 27	"	"	"	6 70	0 23	"	"
Isère	0 34	2 05	1 51	2 41	8 00	0 26	0 30	3 62
Loire	0 28	1 58	1 40	2 55	"	0 24	"	3 98
Manche	0 25	1 45	1 12	2 80	7 50	0 37	"	3 73
Marne (Haute-)	0 30	1 80	1 37	2 90	7 35	0 31	0 20	"
Meurthe-et-Moselle ..	0 29	1 93	1 82	2 98	7 70	0 25	0 20	4 50
Nord	0 33	1 72	2 36	3 00	11 00	0 61	"	2 48
Pas-de-Calais	0 25	2 12	1 88	2 61	"	0 70	"	"
Rhône	0 28	1 18	1 29	2 64	9 65	0 26	"	3 82
Saône-et-Loire	0 27	1 42	1 45	"	"	0 33	"	2 93
Seine	0 31	1 86	2 37	3 16	12 35	0 38	0 24	5 75
Seine-et-Marne	0 29	"	"	3 00	"	0 30	0 35	4 00
Seine-et-Oise	0 29	1 80	2 67	2 63	11 30	0 39	0 25	"
Sèvres (Deux)	0 23	"	"	"	"	"	"	"
Vosges	0 27	1 53	1 87	2 71	"	0 47	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 27	1 79	1 79	2 71	11 00	0 31	0 24	4 05
Quantités vendues par l'ensemble des 640 sociétés	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
	19,270,163	596,349	130,089	113,795	6,103	4,548,489	278,776	143,884
RAPPEL DU 3 ^e TRIMESTRE 1902.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 414 sociétés	12,194,441	360,378	99,706	178,401	1,784	3,250,154	133,190	55,255
Prix moyen	fr. c. 0 28	fr. c. 1 86	fr. c. 1 84	fr. c. 2 65	fr. c. 10 00	fr. c. 0 27	fr. c. 0 27	fr. c. 4 15
RAPPEL du 4 ^e trimestre 1901.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 574 sociétés	16,429,239	362,719	132,514	68,557	4,461	3,201,517	176,206	104,051
Prix moyen	fr. c. 0 25	fr. c. 1 63	fr. c. 1 73	fr. c. 2 83	fr. c. 8 00	fr. c. 0 30	fr. c. 0 22	fr. c. 4 70

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 4^e trimestre de 1902 résultent du dépeillement des rapports de 640 sociétés, dont 531, qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 146,246 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 640 sociétés.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 1^{er} TRIMESTRE 1903. (Suite.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	514	195	104	25	336	167	92	21	239	217	100	16
— (II ^e —)...	899	911	569	"	1,163	1,167	739	10	1,736	1,775	1,139	"
— (IV ^e —)...	426	393	372	8	409	383	344	9	518	474	433	13
— (V ^e —)...	194	204	110	15	120	179	111	13	117	186	111	15
— (VI ^e —)...	568	544	275	238	398	562	250	266	452	756	231	490
— (IX ^e —)...	224	336	90	20	233	373	116	10	209	390	98	"
— (XII ^e —)...	194	98	76	5	158	102	88	5	130	97	85	"
— (XIII ^e —)...	432	321	283	"	428	309	268	"	428	329	314	"
— (XIV ^e —)...	360	219	41	47	330	283	85	18	263	346	118	5
— (XV ^e —)...	298	188	167	1	235	224	207	4	361	268	245	2
— (XVII ^e —)...	460	577	271	8	422	537	266	10	548	594	301	11
— (XIX ^e —)...	698	240	185	"	625	286	206	"	459	283	222	"
— (XX ^e —)...	256	265	167	"	220	247	128	12	180	279	159	"
— (refuges municipaux).....	(1)	(1)	49	20	(1)	(1)	58	24	(1)	(1)	70	21
Levallois-Perret.....	189	165	151	"	168	153	153	"	170	166	166	"
Bordeaux.....	349	111	104	10	292	102	88	10	309	149	140	10
Brest.....	102	28	28	"	99	21	21	"	78	21	21	"
Charleville.....	24	7	"	"	10	31	2	"	26	23	4	"
Cholet.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Épinal.....	1	"	"	"	4	1	"	"	"	"	"	"
Le Puy.....	8	6	6	"	7	5	5	"	7	6	6	"
Lisieux.....	194	129	71	3	162	110	66	2	152	112	63	1
Lyon.....	182	197	57	9	127	92	34	2	166	148	63	3
Montpellier.....	5	10	3	"	"	"	"	"	9	6	4	"
Nancy.....	69	13	5	"	76	31	17	"	70	23	16	"
Orléans.....	3	3	3	"	3	2	2	"	3	2	2	"
Saint-Dié.....	25	27	15	2	25	26	16	2	24	28	19	1
Sens.....	45	12	10	"	41	19	11	"	37	14	10	"
Versailles.....	10	6	6	"	9	7	5	"	12	8	7	"
Vienne.....	56	14	"	"	36	24	"	"	66	24	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (1^{er} TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Agen.....	129	"	"	"	32	"	"	"	107	25	"	"
Aix.....	88	29	29	"	61	31	30	"	103	51	45	"
Amiens.....	176	72	68	21	191	106	80	"	205	152	123	12
Angers.....	164	40	40	"	144	75	59	"	191	110	101	"
Blois.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	3	1	"
Bordeaux.....	298	189	60	95	244	164	55	84	334	246	122	81
Boulogne-sur-Mer.....	63	47	31	"	53	39	37	"	49	33	29	"
Bourges.....	"	"	"	"	203	177	115	11	351	142	98	23
Carcassonne.....	129	87	69	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Châlon-sur-Saône.....	"	"	"	"	230	52	29	23	"	"	"	"
Cognac.....	185	135	130	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Issy-les-Moulineaux (Seine).....	"	"	"	"	5	(1)	"	3	"	"	"	"
La Rochelle.....	44	35	26	"	40	45	39	"	"	"	"	"
Limoges.....	148	124	78	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Lyon (2).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Montpellier.....	55	22	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	60	31	31	"	216	34	34	125	"	"	"	"
Nîmes.....	117	36	36	87	"	"	"	"	107	42	31	64
Orléans.....	136	55	38	"	120	47	37	"	153	116	80	"
Périgueux.....	"	"	"	"	12	3	1	"	12	10	1	2
Poitiers.....	34	13	2	8	39	25	"	23	43	33	6	24
Reims.....	196	103	84	"	290	210	180	"	259	192	178	"
Roanne.....	26	8	7	4	54	6	6	"	45	12	11	4
Rouen.....	341	291	135	9	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne.....	327	149	77	17	374	74	54	9	338	91	64	10
Saumur.....	"	"	"	"	"	"	"	"	57	43	17	"
Toulouse.....	"	"	"	"	376	259	251	"	"	"	"	"
Valence.....	203	89	43	"	131	87	47	"	234	143	78	"
Vichy.....	"	"	"	"	93	30	18	12	"	"	"	"
Vierzon-Ville.....	74	48	15	28	68	61	21	29	69	75	16	42
Alger.....	536	401	296	281	471	404	296	234	556	432	317	226
Mustapha.....	96	57	"	"	48	35	"	"	44	35	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Cette Bourse du travail a effectué, pendant l'année 1902, 1,348 placements à demeure. Elle a eu 2,676 demandes et 1,806 offres.

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (1^{er} TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.			à demeure.	en extra.
Bordeaux.....	Syndicat de la presse bordelaise	2	(1)	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bijoutiers.....	4	"	"	"	"	"	"	"	5	"	"	"
Carcassonne...	Bâtiment (2)	"	"	"	"	"	"	"	"	29	23	15	4
Chartres.....	Charcuterie (2)	"	"	"	"	"	"	"	"	24	5	5	"
Ile-Adam(Seine- et-Oise).....	Boucherie et charcuterie.	11	8	8	"	14	10	10	"	10	7	7	1
Le Havre.....	Épicerie.....	12	19	10	"	10	14	8	"	15	18	12	"
Le Mans.....	Épicerie et droguerie....	48	25	17	"	38	19	20	"	43	17	13	"
Macon.....	Pharmaciens.....	5	6	3	"	9	7	4	"	"	"	"	"
Nancy.....	Boucherie.....	9	6	6	"	11	8	8	"	12	9	9	"
Nîmes.....	Horticulteurs.....	1	"	"	"	1	"	"	"	3	(1)	3	"
Paris.....	Boulangerie.....	210	161	108	"	156	104	115	"	166	109	75	"
Id.....	Ménagerie française.....	24	14	14	"	25	11	11	"	21	13	13	"
Id.....	Produits alimentaires....	"	"	"	"	3	5	2	"	"	"	"	"
Id.....	Marchands de beurre, œufs, fromages et cré- miers.....	"	"	"	"	(1)	242	100	5	"	"	"	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	57	38	15	"	73	46	32	"	49	38	17	"
Id.....	Marchands et fabricants de papiers.....	25	3	2	"	27	3	1	1	26	8	"	2
Id.....	Commerce et fabrication de la quincaillerie....	(1)	42	42	"	(1)	44	32	"	(1)	35	30	"
Id.....	Couteliers.....	32	31	27	"	29	31	27	"	28	25	23	"
Id.....	Usines d'électricité.....	9	5	3	"	3	2	"	"	6	2	1	"
Id.....	Travaux publics.....	"	"	"	"	13	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Céramistes, briqueteurs et tuiliers.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maîtres tailleurs.....	62	50	"	"	"	"	"	"	153	28	"	"
Id.....	Négociants, commission- naires et commerce extérieur.....	23	5	5	"	14	6	6	"	19	9	2	"
Id.....	Propriétaires de bains....	22	9	"	9	17	15	1	11	"	"	"	"
Id.....	Gérants de débits de tabacs	17	(1)	4	"	"	"	"	"	20	(1)	2	"
Id.....	Pharmaciens de France..	23	14	7	5	27	18	7	3	"	"	"	"
Reims.....	Pharmaciens.....	1	3	1	"	1	3	1	"	"	"	"	"
Rennes.....	Patrons relieurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	1	1
Id.....	Charcutiers.....	6	9	6	"	3	3	3	"	4	4	4	"
Toulon.....	Les maîtres boulangers..	50	(1)	10	30	60	35	10	40	"	"	"	"
Tours.....	Charcuterie.....	38	26	25	"	50	30	29	"	36	36	28	"
Id.....	L'Office des travailleurs.	100	54	54	"	100	55	53	"	103	67	67	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	7	6	6	4	7	7	1	1	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 1^{er} trimestre.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (1^{er} TRIMESTRE 1903).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS.		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
Amiens	Voyageurs et représen- tants de commerce...	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Angers	Compagnons couteurs..	"	"	"	"	20	12	8	4	"	"	"	"
Arcueil (Seine).	« Les Robustes ».....	32	17	14	1	16	3	1	4	"	"	"	"
Belfort	Les employés de commerce	3	4	4	"	4	4	4	"	3	3	3	"
Id.	« La Jeanne d'Arc »....	8	(1)	1	"	8	(1)	1	"	7	(1)	2	"
Besançon	Union fraternelle des em- ployés de commerce ..	3	"	"	"	4	(1)	1	"	4	"	"	"
Id.	L'« Etoile bisontine »...	31	16	6	13	"	"	"	"	"	"	"	"
Cambrai	Voyageurs et employés de commerce	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charleville	Les employés	2	1	1	"	1	1	1	"	2	2	2	"
Dunkerque	L'« Abeille » des commis négociants	"	"	"	"	1	(1)	1	"	"	"	"	"
Elbeuf	Les fleuriers	"	"	"	"	"	"	"	"	20	14	6	6
Le Havre	Les coiffeurs	84	59	31	43	61	61	17	39	63	60	15	38
LeVésinet (Sein).	« La Prévoyance ».....	"	"	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"
Lyon	Garçons de salles et de chambres	(1)	(1)	52	280	(1)	(1)	67	331	"	"	"	"
Id.	Les employés de la soierie lyonnaise	40	25	6	"	11	7	2	"	11	12	3	"
Id.	Commis et employés de commerce	7	4	2	"	6	3	3	"	6	2	2	"
Marseille	Société philanthropique des commis et employés	127	9	9	"	185	12	12	"	140	5	5	"
Id.	« Le Vatel » des cuisiniers.	70	76	70	"	88	101	81	7	103	105	99	6
Montbéliard	Les employés de com- merce	(1)	1	1	"	1	1	"	"	1	"	"	"
Montpellier.	Les commis et employés.	"	"	"	"	"	"	"	"	11	8	7	"
Nantes	La réunion des maçons ..	8	11	8	"	"	"	"	"	12	10	10	"
Id.	Fédération des mécani- ciens et chauffeurs de France	3	"	"	"	4	"	"	"	2	"	"	"
Nevers	Employés de commerce et de bureau	3	"	"	"	2	2	"	"	2	"	"	"
Nîmes	Compagnons cordonniers du « Devoir ».....	3	2	"	"	4	"	"	"	6	4	"	"
Pantin (Seine).	Ouvriers caoutchoutiers..	2	(1)	2	"	1	(1)	1	"	2	(1)	2	"
Paris	Boucherie	(1)	136	72	8	(1)	134	67	12	(1)	113	66	5
Id.	Union de la charcuterie ..	347	275	269	4	353	381	311	5	332	268	237	"
Id.	Les cuisiniers	(1)	(1)	90	183	"	"	"	"	(1)	(1)	90	300
Id.	Pâtisseries-cuisiniers.....	50	34	34	535	38	33	33	379	50	49	49	461
Id.	L'épicerie	127	54	53	"	170	123	115	"	184	122	117	"
Id.	Garçons restaurateurs et limonadiers « L'Etoile »	410	658	61	39	456	341	34	576	318	42	42	1,150
Id.	Sommeliers d'hôtels	95	20	16	45	123	63	59	88	180	84	83	95

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris	Les employés d'hôtels...	(1)	(1)	18	11	(1)	(1)	23	13	(1)	(1)	29	15
Id.....	« L'Union Helvetia »	147	53	34	8	104	40	24	5	207	71	45	11
Id.....	« La Saint-Michel »	1,340	258	172	327	1,400	208	146	297	1,740	210	166	302
Id.....	« La Couturière »	14	11	10	"	13	18	11	"	36	38	30	"
Id.....	L'Union générale des gantiers.	4	3	3	"	"	"	"	"	3	3	3	"
Id.....	Compagnons tisseurs-fer- randiniers	30	6	"	"	"	"	"	"	25	14	"	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine.....	196	243	121	"	217	304	127	"	222	300	148	"
Id.....	La Prévoyance humani- taire.....	8	5	2	2	6	4	2	1	4	3	2	1
Id.....	Association des voyageurs de commerce.....	"	"	"	"	10	93	10	"	"	"	"	"
Id.....	Association des comptables	547	244	176	68	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Les compagnons charrons du « Devoir »	29	17	"	17	47	49	9	38	54	57	19	35
Id.....	Concierges-gérants.....	18	15	3	"	11	11	4	"	14	8	2	"
Id.....	Garçons de recettes et de caisse	6	1	"	"	"	"	"	"	1	(1)	1	"
Id.....	Les mécaniciens de la Seine.....	1	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens et électri- ciens	14	6	4	2	8	5	2	3	10	7	4	3
Id.....	« L'Amitié » des chan- feurs-conducteurs-méca- niciens.....	1	1	1	"	(1)	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs-conducteurs de machines.....	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Compagnons maréchaux- ferrants (2).....	"	"	"	"	"	"	"	"	50	20	20	10
Id.....	« La Quincaillerie »	27	19	17	2	39	20	14	6	28	17	11	6
Id.....	« Le Bâtiment »	18	9	3	"	"	"	"	"	18	11	2	"
Id.....	Commis d'entrepreneurs de peintures.....	"	"	"	"	2	2	1	"	"	"	"	"
Id.....	Les employés de transport	(1)	(1)	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	La Franc-Comtoise.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	"
Id.....	Les gens de maison.....	(1)	56	14	2	(1)	44	16	3	(1)	61	20	4
Id.....	Anciens sous-off. des ar- mées de terre et de mer.	1	1	1	"	"	"	"	"	2	2	2	"
Rouen	Les secrétaires et employés de mairie.....	"	"	"	"	2	"	"	"	2	"	"	"
Saint-Étienne ..	Comptables et employés de banque.....	2	1	1	"	"	"	"	"	4	1	1	"
Valenciennes...	Anciens élèves de l'école.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.....	Anciens sous-officiers....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Id.....	Société académique des comptables.....	6	3	2	"	3	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	La Prévoyance des em- ployés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 1^{er} trimestre 1903.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (1^{er} TRIMESTRE 1903).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.					FÉVRIER.					MARS.				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		
				demeure	en				demeure	en				demeure	en	
				extra.					extra.					extra.		
Angers	Patronage des libérés....	(1)	(1)	"	2		(1)	(1)	1	"		(1)	(1)	"	2	
Id.....	Sœurs du Bon-Pasteur....	7	6	4	"		"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	La Maison du Marin....	118	71	71	7		77	49	49	"		132	79	79	"	
Id.....	Assistance par le travail.	15	(1)	10	6		9	(1)	6	3		10	(1)	10	1	
Boulogne - sur- Mer.....	Jardins ouvriers.....	63	63	63	"		63	63	63	"		63	63	63	"	
Bourges.....	Patronage des prisonniers libérés.....	7	"	"	"		"	"	"	"		1	"	"	"	
Carmont (Vos- ges).....	Anciens élèves de l'école industrielle d'Épinal..	3	5	3	2		5	2	1	4		5	1	1	3	
La Chalmelle (Marne)....	Colonie agricole.....	7	(1)	5	"		16	(1)	4	1		12	20	10	7	
Clermont - Fer- rand.....	Sœurs de l'Immaculée- Conception.....	(1)	(1)	25	6		(1)	(1)	15	6		(1)	(1)	15	6	
Cluses (Haute- Savoie)....	École nationale d'horlo- gerie.....	"	3	"	"		"	7	"	"		1	7	1	"	
Coubeyrac (Gi- ronde).....	Orphelinat agricole....	(1)	(1)	1	"		(1)	(1)	3	"		"	"	"	"	
Courville (Eure- et-Loir)....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	1	40		(1)	(1)	3	55		(1)	(1)	"	48	
Couxon-au-Mont- d'Or (Rhône).	Asile Saint-Léonard....	(1)	2	2	"		"	"	"	"		"	"	"	"	
Die.....	Asile-orphelinat.....	5	4	1	1		7	8	4	"		4	4	3	"	
Dunkerque.....	La Maison du Marin....	(1)	(1)	149	"		(1)	(1)	158	"		(1)	(1)	258	"	
Grand - Quevilly (Seine-Inf ^{re})..	Refuge.....	"	2	"	"		3	3	3	"		"	"	"	"	
La Rochelle....	La Maison du Marin....	36	(1)	23	"		36	(1)	27	"		65	(1)	42	"	
Le Havre.....	Assistance par le travail.	110	"	"	"		127	1	"	"		143	"	"	"	
Le Mans.....	Sœurs servantes de Ma- rie.....	13	"	"	"		21	"	"	"		7	"	"	"	
Le Puy.....	Maison des filles.....	(1)	(1)	"	10		(1)	(1)	"	10		(1)	(1)	"	8	
Lille.....	Patronage des libérés....	16	(1)	8	"		22	(1)	14	"		9	(1)	7	"	
Id.....	Office central des institu- tions charitables.....	269	156	52	"		210	170	42	"		200	176	61	"	
Lyon.....	Patronage des libérés....	33	(1)	25	"		"	"	"	"		32	(1)	24	"	
Id.....	Assistance par le travail.	174	(1)	"	40		141	(1)	"	36		134	(1)	"	36	
Id.....	Asile protestant.....	21	37	12	2		31	57	16	3		19	43	13	3	
Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	65	48	38	"		81	61	50	"		84	63	51	"	
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir)...	Assistance de Saint-Jean.	2	11	2	10		"	"	"	"		(1)	17	"	17	
Marseille.....	Assistance par le travail.	65	24	26	8		60	18	24	2		65	15	21	4	
Id.....	La Préservation.....	77	76	41	2		80	70	46	2		78	65	33	2	

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JANVIER.				FÉVRIER.				MARS.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Melun.....	Assistance par le travail.	59	11	11	"	90	21	21	"	124	24	"	24
Nantes.....	Sacré-Cœur.....	(1)	13	4	"	(1)	10	5	"	(1)	16	6	"
Id.....	La Maison du Marin....	(1)	97	62	"	113	(1)	56	"	145	111	105	"
Paris.....	The mission home.....	115	78	17	5	114	68	12	8	115	105	22	5
Id.....	Asile Saint-Charles.....	95	463	43	"	139	439	64	"	115	490	72	"
Id.....	Home allemand.....	(1)	15	42	"	(1)	28	50	"	(1)	34	61	"
Id.....	Les pauvres honteux....	"	"	"	"	22	4	2	"	26	5	3	"
Id.....	L'hospitalité de nuit....	10	(1)	"	11	(1)	(1)	"	7	(1)	(1)	"	7
Id.....	Home israélite français.	(1)	(1)	4	14	(1)	(1)	5	12	(1)	(1)	7	26
Id.....	Union d'assistance du XVI ^e arrondissement.....	1	(1)	5	39	65	30	9	34	22	1	16	4
Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	122	261	124	1	125	259	140	1	112	231	143	2
Id.....	Société philanthropique de Paris.....	396	195	50	233	291	173	46	204	316	157	41	247
Id.....	Association philanthropi- que des maîtres tailleurs	62	50	"	"	119	101	"	"	153	128	"	"
Id.....	Patronage des libérés....	306	(1)	53	"	245	(1)	33	"	237	(1)	38	"
Id.....	Maison Notre-Dame auxi- liatrice.....	(1)	(1)	330	"	(1)	(1)	424	"	(1)	(1)	450	"
Id.....	Assistance par le travail.	(1)	38	424	51	(1)	32	203	33	187	48	102	43
Id.....	Employés du bâtiment...	38	6	4	"	32	7	5	1	46	11	"	"
Id.....	Assistance par le travail du VI ^e arrondissement.	44	(1)	14	"	53	(1)	24	"	"	"	"	"
Id.....	Patronage pour les jeunes filles.....	"	"	"	"	8	5	"	"	"	"	"	"
Quimper.....	Les Enfants de l'Adora- tion.....	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	1	"
Remiremont....	Orphelinat de l'Enfant- Jésus.....	1	6	1	"	1	"	"	"	3	"	"	"
Rochefort.....	Fourneau économique....	5	(1)	5	"	3	(1)	3	"	8	(1)	8	"
Rouen.....	Maison des sœurs de Saint-Aubin.....	55	83	39	1	80	75	44	1	87	100	65	"
Id.....	Ecole professionnelle et ménagère.....	"	"	"	"	4	2	2	"	3	2	2	1
Saint-Étienne..	Jardins ouvriers.....	136	8	52	"	"	"	"	"	"	"	"	"
S ^t -Hilaire (Mai- ne-et-Loire)..	École de réforme.....	(1)	16	13	"	(1)	10	7	"	(1)	8	5	"
Toulouse.....	Patronage des libérés....	20	6	8	6	28	20	3	7	20	2	1	6
Tours.....	Patronage des libérés....	40	17	7	2	42	17	7	2	34	10	6	2
Troyes.....	Patronage des condamnés libérés.....	12	2	2	4	13	6	3	"	11	"	"	"
Versailles.....	Patronage des libérés....	145	(1)	5	"	143	10	8	"	123	13	7	"
Vierzon (Cher).	Les anciens élèves de l'école nouvelle.....	10	2	2	"	6	5	5	"	4	3	3	"

(1) Chiffre non indiqué.

Adjudications. — Adjudications importantes en juin et juillet 1903.**ROUTES ET CHEMINS.**

2 juin. — ALPES-MARITIMES. — Reconst. d'un pont et rectific. de route.....	100,125 ¹
3 juin. — ALGÉRIE. — Trav. s. chem. de grande communic.....	155,000
4 juin. — AVEYRON. — Trav. sur chem. vicinaux.....	104,049
10 juin. — VOSGES. — Trav. sur chem. vicin.....	90,121
20 juin. — JURA — St-Claude : Trav. sur chem. vicin. ord.....	171,600
23 juin. — HAUTE-VIENNE. — Trav. sur chem. vicin. ord.....	130,000
26 juin. — SARTHE. — Trav. sur chem. vicin.....	172,320
28 juin. — SEINE. — Puteaux : reconst. de chauss. et bord. de trottoirs.....	118,000
29 juin. — ALGÉRIE. — Philippeville : Entret. des chem. vicin. p. 5 ans.....	565,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENT.

2 juin. — SEINE-ET-OISE. — Constr. d'un bâtim. à l'Asile département.....	166,052
— PARIS. — Caisse des dép. et consign. : Couvert., menuiserie., peinture.....	189,700
3 juin. — MARENNES. — Guerre : const. d'un casernement.....	376,000
9 juin. — TOULOUSE. — Instruct. public. : const. de laborat.....	121,767
11 juin. — SEINE. — Entr. du chauff. et de la ventill. du Palais de justice.....	223,700
13 juin. — Assist. public. : Reconst. d'un dispensaire.....	143,556
14 juin. — ALPES-MARITIMES. — Antibes : const. d'un collège.....	140,556
15 juin. — YONNE. — M. d'Auxerre : const. d'un marché couvert..	272,937
— ILLE-ET-VILAINE. — Vitré : reconstruction de l'hôpital Saint-Nicolas.....	115,000
18 juin. — PAS-DE-CALAIS. — Frévent : agrand. de l'hôpit.....	92,000
23 juin. — PUY-DE-DÔME. — Clermont-Ferrand : constr. d'une bibliothèque.....	200,423
24 juin. — SEINE. — Les Lilas : const. d'une école.....	515,149
30 juin. — SEINE-ET-MARNE. — Coulommiers : Constr. d'un théât.	112,913
7 juillet. — RHÔNE. — LYON : entr. des bât. comm., pend. 2 a. 1/2.	227,000
10 juillet. — — — — — achèv. de bâtim. aux Invalides....	161,000

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

8 juin. — MEURTHE-ET-MOSELLE. — Adduct. et distr. d'eau.....	493,400
30 juin. — BARCELONNE-MADRID. — Constr. d'égouts.....	803,168
5 juillet. — ALPES-MARITIMES. — Lucorarn : adduct. d'eau.....	100,000

CANAU, NAVIGATION ET PORTS.

30 juin. — SEINE-ET-OISE. — Const. d'écluse au barrage d'Ablon..	1,495,000
11 juillet. — PRINCIPAUTÉ DE MONACO. — Monaco : const. d'un quai et approf. de la baie.....	1,580,000

CHEMINS DE FER.

27 juin. — CANTAL. — Lig. Bort-Neussargues : Constr. du 2 ^e lot..	1,260,000
--	-----------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	COURS fin du mois de		
	Mai 1902.	Avril 1903.	Mai 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour'.....	21 ^f 50	25 ^f 375	25 ^f 125
Alcool 90 degr., l'hectol., cour'.....	29 125	46 50	45 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	61 50	51 50	52 37½
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	80 50	57 00	54 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	76 00	75 00	65 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour'.....	59 87	65 00	75 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour'..	..	159 00	159 00
Soies grèges Cévennes 2° qual. (à Lyon), le kil.....	43 00	51 00	50 00
Cuivre en lingots, <i>idem.</i>	146 25	169 50	162 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	362 00	354 50	340 00
Plomb, <i>idem.</i>	34 25	36 75	34 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	45 77	54 37	52 81
Blé à Paris, <i>idem.</i>	21 65	24 60	24 87
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 70	24 10	23 75
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	20 75	23 85	24 50
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 28	1 33	1 32
Viande veau, <i>idem.</i>	1 78	1 78	1 71
— mouton, <i>idem.</i>	1 86	1 93	1 95
— porc, <i>idem.</i>	1 50	1 35	1 38

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1903.

	1903. francs.	1902. francs.	AUGMENTATION en 1903. francs.	DIMINUTION en 1903. francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	328,882,000	295,742,000	33,140,000	..
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,341,164,000	1,374,172,000	66,992,000	..
Objets fabriqués.....	334,763,000	322,984,000	11,779,000	..
TOTAUX.....	2,004,809,000	1,892,898,000	111,911,000	..
AUGMENTATION en 1903.....	..	..	111,911,000	..
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	246,515,000	279,269,000	..	32,754,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	485,840,000	478,839,000	7,001,000	..
Objets fabriqués.....	894,817,000	889,842,000	4,975,000	..
Colis postaux.....	118,914,000	103,121,000	15,793,000	..
TOTAUX.....	1,746,086,000	1,751,071,000	27,769,000	32,754,000
DIMINUTION en 1903.....	..	..	4,985,000	..

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 558,527,300 francs du 1^{er} janvier au 12 juin 1903 contre 540,901,500 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 3.26 p. 100.

Faillites. — 112 faillites et 14 liquidations judiciaires en mai 1903 (contre 138 et 15 en mai 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 122 demandes en mai 1903, dont 103 pour des constructions neuves, contre 126 et 98 en mai 1902.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 1 union de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 15 syndicats patronaux comptant 423 membres;
- 13 syndicats ouvriers comptant 478 membres;

et de la dissolution de :

- 8 syndicats patronaux comptant 324 membres;
- 14 syndicats ouvriers comptant 830 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

1 en mai, 4 en avril, 1 en mars, 1 en février et 24 antérieurement au 1^{er} janvier 1903.
Total : 31.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

EN 1902.

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Gard [24 mars 1902]. — Société amicale et syndicat des **architectes** du département du Gard (27 membres). Siège social : galerie Jules-Salles, NÎMES.

Lot-et-Garonne [15 novembre 1901]. — Syndicat des fabricants de **glace** alimentaire du Sud-Ouest (7 membres). Siège social : cours Voltaire, 34, AGEN. — [22 juillet 1902]. — Syndicat de la **meunerie** du Haut-Pays (23 membres). Siège social : AGEN.

Basses-Pyrénées [avril 1902]. — Chambre syndicale de la **meunerie** des Gaves et de l'Adour (30 membres). Siège social : café Gil, PAU.

Saône-et-Loire [23 décembre 1902]. — Syndicat de la **boulangerie** d'Autun (25 membres). Siège social : Hôtel de ville, AUTUN. — [10 novembre 1902]. — Syndicat **médical** de la région louhannaise (19 membres). Siège social : chez le président, LOUHANS.

Seine-et-Marne [23 mars 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** du canton de La Ferté-sous-Jouarre (45 membres). Siège social : Hôtel de Ville, LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE. — [7 août 1902]. — Syndicat de la **boulangerie** de Provins et des environs (32 membres). Siège social : café de Paris, PROVINS.

Var [24 octobre 1900]. — Syndicat des patrons **boulangers** de Brigueoles (7 membres). Siège social : café de Provence, place Caramy, BRIGUEOLES. — [13 juin 1901]. — Chambre syndicale des **bouchers** et **charcutiers** de la ville de Draguignan (9 membres). Siège social : café des Négociants, place du Marché, DRAGUIGNAN. — [11 novembre 1902]. — Syndicat des gérants de débits de **tabacs** du Var (30 membres). Siège social : Hôtel de ville, TOULON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [23 novembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et ouvriers agricoles de Blancafort (59 membres). Siège social : BLANCAFORT.

Finistère [9 novembre 1902]. — Syndicat « l'Union des **Tabacs** de Morlaix » (29 membres). Siège social : rue du Mur, 20, MORLAIX.

Gard [janvier 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et similaires d'Alais et de la région (23 membres). Siège social : Bourse du travail, ALAIS.

Basses-Pyrénées [8 octobre 1902]. — Union syndicale des ouvriers de l'**ameublement** (60 membres). — Siège social : café Saint-Pierre, rue Bourneuf, 72, BAYONNE. — [4 septembre 1902]. — Syndicat des ouvriers **tailleurs** de la ville de Biarritz (30 membres). Siège social : rue Gambetta, 36, BIARRITZ. — [24 novembre 1902]. — Association syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiment de la ville de Pau (49 membres). Siège social : halle Neuge, PAU.

Var [8 novembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Brignoles (18 membres). Siège social : café de Provence, place Caramy, BRIGNOLES. — [novembre 1901]. — Chambre syndicale des **cochers** de la ville d'Hyères (40 membres). Siège social : café du Siècle, place de la Rade, HYÈRES. — [14 mars 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **confiseurs-pâtisseries** de Toulon (27 membres). Siège social : Bourse du travail, TOULON. — [7 octobre 1901]. — Chambre syndicale des travailleurs de la terre (32 membres). Siège social : café Mille, quartier du Cap-Brun, TOULON.

Vendée [6 avril 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers-boitiers** des Sables-d'Olonne (23 membres). Siège social : chez le secrétaire, à la Chaume, aux SABLES-D'OLONNE.

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Saône-et-Loire [27 juillet 1902]. — Union des chambres syndicales patronales du bâtiment de la région de l'Est et du Sud-Est (10 chambres syndicales adhérentes). Siège social : quai Nord, 3, MÂCON.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [1^{er} octobre 1894]. — Fédération nationale des syndicats du **cuivre** et similaires (19 chambres syndicales adhérentes). Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS-10^e.

EN 1903.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [7 avril 1903]. — Syndicat de la **droguerie** et des commerces annexes (47 membres). Siège social : rue Cannebière, 12, MARSEILLE. — [5 mai 1903]. — Syndicat des patrons **serruriers** de la ville de Marseille (80 membres). Siège social : cours du Chapitre, 1 MARSEILLE.

Indre [15 avril 1903]. — Chambre syndicale de la **meunerie** de l'arrondissement d'Issoudun (11 membres). Siège social : chez le secrétaire, ISSOUDUN.

Nord [15 avril 1903]. — Chambre syndicale des **tisseurs** de jute (31 membres). Siège social : boulevard de la Liberté, 207, LILLE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Côtes-du-Nord [4 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment (27 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, SAINT-BRIEUC.

Loire-Inférieure [20 avril 1903]. — Chambre syndicale des **hommes** de peine et des irréguliers du travail (61 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-NAZAIRE.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Nièvre [1^{er} mars 1903]. — Fédération des syndicats ouvriers de la Nièvre (19 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, NEVERS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [20 septembre 1900]. — Syndicat des débitants de **boissons** du département de l'Ain (60 membres). Siège social : BELLEGARDE.

Indre [3 mars 1889]. Chambre syndicale des entrepreneurs en **bâtiment** du département de l'Indre (38 membres). Siège social : CHÂTEAUXROUX.

Loire [12 octobre 1887]. — « Canonnerie stéphanoise » chambre syndicale des fabricants de **canons** de la Loire (6 membres). Siège social : rue Badouillère, 29, SAINT-ÉTIENNE.

Pyrénées-Orientales [1^{er} août 1899]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** du canton de Céret (8 membres). Siège social : Café central, CÉRET. — [17 février 1902]. — Syndicat des fabricants d'**eaux** gazeuses des Pyrénées-Orientales (7 membres). Siège social : PERPIGNAN. — [11 janvier 1901]. — Union syndicale des **limonadiers** et débitants des Pyrénées-Orientales (100 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, PERPIGNAN.

Saône-et-Loire [9 juin 1900]. — Syndicat des débitants de **boissons** et marchands en gros de Montceau-les-Mines et de la région (80 membres). Siège social : Place de l'Eglise. MONTCEAU-LES-MINES.

Seine-Inférieure [20 mai 1900]. — Syndicat des patrons **maréchaux-ferrants** de l'arrondissement de Dieppe (25 membres). Siège social : rue Richard-Simon, DIEPPE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gard [19 juillet 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville d'Alais (28 membres). Siège social : Café de l'Europe, ALAIS. — [21 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **chaisiers** d'Alais (15 membres). Siège social : Café du Commerce, ALAIS.

Loire [26 mars 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers**, ébénistes, modéleurs de Rive-de-Gier (13 membres). Siège social : rue de la Barrière, 5, RIVE-DE-GIER. — [1^{er} octobre 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** de la ville de Roanne et du Coteau (14 membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 1, ROANNE. — [1^{er} février 1900]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers enfourneurs et chauffeurs en **poterie** de la ville de Roanne (15 membres). Siège social : Bourse du travail, ROANNE.

Oise [1^{er} mai 1902] — Chambre syndicale des ouvriers **fleurs et tisseurs** et parties similaires d'Ourscamp (500 membres). Siège social : OURSCAMP.

Saône-et-Loire [14 juillet 1884]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** de Chalon-sur-Saône (9 membres). Siège social : Bourse du travail, CHALON-SUR-SAÔNE. — [9 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **plâtriers-peintres** de Montceau-les-Mines (60 membres). Siège social : Salle Deschamps, MONTCEAU-LES-MINES. — [9 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **serruriers** de Montceau-les-Mines (26 membres). Siège social : Salle Deschamps, MONTCEAU-LES-MINES. — [18 juin 1899]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** et similaires Perrecy-les-Forges (51 membres). Siège social : PERRECY-LES-FORGES. — [20 juillet 1899]. Syndicat des ouvriers **mineurs** de la Comaille [20 membres]. Siège social, TAVERNAY.

Seine [16 juillet 1899]. — Chambre syndicale des **charretiers** brasseurs des brasseries de Paris (20 membres). Siège social : rue Campagne-Première, 13 bis, PARIS (14^e).

Seine-Inférieure [5 décembre 1897]. — Chambre syndicale des ouvriers **charrons** de la ville du Havre (39 membres). Siège social : rue Lemaistre, 9, le Havre.

ERRATUM.

Hérault [1^{er} septembre 1900]. — Syndicat des ouvriers **jardiniers-fleuristes** de Montpellier (29 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. (*Signalé à tort comme dissous dans le Bulletin de l'Office du travail, du mois d'avril.*)

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

La situation du marché du travail semblerait avoir été un peu moins bonne en juin qu'en mai, bien que, d'une façon générale, elle continue à être meilleure qu'elle ne l'était l'an dernier.

Les pluies ont contrarié en quelques endroits les fenaisons et les travaux de la vigne qui ont occupé la plus grande partie du mois.

Dans l'industrie textile, la situation est restée satisfaisante dans les tissages de draps de l'Ouest, du Sud-Ouest et des Ardennes; le travail est normal dans les centres cotonniers de l'Est; par contre dans ceux de la Normandie et de la région roannaise, beaucoup d'usines arrêtent un jour ou deux par semaine; pas de changement dans les centres du Nord. Dans l'industrie du vêtement la morte-saison est générale, sauf à Paris qui bénéficie d'une reprise exceptionnelle. La chapellerie, la chaussure, la ganterie, l'ameublement sont en pleine morte-saison.

L'industrie du bâtiment est en plein travail.

Dans le groupe des métaux la situation continue à s'améliorer, sauf pour les ferblantiers-boîtiers du Finistère et du Morbihan qui continuent à souffrir du manque persistant de sardines.

La plupart des verreries, comme elles en ont l'habitude depuis quelques années, ont arrêté le travail et ne le reprendront qu'à la fin de l'été. Il règne toujours une grande activité dans l'industrie céramique, l'industrie sabotière et la carrosserie.

1,138 syndicats, groupant 178,986 ouvriers, ont répondu, en juin 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,109, groupant 169,512 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 14,999, ce qui correspond à une moyenne de 8 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 7 p. 100; elle était de 9 p. 100 en juin 1902.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juin 1903.

L'ouvrage, pendant le mois de juin 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois de mai, plus abondant par 14 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des syndiqués; équivalent par 63 p. 100 des syndicats, groupant 60 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 23 p. 100 des syndicats, groupant 26 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 452 syndicats, groupant 52,036 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 329, groupant 68,376 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche de la sardine est toujours à peu près nulle sur les côtes de Bretagne. La pêche est également inférieure à ce qu'elle était les années précédentes sur les côtes de la Méditerranée.

La coupe des fourrages, qui s'est poursuivie pendant tout le mois de juin, a été contrariée en quelques endroits par les pluies : néanmoins, à la fin du mois, les fourrages étaient à peu près partout rentrés ou mis en meules : dans les derniers jours du mois on commençait même dans les environs de Paris à couper les seigles, et dans le Centre et la Vendée les escourgeons. Dans le Midi, les travaux de la vigne ont été poussés activement : dans les centres où la crainte des gelées avait arrêté les travaux, on s'est efforcé de rattraper le temps perdu.

Dans l'industrie forestière, les 67 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 949 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 5,972 syndiqués, une proportion de 15 p. 100 : le mois dernier cette proportion était seulement de 5 p. 100. Cette augmentation du nombre des chômeurs vient de ce que le travail dans les bois est terminé, et de ce que, d'autre part, beaucoup de bûcherons n'ont pu trouver à s'employer dans les champs, soit par suite des intempéries, soit par suite de la diffusion de plus en plus grande des machines agricoles.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 140,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juin 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HERDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	77,992	5.67	"	"	100	"	"
Loire.....	16,130	4.14	"	"	45	55	"
Gard et Hérault.....	13,017	5.71	"	"	"	99	1
Bourgogne et Nord-Est...	9,424	5.55	"	"	"	88	9
Centre.....	9,492	5.68	"	3	"	94	6
Tarn et Aveyron.....	10,632	5.60	"	"	"	100	"
Provence (lignites).....	4,344	5.06	"	6	17	71	6
ENSEMBLE pour la France.	141,031	5.48	"	0.36	61.00	37.37	1.26

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.84. Il était de 5.80 en juin 1902.

CARRIÈRES. — Dans les ardoisières de Fumay et d'Haybes-sur-Meuse le travail est plus abondant et les ouvriers sont très satisfaits.

Dans les carrières, la proportion des chômeurs, les carriers grévistes de Savonnières en Perthois non compris, reste inférieure à 3 p. 100, la situation est considérée comme satisfaisante par tous les syndicats, sauf deux.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 61 syndicats, groupant 8,490 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en juin 1903, soit 1,021, la proportion de ces derniers dans l'ensemble des industries de l'alimentation était de 12 p. 100; le mois dernier elle était de 10 p. 100, elle était de 12 p. 100 en juin 1902. L'état du travail est néanmoins jugé satisfaisant par 65 p. 100 des syndicats, groupant 63 p. 100 des syndiqués. Le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Marseille, Tours, Paris, Saint-Etienne, Bayonne et Brest; chez les cuisiniers de Montpellier, les charcutiers et bouchers de Marseille, les ouvriers en salaisons de Paris, les tripiers boyaudiers de Saint-Etienne.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mai 1903 (huit premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 1,258,353 hectolitres contre 1,446,850 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 188,497 hectolitres; le déficit a donc diminué depuis la fin du mois d'avril, où il se montait à 198,721 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (25,223 hectolitres au lieu de 101,017) et ceux de mélasses (519,141 hectolitres au lieu de 673,037). La production des bouilleurs de cru des huit premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 76,710 hectolitres, soit une différence en moins de 92,029 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902: le déficit est surtout considérable sur les alcools de vin (9,107 hectolitres au lieu de 36,667) ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre extraite des turbines était, au 15 juin 1903, de 732,812 tonnes contre 985,253 tonnes au 15 juin 1902, soit un déficit de 253,040 tonnes, sensiblement égal à celui constaté à la fin d'avril ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — **CAOUTCHOUC.** — **PAPIER.** — **CARTON.** — Le chômage, dans l'ensemble de ces industries, d'après les réponses des syndicats, ressort à 5 p. 100: il était de 4 p. 100 le mois dernier. La journée des manœuvres de l'usine de produits chimiques de Chauny a été réduite à 9 heures. Pas de changement chez les ouvriers du gaz à Paris.

Les ouvriers papetiers ont 25 p. 100 de chômeurs à Lyon. A Clermont-Ferrand, les ouvriers des manufactures de caoutchouc accusent 5 p. 100 des syndiqués sans travail.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était: pour la province, de 220 pour 98 syndicats groupant 5,577 adhérents, soit moins de 3 p. 100; pour Paris, de 483 pour 17 syndicats groupant 6,161 adhérents, soit plus de 7 p. 100. La proportion était le mois dernier, pour la province, de 6 p. 100; et pour Paris, de près de

⁽¹⁾ J. O. du 19 juin 1903.

⁽²⁾ J. O. du 25 juin 1903.

7 p. 100; elle était, pour le mois de juin 1902, de 3 p. 100, pour la province, de 9 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats de province groupant 62 p. 100 des syndiqués. Les centres où la proportion des chômeurs est la plus élevée sont : Nice (typographes), Bordeaux (lithographes), Saint-Nazaire (typographes), Lorient (typographes), Lille (typographes). Presque tous les syndicats, sauf ceux des villes d'eaux et des stations balnéaires, signalent une baisse de travail, qui se reproduit d'ailleurs toutes les années à la même époque. Dans deux centres, cependant, l'impression des documents destinés au Conseil général et des thèses de doctorat a fourni un surcroît de travail aux ouvriers.

A Paris, le travail est estimé non satisfaisant par 60 p. 100 des syndicats groupant 90 p. 100 des syndiqués. Seuls se montrent satisfaits les fondeurs typographes et les opérateurs bitumiers de la photographie. Les syndicats estiment, en général, la morte-saison plus complète et plus précoce que les années précédentes. La lithographie est plus atteinte encore que la typographie.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage est un peu inférieur à 6 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégisseries, etc.); le mois dernier la proportion était de 8 p. 100. La situation dans l'ensemble est donc meilleure que le mois dernier; les mégisseries d'Annonay signalent une légère reprise, à Chateaurenault la durée du travail a été reportée à 60 heures par semaine, le travail est toujours satisfaisant chez les pelletiers de Paris et de Fismes. Chez les tanneurs de Paris, la crise causée par la diffusion du tannage au chrome qui remplace de plus en plus le tannage à l'alun, va toujours en s'accroissant. A Graulhet, on signale un moment d'arrêt dans l'activité dont bénéficie ce centre depuis plusieurs mois : la proportion des chômeurs n'est encore que de 2 p. 100, mais elle tend à augmenter.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 21 p. 100, le mois dernier elle était seulement de 11 p. 100 et en avril de 9 p. 100. La morte-saison est à peu près générale en province. Cependant quelques centres sont plus favorisés. A Brest, une adjudication de chaussures pour la marine a donné un surcroît de travail aux cordonniers; à Izeaux, le travail, toujours actif dans le cousu machine, reprend également dans le cousu main.

Dans la ganterie, d'après les réponses des syndicats, et sans compter les grévistes de Saint-Affrique, la proportion des syndiqués sans travail serait de 26 p. 100, exactement égale à celle du mois dernier. Le chômage reste considérable à Milhau; à Grenoble, il atteint 10 p. 100; à Saint-Junien le travail a baissé subitement; par contre la situation est satisfaisante à Chaumont et à Gières.

Les selliers et mécaniciennes de l'article de chasse de Paris sont en pleine saison.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 83 syndicats, groupant 21,139 adhérents, était, à la fin de juin 1903, de 2,096, soit près de 10 p. 100; la proportion était de 8 p. 100 le mois dernier, de 10 p. 100 en juin 1902.

Dans le Nord, à Roubaix, les peigneurs n'ont pas de chômeurs et dans l'ensemble de l'industrie textile on ne signale que 2 p. 100 de chômage; à Tourcoing, la situation reste stationnaire, les trieurs de laine ont du travail en abondance; à Fourmies le travail a diminué; à Wignebies l'incendie d'une usine a provoqué le chômage de 150 ouvriers; pas de chômeurs dans les petits centres de Neuville, Comines, Haspres, Linselles, Saint-Souplet. Dans le groupe normand, à Rouen,

Bolbec, Lillebonne, Saint-Étienne-du-Rouvray, la plupart des usines arrêtent un jour et quelquefois deux jours par semaine par suite de la cherté du coton; à Lisieux les liniers ont 12 p. 100, les lainiers 35 p. 100 de chômeurs. Dans l'Est, à Epinal, Remiremont, Saint-Dié, tous les ouvriers travaillent 63 heures par semaine. A Sedan, les tisseurs n'ont pas de chômeurs; à Saint-Quentin, ils accusent 10 p. 100 de chômage; à Reims, les trieurs de laine sont normalement occupés. A Troyes, les filatures font des journées pleines. Dans les centres de l'Ouest (Châteauroux, Bomorantin, centres de Maine-et-Loire, de la Sarthe et des deux Sèvres), on signale toujours une grande activité. Dans la région de Roanne, les ouvriers ne font en général que 40 heures par semaine. Pas de chômeurs à Vienne. Grande activité à Lavelanet, Saint-Colombe-sur-l'Hers, La Bastide-Rouairoux. Dans les tissages de la région de Saint-Étienne, la fabrication du velours est complètement arrêtée et celle du ruban, soit au tambour, soit au jacquard, est peu active. A Lyon, le chômage reste toujours considérable; d'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, à part les métiers mécaniques qui font la mousseline soie et les unis teints en pièce et qui ont du travail assuré jusqu'à la fin de l'année, les autres métiers et surtout les métiers à la main restent en grande majorité inactifs.

Dans la bonneterie, à Troyes, beaucoup d'usines chôment un jour par semaine; la situation n'est pas plus brillante à Aix-en-Othe et à Guibray; à Sauve, les ouvriers font encore 60 heures par semaine.

Les teinturiers de Troyes, de Saint-Chamond et les imprimeurs sur étoffes de Lyon subissent le contre-coup de la crise des industries textiles dans ces divers centres et ont beaucoup de chômeurs. A Amiens, les teinturiers ne font que 40 heures par semaine. Les teinturiers-dégraisseurs de Paris, par contre, se montrent satisfaits.

L'activité est toujours médiocre dans la passementerie. Dans l'industrie des tulles, tandis que la situation reste stationnaire à Saint-Quentin, on constate une légère amélioration à Lyon. A Paris, le travail abonde chez les dentellières qui sont très demandées sur cette place.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion du chômage est d'un peu plus de 2. p. 100 : elle était de 9 p. 100 le mois dernier; la situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par un peu plus de la majorité des syndicats et des syndiqués : à Paris, la bonne saison qui avait subi un arrêt a repris avec le beau temps. Pas de changement chez les coupeurs-chemisiers. Les ouvriers en cols et cravates sont en morte-saison.

Le chômage chez les ouvriers chapeliers est de 8 p. 100, contre 6 p. 100 le mois dernier; la morte-saison est générale : on attend une reprise en juillet.

Pas de changement chez les blanchisseurs.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les 49 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 7 p. 100, elle était de 8 p. 100 les deux mois précédents : la situation est toujours estimée satisfaisante par la grande majorité des syndicats et des syndiqués. Le travail laisse toutefois à désirer à Saint-Quentin, Marseille, Caen. En ce qui concerne les charpentiers de navires, il n'y a pas d'amélioration au Havre à Boulogne-sur-Mer l'achèvement des travaux en cours a amené une baisse importante du travail, tandis qu'à Dunkerque la mise en chantier de cinq nouveaux bateaux pour la pêche à la morue a fourni aux charpentiers une occupation régulière. Chez les scieurs, le travail est toujours peu abondant à Gomegnies et Podensac, ceux de Hermes travaillent toujours régulièrement; à Paris, les scieurs de long accusent 18 p. 100 de chômeurs.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, etc.) é-

nistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 16 syndicats, est de 11 p. 100; elle était de 6 p. 100 le mois dernier. La situation est considérée comme non satisfaisante par la majorité des syndicats et des syndiqués.

L'activité continue à régner chez les ouvriers carrossiers dont le chômage est insignifiant. Dans la tonnellerie, la proportion des syndiqués sans travail est toujours de 40 p. 100. Toujours la même activité chez les sabotiers-galochiers.

Le travail est satisfaisant chez les coffretiers. Il y a un ralentissement chez les brossiers. Pas de chômeurs chez les mosaïstes de Paris, les vanniers d'Aramon et de Bordeaux, les boutonniers en os de Méru.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 135 syndicats groupant 26,376 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était de 1,284, soit 4 p. 100; la proportion était le mois dernier de 5 p. 100: elle était de 7 p. 100 en juin 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 3 p. 100: le mois dernier elle était de 2 p. 100. Les chômeurs sont presque tous concentrés à Marseille (modeleurs) et au Havre (fondeurs); les 20 autres syndicats accusent en tout 5 chômeurs; la situation est d'ailleurs considérée comme satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 70 p. 100 des syndiqués.

Les syndicats de métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux) accusent 3 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 3 p. 100 en mai. La situation est considérée comme satisfaisante par un peu plus de la majorité des syndicats, mais ces syndicats ne représentent que 12 p. 100 des syndiqués. Le chômage reste important à Commeny, Hautmont, Alais, Saint-Chamond. L'amélioration constatée le mois dernier dans un certain nombre de centres a persisté en juin. Au Creusot, le chômage est toujours de 2 1/2 p. 100.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 7 p. 100, proportion notablement inférieure à celle du mois précédent (15 p. 100). Le chômage a diminué à Nouzon (73 chômeurs sur 887), il reste important à Lyon, Nice. Les mécaniciens d'Albert, de Paris, de Tourcoing, de Saint-Étienne et de Bessèges se montrent toujours assez satisfaits.

Pas de changement chez les ferblantiers-boîtiers. Le travail a baissé dans toutes les spécialités de la coutellerie de la région de Thiers, ainsi que chez les chaudronniers de Paris, Saint-Quentin, Saint-Denis, etc.

Pas de changement dans l'horlogerie. Le travail a repris normalement chez les tourneurs en optique de Paris. L'orfèvrerie et la poterie d'étain sont en morte-saison.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 161 syndicats, groupant 10,108 adhérents, était, à la fin de juin, de 8 p. 100; elle était de 9 p. 100 le mois précédent et de 12 p. 100 en juin 1902. La situation continue donc à s'améliorer, à mesure que l'on avance dans la bonne saison.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 8 p. 100 comme le mois dernier; la situation est jugée satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats et 60 p. 100 des syndiqués. La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est d'un peu moins de 7 p. 100 contre 10 p. 100 le mois dernier; le chômage reste considérable à Grenoble et à Perpignan. Les sculpteurs en bâtiment à Paris ont plus de 50 p. 100 de chômeurs. Dans les autres centres et notamment à Cousbre, les marbriers et sculpteurs n'accusent presque pas de chômage.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de changement notable dans la poterie, la tuilerie et la porcelainerie, où le chômage est à peu près nul, si on excepte les porcelainiers de Villedieu-de-l'Indre en grève. A la faïencerie de Montereau le travail à repris d'une façon générale.

Comme tous les ans, la plupart des verreries de Fresnes, d'Aniche, de Rive-de-Gier sont arrêtées. La situation reste satisfaisante à la glacerie de Montluçon.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à 20 p. 100 comme le mois dernier.

La proportion des chômeurs reste très élevée dans les ports, notamment à Dunkerque, Rochefort-sur-Mer, le Havre; la situation est meilleure à Brest et à Bordeaux.

D'après les réponses de 39 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 6,421 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin de juin, de 169, soit 2 p. 100, proportion un peu inférieure à celle du mois précédent (3 p. 100).

LES GRÈVES EN JUIN 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de juin 1903. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve page 564.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.		
1	2	3	4	5	6	7		
GRÈVES NON TERMINÉES								
12 février.	.....	Villedieu-sur-l'Indre.	Indre.	Porcelainiers.	1	125	1	
30 mars.	.....	Auch.	Gers.	Ébénistes.	14	42	2	
3 avril.	22 juin.	Beuzec-Comq.	Finistère.	Ferblantiers-boitiers.	1	34	3	
14 avril.	.....	La Gorgue et Estaires.	Nord.	Tisseurs.	6	1,550	4	
14 avril.	.....	Nemours.	Seine-et-Marne.	Diamantaires.	1	35	5	
29 avril.	.....	Saint-Uze.	Drôme.	Porcelainiers.	1	120	6	
2 mai.	.....	Brest.	Finistère.	Boulangers.	"	150	7	
2 mai.	.....	Paris.	Seine.	Mécaniciens-construteurs (automobiles).	1	60	8	
3 mai.	19 juin.	Fliers.	Orne.	Fondeurs.	1	40	9	
7 mai.	18 juin.	Suresnes.	Seine.	Imprimeurs sur étoffes.	1	57	10	
11 mai.	25 juin.	Savonnières-en-Perthois.	Meuse.	Carriers.	"	597	11	
15 mai.	.....	Halluin.	Nord.	Fileurs.	1	27	12	
23 mai.	.....	Bayonne.	Basses-Pyrénées.	Typographes.	1	15	13	
25 mai.	2 juin.	Marseille.	Bouches-du-Rhône	Papiers à cigarettes (Ouvrières en).	1	18	14	
25 mai.	.....	Paris.	Seine.	Bijoutiers.	1	16	15	
27 mai.	10 juin.	Roanne.	Loire.	Teinturiers.	1	27	16	
28 mai.	2 juin.	Sains-Richaumont.	Aisne.	Rattacheurs.	1	24	17	
30 mai.	.....	Saint-Affrique.	Aveyron.	Gantiers.	5	60	18	
GRÈVES COMMENCÉES								
2 juin.	5 juin.	Lille.	Nord.	Fileuses et varouleuses.	1	48	1	
2 juin.	23 juin.	Saint-Malo.	Ille-et-Vilaine.	Typographes.	3	22	2	
2 juin.	29 juin.	La Gorgue.	Nord.	Fileurs.	1	98	3	
3 juin.	5 juin.	Roubaix.	Nord.	Soigneurs (Filature).	1	14	4	
3 juin.	.....	La Tronche.	Isère.	Corroyeurs.	1	6	5	
3 juin.	.....	Mazamet.	Tarn.	Serruriers.	"	47	6	
4 juin.	4 juin.	Lyon.	Rhône.	Polisseurs sur métaux.	1	5	7	
4 juin.	15 juin.	Sarraz.	Ardèche.	Fileurs.	1	55	8	
5 juin.	16 juin.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Habillement militaires (Ouvriers d').	1	237	9	
5 juin.	2 juillet.	Tourcoing.	Nord.	Acierie (Ouvriers d').	1	12	10	
5 juin.	.....	Paris.	Seine.	Portefaix.	1	14	11	
8 juin.	11 juin.	Cousances-aux-Forges.	Meuse.	Fondeurs.	1	56	12	
8 juin.	13 juin.	Paris.	Seine.	Cordonniers.	1	5	13	
8 juin.	20 juin.	Bourganeuf.	Creuse.	Maçons.	"	33	14	
9 juin.	13 juin.	Romans.	Drôme.	Chaussures (Ouvriers en).	1	42	15	
9 juin.	.....	Paris.	Seine.	Cochers.	1	53	16	
10 juin.	13 juin.	Angoulême.	Charente.	Tramways (Employés de).	1	55	17	
11 juin.	15 juin.	Châteaurenault.	Indre-et-Loire.	Chaussures (Ouvriers en).	1	14	18	
11 juin.	17 juin.	St-André-lez-Lille.	Nord.	Tisseurs.	1	40	19	
12 juin.	15 juin.	Charleville.	Ardennes.	Fonte émaillée (Ouvriers en).	1	12	20	
13 juin.	.....	La Ferrière-aux-Étangs.	Orne.	Mineurs.	1	80	21	

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.		RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8		9	10
AU 1 ^{er} JUIN 1903 (1).			
1	Demande de réintégration de quatre ouvriers.....	.....	
2	Demandes : augmentation de salaire; indemnités de déplacement.	.....	
3	Réduction de salaire.....	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
5	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
6	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
7	Demandes : ne plus être logés chez le patron; suppression de certaines corvées.	.....	
8	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
9	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
0	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
1	Demandes : suppression d'une retenue; augmentation de salaire.	Transaction.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
4	Demandes d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes remplacés.
5	Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
6	Demandes : réintégration d'un ouvrier; fourniture de gants pour un travail dangereux.	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	10 grévistes remplacés.
8	Réduction de salaire.....	.....	
EN JUIN 1903.			
1	Demandes : rétablissement d'une prime; réintégration d'un surveillant.	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
5	Réduction de salaire.....	.....	
6	Demandes : augmentation de salaire; indemnités de déplacement.	.....	
7	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
8	Demande d'augmentation de salaire (retour à un ancien tarif).	Échec.	
9	Réduction de salaire.....	Transaction.	
0	Demandes : augmentation de salaire; paiement à l'heure.	Réussite.	
1	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
2	Demande : renvoi d'un contremaître; suppression de retenues; versement des amendes à la caisse de secours....	Transaction.	
3	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
4	Demande de paiement à l'heure.....	Échec.	
5	Demande de renvoi d'un directeur.....	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.	.....	
7	Demandes : augmentation de salaire; renvoi du contrôleur-chef.....	Échec.	
8	Demandes : augmentation de salaire; suppression d'une retenue pour malfaçon.....	Échec.	8 grévistes remplacés.
9	Demandes : augmentation de salaire; partage des amendes.	Transaction.	
0	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
1	Demande de fixation d'un minimum de salaire.....	.....	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 juin...	19 juin...	Chaumont.....	Haute-Marne....	Mégisiers	1	300	22
16 juin...	22 juin...	Besançon.....	Doubs.....	Graveurs en horlogerie.....	1	18	23
17 juin...	18 juin...	Zuydcoote.....	Nord.....	Maçons	1	31	24
18 juin...	24 juin...	Hussigny - God- brange.	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	5	260	25
20 juin...	23 juin...	Clichy.....	Seine.....	Accumulateurs électriques (Ouvriers en).....	1	31	26
23 juin...	24 juin...	Rochefort.....	Charente-Inférieure*	Déchargeurs	1	150	27
23 juin...	24 juin...	La Charité.....	Nièvre.....	Marbriers	1	55	28
23 juin...	25 juin...	Pierrefitte-Nestalas.	Hautes-Pyrénées.	Mineurs	1	75	29
23 juin...	3 juillet.	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Fumistes-zingueurs.....	"	60	30
23 juin...	.....	Paris.....	Seine.....	Menuisiers en cadres	1	7	31
24 juin...	25 juin...	Marly.....	Nord.....	Mineurs (rouleurs).....	1	20	32
24 juin...	26 juin...	Dommarien.....	Haute-Marne....	Terrassiers	1	500	33
24 juin...	29 juin...	La Rochelle.....	Charente-Inférieure*	Typographes.....	1	15	34
24 juin...	29 juin...	Tourcoing.....	Nord.....	Bonneters.....	1	54	35
24 juin...	1 ^{er} juillet.	Tourcoing.....	Nord.....	Fleurs et rattacheurs.....	1	108	36
24 juin...	.....	Dunkerque.....	Nord.....	Tordeurs d'huile.....	1	325	37
25 juin...	.....	Sem.....	Ariège.....	Mineurs.....	1	220	38
26 juin...	29 juin...	Fourmies.....	Nord.....	Tisseurs	1	90	39
27 juin...	30 juin...	Gœulzin.....	Nord.....	Terrassiers	1	60	40
27 juin...	3 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs	1	71	41
29 juin...	1 ^{er} juillet.	Briennon.....	Loire.....	Terrassiers	1	330	42
30 juin...	.....	Brive.....	Corrèze.....	Sabotiers.....	1	9	43
30 juin...	.....	Lyon.....	Rhône.....	Tisseurs	2	12	44
30 juin...	.....	Paris.....	Seine.....	Claviers de pianos (Ouvr. en).....	1	14	45

LES GRÈVES EN JUIN 1903.

45 grèves ont été signalées, en juin, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part est de 3,763. Il y avait eu, en juin 1902, 58 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 55.

Ces 45 grèves, dont 39 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	28
Réductions de salaire	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	2
Demandes de paiement à l'heure.....	2
Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces.....	2
Demandes de suppression ou de partage des amendes.....	3
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	4
Demandes de renvoi d'ouvriers, de contremaîtres ou de directeurs.....	5
Demande de suppression des retenues.....	2
Demandes d'exclusion des ouvriers étrangers.....	2

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
N JUIN 1903. (Suite et fin.)		
Demande de renvoi d'un chef ouvrier.....	Réussite.	
Contre l'introduction du travail aux pièces.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire; suppression des amendes; paye à la quinzaine.	Échec.	
Demande de réintégration de dix-neuf ouvriers.....	Échec.	22 grévistes remplacés.
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
Demandes : augmentation de salaire; exclusion des ouvriers étrangers.	Transaction.	
Demandes : journée de dix heures; augmentation de salaire pour certains travaux.	Réussite.	
Demande d'un quart d'heure de repos pour le casse-croûte.	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Retard dans le paiement des salaires et demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
Introduction de machines à composer.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de substitution d'un salaire fixe au salaire aux pièces.	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; fourniture d'outils; exclusion d'ouvriers étrangers.	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Réduction de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de réintégration de quatre ouvriers.....	.....	
Réduction de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

Ces grèves ont éclaté dans 25 départements et on en a compté :

13 dans le Nord, 6 dans la Seine, 2 dans la Charente-Inférieure et la Haute-Marne, et 1 dans les 21 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 10; bâtiment et travaux publics, 7; métaux, 6; mines, 5; cuirs et peaux, 5; transport et manutention, 4; typographes, 2; claviers de pianos (ouvriers en), habillement militaire, marbriers, menuisiers en cadres, sabotiers, tordeurs d'huile, 1 grève.

Des 45 grèves commencées en mai, 34 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Cinq, 1 jour ou moins d'un jour; quatre, 2 jours; huit, 3 jours; deux, 4 jours; trois, 5 jours; quatre, 6 jours; une, 7 jours; une, 10 jours; deux, 11 jours; une, 12 jours; une, 17 jours; une, 21 jours, et une, 27 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 80 jours, 47 jours, 45 jours, 42 jours, 14 jours, 8 jours et 4 jours, on trouve, parmi les 41 conflits terminés :

6 réussites,
10 transactions,
25 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

7 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées en juin à la Direction du travail :

1° Grève d'ouvriers en chaussures à Romans (Drôme). — 42 monteurs en chaussures et machinistes de la maison Figueat, à Romans, se mettaient en grève, le 9 juin, en réclamant le renvoi d'un contremaître général qui n'était en fonctions que depuis 24 heures. Le patron demandait qu'on laissât au contremaître général le temps de montrer ses capacités. Le juge de paix intervint d'office le 12 juin. Un comité se réunit le 13, à 11 heures du matin, et l'accord s'établit aux conditions suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — Aucune modification ne sera apportée dans le personnel de la maison ; aucun renvoi ne sera fait pour faits de grève ; aucune mesure ne sera prise de part et d'autre.

ART. 2. — Moyennant l'exécution des conditions ci-dessus, le travail reprendra sans délai, les ouvriers et ouvrières grévistes s'engageant à rentrer aux ateliers aujourd'hui à deux heures.

ART. 3. — Conformément aux usages établis, les délais à observer pour les renvois seront réciproquement, savoir :

- 1° Pour les ouvriers à la journée, de huitaine ;
- 2° Pour les ouvriers à appointements fixes, d'un mois.

Conformément à l'engagement pris, les grévistes ont regagné les ateliers le jour même à deux heures.

2° Grève de fileurs à la Gorgue (Nord). — Le 2 juin, les ouvriers fileurs de la maison Gamelin et Bonduel, à la Gorgue, se mirent en grève en réclamant une augmentation de salaire. Ils adressèrent un recours au juge de paix le 9. Un comité de conciliation se réunit le 15 ; l'accord ne put s'établir.

Cependant, le 27 juin, les délégués des grévistes, au cours d'une entrevue avec les patrons, déclarèrent accepter le tarif proposé par ceux-ci devant le juge de paix. Le travail a été repris le 29.

3° Dans la grève des ouvriers en fonte émaillée de Charleville (Ardenes), les ouvriers ont fait appel au juge de paix le 12 juin, dès la cessation du travail. Le juge de paix est intervenu auprès du patron, le 13, et a obtenu que l'augmentation de 0 fr. 50 par 100 pots fabriqués, réclamée par les grévistes, leur fût accordée. Le travail a été repris le lundi 15.

4° Les maçons de Bourganeuf s'étaient mis en grève, le 8 juin, en réclamant une augmentation de salaire, le paiement à l'heure et des indemnités de déplacement. Ils avaient immédiatement fait appel à la médiation du juge de paix. Les patrons n'ont pas répondu à la convocation du magistrat et les grévistes, abandonnant leurs demandes, ont repris le travail le 20 juin.

5° Les tordeurs d'huile de la maison Marchand, à Dunkerque, ont adressé, le 25 juin, un recours au juge de paix. Le magistrat a reçu successivement, le 26, les

délégués des deux parties et, d'un commun accord, la réunion d'un comité de conciliation a été remise à une date ultérieure. La grève continue.

6° Dans la grève des **gantiers de Saint-Affrique**, le juge de paix est intervenu d'office. Les patrons n'ont pas voulu discuter avec les délégués choisis par les grévistes et ont demandé que ces délégués soient pris dans chacun des cinq ateliers en grève. Les ouvriers, estimant que leurs revendications, portant sur le salaire réduit adopté dans les divers ateliers, sont générales et non particulières, ont refusé de désigner une délégation nouvelle. La grève continue.

7° **Grève des ouvriers diamantaires de Nemours.** — Les ouvriers diamantaires de Nemours (Seine-et-Marne) sont en grève depuis le 14 avril, réclamant une augmentation de salaire. Le 29 mai, le juge de paix convoqua les parties par lettres et affiches. Le patron fit connaître son acceptation par lettre du 31 mai. Quant aux ouvriers, ils exprimèrent le désir d'avoir au préalable une entrevue avec le patron. Cette entrevue eut lieu le 2 juin en présence du juge de paix. Le patron proposa une augmentation qui, soumise par les délégués ouvriers aux grévistes, ne fut pas acceptée. Le 4 juin, le refus fut notifié au juge de paix. La grève continue.

ÉLECTIONS AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Élection des représentants des conseils de prud'hommes (élection complémentaire). — Les conseils de prud'hommes désignés par le sort ont procédé, le 28 mai 1902 ⁽¹⁾, à l'élection de deux nouveaux membres prud'hommes, pour porter la représentation prud'homale au nombre fixé par l'article 8 du décret du 14 mars 1903 portant réorganisation du conseil supérieur ⁽²⁾.

Voici le résultat des élections :

3^e CATÉGORIE. — VILLES DE MOINS DE 40,000 HABITANTS.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES PATRONS.

CONSEILLERS PRUD'HOMMES OUVRIERS.

Conseil d'Arras.

M. BATON, entrepreneur, rue des Augustines, à Arras.

Conseil de Cambrai.

M. CRÉTIN (Dieudonné), contremaître de blanchisserie, rue Bertrand-Milcent, à Cambrai.

Élection de trois représentants des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures ⁽³⁾. — La commission permanente du conseil supérieur du travail s'est réunie le lundi 22 juin pour procéder au dépouillement du scrutin et au recensement des votes émis pendant la

⁽¹⁾ L'élection était fixée, par la commission, au 28 mai. Mais, le conseil de prud'hommes d'Arras n'étant pas encore définitivement constitué à cette date, l'élection du conseiller patron n'a eu lieu que le 23 juin.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de mai, page 382.

⁽³⁾ Élections complémentaires, voir *Bulletin* de mai, page 381.

période du 1^{er} au 15 juin par les membres des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures pour l'élection de trois représentants au conseil supérieur du travail. Elle a constaté l'envoi de 1.738 bulletins et leur dépouillement a abouti aux résultats suivants qui ont été proclamés par le président :

GROUPE 3. — *Alimentation, petites industries et commerce de détail.*

M. POTIN (élu) : 1,519 voix; divers et bulletins blancs : 219.

GROUPE 8. — *Industrie de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*

M. ISAAC (élu) : 1,664 voix; divers et bulletins blancs : 74.

GROUPE 9. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*
(Département de la Seine.)

M. PERDOUX (élu) : 1,647 voix; divers et bulletins blancs : 91.

Élections des représentants des syndicats ouvriers ⁽¹⁾. — Le dépouillement des bulletins et le recensement des votes auxquels ont procédé, du 20 juin au 7 juillet, les syndicats ouvriers pour l'élection de leurs représentants au conseil supérieur du travail ont été effectués conformément à l'article 14 du décret du 14 mars 1903. D'après l'article 13 de ce décret, l'élection n'a lieu au premier tour qu'à la majorité absolue des suffrages.

Les opérations électorales ont abouti aux résultats suivants, qui ont été proclamés par le président de la commission permanente dans la séance du 10 juillet :

GROUPE I. — *Mines, carrières, salines.*

(Suffrages exprimés : 1,621; majorité absolue 811.)

MM. LAMENDIN (élu), 886 voix; Valencourt, 274 voix; Merzet, 220 voix; Cancade, 74 voix; Labbé, 46 voix; Vigne, 19 voix; Gaillet, 14 voix; Dersoir, 13 voix; Bouveri, 11 voix; Buvat, 11 voix; divers (11 candidats), 53 voix.

GROUPE II. — *Alimentation : grandes industries et commerces de gros.*

(Suffrages exprimés : 416; majorité absolue : 209.)

MM. COMAILLE (élu), 258 voix; Millon, 90 voix; Bonnet, 32 voix; Exertier, 12 voix; divers (5 candidats), 24 voix.

GROUPE III. — *Alimentation : petites industries et commerces de détail.*

(Suffrages exprimés 462; majorité absolue : 232.)

(Ballottage.)

MM. BARAFORT, 223 voix; Millon, 103 voix; Comaille, 34 voix; Selvant, 32 voix; Du chaussoy, 22 voix; Babarin, 21 voix; Maitret, 12 voix; divers (4 candidats), 15 voix.

GROUPE IV. — *Industries chimiques : céramique et verrerie, fabrication du papier.*

(Suffrages exprimés : 823; majorité absolue : 412.)

MM. LELORRAIN (élu), 658 voix; Hancart, 88 voix; Damon, 20 voix; Craissac, 14 voix; Proer, 15 voix; divers (8 candidats), 31 voix.

⁽¹⁾ Renouveau intégral (voir *Bulletin* de mai, page 382). — Pour le ballottage, voir p. 587.

GROUPE V. — *Industrie des cuirs et peaux.*
(Suffrages exprimés : 434 ; majorité absolue : 218.)

MM. PIX (élu), 269 voix ; Cardet, (50 voix) ; Plémet, 38 voix ; Verhaert, 37 voix ; Léger, 16 voix ; divers (8 candidats), 24 voix.

GROUPE VI. — *Industrie de la laine, du lin, du jute et de leurs mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*
(Suffrages exprimés : 1,501 ; majorité absolue, 751.)

MM. MARTIN (élu), 1,060 voix ; Duquesnes, 356 voix ; Wagnon, 25 voix ; Renard, 18 voix ; divers (8 candidats), 42 voix.

GROUPE VII. — *Industrie du coton et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*
(Suffrages exprimés : 1,380 ; majorité absolue : 691.)
(Ballottage.)

MM. Lepers, 658 voix ; Caille, 362 voix ; Lecomte, 211 voix ; Delhayé, 58 voix ; Broustin, 25 voix ; Maurice, 25 voix ; divers (10 candidats), 41 voix.

GROUPE VIII. — *Industrie de la soie et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*
(Suffrages exprimés : 420 ; majorité absolue : 211.)

MM. NEYRON (élu), 274 voix ; Doublier, 44 voix ; Guironnet, 35 voix ; Fleck, 34 voix ; Escot, 17 voix ; divers (4 candidats), 16 voix.

GROUPE IX. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*
(Suffrages exprimés : 281 ; majorité absolue : 141.)
Ballottage.

MM. Lucas, 107 voix ; Faron, 45 voix ; Bustillos, 34 voix ; Berlet, 21 voix ; Casté, 20 voix ; Dalle, 16 voix ; Vattiaux, 12 voix ; divers (7 candidats), 26 voix.

GROUPE X. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*
(Suffrages exprimés : 263 ; majorité absolue : 132.)
Ballottage.

M^{mes} Blondelu, 75 voix ; Rochebillard, 72 voix ; Bouvier, 38 voix ; Chamas, 20 voix ; Roques, 20 voix ; divers (4 candidats), 18 voix.

GROUPE XI. — *Industrie du bois et du bâtiment (bois), commerce et manutention non compris.*
(Suffrages exprimés : 605 ; majorité absolue : 303.)

MM. BOURDERON (élu), 470 voix ; Tréfant, 21 voix ; Rogman, 19 voix ; M^{me} Blondelu, 18 voix ; divers (21 candidats), 77 voix.

GROUPE XII. — a) *Métallurgie et construction mécanique.*
b) *Chauffeurs, conducteurs, mécaniciens.*
(Suffrages exprimés : 1,542 ; majorité absolue : 772.)

MM. COUPAT (élu), 944 voix ; Bertinetto, 220 voix ; Corompt, 73 voix ; Verleye, 73 voix ; Briat, 67 voix ; Benoist, 29 voix ; Reine, 22 voix ; Cerey, 18 voix ; Lenoir, 18 voix ; Beaudoin, 16 voix ; divers (19 candidats), 62 voix.

GROUPE XIII. — *Travail des métaux communs et bâtiment (métaux).*
(Suffrages exprimés : 1,496 ; majorité absolue : 749.)

MM. BERLIER (élu), 921 voix ; Loiseau, 220 voix ; Fort, 73 voix ; Briey, 73 voix ; Parisot, 38 voix ; Sauvage, 30 voix ; Gillet, 29 voix ; Meunier, 22 voix ; Genêt, 18 voix ; Gervaise, 16 voix ; divers (17 candidats), 56 voix.

GROUPE XIV. — *Bâtiment.*

(Suffrages exprimés : 744; majorité absolue : 373.)

Ballotage.

MM. Nury, 331 voix; Craissac, 268 voix; Poirier, 29 voix; Riom, 25 voix; Mullet, 24 voix; Folliet, 17 voix; Guigin, 12 voix; divers (15 candidats), 38 voix.

GROUPE XV. — *Transport par voies ferrées.*

(Suffrages exprimés : 2,097; majorité absolue, 1,049.)

MM. GÉRARD (élu), 1,606 voix; Bouvet, 440 voix; Lanoir, 38 voix; divers (3 candidats), 13 voix.

GROUPE XVI. — *Transport par terre et par eau, manutention, garçons de magasin.*

(Suffrages exprimés : 1,263; majorité absolue : 632.)

MM. MOREAU (élu), 636 voix; L'Heureux, 232 voix; Rivelli, 148 voix; Flageul, 48 voix; Lespine, 41 voix; Dupont, 26 voix; Polettini, 19 voix; Lesieutre, 18 voix; Aimedieu, 16 voix; Paillot, 13 voix; divers (18 candidats), 66 voix.

GROUPE XVII. — *Industries relatives aux lettres, sciences et arts (industrie du livre, instruments de précision, bijouterie, orfèvrerie, ingénieurs, artistes, etc.).*

(Suffrages exprimés : 928; majorité absolue : 465.)

M. KÜFER (élu), 786 voix; M^{lle} Bonneval, 66 voix; MM. Lecerf, 22 voix; Briat, 21 voix; Laferrière, 14 voix; divers (6 candidats), 19 voix.

GROUPE XVIII. — *Commerce et administration (les commerces d'alimentation exceptés).*

(Suffrages exprimés : 1,604; majorité absolue : 803.)

MM. DALLE (élu), 847 voix; Bourdin, 655 voix; Charles, 29 voix; Albrègue, 21 voix; Lajeanne, 21 voix; Reynaud, 16 voix; divers (5 candidats): 15 voix.

Élection d'un représentant de la fédération des bourses et d'un représentant des associations ouvrières de production adhérentes à la chambre consultative. — Conformément à la décision qu'elle avait prise dans sa séance du 10 juillet, la commission permanente du conseil supérieur s'est réunie le 17 juillet, à 3 heures, sous la présidence de M. Küfer, pour procéder au dépouillement des votes émis par les bourses du travail et les associations ouvrières de production.

Le président de la commission a fait procéder à l'ouverture des enveloppes et, après recensement des suffrages exprimés, a proclamé les résultats suivants :

a) Membre élu par les bourses du travail adhérentes à la fédération des bourses :

Nombre d'enveloppes reçues.....	73
Nombre de suffrages exprimés.....	70
Bulletins nuls.....	3
Majorité absolue.....	36

Ont obtenu :

MM. BRIAT (élu).....	37
Yvetot.....	32
Rivelli.....	1

3 bulletins nuls dont 2 contenant des protestations contre la composition du conseil sans indication de candidat et un troisième au nom de M. Briat se trouvant

dans une enveloppe portant le timbre de la poste avec la date du 14 juillet au départ.

b) Membre élu par les associations ouvrières de production adhérentes à la chambre consultative.

Nombre d'enveloppes reçues.....	170
Nombre de suffrages exprimés.....	168
Blancs et nuls.....	2
Majorité absolue.....	85

Ont obtenu :

MM. MANOURY (élu).....	166
Ladousse.....	2

LES GRÈVES

ET LES RECOURS À LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN FRANCE

EN 1902 ⁽¹⁾.

I. — Grèves.

Il y a eu, en 1902, 512 grèves, comprenant 212,704 grévistes (162,622 hommes, 35,326 femmes et 14,756 jeunes gens) occupés dans 1,820 établissements; elles ont entraîné 4,675,081 journées de chômage, dont 202,604 jours chômés par 9,461 ouvriers non grévistes, et 4,472,477 chômés par les grévistes.

Les 523 grèves de l'année 1901 avaient occasionné 1,826,050 journées de chômage, dont 1,687,895 pour les 111,414 grévistes proprement dits, ce qui faisait une perte moyenne de 15 jours par gréviste. En 1902, la moyenne des jours chômés a été de 21 par gréviste. Cette augmentation provient uniquement de la grève générale des mineurs, dont le compte est de 3,210,957 jours chômés pour 115,240 grévistes. Les 511 autres grèves n'ont que 1,261,520 jours chômés pour 97,464 grévistes, soit à peine 13 jours par gréviste.

175 des établissements atteints par la grève, en 1902, étaient possédés par des sociétés par action et le nombre des grévistes de ces établissements a été de 134,673, soit 63 p. 100 du nombre total.

Après les mines qui ont fourni 15 grèves et 199,009 grévistes, viennent les industries textiles avec 167 grèves et 34,693 grévistes; les industries chimiques, avec 20 grèves et 18,252 grévistes; les industries du transport, avec 38 grèves et 12,195 grévistes; le travail des métaux, avec 88 grèves et 9,852 grévistes; et les industries du bâtiment, avec 71 grèves et 5,339 grévistes.

Dans 304 grèves, sur 512, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du syndicat de leur profession; l'existence d'un syndicat patronal a été relevée dans 184 grèves; 9 syndicats ouvriers et 1 syndicat patronal ont été constitués au cours

⁽¹⁾ D'après la *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1902*. Paris, Imprimerie nationale, 1903. — Pour les grèves de 1890 à 1899, voir *Bulletin de l'Office du travail*, octobre 1900, p. 996.

Pour la conciliation et l'arbitrage de 1893 à 1901, voir *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1903, p. 197. — Voir également, pour les années 1900 et 1901, *Bulletin d'avril 1901*, p. 238, et de mars 1903, p. 187.

des grèves ou immédiatement après. Les syndicats ouvriers ont assuré des secours réguliers à leurs membres dans 31 grèves.

Dans 224 grèves, les ouvriers travaillaient au temps (à l'heure, à la journée, à la semaine ou au mois); dans 206, ils travaillaient aux pièces, et dans les 82 autres grèves, les uns étaient au temps et les autres aux pièces.

Les départements où le chiffre des grévistes a été le plus élevé en 1902 sont les suivants : le Pas-de-Calais, 47,161; le Nord, 40,654; la Loire, 24,611; les Bouches-du-Rhône, 11,480; la Seine, 10,514; l'Isère, 9,320; la Marne, 6,062; l'Aveyron, 5,638; le Tarn, 5,530; la Haute-Vienne, 5,384. Dix-sept départements n'ont pas eu de grève en 1901.

D'une manière générale, les grèves se répartissent comme suit entre les divers groupes de professions, d'après leur importance et leurs résultats :

GROUPES DE PROFESSIONS.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION p. 100 du total des grèves.	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION p. 100 du total des gré- vistés.	RÉSULTATS. PROPORTION p. 100 des grévistes de chaque groupe ayant obtenu		
					réussite.	Transac- tion.	échec.
I.. Agriculture, forêts et pêches.....	5	1.0	343	0.1	38.5	"	61.5
II. { Mines	15	2.9	119,000	56.0	"	99.7	0.3
{ Carrières	3	0.6	172	0.1	"	84.8	15.2
III. Produits alimentaires.....	9	1.7	1,000	0.5	40.7	2.6	56.7
IV. Industries chimiques.....	20	3.9	18,252	8.6	86.0	5.2	8.8
V.. Industries polygraphiques.....	14	2.7	439	0.2	28.0	3.9	68.1
VI. Cuir et peaux.....	29	5.7	2,632	1.2	39.0	47.5	13.5
VII. { Industries textiles proprement dites...	167	32.6	31,693	16.3	9.9	54.7	35.4
{ Travail des étoffes, nettoyage.....	12	2.3	1,243	0.6	15.7	66.1	18.2
VII. { Industries du bois, tabletterie.....	23	4.5	1,215	0.6	39.3	33.1	27.6
{ Industrie du bois, bâtiment.....	8	1.6	358	0.2	"	77.7	22.3
IX. { Usines métallurgiques.....	13	2.5	2,835	1.3	1.5	7.4	91.1
{ Travail des métaux ordinaires.....	72	14.0	6,980	3.3	1.6	77.9	20.5
{ Travail des métaux fins.....	3	0.6	37	"	64.9	10.8	24.3
X.. { Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu.....	18	3.5	6,312	3.0	7.4	86.5	6.1
{ Construction.....	63	12.5	4,981	2.3	15.3	68.4	16.3
XI. Transport et manutention, chargement et déchargement.....	38	7.4	12,195	5.7	5.3	39.5	55.2
TOTAUX et MOYENNES.....	512	100.0	212,704	100.0	11.1	75.6	13.3

Le tableau suivant donne la répartition des grèves entre les diverses causes qui les ont provoquées, ainsi que le nombre de grévistes correspondant et la proportion, pour chacune des causes, des réussites, des transactions et des échecs ⁽¹⁾.

CAUSES PRINCIPALES DES GRÈVES ou réclamations des grévistes.	NOM- BRE de GRÈVES.	PROPOR- TION p. 100 du total des grèves. (512.)	NOM- BRE de gré- vistés.	PROPOR- TION p. 100 du total des grévistes 212,704	RÉSULTATS. PROPORTION p. 100 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
					réussite.	Transac- tion.	échec.
a) Demandes d'augmentation de salaire.....	256	50.0	146,907	69.0	3.9	89.5	6.6
b) Réduction de salaire.....	83	16.2	14,292	6.7	17.1	73.3	9.6
c) Demandes de diminution du temps de tra- vail, avec maintien ou augmentation des salaires.....	38	7.4	134,015	63.0	1.4	6.0	92.6
d) Contestations diverses relatives au salaire (modes d'établissement, de paiement, etc.).....	36	7.0	118,702	55.8	1.3	0.8	98.9
e) Contestation relatives à la réglementation de travail.....	40	7.7	11,559	5.4	2.0	32.0	66.0
f) Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces.....	18	3.5	1,531	0.7	9.3	37.6	53.1
g) Contestations relatives aux règlements d'a- telier.....	23	4.4	6,901	3.2	8.0	81.5	10.5
h) Demandes de suppression ou de diminution des amendes.....	15	2.9	1,650	0.7	6.6	45.4	48.0
i) Renvois d'ouvriers, demandes de réinté- gration d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	42	8.2	5,577	2.6	47.6	7.0	45.4
j) Demandes de renvoi d'ouvriers, de contre- maîtres ou de directeurs.....	39	7.6	4,161	1.9	42.1	9.9	48.0
k) Demandes de renvoi des femmes.....	4	0.7	281	0.1	"	49.8	50.2
l) Limitation du nombre des apprentis.....	5	0.9	188	"	1.6	75.0	23.9
m) Retenues pour l'assurance et caisse de secours.....	6	1.1	985	0.4	90.9	"	9.1
n) Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci-dessus.....	35	6.8	134,429	63.2	10.9	1.5	87.6

Dans l'ensemble, les grèves et les grévistes se répartissent ainsi suivant les résultats obtenus :

	NOMBRE de grèves en 1902.	PROPORTION p. 100.	NOMBRE de grévistes en 1902.	PROPORTION p. 100.
Réussite.....	111	21.68	23,533	11.06
Transaction.....	184	35.94	160,820	75.61
Échec.....	217	42.38	28,351	13.33

Si l'on fait la moyenne des 10 dernières années, on obtient les proportions suivantes :

	PROPORTION p. 100 des grèves.	PROPORTION p. 100 des grévistes.
Réussite.....	22.92	15.94
Transaction.....	34.39	48.74
Échec.....	42.69	35.42

⁽¹⁾ Beaucoup de grèves se rapportent à plusieurs causes et ont été comptées, par suite, à plusieurs causes à la fois de sorte que le total des grèves et des grévistes dans le tableau serait notablement supérieur au total réel. C'est pourquoi on n'a pas fait l'addition des colonnes du tableau relatives au nombre des grèves et des grévistes.

Les questions de salaires (demande d'augmentation, refus d'accepter une diminution) seules ou associées à d'autres causes ont provoqué 339 grèves, soit 66.2 p. 100 du total avec 161,199 grévistes, soit 75.7 p. 100 du total.

Le tableau ci-après donne, pour l'ensemble des grèves de 1902, qui ont eu pour but une question d'argent : le maintien ou l'augmentation des salaires, les pertes supportées par les ouvriers ainsi que les avantages pécuniaires qu'ils ont obtenus lorsque la grève a été suivie de réussite totale ou partielle ⁽¹⁾.

RÉSULTATS des GRÈVES.	NOMBRE		SALAIRE MOYEN		NOMBRE DE JOURS chômés par les grévistes.	MONTANT des SALAIRES perdus.	BÉNÉFICE BRUT après 300 jours de travail.	BÉNÉFICE NET.
	de GRÈVES.	des GRÉVISTES	avant.	après.				
1° AUGMENTATION DES SALAIRES.								
Réussite	40	3,889	4.84	5.31	33,036	159,964	552,606	399,642
Transaction	63	8,283	4.69	5.22	113,945	534,739	1,334,629	799,890
Echec ..	90	7,070	3.40	3.40	53,763	183,070	"	"
TOTAL.....	193	19,243	4.37	4.69	200,744	877,773	1,887,235	1,009,462
2° RÉDUCTION DES SALAIRES.								
Réussite.....	6	377	(1) 1.80	2.19	4,652	8,865	33,503	24,638
Transaction	6	691	(1) 1.89	2.23	27,722	46,883	71,028	24,145
Echec ..	15	738	(1) 6.33	6.33	8,504	53,911	"	"
TOTAL	27	1,806	(1) 2.89	3.08	37,878	109,659	104,531	"
TOTAL GÉNÉRAL..	220	21,048	4.43	4.44	238,622	987,432	1,991,766	1,001,334
(Ces chiffres ne représentent pas le salaire payé avant la grève, mais le salaire réduit dont la non-acceptation a provoqué la grève.								

Après les questions de salaire, celles qui ont causé le plus grand nombre de grèves et dont les résultats ne peuvent se traduire en argent, sont les questions de personnes ; demandes de réintégration d'ouvriers congédiés ou demandes de renvoi d'ouvriers et de contremaîtres. On en a compté 81, soit 15.82 p. 100.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier ont été formulées dans 38 grèves, dont 15 dans les bâtiments et 8 dans les industries textiles. 18 de ces demandes, intéressant 1,813 grévistes, ont été suivies de réussite ; 3, avec 8,040 grévistes, ont abouti à une transaction, et 17, avec 124,162 grévistes, à un échec.

Les poursuites correctionnelles, exercées au cours de 16 grèves, ont abouti à 326 condamnations, amende ou prison, 215 de ces condamnations ont été prononcées pendant la grève générale des mineurs ; 29, à l'occasion d'une grève des

⁽¹⁾ Le calcul n'a pu être effectué que pour 220 grèves, avec 21,048 grévistes et on a dû écarter 120 grèves (39 réussites, 53 transactions, 28 échecs), comptant 148,151 grévistes (y compris les 115,246 de la grève générale des mineurs), soit parce que la demande n'a porté que sur le prix des heures supplémentaires, du travail de nuit, ou sur la majoration des primes à la production ; soit parce que le différend ne concernait que le prix de façon d'un article fabriqué en même temps que d'autres dont le prix n'a pas varié, soit parce que l'augmentation du prix de l'heure ou de la tâche a été obtenue en même temps qu'une diminution de la durée du travail, de sorte que le salaire par jour n'a pas été changé, les grévistes ayant gagné simplement du loisir ; soit enfin, parce qu'il n'a pas été possible d'obtenir le nombre de grévistes de chaque spécialité à salaire différent ou d'établir le calcul exact des pertes et des gains (il en est ainsi, par exemple, pour les grèves de cochers de place).

ouvriers du port de Rochefort; 18 pendant la grève des marins, chauffeurs et boulangers de Marseille; et 17 pendant la grève de l'industrie textile de Vienne.

II. — La conciliation et l'arbitrage en 1902.

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1902, constatée dans 107 différends : dans 4 d'entre eux, avant toute cessation de travail. Le nombre des grèves de l'année ayant été de 512, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 20.89 p. 100. Cette proportion avait été de 27.16, en 1901, et de 24.06 en moyenne pour les neuf années d'application de la loi, antérieures à 1902.

L'initiative des recours a été prise 60 fois par les ouvriers, 5 fois par les patrons, 2 fois par les patrons et les ouvriers réunis; le juge de paix est intervenu d'office dans 40 grèves.

La tentative de conciliation a été repoussée 42 fois, dont 35 fois par les patrons, 2 fois par les ouvriers et 5 fois par les deux parties.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, 5 différends ont pris fin, 2 par un accord direct comportant transaction et 3 par l'abandon des demandes faites; 6 autres grèves se sont terminées par la conciliation directe, aussitôt après le premier acte de la procédure et avant que la partie adverse eût répondu à l'invitation du juge de paix. La grève a été déclarée ou continuée dans 37 cas.

Il reste 59 différends pour la solution desquels des comités de conciliation ont été constitués : 32 d'entre eux ont été terminés directement par ces comités.

La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 15 fois, après l'échec de la conciliation; elle a été acceptée 4 fois et repoussée 11 fois, dont 4 par les patrons, 3 par les ouvriers et 4 par les deux parties. Dans deux grèves, à Louviers et à Cran-Gevrier, les arbitres désignés n'ont pu se mettre d'accord, et le conflit a continué. Dans la grève des gantiers de Millau, le président du tribunal civil a été appelé à nommer le tiers-arbitre et dans la grève des tisseuses de Bouliou-lès-Annonay, le travail a été repris aussitôt après la nomination des arbitres, qui n'ont pu rendre leur sentence qu'un mois après.

Aux 34 différends terminés par les comités de conciliation ou par l'arbitrage, il y a lieu d'en ajouter 2 autres qui ont pris fin, sinon par les soins du comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui y avaient été échangées.

En résumé, il semble qu'on peut porter à l'actif de la loi du 27 décembre 1892, la fin de 47 différends dont elle a précipité la solution, directement ou indirectement : sur ces 47 différends, 6 ont été terminés dès le début de la procédure, 5 après le refus, par les patrons, de se prêter à la tentative de conciliation, 32 par les comités de conciliation, 2 par l'arbitrage et après la réunion des comités.

Quant aux 4 recours formés avant toute cessation de travail, 2 ont abouti à une transaction et la grève a été évitée. Dans les 2 autres cas, les patrons n'ont pas répondu à la convocation, la grève a été déclarée et s'est terminée par un échec.

Il faut ajouter qu'à côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, et des divers arbitrages qui ont mis fin, dans plusieurs régions, à la grève des mineurs, 16 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets ou sous-préfets (9) et des maires (7); l'intervention des syndicats et des fédérations professionnelles a mis fin à 16 conflits; celle de diverses personnes à 3 et, dans 1 différend collectif, les deux parties se sont présentées devant le conseil des prud'hommes, lui demandant d'agir comme conciliateur.

L'ENQUÊTE INDUSTRIELLE

DE LA COMMISSION MOSELY AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ⁽¹⁾.

L'enquête.

L'année dernière, M. Alfred Mosely, négociant anglais qui a fait une fortune considérable dans le commerce des diamants de l'Afrique du Sud, invita les secrétaires des trade unions représentant les principales industries du Royaume-Uni à l'accompagner dans un voyage d'études sur la situation industrielle de l'autre côté de l'Atlantique; il se proposait de mettre ainsi les travailleurs britanniques à même de se rendre compte de *visu* des progrès rapides et considérables de l'industrie américaine; très frappé lui-même, au cours de ses voyages dans la grande République, du gigantesque essor de sa production, il voyait avec regret qu'en Angleterre ni les patrons ni les ouvriers n'appréciaient avec exactitude les dangers d'une concurrence chaque jour plus redoutable, et c'est pour éclairer les ouvriers qu'il avait résolu d'organiser la commission d'enquête désignée couramment, dès lors, sous le nom de *Mosely Industrial Commission*.

Les délégués, au nombre de 23 ⁽²⁾, quittèrent l'Angleterre avec M. Mosely vers la fin d'octobre 1902; ils étaient divisés en deux groupes, le premier qui se rendait directement au Canada, le second qui se dirigeait sur New-York; la Commission devait se retrouver tout entière aux chutes du Niagara.

Les délégués avaient été invités à fournir chacun un rapport; toute liberté leur était laissée pour la forme à lui donner, toute liberté aussi pour énoncer les opinions qui résulteraient de leur voyage. M. Mosely leur avait demandé, en outre, de remplir un questionnaire dont les 41 numéros étaient groupés sous les 4 rubriques suivantes : 1° instruction première donnée aux travailleurs; 2° relations entre employeurs et employés; 3° condition générale du travailleur hors de l'établissement industriel; 4° questions générales. 22 délégués sur 23 fournirent des rapports et répondirent au questionnaire. Ces documents, précédés d'un rapport rédigé par M. Mosely lui-même, forment la matière du volume dont nous allons donner une analyse. Des tirages à part, comprenant le rapport et les réponses de chaque délégué et le rapport général de M. Mosely, ont été faits et peuvent être facilement répandus parmi les ouvriers des industries représentées. De plus, un photographe accompagna la Commission; les photographies qu'il fit de tout ce qui, au cours du voyage, parut de quelque intérêt, devaient permettre d'agrémenter de projections les conférences que les délégués seraient appelés à faire aux travailleurs de leur industrie.

Avant de commencer à exposer, d'après les documents émanant des délégués, les principaux résultats de l'enquête, il convient de noter quelques points qui permettront d'apprécier ces résultats d'une façon plus exacte. Il est significatif que les délégués, dans leurs rapports, se servent très fréquemment du mot *impressions*; certains d'entre eux, en effet, allaient pour la première fois en Amérique, et y allaient,

⁽¹⁾ *Reports of the Mosely Industrial Commission, Cooperative Printing Society limited, Manchester, 1903.*

⁽²⁾ Ils représentaient les professions suivantes : ouvriers de hauts fourneaux, fondeurs en fer, travailleurs du fer et de l'acier, mécaniciens, fabricants de chaudières et constructeurs de navires en fer, charpentiers de navires, métiers de Sheffield (coutellerie, etc.), fileurs de coton, tisseurs, tailleurs, ouvriers en chaussures, travailleurs du cuir, briqueteurs, plâtriers, charpentiers et menuisiers, ameublement, ouvriers de papeteries, typographes, lithographes, relieurs. De plus, trois délégués avaient été désignés par les organisations suivantes : Comité parlementaire des trades unions, Trades council de Londres et Fédération des métiers des comtés des Midlands.

disent-ils, avec des idées préconçues. Puis, beaucoup remarquent que leur séjour aux États-Unis fut trop court pour une enquête approfondie, non seulement sur les conditions générales de l'industrie américaine, mais même sur le fonctionnement des usines ou ateliers et la situation de l'ouvrier dans leur profession. Sans doute, dit M. Mosely, chaque délégué était libre de se livrer exclusivement à son propre travail, d'aller, sans être arrêté par le temps ou l'argent, dans tel centre où un établissement industriel lui semblait mériter une visite; aucune date n'était fixée pour le retour des délégués en Angleterre; mais certains d'entre eux, secrétaires d'organisation ouvrière, savaient que leur absence était préjudiciable et avaient hâte de revenir. Puis, il y avait les immenses distances à parcourir en chemin de fer pour aller d'un établissement à un autre. Il y avait encore les réceptions excessivement cordiales faites à la Commission par la Fédération nationale civique, par la Fédération américaine du travail, et, partout où passaient les délégués, les réceptions des patrons et des ouvriers, si prodigues, dit M. Mosely, de leur hospitalité que notre enquête n'a peut-être pas été sans en souffrir; sans doute, ajoute-t-il, chacun pouvait s'appliquer à poursuivre quand même l'exécution du programme qu'il s'était tracé, refuser les invitations amicales et ne pas passer son temps à voir les curiosités du pays; peu cependant prirent ce parti, bien que quelques-uns fussent très travailleurs et évidemment plus enclins au travail qu'au plaisir.

Il faut noter enfin que les arrangements généraux faits pour la conduite méthodique de l'enquête avaient été insuffisants; certains délégués le laissent du moins entendre assez clairement. C'est ainsi que le délégué des travailleurs de la chaussure commence son rapport en déclarant que, faute de temps, il lui a été impossible de se faire une idée générale de l'état de sa profession en Amérique, et qu'il doit se borner à relater les faits particuliers qu'il a relevés; plus loin, il raconte qu'étant à Toronto il n'eut pas le temps d'y étudier l'industrie de la chaussure, parce qu'il devait rejoindre la Commission à Niagara; de même, à Buffalo: le délégué s'appretait, avec le concours de membres de la Chambre de commerce et de membres du Trades council, à visiter le lendemain trois ou quatre manufactures; mais il dut repartir le soir même pour Cleveland, Ohio, à cause d'arrangements pris pour la Commission; à Cleveland, impossible pour lui de se procurer aucun renseignement sur l'industrie de la chaussure; il en fut de même, le temps lui manquant, dans plusieurs autres centres où il eut l'occasion de se rendre.

Un autre délégué énonce plus nettement encore ses critiques: il regrette qu'une réunion générale des délégués n'ait pas eu lieu avant le départ pour discuter l'itinéraire du voyage; que des renseignements préalables n'aient pas été demandés en Amérique pour faire connaître aux délégués les localités où ils pourraient étudier les industries auxquelles ils s'intéressaient spécialement; si on avait pris cette précaution, remarque-t-il, « beaucoup de mécontentement aurait pu être évité ». On aurait dû, aussi, informer les délégués des modifications qui, à diverses reprises, furent apportées au programme général de la Commission; d'autre part, les circulaires d'invitation envoyées par M. Mosely portaient qu'on s'était arrangé de façon à ce que les délégués fussent conduits aux établissements qu'ils désiraient visiter, ce qui n'est arrivé pour le délégué que dans deux villes; et il en résulta ceci, qu'à différentes reprises il était déjà à plusieurs centaines de milles d'une localité quand il apprit que, sans le savoir, il avait passé à côté de choses intéressantes pour lui. Il conclut en énonçant l'espoir que la Commission dont il a fait partie n'est qu'un essai, et que cet essai sera renouvelé dans des limites de temps moins restreintes et dans de meilleures conditions de préparation. D'autre part, il proteste contre le peu de répit laissé aux délégués pour remettre leurs rapports (le terme fixé était le 12 janvier), et il exprime l'opinion que beaucoup de ces rapports auront dû, en conséquence, être écourtés.

Après ce qui vient d'être dit, on comprendra aisément la différence de valeur documentaire qui existe entre les rapports fournis par les délégués et l'ensemble de leurs réponses au questionnaire. Pressés par le manque de temps, retardés par les mille obstacles d'un voyage dont la préparation matérielle était insuffisante, ils se sont, pour la plupart, attachés principalement à recueillir le plus de renseignements possible sur l'industrie dont ils étaient, en quelque sorte, les mandataires; encore, bien peu d'entre eux se sont-ils sentis capables de porter un jugement d'ensemble; leurs rapports revêtent fréquemment la forme de notes de voyage : je suis allé dans telle ville, j'ai visité tel établissement, voici ce que j'ai vu au point de vue du mode de travail, des salaires; puis, je me suis rendu dans telle autre ville; et ainsi de suite jusqu'à la fin du rapport. Nous devons laisser de côté toute cette information purement professionnelle, qui pourtant forme la partie la plus précise et probablement la plus exacte de l'enquête, et nous attacher aux appréciations plus générales sur l'organisation industrielle américaine.

En rapportant mes impressions en Amérique, écrit un délégué, je sens la difficulté, sinon le danger, de faire des comparaisons générales et d'essayer de tirer des conclusions. Notre temps fut trop limité et notre champ d'exploration trop vaste pour permettre une enquête complète et détaillée dans les conditions industrielles, économiques et sociales d'un pays comme les États-Unis d'Amérique.

Limitant notre analyse de l'œuvre de la Commission à ses conclusions générales, nous avons dépouillé, avec cet objet en vue, les réponses faites au questionnaire, et nous avons relevé dans les rapports les renseignements qui peuvent permettre de compléter les premières indications ainsi obtenues.

Instruction des jeunes ouvriers.

On peut présenter comme unanime l'opinion de la Commission sur la valeur relative de l'instruction donnée aux jeunes ouvriers en Amérique et dans le Royaume-Uni. Tous les délégués ont été impressionnés par le degré d'instruction générale que reçoivent les jeunes travailleurs américains et par les facilités, inconnues en Angleterre, qu'ils possèdent de bénéficier de l'enseignement secondaire ou même supérieur.

Mon avis, écrit le délégué des fileurs du Lancashire, est que, par le premier enseignement qu'il reçoit, le jeune américain est mieux équipé que le jeune anglais pour les luttes de la vie. Les enfants des travailleurs américains restent à l'école jusqu'à 14, 15 ou 16 ans, et, dans cette dernière période, les connaissances qu'ils acquièrent les mettent à même, dès leur entrée dans la vie, d'être utiles à eux-mêmes et à leur pays. Les enfants de la classe ouvrière anglaise abandonnent l'école beaucoup trop tôt.

De même le délégué des tailleurs d'habits:

Le système scolaire américain est très supérieur au nôtre. Dans certains États, garçons et filles peuvent passer du kindergarten (classe enfantine) à l'école supérieure sans coûter un dollar à leurs parents. Dans plusieurs États, la fréquentation des universités même est gratuite. L'Angleterre est en retard d'au moins un quart de siècle, et chaque année augmente la distance.

A rapprocher de cette citation l'opinion suivante formulée par le délégué des relieurs :

Le système d'enseignement paraît être bien adapté aux besoins de la nation. L'ambition de nombreux ouvriers est de voir leur fils atteindre une belle position, et elle est encouragée et aidée par les facilités que rencontre, pour son développement, l'enfant qui a le goût de l'étude.

Cette ambition est d'autant plus facile à comprendre, remarque le délégué des ouvriers du fer et de l'acier, que, les salaires des parents étant plus élevés, le gain des enfants est moins nécessaire à la famille; et il cite ce fait emprunté au recensement de 1900, que, pour l'ensemble des industries des métaux, il n'y avait à cette époque que 1.901 enfants au-dessous de 16 ans occupés dans les usines ou ateliers. Un autre délégué, visitant une école du type ordinaire, trouva que 50 p. 100 des enfants y restaient jusqu'à 15 ans (l'obligation dans les États du Nord durant jusqu'à 14 ans), et près de 25 p. 100 jusqu'à 16 ans.

Le délégué des tailleurs, que nous avons déjà cité, s'exprime encore ainsi :

Chez nous, la pauvreté des parents entraîne l'ignorance forcée des enfants. En Amérique, la pauvreté du père est une nouvelle raison pour que l'enfant reçoive la meilleure instruction que la nation peut donner. Ce point de vue imprègne tellement la société américaine que j'ai entendu des employeurs exprimer une extrême répugnance à occuper qui que ce soit avant l'âge de 18 ans.

Voilà pour l'instruction générale donnée à la jeunesse ouvrière. Mais, quand ils ont étudié l'enseignement professionnel et l'apprentissage aux États-Unis, les délégués ont généralement attribué le premier rang à leur pays. C'est, par exemple, l'opinion du délégué du Comité parlementaire du Congrès des trade unions : il lui a semblé qu'en Amérique les écoles professionnelles servent plus aux jeunes gens de la classe moyenne destinés à diriger plus tard des établissements industriels qu'aux enfants des ouvriers; il estime qu'à ce point de vue la position de ces derniers est bien plus favorable en Angleterre. « Le système d'apprentissage aux États-Unis, continue-t-il, s'il a jamais existé, est en train de disparaître... Au dire de Samuel Gompers, président de la Fédération américaine du travail, la subdivision du travail résultant de l'introduction de machines perfectionnées a tué l'apprentissage au point qu'il faut faire venir des ouvriers qualifiés d'Europe et spécialement d'Angleterre ». Le délégué des mécaniciens et celui des constructeurs de chaudières estiment également que l'apprentissage anglais est supérieur. Le délégué des briqueteurs et celui des plâtriers proclament la supériorité professionnelle des Anglais.

Le délégué des ouvriers couteliers de Sheffield a aussi noté le peu de faveur dont jouit l'apprentissage en Amérique : les patrons trouvent que les apprentis donnent plus d'ennuis qu'ils ne rendent de services, et, de son côté, l'enfant qui quitte l'école veut gagner de l'argent, et beaucoup, le plus tôt possible. D'ailleurs, la division du travail atteint un degré tel que l'apprentissage à long terme est d'une bien plus rare utilité qu'en Europe.

Le machinisme.

Le développement du machinisme et, d'autre part, son utilisation extrêmement judicieuse ont vivement frappé les délégués et leur ont paru une des causes essentielles de la supériorité des États-Unis dans certaines branches de l'industrie.

Le chef d'entreprise américain, dit en substance le délégué des mécaniciens, est doué d'un esprit remarquable d'initiative, et il est toujours prêt à introduire dans son établissement les derniers perfectionnements mécaniques; cet esprit d'initiative est d'ailleurs une des caractéristiques de la nation. Et le délégué des typographes dit qu'à Chicago (comme ailleurs, du reste) il existe une rivalité « fiévreuse » entre les imprimeurs dans la transformation incessante de leurs machines; souvent l'une d'elles est à peine adoptée qu'elle est mise au rebut pour être remplacée par une autre plus perfectionnée qui vient d'être inventée.

D'autre part, on s'ingénie à réduire au minimum le travail manuel proprement dit. Tout ce qui tend à le remplacer, remarque le délégué de l'industrie du cuir,

est adopté avec empressement ; on peut en dire autant de toutes les industries ; et la recherche de procédés permettant de réduire l'emploi de la main-d'œuvre en conservant la même production, et surtout en l'augmentant, est le souci constant de tous les employeurs américains. La spécialisation dans le machinisme a atteint un degré dont nombre des délégués se sont montrés surpris. Cependant, d'après les délégués des ouvriers constructeurs maritimes et ceux des industries textiles, l'Angleterre serait au moins aussi bien outillée que les États-Unis en ce qui concerne leurs professions.

L'introduction de machines nouvelles, les perfectionnements apportés à l'outillage existant ne soulèvent de la part de l'ouvrier américain aucune opposition, souvent même ils sont reçus favorablement ; le travail, en effet, en devient moins pénible ; les salaires anciens ne sont jamais réduits ; parfois ils sont augmentés aussitôt, et, s'ils ne le sont pas, le travailleur sait qu'ils le seront tôt ou tard. Voici ce qu'écrit dans cet ordre d'idées le délégué des typographes :

J'ai causé avec les membres et les chefs de l'Union typographique de Chicago de la question de la machine et des résultats de son introduction dans le métier ; ils ont été unanimes à dire que tout d'abord l'effet a été désastreux par le bouleversement de main-d'œuvre qui s'en est suivi ; mais, depuis, les salaires ont monté, les heures de travail ont été réduites ; les livres ayant baissé de prix et les journaux ayant agrandi considérablement leur format, il y a maintenant autant d'ouvriers employés que précédemment.

Bien plus, les ouvriers eux-mêmes participent efficacement au perfectionnement des machines qu'ils servent ; les employeurs les y encouragent et les récompensent libéralement de leurs inventions. M. Mosely s'étend sur ce point dans son rapport personnel : dans beaucoup d'établissements, un tronc est destiné à recueillir les idées ou projets rédigés par les ouvriers sur l'invitation de l'employeur, et qui visent une meilleure administration de la maison ou des perfectionnements dans le machinisme ; le contenu du tronc est examiné périodiquement, et certaines des propositions qu'on y trouve sont mises à l'essai ; si elles sont définitivement adoptées, leur auteur reçoit soit une portion, soit la totalité du profit qu'elles procurent, ou bien encore un avancement dans la hiérarchie de l'établissement, etc. Des précautions minutieuses sont prises pour éviter aux ouvriers inventeurs les effets de la jalousie que pourraient éprouver contre eux leurs camarades ou les contremaîtres.

Ces machines incessamment perfectionnées, incessamment renouvelées, les Américains savent en tirer le maximum de rendement. Employeurs et employés sont d'accord pour les conduire à la plus grande vitesse possible ; on verra plus loin en ce qui concerne le travail aux pièces, les ouvriers ne craignent nullement une réduction des prix quand leur production s'augmente, et cette rapidité est encore rendue possible par l'extrême division du travail et par un aménagement habile des équipes.

Conditions de travail ; hygiène dans les ateliers ; rapports entre patrons et ouvriers.

Les rapports de la Commission ne permettent pas une évaluation exacte du taux des salaires américains par rapport aux salaires anglais ; mais ce qui, du moins, en résulte nettement, c'est qu'aux États-Unis les salaires sont plus élevés, certains délégués disent de 50 p. 100, d'autres de 100 p. 100. « L'employeur américain, remarque l'un d'eux, a compris que la main-d'œuvre à bas prix est la plus chère, et il ne craint pas de le dire. »

En ce qui concerne la durée hebdomadaire du travail, la presque unanimité des délégués la considèrent comme indubitablement plus longue aux États-Unis que dans le Royaume-Uni. Le tableau suivant donne, pour certaines industries, la durée

comparée, par jour ou par semaine, du travail aux États-Unis et dans le Royaume-Uni :

PROFESSIONS.	DURÉE DU TRAVAIL	
	AUX ÉTATS-UNIS.	DANS LE ROYAUME-UNI.
Ouvriers de hauts fourneaux....	12 heures par jour.....	8 heures par jour dans le Nord; 12 heures dans les Midlands et le sud du pays de Galles.
Fondeurs en fer.....	9 heures 1/2 par jour en moyenne ...	9 heures par jour.
Mécaniciens.....	56 heures par semaine.....	52 heures par semaine.
Constructeurs de chaudières et de navires en fer.	De 48 à 60 heures par semaine.....	Durée du travail hebdomadaire moins longue qu'aux États-Unis.
Charpentiers de navires.....	10 heures par jour; 48 heures par semaine dans les chantiers de l'État.	D'une façon générale, le travail hebdomadaire est de 6 ou 7 heures plus court qu'aux États-Unis.
Couteliers.	10 heures par jour.....	9 heures par jour.
Ouvriers fabriquant divers articles de quincaillerie.	Idem.....	Idem.
Fileurs de coton.....	Nord : 55 heures par semaine dans 1 État; 58 heures dans 2 États; 60 heures dans les autres États. Sud : de 66 à 72 heures.	55 heures par semaine.
Tisseurs.....	Nord : de 58 à 60 heures par semaine. Sud : durée variable, parfois 72 heures.	55 heures par semaine, plus 1/2 heure pour le nettoyage des machines.
Tailleurs d'habits.....	De 8 à 12 heures par jour.....	Même durée quotidienne qu'aux États-Unis, mais la durée hebdomadaire est plus courte en Angleterre à cause de l'arrêt l'après-midi du samedi.
Ouvriers en chaussures.....	54, 56, 60 heures par semaine.....	De 52 heures 1/2 à 54 heures par semaine.
Travailleurs du cuir.....	Généralement 60 heures par semaine..	Environ 4 heures par semaine de moins qu'aux États-Unis. ?
Briqueteurs.....	De 44 à 48 heures par semaine.....	?
Plâtriers.....	Environ 2 heures par jour de moins qu'en Angleterre.	?
Charpentiers et menuisiers.....	Variable; suivant le degré d'organisation des ouvriers, de 44 à 60 heures par semaine.	?
Travailleurs de l'ameublement.	De 54 à 60 heures par semaine. — Deux exceptions : New-York (44 heures), Pittsburg (48 heures).	52 heures en moyenne par semaine.
Ouvriers de papeteries.....	Variable.....	Semaine de travail certainement moins longue qu'aux États-Unis.
Lithographes.....	53 heures par semaine.....	De 50 à 53 heures par semaine.
Relieurs.....	Environ 54 heures par semaine, ce qui est légèrement plus long qu'en Angleterre.	

Voici l'opinion que donne, sur le même point, le délégué du Comité parlementaire du Congrès des trade unions : « Aux États-Unis, dit-il, les heures de travail sont en quelques cas plus nombreuses qu'en Angleterre; en aucun cas elles ne sont moindres ».

L'enquête ne donne aucune conclusion générale sur le point de savoir si le travail aux pièces ou le travail au temps domine dans l'industrie américaine.

Le questionnaire renfermait un article ainsi conçu : « L'Américain produit-il, en moyenne, plus ou moins en une heure que l'ouvrier anglais ? » Les délégués sont d'accord, en général, pour affirmer que l'ouvrier américain ne se dépense pas plus dans son travail que l'ouvrier anglais, mais que la productivité du premier est plus grande en raison du matériel perfectionné et des méthodes meilleures qu'on trouve en Amérique⁽¹⁾. Beaucoup de délégués notent qu'ayant toujours entendu parler de

⁽¹⁾ Cependant le délégué des fondeurs en fer, qui trouve une production de 25 p. 100 plus forte dans les fonderies américaines, en attribue 10 p. 100 à un effort plus considérable de la part des ouvriers.

cette production intensive sans être informés des conditions dans lesquelles elle avait lieu, ils croyaient l'ouvrier américain surmené à l'atelier, toujours « à haute pression », obligé de mener son travail d'un train qui rendait la vieillesse précoce. Ils ont trouvé que c'était là « un mythe » (suivant l'expression de l'un d'eux), que l'ouvrier américain ne s'épuise pas plus au travail que l'ouvrier britannique et ne vieillit pas plus vite; d'autre part, quand ses forces faiblissent, au lieu d'être renvoyé, comme il arrive trop souvent en Angleterre, il est employé à des travaux moins pénibles. Presque seul, le délégué des briqueteurs semble croire à la plus grande usure des travailleurs américains, et les remarques qu'il fit à ce sujet en ce qui concerne les briqueteurs et maçons lui « semblent, en tant qu'il en a pu juger, s'appliquer non seulement à l'industrie du bâtiment, mais à toutes les autres ».

« Quand, porte le questionnaire, des ouvriers qualifiés travaillant aux pièces augmentent la production individuelle par leur activité personnelle, les employeurs américains réduisent-ils les salaires, de façon à empêcher les ouvriers de gagner plus d'une certaine somme? » D'après les délégués, l'employeur est surtout préoccupé d'accroître par tous les moyens sa production, et il est trop satisfait de voir augmenter le rendement individuel de ses ouvriers pour risquer de la diminuer en réduisant le tarif établi.

En Amérique, dit le délégué des travailleurs du fer et de l'acier, l'idée générale est de réduire les frais de production en perfectionnant les méthodes et en augmentant le rendement, non en abaissant le salaire du travailleur.

Et le délégué des fondeurs en fer :

Autant que j'ai pu voir, les employeurs ne diminuent pas le tarif; ils sont convaincus que plus un ouvrier gagne, plus l'employeur y a d'avantage.

Au sujet des mesures d'hygiène prises dans les établissements américains, les délégués diffèrent du tout au tout. Le délégué des mécaniciens n'a vu que des ateliers sales, malsains, où les travailleurs étaient entassés, et dont le seul avantage est qu'ils sont bien chauffés l'hiver et bien pourvus d'air frais l'été. De même, les établissements textiles et les manufactures de chaussures seraient en Angleterre beaucoup mieux organisés au point de vue de l'hygiène qu'aux États-Unis. D'autres délégués proclament la supériorité des établissements américains; tel le délégué des tailleurs, qui dit qu'en Angleterre on n'approche pas, comme ventilation, hygiène, lumière et confort général, de ce qui existe dans les ateliers américains les mieux tenus. Enfin, il y a des délégués qui portent un jugement en quelque sorte mixte et se prononcent suivant des distinctions ou sous des réserves.

Les délégués sont à peu près tous d'avis qu'aux États-Unis les relations entre employeurs et employés sont plus faciles et meilleures que dans le Royaume-Uni; les patrons seraient d'un accès très aisé, et ils donneraient volontiers à leurs rapports avec leur personnel un certain tour de familiarité. L'opinion énoncée par le délégué des fileurs de coton paraît bien exprimer celle de ses collègues :

Les employeurs américains semblent pénétrés du sentiment de leur responsabilité à l'égard de leur personnel; ils sont nettement opposés à tout procédé tyrannique et despotique de la part des contremaîtres ou autres personnes détenant une part d'autorité dans leurs établissements.

Un autre délégué dit :

Un point qui nous a vivement frappés, c'est l'absence de ces distinctions de classe qui existent en Angleterre; et cette absence se manifeste spécialement dans les relations entre employeurs et employés. Le travailleur n'est pas considéré comme partie du machinisme de

la maison; on ne le regarde pas comme tenu à avoir de la reconnaissance pour l'emploi qu'on lui a donné. Mais, au contraire, on voit en lui un membre de la maison et on le met souvent dans la confiance de choses qui la concernent.

Pour caractériser davantage l'attitude du patron américain, on rapprochera de ces appréciations ce qui a été dit de la stabilité des tarifs de travail aux pièces et des propositions de perfectionnements mécaniques ou autres faites par les ouvriers.

A l'opinion énoncée par les délégués sur les rapports existant aux États-Unis entre patrons et ouvriers, on peut rattacher leur jugement sur la Fédération nationale civique de New-York; à New-York on leur fit signer un document en faveur de la création en Angleterre d'une organisation analogue; mais l'examen des rapports individuels permet d'affirmer qu'il n'y a là qu'une simple preuve de sympathie pour l'institution américaine, beaucoup de délégués laissant entendre qu'ils ne la connaissent que très superficiellement.

Résumés et conclusions.

Toute une partie du questionnaire (15 numéros sur 41) se réfère à la « condition générale du travailleur hors de l'établissement industriel »; elle ne nous paraît pas fournir les éléments d'une appréciation suffisamment exacte. Il semble cependant qu'aux États-Unis la nourriture ne coûte pas plus qu'en Angleterre, si elle n'est même moins chère; que le loyer, les vêtements sur mesure et tous les objets ou plaisirs de luxe nécessitent une dépense beaucoup plus forte. D'autre part, l'Américain, nous dit-on, boit et joue beaucoup moins que l'Anglais; il aime à avoir plus de confort dans son intérieur, etc.

Les conclusions générales auxquelles sont arrivés les délégués sont les suivantes : la supériorité des États-Unis tient d'abord à l'abondance et à la variété de leurs ressources naturelles, à l'étendue du marché intérieur dont les industriels américains sont les fournisseurs tantôt principaux, tantôt exclusifs, et pour lequel jusqu'ici ils ont surtout travaillé; enfin ces industriels ont su faire de la machine un merveilleux usage; ils la perfectionnent sans cesse, la spécialisent de façon à lui faire faire de plus en plus le travail de l'homme, et s'ingénient par tous les moyens à obtenir d'elle le maximum de rendement; dans cet ordre d'idées ils ont l'appui décidé des ouvriers.

C'est, disent les délégués, vers cette utilisation judicieuse de la machine que l'industrie anglaise doit tendre tous ses efforts; c'est par là seulement que l'Angleterre pourra lutter contre la concurrence américaine qui menace le vieux monde. Le succès dépend donc surtout des industriels anglais; il leur faut abandonner la routine commerciale, être à l'affût de tous les perfectionnements mécaniques et les adopter sans tarder dès qu'ils sont réalisés. Il ne devront pas oublier qu'ils disposent d'une classe ouvrière dont la valeur économique égale, ou même dépasse, celle de la classe ouvrière américaine.

En définitive, dit le délégué des mouleurs en fer, l'employeur britannique a plus à apprendre de l'Amérique que l'ouvrier britannique. Et le délégué du Comité parlementaire du Congrès des trade unions déclare :

Le travailleur anglais n'a rien à apprendre de l'Amérique, mais il en est tout autrement des employeurs. Je ne prétends nullement que nous soyons supérieurs en tout, mais je dis que, sur le marché du monde, nous ne pourrions être vaincus toutes les fois qu'il s'agira de travail solide, bien fini, durable. Nos employeurs doivent comprendre que la main-d'œuvre est, tout autant que leur capital, un associé dans leur entreprise, et que le succès ou l'échec

de cette entreprise dépend de l'un et de l'autre... S'ils traitent la main-d'œuvre d'une façon convenable, il n'ont à craindre aucune concurrence, américaine ou autre, car les hauts salaires bénéficient à l'employeur comme à l'employé. Les Américains le savent et agissent en conséquence; c'est le secret de leur succès. Ici les trade unions ont été accusées de chasser l'industrie du pays; pourtant les mêmes forces qui agissent chez nous agissent de l'autre côté de l'Atlantique; et elles agissent même davantage, car aux États-Unis le trade unionisme gagne du terrain avec rapidité et se manifeste comme une force purement industrielle et militante. Et cependant l'Amérique continue à marcher de l'avant.

LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES OUVRIÈRES

DANS LES INDUSTRIES DES MÉTAUX, DE LA CÉRAMIQUE ET DE LA VERRERIE.

Le troisième volume du compte rendu de l'enquête entreprise par l'Office du travail sur les *associations professionnelles ouvrières* vient de paraître ⁽¹⁾.

Il contient l'historique des Associations constituées de 1791 à 1901 par les ouvriers travaillant les métaux et ceux du verre et de la céramique. L'historique de ces associations a tenu une place plus grande que celle qui avait été prévue, d'après le plan primitif de l'enquête, de sorte que les associations ouvrières du bâtiment, des employés du commerce et des transports ont dû être renvoyées à un autre volume.

Cette modification dans le plan original se justifie par deux raisons principales.

D'une part, le mouvement ouvrier, au cours des années 1898 à 1901, c'est-à-dire depuis le début de l'enquête, a pris une extension considérable; les congrès corporatifs se sont multipliés; leur importance aussi s'est augmentée, et il eût été regrettable de limiter, faute de place, les développements qu'il convenait de donner à leurs comptes rendus.

D'autre part, au lieu des préventions que les enquêteurs avaient rencontrées chez les ouvriers au début de leur tâche, ils ont obtenu, et depuis longtemps déjà, le concours empressé, absolu, on pourrait dire de la presque totalité des organisations ouvrières auxquelles ils ont eu besoin de s'adresser. Les notes du volume en portent témoignage : non seulement les présidents, secrétaires, trésoriers des associations ouvrières, les conseillers prud'hommes, etc., se sont faits les auxiliaires de l'enquête, mais encore, dans bien des cas, les organisations possédant des archives les ont mises, sans restriction et sur une simple demande, à la disposition des enquêteurs. De ce chef encore, la plupart des historiques ont pris un développement auquel on ne pouvait s'attendre tout d'abord.

On a suivi, dans le nouveau volume, les mêmes règles que dans les précédents. L'enquête n'a pas porté seulement sur les associations syndicales; elle a embrassé toutes les associations professionnelles de quelque nature qu'elles fussent : Associations de production, sociétés de secours mutuels, à la condition toutefois que ces sociétés soient réellement professionnelles, c'est-à-dire qu'elles ne réunissent que des individus appartenant à la même profession. En raison du rôle de plus en plus considérable que jouent les organisations nationales et internationales dans le monde ouvrier, chacune d'elles fait l'objet d'un chapitre spécial.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin de l'Office du Travail*, septembre 1899, p. 761. Les volumes I et II figurent à la liste des Publications de l'Office du travail sur la couverture du *Bulletin*.

Voici, d'ailleurs, la table des chapitres du nouveau volume :

Industries des métaux :

Bijoutiers-joailliers de Paris.
 Bijoutiers en imitation de Paris (doré, deuil, acier, petit bronze).
 Orfèvres de Paris.
 Fédération des syndicats de la bijouterie, de l'orfèvrerie et des professions s'y rattachant.
 Bronziers de Paris.
 Chauffeurs-conducteurs-mécaniciens du département de la Seine.
 Fédération nationale des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-automobilistes de toutes industries.
 Fédération nationale des syndicats du cuivre et similaires.
 Ferblantiers de Paris.
 Ferblantiers-lanterniers de Paris.
 Ferblantiers-boîtiers de Paris.
 Fédération des ouvriers ferblantiers-boîtiers de France.
 Forgerons de Marseille.
 Mécaniciens de Paris.
 Mécaniciens de Marseille.
 Mécaniciens de Rouen.
 Fédération des ouvriers mécaniciens et similaires de France.
 Fondateurs et mouleurs en cuivre de Paris.
 Fondateurs en fer et mouleurs en fonte de Paris.
 Mouleurs en fer et en cuivre de Roubaix.
 Fédération des mouleurs en métaux de France.
 Secrétariat international des mouleurs.
 Union fédérale des ouvriers métallurgistes de France.
 Bureau international d'informations de la métallurgie.

Céramique et verrerie :

Porcelainiers de Limoges.
 Fédération nationale des ouvriers et ouvrières en céramique et similaires de France et des colonies.
 Verriers d'Aniche (Nord).
 Verriers de Lyon.
 Fédération nationale des verriers.

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT L'ANNÉE 1901 ⁽¹⁾.

L'administration de l'établissement des invalides de la marine a enregistré, au cours de 1901, 290 naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus, à des bâtiments *français*, sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat et sur les autres points du globe. Ce total comprend 43 vapeurs, 245 voiliers armés au commerce ou à la pêche, et 2 bâtiments à vapeur de la marine militaire.

En 1900, le nombre de ces sinistres s'élevait à 359.

Le tableau suivant permet de comparer comment se répartissent, par genre de navigation et par espèce, les bâtiments naufragés, avariés ou échoués; il donne,

⁽¹⁾ D'après la statistique des naufrages et autres accidents de mer en 1901, publiée par le Ministre de la Marine. (Imprimerie nationale, 1902.)

en outre, par genre de navigation, la situation numérique des bâtiments français ayant pris la mer en 1901 avec le chiffre de leur équipage et la proportion des sinistres par genre.

	VOILIERS.			ÉQUIPAGE.	VAPEURS			ÉQUIPAGES. Mécéniciens et chauffeurs.
	sinistres.	ayant pris la mer.	pro- portion p. o/o.		sinistres.	ayant pris la mer.	pro- portion p. o/o.	
Long cours.....	29	249	11.64	4.666	6	240	2.50	16.236
Grande pêche.....	20	562	3.55	13.103	#	#	#	#
Cabotage.....	43	650	6.61	4.497	33	522	6.32	10.896
Bornage.....	31	3.380	0.91	5.910	3	258	1.16	1.486
Pilotage.....	7	428	1.63	1.610	#	16	#	184
Petite pêche.....	110	25.915	0.42	79.412	1	143	0.69	1.934
Plaisance.....	5	8.570	0.05	7.741	#	101	#	997
Bâtiment de l'État....	#	#	#	#	#	#	#	#
TOTAL.....	245	39.754	0.61	116.939	45	1.280	3.35	31.733

Comme précédemment, c'est la navigation à la voile qui a été la plus éprouvée. Sur 39,754 voiliers, avec 116,939 hommes d'équipage, ayant pris la mer, 245 ont été sinistres. Sur ce total, 98 jaugeaient moins de 10 tonneaux, 73 de 10 à 50, 38 de 50 à 100, 20 de 100 à 500 et 16 plus de 500 tonneaux.

Les 290 accidents de mer se répartissent comme suit, d'après les causes et circonstances matérielles qui les ont produits :

Échouements.....	59
Abordages.....	40
Accidents divers.....	139
Voies d'eau.....	52
	290

Dans 61 cas, l'accident est imputable soit à de mauvaises conditions de navigabilité, soit au commandement à bord, soit aux équipages; dans 229 autres à des cas de force majeure ou fortuite de navigation.

Bâtiments étrangers. — 30 bâtiments de nationalité étrangère ont fait naufrage ou subi des accidents dans les eaux françaises ou dans celles des pays soumis à notre protectorat, dont 27 sur les côtes de France et d'Algérie. Ces 30 bâtiments sinistres comprenaient 12 vapeurs et 18 voiliers, montés par 422 hommes d'équipage, sur lesquels 68 (soit 16 o/o) ont péri.

Pertes d'existences. — Le total des pertes d'existences de nos nationaux, entraînées par les sinistres, s'élève à 441 et comprend 400 hommes d'équipage et 41 passagers.

Au point de vue du genre de navigation, les pertes d'existences éprouvées par nos nationaux se répartissent comme suit :

Long cours.....	56
Grande pêche.....	218
Cabotage.....	42
Bornage.....	12
Pilotage.....	1
Petite pêche.....	100
Plaisance.....	12
Bâtiments de l'État.....	#
TOTAL.....	
	441

En dehors des accidents dus aux sinistres maritimes, on a enregistré 659 décès à bord des bâtiments français, dont 569 dans la marine du commerce et la pêche, et 90 sur les bâtiments de l'État, à savoir :

	MARINE. du commerce.	MARINE de l'État.	TOTAL.
Submersion pour causes autres que naufrages.	214	12	226
Accidents autres que submersions.	52	15	67
Décès survenus à bord par maladie.	303	63	366
TOTAL.	569	90	659

Si on l'ajoute ce total de 659 à celui des pertes d'existences à la suite de naufrages et abordages des bâtiments français, soit 441, on obtient un total général de 1,100 décès survenus à bord de notre flotte pendant l'année 1901.

Au point de vue des pertes d'existences éprouvées par nos nationaux dans des naufrages, l'année 1901 se classe au nombre des plus favorisées parmi les dix dernières années; par contre, elle a été meurtrière à l'égard de 1900 en ce qui concerne les décès sur mer par suite de maladies et accidents ayant une origine autre que les naufrages.

En dehors de son fonds de secours ordinaire, qui s'élevait en 1901 à 932,000 fr., l'Administration des invalides de la marine a pu, avec les ressources réalisées par le prélèvement de 4 p. 100 sur les primes à la marine marchande, distribuer 566,500 francs à 3,418 marins, veuves, ascendants ou orphelins de marins. La caisse de prévoyance des marins, instituée par la loi du 21 avril 1898 a, de son côté, alloué plus de 23,000 francs à titre d'indemnités, secours, etc.

L'Administration des invalides de la marine a enfin concédé une somme de 470,800 francs à titre de subventions à 170 sociétés de toutes natures : maisons et abris de marins, hôpitaux, maisons de retraites, sociétés de sauvetage, écoles de pêche, bureaux de placements des syndicats, sociétés d'assurances ou d'assistance mutuelles entre pêcheurs, etc. Au sujet de ces sociétés d'assurances mutuelles constituées à l'effet d'indemniser les participants des pertes de matériel, il convient de rappeler que leur nombre s'est légèrement accru grâce au changement de réglementation consacré par la circulaire du 31 décembre 1899, aux termes de laquelle le département de la marine n'accorde plus d'indemnités individuelles aux marins qui on éprouvé des pertes de matériel de pêche. Le fonds d'indemnités est actuellement réparti entre les sociétés d'assurances mutuelles de marins et c'est à ces derniers à s'affilier à l'une des sociétés subventionnées, s'ils veulent être indemnisés de leurs pertes.

En 1901, 57 de ces sociétés ont été subventionnées ainsi que 39 sociétés de secours mutuels organisées en vue de distribuer des secours en cas de chômage, maladie, invalidité ou blessures.

Avis relatif au scrutin de ballottage au Conseil supérieur du travail.

Les syndicats ouvriers électeurs au conseil supérieur du travail et inscrits aux groupes III, VII, IX, X et XIV, sont prévenus que les bulletins de vote pour le scrutin de ballottage leur ont été adressés le 23 juillet 1903, accompagnés d'une circulaire explicative et d'une enveloppe. Ces bulletins devront être renvoyés au Ministère dans ladite enveloppe le 3 août 1903 au plus tard.

Les bulletins mis à la poste après la dernière levée du 3 août et portant une date postérieure sur le timbre de la poste au départ, ne pourront entrer en ligne de compte.

JURISPRUDENCE.

Arrêté municipal interdisant l'emploi de la céruse ; Annulation par le Conseil d'État pour excès de pouvoirs.

CONSEIL D'ÉTAT

(Arrêt du 6 février 1903.)

Le maire de Montluçon a pris, à la date du 13 février 1901, un arrêté interdisant l'emploi de la céruse à l'avenir, d'une part, dans les travaux de peinture à l'huile exécutés pour la commune, soit en régie directe, soit par des entrepreneurs ayant passé un marché avec la ville (art. 1^{er}), et, d'autre part, dans tous les travaux de peinture à l'huile exécutés à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments ou constructions de tous genres élevés par des particuliers sur le territoire de la commune de Montluçon (art. 2).

Le Préfet de l'Allier, par décision du 30 août 1901, annula l'arrêté du maire dans celle de ses dispositions qui se rapporte aux travaux exécutés par des particuliers ; D'autre part, le syndicat professionnel des producteurs de céruse attaqua l'arrêté, en son entier, devant le Conseil d'État, qui a rendu l'arrêt suivant :

Le Conseil d'État statuant au contentieux.

En ce qui concerne l'article premier de l'arrêté attaqué,

Considérant que le droit, qui appartient aux communes d'imposer ou de prohiber l'emploi de matériaux ou de substances déterminées dans l'exécution des travaux qui les intéressent ne peut, en l'absence de toute clause de ce genre dans les marchés des travaux communaux, avoir pour effet d'autoriser le maire à suppléer au silence de ces marchés par voie de règlement général, et en vertu de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 ; qu'il suit de là qu'en interdisant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture exécutés pour le compte de la commune, le maire de Montluçon a excédé ses pouvoirs ;

En ce qui concerne l'article 2 :

Considérant qu'il résulte de l'instruction que, par arrêté du 30 août 1901, le Préfet du département de l'Allier a annulé l'article 2, dont s'agit ; qu'ainsi le pourvoi est, de ce chef, devenu sans objet ;

Décide :

Article premier. — L'article premier de l'arrêté susvisé du maire de Montluçon, en date du 13 février 1901, est annulé.

Art. 2. — Il n'y a pas lieu de statuer sur les conclusions de la requête relatives à l'article 2.

(Le Moniteur des syndicats patronaux, juin 1903, p. 95.)

Syndicats ; droits d'ester en justice ; irrecevabilité de l'action intentée par un syndicat dans l'intérêt personnel de certains membres.

TRIBUNAL CIVIL DE CAMBRAI.

(Jugement du 1^{er} août 1901.)

L'association syndicale des bouchers de Cambrai poursuivait la ville de Cambrai devant le tribunal civil de cette ville à l'effet de la faire condamner à restituer à chacun des bouchers de la ville la portion de la taxe d'abatage que l'association prétendait avoir été indûment

perçue pendant les trente années précédant la demande. Le tribunal a déclaré irrecevable l'action du syndicat pour les motifs ci-après :

En ce qui concerne l'incapacité pour le syndicat demandeur d'ester en justice aux fins de la demande actuelle ; — Attendu que si les syndicats professionnels ont, aux termes de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, la capacité d'ester en justice, ce ne peut être que pour l'objet en vue duquel ils ont été autorisés par la loi à se constituer ; — Qu'aux termes de l'article 3 de la loi précitée, ils ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; — Que la demande actuelle tend à obtenir la restitution ou le principe de la restitution de sommes que certains bouchers auraient indûment payées à la ville de Cambrai ; — Que cette action, comme toute demande en répétition de l'indu est une action essentiellement personnelle qui ne peut être exercée que par celui qui a effectué le prétendu indu versement ou par ses ayants-droit ; qu'elle n'intéresse aucunement le sort ni les intérêts généraux du syndicat, de la collectivité, mais seulement le patrimoine particulier de chacune des personnes qui prétendent avoir effectué l'indu paiement ; — Qu'il ne peut appartenir aux syndicats de se substituer aux intéressés qui en font partie dans les contestations ayant pour objet le patrimoine particulier de ces derniers ; qu'il ne saurait être dérogé au principe que « Nul en France ne plaide par procureur » ; — Qu'en vain l'Association syndicale objecterait qu'elle demande simplement à faire consacrer le principe d'une restitution sans demander la condamnation de la Ville à restituer telle somme à X..., telle somme à Y..., etc. ; — Qu'il est impossible à un tribunal de répondre à une demande posée dans des termes aussi vagues et aussi peu définis, comme du reste il lui serait impossible d'ordonner une restitution au profit non de la demanderesse, dont le patrimoine social n'est nullement en question, mais au profit de tiers, et alors surtout que les bouchers ne précisent en aucune façon et n'essaient même pas de justifier, ni dans quelles conditions les taxes auraient été majorées, ni dans quelle mesure tels ou tels d'entre eux auraient payé en trop ; — Que l'Association syndicale est d'autant moins en droit d'agir qu'elle comprend de nombreux membres, soit nouveaux, soit n'habitant pas Cambrai, absolument étrangers aux prétendus indus versements invoqués.

Par ces motifs, dit irrecevable l'action intentée par l'Association syndicale des marchands bouchers de Cambrai, comme ayant été produite sans droit ni qualité :

(*Dalloz, Recueil périodique et critique*, 1903, 2^e partie, p. 137.)

Accidents du travail ; mort ; ascendants à la charge de la victime ; pouvoir d'appréciation des tribunaux.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 10 avril 1902.)

Attendu que lorsqu'un accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à un ouvrier employé dans une usine a été suivi de mort et que cet ouvrier ne laisse ni conjoint ni enfant une rente viagère de 10 p. o/o de son salaire est allouée par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 à chacun des ascendants qui étaient à sa charge ; que pour décider si l'ascendant était à sa charge, les tribunaux ont nécessairement un pouvoir d'appréciation très étendu ;

Que dans l'espèce la Cour d'appel de Nancy constate que les demandeurs ne sont pas âgés (49 et 46 ans), qu'ils ne sont atteints d'aucune infirmité, que le père

exerce la profession de cordonnier à façon qui lui assure un salaire journalier et qu'il reçoit en outre une indemnité annuelle comme pompier;

Que l'arrêt déclare que Georges Wechter victime de l'accident habitait avec ses parents et leur versait une forte part de ses salaires, mais que ces versements, qui sans doute augmentaient le bien être de la famille, avaient surtout pour objet de couvrir les dépenses personnelles occasionnées par la vie commune et d'ailleurs pouvaient aussi avoir le caractère de pures libéralités; que l'arrêt ajoute que les circonstances de la cause ne permettent pas d'admettre que les époux Wechter eussent besoin de ces versements pour vivre.

Attendu que la Cour d'appel a pu, en l'état de ces constatations, dire que les ascendants de la victime n'étaient pas à sa charge et décider par suite qu'ils n'avaient pas droit à la rente viagère par eux réclamée;

Que cette décision ne viole pas l'article de la loi visée par le pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette la requête.

**Accidents du travail; salaire de base; indemnité de placement;
faute inexcusable.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 21 janvier 1903.)

La Cour,

Sur le premier moyen,

Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898, le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps soit en argent, soit en nature;

Attendu qu'à côté du salaire proprement dit, l'ouvrier peut avoir droit à des allocations supplémentaires, que celles-ci participent du salaire quelles que soient à leur égard les conventions des parties, quand elles sont la rémunération d'un travail; qu'en cette qualité elles doivent entrer en compte dans le calcul de la rente à laquelle ont droit soit l'ouvrier victime d'un accident du travail, soit ses représentants; qu'il en est autrement si elles sont le remboursement de dépenses que le travail a imposées à l'ouvrier; que le juge du fond apprécie souverainement le caractère de ces allocations d'après les circonstances de fait dans lesquelles elles ont été accordées;

Attendu que l'arrêt attaqué, appréciant les conditions dans lesquelles la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée aurait payé à Roussel, son employé, certaines sommes à titre d'indemnité de déplacement pendant les douze mois écoulés avant l'accident dont celui-ci a été victime; déclare que cette allocation n'est que le remboursement de dépenses exceptionnelles qu'entraînait pour Roussel le travail lorsqu'il était obligé de le faire hors de sa résidence; qu'en disant, des lors, que ces sommes ne seraient pas ajoutées à celles que ledit employé avait touchées pendant le même temps à titre de salaire pour servir de base à la fixation de la rente qui lui était due, l'arrêt attaqué, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Sur le second moyen :

Attendu qu'aux termes de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, l'indemnité due par le chef d'entreprise peut être majorée, sans toutefois que la rente ou le total des rentes puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel de l'ouvrier, victime d'un accident de travail, à cette condition que l'accident soit dû

à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction.

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Roussel, employé au service de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, a été victime d'un accident du travail qui a entraîné pour lui une incapacité permanente dont le caractère total ou partiel est encore indéterminé; que cet accident est dû à la faute du mécanicien et à celle du conducteur chef du train de marchandises dans lequel Roussel se trouvait en qualité de wagonnier; que ces deux agents ont été condamnés à l'emprisonnement et à l'amende, avec admission de circonstances atténuantes, pour blessures par imprudence, par un jugement du tribunal correctionnel de Montbrison passé en force de chose jugée;

Attendu que ledit arrêt déclare que, sans rechercher si la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée s'est substitué dans la direction du train qui a déraillé, le mécanicien et le conducteur-chef, la faute de ces deux agents n'est pas inexcusable dans les conditions où elle a été commise; que son appréciation à cet égard est souveraine et échappe au contrôle de la Cour de cassation; qu'il a ainsi légalement justifié la décision par laquelle il dit que la rente à laquelle Roussel pourra avoir droit ne sera pas majorée et qu'en statuant comme il l'a fait, il n'a violé ni la chose jugée au criminel, ni aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette.

Accidents du travail; époque du paiement de la rente.

(Arrêt du 28 juillet 1902.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1, 2, 3 § 13, et 16 § 5 de la loi du 9 avril 1898, 10 § 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que la rente constituée à l'ouvrier à la suite de l'accident qui l'a frappé d'une infirmité permanente ne constitue pas à la charge du patron, comme le prétend le pourvoi, une obligation alimentaire; que l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 la définit rente viagère et dispose que cette rente est payable par trimestre, qu'il s'ensuit naturellement que le débiteur n'est tenu de la payer qu'après que le trimestre est échu; que pour qu'il en fût autrement une disposition dérogatoire au droit commun tel qu'il résulte de la combinaison des articles 1186 et 1980 § 1 du Code civil serait nécessaire et que l'intention du législateur, loin de se manifester dans ce sens, résulte en sens contraire du retranchement dans le texte définitif de la loi du mot d'avance qui se trouvait au projet de loi dans l'article relatif au mode de paiement, que par suite en décidant que la rente due par le sieur Merle à Caresmier en vertu de la loi de 1898 devrait être payée à l'expiration du trimestre et non d'avance, l'arrêt attaqué, qui est suffisamment motivé, loin de violer les articles de loi visés par le pourvoi, en a fait une juste et saine application;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Riom, du 14 février 1901.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin 1903 ⁽¹⁾. — Situation du marché aussi inégale que le mois précédent, avec tendance prédominante à une amélioration dans toutes les branches.

Activité franchement bonne dans l'*agriculture* et le *bâtiment*, où les demandes après la main-d'œuvre sont très abondantes, au point de ne pouvoir être toutes satisfaites. Mieux général dans les *transports*. Mais à noter une certaine tiédeur pour les divers métiers de l'*industrie sidérurgique* : serrurerie, ferblanterie, etc., sauf à Kiel et Reutlingen, centres favorisés par de nombreuses commandes.

Placement. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 81 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juin 1902, une diminution du chômage dans 62 villes, une augmentation dans 19 seulement.

Les placements effectués dans ces 81 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juin 1902....	30,366	17,467	47,833	62,881	16,547	79,428	207.1	94.7	166.1
Juin 1903....	37,414	20,211	57,625	64,084	17,524	81,608	171.3	86.7	141.6

Grèves en juin 1903. — 36 grèves nouvelles contre 63 en mai 1903 et 21 en juin 1902. Les grèves les plus importantes se sont produites dans le *bâtiment*, les *textiles*, le travail des *métaux* et la *construction des machines*.

Travaux des Conseils de prud'hommes en 1901. — D'après l'état récapitulatif dressé par l'Office impérial de la statistique ⁽²⁾, il existait dans tout l'Empire allemand 313 (300) conseils de prud'hommes qui ont été saisis de 70,501

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

⁽²⁾ *Reichsarbeitsblatt*, n° 2, 21 mai 1903. — Les nombres qu'on trouvera entre parenthèses, dans le compte rendu ci-dessus sont les données afférant à l'année 1900.

(70,615) différends, dont 70,227 (70,209) entre patrons et ouvriers et 274 (406) entre ouvriers d'un même patron. Ces affaires ont reçu les solutions suivantes :

	1901,	1900.
Retrait de l'action introduite.....	14,988	16,155
Désistement dans les conditions de l'article 277 du Code de procédure civile.....	460	393
Conciliation.....	29,475	29,579
Jugement ordinaire.....	976	998
Jugement par défaut.....	5,780	5,540
Autres jugements définitifs.....	14,355	13,263

En comparant les affaires conciliées et les affaires jugées de façon ou d'autre, on constate les relations ci après :

PROPORTION.	1901.	1900.
Des jugements par rapport aux affaires conciliées.....	71.62	66.73
Des affaires terminées sans jugement.....	41.80	41.88

A noter, enfin, qu'appel a été interjeté dans 292 (215) cas.

AUTRICHE.

Placement en mai 1903⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 883 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
218	91	171	46	110	59	76	52	67	35	57	39

Grèves en mai 1903. — 22 nouvelles grèves, avec 2,308 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, et pour les *textiles*, l'industrie des *pierres, terres, argile et verre* et le travail des *métaux* que les conflits ont été le plus nombreux. On compte : 3 succès, 8 transactions, 5 échecs⁽¹⁾. Causes : insuffisance de salaires, 10 cas; questions relatives à la durée du travail, 2 cas; ces deux causes réunies, 3 cas; motifs divers, 7 cas.

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*.

BELGIQUE.

Revue du travail en mai 1903 ⁽¹⁾. — Dans les quinze offices de placement gratuit ayant fourni des renseignements sur leurs opérations, pour 990 offres des patrons, il y a eu 1,517 demandes des ouvriers (hommes) soit une proportion de 153 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, la proportion était de 150 demandes pour 100 offres. L'année passée, au mois de mai (chiffres définitifs), on comptait dans quinze offices, 996 demandes pour 661 offres (soit 150 p. 100). La situation du marché reste la même que le mois précédent et que l'an dernier.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en mai de 123 unions et fédérations d'unions professionnelles ouvrières, groupant 30,985 membres (mineurs, ouvriers agricoles et travailleurs à domicile non compris). Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 955, soit 29 p. 100. Cette proportion est légèrement supérieure (de 0.3) à celle obtenue pour le mois précédent.

Grèves en mai 1903. — 3 grèves nouvelles seulement, intéressant 89 grévistes, toutes les 3 dans l'industrie textile. 1 de ces conflits visait une augmentation de salaire et les 2 autres tendaient à prévenir une réduction. Dans un cas, les ouvriers ont triomphé, dans un autre, ils ont obtenu un succès partiel; dans le troisième, ils ont été remplacés.

2 de ces grèves ont éclaté dans la Flandre orientale, l'autre dans la province de Liège.

CANADA.

Revue du travail en mai 1903 ⁽²⁾. — Le travail continue à être abondant pour les ouvriers d'industrie comme pour ceux de l'agriculture. Dans l'Ontario, notamment, il y a eu demande de main-d'œuvre dans la métallurgie, l'ameublement, l'industrie du bois et la filature de coton.

Les ouvriers agricoles arrivés en nombre considérable depuis le début de l'été, suffisent aux besoins actuels; il est à croire toutefois qu'il y aura place pour d'autres encore au moment de la moisson. Le travail a été très actif dans les mines de charbon de la Nouvelle-Écosse.

Grèves en avril 1903. — 23 nouvelles grèves ont été signalées au département du travail. Les grévistes ont triomphé complètement dans 8 cas, partiellement dans 6 et échoué dans 2. Le règlement de l'un de ces conflits a eu lieu à la suite de l'intervention du département du travail. 10 de ces grèves ont éclaté dans le bâtiment, 6 dans les transports, 3 dans la métallurgie, 3 dans les métaux, 3 dans l'industrie du bois. 9 avaient pour objet une augmentation de salaire; 10 une augmentation et une autre modification du contrat de travail; 1, la reconnaissance de l'Union et 1, la réduction de la journée.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, mai 1903.

⁽²⁾ D'après la *Gazette du travail*.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin 1903. — Le marché du travail en juin n'a pas été tout à fait aussi satisfaisant qu'en mai et que pendant la période correspondante de 1902; l'arrêt est sensible surtout dans l'industrie cotonnière.

4.5 p. 100 de chômeurs dans 226 trade-unions, groupant 556,700 membres contre 4.0 p. 100 en mai 1903 et 4.2 p. 100 en juin 1902.

4.46 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 488,900 mineurs contre 5.21 en mai 1903 et 5.17 en juin 1902.

320 hauts fourneaux en marche à la fin de juin 1903, avec 22,200 ouvriers contre 325 en mai 1903 et 323 en juin 1902.

47 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en juin 1903 et 38 p. 100 dans les tissages avec 97,700 ouvrières, femmes et filles, contre 81 p. 100 et 70 p. 100 en mai 1903 et 84 p. 100 et 83 p. 100 en juin 1902.

Grèves. — 17 nouvelles grèves en juin 1903 avec 5,601 chômeurs, contre 27 avec 6,081 en mai 1903. Sur 12 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 6,084 grévistes; 6 succès, 2 échecs, 4 transactions⁽¹⁾. Le nombre total des ouvriers atteints par des grèves, nouvelles ou anciennes, s'est élevé, en juin, à 12,814, contre 16,888 en mai 1903 et 15,935 en juin 1902.

Modifications survenues, au cours de 1902 dans le taux des salaires et la durée de la journée de travail ⁽²⁾.

Salaires. — Les variations dont il est question ici sont définies comme des changements survenus dans le taux du salaire par heure ou par semaine d'une certaine catégorie d'ouvriers, sans aucune modification concomitante dans les conditions du travail exécuté.

Les travailleurs agricoles, les marins et les employés de chemins de fer sont traités à part et ne figurent pas dans les chiffres ci-dessous :

En 1902, le nombre des ouvriers atteints par des modifications de salaires s'est élevé à 890,356.

Voici comment s'établissent les fluctuations survenues de 1893 à 1901:

ANNÉE.	NOMBRE TOTAL des personnes intéressées par des modifications de salaires.	RÉSULTAT HEBDOMADAIRE NET obtenu par les intéressés directs.			
		Augmentation (+) diminution (—).			
		Total.		Moyenne par tête.	
		fr.	c.	fr.	c.
1893.....	549,977	+	313,383	72	+ 0.577
1894.....	670,386	—	1,137,195	02	— 1.722
1895.....	436,718	—	711,481	42	— 1.617
1896.....	607,654	+	670,650	24	+ 1.102
1897.....	597,444	+	794,606	54	+ 1.275
1898.....	1,015,169	+	2,038,154	30	+ 1.985
1899.....	1,175,576	+	2,164,380	40	+ 1.933
1900.....	1,135,786	+	5,280,387	06	+ 4.655
1901.....	932 126	—	1,950,590	46	— 2.092
1902.....	890,356	—	1,833,512	75	— 2.059

⁽¹⁾ Résultat encore inconnu dans 6 cas.

⁽²⁾ D'après le *Report on changes in rates of wages and hours of labour, 1902*, publié par le Labour department, Ministère du commerce; Londres. Eyre et Spottiswood, dépositaires.

La hausse générale des salaires, commencée en 1896, avait fait place en 1901 à une réduction de près de 2 millions par semaine par suite des diminutions imposées dans les mines et la métallurgie ; cette réduction s'est continuée en 1902 dans ces deux mêmes industries.

Le tableau suivant montre suffisamment l'effet produit par la réduction imposée aux mineurs, sur l'ensemble des fluctuations de l'année :

DÉSIGNATION.	TOTAL DES PERSONNES intéressées par des : ⁽¹⁾		RÉSULTAT HEBDOMADAIRE des modifications de salaires.				MOYENNE PAR INTÉRESSÉ.	
	Augmen- tations.	Réductions.	Augmen- tations.		Réductions.		Augmen- tations.	Réductions.
			fr.	c.	fr.	c.		
Mines de charbon seules.....	144	735,380	408	50	1,863,469	20	2.80	2.50
Autres industries.....	91,668	57,661	133,923	20	104,375	40	1.45	1.77
ENSEMBLE des industries.....	91,812	793,041	134,343	70	1,967,844	50	1.46	2.48

(1) Non compris les ouvriers atteints par une modification pendant l'année mais dont les salaires étaient les mêmes au début et à la fin de l'année.

Le tableau suivant fait connaître la nature des fluctuations dans chaque industrie.

PROFESSIONS.	NOMBRE DES OUVRIERS pour lesquels il y a eu :		P. o/o du total des ouvriers de la profes- sion.	DIFFÉRENCE par semaine :		MOYENNE par semaine par tête d'ouvrier intéressé.			
	Augmen- tation.	Diminu- tion.		en plus.		en plus.	en moins.		
				fr.	fr. c.			fr. c.	fr. c.
Bâtiment	12,401	3,089	1.9	30,745	25	7,401	15	2.45	3.325
Mines et carrières.	12,388	736,990	92.8 ⁽¹⁾	17,957	65	1,867,003	15	1.425	2.50
Métallurgie	46,529	49,725	8.1	41,327	85	80,294	65	0.85	1.625
Textiles	2,086	21	0.2	3,691	35	102	50	1.732	4.90
Vêtement	2,612	500	0.5	8,251	95	912	90	3.10	1.80
Divers	7,925	2,716	0.5	17,174	60	12,129	55	2.05	4.30
Employés civils..	7,871	#	#	15,182	45	#	#	1.775	#
TOTAL	91,812	793,041	10.9	134,331	70	1,967,844	60	1.46	2.48

Dans les mines le chiffre des ouvriers ayant bénéficié d'une augmentation est insignifiant ; au contraire sur les 736,990 ouvriers qui ont eu à supporter une réduction, 735,380, soit 93 p. o/o du total, étaient employés dans des mines de charbon.

(1) Ce chiffre est celui des ouvriers des houillères ; pour les autres mines la proportion tombe à 15.3 p. 100 et pour les carrières à 7.1 p. 100.

Tandis que le gain des premiers a atteint 1 fr. 425 par semaine, la perte des autres s'est élevée à 2 fr. 50.

La réduction subie par les houilleurs s'élève à 1.863,480 francs par semaine, soit 95 p. o/o environ de la réduction hebdomadaire totale.

Pour les autres industries, la baisse des salaires a été relativement peu élevée, excepté dans la construction navale où elle atteint 62,045 francs par semaine.

Dans le bâtiment la hausse, commencée en 1893, s'est continuée chaque année, bien que, en 1902, elle ait atteint moins d'ouvriers qu'en aucune des années précédentes. En Écosse où les salaires avaient baissé en 1900 et 1901, il y a nouvelle hausse.

Le tableau suivant fait connaître à la suite de quelles négociations et à combien d'ouvriers des augmentations ont été accordées ou des réductions ont été imposées.

MODE DE RÈGLEMENT.	NOMBRE d'ouvriers intéressés.	POUR CENT des ouvriers dont les salaires ont été modifiés.
<i>Après une grève :</i>		
Négociations entre parties ou leurs représentants..	11,206	1.25
Bureaux de conciliation, médiation.....	136	0.01
Arbitrage	1,457	0.16
TOTAL.....	12,799	1.42
<i>Sans grève :</i>		
Négociations entre parties ou leurs représentants..	165,010	18.54
Bureaux de conciliation, commissions mixtes, médiation.....	536,959	60.30
Arbitrage.....	2,600	0.30
Échelles mobiles.....	172,988	19.44
TOTAL.....	877,557	98.58
TOTAL GÉNÉRAL.....	890,356	100

Il ressort de là que la tendance à régler des questions de salaire, selon un mode pacifique, augmente chaque année. Sur 100 ouvriers atteints par une fluctuation de salaire, 1.42 ont pris part à une grève ou ont été atteints par un lockout; cette moyenne est inférieure encore à celle de 1901 (1.56 p. o/o), qui était la plus basse que l'on ait jamais enregistrée. Il faut attribuer l'augmentation du nombre des ouvriers dont les salaires ont été modifiés par des organes de médiation en partie à ce que les conseils de conciliation ont fixé les salaires d'un plus grand nombre de houilleurs et en partie à l'intervention du conseil de salaires des midlands : ce conseil accorda à 20,000 métallurgistes une augmentation à laquelle ils n'avaient pas droit, d'après le système des échelles mobiles qui régit leur industrie.

Si l'on considère les modes de règlement par industrie, on obtient les résultats suivants :

NOMBRE D'OUVRIERS dont les salaires ont été arrangés par :				
	Échelle mobile.	Médiation, arbitrage.	Négociations directes entre les parties ou leurs repré- sentants.	Total.
Bâtiment	"	4,087	11,488	15,575
Mines { houillères	140,000	505,372	90,152	735,524
{ mines et carrières...	337	"	13,517	13,854
Métallurgie	32,651	31,693	37,328	101,872
Textiles	"	"	2,107	2,107
Vêtement	"	"	3,112	3,112
Divers	"	"	10,641	10,641
Services civils	"	"	7,871	7,871
TOTAL	172,988	541,152	176,216	890,356

Heures du travail. — En 1902, 5,324 ouvriers ont vu augmenter la durée de leur journée de travail alors que 1.051,983 ont bénéficié d'une réduction. Il en est résulté une réduction de 1,024,868 heures de travail par semaine, soit de 58 minutes par tête. Voici comment s'établissent ces chiffres pour les années précédentes :

ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire. heures.	ANNÉES.	NOMBRE de travailleurs atteints.	RÉDUCTION moyenne de la durée du travail hebdoma- daire. heures.
1893.....	34,649	1.09	1898.....	39,049	2.10
1894.....	77,158	4.04	1899.....	35,949	3.54
1895.....	22,735	1.94	1900.....	57,726	4.12
1896.....	108,271	0.73	1901.....	29,276	2.01
1897.....	70,632	4.03	1902.....	1,057,507	0.58

Le chiffre des réductions de durée de travail survenues en 1902 est de beaucoup le plus élevé que l'on ait jamais enregistré depuis 1893. Il faut l'attribuer aux modifications introduites dans les ateliers d'impression sur étoffes de blanchiment et de teinture.

La loi du 17 août 1901 sur les fabriques et ateliers a, en effet, assimilé ces ateliers aux fabriques textiles en ce qui concerne la durée du travail, de sorte que celle-ci a été réduite, à partir du 1^{er} janvier 1902, à 55 heures et demi par semaine.

Bien que la durée de travail des hommes n'ait pas été réglementée, elle a été toutefois réduite dans la plupart des ateliers. Il s'ensuit que plus d'un million d'ouvriers des textiles a été directement ou indirectement atteint par cette loi.

Si l'on examine les modifications survenues par groupes d'industrie on obtient les résultats suivants :

INDUSTRIES.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE D'HEURES en moins par semaine.
Bâtiment.....	14,640	2,960
Mines.....	566	5,040
Métallurgie.....	496	2,910
Vêtement.....	755	1,638
Textiles.....	1.037,000	997,500
Industrie du livre.....	379	666
Bois.....	1,690	1,791
Ouvriers municipaux.....	349	2,622
Autres industries.....	637	2,605
Alimentation.....	995	7,636
TOTAL.....	1,057,507	1,024,868

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 5 juillet 1903, relative à l'apprentissage de la dentelle à la main ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — L'enseignement professionnel de la dentelle à la main sera organisé dans les écoles primaires de filles des départements où la fabrication est en usage et dans les écoles normales d'institutrices de ces mêmes départements. Ces écoles seront désignées par décret.

ART. 2. — Il sera créé, dans les principaux centres dentelliers, des cours et des ateliers de perfectionnement ou des écoles propres à développer l'éducation artistique des ouvrières et des dessinateurs.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales,
pendant les mois de Juin et de Juillet 1903.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin 1903. — Dépôt, par M. Ferdinand David, d'une proposition de loi sur la procédure à suivre en matière de revision des indemnités accordées en exécution de la loi du 9 avril 1898, relative aux accidents du travail. (Doc. parl. n° 983, J. O. p. 573.)

— Séance du 2 juillet 1903. — Dépôt, par M. Mirman d'un rapport sur la proposition de loi de M. Mirman ⁽²⁾, ayant pour objet d'étendre à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail.

⁽¹⁾ J. O. du 7 juillet 1903.

⁽²⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1903, l'État des propositions de loi, p. VIII.

Apprentissage de la dentelle à la main. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juin 1903. — Dépôt, par M. Vigouroux, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Engerand ⁽¹⁾ sur l'apprentissage de la dentelle à la main. (Doc. parl. n° 998, J. O. p. 651.) — Séance du 16 juin 1903. — Déclaration de l'urgence; première délibération; adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 16 juin 1903. — Transmission de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. (Doc. parl. n° 181.) — Séance du 25 juin 1903. — Dépôt, par M. Charles Dupuy, d'un rapport sur cette proposition de loi. (Doc. parl. n° 199.) — Séance du 2 juillet 1903. — Première délibération; déclaration de l'urgence; adoption ⁽²⁾.

Assistance. — *Chambre des députés.* — Séances des 4, 8, 9, 11 et 15 juin 1903. — Suite de la première délibération (urgence déclarée) sur : 1° la proposition de loi de M. Bienvenu-Martin; 2° la proposition de loi de MM. Émile Rey et Lachière, relatives à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables ⁽³⁾. — Adoption.

————— *Sénat.* — Transmission de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. — Nouvel intitulé : proposition de loi créant un service public de solidarité sociale sous forme d'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables. (Doc. parl. n° 186.)

————— *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1903. — Dépôt, par M. Bouveri, d'une proposition de loi tendant à augmenter les redevances des mines d'un million au profit des bureaux de bienfaisance des communes minières et limitrophes.

Assurance-vie. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin 1903. — Dépôt, par M. Chastenet, d'un rapport sur ⁽⁴⁾ : 1^{er} le projet de loi relatif à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurance sur la vie; 2^{em} sur les propositions de loi : 1° de M. Mirman; 2° de M. Ferrette; 3° de MM. Gellé et Coache; 4° de M. Chastenet; 5° de M. Guieysse; 6° de MM. Bonnevey et Thierry relatives aux sociétés d'assurances. (Doc. parl. n° 986, J. O. p. 745.)

Conditions du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 juillet 1903. — Dépôt, par M. Marcel Sembat, d'une proposition de loi tendant à accorder aux municipalités le droit d'inscrire dans les règlements et cahiers des charges des clauses fixant des conditions humaines de travail.

Coopération agricole. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 juin 1903. — Dépôt, par M. Clémentel, d'une proposition de loi tendant à la création de sociétés coopératives en vue de la conservation, de la transformation et de la vente des produits agricoles. (Doc. parl. n° 1119.)

Grèves. — Amnistie. — *Sénat.* — Séance du 2 juillet 1903. — Dépôt, par M. Vagnat, d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à l'amnistie pour faits de grèves et faits connexes. (Doc. parl. n° 233.)

Hygiène et sécurité. — *Sénat.* — Séance du 16 juin 1903. — Première délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant modification à la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels ⁽⁵⁾; déclaration de l'urgence. — Adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 25 juin 1903. — Transmission du projet de loi modifié par le Sénat. (Doc. parl. n° 1075.) — Séance du 2 juillet 1903. —

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de février 1903, p. 135.

⁽²⁾ Voir le texte de cette loi dans le présent *Bulletin*, p. 599.

⁽³⁾ Voir le *Bulletin* de juin 1903, page 522.

⁽⁴⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1903, l'*État des propositions de loi*, p. VIII.

⁽⁵⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1903, l'*État des propositions de loi*, p. VI, et le *Bulletin* d'avril 1903, p. 339.

Dépôt d'un rapport, par M. Cornet. (Doc. parl. n° 1144.) — Séance du 3 juillet. — Première délibération. — Déclaration de l'urgence. — Adoption ⁽¹⁾.

Hygiène des ouvriers. — Céruse. — Chambre des députés. — Séance du 30 juin 1903. — Première délibération sur le projet de loi sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment ⁽²⁾. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Maladies professionnelles. — *Chambre des députés. —* Séance du 3 juillet 1903. — Dépôt, par M. J.-L. Breton, d'une proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Mines. — *Chambre des députés. —* Séance du 25 juin 1903. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi sur les mines.

Ouvriers de l'État. — Indemnités de licenciement. — *Chambre des députés. —* Séance du 19 juin 1903. — Dépôt, par le Ministre de la Guerre, d'un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1903, d'un crédit extraordinaire de 556,401 francs devant permettre le paiement d'indemnités extraordinaires de licenciement aux ouvriers des établissements d'artillerie licenciés en 1903 et le versement à la Caisse nationale des retraites de capitaux constitutifs de rentes viagères. (Doc. parl. n° 1036.) — Séance du 22 juin 1903. — Dépôt, par M. Berteaux, d'un rapport sur ce projet de loi. (Doc. parl. n° 1052.)

Palais du Travail. — *Sénat. —* Séance du 25 juin 1903. — Dépôt, par M. Milliès-Lacroix, d'un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner le crédit extraordinaire de 300,000 francs au titre du chapitre 26 ter du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes « Dépenses d'achèvement et d'aménagement du Palais du Travail » disjoint du projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1902. (Doc. parl. n° 198.)

Protection des enfants. — *Chambre des députés. —* Séance du 4 juin 1903. — Dépôt, par M. J. Coutant, d'une proposition de loi tendant à protéger le commerce et l'industrie contre la concurrence exercée par les établissements religieux et à interdire l'exploitation des enfants dans les orphelinats, couvents, ouvroirs ou maison de refuge. (Doc. parl. n° 955; *J. O.*, p. 519.)

Protection des enfants du premier âge. — *Chambre des députés. —* Séance du 11 juin 1903. — Dépôt, par M. Lefas, d'une proposition de loi sur la protection des enfants du premier âge. (Doc. parl. n° 994; *J. O.*, p. 648.)

Retraites ouvrières agricoles. — *Chambre des députés. —* Séance du 25 juin 1903. — Dépôt, par M. Laurent Castelet, d'une proposition de loi sur les retraites ouvrières agricoles. (Doc. parl. n° 1068.)

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés. —* Séance du 25 juin 1903. — Dépôt, par le Ministre des Travaux publics, d'un projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 89 de la loi de finances du 31 mars 1903 (Caisse de retraite des ouvriers mineurs). [Doc. parl. n° 1067.] — Séance du 2 juillet. — Dépôt, par M. Pierre Baudin, d'un rapport sur ce projet de loi. — Séance du 3 juillet. — Première délibération. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

————— *Sénat. —* Séance du 3 juillet 1903. — Transmission du projet de loi adopté par la Chambre des députés. — Séance du 4 juillet. — Dépôt et lecture d'un rapport, par M. Antonin Dubost. — Première délibération. — Déclaration de l'urgence. — Adoption ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Loi promulguée le 11 juillet 1903. — *J. O.* du 22 juillet.

⁽²⁾ Voir le *Bulletin* de décembre 1902, p. 914; dans le *Bulletin* de janvier 1903, l'*État des propositions de loi*, p. vi, et le *Bulletin* de juin 1903, p. 522.

⁽³⁾ Loi promulguée le 21 juillet 1903. — *J. O.* du 23 juillet.

Subventions aux mineurs. — *Chambre des députés.* — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1903, d'un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour subvention à la Société coopérative des ouvriers mineurs et similaires du département de Saône-et-Loire (Mines des Petits-Châteaux). [Doc. parl. n° 1134.] — Séance du 3 juillet. — Dépôt d'un rapport, par M. Astier. (Doc. parl. 1169.) — Séance du 4 juillet. — Première délibération. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 4 juillet 1903. — Transmission du projet de loi adopté par la Chambre des députés.

Warrants agricoles. — *Sénat.* — Séance du 4 juin 1903. — Dépôt et lecture, par M. Calvet, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. — Rejet de l'urgence. (Doc. parl. n° 162.)

————— *Sénat.* — Séance du 16 juin 1903. — Dépôt, par M. Louis Legrand, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Louis Legrand ayant pour objet de modifier la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. (Doc. parl. n° 179.) — Séance du 25 juin. — Adoption en première délibération.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Allier. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MOULINS-LAPALISSE (situation au 31 mars 1903). — L'extraction des combustibles minéraux a sensiblement diminué depuis quelques années dans les mines de Buxières, Bert et Saint-Hilaire. Dans cette dernière, en particulier, la production qui avait été, en 1901, de 26,700 tonnes de houille, est tombée, en 1902, à 22,700 tonnes. Les mines de Noyant ont conservé toute leur animation; les travaux de recherches commencés en 1899 se poursuivent très activement; une centaine d'ouvriers sont occupés actuellement dans ce bassin houiller.

La situation de la minoterie est assez bonne; les moulins travaillent régulièrement et les salaires ouvriers ont une tendance à croître. Les tanneries luttent avantageusement contre la concurrence étrangère, grâce au perfectionnement de leur outillage. Le travail est régulier et normal dans les manufactures de porcelaine de la région, qui occupent de 90 à 95 personnes. Les salaires varient, selon le genre de travail et l'habileté des ouvriers, de 2 fr. 50 à 6 francs par jour. Enfin, l'industrie du bâtiment, favorisée par un hiver clément, a eu peu de chômage.

Doubs. — D'après le conseil des prud'hommes de Besançon, au cours du 1^{er} trimestre de 1903, aucune modification importante n'est survenue dans la situation industrielle; le travail a été cependant un peu moins abondant que dans le trimestre précédent. Dans certaines industries, les ouvriers sont occupés irrégulièrement et ne travaillent que quelques jours par semaine. La proportion des ouvriers en chômage est de 15 p. 100 dans l'industrie horlogère et dans l'industrie du bâtiment. Par contre, la carrosserie a pu se maintenir et éviter le chômage.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a sensiblement diminué chez les fabricants d'horlogerie de Montbéliard, qui luttent toujours difficilement contre la concurrence étrangère.

Ille-et-Vilaine. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Fougères, la

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 2^m trimestre de 1903.

situation industrielle est à peu près normale; deux établissements occupant de 900 à 1,000 ouvriers ont été fermés. La proportion des ouvriers en chômage est de 10 p. 100 dans l'industrie de la *chaussure*; dans les autres industries et en particulier dans le *bâtiment*, le travail est régulier.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Rennes, l'activité est à peu près la même dans l'industrie du *bâtiment*; la durée du travail est toujours de 10 h. 1/2 par jour, conformément à la loi du 30 mars 1900 et il n'y a pas de chômage.

Loir-et-Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS (situation au 31 décembre 1902). — Le travail est régulier dans les carrières des environs de Vincuil, Saint-Gervais, etc., par suite de la création de lignes de tramways qui ont facilité les transactions. Pas de changement notable dans la *brasserie* et la *distillerie* de la région de Blois; la *meunerie* s'est maintenue dans une bonne moyenne d'activité. Il en a été de même dans l'*imprimerie*, la *lithographie* et dans l'industrie du *bâtiment*. A Vendôme et à Mondoubleau l'industrie de la *tannerie* traverse, depuis quelques années, une certaine crise due, en grande partie, à la concurrence étrangère. En 1900, la production des tanneries de Mondoubleau, Cormenon, Sargé et Savigny, était de 2,000 tonnes de cuirs à semelles représentant 5,500,000 francs; elle est réduite actuellement de 40 p. 100 et ne représente plus qu'une valeur de 3,300,000 francs.

A Romorantin, peu de changement dans l'industrie *drapière* et la *lingerie*; les salaires ont une tendance à la hausse. Les *briqueteries* sont très actives en raison de nombreuses constructions en cours. La fabrication des anciennes *tuiles plates* a beaucoup diminué, les grandes tuiles de Bourgogne étant d'un emploi beaucoup plus facile. De même la *chaux grasse* est remplacée par la *chaux hydraulique* de qualité bien supérieure.

Haute-Loire. — D'après le conseil des prud'hommes de Saint-Didier-la-Séauve, la situation industrielle, sans changement bien appréciable depuis le trimestre dernier, ne va pas, toutefois, en s'améliorant. La proportion de chômeurs dans les différentes industries atteint jusqu'à 25 p. 100, mais il n'y a pas eu de variation dans la durée de travail et le taux des salaires.

Manche. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHERBOURG ET DE VALOGNES (année 1902). — Les carrières de grès quartzite de Cherbourg sont en pleine prospérité. L'industrie des *machines agricoles* a été également plus favorisée qu'en 1901. Les industries de la *cire* et de la *stéarine*, par suite de modifications apportées dans les différents genres de culture et l'élevage des abeilles, ont subi une certaine décroissance. La *tannerie* et la *corroirie* qui étaient encore très prospères, il y a quelques années, ont perdu beaucoup de leur importance. Les fabriques de *meubles* et de *menuiserie* artistique se ressentent beaucoup de la concurrence qui leur est faite par les articles bon marché provenant de l'étranger. Dans les *scieries* à vapeur le travail est effectué normalement, mais l'industrie du *bâtiment* n'a pas été favorisée, les constructions ayant été peu nombreuses au cours de l'année 1902. Enfin, les *ateliers de construction de navires* sont toujours fort peu animés.

Mayenne. — D'après le Conseil des prud'hommes de Laval, l'industrie *cotonnière*, la plus importante de la région, laisse toujours à désirer. Le chômage actuel, dû à la température défectueuse du printemps, peut être évalué à 30 p. 0/0 tant pour le tissage à la main que pour le tissage mécanique.

Pour les mêmes raisons, le travail fait aussi défaut dans le ressort du Conseil de prud'hommes de Laval, mais les ouvriers inoccupés sont employés aux travaux des champs.

Meurthe-et-Moselle. — D'après le Conseil des prud'hommes de Lunéville, la situation industrielle est satisfaisante grâce au développement constant de l'industrie automobiliste. La durée du travail reste toujours la même et il n'y a pas de chômage.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI. (Année 1902.) — L'industrie de la *brasserie* donne des résultats satisfaisants. Des établissements nouveaux se sont créés à Avesnes-les-Aubert, Haussy, Escandœuvres; le personnel ouvrier connaissant la fabrication est rare, tandis qu'il y a excès de manouvriers. Les fabriques de *chicorée* sont un peu moins animées

et la production est plus faible. Les salaires sont stationnaires; la main-d'œuvre quoique abondante, n'est cependant pas en excès à cette époque de l'année où l'ouvrier agricole des sucreries doit chercher à s'occuper ailleurs.

Dans les fabriques de *sucres*, la durée de la fabrication a été de 30 p. o/o inférieure à la moyenne; les améliorations qu'on pourrait apporter à l'outillage restent en suspens; la main-d'œuvre est abondante, le nombre des ouvriers employés ayant été ramené au strict nécessaire. Travail peu abondant dans les *tuileries* et fabriques de *savons*. Dans le *tissage de laines* la production est restée peu active durant le deuxième semestre de 1902; les métiers à la main tendent de plus en plus à disparaître. Les *tissages de lin* sont aussi très calmes; les lins ont été de qualité médiocre, ce qui a beaucoup nui à la marche générale des affaires. Les fabriques de *tulles* et *guipures* semblent plus animées que d'habitude; un certain nombre de métiers à dentelles (*leavers* 14 points) et de métiers à retordre le coton, ont été mis en marche; les salaires tendent à croître. Dans les fabriques de *batistes*, *mouchoirs*, *linous*, le nombre des établissements n'a pas varié et aucune modification ne s'est produite dans l'outillage; le nombre des ouvriers occupés est aussi toujours le même, mais ils ont moins d'ouvrage.

Les ateliers de *constructions mécaniques*, *chaudronnerie*, *fonderies*, se ressentent beaucoup de la crise qui sévit sur l'industrie sucrière; néanmoins l'outillage s'améliore en général par l'emploi d'outils perfectionnés et il n'y a pas eu de chômage en dehors du ralentissement habituel des affaires pendant la saison d'hiver. Enfin les usines de produits réfractaires sont peu actives; certaines ont chômé pendant toute l'année.

D'après le Conseil des prud'hommes de Valenciennes, l'état d'activité du travail dans la plupart des industries est satisfaisant; dans certains établissements *métallurgiques*, la durée du travail a cependant été légèrement réduite.

A Lille, d'après le Comité linier, le travail a été moins abondant que l'an dernier; une *filature* nouvelle, occupant environ, 15 ouvriers a été installée. Pas de changement appréciable dans l'industrie du *cuir*. A Roubaix, chez les *teinturiers* et *apprêteurs*, la durée du travail a été réduite; elle atteint actuellement 52 heures par semaine. Chez les *fabricants* et *façonniers tisseurs* le travail est peu actif; un établissement occupant 250 ouvriers a fermé ses portes; dans les autres on chôme 1 jour par semaine.

Haut-Rhin. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BELFORT. (Octobre 1902-Mars 1903). — La situation du *tissage de coton* est restée sensiblement stationnaire et peu satisfaisante. La marche des industries de *dénaturation du fer* (fabrication d'essieux, de *visserie* et de *boulonnerie* a été peu animée. Il en est de même de l'industrie horlogère qui lutte difficilement contre la concurrence étrangère et qui ne se maintient qu'en appliquant ses moyens de production à de nouveaux produits. La crise intérieure qui pèse sur l'industrie électrique (petite construction), depuis l'année 1900, n'a pas cessé; quelques articles cependant, de prix modérés (dynamos, compteurs, ventilateurs à courants continu et alternatif) ont trouvé un écoulement facile au cours de l'année 1902. La situation de la *quincaillerie* s'est légèrement améliorée et particulièrement la *fabrication des pompes* et des moteurs de toutes espèces (gaz, pétrole, alcool), qui a été supérieure à ce qu'elle était en 1901.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, l'industrie textile a été assez active à Belfort durant le premier trimestre de 1903; pour suivre le progrès de la concurrence, l'outillage se complète et se transforme sans cesse; les salaires n'ont pas subi de modifications et il n'y a pas eu de chômage.

Rhône. — D'après le Conseil des prud'hommes de Tarare, la situation industrielle est moins satisfaisante que l'an dernier. Le chômage est assez important chez les *tisseurs* et *blanchisseurs*; les ouvriers *apprêteurs* restent inoccupés 2 jours par semaine.

Le travail est aussi peu actif dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Thizy, les ouvriers ne travaillent en général que 4 jours par semaine.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales à Lyon, il n'y a pas eu de changement chez les fabricants *chocolatiers*. Dans le *tissage mécanique* de la même localité, la *mousseline soie*, les *tissus à jour* et les *articles teints* en pièce, ont occupé tous les métiers avec autant d'animation que l'an dernier; mais la fabrication de la *nouveauté*, du *façonné* et de l'*éttoffe de soie pure teinte en flotte*, s'est particulièrement ralentie. Travail moins abondant chez les fabricants d'*orfèvrerie*, la durée du travail a été légèrement réduite.

Seine. — D'après le comité central des *houillères* de France, le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier. La *papeterie* est en pleine morte-saison. Pas de changement chez les fabricants de *toiles cirées* et chez les fabricants de *colle gélatine*. L'industrie du *jute* est peu satisfaisante; il y a eu chômages partiels dans la plupart des établissements et la durée du travail a été réduite. Travail un peu plus abondant dans la *chapellerie*; les *ouvriers* font 70 heures par semaine. Par contre, un sérieux ralentissement s'est manifesté chez les fabricants de *fleurs et plumes* où la durée du travail a été réduite à 40 heures par semaine. État stationnaire chez les *doreurs miroitiers* et les *fondeurs en cuivre*.

Seine-et-Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VERSAILLES (année 1902). — La situation de la *meunerie*, un instant difficile, a repris sa marche précédente. La *brasserie* est de plus en plus active; toutefois la dernière saison d'été n'a pas été favorable et l'abondance des vins et des cidres lui a fait une concurrence sérieuse. Les fabriques de *conserves alimentaires* se maintiennent difficilement et ont réduit leur fabrication. Par contre, les *féculeries* et les *amidonneries* continuent à être prospères. L'industrie du *bâtiment*, un instant très animée, s'est ralentie en 1902 dans de notables proportions. Les *carrières de plâtre, sables, meulrières*, ont ressenti le contre-coup de la crise qui sévit dans le bâtiment et aussi du chômage prolongé des canaux du Nord amenant de Belgique la pierre calcaire. La *brique brute vernissée* et émaillée est de plus en plus employée dans la construction. Aussi cette industrie continue-t-elle à donner de bons résultats. L'état de la *métallurgie* laisse toujours à désirer. Il en est de même de l'*imprimerie* qui s'applique à rechercher le moyen de remplacer par la machine la main-d'œuvre ouvrière qui tend à devenir de plus en plus rare et de plus en plus coûteuse. La *papeterie* souffre du même mal.

D'après le Conseil des prud'hommes de Versailles la situation industrielle ne s'est pas améliorée depuis le précédent trimestre. La proportion des ouvriers en chômage est très sensible (moitié de l'effectif), mais les salaires sont plutôt en augmentation. Comme dans le premier trimestre, le travail est toujours actif chez les entrepreneurs du *bâtiment* à Versailles mais en légère diminution chez ceux d'Étampes.

Vaucluse. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AVIGNON. Situation au 1^{er} avril 1903. — L'état général des fabriques de *pâtes alimentaires* est stationnaire. Les usines sont, pour la plupart, pourvues d'un outillage moderne; le salaire moyen est de 3 fr. 50 pour les hommes et de 1 fr. 50 pour les femmes. L'industrie de la *minoterie* n'est pas très prospère, la main-d'œuvre est rare, absorbée par l'agriculture qui tient une grande place dans la région et la situation du personnel ouvrier est bonne. Dans la fabrication des *fruits confits et confitures* l'outillage n'est pas possible, le travail étant généralement fait à la main; le personnel ouvrier est rare malgré un salaire très avantageux.

Dans l'industrie des *produits et engrais chimiques* la campagne 1902 1903 a été très active; 1,500 ouvriers ont pu être occupés et un établissement nouveau a été créé; la durée du travail est actuellement de 63 heures par semaine et le salaire moyen est de 3 francs par jour. Dans les fabriques d'*ocres*, la situation du personnel est bonne; il n'y a pas de chômage et les salaires sont rémunérateurs. Les fabriques d'*huiles* qui peuvent occuper pendant les mois de décembre et janvier près de 200 ouvriers ont été peu animées par suite du manque de récolte.

Dans la *tannerie-corroirie* peu de changement; la durée du travail est toujours de 60 heures et il n'y a pas eu de chômage. La situation de la *papeterie* reste sensiblement la même qu'en 1902 avec cependant une légère amélioration; dans la plupart des établissements le travail se fait au moyen de deux équipes, l'une allant de midi à minuit, l'autre de minuit à midi. Dans certains, les ouvriers font 12 heures avec 2 heures de repos. Le cartonage laisse un peu à désirer mais il n'y a pas de chômage, les ouvriers pouvant être occupés dans les magasins au moment de la morte-saison.

Les *filatures de la soie* qui occupent de 1,200 à 1,300 ouvrières sont encore assez actives, mais le travail tend à diminuer. L'industrie du *moulinage de la soie*, plus importante, et qui ne compte pas moins de 2,000 à 2,200 ouvrières, est beaucoup moins prospère; quelques améliorations ont été apportées dans l'outillage en vue d'augmenter le tournage des usines; le personnel ouvrier se recrute difficilement malgré une augmentation de 15 p. 100 des salaires depuis 2 ou 3 ans.

Le travail est moins abondant que l'an dernier dans les fabriques de *tapis et couvertures de*

laine; un établissement occupant de 130 à 140 ouvriers a été fermé et la durée du travail a diminué d'une demi-heure depuis le 1^{er} mars 1902; elle atteint actuellement 57 heures par semaine, déduction faite de la mise en marche des machines et du nettoyage. L'industrie des vêtements confectionnés semble s'améliorer; l'outillage a fait d'énormes progrès. Les nouvelles machines à faire les boutonnieres permettent de faire un travail rapide et soigné; les ouvriers ou coupeurs gagnent en moyenne de 5 à 7 francs par jour et les ouvrières de 2 à 4 francs.

L'industrie de la bijouterie va en progressant; le nombre des pièces soumises à la vérification a été, en 1901, 698,686 contre 824,086 en 1902 dont 749,171 pour un même établissement. Cette augmentation résulte de la transformation et du perfectionnement de l'outillage. La situation du personnel ouvrier est stable, le travail étant régulier et sans chômage.

En tant que production, l'industrie céramique s'est développée: plusieurs usines importantes ont été construites et d'autres sont en voie de construction; les travaux sont faits à façon; en ce qui concerne la main-d'œuvre les spécialistes font défaut, tandis que les journaliers abondent. L'industrie des briques, tuyaux et terres réfractaires est plutôt en décroissance malgré la transformation de l'outillage; l'hiver dernier les usines ne travaillaient que trois jours par semaine et ce chômage a été cause, pour le personnel ouvrier, d'une très grande gêne. Enfin la situation des carrières de plâtre est normale et toujours relativement prospère.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 juin.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre; pas de chômeurs chez les peintres et plâtriers; de même chez les potiers. A Thoiry, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Divonne-les-Bains; pas de chômeurs chez ceux de Serrières-de-Briord.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les garçons brasseurs; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers noueurs; 10 p. 100 de chômeurs chez les tisseurs et tisseuses; 12 p. 100 de chômeurs chez les tullistes en guipure; pas de changement chez les ouvrières du piquage de carton; pas de changement chez les mouleurs en fer; travail peu actif chez les chaudronniers; travail actif chez les chauffeurs-conducteurs; pas de chômeurs chez les couvres.

A Château-Thierry, pas de changement chez les typographes; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers en instruments de musique; pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Chauny, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en produits chimiques; pas de chômeurs, 65 heures, chez les mouleurs; travail normal dans le bâtiment. A Bohéries, pas de chômeurs chez les tisseurs. A Saint-Michel, travail actif chez les ouvriers en chaussures; 1 p. 100 de chômeurs chez les mouleurs. A Soissons, travail satisfaisant chez les typographes; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon. A Guise, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mouleurs; pas de chômeurs chez ceux de Tergnier.

Allier. — A Moulins, 6 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les boulangers; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les carrossiers; 20 p. 100 de chômeurs chez les maçons et cimentiers. A Montluçon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes. A Commeny, pas de chômeurs chez les mineurs; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; pas de chômeurs chez les maçons. A Buxières, pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles. A Pouzy-Mézangy, 30 p. 100 de chômeurs chez les bûcherons; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Izere, de Larcy-Lévy et de Thionne. A Saint-Hilaire, 7 p. 100 de chômeurs chez les mineurs. A Doyet, travail actif chez les ouvriers du bâtiment. A Vichy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; travail actif chez les ouvriers en voitures.

Alpes (Hautes). — A Gap, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les typographes.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 15 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; pas de changement chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tabletiers-graveurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; pas de changement chez les *horlogers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, pas de changement chez les *jardiniers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*. Au Broc, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles* et *horticoles*.

Ardèche. — A Privas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Annonay, 8 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail actif chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *serruriers*; travail très actif chez les *métallurgistes*. A Serrières, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs* et *tisseuses*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Vrine-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Revin, Nouzon et Sainte-Savine. A Neufmanil, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons d'écrous*. A Illy, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures; pas de chômeurs chez ceux de Bourg-Fidèle. A Haybes, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fumay.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, 2 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; travail peu actif chez les *bonnetiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *teinturiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*, *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; travail peu actif chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; travail peu actif, 48 à 50 heures, chez les *tonneliers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*.

A Carcassonne, travail actif chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif chez les ouvriers en *peignes*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*.

Aveyron. — A Rodez, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Millau, 20 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers*; pas de changement chez les *palissonneurs mégissiers*; un tiers de chômeurs chez les *gantiers*; moitié de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Saint-Affrique. A Saint-Affrique, grève chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; de même chez les *garçons bouchers*, *charcutiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*, *biscuitiers* et *pâtisseries*; 12 p. 100 de chômeurs chez les employés de *cafés* et *hôtels*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; nombreux chômeurs chez les *corroyeurs-chevriers-maroquins*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-bourreliers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *modeleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*; pas de chômeurs chez les *calfat-perceurs*; pas de chômeurs chez les *démolisseurs de navires*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs*.

conducteurs; pas de changement chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *maçons limousinant*; travail assez actif chez les *smilleurs de pavé*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs-terrassiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 35 p. 100 de chômeurs chez les patrons *borneurs-remorqueurs*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *sténographes*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Châteaurenard, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A la Ciotat, 1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A Aix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers foulleurs*. A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 16 p. 100 chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Fontvieille, 14 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau. A Berre, travail moins actif chez les *pêcheurs*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs chez les *typographes*; de même chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif chez les *mouleurs en métaux*. A Guibray, 8 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*. A Lisieux, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *lainiers* et *liniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Honfleur, pas de chômeurs chez les ouvriers *horticulteurs*.

Cantal. — A Aurillac, travail actif, 5 p. 100 de chômeurs chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement* et chez ceux du *bâtiment*. A Champagnac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; travail actif, 60 heures, chez les *travailleurs sur cuivre*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Cognac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; travail actif chez les *peintres*. A Saintes, pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rochefort, 8 p. 100 de chômeurs, 84 heures par semaine, travail très satisfaisant, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Royan, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les garçons *bouchers-charcutiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers journaliers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*.

A Vierzon, pas de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Nérondes, 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; nombreux chômeurs chez les *bûcherons* de Mornay-sur-Allier; pas de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres; moitié de chômeurs chez ceux d'Aubigny; pas de chômeurs chez ceux d'Apremont; pas de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois; pas de chômeurs chez ceux de la Guerche. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*. A Cuffy, 25 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Menetou-Couture, 27 p. 100 de chômeurs chez ceux de Feux; nombreux chômeurs chez ceux de Tor-

teron; travail actif chez ceux de la Guerche; pas de chômeurs chez ceux de Barlieu, Argent, et de Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs chez ceux de Vallenay; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 30 p. 100 chez ceux de la Chapelle-Hugon. A Bessais-le-Fromental, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*. A Dun-sur-Auron; 22 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*. A Graçay, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aubigny, de même chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs chez ceux de la Guerche.

Corrèze. — A Tulle, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; nombreux chômeurs, 50 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Brive, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*. A Bort, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, nombreux chômeurs chez les *cordonniers*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même, et 66 heures, chez les *peintres*. A Beaune, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Corcelles-les-Citeaux. A Semur, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement, travail actif chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers ébénistes*; pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *sabotiers*.

Doubs. — A Besançon, 2 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs guillocheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*. A Sainte-Suzanne, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*; pas de changement chez ceux de Dasle. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *scieurs sur bois*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, morte-saison chez les *chapeliers*. A Montélimar, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie textile. A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine à feu*. A Romans, pas de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers en *cartonnages*; 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières en *soie*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

Eure. — A Évreux, pas de changement chez les *compositeurs-typographes*. A Louviers, 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Pont-de-l'Arche, pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*. A L'Habit, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*. A Châteaudun, travail actif dans l'imprimerie. A Dreux, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvrières de la robe*; moitié de chômeurs chez les *déchargeurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *charbonniers du port*. A Morlaix, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; travail actif chez les *menuisiers ébénistes*. A Quimper, travail actif chez les *typographes*. A Concarneau, situation peu satisfaisante chez les *pêcheurs*.

A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boitiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs pâtisseries*; travail actif chez les *typographes*. 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Bessèges, nombreux chômeurs chez les *mineurs*; travail peu actif chez les *mouleurs noyauteurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *verriers à vitres*. Pas de chômeurs chez les *ouvriers et employés de la mine à Tréséols*. A Sauve, pas de chômeurs chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de la boissellerie*. A Beucaire, 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers ébénistes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, travail actif chez les *pâtisseries-glaciers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en meubles*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *monteurs de galoches*; pas de changement chez les *employés aux écritures*.

Gers. — A Auch, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Gironde. — A Bordeaux, 8 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 14 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *papetiers, relieurs et cartonniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs typographes*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs lithographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des constructions maritimes*; travail peu actif chez les *ouvriers en bois merrain*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes billardiens*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Podensac, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des scieries mécaniques*. A Arcachon, pas de changement chez les *marins du commerce*; moitié de chômeurs chez les *arrimeurs et manœuvres*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs et marins*; un quart de chômeurs chez les *charbonniers du port*; un tiers de chômeurs chez les *déménageurs*; pas de changement chez les *sténographes dactylographes*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

Hérault. — A Montpellier, 25 p. 100 de chômeurs chez les *jardiniers*; 30 p. 100 de chômeurs, travail peu abondant, chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; travail peu actif chez les *tonneliers-foudriers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Cette, 23 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs de l'étang*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers en bois merrain*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs à la mécanique*. A Béziers, 28 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *bourreliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Sérignan, 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; travail

plus actif chez ceux de Lézignan. A Graissessac, travail satisfaisant, 18 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; moitié de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*. A Agde, nombreux chômeurs chez les *marins pêcheurs*; moitié de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les *ouvriers du cuir*; pas de changement chez les *chapeliers-appropriateurs*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *carrossiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Lagnelet, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en draps*; pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*. A Chinault, pas de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*. A Niherne, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux du Poinçonnet.

Indre-et-Loire. — A Tours, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*. A Châteaurenault, 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 10 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; un quart de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Vienne, pas de changement chez les *ouvriers de l'ameublement*; par de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bouvesse-Quirieu, 2 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Rives, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Izeaux, 35 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, travail peu actif chez les *mineurs*. A Par-millieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; de même chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*. A Pont-de-Chery, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Jura. — A Azans, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs chez ceux de Salins.

Landes. — A Mont-de-Marsan, 8 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de changement chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en draps*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Vendôme, 26 p. 100 de chômeurs, 39 heures, chez les *métallurgistes*.

Loire. — A Saint-Étienne, 20 p. 100 de chômeurs, 88 heures par semaine, chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail moins actif chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *tisseurs-épingleurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs, 92 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; 6 p. 100 de

chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *sabottiers-galochiers*. A Bourg-Argental, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en fonte*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *tourneurs, enfourneurs et chauffeurs en poterie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, 25 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; nombreux chômeurs chez ceux de Terrenoire. A Charlieu, pas de chômeurs chez les ouvriers en *soieries*. A La Cergne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 70 p. 100 chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; pas de changement chez ceux de la Gresle; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Rambert. A Saint-Genest-Lerpt, 10 p. de chômeurs chez les chefs d'ateliers *rubans*. Aux Barques, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A Saint-Chamond, 7 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 4 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy; A Rive-de-Giers, travail toujours actif chez les *verriers à vitre*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *verriers en verre blanc*. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Saint-Didier-la-Séauve, 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*. A Frugères-les-Mines, 25 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; 1/3 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-tourneurs*; pas de changement chez les *serruriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-bottiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*. A Saint-Nazaire, 25 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*. A Trignac, 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Chantenay, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *ferblantiers-bottiers*.

Loiret. — A Orléans, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Pithiviers, 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Chevilly. A Gien, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Faverrès; pas de chômeurs chez ceux d'Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs chez ceux de Tigy.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Souillac, 25 o/o de chômeurs chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *sabottiers-galochiers*; de même chez les *menuisiers*. A Fumel, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Villeneuve-sur-Lot, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lavardac, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Casteljaloux, pas de changement chez les *charpentiers*. A Marmande, travail moins actif chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers textiles; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; travail peu actif chez les *manœuvres et terrassiers*. A Cholet, 1 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saumur, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; travail moins actif chez les *bijoutiers-chapeletiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A La Tessanalle, 12 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Philibert, de Saint-Léger et de La Séguinière.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-menusiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres et décorateurs*. A Avranches, pas de changement chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Reims, 1 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 78 heures, chez les *maçons*; de même chez les *tailleurs de pierre*. A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures; 9 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *boucheonniers*. A Fismes, travail actif chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant chez les *gantiers*. A Arc-en-Barrois, 60 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Saint-Dizier, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 46 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les employés de *commerce et d'administration*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; travail actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins et livreurs*.

A Saint-Nicolas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant, chez les *mineurs* de Chavigny; de même chez ceux de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey, de Jœuf et de Bouxières-aux-Dames

Meuse. — A Lérouville, pas de chômeurs chez les *carriers, terrassiers et mineurs*; grève chez ceux de Savonnières-en-Perthois. A Vaucouleurs, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Hennebont, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Lorient, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Sauzon, reprise du travail chez les *ferblantiers-boitiers*.

Nièvre. — A Nevers, 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Cercy-la-Tour, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Decize, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*. A Sichamps, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Billy-sur-Oisy; un tiers de chômeurs chez ceux de La Fermeté. A Saint-Vérain, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Menou, de Montavon et de Donzy. 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Perroy. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois d'Entrains*; pas de chômeurs chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux; pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois* de la Chapelle-Saint-André, de Ciez et de Colméry. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Nolay, de La Celle-sur-Nièvre, d'Arquian et de Saint-Bonnet.

Nord. — A Lille, pas de chômeurs chez les *confiseurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez

les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; pas de changement chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du cuir; 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; de même chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 48 heures chez les ouvriers en *métaux*.

A Roubaix, 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs chez les *peigneurs réunis*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*. 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingeurs-plombiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*. A Cambrai, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Maubeuge, pas de changement chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hautmont.

A Valenciennes, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs. 66 heures, chez les *couvreurs-zingeurs*. A Dunkerque, pas de chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*. A Neuville, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Fourmies, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail moins actif chez les ouvriers *textiles*.

A Saulzoir, travail moins actif chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux d'Harpies. A Wignehies, nombreux chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*. A Comines, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant, chez les *rubaniers*; de même chez les ouvriers *textiles*; A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Villers-en-Cauchies, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*. A Linselles, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisserands*; de même chez les ouvriers du tissage. A Tourcoing, travail actif chez les ouvriers du *tissage*; travail assez satisfaisant, 63 heures, chez les ouvriers de la *filature de coton*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *filature de laine*; pas de chômeurs, chez les *trieurs de laine*; pas de changement chez les *tisserands*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tapisseries en grosse moquette*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *charpentiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*. A Onnaing, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Douai, travail actif chez les *mineurs*.

A Gommegnies, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*. A Fresnes, 17 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*. A Fellerie, pas de chômeurs, chez les *tourneurs sur bois*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 15 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les ouvriers *fileurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *cordonniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 56 à 60 heures, chez les *menuisiers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, pas de chômeurs, 63 heures, travail normal, chez les *coupeurs en chaussures*. A Méru, pas de chômeurs chez les *boutonniers en os*. A la Croix-Saint-Onen, travail peu actif chez les *layetiers*. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures chez les *tabletiers*. A Saint-Sauveur, 30 p. 100 de chômeurs chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Crépy, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jumelliers*. A Creil, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

Orne. — A Alençon, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charpentiers*; de même et 60 heures chez les *menuisiers*; travail actif chez les ouvriers en *voitures*, pas de chômeurs, chez les *granitiers*.

A Flers, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail assez actif chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de chômeurs chez les *boulangers*, *pâtisseries* et *biscuitiers*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement, chez les *métallurgistes*; de même chez les ouvriers du *bâtiment*. A Boulogne-sur-Mer, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cordonniers*; morte-saison chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-navigateurs*.

A Montreuil, travail actif chez les *typographes*. A Ferques, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Rixent-Marquise, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Anas, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *caoutchouc*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers en bâtiment*.

A Thiers, pas de changement chez les *papetiers*; pas de chômeurs chez les *monteurs en ciseaux*; de même chez les *monteurs en coutellerie*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *émonleurs et polisseurs en ciseaux*. Pas de chômeurs, chez les *mineurs* d'Auzat-sur-Allier; qu'ilques chômeurs, 66 heures chez ceux de Saint-Eloy; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Messeix. A Volvic, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures chez les *carriers*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; grève partielle chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *ébénistes*; travail moins actif chez les *tapisiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Pau, travail assez actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers*; travail assez satisfaisant chez les *maçons et tailleurs de pierre*. Au Boucau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers et polisseurs*; travail moins actif chez les *marbriers-tailleurs*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*, 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; travail actif chez les *typographes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Clairà; de même chez ceux de Rivesaltes; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Soler; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pézilla-la-Rivière.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers, charpentiers et ébénistes*.

Rhône. — A Lyon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chocolatiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; chez les *typographes*, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine; 10 p. 100 de chômeurs chez les *pointeurs-margeurs-typographes*; pas de chômeurs chez les *photographes*; nombreux chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-régleurs*; pas de changement chez les *coupeurs-tailleurs*; de même chez les *coupeurs-chemisiers*; travail moins actif chez les *tailleurs d'habits*; travail satisfaisant chez les *tullistes à la chaîne*; nombreux chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez les ouvriers de la *soie*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *emballeurs*; travail peu actif, pas de chômeurs, chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *repousseurs sur métaux*; 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 6 p. 100 de chômeurs, travail actif chez les *électriciens*. Pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux omnibus*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; pas de changement chez les *employés de commerce* et les *comptables teneurs de livres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*, pas de changement chez les *teinturiers*; de même chez les *filateurs*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures par semaine. A Pierre-Bénite, travail plus actif que le mois dernier chez

les *tailleurs sur cristaux*. A Grandris, chez les mêmes, 63 heures et travail peu satisfaisant. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*. A Neuville-sur-Saône, 2 p. 100 de chômeurs chez les *horticulteurs, jardiniers*; pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, 25 p. 100 de chômeurs, 75 à 80 heures chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers sur *métaux*. A Ronchamp, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Mâcon, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *sparterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Montceau-les-Mines, 1 jour de chômage par semaine chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. A Montchanin, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Au Creusot, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Perrecy-les-Forges, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montchanin.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers en *chaussures*; travail actif chez les *galochiers*; de même chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *charpentiers*; 60 heures, chez les *serruriers mécaniciens*. A Arvillard pas de changement, chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *tissage* et de la *filature*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, pas de changement chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers* du XI^e; 10 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *bouchers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 82 heures, chez les ouvriers en *salaisons*; pas de changement chez les *cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant, chez les *conducteurs-typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs lithographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *margeurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-minervistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs d'écriture*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs typographes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 9 p. 100 de chômeurs; 2 p. 100 chez les *opérateurs bitumiers* de la *photogravure*.

2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *cordonnerie*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *stéréotypeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs chromistes*; travail actif chez les ouvriers en *pelletterie-lustrerie*; travail moins actif chez les *mégissiers* du mouton; léger ralentissement chez les *gantiers*; 3 p. 100 de chô-

meurs chez les *selliers et mécaniciennes* de l'article de chaîne; 16 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *chevreau glacé*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *monteurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *mégissiers palissoneurs*.

10 p. 100 de chômeurs, travail assez actif, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *apprêteurs-décatisseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 25 p. 100, 30 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; moitié de chômeurs chez les *confectionneuses de cols et cravates*; 1 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bretelle* et de la *ceinture*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseuses*; 8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs et garçons de lavoir*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoir*; pas de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la main*; travail actif chez les ouvrières en *dentelles et broderies*; de même chez les *couturières*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturiers*; de même chez les ouvriers de l'*habillement*.

Nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *marqueterie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs*; pas de changement chez les *broisseurs pour peinture*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coffretiers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers en cuivre*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contre-maîtres des industries *métallurgiques*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *potiers d'étain*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; de même chez les *opticiens*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs en optique*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers du bâtiment*; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*; pas de chômeurs chez les *lanterniers*; travail peu actif chez les *sculpteurs du bâtiment*.

6 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *terrassiers et puisatiers-mineurs*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les *sculpteurs-modeleurs*; travail plus actif chez les *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers du meuble*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *bitumiers-asphalteurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la *céramique*; près de moitié de chômeurs chez les *plombiers*.

Pas de changement chez les *caissières-comptables*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; travail assez actif chez les *cochers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce et d'industrie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes* (Alliana); 4 p. 100 de chômeurs chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de changement chez les employés des *bureaux de placement autorisés*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *courtiers du commerce*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Boulogne, pas de changement chez les *terrassiers*. A Ivry, pas de changement chez les ouvriers en *pompes*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*. A Levallois, pas de changement chez les *cochers*. A Clamart, pas de chômeurs chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Vitry, pas de chômeurs chez les ouvriers de la *terre*. A Saint-Denis, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. A Clichy, pas de changement chez les *boulangers*. A Puteaux, travail actif chez les *blanchisseurs*; de même chez ceux de Boulogne.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *coupeurs tailleurs*; de même, mais cinq jours seulement par semaine, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 60 heures par semaine; pas de changement chez les *constructeurs-mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce, de bureau et de l'industrie*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers-livreurs*.

Au Havre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *pétroliers, huiliers et savonniers*; nombreux chômeurs chez les *voiliers*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers de navires*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *granitiers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les

fondeurs; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs*; pas de changement chez les *chaudronniers*; 12 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tuiliers*; travail peu actif chez les *camionneurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *marins du commerce*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers du port*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers du port*.

A Elbeuf, 4 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; travail actif chez les *peintres*. A Arques, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*. A Bolbec, pas de chômeurs chez les *cotonniers*; pas de changement chez ceux de Lillebonne; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Étienne-du-Rouvray. A Deville-les-Rouen, 25 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Saint-Nicolas-d'Aliermont, 10 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

Seine-et-Marne. — A Meaux, travail moins actif chez les *typographes*. A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers* et *plâtriers*. A Bécart, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*. A Lagny, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Fontainebleau, nombreux chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Montereau, pas de changement chez les *faïenciers*. A Château-Landon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; pas de chômeurs chez les *serruriers* et *mécaniciens*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*, *tailleurs* et *scieurs de pierre*. A Saint-Germain, travail assez satisfaisant chez les *typographes*.

A Étampes, travail actif chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Argenteuil, 5 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Essonnes, pas de changement chez les *chapeliers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Méry-sur-Oise, travail actif chez les *carriers*. A Chaville, pas de changement chez les *blanchisseurs*. A Corbeil, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *plâtriers*. A Orsay, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Bonnières, pas de changement chez les *raffineurs de pétrole*.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, travail actif chez les *imprimeurs*. A La Rampière-Saint-Laurs pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Melle, travail moins actif chez les *typographes*. A Niort, pas de chômeurs chez les *ferblantiers* et *chaudronniers*.

Somme. — A Amiens, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *tapisiers*; de même, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; travail satisfaisant chez les *employés de commerce*. A Abbeville, travail actif, 65 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Fréville-Escarbotin, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur *cuivre*.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif, 35 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Castres, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, de même chez les *menuisiers* et chez les *tourneurs sur bois*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*. A Graulhet, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*. A Mazamet, 9 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers du bâtiment. A Cagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Grisolles, 11 p. 100 de chômeurs chez les *balatiers*.

Var. — A Toulon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*. A la Seyne, 2 jours de chômage par semaine chez les *métallurgistes*. A Hyères, pas de chômeurs chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement, 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; nombreux chômeurs chez les *ébénistes*. A Caderousse, travail peu actif chez les *balaitiers*. A Ménerbes, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*. A Fontenay-le-Comte, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrueux, 22 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux des Épesses et de Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Vienne. — A Poitiers, 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez les *peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs, 90 à 100 heures, chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *relieurs doreurs*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *maçons* et chez les *couvreurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *mouffletiers*; de même et travail actif, 68 heures, chez les *mouleurs en plâtre*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

A Saint-Junien, 25 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*. A Saint-Yrieix, nombreux chômeurs, 76 heures, chez les *feuilleardiens*; 23 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*.

Vosges. — A Épinal, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Saint-Dié, 3 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs* et *fileteurs*.

Yonne. — A Auxerre, 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sens, pas de chômeurs, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de changement chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* et *agriculteurs* de Courson, de Saint-Martin-des-Champs, des Ormes, de Domats et de Sommechaize. A Saint-Sauveur, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*. A Saint-Fargeau, 30 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Ravières, travail actif chez les *carriers*. A Mézilles, pas de chômeurs chez les *forestiers*; de même chez ceux de Prunoy et de Fontenailles-sous-Andryes; travail peu actif chez ceux de Treigny.

Algérie. — A Alger, 15 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; 4 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *typographes*; pas de changement chez les *charrons-forgeons*; travail assez actif, 60 heures par semaine, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Mustapha, 18 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 9 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierres*. A Bône, 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bougie, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Oran, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes-lithographes*. A Constantine, 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*.

A Bône, travail peu actif chez les *chargeurs* et *déchargeurs* du port.

Adjudications. — Adjudications importantes en juillet et août 1903.

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

6 juill. — NORD. — Dunkerque : const. d'un nouvel hôpital . . .	464,046
8 juill. — TROYES. — Guerre : constr. au camp de Mailly	338,410
10 juill. — YONNE. — Auxerre : const. et agrand. d'écoles	169,196
11 juill. — SEINE. — Tr. de com., trav. neufs et d'entr. dans le Bois de Boulogne	150,000
13 juill. — ILLE-ET-VILAINE. — Rennes : constr. de bâtim. à l'école de Médecine	179,771
18 juill. — AUBE. — Troyes : constr. d'un cirq. municip.	339,886
25 juill. — AVIGNON. — Guerre : const. d'un casernem.	1,106,200
— LOIRE. — Saint-Étienne : trav. à l'Hôtel-de-Ville	143,469
— AUBE. — Troyes : const. d'écoles	163,925
— NANCY. — Guerre : pavill. de malad.	101,500
27 juill. — TOUL. — Guerre : const d'un bâtim.	424,500
— YONNE. — Étab. d'assist.	383,298
28 juill. — ALPES-MARITIMES. — Villefranche : const. d'un hôpital .	113,000
30 juill. — CHÂLONS-SUR-MARNE. — Guerre : const. d'une annexe à l'hosp.	559,800
13 août. — HÉRAULT. — Const. d'un asile départ. d'aliénés	938,950

ROUTES ET CHEMINS.

1 ^{er} juill. — ALGÉRIE. — Alger : const. de routes nationales	104,000
7 juill. — LOZÈRE. — Trav. sur chem. vic. ord.	168,850
8 juill. — HAUTES-PYRÉNÉES. — Trav sur rout. nation.	104,000
— ALGÉRIE. — Alger : Trav. s. chem. de gr. commun.	128,100
11 juill. — CHARENTE. — Const. de chem. vicin.	105,300
16 juill. — BASSES-ALPES. — Trav. s. rout. nation.	161,600
17 juill. — RHÔNE. — Lyon : constr. de chauss. en pavés d'échat. . .	130,957
18 juill. — LOT. — Const. d'un pont sur chem. vic.	102,100
23 juill. — SEINE. — Tr. de comm., trav. s. rout. nat.	435,000
25 juill. — RHÔNE. — Reconst. du pont de Belleville	238,350
— AUDE. — Préf. : trav. sur chem. vicin.	153,464
30 juill. — HÉRAULT. — Préf. : pavage de chauss. sur rout. nat. . .	107,000
31 juill. — GIRONDE. — Reconst. du pont de Langon	255,000
10 août. — LOIRET. — Const. d'un pont sur la Loire	2,460,000

CANALISATION ET ÉGOUTS.

25 juill. — CÔTES-DU-NORD. — Const. et amén. de réserv. d'eau . .	127,000
— LOIRE. — Saint-Étienne : alim. d'eau, ouv. access.	164,000
— SEINE. — Tr. de com., déviat. de l'aqued. des eaux de l'Ourcq	283,781
— Tr. de com., drain. et assain. des terr. d'Achères	208,507

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

21 juill. — VERSAILLES. — Guerre : bateaux métalliq.	184,800
23 juill. — SEINE. — T. de com., reconstr. de ponts sur la Seine à l'île Saint-Denis	710,000
25 juill. — RHÔNE. — Reconst. du pont de Belleville (Tablier métalliq.)	379,000
31 juill. — Tablier métall. du pont de Langon	530,000

FOURNITURES.

20 juill. — SÉNÉGAL. — Rufisque; extract., cassage et emmétrage de pierres basaltiques	211,500
--	---------

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juin 1902.	Mai 1903.	Juin 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	20 ^f 75	25 ^f 125	24 ^f 875
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	31 50	43 75	46 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	60 25	52 37½	52 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	78 25	54 00	48 875
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	71 00	65 00	65 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	58 12	75 00	81 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	141 00	159 00	162 00
Soies grèges Cévennes, le kilogr.....	50 00	50 00	57 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	146 25	162 50	160 25
Étain Banka, <i>idem</i>	340 00	340 00	337 75
Plomb, <i>idem</i>	33 00	34 75	34 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem</i>	50 00	52 81	51 09
Blé à Paris, <i>idem</i>	24 12	24 87	24 75
Blé à Nantes, <i>idem</i>	"	23 75	23 37
Blé à Dijon, <i>idem</i>	"	24 50	24 00
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 35	1 32	1 38
Viande veau, <i>idem</i>	1 20	1 71	1 68
— mouton, <i>idem</i>	1 81	1 95	2 00
— porc, <i>idem</i>	1 50	1 38	1 39

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de 1903.

	1903.	1902.	AUGMENTATION	DIMINUTION
	francs.	francs.	en 1903.	en 1903.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	412,194,000	365,298,000	46,896,000	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,573,487,000	1,491,181,000	82,306,000	"
Objets fabriqués.....	401,204,000	387,052,000	14,152,000	"
TOTAUX.....	2,386,885,000	2,243,531,000	143,354,000	"
AUGMENTATION en 1903.....			143,354,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	300,506,000	336,817,000	"	36,311,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	584,189,000	575,497,000	8,692,000	"
Objets fabriqués.....	1,043,712,000	1,053,328,000	"	1,616,000
Colis postaux.....	138,830,000	120,273,000	18,557,000	"
TOTAUX.....	2,067,237,000	2,085,915,000	27,249,000	45,927,000
DIMINUTION en 1903.....				18,678,000

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 697,141,100 francs du 1^{er} janvier au 17 juillet 1903 contre 680,347,500 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 2.46 p. 100.

Faillites. — 95 faillites et 11 liquidations judiciaires en juin 1903 (contre 93 et 10 en juin 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 136 demandes en juin 1903, dont 121 pour des constructions neuves, contre 148 et 117 en juin 1902.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 12 syndicats patronaux comptant 435 membres;
- 11 syndicats ouvriers comptant 520 membres;

et de la dissolution de :

- 1 union de syndicats ouvriers;
- 1 syndicat patronal comptant 3 membres;
- 3 syndicats ouvriers comptant 87 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

6 en avril, 5 en mars, 6 en février, 5 en janvier et 3 antérieurement au 1^{er} janvier 1903.
Total : 25.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

EN 1902.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Meuse [21 septembre 1897]. — Syndicat général de l'industrie **fromagère** de l'Est (57 membres). Siège social : café des Oiseaux, rue Rousseau, BAR-LE-DUC.

Nord [24 décembre 1902]. — Syndicat des **brasseurs** de l'arrondissement de Cambrai (100 membres). Siège social : rue de la Herse, 13, CAMBRAI.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Nord [2 mai 1901]. — Union **textile** seclinoise (140 membres). Siège social : rue de Burgault, 11, SECLIN.

EN 1903.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Gironde [3 avril 1903]. — Syndicat des entrepreneurs de **déchargement**, chargement et arrimage du port de Bordeaux (24 membres). Siège social : quai des Chartrons, 34, BORDEAUX.

Loire-Inférieure [10 avril 1903]. — Syndicat des **marins pilotes** de la Loire (station de Saint-Nazaire) [42 membres]. Siège social : place de l'Église, 2, SAINT-NAZAIRE.

Morbihan [17 avril 1903]. — Syndicat des **marins pilotes** de la Loire (station de Belle-Ile-en-Mer) [32 membres]. Siège social : rue Willaumez, LE PALAIS.

Nord [14 février 1903]. — Syndicat régional des **pharmaciens** de Douai (13 membres). Siège social : café Delarbondas, place Carnot, DOUAI.

Pas-de-Calais [13 février 1903]. — Syndicat des **brasseurs** de la commune d'Arras (10 membres). Siège social : rue Gambetta, 7, ARRAS.

Rhône [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des **huileries** du Centre (30 membres). Siège social : place des Terreaux, 1, LYON.

Seine [1^{er} janvier 1903]. — Union syndicale entrepreneurs de **voitures** de place de Paris-Levallois (50 membres). Siège social : avenue des Ternes, 88, PARIS-17^e. — [1^{er} janvier 1903]. — Union syndicale des entrepreneurs de **voitures** de place de Paris (25 membres). Siège social : rue de Flandre, 31, PARIS-19^e.

Haute-Vienne [15 janvier 1903]. — Chambre syndicale des fabricants de **gants** de Saint-Junien (24 membres). Siège social : boulevard Victor-Hugo, 4, SAINT-JUNIEN.

Vosges [18 mars 1903]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Saint-Dié et banlieue (28 membres). Siège social : rue Thiers, 12, SAINT-DIÉ.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [7 avril 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers et employés des **chemins de fer** de Marseille (51 membres). Siège social : rue Colbert, 9, MARSEILLE.

Côtes-du-Nord [1^{er} février 1903]. — Association syndicale des ouvriers **plâtriers** de Saint-Brieuc (39 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville, SAINT-BRIEUC.

Drôme [1^{er} mars 1903]. — Syndicat des ouvriers en **poterie** de Saint-Uze (22 membres). Siège social : SAINT-UZE.

Indre-et-Loire [14 avril 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Tours et du département (35 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Loire [20 février 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers de la Chazotte, **mineurs** (80 membres). Siège social : SORBIERS. — [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Terrenoire (40 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 11, TERRENOIRE.

Lot-et-Garonne [10 janvier 1903]. — Syndicat des ouvriers **cuisiniers** du Lot-et-Garonne et art culinaire agenais (18 membres). Siège social : café Anglais, place de la Mairie, AGEN.

Nièvre [15 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires du département de la Nièvre section de Vielmanay (52 membres). Siège social : LA CELLE-SUR-NIÈVRE.

Seine [6 février 1903]. — Chambre syndicale parisienne des **correcteurs** d'imprimerie (22 membres). Siège social : rue de Cléry, 68, PARIS-2^e.

Tarn [28 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de la ville de Mazamet (21 membres). Siège social : café Fabre, place Gambetta, MAZAMET.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Drôme [1^{er} janvier 1903]. — Union fédérative des syndicats de la Drôme (17 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, ROMANS.

Indre [15 avril 1903]. — Union des syndicats non fédérés des manufactures des **tabacs** de France (7 syndicats adhérents). Siège social : restaurant Pourroy, place Voltaire, 100, CHÂTEAUROUX.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Maine-et-Loire [3 décembre 1887]. — Syndicat des fabricants **tisseurs** à la mécanique du rayon industriel de Cholet (3 membres). Siège social : rue Nationale, 117, CHOLET.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [6 avril 1900]. Union syndicale des ouvriers non **verriers** de la verrerie (30 membres). Siège social : Édifice communal, MONTLUÇON.

Basses-Pyrénées [6 juillet 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de la ville de Pau (22 membres). Siège social : Halle Neuve, PAU.

Pyrénées-Orientales [11 août 1896]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** de Perpignan (35 membres). Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN.

3° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Finistère [9 novembre 1897]. — Fédération syndicale des **travailleurs** du Finistère (17 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Marché-aux-Toiles, 2, BREST.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE. — MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1900*; — 2° partie. *Intérêt local et tramways; France et Algérie*. — (1 vol. in-4° de 383 pages. Melun, 1902; Imprimerie administrative.)

————— GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. — *Statistique générale de l'Algérie* [1901]. (1 vol. in-4° de 250-LX pages. Alger, 1903; imp. P. Fontana.)

ALLEMAGNE. — GRAND-DUCHÉ DE BADE. — *Rapport annuel de l'inspection des fabriques* [1901]. (1 broch. in-4° de 80 pages. Carlsruhe, 1902; imp. F. Thiergarten.)

————— GRAND-DUCHÉ DE HESSE. — *Rapport annuel de l'inspection dans l'industrie* 1901]. (1 broch. in-8° de 181 pages. Darmstadt, 1902; imp. C. Wittich.)

————— BAVIÈRE. — *Rapports annuels de l'inspection du travail et du service des mines* [1901]. (1 vol. in-8° de 300-96 pages. München, 1902; imp. Th. Ackermann.)

————— ALSACE-LORRAINE. — *Rapports des inspecteurs du travail dans l'industrie* 1901]. (1 broch. in-8° de 119 pages. Berlin, 1901, imp. off.)

————— ROYAUME DE WURTEMBERG. — *Rapports annuels des inspecteurs du travail dans l'industrie*. [1901]. (1 vol. in-8° de 195 pages. Stuttgart, 1902; imp. H. Lindemann.)

AUSTRALIE OCCIDENTALE. — SERVICE DU RECENSEMENT. — *Résultats du 7^e recensement (nuit du 31 mars 1901)*. — [X^e partie, — 1 fasc. grand. in-4°; Perth, 1903; Imp. A. Watson].

— SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Compendium statistique [1901]*. (1 fasc. in-4° de 38 pages. Perth, 1903; imp. A. Watson.)

AUTRICHE. — MINISTÈRE DU COMMERCE (OFFICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL). — *Modifications survenues dans l'état des métiers et industries* (1 vol. in-4° de 386 pages. Vienne, 1903; imp. off.)

— BUREAU DE LA COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. — *Statistique des caisses d'épargne [1900]* (1 fasc. grand in-4° de 69 pages. Vienne, 1903; imp. off.)

— CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA BASSE-AUTRICHE. — *Les syndicats professionnels de la Basse-Autriche, de 1897 à 1900*. — II. *Les syndicats hors Vienne*⁽¹⁾ (1 vol. in-4° de 330 pages. Vienne, 1903; Braumüller, dépositaire.) — Cette publication donne dans l'ensemble, pour 1900, les indications statistiques ci-après :

Il y avait dans toute la Basse-Autriche, en dehors de Vienne, 508 syndicats groupant 54,575 sociétaires proprement dits et 47,904 membres simplement affiliés, soit au total 102,479 personnes. Les recettes et dépenses se sont balancées par 595,137 fr. 90. La fortune nette s'est élevée à 657,943 fr. 50 et le fonds de réserve à 3,150,000 francs environ.

ÉTATS-UNIS. — BUREAU DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *18^e rapport annuel [1901-1902]*. (1 vol. in-8° de 568-56 pages. Meriden, 1902; Journal publishing Company.)

— SERVICE DU RECENSEMENT. — *Résumé du XII^e recensement [1900]*. (1 vol. in-8° de 395 pages. Washington, 1902; imp. off.)

— OFFICE DU TRAVAIL DE LA CAROLINE DU NORD. — *16^e rapport annuel [1901]*. (1 vol. in-8° de 364 pages. Raleigh. 1903; imp. Edwards and Branghton.)

FINLANDE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Statistique industrielle (1901); 1^{re} partie*. — (1 fasc. in-4° de 56 pages. Helsingfors, 1902; Weilin et Göös.)

GRANDE-BRETAGNE. — OFFICE DU TRAVAIL. — *Rapport sur les changements aux taux des salaires et dans la durée du travail en 1902*. (1 vol. in-8° de 54 pages. Londres, 1903; imp. off.)

HESSE (GRAND DUCHÉ DE). — BUREAU CENTRAL DE LA STATISTIQUE. — *Manuel statistique (1817-1900)*. — [1 vol. in-8° de 318 pages. Darmstadt, 1903; Jonghaus]. — Le recensement du 1^{er} décembre 1900 a donné pour une superficie de 7,680^{mi} 77 une population de 1,119,893 habitants, soit une densité kilométrique de 145,8. Le dénombrement professionnel du 14 juin 1895 a accusé, d'autre part, 80,044 exploitations de toutes catégories, dont 51,730 ressortissant au groupe de l'industrie, des mines et du bâtiment réunis. Sur ces 51,730 exploitations, on a compté 45,517 établissements « principaux », c'est-à-dire utilisant entièrement ou pour la plus grande partie la capacité de travail de leur personnel. Le total des ouvriers proprement dits, y occupés, s'élevait à 121,617, se décomposant comme suit :

	AU-DESSUS de 16 ans.	AU-DESSOUS de 16 ans.	APPRENTIS.
Sexe masculin.....	79,940	10,744	11,559
Sexe féminin.....	13,723	2,648	1,091
Femmes mariées.....		1,912	

⁽¹⁾ Voir la note bibliographique sur la 1^{re} partie : *les syndicats de Vienne*, dans le Bulletin de janvier 1903, p. 80.

ITALIE. — ASSURANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES. — *Compte rendu, par départements, des opérations des caisses d'épargne ordinaires [1901]*. (1 fasc. in-4° de 35 pages. Rome, 25 janvier 1903; Typog. G. Berters et C^{ie}.)

————— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *Conditions industrielles de la province de Rome [1902]*. (1 vol. in-8° de 295 pages. Rome, 1903; imp. G. Berters et C^{ie}.)

JAPON. — BUREAU DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE. — *Résumé statistique de l'empire japonais. — (1900 et 1901)*. [Tokio, 1903; Imp. off.]

MEXIQUE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique [1901]*. (1 vol. in-4° de 571 pages. Mexique, 1902; imp. off.)

NOUVELLE-ZÉLANDE. — BUREAU DU « REGISTRAR GENERAL ». — *Résultats du recensement effectué dans la nuit du 31 mars 1901*. (1 vol. in-4° de 396-IXIX pages. Wellington. 1902; imp. V. Mackay.)

SUÈDE. — STATISTIQUE OFFICIELLE. — *Industrie manufacturière et manuelle (1901)*. — D'après le présent travail, établi avec les rapports auxquels est tenu chaque année le Collège royal du Commerce, il y avait en 1901, sur l'ensemble du territoire, 10,904 fabriques ou ateliers (abstraction faite des industries minière et laitière), occupant 262,229 ouvriers dont la production s'est élevée à 1,425,051,000 francs. Les chiffres correspondants, pour l'année précédente, étaient : 10,549; 265,479 et 1,451,432,000 francs. Les fabriques ayant contribué le plus au rendement total ont été, par ordre décroissant : les scieries ; les moulins ; les tissanderies ; les ateliers mécaniques ; les fabriques d'articles en fer et en acier et les fonderies ; les raffineries de sucre ; les fabriques de sucre de betteraves ; les filatures ; les fabriques de pâte de bois. Ce sont là les industries exploitées de préférence en Suède.

Des ouvriers, 81,33 p. 100 étaient du sexe masculin et 18,67 p. 100, du sexe féminin. Au point de vue de l'âge, 85,35 p. 100 avaient plus, et 14,65 p. 100 moins de 18 ans.

76 ouvriers ont été tués dans leur travail, et 3,351 frappés d'une incapacité de 2 semaines, soit un total de 3,427 accidents ou 1,31 p. 100 du nombre des ouvriers.

Quant à l'industrie manuelle (non compris les travaux domestiques ou de ménage), elle a accusé 92,353 patrons et ouvriers (93,6 p. 100 du sexe masculin, 6,4 p. 100 du sexe féminin). Le nombre des ouvriers n'atteignait pas, en moyenne, tout à fait 1 par patron. (Pour les fabriques, 24 ouvriers contre 1 patron.)

SUISSE. — ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS. — *Compte rendu de la 2^e Assemblée générale du Comité, tenue à Cologne en 1902*. — (1 broch. in-8° de 82 pages. Berne, Paris et Iéna, 1903; librairies Francke, Le Soudier et Fischer). Voir sur ce congrès le *Bulletin* de Décembre 1902, p. 873.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. FICQUEVARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

Comme tous les ans, le chômage a été un peu plus élevé en juillet qu'en juin.

La pêche a été mauvaise, aussi bien sur les côtes de Bretagne que sur celles de la Méditerranée.

Dans l'agriculture on est en pleine moisson et tous les ouvriers sont occupés, sauf dans certaines régions où la multiplication des machines paraît avoir eu pour résultat de restreindre notablement la demande de main-d'œuvre.

Dans l'industrie textile, le ralentissement habituel à cette époque a été encore accentué dans les centres cotonniers par suite de la hausse du coton. Toutes les industries du vêtement, de la lingerie, de la chaussure et de l'ameublement sont en morte-saison.

L'activité reste normale dans le bâtiment et l'industrie céramique.

Le travail a été assez abondant dans la typographie.

1,149 syndicats, groupant 180,819 ouvriers, ont répondu, en juillet 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,115, groupant 174,188 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 18,278, ce qui correspond à une moyenne de 10.5 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 8 p. 100; elle était de 10 p. 100 en juillet 1902.

L'ouvrage, pendant le mois de juillet 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois de mai, plus abondant par 11 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des syndiqués; équivalent par 65 p. 100 des syndicats, groupant 59 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 24 p. 100 des syndicats, groupant 27 p. 100 des syndiqués.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juillet 1903.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 503 syndicats, groupant 61,542 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 336, groupant 93,874 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La sardine continue à manquer sur les côtes de l'Océan. La pêche est également peu abondante sur la Méditerranée.

Le fanage et la rentrée des foin sont continués à occuper les ouvriers agricoles pendant la première moitié du mois. Dans le Nord, les travaux de sarclage des champs de betteraves sont terminés. Dans le Midi, la moisson du blé a commencé dès le début du mois ; les travaux de la vigne sont terminés dans l'Aude ; ils continuent dans l'Hérault. Le chômage est important chez les travailleurs de la terre de Perpignan et d'Oran.

Le chômage est assez considérable chez les bûcherons : les 67 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 1,215 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 7,104 syndiqués, une proportion de 17 p. 100 : le mois dernier cette proportion était de 15 p. 100. Dans l'Allier, la fin du bûchage d'écorce a laissé beaucoup d'ouvriers inoccupés. Dans le Cher, les faucheuses et moissonneuses mécaniques ont enlevé beaucoup de travail aux ouvriers bûcherons qui s'occupent aux champs pendant l'été. Dans la Nièvre, presque tous sont occupés : il en est de même dans l'Yonne, sauf dans quelques centres, comme Saint-Fargeau et Saint-Martin-des-Champs, à cause de la concurrence des machines agricoles.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur près de 142,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juillet 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	82,514	5.91	"	"	"	17	83
Loire.....	16,383	5.52	"	"	4	84	12
Gard et Hérault.....	12,979	5.94	"	"	"	23	77
Isère (1).....	64	5.77	"	"	"	100	"
Bourgogne et Nord-Est..	8,393	5.70	"	"	"	58	42
Centre.....	9,436	5.87	"	"	"	40	60
Tarn et Aveyron.....	10,573	5.71	"	"	"	31	69
Provence (lignite).....	1,600	4.61	"	"	62	38	"
ENSEMBLE pour la France.	141,942	5.83	"	"	1	31	68

(1) Les renseignements des mines de la Mure et des mines de Pierre-Chatel ne sont pas parvenus.

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.48. Il était de 5.77 en juillet 1902.

CARRIÈRES. — Dans les ardoisières, le travail est assez satisfaisant à Fumay; il est un peu moins abondant à Haybes-sur-Meuse.

Dans les carrières, la proportion des chômeurs est inférieure à 2 p. 100 : la situation est considérée comme satisfaisante par tous les syndicats, sauf trois.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 75 syndicats, groupant 11,583 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en juillet 1903, soit 1,195, la proportion de ces derniers dans l'ensemble des industries de l'alimentation était de 10 p. 100; le mois dernier elle était de 12 p. 100, elle était également de 12 p. 100 en juillet 1902. La situation est néanmoins jugée non satisfaisante par un peu plus de la moitié (52 p. 100) des ouvriers syndiqués. Le chômage est particulièrement important chez les boulangers d'Angoulême, Toulouse, Montpellier, Bordeaux, chez les bouchers et charcutiers de Marseille et de Nice, les ouvriers en salaisons et les confiseurs de Paris : les biscuitiers de Paris sont, par contre, à peu près tous occupés. Les brasseurs, limonadiers, etc., sont en pleine saison.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juin 1903 (neuf premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 1,369,718 hectolitres contre 1,555,613 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 185,895 hectolitres; le déficit a donc encore un peu diminué depuis la fin du mois de mai, où il se montait à 188,497 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (25,393 hectolitres au lieu de 103,442) et ceux de mélasses (596,134 hectolitres au lieu de 762,334). La production des bouilleurs de cru des neuf premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 77,142 hectolitres, soit une différence en moins de 97,469 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 : le déficit continue à s'accroître de ce côté ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre extraite des turbines; depuis le 1^{er} septembre 1902 était, au 15 juillet 1903, de 734,963 tonnes contre 989,859 tonnes au 15 juillet 1902, soit un déficit de 254,895 tonnes, sensiblement égal à celui constaté au 15 juin 1903 ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble de ces industries, d'après les réponses des syndicats, ressort, comme le mois dernier, à 5 p. 100. La journée reste encore réduite à 9 heures à l'usine de Chauny, par suite du chômage du canal de Saint-Quentin. Tous les ouvriers sont occupés aux usines de Montluçon, Luzac, Saint-Nicolas. Les ouvriers des usines à gaz à Paris ont moins de travail. Les huiliers et pétroliers du Havre ont 40 p. 100 de chômeurs.

Les ouvriers papetiers ont 20 p. 100 de chômeurs à Lyon. Dans les usines de caoutchouc de Clermont-Ferrand, la proportion des syndiqués sans travail a doublé depuis le mois dernier (10 au lieu de 5 p. 100.) Pas de changement chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 128 pour 93 syndicats groupant 5,399 adhérents, soit 2 p. 100; pour Paris, de 229 pour 15 syndicats groupant 3,200 adhérents, soit moins de 7 p. 100. La proportion était le mois dernier, pour la province, de 3 p. 100; et pour Paris, de 7 p. 100;

⁽¹⁾ J. O. du 19 juillet 1903.

⁽²⁾ J. O. du 25 juillet 1903.

elle était, pour le mois de juillet 1902, de 5 p. 100, pour la province, de 10 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 86 p. 100 des syndicats de province groupant 83 p. 100 des syndiqués. La situation est donc meilleure qu'elle était en juin : parmi les causes de cette amélioration certains syndicats signalent la Fête nationale, les distributions de prix, l'impression des thèses de doctorat, des rapports aux conseils généraux, dont la session va s'ouvrir en août, la publication de journaux spéciaux dans les stations estivales, etc. Le chômage reste cependant encore élevé à Nice (typographes), Saint-Nazaire (typographes), Versailles, Troyes.

A Paris, l'industrie du livre est en morte-saison; le travail est néanmoins estimé satisfaisant par un peu plus de la moitié des syndicats, groupant un peu moins de la moitié des syndiqués.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 12 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 6 p. 100. La situation, dans l'ensemble, serait donc moins bonne qu'en juin. Néanmoins la reprise constatée le mois dernier à Annonay et à Châteaurenault a persisté en juillet. Les ouvriers pelletiers-fourreurs de Paris et de Fismes sont toujours satisfaits. Par contre, dans presque tous les autres centres, le travail a baissé : le chômage est surtout considérable à Lyon, à Millau, chez les tanneurs et corroyeurs, et à Saint-Étienne; à Graulhet, les ouvriers moutonniers accusent près de 9 p. 100 de sans travail.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 20 p. 100, sensiblement égale à celle du mois dernier (21 p. 100) : la morte-saison continue : on ne constate guère quelque activité que chez les ouvriers en cheveau glacé de Paris et les talonniers de Limoges. La reprise constatée à Izeaux en juin ne s'est pas maintenue : les ouvriers chôment deux jours par semaine.

Dans la ganterie, le travail baisse à peu près partout : à Saint-Junien, la proportion des syndiqués sans travail atteint 40 p. 100.

L'activité est médiocre dans la sellerie et la bourrellerie.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 86 syndicats, groupant 21,647 adhérents, était, à la fin de juillet 1903, de 3,154, soit 14 p. 100; la proportion était de 10 p. 100 le mois dernier, de 13 p. 100 en juillet 1902. Comme tous les ans à pareille époque, la morte-saison est à peu près générale dans tous les centres de l'industrie textile : cette année elle est encore accentuée dans les centres cotonniers par suite de la cherté du coton.

Dans le Nord, à Roubaix, dans l'ensemble de l'industrie textile, le chômage est de 7 p. 100; les peigneurs de laine n'ont pas de chômeurs; à Tourcoing, un syndicat de tisseurs accuse 10 p. 100 de chômeurs, un autre syndicat qui comprend des ouvriers de toute catégorie n'a que 3 p. 100 de sans travail; à Lille et à Fourmies, la durée de travail reste fixée à 62 ou 63 heures; à Wignehies, la proportion des chômeurs est de 14 p. 100; dans les petits centres, sauf à Saint-Souplet et à Haspiès où l'activité constatée le mois dernier s'est maintenue, la journée a été réduite. Dans le groupe normand le chômage atteint 18 p. 100 à Elbeuf et la durée du travail varie de 56 à 66 heures par semaine; elle est de 55 heures à Bolbec, de 42 à 63 heures à Lillebonne, de 52 heures à Saint-Étienne-de-Rouvray; pas de chômeurs à Malaunay et à Flers; à Condé-sur-Noireau, il y a 10 p. 100 de chômeurs et le reste ne fait que 45 à 50 heures par semaine. Dans l'Est, à Saint-Dié, le chômage atteint 10 p. 100. Pas de chômeurs à Sedan; à Saint-Quentin, dans l'industrie

cotonnière, la proportion est de 12 p. 100 et la durée du travail est seulement de 50 heures par semaine; à Reims, dans l'industrie lainière, elle n'atteint également que 50 à 55 heures; à Troyes, malgré le manque de coton, les filateurs font encore 63 à 66 heures par semaine et n'ont que 4 p. 100 de chômeurs. Situation toujours satisfaisante à Romorantin, Angers et les centres des Deux-Sèvres; par contre, à Cholet, le chômage, nul en juin, atteignait en juillet 25 p. 100; à Laval, il est de 50 p. 100. Dans la région de Roanne-Thizy, les ouvriers ne travaillent que 3 à 4 jours par semaine. Les fabriques de draps de Sainte-Colombe-sur-l'Hers et de la Bastide-Rouairoux sont toujours actives, mais la morte-saison a commencé à Lavelanet où 2 p. 100 des ouvriers sont en chômage. Dans les tissages de Saint-Étienne et des centres environnants, le chômage dépasse partout 50 p. 100; à Lyon, le chômage est de 22 p. 100 : il est plus élevé pour les ouvriers des métiers à la main que pour ceux des métiers mécaniques.

Dans la bonneterie, à Troyes, les deux tiers des ouvriers ne travaillent que 6 jours par quinzaine, les salaires ont été diminués; la situation ne s'est pas davantage améliorée à Aix-en-Othe et à Guibray; la crise s'est même étendue au petit centre de Sauve qui était resté jusqu'ici indemne.

La situation des teinturiers de Troyes, Saint-Chamond et des imprimeurs sur étoffes de Lyon est toujours aussi précaire. A Amiens, les teinturiers font maintenant 55 heures au lieu de 40 par semaine. Les teinturiers dégraisseurs de Paris ont toujours peu de chômeurs (1 p. 100).

Le chômage est toujours très grand dans la passementerie. Dans le ruban, les chefs d'ateliers accusent 75 p. 100 de chômeurs à Saint-Étienne, 30 p. 100 à Saint-Genest; le travail est au contraire abondant à Comines. Dans le tulle, la durée du travail est de 58 heures par semaine à Saint-Quentin, de 20 à 25 heures à Caudry.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3 p. 100 contre 2 p. 100 le mois dernier et 9 p. 100 en mai : la situation est considérée comme satisfaisante par la moitié à peu près des syndicats et des syndiqués : dans la plupart des centres, la morte-saison d'été a commencé à la fin de juillet aussi bien pour les tailleurs et couturières proprement dites que pour les modistes, les coupeurs et confectionneurs de chemises, cols et cravates.

Les chapeliers, casquettiers, etc., sont toujours en morte-saison; on constate une reprise à Albi, chez les chapeliers-apprêteurs, et une grande activité chez les chapeliers de Chazelles-sur-Lyon.

Comme tous les ans, le travail a baissé chez les blanchisseurs de Paris et de la banlieue par suite du départ d'une partie de la clientèle, et ne reprendra qu'en octobre.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les 52 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 10 p. 100, elle était de 7 p. 100 les deux mois précédents : la situation est estimée satisfaisante par 61 p. 100 des syndicats et 52 p. 100 seulement des syndiqués. Cette augmentation de la proportion du chômage provient presque uniquement des charpentiers de Marseille, Brest, Bordeaux, Nantes, Boulogne, qui travaillent en grande partie pour la marine. En dehors de ces centres on ne constate une quantité notable de chômeurs qu'à Caen, Tulle, Béziers, Paris (charpentiers et scieurs et découpeurs). Travail toujours normal dans les scieries de Hermès.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 26 syndicats, est de 9 p. 100; elle était de 11 p. 100 le mois dernier. La situation est toujours considérée comme non satisfaisante par la majorité des syndicats et des syndiqués. Le chômage est surtout important à Rochefort, Bor-

deaux (ébénistes et billardiers), Lyon (sculpteurs et mouluriers), Perpignan, Paris (doreurs sur bois). Par contre, le travail est satisfaisant à Cherbourg, Nancy, Fellerès, Castres (tourneurs sur bois), Limoges (ébénistes), Bordeaux (tapissiers).

Toujours même activité chez les ouvriers en voitures et les sabotiers-galochiers qui accusent à peine 1 ou 2 chômeurs. Dans la tonnellerie, la proportion des syndiqués sans travail atteint près de 50 p. 100.

Les coffretiers de Paris sont toujours normalement occupés ; les layetiers-emballleurs accusent 3 p. 100 de sans travail. Pas de chômeurs chez les brossiers, les ouvriers en balais, les vanniers d'Aramon, les boutonnières en os de Méru. Travail toujours très actif chez les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers.

MÉTALX. — D'après les réponses de 127 syndicats groupant 30,993 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était de 3,616, soit 12 p. 100 ; la proportion était le mois dernier de 4 p. 100 : elle était de 9 p. 100 en juillet 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2 p. 100 : le mois dernier elle était de 3 p. 100. Il n'y a guère de chômeurs qu'à Nouzon, Trignac et Amiens ; la situation est considérée comme satisfaisante par 85 p. 100 des syndicats et 90 p. 100 des syndiqués.

Les syndicats de métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux) accusent 12 p. 100 de chômeurs ; la proportion était de 3 p. 100 en juin et en mai ; la situation est estimée non satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats représentant 89 p. 100 des syndiqués. L'augmentation considérable de la proportion des chômeurs constatée chez les syndicats métallurgistes ne correspond pas à une aggravation du chômage depuis le mois dernier : elle tient uniquement à ce que deux syndicats très importants, celui de Saint-Chamond (1,100 membres) et celui de Chalon-sur-Saône (916 membres) dont le nombre de chômeurs n'avait pas été indiqué le mois dernier, ont accusé, en juillet, le premier 60 p. 100, le second 80 p. 100 de leurs adhérents sans travail. En réalité ces proportions, quelque considérables qu'elles soient, constituent une amélioration sur l'état de choses antérieur : à Saint-Chamond, la proportion atteignait, d'après le syndicat, 75 p. 100 en juin et 90 p. 100 en mai. Les autres centres, où le chômage, sans avoir l'intensité qu'il atteint dans les deux villes précédentes, reste encore au-dessus de 10 p. 100, sont Commentry, Montluçon, Troyes et Bessèges. Par contre le travail est assez satisfaisant à Maubeuge, Argenteuil, Nancy, Saint-Uze, Grenoble. Au Creusot le nombre des sans travail est toujours de 2 1/2 p. 100.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 5 p. 100, proportion inférieure à celle du mois précédent (7 p. 100). Le chômage a diminué à Nouzon (40 chômeurs sur 800), il reste important à Bourgoin, Nice, Nantes. Les mécaniciens d'Albert, Paris, Tourcoing, Chartres, Saint-Étienne et Bessèges se montrent toujours assez satisfaits.

Aucune amélioration chez les ferblantiers-bottiers des côtes de Bretagne. Travail peu abondant chez les couteliers de la région de Thiers, les ouvriers en limes de Nancy, Raveau et Paris.

Morte-saison chez les bronzers et galvaniseurs à Paris. Travail normal chez les armuriers de Saint-Étienne, les potiers d'étain et les tourneurs robinettiers de Paris.

Pas de changement dans l'horlogerie et la bijouterie. Reprise du travail chez les ouvriers en précision de Paris, par suite de commandes de l'Administration des postes et des télégraphes.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres

fournis par 175 syndicats, groupant 12.079 adhérents, était, à la fin de juillet, de 9 p. 100; elle était de 8 p. 100 le mois précédent et de 10 p. 100 en juillet 1902.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 10 p. 100 au lieu de 8 le mois dernier; la situation est jugée satisfaisante par 65 p. 100 des syndicats et 62 p. 100 des syndiqués. La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 5 p. 100 contre 7 p. 100 le mois dernier; le chômage a un peu diminué à Perpignan; il est considérable à Béziers. Les sculpteurs et marbriers accusent 8 p. 100 de chômeurs. A Cousobre, tous les marbriers à la pendule sont occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de changement notable dans la poterie, la tuilerie et la porcelainerie, où le chômage est à peu près nul, si l'on excepte les porcelainiers de Villedieu-de-l'Indre et de Saint-Uze en grève. A la faïencerie de Montreau le travail a un peu baissé, mais reste satisfaisant.

Comme tous les ans, beaucoup de verreries sont arrêtées.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à près de 10 p. 100 au lieu de 20 p. 100 le mois dernier.

Dans les ports, la situation paraît s'être améliorée à Dunkerque et à Rochefort-sur-Mer; elle reste stationnaire au Havre.

D'après les réponses de 42 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 8,423 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin de juillet, de 438, soit 5 p. 100, proportion supérieure à celle du mois précédent (2 p. 100).

LES GRÈVES EN JUILLET 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de juillet 1903. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve page 636.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établi- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
12 février.	17 juillet.	Villedieu-sur-l'Indre.	Indre.....	Porcelainiers.....	1	125	1
30 mars..	.....	Auch.....	Gers.....	Ébénistes.....	14	42	2
14 avril..	10 juillet.	Nemours.....	Seine-et-Marne..	Diamantaires.....	1	35	3
14 avril..	20 juillet.	La Gorgue et Estaire.	Nord.....	Tisseurs.....	6	1,550	4
15 mai... 15 juillet.		Halluin.....	Nord.....	Fileurs.....	1	26	5
23 mai... 23 juillet.		Bayonne.....	Basses-Pyrénées	Typographes.....	1	15	6
25 mai... 25 juillet.		Paris.....	Seine.....	Bijoutiers.....	1	16	7
30 mai... 30 juillet.		Saint-Affrique...	Aveyron.....	Gantiers.....	5	60	8
3 juin... 24 juillet.		Mazamet.....	Tarn.....	Serruriers.....	"	47	9
9 juin... 4 juillet.		Paris.....	Seine.....	Cochers.....	1	53	10
23 juin... 16 juillet.		Paris.....	Seine.....	Ménisiers en cadres	1	7	11
23 juin... 4 août..		Brive.....	Corrèze.....	Peintres-plâtriers	"	"	12
24 juin... 24 juillet.		Dunkerque.....	Nord.....	Tordeurs d'huile	1	325	13
25 juin... 24 juillet.		Senlis.....	Ariège.....	Mineurs.....	1	220	14
30 juin... 28 juillet.		Lyon.....	Rhône.....	Tisseurs.....	2	12	15
30 juin... ..		Paris.....	Seine.....	Claviers de pianos (Ouvr. en)	1	14	16

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} juillet	2 juillet.	Hellemmes.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	22	1
1 ^{er} juillet	4 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Retorderie (Ouvriers de)...	1	11	2
1 ^{er} juillet	7 août..	Tours.....	Indre-et-Loire...	Plâtriers.....	17	92	3
2 juillet.	2 juillet.	Halluin.....	Nord.....	Chromolithographes.....	1	22	4
2 juillet.	10 août..	Insuzac.....	Morbihan.....	Métallurgistes.....	1	1,700	5
3 juillet.	4 juillet.	Edough.....	Constantine.....	Mineurs.....	1	40	6
3 juillet.	.....	Grenoble.....	Isère.....	Teinturiers en peaux, palis- sonneurs, mégissiers.....	"	500	7
4 juillet.	8 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	55	8
4 juillet.	16 juillet.	Courbevoie.....	Seine.....	Mouleurs.....	1	56	9
5 juillet.	8 juillet.	Lyon.....	Rhône.....	Chaussures (Ouvriers en)...	1	120	10
5 juillet.	9 juillet.	Clermont-Ferrand.	Puy-de-Dôme....	Tramways (Employés de)...	1	24	11
6 juillet.	13 juillet.	Saint-Brieuc.....	Côtes-du-Nord...	Ménisiers et charpentiers...	22	175	12
6 juillet.	10 juillet.	Bertholène.....	Aveyron.....	Mineurs.....	1	33	13
6 juillet.	16 juillet.	Trélazé.....	Maine-et-Loire..	Ardoisiers.....	1	6	14
6 juillet.	20 juillet.	Mehun-sur-Yèvre.	Cher.....	Porcelainiers.....	1	60	15
7 juillet.	24 juillet.	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Chaussures (Ouvriers en)...	1	500	16
9 juillet.	15 juillet.	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs et bûcleurs.....	1	12	17
9 juillet.	20 juillet.	Roanne.....	Loire.....	Plâtriers-peintres.....	30	114	18
9 juillet.	.....	Trélazé.....	Maine-et-Loire..	Ardoisiers.....	1	50	19
10 juillet.	11 juillet.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Voiliers.....	1	400	20
11 juillet.	11 juillet.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Chauffeurs-soutiers.....	1	12	21
13 juillet.	17 juillet.	Pontivy.....	Morbihan.....	Terrassiers.....	1	30	22
15 juillet.	8 août..	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	260	23
17 juillet.	.....	Châteauroux.....	Indre.....	Métallurgistes.....	4	203	24
18 juillet.	20 juillet.	Le Mont-Dore....	Puy-de-Dôme....	Porteurs de chaises.....	1	25	25
20 juillet.	22 juillet.	Dunkerque.....	Nord.....	Déchargeurs.....	1	52	26
20 juillet.	24 juillet.	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	16	27
21 juillet.	22 juillet.	Vervins.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	100	28
21 juillet.	22 juillet.	Dunkerque.....	Nord.....	Déchargeurs.....	1	24	29
21 juillet.	26 juillet.	Armentières.....	Nord.....	Mouleurs.....	1	35	30

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
AU 1 ^{er} JUILLET 1903 (1).			
1	Demande de réintégration de quatre ouvrières	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire		
3	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire		
7	Demande de renvoi d'un contremaître		
8	Réduction de salaire		
9	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
10	Demande de diminution du prix de location de l'équipage .	Échec.	
11	Demande d'un quart d'heure pour le casse-croûte	Réussite.	Demande accordée mais grévistes remplacés.
12	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire		
14	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
15	Réduction de salaire	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire		

EN JUILLET 1903.

1	Demande de renvoi d'une femme	Échec.	
2	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
3	Demandes : journée de 10 heures; augmentation de salaire .	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire	Réussite.	
5	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
6	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
7	Demandes : réintégration d'un apprenti; augmentation de salaire .		
8	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
9	Demande de renvoi d'un contremaître	Échec.	Grévistes remplacés.
10	Réduction de salaire	Échec.	
11	Demande de réintégration de trois employés	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
13	Demande de renvoi d'un maître ouvrier	Réussite.	Arbitrage.
14	Réduction de salaire	Échec.	
15	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
16	Demande de réintégration d'un ouvrier	Échec.	Conciliation devant le juge de paix.
17	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
18	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
19	Demande de réintégration d'un ouvrier		
20	Demandes : réintégration de deux ouvriers; renvoi d'un d'un pointeur .	Transaction.	
21	Réduction de l'effectif de l'équipage	Échec.	Grévistes remplacés.
22	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
23	Demande de réintégration de cinq ouvriers	Transaction.	
24	Demande de diminution du temps de travail		
25	Demandes : augmentation de salaire; diminution de la longueur des trajets .	Transaction.	
26	Demande d'augmentation de salaire	Transaction.	
27	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	Grévistes remplacés.
28	Demande d'augmentation de salaire	Échec.	
29	Demande d'un homme de plus par deux équipes	Échec.	
30	Demandes : renvoi d'un contremaître; augmentation de salaire .	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commencement.	de la fin.				d'établissements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
21 juillet.	30 juillet.	Armentières.....	Nord.....	Chaudronniers.....	1	50	31
22 juillet.	22 juillet.	Fougères.....	Ille-et-Vilaine...	Monteurs en chaussures...	1	50	32
22 juillet.	22 juillet.	Crespin.....	Nord.....	Verriers.....	1	36	33
22 juillet.	24 juillet.	Mazamet.....	Tarn.....	Peleurs de peaux.....	1	120	34
22 juillet.	28 juillet.	Tourcoing.....	Nord.....	Rattacheurs et bâcleurs.....	1	54	35
22 juillet.	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Mouleurs.....	1	7	36
22 juillet.	.....	Watrelos.....	Nord.....	Frappeurs.....	1	16	37
23 juillet.	.....	Mehun-sur-Yèvre.....	Cher.....	Porcelainiers.....	1	112	38
24 juillet.	25 juillet.	Tourcoing.....	Nord.....	Tapis (Tisseurs de).....	1	40	39
25 juillet.	5 août..	Paris.....	Seine.....	Cochers.....	7	295	40
25 juillet.	7 août..	Hyères.....	Var.....	Boulangers.....	"	70	41
27 juillet.	28 juillet.	Houplines.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	100	42
27 juillet.	1 ^{er} août..	Lyon.....	Rhône.....	Chenilleurs.....	1	40	43
27 juillet.	.....	Maîche.....	Doubs.....	Terrassiers.....	1	20	44
27 juillet.	10 août..	Rochefort.....	Charente-Inferieure	Déchargeurs.....	2	650	45
28 juillet.	29 juillet.	Grenoble.....	Isère.....	Boutonniers.....	1	40	46
28 juillet.	3 août..	Grachet-le-Valasse.	Seine-Inférieure..	Fileurs.....	1	390	47
29 juillet.	.....	Scionzier.....	Haute-Savoie.....	Horlogers.....	1	37	48
30 juillet.	.....	Grenoble.....	Isère.....	Boutonniers.....	1	18	49
30 juillet.	3 août..	Vierzon.....	Cher.....	Porcelainiers.....	1	8	50
31 juillet.	1 ^{er} août..	Commentry.....	Allier.....	Puddeurs.....	1	33	51

LES GRÈVES EN JUILLET 1903.

51 grèves ont été signalées, en juillet, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part est de 6,929. Il y avait eu, en juillet 1902, 34 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 58.

Ces 51 grèves, dont 43 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	22
Réductions de salaire.....	4
Contestations diverses relatives au salaire.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	9
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	9
Règlementation du travail.....	3
Règlement d'atelier.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 24 départements et on en a compté :

17 dans le Nord, 3 dans l'Isère et le Cher, 2 dans les Bouches-du-Rhône, l'Ille-et-Vilaine, le Maine-et-Loire, le Morbihan, le Puy-de-Dôme, le Rhône et la Seine et 1 dans les 14 autres départements.

RÉFÉRENCES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN JUILLET 1903. (Suite et fin.)			
31	Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
32	Réglement d'atelier.....	Réussite.	
33	Renvoi d'un ouvrier.....	Réussite.	
34	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Réussite.	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	Echec.	
36	Demandes : réintégration d'un ouvrier ; renvoi d'un contremaître.....		
37	Demande d'augmentation de salaire.....		
38	Demande d'augmentation de salaire.....		Lockout.
39	Demande de réintégration de quatre ouvriers.....	Réussite.	
40	Demande de diminution du prix de location de l'équipage.....	Transaction.	
41	Demande de ne pas travailler le dimanche.....	Echec.	
42	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
43	Réduction de salaire.....	Réussite.	
44	Contestation relative au salaire.....		
45	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
46	Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Réussite.	
47	Demande de renvoi du directeur.....	Transaction.	Cconciliation devant le juge de paix.
48	Réduction de salaire.....		
49	Contestation relative au salaire.....		
50	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
51	Contestation relative au salaire.....	Echec.	Les ouvriers croyaient que le tarif avait été diminué.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 14 ; métaux, 9 ; transport et maintenance, 8 ; bâtiment, cuirs et peaux, 5 ; porcelainiers, 3 ; ardoisiers, mineurs, 2 ; boulangers, chromolithographes, verriers, 1 grève.

Des 51 grèves commencées en juillet, 42 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Treize, 1 jour ou moins d'un jour ; trois, 2 jours ; deux, 3 jours ; six, 4 jours ; deux, 5 jours ; trois, 6 jours ; une, 7 jours ; une, 9 jours ; une, 10 jours ; deux, 11 jours ; deux, 12 jours ; deux, 14 jours ; une, 17 jours ; une, 24 jours ; une, 37 jours ; et une, 39 jours.

Si l'on y ajoute 11 grèves anciennes achevées après avoir duré respectivement 155 jours, 97 jours, 87 jours, 61 jours, 51 jours, 45 jours, 42 jours, 29 jours, 28 jours, 25 jours et 23 jours, on trouve, 53 conflits terminés avec les résultats suivants :

11 réussites,
21 transactions,
21 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

6 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, concernant les grèves du mois de juillet, ont été signalées à la Direction du travail :

1° Grève des mineurs de Bertholène (Aveyron). — Les mineurs de la Compagnie anglaise des charbonnages de Rodez, à Bertholène, se sont mis en grève le 6 juillet en réclamant le renvoi d'un maître ouvrier. Le travail a été repris, le 10, sous réserve que le différend serait soumis à l'arbitrage du juge de paix du canton.

Le juge de paix de Laissac a rendu sa décision arbitrale le 1^{er} août et s'est prononcé pour le renvoi du chef de poste incriminé.

2° Grève des porcelainiers de Mehun-sur-Yèvre (Cher). — Le 6 juillet, les 60 journaliers employés à la chauffe des fours de l'usine Pillivuyt, à Mehun-sur-Yèvre, cessaient le travail en réclamant un salaire de 3 fr. 50 par jour et de 5 fr. 50 pour le travail de nuit, au lieu du salaire uniforme de 2 fr. 80. Le patron offrait de remplacer cette augmentation par des gratifications de 1 fr. 50 et 2 francs par fournée, par un repos payé coupant le travail de nuit, par une modification de la réglementation du travail. Le 10 juillet, le juge de paix intervint d'office. Un comité se réunit les 18 et 19. Après consultation de leur syndicat, les délégués ouvriers adhèrent aux propositions du patron. Il fut entendu, en outre, que le salaire de 10 heures et demie serait maintenu lors de la réduction légale de la durée de travail à 10 heures, au 1^{er} avril prochain.

Les ouvriers ont repris le travail le 20 juillet.

3° Grève d'ouvriers en chaussures à Fougères. — Les 40 coupeurs en chaussures de la maison Cochet, à Fougères, s'étaient mis en grève, le 7 juillet, à la suite du renvoi d'un coupeur, président du syndicat. Le lendemain, les 460 ouvriers de la manufacture se solidariseront avec les grévistes. Le 9 juillet, le comité de la grève adressa un recours au juge de paix. Un comité de conciliation se réunit le 17. Les délégués ouvriers demandaient « la rentrée provisoire de l'ouvrier qui serait invité par eux-mêmes à chercher, à bref délai, de l'ouvrage ailleurs ». Le patron repoussa cette proposition. Le juge invita les parties à désigner des arbitres ; mais le patron refusa, estimant qu'un fait de discipline intérieure ne pouvait être soumis à un arbitrage.

Une nouvelle réunion eut lieu le 23 juillet. Les ouvriers renoncèrent à réclamer la réintégration de l'ouvrier congédié, qui accepta lui-même son renvoi. Il fut convenu que M. Cochet embaucherait, pour le remplacer, un coupeur qui toucherait le même salaire. Le patron promit d'inviter ses contremaitres et contremaitresses à traiter le personnel avec plus d'égards.

Le travail fut repris le lendemain matin.

4° Les tisseurs de Gruchet-le-Valasse (Seine-Inférieure) ont cessé le travail, le 28 juillet, en réclamant le renvoi du directeur, auquel ils reprochaient de leur infliger des amendes trop sévères. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 31 juillet. Les patrons ont déclaré que, dorénavant, le tableau des amendes serait affiché dans les ateliers, que ces amendes seraient diminuées et que le directeur serait invité à se montrer plus indulgent.

Les délégués ouvriers, après avoir consulté leurs camarades, ont accepté cette

transaction, au cours d'une nouvelle réunion, le 1^{er} août. Le travail a été repris le lundi 3 août.

5° Dans la **grève des déchargeurs de Rochefort**, un comité de conciliation s'est réuni le 3 août, sur l'intervention du juge de paix; l'accord n'a pu se faire et le recours à l'arbitrage a été repoussé par les patrons.

Le 9 août, les patrons ont accordé la journée de 5 francs pour 10 heures, demandée par les ouvriers, et le travail a été repris le 10.

6° Dans la **grève des plâtriers de Tours**, le juge de paix est intervenu d'office; mais les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

ÉLECTIONS DE BALLOTAGE AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Élection de 5 représentants des syndicats ouvriers (scrutin de ballottage). — La Commission permanente du Conseil supérieur du travail s'est réunie le 7 août dernier, au ministère du commerce, pour procéder aux opérations prescrites par l'article 14 du décret du 14 mars 1903 en ce qui concerne le scrutin de ballottage auquel ont pris part, du 23 juillet au 3 août, les syndicats ouvriers des groupes ci-après, pour l'élection de leurs représentants au Conseil.

En présence des représentants des syndicats électeurs qui ont été admis à assister à la séance, la Commission a ouvert les enveloppes, dépouillé les bulletins et recensé les votes.

En vertu de l'article 13 du décret, l'élection est assurée au 2^e tour à la majorité relative.

Les opérations électorales ont abouti aux résultats suivants :

GROUPE III. — *Alimentation ; petites industries et commerces de détail.*

(Enveloppes parvenues en temps utile, 109 ; bulletins nuls, 2 ; suffrages exprimés, 606.)

MM. MILLON (élu), 321 voix ; Barafort, 246 voix ; Duchaussoy, 23 voix ; Divers (4 candidats), 16 voix.

GROUPE VII. — *Industrie du coton et ses mélanges, y compris les industries similaires et succédanées.*

(Enveloppes parvenues en temps utile, 216 ; bulletins blancs, 3 ; suffrages exprimés, 1,641.)

MM. LEPELERS (élu), 1,260 voix ; Caille, 329 voix ; Broutin, 25 voix ; Divers (4 candidats), 27 voix.

GROUPE IX. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*

(Enveloppes parvenues en temps utile, 104 ; bulletins blancs, 5 ; suffrages exprimés, 348⁽²⁾.)

MM. LUCAS (élu), 241 voix ; Faron, 75 voix ; Casté, 20 voix ; Divers (3 candidats), 12 voix.

⁽¹⁾ Voir le premier tour de scrutin, *Bulletin de l'Office du travail*, juillet 1903, p. 567.

⁽²⁾ Chiffre rectifié.

GROUPE X. — *Travail des étoffes, vêtement, toilette.*

(Enveloppes parvenues en temps utile, 104; bulletins blancs, 4; suffrages exprimés, 386.)

M^{me} BLONDELU (élue), 174 voix; M^{lle} Rochebillard, 163 voix ⁽¹⁾; M^{mes} Bouvier, 28 voix; Chavaz, 20 voix; Bouvard, 1 voix.

GROUPE XIV. — *Bâtiment.*

(Enveloppes parvenues en temps utile, 247; bulletins nuls, 7; suffrages exprimés, 1,003.)

MM. NURY (élu), 521 voix; Craissac, 468 voix; Divers (3 candidats), 14 voix.

La Commission a constaté que dix-sept enveloppes portaient sur le cachet de la poste une date postérieure au 3 août, date de la clôture du scrutin.

Par application de la décision prise dans sa séance du 10 juillet 1903, la Commission permanente a décidé que les bulletins contenus dans ces 17 enveloppes ne devaient pas être dépouillés.

NOTE

SUR L'EMPLOI DES PEINTURES ET MASTICS PLOMBIQUES

DANS LES ARSENAUX ET ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE ⁽²⁾.

Mesures destinées à prévenir les empoisonnements dans la manipulation des couleurs et produits toxiques.

La manipulation des substances toxiques, destinées aux peintures et mastics, quand on se trouve dans l'obligation de s'en servir, a été réglementée dans la Marine par différentes circulaires; les mesures qu'elles prescrivent peuvent se résumer ainsi.

Une dépêche du 19 septembre 1900 a prescrit de ne gratter les carènes des bâtiments au bassin qu'après avoir mouillé la peinture, de protéger les yeux et les voies respiratoires au moyen de lunettes et de morceaux d'étamine couvrant le nez et la bouche et d'astreindre les hommes à la fin du travail, à se laver complètement les mains et la figure à l'eau chaude.

Une autre circulaire du 2 décembre 1893 contient des prescriptions relatives au nettoyage des plaques de plomb pour accumulateurs.

Le lait et les médicaments prescrits par le Service de santé seront délivrés gratuitement aux ouvriers chargés du travail. Le nettoyage se fera autant que possible par lavage. Toutes les fois que le nettoyage à sec ou toute autre opération soulevant des poussières de plomb sera reconnue nécessaire, les hommes qui y prendront part devront être munis, pendant le travail, d'un masque en étoffe protégeant la bouche et le nez. Les plus grands soins de propreté seront observés: lavage fréquent et minutieux de la face, de la bouche et des mains, avec une brosse pour les ongles; bains sulfureux et savonneux; changement de vêtements après le travail. Enfin, les ouvriers affectés au travail dont il s'agit devront être envoyés fréquemment à la visite du médecin de l'arsenal.

Le règlement pour prévenir les accidents annexé à la circulaire du 4 avril 1895

⁽¹⁾ Chiffre rectifié.

⁽²⁾ Communiquée par M. le Ministre de la Marine le 18 juillet 1903.

et reproduit dans les commentaires du décret du 21 juin 1900 sur le personnel ouvrier dit aux articles 50 et 51 (page 228) :

« Les ouvriers tels que les peintres, les mécaniciens, etc. . . , qui manipulent des sels vénéneux doivent se laver la figure et les mains avant chaque repas. Ils devront porter les ongles courts et les débarrasser soigneusement de mastic.

« Les ouvriers qui grattent la peinture doivent avoir la figure couverte d'un masque léger en étamine. »

Une circulaire du 30 juillet 1896 décide que des délivrances de lait pourront être effectuées, à titre de médicaments, à tous les hommes employés à des travaux qui les exposent à une intoxication saturnine. Cette circulaire rappelle les prescriptions de celle du 2 décembre 1893.

Une circulaire du 23 mai 1901 a rappelé aux ports que, sauf dans des cas exceptionnels, les carènes des bâtiments ne doivent être brossées que quand elles sont encore humides.

Dans les arsenaux de la Marine, le minium n'est pas livré en poudre à chaque peintre; la peinture est faite à l'atelier et distribuée toute préparée aux ouvriers. Le mastic au minium, pour joints, peut être préparé par les mécaniciens; cependant, l'usage se développe d'acheter du mastic tout préparé qui peut se conserver assez longtemps.

Pour la céruse, une circulaire du 8 février 1888 a transmis aux ports un rapport du Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine faisant ressortir l'intérêt majeur qu'il y a à n'employer que la céruse broyée à l'eau ou à l'huile à l'exclusion de la céruse en poudre.

Substitution de produits non toxiques au minium et à la céruse.

Quelles que soient les précautions prises dans la manipulation des produits toxiques, il est évident que le mieux consiste à n'en pas faire usage quand c'est possible. C'est ainsi que, depuis longtemps, la peinture blanche se fait sur les bâtiments au blanc de zinc, pratique confirmée par la dépêche du 21 août 1902 qui a prescrit de substituer, pour toutes les peintures en blanc, le blanc de zinc au blanc de céruse. Mais, comme première et deuxième couche sur le fer, on s'en est tenu exclusivement, jusqu'à ces dernières années, au minium. C'est seulement depuis quelque temps qu'on a commencé à le remplacer en partie par la peinture au sesquioxyde de fer, appelé improprement minium de fer. De même, la céruse et le minium sont restés d'un usage courant pour la confection des joints; on s'est borné à les acheter en pâte au lieu de les acheter en poudre. Ce n'est que récemment qu'on a pu essayer de leur substituer des produits renfermant moins de plomb ou n'en renfermant pas.

Par une dépêche ministérielle du 11 mars 1903, les ports ont été invités à rendre compte des résultats obtenus jusqu'ici par l'emploi du minium de fer et des mastics sans plomb.

1° *Résultats fournis par la peinture au minium de fer.* — Les résultats obtenus sont bons dans les conditions où cet emploi est autorisé, c'est-à-dire pour les surfaces qui ne sont pas habituellement en contact avec l'eau; mais on ne doit employer ce produit ni pour les carènes ni pour l'intérieur des doubles fonds. Il convient, par suite, exclusivement pour la peinture des œuvres mortes à l'intérieur et à l'extérieur. Dans cette partie de la construction, son adhérence sur la tôle non zinguée, sans être égale à celle du minium de plomb, est très satisfaisante.

Le minium de fer est actuellement employé d'une manière courante sur les bâtiments partout où cela est jugé possible. Le port de Toulon, qui était en retard sur ce point, va en étendre l'emploi. Les Directions d'artillerie commencent à l'employer

pour les affûts, châssis, masques, etc. . . Des essais sont faits à Toulon pour l'appliquer à la peinture des projectiles et à la confection des feux Coston à la lumière blanche.

2° *Substitution aux mastics plombiques de mastics sans plomb.* — Une circulaire du 10 avril 1899 a autorisé l'emploi du mastic Lavoix; une dépêche du 11 avril 1902 a prescrit d'essayer le mastic Breysse à Brest et à Toulon.

Les essais effectués avec ces produits sont jusqu'ici satisfaisants. Seule, la Direction des Défenses sous-marines de Cherbourg signale que le mastic Lavoix ne doit être employé ni pour les joints de tuyaux renfermant de la vapeur humide ni pour les joints des parties immergées. La Direction des Constructions navales du même port estime, au contraire, ce mastic tout à fait comparable comme qualité au mastic au minium. Il est à noter que le mastic Lavoix n'est pas inoffensif puisqu'il renferme 11 p. o/o de protoxyde de plomb. Le mastic Breysse, au contraire, ne renferme pas de plomb. La Direction d'artillerie de Toulon signale, comme donnant un résultat satisfaisant pour les joints de chaudières, le mastic universel à l'amiante et au minium de fer de Lacombe, à Privas (Ardèche).

En somme, il paraît probable qu'on pourra, dans beaucoup de cas, remplacer les mastics plombiques par des mastics non plombiques, mais on ne possède pas encore de renseignements définitifs sur la valeur de ces derniers mastics en service prolongé.

Il est à noter d'ailleurs que dans beaucoup de joints, on n'emploie plus de mastic d'aucune espèce. Les joints à emboitage des tuyaux de vapeur se font avec un fil d'amiante enduit de plombagine et d'huile minérale; les joints du type d'Indret se font avec une rondelle en carton d'amiante. Mais l'emploi du mastic au minium reste jusqu'ici indispensable dans certains cas; seulement, au lieu de le faire adhérer aux brides par de la céruse on peut le faire adhérer par du blanc de zinc.

Statistique des intoxications saturnines.

Le relevé des cas d'intoxication saturnine dans les cinq ports de 1898 à 1902 est le suivant :

	CHERBOURG.	BREST.	LORIENT.	ROCHEFORT.	TOULON.	TOTAL.
1898.....	14	10	8	1	7	40
1899.....	2	4	15	1	20	42
1900.....	8	7	10	1	1	27
1901.....	4	6	8	3	2	23
1902.....	6	2	7	"	3	18
TOTAL.....	34	29	48	6	33	150

Le relevé établi par chaque port semble avoir été fait dans des conditions analogues en ne comptant qu'une fois les hommes qui dans le cours d'une même année se sont plusieurs fois présentés à la visite du médecin. Mais certains ports ont indiqué la nature de l'affection saturnine, tandis que d'autres ne l'ont point fait. On ne peut donc pas établir pour l'ensemble des ports un tableau détaillé de la nature des affections saturnines et des suites qu'elles ont entraînées.

Quant au nombre des ouvriers ayant manipulé des produits plombiques il a été établi d'une façon absolument différente suivant les ports.

Cherbourg signale 250 hommes en moyenne par jour, (ce qui représente 75,000 journées environ par an).

Brest signale 2,000 hommes employés à ces travaux. Mais il est clair que ces 2,000 hommes n'y ont pas été employés tous les jours et on ignore combien il y en a eu en moyenne.

Lorient signale 20,000 journées d'ouvriers par an.

Rochefort ne donne pas ce renseignement.

Toulon le fournit seulement pour les hommes employés à la confection des joints. Aux constructions navales, 190 hommes peuvent être appelés à en faire ; il y en a en moyenne 70 chaque jour. Aux défenses sous-marines, le nombre moyen journalier d'hommes manipulant des produits plombiques est d'environ 300, mais évidemment ces hommes n'en manipulent pas toute la journée.

On voit que les chiffres fournis par les différents ports ne sont pas susceptibles d'être rapprochés les uns des autres pour être totalisés.

Il importe de remarquer que les travaux de peinture ne sont pas exécutés seulement par des peintres de profession. L'effectif de ces derniers est faible dans un arsenal, car ces travaux sont intermittents et on est obligé de recourir fréquemment à des ouvriers d'autres ateliers. On peut alors, ou s'adresser aux mêmes ouvriers qui finissent par acquérir une certaine expérience et font le travail dans de meilleures conditions, ou bien établir un roulement parmi les ouvriers de certaines professions qu'on affecte, temporairement et à tour de rôle, à des travaux de peinture.

A Brest, on fait observer que c'est à l'atelier de peinture, celui où les ouvriers sont constamment employés à la manipulation du minium, que les cas de saturnisme sont les moins fréquents et cela certainement parce que les ouvriers de cet atelier, connaissant mieux le danger que leur font courir les matières qu'ils emploient, prennent plus rigoureusement les précautions nécessaires.

En résumé :

Le minium de fer, sans avoir sur le fer une tenue aussi parfaite que le minium de plomb, donne néanmoins, à bord comme à terre, des résultats très satisfaisants sur tous les ouvrages qui ne sont pas destinés à être immergés constamment ou ne se trouvent pas, comme les cales des bâtiments, exposés à être fréquemment mouillés par l'eau. Le minium de fer est maintenant employé d'une manière générale dans les arsenaux pour l'extérieur des navires au dessus de la flottaison et pour l'intérieur en dehors des cales. Il est ensuite recouvert d'une autre peinture généralement noire ou au blanc de zinc.

Il existe actuellement certains modèles de joints qui peuvent se faire sans mastic, mais ces joints exigent un ajustage très soigné des surfaces en contact. En général, on doit recourir à l'emploi du mastic. La marine a fait des essais sur divers mastics destinés à remplacer le mastic au minium, notamment sur le mastic Lavoix et sur le mastic ferro-manganifère de Breyse qui ont donné de bons résultats. Le premier contient 11 p. 100 de protoxyde de plomb, mais le second ne renferme pas de plomb. Une dépêche ministérielle du 28 mars 1903 en a autorisé l'emploi.

Enfin le nombre des hommes atteints d'intoxication saturnine, qui paraît avoir une tendance à décroître, est actuellement d'environ une vingtaine par an pour les cinq ports réunis, mais il n'est pas possible de dire exactement à quel effectif d'hommes manipulant des produits toxiques ce nombre de 20 doit être rapporté. Il y a, en effet, dans les arsenaux un très grand nombre d'hommes qui peignent au minium ou font des joints au mastic au minium, mais ils ne sont pour la plupart employés à ces travaux que d'une manière intermittente. Ces hommes sont astreints à des soins spéciaux de propreté, reçoivent le plus souvent du lait et sont périodiquement soumis à des visites médicales.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1902

DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEillesse⁽¹⁾.

Les versements, en 1902, ont été au nombre de 3,249,861 et se sont élevés à 69,448,113 francs, y compris les versements opérés en vertu de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, soit 14,732,450 francs. Les chiffres correspondants étaient, en 1901, de 3,075,274 versements représentant une valeur de 66,304,194 francs; il y a donc en faveur de 1902 une augmentation de 174,587 sur le nombre et de 3,143,919 francs sur le montant des versements.

Les versements effectués en 1902 en vertu de la loi du 20 juillet 1866 se décomposent comme suit :

	VERSEMENTS COLLECTIFS.		VERSEMENTS INDIVIDUELS.		TOTAL.	
	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.	Nombres.	Sommes.
		francs.		francs.		francs.
Versements à capital aliéné.....	1,698,384	21,677,652	21,038	4,388,033	1,719,422	26,065,685
Versements à capital réservé.....	1,495,675	24,815,275	30,709	3,834,702	1,526,384	28,649,977
TOTAL.....	3,194,059	46,492,927	51,747	8,222,735	3,245,806	54,715,662

La comparaison avec l'année précédente fait ressortir une augmentation de 175,251 sur le nombre et de 1,567,358 francs sur le montant des versements collectifs. Les versements individuels présentent une diminution de 1,317 sur le nombre et de 117 francs sur les sommes versées. Cette légère diminution est due surtout à des mesures prises pour faire entrer dans la catégorie des versements collectifs un certain nombre de versements effectués antérieurement à titre individuel au profit d'écoliers. Les versements à capital aliéné ont augmenté de 53,144 quant à leur nombre et de 1,262,073 francs quant à leur montant. Les versements à capital réservé ont augmenté de 120,790 en nombre, et de 305,168 francs pour leur montant.

Les versements à capital aliéné, opérés par les débiteurs de rentes allouées en exécution de la loi du 9 avril 1898, se sont élevés en 1902 à 4,055 en nombre, et à 14,732,450 francs en somme. Ces versements ont servi à constituer des rentes viagères ou temporaires au profit de 4,917 bénéficiaires (contre 4,425 en 1901).

Comptes nouveaux. — Le nombre des comptes nouveaux ouverts en 1902 s'élève à 208,774, savoir :

6,850 comptes individuels,
197,007 comptes ouverts au nom de membres de collectivités,
4,917 comptes ouverts en vertu de la loi du 9 avril 1898,

Ensemble 208,774 comptes.

Statistique des rentiers. — Les rentes en cours servies par la Caisse nationale des retraites s'élevaient, au 31 décembre 1902, à 255,364, pour un montant total de

⁽¹⁾ Rapport au Président de la République. — Imprimerie nationale, 1903.

36,191,077 francs. Elles se classent dans l'ordre ci-après, au point de vue de l'importance des titres :

MONTANT DES RENTES.			NOMBRE de rentiers.	P. 100.
Rentes de	2 à	50 francs.	115,911	45.39
—	51 à	200 —	100,528	39.36
—	201 à	360 —	17,843	6.99
—	361 à	600 —	10,894	4.27
—	601 à	1,200 —	8,544	3.35
—	1,201 à	1,500 —	1,644	0.64

Les 255,364 rentiers ci-dessus désignés se divisent en 139,236 hommes jouissant de 19,586,081 francs de rente, et 115,428 femmes jouissant de 16,604,996 francs de rente.

SITUATION ET OPÉRATIONS EN 1902

DES CAISSES NATIONALES D'ASSURANCE

EN CAS DE DÉCÈS ET EN CAS D'ACCIDENT ⁽¹⁾.

Caisse d'assurance en cas de décès.

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1902 est de 65; le capital assuré correspondant s'élève à 138,047 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, le montant total des capitaux assurés au 31 décembre 1902, est de..... 3,415,938^f

Au 31 décembre 1901 ce montant était de..... 3,350,445

Il y a eu, par suite, augmentation de 65,493

Il a été encaissé pour le compte des assurances individuelles 1,071 primes représentant une somme de 69,782 francs.

Les sinistres (capitaux payés au décès) s'élèvent à 59,162 francs pour 29 polices. Le montant des sinistres, par rapport aux primes encaissées pendant l'année, est de 84.7 p. 100 de ces dernières.

Les *assurances collectives*, contractées en 1902 par les sociétés de secours mutuels approuvées sont au nombre de 126 et comprennent 20,512 membres participants. Les primes afférentes à ces assurances s'élèvent à 138,552 francs. Les paiements de capitaux assurés, y compris les remboursements de primes, s'élèvent à 95,632 francs. L'excédent des recettes sur les dépenses, en ce qui concerne les assurances collectives, est donc que de 42,920 francs.

⁽¹⁾ D'après le rapport de la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accident.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1902.

Au 31 décembre 1902, l'actif de la Caisse d'assurance en cas de décès se composait :

1° De la valeur, au taux de 3 1/4 p. 100. de 33,474 francs de rentes 3 p. 100.....	1,558,922 ^f 34 ^c
et de 16,919 francs de rentes 3 p. 100 provenant de la conversion	520,584 61
2° Des produits affectés à la conversion de la rente 3 1/2 p. 100.	7,754 60
3° Du solde du compte courant à la Caisse des dépôts et consignations.....	73,040 60
4° Des primes échues et non recouvrées et des intérêts en retard.	10,952 75

MONTANT TOTAL de l'actif.....	1,650,670 29
-------------------------------	--------------

Le passif concerne les assurances individuelles et les assurances collectives.

Le passif provenant des assurances individuelles comprend :

1° Le montant des polices en cours de règlement.....	14,156 ^f 40 ^c
2° La valeur des polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2,241 69
3° Les réserves mathématiques afférentes aux polices à primes soldées et à primes viagères.....	1,036,380 11
et aux polices à primes temporaires et aux assurances mixtes...	147,986 36
4° Les primes échéant en 1902 et payées par anticipation en 1901.....	484 18

MONTANT du passif correspondant aux assurances individuelles ..	1,201,248 74
---	--------------

Le passif résultant des assurances collectives, calculé en tenant compte d'un excédent probable de 0.27 p. 100 ⁽¹⁾ des dépenses sur les recettes se compose :

1° Des charges à provenir, à partir du 1 ^{er} janvier 1903, des assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1902.....	59,614 31
2° Des charges à provenir des assurances collectives contractées en 1901, pour produire leur effet à partir du 1 ^{er} janvier 1902.	53,020 02

PASSIF TOTAL.....	1,313,883 07
-------------------	--------------

L'actif étant de.....	1,650,670 29
-----------------------	--------------

L'excédent d'actif ressort à.....	336,787 22
-----------------------------------	------------

L'excédent constaté au 31 décembre 1901 s'élevait à.....	380,530 22
--	------------

Il y a donc une diminution de l'excédent de l'actif sur le passif en 1902 de.....	43,743 00
---	-----------

⁽¹⁾ Les résultats constatés jusqu'au 31 décembre 1902 sur les polices collectives souscrites du 1^{er} décembre 1890 au 30 novembre 1901 se résument ainsi :

Recettes.....	989,068 ^f 88 ^c
Dépenses.....	991,768 98

EXCÉDENT des dépenses.....	2,700 10
----------------------------	----------

Cette diminution résulte :

1° De la différence entre l'évaluation dans l'actif du portefeuille des rentes 3 p. o/o et 3 1/2 p. o/o achetées en 1902, et le coût d'achat de ces rentes.....	7,195 ^f 49 ^c
2° De la différence entre l'évaluation, au 31 décembre 1901, des 17,543 francs de rente 3 1/2 p. o/o qui figuraient dans l'actif du portefeuille pour..... 541,997 ^f 49 ^c Et l'évaluation au 31 décembre 1902 de ces mêmes rentes converties en 3 p. o/o... 462,672 51	79,304 97
3° De la valeur représentative d'une promesse de rente 3 p. o/o de 14 centimes réalisée.....	4 39
ENSEMBLE des diminutions.....	86,504 85
De cette somme il y a lieu de déduire le montant des produits attachés à la conversion du 3 1/2 p. o/o.....	7,754 60
Soit une perte de.....	78,750 25

Cette perte se trouve réduite par :

1° L'excédent des revenus du portefeuille sur les intérêts attribués aux assurances individuelles.....	18,518 84
2° Les bénéfices afférents aux assurances individuelles.....	5,852 82
3° La diminution entre les charges réelles des assurances collectives et les charges probables.....	10,635 59
SOMME ÉGALE.....	43,743 00

Caisse d'assurance en cas d'accident.

LOI DU 11 JUILLET 1868.

Les cotisations versées en 1902 sont au nombre de 267 et représentent une somme de 1,571 francs.

Les intérêts produits par les fonds placés s'élèvent à 247,345 fr. 50	
Les recettes totales ont été de.....	248,916 ^f 50 ^c
et les dépenses totales de.....	6,055 50
Ce qui porte l'excédent des recettes à.....	242,861 00

Depuis le début du fonctionnement de la Caisse (11 juillet 1868) jusqu'au 31 décembre 1902, il a été versé 284,735 francs de primes au nom de 44,235 assurés. Les règlements de sinistres et les frais accessoires ont entraîné une dépense de 242,339 francs, qui n'a atteint que la proportion de 85.11 p. 100 des versements et qui a laissé un excédent de 42,396 francs.

D'autre part, la subvention de l'État, un don particulier et les arrérages de rentes encaissées annuellement forment ensemble une somme de 7,719,482 francs qui, ajoutée à l'excédent ci-dessus, donne un excédent total des recettes sur les dépenses, depuis l'origine, de 7,761,878 francs.

Sur les 44,396 assurances, la Caisse n'a eu à régler que 102 sinistres, dont 76

ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 26 ayant été suivis de mort.

C'est une moyenne de 2.31 accidents par 1,000 assurés.

Le nombre moyen de personnes assurées annuellement est de 1,264.

LOI DU 24 MAI 1899.

Risques visés par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, les opérations de la Caisse nationale ont été étendues aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, à partir du 1^{er} juillet 1899.

Le nombre des contrats en cours au 31 décembre 1902 s'élevait à 608, en augmentation de 70 sur le chiffre constaté au 31 décembre 1900, dont :

1) 566 contrats au titre de la loi du 24 mai 1899, portant sur un chiffre présumé de 15 millions et demi de francs de salaires et correspondant à un total de primes de 212,536 francs;

2) 42 contrats au titre de la loi du 30 juin 1899, relative aux machines agricoles et comportant 1,936 francs de primes.

Les recettes opérées du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1901 se sont élevées à	214,367 ^f 27 ^c
Les dépenses à	188,102 30
Soit un excédent de recettes de 26,264 fr. 97.	
Si l'on ajoute au total des recettes, en 1902, le solde du compte au 31 décembre 1901	165,181 07

on obtient (déduction faite des dépenses), comme solde créditeur au 31 décembre 1901, une somme de	191,466 04
--	------------

Si l'on ajoute au solde ci-dessus :

Les primes échues et encaissées en 1902 dans les départements mais non centralisées dans les écritures de la Direction générale	42,610 65
et les intérêts probables à encaisser en 1903	2,000 00

Le total des disponibilités ressort, pour 1903, à	236,056 69
---	------------

D'autre part, les sommes à mettre en réserve pour faire face au paiement, soit de dépenses se rapportant à l'exercice 1902, soit de sinistres survenus depuis 1899, mais dont le règlement est reporté à 1902, s'élevant à :

Pour provisions de primes payées d'avance ...	87,729 ^f 00 ^c	} 252,878 06
Pour frais d'administration de l'année 1902 à rembourser à la Caisse des dépôts en 1902.	31,419 17	
Pour règlement de sinistres en cours	133,729 89	

Cette somme de 252,878 francs est supérieure aux disponibilités de	16,821 37
--	-----------

JURISPRUDENCE.

Syndicat professionnel ; Mise à l'index ; Faute ; Dommages-intérêts,

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} CHAMBRE).

(Jugement du 18 juin 1903.)

Le Tribunal donne défaut contre la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes du département de la Seine et pour le profit ;

Attendu que Nicolas et L. Antoine ayant cru devoir, le 10 décembre 1902, renvoyer un de leurs ouvriers ébénistes à raison de l'insuffisance de son travail, tous les autres ouvriers ébénistes de leurs ateliers se sont solidarisés avec l'ouvrier congédié et ont quitté la maison des demandeurs ;

Attendu qu'il résulte des documents de la cause et notamment d'un procès-verbal de constat de Leymarie, huissier à Paris, du 15 décembre 1902, qu'à la suite de ces événements, un certain nombre d'affiches, conçues dans les termes ci-après rapportés, ont été apposées dans le quartier habité par Nicolas et Antoine et notamment de chaque côté de la porte de la maison, située rue Sedaine, 41, où se trouve leur domicile et à la porte des immeubles situés même rue Sedaine, 32, 33, 37 et 45, sur plusieurs palissades situées rue du Commandant-Lamy et sur les immeubles situés rue de Charonne, 33 et 37, avenue Ledru-Rollin, 96, etc. ;

Attendu que ces affiches, conçues dans les termes suivants : « MISE À L'INDEX : Tous les ouvriers ébénistes de la maison Nicolas et Antoine, 41, rue Sedaine, viennent de quitter le travail pour résister contre l'avilissement des salaires que voulaient leur faire subir ces patrons. La liberté reconnue jusqu'aujourd'hui dans les ateliers est supprimée ; des ouvriers, ils veulent en faire des esclaves, des machines à produire. Le syndicat fait appel à la solidarité de tous les camarades de la corporation pour s'abstenir de se présenter dans cette maison. — Pour les ouvriers ébénistes de la maison : Le Conseil syndical », contenait à l'adresse des demandeurs l'imputation de faits et de sentiments de nature à porter atteinte à leur honneur et à leur considération ;

Attendu que l'apposition desdites affiches a eu pour conséquence l'abandon des ateliers des demandeurs par tous les ouvriers qui y étaient employés, sculpteurs, mouluriers, menuisiers en chaises, etc. ;

Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause et des énonciations même des affiches ci-dessus visées, qu'elles ont été rédigées, imprimées, publiées et affichées par les soins de la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes du département de la Seine, dont le siège est à Paris, 11^e arrondissement, rue de Charonne, 57, et qui paraît posséder dans cet immeuble une imprimerie spéciale, des presses de laquelle sont sorties lesdites affiches ;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, et qu'aux termes de l'article 9 de la même loi, les infractions à l'article 3 constituent un délit et sont punies d'une amende de 16 à 200 francs ;

Attendu que, par la rédaction et la publication de l'affiche ci-dessus reproduite, le syndicat professionnel dit Chambre syndicale des ouvriers ébénistes du département de la Seine est manifestement sorti de la limite de ses attributions, et qu'indépendamment de la diffamation dont il s'est rendu coupable à l'égard de Nicolas et Antoine, il a commis une infraction à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 ;

Attendu, en outre, qu'à raison des imputations diffamatoires contre les demandeurs et des allégations contraires à la vérité qui y sont contenues, cette même publication constitue une manœuvre frauduleuse au moyen de laquelle les directeurs et administrateurs du syndicat professionnel dont il s'agit ont amené dans les ateliers des demandeurs une cessation concertée de travail dans le but de porter atteinte au libre exercice du travail et de l'industrie, délit prévu par l'article 414 du Code pénal ;

Attendu que, par les faits illicites ci-dessus précisés, les défendeurs ont causé à Nicolas et Antoine un préjudice dont il leur doivent réparation et dont le tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier et déterminer l'importance ;

Par ces motifs, condamne le syndicat professionnel, dit Chambre syndicale des ouvriers ébénistes du département de la Seine, à payer à Nicolas et Antoine une somme de 500 francs de dommages intérêts ;

Autorise les demandeurs à faire publier le présent jugement dans cinq journaux à leur choix sans que le coût de chacune desdites insertions puisse excéder 100 francs ;

Condamne les défendeurs au coût desdites insertions et à tous les dépens.

Grève générale des mineurs ; convention d'arbitrage ; interprétation ; renvoi d'ouvriers contrairement à la convention ; dommages-intérêts.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-ÉTIENNE (1^{re} CHAMBRE).

(Jugements du 13 juillet 1903.)

A la suite de la grève générale des mineurs de 1902 ⁽¹⁾, les délégués des Compagnies minières du bassin de la Loire et les délégués de leurs ouvriers signèrent, le 21 novembre 1902, un compromis d'arbitrage qui contenait notamment le passage suivant :

Sur la cinquième question : Amnistie, tous les ouvriers seront réintégrés, à l'exception de ceux condamnés ou qui pourront l'être pour violences contre les ouvriers ou employés ayant travaillé au cours de la grève ou attentat contre la propriété, à la condition expresse que, dès maintenant et dans l'avenir, il ne soit exercé aucunes représailles, ni pris aucunes mesures vexatoires contre les ouvriers ayant travaillé pendant la grève.

Dans le cas contraire, les Compagnies reprendraient leur liberté d'action.

La reprise du travail eut lieu le 28 novembre suivant. Divers faits de violence s'étant produits entre la signature de la convention d'arbitrage et la reprise du travail, certaines Compagnies déclarèrent reprendre leur liberté d'action et congédièrent un certain nombre d'ouvriers. Ces derniers intentèrent aux Compagnies une action en dommages-intérêts pour violation de la convention d'arbitrage du 21 novembre 1902. Le Tribunal civil de Saint-Étienne a statué par trois jugements, en date du 13 juillet dernier, sur trois de ces demandes. La première émanait de Jean Piat, ouvrier mineur, et visait la Compagnie des chemins de fer P.-L.-M. en qualité d'exploitante des mines de la Chazotte ; la seconde était formée par Joseph Bayol, ouvrier mineur, contre la Compagnie des mines de Villebauf ; la troisième, enfin, concernait divers ouvriers de la Compagnie des mines de la Roche-la-Molière. Nous ne reproduisons que le dernier jugement. Le premier ne présente, en effet, aucun intérêt, le Tribunal ayant écarté de plano la demande de Jean Piat par le motif que le demandeur était parti volontairement plus d'un mois et demi après la reprise du travail. Quant au second jugement, il est fondé en droit sur les mêmes motifs que le troisième, mais ne statue que sur une seule espèce. Voici le texte du troisième jugement.

Entre : 1° Monistrol (Pierre), ouvrier mineur, demeurant à Firminy ; 2° Chol (Jacques), ouvrier mineur, demeurant à Firminy ; 3° Preynat (Jean-Baptiste), ou-

⁽¹⁾ Voir : *Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1902, p. 763 ; décembre 1902, p. 865 ; et *Statistique des grèves... survenues pendant l'année 1902*, p. 371.

vrier mineur, demeurant à Roche-la-Molière; 4° Antoine (Jean), ouvrier mineur, demeurant à Roche-la-Molière; 5° Duchassint (Pierre), ouvrier mineur, demeurant à Roche-la-Molière; 6° Brioude (Antoine), ouvrier mineur, demeurant à Firminy; 7° Robin (Justin), ouvrier mineur, demeurant à Roche-la-Molière, demandeurs comparants par M^e Menu; et la Compagnie des mines de Roche-la-Molière et Firminy, représentée par son directeur, défenderesse par M^e Jaray.

Où, en ses conclusions, M. Mallein, procureur de la République;

Attendu qu'aux termes d'une convention signée le 21 novembre 1902 par les délégués du patron et des ouvriers, dans le but de mettre fin à la grève des mineurs du bassin de la Loire, les directeurs de mines ont pris l'engagement « de réintégrer « tous leurs ouvriers, à l'exception de ceux qui avaient été condamnés ou qui pour-
« raient l'être pour violences envers les ouvriers et employés ayant travaillé au cours
« de la grève, ou attentat contre la propriété à la condition expresse que dès main-
« tenant et dans l'avenir il ne soit exercé aucunes représailles, ni pris aucune mesure
« vexatoire contre les ouvriers ayant travaillé pendant la grève. Dans le cas con-
« traire, les Compagnies reprendraient leur liberté d'action ».

Attendu que Monistrol et six de ses camarades, prétendant que la Compagnie de Roche-la-Molière et Firminy a violé l'engagement pris à leur égard dans la convention précitée en les renvoyant de ses chantiers, ont assigné ladite Compagnie en dommages-intérêts; que cependant l'un d'entre eux, Duchassint, s'est désisté de cette demande et qu'il convient de donner acte de ce désistement formellement accepté par la Compagnie défenderesse;

Attendu que la Compagnie, sans contester le renvoi des six demandeurs qui restent en cause, prétend qu'elle n'a fait qu'user de son droit, les violences exercées à son préjudice et au préjudice de ses ouvriers restés fidèles du 21 novembre, date de la signature de la convention, au 28 novembre, date, de la reprise du travail, ayant fait perdre aux grévistes le bénéfice de l'amnistie pour les replacer sous l'empire du régime commun entre patrons et ouvriers;

Attendu que tout en reconnaissant l'existence de certains actes de violence, les demandeurs ont fait plaider que ces actes s'étant produits avant la reprise du travail (28 novembre) ne pouvaient avoir aucun effet sur la validité du contrat qui fait la loi des parties, la convention arrêtée dans ses termes le 15 novembre, signée le 21, étant une convention à terme incertain, ne devant prendre cours qu'au jour de la reprise du travail;

Attendu que cette argumentation ingénieuse ne saurait être acceptée par le Tribunal; qu'elle est, en effet, contraire au texte même et à l'esprit de la convention; — au texte, puisqu'elle ne tient pas compte des mots « dès maintenant et dans l'avenir », qui n'auraient pas de sens si on les interprétait ainsi que plaident les demandeurs; — à l'esprit de la convention essentiellement pacifique, rejetant toute idée de lutte nouvelle et conçue dans toutes ses dispositions dans un but manifeste d'apaisement; qu'il est d'ailleurs bien évident que si l'on peut demander à quelqu'un de renoncer à un grief dans le passé, de pardonner ou d'effacer une faute déjà commise, ou ne peut raisonnablement demander à cette même personne d'oublier des événements qui ne se sont pas encore produits, et d'amnistier par avance des faits échappant à toute prévision humaine et dont la portée ni la gravité ne peuvent être prévues ni calculées;

Attendu, cet argument écarté, qu'il reste à rechercher si les faits de violence invoqués par la Compagnie de Roche constituent bien des représailles au sens de la convention dont l'interprétation est soumise au Tribunal; que cette interprétation est d'autant plus délicate que des divergences semblent s'être produites à cet égard entre les intéressés eux-mêmes, la plupart des Compagnies ayant repris sans exception tous leurs ouvriers;

Attendu que des principes mêmes du Code civil, il résulte que les conventions doivent, dans le doute, être interprétées dans le sens où elles peuvent produire un effet utile; que, partant de ces principes, il faut rejeter la prétention de la Compagnie de Roche tendant à lui faire reprendre sa pleine liberté d'action à l'égard de tous, à la suite d'un acte isolé de violence émanant d'un seul de ses ouvriers; qu'en effet, outre que cette interprétation serait souverainement injuste, puisqu'elle ferait dépendre le sort de travailleurs loyaux et honnêtes de l'attitude et des actes de quelques ouvriers exaltés ou coupables, elle conduirait fatalement à écarter la clause d'amnistie et à la frapper d'avance de stérilité; qu'il ne pouvait, en effet, entrer raisonnablement dans la pensée d'aucun des contractants du 21 novembre que les agitations d'une longue et douloureuse grève cesseraient dès la première heure et que le calme absolu succéderait sans transition aux scènes violentes de la veille et des jours précédents; — que la convention ne saurait être interprétée ainsi; — que le sens de cette convention apparaît, au contraire, juridique et équitable, si l'on admet qu'elle réservait aux directeurs de mine leur liberté d'action, soit en ce qui concerne la collectivité au cas de mouvement général préparé et excité par les comités, soit en ce qui concerne les individus qui par leurs actes personnels se plaçaient eux-mêmes volontairement en dehors de la protection du contrat et assumaient la responsabilité de leurs actes;

Attendu qu'il n'a jamais été prétendu par la Compagnie qu'elle se soit trouvée en présence d'un mouvement général ou d'une action collective; que cette prétention serait d'ailleurs écartée et par son offre même de preuve et par le petit nombre des exclusions qu'elle a prononcées; qu'il n'y a donc pas à ce point de vue violation de la convention;

Attendu, en ce qui concerne les actes de violence individuels ou les vexations qui pourraient légitimer le renvoi de certains ouvriers, qu'il est certain que la convention a, en employant à dessein le mot représailles et en le complétant par l'expression mesures vexatoires, entendu assurer dans le sens le plus large la protection des personnes et des propriétés; — qu'il échet donc de rechercher si les demandeurs ont commis ou si la Compagnie leur reproche d'avoir commis certains actes de la nature de ceux spécifiés plus haut et rentrant dans la catégorie de ceux qui engagent la responsabilité de leurs auteurs;

Attendu à cet égard que les demandeurs devront être rangés en diverses catégories;

En ce qui concerne Monistrol (Pierre):

Attendu qu'aucun fait de violence ou de vexation ne lui a jamais été imputé par la Compagnie;

En ce qui concerne Chol (Jacques):

Attendu que s'il a été inculpé dans une scène de violence antérieure à la signature du compromis, il n'a point été poursuivi et que la Compagnie ne lui impute aucun fait dommageable postérieur au 21 novembre;

En ce qui concerne Antoine (Jean) et Robin (Justin):

Attendu qu'il résulte du rapprochement de certaines pièces du dossier que ces ouvriers ont pu se trouver mêlés directement ou indirectement à des scènes de violence ou de vexation postérieurement au 21 novembre, la Compagnie qui comprend ces scènes de violence dans son articulation ne leur impute pas personnellement d'y avoir été mêlés; que le juge ne peut pas se substituer à la partie à cet égard et lui imposer la charge d'une preuve que pour un motif quelconque elle n'a pas voulu nommer; que le tribunal doit donc se borner à constater qu'aucune preuve n'est rapportée et qu'aucune offre de preuve n'est faite en ce qui touche ces deux ouvriers;

En ce qui concerne Brioude et Preynat:

Attendu qu'une offre de preuve nette et précise est faite par la Compagnie ; que sous les numéros un et deux de son articulation, elle offre en effet, d'établir que sur l'ordre de ces deux ouvriers, des affiches de la Compagnie annonçant la signature du compromis d'arbitrage et invitant les mineurs à reprendre le travail ont été lacérées à Firminy, à Roche et aux environs dans la soirée du 21 et dans la nuit du 21 au 22 novembre ; que de plus ces deux ouvriers délégués de leurs comités auraient au même temps et au même lieu organisé de nombreuses patrouilles de grévistes pour empêcher la reprise du travail ;

Attendu que sans rechercher si le travail pouvait être repris sans délai par tous les ouvriers, les faits de lacération d'affiches et d'organisation de patrouilles, dans des conditions que l'enquête a déterminées, a pu être considéré par le Directeur de la mine comme une repréaille et une mesure vexatoire ; que c'est donc le cas, tout en réservant l'appréciation du tribunal sur l'importance et la gravité des faits, au vu des enquêtes, d'ordonner la preuve à laquelle il a été conclu et de réserver à statuer en ce qui touche Brioude et Preynat,

Attendu, en ce qui touche les faits articulés par la Compagnie sous les numéros trois à quinze que ces faits si blâmables et si regrettables qu'ils soient n'étant imputés à aucun des demandeurs, la preuve en devient inutile dans la cause et doit par ce motif être écartée ;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte que la Compagnie liée par la convention du 21 novembre 1902, devait réintégrer dans ses chantiers les ouvriers Monistrol, Chol, Robin et Antoine ; qu'en ne le faisant pas et en ne justifiant d'ailleurs d'aucune autre cause légitime de renvoi elle a excédé son droit ; que la demande en dommages-intérêts de ces quatre ouvriers est donc fondée dans son principe ;

Attendu que sur l'appréciation du dommage causé, les demandeurs s'en sont remis à justice, n'ayant formé à l'appui de leurs réclamations aucun document permettant au tribunal de vérifier ledit dommage ; que le tribunal connaît seulement le chiffre mensuel des salaires de chacun d'eux, tel qu'il résulte des conclusions, qu'il n'a point été prouvé qu'aucun des demandeurs ait dû subir du fait de son éviction des Mines de Roche, un chômage prolongé ; que dans ces conditions, l'allocation d'une indemnité de quatre cents francs à chacun des quatre demandeurs qui triomphent actuellement dans leurs prétentions paraît suffisante ;

Par ces motifs, le Tribunal après en avoir délibéré, jugeant publiquement en matière ordinaire et premier ressort ;

Donne acte à Duchassint de son désistement accepté par la Compagnie défenderesse sans aucune réserve ;

Déclare Monistrol, Chol, Robin et Antoine bien fondés dans leurs prétentions telles qu'elles résultent de leur demande ;

Dit en conséquence que c'est à tort et sans droit que la Compagnie de Roche-la-Molière et Firminy a refusé de les réintégrer dans ses chantiers ;

Condamne ladite Compagnie en réparation du préjudice ainsi causé à payer à chacun d'eux une somme de quatre cents francs à titre de dommages-intérêts ; et avant de statuer au fond sur la demande de Brioude et de Preynat, autorise la Compagnie à prouver aux formes de droit devant M. Dolard, juge à ces fins commis, lequel en cas d'empêchement sera remplacé par simple ordonnance rendue en pied de requête :

1° Que sur l'ordre du délégué Brioude, le 21 novembre 1902, de 7 heures 1/2 à 10 heures du soir, à Firminy et à la Malafolie, les grévistes ont enlevé ou déchiré les affiches annonçant la signature du compromis d'arbitrage et invitant les ouvriers à reprendre le travail, et des troupes nombreuses de grévistes ont fait patrouille dans la nuit du 21 au 22 novembre pour empêcher la reprise du travail ;

2° Que les mêmes faits se sont produits à la même date à Roche-la-Molière sur l'ordre du délégué Preynat;
 Rejette comme inutile le surplus de l'offre de preuve de la Compagnie;
 Réserve aux demandeurs la preuve contraire;
 Réserve les dépens en fin de cause.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet 1903 ⁽¹⁾. — La situation générale s'est sensiblement améliorée et est, de beaucoup, plus favorable que pendant le mois précédent.

Placement. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 79 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de juillet 1902, une diminution du chômage dans 63 villes, une augmentation dans 16 seulement.

Les placements effectués dans ces 79 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Juillet 1902...	32,241	16,025	48,266	63,301	15,298	78,599	196.3	95.5	162.8
Juillet 1903...	43,251	19,329	62,580	69,394	16,541	85,935	160.4	85.6	137.3

Grèves en juillet 1903. — 37 grèves nouvelles contre 21 en juin 1903 et 25 en juillet 1902. Les grèves les plus importantes se sont produites dans le bâtiment (17), le travail des pierres et des terres (2), le bois (6), la métallurgie (2).

L'inspection du travail en Wurtemberg ⁽²⁾. — *Logements ouvriers.* — Le rapport des inspecteurs d'industrie pour 1902 contient des renseignements intéressants sur les efforts faits par les autorités administratives du Wurtemberg pour protéger efficacement les ouvriers au point de vue particulier de l'habitation.

A Stuttgart, où les loyers sont en général très élevés, les ouvriers, pour en diminuer la charge, ont coutume de sous-louer une partie de leurs logements, ou d'accepter des hôtes de passage pour la nuit. Les appartements étant déjà petits pour la famille qui les habite, et la quantité d'air et de lumière insuffisante, cette

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

⁽²⁾ D'après une communication du consul de France à Stuttgart.

coutume ne peut que rendre plus insalubres encore ces habitations. La municipalité, pour remédier à cet état de choses, a établi, en juin 1902, un « service des habitations » qui dresse et publie chaque jour la liste des logements vacants avec indication de leur situation et de leur prix. La *Feuille officielle des annonces municipales* publie chaque mois le relevé des habitations à louer.

En outre, la municipalité a créé un service de « surveillance des logements » composé de fonctionnaires particulièrement honorables qui visitent les habitations ouvrières. La ville a été partagée en districts. Dans chacun d'eux, le surveillant a le droit d'inspecter les logements composés de 3 chambres au plus et, en outre, tous les appartements où l'on loge à la nuit, et les locaux où les patrons font coucher leurs ouvriers et domestiques. A la suite de leur constatation une démarche officielle et amiable a lieu et si elle reste sans effet, la police prend des mesures contre le patron ou le propriétaire en défaut.

On ne connaît pas encore les résultats de l'activité du nouveau service. On sait déjà qu'à Cannstadt, où une institution analogue fonctionne depuis la même époque, on a inspecté 1,277 maisons, 4,175 logements, 8,304 chambres, 890 garnis pour la nuit, 604 chambres de domestiques, etc. Le rapport signale que presque toujours le patron ou le propriétaire a adopté les mesures qu'on lui recommandait. On estime donc que la nouvelle institution pourra empêcher l'accumulation des locataires dans un même appartement, le manque d'air et de lumière, la malpropreté, etc.

Congés payés. — Un mouvement intéressant se manifeste en faveur des congés payés. Des associations ouvrières introduisent déjà des clauses y relatives dans leurs contrats. La durée des vacances varierait selon la situation de l'ouvrier et les exigences du travail. Dans les sociétés de consommation de Stuttgart et de Gmünd qui ont donné l'exemple, les ouvriers ont droit, au bout de 2 ans, à 8 jours de congé payé. Divers fabricants ont adopté des pratiques semblables.

Durée du travail. — En réponse à une enquête entreprise par le ministère de l'intérieur de l'empire, les inspecteurs du Wurtemberg estiment que l'on pourrait sans préjudice pour l'industrie, réduire de 11 à 10 heures la journée des ouvrières. Ils sont d'avis que l'on pourrait également accorder une heure et demie et même deux heures au lieu d'une heure, pour le repas de midi, aux ouvrières mariées. On craint pourtant que cette mesure ne force à retenir les ouvriers plus longtemps, le soir. On semble être d'accord pour demander que le samedi et les veilles de fêtes la journée prenne fin à 5 heures et demie ou 6 heures et pour que, en tout cas, les ouvrières ne fassent pas ce jour là plus de 8 heures de travail.

Les caisses syndicales de chômage pendant le 2^e trimestre de 1903 ⁽¹⁾.

— L'office impérial de statistique vient d'entreprendre une enquête sur le chômage dans les syndicats professionnels. Il en publiera tous les trois mois les résultats dans le *Bulletin impérial du travail* qui, dans son numéro de juillet, donne les renseignements recueillis pour les trois mois de mars, avril et juin 1903.

On sait que semblable enquête est faite déjà régulièrement en France, en Angleterre et en Belgique. Ce qui caractérise l'enquête allemande, c'est qu'elle ne s'adresse qu'aux syndicats ayant institué des caisses de secours contre le chômage. L'office impérial estime en effet que, seules, ces associations peuvent en tout temps connaître exactement le nombre de leurs membres sans travail. Il adresse, dans ce but, des questionnaires à toutes les sections locales qui les retournent, une fois remplis, à l'union ou au syndicat dont elles font partie : ce dernier résume les

⁽¹⁾ D'après le *Reichsarbeitsblatt* de juillet 1903.

renseignements fournis sous forme de tableau récapitulatif qu'il adresse à l'office impérial.

À cette première consultation, 42 associations ont répondu, à savoir : 23 syndicats professionnels (Gewerkschaften), 17 associations Hirsch-Dunker, l'union des syndicats catholiques, et l'association ouvrière de la photographie : les réponses de ces 2 dernières associations, comme celle des ouvriers du cuir étant arrivées trop tard, l'office n'a pu faire état que des réponses fournies par 39 associations.

Ces 39 associations comptaient, à la fin de juin 1903, 213,962 membres (204,884 hommes et 9,078 femmes); à cette même date, 5,058 sociétaires étaient involontairement sans travail (4,957 hommes et 101 femmes), et 1,700 autres se sont déclarés en voyage.

Parmi les syndicats qui ont répondu, quelques-uns groupent une notable partie de la corporation, d'autres, par contre, n'en représentent qu'une infime partie.

C'est ainsi que si l'on rapproche les chiffres des membres de certaines de ces 39 associations des chiffres du recensement professionnel de 1895, on constate que, dans les industries polygraphiques, les syndicats groupent environ 50 p. 100 du total des ouvriers de la profession; chez les chapeliers, ils en réunissent 20 p. 100, chez les gantiers, 33 p. 100.

Ces réserves une fois faites (et étant admis que l'ensemble de ces syndiqués [213,962] représente environ 3.9 p. 100 de la population professionnelle correspondante [5,445,759]), on peut établir à 3.2 p. 100 la proportion des syndiqués sans travail à fin juin 1903. Cette proportion variait de 0.1 p. 100 chez les ouvriers textiles, à 6.7 p. 100 chez les confiseurs, 8.1 p. 100 chez les typographes, 8.9 p. 100 chez les sculpteurs de Berlin et 13 p. 100 chez les fourreurs.

Si l'on examine combien il y a eu de cas de chômage par 100 syndiqués, on trouve pour l'ensemble 8.6 p. 100 (de 0.3 p. 100 chez les potiers à 51.4 p. 100 chez les sculpteurs berlinois). Le chômage a été proportionnellement beaucoup plus faible pour les femmes que pour les hommes.

Le total des sommes versées à titre de secours de chômage sur place par ces 39 associations s'est élevé, pendant ce deuxième trimestre, à 324,707 francs (323,033 francs pour les hommes et 1,674 francs pour les femmes). 8,774 chômeurs se sont ainsi vus indemniser pour 172,392 journées de travail perdues et 120 femmes pour 1,970 journées. En outre, 26 de ces syndicats ont versé 82,407 francs à titre de secours de voyage à 9,940 chômeurs. Le montant des sommes ainsi payées en indemnités diverses s'est donc élevé à 407,114 francs.

Il convient d'observer que dans les syndicats du système Hirsch-Dunker, on compte comme secours la remise des cotisations arriérées (les syndiqués étant statutairement tenus de payer leur cotisation même lorsqu'ils sont sans travail.) Il n'est donc pas possible d'indiquer, pour cette fois du moins, jusqu'à ce que la distinction ait été établie, le montant exact des sommes payées aux chômeurs, cotisations arriérées déduites; il y a lieu de faire exception, toutefois, pour le syndicat des cordonniers et ouvriers du cuir qui ne considère pas la remise des cotisations comme un secours. La façon de calculer l'indemnité n'est pas la même dans tous les syndicats, et l'on ne peut par suite comparer entre elles les diverses sommes allouées, pour le trimestre, par les diverses associations. En outre, les syndicats fixent le secours de voyage non pas d'après le nombre des jours de chômage, mais d'après le nombre des kilomètres parcourus. Pour ces diverses raisons, il n'est pas possible d'indiquer l'indemnité moyenne touchée par les chômeurs affiliés à l'un de ces syndicats.

Le tableau suivant permet de constater comment se répartissent, par industrie, les caisses de chômage et les secours versés; il fournit en outre des renseignements pour quelques-uns de ces syndicats considérés isolément.

EFFECTIF ET VERSEMENTS DES CAISSES DE CHÔMAGE PENDANT LE 2^e TRIMESTRE 1903
(AVRIL, MAI, JUIN).

INDUSTRIES.	NOMBRE de syndi- cats payant une indem- nité de chômage	TOTAL des MEMBRES à fin juin 1903.	SECOURS DE CHÔMAGE.			SECOURS DE VOYAGE.		
			NOMBRE de chô- meurs secourus	NOMBRE des journées indem- nisées.	MONTANT des secours. fr. c.	NOMBRE de syndi- cats ayant payé des secours de voyage.	NOMBRE d s chô- meurs secourus	MONTANT des secours. fr. c.
Mines.....	1	565	2	52	65 60	"	"	"
Travail des pierres et des terres.	3	15,375	337	4,450	17,021 25	3	130	881 00
Métallurgie; constructions mé- talliques.....	6	45,434	930	24,046	38,290 50	4	4,187	16,449 00
Textiles.....	1	4,133	30	553	491 65	1	4	40 55
Papier.....	1	11,231	515	8,908	10,052 50	1	938	3,113 75
Cuir et cordonnerie.....	2	5,700	67	1,347	2,233 75	"	"	"
Bois.....	1	7,568	74	1,047	1,679 25	1	28	151 65
Alimentation.....	7	22,673	814	12,634	18,196 90	4	504	2,297 15
Vêtement.....	3	10,920	346	4,956	7,902 50	3	421	1,274 40
Bâtiment.....	2	3,880	83	879	1,380 00	1	383	522 75
Industries polygraphiques.....	5	45,353	4,213	91,274	197,988 75	3	2,428	54,6 0 80
Industries d'art.....	4	6,544	1,089	13,309	17,443 75	4	784	2,797 40
Commerce et transport.....	3	34,162	387	7,907	11,961 50	1	133	279 00
TOTAUX.....	39	213,962	8,891	174,362	324,707 40	26	9,940	82,407 45

SECOURS PAYÉS PAR QUELQUES-UNS DES SYNDICATS COMPRIS DANS LES INDUSTRIES
CI-DESSUS. (1)

NOMS DES SYNDICATS.								
Porcelainiers de Charlottem- bourg (G.).....	1	7,531	162	3,726	9,057 50	1	223	581 00
Syndicat central des ouvriers et ouvrières de la verrerie d'Al- lemagne, Berlin (G.).....	1	6,332	171	3,607	7,750 00	1	199	264 00
Syndicat des métallurgistes et constructeurs allemands, Ber- lin (H. D.).....	1	32,239	471	15,141	23,657 00	1	"	3,975 00
Société de secours des chaudron- niers, Hambourg (G.)....	1	2,967	263	5,799	9,625 00	1	10,529	11,237 00
Syndicat de relieurs, Stuttgart (G.).....	1	11,231	515	8,908	10,052 00	1	3,264	3,214 00
Ménisiers allemands, Berlin (H. D.).....	1	7,568	74	1,047	1,678 00	1	"	150 00
Union centrale des ouvriers de brasserie, Hanovre (G.)....	1	12,039	226	3,059	3,820 00	1	1,410	1,482 00
Union des typographes et imprimeurs allemands, Berlin (G.).....	1	33,696	3,517	82,975	103,718 00	1	35,256	48,952 00
Syndicats des lithographes et si- milaires, Berlin (G.).....	1	9,003	684	8,134	18,688 00	1	"	5,570 00
Syndicat central des sculpteurs allemands, Berlin (G.).....	1	3,756	972	12,140	15,175 00	1	1,981	2,560 00

(1) Les syndicats du modèle Hirsch Dunker sont désignés par les lettres H. D.; les autres par la lettre G. (Gewelschaft).

AUTRICHE.

Placement en juin 1903 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 888 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emplois, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
225	95	178	45	105	56	74	53	67	33	56	37

Grèves en juin 1903. — 25 nouvelles grèves, avec 4,514 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême, et pour les *textiles*, le *bâtiment*, *mines*, *transports*, *vêtement* et le travail des *métaux* que les conflits ont été le plus nombreux. On compte : 4 succès, 12 transactions, 5 échecs, 3 résultats inconnus. Causes : insuffisance de salaires, 15 cas; questions relatives à la durée du travail, 3 cas; ces deux causes réunies, 2 cas; motifs divers, 5 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en juin 1903 ⁽²⁾. — Dans les 14 offices de placement gratuit ayant fourni des renseignements sur leurs opérations, pour 878 offres des patrons, il y a eu 1,373 demandes des ouvriers (hommes) soit une proportion de 153 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, la proportion était de 156 demandes pour 100 offres. L'année passée, au mois de juin, on comptait dans 14 offices, 1,159 demandes pour 741 offres (soit 156 pour 100). La situation du marché reste la même que le mois précédent et que l'an dernier.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en mai de 127 unions et fédérations d'unions professionnelles ouvrières, groupant 30,958 membres (mineurs, ouvriers agricoles et travailleurs à domicile non compris). Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 816, soit 2.6 p. 100. Cette proportion est légèrement supérieure (de 0.3) à celle obtenue pour le mois précédent.

Grèves en juin 1903. — 6 grèves nouvelles intéressant 415 grévistes et 18 chômeurs forcés; toutes étaient terminées le 4 juillet. 3 dans les *textiles*, 1 dans l'in-

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*.

⁽²⁾ D'après la *Revue du travail belge*, juillet 1903.

industrie du ciment, 1 dans les allumettes, 1 dans les transports. Dans 2 cas, les tisseurs voulaient une réduction de la journée et, dans 1 autre, la substitution du travail à la journée au travail aux pièces; 2 conflits portaient sur la question de salaire et le dernier sur le renvoi d'un ouvrier; 3 succès et 3 échecs; 3 grèves dans la province de Liège et 3 dans la Flandre orientale.

Les grèves de 1896 à 1900 ⁽¹⁾. — L'Office du travail belge vient de publier un compte rendu statistique détaillé de grèves relevées pendant les 5 années, 1896 à 1900.

Méthode adoptée pour la statistique des grèves. — Dans cette statistique, on a considéré comme grève « la cessation du travail par plusieurs ouvriers à la fois, dans le but bien déterminé d'imposer certaines exigences au patron ou à la direction de l'établissement ». En outre, on a tenu compte des *grèves de solidarité*, qui, bien que ne constituant pas des grèves au sens que l'on donne ici à ce terme, ont une connexion intime avec certains autres conflits. La statistique ne s'est pas occupée des chômages dits du 1^{er} mai et des grèves politiques, non plus que des conflits survenus dans les exploitations ou établissements agricoles et commerciaux; elle n'a considéré que les grèves industrielles. Enfin, par suite de la difficulté que l'on éprouve souvent à faire, dans la pratique, une distinction entre la grève et le lockout (et comme d'ailleurs le lockout se présente très rarement en Belgique) le compte rendu ne présente pas des tableaux différents pour ces deux catégories de conflits.

En Belgique, lorsqu'une grève éclate dans un établissement industriel, le bourgmestre de la localité où se trouve l'établissement atteint doit en aviser aussitôt l'Office du travail. Le Ministre du travail adresse alors à l'administration communale un formulaire de grève l'invitant à lui fournir, aussitôt après la fin du conflit, les renseignements spécifiés; lorsque la grève atteint plusieurs établissements, on consacre un questionnaire distinct à chacune des entreprises atteintes. Les réponses adressées sont soigneusement contrôlées au Ministère; des renseignements complémentaires sont réclamés s'il y a lieu.

Lorsqu'un conflit n'est pas signalé assez rapidement par le bourgmestre, l'Office du travail, renseigné par la presse, invite le gouverneur provincial à adresser un rappel à l'autorité communale; en certains cas enfin, l'administration centrale envoie un de ses agents recueillir les renseignements sur place.

Pour l'établissement des tableaux statistiques on a suivi les règles suivantes :

On s'est servi, pour classer les grèves par industries, de la classification adoptée par le recensement des industries et métiers de 1896. Dans les établissements comprenant plusieurs divisions industrielles appartenant au même sous-groupe, le tableau énumère les diverses divisions dans le sous-groupe dont elles dépendent; dans le cas où ces divisions appartiennent à plusieurs sous-groupes différents, on classe l'établissement, pour le considérer dans son ensemble, dans le sous-groupe auquel appartiennent les divisions occupant le plus grand nombre d'ouvriers; les divisions principales sont alors énumérées en tête, et les autres mentionnées ensuite entre crochets. Ces conventions ne s'appliquent pas aux charbonnages.

Lorsque le nombre des grévistes a varié au cours d'une grève, le chiffre donné est, si un seul établissement a été atteint, le maximum constaté, et, si la grève s'est étendue à plusieurs établissements, la somme des maxima constatés dans les di-

⁽¹⁾ *Statistique des grèves en Belgique (1896-1900)*, publiée par l'Office du travail belge, Bruxelles 1903.

verses entreprises — somme qui représente réellement le total des ouvriers ayant chômé volontairement. Lorsqu'une grève multiple n'a pas commencé et fini le même jour dans tous les établissements, les dates données sont les dates extrêmes du conflit. On considère comme date initiale le premier jour d'absence des grévistes, et comme date finale le jour de la reprise du travail, ou, dans le cas où les ouvriers ne sont pas repris ou refusent de reprendre le travail, la cessation des pourparlers entre patrons et ouvriers pour la reprise du travail. Les conflits, dans le cas où les ouvriers ont présenté diverses revendications, sont rangés d'après la revendication principale.

En ce qui concerne le règlement des conflits, on a rangé parmi les grèves terminées par négociations directes entre patrons et ouvriers celles pour lesquelles le questionnaire porte simplement qu'elles ont pris fin, soit par la rentrée spontanée des grévistes, soit par leur renvoi, soit par leur départ définitif; lorsque la réponse porte qu'on a eu successivement recours à divers moyens, le conflit est classé d'après le dernier moyen employé.

Enfin, en ce qui concerne les résultats, les mots succès ou échec s'appliquent à des conflits terminés entièrement en faveur des ouvriers ou complètement en faveur des patrons. Quand les grévistes ne sont parvenus à faire admettre que partiellement leurs revendications ou quand une partie seulement des grévistes a obtenu satisfaction, le résultat a été exprimé par le mot transaction.

Statistique des grèves. — Le nombre des grèves enregistrées par l'Office du travail, de 1896 à 1900, s'est élevé à 610⁽¹⁾. Ces 610 grèves ont intéressé 1,519 établissements occupant 305,053 ouvriers; le total des chômeurs a été de 195,110 personnes, dont 162,637 grévistes proprement dits.

Ces chiffres se décomposent comme suit pour chacune des années considérées :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES.
1896.....	139	23,204
1897.....	130	35,958
1898.....	91	13,101
1899.....	104	57,931
1900.....	146	32,443

Le nombre des grévistes a été surtout élevé en 1897 et 1899 par suite de deux grandes grèves de mineurs qui groupèrent, l'une 18,946 ouvriers et l'autre 42,842.

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans les mines (143 et 96,503 grévistes), les textiles (142 et 25,580 grévistes), les métaux (76 et 11,157 grévistes), les carrières (26 et 4,600 grévistes), industries chimiques (31 et 4,077 grévistes). Dans le bois et l'ameublement, le bâtiment et les industries céramiques, le nombre des grévistes a varié entre 3 et 4,000. D'une façon générale, le nombre des grèves a été, dans la grande industrie, trois fois plus élevé que dans la moyenne industrie, dont les établissements sont cependant six fois plus nombreux.

432 grèves ont duré 10 jours au plus (dont 107 moins de 2 jours, 218 de 2 à 5, et 107 de 5 à 10); 97 de 10 à 30 jours et 44 plus de 100 jours. La plus

⁽¹⁾ Ce nombre comprend les grèves terminées au cours des années 1896-1900 sur lesquelles on a pu se procurer des données suffisantes, au moins quant au nombre des grévistes. Il comprend, par suite, 3 grèves commencées en 1895 et terminées en 1896; en sont exclues 6 grèves non terminées à la fin de 1900, et 4 pour lesquelles le chiffre des grévistes est inconnu.

longue grève, celle des cigariers (110 grévistes) a duré 162 jours. Beaucoup de grèves de longue durée ont atteint plusieurs établissements.

3.75 p. 100 des grèves multiples (avec 0.5 p. 100 des grévistes) et 19.62 p. 100 des grèves simples (avec 13.69 p. 100 de grévistes) ont duré moins de 2 jours.

On a relevé 34 causes différentes dans les 610 conflits survenus de 1896 à 1900. Toutefois, les 92.94 p. 100 des conflits (intéressant 97.71 p. 100 des grévistes) se sont produits pour 12 motifs principaux, que l'on peut répartir dans les 4 groupes suivants :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.	P. 100 des grèves.	P. 100 des grévistes.
Question de salaires.....	341	102.960	55.90	63.18
Durée du travail.....	72	16.004	11.80	9.84
Règlements d'atelier et amendes...	26	26.446	4.26	16.26
Personnel et questions syndicales...	126	13.710	20.98	8.43
TOTAUX.....	567	159,120	92.94	97.71

Comme on le voit, la plupart des grèves, intéressant un nombre considérable de grévistes, sont entreprises pour des questions de salaires. Dans plus d'un cinquième des cas, les conflits ont eu pour cause une question de personnel ou d'unionisme, mais le nombre des grévistes n'atteint ici que 8.43 p. 100 de l'ensemble. Les questions de durée et de réglementation du travail ont causé relativement peu de grèves.

Si l'on examine les causes de grèves par industrie, en ne considérant que les dix industries dans lesquelles se sont produits au moins 20 conflits, on constate que, sauf dans les carrières et les cuirs et peaux, la cause principale des grèves a été l'augmentation de salaires. C'est une augmentation qu'ont réclamé 61.22 p. 100 des houilleurs grévistes, 55.06 p. 100 des ouvriers des métaux, 73.86 p. 100 des grévistes de l'industrie chimique, 72.75 p. 100 des ouvriers des textiles; ces proportions sont à peu près les mêmes dans le bois, le bâtiment et les industries spéciales.

Résultats. — Au point de vue des résultats, les grèves se répartissent ainsi :

	GRÈVES.	GRÉVISTES.	P. 100 des grèves.	P. 100 des grévistes.
Succès.....	115	16.460	19	10.1
Échecs.....	386	130.164	63	80
Transactions.....	90	12.781	15	7.9
Résultats indéfinis.....	19	3.232	3	2

L'examen, par année, des résultats des grèves ne modifie pas cette proportion et le nombre des conflits terminés en faveur des patrons est régulièrement de 2 à 4 fois plus fort que celui des succès ouvriers. Le nombre des grévistes ayant échoué est parfois de 20 fois supérieur à celui des ouvriers qui ont triomphé.

Si l'on examine les résultats par industrie, en ne considérant que les industries ayant compté plus de 20 grèves, ou ayant groupé plus de 2,000 grévistes, on con-

state que les résultats varient beaucoup d'une industrie à l'autre, ainsi que le montre le tableau suivant :

GROUPES D'INDUSTRIES.	P. 100 PAR INDUSTRIE DES GRÈVES TERMINÉES PAR				TOTAL des grèves.	P. 100 PAR INDUSTRIE DES GRÉVISTES AYANT OBTENU :				TOTAL des GRÉ- VISTES.
	Succès.	Échec.	Trans- action.	Résul- tat indé- fini		Succès.	Échec.	Trans- action.	Résul- tat indé- fini	
Mines.	3.50	81.12	12.50	2.79	143	0.92	94.45	3.52	1.11	96,503
Carrières.	3.85	65.38	26.92	3.85	26	7.23	68.51	23.46	0.77	4,563
Métaux.	14.47	68.42	9.21	7.90	76	20.50	48.05	16.20	15.25	11,157
Céramique.	"	"	"	"	"	40.16	30.27	29.57	"	3,162
Industries chimiques.	29.04	61.29	9.67	"	31	56.78	37.60	5.62	"	4,077
Textiles.	15.49	62.67	19.72	2.12	142	11.76	73.81	13.03	1.07	25,580
Bâtiment.	29.63	44.45	22.22	3.70	27	25.92	67.59	5.25	1.24	3,203
Bois et ameublement.	51.85	29.63	14.82	3.70	27	34.09	58.53	5.40	1.98	3,280
Cuir.	18.32	70.37	7.41	3.70	27	"	"	"	"	"
Industries spéciales.	31.82	50.00	18.18	"	22	"	"	"	"	"
Industries du livre.	"	"	"	"	"	76.59	21.55	1.48	0.38	2,627
Industries d'art et de préci- sion.	"	"	"	"	"	9.03	52.79	38.18	"	2,226

Comme on le voit, la proportion varie, suivant qu'il s'agit des grèves ou des grévistes : cela tient à ce que, dans certaines industries, à côté de nombreuses petites grèves, quelques grèves ont réuni un nombre considérable d'ouvriers.

D'autre part, si l'on examine les résultats d'après les causes, on constate également de grandes différences. C'est surtout dans la question de salaires que les grévistes ont obtenu le plus de succès et le plus de transactions, comportant souvent pour eux des avantages réels.

Voici comment se classent les résultats, par cause de conflit :

CAUSE DES GRÈVES.		SUCCÈS.		ÉCHEC.		TRANSAC- TION.		RÉSULTAT indéfini.	
		p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Question de salaires	Grèves (341).....	22.58	57.18	17.31	2.93				
	Grévistes (102,960)...	11.90	77.72	7.60	2.78				
Heures et réglementation du travail.....	Grèves (72).....	11.11	69.44	13.89	5.56				
	Grévistes (16,004)....	4.51	83.92	10.35	1.22				
Règlements d'atelier....	Grèves (26).....	19.23	69.23	11.54	"				
	Grévistes (26,446)...	5.75	91.88	2.37	"				
Personnel, questions syn- dicales.....	Grèves (128).....	15.62	74.22	7.03	3.13				
	Grévistes (13,710)....	11.23	78.12	9.42	1.23				

Dans 28 grèves seulement il a été impossible de déterminer le mode de solution intervenu : les 582 autres se répartissent, à ce point de vue, de la façon suivante :

- 1) Grèves terminées par négociations directes des parties 505 (68,113 grévistes.)
- 2) Grèves terminées par négociations entre une des parties et un syndicat. 38
- Grèves terminées par négociations entre 2 syn-
dicats (patronal et ouvrier)..... 11 } (18,839 grévistes.)
- 3) Grèves terminées par l'intervention du Conseil
de l'industrie et du travail 16
- 4) Grèves terminées par arbitrage... .. 2
- 5) Grèves terminées par conciliation... .. 10 } (4,998 grévistes.)

TOTAUX..... 582

Les grèves terminées par arbitrage sont particulièrement rares; il n'y en a qu'en 1896 et en 1899.

Dans 5 industries (carrières, verrerie, alimentation, papiers et transports) on a eu recours seulement aux négociations directes. Dans les métaux, 12 grèves se sont terminées à la suite de négociations entre une des parties et un syndicat, et 2 par des négociations entre les 2 syndicats. Dans l'industrie du livre, la majorité des conflits a été réglée selon ce dernier mode. Le Conseil d'industrie des *industries chimiques* a tranché 7 différends intéressant 2,010 grévistes.

On a enregistré plus de grèves au printemps et en automne qu'en été et en hiver; cette observation se vérifie pour chaque année en particulier à une exception près (1899). Pour l'ensemble de la période considérée, le rapport du total des grèves du printemps et de l'automne réunis au total des conflits des 2 autres saisons s'établit à 159 p. 100.

GRANDE-BRETAGNE ⁽¹⁾.

Revue du travail en juillet 1903. — Le marché du travail en juillet n'a pas été tout à fait aussi satisfaisant qu'en juin et que pendant la période correspondante de 1902; l'arrêt est sensible surtout dans l'industrie cotonnière.

4.9 p. 100 de chômeurs dans 226 trade-unions, groupant 355,743 membres contre 4.5 p. 100 en juin 1903 et 4.0 p. 100 en juillet 1902.

4.84 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 480,466 mineurs contre 4.64 en juin 1903 et 4.82 en juillet 1902.

321 hauts fourneaux en marche à la fin de juillet 1903, avec 22,100 ouvriers contre 320 en juin 1903 et 325 en juillet 1902.

48 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en juillet 1903 et 34 p. 100 dans les tissages avec 99,800 ouvrières, femmes et filles, contre 47 p. 100 et 38 p. 100 en juin 1903 et 88 p. 100 et 81 p. 100 en juillet 1902.

Grèves. — 14 nouvelles grèves en juillet 1903 avec 5,132 chômeurs, contre 17 en juin 1903 et 25 en juillet 1902. Sur 12 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 5,393 grévistes; 4 succès, 5 échecs, 3 transactions. Le nombre total des ouvriers atteints par des grèves, nouvelles ou anciennes, s'est élevé, en juillet, à 10,100, contre 12,314 en juin 1903 et 116,814 en juillet 1902.

Les grèves et les lockouts en 1902 ⁽²⁾. — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et lockouts, survenus en 1902 dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 442, et celui des ouvriers réduits au chômage à 256,667 (dont 139,843 ont été atteints indirectement seulement). Le total des journées de travail perdues a été de 3,479,755.

Ainsi que le montre le tableau suivant, les totaux de grèves et de chômeurs sont, en 1902, les plus faibles que l'on ait enregistrés depuis 5 ans. Par contre, le nombre

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, août 1903.

⁽²⁾ D'après le rapport annuel publié par le *Labour Department* (Ministère du Commerce).

des chômeurs est supérieur à celui des 5 dernières années, par suite de l'importance des grèves minières.

	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Nombre de grèves ..	864	711	719	648	642	442
Nombre des chômeurs	230,267	253,907	180,217	188,538	179,546	256,667
Total des journées de travail perdues...	10,345,523	15,289,478	2,516,416	3,152,694	4,142,287	3,479,255

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans les mines (208,526 chômeurs, soit 81.24 p. 100 du total), la métallurgie (15,914 chômeurs, soit 6.2 p. 100), les textiles (16,706 chômeurs, soit 6.5 p. 100). Il est à noter que le nombre des chômeurs dans le bâtiment a été, en 1902, le plus faible que l'on ait constaté depuis plusieurs années (2.08 p. 100 contre 5.4 p. 100 en 1901, 10.17 p. 100 en 1900 et 16.93 en 1899). Dans les transports, le total des chômeurs a diminué considérablement et est tombé à 0.61 p. 100.

Si l'on examine l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail perdues, on constate que les ouvriers des mines figurent en première ligne pour 73 p. 100 de l'ensemble, ceux de la métallurgie pour 12.08 et ceux des textiles pour 6.8. Les chômeurs du bâtiment figurent pour 3.33 p. 100 du total des journées de travail perdues. D'une façon générale, — et les mines exceptées, — on constate une diminution sensible dans la durée des grèves des divers groupes d'industrie.

Le tableau suivant réunit ces divers renseignements. Il donne, en outre, la proportion des chômeurs par rapport aux chiffres de la population ouvrière par catégorie d'industrie, pour 1902 et pour la période 1898-1902.

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	NOMBRE des conflits.	NOMBRE des grévistes.	NOMBRE des journées de travail perdues.	au total des chômeurs.	PROPORTION P. 0/0 du nombre des chômeurs rapporté :	
					aux chiffres de la population ouvrière ⁽¹⁾ .	
					en 1902.	période 1898-1902.
Bâtiment.....	39	5,356	115,860	2.08	0.7	2.0
Mines, carrières.....	168	208,526	2,550,047	81.20	22.3	14.1
Métallurgie.....	71	15,914	420,362	6.22	1.3	1.7
Textiles.....	82	16,706	238,380	6.52	1.4	2.3
Vêtement.....	23	2,790	54,044	1.08	0.5	0.5
Transports.....	14	1,590	10,027	0.64	"	"
Autres industries.....	45	5,785	90,535	2.26	1.1	3.2
TOTAL.....	442	256,667	3,479,255	1.00	2.9	2.4

Si l'on considère que les moyennes 2.9 et 2.4 se rapportent exclusivement aux industries dans lesquelles des grèves ont éclaté de 1898 à 1902, et que, pendant cette même période, aucun conflit sérieux n'a éclaté dans l'agriculture, la navigation et la pêche, on peut, si l'on fait figurer le total des ouvriers de ces catégories

⁽¹⁾ Les chiffres de la population ouvrière sont ceux du rapport du Ministre de l'Intérieur, excepté pour le bâtiment et les industries diverses où l'on a pris les chiffres du recensement de 1891.

dans le total des ouvriers du Royaume-Uni, ramener à moins de 2 p. 100 la proportion des ouvriers atteints par les grèves.

Il en ressort que, comparé à l'ensemble des ouvriers employés, le nombre des personnes atteintes par les conflits pendant *une période donnée* est, excepté pour l'industrie minière, extrêmement restreint.

Si l'on évalue à 2 milliards 600 millions le nombre des journées de travail fournies en 1902 par la population ouvrière tout entière, la proportion des journées perdues atteint environ une demi-journée par tête et par an.

Dans les mines, les totaux des journées de travail perdues sont les plus élevés que l'on ait constatés depuis 1898, époque de la grande grève houillère du pays de Galles.

La durée moyenne du chômage d'un gréviste a été de 14 jours, contre 20 jours en 1901; plus de la moitié des conflits ont, au cours de ces deux années, duré moins de 15 jours.

Au point de vue des causes et des résultats, on peut grouper comme suit (voir le tableau de la page 666) les grèves de 1902 et les nombres totaux des ouvriers directement intéressés (116,824) ayant obtenu ou non gain de cause.

Bien que les grèves faites pour une question de salaire soient toujours les plus nombreuses, il est à noter qu'en 1902 elles n'ont pas été aussi prépondérantes que par le passé. Sur 442 conflits, 267 (soit 60 p. 100) ont éclaté pour une question de ce genre, en réduisant au chômage 48.6 p. 100 du personnel directement intéressé (contre 52.8 p. 100 en 1901 et 61.4 p. 100 en 1900). Sur ces 267 conflits, 105 (soit 39.2 p. 100) ont eu pour cause une demande d'augmentation affectant 26.8 p. 100 du total des grévistes et 162 (soit 61 p. 100) une réduction de salaire, affectant 45.9 p. 100 du personnel gréviste.

Durant ces 4 dernières années, on a constaté, du reste, que le nombre des grévistes pour augmentation de salaires diminuait, alors qu'augmentait celui des ouvriers protestant contre une réduction. Les grèves relatives aux heures de travail ont été peu importantes : celles relatives à l'unionisme ont atteint 21.8 p. 100 des chômeurs directs de l'année.

Si l'on considère les résultats des grèves, sans distinction de cause, on constate que 31.60 p. 100 des ouvriers ont triomphé; toutefois, si l'on mettait à part les conflits entre diverses catégories d'ouvriers (syndiqués et non syndiqués par exemple) et si l'on examinait seulement les conflits entre patrons et employés, la proportion des grévistes ayant triomphé baisserait sensiblement.

Ainsi que le montre le tableau suivant, les patrons ont triomphé dans 30.40 p. 100 des cas et accordé un compromis dans 35.65 p. 100.

INDUSTRIE.	P. 100 DES OUVRIERS directement intéressés ayant obtenu :			
	Réussite complète.	Échec.	Réussite partielle.	Résultat inconnu.
Bâtiment.....	40.09	37.94	21.97	„
Mines.....	35.33	24.24	37.72	2.71
Métallurgie.....	7.76	38.23	50.21	3.80
Textiles.....	21.89	54.08	23.69	0.34
Vêtement.....	24.96	53.68	21.36	„
Transports.....	33.93	54.98	11.09	„
Divers.....	11.91	55.96	30.96	1.17
Employés des autorités locales.....	40.52	59.48	„	„
TOTAL.....	31.60	30.40	35.65	2.35

Causes ou objets des grèves (ouvriers atteints directement).

CAUSES OU OBJETS des GRÈVES.	NOMBRE de GRÈVES.	P. 100 du NOMBRE des grèves.	NOMBRE DE GRÉVISTES AYANT OBTENU								NOMBRE TOTAL des journées de travail perdues.		
			RÉUSSITE complète.	P. 100.	ÉCHEC.	P. 100.	RÉUSSITE partielle.	P. 100.	RÉSULTAT inconnu.	P. 100.		TOTAL des grévistes.	P. 100.
Pour une augmentation ou contre une réduction de salaire.	267	60.40	5,525	14.96	18,749	52.79	30,282	72.71	2,177	79.25	56,733	48.56	2,673,183
Pour une diminution ou contre un al- longement de la journée de travail..	20	4.52	438	1.18	2,328	6.55	278	0.67	"	"	3,044	2.61	104,101
Pour ou contre une question de régle- ment du travail	64	14.47	3,212	8.72	6,967	19.61	9,610	23.07	60	2.18	19,849	17.00	348,389
Pour la défense de la cause syndicale..	29	6.56	22,219	60.18	3,149	8.86	11	0.04	110	4.02	25,489	21.81	170,409
Pour des conflits avec d'autres ouvriers relativement au travail. Pour le maintien ou le renvoi d'autres ou- vriers ou contremaîtres.	58	13.12	5,523	14.96	4,129	11.62	1,384	3.32	400	14.55	11,436	9.80	169,810
Autres réclamations	4	0.62	"	"	193	0.57	80	0.19	"	"	273	0.22	13,363
TOTAUX	442	100.00	36,917	100.00	35,515	100.00	41,645	100.00	2,747	100.00	116,824	100.00	3,479,255

En dehors du bâtiment, le seul groupe où le succès des ouvriers soit nettement sensible est le groupe des mines et carrières. Il convient toutefois de faire remarquer qu'une grande partie des mineurs atteints par des grèves ont pris part à des conflits entre syndiqués et non syndiqués; si l'on ne considérait que les conflits réels entre employeurs et employés, on trouverait qu'ici encore le succès a été pour les patrons.

Voici quels ont été les résultats, pendant ces 4 dernières années, pour les ouvriers directement intéressés.

	1899.	1900.	1901.	1902.
Succès.....	26.7	30.05	27.45	31.60
Echec.....	43.7	24.79	33.81	30.40
Transaction.....	29.1	41.72	36.75	35.65
Résultat inconnu.....	0.5	3.44	1.99	2.35

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits, on constate que 86.7 p. 100 des chômeurs ont vu leurs conflits tranchés directement, soit à la suite de négociations entre les parties (82.17 p. 100), soit par voie d'arbitrage (1.75 p. 100) ou de conciliation (2.78 p. 200), tandis que 1.2 p. 100 se sont vus remplacer par d'autres ouvriers et que 6.5 p. 100 ont dû se soumettre purement et simplement (soit ensemble 7.7 p. 100 au lieu de 8.78 p. 100 comme en 1901).

Le nombre des conflits terminés par l'arbitrage et la conciliation a légèrement diminué en 1902.

Les conseils permanents d'arbitrage et de conciliation ont, en 1902 encore, prévenu de nombreux conflits. 67 d'entre eux ont étudié 1462 différends qui, pour la grande majorité, n'ont pas amené une cessation de travail. Sur ces 1462 conflits, 711 ont été retirés ou résolus en dehors des conseils, et 73 étaient encore pendants à la fin de l'année. Les 678 autres (dont 9 seulement avaient amené la suspension de travail) ont été tranchés comme suit: 514 par les conseils ou des comités, et 164 par des arbitres.

VICTORIA.

La grève des mécaniciens, chauffeurs et ouvriers des chemins de fer de l'État ⁽¹⁾. — Le gouvernement de l'État de Victoria, pour réaliser des économies dans l'administration des chemins de fer qu'il exploite directement, avait pris un certain nombre de mesures; il avait réduit notamment le personnel et remanié les tableaux d'heures de service et le tarif des pensions et gratifications ⁽²⁾. Diverses unions de mécaniciens, de chauffeurs et ouvriers s'affilièrent, en signe de protesta-

⁽¹⁾ D'après une communication du consul général de France à Sydney.

⁽²⁾ Le réseau de Victoria, long de 3,300 milles, avait dépensé en 1902 pour son exploitation plus de 54 millions de francs. Sur ce total, les frais de trafic (non compris le matériel) s'étaient élevés à 16,600,000 francs et le total des sommes versées à titre de pensions et gratifications à 2,272,500 fr. Depuis 1897 ce dernier chiffre a augmenté considérablement d'année en année, bien que le réseau se soit à peine accru. Par comparaison, le réseau de la Nouvelle Galles du Sud, long de 3,100 milles, a dépensé la même année 54,691,500 francs dont 16,160,000 francs de frais de trafic et 159,075 fr. en pensions et gratifications.

tion, à une union centrale récemment formée à Melbourne sous le nom de *Trades Hall council*.

Le gouvernement interdit cette affiliation, en donnant comme motif que s'il reconnaissait les unions professionnelles, il ne pouvait autoriser les employés de l'État à s'affilier à une organisation générale ayant un caractère politique et leur traçant la conduite à suivre. Les unions ne voulurent point céder. Les 4 et 5 mai, des entrevues eurent lieu entre le premier ministre et les délégués ouvriers. Le lendemain, le directeur général des chemins de fer informait les unions que si, avant le 12 mai, elles ne retiraient pas leur affiliation au Trade Council Hall, les ouvriers membres desdites unions seraient considérés comme démissionnaires. Le Conseil des Ministres décidait en même temps de convoquer le Parlement pour le 13 suivant.

Le 8 mai au soir, le secrétaire de l'association des chauffeurs et mécaniciens, dans une lettre adressée au secrétaire général, blâmait le gouvernement d'avoir convoqué le Parlement, alors, disait-il, que les tribunaux eussent dû statuer sur la légalité des actes du Conseil, il ajoutait que la grève éclaterait à minuit si satisfaction n'était immédiatement donnée aux ouvriers.

Telle fut l'origine de la grève; mais il semble que la question d'affiliation au Trades Hall council n'ait été qu'un prétexte.

Les unions des chemins de fer avaient, avant le conflit, une réserve de 1,767,500 fr. en caisse et pouvaient compter sur l'assistance effective des unions similaires des autres états. Il semble que la grève était depuis quelque temps décidée et que les unions ont saisi l'occasion qui se présentait pour établir la mesure de leur puissance réelle.

Le service des chemins de fer ne fut interrompu que partiellement, et l'on put remplacer une partie des grévistes par d'anciens mécaniciens ou ouvriers.

Le 13 mai, le Gouvernement présentait au Parlement un projet de loi interdisant les grèves dans les services publics et édictant des pénalités sévères contre les contrevenants. Les grévistes, dès le début, avaient eu une attitude si ferme que le public fut surpris d'apprendre que les ouvriers avaient, par lettre adressée au premier Ministre, demandé à reprendre leur service dès le 16, sans conditions. Cette résolution avait été prise, non pas dans une assemblée des grévistes, mais par les chefs des unions qui la notifient simplement aux ouvriers. Sir Alix Peacock, leader de l'opposition, accompagné de quelques autres députés leur avait en effet montré que le vote probable du projet de loi présenté par le Gouvernement allait les placer en rébellion contre le Parlement; une tentative faite pour reprendre les négociations avec les Ministres avait été déclinée par M. Irvine, président du Conseil, qui exigeait une soumission sans conditions.

Dans les lettres échangées entre les chefs des unions et le premier ministre, il fut convenu et accepté que les ouvriers, en reprenant leur service, cesseraient d'être affiliés au Trade Unions Hall; l'État se réservait le droit de conserver ou de supprimer selon les cas tous les droits acquis aux pensions ou gratifications. En outre, le Gouvernement déclara qu'il ne reprendrait qu'une partie des grévistes, parce qu'il était obligé de réduire le personnel et qu'il était d'autre part tenu de conserver un emploi aux ouvriers embauchés au cours de la grève. Préférence serait donnée à ceux qui n'auraient pas fait acte de violence pendant le conflit.

L'opinion publique, favorable aux ouvriers pendant qu'ils discutaient avec le Gouvernement s'était retournée contre eux dès que la grève avait éclaté; elle considérait comme une faute de répondre par la grève immédiate à la convocation du Parlement. Il est à croire que ces dispositions peu favorables contribuèrent à précipiter la fin de la grève.

Loi du 22 mai 1903 sur les grèves des ouvriers des chemins de fer. —

Dès que la grève des ouvriers des chemins de fer de l'Etat ⁽¹⁾ fut terminée, le gouvernement retira le projet de loi qu'il avait primitivement présenté et le remplaça par un autre, moins sévère, qui, tout en interdisant les grèves dans les chemins de fer, ne contenait plus aucune des clauses pénales prévues à l'origine. Ce projet a été voté par le Parlement et est devenu la loi du 22 mai 1903 sur les grèves des chemins de fer. En voici les dispositions principales :

Toute personne employée dans les chemins de fer qui quitte son travail pour cause de grève est considérée comme gréviste et cesse par ce fait même d'appartenir à l'administration des chemins de fer; elle perd tous ses droits aux gratifications ou primes et à la retraite. Toutefois, l'Administration, sur avis du gouverneur, pourra, si elle le juge convenable, reprendre les employés ainsi congédiés et leur rendre, totalement ou en partie, les droits qu'ils ont perdus. On remplacera les grévistes par les ouvriers ou employés ayant répondu à l'invitation faite le 8 mai aux mécaniciens et chauffeurs ou par tout autre ouvrier capable; les anciens ouvriers qui n'auront pas fait grève pourront être promus aux emplois supérieurs devenus vacants.

L'Administration ne pourra être rendue responsable de l'arrêt ou des retards dans les transports lorsqu'il y aura grève ou faute des grévistes.

La loi a un effet rétroactif et est applicable aux faits survenus depuis le 9 mai 1903.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 21 juillet 1903, modifiant l'article 89 de la loi du 31 mars 1903, sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs ⁽¹⁾.

Article unique. — L'article 89 de la loi du 31 mars 1903 est ainsi modifié :
Les déclarations sont soumises à une commission ainsi composée :

.....
Un exploitant et un ouvrier des mines du département.

Le préfet désigne cet exploitant et cet ouvrier; ce dernier devra être pris parmi les administrateurs des caisses de secours des mines élus par les ouvriers toutes les fois que ce sera possible
.....

Loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements commerciaux et les établissements de l'Etat.

(J. O. du 22 juillet 1903.)

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, § 1^{er}; 2, § 3; 4, § 2, et 12, § 3, de la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

ARTICLE PREMIER, § 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manu-

⁽²⁾ Voir l'article précédent.

⁽¹⁾ Journal officiel du 23 juillet 1903. — Voir le texte primitif de l'article 89 de la loi du 31 mars 1903 au Bulletin de l'Office du travail de juin 1903, p. 519.

factures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ⁽¹⁾.

ART. 2, § 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques ⁽²⁾.

ART. 3. — Des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures détermineront :

1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières, vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc. ⁽³⁾.

2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail ⁽⁴⁾.

Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le n° 1^{er} du présent article.

ART. 4, § 2. — Toutefois, pour les établissements de l'État dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service, la sanction de la loi est exclusivement confiée aux agents désignés, à cet effet, par les Ministres de la Guerre et de la Marine; la nomenclature de ces établissements sera fixée par règlement d'administration publique ⁽⁵⁾.

ART. 12, § 3. — Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 12 §§ 1 et 2, et 14 de la présente loi ne sont pas applicables aux établissements de l'État. Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles seront communiquées, par le Ministre du Commerce, aux administrations intéressées, les constatations des inspecteurs du travail dans ces établissements ⁽⁶⁾.

ART. 2. — La présente loi sera applicable trois mois après la date de sa promulgation.

⁽¹⁾ Les mots en italique ne se trouvaient pas dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1893.

⁽²⁾ Le mot «magasins», qui se trouvait, dans l'article 2 de la loi de 1893, à la suite du mot «cirques», a été supprimé dans la nouvelle loi, par suite de son introduction dans l'article 1^{er}, dont les dispositions sont plus compréhensives.

⁽³⁾ Les mots en italique ne se trouvaient pas dans la loi de 1893.

⁽⁴⁾ Le mot «professions» a été substitué à celui d'«industries», qui se trouvait dans la loi de 1893.

⁽⁵⁾ Paragraphe nouveau, rendu nécessaire par suite de l'assujettissement à la loi des établissements publics, assujettissement qui résulte du nouveau texte de l'article 1^{er}.

⁽⁶⁾ Voir la note précédente.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-QUENTIN (1^{er} semestre 1903). — La campagne sucrière de 1902-1903 s'est effectuée avec quelques difficultés en raison des gelées intenses et précoces. Le nombre des fabriques qui était de 332 l'an dernier s'est abaissé à 319 et la quantité de betteraves mises en œuvre qui atteignait, en 1901-1902, 9,350,000 tonnes est tombée, en 1902-1903, à 6,266,000 tonnes, soit une diminution de 33 p. 100. La *meunerie* est toujours peu animée et l'industrie des *produits chimiques* reste sans changement au point de vue industriel depuis le second trimestre de 1902.

La situation des *filatures* et des *tissages* de coton et de laine ne s'est pas améliorée. Il en est de même pour l'industrie des articles de *guipure* dont la production a été sensiblement réduite; mais le chômage a pu être évité. La *broderie mécanique* au crochet, dite *Bonnaz*, a eu un travail régulier en articles nouveautés pour modes et ameublement; mais la *broderie au métier à bras*, dite *Suisse*, a été par contre peu animée. Un sérieux ralentissement s'est aussi manifesté dans la *broderie à fil continu*, mais on espère une reprise vers le mois d'octobre. Enfin, la *broderie blanche*, c'est-à-dire la broderie sur tissus de coton, cambrie, nan-souk, subit une véritable crise.

Dans l'*industrie métallurgique* une grande activité n'a cessé de régner depuis le commencement de l'année; les salaires sont à la hausse et les bons ouvriers se recrutent difficilement. Les ateliers de *constructions mécaniques*, au contraire, traversent un moment critique. Par suite, la main-d'œuvre est abondante et le chômage assez sensible. Enfin le travail est normal dans la *verrerie*.

D'après le conseil des prud'hommes de Bohain, la situation industrielle ne s'est pas modifiée depuis le précédent trimestre et reste toujours peu prospère.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, la situation est à peu près la même, avec toutefois une légère amélioration chez les *brasseurs* de Saint-Quentin. État stationnaire dans l'industrie de l'*ameublement* de la même localité; la durée du travail est toujours de 60 heures par semaine.

Calvados. — La situation industrielle laisse à désirer dans le ressort du Conseil de prud'hommes de Condé-sur-Noireau. Le nombre des établissements n'a pas varié, mais la durée du travail a été réduite dans la plupart des tissages où le chômage est parfois de un et deux jours par semaine.

Cher. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES (situation au 7 juillet 1903). — L'exploitation des *carrières de pierre* s'est faite régulièrement. La situation est très satisfaisante dans la *métallurgie* en général et la *bijouterie*. La production des fabriques de *poterie* s'est un peu ralentie mais l'industrie de la *céramique* et les *tuileries* se maintiennent dans une bonne moyenne d'activité.

D'après le Conseil des prud'hommes de Bourges, aucune modification importante n'est survenue dans la situation générale de l'industrie; le travail fait toujours défaut et, pour éviter le chômage, un certain nombre d'ouvriers se sont occupés aux travaux des champs.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Bourges, le travail est abondant dans l'industrie *horticole*; la durée du travail atteint jusqu'à 70 heures par semaine et les salaires varient de 3 fr. 75 à 4 fr. 50 par jour. Peu d'activité chez les entrepreneurs de *peinture* et situation normale chez les entrepreneurs de *plâtrerie*. Dans la *maréchalerie* l'outillage tend à se perfectionner et la situation du personnel ouvrier est satisfaisante. A Jouet-sur-l'Aubois, dans les fabriques de *chaux hydraulique* et *ciment*, le travail a

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre de 1903.

été assez abondant jusqu'au 15 juin, date à laquelle les canaux sont mis en chômage durant trois semaines. Un établissement, occupant une vingtaine d'ouvriers, a été créé au cours du trimestre.

Finistère. — D'après le Conseil des prud'hommes de Morlaix, la situation industrielle laisse toujours à désirer. Dans la *savonnerie*, presque tout le personnel a été momentanément congédié. Le travail est peu satisfaisant dans la *tannerie* où une partie des ouvriers ne fait actuellement que trois quarts de journée. Le chômage est aussi très important dans la *tonnellerie* et les ouvriers du *bâtiment* se trouvent en assez grand nombre disséminés dans les environs de la ville par suite de l'arrêt du travail. Il y a peu de changement dans les autres industries.

Hérault. — D'après le Conseil des prud'hommes de Béziers, aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie, le nombre des établissements, l'importance du personnel occupé, la durée du travail et le taux des salaires.

Isère. — CHAMBRE DE COMMERCE DE VIENNE. (1^{er} semestre de 1903). — La situation de la *meunerie* est toujours difficile. Les fabriques de *bougies* et de *cierges* ont sensiblement réduit leur production depuis quelques années.

La *papeterie*, également peu favorisée, surtout en ce qui concerne les papiers de pliage, se plaint de la surproduction et d'une concurrence excessive.

Les fabriques de *draps* fortement éprouvées au cours de l'année 1902, semblent avoir repris un peu plus d'animation depuis le 1^{er} janvier 1903. Dans les *corderies* et *filatures*, solidaires de la draperie, le travail est devenu plus actif; les ouvriers dans ces deux industries sont généralement occupés.

La *soierie* traverse en ce moment une crise qui touche toutes les industries qui s'y rattachent. Dans le *tissage* un certain nombre de métiers chôment, les autres ne sont alimentés, pour la plupart, que par la mousseline et les tissus légers. Malgré cela, leur nombre s'est accru au cours de l'année. La situation de la *teinture* et l'*impression* n'est guère plus favorable. Par contre, la *chapellerie mécanique* a eu une production aussi importante que l'an dernier.

Le travail a sensiblement diminué depuis trois ans dans les ateliers de *constructions mécaniques*, à l'exception d'une importante maison qui a pu se maintenir grâce à une spécialité qu'elle exploite. Plusieurs établissements ont licencié une partie de leur personnel et les ouvriers occupés font difficilement la journée complète. Enfin les *fonderies* ont subi le contre-coup de la crise qui sévit sur l'industrie métallurgique en général.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail est beaucoup moins abondant que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment* à Grenoble. Le chômage atteint principalement les ouvriers maçons. A Vienne, l'état de l'industrie *drapière* est stationnaire; mais dans l'industrie de l'*ameublement* la durée du travail a été réduite à 8 heures par jour.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE. (Année 1902.) — La production des *combustibles minéraux*, dans le bassin de la Loire, qui en 1901 était de 3,796,136 tonnes, a diminué en 1902 de près de 700,000 tonnes. Les compagnies, faute de demandes, ont été obligées de faire chômer leurs ouvriers un jour par semaine. En 1901, le salaire des ouvriers de fond avait été de 5 fr. 25 et celui des ouvriers du jour 3 fr. 55; en 1902, il est resté sensiblement le même jusqu'au mois d'août, époque à laquelle il a été un peu diminué par suite de la réduction de la prime de 9 à 3 p. 100. On a installé dans le bassin de puissantes machines d'extraction à soupapes remplaçant les vieilles machines à tiroir pour exploiter à des profondeurs de 500 mètres et au delà. Dans quelques couches fermes on a fait l'essai de haveses mécaniques, on ignore encore les résultats.

L'industrie de la *minoterie* a été moins animée que l'an dernier. La récolte de seigle a été inférieure de moitié à la récolte moyenne. Il n'a été mis en mouture que 12,000 tonnes de seigle et 62,500 de froment en 1902, contre 27,000 et 75,000 en 1901. Au point de vue des transformations de l'outillage, les bluteries-planes et plans-chisters tendent de plus en plus à remplacer les anciens blutoirs.

Dans l'industrie du *moulinage* de la soie le personnel fait défaut par suite de l'émigration

vers d'autres industries où le salaire est plus rémunérateur. Dans les fabriques de *lacets* le travail a été un peu plus régulier; la production a pu se maintenir à son chiffre habituel (16 à 18 millions). Un établissement a été fermé. L'industrie de la *teinture* est à peu près stationnaire.

Les *chapelleries* des Chazelles-sur-Lyon (chapeaux en feutre) ont été moins actives; cependant trois établissements nouveaux ont été créés.

Dans la *métallurgie*, le ralentissement constaté en 1901 n'a fait que s'accroître en 1902. La production de l'*armurerie* accuse une progression sensible. En 1902, on a fabriqué 101,582 canons éprouvés et 46,309 fusils finis, contre 75,453 canons et 41,807 fusils en 1901, soit une augmentation d'environ 34 p. 100 pour les canons et 10 p. 100 pour les fusils. Les salaires ont augmenté de 0 fr. 50 à 1 franc pour les canons acier double, de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 pour les platines (la paire), de 0 fr. 75 à 1 fr. 25 pour les montures (la pièce). Les bons ouvriers se recrutent difficilement. Il y a eu afflux de main-d'œuvre par suite des renvois opérés par la manufacture de l'État. L'outillage se transforme et s'améliore; on tend à employer des machines spéciales pour la confection des bascules de fusils et la canonnerie.

Pas de changement à signaler dans la *quincaillerie* et la *verrerie*.

D'après le Conseil des prud'hommes de Roanne, le travail est en diminution dans la plupart des *tissages mécaniques de cotons*; depuis le mois de mai dernier les ouvriers font à peine deux tiers de journée. Les fabriques de *lainages* sont également peu animées.

L'activité industrielle n'est pas trop satisfaisante, dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Saint-Chamond.

L'industrie *métallurgique*, particulièrement atteinte, compte un tiers de chômeurs. Il en résulte une diminution de production dans les mines de houille et un repos forcé des ouvriers mineurs de un à deux jours par semaine. Le taux des salaires est resté sensiblement le même.

Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Charlieu, la situation industrielle laisse à désirer: les *dévideuses en soierie* chôment deux jours par semaine.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Saint-Etienne, le travail a été moins abondant, dans l'industrie des *tissus et matières textiles*. Il en a été de même chez les *cylindres-apprêteurs* qui ne font que de 50 à 55 heures par semaine. A Chambon-Feugerolles, les fabriques de *limes* se sont légèrement ressenties de la crise que traverse l'industrie métallurgique; actuellement on peut évaluer à 3 p. 0/0 le nombre des ouvriers en chômage.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (1^{er} semestre de 1903). — La situation de la *meunerie* a été moins favorable que pendant le semestre précédent. Dans la *brasserie*, une amélioration très sensible s'est produite; les fabriques de bière sont en pleine activité.

Il n'en est pas de même de l'industrie du *bâtiment* qui ne se maintient que grâce aux travaux d'entretien et les réparations, les constructions neuves faisant complètement défaut.

Enfin, la *verrerie* a souffert de la faible importance des tirages du printemps; la production des divers établissements s'en est ressentie.

Nièvre. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NEVERS (Situation au 9 juin 1903). Dans les *mines*, le travail reste à peu près le même; 5 p. 0/0 des mineurs sont en chômage. L'arrêt dans l'industrie du *bâtiment* a eu une répercussion dans l'exploitation des *carrières* et les *tuileries*. Les fabriques de *chaux* ont une activité normale; quelques usines ont dû supporter un chômage de peu de durée. Dans les usines à *plâtre*, la production est normale.

La situation de l'industrie du *cuir* s'est un peu améliorée; l'outillage à la main se transforme de plus en plus en outillage mécanique.

Le travail a été moins important dans les *établissements métallurgiques*, mais le nombre des ouvriers occupés n'a pas varié. Il s'est créé dans la région une *tréfilerie* occupant 40 ouvriers. A Fourchambault, la journée est en moyenne de 9 heures et demie et le personnel ouvrier des forges subit parfois un chômage de 48 heures.

Dans le *bâtiment*, peu de travaux en perspective; 10 p. 0/0 environ des ouvriers chôment.

Enfin dans les *verreries*, la fabrication a conservé la même importance. La durée du travail est encore de 56 heures; on croit que la main d'œuvre mécanique remplacera la main d'œuvre humaine, par suite de la rareté des bons ouvriers.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, le travail reste

sensiblement le même que l'an dernier dans l'industrie du *bâtiment* à Cosne. Le nombre des établissements en activité n'a pas varié et il n'y a pas eu de chômage.

Oise. — D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, à Beauvais, la situation de l'industrie du *bâtiment* s'est sensiblement améliorée depuis le trimestre précédent. A Compiègne, dans la même industrie, il y a un léger ralentissement, mais la durée du travail a été maintenue à 69 heures.

Orne. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de la Ferté-Macé, la situation industrielle est satisfaisante dans les *scieries mécaniques*, les fabriques de *guloches* et l'industrie du *bois* en général; mais l'industrie *textile* laisse à désirer. Dans les *tissages mécaniques*, la plupart des métiers qui font des croisés pour chemises vont être utilisés à la fabrication du tissage de la toile de fil. Les ouvriers ne travaillent que 5 jours dans la semaine; les salaires restent stationnaires.

Seine-Inférieure. — D'après le Conseil des prud'hommes d'Elbeuf, la situation industrielle ne s'est pas améliorée depuis le trimestre précédent. Le nombre des métiers mécaniques inoccupés est de 30 p. o/o. La proportion des ouvriers en chômage est de 35 p. o/o dans la *teinture*, de 25 à 30 p. o/o dans l'*épincetage*, de 35 à 40 p. o/o dans la *maçonnerie*, *peinture* et *menuiserie* et de 50 à 60 p. o/o dans la *chaudronnerie*, la *métallurgie* et la *charpente*.

D'après le Conseil des prud'hommes de Darnétal, la situation industrielle reste sensiblement la même dans la *filature*, mais le travail est peu abondant dans les *tissages*. Le nombre des établissements n'a pas varié; 1,500 à 1,600 personnes y sont employées. La durée du travail est de 10 heures et demie et les salaires varient entre 2 francs et 3 fr. 50 par jour. Le chômage est parfois de 2 à 3 jours par semaine dans quelques établissements et de 1 à 2 jours dans les autres. Situation stationnaire dans la *teinturerie*, satisfaisante dans l'*impression sur étoffes*, le *grattage des tissus de coton* et les *apprêts* qui continuent à occuper plusieurs centaines d'ouvriers.

L'industrie du *bâtiment* est moins favorisée et principalement la *couverture* où le chômage atteint de 40 à 50 p. o/o de l'effectif et 60 p. o/o chez les *tailleurs de pierre*.

La situation des autres industries est normale.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, à Rouen, dans la *meunerie*, le travail a sensiblement diminué; plusieurs usines ont été momentanément fermées.

Peu de changement dans l'industrie de la *chaussure* qui lutte difficilement contre la concurrence des grands magasins.

La situation de l'industrie de l'*ameublement* est toujours peu satisfaisante. Dans la *serrurerie*, l'*outillage* tend à se transformer de plus en plus; les salaires varient de 45 à 70 centimes de l'heure et il y a peu de chômage.

A Elbeuf, trois importantes fabriques de drap ont été fermées; les chômeurs sont nombreux surtout chez les *façonniers*; chez les *filateurs* et *effilocheurs*, le travail fait aussi défaut, mais le nombre des établissements n'a pas varié. Il en a été de même dans la *teinturerie* où les ouvriers ont chômé un jour par semaine.

A Dieppe, dans l'industrie du *bâtiment*, le trimestre s'est écoulé dans de bonnes conditions; les travaux ont été largement suffisants pour occuper le personnel. Par contre, les chômeurs sont très nombreux chez les *cotonniers* de Bolbec. Enfin, à Saint-Saëns, l'état de la *tannerie* est stationnaire et toujours assez satisfaisant.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES. (1^{er} semestre de 1903). — La fabrication des tissus et des industries qui s'y rattachent (*filature*, *teinture*, *apprêts*), a été assez active; le personnel a pu être constamment occupé, mais la main-d'œuvre n'a pas fait défaut.

La fabrication des menus *objets en bois* ouvrés ou tournés, *meubles de jardins*, *jouets*, etc., s'est maintenue assez active, grâce à la multiplicité de ses articles. La fabrication des *meubles en gros* a été un peu moins favorisée, mais le travail ne fait pas toutefois défaut.

Les *fonderies* et *ateliers de constructions mécaniques* souffrent de la concurrence des grandes industries, plus puissantes, plus fortement outillées et contre lesquelles elles ont peine à lutter.

A Graulhet, dans l'industrie de la *mégisserie*, les trois premiers mois ont été assez actifs et malgré le développement des installations mécaniques, le personnel a été occupé, mais à partir d'avril un certain ralentissement s'est manifesté.

D'après le Conseil des prud'hommes d'Albi, la situation industrielle est toujours satisfaisante dans la *métallurgie*, le *bâtiment* et les fabriques de *chaux* et *ciments*. Par contre, dans la *chapellerie*, le chômage est important, les ouvriers ne sont guère occupés que deux ou trois jours par semaine.

Haute-Vienne. — La situation générale de l'industrie est toujours satisfaisante dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Limoges. Les ouvriers sont généralement occupés dans la plupart des industries et la durée du travail est en moyenne de 60 heures.

Une exposition régionale a amené un surcroît de travail chez les entrepreneurs de *peinture* de Limoges.

Yonne. — D'après le Conseil des prud'hommes d'Auxerre, aucune modification sérieuse n'est survenue dans la situation générale de l'industrie. Le travail est toujours régulier et il n'y a pas de chômage. Un établissement *métallurgique* et une fabrique de *vis en bois* ont augmenté d'une façon appréciable leur personnel.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 juillet.)

Ain. — A Bourg, 5 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *peintres* et *plâtriers*. A Thoiry, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Divonne-les-Bains; pas de chômeurs chez ceux de Serrières-de-Briord.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les garçons *brasseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *nouveurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs* et *tisseuses*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs chez les ouvrières du *piquage de carton*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs chez les *briquetiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Château-Thierry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chauny, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *mécaniciens*; travail normal dans le *bâtiment*. A Bohéries, pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Saint-Michel, travail moins actif chez les ouvriers en *chaussures*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*. A Soissons, travail normal chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon. A Guise, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Belleglise, travail peu actif chez les *tisseurs*.

Allier. — A Moulins, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*. A Montluçon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Commentry, 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Buxières, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. Au Dam, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Saint-Hilaire, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Doyet, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vichy, travail actif chez les ouvriers en *voitures*. A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Saint-Yore, pas de chômeurs chez les *sourciers des eaux minérales*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*;

15 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; travail actif chez les *maçons*; de même chez les *tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; pas de changement chez les *horlogers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail normal chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et horticoles* d'Antibes.

Ardèche. — A Privas, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Annonay, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; travail actif chez les *métallurgistes*. A Serrières, pas de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Tournon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*.

Ardennes. — A Charleville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*; de même et 63 heures chez les *métallurgistes*. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Vrigne-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Revin, Monthermé, Laval-Dieu, Vivier-aucourt; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nouzon. A Neufmanil, pas de changement, 60 heures, chez les *forgerons d'écrous*. A Illy, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures. A Haybes, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Fumay. A Francheval, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

Ariège. — A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif chez les ouvriers en *peignes*. A Lavelanet, 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*.

Aube. — A Troyes, 16 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; travail peu actif chez les *bonnetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *teinturiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons, tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *employés de commerce*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, 13 p. 100 de chômeurs, travail peu actif chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *cordonniers*; travail peu actif, 40 heures, chez les *tonneliers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Carcassonne, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de changement chez les ouvriers *textiles*.

Aveyron. — A Millau, un tiers de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*. A Saint-Affrique, grève chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 20 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés de cafés et hôtels*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-imprimeurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs chez les *selliers-bourrelliers*; travail peu actif chez les *tonneliers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *modeleurs*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *calfsats-perceurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de changement chez les *maçons*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs-terrassiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez

les *carreleurs*; pas de changement chez les *employés de commerce* et chez les *sténographes*; pas de changement chez les *garçons cochers*.

A la Ciotat, 1 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Aubagne, pas de changement chez les *maçons*. A Saint-Henri, pas de changement chez les *tuiliers-céramistes*. A Aix, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Fontvieille, 12 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau. A Berre, travail peu actif chez les *pêcheurs*.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Guibray, 18 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*. A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *lainiers* et *liniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Honfleur, pas de chômeurs chez les ouvriers *horticulteurs*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Charente. — A Angoulême, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en métaux*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Cognac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; travail peu actif chez les ouvriers *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; A Saintes, pas de changement chez les *tonneliers*.

A Rochefort, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif chez les *charbonniers*. A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *garçons bouchers-charcutiers*; travail très satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *terrasiers journaliers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*.

A Vierzon, pas de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Nérondes, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; pas de chômeurs chez ceux de Vailly. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*; moitié moins de chômeurs chez les *bûcherons*. A Grossouvre, travail actif chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Vereaux; travail assez actif chez ceux de Cours-les-Barres; pas de changement chez ceux de Cuffy; pas de chômeurs chez ceux d'Apremont; 28 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villabon; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois; de même chez ceux de la Guerche; moitié de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron; nombreux chômeurs chez ceux de Brécy; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieu; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Blancfort, de Torteron et de l'Éux. Nombreux chômeurs chez ceux de Charenton. Mornay-sur-Allier et Argent; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; moitié de chômeurs chez ceux de Menetou-Couture et Usay-le-Veson. A Saint-Amand, travail actif chez les *plâtriers* et *peintres*. A Bessais-le-Frонтal, pas de chômeurs chez les *carriers*, pas de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. A Saint-Pierre-lès-Étieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*. A Graçay, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement, chez ceux d'Aubigny, de même chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs chez ceux de la Guerche.

Corrèze. — A Tulle, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de long et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres et plâtriers*. A Brive, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *couvreurs*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même, et 66 heures, chez les *peintres*. A Beaune, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Semur, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*; à Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *plâtriers*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement, travail actif chez les *typographes*.

Dordogne. — A Périgueux, 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *typo-lithographes*; pas de changement chez les *chapeliers-appropriers*; pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*.

Doubs. — A Besançon, 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie et droguerie*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers*. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*. A Sainte-Suzanne, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*. A Colombier-Fontaine, pas de changement chez les *ouvriers textiles*.

Drôme. — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *scieurs sur bois*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, travail assez régulier chez les *chapeliers*. A Montélimar, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Dieulefit, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers et ouvrières de l'industrie textile*. A Saint-Vallier, pas de changement chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaine*. A Romans, nombreux chômeurs chez les *chevriers-corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez les *potiers*.

Eure. — A Évreux, pas de changement chez les *typographes*. A Louviers, 20 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs-décatisseurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail assez actif chez les *mouleurs en métaux*; pas de changement, 66 heures, chez les *peintres*; pas de changement chez les *mécaniciens*. A Dreux, travail très actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

Finistère. — A Brest, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvrières de la robe*; moitié de chômeurs chez les *démolisseurs de navires*; 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers du port*. A Morlaix, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*. A Quimper, travail actif chez les *typographes*. A Concarneau, situation peu satisfaisante chez les *pêcheurs*.

A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; nombreux chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 10 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de changement, travail actif chez les *typographes*. 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*. A Bessèges, nombreux chômeurs chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les ouvriers des *laminoirs et forges*. Pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine à Tréséols. A Sauve, pas de changement chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Beaucaire, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Josse, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, travail actif chez les *pâtisseries-glacières*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; pas de changement chez les *employés aux écritures*.

Gers. — A Auch, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

Gironde. — A Bordeaux, 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *bouchers en gros*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *bouchers-charcutiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*; 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*, de même chez les *margeurs papetiers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; travail peu actif chez les ouvriers en *bois merrains*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes billardiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers décorateurs*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Podensac, 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Arcachon, pas de changement chez les *marins du commerce*; pas de chômeurs chez les *chauffeurs et marins*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Langon, pas de chômeurs chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

Hérault. — A Montpellier, 2 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; morte-saison chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *ébénistes*; travail peu actif chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *commis et employés*.

A Cette, nombreux chômeurs chez les ouvriers en *bois merrains*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Béziers, nombreux chômeurs, 72 heures chez les *bourreliers*; morte-saison chez les *tailleurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *ferblantiers*. A Graissessac, travail satisfaisant, 18 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*. A Lézignan, pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; de même chez ceux de Sérignan, Pézenas, Mudaison et Cournonterral.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les ouvriers du *cuir*; pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriateurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; travail actif chez les *plâtriers*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, 15 p. 100 de chômeurs, 33 heures, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *maçons*. A Lagnelet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *draps*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. Au Poinçonnet, 25 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Villedieu, nombreux chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *mouleurs*. A Châteaurenault, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 60 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en fer*; nombreux chômeurs chez les *peintres en bâtiment*. A Voiron, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Vienne, pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*. A Bouvesse Quirieu, 2 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Rives, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Izeaux, 2 jours de chômage par semaine chez les *cordonniers*. A la Motte-d'Aveillans, travail peu actif chez les *mineurs*. A Parmillieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; de même chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A Gières, moitié de chômeurs chez les *gantiers*.

Jura. — A Dôle, travail actif chez les *typographes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, 8 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; pas de changement, 70 heures, chez les *selliers bourreliers*; 75 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail peu actif chez les chefs d'*ateliers tisseurs*; 70 p. 100 de chômeurs chez les chefs d'*ateliers rubaniers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez les *tisseurs-épingleurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs, 92 heures par semaine, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*; de même chez les *métallurgistes* et les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tourneurs en poterie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, 40 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; nombreux chômeurs chez ceux de Terrenoire et d'Aveizieux. A Charlieu, 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *soieries*. A le Cergne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 60 p. 100 chez ceux de Saint-Just-sur-Loire; pas de changement chez ceux de la Gresle; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Rambert et de Jarnasse. A Saint-Genest-Lerpt, 30 p. 100 de chômeurs chez les chefs d'*ateliers rubaniers*. Aux Barques, 60 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Chazelles-sur-Lyon, travail actif chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*. A Saint-Chamond, 20 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villars; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Terrenoire. A Sail-sous-Couzan, pas de changement, 60 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Saint-Didier-la-Séauve, 20 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Just-Malmont.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 1/3 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *chaudronniers*; pas de changement chez les *serruriers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres*; nombreux chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les

employés. A Saint-Nazaire, 26 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*. A Trignac, travail peu abondant chez les *mouleurs*. A Chantenay, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

Loiret. — A Orléans, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *couvreur*s; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Pithiviers, 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; arrêt du travail pour la moisson chez ceux de Chevilly. A Gien, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Faverolles; pas de chômeurs chez ceux d'Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs chez ceux de Tigly.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Souillac, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 5 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Fumel, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Villeneuve-sur-Lot, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lavardac, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Casteljalous, pas de changement chez les *charpentiers*. A Marmande, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs chez les *jardiniers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers textiles; 2 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; travail peu actif chez les *manœuvres et terrassiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les *employés*. A Cholet, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saumur, morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A La Tessonalle, pas de chômeurs chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Léger et de Bégrolles.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres et décorateurs*. A Avranches, pas de changement chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisier-ébénistes*; pas de changement chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*. A Épernay, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures; 3 p. 100 de chômeurs chez les *caissiers*. A Fismes, travail actif chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Arc-en-Barrois, 15 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Saint-Dizier, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 50 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, morte-saison chez les *chapeliers*; de même chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins et livreurs*.

A Saint-Nicolas, pas de chômeurs, 84 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*. Pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant, chez les *mineurs* de Ludres; pas de chô-

meurs chez ceux de Frouard-Pompey, de Jœuf, de Bouxières-aux-Dames, d'Hautcourt, de Gobbranches

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*, *terrassiers* et *mineurs*. A Cousances-aux-Forges, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

Nièvre. — A Nevers, pas de changement chez les *maçons*; de même chez les *peintres* et *plâtriers*. A Decize, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guérigny, pas de changement, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*. A Sichamps, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Billy-sur-Oisy; un quart de chômeurs chez ceux de La Fermeté; pas de chômeurs chez ceux de Menou et de Donzy. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois* d'Entrains; de même chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux, de la Chapelle-Saint-André, de Ciez, de Colméry et de La Celle-sur-Nièvre; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montavon; pas de chômeurs chez ceux de Ménestreau, Perroy, Trois-Vèvres; fin du travail chez ceux de Saint-Bonnet.

Nord. — A Lille, pas de chômeurs chez les *confiseurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *boulangers*; travail moins actif chez les ouvriers *textiles*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en confection*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Roubaix, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*; 18 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *teinturiers-apprêteurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs chez les *peigneurs réunis*; 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers-zingueurs-plombiers*; pas de changement chez les *peintres*. A Maubeuge, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hautmont.

A Dunkerque, 6 p. 100 de chômeurs chez les *voiliers*; pas de changement chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; un tiers de chômeurs chez les *marbriers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Neuville, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Fourmies, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif chez les ouvriers *textiles*. A Caudry, 3 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes*.

A Rieux, 30 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 56 heures, chez ceux d'Avesnes-les-Aubert. A Saulzoir, travail peu actif chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Wignehies, nombreux chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Comines, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *rubaniers*. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Villers-en-Cauchies, 50 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*. A Linselles, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisserands*; de même chez les ouvriers du tissage. A Tourcoing, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *tissu*; travail assez actif chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de la *filature de coton*; pas de changement chez les *charpentiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*. A Onnaing, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Douai, travail actif chez les *mineurs*. A Marby, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Gommeignies, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*. A Fresnes, 75 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitres*; deux tiers de chômeurs chez ceux d'Aniche. A Fellerries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Consabre, pas de chômeurs chez les *marbriers à la pendule*.

Oise. — A Beauvais, travail actif chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les ouvriers *fileurs*; pas de changement chez les *cordonniers*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, travail moins actif chez les *coupeurs en chaussures*. A Méru, pas de chômeurs chez les *boutonniers en os*. A la Croix-Saint-Ouen, travail peu actif chez les *layetiers*. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*. A Saint-Sauveur, pas de changement chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermès, pas de changement chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de changement chez les *mouleurs*. A Crépy, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif chez les ouvriers en *voitures*, pas de chômeurs chez les *granitiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de chômeurs chez les *boulangers, pâtisseries et biscuitiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; travail assez actif chez les ouvriers du *port*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *tonneliers*; pas de changement chez les *métallurgistes*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 7 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *caoutchouc*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers en bâtiment*.

A Thiers, pas de changement chez les *monteurs en ciseaux*; de même chez les *monteurs en coutellerie*; 1 jour de chômage par semaine chez les *mineurs* d'Auzat-sur-Allier; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Messeix. A Volvic, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; grève partielle chez les *typographes*; travail peu actif chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Pau, travail assez actif chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers*; travail assez actif chez les *maçons*. Au Boucau, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de changement chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers-polisseurs*; pas de changement chez les *marbriers-tailleurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 40 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de changement chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Clairà; de même chez ceux de Rivesaltes.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers*. A Giromagny, 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Rhône. — A Lyon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chocolatiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; chez les *typographes*, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-régisseurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *tan-*

neurs-corroyeurs; 23 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux du cousu-main; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de changement chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant chez les *tullistes à la chaîne*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez les ouvriers de la *soie*; commencement de la morte-saison chez les *tailleurs*; pas de changement chez les ouvrières de l'*habillement*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-mouluriers*; travail assez satisfaisant chez les *tailliers*; travail peu actif chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de la *soierie*; pas de changement chez les employés de commerce et les *comptables teneurs de livres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de changement chez les *camionneurs*.

A Villefranche, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *teinturiers*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 2 p. 100 de chômeurs, 44 heures par semaine; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, moitié de chômeurs, chez les *cordonniers*. A Plancher-les-Mines, pas de changement chez les ouvriers sur *métaux*. A Ronchamp, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Mâcon, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *sparterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Montceau-les-Mines, pas de changement chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. A Montchanin, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Au Creusot, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *sièges*. A Nanton, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *carriers*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs travail actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; travail actif chez les *métallurgistes*; pas de changement chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les ouvriers en *voitures*.

A Vibraye, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*. A Château-du-Loir, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs* et *corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *cuir*; pas de chômeurs chez les *menuisiers* et *charpentiers*. A Arvillard, pas de changement, chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, pas de changement chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *bouchers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les ouvriers en *salaisons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; travail actif chez les ouvriers des *brasseries*; 6 p. 100 de chômeurs chez les employés d'*hôtels*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers restaurateurs*.

3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 29 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant, chez les *conducteurs-typographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs lithographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *margeurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-minervistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les

graveurs d'écriture; 11 p. 100 de chômeurs chez les imprimeurs et conducteurs; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les dessinateurs-lithographes; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les dessinateurs chromistes; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les stéréotypistes-galvanoplastes; chez les ouvriers de la dorure sur cuirs et papiers, 4 p. 100 de chômeurs; pas de chômeurs chez les opérateurs bitumiers de la photogravure.

24 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de la cordonnerie; 12 p. 100 de chômeurs chez les corroyeurs du cuir noir; travail actif chez les ouvriers en pelleterie-lustrerie; travail peu actif chez les mégissiers du mouton; ralentissement du travail chez les gantiers; 5 p. 100 de chômeurs chez les selliers-harnacheurs; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du cheveau glacé; un tiers de chômeurs, 40 heures, chez les monteurs en chaussures.

15 p. 100 de chômeurs chez les passementiers à la barre; 3 p. 100 de chômeurs, 24 heures seulement, chez les passementiers à la main; nombreux chômeurs chez les ouvriers de l'industrie florale; 30 p. 100, 30 heures, chez les ouvriers en chapeaux de soie; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux en chapeaux de soie et feutre; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les casquettiers; 11 p. 100 de chômeurs chez les chapeliers en fantaisie; 6 p. 100 de chômeurs chez les coupeurs de cols et cravates, pas de changement chez les confectionneuses de cols et cravates; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 9 p. 100 de chômeurs, travail moins actif, 60 heures, chez les blanchisseuses; 12 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les couleurs et garçons de lavoir; 4 p. 100 de chômeurs chez les garçons de lavoir; 1 p. 100 de chômeurs chez les teinturiers-dégraisseurs;

15 p. 100 de chômeurs chez les charpentiers; 5 p. 100 de chômeurs chez les menuisiers; 9 p. 100 de chômeurs chez les scieurs-découpeurs; travail plus actif chez les brossiers pour peinture; 15 p. 100 de chômeurs chez les doreurs sur bois; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les coffretiers; de même chez les layetiers-emballleurs.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les charrons; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les serruriers du bâtiment; de même chez les tôliers; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contre-maîtres des industries métallurgiques; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tourneurs-robinetiers; pas de changement chez les potiers d'étain; travail actif chez les mouleurs en cuivre; 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en limes; travail assez satisfaisant chez les lapidaires; de même chez les opticiens; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en instruments de précision; 8 p. 100 de chômeurs chez les tourneurs en optique; 13 p. 100 de chômeurs chez les graveurs-ciseleurs; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les batteurs d'or; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bronze imitation; 3 p. 100 de chômeurs chez les lanterniers; 14 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les bronziers-galvaniseurs.

Pas de changement chez les tailleurs de pierre; pas de chômeurs chez les sculpteurs-modéleurs; travail actif chez les peintres en bâtiment; 3 p. 100 de chômeurs chez les marbriers du meuble; pas de chômeurs chez les bitumiers-asphalteurs; travail peu actif chez les céramistes; 1 p. 100 de chômeurs chez les biseauteurs et polisseurs de glaces; un tiers de chômeurs chez les plombiers « colonnards ».

8 p. 100 de chômeurs chez les comptables; pas de changement chez les placiers en fleurs et plumes; 2 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 6 p. 100 de chômeurs chez les sténographes (Alliance); 4 p. 100 de chômeurs chez les employés à la Bourse du commerce; pas de changement chez les employés des bureaux de placement autorisés; 19 p. 100 de chômeurs chez les courtiers du commerce; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; 2 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs-conducteurs d'automobiles; pas de changement chez les camionneurs; morte-saison chez les cochers de grande remise.

A Boulogne, 3 p. 100 de chômeurs chez les blanchisseurs; 30 p. 100 de chômeurs chez les terrassiers. A Ivry, 7 p. 100 de chômeurs chez les métallurgistes. A Clamart, pas de changement chez les treillageurs-rustiqueurs. A Vitry, pas de chômeurs chez les ouvriers de la terre. A Saint-Denis, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois. A Clichy, pas de changement chez les boulangers. A Puteaux, 30 p. 100 de chômeurs chez les blanchisseurs; pas de chômeurs chez ceux de Chaville.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les coupeurs-brocheurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers; chez les menuisiers, pas de chômeurs, 66 heures par semaine; pas de changement chez les constructeurs-mécaniciens, nombreux chômeurs chez les maçons-plâtriers; pas de change-

ment chez les employés de commerce, de bureau et de l'industrie; 5 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs-mécaniciens de la marine; pas de changement chez les marins.

Au Havre, 10 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; 40 p. 100 de chômeurs chez les pétroliers, huiliers et savonniers; nombreux chômeurs chez les voiliers; pas de chômeurs chez les charpentiers; 5 p. 100 de chômeurs chez les tapissiers; pas de chômeurs chez les fondeurs; travail peu actif chez les chaudronniers; travail actif chez les terrassiers-puisatiers-mineurs; 12 p. 100 de chômeurs chez les maçons-plâtriers; travail peu actif chez les camionneurs; 8 p. 100 de chômeurs chez les couvreurs-plombiers; nombreux chômeurs chez les charbonniers du port; pas de chômeurs chez les journaliers du port.

A Elbeuf, 18 p. 100 de chômeurs chez les travailleurs de l'industrie lainière; 4 p. 100 de chômeurs chez les maçons; pas de changement chez les peintres. A Arques, pas de chômeurs, 63 heures, chez les menuisiers. A Bolbec, pas de changement chez les cotonniers; travail peu actif chez ceux de Lillebonne; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Malaunay. A Saint-Nicolas d'Aliermont, pas de changement chez les horlogers.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 6 p. 100 de chômeurs chez les typographes. A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les carriers et plâtriers. A Bécard, pas de chômeurs, 72 heures, chez les maçons. A Lagny, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Fontainebleau, 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Montereau, 1 p. 100 de chômeurs chez les faïenciers. A Château-Landon, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre. A Provins, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les cordonniers; 10 p. 100 de chômeurs chez les tailleurs; pas de chômeurs chez les serruriers et mécaniciens; 1 p. 100 de chômeurs chez les maçons, tailleurs et scieurs de pierre. pas de chômeurs, 63 heures, chez les peintres en bâtiment; pas de chômeurs chez les employés.

A Saint-Germain, 2 p. 100 de chômeurs chez les menuisiers. A Argenteuil, 2 p. 100 de chômeurs chez les métallurgistes. A Essonne, pas de changement chez les chapeliers; pas de chômeurs chez les mouleurs. A Saint-Leu, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du bâtiment; A Méry-sur-Oise, travail actif chez les carriers. A Orsay, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Étampes, pas de chômeurs chez les mouleurs en métaux.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, travail assez actif chez les typographes. A Niort, pas de changement chez les ferblantiers et chaudronniers. A Saint-Louis, pas de chômeurs, travail actif chez les mineurs.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les teinturiers; pas de chômeurs, 63 heures, chez les menuisiers en bâtiment; pas de chômeurs chez les tapissiers; 30 p. 100 de chômeurs chez les mouleurs; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs chez les couvreurs; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce. A Abbeville, travail actif, 65 heures, chez les ouvriers du bâtiment, travail satisfaisant chez les commis aux écritures. A Albert, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens.

Tarn. — A Albi, 7 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; travail peu actif chez les chapeliers-appropriers; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Castres, pas de chômeurs chez les charpentiers, de même chez les menuisiers et chez les tourneurs sur bois; 7 p. 100 de chômeurs chez les mouleurs; pas de chômeurs chez les maçons et tailleurs de pierre. A Graulhet, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures par semaine, travail actif chez les moutonniers. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'industrie lainière. A Mazamet, pas de changement chez les menuisiers-ébénistes. A Carmaux, pas de changement chez les ouvriers menuisiers-ébénistes, de même chez les ouvriers du bâtiment.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de changement chez les menuisiers-ébénistes; 12 p. 100 de chômeurs chez les employés de commerce. A Castelsarrazin, pas de changement chez les métallurgistes. A Grisolles, 10 p. 100 de chômeurs chez les balaitiers.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Toulon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*. A la Seyne, 5 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*. A Hyères, pas de changement chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement, 66 heures, chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; A Caderousse, travail actif chez les *balaitiers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Fontenay-le-Comte, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Évrunes, 22 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux des *Épesses* et de *Saint-Laurent-sur-Sèvre*.

Vienne. — A Poitiers, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant chez les *talonniers*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; travail assez actif chez les *ébénistes*; pas de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons* et chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre* et chez les *terrassiers*; de même chez les *plâtriers*. Pas de chômeurs chez les *peintres en porcelaine*; de même chez les *gâcières*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs chez les *mouffletiers*.

A Saint-Junien, 20 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Saint-Yrieix, nombreux chômeurs, 75 heures, chez les *feuilleardiens*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

Vosges. — A Épinal, travail peu actif, chez les ouvriers *textiles*. A Saint-Dié, 10 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en bâtiment. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs* et *filateurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de changement chez les *typographes*; de même et 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sens, pas de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* de Courson, de Saint-Martin-des-Champs, de Domats et de Sommechaie. A Saint-Sauveur, pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*; de même chez ceux de Lavau et de Perreux; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Privé. A Saint-Fargeau, 30 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers*; pas de changement chez les ouvriers des *scieries*. A Ravières travail actif chez les *carriers*. A Mézières, pas de chômeurs chez les *forestiers*; de même chez ceux de Fontenailles-sous-Andryes. A Broches, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 12 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *liège*; travail actif, 60 heures par semaine, chez les *tailleurs de pierres*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les employés en *quincaillerie*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Mustapha, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*. A Oran, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes-lithographes*.

A Bône, nombreux chômeurs chez les ouvriers *chargeurs* et *déchargeurs du port*.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 2^e TRIMESTRE 1903.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement)...	217	236	96	28	187	172	61	17	183	184	80	20
— (11 ^e —)...	1,338	1,353	872	"	1,197	1,194	771	"	"	"	"	"
— (14 ^e —)...	438	394	358	6	394	361	324	6	370	329	309	10
— (5 ^e —)...	97	202	118	16	110	175	107	14	122	192	134	22
— (16 ^e —)...	324	573	191	346	352	570	206	345	352	450	166	257
— (19 ^e —)...	194	358	87	10	219	340	92	50	223	280	86	35
— (131 ^e —)...	156	112	95	6	137	111	88	2	155	116	86	19
— (131 ^e —)...	383	298	283	"	345	234	225	"	384	306	296	"
— (14 ^e —)...	202	264	106	"	235	264	109	"	200	270	93	4
— (15 ^e —)...	318	258	233	4	386	295	278	3	400	289	267	"
— (171 ^e —)...	522	636	304	12	483	498	257	36	444	472	256	16
— (19 ^e —)...	518	305	204	15	505	312	229	"	373	314	226	"
— (22 ^e —)...	201	237	132	29	190	227	145	14	251	246	141	28
— (refuges municipaux)....	(1)	(1)	85	170	"	"	"	"	(1)	(1)	97	193
Levallois-Perret.....	168	147	143	"	143	127	127	"	169	138	135	"
Bordeaux.....	298	98	96	"	330	127	120	"	326	141	138	10
Brest.....	70	28	28	"	83	23	23	"	86	23	23	"
Charleville.....	29	15	1	"	23	23	7	"	29	18	9	"
Douai.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	"
Épinal.....	5	2	1	1	3	1	1	"	6	3	2	"
Le Puy.....	4	5	4	"	7	5	5	"	5	3	3	"
Lisieux.....	169	133	61	1	214	191	107	2	148	149	75	1
Lyon.....	135	95	43	2	113	130	34	1	133	104	52	3
Nancy.....	82	19	14	"	71	19	8	"	89	28	17	"
Orléans.....	4	3	3	"	4	3	3	"	3	2	2	"
Saint-Dié.....	30	28	18	1	35	38	24	1	36	39	18	2
Sens.....	48	7	7	"	39	13	11	"	45	25	15	"
Trouville-sur-Mer (2).....	"	"	"	"	"	"	"	"	62	22	22	"
Versailles.....	9	7	7	"	12	8	8	"	7	4	2	"
Vienne.....	62	14	"	"	47	22	"	"	64	31	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 1^{er} trimestre.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (2^e TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à domicile	en extra.			à domicile	en extra.			à domicile	en extra.
Aix	89	30	30	"	74	41	37	"	65	46	42	"
Amiens	206	112	106	5	167	120	110	5	130	104	74	2
Angers	100	100	100	"	210	116	116	"	230	164	164	"
Blois	31	25	20	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	274	220	100	90	278	233	92	103	228	192	91	67
Boulogne-sur-Mer	68	53	47	"	48	41	29	"	73	57	49	1
Bourges	"	"	"	"	263	174	123	6	"	"	"	"
Chalon-sur-Saône	64	27	16	7	46	30	13	"	"	"	"	"
Dijon	"	"	"	"	181	124	124	"	273	189	172	"
Fougères	38	10	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
La Rochelle	86	70	61	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Montpellier	109	25	22	"	26	16	7	3	"	"	"	"
Narbonne	216	114	31	83	237	91	24	64	193	130	36	74
Nevers	"	"	"	"	7	6	4	"	4	6	5	"
Nice	193	166	160	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes	166	43	37	96	125	41	40	60	182	58	52	103
Orléans	148	107	67	"	108	103	62	"	125	146	87	"
Périgueux	3	2	1	1	6	3	"	2	7	16	5	1
Poitiers	52	33	"	31	44	34	"	28	27	32	5	19
Reims	233	186	151	"	275	227	201	"	286	219	200	"
Roanne	38	14	14	11	34	15	14	5	32	8	6	7
Rouen	"	"	"	"	228	282	155	126	"	"	"	"
Saint-Étienne	365	155	56	91	419	97	54	36	565	196	109	74
Saumur	"	"	"	"	51	46	11	"	73	49	36	1
Tours (1)	"	"	"	"	"	"	"	"	375	275	203	"
Toulouse	287	242	219	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tulle	11	24	"	"	4	8	"	"	"	"	"	"
Valence	230	132	61	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vierzon-Ville (Cher)	79	65	22	40	66	68	23	33	55	60	21	24
Alger	520	470	324	410	646	437	337	246	619	434	236	203
Constantine	"	"	"	"	77	95	64	"	"	"	"	"
Mustapha	42	35	"	"	63	38	"	"	96	60	"	"

(1) Pendant le 2^e trimestre.

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (2^e TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure.	en exip.			à demeure.	en exip.			à demeure.	en exip.
Bordeaux.....	Bijouterie.....	5	"	"	"	3	"	"	"	3	(1)	3	"
Carcassonne....	Bâtiment.....	16	14	10	"	17	16	9	"	15	15	10	"
Chartres.....	Charcuterie.....	18	9	9	"	16	12	12	"	"	"	"	"
Isle-Adam(Seine- et-Oise).....	Boucherie et charcuterie.	2	2	2	"	10	8	8	"	"	"	"	"
Le Havre.....	Épicerie.....	25	26	12	"	10	14	8	"	30	25	23	1
Le Mans.....	Épicerie et droguerie....	43	16	15	"	34	17	10	"	41	20	15	"
Lyon.....	Articles de voyage.....	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"
Macon.....	Pharmaciens.....	8	5	5	"	4	5	3	"	7	8	5	"
Nancy.....	Boucherie.....	11	8	8	"	13	6	6	"	"	"	"	"
Paris.....	Boulangerie.....	116	87	59	"	101	68	42	"	90	65	39	"
Id.....	Épicerie française.....	639	812	621	"	632	784	607	"	"	"	"	"
Id.....	Marchands de beurre, œufs, fromages et crê- miers.....	(1)	215	108	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Produits alimentaires....	"	"	"	"	7	6	3	"	"	"	"	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	64	54	27	"	"	"	"	"	63	34	23	"
Id.....	Marchands et fabricants de papiers.....	26	2	"	"	20	1	1	1	21	2	"	"
Id.....	Maîtres tailleurs.....	114	105	"	"	84	101	"	"	52	83	"	"
Id.....	Commerce et fabrication de la quincaillerie....	(1)	30	31	"	(1)	30	24	"	(1)	24	18	"
Id.....	Couteliers.....	31	33	26	"	25	26	23	"	33	31	29	"
Id.....	Usines d'électricité.....	4	3	2	"	6	3	2	"	7	5	2	"
Id.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	1	"
Id.....	Propriétaires de bains....	"	"	"	"	47	21	2	11	"	"	"	"
Id.....	Gérants de débits de tabacs	14	(1)	2	"	13	(1)	4	"	16	(1)	2	"
Id.....	Pharmaciens de France..	18	21	7	3	17	26	7	1	"	"	"	"
Id.....	Négociants, commission- naires et commerce extérieur.....	11	5	6	"	9	7	5	"	26	6	9	"
Id.....	Magnétiseurs et masseurs.	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Reims.....	Pharmaciens.....	(1)	4	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"
Rennes.....	Patrons relieurs.....	1	1	"	"	2	"	"	"	4	6	4	2
Id.....	Charcutiers.....	6	5	5	"	3	2	2	"	6	6	6	"
S ^t -Germain-en- Laye (Seine- et-Oise).....	Industries du bâtiment..	15	23	2	11	"	"	"	"	"	"	"	"
Toulon.....	Maîtres boulangers.....	30	20	10	40	50	35	60	25	"	"	"	"
Tours.....	Charcuterie.....	49	27	23	"	49	34	33	"	49	41	36	"
Id.....	L'Office des travailleurs.	95	62	60	"	107	65	64	"	"	"	"	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	3	2	2	4	3	1	1	3	4	4	1	4

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(2^e TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Narbonne.....	Cultivateurs.....	"	"	"	"	70	5	(1)	(1)	"	"	"	"
Marseille.....	Agriculteurs et mécaniciens.....	8	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Pierre-les-Étieux (Cher)	Ouvriers agricoles et bûcherons.....	15	5	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Neuvy-le-Barrois (Cher).	Bûcherons.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mornay-sur-Alier (Cher).	Id.....	40	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
La Chapelle-Hugon (Cher)	Id.....	10	2	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Charenton-sur-Cher (Cher).	Id.....	28	28	28	"	"	"	"	"	70	0	"	"
Beaucaire (Gard)	Agriculteurs.....	"	"	"	"	60	20	(1)	(1)	(1)	(1)	1	140
Montpellier.....	Jardiniers fleuristes.....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Pézenas.....	Travailleurs de terre.....	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Cournontorral.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	30	"	30
Villars (Loire).	Mineurs.....	7	3	(1)	(1)	"	"	"	"	1	0	"	3
Tigy (Loiret)	Bûcherons.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Arc-en-Barrois (H ^e .-Marne).	Id.....	"	"	"	"	50	0	"	"	75	0	"	"
Montaron (Nièvre).....	Id.....	20	0	"	"	20	7	4	3	"	"	"	"
Messeix (Puy-de-Dôme) ..	Mineurs.....	5	0	"	"	3	0	"	"	15	0	"	"
Pézilla-de-la-Rivière (Pyrén.-Orient.)	Travailleurs de terre...	30	0	"	"	8	0	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Jardiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	4	2	5
Montceau-les-Mines.....	Mineurs.....	1	0	"	"	5	0	"	"	1	0	"	"
Oran.....	Ouvriers agricoles.....	190	38	8	102	"	"	"	"	182	21	12	116
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Moulins.....	Boulangers.....	"	"	"	"	23	20	7	15	"	"	"	"
Nice.....	Confiseurs, pâtisseries...	"	"	"	"	6	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	Employés restaur., limon.	"	"	"	"	19	137	15	122	"	"	"	"
Carcassonne.....	Id.....	"	"	"	"	2	3	"	9	2	(1)	"	11
Narbonne.....	Cuisiniers.....	2	(1)	1	3	4	1	1	6	4	1	"	1
Marseille.....	Confiseurs et pâtisseries..	32	8	4	4	34	10	5	5	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	19	4	7	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons charcutiers.....	15	3	(1)	(1)	45	2	2	"	20	1	1	"
Id.....	Garç. bouch. et charcut..	30	12	21	16	30	48	19	17	58	45	14	25
Id.....	Confis., biscuit., pâtiss..	"	"	"	"	"	"	"	"	24	12	12	9
Cognac.....	Boulangers.....	1	0	"	"	2	0	"	"	1	0	"	"
Angoulême.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	3	2	1
La Rochelle.....	Id.....	5	12	3	9	(1)	15	3	12	"	"	"	"
Saintes.....	Id.....	1	5	"	1	"	"	"	"	2	2	2	"
Bourges.....	Id.....	5	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	Garçons limonadiers.....	"	"	"	"	17	4	17	11	11	7	9	39
Id.....	Ouvriers boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	40	(1)	(1)
Montélimar.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	2	2	2
Nîmes.....	Confiseurs, pâtisseries...	"	"	"	"	3	3	"	3	2	4	2	"
Toulouse.....	Pâtisseries glaciers.....	5	5	5	4	15	12	12	5	"	"	"	"
Id.....	Boulangers.....	"	"	"	"	35	12	(1)	(1)	15	12	10	30

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Bordeaux.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	16	38	(1)	(1)	15	34	33	(1)	16	56
Id.....	Pâtisseries-glacières.....	25	12	10	18	18	10	10	20	20	22	18	25
Montpellier...	Boulangers.....	12	0	"	"	"	"	"	"	21	3	1	2
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	18	2	2	10	17	6	4	25
Cette.....	Cuisiniers-pâtisseries.....	"	"	"	"	4	(1)	0	10	"	"	"	"
Tours.....	Boulangers.....	8	6	6	"	8	2	(1)	(1)	"	"	"	"
Saint-Etienne..	Garçons bouchers.....	15	7	4	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Roanne.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	3	2	1
Nantes.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	6	30	"	"	"	"
Saint-Nazaire..	Id.....	7	1	1	7	6	(1)	5	40	"	"	"	"
Villeneuve-s-Lot	Id.....	6	2	2	"	3	1	1	"	4	2	1	2
Agen.....	Limonaire, garçons d'hôtel, etc.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	"	20
Nancy.....	Cuisiniers et pâtisseries.....	"	"	"	"	"	"	"	"	45	(1)	30	30
Nevers.....	Boulangers.....	6	3	4	2	"	"	"	"	4	7	"	28
Lille.....	Garçons limonadiers.....	110	3	3	10	124	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs et chocolatiers.....	13	0	"	"	2	(1)	2	"	10	(1)	1	"
Id.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	50	6	44
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	7	68
Fourmies.....	Boulangers.....	"	"	"	"	4	1	(1)	(1)	"	"	"	"
Bayonne (Mousserolles)....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	2	3	(1)	(1)	2	1
Id.....	Boulangers (Union).....	"	"	"	"	10	6	2	12	2	1	1	12
Perpignan.....	Cuisiniers.....	2	0	4	"	3	2	1	15	"	"	"	"
Lille.....	Boulangers.....	18	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Clermont-Ferrand	Garç. limonad., restaurat.....	"	"	"	"	7	"	"	"	25	20	15	50
Lyon.....	Employés de cafés, rest.	25	125	15	110	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	30	5	5	20	"	"	"	"	(1)	(1)	25	70
Id.....	Chocolatiers.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons bouchers.....	"	"	"	"	60	60	60	40	98	15	(1)	(1)
Paris.....	Limonaire, restaurat.....	450	150	30	105	200	70	30	150	1,000	300	100	200
Id.....	Limonaire (35, rue Jean-Jacques-Rousseau)	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	7	257
Id.....	Biscuitiers, pain d'épices.....	11	6	"	41	7	4	"	41	(1)	9	4	3
Id.....	Cuisiniers (rue J.-J.-Rousseau).....	(1)	(1)	35	342	(1)	(1)	39	342	69	45	59	278
Id.....	Garçons de cuisine.....	57	52	12	222	40	52	26	341	58	26	20	285
Id.....	Pâtisseries (r. J.-J.-Rousseau)	50	38	18	50	70	70	30	40	110	80	10	60
Id.....	Confis. (Bourse du trav.)	27	4	3	"	"	"	"	"	23	2	"	2
Id.....	Id. (r. J.-J.-Rousseau)	"	"	"	"	24	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Boulang. (M ^{on} Drouchat)	(1)	(1)	65	21	(1)	(1)	55	24	"	"	"	"
Id.....	Id. (Les Compagn.)	"	"	"	"	"	"	"	"	15	10	5	10
Id.....	Id. (Union).....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	84	6	78
Id.....	Id. (Fédération).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en salaisons.....	"	"	"	"	75	0	"	"	(1)	(1)	20	12
Id.....	Garçons bouchers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	(1)	2	2
Id.....	Employés d'hôtels.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	28	25	40
Albi.....	Boulangers.....	6	2	"	1	2	2	2	4	(1)	(1)	3	"
Toulon.....	Id.....	25	4	22	4	"	"	"	"	54	25	4	17
Hyères.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	2	4
Limoges.....	Cuisiniers.....	4	8	4	45	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Boulangers.....	10	0	"	"	8	0	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Limonaire, restaurat.....	35	1	1	1	22	3	2	1	10	4	4	14
Mustapha.....	Cuisiniers, pâtisseries.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
INDUSTRIES CHIMIQUES.													
Paris.....	Travailleurs C ^{ie} du Gaz.....	135	"	"	103	"	"	"	"	180	(1)	4	148
Id.....	Corporation des employés du Gaz (« Univers »).....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	(1)	1	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.					MAI					JUIN				
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS			DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		
				demeure	en				demeure	en				demeure	en	
				à	extra.				à	extra.				à	extra.	
INDUSTRIES DU LIVRE.																
Laon.....	Typographes.....	2	0	"	"	"	2	0	"	"	"	2	3	"	"	"
Moulins.....	Id.....	4	2	1	1	1	1	1	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Id.....	"	"	"	"	"	15	1	1	1	1	10	2	"	"	1
Narbonne.....	Id.....	"	"	"	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.	12	2	2	"	"	22	0	"	"	"	8	0	"	"	"
Aurillac.....	Id.....	"	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"
Tulle.....	Typographes.....	2	0	"	"	"	3	2	"	"	"	1	2	1	1	"
Brive.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	"	"	2
Semur (C-d'Or).....	Id.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Guéret.....	Id.....	"	"	"	"	"	2	1	1	"	"	1	"	"	"	"
Montbéliard.....	Id.....	3	1	1	"	"	(1)	2	2	"	"	"	"	"	"	"
Chartres.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"	"
Quimper.....	Id.....	"	"	"	"	"	2	1	(1)	(1)	(1)	(1)	1	2	"	"
Bordeaux.....	Papetiers, relieurs.....	2	0	"	"	"	2	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Imprimeurs lithographes.	16	4	"	4	21	2	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Imprimeurs-conducteurs ..	"	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chromistes et grav. litho.	"	"	"	"	"	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	Margeuses, papetières.....	"	"	"	"	"	3	2	1	1	2	1	1	1	"	"
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	11	10	"	"	11
Fougères.....	Id.....	4	0	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Tours.....	Id.....	6	3	3	0	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Blois.....	Id.....	"	"	"	"	"	(1)	2	2	"	"	4	0	"	"	"
Saint-Etienne ..	Id.....	"	"	"	"	"	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	Imprim. grav. lith. et pap.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	7	0	"	"	"
Nantes.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	14	6	"	6	"	"	"	"	"	"
Saint-Nazaire.....	Id.....	"	"	"	"	"	4	0	"	"	"	4	1	"	"	1
Cahors.....	Id.....	2	(1)	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Villeneuve-s-L ^o	Typo-lithographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	2	"
Châlons-s-Marne ..	Typographes.....	4	1	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	8	(1)	1	"	"
Reims.....	Lithographes, papetiers ..	2	0	"	"	"	1	2	(1)	(1)	(1)	1	(1)	(1)	(1)	"
Id.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Id.....	10	0	"	"	"	15	(1)	"	"	"	5	"	"	"	"
Valenciennes.....	Id.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"	"
Beauvais.....	Id.....	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alençon.....	Id.....	8	8	"	"	"	(1)	1	1	"	"	3	(1)	"	"	3
Pau.....	Id.....	3	0	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	3	1	"
Belfort.....	Typogr. litho. relieurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4	"	"	4
Lyon.....	Papetiers et marg. typog.	"	"	"	"	"	2	2	"	"	"	2	"	"	"	"
Anancy.....	Typographes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	0
Paris.....	Conducteurs, point. marg.	24	11	3	8	22	10	2	8	27	14	3	11	11	11	11
Id.....	min. (r. J.-J.-Rousseau).															
Id.....	Typog. (r. Petits-Carreaux)	150	109	4	102	114	95	3	95	3	18	4	0	4	4	4
Id.....	Typographes (indépend.)															
Id.....	Typog. par. (r. J.-J.-R.)	18	12	2	10	11	11	3	18	4	22	(1)	3	14	5	10
Id.....	Cond. typog (r. J.-J.-R.)															
Id.....	Margeurs, point. lithogr.	70	20	4	16	16	4	7	7	45	15	5	10	10	10	10
Id.....	Imprimeurs et conduct.															
Id.....	Impr. de journaux.....	26	(1)	6	9	25	4	"	7	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Imprim. litho. (B. du T.)	(1)	(1)	"	47	58	(1)	"	48	114	(1)	"	57	"	"	"
Id.....	Séréotypes-galvanopl.	2	2	2	"	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Union lithogr. (B. du T.)	51	26	20	6	45	27	20	7	40	21	16	5	"	"	"
Id.....	Dessinateurs et grav. lith.	24	11	1	7	"	"	"	"	23	10	2	5	"	"	"
Id.....	Dessinateurs chromistes	"	"	"	"	6	1	3	"	13	2	(1)	"	"	"	"
Id.....	Typogr. (litho. indépen.)	53	46	37	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)
Id.....	Doreurs sur cuirs, papiers.	6	3	3	"	11	5	5	"	7	3	3	"	"	"	"
Id.....	Opérateurs de la photograv.	1	0	"	"	1	(1)	"	1	2	(1)	1	1	"	"	"
Id.....	Graveurs d'écrit. française	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fondeurs typographes.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Graveurs lithographes.....	"	"	"	"	29	8	"	"	7	"	"	"	"	"	"
Id.....	Graineurs lithographes.....	"	"	"	"	(1)	(1)	2	4	(1)	12	2	10	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)													
Versailles.....	Typographes.....	"	"	"	"	2	0	"	"	10	1	"	"
Étampes.....	Id.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Lagny.....	Id.....	"	"	"	"	1	"	"	"	10	0	"	"
Thouars.....	Id.....	"	"	"	"	"	0	"	"	"	"	"	"
Toulon.....	Id.....	11	3	(1)	(1)	(1)	4	"	4	"	"	"	"
Avignon.....	Id.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
La Roche-s. Yon	Id.....	"	1	(1)	(2)	"	"	"	"	"	"	"	"
Fontenay-le-C ^{ie}	Id.....	1	0	"	"	2	0	4	"	1	0	"	"
Poitiers.....	Id.....	3	"	1	2	5	0	"	"	2	0	"	"
Limoges.....	Relieurs et doreurs.....	"	"	"	"	3	(1)	"	1	"	"	"	"
Auxerre.....	Typographes.....	"	"	"	"	2	1	4	"	2	1	"	1

CUIRS ET PEAUX.

Nice.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	8	1	"	3	10	1	"	3
Millau.....	Tanneurs-corroyeurs.....	"	"	"	"	220	0	"	"	"	"	"	"
Marseille.....	Selliers, bourreliers.....	15	14	"	14	"	"	"	"	3	0	"	"
Bastia (Corse).....	Cordonniers.....	25	10	"	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Romans.....	Ouvriers en chaussures.....	"	"	"	"	186	2	2	"	"	"	"	"
Béziers.....	Bourreliers.....	12	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Cordonniers, pièce divisée	12	(1)	"	9	40	(1)	3	10	5	0	"	"
Saint-Étienne..	Selliers-bourreliers.....	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvr. des cuirs et peaux.	10	14	7	"	"	"	"	"	4	1	1	"
Souillac (Lot).....	Tanneurs et corroyeurs..	2	0	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Angers.....	Coupeurs en chaussures..	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Roubaix.....	Ouvr. en cuirs et peaux..	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	(1)	(1)	"
Bagnères - de- Bigorre.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"	"
Lyon.....	Cordonniers cousu main.	"	"	"	"	84	0	"	"	84	4	"	"
Id.....	Cordonniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	4	"	"
Paris.....	Selliers harnacheurs.....	5	2	(1)	(1)	"	"	"	"	4	1	"	2
Id.....	Ouvriers coupeurs de poils.	(1)	(1)	17	"	(1)	(1)	4	2	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en pelleterie..	(1)	10	"	"	"	"	"	"	4	8	"	4
Id.....	Selliers et mécaniciens	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	(articles de chasse).....	"	"	"	"	4	(1)	2	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvr. du chevreau glacé.	"	"	"	"	30	10	(1)	(1)	15	8	"	"
Id.....	Cordonnerie parisienne..	"	"	"	"	20	42	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Monteurs en chaussures.	"	"	"	"	3	3	3	"	3	2	"	"

INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.

Saint-Quentin.	Tullistes en guipure.....	12	0	"	"	21	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers noueurs.....	"	"	"	"	1	0	"	"	8	1	"	"
Id.....	Fileurs-rattacheurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	0	"	"
Serrières.....	Chapeliors-fouleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	6	(1)	(1)
Troyes.....	Ouv. en bonneterie.....	1	0	"	"	2	1	"	1	1	0	"	"
Id.....	Ouvr. de la filature.....	5	(1)	5	"	5	(1)	3	1	6	(1)	5	"
Carcassonne.....	Patr. et ouv. de l'habil.	(1)	10	4	"	(1)	5	3	"	"	"	"	"
Marseille.....	Blanchisseuse.....	"	"	"	"	9	0	"	"	"	"	"	"
Angoulême.....	Tailleurs.....	4	0	"	"	2	0	"	"	2	0	"	"
Bourges.....	Id.....	6	6	(1)	(1)	"	"	"	"	4	0	"	"
Brive.....	Chapeliors-approprieurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Périgueux.....	Tailleurs d'habits.....	"	"	"	"	(1)	6	3	"	15	0	"	"
Romans.....	Ouv. en soie.....	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Sanve (Gard).....	Ouv. en bonneterie.....	3	0	"	"	4	0	"	"	4	0	"	"
Béziers.....	Ouvriers tailleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	20
Bordeaux.....	Id.....	"	"	"	"	15	7	7	"	"	"	"	"
Roanne.....	Imprimeurs en échavaux.	4	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Charlieu.....	Ouvriers en soierie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	75	0	"	"
Agen.....	Tailleurs d'habits.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT. (Suite.)													
Angers.....	Union textile.....	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
La Tessoualle (M ^{ne} -et-Loire).....	Tisserands.....	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Tailleurs d'habits.....	15	(1)	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Tisserands.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs en confection.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	2	"	"
Tourcoing.....	Ouvriers du textile.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Caudry (Nord).....	Tullistes.....	20	0	"	"	"	"	"	"	10	1	1	"
Villers-en-Cau- chies (Nord).....	Tisserands.....	"	"	"	"	25	0	"	3	43	0	"	"
Thizy (Nord).....	Tisseurs.....	"	"	"	"	12	0	"	"	9	0	"	6
Boulogne-sur- Mer.....	Tailleurs.....	"	"	"	"	8	5	5	"	"	"	"	"
Lyon.....	Chapeliers.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs, chemisiers.....	"	"	"	"	3	2	"	1	3	0	"	"
Id.....	Tréfileurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	(1)	(1)
Paris.....	Passementiers à la barre.....	15	4	"	6	30	4	"	4	30	10	4	6
Id.....	Passementiers à la main.....	"	"	"	"	4	0	"	"	4	0	"	"
Id.....	Façonniers, passementiers.....	10	6	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chapeliers.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chapeliers en fantaisie.....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Casquetiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	35	3	(1)	(1)
Id.....	Apprêteurs et décatisseurs.....	20	8	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tinturiers et dégraisseurs.....	120	125	95	20	110	115	100	18	100	105	90	20
Id.....	Coupeurs, chemisiers.....	16	14	12	2	12	10	8	2	16	12	10	2
Id.....	Fleuristes, feuillag ^{tes} , etc.....	16	18	14	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tailleurs et couturiers.....	17	12	5	7	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Coup ^r en cols de cravates.....	4	0	"	"	3	0	"	"	3	0	"	"
Id.....	Confectionneuses en cols de cravates.....	40	6	(1)	(1)	50	(1)	"	4	"	"	"	"
Id.....	Garçons de lavoirs.....	10	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Couleurs et garçons de lavoirs.....	16	11	9	2	14	10	8	2	18	9	7	9
Id.....	Blanchisseuses (B. du T.).....	"	"	"	"	6	(1)	7	"	(1)	5	21	95
Id.....	Ouvriers de la bretelle.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvrières en couture (La main-d'œuvre).....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	4	(1)	(1)
Id.....	Couturières (Union).....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Boulogne-sur- Seine.....	Blanchisseuses.....	"	"	"	"	2	0	"	"	50	6	(1)	(1)
Elbeuf.....	Ouvriers de l'industrie lainière.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Remiremont... Ouvriers textiles.....		"	"	"	"	3	0	3	"	231	71	59	12
BOIS.													
Saint-Quentin.....	Ménuisiers en bâtiment.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Ébénistes, sculpteurs.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Tonnelliers.....	50	0	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Aurillac.....	Galochiers.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouv. de la marqueterie.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rochefort-sur- Mer.....	Ménuisiers, ébénistes.....	12	3	(1)	(1)	12	(1)	2	"	"	"	"	"
Bourges.....	Ménuisiers.....	2	0	"	"	"	"	"	"	8	6	(1)	(1)
Id.....	Ouvriers en voitures.....	"	"	"	"	5	7	(1)	(1)	(1)	15	15	"
Aurillac.....	Galochiers.....	"	"	"	"	2	1	(1)	(1)	"	"	"	"
Tulle.....	Ménuisiers et ébénistes.....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
BOIS. (Suite.)													
Tulle.....	Scieurs de long et charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	9	1	"	1
Valence.....	Scieurs sur bois.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	2	"
Périgueux.....	Mennisiens, ébénistes.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Alais (Gard).....	Id.....	2	"	1	"	2	1	(1)	(1)	"	"	"	"
Toulouse.....	Sabotiers, galochiers.....	(1)	3	1	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Id.....	Mouleurs en galoches.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Tonnelliers.....	"	"	"	"	75	(1)	"	35	"	"	"	"
Id.....	Charpentiers haute futaie	30	1	1	"	"	"	"	"	15	0	"	"
Id.....	Tapissiers-décorateurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	"	2
Saint - Macaire (Gironde).....	.....	26	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Béziers.....	Scieurs de long.....	"	"	"	"	"	"	"	"	16	0	"	"
Bourgoin (Isère)	Mennisiens.....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Roanne.....	Ouvriers en voitures.....	(1)	2	5	"	(1)	2	3	"	"	"	"	"
Id.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Bourg-d'Argental (Loire).....	Tourneurs sur bois.....	2	0	"	"	2	0	"	"	3	0	"	"
Nantes.....	Mennisiens en bâtiment..	12	6	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saumur.....	Id.....	"	"	"	"	3	1	2	"	"	"	"	"
Reims.....	Tonnelliers-cavistes.....	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Charpentiers et scieurs de long à la mécanique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	24	10	"
Roubaix.....	Charpentiers et menuisiers	"	"	"	"	6	3	2	1	6	3	1	2
Armentières.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	4	2	"	"	"	"	"
Douai.....	Mennisiens.....	"	"	"	"	(1)	2	1	"	"	"	"	"
Alençon.....	Ouvriers en voiture.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	2	2	"
Flers (Orne).....	Mennisiens, charpentiers.	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Boulogne-s-Mer	Charpentiers de navires.....	"	"	"	"	9	4	"	5	15	(1)	10	5
Perpignan.....	Tapissiers.....	5	0	"	"	5	0	"	"	10	0	"	"
Id.....	Ebénistes.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	1	"	"
Lyon.....	Emballleurs.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Coffretiers.....	6	0	"	"	5	1	(1)	(1)	5	2	"	"
Id.....	Layetiers-emballleurs.....	7	4	2	2	"	"	"	"	4	2	"	2
Id.....	Scieurs et découpeurs.....	36	17	8	14	32	17	12	13	28	15	13	15
Id.....	Scieurs de long.....	"	"	"	"	62	8	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Mennisiens.....	15	3	"	18	28	11	"	23	23	14	3	11
Id.....	Doreurs sur bois.....	30	(1)	"	20	25	(1)	"	5	(1)	(1)	"	4
Id.....	Monteurs en sièges cuir.	4	4	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouv. de la marqueterie.....	"	"	"	"	10	2	2	"	"	"	"	"
Saint-Denis.....	Mennisiens.....	3	(1)	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Amiens.....	Tapissiers.....	1	"	"	1	"	"	"	"	0	1	"	"
Avignon.....	Ebénistes.....	11	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Charpentiers.....	(1)	10	8	"	"	"	"	"	1	10	4	"
Id.....	Ebénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	3	"
Constantine.....	Mennisiens.....	"	"	"	"	8	3	2	"	"	"	"	"
Alger.....	Ouvriers du liège.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	15	"	2
MÉTAUX.													
Saint-Quentin.	Chauffeurs-conducteurs.....	2	1	1	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Montluçon.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	29	(1)	"	"
Vrigne-aux-Bois (Ardennes).....	Mouleurs et similaires.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Monthermé-Laval-Dieu.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Troyes.....	Métallurgistes.....	5	0	"	"	"	"	"	"	(1)	2	(1)	(1)
Nice.....	Horlogers.....	2	2	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Électriciens-mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
(1) Chiffre non indiqué.													

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
MÉTAUX. (Suite.)													
Marseille.....	Chauffeurs-conducteurs..	6	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ajusteurs-mécaniciens...	"	"	"	"	9	(1)	6	"	5	1	"	"
Id.....	Serruriers.....	"	"	"	"	24	6	"	9	"	"	"	"
Id.....	Tôliers-fumistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	"
Id.....	Ferblantiers, plombiers. zingueurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	8	"	8
Caen.....	Mouleurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Alais (Gard)...	Métallurgistes.....	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Bessèges.....	Ouvriers des laminoirs et forges.....	"	"	"	"	"	"	"	4	40	(1)	"	"
Toulouse.....	Maréchaux-ferrants.....	"	"	"	"	(1)	15	18	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Serruriers.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers zingueurs...	7	5	(1)	"	1	"	"	1	"	"	"	"
Cette.....	Métallurgistes.....	6	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourgoin.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	0	"	"
Saint Etienne...	Balanciers.....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Chaudronniers.....	25	"	"	15	15	1	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs-robinetiers..	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Ferblantiers et chaudron- niers.....	(1)	(1)	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Dizier...	Métallurgistes.....	"	"	"	"	1	0	"	"	1	0	"	"
Nancy.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Tourcoing.....	Mécaniciens.....	1	1	(1)	"	2	1	(1)	(1)	3	1	"	2
Roubaix.....	Id.....	8	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chaudronniers en fer...	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Dunkerque.....	Ouv. de la métallurgie..	"	"	"	"	"	"	"	"	10	2	2	5
Boulogne-s.-Mer	Métallurgistes.....	10	10	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Métallurgistes independ ^{ts}	"	"	"	"	2	(1)	"	2	7	0	6	1
Thiers.....	Emonleurs et polisseurs ciseaux.....	16	0	"	"	16	(1)	"	2	40	0	"	"
Id.....	Monteurs de couteaux..	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Pau.....	Serruriers.....	4	0	"	"	2	2	1	1	4	3	3	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	2	1	(1)	(1)	"	"	"	"
Lyon.....	Serruriers.....	14	"	"	2	6	1	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Repousseurs sur métaux.	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Tourneurs-repousseurs..	9	0	"	"	"	"	"	"	30	0	"	"
Id.....	Bronzeurs et galvaniseurs	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bronze imitation.....	28	20	20	4	30	15	15	2	28	18	18	5
Id.....	Potiers d'étain.....	"	"	"	"	3	0	"	"	2	(1)	2	"
Id.....	Chaudronniers en cuivre.	38	8	33	"	28	"	15	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs-robinetiers..	20	5	(1)	"	10	3	(1)	(1)	10	3	(1)	(1)
Id.....	Lanterniers pour voitures	6	1	2	"	5	1	(1)	(1)	2	1	(1)	(1)
Id.....	Charrons (Compagnons du devoir).....	59	67	31	28	57	62	32	25	73	77	39	34
Id.....	Ouvriers en limes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	0	"	"
Id.....	Tôliers.....	11	1	2	4	"	"	"	"	25	(1)	"	2
Id.....	Mouleurs en cuivre.....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	(1)	12	4
Id.....	Ouvriers en instruments de musique.....	(1)	4	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Orfèvres (B.-D.-T.)....	17	(1)	"	6	25	(1)	11	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	49	7	28	"	47	27	37	1	56	33	44	2
Id.....	Graveurs et ciseleurs...	15	4	2	2	"	"	"	"	13	2	1	1
Id.....	Opticiens.....	22	(1)	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs en optique..	10	2	6	"	37	6	"	31	(1)	(1)	"	24
Id.....	Métallurgistes (chefs d'a- teliers et contremaîtres).	"	"	"	"	7	7	5	"	7	13	3	"
Id.....	Serruriers en bâtiments	"	"	"	"	80	20	"	50	60	25	2	55
Id.....	Employés en serrurerie..	"	"	"	"	3	5	2	"	"	"	"	"
Saint-Denis...	Chaudronniers fer et cuivre.....	20	(1)	5	2	8	"	4	2	"	"	"	"
Ivry (Seine)...	Métallurgistes (Union)..	11	(1)	7	"	13	(1)	4	"	43	(1)	3	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demourer en extra.	en extra.			à demourer en extra.	en extra.				
MÉTALX (Suite.)													
Rouen	Chaudronniers.....	8	(1)	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Constructeurs,mécaniciens	27	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs, mécaniciens.	26	(1)	15	"	10	2	3	7	"	"	"	"
Le Havre.....	Ajusteurs-serruriers élec- triciens.....	63	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Fondeurs et similaires..	20	0	"	"	40	0	"	"	8	0	"	"
Id.....	Chaudronniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	80 1/2	(1)	"	"
Argenteuil.....	Métallurgistes.....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Amiens.....	Serruriers.....	(1)	(1)	2	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Charrons-forgerons.....	16	14	12	2	"	"	"	"	"	"	"	"
BÂTIMENT.													
S ^t -Quentin...	Couvreurs, zingneurs et plombiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	7	1	"
Cusset (Allier).	Taillieurs de pierres et carriers.....	"	"	"	"	6	2	"	2	"	"	"	"
Carcassonne...	Ouvriers du bâtiment..	"	"	"	"	(1)	4	2	"	"	"	"	"
Marseille.....	Manœuvres et aides-ma- çons.....	50	20	(1)	(1)	"	"	"	"	50	20	20	"
Id.....	Maçons limousinants.....	15	22	"	15	5	32	"	5	35	48	"	35
Id.....	Mineurs et terrassiers.....	"	"	"	"	50	6	"	6	60	10	"	10
Id.....	Taillieurs de pierres ten- dres.....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Id.....	Cimentiers et gâcheurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	50	3	(1)	(1)
Aubagne.....	Maçons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	1	"	"
Arles.....	Maçons, tailleurs de pier- res.....	8	1	(1)	(1)	"	"	"	"	3	0	"	"
Angoulême.....	Taillieurs de pierre et ma- çons.....	30	0	"	"	"	"	"	"	30	0	"	"
Bourges.....	Terrassiers et journaliers.	"	"	"	"	80	10	20	"	30	22	5	14
Aubigny (Cher)	Corporation du bâtiment.	2	0	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Dijon.....	Peintres en bâtiment....	6	15	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Bourganeuf (C)	Maçons.....	5	8	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Beaucaire.....	Id.....	"	"	"	"	6	0	"	"	6	0	"	"
Bordeaux.....	Taillieurs de pierres et ma- çons.....	42	3	(1)	(1)	47	3	(1)	(1)	63	4	"	"
Id.....	Couvreurs.....	8	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	10	5	"	5
Châteauroux...	Ouvriers du bâtiment....	150	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rennes.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	5	(1)	(1)
Grenoble.....	Peintres en bâtiment....	"	"	"	"	39	3	6	"	"	"	"	"
Nantes.....	Couvreurs, zingneurs, plombiers.....	50	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cahors.....	Peintres.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Peintres et colleurs de papier.....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	3	"	"
Angers.....	Peintres en bâtiment....	(1)	10	10	"	5	2	"	2	5	2	2	"
Saumur.....	Taillieurs de pierres et ma- çons.....	10	12	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Couvreurs, zingneurs, plombiers.....	15	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Sculpteurs.....	"	"	"	"	8	3	(1)	(1)	"	"	"	"
Dunkerque.....	Marbriers.....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maçons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Valenciennes..	Couvreurs, zingneurs...	3	1	(1)	(1)	"	"	"	"	(1)	60	(1)	(1)
Creil (Oise) ..	Ouvriers du bâtiment....	5	(1)	"	4	"	"	"	"	6	0	4	2
Alençon.....	Plâtriers.....	1	1	"	1	(1)	1	2	"	"	"	"	"
Clermont-Fer ^d .	Maçons et aides.....	50	0	"	"	"	"	"	"	30	0	"	"
Bayonne.....	Corporation du bâtiment.	(1)	(1)	2	"	1	5	"	2	0	5	"	0
Perpignan.....	Peintres.....	"	"	"	"	25	0	"	"	20	0	"	"
Id.....	Taillieurs de pierres....	"	"	"	"	"	"	"	"	0	2	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
BÂTIMENT. (Suite.)													
Aix-les-Bains..	Ouvriers du bâtiment...	4	2	(1)	(1)	10	5	(1)	(1)	6	2	(1)	(1)
Paris.....	Terrassiers, puisatiers mineurs.....	50	(1)	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bitumiers, asphaltiers...	"	"	"	"	1	1	"	1	"	"	"	"
Id.....	Peintres et assimilés...	65	4	"	7	11	9	1	8	"	"	"	"
Id.....	Id.....	72	27	"	27	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Marbriers du meuble...	25	10	"	10	"	"	"	"	28	13	"	"
Amiens.....	Ouvriers du bâtiment...	"	"	"	"	"	"	"	"	25	0	"	"
La Roche-sur- Yon.....	Peintres.....	"	"	"	"	(1)	(1)	10	7	"	"	"	"
Poitiers.....	Id.....	"	"	"	"	2	0	"	"	0	5	"	"
Limoges.....	Terrassiers et manœuvres.	40	30	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Id.....	"	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Yrieix...	Maçons.....	10	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Remiremont...	Ouvriers du bâtiment...	28	8	8	"	8	8	8	"	4	6	1	"
Alger.....	Taillieurs de pierres...	5	0	"	"	10	0	"	"	2	3	2	2
Id.....	Maçons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	26	10	10	"
Mustapha.....	Terrassiers.....	"	"	"	"	50	10	10	"	"	"	"	"
TRAVAIL DES PIERRES ET TERRES AU FEU.													
Lyon.....	Tourneurs, moulleurs en poterie.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Givors (Rhône).	Verriers à vitres.....	"	"	"	"	50	0	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Biseauteurs et polisseurs de glaces.....	7	6	"	1	5	5	4	1	7	6	5	1
Id.....	Emailleurs sur métaux...	15	1	1	"	5	0	"	"	3	"	"	"
Limoges.....	Mouffetiérs.....	2	2	1	1	"	"	"	"	2	4	2	2
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Nice.....	Garçons de magasins...	"	"	"	"	20	12	(1)	(1)	"	"	"	"
Cette.....	Soutireurs.....	23	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Officiers mécaniciens bre- vetés de la marine...	"	"	"	"	1	"	1	"	5	0	"	"
Bordeaux.....	Charbonniers du port...	"	"	"	"	40	(1)	"	16	"	"	"	"
Nantes.....	Camionneurs.....	5	0	"	"	7	0	"	"	4	0	"	"
Roubaix.....	Empl. et ouv. des tramw.	"	"	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Montceau-l.-M.	Bateliers.....	45	0	"	"	"	"	"	"	77	0	"	"
Paris.....	Chauffeurs, mécaniciens, automobilistes.....	"	"	"	"	35	18	13	11	40	17	4	15
Le Havre.....	Camionneurs.....	60	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	Charretiers.....	"	"	"	"	130	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs et mécaniciens de la marine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	11	0	"	"
Alger.....	Cochers de fiacre.....	15	0	"	"	15	20	1	19	"	"	"	"
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Saint-Quentin..	Voyageurs, dessinateurs, employés.....	2	0	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Employés de commerce...	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Employés vendeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Marseille.....	Sténographes (11, boule- vard Sazzino).....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	3	2	"
Id.....	Sténographes (rue Estalé)	"	"	"	"	"	"	"	"	12	10	10	"
Besançon.....	Employés en pharmacie et droguerie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	(1)	(1)
Saint-Étienne..	Voyageurs et représen- tants de commerce...	"	"	"	"	2	5	1	"	3	7	2	"
Nantes.....	Employés des deux sexes.	"	"	"	"	"	"	"	"	12	3	3	"
Agen.....	Employés de commerce...	15	(1)	2	"	12	5	2	"	"	"	"	"
Reims.....	Id.....	4	0	"	"	4	0	"	"	6	0	"	"
Épernay.....	Caisiers.....	"	"	"	"	4	(1)	"	2	3	0	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure en extra.				demeure en extra.				demeure en extra.	
EMPLOYÉS DE COMMERCE. (Suite.)													
Tarbes.....	Employés de commerce..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	1	"	1
Lyon.....	Employés de la soierie..	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Id.....	Employés de commerce et d'industrie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	22	1	1	"
Id.....	Employés en pharmacie..	"	"	"	"	"	"	"	"	3	4	2	"
Paris.....	Courtiers et représentants de commerce.....	15	18	(1)	(1)	27	17	2	11	25	16	7	8
Id.....	Employés de la Bourse du commerce.....	7	2	2	"	9	3	3	"	7	4	4	"
Id.....	Représentants voyageurs de commerce.....	43	12	"	28	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de commerce et d'industrie.....	111	98	22	"	"	"	"	"	85	103	38	"
Id.....	Caissiers comptables...	(1)	8	"	8	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Comptables.....	24	37	14	2	17	28	10	"	22	27	12	"
Id.....	Alliance sténographique.	5	3	1	"	2	7	1	"	5	7	3	"
Id.....	Dessinateurs en broderies	4	1	(1)	(1)	3	1	1	"	3	0	1	"
Id.....	Employés en serrurerie..	4	6	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs du bâtiment et de l'industrie.....	"	"	"	"	8	(1)	6	"	"	"	"	"
Rouen.....	Employés de la Ville (Union).....	"	"	"	"	7	3	3	"	"	"	"	"
Limoges.....	Employés de commerce..	10	1	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Employés en quincaillerie	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"
COIFFEURS.													
Nice.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	(1)	(1)	10	15	12	12	4	-8
Troyes.....	Coiffeurs (Patrons et ouvriers).....	10	8	2	"	"	"	"	"	5	4	4	1
Id.....	Coiffeurs.....	4	3	3	"	1	2	1	"	"	"	"	"
Marseille.....	Id.....	"	"	"	"	125	97	93	260	"	"	"	"
Narbonne.....	Id.....	"	"	"	"	2	(1)	"	2	"	"	"	"
Montpellier.....	Id.....	(1)	6	6	12	7	4	4	3	(1)	3	"	3
Bordeaux.....	Id.....	"	"	"	"	19	13	3	10	"	"	"	"
Nantes.....	Id.....	"	"	"	"	4	10	"	4	"	"	"	"
Orléans.....	Id.....	"	"	"	"	4	6	4	3	15	30	15	2
Reims.....	Id.....	"	"	"	"	17	20	(1)	(1)	"	"	"	"
Lyon.....	Id.....	29	25	25	43	44	27	27	39	38	24	24	46
Le Mans.....	Id.....	"	"	"	"	17	25	17	8	17	15	5	9
Paris.....	Id.....	10	5	3	7	"	"	"	"	"	"	"	"
GENS DE MAISON.													
Bordeaux.....	Gens de maison.....	56	60	27	5	57	58	19	3	54	59	19	2
Paris.....	Gens de maison (rue du Temple).....	20	32	18	"	11	30	7	"	10	1	7	"
Id.....	Gens de maison (rue Matignon).....	40	83	20	8	60	91	46	6	40	46	28	10
DIVERS.													
Angers.....	Artistes musiciens.....	5	1	(1)	(1)	5	0	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Professeurs de l'enseignement privé.....	"	"	"	"	13	9	8	1	"	"	"	"
Id.....	Professeurs de l'enseignement libre.....	3	12	5	7	2	7	2	5	4	5	5	"
Id.....	Fleuristes, feuillagistes.	"	"	"	"	5	11	11	"	"	"	"	"
Id.....	Clercs d'huissiers.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Élèves en pharmacie....	"	"	"	"	"	"	"	"	150	60	90	20
Id.....	Emballleurs de chiffons..	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Oran.....	Élèves en pharmacie....	2	2	2	"	1	"	"	"	1	2	(1)	(1)

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (2^e TRIMESTRE 1903).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Amiens	Garçons de café et de restaurants.....	91	224	34	189	75	156	24	125	79	159	26	124
Id.....	Voyageurs et représentants de commerce...	2	2	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Arcueil (Seine).	« Les Robustes ».....	41	3	3	4	3	1	"	4	12	7	3	9
Avignon.....	Compagnons maréchaux du Devoir et du Tour de France	14	24	14	"	18	30	10	8	"	"	"	"
Belfort.....	Les employés de commerce	4	2	2	1	4	2	2	"	5	5	3	"
Id.....	« La Jeanne d'Arc ».....	11	(1)	2	"	10	(1)	1	"	"	"	"	"
Besançon.....	Union fraternelle des employés de commerce ..	4	(1)	1	"	3	(1)	1	"	3	"	"	"
Id.....	L'« Étoile bisontine »....	26	12	7	46	62	49	49	43	"	"	"	"
Bordeaux.....	Union fraternelle des liquoristes, confiseurs et chocolatiers.....	"	"	"	"	5	(1)	"	1	"	"	"	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	"	"	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Dunkerque.....	L'« Abeille » des commis négociants.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Elbeuf.....	Les fileurs.....	"	"	"	"	12	(1)	6	3	"	"	"	"
Le Havre.....	Les coiffeurs.....	96	77	21	55	85	87	21	60	118	75	20	55
Lyon.....	Institutrices et dames professeurs libres.....	"	"	"	"	(1)	(1)	8	"	"	"	"	"
Id.....	Union des commis et employés de commerce...	1	4	"	"	5	1	1	"	6	3	2	"
Id.....	Les employés de la soierie.	8	10	1	"	8	3	"	"	8	5	"	"
Id.....	Confiseurs et pâtisseries..	"	"	"	"	107	61	61	39	"	"	"	"
Marseille.....	Société philanthropique des commis et employés.	29	2	2	"	26	11	11	"	22	6	6	"
Id.....	« Le Vatel » des cuisiniers.	88	101	81	7	115	112	110	2	88	92	80	8
Montbéliard.....	Les employés de commerce.....	"	"	"	"	1	"	"	"	1	1	"	"
Montpellier....	Les commis et employés.	"	"	"	"	6	1	1	"	8	2	2	"
Nantes.....	Fédération des mécaniciens et chauffeurs de France.....	4	"	"	"	2	2	"	"	6	"	"	"
Id.....	La réunion des maçons..	16	11	11	"	"	"	"	"	5	2	2	"
Nevers.....	Employés de commerce et de bureau.....	2	1	"	"	2	1	"	"	2	"	"	"
Pantin (Seine).	Ouvriers caoutchoutiers..	2	(1)	2	"	2	(1)	2	"	2	(1)	2	"
Paris.....	Boucherie « Les vrais amis ».....	(1)	187	75	13	(1)	154	81	10	(1)	131	66	10
Id.....	Union de la charcuterie ..	336	345	277	2	352	339	312	"	"	"	"	"
Id.....	Les cuisiniers	(1)	(1)	130	423	(1)	(1)	316	801	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers pâtisseries et cuisiniers.....	(1)	(1)	49	584	(1)	(1)	46	524	(1)	(1)	41	432

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris.....	L'«Étoile» des garçons restaurateurs et limo- nadiers.....	328	(1)	43	1,093	208	(1)	56	1,595	(1)	(1)	88	1,611
Id.....	Compagnons boulangers du Devoir.....	"	"	"	"	"	"	"	"	90	90	8	90
Id.....	Sommeliers d'hôtels....	246	135	131	95	199	110	99	105	134	70	69	125
Id.....	Les employés d'hôtels....	(1)	(1)	44	30	(1)	(1)	29	28	(1)	(1)	15	23
Id.....	«La Saint-Michel».....	900	295	189	445	1,200	383	237	541	1,200	257	187	297
Id.....	«La Couturière».....	27	23	26	"	15	18	15	"	11	17	11	"
Id.....	L'Union générale des gan- tiers.....	2	3	2	"	1	1	1	"	3	4	3	"
Id.....	Compagnons tisseurs-ter- randiniers.....	19	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine.....	"	"	"	"	190	351	141	"	"	"	"	"
Id.....	«La Prévoyance humani- taire».....	5	3	1	1	7	5	2	2	"	"	"	"
Id.....	Association des voyageurs de commerce.....	"	68	"	"	"	63	"	"	"	67	"	"
Id.....	Association des comptables	168	52	31	21	169	46	25	21	178	46	27	19
Id.....	Compagnons charrons du «Devoir».....	59	67	31	28	57	62	32	25	73	77	39	34
Id.....	«La Menuiserie».....	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Concierges-gérants.....	15	12	3	"	11	9	7	"	25	20	14	"
Id.....	Garçons de recettes et de caisse.....	(1)	2	"	1	(1)	2	1	1	(1)	(1)	"	1
Id.....	L'Union des chauffeurs- conducteurs, mécani- ciens et électriciens....	7	3	2	1	8	4	2	2	6	5	2	3
Id.....	«L'Amitié» des chauffeurs- conducteurs-mécaniciens	"	"	"	"	(1)	(1)	2	"	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs - conducteurs de machine à vapeur..	2	1	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Id.....	Compagnons maréchaux- ferrants.....	60	55	40	15	70	55	30	25	100	70	30	"
Id.....	«La Quincaillerie».....	34	18	10	8	25	14	10	4	31	19	15	3
Id.....	«Le Bâtiment».....	20	10	3	1	17	12	"	"	20	8	1	"
Id.....	Commis d'entrepreneurs de peinture.....	3	2	2	"	1	2	1	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de transports..	(1)	(1)	2	1	"	"	"	"	(1)	(1)	2	2
Id.....	«La Franc-comtoise»....	(1)	(1)	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	«Les gens de maison»....	(1)	44	17	1	39	7	5	"	(1)	58	11	"
Id.....	Anciens sous-officiers de terre et de mer.....	1	1	1	"	4	6	3	"	"	"	"	"
Rouen.....	«La Prévoyance mutuelle»	"	"	"	"	3	4	2	"	"	"	"	"
Id.....	Association des secrétaires et employés de mairie.	3	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Valenciennes...	Anciens élèves de l'école.	(1)	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Société académique des comptables.....	4	2	1	"	"	"	"	"	3	2	1	1

(1) Chiffre non indiqué.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (2^e TRIMESTRE 1903).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Angers.....	Société de patronage des libérés.....	(1)	(1)	"	2	(1)	(1)	"	2	(1)	(1)	"	1
Id.....	Sœurs du Bon Pasteur...	7	5	3	"	6	4	2	"	7	6	4	"
Belle-Ile (Morbihan).....	Patronage des pupilles libérés.....	(1)	5	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Maison du marin.....	108	61	64	"	113	76	76	"	94	78	78	"
Id.....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	8	3	(1)	(1)	13	3	(1)	(1)	9	"
Boulogne-s-Mer	Jardins ouvriers.....	63	63	63	"	63	63	63	"	63	63	63	"
Bourges.....	Patronage des prisonniers libérés.....	2	(1)	2	"	1	"	"	"	2	"	"	"
Carnimont (Vosges).....	Anciens élèves de l'école industrielle d'Épinal..	6	5	3	3	7	2	3	1	5	3	2	1
Clermont-Ferrand	Sœurs de l'Immaculée Conception.....	(1)	(1)	18	3	"	"	"	"	(1)	(1)	20	6
Cluses (H ^{te} -Sav ^e)	École nation ^{le} d'horlogerie	2	5	2	"	"	1	"	"	3	1	1	"
Coubeyrac (Gironde).....	Orphelinat agricole.....	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Courville (Eure-et-Loir).....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	"	49	(1)	(1)	4	30	"	"	"	"
Couzon-au-Mont-d'Or (Rhône).	Asile Saint-Léonard....	(1)	1	1	"	"	"	"	"	(1)	2	2	"
Die.....	Asile-orphelinat.....	8	7	1	"	6	3	2	"	6	4	"	"
Dunkerque.....	Maison du marin.....	(1)	(1)	236	"	(1)	(1)	127	"	(1)	(1)	398	"
Grand-Quevilly.	Refuge.....	1	4	1	"	"	"	"	"	(1)	6	1	"
La Chalmelle (Marne).....	Colonie agricole.....	16	12	8	54	12	(1)	5	38	19	(1)	15	47
La Rochelle....	Maison du marin.....	48	(1)	33	"	31	(1)	18	"	18	(1)	18	"
Le Havre.....	Assistance par le travail.	139	(1)	2	"	191	(1)	3	3	"	"	"	"
Id.....	École pratique d'industrie	"	"	"	"	"	"	"	"	1	2	1	"
Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.	11	"	"	"	14	"	"	"	14	"	"	"
Le Puy.....	Maison des filles.....	(1)	(1)	"	10	(1)	(1)	"	10	(1)	(1)	8	"
Libourne.....	Orphelinat de Saint-Paul.	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Patronage des libérés....	9	(1)	5	"	30	(1)	11	"	16	(1)	10	"
Id.....	Office central des institutions charitables....	185	159	45	"	215	151	38	7	203	158	36	5
Luc (Gard)....	Colonie agricole.....	2	2	2	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Lyon.....	Société philanthropique savoisienne.....	53	46	40	"	64	55	47	"	"	"	"	"
Id.....	Asile protestant.....	12	42	8	"	12	24	3	"	"	"	"	"
Id.....	Patronage des prisonniers libérés.....	35	(1)	20	"	33	(1)	22	"	37	(1)	28	"
Id.....	Assistance par le travail.	117	(1)	"	34	116	(1)	"	30	85	(1)	"	31
Mainvilliers (Eure-et-Loir)...	Assistance de Saint-Jean.	(1)	18	"	18	(1)	25	1	24	(1)	21	1	20
Marseille.....	Assistance par le travail.	60	28	28	4	58	25	25	1	49	16	16	5
Id.....	« La Préservation ».....	61	52	34	"	57	45	23	2	58	55	31	4

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	AVRIL.				MAI.				JUIN.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demourer	en extra.			à demourer	en extra.			à demourer	en extra.
Melun	Assistance par le travail.	122	35	"	35	149	48	"	48	"	"	"	"
Nancy	Maison Sainte-Marie (1) ..	"	"	"	"	"	"	"	"	75	135	60	8
Nantes	Maison du Marin	129	95	95	"	233	(2)	193	"	148	112	91	"
Id.	Sacré-Cœur	(2)	6	2	"	(2)	18	7	1	(2)	17	10	"
Paris	Asile Saint-Charles	88	360	60	"	98	350	75	"	70	304	50	"
Id.	Asile de l'œuvre de l'hos- pitalité de nuit	(2)	(2)	"	18	(2)	(2)	"	23	(2)	(2)	"	20
Id.	Société philanthropique savoisienne	73	196	141	3	85	179	108	"	86	228	127	"
Id.	Assistance par le travail du 11 ^e arrondissement ..	132	133	122	17	179	137	137	19	103	126	95	13
Id.	Union d'assistance du xvi ^e arrondissement ..	150	18	13	10	13	5	5	"	32	19	7	"
Id.	Union d'assistance du vi ^e arrondissement ..	50	(2)	16	"	29	(2)	11	"	32	(2)	14	"
Id.	Assoc ^{on} philanthropique des maîtres tailleurs ..	114	105	"	"	84	101	"	"	52	83	"	"
Id.	Société philanthropique ..	223	151	69	138	272	171	65	179	234	158	59	150
Id.	Mais ^{on} des sœurs de la croix	(2)	(2)	206	"	(2)	(2)	415	"	(2)	(2)	315	"
Id.	Patronage des libérés ..	219	(2)	31	"	217	(2)	41	"	212	(2)	57	"
Id.	Association générale d'Al- sace-Lorraine	224	414	165	"	224	416	165	"	193	308	133	"
Id.	« The mission home » ..	"	"	"	"	106	106	21	3	"	"	"	"
Id.	« Home français »	(2)	(2)	18	"	(2)	(2)	16	1	"	"	"	"
Id.	« Home israélite français »	(2)	(2)	3	8	(2)	(2)	8	8	"	"	"	"
Id.	« Home allemand »	(2)	35	50	"	(2)	23	34	"	"	"	"	"
Id.	Placement gratuit des em- ployés du bâtiment ..	28	13	10	"	41	6	4	"	46	13	9	"
Id.	Œuvre des pauvres hon- teux	24	7	5	"	"	"	"	"	27	4	2	"
Id.	Patronage de la Provi- dence	"	"	"	"	10	3	"	"	"	"	"	"
Quimper	Les enfants de l'adoration	(2)	(2)	3	"	(2)	(2)	2	"	(2)	(2)	2	"
Remiremont ..	Orphel ⁱⁿ de l'Enfant-Jésus	2	2	2	"	"	11	"	"	1	4	1	"
Rochefort	Fourneau économique ..	4	(2)	4	"	5	(2)	5	"	5	(2)	5	"
Rouen	Sœurs de Saint-Aubin ..	67	83	46	"	"	"	"	"	49	50	32	"
Id.	École profess ^{se} ménagère ..	5	3	5	"	2	2	"	1	1	1	1	"
Saint-Germain- Village (Eure)	Orphelinat	(2)	(2)	2	"	(2)	(2)	2	"	(2)	(2)	2	"
S ^t -Hilaire (Maine- et-Loire) ..	École de réforme	(2)	13	9	"	(2)	12	7	"	(2)	17	9	"
Toulouse	Patronage des libérés ..	15	4	4	3	10	2	2	3	5	2	2	1
Tours	Patronage des prisonniers libérés	13	(2)	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Troyes	Patronage des condamnés libérés	7	2	2	"	10	2	2	3	14	(2)	14	2
Versailles	Patronage des libérés ..	167	5	3	8	169	26	8	26	134	(2)	5	8
Vierzon (Cher).	Anciens élèves de l'École nouvelle	8	5	5	"	4	3	3	"	"	"	"	"

(1) Pendant le 2^e trimestre.

(2) Chiffre non indiqué.

Adjudications importantes nouvelles.

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

8 août. — HAUTE-MARNE. — Préfecture : Portes et ventelles d'écluses.....	450,000
11 août. — DORDOGNE. — Préfecture : Garde-corps et tabliers métalliques.....	400,000
22 août. — LOT. — Préfecture : Tablier métallique du pont de Toirac.....	100,000

CANALISATION ET ÉGOUTS.

2 août. — ALPES-MARITIMES. — Antibes : Const. d'un égout collect.	137,425
13 août. — VOSGES. — Remiremont : établ. d'une cond. d'eau...	117,000
29 août. — ARDENNES. — Mairie de Monthermé : établissement d'une distribution d'eau.....	112,000
6 septembre. — ALLIER. — Saint-Pourçain-sur-Sioule : Trav. d'alim. d'eau.....	105,400
20 septembre. — MANCHE. — Mairie de Pontorson : Travail de distribution d'eau.....	125,925

CANAUX, NAVIGATION ET PORTS.

22 août. — NORD. — Préf. : doubl. d'écluses et const. de maison éclusière.....	320,000
--	---------

ROUTES ET CHEMINS.

5 août. — DORDOGNE. — Préfecture : construction d'un pont sur chemin de grande communication.....	185,000
12 août. — LOT-ET-GARONNE. — Préfecture : restauration d'un pont suspendu sur routes départementales.....	122,000
13 août. — ORNE. — Préf. : Ent. des rout. nat. p. 5 ans.....	588,000
22 août. — LOIRET. — Préfecture : Entretien des chemins de grande communication pendant 5 ans.....	216,500
24 août. — OISE. — Préfecture : Travaux sur chemins de grande communication.....	236,500
31 août. — YONNE. — Préfecture : Travaux sur route nationale..	185,000

CHEMINS DE FER.

8 août. — CANTAL. — Ligne Bort-Neussargues; const. du 3 ^e lot d'infrastructure.....	1,040,000
12 août. — ISÈRE. — Const. et exploit. de tramways.....	355,000
24 août. — ARDENNES. — Préfecture : chemin de fer d'intérêt local de Juiville à Vouziers.....	290,000
26 août. — CANTAL. — Ligne de Bort à Neussargues; construction du 7 ^e lot.....	2,300,000
25 août. — SEINE-INFÉRIEURE. — Lig. d'Aumale à Envermeu : Trav. d'infrast.....	598,000
10 septembre. — VAR. — Toulon : Chemins de fer du sud de la France. — Construction de la ligne d'Hyères à Toulon.....	897,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

9 août. — LANDES. — Dax : restaur. et agrand. de l'hôpital....	120,000
13 août. — HÉRAULT. — Préfecture : construction de casernes de gendarmerie.....	288,000
14 août. — PARIS. — Assistance publique : Hospice de Brevannes. — Installation de la lumière électrique, chauffage et appareils spéciaux.....	273,000
24 août. — SEINE-ET-MARNE. — Mairie de Dammartin : Construction de l'église et du presbytère.....	155,000
25 août. — NORD. — Hospice de Lille : construction d'un hospice, travaux de carrelage.....	103,000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juillet 1902	Juillet 1903	Juin 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	21 ^f 25	25 ^f 37 ⁵	24 ^f 87 ⁵
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	31 25	39 25	46 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	57 50	49 25	52 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	78 50	48 75	48 87 ⁵
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	71 00	64 00	65 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	56 37	73 75	81 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	143 00	160 00	162 00
Soies grêges Cévennes, le kilogr.....	47 00	56 00	57 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	144 00	175 00	160 25
Étain Banka, <i>idem.</i>	338 50	345 00	337 75
Plomb, <i>idem.</i>	33 50	33 00	34 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	50 50	54 00	51 09
Blé à Paris, <i>idem.</i>	21 50	22 75	24 75
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	"	"	23 37
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	"	"	24 00
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 30	1 39	1 38
Viande veau, <i>idem.</i>	1 30	1 43	1 68
— mouton, <i>idem.</i>	1 80	1 95	2 00
— porc, <i>idem.</i>	1 51	1 55	1 39

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1903.

	1903.	1902.	AUGMENTATION en 1903.	DIMINUTION en 1903.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	495,230,000	436,523,000	58,707,000	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,795,057,000	1,704,698,000	90,359,000	"
Objets fabriqués.....	466,070,000	450,067,000	16,003,000	"
TOTAUX.....	2,756,357,000	2,591,288,000	165,069,000	"
AUGMENTATION en 1903.....			165,069,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	351,292,000	389,347,000	"	38,055,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	671,969,000	667,772,000	4,197,000	"
Objets fabriqués.....	1,199,039,000	1,221,972,000	"	22,933,000
Colis postaux.....	158,114,000	135,852,000	23,262,000	"
TOTAUX.....	2,380,414,000	2,413,943,000	27,459,000	60,988,000
DIMINUTION en 1903.....			83,529,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 845,890,800 francs du 1^{er} janvier au 5 août 1903 contre 822,752,600 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 2.02 p. 100.

Faillites. — 108 faillites et 8 liquidations judiciaires en juillet 1903 (contre 148 et 10 en juillet 1902).

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 unions de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;
- 28 syndicats patronaux comptant 824 membres;
- 53 syndicats ouvriers comptant 2,645 membres;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

2 en juin, 20 en mai, 20 en mars, 21 en février, 11 en janvier et 10 antérieurement au 1^{er} janvier 1903.
Total : 84.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Ardèche [7 mai 1903]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de la ville et du canton de Lamastre (31 membres). Siège social : LAMASTRE.

Ardennes [19 avril 1903]. — Chambre syndicale des **horlogers-bijoutiers-orfèvres** du département des Ardennes (40 membres). Siège social : Buffet de la gare, CHARLEVILLE.

Bouches-du-Rhône [23 avril 1903]. — Syndicat marseillais de la **marine marchande** (14 membres). Siège social : rue des Templiers, 3, MARSEILLE.

Drôme [1^{er} avril 1903]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** de Valence et de la région (25 membres). Siège social : place de la République, 6, VALENCE.

Gard [4 mars 1903]. — Syndicat des **représentants et courtiers de commerce** de la ville d'Alais (16 membres). Siège social : Café Gambrinus, place de la République, ALAIS.

Hérault [1^{er} janvier 1903]. — Syndicat des **limonadiers** de Lunel (20 membres). Siège social : LUNEL.

Ille-et-Vilaine [21 février 1903]. — Syndicat des **marchands forains** des places et marchés d'Ille-et-Vilaine (22 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Loiret [15 juin 1903]. — Chambre syndicale des patrons **imprimeurs typographes** et lithographes d'Orléans (2 membres). Siège social : Chambre du commerce, ORLÉANS.

Marne [19 avril 1903]. — Syndicat des patrons **maréchaux** du département de la Marne (62 membres). Siège social : rue Tronson-Ducoudray, 2, REIMS.

Meurthe-et-Moselle [26 mars 1903]. — Syndicat des entrepreneurs du **bâtiment** et des professions connexes du département de Meurthe-et-Moselle (80 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 41, NANCY.

Meuse [20 mai 1903]. — Chambre syndicale de la **boucherie** et de la charcuterie de la ville de Ligny-en-Barrois (9 membres). Siège social : café de la Concorde, LIGNY-EN-BARROIS.

Morbihan [22 février 1903]. — Syndicat **ostréicole** du Morbihan (80 membres). Siège social : LOCMARIAQUER. — [23 mars 1887]. — Syndicat des maîtres **boulangers** de la ville

de Lorient (40 membres). Siège social : café des Voyageurs, rue Victor-Massé, LORIENT (reconstitution).

Nord [22 mai 1903]. — Syndicat des propriétaires d'hôtels de l'arrondissement de Lille (16 membres). Siège social : rue de Paris, 46, Lille. — [9 mai 1903]. — Syndicat du **cycle** de Roubaix (14 membres). Siège social : Hôtel de France, Grand'place, ROUBAIX.

Pyrénées (Basses-) [11 décembre 1902]. — Société d'apiculture (l'Abeille des Pyrénées) (94 membres). Siège social : rue Notre-Dame, 7, PAU. — [2 avril 1903]. — Syndicat de la **charcuterie** (12 membres). Siège social : Halle neuve, PAU.

Pyrénées-Orientales [16 mai 1903]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** d'Amélie-Ies-Bains et Palalda (9 membres). Siège social : AMÉLIE-LES-BAINS.

Sarthe [2 mai 1903]. — Syndicat de l'ameublement de la ville du Mans (32 membres). Siège social : place de la République, 48, LE MANS.

Seine [5 mars 1903]. — Syndicat professionnel des fabricants d'amidon de riz en France (9 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS-10°. — [28 mars 1903]. — Syndicat de la **biscuiterie** française (47 membres). Siège social : rue Saint-Martin, 9, PARIS-4°. — [17 janvier 1903]. — Union amicale des chefs **briqueleurs** du département de la Seine (28 membres). Siège social : boulevard de Courcelles, 98, PARIS-17°. — [9 mars 1901]. — Syndicat des forces **hydrauliques** (?) membres). Siège social : rue de la Victoire, 90, PARIS-9°. — [28 mars 1903]. — Chambre syndicale des marchands de **musique** de France (33 membres). Siège social : rue du faubourg Poissonnière, 11, PARIS-9°. — [24 avril 1903]. — Chambre syndicale des fournitures pour **usines** (27 membres). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1°.

Vaucluse [29 novembre 1902]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** aptésienne (25 membres). Siège social : café Giraud, place de la Bouquerie, APT. — [7 avril 1903]. — Chambre syndicale des fabricants de **fruits** confits du Midi (15 membres). Siège social : maison Martiague, rue Saint-Auspice, APT. — [1^{er} mai 1903]. — Chambre syndicale des **expéditeurs** de Cavaillon (24 membres). Siège social : café Fin de siècle, CAVAILLON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [2 mai 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers de la **métallurgie** (100 membres). Siège social : rue de la Gironde, MONTLUÇON — [27 janvier 1903]. — Chambre syndicale des **musiciens** de bals de Moulins (19 membres). Siège social, salle du Gymnase municipal, boulevard de Courtais, MOULINS. — [11 janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers en **verres** noirs et similaires (40 membres). Siège social : café Gagniol, SAINT-YORRE.

Ardennes [11 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiments** de Charleville-Mézières (84 membres). Siège social : rue de Flandre, 9, CHARLEVILLE. — [30 juin 1902]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** et parties similaires de Mézières (28 membres). Siège social : MÉZIÈRES.

Aude [20 décembre 1902]. — Syndicat de **comptables** et employés de commerce et gens de professions similaires (25 membres). Siège social : rue Neuve-du-Mail, 2, CARRASSONNE. — [28 mars 1903]. — Syndicat professionnel des ouvriers **maçons** et parties similaires de la ville de Narbonne (30 membres). Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE. — [6 mai 1903]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Peyriac-de-Mer (40 membres). Siège social : PEYRIAC-DE-MER.

Bouches-du-Rhône [25 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers français **peintres** gratteurs en tous travaux de bord et parties similaires de Marseille (50 membres). Siège social : boulevard de la Major, 45, MARSEILLE.

Cher [17 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Bannay (42 membres). Siège social : mairie de BANNAY. — [26 avril 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux simi-

laire de la commune de Chambon (39 membres). Siège social : CHAMBON. — [10 mai 1903] — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons et agricoles** de la commune de Savigny-en-Septaine (17 membres). Siège social : SAVIGNY-EN-SEPTAINE. — [2 mars 1903]. — Union syndicale des ouvriers en **bâtiments** et parties similaires de Vierzon (80 membres). Siège social : Bourse du travail : VIERZON.

Côtes-du-Nord [13 avril 1903]. — Syndicat ouvrier briochin des industries du **livre** (12 membres). Siège social : rue Fardel, 23, SAINT-BRIEUC. — [4 février 1903]. — Association syndicale des ouvriers de la **métallurgie** de Saint-Brieuc (26 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Doubs [9 avril 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Besançon (30 membres). Siège social : BESANÇON.

Drôme [1^{er} avril 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierre et aides-maçons de Romans et Bourg-de-Péage (145 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS. — [29 janvier 1903]. — Syndicat **métallurgiste** de Romans et Bourg-de-Péage (20 membres). Siège social : Bourse du travail, ROMANS.

Finistère [29 mars 1903]. — Syndicat des artistes **musiciens** de la ville de Brest et du département (41 membres). Siège social : rue de Pontaniou, 10, BREST.

Hérault [19 mai 1901]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Capestang (... membres). Siège social : café National, place Saint-Just, CAPESTANG. — [31 mars 1903]. — Association syndicale de travail, **cultivateurs**, terrassiers, assimilés de Lodève (23 membres). Siège social : salle de la Mairie, LODÈVE.

Ille-et-Vilaine [1^{er} mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers écrivains, graveurs, dessinateurs **lithographes** de Rennes (20 membres). — Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre [31 mars 1903]. — Syndicat **typographique** et des parties similaires de Buzançais (25 membres). Siège social : BUZANÇAIS.

Indre-et-Loire [1^{er} mai 1908]. — Société amicale et syndicale professionnelle des **gens de maisons** (18 membres). Siège social : rue Colbert, 8, TOURS. — [25 avril 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires de la ville de Tours et du département d'Indre-et-Loire (76 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Loire [1^{er} mai 1903]. — Chambre syndicale des **employés** et représentants de commerce et de l'industrie de Rive-de-Gier (12 membres). Siège social : rue de la Barrière, RIVE-DE-GIER. — [20 mai 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **bouchers**, tripiers et boyaudiers de Saint-Étienne et du département de la Loire (62 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [4 mai 1903]. — Chambre syndicale des garçons **limonadiers restaurateurs** et parties similaires de la ville de Saint-Étienne (... membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [15 avril 1903]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **métaux** de Saint-Étienne (35 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Loire (Haute-) [20 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs**, similaires et anciens mineurs réunis du bassin houiller de la Haute-Loire (40 membres). Siège social : VERGONGHEON.

Lot-et-Garonne [27 avril 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville d'Agen (27 membres). Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Manche [1^{er} mars 1903]. — Association des commis du personnel administratif de la **marine** du 1^{er} arrondissement (132 membres). Siège social : Hôtel de ville, CHERBOURG. — [17 mars 1903]. — Syndicat des employés aux écritures des ports et établissements de la **marine** (52 membres). Siège social : rue de la Polle, 84, CHERBOURG. — [1^{er} mars 1903]. — Syndicat **typographique** de Cherbourg (20 membres). Siège social : rue de Russie, 2, CHERBOURG.

Morbihan [8 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Lorient (69 membres). Siège social : rue du Port, 9, LORIENT. — [16 mars 1903]. —

Syndicat des ouvriers **cordonniers** de la ville de Lorient (32 membres). Siège social : LORIENT. — [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de la ville de Lorient (50 membres). Siège social : rue de l'Hôpital, 88, LORIENT. — [16 mars 1903]. — Syndicat des commis auxiliaires de la **marine** (23 membres). Siège social : salle du Château-d'Eau, LORIENT. — [1^{er} avril 1903]. — Syndicat des employés **aux écritures** des ports et établissements de la **marine** (103 membres). Siège social : salle du Château-d'Eau, LORIENT. — [1^{er} février 1903]. — Syndicat du personnel administratif du 3^e arrondissement **maritime** (160 membres). Siège social : salle du Château-d'Eau, LORIENT. — [14 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et charpentiers de Lorient (53 membres). Siège social : salle du Château-d'Eau, LORIENT. — [9 avril 1903]. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de LORIENT (18 membres). Siège social : rue de l'Amiral-Courbet, 26, LORIENT.

Nièvre [12 avril 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Champlemy (68 membres). Siège social : CHAMPLEMY. — [5 avril 1903]. — Union syndicales des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Parigny-les-Vaux (42 membres). Siège social : PARIGNY-LES-VAUX.

Pyrénées (Basses) [9 juin 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Pau (29 membres). Siège social : Halle neuve, PAU. — [29 mars 1903]. — Syndicat des ouvriers **maçons** et tailleurs de pierre et aides de ces corporations de la ville de Pau (67 membres). Siège social : Halle neuve, PAU. — [1^{er} décembre 1902]. — Union syndicale des ouvriers **serruriers mécaniciens** et similaires de Pau (45 membres). Siège social : Halle neuve, PAU.

Seine [18 mai 1903]. — Chambre syndicale des **comptables** et teneurs de livres (30 membres). Siège social : rue de Ménilmontant, 85, PARIS-20^e. — [21 mars 1903]. — Syndicat des **palefreniers** du département de la Seine (136 membres). Siège social : avenue de La Motte-Picquet, 37, PARIS-7^e.

Somme (1^{er} novembre 1902). — Chambre syndicale des **typographes** d'Abbeville (12 membres). Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 28, ABBEVILLE.

Vaucluse [16 avril 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** d'Avignon (50 membres). Siège social : brasserie des Arts, AVIGNON.

Vienne (Haute-) [... décembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers machinistes de la **cordonnerie** de Limoges (96 membres). Siège social : LIMOGES.

Vosges [28 mars 1903]. — Syndicat **textile** des usines de Granges et des environs (152 membres). Siège social : GRANGES.

3° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [24 avril 1903]. — Union syndicale des gérants de débits de **tabac** de France (6 syndicats adhérents). Siège social : boulevard des Italiens, 8, PARIS-9^e. — [1^{er} février 1903]. — Fédération des unions syndicales des entrepreneurs de **voitures** de place de Paris et banlieue (3 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{er}.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [23 septembre 1900]. — Fédération ouvrière nationale de l'**ameublement** 40 syndicats adhérents). Siège social : rue de Charonne, 79, PARIS-11^e.

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

La pêche à la sardine est toujours nulle en Bretagne.

La moisson et les soins à donner à la vigne ont continué à occuper pendant le mois d'août un grand nombre d'ouvriers agricoles : néanmoins beaucoup de ces ouvriers n'ont pu trouver à s'employer dans les régions où la moisson était terminée au commencement du mois ou dans celles où les vignes ont été gelées en avril.

La situation ne s'est pas modifiée dans l'industrie textile depuis le mois dernier. La morte-saison continue dans les industries de l'habillement, de la chaussure, de la coiffure et de l'ameublement.

Situation stationnaire dans l'industrie métallurgique.

Dans les industries du livre l'activité s'est ralentie comme tous les ans à cette époque.

La situation continue à être assez satisfaisante dans les carrières, le bâtiment, la carrosserie et la céramique.

1,021 syndicats, groupant 178,426 ouvriers, ont répondu, en août 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 909, groupant 159,988 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,157, ce qui correspond à une moyenne de 9.4 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 10.5 p. 100; elle était de 11 p. 100 en août 1902.

L'ouvrage, pendant le mois d'août 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois de juillet, plus abondant par 11 p. 100 des syndicats, groupant 9 p. 100 des syndiqués; équivalent par 62 p. 100 des syndicats, groupant

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'août 1903.

63 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 27 p. 100 des syndicats, groupant 28 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 448 syndicats, groupant 52,703 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 352, groupant 81,473 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Les résultats de la pêche à la sardine sont toujours nuls sur les côtes bretonnes; sur la Méditerranée la pêche est toujours mauvaise à l'étang de Thau, elle est satisfaisante pour l'époque à la Seyne.

Les pluies, dans le Nord, la sécheresse, dans le Sud-Est ont un peu contrarié les travaux agricoles pendant le mois d'août : dans quelques régions du Nord la moisson n'était pas encore terminée à la fin d'août; dans le Sud-Est les façons culturales sont pressées activement à la veille des vendanges afin d'atténuer la sécheresse persistante, malheureusement les gelées d'avril ayant détruit nombre de vignobles, beaucoup d'ouvriers restent inoccupés.

Le chômage a encore augmenté chez les bûcherons : les 61 syndicats qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 1,646 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 7,081 syndiqués, une proportion de 23 p. 100 : le mois dernier cette proportion était de 17 p. 100. Dans l'Allier et le Cher, le bûchage et la moisson étaient terminés à la fin du mois, et le battage des grains n'occupait qu'une partie des ouvriers : le travail était un peu plus satisfaisant dans la Nièvre et l'Yonne, où les moissons sont plus en retard.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 146,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'août 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	82,519	5.96	"	"	"	82	18
Loire.....	16,595	5.38	"	"	24	64	12
Gard et Hérault.....	13,233	5.97	"	"	"	15	85
Isère.....	1,582	6.00	"	"	"	"	100
Bourgogne et Nord-Est..	9,531	5.82	"	"	"	75	25
Centre.....	9,495	5.94	"	"	"	22	78
Tarn et Aveyron.....	10,655	5.93	"	"	"	28	72
Provence (lignite).....	2,480	5.10	"	"	40	60	"
ENSEMBLE pour la France.	146,090	5.80	"	"	4	28	68

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.83. Il était de 5.81 en août 1902.

CARRIÈRES. — Le travail est assez satisfaisant dans les ardoisières des Ardennes.

Dans les carrières, la proportion des chômeurs est de 3 p. 100 au lieu de 2 p. 100 le mois dernier : le chômage est particulièrement important dans les carrières de Fontvielle et chez les piqueurs de grès de Saint-Emiland.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 44 syndicats, groupant 8,165 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en août 1903, soit 738, la proportion de ces derniers dans l'ensemble des industries de l'alimentation était de 9 p. 100 (non compris les boulangers d'Hyères en grève); le mois dernier elle était de 10 p. 100, elle était également de 10 p. 100 en août 1902. La situation est encore jugée non satisfaisante par un peu plus de la moitié (52 p. 100) des ouvriers syndiqués. Le chômage est particulièrement important chez les boulangers de Paris, Brest et Montpellier, les ouvriers en salaisons de Paris, les cuisiniers de Dijon; les biscuitiers de Paris sont toujours à peu près tous occupés. Les limonadiers de Lille et de Paris ont beaucoup de chômeurs.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juillet 1903 (dix premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 1,477,940 hectolitres contre 1,660,780 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 182,840 hectolitres; le déficit a donc encore un peu diminué depuis la fin du mois de mai, où il se montait à 185,895 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (25,456 hectolitres au lieu de 104,392) et ceux de mélasses (670,902 hectolitres au lieu de 849,918). La production des bouilleurs de cru des dix premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 77,198 hectolitres, soit une différence en moins de 101,332 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 : le déficit continue à s'accroître de ce côté ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, la quantité de sucre extraite des turbines, depuis le 1^{er} septembre 1902 jusqu'à la fin d'août 1903, était de 846,067 tonnes contre 1,111,069 tonnes à la fin d'août 1902, soit un déficit total pour la campagne 1902-1903 de 265,002 tonnes ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble de ces industries, d'après les réponses des syndicats, ressort à 4 p. 100 contre 5 p. 100 le mois dernier. Le travail a repris son cours normal à l'usine de Chauny; les savonniers de Marseille sont en bonne saison; la situation des ouvriers et employés du gaz à Paris reste stationnaire.

Travail toujours satisfaisant chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges et chez les papetiers et relieurs, sauf à Lyon. A Clermont-Ferrand, les ouvriers du caoutchouc accusent plus de 9 p. 100 de chômeurs contre 5 p. 100 seulement le mois dernier.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 170 pour 71 syndicats groupant 3,688 adhérents, soit 4 p. 100; pour Paris, de 149 pour 11 syndicats groupant 1,857 adhérents, soit 8 p. 100. La proportion était le mois dernier, pour la province, de 2 p. 100; et pour Paris, de moins de 7 p. 100; elle était, pour le mois d'août 1902, de 6 p. 100, pour la province, de 10 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 61 p. 100 seulement des syndicats de province groupant 54 p. 100 des syndiqués. L'état général

⁽¹⁾ J. O. du 19 août 1903.

⁽²⁾ J. O. du 13 septembre 1903.

du travail est donc moins satisfaisant que le mois dernier tout en étant meilleur qu'il ne l'était l'année dernière à pareille époque : presque partout les impressions de la fin d'année scolaire et des conseils généraux sont terminées et la morte-saison bat son plein.

Les industries du livre sont également en morte-saison à Paris : les dessinateurs chromistes bénéficient cependant d'une légère reprise. Pour l'époque la majorité des syndicats et des syndiqués estiment le travail satisfaisant.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 9 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 12 p. 100. La situation, dans l'ensemble, serait donc un peu meilleure qu'en juillet. La reprise constatée les mois derniers à Annonay a persisté en août. Les ouvriers pelletiers-fourreurs de Paris et de Fismes sont toujours satisfaits, ainsi que les ouvriers en chevreau glacé de Paris. Par contre, dans presque tous les autres centres, le travail a baissé : le chômage est surtout considérable à Lyon (tanneurs, corroyeurs et maroquiniers) et à Saint-Etienne; à Graulhet, les ouvriers moutonniers accusent toujours 9 p. 100 de chômeurs, mais on prévoit une reprise prochaine.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 16 p. 100 contre 20 p. 100 le mois dernier : la morte-saison continue, accentuée par le mauvais temps. A Fougères, il y a 4 p. 100 de chômeurs et la semaine de travail a été réduite à 36 ou 40 heures. Le chômage est considérable dans les grandes villes : Lyon, Paris, Bordeaux.

Dans la ganterie, à Saint-Junien, la proportion des syndiqués sans travail atteindrait 50 p. 100; à Paris, au contraire, la situation est satisfaisante.

L'activité est médiocre dans la sellerie et la bourrellerie, sauf en ce qui concerne l'article de chasse.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 65 syndicats, groupant 22,082 adhérents, était, à la fin d'août 1903, de 2,848, soit un peu moins de 13 p. 100; la proportion était de 14 p. 100 le mois dernier, de 12 p. 100 en août 1902. La situation ne s'est pas modifiée d'une façon générale depuis le mois dernier : la morte-saison, habituelle à cette époque, continue à être aggravée par le haut prix des matières premières et principalement du coton.

Dans le Nord, à Roubaix, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble de l'industrie textile, serait de 4 p. 100 : elle est nulle chez les peigneurs de laine; à Tourcoing, dans l'ensemble de l'industrie textile, elle serait de 5 p. 100; la situation reste peu satisfaisante à Lille, Fournies et Armentières; à Wignehies, la proportion du chômage est de 15 p. 100 contre 14 le mois dernier; par contre, le travail est très actif à Haspres, Saint-Souplet, Houplines et Rieux. Dans le groupe normand, la situation s'est améliorée sensiblement à Lisieux et le chômage est toujours nul à Flers et à Malaunay; par contre, la durée moyenne du travail hebdomadaire n'atteint que 53 heures à Bolbec, 52 heures à Oissel et à Lillebonne; à Condé-sur-Noireau, elle varie entre 55 et 60 heures, au lieu de 45 à 50 heures le mois dernier. Dans l'Est, on ne signale aucun chômeur à Remiremont; à Saint-Dié, la proportion reste fixée à 10 p. 100. Tous les tisseurs sont occupés à Sedan et à Floing; à Saint-Quentin, 15 p. 100 des tisseurs sont en chômage et le reste ne fait que 50 heures; à Reims, la durée du travail est de 53 heures dans l'industrie lainière; à Troyes, les filateurs ont 6 p. 100 de chômeurs. L'activité est satisfaisante à Romorantin, Châteauroux et dans la région de Cholet et de Saint-Laurent-sur-Sèvre; par contre, à Laval, il y a 60 p. 100 de chômeurs. A Roanne, la majorité des tis-

seurs ne travaillent que 3 à 4 jours par semaine; à Thizy, un incendie a réduit au chômage près de 30 p. 100 des ouvriers syndiqués. La fabrique de drap de la Bastide-la-Rouairoux est toujours très active; à Lavelanet, la morte-saison bat son plein et le chômage atteint 40 p. 100. A Saint-Étienne et dans la région environnante, on est en pleine morte-saison; à Lyon, les tisseurs accusent de 40 à 50 p. 100 de chômeurs.

Dans la bonneterie, la situation ne s'est pas modifiée depuis le mois dernier; la crise est maintenant étendue à tous les centres par suite de la hausse du coton.

Le travail est toujours aussi peu abondant chez les teinturiers de Troyes et les imprimeurs sur étoffes de Lyon; les teinturiers de Villefranche-sur-Saône et les imprimeurs de Tournon sont au contraire assez satisfaits; les teinturiers dégraisseurs de Paris sont peu occupés en raison des déplacements d'été.

La mode délaissant actuellement la passementerie, le chômage est très grand dans les centres de la Loire qui fabriquent cet article: on signale toutefois une reprise chez les passementiers à la main de Paris. Les tullistes font de 45 à 48 heures par semaine à Saint-Quentin et accusent 11 p. 100 de chômeurs; à Caudry, ils n'ont que 2 p. 100 de chômeurs et la durée du travail a été portée de 20 à 30 heures pour l'échantillonnage des nouveaux dessins.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 8 p. 100 contre 3 p. 100 le mois dernier: la morte-saison est générale (sauf dans les stations estivales comme Biarritz) aussi bien dans la couture que dans la mode et la lingerie; on signale cependant déjà une reprise chez les coupeurs de cols et cravates de Paris.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., on ne signale encore de reprise de travail que chez les chapeliers-fourreurs de Chazelles-sur-Lyon et les casquettiers de Paris.

Les blanchisseuses sont toujours en morte-saison.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les 52 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 8 p. 100, elle était de 10 p. 100 le mois précédent: la situation est estimée satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats. En dehors des charpentiers des ports comme le Havre, Bordeaux, Nantes, Dunkerque, qui travaillent en grande partie pour la marine, on ne constate une quantité notable de chômeurs qu'à Caen, Vannes (menuisiers), Béziers, Paris (charpentiers), Rouen (menuisiers). Travail toujours normal dans les scieries de Hermes; les scieurs de long de Paris sont très occupés.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 30 syndicats, est de 9 p. 100 comme le mois dernier. La situation est considérée comme non satisfaisante par un peu plus de la moitié des syndicats et des syndiqués. Le chômage est surtout important à Rochefort, Bordeaux (ébénistes et billardiers), Lyon (sculpteurs-mouluriers), Perpignan. Il a baissé un peu à Paris (doreurs sur bois). Par contre, le travail est satisfaisant à Aurillac, Montbéliard, Alais, Bordeaux (tapissiers), Grenoble, Felleries (tourneurs), Bayonne.

Toujours même activité chez les ouvriers en voitures et les sabotiers-galochiers qui accusent un nombre insuffisant de chômeurs. Dans la tonnellerie, la proportion des syndiqués sans travail atteint plus de 50 p. 100.

Les coffretiers de Paris sont toujours normalement occupés; les layetiers-emballleurs accusent 1 p. 100 de sans travail. Pas de chômeurs chez les broisseurs, les ouvriers en balais, les vanniers d'Aramon, les boutonnières en os de Méru.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 92 syndicats groupant 23,101 adhérents,

le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était de 1,692, soit 7 p. 100; la proportion était le mois dernier de 12 p. 100: elle était de 10 p. 100 en août 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 7 p. 100: le mois dernier elle était de 2 p. 100; la situation est néanmoins considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndiqués; c'est à Paris (fondeurs en cuivre), Rouen (fondeurs en fer), Nouzon, Le Havre, Amiens que se rencontrent le plus de chômeurs.

Les syndicats de métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux) accusent 3 p. 100 de chômeurs (grévistes d'Hennebont non compris); la proportion était de 12 p. 100 en juillet et de 3 p. 100 en juin et en mai; la situation est estimée non satisfaisante par 50 p. 100 des syndicats représentant 82 p. 100 des syndiqués. Il convient de remarquer, pour apprécier sainement la diminution de la proportion du chômage, que deux syndicats très importants, celui de Saint-Chamond (1,100 membres) et celui de Chalon-sur-Saône (916 membres) qui avaient accusé, en juillet, le premier 60 p. 100, le second 80 p. 100 de leurs adhérents sans travail n'ont pas donné d'indication en août. Les centres où le chômage reste encore au-dessus de 10 p. 100, sont Commentry et la Rochelle. Par contre le travail est assez satisfaisant à Maubeuge, Argenteuil, Saint-Uze, Saint-Dizier, Armentières, Onnaing, Vierzon, Saint-Etienne (cycles et automobiles). Au Creusot la proportion des sans travail est toujours de 2 1/2 p. 100; elle est à Firminy de 5 p. 100.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est inférieure à 5 p. 100, elle était supérieure à 5 p. 100 le mois précédent. Le chômage reste fixé à Nouzon à 5 p. 100, il est toujours important à Nantes. Les mécaniciens d'Albert, Nice, Angers, Versailles, Chartres, se montrent toujours assez satisfaits. A Paris, les usines d'automobiles débauchent beaucoup d'ouvriers.

Aucune amélioration chez les ferblantiers-boitiers des côtes de Bretagne; on constate, au contraire, une reprise chez ceux des Sables d'Olonne. Travail peu abondant chez les couteliers de la région de Thiers et les ouvriers en limes de Paris, par contre ceux de Cosne et les ouvriers litiers de Lyon se montrent satisfaits. Travail normal chez les potiers d'étain et les tourneurs robinettiers de Paris.

Pas de changement dans l'horlogerie et la bijouterie. Travail abondant chez les tourneurs en optique de Paris; les ouvriers en instruments de précision de cette ville accusent 2 p. 100 de chômeurs.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 153 syndicats, groupant 11,332 adhérents, était, à la fin d'août, de 11 p. 100; elle était de 9 p. 100 le mois précédent et de 9 p. 100 en août 1902.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 8 p. 100 au lieu de 10 le mois dernier; la situation est jugée satisfaisante par 59 p. 100 des syndicats et 54 p. 100 des syndiqués. La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 24 p. 100 contre 5 p. 100 le mois dernier; cette augmentation considérable est due uniquement au syndicat de Marseille qui accuse 412 chômeurs sur 441 adhérents par suite du remplacement des peintres français par des étrangers dans les travaux des bassins du port; en dehors de Marseille, on ne signale un nombre notable de sans travail qu'à Grenoble. Les sculpteurs et marbriers accusent 3 p. 100 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de changement notable dans la chaudière, la poterie, la tuilerie et la porcelainerie, où le chômage est

à peu près nul, si l'on excepte les porcelainiers de Villedieu-de-l'Indre en grève, et les ouvriers en céramique de Paris qui sont en morte-saison. A la faïencerie de Montereau il n'y a aucun chômeur.

Chômage général dans les verreries de Fresnes et d'Aniche. Situation satisfaisante à la glacerie de Montluçon et chez les biseauteurs et polisseurs de glaces de Paris.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à 9 p. 100, proportion sensiblement égale à celle du mois dernier.

Dans les ports, la situation reste stationnaire au Havre et à Bordeaux, elle est satisfaisante à Brest, Rochefort et Saint Malo.

D'après les réponses de 29 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 4,423 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin d'août de 188, soit 4 p. 100, proportion inférieure à celle du mois précédent (5 p. 100).

LES GRÈVES EN AOÛT 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois d'août 1903. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve page 720.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉ- SENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
30 mars.	18 août.	Auch.	Gers.	Ébénistes.	14	42	1
23 mai.	31 août.	Bayonne.	Basses-Pyrénées.	Typographes.	1	15	2
25 mai.	8 août.	Paris.	Seine.	Bijoutiers.	1	16	3
30 mai.	5 sept.	Saint-Affrique.	Aveyron.	Gantiers.	5	60	4
24 juin.	8 août.	Dunkerque.	Nord.	Tondeurs d'huile.	1	325	5
30 juin.	31 août.	Paris.	Seine.	Claviers de pianos (Ouvr. en).	1	14	6
9 juillet.	10 août.	Trélazé.	Maine-et-Loire.	Ardoisiers.	1	50	7
17 juillet.	8 août.	Châteauroux.	Indre.	Métallurgistes.	1	203	8
22 juillet.	8 août.	Wattrelos.	Nord.	Frappeurs.	1	16	9
24 juillet.	25 août.	Tourcoing.	Nord.	Mouleurs.	1	7	10
23 juillet.	25 août.	Mehun-sur-Yèvre.	Cher.	Porcelainiers.	1	112	11
28 juillet.	22 août.	Lyon.	Rhône.	Giletiers.	1	7	12
29 juillet.	24 août.	Scionzier.	Haute-Savoie.	Horlogers.	10	140	13
30 juillet.	25 août.	Grenoble.	Isère.	Boutonniers.	1	18	14
30 juillet.	25 août.	Vierzon.	Cher.	Porcelainiers.	1	8	15
GRÈVES COMMENCÉES							
3 août.	6 août.	Rouilly-sur-Seine.	Aube.	Bonnetiers.	1	207	1
3 août.	6 août.	Marseille.	Bouches-du-Rhône.	Raffinerie de sucre (Ouv. d'une).	1	50	2
3 août.	6 août.	Lille.	Nord.	Charretiers.	1	118	3
3 août.	11 août.	Rabastens.	Tarn.	Ébénistes.	1	9	4
4 août.	6 août.	Voiron.	Isère.	Tisseuses.	1	112	5
5 août.	16 août.	Charmes-les-Lan- gres.	Haute-Marne.	Terrassiers.	1	142	6
8 août.	12 août.	Coux.	Ardèche.	Filenseurs.	1	55	7
8 août.	13 août.	Saint-André-lez- Lille.	Nord.	Tisseurs.	1	26	8
8 août.	24 août.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	80	9
10 août.	13 août.	Trets.	Bouches-du-Rhône.	Boulangers.	4	7	10
10 août.	24 août.	Bertholène.	Aveyron.	Mineurs.	1	32	11
10 août.	4 sept.	Nice.	Alpes-Maritimes.	Peintres.	"	350	12
10 août.	11 sept.	Saint-Amand-en- Puisaye.	Nièvre.	Potiers.	"	50	13
10 août.	17 août.	Vaucouleurs.	Meuse.	Mouleurs.	1	"	14
12 août.	17 août.	Messeix.	Puy-de-Dôme.	Mineurs.	1	200	15
12 août.	17 août.	Privas.	Ardèche.	Typographes.	1	4	16
13 août.	18 août.	Dieulefit.	Drôme.	Filateurs et tisseurs.	1	135	17
13 août.	18 août.	Halluin.	Nord.	Tisseurs.	1	419	18
14 août.	17 août.	Villard-Bounot.	Isère.	Papetiers.	1	"	19
14 août.	22 août.	Lyon.	Rhône.	Brodeurs.	1	14	20
14 août.	22 août.	La Rochelle.	Charente-Inférieure.	Typographes.	1	16	21
17 août.	8 sept.	Estaires.	Nord.	Déchargeurs.	"	50	22
17 août.	8 sept.	Halluin.	Nord.	Chaisiers.	8	593	23
17 août.	8 sept.	Paris.	Seine.	Coiffeurs.	7	22	24
18 août.	21 août.	Bordeaux.	Gironde.	Ménisiers.	1	500	25
18 août.	26 août.	Fontenay-le-Comte.	Vendée.	Ménisiers et charpentiers.	10	46	26
18 août.	26 août.	Hellemmes.	Nord.	Tisseurs.	1	20	27
19 août.	24 août.	Angers.	Maine-et-Loire.	Tisseurs.	1	300	28

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1 ^{er} AOÛT 1903 (1).		
1 Demande d'augmentation de salaire.....		Grévistes remplacés.
2 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
3 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
4 Réduction de salaire.....	Transaction.	
5 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
7 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
8 Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
0 Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.....	.....	
1 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
2 Règlement d'atelier.....	Échec.	
3 Réduction de salaire.....	Transaction.	
4 Contestation relative au salaire.....	.....	
5 Contestation relative au salaire.....	.....	

N AOÛT 1903.		
1 Réduction de salaire.....	Échec.	7 grévistes congédiés.
2 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
3 Demandes : renvoi d'un chef de service; réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
4 Retard dans le paiement des salaires.....	Réussite.	
5 Demandes : augmentation de salaire; renvoi de la directrice de l'internat.....	Réussite.	
6 Demandes : suppression de la retenue pour l'assurance; augmentation de salaire.....	Transaction.	
7 Réduction de salaire.....	Échec.	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
10 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
11 Demande de renvoi d'un maître-mineur.....	Réussite.	
12 Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.....	Échec.	
13 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
14 Demande de renvoi de deux directeurs.....	.....	
15 Demandes : renvoi d'un maître-mineur; réintégration de deux ouvriers.....	Transaction.	
16 Demande de renvoi de deux apprenties.....	.....	
17 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
18 Demandes : réintégration d'ouvriers; renvoi d'un directeur et de deux ouvriers.....	.....	
19 Refus du patron de discuter avec un représentant du syndicat.....	Transaction.	
20 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
21 Demande de réintégration d'ouvriers.....		Conciliation devant le juge de paix.
22 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
23 Réduction de salaire.....	.....	
24 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
25 Demande de suppression de la retenue pour l'assurance.....	Transaction.	
26 Contre l'introduction du travail aux pièces; demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
27 Demandes : augmentation de salaire; renvoi du directeur.....	.....	
28 Réduction de salaire.....	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		autres. arrêts.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
19 août...	31 août...	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs, rattleurs et bâteurs.	1	27	29
20 août...	3 sept...	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	27	30
21 août...		Grasse.....	Alpes-Maritimes..	Parfumeurs.....	1	27	31
22 août...	29 août...	La Gorgue.....	Nord.....	Fileuses.....	1	25	32
23 août...	25 août...	Riom-ès-Montagne.	Cantal.....	Terrassiers.....	1	50	33
23 août...		Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Piqueurs de sel.....	1	"	34
24 août...	24 août...	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	150	35
24 août...	27 août...	Tourcoing.....	Nord.....	Terrassiers.....	1	199	36
24 août...		Domène.....	Isère.....	Mégissiers.....	1	5	37
25 août...		Montluçon.....	Ain.....	Tisseurs.....	1	35	38
26 août...	27 août...	Lille.....	Nord.....	Emoucheurs et garçons de machines (filature).	1	53	39
26 août...		Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350	40
27 août...		Besançon.....	Doubs.....	Tailleurs de pierres.....	28	70	41
28 août...	1 ^{er} sept.	Halluin.....	Nord.....	Vanniers.....	1	99	42
28 août...		Saint-Quentin.....	Aisne.....	Tisseurs.....	1	365	43
31 août...		Rochefort.....	Charente-Inférieure	Déchargeurs.....	1	14	44

LES GRÈVES EN AOÛT 1903.

44 grèves ont été signalées, en août, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 41 d'entre elles, est de 5,053. Il y avait eu, en août 1902, 32 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 58.

Ces 44 grèves, dont 37 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	21
Réductions de salaire	4
Retards dans le paiement des salaires	2
Demandes de diminution du temps de travail	2
Contestations relatives à la réglementation du travail	2
Contre l'introduction du travail aux pièces	1
Demandes de réintégration d'ouvriers	6
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	10
Demande de renvoi des femmes	1
Demandes de suppression de la retenue pour l'assurance	2

Ces grèves ont éclaté dans 22 départements et on en a compté :

16 dans le Nord, 3 dans les Bouches-du-Rhône et l'Isère; 2 dans les Alpes-Maritimes, l'Ardeche, la Charente-Inférieure, et 1 seule dans les 16 autres départements.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
EN AOÛT 1903. (Suite et fin.)		
Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande de diminution du temps de travail.....	Échec.	
Demande de renvoi des femmes.....	.....	
Retard dans le paiement des salaires.....	.....	
Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande de substitution du travail à l'heure au travail à la journée.	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Refus de conduire trois métiers.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 18; bâtiment et travaux publics, 7; transports et manutention, 3; métaux, mineurs, typographes, 2; boulangers, chaisiers, coffretiers, ébénistes, mégissiers, papetiers, parfumeurs, potiers, ouvriers de raffinerie de sucre, 1 grève.

Des 44 grèves commencées en août, 29 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Deux, 1 jour ou moins d'un jour; trois, 2 jours; sept, 3 jours; deux, 4 jours; quatre 5 jours; une, 7 jours; trois, 8 jours; une, 12 jours; une, 13 jours; une, 14 jours; une, 16 jours; une, 22 jours; une, 25 jours; et une, 31 jours.

Si l'on y ajoute 10 grèves anciennes achevées après avoir duré respectivement 98 jours, 98 jours, 87 jours, 62 jours, 45 jours, 33 jours, 26 jours, 25 jours, 24 jours et 17 jours, on trouve, 39 conflits terminés avec les résultats suivants :

5 réussites,
16 transactions,
18 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

4 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, au mois d'août, à la Direction du travail :

1° Grève de menuisiers à Bordeaux. — Les 500 ouvriers de la maison Carde, à Bordeaux, cessaient le travail, le 18 août, en réclamant la suppression d'une retenue de 1 fr. 50 p. 100 effectuée sur les salaires pour l'assurance contre les accidents. Le 19, ils adressèrent un recours au juge de paix; mais, avant que se fût écoulé le délai de trois jours accordé par la loi aux parties pour faire connaître leur acceptation ou leur refus, la grève prit fin après une entrevue dans le cabinet du préfet. Les patrons consentaient à supprimer la retenue, à la condition que les ouvriers accepteraient désormais le travail *au marchandage*. Cette transaction mit fin à la grève et le travail fut repris le 21 août.

2° Grève des menuisiers et charpentiers de Fontenay-le-Comte. — Le 18 août, 46 menuisiers sur 50, occupés par les dix patrons établis à Fontenay-le-Comte se mirent en grève. Ils refusaient de travailler aux pièces et réclamaient une augmentation de 0 fr. 05 par heure de travail. Le juge de paix intervint d'office le 22 : un comité se réunit le 25. L'accord s'établit : les ouvriers acceptaient le travail aux pièces; les patrons s'engageaient à élaborer, dans un délai de quinze jours, un tarif de main d'œuvre. En attendant, le salaire des ouvriers serait augmenté de 0 fr. 02 par heure. A ces conditions, la reprise générale du travail eut lieu le lendemain, 26.

3° Grève des porcelainiers à Mehun-sur-Yèvre (Cher). — Les 14 journaliers employés à la chauffe des fours de la maison Vernet et C^{ie}, à Mehun-sur-Yèvre, avaient demandé à bénéficier de primes identiques à celles qui avaient été accordées, à la suite de la dernière grève, aux chauffeurs de la maison Pillivuyt. Sur le refus du directeur, ils cessèrent le travail le 23 juillet, entraînant le chômage de 94 ouvriers et ouvrières des divers services. Le juge de paix intervint d'office, le 6 août. Un comité de conciliation se réunit le 11. Le patron exposa qu'il lui était impossible, en raison de l'état de l'industrie et de la concurrence étrangère, de prendre de nouvelles charges et d'augmenter ses frais généraux. Les parties ayant refusé de recourir à l'arbitrage, la grève se poursuivit jusqu'au 23 août. A cette date, les ouvriers abandonnèrent leur demande. Ils reprirent le travail le 24.

4° Grève de porcelainiers à Vierzon-Ville. — Le 30 juillet, 8 manœuvres employés à la chauffe des fours, à la fabrique de porcelaines Vincent, à Vierzon-Ville, cessaient le travail en demandant qu'à l'avenir la journée d'*éteinte* (journée où les fours ne sont pas allumés) leur fût payée intégralement. En l'absence du patron, il fut convenu que la reprise du travail aurait lieu le 3 août, l'affaire devant être soumise à M. Vincent, dès son retour. M. Vincent refusa de faire droit à la demande des ouvriers; ceux-ci cessèrent de nouveau le travail le 18 août et adressèrent un p^ut recours au juge de paix. Un comité de conciliation se réunit le 25. L'accord ne p^ut s'établir. La grève continue.

**LES SYNDICATS PROFESSIONNELS, INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX,
LES UNIONS DE SYNDICATS ET LES BOURSES DU TRAVAIL
AU COMMENCEMENT DE 1903 ⁽¹⁾.**

I. — Syndicats professionnels.

Le nombre des syndicats professionnels, industriels et commerciaux qui avaient fait le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 et qui remplissaient, d'autre part, les conditions requises pour constituer valablement un syndicat professionnel ⁽²⁾, était, au commencement de 1903, de 6,847 ⁽³⁾. Le nombre de leurs adhérents était, à la même époque, de 882,651.

Voici comment se répartissent ces syndicats :

	NOMBRE de syndicats.	DIFFÉRENCE avec 1902.	NOMBRE d'adhérents.	DIFFÉRENCE avec 1902.
Syndicats patronaux.....	2,757	+ 148	205,463	+ 20,364
— ouvriers.....	3,934	+ 255	643,757	+ 29,584
— mixtes.....	156	+ 1	33,431	- 1,015

Les départements dans lesquels il y a plus de 50 syndicats patronaux sont ceux de la Seine (604), du Nord (155), du Rhône (123), des Bouches-du-Rhône (122), de la Gironde (108), de la Seine-Inférieure (96), de la Loire (62), de la Loire-Inférieure (60) et de l'Isère (59); ceux dans lesquels il y a plus de 4,000 syndiqués patronaux sont à peu près les mêmes : ce sont ceux de la Seine (87,522), du Rhône (10,631), du Nord (8,729), des Bouches-du-Rhône (8,265), de la Gironde (6,737), du Pas-de-Calais (6,364), de la Seine-Inférieure (4,839).

Les départements dans lesquels existent plus de 100 syndicats ouvriers sont ceux de la Seine (622), du Nord (286), du Rhône (228), des Bouches-du-Rhône (174), de la Gironde (112) et de la Loire (114). Ceux dans lesquels les ouvriers syndiqués sont plus de 10,000 sont ceux de la Seine (208,504), du Nord (64,433), du Pas-de-Calais (33,734), des Bouches-du-Rhône (29,821), de la Loire (29,399), du Rhône (24,302), de Saône-et-Loire (15,759), de la Gironde (15,655), de la Seine-Inférieure (15,413), de l'Isère (10,842).

Quant aux syndicats mixtes, les départements dans lesquels ils sont le plus nombreux sont ceux de la Seine (16), de Maine-et-Loire (13), du Nord (12), et d'Ille-

⁽¹⁾ D'après l'Annuaire des syndicats professionnels, industriels, commerciaux et agricoles constitués conformément à la loi du 21 mars 1884 en France et aux colonies — 14^e année — 1903. — Cet annuaire est établi d'après les déclarations faites par les syndicats en vertu de la loi du 21 mars 1884 et les questionnaires remplis chaque année, dans le département de la Seine, par les syndicats eux-mêmes; dans les autres départements, par les préfets, à l'aide de renseignements qu'ils doivent recueillir auprès des intéressés. Ces questionnaires, envoyés au mois de décembre, sont renvoyés au Ministère dans les premiers mois de l'année suivante. L'Annuaire donne donc l'état des syndicats au commencement de l'année. Depuis 1901, les syndicats agricoles ont cessé de figurer à l'Annuaire : le total de ces associations et de leurs membres figure seul dans les statistiques préliminaires. La liste détaillée de ces syndicats est publiée par le Ministère de l'Agriculture.

⁽²⁾ Aux termes de la loi de 1884, les syndicats professionnels doivent être des associations de personnes exerçant la même profession; des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés et qui ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

⁽³⁾ Pour le tableau du mouvement syndical pendant la période 1891-1901, voir *Bulletin de l'Office du travail* de février 1903, p. 93.

Il ressort de ce tableau, tout d'abord, que les syndicats mixtes se développent très difficilement et ont même beaucoup de peine à se maintenir; d'autre part, que le développement des syndicats ou-

et-Vilaine (10). Les départements dans lesquels ces syndicats ont plus de 1,000 adhérents sont ceux du Nord (10,646), de la Seine (9,584); du Finistère (2,468), de la Vienne (1,268).

Le nombre des femmes syndiquées était, au 31 décembre 1902, de 55,679 dont 4,025 dans les syndicats patronaux, 43,720 dans les syndicats ouvriers et 7,934 dans les syndicats mixtes. On remarquera qu'il y a une plus forte proportion de femmes dans les syndicats mixtes (24 p. 100) que dans les syndicats ouvriers (7 p. 100).

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de patronnes syndiquées sont ceux de la Seine (2,185), des Bouches-du-Rhône (586) et du Nord (131). Ceux dans lesquelles se trouvent plus de 1,000 ouvrières syndiquées sont ceux de la Seine (11,969), du Nord (5,732), du Rhône (2,032), des Bouches-du-Rhône (2,570), de la Loire (1,126), de la Gironde (1,162), de la Seine-Inférieure (1,653) et de l'Indre (1,191); on voit que c'est à peu de chose près les départements qui ont aussi le plus grand nombre d'ouvriers syndiqués. Les départements où le nombre des femmes adhérent aux syndicats mixtes est le plus nombreux sont ceux de la Seine (2,373, soit 14 p. 100 de l'effectif total), du Nord (1,612) de la Mayenne (490 sur 1,007), du Finistère (510) et de la Manche (393 sur 398).

Le tableau suivant donne la répartition des syndicats patronaux et ouvriers par groupes professionnels, avec la proportion, par rapport aux chiffres de la population active, c'est-à-dire exerçant un métier ou une profession, d'après le recensement de 1896.

DÉSIGNATION des groupes professionnels.	NOMBRE de syndicats.		NOMBRE DE SYNDIQUÉS.			
	patronaux.	Ouvriers.	patronaux.	p. 100.	ouvriers.	p. 100.
Agriculture, forêts, pêche, élevage ⁽¹⁾	135	145	16,933	0.54	15,592	0.46
Mines.....	4	69	116	31.95	68,900	44.28
Carrières.....	4	19	115	1.89	4,590	8.25
Alimentation (fabrication et commerce).....	789	289	78,658	17.98	40,411	6.72
Produits chimiques.....	48	96	7,303	72.57	15,091	14.22
Papiers, cartons et industries polygraphiques.....	83	297	5,866	58.88	21,391	17.71
Cuirs et peaux.....	90	232	4,949	11.32	22,179	13.12
Industries textiles proprement dites	76	285	4,657	8.87	59,691	9.36
Travail des étoffes, vêtements, nettoyage.....	124	222	6,986	4.51	23,945	5.48
Industries du bois, ameublement..	86	261	3,804	5.35	19,015	8.45
Travail des métaux.....	181	427	10,253	13.94	87,692	17.84
Travail des terres et des pierres (taille et polissage).....	48	100	3,205	27.21	12,239	8.40
Bâtiment, construction (pierre, bois, fer).....	294	740	17,373	12.83	58,779	11.29
Transport et manutention, commerce.....	405	584	21,532	16.04	176,356	11.40
Soins personnels et domestiques..	46	56	1,906	13.52	9,979	1.24
Professions libérales, médecine, pharmaciens, etc.....	383	76	22,207	61.63	7,907	4.80

vriers semble s'être arrêté, ou tout au moins considérablement ralenti, dans la période qui s'étend du 1^{er} juillet 1893 au 31 décembre 1898, et que ce n'est qu'à partir de cette dernière date qu'il a repris son essor.

⁽¹⁾ Sous cette rubrique ne sont pas compris les syndicats agricoles proprement dits, au nombre de 2,433, comptant 598,834 membres.

Le tableau suivant donne les institutions des syndicats professionnels :

NATURE DES INSTITUTIONS.	SYNDICATS		
	patronaux.	ouvriers.	mixtes.
Bureaux ou offices de placement.....	204	1,017	25
Bibliothèques professionnelles.....	193	932	23
Caisses de secours mutuels.....	96	321	33
Secours divers.....	26	352	11
Caisses de chômage.....	5	602	5
Secours de route.....	15	589	1
Cours et écoles professionnelles, conférences....	70	428	10
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	34	3	#
Caisses de retraites.....	19	73	4
Caisses de crédit mutuel.....	8	45	2
Sociétés d'assurance contre les accidents.....	9	27	#
Sociétés coopératives de consommation, écono-			
mats.....	5	42	3
Sociétés coopératives de production.....	#	27	#
Concours professionnels et expositions.....	42	65	4
Champ d'expériences.....	3	1	2
Publications diverses (bulletin, journal, an-			
nuaire).....	182	129	2
TOTAUX.....	911	4,653	125

On remarquera la grande place prise, parmi les institutions syndicales patronales, par les bureaux de placement, les bibliothèques et les publications, et, parmi les institutions syndicales ouvrières, par les bureaux de placement, les bibliothèques, les caisses de chômage, les secours de route et autres, les caisses de secours mutuels et les cours professionnels.

II. — Unions de syndicats.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels régulièrement constitués peuvent librement former des unions. Ces unions peuvent être formées aussi de la réunion de plusieurs unions ou de la réunion de plusieurs unions et de plusieurs syndicats : il existe des exemples de tous ces types. Elles peuvent réunir également des syndicats ou unions de même profession ou de professions diverses. Elles peuvent enfin grouper des associations réparties sur tout le territoire ou restreintes à une localité ou à une région déterminée.

Le tableau ci-après donne, d'après l'*Annuaire des syndicats*, avec le nombre des associations adhérentes et de leurs membres, la répartition, entre ces diverses catégories, des unions de syndicats existant au commencement de l'année 1903.

	NOMBRE d'unions.	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.
Unions patronales.	{ de même profes-	locales ou régio-	
		nales.....	40
		nationales.....	20
	{ de professions di-	locales ou régio-	
		nales.....	17
		nationales.....	5
			333
			597
			300
			273
			51,367
			45,353
			28,443
			32,542

		NOMBRE d'unions.	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.	
Unions ouvrières.	{ de même profes- sion.....	locales ou régio- nales.....	39	368	55,501
		nationales.....	45	1.071	252,770
	{ de professions di- verses.....	locales ou régio- nales.....	49	753	211,898
		nationales.....	1	32	164,598

Quant aux unions mixtes, elles peuvent affecter deux types assez différents : elles peuvent grouper des associations déjà mixtes ou à la fois des associations patronales et ouvrières. Il existait, au commencement de 1903, 4 unions de syndicats mixtes groupant 16 associations mixtes avec 591 adhérents et 7 unions mixtes groupant 38 associations patronales et ouvrières avec 1,813 adhérents.

Voici les unions patronales nationales de même profession les plus importantes par le nombre de leurs adhérents.

	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.
Syndicat général de la boucherie française (1894).....	48	6,421
Syndicat général de la boulangerie française (1889).....	77	5,613
Union des syndicats de la boulangerie française (1890).....	52	3,090
Fédération des syndicats de charcutiers de France (1891).....	62	2,971
Union générale des syndicats patronaux des hôteliers (1893).....	14	2,047
Union des syndicats médicaux de France (1885).....	52	3,304
Syndicat général du commerce en gros des vins (1895).....	126	7,766
Union fédérale des chambres syndicales des débitants de boissons (1897).....	40	5,000
Union des industries métallurgiques et minières (1901).....	16	2,101
Union des syndicats patronaux des industries textiles de France (1901).....	54	2,862

Les cinq unions patronales nationales de professions diverses sont les suivantes :

	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.
Comité central des chambres syndicales (1867) ⁽¹⁾	16	8,310
Alliance syndicale du commerce et de l'industrie (1889) ⁽²⁾	82	9,900
Syndicat général du commerce et de l'industrie (1886) ⁽³⁾	89	8,904
Fédération générale des chambres syndicales de l'industrie, du bâti- ment et des travaux publics (1900) ⁽⁴⁾	51	5,066
Syndicat central des unions fédérales (1901) ⁽⁵⁾	5	362

Toutes ces unions ont leur siège social à Paris, sauf l'Union fédérale des

⁽¹⁾ Siège : 44, rue de Rennes.

⁽²⁾ Siège : 10, rue de Lanery.

⁽³⁾ Siège : 163, rue Saint-Honoré.

⁽⁴⁾ Siège : 3, rue de Lutèce. — Cette fédération, quoique comprenant surtout des syndicats du bâtiment et des travaux publics, admet cependant des syndicats d'autres professions (transports, maréchaux-ferrants, carrossiers, selliers).

⁽⁵⁾ Siège : Bourse du commerce.

chambres syndicales des débitants de boissons, qui, restreinte nominativement à la vallée du Rhône et étendue en fait à toute la France, a son siège social à Lyon.

Les unions nationales ouvrières les plus importantes d'après le nombre de leurs adhérents étaient, au commencement de 1903, d'après l'*Annuaire des syndicats*.

	NOMBRE d'associations adhérentes.	NOMBRE d'adhérents.
Fédération nationale des mineurs (1880) (Saint-Étienne) ⁽¹⁾	16	56,692
Union fédérale des ouvriers métallurgistes (1890) (Paris).....	106	29,071
Fédération française des travailleurs du livre (1881) (Paris).....	161	10,313-
Fédération nationale des tabacs (1891) (Paris).....	21	9,817
Fédération nationale du personnel civil des établissements militaires (1901) (Saint-Étienne).....	15	7,205
Fédération des mouleurs (1894) (Paris).....	90	6,920
Fédération nationale des employés (1893) (Paris).....	17	15,460
Fédération des ouvriers mécaniciens (1899) (Paris).....	21	6,361
Fédération nationale des syndicats d'ouvriers coiffeurs (1901) (Paris).....	15	8,022
Fédération des employés de France (1894) (Rouen).....	25	5,293
Fédération nationale des travailleurs de l'habillement (1900) (Paris).....	22	1,865
Fédération lithographique (1884) (Paris).....	21	2,811
Fédération des cuirs et peaux (1893) (Paris).....	33	2,752
Fédération culinaire (1884) (Paris).....	30	2,978
Fédération nationale des syndicats de la peinture (1900) (Paris).	21	2,562
Fédération nationale des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens (1876) (Paris).....	10	2,231
Fédération nationale des maçons, tailleurs de pierre, plâtriers, cimentiers, carreleurs (1902) (Marseille).....	64	5,655
Fédération nationale des syndicats de bûcherons de France (1902) (Guerche-sur-l'Aubois).....	38	4,470
Fédération nationale de l'industrie textile de France (1902) (Lille).	43	34,705
Fédération nationale des syndicats de la voiture (1898).....	22	3,324

A côté de ces fédérations on peut ranger certaines associations, qui, bien que portant le nom de syndicats, peuvent être considérées comme l'équivalent d'une union, d'autant plus qu'elles sont généralement divisées en sections locales. Tel est le cas du Syndicat national des travailleurs des chemins de fer dont le siège est à Paris et qui groupe, d'après l'*Annuaire des syndicats*, 37,321 adhérents répartis sur tout le territoire.

Beaucoup d'unions locales de syndicats ouvriers de diverses professions se confondent avec les bourses du travail. (Voir plus loin).

Il n'existe qu'une union nationale d'associations ouvrières de professions diverses,

⁽¹⁾ La date entre parenthèses est la date de la fondation, la ville entre parenthèses est le siège social.

c'est la Confédération générale du travail qui siège à Paris à la Bourse du travail et qui groupe 32 associations avec 164,598 membres ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne les institutions créées par les diverses unions de syndicats :

	UNIONS de syndicats patronaux.	UNIONS de syndicats ouvriers.	UNIONS MIXTES ou de syndicats mixtes.
Bureaux et offices de placement.....	7	73	3
Bibliothèques professionnelles.....	11	56	9
Caisses de secours mutuelles.....	"	7	5
Secours divers.....	2	8	1
Caisses de chômage.....	"	11	"
Secours de route.....	"	13	"
Cours et écoles professionnels.....	5	32	"
Laboratoires d'analyses.....	"	"	"
Caisses de crédit mutuel.....	"	"	"
Sociétés coopératives de consommation, éconômats.....	"	"	"
Associations ouvrières de production.....	"	"	"
Champ d'expériences.....	1	"	"
Publications.....	28	42	"
	54	242	23

III. — Bourses du travail.

D'après l'*Annuaire des syndicats*, il existait, au commencement de 1903, 94 bourses du travail, renfermant 1,871 syndicats avec 288,036 membres; au 1^{er} janvier 1902, les bourses groupaient 2,054 syndicats et 446,368 adhérents ⁽²⁾.

Les bourses du travail ne sont pas de simples offices de placement, elles servent aussi de siège social à des unions de syndicats ouvriers qui se proposent : d'un côté, de défendre et de faire triompher tous les intérêts qui leur sont communs; de l'autre, d'organiser des réunions, des cours, des conférences, des publications et des bibliothèques. La bourse du travail se confond le plus souvent avec l'union de syndicats qu'elle abrite, 67 bourses du travail comprenant un total de 977 syndicats ont formé la Fédération des bourses du travail de France et des colonies, qui siège à la Bourse du travail de Paris.

Le tableau suivant donne, par département, d'après l'*Annuaire des syndicats*, l'indication des Bourses du travail existant au commencement de 1903.

⁽¹⁾ La Fédération des Bourses du travail, dont il est question plus loin peut être également considérée comme une union nationale de syndicats de professions diverses.

⁽²⁾ La diminution apparente du nombre des syndicats et des syndiqués adhérents aux Bourses du travail provient de ce que la Bourse indépendante de Paris, qui accusait l'année dernière un effectif de 317 syndicats avec 163,492 membres, n'a pas fourni de chiffre pour 1903.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.		SUBVENTION ANNUELLE		SYNDI- CATS ADHÉ- RENTS au 1 ^{er} janvier 1903.	EFFECTIFS des SYNDICATS adhé- rents.
			fr.	c.	muni- cipale.	dépar- temen- tale.		
AISNE	Saint-Quentin.....	1901	32,000	00	6,600	"	25	2,134
ALLIER.....	Commentry.....	1896	"	"	300	"	3	499
	Montluçon.....	1900	"	"	"	"	9	2,270
ALPES-MARITIMES.....	Nice.....	1893	9,500	00	8,000	800	20	2,245
	Nice (B ^{re} indép ^{te}).....	1902	"	"	"	"	18	1,893
AUDE.....	Carcassonne.....	1897	2,000	00	2,500	400	13	620
	Narbonne.....	1893	"	"	3,500	400	14	1,262
BOUCHES-DU-RHÔNE	Aix.....	1896	1,400	00	1,200	1,000	6	308
	Arles.....	1901	3,000	00	1,000	1,000	1	26
	Marseille.....	1888	33,000	00	11,500	8,700	96	18,870
CANTAL.....	Aurillac.....	1898	4,000	00	"	"	5	252
CHARENTE.....	Angoulême.....	1893	1,000	00	3,000	1,000	16	957
	Cognac.....	1892	"	"	1,200	500	12	238
	Rocheftort.....	1900	9,680	00	"	"	10	1,723
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	La Rochelle.....	1900	"	"	1,000	"	10	956
	Saintes.....	1901	200	00	"	"	8	513
	Tourges.....	1897	1,000	00	3,000	1,000	24	2,919
CHER.....	Mehun-sur-Yèvre.....	1902	"	"	"	"	"	"
	Vierzon-ville.....	1898	"	"	1,600	800	16	1,298
CORRÈZE.....	Brives.....	1900	899	80	300	100	12	358
	Tulle.....	1899	"	"	1,000	100	9	273
CÔTE-D'OR.....	Dijon.....	1893	10,000	00	"	"	22	1,244
DORDOGNE.....	Périgueux.....	1898	"	"	1,000	100	11	297
DOUBS.....	Besançon.....	1894	"	"	3,000	300	18	745
DRÔME.....	Romans.....	1901	351	20	1,500	200	12	1,111
	Valence.....	1896	300	00	1,000	500	12	652
GARD.....	Alais.....	1901	1,200	00	1,000	100	7	603
	Nîmes.....	1887	27,138	00	3,650	"	20	696
GARONNE (HAUTE-).....	Toulouse.....	1890	3,000	00	10,820	599	65	6,750
GIRONDE.....	Bordeaux.....	1890	16,600	00	12,600	"	79	10,019
	Agde.....	1900	"	"	1,000	1,000	4	438
HÉRAULT.....	Beziers.....	1891	4,500	00	3,500	1,000	19	802
	Cette.....	1902	1,000	00	5,000	1,000	26	3,085
	Montpellier.....	1891	4,635	00	6,620	1,000	22	797
ILLE-ET-VILAINE.....	Fougères.....	1900	2,500	00	2,500	300	10	2,009
	Rennes.....	1893	1,270	00	2,500	3,000	25	1,836
INDRE.....	Châteauroux.....	1901	250	00	2,300	300	16	2,190
INDRE-ET-LOIRE.....	Tours.....	1891	1,000	00	7,200	500	25	1,034
ISÈRE.....	Grenoble.....	1893	4,000	00	3,000	"	39	2,996
	Voiron.....	1898	"	"	150	"	9	505
JURA.....	Lons-le-Saunier.....	1900	"	"	"	"	4	82
LOIR-ET-CHER.....	Blois.....	1901	"	"	200	200	10	933
	Romane.....	1899	8,500	00	3,600	"	17	1,449
LOIRE.....	Saint-Clément.....	1901	"	"	500	"	8	1,505
	Saint-Étienne.....	1888	13,000	00	17,765	"	38	14,075
LOIRE (HAUTE-).....	Le Puy.....	1891	"	"	"	"	7	144
	Sainte-Florine.....	1897	"	"	"	"	3	517
LOIRE-INFÉRIEURE.....	Nantes.....	1893	5,000	00	7,800	"	45	4,154
	Saint-Nazaire.....	1892	"	"	1,490	"	19	2,523
LOIRET.....	Orléans.....	1899	"	"	2,000	"	9	475
LOT-ET-GARONNE.....	Agén.....	1900	"	"	1,000	500	18	781
	Villeneuve-sur-Lot.....	1892	100	00	200	300	7	190
	Angers.....	1892	1,300	00	3,700	"	33	2,048
MAINE-ET-LOIRE.....	Cholet.....	1891	400	00	1,800	"	17	1,167
	Saumur.....	1893	500	00	1,200	"	14	423
MARNE.....	Reims.....	1902	"	"	"	"	29	3,816
MARNE (HAUTE-).....	Châteauvillain.....	1893	"	"	250	"	7	660
MAYENNE.....	Laval.....	1901	750	00	2,000	"	6	1,079
NIÈVRE.....	Nevers.....	1895	1,400	00	800	1,000	21	1,184
NORD.....	Lille.....	1902	"	"	"	"	5	1,115
OISE.....	Créil.....	1901	"	"	200	"	13	1,353
OISE.....	Alençon.....	1900	"	"	700	"	9	236
PAS-DE-CALAIS.....	Boulogne-sur-Mer.....	1892	1,000	00	2,000	"	12	746
	Calais.....	1900	3,900	00	4,000	"	6	1,760

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	FRAIS D'INSTALLATION supportés par les budgets municipaux.	SUBVENTION ANNUELLE		SYNDI- CATS ADHÉ- RENTS au 1 ^{er} janvier 1903.	EFFEC- TIFS des SYNDICATS adhé- rents.
				muni- cipale.	dépar- temen- tale.		
			fr. c.	fr.	fr.		
PUY-DE-DÔME.....	Clermont-Ferrand....	1898	"	1,200	1,150	25	1,611
	Thiers.....	1902	"	"	"	8	356
PYRÉNÉES (HAUTES-).	Bagnères-de-Bigorre...	1900	"	"	"	4	98
	Tarbes.....	1902	"	"	"	5	116
PYR.-ORIENTALES.....	Perpignan.....	1893	900 00	3,500	"	19	765
RHIN (HAUT-).	Belfort.....	1899	175 00	3,500	600	15	1,888
RHÔNE.....	Lyon.....	1891	35,524 00	10,000	"	103	12,846
	Lyon (B ^{re} indép.)...	1902	"	"	"	18	549
SAÔNE-ET-LOIRE.....	Chalon-sur-Saône.....	1893	"	200	"	8	377
SARTHE.....	Le Mans.....	1895	15,900 00	3,500	"	21	996
	Boulogne-sur-Seine...	1893	"	200	"	8	263
	Clichy.....	1894	"	"	"	4	247
SEINE.....	Issy-les-Moulineaux...	1895	"	200	"	4	242
	Levallois-Perret.....	1900	"	2,000	"	5	213
	Paris (B ^{re} centrale)...	1887	2,872,372 00	"	"	257	120,643
	Paris (B ^{re} indép.)...	1901	"	"	"	"	"
SEINE-INFÉRIEURE.....	Elbeuf.....	1899	3,000 00	1,905	"	10	3,884
	Rouen.....	1896	"	"	"	29	2,582
SEINE-ET-OISE.....	Versailles.....	1896	"	1,000	100	13	514
SÈVRES (DEUX-).	Niort.....	1895	"	1,000	"	16	585
SOMME.....	Amiens.....	1895	"	2,000	3,000	20	4,860
TARN.....	Albi.....	1899	4,100 00	1,000	"	7	1,164
VAR.....	Toulon.....	1889	534 00	"	"	25	3,801
VIENNE.....	Poitiers.....	1899	"	1,500	100	13	503
VIENNE (HAUTE-).	Limoges.....	1896	16,000 00	9,000	1,000	43	4,446
ALGÉRIE.....	Alger.....	1892	4,500 00	3,900	1,500	22	2,541
	Mustapha.....	1899	3,880 00	2,485	1,000	8	241
CONSTANTINE.....	Constantine.....	1897	500 00	3,000	1,000	13	665
ORAN.....	Oran.....	1892	"	600	2,500	16	960
GUADELOUPE (LA)....	Pointe-à-Pitre.....	1901	"	"	"	7	222
TOTAUX.....	.....	.....	3,166,159 00	197,345	48,550	1,871	288,036

8 bourses du travail ont été fondées en 1902 ⁽¹⁾ : Nice (bourse indépendante), Mehun-sur-Yèvre, Cette, Reims, Lille, Thiers, Tarbes, Lyon (bourse indépendante). Il en avait été fondé 12 en 1901 et 12 en 1900.

⁽¹⁾ Pour les années antérieures à 1902, voir *Bulletin de l'Office du travail*, février 1901, page 122 et février 1903, p. 99 et suiv.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES **DE PRODUCTION, DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE** **AU 31 JUILLET 1903.**

(D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES PRÉFETS.)

A. — Sociétés coopératives de production.

On trouvera ci-après le classement par professions et par départements des associations ouvrières de production en France. Celles-ci étaient au nombre de 335 au 31 juillet 1903. On en comptait 323 (non compris la Tunisie) au 31 juillet 1902, 294 au 1^{er} janvier 1901, 247 au 1^{er} juillet 1900 et 246 au 1^{er} juillet 1899.

I. — LISTE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE D'INDUSTRIES.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Afficheurs	1	Cimenteurs et paveurs	1
Ameublement	2	Ciments et chaux (Fabrique de)	2
Alimentation (Ouvriers de l')	3	Clisseuses	1
Allumeurs de lampes	1	Cochers	17
Automobiles (Ouvriers en)	1	Coiffeurs	3
Balaisiers et brossiers	1	Comptables	2
Bâtiment en général (Ouvriers du)	12	Conserves alimentaires	1
Bières et eaux gazeuses	1	Construction d'habitations à bon mar- ché	4
Biseauteurs et polisseurs de glaces	5	Constructions maritimes	1
Blanchisseurs	2	Cordiers	1
Bouchers	1	Cordonniers	12
Boucheonniers	2	Cordonniers et galochiers	1
Boulangers	2	Corroyeurs	1
Bourreliers (colliers anglais)	1	Cotonniers	1
Boutonniers en os	1	Couteliers	1
Brossiers	3	Couvreurs	3
Bûcherons	1	Couvreurs-plafonneurs	1
Camionnage	1	Couvreurs-plombiers	1
Carreleurs-marbriers	1	Couvreurs-plombiers-zingueurs	2
Carriers	2	Cuir (Fabrique de)	1
Carriers et tailleurs de pierre	1	Décatisseurs-apprêteurs	1
Carriers, tailleurs de pierres et voitu- riers	1	Décoration du bâtiment, fabrication et décoration du meuble	1
Carriers et bûcherons	1	Dessinateurs-chromistes	1
Cartonniers	1	Dessin industriel	1
Casquettiers	1	Diamantaires	3
Casseurs de pierres	3	Distillateurs	1
Chambre consultative des associations de production	1	Doreurs sur bois	1
Charbonniers du port	1	Draperie (Fabrique de)	1
Charpentiers	8	Ebénistes	3
Charpentiers et menuisiers	2	Ebénistes et menuisiers	2
Charpentiers et foudriers	1	Ebénistes, menuisiers et tapissiers	1
Charpentiers, maçons, terrassiers et tailleurs de pierre	1	Ebénistes, menuisiers et ornements en bois	1
Charpentiers et serruriers	1	Ebénistes, tourneurs et scieurs	1
Chauffage (appareils de)	1	Éclairage (Fabrique d'appareils d')	1
Chaussonniers	2	Employés	2
Chicorée (fabrication de)	1	Équipement et chaussures militaires	2
Chiffonniers	1	Ferblantiers	1

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Ferblantiers-plombiers-zingueurs....	2	Peintres, décors et vitriers.....	2
Fondeurs.....	3	Peintres, vitriers et papiers peints...	1
Fondeurs d'art, bronze et cuivre....	1	Peinture (Fabrique de produits de)...	1
Fondeurs de fonte et de fer.....	2	Photographes.....	3
Fondeurs de cuivre.....	1	Photographie (Fabrique d'instru- ments de).....	1
Fonderies, lamineries et tréfileries..	1	Photgraveurs.....	1
Frotteurs-encaustiqueurs.....	1	Pianos (Facteurs de).....	1
Fournitures militaires.....	2	Piqueurs de grès.....	1
Fumistes.....	1	Phosphates (Exploitation des).....	1
Glaces (Tailleurs de).....	2	Plâtriers.....	1
Granitiers.....	1	Plâtriers et plafonneurs.....	1
Granitiers et poseurs de granit.....	1	Potiers d'étain.....	1
Graveurs sur étoffes et papiers peints.	1	Rampistes.....	1
Grillageurs.....	1	Replanisseurs de parquets.....	1
Habilleinent en général.....	1	Sabotiers.....	1
Horlogers.....	2	Sacs en papier (Fabrique de).....	2
Horlogers et bijoutiers.....	1	Scieurs-coupeurs.....	1
Imprimeurs en général.....	6	Sculpteurs-mouleurs.....	1
Imprimeurs et papetiers.....	1	Sculpteurs, décorateurs, ornemanistes.	1
Imprimeurs sur étoffes.....	3	Selliers.....	3
Instruments de précision.....	1	Serruriers.....	6
Instruments de musique (cuivre et bois).....	1	Serruriers-mécaniciens-électriciens..	1
Jardiniers.....	2	Sucreries.....	2
Journaux (Vendeurs de).....	1	Tabletters en nacre.....	1
Lanterniers.....	1	Tailleurs d'habits.....	2
Lapidaires.....	1	Tailleurs de pierre.....	1
Limes (Ouvriers en).....	1	Tanneurs et corroyeurs.....	2
Lithographes.....	1	Tapissiers.....	1
Lunetiers.....	2	Teinture de filets de pêche.....	1
Maçons.....	8	Teinturiers-dégraisseurs.....	1
Maçons et tailleurs de pierre.....	4	Terrassiers.....	2
Manches de parapluie (Fabrique de).	1	Terrassiers et paveurs.....	1
Mécaniciens.....	2	Terrassiers et maçons.....	1
Menuisiers.....	11	Terrassiers et cimentiers.....	1
Menuisiers, ébénistes et charpentiers.	1	Théâtre.....	1
Métallurgistes.....	3	Tisseurs.....	7
Mineurs (houille).....	3	Tôliers.....	1
Modeleurs-mécaniciens.....	1	Tonneliers.....	2
Ornemanistes sur métaux.....	1	Typographes.....	11
Papeterie, réglure.....	1	Typographes, lithographes, graveurs.	1
Parqueteurs.....	1	Vanniers.....	1
Paveurs.....	3	Verriers.....	2
Paveurs et cimentiers.....	1	Vins et bouchons.....	1
Pêcheurs.....	1	Viticulteurs.....	6
Peignes (Fabrique de).....	1	Voiture (Industrie de la).....	2
Peintres.....	10		
Peintres-plâtriers.....	3		
Peintres et vitriers.....	2		
		TOTAL.....	335

II. — LISTE PAR DÉPARTEMENTS.

Ain.....	1	Ariège.....	1
Aisne.....	1	Aube.....	3
Ardenues.....	2	Bouches-du-Rhône.....	4

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Charente	2	Nièvre	2
Charente-Inférieure	5	Nord	4
Cher	4	Oise	8
Corrèze	3	Pas-de-Calais	1
Doubs	2	Puy-de-Dôme	3
Eure	2	Pyrénées-Orientales	2
Finistère	5	Rhône	16
Gard	4	Saône-et-Loire	5
Garonne (Haute-)	1	Sarthe	2
Gers	1	Seine	155
Gironde	16	Seine-Inférieure	2
Hérault	3	Seine-et-Marne	1
Ile-et-Vilaine	6	Seine-et-Oise	1
Indre	3	Sèvres (Deux-)	1
Indre-et-Loire	2	Somme	3
Isère	6	Tarn	4
Jura	3	Vendée	2
Loire	9	Vienne	5
Loire-Inférieure	3	Vienne (Haute-)	11
Loiret	2	Yonne	2
Lot-et-Garonne	4	Alger	1
Maine-et-Loire	2	Oran	1
Meurthe-et-Moselle	2		
Morbihan	1		
		TOTAL	335

B. — Sociétés coopératives de consommation.

LISTE PAR DÉPARTEMENTS.

(D'après les renseignements fournis par les préfets.)

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT QUE DE BOULANGERIE.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT DE VENTES DIVERSES.			
	TOTAL des sociétés au 31 juillet 1903.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 31 juillet 1903.	TOTAL des sociétés au 31 juillet 1903.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 31 juillet 1903.
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	
AIN.....	3	2	223	1	12	4	1,021	8
AISNE.....	21	11	1,746	10	16	3	2,273	13
ALLIER.....	2	2	340	"	9	9	4,005	"
ALPES (BASSES-).....	"	"	"	"	1	1	352	"
ALPES (HAUTES-).....	"	"	"	"	1	"	"	1
ALPES-MARITIMES.....	"	"	"	"	5	"	"	5
ARDÈCHE.....	3	2	271	1	8	4	513	4
ARDENNES.....	18	8	1,579	5	55	17	3,153	38
AUBE.....	1	"	"	1	14	3	1,200	11
AUDE.....	3	"	"	3	1	"	"	1
AVEYRON.....	10	6	1,696	4	1	"	"	1
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	18	4	896	9	11	2	385	9
CALVADOS.....	"	"	"	"	3	"	"	3
CANTAL.....	2	"	"	2	1	"	"	1

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT QUE DE BOULANGERIE.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT DE VENTES DIVERSES.			
	TOTAL des sociétés au 31 juillet 1903.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 31 juillet 1903.	TOTAL des sociétés au 31 juillet 1903.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 31 juillet 1903.
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	
CHARENTE.....	13	3	404	10	6	3	1,637	3
CHARENTE-INFÉRIEURE...	156	58	11,091	98	(1) 2	"	"	2
CHER.....	4	"	"	4	9	3	1,563	6
CORRÈZE.....	2	2	654	"	"	"	"	"
CÔTE-D'OR.....	2	2	212	"	8	8	1,998	"
CREUSE.....	"	"	"	"	1	1	850	"
DORDOGNE.....	7	7	2,493	"	1	1	314	"
DOUBS.....	4	"	"	4	27	11	2,824	16
DRÔME.....	"	"	"	"	11	4	919	7
EURE.....	"	"	"	"	7	7	1,470	"
EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	"	5	2	3,338	3
FINISTÈRE.....	1	1	279	"	4	3	1,203	1
GARD.....	12	7	1,334	5	12	5	1,172	7
GARONNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	2	1	70	1
GERS.....	6	5	702	1	1	1	106	"
GIRONDE.....	41	41	6,144	"	8	8	3,110	"
HÉRAULT.....	2	2	441	"	5	5	876	"
ILLE-ET-VILAINE.....	"	"	"	"	3	"	"	3
INDRE.....	2	1	141	1	2	1	168	1
INDRE-ET-LOIRE.....	23	16	3,891	7	6	1	237	5
ISÈRE.....	"	"	"	"	55	15	1,284	40
JURA.....	"	"	"	"	15	15	3,087	"
LANDES.....	2	1	255	1	1	"	"	1
LOIR-ET-CHER.....	4	3	977	1	3	2	756	1
LOIRE.....	14	7	1,935	7	40	12	5,264	28
LOIRE (HAUTE-).....	2	"	"	2	5	3	360	2
LOIRE-INFÉRIEURE.....	3	1	81	2	13	4	1,890	9
LOIRET.....	3	1	97	2	3	1	291	2
LOT.....	2	"	"	2	"	"	"	"
LOT-ET-GARONNE.....	2	"	"	2	1	"	"	1
LOZÈRE.....	1	1	122	"	"	"	"	"
MAINE-ET-LOIRE.....	6	"	"	6	11	4	1,686	7
MANCHE.....	"	"	"	"	8	5	4,441	73
MARNE.....	"	"	"	"	4	3	847	1
MARNE (HAUTE-).....	1	1	149	"	(2) 9	"	"	9
MAYENNE.....	1	"	"	1	2	"	"	2
MEURTHE-ET-MOSELLE...	1	1	81	"	(3) 13	3	3,132	10
MEUSE.....	3	3	265	"	4	4	1,364	"
MORBIHAN.....	15	10	3,305	5	2	"	"	2
NIÈVRE.....	6	4	719	2	9	5	2,450	4
NORD.....	32	13	4,892	19	84	12	4,717	72
OISE.....	3	1	310	2	9	1	180	8
ORNE.....	"	"	"	"	1	"	"	1
PAS-DE-CALAIS.....	3	1	774	2	47	14	3,641	33
PUY-DE-DÔME.....	3	"	"	3	4	"	"	4
PYRÉNÉES (BASSES-).....	1	"	"	1	2	1	533	1
PYRÉNÉES (HAUTES-)...	"	"	"	"	3	1	100	2
PYRÉNÉES-ORIENTALES...	"	"	"	"	1	"	"	1
RHIN (HAUT-).....	1	1	368	"	11	4	1,347	7
RHÔNE.....	32	13	2,959	19	55	11	5,762	44
SAÔNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	9	5	1,463	4
SAÔNE-ET-LOIRE.....	64	36	3,951	28	37	16	2,278	21
SARTHE.....	9	3	645	6	2	2	928	"

(1) Sans compter l'épicerie coopérative des chemins de fer de l'État à Saintes, gérée par l'Administration de cette exploitation.

(2) Non compris deux économats de Pont-Varin à Wassy et des forges de Saint-Dizier.

(3) Non compris deux économats patronaux de Cirey et de Blainville-sur-l'Eau.

DÉPARTEMENTS.	SOCIÉTÉS NE S'OCCUPANT QUE DE BOULANGERIE.				SOCIÉTÉS S'OCCUPANT DE VENTES DIVERSES.					
	TOTAL des sociétés au 31 juillet 1903.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 31 juillet 1903.	TOTAL des sociétés au 31 juillet 1903.	Sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.		Sociétés dont on ne connaît pas le nombre de membres au 31 juillet 1903.		
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.			
SAVOIE.....	"	"	"	"	5	2	818	3		
SAVOIE (HAUTE-).....	"	"	"	"	1	"	"	1		
SEINE.....	1	"	"	1	115	20	26,685	95		
SEINE-INFÉRIEURE.....	1	"	"	1	21	3	2,362	18		
SEINE-ET-MARNE.....	11	7	1,088	4	5	1	292	4		
SEINE-ET-OISE.....	4	4	1,141	"	26	7	1,511	19		
SÈVRES (DEUX-).....	54	32	6,869	22	12	1	60	11		
SOMME.....	6	1	240	5	9	3	881	6		
TARN.....	3	"	"	3	5	1	38	4		
TARN-ET-GARONNE.....	1	"	"	1	2	"	"	2		
VAR.....	2	1	41	1	8	3	270	5		
VAUCLUSE.....	8	6	754	2	2	"	"	2		
VENDÉE.....	28	13	2,963	15	5	3	596	2		
VIENNE.....	7	3	1,248	4	2	"	"	2		
VIENNE (HAUTE-).....	5	2	469	3	3	"	"	3		
VOSGES.....	"	"	"	"	23	3	920	20		
YONNE.....	16	12	1,727	4	6	2	425	4		
ALGER.....	"	"	"	"	2	2	1,001	"		
CONSTANTINE.....	1	"	"	1	2	"	"	2		
TOTAUX.....	708	362	72,962	346	975	302	118,417	673		

Au 31 juillet 1902, on comptait 703 sociétés ne s'occupant que de boulangerie et 938 sociétés s'occupant de ventes diverses. (Voir le détail au *Bulletin* de septembre 1902, p. 602 et 603.)

C. — Sociétés de crédit et banques populaires au 31 juillet.

	Nombre de sociétés.		Nombre de sociétés.
Alpes-Maritimes.....	5	Loire.....	1
Charente.....	3	Morbihan.....	1
Garonne (Haute-).....	2	Pyrénées (Hautes-).....	1
Gers.....	1	Rhône.....	3
Indre-et-Loire.....	7	Saône-et-Loire.....	2
Isère.....	3	Seine.....	6
Jura.....	5		
Loir-et-Cher.....	2	TOTAL.....	36

RÉUNION

DE LA COMMISSION DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS

À BÂLE LES 9, 10 ET 11 SEPTEMBRE 1903.

L'assemblée des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, qui s'est tenue à Cologne du 22 au 25 septembre 1903 ⁽¹⁾, avait chargé une commission, 1° de rechercher les moyens d'introduire l'interdiction générale du travail de nuit des femmes et d'examiner comment les exceptions pourraient être progressivement supprimées; 2° de rechercher les voies et moyens aptes à faire disparaître les dangers que présente pour la santé des ouvriers l'emploi du phosphore blanc et du plomb et à amener par entente internationale la prohibition du phosphore blanc et la suppression de l'emploi du blanc de céruse.

Cette commission, à laquelle chaque section nationale avait le droit d'élire deux délégués, devait déposer son rapport dans les deux ans. La commission devait appeler en consultation des personnes compétentes choisies dans les milieux ouvriers et patronaux: de plus, les gouvernements pouvaient s'y faire représenter ⁽²⁾.

Les rapports adressés à l'Association et à l'Office international du travail sur les diverses questions soumises furent réunis en deux volumes et publiés au mois d'août 1903, avec une introduction de M. Stéphan Bauer, directeur de l'Office international du travail, à Bâle, indiquant l'histoire et l'état actuel de ces questions dans les différents pays ⁽³⁾.

A la suite de cette publication, la commission s'est réunie à Bâle les 9, 10 et 11 septembre 1903 dans la salle du conseil municipal pour discuter les conclusions des rapports. Après de longues discussions elle a adopté, les 10 et 11 septembre, les résolutions suivantes:

a) Interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.

En exécution du mandat que lui a donné à Cologne l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, la commission charge le bureau de s'adresser au Conseil fédéral de la Confédération suisse pour le prier de bien vouloir prendre l'initiative d'une conférence internationale ayant pour but l'interdiction, par voie de convention internationale, de l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes.

Le bureau sera chargé, d'accord avec une sous-commission, de remettre avant le 1^{er} mars

⁽¹⁾ Voir le compte rendu de cette assemblée dans le *Bulletin de l'Office du travail*, décembre 1903, p. 873 et suivantes.

⁽²⁾ La section française était représentée au sein de la commission par MM. Millerand et Lemire, députés, et M. Keufer, délégué de la Fédération du livre et vice-président du Conseil supérieur du travail. Le Gouvernement français avait envoyé, pour le représenter, M. Arthur Fontaine, directeur du Travail.

⁽³⁾ Les deux volumes ont été publiés simultanément en français et en allemand chez Gustave Fischer, à Léna:

Édition française: *Le travail de nuit des femmes dans l'industrie*, rapports sur son importance et sa réglementation légale. — *Les industries insalubres*, rapports sur leurs dangers et les moyens de les prévenir, particulièrement dans l'industrie des allumettes et celles qui fabriquent ou emploient des couleurs de plomb.

Édition allemande: *Die gewerbliche Nachtarbeit der Frauen*, Berichte über ihren Umfang und ihre gesetzliche Regelung. — *Die gesundheitsgefährliche Industrien*, Berichte über ihre Gefahren und deren Verhütung, insbesondere in der Zündhölzchenindustrie und in der Erzeugung und Verwendung von Bleifarben.

1904 aux différents gouvernements un mémoire explicatif sur la question du phosphore blanc; il fera parvenir ce mémoire aux gouvernements représentés auprès du Comité par l'intermédiaire de leurs délégués respectifs. Le mémoire sera adressé directement aux autres gouvernements par les soins du bureau.

b) Le plomb et les couleurs de plomb.

I. — La commission estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder par voie d'accords internationaux en ce qui concerne l'emploi de la céruse dans l'industrie de la peinture.

Elle est d'avis que cette question ne soulève aucune difficulté sérieuse de concurrence internationale et que la question plus générale de la réglementation relative au plomb et à ses composés serait plus utilement l'objet d'une conférence internationale.

II. — La commission est d'avis qu'il y a lieu pour le bureau et pour les sections nationales de poursuivre énergiquement dans chaque pays l'interdiction d'employer la céruse dans les travaux de peinture publics ou privés. Les sections nationales sont invitées à adresser au bureau, avant le 1^{er} mars 1904, un rapport sur les démarches qu'elles auront faites en vue d'arriver à la suppression de l'emploi du blanc de céruse dans la peinture. Le bureau rendra compte à la prochaine réunion du Comité des démarches qui auront été faites auprès des gouvernements.

III. — La commission a chargé son comité de rédaction d'arrêter le texte d'un vœu invitant les sections nationales à procéder, avec l'aide des gouvernements et en se basant sur la toxicité du plomb et sur les dangers inhérents aux industries manipulant le plomb et ses composés, à des enquêtes sur les mesures de nature à protéger la santé des travailleurs et sur les produits qui peuvent être substitués aux composés plombiques dont l'emploi ne serait pas indispensable. La commission a également émis le vœu que la question du plomb et de ses composés dans son ensemble figurât à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de l'association.

c) Interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie.

En exécution du mandat que lui a donné à Cologne l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, la commission charge le bureau de s'adresser au Conseil fédéral de la Confédération suisse pour le prier de bien vouloir prendre l'initiative d'une conférence internationale ayant pour but l'interdiction, par voie de convention internationale, du travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Le bureau sera chargé, d'accord avec une sous-commission, de remettre, avant le 1^{er} mars 1904 aux différents gouvernements un mémoire explicatif sur la question du travail de nuit des femmes; il fera parvenir ce mémoire aux gouvernements représentés auprès du Comité par l'intermédiaire de leurs délégués respectifs. Le mémoire sera adressé directement aux autres gouvernements par les soins du bureau.

Ce mémoire précisera que l'interdiction du travail de nuit des femmes doit consister à assurer à toutes les ouvrières employées dans un établissement industriel, donc en dehors de leur famille, un repos de douze heures consécutives du soir au matin. Il expliquera les différentes résolutions votées par la commission.

I. — Des dispenses pourront être prévues, pour le cas d'accident imminent ou survenu.

II. — Les ouvrières appelées à travailler des produits susceptibles d'altération très rapide, par exemple ceux de la pêche et de certaines industries fruitières, peuvent actuellement être autorisées à travailler la nuit, chaque fois que cela est nécessaire pour sauver les produits d'une perte inévitable.

III. — Les industries saisonnières et celles dont les besoins sont analogues trouveront dans la disposition transitoire qui fixe à dix heures la durée du grand repos de nuit les heures supplémentaires dont elles peuvent avoir besoin dans l'état actuel de leur organisation.

IV. — Des délais à déterminer pourront être accordés pour la réalisation des réformes.

d) Travail à domicile.

La commission, s'inspirant des discussions sur l'interdiction du travail de nuit des femmes, tient pour nécessaire qu'une enquête soit établie dans les divers pays concernant le travail industriel à domicile, et en particulier concernant l'influence de la législation actuelle pour la protection des travailleurs sur ce travail.

Elle prie le bureau à faire une proposition dans ce sens à la prochaine réunion du Comité de l'Association.

LE XI^e CONGRÈS INTERNATIONAL D'HYGIÈNE ET DE DÉMOGRAPHIE.

Le XI^e Congrès international d'hygiène et de démographie s'est tenu à Bruxelles du 2 au 8 septembre 1903 ⁽¹⁾.

Le Congrès avait été divisé en deux divisions : hygiène et démographie. La première se subdivisait en 7 sections : 1° bactériologie, microbiologie et parasitologie appliquées à l'hygiène : Zoonoses; 2° hygiène alimentaire : sciences chimiques et vétérinaires appliquées à l'hygiène; 3° technologie sanitaire : sciences de l'ingénieur et de l'architecte appliquées à l'hygiène; 4° hygiène industrielle et professionnelle; 5° hygiène des transports en commun; 6° hygiène administrative : prophylaxie des maladies transmissibles; habitations ouvrières; hygiène infantile; 7° hygiène coloniale.

On s'était attaché à ne soumettre aux sections qu'un nombre limité de questions, afin d'en permettre un examen approfondi et, pour donner une base solide aux discussions, des rapports avaient été demandés sur chaque question à des savants appartenant à des écoles et des nationalités différentes. Ces rapports avaient été imprimés et distribués aux adhérents du Congrès avant la date fixée pour son ouverture. Ils étaient publiés dans la langue de leurs auteurs et accompagnés d'un résumé en langue française.

Six questions avaient été soumises à l'examen de la quatrième section : 1° l'anquilostomiasie des mineurs; 2° l'hygiène des industries plombiques; 3° la fatigue professionnelle; 4° l'hygiène des salles de filature de lin; 5° le travail dans les couperies de poils; 6° l'hygiène de la petite industrie et de l'industrie à domicile.

Voici sur ces différentes questions les vœux qui ont été adoptés par le Congrès :

a) Ankylostomiasie.

Le Congrès émet le vœu que les prescriptions suivantes soient imposées :

I. — Le dépôt de déjections dans les travaux souterrains des mines, sauf en des endroits déterminés est interdit sous des peines sévères.

II. — Il sera installé à la surface des water-closets convenables et d'un type admis par les autorités sanitaires.

III. — Dans les travaux souterrains seront établis un certain nombre de récipients pour le dépôt des déjections. — Leur entretien sera confié à un personnel spécial.

IV. — Tout ouvrier devra, avant son admission au travail souterrain subir un examen médical au point de vue de l'anquilostomiasie.

⁽¹⁾ Le Ministère du Commerce et de l'Industrie était représenté à ce Congrès par MM. Arthur Fontaine, directeur du Travail, Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, Lucien March, chef des services techniques de l'Office du Travail, Louis Weber, actuaire à la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales.

V. — La déclaration aux autorités compétentes de tout cas d'ankylostomase qui arriverait à la connaissance des chefs d'industrie est obligatoire.

VI. — Le Congrès estime qu'il y a lieu d'attirer l'attention des pouvoirs publics, des ingénieurs et des industriels sur les points suivants :

L'amélioration de la ventilation, l'écoulement régulier des eaux, le nettoyage du sol des mines et l'éloignement des boues du fond des travaux ;

Qu'aucune confiance absolue ne peut être accordée actuellement à aucun antiseptique ;

Que la distribution d'eau potable peut s'imposer dans certains pays ;

La création de dispensaires spéciaux pour l'examen de l'ankylostomase ;

Le Congrès attire tout spécialement l'attention sur la nécessité de développer l'instruction hygiénique des ouvriers mineurs par voie de conférence, tracts, etc. ;

Mais surtout dans les écoles des centres miniers, dans les programmes des écoles primaires, à l'instar de ce qui se pratique contre l'alcoolisme ; dans les écoles industrielles, d'adultes, du soir ; dans les écoles spéciales de mineurs organisées par les grandes exploitations charbonnières, figureront les notions plus élémentaires d'hygiène individuelle, parmi lesquelles un chapitre spécial serait consacré à l'ankylostomase duodénale.

VII. — L'Assemblée adopte aussi un vœu tendant à voir établir des bains-douches et des lavoirs-vestiaires dans les charbonnages comme mesure d'hygiène générale favorable toutefois contre l'ankylostomase.

b) Plomb.

I. — Le Congrès émet le vœu qu'une surveillance médicale régulière placée sous le contrôle administratif, soit rendue obligatoire dans les industries où existent les principales intoxications saturnines et que la déclaration des cas d'intoxication soit obligatoire.

II. — Considérant que le diagnostic précoce de l'intoxication saturnine est encore entouré de nombreuses difficultés, le XI^e Congrès émet le vœu que des recherches nouvelles soient faites dans cette voie et qu'une question relative à ces recherches soit portée à l'ordre du jour du prochain Congrès.

III. — Les usines nouvelles seront conçues ou édifiées conformément à tous les progrès de l'hygiène industrielle.

Les usines existantes qui laisseraient à désirer à cet égard subiront les modifications nécessaires pour qu'il soit satisfait à cette condition dans des délais à déterminer dans chaque cas particulier.

Le Congrès appelle, en outre, l'attention des pouvoirs publics sur le projet de réglementation élaboré par la IV^e section en vue de l'assainissement de cette industrie.

c) Fatigue.

I. — La IV^e section estime que, par suite de l'insuffisance des données scientifiques actuelles, il n'est pas possible encore de fournir des bases numériques quant à l'organisation du travail, en ce qui concerne la fatigue.

II. — La IV^e section émet le vœu qu'il soit porté au programme du prochain Congrès l'étude de la fatigue chez une ou plusieurs professions déterminées, étude qui serait faite au moyen des diverses méthodes actuellement imaginées, en particulier au moyen de l'exploration des attitudes pendant le travail et par l'observation médicale complète.

III. — En vue de la réalisation du vœu précédent, il est extrêmement désirable que les gouvernements facilitent par tous moyens et dans la plus large mesure possible, les études relatives à la fatigue professionnelle.

d) Filatures de lin.

Le Congrès, considérant que le travail, tel qu'il est exécuté actuellement, dans les salles de filage du lin, au continu mouillé, constitue une opération insalubre, nuisible pour la santé, appelle l'attention des pouvoirs publics sur le projet de réglementation préparé par la quatrième section en vue de l'assainissement de cette industrie.

e) Couperies de poils.

I. — Il y a lieu d'encourager les recherches tendant à substituer un procédé inoffensif ou moins nocif au secrétage mercuriel.

II. — Les couperies de poils exposant constamment à des intoxications, il y a lieu d'imposer un examen médical individuel et périodique.

III. — Les vapeurs nuisibles seront enlevées par une ventilation localisée dans l'opération du secrétage.

Les ouvriers revêtiront des vêtements de travail spéciaux pour tous les travaux où l'on manipule les produits toxiques.

On mettra à la disposition des ouvriers des vestiaires, des lavabos et des réfectoires.

La ventilation des ateliers sera particulièrement soignée.

f) Travail à domicile.

I. — Le XI^e Congrès émet le vœu que le travail à domicile n'échappe pas à toute réglementation visant l'intérêt de l'hygiène.

II. — Ne pas considérer la petite industrie comme devant échapper par son caractère aux limitations de durée de travail.

III. — Faire figurer à l'ordre du jour de la division de démographie d'un prochain congrès la question suivante : Peut-on différencier par des caractères positifs et apparents la petite industrie de la grande industrie; dans l'affirmative, quels sont ces caractères?

Personnel des chemins de fer.

Dans la cinquième section sur l'organisation de la propagande hygiénique et de la lutte contre les maladies transmissibles dans le personnel actif des chemins de fer, le Congrès a émis les avis suivants :

La compétence du médecin est incontestable dans l'organisation de la propagande hygiénique dans le personnel actif des chemins de fer.

Son rôle actif est primordial : il doit être appuyé, à cet effet, par les autorités administratives.

Aucun moyen ne doit être négligé pour la propagande; elle se fera le plus efficacement au moyen de notices annexées aux carnets obligatoires d'instruction professionnelle, conférences, tableaux, etc. Pour que les instructions hygiéniques et de préservation soient en rapport avec les genres d'emplois, elles doivent s'appuyer sur des statistiques médicales aussi rapprochées que possible.

Tuberculose.

Dans la sixième section, au sujet de la tuberculose, le Congrès a émis les vœux suivants :

I. — La prophylaxie antituberculeuse incombe plus particulièrement aux pouvoirs publics au moyen d'une application rigoureuse des lois et d'une réglementation concernant la salubrité des habitations au moyen des mesures de police sanitaire prescrites par les lois; au moyen d'une législation sévère sur le *surmenage* et la *durée du travail* des ouvriers (à propos de laquelle il est très désirable qu'il intervienne une entente internationale); au moyen, enfin, d'une extension des réglementations communales, cantonales et régionales, s'inspirant des nécessités locales, professionnelles ou mutualistes.

II. — En ce qui concerne l'assistance aux tuberculeux par les sanatoria populaires, dispensaires, cures d'air, asiles, etc., l'État doit favoriser et aider dans la plus large mesure l'essor de l'initiative privée et des groupements sociaux (départements, provinces, communes, associations philanthropiques et ouvrières, mutualités, etc.) et leur permettre de répandre leurs bienfaits selon l'esprit social et les besoins propres à chaque nation.

III. — Que l'État encourage, par tous les moyens dont il dispose, notamment les *sociétés*

d'habitations à bon marché, les sociétés coopératives de consommation et les ligues contre l'alcoolisme.

Habitations ouvrières.

Enfin, dans la sixième section, les conclusions suivantes ont été adoptées :

A. — La sixième section estime qu'il y a lieu, pour les pouvoirs publics :

I. — De favoriser la construction d'habitations salubres à bon marché et leur acquisition par les classes ouvrières, principalement par des faveurs fiscales et toutes les dispositions propres à créer ou à développer le crédit immobilier.

II. — De prendre des mesures de nature à améliorer les conditions du logement des classes nécessiteuses. Il est désirable notamment de voir les administrations locales et les établissements hospitaliers provoquer, même par voie directe là où les circonstances le requièrent, la construction de maisons à bon marché.

III. — D'obliger les administrations locales à prendre des prescriptions réglementaires suffisantes en tout ce qui touche la salubrité des habitations.

IV. — D'organiser une inspection sanitaire des habitations, indépendante des autorités locales.

Réserve faite, en ce qui concerne l'application du principe ci-dessus dans les divers pays, de la mesure et de la forme dans lesquelles pourrait se manifester l'intervention directe ou indirecte des pouvoirs publics et des établissements d'utilité publique, eu égard aux mœurs, au génie propre des différents pays et à leur situation économique ou sociale.

B. — La section adopte également le vœu suivant :

Rendre plus salubres les habitations occupées maintenant par les pauvres est une question de toute première importance, plus importante même que l'établissement de nouveaux locaux. L'État a le devoir de décréter et de mettre en vigueur des lois et des règlements à cet effet.

Mais le Congrès reconnaît que ceci présente de grandes difficultés si l'on n'obtient la coopération active d'un public régulièrement organisé. Nous émettons le vœu de voir se fonder des sociétés dirigées par des personnes influentes, ayant pour but l'amélioration de l'état sanitaire des locaux existants.

JURISPRUDENCE.

Loi du 21 mars 1884; Syndicat des égoutiers; Service public municipal; Incapacité de constituer un syndicat.

TRIBUNAL DE LA SEINE (9^e CHAMBRE).

(Jugement du 8 juillet 1903.)

Le syndicat des égoutiers de la ville de Paris ayant intenté une action en dommages-intérêts au journal *l'Éclair* pour diffamation, ce journal opposa à cette demande une fin de non recevoir fondée sur ce motif que le syndicat, illégalement constitué, ne pouvait ester en justice. Le tribunal rendit, sur les conclusions du journal, le jugement qui suit :

Attendu qu'aux termes des articles 2 et 3 de la loi du 21 mars 1884, « les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, peuvent se constituer librement sans l'autorisation du Gouvernement », « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles »;

Attendu, en conséquence, que le législateur a affirmé sa volonté de restreindre

les effets de la loi à ceux qui appartiennent, soit comme patrons, soit comme salariés, à l'industrie, au commerce et à l'agriculture; que les travaux préparatoires confirment cette volonté;

Attendu que vainement le syndicat des égoutiers de la ville de Paris invoque les régularisations de forme dont il a été l'objet, son admission à la Bourse du travail et les autres décisions administratives ou ordres du jour de la Chambre des députés qui auraient reconnu et consacré son existence, ou celles de syndicats similaires; toutes ces mesures ne suffisant pas à créer un droit civil nouveau qui ne peut résulter que de la loi;

Que, vainement encore, il argumente de ce que la loi du 30 novembre 1892 (art. 13) aurait admis d'autres professions, celles des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes, à constituer des syndicats professionnels alors que ces professions n'ont pas à étudier ou à défendre des intérêts de la nature de ceux que précise à titre exclusif la loi du 21 mars 1884;

Qu'il est facile de répondre à cette objection que si une disposition législative nouvelle a été jugée nécessaire pour conférer ce droit aux médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes, c'est précisément parce qu'ils ne pouvaient, sans cette disposition, prétendre au bénéfice de la loi de 1884;

Qu'il convient d'ajouter, au surplus, que cette disposition de la loi de 1892 contient explicitement la restriction que les syndicats dont elle autorise la formation pourront défendre leurs intérêts professionnels, mais seulement à l'égard des personnes autres que l'État, les départements et les communes;

Que, par suite, alors même que les égoutiers de Paris obtiendraient, contrairement à la réalité du droit établi par la législation en vigueur, de pouvoir être assimilés aux médecins, ils ne pourraient en se syndiquant, défendre leurs intérêts professionnels à l'encontre du seul patron qui les emploie, et qui est la ville de Paris;

Attendu que la profession d'égoutier, étant à Paris exclusivement relative à un service public d'hygiène et de salubrité dépendant de l'administration de la ville, ne peut comporter l'étude ou la défense d'aucun intérêt économique, industriel, commercial ou agricole, et, par suite, ne permet pas à ceux qui l'exercent de constituer un syndicat en vertu de la loi du 21 mars 1884;

Que leur syndicat, qui paraît exister en la forme, n'a point en réalité d'existence légale, sauf le droit, pour les personnes qui le composent, de se constituer en association sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, ce qu'elles n'ont pas cru devoir faire jusqu'ici ⁽¹⁾;

Qu'il ne peut, en conséquence, former valablement une demande en justice;

Par ces motifs, le tribunal, accueillant la fin de non-recevoir opposée par les défendeurs à l'action, déclare cette action irrecevable en l'état, condamne les demandeurs aux dépens.

Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes; atelier n'employant qu'un seul apprenti; application de la loi.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 27 août 1903.)

La Cour,

... Attendu que R., imprimeur, poursuivi devant le juge de simple police

(1) Voir sur les différences entre la loi du 21 mars 1884 concernant les syndicats professionnels et celle du 1^{er} juillet 1901 concernant le contrat d'association : Bulletin de l'Office du travail, mars 1903, p. 240.

d'Agen, pour diverses infractions à la loi du 2 novembre 1892 a été relaxé sur le motif qu'il n'emploie qu'un seul ouvrier dans son établissement et que l'atelier soumis aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 ne peut s'entendre que de tout local où travaillent un certain nombre d'ouvriers ;

Mais attendu que l'art. 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 résiste à cette interprétation limitative, qu'il est conçu dans les termes les plus larges et que l'ouvrier employé à un travail industriel dans un établissement à ce destiné travaille dans un atelier dans le sens de l'article 1^{er} sus rappelé et doit bénéficier de la protection de la loi soit qu'il travaille seul, soit qu'il soit occupé en commun avec d'autres ;

D'où il suit que le juge de simple police d'Agen, en relaxant Régnier, qui emploie dans son imprimerie un seul apprenti, mineur de 18 ans, a faussement interprété l'art. 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 et violé les dispositions dudit article ;

Par ces motifs,

Casse et annule, etc.

Entreprise de voitures de place ; contrat dit « à la moyenne » ; contrat de louage de services ; application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 23 juin 1903).

La Cour :

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1708, 1709, 1710 du code civil, et par fausse application des articles 1, 2, 3, 8 et 10 de la loi du 9 avril 1898, ainsi que de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, les accidents survenus par le fait du travail aux ouvriers et employés occupés dans les entreprises de transports donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef de l'entreprise ; que la Compagnie générale des voitures est une entreprise de transports ; que les cochers auxquels elle confie ses voitures de place sont ses employés ; qu'elle est civilement responsable de leurs actes ; qu'à la vérité le pourvoi soutient que, s'il en a été ainsi jusqu'en 1888, lorsque les cochers travaillaient à « la feuille », le mode de rémunération dit « à la moyenne », introduit à cette époque et consistant en ce que le cocher remet chaque matin à la Compagnie sur la recette de la veille une somme représentant le loyer de la voiture et du cheval, a transformé le contrat de louage de services en un contrat de louage de choses ;

Mais attendu que cette prétention n'est pas fondée ; qu'en effet, payé d'une façon ou d'une autre, le cocher, que la Compagnie n'engage qu'après s'être assuré de ses aptitudes spéciales, fournit toujours à celle-ci son travail qui consiste à conduire la voiture ; qu'il est l'intermédiaire obligé entre la Compagnie et le public, et que son salaire est représenté par la différence entre le montant total de la recette qu'il a perçu pour le compte de la Compagnie et la somme qui lui sera réclamée le lendemain pour l'emploi du matériel ; que, d'ailleurs, la Compagnie qui impose à ses cochers une livrée, qui leur alloue des gratifications, et qui a établi en leur faveur une caisse de retraites, inscrit chaque année dans les comptes soumis à l'assemblée des actionnaires les sommes qu'elle paye à ses cochers ; que l'arrêt attaqué constate notamment qu'en 1894, cette dépense a figuré pour 4,004,763 francs sous le titre : appointements et salaires ;

Attendu que les liens de subordination, qui attachent les cochers à la Compagnie, font de ceux-ci ses préposés salariés ; qu'ils sont, par suite, en droit de se prévaloir

de la loi du 9 avril 1898; qu'en conséquence, la demande des héritiers du cocher Brun, mort à la suite d'un accident de voiture, procédait bien, et que la Cour de Paris, loin de violer les textes susvisés, en a fait au contraire une exacte application.

Rejette...

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août 1903 ⁽¹⁾. — L'amélioration constante signalée sur le marché depuis mai s'est continuée jusqu'en août, bien qu'avec moins d'intensité.

Grande activité dans le commerce des *charbons* pour les approvisionnements de l'hiver. Marche des affaires satisfaisante dans les *textiles*; ça et là, cependant, quelques signes de ralentissement (tissages, filature des peignés). Travail abondant dans l'*agriculture* qui demande beaucoup de bras. — Par contre, situation toujours difficile dans les *industries du fer* (serrurerie, travaux au tour, etc.); et un certain affaïssissement dans le *bâtiment*, sauf pour une partie des grands centres.

Placement en août 1903. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 83 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'août 1902, une diminution du chômage dans 64 villes, une augmentation dans 19 seulement.

Les placements effectués dans ces 83 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Août 1902....	31,743	16,219	47,962	57,239	13,785	71,024	180.3	85.0	148.1
Août 1903....	40,938	18,993	59,931	63,630	15,171	78,801	155.4	79.9	131.5

Grèves en août 1903. — 25 grèves nouvelles contre 38 en juillet 1903 et 28 en août 1902. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans l'industrie *métallurgique* et la construction des *machines* (8); puis dans le *bâtiment* (6).

Le mouvement syndical en 1902 ⁽²⁾. — Les associations syndicales ouvrières

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

⁽²⁾ D'après le *Correspondenzblatt* du 15 août 1903.

se sont développées assez tard en Allemagne : jusqu'en 1869, la loi prussienne interdit leur constitution, et jusqu'en 1881 les associations restèrent soumises à l'arbitraire de la police. C'est surtout depuis 1893 que leurs progrès ont été rapides : le nombre de leurs adhérents a triplé depuis cette époque : actuellement ils groupent un sixième environ de la population ouvrière.

On distingue quatre groupes d'associations ouvrières, ayant chacun une origine et des traditions différentes : les fédérations et syndicats locaux adhérents au parti socialiste, les syndicats Hirsch-Dunker, les syndicats chrétiens et les syndicats indépendants. Le tableau ci-dessous permet de comparer leur importance relative et leur développement en 1901 et 1902.

	NOMBRE DES MEMBRES.		RECETTES en	FONDS de réserve
	1901	1902	1902	en 1902
			marks (2).	marks (1).
Fédérations socialistes.....	677,510	733,206	11,097,744	10,253,559
Syndicats locaux socialistes.....	9,360	10,090	—	—
Syndicats Hirsch-Dunker.....	96,765	102,851	800,434	3,220,970
Syndicats chrétiens.....	175,079	189,900	823,864	572,649
Syndicats indépendants.....	49,651	56,596	78,407	28,764
	1,008,365	1,092,642	12,800,449	14,075,942

Ainsi, au cours de 1902, les syndicats allemands ont gagné 84,277 nouveaux adhérents; leur effectif dépasse actuellement le million.

Après le Royaume-Uni qui compte 1,922,800 trade unionistes, c'est l'Allemagne qui présente le plus grand nombre d'ouvriers syndiqués.

I. *Syndicats socialistes.* — Fondés après 1868 par deux disciples de Lasalle, Fritzsche et Schweizer, dans un but surtout politique, les syndicats socialistes prospérèrent rapidement pendant les premières années; ils comptent 32,000 membres en 1869, mais s'affaiblissent bientôt et n'en groupent plus que 8,300 en 1870. De 1878 à 1888, le nombre de leurs adhérents, répartis en 20 unions centrales et 89 unions locales s'élève à 100,000 environ : en 1889 il atteint 135,000 et en 1890 — après l'abrogation de la loi sur les socialistes — dépasse 320,000. De 1890 à 1893, l'effectif baisse, pour se relever à partir de 1896 et augmenter régulièrement chaque année. Leur budget qui, en 1891, se soldait par un déficit de 500,000 marks, se solde en 1902 par un excédent de 1,092,216 marks.

Les organisations syndicales socialistes se divisent aujourd'hui en deux groupes distincts : les organisations locales qui comptent en tout 10,000 membres, et les organisations centrales qui s'étendent à tout l'Empire et qui figurent seules dans les statistiques. Malgré les efforts tentés à diverses reprises, il n'a pas encore été possible jusqu'ici de relier tous les syndicats locaux aux fédérations existantes.

Dans presque chaque ville les syndicats ou sections des fédérations sont réunis dans une organisation centrale locale appelée *cartell*; de plus, une commission générale, instituée à Hambourg en 1900, sert de trait d'union entre toutes les organisations; elle est chargée de réunir et de publier les documents statistiques et les informations intéressant les syndicats⁽²⁾, mais elle n'a aucune autorité ni aucun droit de direction ou de contrôle sur les organisations adhérentes.

(1) Le mark vaut 1 fr. 25.

(2) L'organe de la Commission générale est le *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, fondé depuis 13 ans et qui paraît à Berlin tous les samedis. Le prix de l'abonnement est de 50 pf. par trimestre.

Fondés au début dans un but d'action nettement politique, les syndicats social-démocrates se sont peu à peu préoccupés davantage d'améliorer la situation économique des ouvriers. Ils ont concentré leurs efforts sur les points essentiels suivants :

- 1) obtenir par tous les moyens possibles une augmentation de salaire ;
- 2) organiser le placement et recueillir des renseignements sur le travail ;
- 3) compléter en certains cas les lois d'assurance sociale.

Le nombre des adhérents des 60 corporations affiliées à la Commission générale s'est élevé en 1902 à 733,206 (dont 28,218 femmes), contre 677,510 en 1901, soit une augmentation de 55,696 (ou 8 p. 100). 3 nouvelles fédérations figurent cette année sur la liste générale, typographes d'Alsace-Lorraine (751 membres), musiciens civils (537), graveurs de musique (289). Le total des adhérents a triplé depuis 1892 (244,734) et presque doublé depuis 1895 (419,162). Bien que, par suite de la mauvaise situation des affaires, 16 fédérations aient subi une légère diminution dans le nombre de leurs membres, cette augmentation de 55,000 membres fait voir, dit le *Correspondenzblatt*, que « les corporations sont assez fortes aujourd'hui pour traverser sans danger les périodes de crise ».

Le tableau suivant résume, pour les fédérations comptant plus de 15,000 membres, le nombre des adhérents, la proportion de syndiqués par rapport à la population ouvrière de la profession, ainsi que leur situation financière :

FÉDÉRATIONS.	NOMBRE des membres.	PROPORTION DE SYNDIQUÉS par rapport aux ouvriers de la profession.	NOMBRE des sections.	RECETTES	DÉPENSES	FONDS
				en 1902.	en 1902.	de réserve en 1902.
				marks.	marks.	marks.
Ouvriers des métaux..	128,842	24.11	487	1,567,433	1,543,083	702,938
Maçons	82,223	34.65	787	1,544,590	1,321,238	1,309,105
Ouvriers du bois.....	70,390	22.56	610	977,439	796,137	803,775
Mineurs.....	41,894	11.19	322	332,302	236,395	260,184
Ouvriers des textiles..	38,178	6.38	264	390,745	407,658	91,955
Ouvriers de fabriques.	33,640	9.51	373	246,431	171,049	174,507
Typographes	33,369	73.33 ⁽¹⁾	1,117	1,810,371	1,791,050	3,824,985
Charpentiers	24,502	24.05	464	490,092	411,340	419,111
Cordonniers.....	20,583	19.04	247	41,963	126,808	147,123
Ouvriers du commerce et des transports...	19,713	10.95	103	247,137	222,771	68,444
Tailleurs.....	18,680	10.19	247	169,466	126,808	147,123
Tabacs.....	17,833	18.14	337	183,264	188,819	34,349
Ouvriers du bâtiment.	16,193	4.94	233	241,189	246,103	149,957

D'après le recensement de 1895, on peut évaluer à 5,016,293 (dont 901,373 femmes), le nombre des ouvriers appartenant à des métiers dans lesquels on compte des ouvriers syndiqués. Le total des adhérents aux syndicats socialistes s'élevant en 1902 à 733,206, les organisations groupent donc 14.42 p. 100 de la population ouvrière (17.29 p. 100 des hommes et 3.13 p. 100 des femmes).

Cette proportion est surtout considérable chez les typographes et imprimeurs (78.38), chez les sculpteurs (65.30), chez les chaudronniers (54.10), chez les gantiers (48.53), chez les verriers (44.32), etc., etc.

⁽¹⁾ Il existe encore deux autres associations de typographes, celle des typographes d'Alsace-Lorraine et celle des auxiliaires de la typographie, ce qui porte la proportion totale des syndiqués à 78.38.

Le nombre des femmes adhérentes aux syndicats socialistes a passé de 23.699 en 1901 à 28.218 en 1902 (soit une augmentation de 19 p. 100.) On compte 20.26 p. 100 de femmes syndiquées dans la reliure, 20.29 dans la cordonnerie, 14.94 dans l'imprimerie, 13.22 p. 100 dans la métallurgie. Dans l'ensemble, 3.13 p. 100 de la population féminine ouvrière est syndiquée.

Les recettes des syndicats socialistes se sont élevées en 1902 à 11,097,744 marks et les dépenses à 10,005,528 marks. Le fonds de réserve restait à 10,253,559 marks.

Ces chiffres ne comprennent pas, toutefois, certaines sommes encaissées et dépensées dans les sections locales par des caisses spéciales non soumises au contrôle fédéral. On sait seulement que dans dix fédérations ayant fourni des renseignements à ce sujet, les sections locales ont encaissé une somme de 620,270 marks, sur lesquelles elles ont payé 16,288 marks en secours de chômage ou de voyage, 41,000 en secours de maladie, 381,719 marks en secours de grève, etc. En outre, certaines fédérations possèdent des caisses spéciales, administrées par le Comité central, mais distinctes de la caisse corporative : de ce nombre sont 11 caisses de grève, de propagande, de maladie, secours aux mineurs, etc., ayant encaissé, en 1902, une somme de 308,114 marks.

De 1891 à 1902, le total des sommes encaissées par les corporations s'est élevé à 62,287,743 marks; celui de leurs dépenses à 55,254,131 marks. Le montant des recettes de 1902 a été de 10 millions supérieur à celui de 1891 et les dépenses majorées de 9 millions et demi environ.

Afin de pouvoir organiser leurs diverses caisses de secours, certains syndicats ont peu à peu élevé le taux des cotisations. Alors qu'en 1891 ce taux était inférieur à 0.25 par semaine dans 80 p. 100 des corporations, il ne l'est plus aujourd'hui que dans 10 p. 100 d'entre elles. Les cotisations les plus élevées sont payées par les graveurs de musique (73 marks 40 par an), les typographes (54 marks 25), sculpteurs (40 marks), chaudronniers (24 marks 69), lithographes (22 marks 68); les plus faibles chez les machinistes (7 marks 64), les ouvriers de fabrique (7 marks 32), les employés de bureau (6 marks 65).

Les sommes payées par les syndicats se décomposent comme suit pour la période 1891-1902 et pour l'année 1902 :

	1891-1902.	1902.
	marks.	marks.
Assistance judiciaire.....	460,165	93,485
Secours de grève.....	13,046,758	1,930,329 ⁽¹⁾
Secours aux ouvriers congédiés.....	1,044,617	250,661
Secours de voyage.....	4,482,378	709,778
Secours de chômage.....	5,494,860	1,593,022
Secours de maladie.....	5,435,733	793,878
Secours aux invalides.....	717,987	154,398
Secours en cas de décès ou d'urgence.....	1,129,772	250,129
Propagande, journaux corporatifs, éducation, etc.	5,491,032	798,480
Autres dépenses.....	17,950,829	3,679,409
TOTAL.....	55,254,131	10,253,559

Il ressort de ces chiffres que pendant la période 1892-1901 les syndicats ont

⁽¹⁾ Dont 41,346 pour les grèves étrangères à la profession.

consacré 34 p. 100 de leurs dépenses à alimenter leurs caisses de secours et 23.6 p. 100 seulement à soutenir des grèves.

En 1902, le total des sommes payées comme secours de chômage, de voyage et comme indemnités aux ouvriers congédiés s'est élevé à 2,553,460 marks (soit à 509,964 marks et 1,879,958 de plus qu'en 1901 et 1899). Dans presque toutes les corporations, la dépense moyenne par membre pour secours de chômage s'est élevée sensiblement en 1902 :

Chez les sculpteurs elle a passé de 19 m. 27 (1901) à 23 m. 57.

Chez les typographes, elle a passé de 16 m. 59 (1901) à 17 m. 70.

Chez les verriers, elle a passé de 2 m. 03 (1901) à 5 m. 63.

Chez les chaudronniers, elle a passé de 7 m. 04 (1901) à 9 m. 57.

Malgré cela, la moyenne du fonds de réserve par tête a augmenté en 1902 dans presque tous les syndicats; elle était de 142 marks chez les typographes, de 54 marks chez les chapeliers, 29 marks chez les relieurs, etc.

Le nombre des corporations possédant des caisses de chômage était de 14 en 1897, 21 en 1901 et 26 en 1902; on comptait enfin 10 caisses de maladie en 1901 et 18 en 1902,

II. — *Corporations Hirsch-Dunker.* — Fondées en 1868 par Max Hirsch et Fritz Dunker sur le modèle des trade-unions anglaises, ces corporations se sont dès le début préoccupées surtout de résoudre des problèmes pratiques; organisation de caisses de retraite, de maladie, de chômage, d'invalidité, de placement et de renseignements sur le travail, etc. Un certain nombre de syndicats locaux d'un même métier devaient se réunir en corporation nationale de ce métier, dirigée par un conseil général renouvelé périodiquement par l'assemblée générale corporative. En 1869, ces corporations nationales ont formé l'*Union des corporations allemandes*.

Le nombre des unions locales qui était en 1868 de 250 s'est élevé en 1902 à 1,673; celui des membres a passé de 28,000 à 102,851 en 1902. Le tableau suivant fait connaître comment se groupent les membres de ces syndicats avec le chiffre de leurs recettes pour l'année 1902.

SYNDICATS.	NOMBRE des membres.	RECETTES.
Manœuvres du bâtiment.....	1,199	9,379
Mineurs.....	501	3,248
Sculpteurs.....	426	5,064
Ouvriers des tabacs.....	1,546	8,110
Ouvriers des fabriques.....	21,190	96,534
Industries polygraphiques.....	1,921	13,291
Commerçants.....	7,703	97,581
Ouvriers en métaux.....	4,029	42,191
Confiseurs pâtisseries.....	290	1,893
Constructions mécaniques.....	40,288	355,640
Charpentiers pour navires.....	188	1,042
Tailleurs.....	4,060	19,581
Cordonniers; ouvriers du cuir.....	5,617	41,503
Tisseurs.....	4,128	22,423
Menuisiers.....	7,304	73,583
Potiers.....	1,430	8,042
Doreurs.....	42	143
Femmes allemandes.....	9	67
	690	1,117
	102,851	800,434

Syndicats chrétiens. — Nominalement, ces syndicats sont *interconfessionnels* et ne doivent poursuivre qu'un but économique; en réalité ils sont intimement liés aux cercles catholiques d'ouvriers d'où ils sont issus; en politique, ils sont les adversaires du socialisme. Leurs progrès, secondés par les sociétés catholiques, ont été rapides. Le premier de ces syndicats a été fondé en 1894 à Allenessen. En 1900, on en comptait 990 avec 171,080 adhérents; ils gagnaient 47,000 membres dans la seule année 1900 et en groupaient 189,900 à la fin de 1902.

Les chefs du mouvement s'efforcent de le centraliser et d'intéoder tous ces syndicats à l'*Union des corporations chrétiennes*.

En 1902, l'*Union* groupait, d'après les renseignements publiés par elle, 84,652 membres qui se décomposaient comme suit :

	MEMBRES.	RECETTES.
Boulangers.....	160	—
Mineurs.....	10,500	172,125
Ouvriers du plomb et du zinc.....	530	2,292
Bouchers.....	370	1,146
Tanneurs.....	"	"
Verriers.....	"	"
Ouvrières à domicile.....	1,782	1,288
Ouvriers du bois.....	4,200	34,469
Céramistes.....	600	"
Peintres.....	365	1,186
Maçons.....	4,066	48,056
Métallurgistes.....	3,273	29,220
Métallurgistes de Gmünd.....	127	672
Métallurgistes du Siegerland.....	"	"
Ouvriers non industriels.....	2,550	9,557
Tailleurs.....	800	5,820
Cordonniers.....	1,450	8,451
Ouvriers des tramways.....	"	"
Tabacs.....	1,589	8,424
Textiles.....	17,728	136,284
Horlogers.....	274	983
Tuiliers.....	2,871	3,445
Union de syndicats (Bavière).....	1,100	"
Défense ouvrière de Fribourg.....	317	492
	<u>84,652</u>	<u>466,910</u>

En outre, un certain nombre de syndicats chrétiens ne sont pas affiliés à l'*Union*; ils groupent, comme le montre le tableau ci-dessous, un chiffre d'adhérents supérieur à celui de l'*Union*.

	MEMBRES.		RECETTES.
	1901.	1902.	en 1902.
Ouvriers des chemins de fer.....	36,400	47,151	200,000
Union des chemins de fer de Bavière.....	18,276	16,000	40,768
Union des chemins de fer de Bade.....	5,940	5,173	5,980
Bouchers.....	700	"	"
Mineurs de Bavière.....	"	1,056	"
Métallurgistes (Dnlsbourg).....	"	6,268	37,089
Employés des postes (Bavière).....	6,000	6,000	18,317

	MEMBRES.		RECETTES
	1901.	1902.	en 1902.
Employés des postes (Wurtemberg).....	#	2,500	4,200
Union des chemins de fer de Wurtemberg...	7,058	6,892	11,250
Travail des pierres.....	34	#	#
Ouvriers des tramways (Bavière.)	1,000	933	2,626
Société de secours mutuels (Haute-Silésie)...	15,004	13,275	36,723
	<u>90,412</u>	<u>105,248</u>	<u>356,956</u>

L'Allemagne du Sud compte la majorité des syndicats catholiques. A la fin de 1902 ⁽¹⁾, l'*Union des corporations catholiques* de ce pays en réunissait 421 avec 62,209 membres (Bavière, 221 et 36,292 membres; Bade, 119 et 15,483 membres; Wurtemberg, 79 et 9,614 membres).

191 syndicats, groupant 30,885 membres, possédaient des caisses de décès, et 183, avec 19,483 membres, des caisses de maladie. L'avoir total des syndicats s'élevait à 711,412 francs. Dans le courant de l'année, les syndicats avaient distribué pour 15,000 francs de secours.

117 syndicats ont institué des caisses d'épargne particulières.

Syndicats indépendants. — Quelques-unes des plus anciennes corporations allemandes sont restées en dehors des groupements précédents. Elles comprenaient ensemble, à la fin de 1902, 56,595 membres, contre 49,651 en 1901 et 68,994 en 1900. Ces fluctuations s'expliquent par ce fait que des corporations assez nombreuses (notamment les mineurs du Siegerland) ont adhéré au groupement chrétien et que d'autres sont allées à la fédération socialiste ou figurent pour la première fois sur les tableaux statistiques. Ces associations ont presque toutes un caractère purement corporatif et restent en dehors de la politique.

Les plus importantes d'entre elles sont celles des employés d'hôtel (10,000), des jardiniers (2,700), des typographes (Gutenbergbund) [3,000], des employés de bureau (3,000), des musiciens civils (11,000), des ouvriers du commerce (5,000), etc. 5 de ces syndicats accusent en 1902 un total de recettes de 78,407 marks, et un total de dépenses de 28,764 marks.

Arrêté de la ville de Leipzig, pris le 15 juillet 1903, en vertu du paragraphe 120^e, alinéa 2 de la «Gewerbeordnung», à l'effet de prévenir les maladies du plomb. — ARTICLE PREMIER. — Les ateliers seront tenus le plus propres possible et aérés chaque jour complètement.

ART. 2. — Dans tous les établissements il y aura ce qu'il faut pour se laver.

ART. 3. — Les ouvriers porteront pendant le travail des surtouts spéciaux. Les effets qu'on ne porte pas en travaillant seront déposés dans des vestiaires spéciaux, et conservés, pour ce qui est des petits établissements, dans des armoires garde-robes qu'on devra tenir fermées.

ART. 4. — Les repas ne doivent pas être pris dans les ateliers. Avant de manger, les ouvriers se laveront les mains et le visage et se rinceront la bouche avec de l'eau. Ces mêmes soins de propreté auront toujours lieu avant que le personnel quitte les lieux de travail. Les aliments et boissons, même placés dans des petits paniers, dans les poches, dans des paquets, etc., ne doivent pas être conservés dans les ateliers.

⁽¹⁾ *Soziale Praxis*, 30 juillet 1903.

ART. 5. — Il est défendu de fumer, chiquer et priser du tabac dans l'ensemble des ateliers de même qu'au cours des travaux exécutés au dehors, quand les ouvriers ont affaire à du plomb et à des composés plombiques.

ART. 6. — Les exploitants ou les personnes commises à la direction ou à la surveillance doivent signaler aux ouvriers les dangers inhérents au travail et les astreindre à tenir toujours propres leur corps et leurs vêtements.

ART. 7. — Seules doivent être embauchées les personnes pour lesquelles un certificat médical déclare la besogne à effectuer exempte de tout inconvénient. Les ouvriers chez qui on constate des symptômes d'une maladie du plomb seront licenciés et ne pourront point être occupés à nouveau avant leur guérison, attestée par un médecin.

ART. 8. — Les travaux au cours desquels ont fait usage de plomb et de préparations plombiques ne produisant pas de poussière plumbeuse, seront, jusqu'à plus ample informé, autorisés dans des locaux d'habitation.

Dans les pièces où l'on couche, n'importe quels travaux au moyen du plomb sont défendus.

ART. 9. — On affichera dans tous les lieux d'exploitation une copie, imprimée en caractères bien lisibles, du présent arrêté.

Les précédentes prescriptions sont valables en particulier pour les fabriques de poteries, porcelaineries et faïenceries, les fabriques de tuiles artistiques et les poêleries, les ateliers de peintres, d'enduseurs et de vernisseurs ; pour les fonderies de métaux ; pour les fabriques de lampes électriques à incandescence, de capsules à boucher les canettes, de composés plombiques, de plaques, tuyaux et tous autres articles en plomb ; pour les fabriques de laques et vernis ainsi que pour tous les établissements où les ouvriers ont affaire à du plomb métallique, à des couleurs ou préparations plombiques.

Les prescriptions des articles 1 à 9 ne régissent point ceux des établissements pour lesquels le Conseil fédéral a déjà édicté ou édictera encore, afin de combattre les dangers du saturnisme, des prescriptions particulières, en vertu du paragraphe 120, alinéa 1 de la *Gewerbeordnung*.

Les contraventions aux prescriptions des articles 1 à 9 seront punies, selon le paragraphe 147, alinéa 1, 4^e de la *Gewerbeordnung*, d'une amende jusqu'à 300 marks, et en cas d'insolvabilité, de l'emprisonnement.

AUTRICHE.

Placement en juin 1903 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 848 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
217	102	179	46	98	56	75	55	68	35	54	38

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*.

Grèves en juillet 1903. — 25 nouvelles grèves, avec 2,208 grévistes; 2 lock-outs.

C'est dans la Basse-Autriche et pour le bâtiment, le travail du bois et du caoutchouc et l'industrie du papier que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 3 succès, 7 transactions, 9 échecs⁽¹⁾. Causes : insuffisance de salaires, 9 cas; questions relatives à la durée du travail, 3 cas; les deux motifs réunis, 5 cas; motifs divers, 8 cas.

Les lock-outs se sont produits respectivement dans la Basse-Autriche et le Tyrol, atteignant les ouvriers : 1° de la construction des machines, appareils, instruments et moyens de transport; 2° du bâtiment. Ouvriers frappés : 25. Causes : réduction, de leur propre chef, du temps de travail; réclamation tendant au retrait du congédiement d'un travailleur.

Les prolongations de la durée légale du travail dans les établissements exploités sur le pied des fabriques en 1902 ⁽²⁾. — D'après une communication faite au Reichsrath, en conformité de l'article 105 de la « Gerverbeordnung » autrichienne, le temps de travail normal (11 heures par jour) a été dépassé, en 1902, dans 553 (545) ⁽³⁾ des établissements envisagés, ou, en les supposant au nombre de 15,000 en chiffres ronds, seulement dans les 3.7 p. 0/0.

En décomptant les dépassements selon l'importance en personnel des maisons où ils ont été relevés, on constate que la plupart se sont produits dans celles occupant jusqu'à 100 ouvriers.

Le nombre des demandes en prolongation du temps de travail normal ou des autorisations à cet effet s'est élevé à 1,096 (1,002); toutefois, cette faculté n'a point du tout été mise à profit dans 14 (12) cas, et on en a usé que partiellement dans 17.

Ainsi qu'en 1901, le travail supplémentaire d'une durée de + 3 jours à 3 semaines a été de beaucoup le plus pratiqué en 1902. Voici d'ailleurs quel tableau on obtient à cet égard :

DURÉE DE LA PROLONGATION.	NOMBRE DE CAS.		AUGMENTATION (+) ou DIMINUTION (-).
	1901.	1902.	
1 jour à 3 jours.....	318	331	+ 13
+ 3 — à 3 semaines.....	491	545	+ 54
+ 3 — à 6 —.....	90	87	— 3
+ 6 — à 9 —.....	52	54	+ 2
+ 9 — à 12 —.....	61	63	+ 2
15 semaines.....	"	1	+ 1
3 mois.....	1	"	— 1
8 —.....	1	1	"

Si à côté de l'étendue de la période pendant laquelle les ouvriers ont fourni du

⁽¹⁾ Résultat inconnu pour 6 cas.

⁽²⁾ *Arbeitszeit-Verlängerungen in fabrikmässigen Betrieben* (1902). Publication de l'Office de la statistique du travail (Ministère du commerce).

⁽³⁾ Les nombres entre parenthèses sont afférents à l'année 1901.

travail supplémentaire, nous considérons concurremment le nombre des heures supplémentaires *journalières*, nous obtenons le tableau suivant :

NOMBRE d'heures supplémentaires par jour.	DURÉE DU TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE.	NOMBRE des cas.		AUGMENTATION (+) ou DIMINUTION (-).
		1901.	1902.	
Jusqu'à 1 heure.	1 à 3 jours	55	72	+ 17
De + 1 à 3 heures.	De + 1 à 3 semaines	263	259	- 4
	— + 3 à 6 —	154	201	+ 47
Jusqu'à 1 heure.	— + 6 à 9 —	20	25	+ 5
	— + 9 à 12 —	14	11	- 3
	— + 1 à 3 —	21	17 ⁽¹⁾	- 4
	— + 3 à 6 —	337	344	+ 7
De + 1 à 2 heures ...	— + 6 à 9 —	70	62	- 8
	— + 9 à 12 —	38	43	+ 5
	— + 9 à 12 —	42 ⁽²⁾	48	+ 6

Sous le rapport de la part prise par les divers royaumes et pays de l'Empire dans le travail supplémentaire fourni, la Basse-Autriche, la Bohême et la Moravie occupent la première place avec une proportion totale des quatre cinquièmes. (Contingent de la Basse-Autriche seule : un tiers).

Réparti enfin entre les groupes d'industrie, le temps de travail supplémentaire se présente ainsi :

GROUPES D'INDUSTRIE.	NOMBRE des prolongations du temps de travail.		NOMBRE des heures supplémentaires.	
	1902.	1901.	1902.	1901.
Mines	1	+ 1	66	+ 66
Forges	3	+ 1	4,960	+ 4,612
Industries des pierres et terres, de l'argile et du verre	43	+ 16	778,748	+ 687,173
Travail des métaux	90	"	102,583	+ 9,025
Machines, appareils, instruments et moyens de transport	101	- 7	98,841	- 654,647
Travail du bois	55	+ 33	117,784	+ 100,635
Articles en caoutchouc, gutta-percha et celluloid	10	+ 3	12,504	+ 2,780
Industrie des cuirs et peaux, soies, crins, plumes et articles similaires	5	- 6	2,880	- 5,010
Textiles	500	+ 26	1,481,600,5	+ 370,233,5
Vêtements et modes	72	"	176,846,5	- 6,575,5
Industries du papier	54	+ 19	55,646	+ 29,653
Alimentation	39	- 7	255,908	- 945
Industrie chimique	31	- 5	94,186	+ 3,471
Industries graphiques	91	+ 7	25,355	+ 2,582
Branches annexes du commerce	1	+ 1	540	+ 540
ENSEMBLE	1,096	+ 82	3,208,448	+ 543,593

⁽¹⁾ Dont 1 cas portant sur 8 mois (tissage de soie) et 1 autre sur 15 semaines (filature et tissage du coton).

⁽²⁾ Dont 1 cas portant sur 3 mois (blanchiment, teinture et apprêt) et 1 autre sur 8 mois (tissage de soie).

Comparativement aux autres années, une augmentation très sensible du travail supplémentaire se marque, en 1902, surtout dans l'industrie des pierres et terres, de l'argile et du verre, par suite, principalement, d'une surproduction des tuileries-briqueteries de la Basse-Autriche; puis, dans la fabrication des meubles, pour la Moravie, la Silésie et la Galicie; dans les ateliers de blanchiment, de teinture et d'apprêt de la Bohême, ainsi que dans la fabrication du papier et la confection en général. On ne relève, par contre, une diminution appréciable que dans la construction mécanique, notamment en Bohême.

BELGIQUE.

Placement en juillet 1903⁽¹⁾. — Pour 760 offres de patrons parvenues à 11 offices de placement gratuit, il y a eu 1,370 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 180 demandes pour 100 offres, contre 162 demandes pour 100 offres, le mois dernier. Pareille aggravation a été observée les années précédentes, au mois de juillet, qui amène la morte-saison simultanément dans un assez grand nombre d'industries.

Des renseignements précis, quand à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en juillet de 122 unions et fédérations d'unions professionnelles ouvrières, groupant 29,501 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 838, soit 2.8 p. o/o. Cette proportion est légèrement supérieure (de 0.2 p. o/o) à celle obtenue pour le mois précédent et confirme donc l'impression qui se dégage des chiffres fournis par les Bourses du travail.

Grèves en juillet 1903. — 3 nouvelles grèves, avec 307 grévistes et 117 chômeurs forcés, affectant le tissage du coton, l'industrie des carrières et le travail des métaux. But respectif : 1° réintégration d'ouvriers congédiés; 2° augmentation de salaire; 3° protestation contre la nomination d'un nouveau contre-maitre.

Sur deux grèves terminées, l'une, intéressant 89 grévistes, et 10 chômeurs forcés, a abouti à une transaction; l'autre, intéressant 50 grévistes, a échoué.

CANADA.

Revue du travail en juillet 1903⁽²⁾. — Le travail a été très actif en juillet, et, comme les échelles de salaires dans les différentes industries sont pour la plupart fixées, on a enregistré une diminution notable dans le nombre des grèves. Le mouvement de l'immigration se ralentit à mesure que la saison s'avance, mais la main-d'œuvre reste encore inférieure à la demande dans l'ouest.

⁽¹⁾ D'après la *Revue du travail*.

⁽²⁾ D'après la *Gazette du travail*, août 1903.

La température favorable du mois écoulé assure de bonnes récoltes ; la pêche reste fructueuse. L'industrie du bois a été active, et l'on a fait de longues journées dans les scieries de l'Est ; travail abondant dans les houillères et les mines métalliques, dans le bâtiment et dans presque tous les métiers, l'habillement excepté.

Grèves en juillet. — 23 grèves anciennes ont continué en juillet et 16 nouvelles ont éclaté pendant le mois. 30 de ces difficultés ont pu être réglées avant la fin de juillet, dont 11 nouvelles et 19 anciennes : 6 succès, 16 échecs et 9 transactions. Sur les 16 grèves nouvelles, 3 avaient éclaté dans la chaussure, 4 dans le bâtiment, 4 dans le travail général, 5 dans diverses industries ; 11 avaient pour objet une augmentation de salaire, 1 la réintégration d'ouvriers congédiés, 4 la défense de l'unionisme.

Loi du 10 juillet 1903 sur le règlement des conflits ouvriers dans les chemins de fer⁽¹⁾. Le Gouverneur général a sanctionné, le 10 juillet dernier, une loi tendant à faciliter le règlement des conflits, dans les chemins de fer.

Le projet déposé en 1902, sous le nom de loi d'arbitrage dans les chemins de fer, contenait le principe de l'arbitrage obligatoire. Le gouvernement avait déclaré que ce dépôt avait surtout pour but de provoquer des discussions et d'amener les parties intéressées à donner leur opinion sur le moyen de régler les conflits. Le département du travail a adressé un exemplaire du projet à toutes les compagnies de chemins de fer et aux diverses unions ouvrières, en les invitant à donner leur opinion sur le principe adopté. Peu de compagnies répondirent ; par contre presque toutes les unions ouvrières des chemins de fer donnèrent leur avis et, contrairement à l'opinion qu'elles avaient manifestée avant le dépôt de la loi, se prononcèrent énergiquement contre l'arbitrage obligatoire. La presse, d'autre part, s'étant montrée très divisée sur la question, le Ministre du travail modifia le projet en substituant à l'obligation d'arbitrage, l'enquête obligatoire et en y introduisant le recours en conciliation ; il supprima, en outre, les amendes prévues pour la non observation de la sentence rendue et remplaça les conseils permanents prévus à l'origine par des conseils créés spécialement pour étudier chaque difficulté aussitôt qu'elle se produit.

Voici d'ailleurs quelles sont les principales dispositions de la loi actuelle.

Chaque fois que surgit, entre les compagnies et leurs employés, un différent susceptible de dégénérer en grève et en chômage forcé, pouvant ainsi nuire à la régularité des transports, le Ministre du travail peut, soit à la demande de l'une des parties, soit sur la requête d'une municipalité, soit de sa propre autorité, faire ouvrir une enquête. A cette fin, il institue un conseil de conciliation, de médiation et d'enquête composé de trois personnes, dont l'une nommée par les patrons, l'autre par les employés intéressés et la troisième par les deux personnes ainsi choisies. Si ces personnes ne sont pas choisies dans les cinq jours, le ministre peut désigner un ou deux des membres du conseil.

Le conseil s'efforce d'amener une entente et adresse un rapport au ministre. Si par sa médiation, il ne peut rétablir l'accord, le ministre soumet le différend à un bureau d'arbitrage : ce bureau peut être soit l'ancien conseil de conciliation, soit un bureau de trois nouveaux membres nommés comme il a été dit plus haut.

Le bureau doit procéder sans délai à une enquête complète sur les causes du dif-

⁽¹⁾ D'après la *Gazette du travail* d'août 1903.

férend; il en consigne les résultats dans un rapport qu'il adresse au ministre en indiquant la solution qu'il convient de donner à l'affaire. Copie de ce rapport est adressée à chacune des parties et remise à quiconque en fait la demande; il est publié dans la *Gazette du travail*. Le bureau peut citer des témoins, examiner les livres et documents, etc.. Une partie ne peut se faire représenter que si son adversaire et le bureau y consentent.

Les tribunaux ordinaires ne peuvent faire appliquer la sentence rendue par le bureau d'arbitrage ou par le conseil de conciliation.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août 1903⁽¹⁾. — Le marché du travail n'a montré aucune amélioration en août; il est moins favorable encore qu'en août 1902, surtout dans l'industrie cotonnière, par suite du prix élevé des matières premières.

5.5 p. 100 de chômeurs dans 226 trades-unions, groupant 551,565 membres contre 4.9 p. 100 en juillet 1903 et 4.5 p. 100 en août 1902.

4.89 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houilliers avec 490,451 mineurs contre 4.84 en juillet 1903 et 4.94 en août 1902.

322 hauts fourneaux en marche à la fin d'août 1903, avec 22,300 ouvriers contre 322 en juillet 1903 et 328 en août 1902.

46 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en août 1903 et 30 p. 100 dans les tissages, avec 102,600 ouvrières, femmes et filles, contre 48 p. 100 et 32 p. 100 en juillet 1902 et 85 p. 100 et 72 p. 100 en août 1902.

Grèves. — 19 nouvelles grèves en août 1903 avec 23,232 chômeurs, contre 5,132 en juillet 1903, et 4,703 en août 1902; 6 grèves dans les mines, une dans le bâtiment, 6 dans la métallurgie, 6 dans diverses industries. Sur 19 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 10,369 grévistes : 7 succès, 7 échecs, 5 transactions.

Personnel, production et accidents dans les mines et carrières en 1902⁽²⁾. — Le nombre total des personnes employées dans les mines et carrières soumises aux lois sur les mines et carrières s'est élevé en 1902 à 952,711 contre 933,366 en 1901. Il y a eu augmentation de 18,000 dans le total des ouvriers des houillères et de 3,000 dans celui des carriers; par contre le chiffre des ouvriers des autres mines métalliques a diminué de 1,600.

	OUVRIERS EMPLOYÉS EN 1902.			1901.
	au fond.	à la surface.	Total.	
Mines de charbon.....	662,901	161,890	824,791	806,735
Mines métalliques.....	18,035	12,777	30,812	32,443
Carrières.....	62,429	34,679	97,108	94,188
TOTAL.....	743,365	209,346	952,711	933,366

⁽¹⁾ D'après la *Labour Gazette*. (Septembre 1903.)

⁽²⁾ D'après un rapport publié par le Ministère de l'Intérieur (*Labour gazette*, août 1903).

5,353 femmes (soit 3.3 p. 100 du total) étaient employées à la surface et 45,588 enfants au-dessous de 16 ans (6.9 p. 100) au fond.

La production totale des houillères s'est élevée à 227,085,042 tonnes (soit 8 millions de tonnes de plus qu'en 1901), celle des mines de fer à 13,426,217 tonnes (soit 1 million de tonnes en plus).

Le tableau suivant permet de comparer comment se répartissent, en 1901 et 1902, par district d'inspection, le nombre des mineurs employés à la surface et au fond ainsi que les quantités de charbon extraites.

DISTRICTS D'INSPECTION.	OUVRIERS.		QUANTITÉS DE CHARBON extraites. (En milliers de tonnes.)	
	1902.	1901.	1901.	1902.
Newcastle.....	86,930	85,781	24,800	24,016
Durham.....	87,920	84,744	23,812	23,322
Yorkshire et Lincolshire.....	107,892	105,429	27,960	26,970
Lancashire.....	43,742	42,679	11,251	10,842
Liverpool et Galles du Nord.....	63,076	63,615	16,801	16,494
Midlands.....	99,584	95,802	29,555	28,217
Staffordshire.....	57,917	56,092	14,886	14,613
Sud.....	50,244	48,297	12,666	12,052
Galles du Sud.....	117,734	115,406	31,130	29,611
Est de l'Ecosse.....	52,084	51,433	15,889	15,063
Ouest de l'Ecosse.....	56,893	56,524	18,226	17,734
Irlande.....	778	933	109	103
TOTAL.....	824,791	806,735	227,085	219,037

La production totale a augmenté partout en même temps que s'accroissait le nombre des ouvriers, mais cela toutefois dans des proportions inégales. Pour l'ensemble des mines l'extraction moyenne s'est élevée en 1902 à 362 tonnes par ouvrier, contre 357 en 1901.

On a enregistré en 1902 dans les houillères 919 accidents, ayant causé 1,024 décès, contre 951 accidents et 1,101 décès en 1901.

Dans les mines métalliques il y a eu 29 accidents mortels; ce chiffre s'est élevé à 119 dans les carrières.

Recensement professionnel de 1901 (Angleterre et pays de Galles)⁽¹⁾. —

Il ressort des tableaux récapitulatifs du recensement de 1901, qui viennent d'être publiés, que le nombre des ouvriers adultes et des jeunes garçons employés à des travaux déterminés s'élève à 10,156,976 dans l'Angleterre et le Pays de Galles. Ce chiffre donne une moyenne de 837 par 1,000 personnes du sexe masculin, âgées de plus de 10 ans, contre 832 p. 1,000 en 1881 et 831 p. 1,000 en 1891.

Quant aux femmes et filles employées à de semblables travaux, le total s'élève à 4,171,751 ou 310 p. 1,000 personnes du sexe féminin contre 340 p. 1,000 en 1881 et 344 p. 1,000 en 1891.

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, juin 1903.

La population professionnelle est répartie en 22 groupes d'industries, sept d'entre eux réunissent à eux seuls 6,642,239 ouvriers, à savoir :

			PROPORTION p. 1,000 per- sonnes du sexe masculin au-dessus de 10 ans.
Groupe VI	Transport de personnes, marchan- dises; postes, télégraphes, etc...	1,249,000	103
Groupe X	Métaux, machines.....	1,174,180	97
Groupe VII	Agriculture.....	1,071,040	88
Groupe XII	Bâtiment; construction.....	1,042,864	86
Groupe IX	Mines et carrières.....	800,179	66
Groupe XX	Tabacs, alimentation, logement....	774,291	64
Groupe V	Commerce.....	530,685	44

Chacun des 15 autres groupes réunit moins de 500,000 personnes, à l'exception du groupe « ouvriers divers » qui comprend 576,128 artisans et manœuvres.

Pour les femmes, 3 groupes seulement réunissent plus de 500,000 ouvrières ;

Groupe IV	Domestiques, 1,690,722, soit 128 pour 1,000 femmes de 10 ans et plus.
Groupe XIX	Vêtement, 710,961, soit 54 —
Groupe XVIII	Textiles, 663,222, soit 50 —

Pour la première fois, on a classé séparément les ouvrières mariées et les célibataires ou les veuves : on a compté 3,254,242 ouvrières non mariées contre 917,509 ouvrières mariées ou veuves (soit 52 p. 100 des personnes du sexe féminin âgées de 10 ans et plus, contre 13 p. 100 des femmes mariées ou veuves). Les industries où se rencontrent surtout des femmes mariées ou veuves sont :

	MARIÉES ou veuves.	CÉLIBATAIRES.	POUR 100 des femmes mariées ou veuves sur le total des femmes ou filles employées.
Blanchisseries, buanderies.....	109,667	86,474	56
Domestiques.....	95,463	1,235,310	7
Femmes de ménage.....	86,463	25,378	77
Fabriques de cotonnades.....	81,558	354,227	24
Couturières.....	61,421	279,161	18
Tailleuses.....	30,878	86,762	26

NOUVELLE-GALLES DU SUD.

L'application de la loi sur l'arbitrage obligatoire dans les conflits industriels ⁽¹⁾. — On sait que la loi du 10 décembre 1901 a institué, dans la Nouvelle-Galles du Sud ⁽²⁾ un tribunal d'arbitrage chargé de régler les conflits indus-

⁽¹⁾ D'après une communication du Consul général de France à Sydney et d'après le rapport de la commission royale de Victoria.

⁽²⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail*, avril 1902, p. 245.

triels. L'auteur de la loi, M. Wise, attorney général et ministre de la justice depuis 1891, s'est inspiré de la législation adoptée en Nouvelle-Zélande, en donnant à la cour des pouvoirs plus étendus.

Non seulement la loi autorise les *unions industrielles* de patrons et d'ouvriers enregistrées et réglementées à appeler devant la cour toute personne ou société à raison d'une difficulté résultant du contrat de travail, mais elle enjoint au *registrar*, chargé de la bonne application de la loi, de saisir la cour de tout conflit du même ordre, alors même qu'aucune des parties ne serait une union industrielle aux termes de la loi.

La cour d'arbitrage dont les décisions sont exécutoires par toute voie de droit peut modifier à son gré le contrat de travail en litige, ou imposer des conditions nouvelles : elle peut, en particulier, fixer un salaire minimum et le salaire des demi-ouvriers, elle peut également, à propos d'un cas particulier, déclarer que toute pratique ou règlement relatif à une question industrielle deviendra la règle dans l'industrie intéressée ; elle peut fixer les limites géographiques du territoire dans lesquelles cette règle sera applicable tant par les patrons que par les ouvriers, qu'ils soient ou non affiliés à des *unions*.

La cour d'arbitrage qui est le seul tribunal devant connaître des conflits industriels, peut avoir à juger les causes les plus simples comme les plus complexes ; elle remplit à la fois le rôle d'un tribunal de première instance et d'une cour d'appel. Elle est composée de 3 membres nommés pour 3 ans : un juge du tribunal suprême ayant rang de président et 2 assesseurs désignés par les unions patronales et ouvrières ; chaque assesseur reçoit un traitement annuel de 18,750 francs. La cour peut s'adjoindre des experts dans certains cas spéciaux,

La cour peut conduire son enquête comme elle l'entend (après avis du gouverneur), écarter une affaire qu'elle considère comme sans importance et refuser de rendre une décision quand elle considère que l'on peut arriver à une entente à l'amiable, condamner une partie aux dépens, citer ou non les parties, commettre l'examen des livres, des comptes, etc., à des experts, faire comparaître des témoins, exiger la production de documents, etc.

Lorsqu'un conflit éclate, il doit être aussitôt soumis à la cour ; jusqu'au prononcé de la sentence, il est interdit à tous les intéressés, sous peine d'une amende pouvant s'élever à 25,000 francs et d'un emprisonnement de 2 mois au plus, de faire acte de grève ou de lockout. Tout patron congédiant un ouvrier parce qu'il est affilié à une union ou parce qu'il a droit à un contrat est passible d'une amende de 500 francs.

La cour d'arbitrage a été constituée le 1^{er} avril 1903 par la nomination du juge Cohen comme président et des deux membres assesseurs présentés par les unions industrielles de patrons et ouvriers ; tous trois ont prêté serment le 1^{er} mai suivant.

Le 16 mai 1902, la cour a été saisie de sa première affaire. Elle a pu, jusqu'au 20 février 1903 résoudre 8 conflits. A cette dernière date il restait à son rôle 33 affaires en état d'être jugées et 22 en préparation. En outre, le nombre des unions industrielles enregistrées au cours de cette même période conformément à la loi du 10 décembre, s'élevait à 230, à savoir : 112 unions patronales (patrons, compagnies, sociétés) et 118 unions ouvrières (groupant de 60 à 70,000 ouvriers) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *The industrial arbitration reports and records, New South Wales*, ou comptes rendus des opérations de la cour d'arbitrage de la Nouvelle-Galles du Sud ; (2 volumes publiés sous la direction de l'attorney général, Sydney, chez William Applegate Gullick). Le 1^{er} volume contient la liste des unions enregistrées et des contrats déposés au bureau du *registrar* ainsi que le compte rendu des affaires soumises à la cour d'arbitrage, du 1^{er} janvier 1902 au 13 décembre 1903 ; le 2^e volume (mars 1903, 1^{re} partie) fournit ces mêmes renseignements pour la période qui s'étend du 13 décembre 1902 au 20 février 1903.

D'une manière générale il est encore trop tôt pour se prononcer sur les résultats de l'application de la loi.

Jusqu'ici les affaires jugées n'ont pas donné lieu à de nouvelles réclamations sauf sur des points de détail qui ont été facilement réglés. Mais le grand nombre des conflits qui figurent au rôle est inquiétant. Le tribunal peut ne pas arriver à se mettre à jour. Ces retards prolongés ont le grave inconvénient de mettre parfois la sentence arbitrale en désaccord avec la réalité des faits au moment où elle est rendue parce que les conditions de l'industrie intéressée se sont modifiées pendant l'intervalle.

D'autre part les frais des procès sont énormes. Dans un conflit, chaque patron affilié à une union dut payer 625 francs comme part de frais; dans un autre, l'union des dockers dut verser 5,000 francs à son avocat et 2,500 pour frais divers. Des unions se sont plaintes au Gouvernement de ce que seules les plus riches d'entre elles pouvaient tenter avec succès les chances d'un procès.

Mais ce qui a surtout excité les appréhensions des patrons, c'est le pouvoir attribué à la cour de fixer les salaires. A ce sujet, il n'est pas sans intérêt de reproduire les déclarations du président de la cour sur la méthode employée par celle-ci pour cette fixation.

Les conflits portant le plus souvent sur les questions de salaires, et les autres sources de discussion, telles que l'emploi des enfants, l'apprentissage, etc... n'étant qu'accessoires, la Cour d'arbitrage a eu surtout à déterminer les conditions des salaires des ouvriers dans telle ou telle industrie. Pour fixer le taux de ces salaires, la Cour ne se place pas seulement au point de vue des lois naturelles de l'offre et de la demande et de la recherche de la valeur actuelle du travail fourni par l'ouvrier dans l'industrie à laquelle il appartient.

M. Cohen reconnaît que, dans la pratique, la Cour examine d'abord quelles sont les nécessités de la vie de l'ouvrier, et recherche quel est le salaire minimum qui lui permettra de satisfaire aux besoins moyens de sa classe. S'il paraît possible de lui accorder ce salaire sans ruiner l'industrie à laquelle appartient l'ouvrier, la Cour le fait. La Cour a coutume aussi de distinguer, s'il s'agit d'une industrie soumise à la concurrence étrangère ou d'une industrie qui ne peut s'exercer que dans le pays. Dans le premier cas, elle tient compte du fait que l'industriel ne peut élever ses prix au-dessus de ceux des articles de même nature importés de l'étranger; dans le second cas l'industriel pouvant élever ses prix, la Cour a donc une plus grande latitude d'appréciation, et en use pour accorder des conditions plus favorables aux ouvriers (tel par exemple, le cas récent des réclamations des ouvriers boulangers.)

Voici enfin quelle est l'opinion de M. Smith, juge assesseur, désigné par les Unions ouvrières sur l'application de la loi.

M. Smith est d'avis que la plus grande utilité de la Cour d'arbitrage est de rendre les tarifs uniformes dans une même industrie et d'empêcher ainsi que les manufacturiers ne cherchent à se concurrencer les uns les autres au dépens de leurs ouvriers.

Jusqu'ici les conflits ont été presque toujours réglés par la Cour en faveur des réclamations des ouvriers et il en résulte que les unions ouvrières n'ont pas sujet de se plaindre de l'application de la loi. Il ne pense pas que la lenteur dans la procédure devant la Cour, laquelle a donné lieu à des protestations contre la loi, soit destinée à se perpétuer. A mesure que la Cour connaîtra mieux ce genre d'affaires elle les traitera plus rapidement et l'inconvénient dont il s'agit disparaîtra peu à peu. M. Smith est d'accord avec le juge Cohen, pour reconnaître qu'il est encore trop tôt pour apprécier exactement les résultats de l'application de la loi d'arbitrage obligatoire.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 14 août 1903, modifiant le décret du 4 juillet 1902, déterminant des dérogations relatives à la durée du travail et du repos hebdomadaire.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes;

Vu les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu les décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901 et 4 juillet 1902;

Vu l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée,

Le Conseil d'État entendu,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — La rubrique : Maçonnerie et couverture (travaux de) faits en chantier, insérée dans la nomenclature de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 par le décret du 4 juillet 1902 est supprimée et remplacée par la rubrique suivante : « Travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du bâtiment ».

ART. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à la Bégude-de-Mazenc, le 14 août 1903.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes.

G. TROUILLOT.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^{er} par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SEDAN (1^{er} semestre 1903). — La situation de la draperie est toujours difficile et celle de la métallurgie ne s'est pas améliorée; les usines métallurgiques ne peuvent se maintenir qu'au prix de très grands sacrifices. Il n'en est pas de même des fonderies de seconde fusion qui ont un travail régulier.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier dans la *boulonnerie* à Charleville; le personnel ouvrier est généralement occupé et la durée du travail est toujours de 50 heures.

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre de 1903.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (1^{er} semestre de 1903). — Un certain ralentissement s'est manifesté depuis le semestre précédent dans la *brasserie*; un établissement fort important a été fermé. La production de la *minoterie-semoulerie* a été plutôt faible; mais l'industrie *charbonnière* a une activité normale : des installations électriques ont été faites au puits de l'Éclie (section de la Gardanne).

Dans l'industrie des *produits chimiques*, état stationnaire et toujours peu satisfaisant; les machines électriques tendent à remplacer les machines à vapeur. Les *raffineries de soufre* ont été un peu plus animées et il n'y a pas eu de chômage. Situation identique dans les fabriques d'*huile*; le nombre des établissements est en voie d'augmentation; une usine a disparu par suite d'incendie, une nouvelle a été mise en exploitation et trois nouvelles sont actuellement en construction. Pas de changement dans la *savonnerie* et les *salines*. L'industrie de la *corderie* est peu prospère, mais le personnel ouvrier trouve assez facilement du travail et chôme peu; l'outillage à la main se transforme de plus en plus en outillage mécanique; la durée du travail et les salaires sont toujours les mêmes.

Les ateliers de *construction mécanique* qui travaillent pour les huileries ont pu maintenir leur activité, mais ceux qui s'occupent de constructions maritimes ont vu leur travail diminuer sensiblement : la main-d'œuvre est abondante et plusieurs ateliers chôment une partie de la semaine pour occuper le personnel déjà réduit. La production des fabriques de *chaux* et *ciments* a été inférieure à celle du semestre précédent; une usine d'une certaine importance a été fermée, mais il n'y a pas eu de chômage.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a été beaucoup moins abondant à Marseille dans les *minoteries* et les fabriques de *semoules*; plusieurs établissements ont été fermés et d'autres ont vu leur travail diminuer de moitié; le chômage est assez sensible. L'industrie des *produits chimiques* est toujours peu prospère et souffre énormément de la concurrence étrangère; travail un peu plus actif dans la *raffinerie de soufre*; un établissement nouveau a été créé à Cette. Pas de changement chez les fabricants de *savon*, les *parfumeurs* et les *teinturiers-dégraisseurs*. Chez les entrepreneurs de *plomberie*, la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas été modifiés mais les chômeurs sont nombreux.

A Arles, chez les *maréchaux ferrants*, le travail a été un peu moins actif, mais il n'y a pas eu de chômage.

Charente-Inférieure. — D'après le Conseil des prud'hommes de Rochefort, la situation industrielle ne s'est guère modifiée. Le travail tend à diminuer dans le *bâtiment* et le chômage est sensible parmi les ouvriers des *quais* et *docks*. Dans la plupart des industries, la durée du travail est de 10 heures et 10 h. 1/2 en été — de 9 heures et 10 heures en hiver. Le taux des salaires varie entre 0 fr. 40 et 0 fr. 50 l'heure pour les ouvriers de métiers; les journaliers terrassiers, manœuvres touchent en moyenne 3 fr. 60 par jour.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, il n'y a pas eu de changement appréciable dans l'industrie du *bâtiment* à Rochefort : à l'approche de la saison d'été, il y a eu une légère augmentation de la durée du travail qui est actuellement de 60 heures par semaine.

Doubs. — D'après le Conseil des prud'hommes de Montbéliard et Audincourt, aucune modification n'est survenue dans la situation générale de l'industrie, dans le nombre des établissements, l'importance du personnel occupé, la durée du travail et le taux des salaires.

Eure. — La situation industrielle est à peu près la même dans le ressort du Conseil des prud'hommes d'Évreux. Le travail est très actif chez les *peintres* en bâtiment, mais la *métallurgie* est beaucoup moins animée. La durée du travail n'a pas varié, sauf dans l'industrie du bâtiment où les ouvriers font actuellement 72 heures au lieu de 48.

Ille-et-Vilaine. — D'après les renseignements communiqués par la Préfecture, et qui sont relatifs au 1^{er} trimestre 1903, la production dans les *mines* de Pontpéan a diminué de moitié; les travaux préparatoires ayant été négligés pendant ces dernières années, il en résulte une grande gêne pour l'exploitation; à la suite d'un accident de pompe, il y a eu un chômage de 2 jours; la durée du travail est toujours de 10 h. 1/2 et les salaires sont stationnaires.

En ce qui concerne l'arrondissement de Rennes, la situation de la *minoterie* a peu changé; la main-d'œuvre est abondante; la durée du travail n'a pas varié et le chômage est nul. La situation de la *brasserie* est très satisfaisante, la rareté du cidre ayant favorisé la consommation de la bière. L'industrie des *produits chimiques* reste sans changement; la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas été modifiés. L'*imprimerie* a adopté depuis quelque temps des machines nouvelles à composer dites *linotypes*; le travail est régulier et la journée de travail est de 10 h. 1/2 conformément à la loi du 30 mars 1900. Les *filatures* sont un peu moins animées que l'an dernier; le chômage s'est fait sentir, mais il a été de peu de durée. Dans l'industrie du *cuir* on espère une reprise de travail pour septembre. Une usine pour la fabrication du veau chrome doit fonctionner sous peu. L'état général de la *tannerie* est stationnaire; la main-d'œuvre est suffisante et il n'y a pas de chômage. Pas de changement notable dans les *scieries mécaniques* et la *brosserie*. Les ateliers de *constructions mécaniques* et la fonderie se ressentent toujours de la crise métallurgique qui sévit depuis la fin de l'année 1900. Le travail est normal dans l'industrie du *bâtiment*; depuis le 31 mars la journée de travail a été limitée à 10 h. 1/2 sans réduction de salaires.

D'après le Conseil des prud'hommes de Rennes le travail est plus actif que l'an dernier; dans la plupart des industries les ouvriers sont généralement occupés et les salaires sont stationnaires. Un établissement métallurgique qui occupait une cinquantaine d'ouvriers a été détruit par un incendie.

Loire-Inférieure. — D'après le Conseil des prud'hommes de Saint-Nazaire, le chômage qui sévit depuis plus d'un an sur les chantiers de *constructions navales* a eu une répercussion sur les autres industries locales : la durée du travail n'a pas été réduite, mais les salaires sont à 10 p. 0/0 environ au-dessous de la moyenne.

Meuse. — La situation industrielle est assez bonne dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc; le chômage est peu important.

Les *fonderies* et le *bâtiment* se maintiennent dans une certaine activité. Dans le *tissage mécanique* il y a pénurie d'ouvriers et surtout d'apprentis.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX (1^{er} semestre 1903). — La situation des *peignages de laine* a été normale. Les tissages chôment partiellement, 75 à 80 0/0 seulement de métiers étant en activité. Les *filatures de laine peignée* s'alimentent difficilement; les *filatures de coton* se ralentissent et les *teintures* et *apprêts* marchent très irrégulièrement.

Dans la plupart des industries le nombre des établissements est toujours le même; la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas été modifiés; la main-d'œuvre est plutôt abondante.

D'après le Conseil des prud'hommes d'Halluin, la situation générale de l'industrie est satisfaisante. D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a été sensiblement plus abondant, à Lille, chez les *filateurs de lin*. Pas de changement dans l'industrie de l'*ameublement*. A Tourcoing, les deux tiers des *filatures de laine* travaillent irrégulièrement, d'où de nombreux chômeurs. Les fabriques de *batistes* de Cambrai traversent une crise intense. Enfin, le travail est aussi moins abondant dans les *filatures*, les *peignages* et les *tissages* de Fourmies. A signaler, la démolition d'un important peignage de 80 peigneuses occupant 200 ouvriers et la faillite d'un établissement de 8,500 broches et 180 métiers, occupant 230 ouvriers.

Pas-de-Calais. — Dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Saint-Omer, toutes les usines sont en pleine activité. Il n'y a eu ni chômage, ni variations dans la durée du travail et le taux des salaires.

Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON (année 1902). — La crise que traverse l'industrie de la *meunerie* a continué et augmenté d'intensité au cours de l'année 1902. Les usines *électro-chimiques* et *électro-métallurgiques* ont repris une fabrication active. Le développement de la lumière électrique loin de nuire à l'industrie du gaz en stimule au contraire le progrès; une usine nouvelle, avec les derniers perfectionnements, c'est-à-dire les fours à cornues inclinées avec chargement et déchargement mécaniques, a été installée à La Mouche. L'industrie *chimique ordinaire* est moins favorisée en ce qui concerne la fabrication des

acides sulfurique et chlorhydrique, le phosphore, les acides citrique, tartrique et acétique, les colles et gélatine, etc.; par contre, les fabriques d'engrais ont eu un travail soutenu durant toute l'année.

La production des fabriques de soieries, en 1902, a été supérieure à celle de 1901 et à toute la période décennale depuis 1893; la situation laisse cependant un peu à désirer sauf en ce qui concerne les fabriques de *tissus légers* qui sont en pleine prospérité : on n'estime pas à moins de 25,000 le nombre des métiers mécaniques pour la fabrication de la mousseline de soie.

La situation générale de l'industrie des cuirs et peaux reste sensiblement la même que l'an dernier; une dizaine de maisons peu importantes ont été fermées. L'industrie *métallurgique*, un instant très éprouvée, a repris vers la fin de l'année sa marche normale.

CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLEFRANCHE (1^{er} semestre de 1903). — Le travail a été assez régulier dans l'industrie *meunière*, et le chômage n'a pas excédé 4 ou 5 jours par mois.

L'industrie des *tissus de coton* a eu une production assez active sans chômage. Dans les *teintures et apprêts, blanchiment et impression*, l'outillage subit d'importantes améliorations; malgré la régularité du travail, les ouvriers ont parfois chômé le lundi. Peu de changement dans l'industrie des *cotons filés*; la main-d'œuvre est suffisante sans chômage.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, à Lyon, le travail a laissé beaucoup à désirer pendant les mois d'avril et mai dans la *brasserie*; mais grâce aux chaleurs de la seconde quinzaine de juin, une amélioration sensible s'est produite. Des modifications ont été apportées à l'outillage et la situation du personnel ouvrier est bonne. Chez les fabricants de *chaussures*, un léger ralentissement dans le travail s'est manifesté; les ouvriers ne font que 48 heures au lieu de 60.

Haute-Savoie. — **CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY** (1^{er} semestre de 1903). — Les fabriques de *pâtes alimentaires* ont toujours la même activité. La durée du travail a été ramenée de 11 à 10 heures avec deux repos d'un quart d'heure dans la journée, mais sans diminution du taux des salaires, et il n'y a pas eu de chômage autre que celui qui correspond à la morte-saison.

Les établissements industriels de *produits chimiques* ont été plus animés que l'an dernier. Par contre, le travail fait défaut dans les *tanneries et corroieries*.

Les *filatures* et les *tissages* de coton ont pu se maintenir et éviter le chômage. La *chapellerie* (feutre et paille) n'a pas été moins favorisée grâce aux nouveaux articles pour l'exportation.

Enfin dans la *métallurgie* il y a eu une diminution sensible dans l'activité du travail, par suite de la rareté des demandes et aussi de la concurrence étrangère.

La situation de l'*horlogerie*, où plus de 3,000 ouvriers sont occupés, n'est pas plus satisfaisante; la durée du travail n'a pas été modifiée, mais il y a eu des chômages partiels.

Seine-et-Marne. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE MEAUX-COULOMMIERS** (1^{er} semestre 1903). — Dans la *meunerie*, le travail a été actif par suite de la disparition de trois grosses usines qui ont cessé de produire pendant le 2^e semestre de 1902. La *brasserie* a également profité de la mauvaise récolte vinicole de 1902. Par contre, les *sucreries*, les *féculeries* et *amidonneries* laissent toujours à désirer.

Les *papeteries* paraissent moins prospères qu'autrefois, et si elles occupent encore un nombreux personnel, la concurrence qu'elles ont à soutenir les oblige parfois à chômer. L'*imprimerie*, au contraire, ne connaît pas le chômage; elle procure du travail à un nombre toujours plus grand d'ouvriers, hommes et femmes.

Les *carrières* de *plâtre, sable, marne, meulière*, doivent en grande partie leur activité aux travaux du Métropolitain à Paris. Les *briqueteries* sont également dans une situation favorable, l'emploi de la brique se généralisant de plus en plus.

Rien de particulier à signaler dans le *tissage* : la confection des corsets semble être toutefois en décroissance.

Enfin, dans la *métallurgie*, l'usine du ferro-nickel de Lizy-sur-Ourcq a pu éviter des renvois de personnel en ajoutant à sa fabrication des articles d'*horlogerie* et de *bimbeloterie*.

Seine-et-Oise. — D'après le Conseil des prud'hommes de Versailles, l'activité du travail

est à peu près la même dans la plupart des industries; le travail est toujours peu abondant; la proportion des ouvriers en chômage peut être évaluée à 30 p. 100.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, le travail est sensiblement le même chez les *blanchisseurs* de Versailles et de Sèvres; la durée du travail est de 10 heures et demie, conformément à la loi du 30 mars 1900. A Saint-Germain, l'industrie du bâtiment est stationnaire; les ouvriers font généralement 60 heures par semaine.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE DE PÉRONNE (1^{er} semestre de 1903). — Dans la *meunerie*, les 4 premiers mois de l'année ont été très animés, mais dans le 5^e et le 6^e, le travail a sensiblement diminué; les petites usines travaillent environ 50 heures par semaine, les grandes 70 à 80 heures. Malgré toutes les améliorations apportées dans l'outillage, l'industrie *sucrière* est dans une situation critique; deux établissements occupant de 280 à 300 ouvriers ont été fermés.

Le travail a été peu abondant dans la brasserie par suite de la température froide de la saison d'été qui a un instant arrêté la consommation. Dans la plupart des fabriques de bière, l'outillage se transforme et se perfectionne; des essais sont tentés pour l'emploi du macérateur et du filtre-pressé.

L'industrie des *phosphates* s'améliore sensiblement, la métallurgie faisant une consommation très grande de craie phosphatée; il n'y a pas de chômage et la situation du personnel ouvrier est bonne.

Le travail a été moins actif dans les *tissages*; en fabrique, la moyenne de la durée du travail est de 60 heures par semaine; à domicile, elle n'est que de 50 heures.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, le chômage est très sensible dans l'industrie du bâtiment à Amiens. La situation des *industries textiles* est également peu prospère; un établissement occupant une cinquantaine d'ouvriers a été fermé. A Péronne, l'industrie de la brasserie se ressent beaucoup de la crise qui sévit sur la plupart des industries de la région; la fabrication a sensiblement diminué depuis quelques années.

Vosges. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ÉPINAL (1^{er} semestre de 1903). — Dans la *brasserie*, la consommation s'est fortement ralentie à la suite des temps froids du 2^e trimestre.

Les *filatures* et *tissages* de coton se trouvent toujours dans une situation difficile. Les fabriques de *dentelles* ne sont pas plus avantagées et supportent difficilement la concurrence qui leur est faite par les dentelles suisses dites à l'aiguille et les dentelles de la région du Puy. Les *blanchisseries* se ressentent beaucoup de la crise qui sévit sur l'industrie textile et particulièrement sur l'industrie cotonnière.

Le travail est toutefois un peu moins abondant dans la *tannerie*. Par contre, la situation des *briqueriers* et *tuileries* est très satisfaisante. Les *verreries* sont également très animées. Enfin, les *houillères* et *plâtrières* qui sont annexées aux verreries sont aussi en pleine activité.

Algérie. — D'après le Conseil des prud'hommes d'Oran, la situation de la plupart des industries s'est sensiblement améliorée au cours du 1^{er} semestre de 1903.

L'industrie du bâtiment est surtout très favorisée par suite des nombreuses constructions en cours; la durée du travail est de 10 heures et le salaire varie de 6 francs à 7 fr. 50 par jour.

Dans beaucoup de constructions, on a remplacé la pierre de taille par le ciment, d'où un chômage très sensible chez les tailleurs de pierres (30 p. 100 environ).

Dans les ateliers de *fonderie* et *tournage*, le chômage atteint 40 p. 100 de l'effectif. Mais la situation de la *tonnellerie* s'est améliorée; le chômage, qui était de 50 p. 100 l'an dernier, n'est plus aujourd'hui que de 15 à 20 p. 100.

L'industrie du *crin végétal* périclité; les ouvriers, pour une journée de 10 ou 11 heures, ne sont payés que 2 francs et 2 fr. 25; les enfants et les femmes de 0 fr. 50 à 1 fr. 25.

Les ateliers de *carrosserie* se maintiennent dans une situation normale; mais le travail fait défaut chez les *typographes*. Une nouvelle industrie, qui pourra occuper de nombreux ouvriers, est en voie de formation : celle de la *décortication* et du *filage* de la ramie et de l'agave ou aloès.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.*(Renseignements fournis à la date du 15 août.)*

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Thoiry, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Divonne-les-Bains; pas de chômeurs chez ceux de Serrières-de-Briord.

Aisne. — A Saint-Quentin, 20 p. 100 de chômeurs chez les *fleurs-rattacheurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *tul-listes en guipure*; pas de changement chez les ouvrières du *piquage de carton*; pas de changement chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *briquetiers*.

A Château-Thierry, travail peu actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Chauny, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Boheries, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Ily. A Saint-Michel, pas de changement chez les *mouleurs*. A Soissons, mort-saison chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon. A Ternier, pas de changement chez les *mouleurs*.

Allier. — A Moulins, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *carrossiers-selliers-bourreliers*. A Montluçon, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers de la *glacerie*. A Commentry, 6 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Buxières, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*; de même et travail actif chez les *mineurs*. A Saint-Hilaire, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Doyet, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vichy, travail actif chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers des *établissements thermaux*. A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy; nombreux chômeurs chez ceux d'Yzeure. A Cusset, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de chômeurs chez les *vermicelliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 65 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *serruriers-mécaniciens*; travail peu actif chez les *horlogers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *sténographes* et chez les *représentants de commerce*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Cannes, 11 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et horticoles* d'Antibes.

Ardèche. — A Privas, travail peu actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Annonay, 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; pas de changement chez les *métallurgistes*. A Vals, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Tournon, pas de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*.

Ardennes. — A Charleville, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Sedan, pas de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*. A Fumay, 4 p. 100 de chômeurs chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *tissus*. A Vrigne-aux-Bois, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu. A Nouzon, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures; de même et 72 heures chez ceux de

Bourg-Fidèle; travail moins actif chez ceux de Château-Regnault. A Haybes, pas de chômeurs chez les ardoisiers.

Ariège. — A Lavelanet, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers textiles.

Aube. — A Troyes, 19 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les ouvriers et ouvrières de la *filature*; travail peu actif chez les *bonnetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *teinturiers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les ouvriers de la *bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *maçons-plâtriers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 4 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

Aveyron. — A Rodez, pas de chômeurs: 60 heures, chez les *typographes*. A Millau, pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 9 p. 100 de chômeurs chez les garçons *bouchers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *tente*; travail moins actif chez les *blanchisseuses*, moitié de chômeurs chez les *corroyeurs en chevreau*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-bourreliers*; travail toujours peu actif chez les *tonneliers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-mécaniciens*; pas de changement chez les *tôliers-fumistes*; pas de changement chez les *maçons*; nombreux chômeurs chez les *manœuvres et aides-maçons*; de même chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A la Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Aubagne, moitié de chômeurs chez les *maçons*. A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Fontvieille, 18 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les mineurs de Gardanne et de Saint-Savournin; pas de changement chez ceux de Trets; 5 jours seulement de travail chez ceux de Fuveau.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*. A Lisieux, pas de chômeurs, 69 heures, chez les ouvriers *lainiers et liniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Charente. — A Angoulême, 18 p. 100 de chômeurs chez les *typo-lithographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*. A Cognac, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 40 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saintes, travail peu actif chez les *tonneliers*.

A Rochefort, 9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; de même et 66 heures chez les *peintres*.

travail assez actif chez les *charbonniers*. A Échillais, pas de changement chez les *carriers*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers en produits chimiques.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; travail actif chez les *charpentiers*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers journaliers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, travail actif chez les *mouleurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. A Nérondes, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agricoles*; pas de chômeurs chez ceux de Vailly; travail peu actif chez ceux de Saint-Loup-des-Chaumes. A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Grossouvre, 20 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de changement chez ceux de Cuffy; pas de chômeurs chez ceux de Villabon; nombreux chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois; de même chez ceux de Vallenay et de Feux; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; pas de chômeurs chez ceux d'Argent et chez ceux de Sancoins; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Guerche; nombreux chômeurs chez ceux de Brécy; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Blancfort. Nombreux chômeurs chez ceux de Charenton, 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs chez ceux de Menetou-Couture. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; travail actif chez les *plâtriers et peintres*. A Bessais-le-Fromental, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Saint-Pierre-lès-Étieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*. A Gracay, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs chez ceux de la Guerche.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Brive, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons-tailleurs de pierre*. A Bort, pas de chômeurs, 30 à 36 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

Corse. — A Ajaccio, 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de café*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussure*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers en *voiture*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Beaune, morte-saison chez les *typographes*. A Semur, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, travail assez actif, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *couvreurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement, travail actif, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Bourgneuf, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *boulangers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *graveurs-guillocheurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *employés en pharmacie et droguerie*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *meuble*. A Sainte-Suzanne, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*; nombreux chômeurs chez ceux de Baderel.

Drôme. — A Valence, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *sciurs sur bois*; pas de changement chez les *sculpteurs-moulistes*; pas

de chômeurs, 68 heures, chez les *employés de commerce et d'industrie*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Bourg-de-Péage, travail normal chez les *chapeliers*. A Dieulefit, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie *textile*. A Romans, 9 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez les *potiers*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Dreux, travail très actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs en métaux*; travail normal chez les *mécaniciens*.

Finistère. — A Brest, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers du port*. A Quimper, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*. A Guilvinec, situation toujours peu satisfaisante chez les *pêcheurs*.

A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-boîtiers*; nombreux chômeurs chez ceux de Concarneau et de Douarnenez.

Gard. — A Nîmes, un tiers de chômeurs chez les *terrassiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Bessèges, 5 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine à Tréséols. A Sauve, 10 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Beaucaire, 40 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*. A Aramon, pas de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, travail actif chez les *menuisiers-ébénistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de changement chez les *trépointeurs*; travail actif chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *meuble*; travail actif chez les *monteurs de galoches*; pas de changement, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*.

Gers. — A Auch, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs chez les ouvriers *bouchers-charcutiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 2 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*, de même et 54 heures chez les *dessinateurs chromistes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers* (pièce divisée); pas de changement chez les *coupeurs en chaussure*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *futailleurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *déménageurs-emballeurs*; nombreux chômeurs chez les *charbonniers du port*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. 8 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*. 40 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en *bois merrains*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes billardiens*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers décorateurs*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers*.

A Podensac, 11 p. 100 de chômeurs, 73 heures, chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Langon, pas de chômeurs chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

Hérault. — A Montpellier, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail peu actif chez les *tonneliers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de changement chez les *ébénistes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, 80 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs* de l'étang de Thau. A Béziers, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes-lithographes*. A Graissessac, travail satisfaisant, 20 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, nombreux chômeurs

chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*. A Agde, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Lézignan, 12 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de chômeurs chez ceux de Courmonterral; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pézenas; un tiers de chômeurs chez ceux de Sérignan.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs chez les *ouvriers du cuir*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, pas de changement chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Laignelet, pas de changement chez les *verriers*.

Indre. — A Châteauroux, travail peu actif, 20 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en draps*. Au Poinçonnet, 25 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Villedieu, nombreux chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Châteaurenault, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, 12 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*.

A Bouvesse-Quirieu, 10 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Rives, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*. A la Motte-d'Aveillans, pas de changement chez les *mineurs*. A Parmillieu, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; de même chez ceux de Porcieu-Amblagnieu. A Gières, moitié de chômeurs chez les *gantiers*. A Voiron, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Bourgoin.

Jura. — A Fraisans, pas de chômeurs, 65 heures par semaine, chez les *métallurgistes*. A Pont-de-Chefuy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Morez, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*; un tiers de chômeurs chez les *lunettiers*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

Loir-et-Cher. — A Blois, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Romorantin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en drap*; travail peu actif chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 4 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; travail peu actif chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs-épingleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*; travail peu actif chez les *ouvriers textiles*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fonte et cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, 50 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers*; nombreux chômeurs chez ceux de Terrenoire. A le Cergne, 6 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez ceux de la Gresle; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Rambert et de Jarnosse. Aux Barques, 60 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*. A Saint-Chamond, pas de changement chez les *métallurgistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds, de même chez ceux de Sorbiers et de Villars; 20 p. 100 de chômeurs chez

ceux de Terrenoire; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Genest-Lerpt. A Sail-sous-Couzan, travail moins actif, 50 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — Au Puy, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, $\frac{1}{3}$ de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; nombreux chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *machines-outils*; travail peu actif chez les *tourneurs-robotiers*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *cannonneurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Chantenay, pas de chômeurs chez les *ferblantiers-botiers*.

Loiret. — A Orléans, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *plâtriers*. A Montargis, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pithiviers, 12 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Chevilly. A Gien, 30 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Faverolles; pas de chômeurs chez ceux d'Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs chez ceux de Tigy.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; 17 p. 100 de chômeurs, 45 à 59 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Fumel, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*. A Lavardac, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*. A Casteljaloux, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, de même chez les *hommes de peine*. A Marmande, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 10 p. 100 de chômeurs chez les *jardiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les ouvriers *textiles*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Cholet, 12 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*. A Saumur, morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 44 heures, chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A La Tessoualle, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de Saint-Philbert-en-Mauges.

Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes-menuisiers-charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et décorateurs*. A Avranches, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *tailleurs de pierre et ravaieurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*, etc.; chez les *typographes*, 7 p. 100 de chômeurs; 4 p. 100 de chômeurs chez les *caissiers*. A Fismes, travail actif chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, travail actif chez les employés de la *ganterie*. A Saint-Dizier, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

Mayenne. — A Laval, morte-saison, 40 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 80 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Arc-en Barrois, 17 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *bûcherons*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pleine morte-saison chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *vêtement*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Saint-Nicolas, pas de chômeurs, 80 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*. Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mineurs* de Ludres; pas de chômeurs chez ceux de Frouard-Pompey, de Jœuf, de Gobbranchettes et de Neuves-Maisons.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers*, *terrassiers* et *mineurs*. A Cousances-aux-Forges, travail moins actif, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Vaucouleurs, chômage général chez les *mouleurs*.

Morbihan. — A Vannes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Pontivy, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Hennebont, moitié de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Sauzon, 10 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ferblantiers*.

Nièvre. — A Nevers, 8 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *peintres* et *plâtriers*. A Decize, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *employés*. A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Saint-Pierre-le-Montier, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Charité-sur-Loire.

A Cosne, pas de changement chez les ouvriers en *limes*. A Sichamps, pas de changement chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Billy-sur-Oisy; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Fermeté; pas de chômeurs chez ceux de Menou et de Donzy. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois* d'Entrains; de même chez ceux de Corvol-l'Orgueilleux, de la Chapelle-Saint-André, de Ciez, de Colméry et de La Celle-sur-Nièvre; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montavon; pas de chômeurs chez ceux de Ménestreau et de Perroy; pas de chômeurs chez ceux de Cessy-les-Bois, d'Arquian et de Bitry; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Bonnet; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nolay.

Nord. — A Lille, 4 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; nombreux chômeurs chez les *limonadiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *relieurs-papetiers*; morte-saison chez les ouvriers de l'industrie du *fil*; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *cuir*; pas de chômeurs chez les *carrossiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie des *métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs-mouleurs*.

A Roubaix, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuir* et *peaux*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs chez les *peigneurs réunis*; 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers-zingeurs-plombiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Maubeuge, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hautmont. A Cambrai: 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Dunkerque, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; travail actif, 4 p. 100 de chômeurs, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *peintres*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *marbriers*. A Fourmies, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif chez les ouvriers *textiles*. A Caudry, 2 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes*.

A Rieux, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisseurs*. A Houplines, 1 p. 100 de chô-

meurs chez les ouvriers *textiles*. A Armentières, pas de chômeurs, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs 67 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; travail plus actif chez les *métallurgistes*. A Saulzoir, travail peu actif chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux d'Illaspres. A Wignehies, 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Comines, pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*; 2 p. 100 de chômeurs, chez les *rubaniers*. A Saint-Souplet, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les ouvriers de l'industrie *textile*. A Villers-en-Cauchies, moitié de chômeurs chez les *tisserands*. A Linselles, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tisserands*; de même chez les ouvriers *textiles*. A Tourcoing, 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *tissage*; travail assez actif chez les ouvriers de l'industrie *textile*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de la *filature de coton*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers* en grosse moquette; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Onnaing, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Douai, travail actif, 56 heures, chez les *mineurs*; travail actif, pas de chômeurs chez les *menuisiers*. A Marly, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Gommegnies, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*. A Fresnes, 75 p. 100 de chômeurs chez les *verriers*; de même chez ceux d'Aniche. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*.

Oise. — A Beauvais, travail actif, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les ouvriers *fileurs*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les ouvriers *agricoles et industriels*. A Mouy, travail assez actif chez les *coupeurs en chaussures*. A Méru, pas de chômeurs chez les *boutonniers* en os. A la Croix-Saint-Ouen, travail peu actif chez les *layetiers*. A Andeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*. A Saint-Sauveur, pas de changement chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez ceux de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de changement chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 53 heures, chez les *jumelliers*.

Orne. — A Alençon, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Arras, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Calais, pas de chômeurs chez les *boulangers, pâtisseries et biscuitiers*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *cordonniers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *caoutchouc*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; travail peu actif chez les ouvriers de l'*ancrage*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*.

A Thiers, 25 p. 100 de chômeurs chez les *émouleurs et polisseurs en ciseaux*; travail moins actif chez les *mineurs* d'Auzat-sur-Allier; pas de changement chez ceux de Messeix. A Volvic, pas de chômeurs chez les *carriers*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *chénistes*.

A Pau, 7 p. 100 de chômeurs, travail assez actif chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers*; travail actif chez les *maçons*. Au Boucau, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Biarritz, 30 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; 1 p. 100 de chômeurs, 60

heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers-polisseurs*; travail moins actif chez les *marbriers-tailleurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de chômeurs, travail très actif, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; moitié de chômeurs chez les *tapissiers*; pas de chômeurs chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Claira.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif pas de changement chez les *menuisiers*. A Giromagny, pas de chômeurs, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chocolatiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 18 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; 12 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de cafés, hôtels*; 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *minervistes-pointeurs-margeurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-régisseurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; 14 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maroquiniers*; pas de changement chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez ceux du *cousu-main*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers*; moins de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; morte-saison chez les *ouvriers de la soie*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; morte-saison chez les *ouvrières de l'habillement*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-mouluriers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tréfileurs*; pas de changement chez les *litiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; de même chez les *sculpteurs*, 2 p. 100 de chômeurs chez les *clèves et employés en pharmacie*; pas de changement chez les *employés de la soierie*; pas de changement chez les *employés de commerce* et les *comptables-teneurs de livres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail moins actif chez les *filateurs*; pas de changement chez les *teinturiers*. A Thizy, chez les *tisseurs*, 35 p. 100 de chômeurs, 42 heures par semaine.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, 15 p. 100 de chômeurs, chez les *cordonniers*. A Ronchamp, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, pas de chômeurs chez les *sabotiers*. A Mâcon, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Montceau-les-Mines, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. A Montchanin, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Creusot, travail moins actif chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *piqueurs de grès* de Saint-Emiland; pas de chômeurs, 55 heures, chez ceux de Saint-Gengoux.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons* et chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *ouvriers en voitures*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 7 p. 0/0 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, pas de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en manches de parapluies*. A Châteaude-Loir, pas de chômeurs chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du cuir*; pas

de chômeurs chez les menuisiers et charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les serruriers-mécaniciens; pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre; pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers et peintres. A Arvillard, pas de changement chez les forgerons.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers et charpentiers; pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre.

Seine. — A Paris, travail peu actif chez les boulangers; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les biscuitiers; 10 p. 100 de chômeurs chez les confiseurs; 20 p. 100 de chômeurs, 77 à 78 heures, chez les ouvriers en salaisons; 3 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers; 9 p. 100 de chômeurs chez les garçons de cuisine; 16 p. 100 de chômeurs chez les limonadiers restaurateurs.

9 p. 100 de chômeurs chez les lithographes; 6 p. 100 de chômeurs chez les graineurs lithographes; morte-saison chez les graveurs d'écriture; 7 p. 100 de chômeurs chez les imprimeurs et conducteurs; 12 p. 100 de chômeurs chez les imprimeurs de journaux; un quart de chômeurs chez les graveurs de musique; 6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les dessinateurs chromistes; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les stéréotypers-galvanoplastes; chez les ouvriers de la dorure sur cuirs et papiers, 3 p. 100 de chômeurs; 4 p. 100 de chômeurs chez les opérateurs bitumiers de la photogravure; 1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les fondeurs typographes.

Un tiers de chômeurs chez les ouvriers de la cordonnerie; travail actif chez les ouvriers en pelletterie-lusterie; travail peu actif chez les mégissiers du mouton; 4 p. 100 de chômeurs chez les selliers-harnacheurs; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du chevreau glacé; 11 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les tanneurs; travail satisfaisant chez les gantiers; 2 p. 100 de chômeurs chez les selliers et mécaniciens de l'article de chasse; 6 p. 100 de chômeurs chez les monteurs en sièges cuirs.

3 p. 100 de chômeurs chez les tisseurs; deux tiers de chômeurs chez les façonniers-passementiers; 7 p. 100 de chômeurs chez les couturières (Union); 2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les passementiers à la main; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvrières de l'industrie florale; 35 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les ouvriers en chapeaux de soie; 4 p. 100 de chômeurs chez ceux en chapeaux de soie et feutre; pas de chômeurs, 66 heures, chez les casquiers; 12 p. 100 de chômeurs chez les chapeliers en fantaisie; 4 p. 100 de chômeurs chez les coupeurs de cols et cravates, 6 p. 100 de chômeurs chez les confectionneuses de cols et cravates; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 11 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les couleurs et garçons de lavoir; 3 p. 100 de chômeurs chez les garçons de lavoir; 3 p. 100 de chômeurs chez les teinturiers-dégraisseurs.

12 p. 100 de chômeurs chez les charpentiers; 3 p. 100 de chômeurs chez les menuisiers; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les scieurs de long; 7 p. 100 de chômeurs chez les scieurs-découpeurs; pas de changement chez les brossiers pour peinture; 12 p. 100 de chômeurs chez les doreurs sur bois; pas de chômeurs, 63 heures, chez les coffretiers; 2 p. 100 de chômeurs chez les layetiers-emballeurs.

Pas de chômeurs, 66 heures, chez les charrons; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tôliers; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contre-maîtres des industries métallurgiques; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tourneurs-robotiers; 18 p. 100 de chômeurs chez les mouleurs en cuivre; pas de changement chez les ouvriers en limes; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en instruments de précision; pas de chômeurs, travail actif, chez les tourneurs en optique; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les opticiens; 9 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bronze imitation; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les potiers d'étain; 25 p. 100 de chômeurs, chez les émailleurs sur métaux; un tiers de chômeurs chez les plombiers.

Pas de changement chez les tailleurs de pierre; 4 p. 100 de chômeurs chez les sculpteurs-modéleurs; 20 p. 100 de chômeurs chez les peintres en bâtiment; travail peu actif chez les terrassiers-puissatiers-mineurs; 15 p. 100 de chômeurs chez les céramistes; pas de chômeurs chez les biseauteurs et polisseurs de glaces; travail peu actif chez les tailleurs sur cristaux.

7 p. 100 de chômeurs chez les comptables; pas de changement chez les placiers en fleurs et plumes; pas de changement chez les employés de commerce et d'industrie; 5 p. 100 de chômeurs chez les sténographes (Alliance); pas de changement chez les dames employées

aux écritures; pas de changement chez les employés des bureaux de placement autorisés; 17 p. 100 de chômeurs chez les élèves en pharmacie; 1 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; 2 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs-conducteurs d'automobiles; pas de changement chez les camionneurs; 60 p. 100 de chômeurs chez les cochers de grande remise; pas de chômeurs chez les porteurs aux halles; 6 p. 100 de chômeurs chez les emballeurs de chiffons.

A Clamart, 20 p. 100 de chômeurs chez les *treillageurs-rustiqueurs*. A Vitry, pas de chômeurs chez les ouvriers de la terre. A Clichy, pas de changement chez les *boulangers*. A Levallois-Perret, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; travail peu actif chez les *cochers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 40 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures par semaine, chez les *menuisiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *chaudronniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *fondeurs en fer*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; pas de changement chez les *constructeurs-mécaniciens*, 13 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'équipes et mécaniciens du port*.

Au Havre, pas de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs*; pas de chômeurs chez les *pétroliers, huiliers et savonniers*; nombreux chômeurs chez les *voiliers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs chez les *tapissiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *fondeurs*; travail actif chez les *terrassiers-puisatiers-mineurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-plombiers*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *employés*; nombreux chômeurs chez les *charbonniers du port*; de même chez les *journaliers du port*. A Deville-les-Rouen, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Elbeuf, pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres*. A Arques, travail peu abondant, 63 heures, chez les *menuisiers*. A Bolbec, pas de changement chez les *cotonniers*; travail peu actif chez ceux de Lillebonne et d'Oissel; pas de chômeurs chez ceux de Malaunay.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Nanteuil-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *carriers et plâtriers*. A Lagny, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Montereau, pas de chômeurs chez les *faïenciers*. A Châtean-Landon, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail moins actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 à 70 heures, chez les *scieurs-découpeurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux*; pas de chômeurs chez les *serruriers-mécaniciens*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *maçons, tailleurs et scieurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres en bâtiment*.

A Saint-Germain, travail peu actif chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. A Argenteuil, deux tiers de chômeurs chez les *brodeurs*; chez les *métallurgistes* 2 p. 100 de chômeurs. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Chaville, pas de chômeurs chez les *blanchisseurs*. A Essonne, pas de changement chez les *chapeliers*; pas de chômeurs chez les *mouleurs*. A Saint-Leu, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; A Méry-sur-Oise, travail actif chez les *carriers*. A Orsay, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Étampes, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, travail actif chez les *typographes*. A Niort, travail actif chez les *typographes*. A Saint-Laurs, pas de chômeurs, travail actif chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *lithographes*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs chez les *tapissiers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Abbeville, travail actif, 63 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Albert, 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *mécaniciens*.

Tarn. — A Albi, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *chapeliers-approprieurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, de même chez les *menuisiers* et chez les *tourneurs sur bois*. A Graulhet, 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A Cagnac, pas de chômeurs, travail actif, chez les *mineurs*. A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 63 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*. A Mazamet, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*. A Briatexte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Toulon, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*. Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*. A la Seyne, travail peu actif chez les *marins-pêcheurs*; pas de changement chez les *métallurgistes*. A Hyères, pas de changement chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, 11 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 45 à 63 heures, chez les *ébénistes*. A Caderousse, travail actif chez les *balaitiers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*, travail peu actif chez les *peintres*. A Fontenay-le-Comte, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; chez les *menuisiers*, grève. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Aux Sables d'Olonne, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *serblantiers-boitiers*. A Évrunes, pas de changement chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux des *Épesses et de Saint-Laurent-sur-Sèvre*.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *talonniers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; travail assez actif chez les *ébénistes*; pas de chômeurs chez les *typographes*; travail actif chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *modeleurs et mouleurs en plâtre*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*, de même chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs chez les *mouffletiers*.

A Saint-Junien, 50 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuir et peaux*; 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Vosges. — A Saint-Dié, 10 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A Remiremont, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; 17 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*. A Moussey, pas de changement chez les *tisseurs et filateurs*.

Yonne. — A Auxerre, pas de changement chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers sur *bois*.

A Sens, pas de changement chez les *brossiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* de Courson, de Saint-Martin-des-Champs, de Domats et de Sommechaize. A Saint-Sauveur, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*; de même chez ceux de Lavau et de Perreux; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Privé. A Saint-Fargeau,

30 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers*. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*. A Mézilles, pas de chômeurs chez les *forestiers*; de même chez ceux de Fontenailles-sous-Andryes et des Ormes.

Algérie. — A Alger, 10 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs chez les *charrons-forgerons*; travail actif, 60 heures par semaine, chez les *tailleurs de pierre*.

A Mustapha, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Oran, 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*. A Bône, 28 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Constantine, 22 p. 100 de chômeurs chez les employés *de commerce*.

Adjudications importantes en septembre et octobre 1903

ROUTES ET CHEMINS.

28 septembre. — CREUSE. — Tr. s. ch. vicin. 113 368

CHEMINS DE FER.

30 septembre. — CHER. — Ch. de f. départ. : Trav. d'infrastr. 430,000

CANALISATION ET ÉGOUTS.

28 septembre. — ALGÉRIE. — M. de Cheblé. Const. d'un barrage. 138,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

28 septembre. — ALGÉRIE. — Constr. d'infirmer. régimentaire. 95,500

29 septembre. — VOSGES. — Remiremont : Constr. d'un gr. scol. et d'une école. 111,700

4 octobre. — SAÔNE-ET-LOIRE. — Montceau-les-Mines : Const. d'écoles. 386,955

8 octobre. — HÉRAULT. — Const. de l'asile départ. d'aliénés. 355,500

TRAVAUX MÉTALLIQUES.

28 septembre. — AISNE. — Tabliers métallurg. de ponts. 140,000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Août 1902.	Juillet 1903	Août 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	20 ^t 50	25 ^t 37 5	25 ^t 62 5
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	31 87 5	39 25	37 87 5
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	57 00	49 25	50 75
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	73 12 5	48 75	48 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	71 00	64 00	65 50
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	56 25	73 75	84 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	143 00	160 00	158 50
Soies grèges Cévennes, le kilogr.....	"	56 00	57 00
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	141 50	175 00	158 00
Étain Banka, idem.	333 00	345 00	333 00
Plomb, idem.	33 50	33 00	33 75
Zinc, bonnes marques, idem.	47 96 5	54 00	56 75
Blé à Paris, idem.	22 10	22 75	22 75
Blé à Nantes, idem.	20 45	"	20 05
Blé à Dijon, idem.	20 35	"	20 00
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 28	1 39	1 40
Viande veau, idem.....	1 55	1 43	1 63
— mouton, idem.....	1 89	1 95	1 99
— porc, idem.....	1 54	1 55	1 48

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1903.

	1903.	1902.	AUGMENTATION en 1903.	DIMINUTION en 1903.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	570,410,000	509,647,000	60,763,000	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,993,045,000	1,904,051,000	88,994,000	"
Objets fabriqués.....	529,270,000	511,260,000	18,010,000	"
TOTAUX.....	3,092,725,000	2,924,958,000	167,767,000	"
AUGMENTATION en 1903.....			167,767,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	401,366,000	443,278,000	"	41,912,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	779,730,000	758,454,000	21,276,000	"
Objets fabriqués.....	1,393,086,000	1,386,184,000	6,902,000	"
Colis postaux.....	175,359,000	154,202,000	21,157,000	"
TOTAUX.....	2,749,541,000	2,742,118,000	49,335,000	41,912,000
DIMINUTION en 1903.....			7,423,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 937,741,800 francs du 1^{er} janvier au 28 août 1903 contre 914,111,200 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 2.58 p. 100.

Faillites. — 99 faillites et 12 liquidations judiciaires en août 1903 (contre 96 et 14 en août 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 100 demandes en août 1903, dont 85 pour des constructions neuves, contre 106 et 84 en août 1902.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE 1903.

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant le déboursé total des consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives, sous la désignation portée au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de certaines qualités déterminées des mêmes marchandises.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).	CHAR- BON (au quintal.)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Aisne	0 27	1 74	"	3 00	"	0 46	"	3 90
Ardennes	0 26	"	1 49	2 50	"	0 42	"	3 04
Bouches-du-Rhône	0 30	"	"	"	"	0 33	"	"
Charente-Inférieure	0 25	"	"	"	"	"	"	"
Doubs	0 27	1 90	2 12	2 81	9 23	0 31	"	"
Gironde	0 28	"	"	"	10 09	0 32	"	"
Isère	0 34	2 10	1 74	2 78	8 00	0 29	0 30	3 58
Loire	0 29	2 28	1 21	"	"	0 29	"	"
Manche	0 27	1 70	1 10	1 20	7 00	0 52	"	3 72
Marne (Haute-)	0 30	1 69	2 00	2 80	9 34	0 31	0 30	"
Meurthe-et-Moselle	0 29	1 83	1 76	3 09	9 00	0 37	"	4 30
Nord	0 30	1 71	1 91	3 13	11 24	0 62	"	2 87
Pas-de-Calais	0 27	1 56	1 86	2 69	"	0 70	"	"
Rhône	0 31	1 01	1 01	2 75	8 72	0 28	"	4 09
Saône-et-Loire	0 28	1 53	1 50	"	"	0 39	0 37	3 36
Seine	0 32	1 75	1 71	3 17	12 65	0 49	0 28	5 46
Seine-et-Marne	0 30	"	"	"	"	"	"	"
Seine-et-Oise	0 34	1 80	1 80	3 08	12 82	0 30	0 25	5 03
Sèvres (Deux)	0 24	"	"	"	"	"	"	"
Vosges	0 29	1 69	1 69	2 30	"	0 35	"	"
ENSEMBLE du terri- toire	0 28	1 75	1 53	2 86	10 85	0 35	0 27	3 84
Quantités vendues par l'ensemble des 612 sociétés	kil. 16,895,587	kil. 407,600	kil. 102,822	kil. 77,949	quint. 3,942	lit. 3,007,811	lit. 143,501	quint. 114,316
RAPPEL DU 4 ^e TRIMESTRE 1902.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 640 sociétés	19,270,163	596,349	130,089	113,795	6,103	4,548,489	278,776	113,884
Prix moyen	fr. c. 0 27	fr. c. 1 79	fr. c. 1 79	fr. c. 2 71	fr. c. 11 00	fr. c. 0 31	fr. c. 0 24	fr. c. 4 05
RAPPEL du 1 ^{er} trimestre 1902.	kil.	kil.	kil.	kil.	quint.	lit.	lit.	quint.
Quantités vendues par 544 sociétés	16,978,175	323,280	114,037	94,711	4,746	2,146,596	197,953	103,030
Prix moyen	fr. c. 0 26	fr. c. 1 38	fr. c. 1 67	fr. c. 2 92	fr. c. 8 00	fr. c. 0 25	fr. c. 0 25	fr. c. 4 26

Les résultats ci-dessus des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre de 1903 résultent du dépouillement des rapports de 612 sociétés, dont 538, qui ont donné le nombre de leurs adhérents, groupaient 159,233 associés. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble des 612 sociétés.

MOUVÈMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 unions de syndicats patronaux;
- 5 unions de syndicats ouvriers;
- 35 syndicats patronaux comptant 1,975 membres;
- 66 syndicats ouvriers comptant 3,256 membres;

et de la dissolution de :

- 2 syndicats ouvriers comptant 41 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

1 en août, 18 en juillet, 24 en juin, 21 en mai, 12 en avril, 9 en mars, 4 en février, 3 en janvier et 16 antérieurement au 1^{er} janvier 1903. Total : 108.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aube [19 mai 1903]. — Chambre syndicale patronale des **coiffeurs** de l'Aube (48 membres). Siège social : rue de Turenne, 40, TROYES.

Aude [26 mars 1903]. — Union des négociants en **vins** vendant exclusivement au commerce de gros (32 membres). Siège social : rue de la Tonnellerie, 5, NARBONNE.

Aveyron [23 décembre 1902]. — Chambre syndicale des fabricants **tanneurs** et corroyeurs de Millau (28 membres). Siège social : boulevard de la République, 75, MILLAU.

Bouches-du-Rhône [30 mars 1903]. — Syndicat des **brasseurs**, fabricants de boissons gazeuses, de sirops, de glace et entrepositaires de bières de la ville d'Arles (4 membres). Siège social : rue de la Sous-Préfecture, 1, Arles. — [16 décembre 1902]. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** (21 membres). Siège social : CHÂTEAU-RENARD.

Calvados [1^{er} février 1903]. — Syndicat des **armateurs** et pêcheurs honfleurais (10 membres). Siège social : École des marins de la Basse-Seine, rue Gambetta, HONFLEUR.

Creuse [16 avril 1903]. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Bourgneuf et ses environs (27 membres). Siège social : BOURGANEUF. — [10 juin 1903]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Guéret (15 membres). Siège social : place de la Préfecture, 5, GUÉRET.

Drôme [12 février 1903]. — Syndicat des agents et négociants en **automobiles** (9 membres). Siège social : avenue Gambetta, 61, VALENCE.

Gironde [9 avril 1903]. — Chambre syndicale de la **boucherie** hippophagique de Bordeaux et du département de la Gironde (37 membres). Siège social : place des Capucins, 52, BORDEAUX. [13 juin 1903]. — Syndicat des **courtiers** en vins de Bordeaux et du département de la Gironde (56 membres). Siège social : cours Pavé-des-Chartrons, 30, BORDEAUX.

Hérault [10 mai 1903]. — Syndicat des agents généraux du département de l'Hérault des compagnies françaises d'**assurances** à primes fixes [incendie, vie, grêle et accidents] (23 membres). Siège social : rue Argenterie, 3. MONTPELLIER. — [15 octobre 1902]. — Syndicat des entrepreneurs du **bâtiment** de Montpellier (45 membres). Siège social : café de la Rotonde, place de la Comédie, MONTPELLIER. — [11 juillet 1903]. — Association des **viticulteurs** du Midi (37 membres). Siège social : café de la Rotonde, rue Maguelonne, MONTPELLIER.

Loire [23 avril 1903]. — Union des marchands de **soie**, schappes et coton de Saint-Étienne (22 membre). Siège social : rue Mi-Carême, 8, Saint-Étienne.

Loire-Inférieure [10 avril 1903]. — Syndicat des **marins-pilotes** de la Loire. Station de Basse-Indre (60 membres). Siège social : Grande-Rue. BASSE-INDRE. — [16 mars 1903]. Association syndicale des patrons **cordonniers** de Nantes et de la Loire-Inférieure (30 membres). Siège social : rue de la Galissonnière, 1, NANTES.

Loiret [4 mai 1903]. — Syndicat de l'**épicerie** d'Orléans (27 membres). Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

Manche [17 mai 1903]. — Syndicat du commerce de l'**épicerie** des arrondissements d'Avranches, Coutances, Mortain et Saint-Lô (75 membres). Siège social : rue du Calvaire, 13, GRANVILLE.

Meurthe-et-Moselle [23 mai 1903] — Syndicat des marchands de **bois** de Meurthe-et-Moselle (70 membres). Siège social : rue Saint-Jean, 41, NANCY.

Nord [3 avril 1903]. — Chambre syndicale de la **boucherie** et triperie d'Anzin (30 membres). Siège social : Grande-Place, 173. ANZIN. — [29 avril 1903]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Denain et environs (52 membres). Siège social : salon de l'Ermitage, rue de Villars, DENAIN. — [13 juillet 1903]. — Chambre syndicale de la **couture** lilloise et de l'arrondissement (8 membres). Siège social : passage de la Fontainedel-Saux, LILLE. — [12 juillet 1903]. — Syndicat des **herboristes** du Nord de la France (18 membres). Siège social : place de la Gare, 5-7, LILLE. — [8 juin 1903]. — Syndicat des marchands **laitiers** de l'arrondissement de Lille (177 membres). Siège social : rue de Béthune, 47, LILLE.

Rhône [10 juillet 1903]. — Union syndicale des **jardiniers**, maraichers, horticulteurs, herbagers et similaires du marché de Givors (39 membres). Siège social : rue de l'Égalité, 2, GIVORS.

Seine [30 novembre 1902]. — Chambre syndicale des marchands déballleurs et étalagistes en **tissus** et articles similaires (517 membres). Siège social : rue Jacquart, 8, PANTIN. — [8 avril 1903]. — Chambre syndicale des directeurs de **concerts**, music-halls, bals, cirques et spectacles divers (53 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS (X^e). — [7 mai 1903]. — Chambre syndicale des **osieristes** français (23 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS (X^e). — [17 juin 1903]. — Syndicat fédéré d'**hygiène**, articles hygiéniques et produits antiseptiques (15 membres). Siège social : Bourse du commerce, PARIS (1^{er}). — [26 mai 1903]. — Chambre syndicale des fabricants et constructeurs de **matériel** de guerre (30 membres). Siège social : rue de la Victoire, 90, PARIS (IX^e). — [24 février 1901]. — Chambre syndicale des **verriers** du département de la Seine (60 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS (X^e).

Seine-Inférieure [26 avril 1903]. — Chambre syndicale de la **boulangerie** des campagnes de l'arrondissement de Dieppe et des communes limitrophes (140 membres). Siège social : rue Desmarests, 1, DIEPPE.

Somme [1^{er} juillet 1903]. — Syndicat des **épiciers** en détail du canton de Roisel (48 membres). Siège social : Chez le Président, ROISEL.

Alger [15 avril 1903]. — Syndicat des **dentistes** du département d'Alger (8 membres).
Siège social : rue d'Isly, 8, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes (Hautes) [7 mai 1903]. — Chambre syndicale professionnelle des lessiveuses et blanchisseuses de Gap (48 membres). Siège social : GAP.

Ardennes [11 juin 1903]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Mézières-Charleville-Mohon (24 membres). Siège social : quai Mialaret, 3, MÉZIÈRES.

Aube [4 juin 1903]. — Union syndicale des compagnons **boulangers** du département de l'Aube (28 membres). Siège social : place de la Préfecture, 3, TROYES. — [18 juin 1888.] — Association syndicale des ouvriers et ouvrières de toutes les parties se rattachant à la confection de l'**habillement** (20 membres). Siège social : Hôtel de ville, TROYES.

Aveyron [13 janvier 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **gantiers** de Millau (85 membres). Siège social : rue de la Tour, MILLAU.

Bouches-du-Rhône [10 mai 1903]. — Chambre syndicale des **hommes de peine** de Châteaurenard (29 membres). Siège social : CHÂTEAURENARD. — [19 juillet 1903]. — Syndicat des **employées** marseillaises (22 membres). Siège social : rue Consolat, 122, MARSEILLE. — [19 juillet 1903]. — Syndicat marseillais des ouvrières de l'**habillement**, métiers similaires et professions connexes (68 membres). Siège social : rue Consolat, 122, MARSEILLE.

Charente-Inférieure [1^{er} janvier 1902]. — Syndicat de l'aiguille de Saintes [**couturières**] (63 membres). Siège social : rue Cuvilliers, 19, SAINTES.

Cher [1^{er} juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires (40 membres). Siège social : BRUÈRE-ALLIGHAMPS. — [2 février 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiments** de Mehun-sur-Yèvre (30 membres). Siège social : Bourse du travail, MEHUN-SUR-YÈVRE. — [1^{er} janvier 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **journaliers** et travaux similaires de Mehun et des communes limitrophes (29 membres). Siège social : Bourse du travail, MEHUN-SUR-YÈVRE. — [1^{er} décembre 1899]. — Chambre syndicale des **peintres** sur porcelaine et travaux similaires de Mehun-sur-Yèvre (80 membres). Siège social : Bourse du travail : MEHUN-SUR-YÈVRE. — [1^{er} mai 1900] — Chambre syndicale des ouvriers useurs de grains et polisseurs sur **porcelaine** de Mehun-sur-Yèvre (30 membres). Siège social : Bourse du travail : MEHUN-SUR-YÈVRE.]

Corrèze [29 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** de Bort (42 membres). Siège social : BORT. — [2 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Tulle (19 membres). Siège social : Bourse du travail, TULLE.

Côte-d'Or [23 juin 1903]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Dijon (60 membres). Siège social : Bourse du travail, DIJON.

Côtes-du-Nord [24 mai 1903]. — Association syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres**, carriers et marbriers de Saint-Brieuc (45 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC. — [3 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **vanniers** de la ville de Saint-Brieuc (9 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Finistère [21 mai 1903]. — Syndicat des **employés du commerce** et de l'industrie de Brest (100 membres). Siège social : rue du Château, 50, BREST. — [19 avril 1903]. — Chambre syndicale des **garçons de magasins** de la ville de Brest et des environs (60 membres). Siège social : rue Lanouron, 19, BREST. — [5 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés du **gaz** à Brest (16 membres). Siège social : rue Marché-aux-Toiles, 2, BREST. — [1^{er} février 1903]. — Syndicat des employés aux écritures des

ports et établissements de la **marine** (92 membres). Siège social : rue Villaret-Joyeuse, BREST. — [10 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Brest (53 membres). Siège social : rue Marché-aux-Toiles, 2, BREST.

Gironde [1^{er} avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers de **scierie** mécanique de Preignac (32 membres). Siège social : PREIGNAC.

Hérault [14 avril 1902]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et terrassiers de la commune de Cazouls-lès-Béziers (65 membres). Siège social : CAZOULS-LÈS-BÉZIER. — [17 janvier 1902]. — Syndicat des **cultivateurs**, terrassiers et assimilés de Villeneuve-lès-Béziers (59 membres). Siège social : VILLENEUVE-LÈS-BÉZIER.

Isère [7 juin 1903]. — Syndicat des ouvriers **boisseliers** et similaires de Romans et Bourg-du-Péage [section de Vinay] (15 membres). Siège social : VINAY.

Jura [2 janvier 1903]. — Syndicat international des ouvriers **menuisiers**, charpentiers, ébénistes et similaires de Morez (40 membres). Siège social : Mairie, MOREZ. — [21 mai 1903]. — Chambre syndicale du **bâtiment** [section de la pierre] (60 membres). Siège social : à la Grenette, SAINT-CLAUDE.

Loire [1^{er} janvier 1903]. — Union fraternelle des **mineurs** [section de Beaubrun] (40 membres). Siège social : rue de la Loire, 41, BEAUBRUN. — [2.] — Union fraternelle des ouvriers **plâtriers-peintres** de Saint-Étienne (65 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [1^{er} juin 1903]. — Syndicat **typographique** indépendant nantais (32 membres). Siège social : rue Montyon, 11, NANTES. — [10 juin 1903]. — Groupe de l'Indépendance des ouvriers **boulangers** de la ville de Saint-Nazaire (31 membres). Siège social : rue Ville-Aubry, 10, SAINT-NAZAIRE.

Marne [1^{er} juillet 1903]. — Syndicat des bons **tisseurs** (4 membres). Siège social : rue de Cernay, 16, REIMS. — [1^{er} juillet 1903]. — *Le Progrès*, syndicat des **tisseurs** (4 membres). Siège social : rue Saint-Thierry, 25, REIMS.

Meuse [9 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Cousances-aux-Forges (100 membres). Siège social : café du Centre, COUSANCES-AUX-FORGES.

Morbihan [2 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** des cantons de Vannes (30 membres). Siège social : ancienne école de Saint-Patern, VANNES.

Nièvre [13 juin 1903]. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et des professions connexes (106 membres). Siège social : LA CHARITÉ-SUR-LOIRE.

Nord [14 juin 1903]. — Union syndicale des employés des **coopératives** ouvrières de consommation et de production de la région du Nord (60 membres). Siège social : rue Léon Gambetta, 31, LILLE. — [21 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers du **tissage** de Roubaix et environs (136 membres). Siège social : rue du Pile, 8, ROUBAIX. — [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvrières de préparation du **tapis** (60 membres). Siège social : rue de Manin, 165, TOURCOING. — [25 juin 1903]. — Syndicat de **triage** et de peignage « *La Sécurité du travail* » (30 membres). Siège social : rue de Dunkerque, 112, TOURCOING.

Oise [1^{er} avril 1903]. — Union syndicale des ouvriers **carriers** de l'Oise (50 membres). Siège social : rue de Montataire, 42, CREIL. — [1^{er} mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise (36 membres). Siège social : MESNIL-THÉRIUS.

Puy-de-Dôme [14 juillet 1903]. — Syndicat des travailleurs de Gravanches (**artille-**

rie (9 membres). Siège social : rue Robert, CLERMONT-FERRAND. — [14 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de l'équipement et chaussures militaires (20 membres). Siège social : rue Sainte-Claire, 40, CLERMONT-FERRAND. — [14 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux-ferrants** du Puy-de-Dôme (24 membres). Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées (Basses) [1^{er} mars 1903]. — Union amicale des ouvriers **boulangers** de Biarritz (28 membres). Siège social : rue Gambetta, 15, BIARRITZ. — [8 juin 1903]. — Association syndicale des ouvriers **ébénistes** de la ville de Pau (42 membres). Siège social : Halle neuve, PAU. — [1^{er} juin 1903]. — Association syndicale des ouvriers **tourneurs** sur bois de la ville de Pau et de la région (25 membres). Siège social : Halle neuve, PAU.

Pyrénées (Hautes-) [3 juillet 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Tarbes (20 membres). Siège social : Bourse du travail, TARBES.

Pyrénées-Orientales [29 mai 1903]. — Syndicat des **employés** des deux sexes de la ville de Perpignan (55 membres). Siège social : Perpignan. — [27 juin 1903]. — Syndicat des travailleurs **agricoles** de la ville de Saint-Laurent-de-la-Salanque (49 membres). Siège social : SAINT-LAURENT-DE-LA-SALANQUE.

Rhône [23 mars 1903]. — Syndicat des **couturières** de Lyon (30 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [.. avril 1903]. — Syndicat indépendant des **manœuvres** et hommes de peine de la ville de Lyon (50 membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON.

Seine [1^{er} mai 1903]. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières des industries du papier (banlieue Ouest) (.. membres). Siège social : route d'Asnières, 26, CLICHY. — [19 juillet 1903]. — Syndicat des travailleurs des **aciéries** de France (250 membres). Siège social : rue Cauchy, 30, PARIS-15^e. — [30 juillet 1903]. — Union syndicale de la Compagnie générale **omnibus** (65 membres). Siège social : Maison Bessodes, rue Saint-Honoré, 108, PARIS-1^{er}. — [5 juillet 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **tourneurs** en procédés pour queues de billard (25 membres). Siège social : quai de Valmy, 79, PARIS-10^e. — [8 août 1903]. — Syndicat de la coopération des **voyageurs**, représentants et employés de commerce (55 membres). Siège social : rue de Sèvres, 23, PARIS-6^e.

Seine-et-Marne [15 mars 1903]. — Union syndicale des ouvriers en **cuirs** et peaux et parties s'y rattachant du canton de Lagny (10 membres). Siège social : rue Carnot, 5, LAGNY.

Vendée [29 mai 1903]. — Chambre syndicale des **couvreurs-zingueurs** du canton de La Roche-sur-Yon (10 membres). Siège social : LA ROCHE-SUR-YON.

Vienne [2 mai 1903]. — Syndicat des ouvriers **verriers-peintres** et colleurs de papiers peints de la ville de Poitiers (36 membres). Siège social : rue du Doyenné, 1, POITIERS.

Vosges [29 mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers de l'industrie **textile** de Moyennoutier et des environs (270 membres). Siège social : Salle Vergnier, Grande Rue, MOYENNOUTIER.

Alger [5 juin 1903]. — Syndicat des employés **droguistes** (32 membres). Siège social : Bourse du travail, ALGER.

3^e UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Loire [25 mars 1903]. — Fédération des syndicats de l'**alimentation** du département de la Loire (6 syndicats adhérents). Siège social : rue Paul Bert, 5, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure [11 juillet 1903]. — Union des syndicats des **marins-pilotes** de la Loire et autres (3 syndicats adhérents). Siège social : place du Bassin, 1, SAINT-NAZAIRE.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aube [31 mars 1901]. — Fédération départementale des syndicats ouvriers de l'Aube (11 syndicats adhérents). Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 10 bis, TROYES.

Bouches-du-Rhône [19 avril 1903]. — Fédération départementale des **mineurs** des Bouches-du-Rhône (4 syndicats adhérents). Siège social : GARDANNE.

Seine [28 mai 1903]. — Fédération **typo-lithographique** indépendante (2 syndicats adhérents). Siège social : rue des Gravilliers, 19, PARIS-3°.

Doubs (17 juin 1903). — Union régionale des ouvriers du **bâtiment** de Besançon (syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Seine (21 juillet 1903). — Secrétariat national des syndicats des travailleurs **municipaux** et départementaux de France et des colonies (6 syndicats adhérents). Siège social : rue Maître-Albert, PARIS-5°.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition).

1° SYNDICAT OUVRIER.

Seine [21 décembre 1900]. — Chambre syndicale des travailleurs de l'aiguille (**habille-ment**) du département de la Seine (15 membres). Siège social : rue de Pontoise, 23, PARIS.

Bouches-du-Rhône [10 février 1901]. — Syndicat des **experts** de l'administration de la Guerre (26 membres). Siège social : rue l'Endounie, 43, MARSEILLE.

ERRATUM.

Maine-et-Loire [14 février 1901]. — Association professionnelle des artistes **musiciens** de la ville d'Angers (55 membres). Siège social : Bourse du travail, ANGERS.
(Publiée à tort comme dissoute dans le *Bulletin* du mois d'avril 1903).

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

La sardine, qui avait déserté si longtemps les côtes de Bretagne, a fait une courte apparition en septembre. Le travail a commencé à baisser dans l'industrie du bâtiment.

Les dernières moissons, les labours, les ensemencements et les battages dans le Nord, les vendanges dans le Midi, ont occupé les ouvriers agricoles pendant tout le mois de septembre.

Dans l'industrie textile, la situation est loin de s'être améliorée depuis le mois dernier; la crise a plutôt tendance à se généraliser et à s'accroître. La reprise ne s'est pas encore prononcée dans les industries du vêtement et de la chaussure; par contre la morte-saison a pris fin chez les chapeliers.

Pas de changement appréciable depuis deux mois dans la métallurgie, sauf à Paris, où l'industrie de l'automobile paraît traverser une crise.

Les industries du livre et du meuble sont toujours en morte-saison. Il y a par contre une reprise dans les verreries. La situation est toujours très satisfaisante dans la céramique.

1,050 syndicats, groupant 177,314 ouvriers, ont répondu, en septembre 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 997, groupant 140,845 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 17,794, ce qui correspond à une moyenne de 12.6 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 9.4 p. 100; elle était de 10 p. 100 en septembre 1902.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de septembre 1903.

L'ouvrage, pendant le mois de septembre 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois d'août, plus abondant par 16 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des syndiqués; équivalent par 62 p. 100 des syndicats, groupant 58 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 22 p. 100 des syndicats, groupant 27 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 438 syndicats, groupant 45,537 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 325, groupant 80,428 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La sardine a enfin fait son apparition sur les côtes de Bretagne. Sur la Méditerranée la pêche donne toujours des résultats médiocres.

Les quelques jours de beau temps du commencement du mois ont permis d'achever la moisson des céréales, dans les endroits où elle avait été retardée par le mauvais temps; les labours, les ensemencements de seigle et d'escourgeon, et en Bretagne, la récolte du sarrasin, ont donné ce mois-ci dans le Nord une occupation suffisante aux ouvriers agricoles. Dans le Midi, le mois a été consacré aux vendanges; malheureusement la médiocrité de la récolte a laissé, dans quelques endroits, beaucoup de bras inoccupés, et, d'autre part, les vendanges se sont terminées plus tôt que d'habitude.

Les 67 syndicats de bûcherons qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 1,865 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 8,169 syndiqués, une proportion de 22 p. 100, le mois dernier cette proportion était de 23 p. 100. En attendant l'embauche des bois qui n'aura lieu qu'en octobre ou novembre, beaucoup d'ouvriers bûcherons sont actuellement occupés au battage des grains, aux semailles ou à l'arrachage des pommes de terre.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 147,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de septembre 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	34,041	5.88	"	"	"	39	70
Loire.....	16,459	5.52	"	"	2	70	28
Gard et Hérault.....	13,291	5.96	"	"	"	15	85
Isère.....	1,831	5.91	"	"	"	15	85
Bourgogne et Nord-Est..	9,506	5.94	"	"	"	29	71
Centre.....	8,417	5.85	"	"	"	42	58
Tarn et Aveyron.....	10,403	5.94	"	"	"	12	88
Provence (lignites).....	3,074	4.97	"	"	28	72	"
ENSEMBLE pour la France.	147,022	5.83	"	"	0.88	33.15	65.97

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.80. Il était de 5.80 en septembre 1902.

CARRIÈRES. — Le travail continue à être assez satisfaisant dans les ardoisières de Fumay et d'Haybes-sur-Meuse. Dans les carrières, la proportion des chômeurs est de plus de 5 p. 100; elle était de 3 p. 100 en août et de 2 p. 100 en juillet. Cette augmentation tient presque uniquement aux carrières de Fontvielle qui accusent 50 p. 100 de chômeurs; tous les autres syndicats, sauf deux, estiment la situation satisfaisante pour l'époque.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 59 syndicats, groupant 9,279 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en septembre 1903, soit 1,013, la proportion de ces derniers dans l'ensemble des industries de l'alimentation était de plus de 10 p. 100; le mois dernier elle était de 9 p. 100, elle était de 10 p. 100 en septembre 1902. La situation est néanmoins jugée satisfaisante pour l'époque par plus de la moitié (66 p. 100) des ouvriers syndiqués. Le chômage est particulièrement important chez les boulangers de Lille, Toulouse, Brest, Bordeaux, Rochefort, Villeneuve-sur-Lot, les cuisiniers et pâtisseries de Nancy, Mustapha, Montpellier et Lyon. Il y a par contre une amélioration sensible dans la boucherie, la charcuterie, la confiserie et la biscuiterie. Le chômage est très important chez les limonadiers, sauf à Besançon et à Alger.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'août 1903 (onze premiers mois de la campagne 1902-1903), s'élevait à 1,571,281 hectolitres contre 1,754,482 hectolitres pour la période correspondante de la précédente campagne, soit une différence en moins de 183,241 hectolitres; le déficit a donc légèrement augmenté depuis la fin du mois de juillet, où il se montait à 182,840 hectolitres. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (25,532 hectolitres au lieu de 105,265) et ceux de mélasses (731,001 hectolitres au lieu de 925,310). La production des bouilleurs de cru des onze premiers mois de la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 77,417 hectolitres, soit une différence en moins de 105,003 hectolitres sur la période correspondante de la campagne 1901-1902 : le déficit continue à s'accroître de ce côté ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de septembre (premier mois de la campagne 1903-1904) les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 45 fabriques, soit dans 15 fabriques de plus qu'à la fin de septembre 1902. La quantité de sucre extraite des turbines ou en cours de fabrication correspondait, à la fin de septembre 1903, à 30,254,390 kilogrammes de sucre raffiné, en diminution de 2,419,229 kilogrammes sur la période correspondante de la campagne 1902-1903.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble de ces industries, d'après les réponses des syndicats, ressort à plus de 8 p. 100 contre 4 p. 100 le mois dernier. Le chômage est surtout important chez les huiliers du Havre; les ouvriers et employés du gaz de Paris ont plus de travail. La situation est toujours estimée satisfaisante par les savonniers de Marseille, bien qu'ils accusent 17 p. 100 de chômeurs.

Travail toujours satisfaisant chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges et chez les papetiers et relieurs. Le travail a repris chez les doreurs sur cuir, papier, étoffes de Paris.

⁽¹⁾ J. O. du 19 septembre 1903.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 227 pour 91 syndicats groupant 5,538 adhérents, soit 4 p. 100; pour Paris, de 516 pour 19 syndicats groupant 6,335 adhérents, soit 8 p. 100. La proportion était également le mois dernier, pour la province, de 4 p. 100, et pour Paris, de 8 p. 100; elle était, pour le mois de septembre 1902, de 5 p. 100 pour la province, de 11 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 69 p. 100 des syndicats de province groupant 54 p. 100 des syndiqués. L'état général serait donc un peu plus satisfaisant que le mois dernier et surtout que l'année dernière à la même époque. Bien que la morte-saison n'ait pas encore pris fin, on constate une certaine reprise dans quelques centres.

On ne signale au contraire aucune reprise à Paris, sauf pour les graveurs sur bois et les dessinateurs-chromistes qui auraient un peu plus de travail. Le syndicat typographique de la rue de Savoie (3,200 membres) accuse 300 chômeurs.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 16 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 9 p. 100. La situation, dans l'ensemble, serait donc moins bonne en septembre qu'en août; ce qui serait dû en partie au prix élevé du cuir en poils. A Annonay les mégissiers de rivière ont 10 p. 100 de chômeurs et travaillent 30 heures par semaine; à Millau 300 tanneurs et corroyeurs syndiqués sur 850 seraient sans travail par suite du développement du machinisme; la situation reste stagnante chez les tanneurs et corroyeurs de Roanne, Châteaurenault, Château-du-Loir; à Paris, un grand nombre de tanneries ne travaillent que trois jours par semaine, les plus favorisées ne font que huit heures par jour; les mégisseries sont en morte-saison annuelle. On signale, par contre, une reprise partielle à Marseille (corroyeurs, chevriers-maroquinières) et à Lyon en ce qui concerne la fabrication du cuir pour galoches. A Graulhet la proportion des chômeurs reste encore fixée à 9 p. 100; elle diminuerait beaucoup si l'eau ne manquait pas. Les pelletiers-fourreurs de Paris sont toujours satisfaits; ceux de Fismes, par suite du manque de peaux, ont 20 p. 100 de chômeurs et ne font que 42 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 9 p. 100 contre 16 p. 100 en août; la situation cependant ne paraît pas s'être beaucoup améliorée; la morte-saison persiste dans presque tous les centres; à Fougères, le chômage atteint 9 p. 100 et la durée du travail ne dépasse pas 40 heures; à Paris, le chômage est de 40 p. 100 chez les cordonniers et de 9 p. 100 chez les ouvriers en chevreau glacé.

Dans la ganterie, le chômage serait de 50 p. 100 à Millau, de 20 p. 100 à Saint-Junien contre 50 p. 100 en août; il y a une reprise sensible dans ce dernier centre; le travail par contre a un peu fléchi à Paris.

Dans la sellerie, le travail est un peu plus abondant à Marseille; à Paris, il laisse à désirer en ce qui concerne l'harnachement, mais reste satisfaisant pour l'article de chasse.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 69 syndicats, groupant 14,636 adhérents, était, à la fin de septembre 1903, de 2,042 (non compris les tisseurs de Saint-Quentin en grève), soit plus de 14 p. 100; la proportion était de 13 p. 100 le mois dernier, de 9 p. 100 en septembre 1902. La situation continue donc à être peu satisfaisante pour l'époque, et la cause en est toujours le haut prix des matières premières, surtout du coton.

Dans le Nord, à Roubaix, il n'y a aucun changement depuis le mois dernier ; à Tourcoing, dans l'ensemble de l'industrie textile, la proportion des chômeurs est de 8 p. 100 et la durée du travail varie, suivant les établissements, de 50 à 60 heures ; dans beaucoup de tissages les ouvriers ne travaillent plus que sur un métier ; enfin les trieurs de laine accusent 45 p. 100 de chômeurs ; à Lille, le chômage, dans l'ensemble de l'industrie textile, est de 3 p. 100 : les filateurs ne font que 60 heures, les tisseurs 52 ; à Wignehies, le chômage est de 15 p. 100 ; à Armentières, par contre, il n'y avait à la fin de septembre aucun chômeur et la situation était considérée comme satisfaisante ; il en était de même dans les petits centres de Neuville et de Haspres ; à Houplines, les chômeurs sont peu nombreux, mais quelques usines ne travaillent que 5 jours par semaine ; à Avesnes-lès-Aubert, la semaine est réduite à 56 heures : elle reste fixée à 63 heures à Comines ; en n le chômage a diminué de 50 à 15 p. 100 à Villers-en-Cauchies par suite de l'emploi des tisseurs en chômage aux travaux agricoles. Dans le groupe normand, à Bolbec, la semaine de travail est toujours de 53 heures et elle a encore été réduite dans un des principaux établissements ; à Oissel, elle n'atteint que 52 heures et demie ; à Flers plusieurs usines chôment 2 jours par quinzaine ; à Condé-sur-Noireau, la proportion des chômeurs est de 66 p. 100 et la semaine de 50 à 60 heures ; par contre, à Malaunay, tous les ouvriers travaillent 63 heures par semaine. Dans l'Est, l'activité est médiocre à Épinai ; à Saint-Dié, le chômage reste fixé à 10 p. 100. Dans les Ardennes, la proportion des syndiqués sans travail atteint 5 p. 100 à Floing, 7 p. 100 à Illy ; mais, dans ce dernier centre, la semaine n'a pas été réduite. A Saint-Quentin, les tisseurs ne font que 50 heures par semaine ; 52 heures et demie à Bohéries. La situation est toujours satisfaisante à Romorantin, dans les centres de la Vendée et dans les centres des environs de Cholet, mais à Cholet même le chômage est de 10 p. 100 ; à Angers, il est de 13 p. 100 et la durée du travail a été réduite à 50 heures. Dans le groupe roannais, la proportion des chômeurs syndiqués dépasse 10 p. 100 à Roanne, 25 p. 100 à Thizy, 30 p. 100 à Bourg-de-Thizy. A Lavelanet, le chômage est presque complet (80 à 90 p. 100) ; à La Bastide-Rouairoux, la semaine est réduite à 48 heures ; par contre, à Bagnères-de-Bigorre le travail bat son plein.

Dans les tissages de Saint-Étienne et de sa région, la fabrication du velours est complètement arrêtée et celle du ruban ne reprend pas ; à Saint-Rambert cependant il y a une légère reprise, mais le chômage est encore de 5 p. 100. Enfin à Lyon les tisseurs à la main accusent 40 p. 100 de chômeurs.

On ne prévoit pas la fin de la crise qui sévit sur tous les centres de la bonneterie.

L'activité est toujours médiocre chez les teinturiers de Troyes et les imprimeurs sur étoffes de Lyon ; les teinturiers dégraisseurs de Paris étaient encore en morte-saison à la fin de septembre.

Le chômage est toujours considérable dans les centres de la Loire qui fabriquent la passementerie ; à Paris les passementiers à la main ne font que 45 heures, par contre les façonniers-passementiers à la barre font tous la semaine pleine. La situation des tullistes de Saint-Quentin n'a pas changé depuis le mois dernier ; à Caudry la semaine varie de 30 à 35 heures en légère augmentation sur le mois dernier. Les tapissiers en grosse moquette de Tourcoing ont à peine 1 p. 100 de chômeurs et travaillent 62 heures par semaine.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement la proportion des chômeurs est de 7 p. 100 contre 8 p. 100 le mois dernier. On signale la reprise du travail à Angoulême, Bourges, Béziers, Nancy, Biarritz. A Paris, tandis que les couturières et les tailleurs sont encore en morte-saison, les confectionneuses, les coupeurs et confectionneuses de cols et cravates, les fleuristes, feuillagistes et plumassières recommencent à travailler.

Chez les chapeliers, casquetiers, etc., le travail a repris dans presque tous les centres et la proportion des chômeurs s'est abaissée de 11 à 3 p. 100.

Chez les blanchisseurs la morte-saison a pris fin et le travail avait recommencé à la fin de septembre.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les 57 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 5 p. 100, elle était de 8 p. 100 le mois précédent : la situation est estimée satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats groupant 62 p. 100 des syndiqués. Les centres où le nombre des chômeurs reste encore important sont : Marseille (calfats), Caen, Bordeaux, Paris (charpentiers), Nantes (charpentiers de navires), Vannes, Clermont-Ferrand (menuisiers). Dans les scieries le travail est actif à Hermes, Bordeaux, Langon et Paris (scieurs de long) ; il laisse au contraire à désirer à Podensac et à Gommegnies.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 23 syndicats, est de 8 p. 100 contre 9 p. 100 le mois dernier. La situation est considérée comme non satisfaisante par plus de la moitié des syndicats et des syndiqués. Le chômage est surtout important à Lyon (sculpteurs-mouluriers), Perpignan, Paris (doreurs sur bois). Par contre, le travail est satisfaisant à Narbonne, Montbéliard, Tours, Nancy, Mazamet, Castres (tourneurs), Bayonne.

Le nombre des chômeurs est presque nul chez les ouvriers en voitures ainsi que chez les galochiers qui se montrent très satisfaits.

Dans la tonnellerie, le chômage est complet à Mèze, la situation reste également peu satisfaisante à Saintes et à Cognac ; par contre les ouvriers des bois merrains de Bordeaux ont bénéficié d'une reprise momentanée par suite de quelques arrivages ; à Reims et à Dunkerque les tonneliers accusent peu de chômeurs.

L'activité est satisfaisante chez les coffretiers de Paris, les brossiers de Bethizy-Saint-Pierre, les boisseliers de Sauve, les bouchonniers de Lavardac et d'Épernay. Par contre elle laisse à désirer chez les layetiers, les caissiers d'Épernay, les vaniers d'Aramon. Pas ou peu de chômeurs chez les balaitiers de Grisolles et les ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 110 syndicats groupant 25,563 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était en septembre de 2,503, soit 9 p. 100 ; la proportion était le mois dernier de 7 p. 100 : elle était de 15 p. 100 en septembre 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 4 p. 100 : le mois dernier elle était de 7 p. 100 ; la situation est considérée comme satisfaisante par un peu plus de la moitié des syndicats qui ne groupent, il est vrai, que 33 p. 100 des syndiqués ; ce n'est guère qu'à Paris (mouleurs en cuivre) et à Aubry (fondeurs en zinc) que l'on signale des chômeurs.

Les syndicats de métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux) accusent 10 p. 100 de chômeurs ; la proportion était de 3 p. 100 en août et de 10 p. 100 en juillet ; la situation est estimée satisfaisante par 55 p. 100 des syndicats ne représentant, il est vrai, que 12 p. 100 des syndiqués. Il convient de remarquer, pour apprécier sainement l'augmentation de la proportion du chômage, que le syndicat de Saint-Chamond (1,100 membres), qui n'avait pas donné d'indication en août, a accusé en septembre 65 p. 100 de chômeurs contre 60 p. 100 en juillet. Les autres centres où le chômage dépasse 10 p. 100, sont Commentry, Alais, Lille (25 p. 100), Calais. Par contre le travail est assez

satisfaisant à Maubeuge, Argenteuil, Onnaing, Reims, Deville-les-Rouen, Bordeaux, Rennes, Pont-de-Chéroy. Au Creusot la moyenne des sans travail est de 3 p. 100, à Firminy de 6 p. 100.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 8 p. 100, elle était inférieure à 5 p. 100 le mois précédent. Le chômage reste fixé à Nouzon à 5 p. 100, il dépasse 30 p. 100 à Nantes et à Rouen. Les mécaniciens de Nice, Pau, Rouen, Versailles, Chartres, se montrent assez satisfaits. A Paris, l'Union des mécaniciens (3,200 membres) accuse 250 chômeurs par suite des nombreux renvois dans les usines d'automobiles.

Légère amélioration chez les ferblantiers-boîtiers de Concarneau et de Chantenay; ceux de Périgueux et des Sables-d'Olonne sont toujours satisfaits. Travail peu abondant chez les couteliers de la région de Thiers. Travail normal chez les potiers d'étain et les tourneurs robinettiers de Paris.

Pas de changement dans l'horlogerie et la bijouterie. Travail abondant chez les tourneurs en optique de Paris.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 141 syndicats, groupant 10441, adhérents, était, à la fin de septembre de 12 p. 100; elle était de 11 p. 100 le mois précédent et de 12 p. 100 en septembre 1902.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 12 p. 100 au lieu de 8 le mois dernier; la situation est jugée satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats et 52 p. 100 des syndiqués. La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 17 p. 100 contre 24 p. 100 le mois dernier; le chômage est surtout important à Narbonne, Bourges, Bordeaux, Béziers, Nantes, Paris (peintres en bâtiment). Les sculpteurs et marbriers accusent à peine 3 p. 100 de chômeurs.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Travail toujours satisfaisant dans la chaudière, la briqueterie et la tuilerie. Il en est de même chez les potiers de Vallauris, Saint-Amand et Roanne et les porcelainiers de Limoges, Vierzon, Villedieu-de-l'Indre et Saint-Uze. Les céramistes de Paris sont toujours en mortaison. A la faïencerie de Montereau, tous les ouvriers font 63 heures, sauf les ébaucheurs, les fournassiers et les presseurs de carreaux.

Travail toujours satisfaisant dans la glacerie à Montluçon. A Fresnes il y a une reprise dans les verreries, et le chômage est descendu à 25 p. 100.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à 26 p. 100. contre 9 en août. Dans les ports le chômage est considérable à Dunkerque, au Havre et à Bordeaux.

D'après les réponses de 24 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 3,677 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin de septembre, de 103, soit moins de 3 p. 100, proportion inférieure à celle du mois précédent (4 p. 100).

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de septembre 1903. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve page 796.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
22 juillet.	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Mouleurs.....	1	7	1
30 juillet.	28 sept...	Vierzon.....	Cher.....	Porcelainiers.....	1	7	2
13 août...	.....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	419	3
17 août...	8 sept...	Paris.....	Seine.....	Coiffetiers.....	1	22	4
17 août...	.....	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	8	593	5
18 août...	.....	Hellemmes.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	20	6
21 août...	.....	Grasse.....	Alpes-Maritimes..	Parfumeurs.....	1	27	7
24 août...	.....	Domène.....	Isère.....	Mégissiers.....	1	5	8
25 août...	.....	Montluel.....	Ain.....	Tisseurs.....	1	35	9
26 août...	17 sept...	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350	10
27 août...	8 oct...	Besançon.....	Doubs.....	Taillieurs de pierres.....	28	70	11
28 août...	.....	Saint-Quentin....	Aisne.....	Tisseurs.....	5	830	12
GRÈVES COMMENCÉES							
1 ^{er} sept...	1 ^{er} sept.	Montélimar.....	Drôme.....	Tanneurs.....	1	5	1
1 ^{er} sept...	2 sept...	Amboise.....	Indre-et-Loire....	Chaussures (Ouvriers en)...	1	60	2
1 ^{er} sept...	4 sept...	Roubaix.....	Nord.....	Apprêteurs.....	1	100	3
1 ^{er} sept...	7 sept...	Rieux.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	120	4
1 ^{er} sept...	8 sept...	Paris.....	Seine.....	Pianos (Facteurs de).....	1	25	5
1 ^{er} sept...	10 sept...	Lille.....	Nord.....	Mécaniciens-construteurs ..	1	95	6
1 ^{er} sept...	17 sept...	Rochefort.....	Charente-Inférieu ^{re}	Déchargeurs.....	1	14	7
2 sept...	3 sept...	Rochefort.....	Charente-Inférieu ^{re}	Déchargeurs.....	1	450	8
2 sept...	4 sept...	Pérénchies.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	361	9
2 sept...	7 sept...	Grasse.....	Alpes-Maritimes..	Maçons et aides.....	"	150	10
3 sept...	9 sept...	Charleville.....	Ardennes.....	Mouleurs.....	1	30	11
3 sept...	9 sept...	Bléré.....	Indre-et-Loire....	Selliers.....	1	9	12
3 sept...	16 sept...	Nice.....	Alpes-Maritimes..	Déchargeurs.....	"	450	13
4 sept...	5 sept...	Cette.....	Hérault.....	Déchargeurs.....	1	42	14
4 sept...	5 sept...	Dunkerque.....	Nord.....	Bâcheurs.....	1	38	15
4 sept...	14 sept...	Roanne.....	Loire.....	Mécaniciens-construteurs ..	1	22	16
4 sept...	.....	Hyères.....	Var.....	Salins (Ouvriers des).....	1	300	17
7 sept...	7 sept...	Dunkerque.....	Nord.....	Bâcheurs.....	1	22	18
7 sept...	9 sept...	Anhiers.....	Nord.....	Mineurs.....	1	15	19
7 sept...	.....	Angers.....	Maine-et-Loire...	Maréchaux-ferrants.....	"	25	20
9 sept...	11 sept...	Quiévrechain....	Nord.....	Verriers à vitres.....	1	15	21
9 sept...	.....	Pantin.....	Seine.....	Instruments de précision (Ouvriers en).....	1	50	22
11 sept...	5 oct...	Roanne.....	Loire.....	Teinturiers.....	"	400	23
12 sept...	.....	Paris.....	Seine.....	Mouleurs.....	1	27	24
14 sept...	16 sept...	Tarbes.....	Hautes-Pyrénées..	Tanneurs.....	1	7	25
14 sept...	2 oct...	Marseille.....	Bonches-du-Rhône.	Boueurs.....	2	250	26
17 sept...	17 sept...	Sains-Richaumont.	Aisne.....	Tisseurs.....	1	83	27
17 sept...	19 sept...	Saint-Dié.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	95	28
17 sept...	9 oct...	Angers.....	Maine-et-Loire...	Tisseurs.....	3	4,000	29
19 sept...	29 sept...	Rieux.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	120	30
19 sept...	.....	Bailleul.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	90	31
21 sept...	22 sept...	Orléans.....	Loiret.....	Tabacs (Ouvriers des).....	1	19	32

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} SEPTEMBRE 1903 (1).

1	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.	.....
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
3	Demandes : réintégration d'ouvriers; renvoi d'un directeur et de deux ouvriers.	.....
4	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.
5	Réduction de salaire.	.....
6	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un directeur.	.....
7	Demande d'augmentation de salaire.	.....
8	Demande de renvoi des femmes.	.....
9	Retard dans le paiement des salaires.	.....
0	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.
1	Demandes : substitution du travail à l'heure au travail à la journée; augmentation de salaire.	Transaction.
2	Refus de conduire trois métiers.	.....

N SEPTEMBRE 1903.

1	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.	Échec.	Grévistes remplacés.
2	Réduction de salaire.	Transaction.	
3	Demande de renvoi de deux surveillants.	Échec.	
4	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
6	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	24 grévistes congédiés.
7	Réduction de salaire.	Transaction.	
8	Demande d'embauchage d'un ouvrier syndiqué.	Échec.	
9	Demande de renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
0	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
1	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
2	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	
3	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; suppression de la retenue pour l'assurance.	Transaction.	
4	Solidarité avec les grévistes de Nice.	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
6	Demande de renvoi d'un contremaître.	Transaction.	
7	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.
9	Demandes; augmentation de salaire; suppression d'amendes.	Transaction.	
0	Demandes : augmentation de salaire; repos hebdomadaire.	.....	
1	Demande de renvoi de deux ouvriers.	Échec.	
2	Demande de réintégration d'un ouvrier.	.....	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
4	Demande de renvoi d'un contremaître.	.....	
5	Demande de suppression d'une retenue pour maléfactions.	Transaction.	
6	Réduction de salaire.	Réussite.	
7	Retard dans le paiement des salaires.	Réussite.	
8	Demande de retrait d'un nouveau règlement d'atelier.	Échec.	
9	Demande de fixation du tarif applicable au 1 ^{er} avril 1904, lors de la diminution légale de la durée du travail journalier.	Réussite.	
0	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Échec.	
1	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REPRÉSENT.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
21 sept...	22 sept...	Lunéville	Meurthe-et-Moselle	Mécaniciens-constructeurs...	1	20	33
21 sept...	24 sept...	Hennebont	Morbihan	Produits chimiques (Ouv. en)	1	40	34
21 sept...	.....	Armentières	Nord	Tisseurs	1	110	35
21 sept...	.....	Paris	Seine	Selliers	1	13	36
21 sept...	.....	Paris	Seine	Typographes	1	42	37
22 sept...	25 sept...	Ronbaix	Nord	Tisseurs	1	33	38
22 sept...	30 sept...	Armentières	Nord	Tisseurs	1	120	39
22 sept...	.....	Lorient	Morbihan	Couvreurs	"	70	40
23 sept...	28 sept...	Bergerac	Dordogne	Papier (Ouvrières d'une fa- brique de).	1	15	41
24 sept...	1 ^{er} oct...	Nice	Alpes-Maritimes ..	Bâtisseurs	1	120	42
24 sept...	.....	Grenoble	Isère	Terrassiers	1	250	43
25 sept...	2 oct...	Sein	Ariège	Mineurs	1	160	44
26 sept...	.....	Tourcoing	Nord	Tapis (Ouvriers d'une fabri- que de).	1	36	45
28 sept...	4 oct...	Nice	Alpes-Maritimes ..	Charretiers	"	"	46
28 sept...	.....	Armentières	Nord	Tourneurs et navetiers	1	35	47
29 sept...	.....	Nice	Alpes-Maritimes ..	Serruriers et fumistes	"	200	48
30 sept...	2 oct...	Gérardmer	Vosges	Tisseurs	1	110	49
30 sept...	.....	Cette	Hérault	Menuisiers-ébénistes	"	"	50
30 sept...	.....	Armentières	Nord	Presseurs et départageurs de lin.	1	47	51

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1903.

51 grèves ont été signalées, en septembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 49 d'entre elles, est de 8,910. Il y avait eu, en septembre 1902, 29 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 45.

Ces 51 grèves, dont 41 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	21
Réductions de salaire	4
Retard dans le paiement des salaires	1
Demandes de diminution du temps de travail	3
Contestation relative à la réglementation du travail	1
Contestation relative au règlement d'atelier	1
Contre l'introduction du travail aux pièces	1
Demandes de réintégration d'ouvriers	5
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs	14
Demandes de suppression d'amendes	2
Demandes de suppression de la retenue pour l'assurance	3

Ces grèves ont éclaté dans 21 départements et on en a compté :

16 dans le Nord, 5 dans les Alpes-Maritimes et la Seine, 2 dans la Charente-Inférieure,

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
EN SEPTEMBRE 1903. (Suite et fin.)		
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	10 grévistes congédiés.
Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....		Conciliation devant le juge de paix.
Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
Contre l'introduction du travail aux pièces.....	.....	
Refus de conduire des métiers d'un modèle nouveau.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....		Cette grève a été suivie d'un mouvement généralisé de l'industrie textile à Arménitières et dans les environs.
Réduction de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande de renvoi du directeur.....	Échec.	
Demandes : renvoi d'un ouvrier; suppression de la retenue pour l'assurance.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail; suppression d'amendes et de la retenue pour l'assurance.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire par suite de diminution du temps de travail.....	Réussite.	
Demande de diminution du temps de travail.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	

l'Hérault, l'Indre-et-Loire, la Loire, le Maine-et-Loire, le Morbihan et les Vosges, et 1 dans les 11 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 17; métaux, transports et manutention, 7; bâtiment, cuirs et peaux, 5; produits chimiques, mines, 2; ouvrières d'une fabrique de papier, facteurs de pianos, ouvriers des salins, tourneurs et navetiers, typographes, verriers, 1 grève.

Des 51 grèves commencées en septembre, 36 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Neuf, 1 jour ou moins d'un jour; six, 2 jours; trois, 3 jours; deux, 5 jours; quatre, 6 jours; trois, 7 jours; une, 8 jours; une, 9 jours; une, 10 jours; une, 11 jours; une, 13 jours; une, 16 jours; une, 18 jours; une, 22 jours; et une, 24 jours.

Si l'on y ajoute 4 grèves anciennes achevées après avoir duré respectivement 59 jours, 22 jours, 22 jours et 12 jours, on trouve 40 conflits terminés avec les résultats suivants :

9 réussites,
20 transactions,
11 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en septembre, à la Direction du travail :

1° **Grève des mouleurs à Charleville (Ardennes).** — Le 28 août, le contremaître de l'usine Lagard, à Charleville, provoqua le renvoi d'une équipe de 4 mouleurs qui avait refusé d'exécuter un travail commandé. Les 30 mouleurs de l'atelier obtinrent la réintégration de trois des ouvriers congédiés, mais le patron se refusa à reprendre le quatrième. La grève fut déclarée le 3 septembre. Le juge de paix, saisi, le 4, du recours des ouvriers, fit plusieurs démarches auprès des administrateurs de la société Lagard et convoqua, le 5, les délégués des grévistes. Le 7, en l'absence des représentants du patron, il fit connaître aux délégués ouvriers les conditions offertes par celui-ci. L'ouvrier congédié ne serait pas repris, mais recevrait une indemnité de 200 francs : Ces conditions furent agréées par les ouvriers qui reprirent le travail le 9 septembre.

2° **Grève des teinturiers de Roanne.** — Les teinturiers de Roanne se mirent en grève, au nombre de 400, le 11 septembre, et firent appel au juge de paix qui réunit un comité de conciliation le 19. Les grévistes réclamaient l'élévation du salaire de 3 fr. 50 à 4 francs par jour : les patrons offraient une augmentation de 0 fr. 25 seulement. Ces conditions, repoussées tout d'abord, furent finalement acceptées, au cours d'une nouvelle réunion, le 1^{er} octobre. La reprise du travail eut lieu le lundi 5.

3° **Grève de tisseurs à Roubaix (Nord).** — Le 22 septembre, 33 tisseurs de l'usine Poissonnier, à Roubaix, se mettaient en grève en refusant de travailler sur des métiers non munis de lames dites « armures françaises ». Sur recours adressé par les grévistes au juge de paix le jour même, un comité de conciliation se réunit le 24. Le patron reconnut que les nouveaux métiers rendaient la besogne plus pénible et consentit à renoncer à faire conduire ces métiers à ses ouvriers. Cependant il fut entendu que la tentative de transformation du matériel serait renouvelée, à un moment plus opportun, avec le consentement des ouvriers. Le travail a été repris le 25 septembre.

4° **Grève des maçons de Grasse.** — Le 2 septembre, les 150 maçons et aides de Grasse se mirent en grève en réclamant une augmentation de salaire. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 5. L'entente s'établit aux conditions suivantes : les ouvriers gagnant 2 fr. 50 à 2 fr. 75 par jour obtenaient 0 fr. 25 de plus ; ceux qui étaient payés 3 francs ou moins de 2 fr. 50 ne bénéficiaient d'aucune augmentation. La reprise du travail fut effectuée le 7 septembre.

5° **Grève des bâcheuses de Dunkerque.** — Le 4 septembre, les 38 ouvrières employées à la réparation des bâches, à l'établissement Cauvin-Yvose, à Dunkerque, se mettaient en grève sur le refus du patron de porter le salaire journalier de 1 fr. 75 à 2 francs et d'accorder une indemnité de 0 fr. 20 par jour pour le fil employé. Le jour même, le juge de paix intervint d'office. Un comité de conciliation se réunit le lendemain. Les ouvrières, après avoir obtenu pleine satisfaction, reprirent le travail à l'issue de la réunion.

6° Grève des bacheurs de Dunkerque. — Encouragés par le succès de leurs camarades, les 22 ouvriers occupés à la manutention dans l'établissement Cauvin-Yvose, réclamèrent à leur tour une augmentation de salaire de 0 fr. 50 par jour. N'obtenant pas satisfaction, ils cessèrent le travail le 7 septembre au matin. Le juge de paix intervint d'office; un comité se réunit le matin même à 9 heures. Le patron consentit à porter le salaire de 3 fr. 50 à 4 francs et les ouvriers regagnèrent immédiatement l'atelier.

7° Grève de tisseurs à Angers. — Les 300 tisseurs d'une des usines Besson-neau, à Angers, après avoir repris le travail, à la suite d'une courte grève (19-24 août), quittèrent de nouveau l'usine le 17 septembre en se plaignant que la transaction intervenue au cours de la grève précédente n'eût pas été observée. Le juge de paix convoqua les parties par voie d'affiches le 21, mais les intéressés ne répondirent pas à la convocation. Les ouvriers des 2 autres usines exploitées par le même patron déclarèrent la grève à leur tour. Les 400 grévistes réclamèrent l'incorporation dans le salaire fixe de la prime actuellement payée et la promesse d'un relèvement des tarifs de 5 p. 100 en vue de la diminution du temps de travail au 1^{er} avril 1904. Un accord intervint le 8 octobre. Les ouvriers ayant obtenu satisfaction, reprirent le travail.

8° Grève de tisseurs à Rieux (Nord). — Les 150 tisseurs de la maison Dislaire, à Rieux, n'ayant pu obtenir une augmentation de salaire d'un demi-centime par 1,000 duites, cessèrent le travail le 1^{er} septembre. Le juge de paix intervint d'office le 4, mais les deux parties ne se rendirent pas à sa convocation. Une transaction intervint, le 5. Les ouvriers obtenaient un quart de centime d'augmentation. Ils reprirent le travail le lundi 7 septembre.

APPLICATION, EN 1902, DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES

ET DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848 SUR LA DURÉE DU TRAVAIL

DES ADULTES ⁽¹⁾.

(PREMIER ARTICLE.)

Le rapport sur l'application, en 1902, de la loi du 2 novembre 1892, embrasse une période particulièrement intéressante, si l'on se place au point de vue du progrès de la protection légale des travailleurs. C'est en effet au cours de cette période, à la date du 30 mars 1902, qu'en exécution de la loi du 30 mars 1900 la durée de travail a été réduite de onze heures à dix heures et demie au maximum dans les établissements industriels où se trouvent occupés des femmes et des enfants.

⁽¹⁾ Extraits du rapport présenté au Président de la République par la Commission supérieure du travail (*Journal Officiel* du 26 septembre 1903). — Cette commission est composée de MM. Richard Waddington, sénateur, président; Poirrier (de la Seine), sénateur; Dron, député; Sibille, député; Sainsère, conseiller d'Etat; Aguilhon, inspecteur général des mines; Liébaut, ingénieur, membre du Comité consultatif des arts et manufactures; Briat, membre du Conseil supérieur du travail; Arthur Fontaine, directeur du travail; Hubert Brice, chef du bureau de l'inspection du travail, secrétaire.

CHAPITRE I^{er}. — Généralités.

Les diverses lois dont l'inspection du travail a la mission de surveiller l'application sont les suivantes :

1° Loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes;

2° Loi du 9 septembre 1848, modifiée par la loi du 30 mars 1900, sur la durée du travail des adultes;

3° Loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels;

4° Loi du 29 décembre 1900, fixant les conditions du travail dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant.

Les établissements qui sont soumis, en vertu de ces différentes lois, au contrôle de l'inspection du travail ne comprennent pas la totalité des établissements astreints à la surveillance légale. C'est ainsi que dans les mines, minières et carrières, l'application de la loi du 2 novembre 1892 est exclusivement confiée aux ingénieurs des mines, et que, d'autre part, les établissements de la guerre et de la marine ne sont point visités par les inspecteurs du travail et font l'objet d'un contrôle spécial.

Ces établissements ne sont donc point compris dans le tableau ci-après :

Établissements soumis aux lois de 1900 et de 1893.....	159,060
Établissements soumis aux lois de 1848 et de 1893.....	33,617
Établissements soumis à la loi du 12 juin 1893 seulement.....	115,322
Établissements soumis à la loi du 29 décembre 1900 seulement..	14,290
TOTAL.....	322,289

Le nombre total des établissements surveillés était de 327,703 en 1901, d'où une diminution de 5,414 au cours de l'année 1902. Cette diminution porte principalement sur les établissements soumis à la loi du 29 décembre 1900 qu'une appréciation un peu exagérée avait portés à 17,487, et qui d'après les constatations directes du service ne s'élèveraient qu'à 14,290, soit une diminution de 3,197 établissements.

Le surplus de cette différence est dû aux efforts faits par le service pour vérifier chaque année de plus près la consistance véritable des établissements qui jusqu'à ce jour n'avaient pas encore été visités.

Le tableau ci-après classe les établissements d'après l'importance du personnel occupé :

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	P. 100.
Établissements occupant :		
De 1 à 5 ouvriers.....	248,235	77.0
De 6 à 20 ouvriers.....	52,428	16.3
De 21 à 100 ouvriers.....	17,334	5.4
De 101 à 500 ouvriers.....	3,875	1.2
Plus de 500 ouvriers.....	417	0.1
TOTAL.....	322,289	

Le personnel employé dans les établissements soumis au contrôle s'est réparti, en 1902, de la façon suivante :

DÉSIGNATION.	NOMBRE d'ouvriers.	PROPORTION p. 100	
		en 1902.	en 1901.
Enfants au-dessous de dix-huit ans.	{ Garçons. 236,425 { Filles. 233,989	8.2	8.6
Filles au-dessus de dix-huit ans et femmes.	670,413	8.1	8.2
Hommes au-dessus de dix-huit ans.	670,413	23.2	23.3
	1,747,860	60.5	59.9
TOTAL.	2,888,687		

L'augmentation du personnel ouvrier, constaté en 1901, avait été de 63,826 unités. Il s'est accru de 22,855 unités nouvelles en 1902. Il est regrettable qu'on en soit encore réduit à ne pouvoir tirer aucune conclusion de ces constatations, car les visites effectuées chaque année dans les établissements qui avaient jusqu'à ce jour, en raison de leur éloignement et de leur minime importance présumée, échappé à la surveillance du service, apportent forcément des modifications importantes dans la consistance du personnel qui avait provisoirement été attribué à ces établissements.

Ce sont des raisons de même ordre qui ne permettent de dégager encore aucune conclusion de la modification constatée cette année dans le nombre des établissements existants.

Le tableau ci-après donne la répartition par catégories professionnelles des établissements existants, ainsi que du personnel employé :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE	
	d'établissements.	d'ouvriers.
Pêche. (Établissements ayant un caractère industriel.)	308	993
Forêts, agriculture. (Établissements ayant un caractère industriel.)	387	1,628
Industries extractives (Industries annexes des)	119	1,251
Industries de l'alimentation.	25,131	218,040
Industries chimiques.	4,411	101,616
Caoutchouc, papier, carton.	2,460	67,722
Industries du livre.	5,098	78,542
Industries textiles proprement dites.	15,459	611,743
Travail des étoffes, vêtements.	68,778	341,617
Travail des pailles, plumes, crins.	1,216	13,594
Cuirs et peaux.	19,076	117,792
Industries du bois.	53,102	262,236
Métallurgie.	584	86,167
Travail des métaux ordinaires.	53,028	446,895
Travail des métaux fins.	1,955	17,023
Taille des pierres précieuses.	126	1,609
Taille et polissage des pierres.	3,344	21,165
Terrassement, construction en pierres.	40,895	253,406
Travail des pierres et terres au feu.	9,491	149,375
Manutention et transports.	1,123	27,802
Commerce, banque.	15,611	52,558
Professions libérales.	44	2,037
Soins personnels; service domestique.	3	25
Service de l'État; des départements et des communes.	550	13,851
TOTAUX.	322,289	2 888,687

Les établissements restés jusqu'à ce jour en dehors de la surveillance effective du service sont en sérieuse diminution cette année, et tout permet de prévoir qu'ils ne formeront plus l'an prochain qu'une quantité à peu près négligeable.

Ils se décomposent par circonscription de la façon suivante :

CIRCONSCRIPTIONS.		ÉTABLISSEMENTS
		non
Numéros.	Désignation.	encore visités.
1 ^{re} .	Paris.....	"
2 ^e .	Limoges.....	7,746
3 ^e .	Dijon.....	507
4 ^e .	Nancy.....	2,599
5 ^e .	Lille.....	2,157
6 ^e .	Rouen.....	14,538
7 ^e .	Nantes.....	21,163
8 ^e .	Bordeaux.....	11,905
9 ^e .	Toulouse.....	2,061
10 ^e .	Marseille.....	2,333
11 ^e .	Lyon.....	314
TOTAUX.....		65,823

Ces établissements atteignaient, en 1901, le chiffre de 82,424. Le nombre des établissements non encore visités a donc diminué cette année de 16,601.

Les établissements visités au cours de l'année 1902, par les inspecteurs du travail, atteignent le chiffre de 127,264.

En 1901, ce nombre s'était élevé à 124,016. Le chiffre de 1902 fait donc ressortir au profit de cette dernière année, une augmentation de 3,248 visites d'établissements.

Les ouvriers rencontrés au cours de ces visites se trouvaient ainsi répartis :

Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat d'études.....	{ Garçons....	1,080
	{ Filles.....	1,187
Enfants de 13 à 18 ans.....	{ Garçons....	160,262
	{ Filles.....	166,609
Filles majeures de 18 ans et femmes de tout âge,.....		517,688
Ouvriers adultes.....		1,193,267
		<u>2,040,093</u>

Le total du personnel rencontré dépasse de 72,630 le nombre des ouvriers rencontrés en 1901.

Voici, par ordre d'importance, la nomenclature des départements où la proportion du personnel protégé par la loi du 2 septembre 1892 est la plus élevée :

Haute-Loire, 32.0 p. 100; Pyrénées-Orientales, 26.9 p. 100; Ardèche, 26.8 p. 100; Drôme, 26.5 p. 100; Côtes-du-Nord, 25.1 p. 100; Gard, 23.6 p. 100; Hautes-Alpes, 22.9 p. 100; Vienne, 22.0 p. 100; Ile-et-Vilaine, 21.2 p. 100; Loir-et-Cher, 21.0 p. 100; Vosges, 21.0 p. 100; Hautes-Pyrénées, 20.9 p. 100.

Les départements compris au tableau qui suit sont ceux qui accusent la proportion la plus élevée de main-d'œuvre féminine :

Ardèche, 65.0 p. 100; Drôme, 57.8 p. 100; Basses-Alpes, 56.0 p. 100; Tarn-et-Garonne,

55.6 p. 100; Vaucluse, 55.0 p. 100; Gard, 54.8 p. 100; Orne, 49.4 p. 100; Charente, 49.2 p. 100; Gers, 47.6 p. 100; Isère, 45.2 p. 100; Lozère, 44.2 p. 100; Lot-et-Garonne, 43.9 p. 100; Vosges, 42.0 p. 100; Hérault, 41.9 p. 100.

Enfin, dans les départements suivants, la main-d'œuvre du personnel protégé représente une proportion dépassant 50 p. 100 sur l'ensemble :

Ardèche, 71.0 p. 100; Haute-Loire, 67.6 p. 100; Basses-Alpes, 66.0 p. 100; Drôme, 62.0 p. 100; Vaucluse, 61.0 p. 100; Isère, 60.4 p. 100; Gard, 60.0 p. 100; Tarn-et-Garonne, 59.0 p. 100; Rhône, 58.3 p. 100; Hautes-Pyrénées, 56.5 p. 100; Orne, 56.0 p. 100; Maine-et-Loire, 55.4 p. 100; Vendée, 55.3 p. 100.

Ateliers de famille. — On connaît la disposition spéciale de la loi du 2 novembre 1892 qui a exempté de la surveillance de l'inspection du travail les établissements où ne sont employés que des membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Ces ateliers peuvent toutefois, mais aux seuls points de vue de l'hygiène et de la sécurité, être visités par l'inspecteur, si le travail s'y fait à l'aide d'un moteur mécanique, ou s'ils appartiennent à la catégorie des établissements classés.

Le recensement de ces ateliers et de leur importance, l'enquête sur les conditions dans lesquelles y est pratiqué le travail constituent des opérations fort délicates et susceptibles de se heurter fréquemment au refus des intéressés.

M. l'inspecteur de la 1^{re} circonscription constate qu'il existe 150 ateliers de famille environ dans sa circonscription. Il ne tient naturellement point compte des ateliers, infiniment plus nombreux, qui ne possèdent aucun moteur mécanique et dont l'existence n'est révélée ni par l'obligation légale de la déclaration, ni par un indice extérieur quelconque. C'est qu'il est bien difficile, sinon impossible, de déterminer le nombre, même approximatif, des ateliers de famille de cette catégorie.

L'atelier de famille sans moteur mécanique ne présente pas toujours, en effet, le caractère d'atelier organisé; il peut n'avoir qu'un caractère provisoire; la famille ainsi occupée peut également ne demander à ce travail qu'un complément aux revenus que lui assure un autre travail effectué au dehors. La question, pour être entièrement résolue, devrait donc comprendre tout travail industriel effectué à domicile. Or les principes de notre droit public opposent sur ce point, aux investigations du service, la sauvegarde de l'inviolabilité du domicile.

M. l'inspecteur de la 2^e circonscription (Limoges) constate que les ateliers de famille non soumis à la loi de 1892 s'étendent de plus en plus « et que ce n'est pas fortuitement, mais à dessein, en vue précisément de se soustraire à la loi ». Il cite diverses opérations faciles à effectuer, tel que le piquage des bottines, la confection, la lingerie, qui sont pratiquées en dehors de presque tous les établissements industriels.

M. l'inspecteur divisionnaire de Dijon a relevé l'existence, dans la région, de 95 ateliers de famille pourvus d'un petit moteur. Il n'a pas constaté de tendance à l'augmentation de ces ateliers dans sa circonscription, mais il attribue uniquement cet état stationnaire à la situation moins prospère de l'industrie de la bonneterie.

Il ajoute que la réglementation du travail à laquelle échappent ces ateliers, qui font déjà une concurrence appréciable aux manufactures, préoccupe très vivement les ouvriers et les patrons; les uns parce que la durée excessive de la journée de travail est cause d'une surproduction d'où résultent des chômages et un avilissement de salaires; les autres parce qu'elle entraîne pour eux la difficulté ou même l'impossibilité de fabriquer certains articles au même prix de revient.

Cette situation a ému les patrons de la région, et M. le président de la chambre

syndicale des fabricants de bonneterie⁽¹⁾ de Troyes a même insisté très vivement auprès de M. l'inspecteur divisionnaire pour la répression des abus qui se commettent dans les ateliers de famille de son ressort.

La commission départementale du travail du département de l'Aube a également examiné la situation, et a adopté à l'unanimité de ses membres le vœu ci-après, précédé d'un exposé des motifs qu'il nous a paru intéressant de reproduire à titre documentaire :

La commission départementale du travail de l'Aube émet le vœu que le travail à domicile soit réglementé d'une façon rigoureuse et efficace, principalement pour le travail exécuté par des faconniers pour le compte de commerçants ou de fabricants.

Se basant sur les faits constatés par elle dans l'industrie de la bonneterie, elle insiste particulièrement sur les points ci-après :

Que tout patron, commerçant ou entrepreneur, occupant des personnes en dehors de la famille ou du magasin, établisse et tienne à jour une liste indiquant : le nom et l'adresse de ces personnes, la désignation des locaux où elles travaillent, le nombre et la nature des machines occupées. Cette liste sera envoyée à l'inspection du travail le 1^{er} janvier de chaque année et communiquée à toute réquisition ;

Que l'exception dont jouit l'atelier de famille soit supprimée ; que les lois existantes (lois de 1848, 1892, 1898 et 1900) soient applicables, en toutes leurs parties, à tous les ateliers, sans distinction, fonctionnant par moteur mécanique, c'est-à-dire que soit abrogée la disposition finale de l'article 1^{er} de la loi de 1892-1893, qui spécifie que les ateliers de famille ne seront astreints qu'à certaines mesures concernant l'hygiène et la sécurité ;

Que le patron ou commerçant soit responsable, tout au moins civilement, des contraventions commises par le faconnier, qu'il soit pénalement responsable lorsque les locaux et le matériel lui appartiendront, ou lorsqu'il aura connu la contravention ;

Qu'il soit bien spécifié que la réglementation du travail s'appliquera non seulement aux membres de la famille, mais même au chef de famille travaillant pour le compte d'un fabricant central ;

Qu'il soit interdit aux patrons de donner aux ouvrières et ouvriers, occupés à leur usine dans la journée, du travail pour faire à domicile une fois la journée faite ;

Qu'il soit bien spécifié que, dès qu'il y a un étranger, l'atelier de famille devient un atelier ordinaire, la nuit comme le jour et le dimanche également.

On signale dans la 4^e circonscription (Nancy) l'accroissement du nombre de ces ateliers dans l'industrie de la confection pour hommes.

M. l'inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription s'exprime ainsi :

A Rouen, les ateliers de famille tendent malheureusement à augmenter. Une patronne couturière, à la suite de procès-verbaux réitérés, a remplacé le travail à l'atelier par celui à domicile. Elle évite ainsi la surveillance de l'inspection, supprime les frais d'un local, du chauffage, de l'éclairage et augmente enfin ses bénéfices en payant à forfait. Mais le salaire de l'ouvrière est ainsi moins élevé et les retouches qui ne sont pas rétribuées sont d'autant plus nombreuses que la patronne est toute prête à satisfaire les moindres exigences de ses clientes. En travaillant chez elles douze à quatorze heures par jour et souvent une partie de la nuit, les ouvrières capables arrivent à réaliser péniblement un gain maximum journalier de 3 francs, qu'elles auraient obtenu à l'atelier pour une durée de dix heures et demie de travail.

Il ajoute qu'à Falaise, centre de bonneterie, le travail à domicile est très développé. On achète ou on loue un ou plusieurs métiers circulaires qu'on installe dans l'unique pièce du logement et là s'attèlent, à tour de rôle, père, mère et enfants.

(1) Il a été imprimé par erreur au *Journal officiel* que c'était le Président de la Chambre de commerce de Troyes qui avait fait cette démarche.

M. l'inspecteur de la 10^e circonscription (Marseille) écrit :

Il semble que les ateliers qui n'ont pas besoin de moteur prennent une certaine extension, notamment ceux dans lesquels on exécute la confection des vêtements. Pour se soustraire aux obligations légales, les confectionneuses des grandes villes donnent le travail à faire à domicile, dans les campagnes, à des façonniers qui sont généralement des pères de famille. Ils exigent de ceux-ci que le travail soit exécuté dans un délai généralement court et déterminé d'avance. De la sorte, on pratique parfois le travail de nuit dans ces ateliers, et la loi est impuissante à réprimer un tel abus.

Enfin, M. l'inspecteur divisionnaire de la 11^e circonscription déclare que « le nombre des ateliers de famille augmente tous les ans dans la région de Saint-Étienne, par suite d'une plus large distribution de l'électricité dans les ateliers de passementerie » ⁽¹⁾.

Les citations qui précèdent ne permettent point de douter que, sous la poussée de l'intérêt privé, une organisation industrielle nouvelle se développe dans le but de soustraire aux obligations de la loi, et en particulier à la limitation de la durée légale, le travail des enfants et des femmes.

Il en résultera que la même industrie, suivant son organisation, bénéficiera d'un régime de liberté illimité, ou bien verra restreindre son travail à dix heures, que la protection légale consacrera des différences de traitement entre des mineurs et des femmes dont le travail de même nature aurait droit au même traitement, et qu'enfin les conditions de la concurrence se trouveront, du fait du législateur, artificiellement faussées au profit des ateliers de famille.

Cette situation mérite d'être sérieusement envisagée. Il est à remarquer que les ateliers de famille, dont la concurrence à l'industrie réglementée paraît la plus redoutable, sont ceux qui, comme dans la bonneterie de l'Aube et la passementerie de Saint-Étienne, sont organisés industriellement, c'est-à-dire possèdent un moteur mécanique.

La question qui se pose est donc, à notre avis, beaucoup moins complexe et soulève moins de difficultés que celle de la surveillance générale du travail à domicile.

Elle se résout dans la seule question de décider si les ateliers de famille qui, en raison du moteur mécanique qu'ils emploient, sont déjà soumis à la surveillance des inspecteurs du travail au double point de vue de l'hygiène et de la sécurité, ne devraient pas être également soumis à certaines obligations de la loi du 2 novembre 1892.

La commission supérieure du travail appelle sur cette question toute l'attention du législateur.

Établissements de l'État. — La surveillance des établissements de l'État, autres que ceux de la guerre et de la marine qui sont soumis à un régime d'inspection particulier, n'a provoqué au cours de l'année 1902 aucune observation défavorable.

CHAPITRE II. — Âge d'admission.

Il a été relevé, en 1902, 621 contraventions à la disposition légale qui interdit d'employer des enfants au-dessous de treize ans non munis de certificats dans les établissements industriels. Un nombre de 1,019 contraventions avait été relevé pour le même objet au cours de l'année précédente.

Toutes ces contraventions, sauf quelques-unes, la bonne foi de l'industriel ayant été constatée, ont été suivies de condamnation.

C'est toujours dans les verreries de la région du Nord que les contraventions de

(1) Voir p. 830.

cette nature se produisent le plus fréquemment. M. l'inspecteur divisionnaire de Lille constate que malgré la diminution importante du nombre des enfants en sous-âge rencontrés dans ces verreries, ce serait une illusion que de croire à une grande amélioration dans la situation :

Certes, les progrès réalisés l'an dernier se maintiennent, et nous ajoutons même avec plaisir que plusieurs maîtres verriers se sont récemment mis en règle avec la loi, mais il en est chez lesquels les jeunes garçons en sous-âge ont été remplacés par des filles, ce qui, tout en étant légal, ne laisse pas d'être fort attristant. En outre, à la suite de nombreuses condamnations prononcées à la fin de 1901, et en vue d'accorder le temps nécessaire à la réorganisation du personnel enfantin dans toutes les verreries de la circonscription, nous avons laissé quelque répit à ces établissements. Au moment où l'intervention du service a eu lieu, les travaux agricoles et ceux des briqueteries en plein air étaient terminés, et, par suite, le recrutement des enfants pour la campagne d'hiver dans les verreries se trouvait singulièrement facilité; or, malgré cette circonstance très favorable, 170 enfants en sous-âge ont encore été rencontrés. Quelle situation trouverons-nous donc au printemps, après le départ des jeunes ouvriers des champs et des briqueteries, si aucune disposition n'est prise pour les remplacer?

Au reste, certaines condamnations que nous aurons l'occasion de signaler plus loin (chap. XI, Pénalités), ne nous paraissent pas de nature à faire rentrer dans la légalité les industriels poursuivis.

Voici la nomenclature des industries dans lesquelles on a relevé les plus nombreuses contraventions relatives à l'âge d'admission des enfants :

Verreries et cristalleries, 193; modes, confections, couture, lingerie, 51; établissements de bienfaisance, 49; sucreries, 21; tapisserie, passementerie et broderie pour meubles, 20; tissages de drap, 19; briqueteries, tuileries, 18; tulles et rideaux (fabriques de), 16; filatures de soie, 13; peignes (fabriques de), 12; moulinage de la soie, 12.

CHAPITRE III. — Durée du travail.

C'est à la date du 30 mars 1902 qu'est venue à échéance la disposition de la loi du 30 mars 1900 qui a fixé à dix heures et demie la limite de durée du travail dans les ateliers mixtes.

Dans la crainte de voir se renouveler les difficultés qui s'étaient produites lors de la première application de la loi du 30 mars 1900, le ministre du commerce avait pris des mesures toutes particulières pour assurer la réalisation la plus prompte et par suite la plus facile de la réforme.

Tout d'abord il n'a pas voulu que les industriels pussent arguer de leur ignorance pour se soustraire aux obligations nouvelles, en laissant l'application de la loi subordonnée au hasard des visites des inspecteurs.

Aussi l'administration a-t-elle tenu la main à ce que l'affichage de la loi du 30 mars 1900 fût très exactement fait dans tous les établissements assujettis. De plus, dès la promulgation de la loi, les inspecteurs avaient reçu pour instruction d'aviser oralement les industriels de la réduction nouvelle de travail que devait leur apporter l'échéance du 30 mars 1902.

Toutes ces mesures ont été complétées par l'envoi à tous les industriels chez lesquels la durée de travail devait être réduite d'une circulaire de l'inspecteur divisionnaire de leur circonscription, les avisant de cette réduction de durée, et les invitant à adresser à l'inspecteur départemental de leur section le nouvel horaire qu'ils devaient afficher.

Cette mesure ne constituait à aucun titre une mise en demeure, mais une sorte d'avis préalable destiné à prévenir les contraventions.

En même temps que le ministre du commerce prescrivait ces mesures de publi-

cité, il invitait les inspecteurs divisionnaires à faciliter, par la délivrance de toutes les autorisations prévues par les décrets mis en vigueur, le passage du régime ancien à celui de dix heures et demie.

Les rapports des inspecteurs divisionnaires signalent que la réduction à dix heures et demie n'a point soulevé dans leurs circonscriptions de très grosses difficultés.

Elle s'est opérée d'autant plus facilement, d'après M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Paris, que l'état général des affaires a laissé beaucoup à désirer cette année.

Les constatations faites par les inspecteurs sont corroborées par les indications qui ressortent du mouvement ouvrier provoqué, dans la période correspondante de 1902, par l'application de la loi.

Sur le nombre total des établissements dans lesquels la disposition nouvelle a apporté une modification dans les habitudes antérieures, et qu'on peut évaluer à 80,000 environ, on a signalé 22 grèves, réparties dans 54 établissements.

Il convient d'observer que la première application de la même loi avait provoqué 30 grèves réparties dans 532 établissements. Rappelons également que la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents provoqua en son temps 77 grèves s'étendant à 385 établissements.

Pour pouvoir déterminer l'influence sur la production de la diminution de la durée du travail, il faut naturellement tenir compte des conditions de travail propres à chaque nature d'industrie.

Dans certaines industries, les qualités personnelles de l'ouvrier concourent pour une faible part à l'intensité de la production. Dans les filatures modernes, notamment, où l'outillage mécanique est tenu au courant des derniers perfectionnements, la production est en proportion presque mathématique avec la durée du travail, et toute diminution de cette durée amène, avec une augmentation de frais généraux, une diminution proportionnelle du rendement.

M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Dijon a fait sur ce point les constatations suivantes :

Dans une filature de coton de la Haute-Saône, la production en numéro moyen a subi une diminution oscillant entre $1/10^e$ et $1/23^e$, soit 5 p. 100.

Dans une filature du Haut-Rhin, diminution de 2 p. 100.

Dans une filature du Doubs, arrondissement de Montbéliard, diminution de 2 $1/2$ p. 100 et augmentation équivalente des salaires pour maintenir le gain journalier au même chiffre qu'antérieurement.

Dans une autre filature du même arrondissement, diminution de production de 3 p. 100, augmentation correspondante des salaires.

Dans une filature de Belfort, élévation de 4 p. 100 des salaires correspondant à un abaissement équivalent de la production.

Quelques industriels, dont l'installation s'y prêtait, ont pu éviter la diminution de la production et l'élévation correspondante des salaires en accélérant la marche des métiers. Exemples : une filature de l'arrondissement de Montbéliard où on a pu accroître de quatre tours la vitesse du moteur ; une filature de la Haute-Saône où par une augmentation de vitesse de deux tours par minute on a pu compenser environ les deux tiers de l'abaissement de production résultant de la diminution de la journée.

Cependant, à côté des établissements de cette catégorie, il en est d'autres dans lesquels on peut affirmer, suivant une formule heureuse du rapport de M. l'inspecteur divisionnaire de Nantes, que la production à l'heure augmente lorsque le nombre d'heures diminue.

Ce sont les industries dans lesquelles les qualités personnelles de l'ouvrier sont un facteur plus important de production : ateliers de construction mécanique, bonneterie, fabrication de la chaussure, fonderie, etc.

On cite notamment qu'au familistère de Guise, où la journée est depuis longtemps fixée à dix heures, la production ne serait pas différente de celle obtenue dans d'autres établissements où la durée du travail est supérieure.

Il est évident aussi que l'intérêt personnel de l'ouvrier est mis en jeu d'une façon plus directe dans les ateliers où l'ouvrier, payé aux pièces, tiendra à maintenir lui-même le prix antérieur de la journée de travail.

Dans cet ordre d'idées M. l'inspecteur divisionnaire de Dijon cite une fabrique de limes et râpes du département du Doubs où il a constaté, à côté d'ouvriers travaillant aux pièces et produisant autant qu'avant la réduction de la durée de travail, que les ouvriers rétribués à la journée produisaient moins qu'auparavant.

En attendant que la réduction du travail à dix heures devienne obligatoire, le 30 mars 1904, il existe dès à présent un certain nombre d'établissements industriels où la durée du travail ne dépasse pas normalement cette durée.

Hommes adultes. — Depuis que l'arrêt de cassation du 30 novembre 1901 est venu déclarer que l'article 11, paragraphe 3, de la loi du 2 novembre 1892, modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900, ne visait point les ouvriers adultes, l'application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 qui a modifié la durée du travail du personnel adulte dans les établissements à personnel mixte est devenue fort difficile à contrôler. Les repos simultanés imposés par l'horaire au personnel protégé ne s'appliquant pas aux adultes, et aucun tableau de travail n'ayant été prévu en ce qui concerne ceux-ci, il est toujours possible au patron de déclarer à l'inspecteur, sans contradiction possible ou tout au moins probable de la part de l'ouvrier, que par suite des repos qui leur ont été accordés en fait, les ouvriers adultes n'ont point dépassé la durée légale de travail.

M. l'inspecteur divisionnaire de Rouen fait connaître les diverses difficultés en face desquelles se trouve actuellement le service. L'historique de la situation actuelle se trouve très exactement exposé dans la citation ci-après de son rapport :

La limitation du travail à dix heures et demie a tout d'abord reçu une application presque complète, puis des difficultés sans cesse soulevées par les industriels sont survenues et elles risquent de tout compromettre en rendant le contrôle impossible. Nous allons faire de notre mieux pour les analyser.

Tout au début de la mise en vigueur de la loi de 1900, les industriels surpris par une application stricte et rigide de la réglementation, s'inclinèrent et finirent bon gré mal gré par l'adopter. Plus tard, se ressaisissant, ils l'interprétèrent à leur façon et ils en contestèrent la réelle portée. L'article 2 de la loi de 1900 ayant imposé la même limitation de temps de travail aux hommes et aux personnes protégées quand la besogne s'effectue en commun dans le même local, les industriels contestèrent l'obligation de fournir un horaire spécial pour les premiers; ils émettent la prétention de les occuper à leur gré, sous la seule réserve de ne leur faire effectuer qu'un temps de travail effectif égal à celui du personnel protégé.

Jamais une pareille prétention n'avait été soulevée. Même sous l'empire de la loi de 1892, le contrôle du temps de travail s'est toujours exercé sans aucune contestation. La détermination de la durée du travail effectif était alors établie par les heures de mise en marche et d'arrêt du moteur quand il y en avait un, ou bien par les heures d'entrée et de sortie des ateliers. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui : non seulement la simultanéité du temps de travail est contestée, mais on se reconnaît le droit d'employer les ouvriers au gré de la production. Dans ces conditions, la législation n'a plus de raison d'être. Mais ce qui touche davantage encore l'inspection, c'est que le contrôle risque d'être illusoire. Ne pouvant pas compter sur le témoignage des parties intéressées, il perd la possibilité de faire des constatations fermes. Dans de telles conditions, la durée de l'emploi de chaque travailleur à une besogne déterminée ne peut plus reposer que sur des présomptions.

On voit dès lors se produire, parmi les industriels qui veulent échapper à l'obligation légale, une double tendance; les uns s'appuient sur l'arrêt de cassation du

30 novembre 1901 qui refuse à l'horaire tout caractère obligatoire en ce qui concerne le travail des ouvriers adultes; libérés de cette contrainte, ils peuvent ensuite affirmer que, par suite de repos pris à des heures quelconques de la journée, la limite de durée assignée par la loi au travail des adultes de leurs ateliers mixtes n'a point été dépassée.

Les autres, malgré les termes du même arrêt qui a étroitement limité le sens des « mêmes locaux » à l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun n'hésitent point à renvoyer les femmes et les enfants dont la présence limite à dix heures et demie la durée de travail de leur personnel adulte.

Il est difficile d'évaluer l'importance des renvois d'enfants qui se sont produits au cours de l'année 1902.

L'inspecteur divisionnaire de Paris écrit à ce sujet :

Aucun renvoi de femmes n'a eu lieu en vue de soustraire à la loi du 30 mars 1900 les ateliers où elles sont employées. Par contre, plusieurs établissements ont renvoyé des enfants, dont le nombre peut être évalué à 150 ⁽¹⁾.

C'est, naturellement, dans les industries qui ne bénéficient pas des dérogations prévues au décret du 26 juillet 1895 que cette fâcheuse mesure a été prise. L'exemple le plus marquant s'est rencontré dans une fabrique de miroiterie exploitée par une association ouvrière. Les sociétaires, cependant favorables, en vertu de l'origine de leur groupement et de leurs tendances, à la réglementation légale du travail, ont dû consentir au renvoi des enfants de leur exploitation, avec d'autant plus de regret que plusieurs d'entre eux étaient les pères de ces enfants. Cette maison avait commencé par solliciter une dérogation qui n'avait pu lui être accordée.

L'inspecteur divisionnaire de Limoges :

Jusqu'ici, dans la 2^e circonscription, il y a eu peu de renvois; ils se limitent aux cas suivants : deux tanneries importantes de Montargis et de Meung-sur-Loire, deux fabriques de voitures de Montrichard et de Bourges, un atelier de mécanicien de Bourges, beaucoup d'ateliers mécaniques de construction et de réparation, de machines agricoles surtout, une tuilerie importante de la Haute-Vienne, tous les moulins à kaolin.

Celui de Dijon :

Le renvoi des enfants s'est encore manifesté cependant en 1902, notamment dans l'industrie du bâtiment, mais avant le décret additionnel du 4 juillet 1902 qui a étendu aux travaux en plein air le bénéfice des dispositions de l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié.

M, l'inspecteur de la 3^e section signale qu'un assez grand nombre de renvois a eu lieu également dans les ateliers de construction mécanique de la Haute-Saône, dans des fabriques de chaînes et des fonderies de la Haute-Marne et quantité de petits ateliers qui ne forment plus d'apprentis. La statistique de la 3^e section indique en effet que pendant l'année 1902, 150 établissements qui étaient d'abord soumis au régime de la loi de 1900 ont été compris dans ceux que visent spécialement les lois de 1848-1893 ou de 1893 seule.

Celui de Nancy :

Si dans la grande industrie, notamment l'industrie textile, on n'a pu renvoyer les femmes et les enfants qui sont indispensables, il n'en a pas été de même dans la petite industrie : mécaniciens, serruriers, menuisiers, charpentiers, fumistes, entrepreneurs, tous ont voulu conserver leur liberté d'action en renvoyant les enfants, et dans l'année 1902 les cas de renvois ont été très fréquents. La conséquence la plus regrettable, c'est la disparition de l'apprentissage; on ne fait plus d'ouvriers.

⁽¹⁾ Le nombre total des enfants de moins de 18 ans employés en 1902 dans la circonscription de Paris était de 66,244 dont 32,910 garçons et 33,334 filles.

Celui de Lille :

Nous avons signalé que beaucoup d'établissements importants ont renvoyé le personnel protégé, afin de prolonger le travail jusqu'à onze ou douze heures avec des hommes adultes. En ce qui concerne les femmes, nous n'avons qu'un exemple frappant à citer : dans un peignage de laine très important, les femmes ont été remplacées par des hommes qui, répartis en deux équipes, assurent la marche de l'usine sans discontinuité. Quant aux enfants, les renvois ont été très nombreux dans l'industrie du bâtiment (maçonnerie, charpente, menuiserie, peinture, etc.), l'industrie des métaux (fonderie, construction mécanique, métallique, etc.), la construction des bateaux, etc.

Celui de Rouen :

Le renvoi des enfants s'est produit un peu partout, mais c'est surtout dans la région cherbourgeoise qu'il s'est manifesté d'une façon absolue.

Celui de Nantes :

Dans la 2^e section (le Mans) un certain nombre d'industriels (galochiers, chaussures) occupant des femmes ont organisé le travail à domicile pour conserver pendant douze heures leur personnel adulte.

Un mécanicien, un important constructeur et un constructeur d'automobiles, au Mans, ont supprimé les apprentis pour la même raison.

Dans la 3^e section, à Saint-Nazaire, les grands chantiers de constructions navales ont diminué le nombre de leurs apprentis, dans de faibles proportions d'ailleurs. Par contre, une grande entreprise de travaux publics occupant 400 ouvriers a renvoyé 30 garçons au-dessous de dix-huit ans.

Celui de Toulouse :

A notre connaissance quelques renvois se sont produits pour soustraire les ateliers où étaient occupés des femmes ou des enfants à la loi du 30 mars 1900. Nous citerons notamment : une fabrique de pâte de bois, une briqueterie mécanique, une scierie où la présence d'un seul enfant obligeait à réduire de 11 et 12 heures à 10 heures et demie la durée de la journée des hommes. Mais ce sont là des cas peu fréquents.

Celui de Marseille :

Les renvois d'enfants que le service avait constatés en 1901, notamment dans un grand atelier de constructions mécaniques de Marseille, ne se sont pas renouvelés en 1902.

Celui de Lyon, enfin :

Nous n'avons eu connaissance, en effet, que du renvoi d'une seule femme en vue de soustraire les ateliers où elle était employée aux exigences des prescriptions de la loi du 30 mars 1900.

Par contre, le patron ayant rarement avantage à garder l'enfant s'empresse de le renvoyer lorsque sa seule présence au milieu d'hommes adultes l'oblige à parler d'horaire, de simultanéité des repos et de limitation à dix heures et demie de la durée du travail ; aussi presque tous les inspecteurs signalent-ils le renvoi d'enfants ; en outre, l'un d'eux nous fait part de la résolution de certains constructeurs mécaniciens où la proportion du personnel protégé est très faible, de ne plus embaucher aucun enfant.

Une pareille solution, si elle s'étendait, risquerait de porter un tort considérable à l'apprentissage déjà si délaissé et pourtant si utile et si nécessaire.

Les inspecteurs divisionnaires sont à peu près tous unanimes pour déclarer que l'unification générale de la durée de travail serait la seule mesure susceptible de remédier aux inconvénients qui viennent d'être signalés.

Cette mesure, dit l'un d'eux, serait accueillie avec faveur par les industriels qui protestent contre l'inégalité de situation où ils se trouvent quand ils emploient des

femmes et des enfants. Mais le corollaire indispensable serait d'accorder dans toutes les industries, pour les hommes adultes seulement, des dérogations suffisamment étendues pour satisfaire à tous les besoins.

Il a été relevé, en 1902, 3,198 contraventions pour infractions à la durée du travail des femmes et des enfants. C'est une amélioration sensible sur le chiffre de 4,572 contraventions constatées l'année précédente.

Quant à l'excès de durée du travail des ouvriers adultes, qui avait donné lieu en 1901 à 2,914 contraventions, il n'a été relevé de ce chef en 1902 que 2,087 contraventions.

Les industries dans lesquelles les contraventions les plus nombreuses ont été relevées sont à peu près les mêmes que celles déjà signalées l'année précédente :

Modes, confections, couture, lingerie : 940 ; tissages de coton : 291 ; filatures de chanvre, de lin, d'étaupe et de jute : 259 ; blanchisseries, repassage : 193 ; filatures et peignages de laine : 180 ; imprimeries : 134 ; filatures et peignages de coton : 112 ; tissages de laines de drap : 97 ; filatures de soie : 95 ; tapis (fabriques de) : 85 ; teintureries, apprêts : 81 ; cartons, cartonnage et papeterie : 80.

(A suivre.)

LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Le Conseil supérieur du travail, conformément à l'article 16 du décret du 14 mars 1903, portant réorganisation du Conseil, se réunira le lundi 9 novembre 1903, à 10 heures du matin, pour l'ouverture de la session annuelle dont la durée, aux termes du décret, est de quinze jours.

L'ordre du jour de cette session est le suivant :

- 1) Élection des vice-présidents du Conseil supérieur du travail.
- 2) Élection de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail.
- 3) Désignation d'un membre du Conseil supérieur du travail en qualité de délégué au Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels.
- 4) Les pouvoirs publics doivent-ils favoriser le développement des caisses de secours contre le chômage involontaire? Dans l'affirmative, quel est le meilleur mode d'intervention?
- 5) Réglementation du travail dans les entreprises de transport en commun par terre ou par voie fluviale, à l'exception des chemins de fer.
- 6) La loi doit-elle admettre qu'il puisse être dérogé par voie de règlements d'atelier aux usages en matière de délai-congé? Comment doit-il pouvoir être dérogé valablement à ces usages?

Sur les trois dernières questions, la Commission permanente du Conseil supérieur du travail a procédé, avec la collaboration de l'Office du travail, à trois enquêtes dont on trouvera plus loin l'analyse.

L'ENQUÊTE SUR LES CAISSES DE CHÔMAGE ⁽¹⁾.

Dans son enquête sur les caisses de chômage, la Commission permanente du Conseil supérieur du travail n'a envisagé que les caisses destinées à parer au chômage involontaire, en entendant par là le chômage par manque de travail à l'exclusion de tous les autres chômages, aussi bien de ceux qui résultent des conflits entre patrons et ouvriers que de ceux qui proviennent de la maladie.

Le nombre des chômeurs involontaires varie à la fois suivant les professions, les saisons et les années.

Depuis le mois de mai 1894, le *Bulletin de l'Office du travail* donne chaque mois la statistique du chômage, à l'aide des renseignements qui lui sont fournis par les syndicats d'ouvriers et d'employés. Cette statistique donne les moyennes annuelles suivantes : 1895 : 6,50 p. 100 ; 1896 : 7 p. 100 ; 1897 : 7 p. 100 ; 1898 : 7,25 p. 100 ; 1899 : 6,50 p. 100 ; 1900 : 7 p. 100 ; 1901 : 7,75 p. 100 ; 1902 : 9 p. 100, soit pour les huit années une moyenne annuelle de 7,25 p. 100.

D'autre part, lors des deux derniers recensements en mars 1896 et mars 1901, les travailleurs sans emploi furent invités à l'indiquer sur leur bulletin. On a pu ainsi établir une statistique des chômeurs. Par rapport à l'effectif total, la proportion des travailleurs qui se sont déclarés en chômage était de 4,6 p. 100 en 1896 et de 6,5 p. 100 en 1901.

Le nombre des chômeurs involontaires est donc loin d'être négligeable.

Il existe de nombreuses caisses de chômage en France et surtout à l'étranger. Le rapport de la Commission permanente les ramène toutes à cinq types :

- 1° Les caisses de chômage fondées par des patrons et réservées à leurs employés.
- 2° Les caisses de chômage purement ouvrières.
- 3° Les caisses d'assurance obligatoire contre le chômage.
- 4° Les caisses d'assurance facultatives.
- 5° Les caisses de chômage subventionnées.

A. — Caisses de chômage patronales.

ÉTRANGER.

En Allemagne, quelques établissements industriels ont institué des caisses de chômage pour leurs ouvriers. Alimentées par les subsides de l'établissement et par les cotisations du personnel, ces caisses versent, pendant un certain temps, une indemnité aux ouvriers qui n'ont plus de travail dans l'établissement. En Autriche une fabrique de wagons a fondé une caisse destinée à fournir des prêts aux ouvriers de la fabrique momentanément en chômage. Ces caisses contribuent à maintenir l'entente entre patrons et ouvriers ; elles rendent des services aux travailleurs intéressés. Sans contester leur caractère philanthropique, elles ont néanmoins l'avantage, pour le chef d'un établissement éloigné de tout centre industriel, de conserver les ouvriers sur place pour le jour de la reprise du travail.

FRANCE.

L'enquête de l'Office du travail n'a eu connaissance que de deux caisses de chômage fondées en France par des patrons. L'une est celle de l'établissement de

(1) D'après le volume intitulé : *Conseil supérieur du travail, Commission permanente. Les caisses de chômage*, Imprimerie Nationale, 1903.

M. Cottureau, constructeur mécanicien à Dijon; l'autre est celle de l'imprimerie Hérissé, à Évreux.

B. — Caisses de chômage ouvrières.

ÉTRANGER.

Angleterre. — La première caisse de chômage syndicale connue fut instituée, pour la première fois, en 1831, par le syndicat des mouleurs en fer. L'exemple fut suivi, de 1841 à 1860, par 10 syndicats; de 1861 à 1875, par 18 syndicats; de 1876 à 1890, par 97 syndicats. À partir de ce moment, l'institution s'est rapidement propagée. De 193 en 1891, le nombre des syndicats ayant un service de secours contre le chômage s'est élevé à 293 en 1892, et à 407 en 1893. Sur ces 407 sociétés, 69 étaient des fédérations nationales de syndicats ayant alors 5,791 sections disséminées dans tous les centres industriels du pays.

En 1901, les cent plus importantes unions, qui groupaient 1,161,226 membres sur un total de 1,922,780 syndiqués, ont dépensé, en secours de chômage, 8,228,116 francs, soit 19,7 p. 100 de leurs dépenses totales. C'est dans les industries polygraphiques (imprimerie, etc.) que les unions avaient consacré au chômage la plus forte proportion de leurs ressources (46.4 p. 100); viennent ensuite les industries textiles (34.2 p. 100), les industries du bois (32 p. 100), les industries métallurgiques (23.1 p. 100), le bâtiment (16.9 p. 100); cette proportion n'atteignait que 9 p. 100 dans les mines, 3.7 p. 100 dans les transports, 3.4 p. 100 dans le vêtement et la chaussure.

Le taux et la durée de l'indemnité sont très variables. L'Union des mécaniciens verse à ses chômeurs 12 fr. 50 par semaine pendant les 14 premières semaines, 8 fr. 75 dans les 30 semaines suivantes, 7 fr. 50 pendant le reste du chômage. Ce service lui avait coûté, en 1901, 1,363,500 francs pour un effectif total de 90,943 membres. Les chaudronniers et constructeurs de navires en fer ont droit, dans le cours d'une année, à 8 fr. 75 par semaine pendant les 4 premières semaines de chômage, 3 fr. 75 pendant les 9 semaines suivantes; en 1901, la dépense totale avait été de 627,235 francs pour un effectif total de 48,113 membres.

Les charpentiers et menuisiers réunis ont droit, dans le cours d'une année, à 12 fr. 50 pendant 12 semaines et 7 fr. 50 pendant 12 autres semaines; la dépense totale avait été, en 1901, de 1,123,903 francs pour un effectif de 67,018 membres. L'Union des mouleurs en fer, qui comptait 18,268 membres, avait dépensé, en 1901, 625,089 francs pour donner à ses chômeurs 11 fr. 25 par semaine pendant 13 semaines, 10 francs pendant les 12 semaines suivantes, et 7 fr. 50 pendant les 26 autres semaines. Enfin l'Union des typographes de Londres, qui comptait, en 1901, 11,355 membres, donne à ses chômeurs 15 francs par semaine pendant 16 semaines, soit 240 francs par an : la dépense totale avait atteint, en 1901, 416,221 francs.

Dans la plupart des syndicats, un bureau de placement est annexé au service du chômage et, pour faciliter le placement des chômeurs, le syndicat alloue une prime au sociétaire qui signale un emploi vacant. Inversement, une amende est infligée au sociétaire qui, connaissant un établissement ayant besoin d'ouvriers, n'en a pas informé le syndicat.

Allemagne. — 42 associations possédant une caisse de chômage ont pris part à l'enquête entreprise par l'Office impérial de statistique allemande, sur le chômage dans les syndicats professionnels. Sur 42 associations, 39 comprenaient 213,962 membres et avaient distribué pendant le deuxième trimestre de 1903, 324,707 fr. 40

de secours de chômage; nous renvoyons, pour le détail, au *Bulletin* d'Août 1903⁽¹⁾.

Toutes les associations professionnelles possédant une caisse de chômage n'ont pas pris part à l'enquête. D'après le compte rendu de la Commission générale des syndicats allemands pour 1902⁽²⁾, 26 syndicats socialistes avaient organisé, en 1902, des secours de chômage; or 23 de ces syndicats ont seuls pris part à l'enquête.

Le tableau qui suit indique les modalités de l'indemnité et le total des secours versés en 1902 pour chacun des 26 syndicats socialistes, d'après le compte rendu de la Commission générale.

NOM DE L'ASSOCIATION.	MONTANT de l'indemnité journalière en pfennigs. (0'0125)	DURÉE de sociétariat requis pour le droit à l'indemnité. (Semaines.)	DURÉE de l'indemnité. (Jours.)	TOTAL des indemnités versées en marks.
Boulangers	100-120-150	52	42	361
Sculpteurs	125 ⁽⁴⁾	52	70	92,337
Brasseurs	50-100 ⁽³⁾	26-52 ⁽³⁾	40-45	23,739
Relieurs	50-150 ⁽⁵⁾	26-260 ⁽⁵⁾	⁽⁵⁾	36,478
Imprimeurs	125-150 ⁽⁶⁾	75	70-140-280 ⁽⁶⁾	590,640
Imprimeurs d'Alsace-Lorraine	125-150 ⁽³⁾	75	70-280 ⁽³⁾	3,261
Auxiliaires de l'imprimerie	70-85 ⁽³⁾	52	70	6,387
Graisseurs sur bois	100-125 ⁽³⁾	52	35-56 ⁽³⁾	2,480
Verriers	75-150 ⁽⁷⁾	52	70	31,768
Vitriers	800 par semaine.	20	28	7,659
Graveurs et ciseleurs	150-200 ⁽³⁾	52	42	3,886
Ouvriers du commerce et des trans- ports	70-135 ⁽³⁾	52	28-56 ⁽³⁾	16,128
Employés	60-100 ⁽⁸⁾	52	56	420
Cordonniers	75-100 ⁽³⁾	52-104	56	48,338
Chapeliers	70-135 ⁽⁷⁾	52	78	21,998
Confiseurs	100	52	40	4,156
Chaudronniers	100-150 ⁽³⁾	52	91	33,601
Ouvriers du cuir	900 par semaine ⁽⁹⁾	52	56	3,916
Lithographes	150-200	26	21-42 ⁽³⁾	54,150
Machinistes	117-167 ⁽³⁾	52	42	5,679
Ouvriers des métaux	100-170 ⁽³⁾	52	42	366,034
Meuniers	75-100-120 ⁽³⁾	52	40	661
Graveurs de musique	200	4	91	150
Porcelainiers	26-283 ⁽³⁾	52	42-98 ⁽³⁾	50,168
Forgerons	100-200 ⁽³⁾	52	49	21,453
Cigariers	100 ⁽¹⁰⁾	26	3-26 ⁽³⁾	11,707

Depuis le commencement de l'année 1903, de nouveaux syndicats socialistes ont organisé le secours de chômage; citons parmi les plus importants les charpentiers de navires (2,057 membres); les tapissiers (4,721 membres), les selliers (3,611

(1) Page 655.

(2) Voir l'analyse de ce compte rendu dans le *Bulletin* de septembre 1903, p. 744.

(3) Suivant la durée du sociétariat.

(4) Réduit à 1 franc dans le cours de 1902.

(5) Suivant la durée du sociétariat et le sexe.

(6) D'après les cotisations versées.

(7) D'après le chiffre de la cotisation.

(8) Hommes, 100; femmes, 60.

(9) Seulement aux membres mariés obligés de se déplacer par suite de chômage.

(10) 50 pfennigs de plus par semaine et par enfant.

membres), les ouvriers du tabac (18,040 membres), les mineurs (50,000 membres). D'autres, les travailleurs des métaux, les verriers ont modifié les règles qui présidaient jusqu'ici au paiement des indemnités.

Autriche. — En réponse à une enquête entreprise en 1899 par la commission syndicale d'Autriche, 391 syndicats ouvriers groupant 128,504 membres firent connaître qu'ils possédaient des caisses de secours de chômage. Le nombre global de leurs adhérents était de 157,773. La dépense moyenne par membre afférente au service du chômage variait beaucoup suivant les professions : elle était la plus élevée dans les industries polygraphiques (13 fr.); venaient ensuite le vêtement (10 fr. 97), les cuirs (3 fr. 37), les métaux (2 fr. 77), les articles de fantaisie (2 fr. 67), les tabacs et l'alimentation (2 fr. 20), les moyennes les plus basses étaient celles des textiles (77 cent.), des mines (65 cent.), des industries chimiques (20 cent.) du bâtiment (7 cent. 5). Quant aux 492 cercles industriels, sortes de sociétés d'éducation possédant plus ou moins le caractère syndical, qui ont répondu également à l'enquête, la dépense moyenne pour chacun de leurs 29,269 membres n'était que de 35 centimes.

Belgique. — D'après la quatrième enquête syndicale de la Commission syndicale du Parti ouvrier belge, qui portait surtout sur les syndicats affiliés au Parti ouvrier belge⁽¹⁾, 107 groupes allouaient des indemnités en cas de chômage involontaire. Le montant des indemnités était aussi fixé, pour chacun des 81 groupes qui ont fourni des renseignements à cet égard : 4 payaient 75 centimes par jour; 4, 1 franc; 4, 1 fr. 50; 1, 1 fr. 75; 5, 1 franc; 12, de 75 centimes à 1 fr. 50; 4, de 1 fr. à 1 fr. 50; 24, de 1 franc à 2 francs; 4, de 1 fr. 50 à 2 francs; 1, de 1 fr. 50 à 2 fr. 50; 1, de 1 franc à 3 francs; 1 payait 4 fr. 50 par semaine; 6, 6 francs; 1, 7 fr. 50; 1, 9 fr. 50, 1, 10 francs; 1, 15 francs; 5 payaient des indemnités suivant l'état de la caisse.

On trouvera plus loin⁽²⁾ des renseignements sur les caisses de chômage ouvrières de Gand. A Anvers, pendant le mois de décembre 1902, 14 syndicats avaient distribué 1,993 fr. 25 d'indemnités de chômage. Dans la province de Liège sept syndicats ont alloué à leurs chômeurs, en 1902, 3,718 fr. 15. A Bruxelles, pendant les 9 premiers mois de l'année 1902, 35 syndicats comptant 6,689 adhérents avaient payé à 855 chômeurs 60,767 fr. 31.

États-Unis. — En 1899, le département fédéral du travail de Washington a publié le résultat d'une enquête sur les caisses de secours des Unions syndicales nationales, c'est-à-dire des Unions non limitées à un État, et des Unions internationales, c'est-à-dire s'étendant à la fois aux États-Unis et à la Grande-Bretagne ou au Canada et au Mexique. Il résulte de cette enquête que 10 Unions qui comptaient en 1897, 83,000 membres, avaient dépensé en une année, 1,200.000 francs en indemnités de chômage. L'enquête malheureusement avait laissé de côté un certain nombre d'Unions et elle avait dû négliger les caisses de secours organisées par les nombreuses branches locales des Unions. Voici quelques renseignements sur les caisses de chômage de quelques Unions mentionnées à l'enquête.

⁽¹⁾ D'après la statistique établie par la Commission syndicale, les syndicats affiliés au parti ouvrier grouperaient 83,677 membres et les autres syndicats catholiques, libéraux ou neutres 11,903. Bien qu'il ne soit pas douteux que les premiers groupent la très grande majorité des ouvriers syndiqués, la Commission reconnaît qu'elle n'a pu obtenir, sur les autres syndicats, que des renseignements incomplets.

⁽²⁾ Voir p. 822.

L'Union internationale des cigariers américains, qui comptait en 1897, 27,318 membres, avait payé 608,501 fr. 85 de secours de chômage. Le secours n'était accordé qu'après deux ans d'inscription et ne pouvait excéder 269 fr. 36 par an.

L'Union typographique germano-américaine avait payé en 1898, 44,563 fr. 55 de secours de chômage pour un effectif de 1,100 membres : l'indemnité était de 25 fr. 90 par semaine avec maximum annuel de 414 fr. 40 pour une cotisation de 2 francs par semaine.

Le rapporteur de l'enquête constatait qu'à cette époque, la tendance à créer des secours se généralisait. Il ajoutait :

L'assistance aux chômeurs, soit sous forme directe, soit en secours de voyage, ne peut être pratiquée — comme l'assistance aux malades — que par les sociétés dont les membres se connaissent individuellement, travaillent côte à côte et sont directement intéressés à empêcher la fraude et le pillage du fonds commun.

FRANCE.

Presque toutes les caisses de chômage ont été fondées par des syndicats ouvriers. Il n'y a que trois exceptions : deux caisses sont indépendantes, la « Solidarité des coupeurs et brocheurs en chaussures de Paris », et la « Société de secours mutuels contre le chômage des modeleurs et mouleurs en plâtre de Limoges » ; la troisième caisse fait partie de la Société de bienfaisance des gantiers de Grenoble. Cette dernière caisse est la plus ancienne ; elle fonctionne sans interruption depuis 1803, c'est-à-dire depuis un siècle.

146 caisses de chômage ont été fondées par les syndicats, mais il faut noter que l'une de ces caisses, celle de la fédération du Livre, s'étend à 162 sections locales avec un effectif total de 10.554 membres ⁽¹⁾. Les 145 autres caisses sont toutes purement locales ⁽²⁾ ; elles se répartissent ainsi d'après le nombre de leurs membres :

	NOMBRE de caisses	NOMBRE de membres.
100 membres et au-dessous.....	96	3.850
de 100 à 200	34	5.022
de 201 à 500.....	13	3.844
de 501 à 1.000.....	2	1.327
de 1,001 à 5.000.....	3	5.700

Les 5 caisses comprenant plus de 500 membres appartiennent aux organisations suivantes : *La Résistance*, société des imprimeurs lithographes de Paris (627 membres), la *Société de bienfaisance des gantiers de Grenoble* (700 membres), le *syndicat des moutonniers de Graulhet* (1,200 membres), le *syndicat des ouvriers en instruments de précision de Paris* (1,500 membres), l'*Union corporative des mécaniciens de Paris* (3,000 membres).

En tout, les 142 caisses qui ont donné le nombre de leurs membres, en

⁽¹⁾ Voir sur la caisse de chômage de la Fédération du Livre : *Bulletin* de juillet 1902, p. 467, et juin 1903, p. 485.

⁽²⁾ La Fédération lithographique et la Fédération des mécaniciens sont actuellement saisies de projets tendant à fonder les caisses de leurs sections locales en un service fédéral.

comptaient, en 1902, 30.297. Les industries où les caisses de chômage se sont le plus développées, sont les suivantes :

	NOMBRE de caisses.	NOMBRE de membres.
Typographes (fédération du Livre).....	1	10.554
Mécaniciens	6	8.612
Cuir et peaux.....	14	2.901
Précision et métaux fins	6	2.413
Lithographie (syndicats adhérents à la fédération lithographique).....	19	2.083
Céramique.....	11	1.275 ⁽¹⁾
Industrie du bois, tabletterie.....	14	1.039

Les départements où existe le plus grand nombre de caisses sont : la Seine, avec 40 caisses; la Haute-Vienne, 34, toutes à Limoges; la Côte-d'Or, 14, dont 12 à Dijon; la Seine-Inférieure, 9; le Nord, 8 dont 7 dans l'imprimerie; le Rhône, 7, dont 4 dans l'imprimerie; la Loire-Inférieure, 7, la Seine-et-Oise, 7; le Loiret, 6; le Pas-de-Calais, 6.

La part de la cotisation mensuelle afférente au service du chômage varie entre de 0 fr. 50 et 1 franc. Pour la Fédération du livre, elle est uniformément de 0 fr. 275 par mois.

L'indemnité journalière est de 1 franc dans 32 caisses; 1 fr. 25 dans 7; 1 fr. 50 dans 28; 1 fr. 75 dans une et 2 francs dans 43 caisses. Elle est également de 2 francs dans la Fédération du livre. Pour 13 caisses, l'indemnité va de 2 fr. 25 à 4 francs.

Dans 85 caisses, la durée annuelle de l'indemnité varie entre 30 et 60 jours, dont : 30 jours dans 28 caisses, 40 jours dans 10 et 60 jours dans 30 caisses. Elle est de 90 jours dans 9 caisses; de 120 jours dans 5; dans une caisse, elle est de 150 jours, dans une autre de 180 jours et, pour 14 caisses, la durée est illimitée. La durée est de 36 jours par an dans la Fédération du livre et de 60 jours, en général, dans la lithographie.

Généralement, le droit à l'indemnité n'est pas acquis du jour de l'inscription à la société : un stage est exigé, qui varie d'une semaine à 12 mois suivant les sociétés. Dans la Fédération du livre, ce stage est de 12 mois. En outre l'indemnité n'est pas toujours payée à partir du premier jour de chômage; le nombre des jours de chômage non payés varie, suivant les sociétés, de 1 à 30 jours. A la Fédération du livre l'indemnité est payée dès le premier jour.

285 caisses, ayant 28,209 membres, ont fourni les résultats financiers de l'exercice 1902. Sur 182,269 francs de recettes, les cotisations entrent pour 113,769 francs. Les dépenses ont été de 227,648 francs, dont 188,940 francs d'indemnités de chômage. A la fin de l'année 1902, 68 caisses possédaient un fonds de réserve de 144,275 francs.

C. — Assurance obligatoire contre le chômage.

L'assurance obligatoire contre le chômage n'a été réalisée que dans le canton suisse de Saint-Gall.

Après deux années de travaux préparatoires, une loi sur l'assurance obligatoire, présentée par le gouvernement cantonal, fut adoptée, le 19 mai 1894, par le Grand Conseil du canton, à la majorité de 111 voix contre 18. La loi autorisait les com-

(1) Pour 10 caisses seulement.

munes ou unions de communes du canton à organiser l'assurance mutuelle et obligatoire contre le chômage et réglait les conditions générales de cette assurance.

Voulant appliquer la loi, qui avait été faite sur sa demande, la ville de Saint-Gall proposa à ses deux communes suburbaines, Tablatt et Straubenzell, de constituer dans ce but une union intercommunale. Devant le refus de celles-ci, Saint-Gall, ville de 30,000 habitants, créa, pour sa seule population ouvrière, une caisse obligatoire qui commença à fonctionner le 1^{er} juillet 1895.

Les ouvriers dont le salaire ne dépassait pas 5 francs par jour furent soumis à l'assurance; les typographes possédant une caisse de chômage corporative en furent dispensés; les ouvriers et apprentis ne gagnant pas 2 francs par jour en furent exclus.

Aux termes de la loi, l'ouvrier astreint à l'assurance et ne payant pas la cotisation en prime devait être puni d'une amende de 3 à 25 francs et de un à cinq jours de prison.

La prime hebdomadaire à payer était fixée à 0 fr. 15 pour les salaires de 2 à 3 francs, à 0 fr. 20 pour ceux de 3 à 4 francs, à 0 fr. 30 pour ceux de 4 à 5 francs. Pour ces trois catégories, l'indemnité journalière de chômage était respectivement de 1 fr. 80, 2 fr. 10, 2 fr. 40 et était payée pendant 60 jours par an : elle n'était due qu'au bout de six mois.

On prévoyait 3,000 assurés : 4,200 furent inscrits dès la première année ; sur ce nombre 1,185 furent rayés au cours de l'exercice pour décès, départs, etc. La seconde année, il y eut 4,965 ouvriers inscrits. On dut faire condamner 155 ouvriers qui, malgré des avis répétés, s'étaient soustraits à l'assurance.

Le premier exercice se solda par un excédent de 2,000 francs, les cotisations ayant été payées pendant 12 mois, tandis que les indemnités ne l'avaient été que pendant six mois. Le second exercice fut très mauvais. Malgré 14,000 francs de subventions de la commune et du canton il y eut plus de 5,000 francs de déficit. Les cotisations produisirent 15,500 francs, tandis que les indemnités payées à 498 chômeurs s'élevèrent à 38,000 francs.

La caisse avait été fondée provisoirement pour une durée de deux ans. Le conseil communal proposait de poursuivre l'expérience tout en améliorant sur plusieurs points le fonctionnement de l'institution. L'assemblée générale des électeurs réunie le 8 novembre 1896, ne fut point de cet avis : à la majorité des trois cinquièmes, elle vota la suppression de la caisse d'assurance obligatoire à partir du 30 juin 1897.

Le mauvais résultat financier est loin d'être la seule cause du vote des électeurs. Ce vote fut influencé par des raisons politiques et diverses causes locales. Mais la caisse fut aussi combattue pour des raisons tirées du principe de l'assurance obligatoire.

Les ouvriers des professions peu atteintes par le chômage et, d'une manière générale, les ouvriers qualifiés, protestaient contre l'obligation de payer des primes qui ne devaient pas leur profiter. On reprocha à la caisse d'attirer à Saint-Gall les mauvais éléments, de ne profiter qu'aux ouvriers de dernier ordre ou à ceux que frappe un chômage de saison. Des assurés, après avoir payé d'un coup les cotisations arriérées, venaient, le lendemain, toucher l'indemnité; d'autres ne cherchaient pas de travail tant qu'ils avaient droit à l'indemnité. La prime n'était que péniblement payée : 1991 assurés devaient des primes en 1896, et lors de la liquidation, en 1897, le montant des primes non payées s'élevait à 5,700 francs. Enfin, nombre d'ouvriers qualifiés, pour échapper à l'assurance obligatoire, changèrent de domicile et allèrent habiter dans les communes voisines de Saint-Gall.

L'échec de la caisse de Saint-Gall fit reculer l'idée de l'assurance obligatoire en Suisse et notamment dans les cantons de Bâle, Berne, Lausanne, Zurich, où des

projets étaient à l'étude. A Bâle, en particulier, un projet d'assurance obligatoire, en discussion depuis 1893, fut finalement rejeté et remplacé, en 1901, par une caisse de chômage facultative que nous allons examiner, en même temps que trois autres institutions de même caractère.

D. — Assurance facultative.

L'enquête n'a rencontré qu'à l'étranger des exemples de caisses de ce genre.

Bâle. — Le 15 avril 1901, l'Union des ouvriers de Bâle, pour remédier aux conséquences que présentait le chômage aussi bien pour les chômeurs eux-mêmes que pour les ouvriers occupés qui souffraient de la concurrence des chômeurs, fonda la *Caisse des chômeurs de l'Union des ouvriers de Bâle*. La caisse est ouverte à tous les ouvriers de moins de 55 ans, quelle que soit leur profession, qu'ils fassent partie ou non de syndicats, pourvu qu'ils prouvent qu'ils sont ouvriers, qu'ils demeurent et travaillent à Bâle.

La caisse est administrée par un bureau de 15 membres dont 11 élus par l'assemblée des délégués des corporations adhérentes à l'Union et 4 désignés par l'assemblée générale des chômeurs.

La cotisation mensuelle est fixée à 0 fr. 40 pour les salaires de 4 francs et au dessous, à 0 fr. 50 pour les salaires de 4 à 5 francs, à 0 fr. 60 pour les salaires supérieurs à 5 francs. L'indemnité, d'abord fixée à 1 franc, a été élevée, en 1902 à 1 fr. 30; elle est payée pendant 6 semaines par an après 10 jours de chômage.

Les recettes de la caisse ont été, pour l'exercice avril 1902-avril 1903, de 6,079 fr. 09 se répartissant ainsi :

Cotisations des associés.....	2,338 ^f 40 ^c
Cotisations des membres honoraires.....	1,254
Subvention de la Coopérative générale de Bâle.....	1,000
Subvention du canton.....	1,000
Dons, intérêts, etc.....	486 69

La subvention du canton a été portée à 3,000 francs en 1903.

Les dépenses se sont élevées, pendant le même exercice, à 5,885 fr. 28, dont :

Indemnités de chômage.....	5,324 ^f 80 ^c
Secours extraordinaires.....	53 90
Frais d'administration.....	135 18
Divers	371 40

L'encaisse était, au 15 avril 1903, de 3,032 fr. 66.

Le nombre des adhérents était à la même date de 1,174, dont 308 admis dans l'année; 209 adhérents se sont déclarés en chômage, sur lesquels 41 ont retrouvé du travail avant l'expiration de la période d'attente de 10 jours : le nombre des journées indemnisées a été de 4,177. 51 chômeurs ont épuisé le maximum de l'indemnité.

Ville de Berne. — Le 1^{er} avril 1893, le conseil communal de Berne a annexé au bureau de placement déjà existant une caisse d'assurance contre le chômage, qui est régie actuellement par un règlement daté du 3 juillet 1900.

Peuvent bénéficier des avantages de la caisse, après 8 mois au moins de sociétariat, les membres à jour de leurs cotisations et pouvant justifier qu'ils ont travaillé dans l'année au moins 6 mois comme salarié, sauf le cas de maladie ou de service militaire. L'indemnité n'est payée qu'en hiver, du 1^{er} décembre au 28 février de chaque année.

La cotisation est de 0 fr. 70 par mois. L'indemnité est, pour les trente premiers jours, de 1 fr. 50 pour les membres vivant seuls et de 2 francs pour ceux qui ont à leur charge des personnes de leur famille : au-delà de 30 jours, l'indemnité est fixée par la Commission administrative d'après l'état de la caisse; pendant l'exercice 1901-1902, l'indemnité a été continuée pendant 7 semaines.

Depuis 1893, l'effectif des membres de la caisse a beaucoup varié : il a d'abord passé de 354 au 31 mars 1894 à 544 au 31 mars 1896, puis il est descendu à 431 au 31 mars 1898; au 31 mars 1902, il était remonté à 644. 248 se sont fait inscrire en 1901-1902 comme chômeurs; ils se décomposaient ainsi : 185 manœuvres, 21 tailleurs de pierres et maçons, 16 plâtriers, 13 charpentiers, 5 menuisiers, 5 couvreurs, 2 jardiniers, 1 sellier; la plupart avaient de 41 à 60 ans.

Pendant l'exercice 1901-1902, la caisse a reçu 15,498 fr. 60 se décomposant ainsi :

Cotisations des assurés	2,740 ^f 50 ^c
Cotisations des patrons.....	84
Dons, subventions, etc.....	12,674 10

Pendant le même exercice, les dépenses ont été les suivantes :

Indemnités de chômage.....	12,960 50
Subvention au bureau de placement.....	500
Frais d'administration.....	153 25
Divers.....	1,372 30

A la fin de l'exercice, l'encaisse s'élevait à 2,427 fr. 65.

Ville de Cologne. — La *Caisse d'assurance contre le chômage en hiver* de Cologne fut fondée en 1895 par des philanthropes avec le concours de la municipalité. La première mise de fonds fut de 100,000 marks⁽¹⁾; elle ne sert des indemnités que pendant les mois d'hiver (10 décembre-10 mars). Le règlement actuel est du 17 mars 1901.

La cotisation hebdomadaire est de 35 pfennigs⁽²⁾ pour les ouvriers qualifiés et de 25 pfennigs pour les ouvriers non qualifiés ou manœuvres : les uns et les autres reçoivent la même indemnité en cas de chômage involontaire, soit 2 marks par jour pendant les 20 premiers jours ouvrables, 1 mark par jour pendant le reste du chômage : toutefois, le paiement de l'indemnité cesse au bout de huit semaines de chômage consécutif. Les assurés peuvent se faire inscrire jusqu'au 1^{er} juillet, mais ils doivent payer les cotisations depuis le 1^{er} avril.

La caisse est gérée par un conseil d'administration composé du premier bourgmestre, du président de l'office de placement, de 12 patrons ou membres honoraires élus par l'assemblée générale qui se compose des patrons, des membres honoraires et des assurés, et de 12 assurés élus par l'assemblée des assurés.

Le chômeur doit se représenter deux fois par jour à la caisse; il est tenu de prendre les places qui lui sont offertes et qui sont en rapport avec sa profession et son salaire habituel; les célibataires sont même tenus d'accepter des places en dehors de Cologne quand ils sont indemnisés de leurs frais de déplacement. Toutefois les chômeurs ne sont pas tenus d'entrer dans une place devenue vacante par suite de grève.

L'effectif de la caisse de Cologne varie à chaque exercice; le nombre des mem-

⁽¹⁾ Le mark vaut 1 fr. 25 environ.

⁽²⁾ Le pfennig est la centième partie du mark, soit 0 fr. 0125.

bres ayant droit à l'assurance était de 282 pendant l'hiver 1898-1899, de 228 en 1899-1900, de 536 en 1900-1901, de 1,105 en 1901-1902. Dans ce dernier exercice, le nombre des membres honoraires était de 310.

Pendant le même exercice, les recettes se sont élevées à 20,584 fr. 91, dont :

Cotisations des assurés.....	12,542 ^f 00 ^c
Cotisations des membres honoraires.....	3,335 00
Dons, intérêts.....	4,727 91

Les dépenses ont été de 33,109 fr. 65 dont :

Indemnités de chômage.....	30,046 00
Subvention au bureau de placement.....	252 00
Frais d'administration.....	2,654 76
Divers.....	156 89

L'exercice s'est donc clos par un déficit de 12,524 fr. 74, mais il restait encore en caisse 99,343 fr. 94.

Caisse d'épargne de Bologne. — La caisse d'épargne de Bologne a organisé depuis 1895 un système spécial d'assurance contre le chômage combiné avec l'épargne. Elle autorise les ouvriers à verser sur un livret spécial une somme de 40 francs au plus; cette somme est majorée par les intérêts d'un fonds de 200,000 francs. En cas de chômage, l'ouvrier peut retirer la somme portée au livret, par fractions journalières de 1 fr. 50 au plus.

En 1900, 107 ouvriers seulement avaient usé de ce système : ils avaient versé une somme totale de 938 francs qui avait été majorée de 880 francs.

E. — Caisses de chômage subventionnées.

ÉTRANGER.

Fonds contre le chômage de la ville de Gand. — Le 29 octobre 1900, le conseil communal de Gand a décidé l'institution d'un fonds spécial destiné à favoriser l'assurance contre le chômage. Le fonds est alimenté par des subsides annuels de l'administration communale et les frais de gestion sont également supportés par la ville. En créant ce fonds, la ville de Gand n'a pas voulu organiser un service d'assurance contre le chômage : elle a voulu simplement par des subventions encourager et provoquer l'initiative des syndicats et des ouvriers isolés.

Les syndicats et autres associations de la ville de Gand, possédant une caisse de chômage, ont droit de participer aux subventions. Les subventions servent exclusivement à majorer les indemnités versées par les caisses de chômage : 1° pour manque de travail; 2° après incendie ou arrêts de fabriques. La majoration est, au maximum, égale à l'indemnité versée par la caisse ouvrière; cette majoration peut être réduite ou même temporairement supprimée. Pour chaque chômeur, la majoration ne porte que sur 1 franc par jour d'indemnité ou fraction d'indemnité, avec maximum de cinquante jours par an.

Le service est administré par un comité de 10 membres, dont 5 délégués d'associations ouvrières, choisis par la municipalité. Le Comité désigne un secrétaire-trésorier et un contrôleur. Le bourgmestre, ou son délégué, peut présider la séance du Comité.

Chaque mois, les syndicats adhérents font parvenir au secrétaire un bordereau indiquant : 1° les indemnités statutaires versées aux chômeurs; 2° les sommes ajoutées aux indemnités, à titre de majoration communale, et avancées par la caisse

ouvrière. Après vérification, le secrétaire fait rembourser le montant de la majoration communale.

Les syndicats et associations adhérentes sont tenus : de déposer leurs statuts et règlements et une copie des opérations de chaque exercice annuel ; de tenir la comptabilité des dépenses de chômage d'après un modèle adopté par le Comité. Le contrôleur vérifie les déclarations faites par les associations et leurs membres. Il a le droit de consulter tous les livres ; le registre des chômeurs est tenu à sa disposition.

Le Comité est en outre chargé d'administrer, avec le directeur de la Bourse du Travail, un fonds d'épargne contre le chômage. Ce second service est destiné aux ouvriers et employés n'appartenant pas à une caisse de chômage subventionnée. Ils peuvent prendre un livret de caisse d'épargne, puis se faire inscrire sur un registre spécial par le secrétaire du Comité. En cas de chômage involontaire, l'ouvrier est autorisé à venir chaque jour signer sur un registre déposé à la Bourse du Travail. S'il retire une somme sur son livret, cette somme est majorée dans les mêmes proportions que les indemnités versées par les caisses de chômage subventionnées. L'ouvrier a droit à autant de majorations qu'il a signé de fois sur le registre de la Bourse du Travail. La majoration est de 1 franc par jour au plus avec une durée maximum de 50 jours par an.

Cette seconde partie du service n'ayant pas fonctionné en 1901, nous ne savons encore rien sur ses résultats.

Le service des subventions aux caisses de chômage ouvrières, doté par la ville d'un crédit de 10,000 francs pour 1901, a fonctionné depuis le 1^{er} août de la même année. Ce crédit a été porté à 15,000 francs en 1902 et 1903.

La majoration avait d'abord été fixée à 50 p. 100, puis, au mois d'octobre, cette majoration ne fut maintenue que pour les chômages par manque de travail, et elle fut abaissée à 30 p. 100 pour les chômages par arrêts des fabriques. En 1902, la majoration fut fixée à 70 p. 100 pour les hommes et à 50 p. 100 pour les femmes et les enfants en ce qui concerne les chômages proprement dits ; elle fut fixée pour tous à 50 p. 100 pour les arrêts de fabrique.

Pour l'ensemble des cinq mois de l'exercice 1901, les 20 syndicats qui participèrent aux subventions avaient distribué 17,875 fr. 19 en secours de chômage et avaient obtenu de ce chef 6,253 fr. 84 de majorations, de sorte que la somme totale de secours distribués a été de 24,129 fr. 03.

Sous l'influence des subventions, l'assurance sur le chômage a pris de nouveaux développements, ainsi que le constate le rapport sur le fonctionnement du fonds en 1901 :

Les syndicats des métallurgistes (socialiste, libéral et antisocialiste) ont porté la durée du secours de 36 à 48 et 50 jours ; le syndicat des tisserands (socialiste), moyennant une cotisation supplémentaire de 5 centimes, alloue maintenant en cas de chômage involontaire 1 franc par jour pendant 25 jours par trimestre ou 50 jours par an et en cas d'arrêt 25 centimes par jour en plus que jadis. Le syndicat des tailleurs (antisocialiste) a créé l'assurance contre le chômage et, moyennant une cotisation de 20 centimes par semaine, paye 4 francs par semaine pendant 50 jours de la mauvaise saison d'hiver. Le syndicat des ouvriers du service des boues (socialiste) a créé la même assurance et alloue 6 francs par semaine pendant 50 jours. De même du syndicat des doreurs (socialiste) qui, moyennant une cotisation de 25 ou de 15 centimes, alloue maintenant 9 francs ou 4 fr. 50 par semaine pendant 36 jours. De même encore des peintres (socialiste), qui allouent 6 francs pendant 36 jours. De même toujours des relieurs (indépendant), qui ont créé une assurance contre le chômage qui alloue 9 francs et 4 fr. 50 selon la cotisation des membres. Le syndicat des cigariers (socialiste), à côté de son atelier de chômage, a créé des indemnités de chômage pour ceux de ses membres sans travail qui ne gagnent pas 1 fr. 50 par jour à cet atelier : ceux-ci peuvent dans ce cas réclamer la différence à raison de 1 franc par jour.

Il n'est même pas jusqu'à une petite société de secours mutuels, la société Saint-Éloi, qui

n'ait créé pour ses membres sans travail une caisse auxiliaire donnant une légère indemnité de chômage.

En revanche, aucun syndicat n'a réduit son intervention pour les chômeurs.

... Grâce à l'organisation de notre fonds, divers métiers pour lesquels la fréquence du chômage rendait l'organisation de l'assurance contre le chômage particulièrement difficile ont, grâce à nos subventions, décidé d'organiser cette assurance au moins pendant les mois de morte-saison. Ce sont notamment :

Les syndicats de maçons, socialiste et antisocialiste.

Les syndicats de peintres, socialiste et antisocialiste.

En outre, les syndicats antisocialistes des tailleurs et cordonniers ont organisé un intéressant système de répartition du produit de certaines épargnes entre les membres participant à ce fonds spécial.

En 1902, 24 syndicats adhèrent au fonds et versèrent 41,115 fr. 70 pour lesquels ils obtinrent 16,667 fr. 19 de majoration, ce qui donne une somme totale de secours de 57,182 fr. 87.

On remarquera que la proportion des charges supportées par les caisses ouvrières est de 72 p. 100 et celle de la ville de 28 p. 100. Dans les diverses institutions fondées directement ou indirectement par les pouvoirs publics à Saint-Gall, Bâle, Berne et Cologne, ces proportions sont tout autres : l'effort personnel des ouvriers ne couvre pas la moitié de la dépense.

Autres villes de Belgique. — Devant les résultats obtenus à Gand, le Conseil communal d'Anvers a organisé en 1902 un service analogue, qui a commencé à fonctionner pendant les quatre derniers mois de 1902. Les indemnités versées pendant ces quatre mois par les syndicats se sont élevés à 8,787 fr. 43; les majorations communales à 5,284 fr. 48.

La province de Liège et plusieurs autres villes de Belgique ont également inscrit à leur budget des subventions aux caisses de chômage ouvrières. La ville de Bruxelles, par contre, s'est refusée à subventionner directement les syndicats ouvriers.

FRANCE.

Ville de Dijon. — Depuis 1896, la ville de Dijon vote chaque année des subventions aux caisses de chômage ouvrières. Pour participer à ces subventions, ces caisses adressent des demandes qui sont examinées par le Conseil municipal. Jusqu'en 1902, les caisses ne fournissaient aucune pièce à l'appui de leur demande. Une délibération du Conseil municipal, en date du 23 décembre 1902, les oblige à remplir dorénavant un tableau certifié conforme aux registres de comptabilité et donnant la situation semestrielle de leur caisse de chômage. Voici depuis 1897 le chiffre des subventions accordées et le nombre des caisses participantes :

	NOMBRE de caisses.	SUBVENTIONS accordées.
1897.....	13	2,320 ^f
1898.....	13	5,510
1899.....	12	7,264
1900.....	13	4,800
1901.....	12	3,340
1902.....	11	3,130

En 1896, une seule caisse fonctionnait, celle des typographes. En 1897, 13 caisses participaient aux subventions; mais ce chiffre n'a pas augmenté depuis et le conseiller rapporteur de 1902 exprimait le vœu « d'avoir à examiner », l'année

suivante, « un plus grand nombre de demandes ». Il convient de remarquer, avec le maire de Dijon, que cette ville n'est pas un grand centre industriel.

Ville de Limoges. — C'est en 1896 que la ville de Limoges décida de répartir une subvention entre « les caisses et sociétés de chômage légalement constituées » au prorata du nombre de leurs membres. Les sociétés font parvenir avec leur demande la liste nominative de leurs adhérents, certifiée semblable et sincère par le bureau. De plus, en 1902, le Comité de la Bourse du Travail a été chargé de procéder à la vérification du nombre des membres payant régulièrement la cotisation statutaire.

Le tableau ci-dessous donne pour chaque année le nombre des caisses subventionnées, le nombre de leurs membres et le montant des subventions municipales :

	NOMBRE des caisses subven- tionnées.	NOMBRE de membres.	SUBVENTIONS accordées.
1897.....	19	1,432	6,000
1898.....	20	1,004	6,000
1899.....	25	1,195	7,000
1900.....	26	1,265	8,500
1901.....	28	1,715	8,500
1902.....	32	2,285	8,500

Pour l'année 1903, le Conseil municipal a voté une subvention de 11,500 francs.

En 1896, il n'existait que deux caisses de chômage à Limoges; 17 caisses furent fondées en 1897, après le vote de la première subvention; en 1902, 32 caisses étaient subventionnées.

L'ENQUÊTE SUR LE DÉLAI-CONGÉ ⁽¹⁾.

On ne reviendra pas ici sur la définition du délai-congé ni sur les conditions dans lesquelles a été entreprise l'enquête. Il suffira de renvoyer à l'article publié dans le *Bulletin* du mois d'avril 1903; p. 308.

139 conseils de prud'hommes, sur 162, ont pris part à l'enquête : pour 4 conseils (Beauvais, Lille, Lyon-soieries, Paris-tissus), des réponses distinctes ont été présentées par les membres patrons et les membres ouvriers.

A. — Usages existants en matière de délai-congé.

Ce qui frappe dans l'enquête, c'est la grande variété des usages en matière de délai-congé.

Presque toujours le délai-congé est fixé à un nombre de jours déterminé. Toutefois, dans certaines professions où l'ouvrier est employé aux pièces, le délai-congé est déterminé par le temps nécessaire pour terminer une pièce (Aubusson), une chaîne ou une coupe (fabrique de mousseline, tarlatane, singalette et plumetis

⁽¹⁾ D'après le volume intitulé : *Conseil supérieur du Travail. Session de 1903. Enquête et documents sur le délai-congé*. Imprimerie nationale, 1903.

d'Amplepuis, ouvriers textiles de Bohain, tissages de Châteauroux, Condé-sur-Noireau, Lille, Tourcoing, etc., etc.). Ou bien encore le délai est déterminé par le temps qui reste à courir jusqu'à la fin de la semaine, le congé ne pouvant être donné qu'à ce moment (Béziers, Caunes).

Le délai le plus fréquemment en usage est le délai de huitaine; il existe aussi des délais plus courts : un jour (tuilliers de Marseille, couvreurs du Havre, etc.), deux jours (cuisiniers de Bordeaux, apprêteurs de tulles de Lyon-soieries, etc.), trois jours (teinturiers, etc., de Lyon-soieries), cinq jours (boulangers d'Albi, Châtellerault, etc., passementiers, chapeliers, tailleurs, etc. de Laval). A remarquer le délai de 80 heures pour les fondeurs mécaniciens, etc. de Saint-Quentin. Les délais de quinze jours, d'un mois ne sont pas rares. Très rares sont au contraire les délais supérieurs à un mois : on ne les remarque guère que chez les verriers (six semaines, deux mois) et chez les ourdisseuses de Lyon travaillant exclusivement pour la même maison.

Le délai-congé varie presque toujours dans la même ville pour les diverses professions. Il varie également, dans la même profession, pour les divers ateliers; c'est ainsi que dans les filatures de Sedan, le délai varie de 3 à 8 jours suivant la situation de l'usine. Dans les blanchisseries de la Seine, le délai est de 1, 2, 3 ou 4 jours par semaine.

Il est extrêmement rare que le délai soit le même pour une même profession dans les différentes régions : il présente presque toujours, au contraire, des variations considérables. Pour les brasseurs, par exemple, il n'y a aucun délai dans 7 villes, le délai est, par contre, de 6 jours dans 3 villes, d'une semaine dans 7 villes, d'une huitaine dans 23 villes, d'une quinzaine dans 4 villes, d'un mois dans une ville; il est d'une durée variable dans une ville.

B. — Modification du délai-congé par les règlements d'atelier.

Les conseils de prud'hommes avaient à répondre à la question suivante : « Êtes-vous informé que dans votre région on tende à supprimer le délai-congé par voie de règlement d'atelier ? ».

53 conseils ont répondu affirmativement, 65 négativement; 5 n'ont pu fournir aucune réponse, le délai-congé n'existant pas dans leur circonscription.

Parmi les conseils qui ont répondu affirmativement, 15 ont ajouté que les suppressions du délai-congé en usage par voie de règlement d'atelier étaient peu nombreuses et se limitaient à quelques établissements. Au contraire, 3 (Darnetal, le Havre, Lille) ont signalé dans leur circonscription une tendance marquée vers cette suppression. 4 conseils ont remarqué que cette tendance s'était surtout manifestée depuis les arrêts de la Cour de cassation reconnaissant la validité de cette pratique.

43 conseils ont été saisis de difficultés ayant pour objet la suppression du délai-congé par règlement d'atelier. Ces difficultés ont été particulièrement nombreuses dans 5 conseils : les prud'hommes ouvriers de Lille déclarent même que ces difficultés représentent les $\frac{2}{5}$ des contestations soumises au conseil.

La jurisprudence des conseils de prud'hommes est loin d'être fixée à cet égard; tandis que les uns se conforment à la jurisprudence de la Cour de cassation, d'autres ne tiennent pas compte du règlement d'atelier.

50 conseils ont émis un avis défavorable à la modification des délais-congé en usage par voie de règlement d'atelier; 45 conseils ont au contraire émis un avis favorable. En ce qui concerne les conseils de Beauvais et de Lille, la section ouvrière a répondu défavorablement, la section patronale favorablement.

C. Modification des délais-congé par les conventions individuelles.

33 conseils se sont prononcés contre la modification des délais-congé en usage par les conventions individuelles : 54 conseils ont au contraire émis un avis favorable. Les sections patronales des conseils de Beauvais, Lille et Paris-tissus ont émis un avis favorable ; les sections ouvrières de Lille et de Paris-tissus se sont au contraire montrées défavorables. Les conseils d'Albi, d'Alger et de Sidi-bel-Abbès admettent que les conventions individuelles peuvent modifier le délai-congé à la condition que ces conventions soient écrites.

D. — Modification des délais-congé par conventions syndicales.

23 conseils ont émis l'avis que seules les conventions conclues entre les groupements patronaux et ouvriers de la profession pouvaient être admises à modifier ou à supprimer l'usage du délai-congé. 39 conseils ont émis un avis contraire ; deux de ces derniers conseils (Amiens et Montpellier), pour expliquer leur réponse négative, ont fait observer que, tout en reconnaissant les avantages des conventions collectives pour la fixation du délai-congé, on ne saurait exclure les conventions individuelles. En ce qui concerne les conseils de Lille et de Paris-tissus, les sections ouvrières se sont prononcées en faveur des conventions collectives, les sections patronales ont émis un avis contraire.

L'ENQUÊTE

SUR LA RÉGLEMENTATION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

DANS LES INDUSTRIES DES TRANSPORTS

AUTRES QUE LES CHEMINS DE FER ⁽¹⁾.

Au cours de la session du Conseil supérieur du travail de novembre 1902, M. Moreau avait déposé deux vœux relatifs à la réglementation du travail dans les bateaux-voyageurs, fiacres, tramways, omnibus et métropolitain. La partie de ces vœux qui concernait la limitation de la journée de travail, la fixation d'un minimum et d'une échelle des salaires, l'institution d'une commission arbitrale et d'une inspection ouvrière dans les tramways, omnibus, bateaux, métropolitain et fiacres fut renvoyée par le Ministre du Commerce à l'étude de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail.

La Commission permanente a, en conséquence, ouvert une enquête sur les conditions de travail, et plus particulièrement sur la *durée du travail*, du personnel de la Compagnie des bateaux à voyageurs de Paris, des cochers de voitures de place du département de la Seine et du personnel des tramways de la région parisienne.

Bateaux à voyageurs de Paris.

Personnel. — Le personnel de l'exploitation se compose de 90 pilotes, 93 machi-

⁽¹⁾ D'après le volume intitulé : *Conseil supérieur du travail. — Commission permanente. — La réglementation du travail dans les entreprises de transport*; Imprimerie nationale, 1903.

nistes, 40 receveurs titulaires, 67 pontonniers titulaires. Tous ces ouvriers travaillent tous les jours de la semaine de même que les 70 ouvriers des ateliers.

En dehors de ce personnel permanent, la Compagnie occupe un certain nombre d'employés auxiliaires (receveurs, pontonniers, mariniers et chauffeurs) qui ne sont pas occupés tous les jours de la semaine et dont le nombre est surtout important pendant la saison d'été. Le nombre des receveurs auxiliaires varie de 60 à 20 suivant la saison; celui des chauffeurs est de 100 en été, de 25 en hiver; celui des mariniers est également de 100 en été et de 25 en hiver.

Les équipages sont répartis sur les trois services de bateaux à voyageurs exploités actuellement par la *Compagnie des bateaux-parisiens* :

- 1° Service de Charenton à Auteuil (29 bateaux en été, 26 en hiver);
- 2° Service d'Austerlitz à Auteuil (16 bateaux hiver et été);
- 3° Service des Tûleries à Suresnes (9 bateaux en été, 6 en hiver).

Les pilotes de 1^{re} classe, au nombre de 53, sont affectés comme capitaines, chacun à un bateau déterminé, qui, sauf pendant les lavages ou en cas de réparation, marche tous les jours sur l'une ou l'autre ligne. Les autres pilotes marchent, suivant les nécessités, sur les bateaux de l'une ou l'autre ligne, soit comme seconds, soit comme capitaines.

Tous les mécaniciens sont affectés à un bateau déterminé : si un bateau n'est pas en service, son mécanicien est en second dans un autre bateau ou employé au garage.

Un roulement est établi de façon à permettre aux pilotes, mécaniciens et receveurs du dépôt d'Auteuil de passer successivement un mois sur le service de Suresnes où le travail est plus doux et le gain plus élevé, bien que la durée de présence soit plus longue.

Sur le service de Suresnes, le pilote et le mécanicien sont doublés, il en est presque toujours de même en semaine sur les autres lignes.

Durée du travail. — Les chiffres donnés par la Compagnie et par le syndicat général du personnel au sujet de la durée du travail sur les bateaux présentent de notables différences.

Pour la Compagnie, la durée de présence s'entend de la durée qui s'écoule entre l'heure du premier départ et l'heure de la rentrée au ponton d'arrivée, augmentée des 30 minutes nécessaires au nettoyage avant le départ, mais diminuée du temps laissé libre au personnel au milieu de la journée pour déjeuner : ce temps variant de 1 heure 16 à 3 heures 48. Quant à la durée du travail effectif, elle est calculée par la Compagnie d'après la durée de présence diminuée des 30 minutes de nettoyage et des stationnements de durée variable aux têtes de ligne.

Le syndicat général comprend dans ce qu'il appelle « la durée du service » le temps qui s'écoule entre l'heure de l'arrivée de l'équipage au bateau et l'heure de la rentrée du bateau le soir au garage, le temps du déjeuner compris et sans aucune déduction. L'heure de l'arrivée est la même dans le calcul du syndicat et dans celui de la Compagnie, si l'on tient compte des 30 minutes du nettoyage. Par contre, l'heure de la fin du travail diffère dans les deux calculs : l'heure de la rentrée au ponton d'arrivée indiquée par le syndicat est généralement en retard de quelques minutes sur celle indiquée par la Compagnie et, d'autre part, le syndicat compte encore un quart d'heure pour la rentrée au garage. Enfin le syndicat ne compte, dans tous les cas, qu'une heure dix pour le déjeuner, bien que le règlement de la Compagnie porte une heure vingt, les employés devant être à leur poste dix minutes avant le départ.

Sous le bénéfice de ces observations, le tableau suivant donne les durées de présence et de travail effectif indiquées par la Compagnie.

SERVICE.	DURÉE DE PRÉSENCE.			DURÉE DE TRAVAIL EFFECTIF.		
	Moyenne	Maximum.	Minimum.	Moyenne	Maximum.	Minimum.
Charenton (été).....	12 ^h 16	13 ^h 33	9 ^h 44	9 ^h 55	10 ^h 40	8 ^h 00
Charenton (hiver).....	12 25	13 07	9 03	10 14	10 40	8 00
Austerlitz (été).....	12 27	13 12	10 18	9 35	10 00	8 20
Austerlitz (hiver).....	11 57	12 46	10 18	9 35	10 00	8 20
Suresnes (été).....	13 09	14 34	10 34	9 07	10 10	6 45
Suresnes (hiver).....	14 38	14 56	13 46	9 45	10 10	9 00

Voici, par contre, les chiffres donnés par le syndicat pour la durée du service :

SERVICE S.	DURÉE DE SERVICE. (Déjeuner compris.)	
	Maximum.	Minimum.
Charenton (été).....	15 ^h 22	11 ^h 36
Austerlitz (été).....	15 09	12 23

Enfin, pour la ligne de Suresnes, le syndicat déclare que, pour l'été tout au moins, il est très difficile d'établir des chiffres pour la durée du travail en raison des bateaux supplémentaires très fréquents. Sur ce service, le personnel prend ses repas à bord.

Quant aux 7 à 15 machinistes occupés aux garages, aux lavages et épreuves de chaudières, la journée de présence et de travail effectif serait, d'après la Compagnie, de 8 heures.

Voitures de place.

D'après la déposition du Président du syndicat des entrepreneurs des voitures de place du département de la Seine, la durée du travail des cochers de fiacre, en entendant par là le temps pendant lequel le cocher garde la voiture, varie beaucoup : les uns la gardent 8, 9 et 10 heures, les autres, 12, 15 et 16 heures.

Tramways et chemins de fer d'intérêt local.

La réglementation de la durée du travail dans les tramways et chemins de fer d'intérêt local résulte, soit des cahiers des charges imposés aux concessionnaires des lignes en vertu des décrets du 10 août 1899⁽¹⁾, soit de règlements pris par les Préfets en vertu des articles 60 et 69 de l'ordonnance du 15 novembre 1846 pour les chemins de fer d'intérêt local et de l'article 39 du règlement d'administration publique du 6 août 1881 pour les tramways, qui donnent aux préfets le droit d'exiger des concessionnaires les mesures que réclame la sûreté de l'exploitation⁽²⁾.

En ce qui concerne les réseaux de tramways de la région parisienne, la régle-

⁽¹⁾ Bulletin de l'Office du travail, août 1899, page 736.

⁽²⁾ Voir circulaire du Ministre des Travaux publics du 15 février 1901, Bulletin de l'Office du travail, mars 1901, p. 208.

mentation de la durée du travail a été introduite dans les cahiers des charges remaniés en 1900, qui contiennent à ce sujet les dispositions suivantes :

Art. 37 ter. — Le concessionnaire devra organiser son exploitation de manière à satisfaire aux prescriptions ci-après :

1° La durée moyenne de travail effectif ne devra pas dépasser *deux heures* par jour ou soixante heures par semaine avec maximum de douze heures par jour, sous réserve des limitations plus strictes qui pourraient être imposées par le préfet de police au point de vue de la sécurité de l'exploitation.

En cas de nécessité absolue, le concessionnaire pourra déroger aux prescriptions ci-dessus avec l'autorisation expresse de l'administration; les *heures de travail supplémentaires* faites dans ces conditions donneront lieu à une majoration de salaire.

Les prescriptions ci-dessus pourront être *révisées* d'accord entre le Ministre et le concessionnaire, les délégués élus par l'ensemble du personnel intéressé ayant été préalablement entendus.

Ces dispositions sont applicables aux lignes dont la concession a été donnée ou renouvelée depuis la date du remaniement du cahier des charges. En voici la nomenclature :

Arcueil-Cachan—Luxembourg. (Décret du 27 août 1900.)

Malakoff—les Halles. (Décret du 30 avril 1900.)

Tout le réseau de l'Est parisien. (Décret du 10 décembre 1900.)

Puteaux—Notre-Dame-de-Lorette. (Décret du 25 septembre 1900.);

Suresnes—La Chapelle et Saint-Ouen—Porte-Maillot. (Décret du 25 septembre 1900.);

Tout le réseau du Nord parisien (Décret du 28 septembre 1900.) sauf Épinay—Trinité concédée par décret du 30 mars 1899;

Courbevoie—Le Pecq, le Pecq—Houilles, Rueil—Chatou, Chatou—Montesson, Montesson—Saint-Fargeau (Décret du 19 juin 1900.).

En dehors de la région parisienne, parmi les nombreux réseaux de tramways concédés à des communes et rétrocédés par elles à des compagnies, nous n'en relevons qu'un dont le cahier des charges contienne des conditions du travail. C'est celui de *Dijon à Saint-Seine-L'abbaye* (Décret du 15 mai 1899, articles 38 et 38 bis) :

Le concessionnaire se conformera exactement, pour la *durée du travail* imposée aux divers agents ou sédentaires, aux prescriptions sur la matière adressées par M. le Ministre des travaux publics aux compagnies de chemins de fer d'intérêt général.

Enfin deux conventions passées par les communes avec des compagnies de tramways contiennent des dispositions relatives à la durée du travail. La première, passée par la ville de Roanne, le 12 février 1901, et approuvée par décret du 24 avril 1901, fixe le maximum de durée de travail à 70 heures par semaine et le maximum journalier à 12 heures. La seconde passée par la ville de Bordeaux, le 10 août 1901, approuvée par décret du 19 août suivant, fixe à 10 heures par 24 heures le maximum de durée de travail effectif.

L'APPLICATION DE L'ÉLECTRICITÉ

A L'INDUSTRIE À DOMICILE DANS LA RÉGION DE SAINT-ÉTIENNE

DE 1894 À 1902 ⁽¹⁾.

Dès 1891, immédiatement après la célèbre expérience de transport de force à l'exposition de Francfort, une société s'est créée à Saint-Étienne, sous le nom de *Compagnie électrique de la Loire*, pour utiliser des chutes sur la Loire et le Lignon son affluent, les transformer en énergie électrique et distribuer cette énergie à domicile. Au 31 décembre 1894, huit ateliers de rubanerie, avec dix-neuf métiers, utilisaient l'énergie électrique. Ce nombre s'est accru considérablement ainsi que le montre la statistique fournie par la compagnie électrique de la Loire et qui donne au 31 décembre de chacune des neuf dernières années le nombre des métiers à rubans actionnés par l'électricité :

FIN DÉCEMBRE.	NOMBRE		
	d'ateliers.	de métiers.	de rouets.
1894.....	8	19	"
1895.....	90	214	"
1896.....	351	856	14
1897.....	782	1,882	82
1898.....	1,176	2,706	8
1899.....	2,380	5,369	11
1900.....	2,741	7,149	7
1901.....	3,720	7,366	10
1902.....	3,969	8,736	12

L'effectif de la fabrique de rubans représentant dans la Loire un effectif d'environ 28,000 métiers, dont la moitié à Saint-Étienne et la moitié dans les campagnes environnantes de la Loire et les montagnes de la Haute-Loire, il s'ensuit que dès à présent un tiers à peu près de cet outillage est mû à l'électricité.

Voici d'ailleurs, à la fin de 1902, la répartition géographique des ateliers et des métiers à rubans mus par l'électricité :

	NOMBRE	
	d'ateliers.	de métiers.
Andrézieux.....	3	5
La Fouillouse.....	100	236
Monistrol-sur-Loire.....	51	102
Roche-la-Molière.....	6	11
Saint-Galmier.....	1	2
Saint-Héand.....	20	42
Saint-Genest-Lerpt.....	292	624
Saint-Just-sur-Loire.....	72	164
Saint-Didier-la-Séauve.....	308	561
Saint-Maurice-de-Lignon.....	17	33

⁽¹⁾ D'après le rapport de la chambre de commerce de Saint-Étienne sur la situation générale des industries de la région en 1902, et le *Bulletin de la chambre syndicale des tisseurs de Lyon*.

	NOMBRE	
	d'ateliers.	de métiers.
Saint-Rambert-sur-Loire.....	167	367
Saint-Victor-sur-Loire.....	1	2
Villars.....	108	251
Côte-Chaude.....	234	539
Saint-Étienne....	Nord-Ouest.....	462 1,052
	Nord-Est.....	348 787
	Sud-Est.....	736 1,704
	Sud-Ouest.....	739 1,667
Sainte-Sigolène.....	343	684

L'emploi de l'électricité s'est également développé dans les industries autres que la rubanerie, ainsi que le montre le tableau suivant qui donne le nombre de moteurs mus par l'électricité dans les diverses industries en dehors de la rubanerie au 31 décembre des neuf dernières années :

FIN DÉCEMBRE.	NOMBRE de moteurs électriques.	FORCE TOTALE des moteurs en chevaux.
1894.....	5	11
1895.....	17	31 2/8
1896.....	28	51 1/3
1897.....	40	65 3/4
1898.....	76	126 1/3
1899.....	202	358 3/4
1900.....	270	482 2/3
1901.....	318	553 11/12
1902.....	424	789 1/6

Les ateliers de rubans restent encore, comme on peut le voir en comparant ce dernier tableau aux précédents, ceux qui ont eu jusqu'ici le plus largement recours à la nouvelle source d'énergie.

Sur les 424 moteurs employés dans les industries autres que la rubanerie, 329 moteurs, soit 77 p. 100, d'une force totale de 604 chevaux 1/12 sont concentrés à Saint-Étienne. Ensuite viennent Saint-Didier-la-Séauve avec 17 moteurs de 16 chevaux 1/2, Saint-Maurice-de-Lignon avec 9 moteurs de 24 chevaux 1/2, etc.

AVIS AUX OUVRIERS ET EMPLOYÉS FRANÇAIS ENGAGÉS POUR L'ESPAGNE.

L'Office du travail a reçu, de la Chambre de commerce française de Barcelone, la communication suivante datée du 29 septembre dernier :

Chaque année, au commencement de la saison du travail, des industriels espagnols (particulièrement des couturiers pour dames et des modistes), se rendent à Paris pour engager des employés, sous des conditions inscrites sur feuille de papier timbré à 0 fr. 60, engagement qui n'a aucune validité devant les tribunaux espagnols.

Or, suivant l'état des affaires, ces industriels congédient les ouvriers qu'ils ont fait venir, au bout de deux ou trois mois, sans leur accorder une indemnité; et le Consulat comme notre Chambre sont impuissants à protéger les personnes ainsi lésées.

L'engagement, pour être valable devant les tribunaux espagnols, doit être passé devant un consul d'Espagne agissant comme notaire.

D'autre part, M. le Consul de France, à Cadix a adressé, le 9 octobre 1903, la lettre suivante à M. le Ministre du commerce :

Un assez fort mouvement d'émigration ouvrière française s'est dessiné, il y a quelques années, en Andalousie et surtout à Jerez de la Frontera, où se sont fondées comme industrie corollaire de la viticulture des verreries importantes telles que la « Constancia industrial, la Jouzenca, etc. etc. ».

Les ouvriers français verriers, alléchés par des prospectus habilement distribués, se sont laissé séduire par les industriels de cette localité et sont venus se faire embaucher *sans conditions*.

La crise économique et sociale qui sévit avec intensité dans ces régions a fait diminuer la production et donné naissance à plusieurs grèves à la suite desquelles un grand nombre de travailleurs ont été licenciés après quelques mois de travail : parmi ceux-ci se comptent beaucoup de nos compatriotes que les Compagnies rapatrient dans des conditions déplorables et contraires aux principes d'humanité les plus élémentaires. On se contente de leur payer les frais de chemin de fer de Jerez à Cadix et de paquebot de Cadix à Marseille, sans leur donner un centime pour subsister eux et leurs familles ni payer leurs frais de séjour à Cadix et à bord (le passage ne comprend pas la nourriture et le trajet dure 15 jours jusqu'à Marseille). Le Consulat de France à Cadix ne dispose d'aucun fond de secours et notre modeste Société de bienfaisance a beaucoup de peine avec 200 francs de subvention annuelle du Gouvernement à venir en aide aux misères locales et aux nombreux vagabonds et compatriotes en détresse qui viennent s'échouer dans ce port.

Il serait utile de faire parvenir à nos syndicats et corporations ouvrières un avis leur précisant les précautions à prendre avant de s'expatrier et qui pourraient se résumer ainsi :

1° *Ne s'engager qu'en vertu d'un contrat en bonne et due forme signé par les représentants ou administrateurs des Compagnies qui les embauchent ;*

2° *Stipuler que les salaires seront payés en argent français, pour se mettre à l'abri des surprises du change qui est en ce moment de 135 p. 0/0 environ ;*

3° *Débuter les conditions de rapatriement en cas de licenciement avant la fin du contrat, d'accident de travail entraînant une incapacité partielle ou totale ou de désaccord avec la Compagnie ;*

4° *Faire enregistrer le contrat au Consulat ou Agence consulaire en France de la région où ils sont employés.*

De cette façon, nos ouvriers échapperont à de cruels mécomptes et éviteront d'amener avec eux de nombreuses familles que des salaires insuffisants ne leur permettent pas de faire vivre.

JURISPRUDENCE.

**Accidents du travail; incapacité permanente partielle;
appréciation de la réduction de capacité; point de départ de la rente.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 19 janvier 1903.)

La Cour,

Sur le premier moyen,

Attendu que, pour apprécier la réduction qu'une incapacité partielle et permanente fait subir au salaire de l'ouvrier blessé dans les conditions prévues par la loi du 9 avril 1898, le juge n'est pas tenu de considérer exclusivement le salaire touché par cet ouvrier après la reprise de son travail, salaire dont le taux peut dépendre de circonstances multiples; qu'il doit rechercher dans quelle proportion la capacité professionnelle de l'ouvrier a été déterminée par suite de l'accident et quel abaissement correspondant du salaire doit normalement s'en suivre; que la moitié du chiffre ainsi fixé détermine la rente à laquelle l'ouvrier a droit aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate que Pierre Bécuwe, chauffeur au service de la Société de Raffinerie de pétrole de Dunkerque, a, par le fait du travail, perdu l'œil gauche; qu'il fixe à 33 p. o/o la réduction de sa capacité professionnelle, et, par suite, de son salaire normal; qu'il constate que le salaire effectif touché par lui pendant les douze mois écoulés avant l'accident a été de 1,633 francs et qu'il lui alloue une rente de 272 francs, sixième de ce salaire, sans tenir compte de cette circonstance que Bécuwe touchait de la Société, depuis sa rentrée, le même salaire qu'auparavant; qu'en statuant ainsi, ledit arrêt, d'ailleurs motivé, n'a violé aucun des articles visés au pourvoi;

Rejette le premier moyen;

Mais sur le deuxième moyen;

Vu l'article 3 § 2 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que la rente allouée à la victime d'un accident atteinte d'une incapacité partielle et permanente court non de l'époque où intervient une décision définitive sur le règlement de l'indemnité, mais du jour où le caractère de l'infirmité est devenu certain; que le point de départ de la rente ne saurait, en effet, être subordonné aux éventualités de la procédure; qu'il doit, au contraire, avoir une date indépendante tant de la volonté du patron que de celle de l'ouvrier; que l'indemnité temporaire servie depuis le jour ci-dessus déterminé jusqu'à la décision définitive ne l'est qu'à titre de provision;

Attendu que l'arrêt attaqué a fixé au jour même où il était rendu le point de départ de la rente qu'il allouait à Bécuwe; qu'en statuant ainsi, il a violé l'article susvisé;

Casse et renvoie devant la Cour d'Amiens.

**Accidents du travail; interprétation des conventions intervenues entre les
parties; appareil orthopédique; point de départ de la rente.**

(Arrêt de 25 juin 1902.)

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Passereau a été victime d'un accident

survenu le 28 juillet 1899 par le fait du travail que lui avait commandé l'entrepreneur Bédaumine dont il était l'ouvrier; qu'il déclare qu'il n'avait pas perdu cette qualité d'ouvrier pour avoir, le jour de l'accident, loué à Bédaumine, avec ses services, sa voiture et son cheval, moyennant une rémunération supplémentaire; que Passereau n'avait pas cessé de travailler sous les ordres de l'entrepreneur et avec l'assistance de ses autres ouvriers; que cette interprétation des conventions intervenues entre les parties est souveraine; d'où il suit qu'en déclarant que Passereau pouvait invoquer contre Bédaumine le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés au moyen;

Rejette le premier moyen;

Mais sur le second et le troisième moyens réunis:

Vu l'article 3 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que l'indemnité comme les rentes auxquelles ont droit les ouvriers victimes d'accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail et qui sont à la charge du chef de l'entreprise sont fixées par l'article susvisé à une cote-part déterminée du salaire que le juge ne peut, sous aucun prétexte et d'aucune façon, augmenter ou diminuer en dehors des cas de faute inexcusable soit du patron soit de l'ouvrier et ce dans les limites posées par l'article 20 de la même loi;

Attendu que l'arrêt attaqué, tout en réservant à Passereau le droit de poursuivre devant le juge de paix le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques qui peuvent lui être dus, et en condamnant Bédaumine à lui servir une rente de 225 francs égale à la moitié de la réduction que l'accident avait fait subir au salaire, « le condamne, en outre, à lui payer 100 fr. 50 représentant la valeur d'un appareil orthopédique, et encore, annuellement, une somme de 50 francs pour le renouvellement et l'entretien de cet appareil »; qu'en statuant ainsi, ledit arrêt a violé l'article susvisé;

Sur le quatrième moyen :

Vu l'article 3 de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que la rente allouée à la victime d'un accident du travail doit courir non de l'époque où intervient une décision définitive sur le règlement de l'indemnité, mais du jour où le caractère de l'incapacité est devenu certain; que le point de départ de la rente ne saurait, en effet, être subordonné aux éventualités de la procédure, qu'il doit avoir une date indépendante de la volonté du patron comme de celle de l'ouvrier;

Attendu que l'arrêt attaqué a fixé au jour même où il était rendu le point de départ de la rente allouée à Passereau; qu'en statuant ainsi, il a violé l'article ci-dessus visé;

Casse. . . . , mais seulement en ce qui concerne l'allocation faite à Passereau :

1° D'une somme de 100 fr. 50;

2° D'une somme de 50 francs et aussi en ce qui concerne le point de départ de la rente de 225 francs; renvoie devant la Cour de Toulouse.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre 1903 ⁽¹⁾. — L'amélioration du marché, réelle bien que peu sensible durant le mois précédent, s'est accentuée en septembre d'une façon surprenante; aussi le placement y a-t-il été pratiqué dans des conditions plus favorables qu'à une époque quelconque des sept dernières années.

Ce bon état des choses est dû surtout à l'activité des travaux de *bâtiment* pendant l'automne, où, par exemple, à Berlin, Magdebourg, Göttingen, les offres de main-d'œuvre dépassèrent un moment les demandes d'emploi. Travail également abondant dans les mines (heures supplémentaires et postes du dimanche pour l'extraction de la houille). Une certaine animation à l'actif de l'industrie *siderurgique* et des *machines*, où toutefois les ouvriers ne trouvent toujours pas à s'embaucher dans une proportion satisfaisante. Situation passable dans les *textiles*, avec disparition des symptômes de ralentissement; excellente dans l'industrie des *transports*, notamment sur les grandes places maritimes comme Hambourg, dont les travaux ont réclamé des équipes supplémentaires.

Placement en septembre 1903. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 75 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois de septembre 1902, une diminution du chômage dans 58 villes, une augmentation dans 17 seulement.

Les placements effectués dans ces 75 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Sept. 1902. . . .	32,832	18,703	51,535	54,571	15,870	70,441	166.2	84.9	136.7
Sept. 1903. . . .	46,601	21,931	68,552	59,735	16,847	76,582	128.2	76.8	111.7

Grèves en septembre 1903. — 26 grèves nouvelles contre 25 en août 1903 et 29 en septembre 1902. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans l'industrie *métallurgique* et la construction des *machines* (8); puis dans le *bâtiment* (7).

Ordonnance du 26 mai 1903 sur l'installation et l'exploitation des fabriques de couleurs et autres produits plombiques. — Le Conseil fédéral vient de prendre, en vertu des articles 120 e et 139 a de la Gewerbeordnung une ordonnance qui abroge celle du 8 juillet 1893, sur l'installation et l'exploitation des

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

fabriques de couleurs plombiques et d'acétate de plomb, et qui s'applique non seulement à ces derniers établissements, mais encore à tous ceux « dans lesquels se fabriquent des couleurs plombiques ou d'autres produits chimiques de plomb (céruse, chromate de plomb, massicot, litharge, minium, peroxyde de plomb, céruse pattinsonnée, jaune de Cassel, jaune d'Angleterre, jaune de Naples, iodure de plomb, acétate de plomb, etc.), ou encore des mélanges de couleurs à teneur de plomb, soit comme produits principaux, soit comme produits accessoires. »

L'ordonnance, par contre, ne s'applique pas aux fonderies de plomb, alors même qu'elles fabriqueraient les produits précités, ni aux établissements « dans lesquels les couleurs toutes faites sont seulement mélangées les unes aux autres ou broyées avec de l'huile ou du vernis, lorsque ces opérations n'ont lieu que concurremment avec une autre exploitation industrielle ».

Aux termes de l'ordonnance, les ateliers dans lesquels sont fabriquées ou emballées les substances plombiques désignées plus haut « devront être spacieux, hauts de plafond et installés de telle sorte que l'air s'y renouvelle suffisamment et d'une manière constante. Ils doivent être munis d'un plancher uni et solide, qui permette d'enlever aisément les poussières par la voie humide. Ce plancher sera nettoyé à l'eau au moins une fois par jour.

Les ateliers devront autant que possible être protégés contre la pénétration des poussières, gaz ou vapeurs plombiques ; les ateliers, où il sera impossible d'empêcher absolument cette pénétration devront être clos de manière à ce que les poussières, vapeurs et gaz ne puissent pénétrer dans les autres ateliers.

Les cuves servant à la fusion du plomb seront recouvertes de hottes aspirantes. Les surfaces intérieures des chambres d'oxydation et de dessiccation devront être le plus possible lisses et étanches et les chambres doivent être entretenues dans un état constant d'humidité. Lorsque l'oxydation sera achevée, les chambres devront, avant que les ouvriers y pénètrent, être suffisamment refroidies, aérées et saturées d'humidité au moyen de vapeur d'eau. La céruse sera détachée au moyen d'un peu d'eau. De même, le lavage des parois des chambres, ainsi que des châssis, lattes et bois qui s'y trouvent devra être effectué à l'aide d'un jet d'eau ou d'un lavage.

Dans le transport, le lavage, le broyage à l'état humide des couleurs plombiques, des dispositifs mécaniques devront être substitués au travail à la main afin de réduire au strict minimum les risques de souillure des habits et des mains des ouvriers qui sont employés à ces opérations.

Dans le broyage, le criblage et l'emballage des substances plombiques à l'état sec, dans le chargement et le déchargement des fours à litharge et à minium, dans le blutage du minium et autres opérations analogues qui dégagent des poussières, celles-ci ne doivent pas se répandre dans les ateliers, mais être évacuées par des appareils appropriés.

Les ouvrières ne sont admises à travailler et à séjourner dans les fabriques visées par l'ordonnance que dans le cas où elles ne sont ni exposées à des poussières ou gaz plombiques ni en contact avec des substances contenant du plomb. En aucun cas, les jeunes ouvriers ne peuvent être admis à travailler ou à séjourner dans les fabriques préparant exclusivement ou principalement des couleurs ou autres substances plombiques : dans les autres fabriques leur emploi est soumis aux mêmes conditions que celles qui sont fixées plus haut pour les femmes.

L'exploitant ne peut admettre au travail que des ouvriers pourvus d'un certificat d'un médecin agréé par le gouvernement et constatant qu'ils ne sont atteints d'aucune affection grave ni d'alcoolisme. Le chargement et le déchargement des chambres d'oxydation ne pourront être effectués que par des ouvriers au courant des risques de ces opérations, et la durée de leur travail n'excèdera point huit heures. Cette durée devra être coupée, si elle dépasse six heures, par trois repos d'au

moins une heure, et si elle est plus courte, par un repos d'une heure après chaque période de deux heures de travail. Les ouvriers employés à l'emballage, à l'embarillage et au mélange à l'état sec des substances plombiques ne peuvent y être occupés plus de huit heures par jour.

Quant aux autres opérations, où les ouvriers se trouvent en contact avec du plomb ou des substances plombiques, la durée du travail effectif des ouvriers qui y sont occupés ne peut excéder dix heures par vingt-quatre heures.

L'exploitant devra mettre à la disposition de chacun des ouvriers qui se trouvent en contact avec du plomb ou des substances plombiques, des surtouts, des casquettes, qui seront affectés exclusivement à son usage personnel et qui devront être nettoyés et conservés soigneusement. Ces mêmes ouvriers devront avoir à leur disposition un vestiaire-lavabo, et séparé de ce vestiaire, un réfectoire spécial, convenablement chauffé et muni d'appareils pour cuire les aliments. Les ouvriers employés au déchargement des chambres d'oxydation devront avoir en outre des chaussures appropriées.

Ces derniers devront pouvoir, tous les jours, après la fin de ce travail, prendre un bain chaud dans un local spécial situé dans l'établissement; les autres ouvriers en prendront un deux fois la semaine.

L'état sanitaire des ouvriers devra être confié à un médecin agréé par l'administration, et qui visitera les ouvriers au moins une fois tous les deux jours. Les ouvriers atteints d'affection plombique seront écartés des travaux dangereux; et ceux qui se montreront particulièrement sensibles à l'action du plomb devront être exclus définitivement. Un registre relatant les admissions et départs successifs ainsi que l'état sanitaire des ouvriers en contact avec le plomb ou les substances plombiques devra être tenu par le patron. Ce dernier élaborera également un règlement intérieur réglant l'application des dispositions ci-dessus.

L'ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juillet 1903 pour les établissements déjà soumis à celle du 8 juillet 1893, et le 1^{er} juillet 1904 pour les autres établissements.

BELGIQUE.

Placement en août 1903⁽¹⁾. — Pour 870 offres de patrons parvenues à 13 offices de placement gratuit, il y a eu 1,578 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 181 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, dans 11 établissements, la proportion était de 180 demandes pour 100 offres et, en août 1902, dans 15 établissements, de 150 demandes pour 100 offres. La situation générale n'est donc aucunement améliorée depuis le mois dernier et se présente comme sensiblement moins bonne que l'année passée, à même époque.

Des renseignements précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en août de 121 unions et fédérations d'unions professionnelles ouvrières, groupant 28,575 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 865, soit 3 p. 100. Cette proportion est supérieure de 0.2 p. 100 à celle obtenue pour le mois précédent et de 0.4 p. 100 à celle du mois de juin.

⁽¹⁾ D'après la *Revue du travail*.

Grèves en août 1903. — 6 grèves nouvelles, intéressant 477 grévistes et 60 chômeurs forcés. S'est en outre continuée jusqu'à fin août une grève de carriers, commencée en juillet et comprenant 168 grévistes et 107 chômeurs forcés.

Les nouveaux conflits se répartissent entre 5 provinces : Hainaut ⁽²⁾, Liège, Namur et les deux Flandres, et se sont produits dans les industries suivantes : fabrication de *cigares*, fabrication d'*explosifs*, *tissage de toiles*, fabrication de *chaussures*, *chaudronnerie* et *marbrerie*. Trois visaient à l'augmentation des salaires; un, tendait à empêcher leur réduction; les deux autres étaient des grèves de solidarité.

Les sept grèves ci-dessus étaient toutes terminées le 17 septembre. Résultats : 1 succès (287 grévistes) et 6 échecs (350 grévistes).

CANADA.

Revue du travail en août. — Situation satisfaisante dans l'ensemble. Emploi, le plus souvent, maximum de la main-d'œuvre, sauf dans un nombre restreint de métiers et de localités. Activité exceptionnelle dans de nombreux centres, notamment à Halifax, Montréal et Winnipeg. La demande d'ouvriers continue d'être bonne, surtout dans la région de l'Ouest. A signaler aussi, comme un symptôme satisfaisant, la diminution des grèves. — L'immigration, bien que plus faible qu'au début de la saison; soutient favorablement la comparaison avec les années précédentes.

Grèves. — 12 grèves anciennes se sont poursuivies en août et 11 seulement ont éclaté pendant le mois, contre 16 en juillet. Seuls, 2 conflits ont pesé péniblement sur l'industrie : parmi les employés de la « Maple Leaf Rubber Co », à Port-Dalhousie (Ontario), et dans les mines et le haut-fourneau de Vananda, île Texada (C.-A.). 10 de ces différents ont pu être réglés au cours du mois d'août, dont 7 anciens et 3 nouveaux : 3 succès, 1 transaction, 6 échecs. Sur les 11 grèves nouvelles, 3 ont affecté le *bâtiment*; 2, le *travail du bois*; et les autres, respectivement les catégories suivantes : *mines*, *construction de chemins de fer*, *mouleurs en fer*, *marbriers*, *ouvriers en caoutchouc*, *commis de buvette*. Entre autres, 4 avaient pour objet une augmentation de salaire; 1, une réduction du temps de travail; 1, ces deux revendications réunies; et 2, la défense de l'unionisme.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre 1903 ⁽¹⁾. — Le ralentissement qui se dessinait le mois dernier sur l'ensemble du marché s'est franchement affirmé durant tout septembre, excepté dans les *mines* et quelques autres industries de moindre importance. Le chômage est très sensible, particulièrement dans le *travail du coton* et les *constructions navales*; et les chiffres moyens des chômeurs accusés par les trade-unions sont supérieurs à ceux concernant le mois de septembre des dix dernières années.

5.8 p. 100 de chômeurs dans 226 trades-unions, groupant 558,508 membres contre 5.9 p. 100 en août 1903 et 5 p. 100 en septembre 1902.

⁽¹⁾ D'après la *Labour Gazette*.

5,22 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits bouilliers avec 500,364 mineurs contre 4,89 en août 1903 et 5,35 en septembre 1902.

318 hauts fourneaux en marche à la fin de septembre 1903, avec 22,150 ouvriers environ contre 322 en août 1903 et 325 en septembre 1902.

32 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en septembre 1903 et 22 p. 100 dans les tissages, avec 100,000 ouvrières, femmes et filles, contre 46 p. 100 et 30 p. 100 en août 1903 et 82 p. 100 et 79 p. 100 en septembre 1902.

Grèves. — 24 nouvelles grèves en septembre 1903 avec 5,852 chômeurs, contre 19 avec 23,232 en août 1903, et 18 avec 6,864 en septembre 1902;

Sur 25 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 6,476 grévistes : 3 succès, 13 échecs, 9 transactions.

Règlement du 19 juin 1903 sur la taille des limes à la main ⁽¹⁾. — La taille des limes à la main, qui se pratique, en général, dans de petits ateliers, qui sont le plus souvent des ateliers de familles, est un métier très dangereux. Le danger vient de ce que la lime à tailler est placée sur un lit de plomb, dans lequel elle s'enfonce à chaque coup de marteau; à chaque changement de position et quand la lime est tournée, le lit de plomb est touché avec les doigts; comme les ouvriers ont l'habitude de mouiller leurs doigts avec la bouche pour tenir le burin, le plomb pénètre ainsi dans l'organisme. En outre, après l'opération, le brossage des limes dégage des poussières de plomb qui peuvent également être absorbées. De 1896 à 1902, en six ans, 259 cas de saturnisme ont été déclarés, en vertu de la loi anglaise sur les fabriques, chez les tailleurs de limes; de 1899 à 1902, sur les 135 cas déclarés, 13, soit 10 p. 100, ont été suivis de mort; 50, 8 p. 100, présentaient des symptômes graves; 16, 4 p. 100, des symptômes modérés; 32, 8 p. 100, n'étaient que des atteintes légères.

En présence de cette situation, le secrétaire d'État de l'Intérieur, usant des pouvoirs qu'il tient de la loi de 1901 sur les fabriques, a rendu, le 19 juin 1903, le règlement suivant, qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1903 :

Le procédé qui consiste à tailler les limes à la main, ayant été déclaré dangereux, au sens de l'article 79 de la loi industrielle de 1901, est soumis au règlement spécial suivant, à moins d'un certificat de l'inspecteur en chef des fabriques attestant que le lit employé pour tailler les limes est d'une composition non susceptible de nuire à la santé des ouvriers.

ART. 1^{er}. — Pour n'importe quel atelier, il ne pourra y avoir plus d'un bloc (stock) par espace cubique de 9^m 800. En estimant ce cube d'air, il ne sera pas tenu compte de l'espace situé au-delà de 3 mètres au-dessus du sol.

ART. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1904, il y aura entre chaque bloc une distance d'au moins 0^m 76, mesurée du centre d'un bloc à l'autre. A partir du 1^{er} janvier 1905, cette séparation ne sera pas inférieure à 0^m 90.

ART. 3. — Le plancher de chaque atelier sera construit en matériaux pouvant subir des lavages. Ce revêtement couvrira toute la surface du sol, sauf la faculté de laisser un espace non supérieur à 15 centimètres autour de la base de chaque bloc.

Ce revêtement sera maintenu en bon état constant.

ART. 4. — Des ouvertures de ventilation fonctionnant d'une manière convenable, soit pour l'entrée, soit pour la sortie de l'air, seront établies dans chaque atelier. Les entrées

⁽¹⁾ D'après une communication de M. Boulin, inspecteur départemental du travail à Lyon.

d'air seront disposées de manière qu'il n'y ait aucun courant d'air venant atteindre directement les ouvriers pendant leur travail.

Ces bouches de ventilation seront constamment en bon état de fonctionnement.

ART. 5. — Il est interdit à quiconque d'arrêter ou de gêner l'action des ventilateurs.

ART. 6. — Les ouvriers devront avoir des lavabos à leur disposition. Ces lavabos seront à l'abri et entretenus dans un état satisfaisant. Il y en aura au moins un par groupe de dix blocs ou par fraction de groupe. Chacun de ces lavabos sera pourvu d'un tuyau d'écoulement communiquant avec un égout ou avec un bassin d'une capacité égale à autant de fois quatre litres et demi qu'il y a de personnes usant du lavabo. La provision d'eau sera fournie au moyen d'une conduite venant de la canalisation générale ou d'un bassin pouvant contenir autant de fois 6 litres 75 qu'il y a d'ouvriers et contenant suffisamment d'eau propre pour permettre à chacun d'eux de se laver.

ART. 7. — Les murs et les plafonds de chaque atelier, à l'exception des parties qui seront peintes, vernies ou pourvues de briques émaillées, seront blanchis une fois tous les six mois.

ART. 8. — Le sol et toutes les parties des murs et des plafonds qui ne seront pas blanchis à la chaux, ainsi que les établis, les bancs, seront nettoyés une fois par semaine.

ART. 9. — Dans les ateliers faisant partie du logement, on ne pourra tailler les limes dans les pièces où l'on consomme des aliments, ni dans celles où l'on fait la cuisine et où l'on couche.

ART. 10. — Chaque tailleur de limes devra porter pendant le travail une blouse le couvrant depuis le cou et les épaules jusqu'au-dessus du genou. Ces blouses seront tenues en bon état de propreté.

ART. 11. — Une copie du présent règlement, ainsi qu'un extrait de la loi Industrielle de 1901, seront affichés dans un endroit bien en vue de la fabrique ou de l'atelier.

ART. 12. — Les patrons sont tenus d'observer les prescriptions contenues dans les articles 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11. Dans le cas où l'atelier serait occupé par plusieurs patrons, ce soin incombe au propriétaire, sauf, toutefois, en ce qui concerne l'article 6, dont chaque patron doit assurer l'exécution.

Les nettoyages prévus par l'article 8 sont à la charge des patrons.

Les patrons devront, concurremment avec les ouvriers, observer les prescriptions des articles 5, 9 et 10.

Le présent règlement entrera en vigueur à dater du 1^{er} septembre 1903.

ITALIE.

Règlement du 29 janvier 1903 pour l'exécution de la loi du 19 juin 1902 sur le travail des enfants et des femmes ⁽¹⁾. — La loi du 19 juin 1902 ⁽²⁾, dans son article 15, avait prévu qu'un règlement d'administration publique approuvé par décret royal et rendu après avis du Conseil d'Etat, du Conseil supérieur d'hygiène et du Conseil de l'industrie et du commerce, interviendrait, dans les six mois de la publication de la loi, pour fixer son mode d'application. Ce règlement a été rendu le 29 janvier 1903.

Il définit, d'abord, les établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi :

Est réputé atelier industriel ou laboratoire, pour les fins de la loi du 19 juin 1902, tout lieu où s'accomplissent des travaux manuels de nature industrielle, au moyen de moteurs mécaniques, quel que soit le nombre des ouvriers occupés. Est considéré comme un atelier ou un laboratoire, tout lieu où travaillent ensemble, d'une façon normale, plus de cinq ou-

⁽¹⁾ D'après la *Gazetta Ufficiale* du 28 février 1903 et l'erratum du 14 juillet 1903.

⁽²⁾ Voir le texte de cette loi, *Bulletin de l'Office du travail*, août 1902, p. 543.

viens de l'un ou de l'autre sexe, de n'importe quel âge, quand on n'y fait pas usage de moteurs mécaniques.

Les travaux d'édilité ⁽¹⁾ sont, pour les fins de la loi susdite, ceux qui ont pour objet la construction, la réparation ou l'entretien ou encore la restauration d'édifices publics ou privés.

Les travaux des galeries souterraines, quelle que soit leur destination, sont assimilés à ceux des carrières et des mines.

Les travaux des tourbières sont assimilés à ceux des carrières.

L'article 3 de la loi obligeait les patrons qui emploient des femmes ou des enfants de moins de 15 ans d'en faire la déclaration ⁽²⁾. D'après le règlement, ces déclarations doivent au moins indiquer :

1° Le ou les lieux d'emplacement des ateliers industriels, des mines, carrières et galeries, des magasins, des laboratoires, et, pour les travaux édilitaires, des chantiers de construction ;

2° L'objet de l'industrie ;

3° Si le travail est fait exclusivement à la main ou avec l'aide de moteurs mécaniques ; la nature et la force de ces derniers ;

4° Le nombre des ouvriers. (Art. 2.)

Les déclarations annuelles seront envoyées aux préfectures respectives, dans les deux premiers mois de l'année.

Les modifications résultant du fait de la cessation permanente du travail ; de changements dans la raison sociale, de l'adoption de moteurs mécaniques, ainsi que de l'abandon de l'emploi des femmes et des enfants pour les travaux visés par la loi, seront déclarées au préfet dans le délai d'un mois, à dater du jour où elles sont intervenues.

Quant aux exploitations qui viendraient à employer des femmes ou des enfants dans les travaux envisagés par la loi, après le délai fixé par ladite loi pour la première déclaration ou par le présent article pour les déclarations annuelles, elles devront en donner promptement avis, au moyen de l'imprimé précité. (Art. 3.)

Les articles 4 et 5 sont relatifs à la forme des livrets de travail des enfants et des femmes mineures ; les articles 6, 7, 8, 9 et 10 s'occupent des conditions dans lesquelles doivent être délivrés à ces catégories d'ouvriers les certificats médicaux d'aptitude au travail.

Le règlement s'occupe également des mesures propres à assurer le contrôle des prescriptions légales relatives à la durée du travail et des repos :

Un tableau apposé où ce sera possible, de façon à en rendre la lecture aisée, soit à l'entrée de tout atelier industriel, laboratoire ou chantier et de toute carrière, ou mine, soit à l'intérieur de l'établissement, indiquera l'horaire du travail, pour les femmes et les enfants. On apposera dans les mêmes lieux un exemplaire de la loi et du présent règlement.

Les tableaux fixant ledit horaire spécifieront la durée et la répartition des périodes de repos journalier en indiquant les heures où doit s'effectuer l'entrée ou la sortie.

Ne seront pas considérées comme des périodes de repos, les interruptions de travail de moins de 15 minutes. (Art. 15.)

L'article 11 énumère : 1° les industries insalubres ou dangereuses dans lesquelles il est absolument interdit d'employer les femmes mineures et les enfants n'ayant pas 15 ans révolus ; 2° les travaux insalubres ou dangereux dans lesquels l'emploi de ces travailleurs est interdit ou subordonné à des conditions spéciales. En outre, l'article 13 interdit de les employer au nettoyage des mécanismes et transmissions

⁽¹⁾ Lire « travaux d'édilité » (*lavori delli arti edilizie*) au lieu de « travaux de voirie » à l'article 1^{er} de la loi. (*Bulletin de l'Office*, 1902, p. 543.)

⁽²⁾ Cette obligation ne se retrouve pas dans la législation française.

en marche, et l'article 14 interdit de les laisser séjourner, pendant les repas, dans les ateliers où s'exécutent les travaux interdits par l'article 14.

Enfin, l'article 16 fixe les conditions de salubrité auxquelles doivent satisfaire les locaux où sont occupés des femmes et des enfants :

Les ateliers et leurs dépendances, les dortoirs et les cabinets d'aisance des fabriques où sont occupés des enfants ou des femmes de n'importe quel âge, doivent être tenus dans l'état de propreté voulu et satisfaire à toutes les autres conditions nécessaires pour assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

On prendra des mesures afin que l'air de ces locaux ne soit pas vicié. Lesdits locaux doivent, en outre, être alimentés d'eau potable et pourvus de cabinets d'aisances (distincts pour les hommes et les femmes), à raison d'un au moins par 40 personnes.

Ces conditions seront vérifiées par les inspecteurs d'industrie et par les ingénieurs des mines et leurs assistants ; dans les cas où les conditions voulues ne seraient pas remplies, feront connaître, après avis, si besoin est, de l'officier sanitaire, les travaux d'adaptation nécessaires. Un recours contre les prescriptions des inspecteurs pourra être introduit auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Dans les ateliers et leurs dépendances, dans les réfectoires, dans les pièces réservées à l'allaitement des nourrissons, ainsi que dans les dortoirs et cabinets d'aisance, les propriétaires, gérants, directeurs, entrepreneurs ou employeurs à forfait exerceront la vigilance nécessaire pour qu'on respecte les mesures de sécurité et les règles de la morale et de la décence. (Art. 16.)

Il y a lieu de noter les dispositions spéciales relatives aux femmes qui allaitent leurs nourrissons à la fabrique :

Les pièces spéciales pour l'allaitement doivent satisfaire à toutes les conditions hygiéniques que réclame leur affectation particulière.

Le temps à accorder aux ouvrières nourrices, pour l'allaitement, en sus des repos prescrits par l'article 8 de la loi, sera au moins d'une heure pour celles allaitant leurs propres enfants hors de la fabrique ; et d'une demi-heure pour celles qui se serviront des pièces affectées à cet usage. (Art. 17.)

Les derniers articles du règlement définissent les pouvoirs des ingénieurs des mines et de leurs assistants, ainsi que des inspecteurs de l'industrie, auxquels est confié le soin de veiller à l'application de la loi (art. 19 et 20) ; les conditions dans lesquelles les contraventions à la loi et au règlement seront relevées par ces agents (art. 21 et 22) ; les pénalités applicables à ces contraventions (art. 23), et la forme dans laquelle un rapport sera présenté, tous les trois ans, sur l'application de la loi et du règlement, par les soins du Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce (art. 24).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Ministre du Commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail, en date du 15 septembre 1903, sur l'application du décret du 14 août 1903, relatif aux dérogations dans les travaux extérieurs du bâtiment.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-contre le texte d'un décret en date du 14 août 1903⁽¹⁾ qui a étendu à tous les « travaux extérieurs dans les chantiers de l'industrie du bâtiment » les dérogations accordées par l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 aux « travaux de maçonnerie et couverture faits en chantier ». Vous voudrez bien vous conformer, pour l'application de ces dispositions, à mes instructions antérieures concernant les travaux de maçonnerie et de couverture, et notamment à ma circulaire du 3 août 1902⁽²⁾.

Toutes les industries qui concourent aux travaux du bâtiment sont appelées à bénéficier de la dérogation : sont comprises notamment sous la nouvelle rubrique, d'après l'avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures, les travaux de terrassement, de charpente en fer et en bois, de peinture en bâtiment, de construction de serres, qui avaient été l'objet de demandes particulières. Toutefois, il s'agit exclusivement des travaux faits en chantier à l'exclusion de tout travail en atelier.

J'ajoute qu'en employant le mot « extérieur », conformément à l'avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures, le décret indique que la dérogation ne s'applique pas aux travaux intérieurs faits à l'abri des intempéries. Ce sont, en effet, les intempéries de nature à arrêter le travail en période de pleine activité qui ont été la cause déterminante de la tolérance accordée.

Je ne puis que vous laisser le soin d'éviter, par une interprétation judicieuse des textes dans chaque cas particulier, toutes difficultés partielles d'application qui pourraient se présenter.

Circulaire du Ministre du Commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail, en date du 15 septembre 1903, sur l'application de la loi du 11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements commerciaux et de l'État.

Je vous adresse ci-joint, sous forme d'affiche, le texte de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, avec les modifications qui ont été apportées à ce texte par la loi du 11 juillet 1903⁽³⁾.

Le principal objet de la nouvelle loi est, suivant les termes de l'exposé des motifs du projet déposé à la Chambre des députés le 16 janvier 1902 :

« 1° De soumettre aux obligations déterminées par la loi les petites industries de l'alimentation et les magasins, boutiques, bureaux et autres établissements similaires qui n'y sont pas actuellement assujettis ;

« 2° D'apporter plus de précision dans la nomenclature des établissements visés par la loi, dans le but de mettre fin aux controverses auxquelles a donné lieu l'assu-

(1) Voir le texte de ce décret, *Bulletin de l'Office du travail*, septembre 1903, p. 761.

(2) Voir cette circulaire, *Bulletin de l'Office du travail*, août 1902, p. 558.

(3) Voir le texte de cette loi, *Bulletin de l'Office du travail*, août 1903, p. 669.

jettissement de certaines catégories d'établissements, comme les établissements publics, les chantiers de chargement et de déchargement de navires ».

Sur ce deuxième point, il me paraît nécessaire, pour préciser la portée des nouvelles dispositions législatives, de citer quelques passages des travaux préparatoires de la loi récente. Ces citations feront connaître en même temps le régime spécial adopté pour la surveillance de certains établissements.

A. — Chantiers de travaux publics et établissements de l'État des départements et des communes.

« La question s'est posée de savoir si les chantiers, et en général les établissements industriels appartenant à l'État, ou dirigés par l'État, ou fonctionnant sur son domaine, sont soumis à la loi du 12 juin 1893. La raison de douter résultait de ce que, à la différence de la loi du 2 novembre 1892, la loi du 12 juin 1893 ne dispose pas expressément qu'elle sera applicable dans les chantiers et établissements industriels publics ou privés. Afin d'éviter que des controverses puissent s'élever à nouveau sur la question de l'assujettissement de ces établissements à la loi du 12 juin 1893, nous vous proposons de reproduire, à la suite de la nomenclature des établissements soumis à la loi, la disposition finale de la nomenclature des établissements soumis à la loi du 2 novembre 1892. (Exposé des motifs, Chambre des députés, n° 2875, 16 janvier 1902.)

« L'État, les départements, les communes, doivent donner l'exemple et assurer, sur tous les chantiers et dans tous les établissements publics, le respect le plus scrupuleux des règles de l'hygiène et de la protection sanitaire des travailleurs. Les découvertes de la science moderne augmenteraient à cet égard les responsabilités des pouvoirs publics qui, dans la lutte contre les maladies évitables et notamment contre la tuberculose meurtrière, ont le devoir d'être au premier rang et de ne négliger aucune des règles de la santé publique ». (Rapport de M. Straus au nom de la Commission du Sénat, n° 101, 3 mars 1902.)

« Quant aux établissements de l'État, le projet de loi pose nettement le principe de leur assujettissement aux mesures d'hygiène et de sécurité édictées par les lois et les règlements; en outre, il règle, par des dispositions légales, certaines difficultés bien connues de ceux qui lisent les rapports annuels des inspecteurs du travail. Il eût été impossible, en effet, dans l'application, de ne point tenir compte de ces difficultés; l'exposé des motifs rédigé par le Gouvernement en réservait d'ailleurs la solution à des accords interministériels. Le projet qui vous est soumis prévoit, pour son application, des règlements d'administration publique relatifs, les uns à la détermination des établissements où l'intérêt de la défense nationale s'opposerait à l'entrée des inspecteurs, les autres aux formalités à substituer à la mise en demeure et aux opérations consécutives pour tous les établissements de l'État. » (Rapport de M. Lucien Cornet au nom de la Commission de la Chambre des députés, n° 144, 2 juillet 1903.)

Des instructions ultérieures vous feront connaître la liste des établissements de de la Guerre et de la Marine qui échappent au contrôle du service. En attendant la publication du décret qui doit fixer cette nomenclature et pour éviter toute difficulté, vous n'aurez aucune modification à apporter sur ce point à vos pratiques antérieures.

Vous serez également informé des formalités auxquelles un décret subordonnera votre contrôle dans les autres établissements de l'État.

B. — Entreprises de chargement et de déchargement.

« On s'est demandé si les quais, terre-pleins, docks, etc., où s'effectuent les opé-

rations de chargement ou de déchargement de navires et de bateaux ne constituent pas des chantiers, au sens de la loi du 12 juin 1893, et s'ils ne devaient pas être soumis par suite à ses prescriptions.

« Il est hors de doute qu'au cours des opérations de chargement et de déchargement, il se forme de véritables chantiers dans lesquels il est fait usage de palans, de grues à bras ou à vapeur, de passerelles qui rendent indispensable l'observation des dispositions légales relatives à la sécurité des travailleurs. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette objection qu'un quai sur lequel se fait le chargement et le déchargement des navires constitue une partie du domaine public, qui ne saurait affecter le caractère d'un chantier. Ce dont le législateur de 1893 s'est exclusivement préoccupé, c'est des risques professionnels auxquels les ouvriers sont exposés. Qu'importe dès lors que le chantier soit établi sur le domaine public ou privé ? »

« Tels sont les motifs pour lesquels une circulaire ministérielle a prescrit aux inspecteurs du travail d'assurer l'application de la loi du 12 juin 1893 aux chantiers de chargement de navires et de bateaux. Mais pour que l'assujettissement de ces chantiers ne puisse faire doute à l'avenir, nous vous proposons d'insérer dans la nomenclature de l'article 1^{er} les mots « entreprises de chargement et de déchargement » empruntés à la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. » (Exposé des motifs, Chambre des députés, n° 2875, 16 janvier 1902.)

C. — Mines et carrières.

« Les motifs pour lesquels les mines et carrières ont été écartées de l'application de la loi du 12 juin 1893 n'ont aujourd'hui en rien perdu de leur valeur. A plusieurs reprises, au cours de la discussion de la loi de 1893, il a été spécifié que, si les mines et carrières étaient écartées de la réglementation nouvelle, c'est parce qu'elles étaient déjà régies, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité, par une législation spéciale. »

« Il est rationnel, il est vrai, que la loi du 12 juin 1893 s'applique tout au moins dans les ateliers, magasins et bureaux établis à la surface des exploitations minières. Mais la nouvelle rédaction de l'article 1^{er} que nous vous proposons donne sur ce point entière satisfaction, puisqu'elle vise les ateliers, magasins et bureaux, de quelque nature que ce soit. » (Exposé des motifs) »

En vertu de l'accord intervenu avec M. le Ministre des travaux publics, et qui a abouti à la circulaire du 5 juillet 1894 (*Bulletin de l'Inspection*, vol. II, page 913), les ingénieurs des mines sont chargés d'assurer l'application de la loi de 1893 dans les établissements industriels qui, sans être des dépendances légales des mines, sont néanmoins considérés comme industries annexes des exploitations minières et dans lesquelles, à ce titre, les ingénieurs des mines sont déjà chargés de surveiller la loi du 2 novembre 1892. Je me propose de demander à M. le Ministre des travaux publics d'étendre le contrôle de l'inspection des mines aux parties de ces établissements (bureaux, dépendances, etc.) qui tombent sous l'application de la loi nouvelle.

D. — Entreprises de transport.

« Il ne resterait en dehors du domaine de la loi que les voies elles-mêmes sur lesquelles s'effectue le transport : routes, voies ferrées, canaux, fleuves, etc., ainsi que le matériel de transport proprement dit. Mais il y a lieu de remarquer que l'ordonnance du 15 novembre 1846, modifiée par le décret du 1^{er} mars 1901, qui est applicable à tous les chemins de fer, quels qu'ils soient, contient un certain nombre de dispositions qui ont pour objet d'assurer l'hygiène et la sécurité des tra-

vailleurs qui y sont employés. D'ailleurs, d'une façon générale, les règlements qui régissent les transports par terre et par eau, en tant qu'ils ont pour but d'assurer la sécurité du public, protègent indirectement les travailleurs qui y sont occupés. (Exposé des motifs.)

« Les entreprises de transport ne seront donc pas soumises à la loi du 12 juin 1893, sauf dans le cas où elles exploiteront des usines, des ateliers, des magasins qui ne sont pas liés nécessairement à l'exploitation de l'entreprise de transport elle-même.

« C'est ainsi que les ateliers des gares, où se font les réparations courantes, échapperont à la loi, puisqu'ils sont déjà soumis à l'ordonnance de 1846 modifiée par le décret de 1901, comme les gares elles-mêmes, et au même titre que la voie et le matériel, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité.

« La nouvelle loi se borne à étendre sa protection à des établissements que la réglementation actuellement en vigueur laisse complètement de côté, puisque l'ordonnance de 1846 vise uniquement les gares, la voie et le matériel roulant et non les exploitations accessoires qui peuvent être annexées à l'entreprise de transport proprement dite ». (Rapport de M. P. Strauss, au nom de la Commission du Sénat, n° 101, 3 mars 1902.)

La question de décider où s'arrêtent les services dépendant directement de la circulation (voies ou gares), et où commencent les ateliers proprement dits de construction et de réparation fera d'ailleurs l'objet d'instructions ultérieures qui seront élaborées après entente avec les Travaux publics.

L'extension de la législation existante aux magasins, boutiques, bureaux et autres établissements similaires doit avoir son effet, aux termes de l'article 2 de ladite loi du 11 juillet 1903, trois mois après la date de la promulgation de ladite loi, c'est-à-dire à la date du 23 octobre prochain. Il convient de prendre dès maintenant toutes dispositions en vue de porter à la connaissance des intéressés les obligations nouvelles qui vont leur incomber.

Des exemplaires de la loi du 12 juin 1893 modifiée devront, en conséquence, être distribués par les inspecteurs et inspectrices du travail, au fur et à mesure de leurs tournées, dans les établissements assujettis qui se trouveront sur leur itinéraire. Les chefs d'établissement seront en outre oralement avertis de la portée des nouvelles dispositions légales, et des conseils leur seront donnés pour les mettre en mesure de s'y conformer à l'échéance prescrite.

Ce n'est pas sans doute avec l'effectif actuel du personnel de l'Inspection que pourront être prises du premier coup toutes les mesures propres à assurer l'application intégrale de la loi. Les inspecteurs agiront donc sagement en s'attachant à remédier surtout, au début, aux causes d'insalubrité les plus graves. Ils s'efforceront tout d'abord d'assurer de meilleures conditions d'hygiène dans les petites industries de l'alimentation installées dans les villes d'une certaine importance : cuisines de restaurants, laboratoires des pâtisseries et charcutiers, fournils de boulangerie. Leur attention se portera également sur les locaux en sous-sol où stationne du personnel, sur les dortoirs, ainsi que d'ailleurs sur tous les locaux ou bureaux dont des plaintes leur auraient signalé l'insalubrité.

Les inspecteurs devront s'inspirer, dans l'exercice de leur contrôle, des nécessités propres à chaque entreprise particulière ; ils s'efforceront d'obtenir une solution amiable. Il est impossible d'ailleurs, avant l'apparition du règlement nouveau qui traitera de la matière, d'employer la procédure des mises en demeure prévue par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.

En effet, comme le dit M. Strauss dans son rapport fait au nom de la Commission du Sénat : « Le décret du 10 mars 1894, pris en exécution de la loi du 12 juin 1893, ne s'applique évidemment qu'aux entreprises industrielles assujetties à cette

loi. De nouveaux règlements d'administration publique, adaptés à chacune des espèces nouvelles, devront être élaborés ».

Néanmoins les dispositions générales de la loi peuvent, dans bien des cas, suffire pour obtenir les améliorations jugées nécessaires. Les inspecteurs pourront d'ailleurs recourir, à titre de renseignement, au texte du décret de 1894 pour apprécier si les établissements visités doivent être considérés comme présentant « les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel » et « les meilleures conditions possibles de sécurité » exigées par l'article 2 de la loi.

Vous aurez à m'adresser, le 15 décembre prochain au plus tard, un rapport sur les principaux faits qui vous auraient été signalés par le service relativement à l'application de la loi nouvelle. Les éléments de ce rapport vous seront fournis par les renseignements que vous adresseront, pour le 1^{er} décembre prochain, les inspecteurs placés sous vos ordres. Votre rapport contiendra, outre les faits relatifs à l'application de la loi, l'exposé des cas dont la solution vous paraîtrait douteuse, et des propositions sur les moyens de remédier aux difficultés signalées soit par l'application, aux établissements nouvellement assujettis, des dispositions du décret du 10 mars 1894, soit par l'adoption de dispositions réglementaires spéciales à ces établissements.

Enfin, à l'effet d'être renseignés exactement sur le nombre et l'importance des établissements dont la surveillance leur incombe, les inspecteurs devront recourir à tous les éléments d'information habituellement à leur disposition. Leurs recherches se trouveraient grandement facilitées par le dépouillement des annuaires généraux ou départementaux qui contiennent la nomenclature des commerçants et des industriels.

Il importe que le relevé des établissements assujettis soit fait dès le début avec la plus grande exactitude possible, car les établissements soumis à la loi de 1903 seront compris dans la statistique qui sera réclamée du service à la fin de l'année 1904.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

L'ASSISTANCE OBLIGATOIRE AUX VIEILLARDS, INFIRMES ET INCURABLES ⁽¹⁾

Au cours de la dernière session et après une longue discussion qui a commencé le 27 mai 1903 et s'est continuée les 29, 30 mai, 4, 8, 9, 11 et 15 juin, il a été voté par la Chambre des députés et transmis au Sénat une importante proposition de loi relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. Deux

⁽¹⁾ Proposition de loi relative à l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, présentée par MM. Émile Rey et Lachèze, députés, le 12 juin 1902. (Doc. parl. n° 56; J. O. p. 506.)

Proposition de loi sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, présentée par M. Bienvenu Martin, député, le 23 juin 1902. (Doc. parl. n° 118; J. O. p. 586.)

Rapport sommaire Émile Rey, le 7 juillet 1902. (Doc. parl. n° 222; J. O. p. 746.)

Rapport Bienvenu Martin, le 4 avril 1903. (Doc. parl. n° 889; J. O. p. 385.)

Séances des 27, 29, 30 mai, 4, 8, 9, 11 et 15 juin 1903. Déclaration de l'urgence. 1^{re} délibération. Adoption.

Nouvel intitulé : Proposition de loi créant un service public de solidarité sociale sous forme d'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables.

Transmission au Sénat le 18 juin 1903. (Sénat. 1903. Doc. parl. n° 186.)

propositions avaient été présentées sur ce sujet, l'une par MM. Emile Rey et Lachière, l'autre par M. Bienvenu Martin, et toutes deux avaient été renvoyées à la Commission d'assurance et de la prévoyance sociales : c'est le texte élaboré par cette Commission et soutenu au nom de la Commission par MM. Millerand, président, et Bienvenu Martin, rapporteur, qui a servi de base à la discussion.

Sur la demande de M. Millerand, président de la Commission, et d'accord avec le Gouvernement, l'urgence a été déclarée.

Un contre-projet, présenté par MM. Vaillant, Chauvière, etc., tendant à substituer au principe de l'assistance celui de l'assurance collective a été repoussé.

La Chambre a passé ensuite à l'examen des divers articles.

Le titre I^{er} a pour objet l'*organisation de l'assistance*. L'article 1^{er} pose le principe du droit à l'assistance. Le texte voté est ainsi conçu :

Tout Français privé de ressources, soit âgé de soixante-dix ans, soit atteint d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable et qui le rend incapable de pourvoir à sa subsistance par le travail a droit, aux conditions et sous les réserves ci-après, au service de solidarité sociale institué sous forme d'assistance obligatoire par la présente loi.

L'article 2 fait de l'assistance un service public qui incombe, suivant les cas, à la commune, au département ou à l'État. Tous les amendements tendant à ne faire intervenir le service public d'assistance que dans le cas où l'assistance privée serait insuffisante ont été rejetés et le texte suivant adopté.

L'assistance est donnée par la commune où l'ayant-droit à son domicile de secours ; à défaut de domicile de secours communal, par le département où l'ayant-droit a son domicile de secours départemental ; à défaut de tout domicile de secours, par l'État.

Le titre II fixe les *conditions d'admission à l'assistance*. Le bureau d'assistance de chaque commune ⁽¹⁾ dresse chaque année la liste des vieillards, des infirmes et des incurables ayant fait valoir leur droit au service de solidarité sociale (art. 7). Cette liste est adressée au conseil municipal qui prononce l'admission (art. 8). Les ayants-droit ont un recours contre les décisions du conseil municipal. Il est statué sur ce recours par une commission cantonale, composée du juge de paix, président, du conseiller général, d'un conseiller d'arrondissement et de deux délégués des sociétés de secours mutuels existant dans le canton. Les décisions de cette commission peuvent être elles mêmes déferées au Ministre de l'Intérieur (art. 11).

Un amendement, défendu par M. Aynard, et tendant à modifier la composition de la commission cantonale en y introduisant des représentants de l'assistance privée a été repoussé par 323 voix contre 238.

Les demandes formulées par les vieillards qui n'ont pas de domicile communal sont examinées par la commission départementale (art. 14). Enfin l'admission à l'assistance des vieillards qui n'ont aucun domicile de secours est prononcée par le préfet du département de leur résidence (art. 16).

L'article 17 institue auprès du Ministre de l'Intérieur une commission centrale d'assistance chargée de statuer définitivement par décision motivée sur les recours formés.

Le titre III énumère les *modes d'assistance*. Les vieillards, les infirmes ou les incurables reçoivent l'assistance à domicile ou dans leur famille. Ceux qui ne peuvent être utilement assistés à domicile sont placés soit dans un hospice public, soit, s'ils y consentent, dans un hospice privé ou chez des particuliers (art. 19).

⁽¹⁾ Ce bureau est composé conformément à l'article 10 de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

L'assistance à domicile consiste dans le paiement d'une allocation mensuelle, dont le taux est arrêté pour chaque commune par le conseil municipal (art. 20).

Dans le même article, il a été pris des dispositions pour que les vieillards qui ont pu se créer par l'épargne quelques petites ressources bénéficient de certains avantages :

Au cas où l'ayant-droit dispose de certaines ressources autres que celles qu'il peut se procurer par son travail, le conseil municipal, la commission départementale ou le préfet, suivant les cas, déduisent du taux applicable à la résidence de l'ayant-droit le montant de ces ressources. Toutefois, celles provenant de l'épargne, notamment d'une pension de retraite que s'est acquise l'ayant-droit, n'entrent pas en décompte si elles n'excèdent pas 60 francs; dans le cas où elles dépassent ce chiffre, l'excédent n'est déduit que jusqu'à concurrence de moitié.

Le titre IV s'occupe des *voies et moyens*. Les dépenses sont obligatoires pour les communes; elles y pourvoient : 1° par les ressources spéciales provenant des fondations ou des libéralités faites en vue de l'assistance aux vieillards; 2° par une subvention du bureau de bienfaisance qui ne peut être inférieure au quart de ses ressources non grevées d'affectation spéciale; 3° d'une subvention de l'hospice, s'il y a lieu; 4° des recettes ordinaires; 5° en cas d'insuffisance d'imposition ou de taxes spéciales, d'une subvention du département, et d'une subvention complémentaire de l'Etat (art. 27).

De même sont obligatoires pour le département les dépenses nécessitées par l'assistance aux vieillards qui ont un domicile de secours départemental. L'Etat fournit une subvention aux départements (art. 28).

Enfin l'Etat supporte les charges de l'assistance aux vieillards qui n'ont aucun domicile de secours (art. 29).

Les subventions accordées par le département et l'Etat aux communes, et par l'Etat aux départements, sont calculées d'après des barèmes joints à la proposition de loi et qui ont pour base la valeur du centime communal ou départemental.

L'ensemble de cette proposition de loi a été adopté, le 15 juin 1903, par 552 voix contre 3.

La proposition de loi a été transmise au Sénat le 18 juin avec l'intitulé suivant : *Proposition de loi créant un service public de solidarité sociale sous forme d'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables.*

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Alpes-Maritimes. — D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a été un peu moins abondant dans l'industrie du bâtiment à Cannes; cependant, avec le beau temps, les travaux ont repris un peu d'activité, ce qui a permis de rétablir la journée de 10 heures. Dans les fabriques de *poteries* de Vallauris, la situation est toujours la même.

Calvados. — D'après le Conseil des prud'hommes de Lisieux, aucune modification

(1) Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre de 1903.

importante n'est survenue dans la situation générale de l'industrie; le travail fait toujours défaut. La proportion des ouvriers en chômage atteint 25 p. 100 dans le *bâtiment*; 20 p. 100 dans l'industrie des *cuir*s et la *chaussure*; 50 p. 100 dans l'industrie *lainière* et 10 p. 100 dans l'industrie *linière*; la durée de la journée de travail varie entre 10 et 11 heures suivant les industries.

Charente. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANGOULÊME (année 1902). — L'activité s'est maintenue dans la plupart des industries *extractives*; le nombre des ouvriers occupés dans les carrières de pierre de taille a néanmoins un peu diminué; mais la situation reste satisfaisante. Dans les importantes usines de *chaux hydraulique*, les conditions générales du travail n'ont pas varié, la production est normale.

La *papeterie*, la plus importante industrie de la circonscription, n'a pas subi de variation sensible. Une industrie de *papiers gaufrés* pour emballage est en voie de développement. Les *imprimeries*, *lithographies* et *autographies* ont eu une production active.

L'industrie du *cuir* et la *mégisserie* sont stationnaires. Les *filatures* de laine et de chanvre ont eu un travail régulier et soutenu et la *draperie* a pu maintenir sa situation satisfaisante.

Dans le *bâtiment*, les ouvriers n'ont pas été régulièrement occupés, les constructions de maisons particulières et les travaux de voirie ayant été beaucoup moins importants que l'an dernier.

La *menuiserie* et l'*ébénisterie* sont particulièrement peu animées en raison de la concurrence qui leur est faite par les marchands de meubles. Il en est de même des fabriques de *caisses* pour l'emballage des bouteilles et des *tonnellerie*s et *cerclerie*s que se ressentent de la mauvaise récolte vinicole.

Les usines *métallurgiques* et les ateliers de *constructions mécaniques* laissent toujours à désirer. Le haut fourneau de la Mothe-Feuillade a dû fermer. Seules, les fonderies de deuxième fusion, travaillant pour l'industrie et l'agriculture du département, ont eu une production satisfaisante.

Enfin, les *tuileries*, *briquetteries* et les *fabriques de poterie* ont été assez occupées.

Côtes-du-Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-BRIEUC (1^{er} semestre de 1903). — L'exploitation des *carrières* de granit et de grès a pris un très grand développement par suite du nombre toujours croissant des constructions dans la région. La construction des navires pour la pêche est également très active; un chantier nouveau vient d'être établi au Légué-Saint-Brieuc.

La situation des *minoteries* continue à être bonne et les brasseries sont très animées. Une importante usine pour la fabrication des *conserves* de viande qui était fermée a été remise en exploitation.

Les *cartonneries* et *papeteries*, malgré la concurrence qui leur est faite, ont pu se maintenir et les *filatures* et *tannerie*s sont toujours prospères.

Le travail est aussi très abondant dans les *scierie*s *mécaniques*, le *bâtiment*, les *briquetteries* et *tuileries*.

En résumé, la situation des établissements industriels est meilleure que l'an dernier. Partout l'outillage se perfectionne et malgré la réduction de la journée de travail, qui est actuellement de 10 heures, les salaires sont généralement restés les mêmes.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, l'état général de l'industrie de la *menuiserie* et *charpenterie* est satisfaisant à Saint-Brieuc; la durée du travail est de 63 heures par semaine et il y a peu de chômage.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *brasseurs*, le travail d'abord assez actif, s'est un peu ralenti à la suite de la température froide qui a marqué la fin du trimestre.

La *menuiserie* a été un peu moins animée, mais la situation du personnel ouvrier est toujours assez satisfaisante.

Gironde. — A Bordeaux, l'industrie du *meuble* souffre toujours de la concurrence qui lui est faite par les fabricants de meubles à bon marché. Chez les fabricants de *caisses* la durée du travail a été réduite, le travail faisant complètement défaut. Dans les entreprises du *bâtiment* et des travaux publics, le chômage est important par suite du manque de travaux.

Loiret. — A Orléans, dans les fabriques de *couvertures* et *tricot* le travail laisse toujours à désirer; un établissement occupant une centaine d'ouvriers a été fermé.

L'industrie de l'*ameublement* (ébénisterie, tapisserie, miroiterie) n'est pas plus favorisée et compte de nombreux chômeurs. Peu de changement dans le *bâtiment*; le taux des salaires n'a pas été modifié, mais la durée du travail a été légèrement réduite.

Morbihan. — Aucune variation importante n'est survenue dans l'industrie dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Lorient. A signaler toutefois la grande activité qui n'a cessé de régner durant tout le trimestre, dans les fabriques de *conserves de légumes et poissons*.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, la situation de l'industrie *meunière* est difficile par suite de la surproduction; un certain nombre de moulins sont obligés de supprimer le travail de nuit.

Oise. — D'après le Conseil des prud'hommes de Beauvais, le travail a été très actif dans la plupart des *imprimeries*.

Les *fabriques de tapis* voient tous les jours leur production augmenter; des constructions nouvelles s'élèvent pour l'installation de métiers plus perfectionnés.

Dans la *draperie*, l'activité se maintient, il n'y a pas de chômage. Peu de changement dans la *filature* qui a toujours un travail régulier.

Par contre, la situation de la *cordonnerie* ne s'est pas améliorée; les chômeurs sont nombreux (30 p. 100 de l'effectif). Dans le *bâtiment*, les *maçons*, *plâtriers*, *terrassiers*, *charpentiers*, travaillent régulièrement et font la journée entière; mais chez les *peintres*, comme tous les ans à pareille époque, la durée du travail a été réduite.

Enfin en ce qui concerne les *briquetteries*, l'augmentation toujours croissante des ouvriers employés démontre qu'elles sont en pleine voie de prospérité.

Puy-de-Dôme. — D'après le Conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand la situation industrielle a été assez satisfaisante. Le nombre des établissements industriels n'a pas varié. La proportion des ouvriers en chômage, dans l'ensemble des industries, a été à peine de 8 p. 100. La durée de la journée de travail est de 10 et 11 heures et les salaires ont varié de 3 fr. 50 à 5 francs.

L'industrie du *caoutchouc*, une des plus importantes de la circonscription est très prospère.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (1^{er} semestre 1903) — Le travail a été très actif dans les *raffineries*; mais l'acquisition par un de ces établissements de nouvelles machines perfectionnées a amené le renvoi de 500 ouvriers au cours du trimestre. Dans les ateliers *typographiques* et *lithographiques* le travail a été à peu près le même; la durée du travail est toujours de 10 heures et les salaires atteignent jusqu'à 10 francs par jour.

La *reliure* et le *brochage* ont eu un semestre satisfaisant; les ouvriers gagnent de 6 à 8 francs pour une journée de 10 heures. Les *fonderies* de caractères marchent dans de bonnes conditions; tous les ateliers ont facilement occupé leur personnel.

L'industrie des *cuir*s et *peaux* semble s'améliorer et celle de la *chaussure* a eu un travail assez soutenu. Les manufactures sont toujours productives et la main-d'œuvre n'a pas éprouvé de réduction notable.

L'activité dans la *sellerie* se maintient également; les bons ouvriers gagnent jusqu'à 9 francs pour une journée de 10 heures.

Une grande activité n'a cessé de régner dans les diverses branches qui composent l'industrie de l'*ameublement*, à l'exception toutefois de l'*ébénisterie* qui a légèrement souffert du manque de travaux. Le semestre a été également très calme chez les fabricants de *boutons*; un établissement a été obligé de licencier son personnel faute de travail. Par contre, la *tapisserie décorative* a été très favorisée. Chez les *carrossiers* et les *charrons* la situation est toujours assez bonne; le personnel ouvrier est resté au complet dans la plupart des ateliers.

Légère augmentation dans le nombre du personnel de la *passementerie* et les fabriques de *fleurs et plumes*. Chez les *tailleurs sur mesure* le travail a été soutenu et régulier, mais un

peu moins abondant chez les *couturières* et les *confectionneuses*. La *lingerie* reste en bonne situation et la *chapellerie* est stationnaire.

L'industrie du *bâtiment* et les diverses industries qui s'y rattachent sont toujours prospères.

Enfin, la situation de l'industrie *métallurgique* est assez bonne et en particulier dans la *construction mécanique*, la *fonderie*, le *bronze*, la *bijouterie*, l'*horlogerie*, la *joaillerie*. Exception est faite toutefois pour la *chaudronnerie* et la *ferblanterie*, qui, faute de commandes ont été contraintes de réduire le nombre de leurs ouvriers.

Le tableau suivant donne les effectifs dans différentes industries, pendant le 1^{er} semestre de 1903 dans les établissements les plus importants :

	NOMBRE d'établissements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS.		
		fin décembre.	fin mars.	fin juin.
Raffineries.....	5	4,508	4,306	3,958
Typographie et lithographie.....	15	3,958	3,908	3,908
Reliure et brochage.....	4	1,010	1,000	1,000
Fonderies de caractères.....	6	505	520	516
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	12	870	950	943
Industrie de la chaussure.....	8	1,700	1,715	1,665
Sellerie.....	3	132	122	142
Passementiers.....	4	220	230	235
Tailleurs sur mesure.....	7	239	240	240
Couturières et confectionneuses.....	12	1,780	1,645	1,555
Lingères.....	4	1,090	1,105	1,110
Fleurs et plumes.....	3	370	385	398
Chapeliers.....	2	120	120	120
Ébénistes.....	7	790	717	717
Tapissiers.....	5	802	897	897
Papiers peints.....	4	800	843	885
Carrossiers.....	10	644	644	640
Charrons.....	4	778	741	763
Pianos et orgues.....	4	1,030	1,015	1,030
Fabriques de boutons.....	7	628	555	555
Mécaniciens-constructeurs.....	21	5,078	5,206	5,213
Charpentiers en fer.....	5	835	835	895
Fonderies.....	9	1,214	1,270	1,235
Chaudronnerie et ferblanterie.....	8	1,250	1,200	1,130
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	620	610	610
Bijouterie en doublé.....	7	695	690	695
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	470	480	475
Horlogerie (appareils électriques et instruments de précision).....	6	1,850	1,860	1,780

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales de Paris, le travail a été moins abondant chez les *brasseurs* et les fabricants d'*eaux gazeuses*, mais plus animé chez les *confituriers*; il est stationnaire dans l'industrie de la *ganterie*. Dans la *broderie*, qui est en pleine morte-saison, la durée du travail n'est actuellement que de 40 heures par semaine. Peu d'animation chez les *graveurs-stampeurs*, qui souffrent beaucoup de la concurrence étrangère. Dans l'*orfèvrerie d'argent*, la situation ne s'est guère modifiée; les établissements importants ne sont pas plus nombreux; mais il se forme de petites maisons dont le plus grand nombre n'a qu'une durée éphémère; les salaires se tiennent à un taux moyen rarement inférieur à 75 centimes l'heure et qui s'élèvent pour certains spécialistes jusqu'à 1 fr. 50 et même au-delà. Peu de changement dans la *bijouterie fantaisie*; le chômage est peu important, mais dans un certain nombre de maisons on ne fait pas la journée complète.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (2^e trimestre de 1903). — Dans les filatures de coton, les *tissages*, les *fabriques de rouenneries* et de *mouchoirs*, la situation, déjà très difficile dans le 1^{er} trimestre, s'est encore aggravée. Un certain ralentissement s'est également manifesté dans les *fabriques d'indiennes*, *filés* et *tissus teints*. Dans les ateliers de

constructions mécaniques, le chômage a pu être évité grâce aux travaux d'entretien et aux réparations courantes.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DIEPPE (année 1902). — L'industrie de la *meunerie*, qui comprend 8 moulins importants à cylindre et un grand nombre de moulins à meule, paraît assez prospère. Par contre, l'industrie *sucrière*, qui occupe toute l'année 50 ouvriers d'état et pendant les trois mois de fabrication environ 300 ouvriers, traverse un moment critique.

Les *filatures de coton* ont eu un travail régulier sans chômage; un important établissement, arrêté depuis plusieurs années, a été remis en activité. La marche des *tissages de coton* et de *lin* a été moins bonne que celle de la filature, par suite de mauvaises récoltes successives.

Le tissage à la main tend à disparaître; le recrutement des ouvriers devient de plus en plus difficile et la rouennerie à la main n'existe pour ainsi dire plus.

La situation des ateliers de *constructions maritimes* ne s'est guère modifiée: au cours de l'année, les constructions importantes ont été rares, mais la construction de petits canots munis de moteurs à pétrole s'est particulièrement développée.

Enfin, l'industrie *horlogère* est toujours peu animée et souffre beaucoup de la concurrence étrangère.

D'après les renseignements communiqués par la Chambre de Commerce d'Elbeuf, la situation générale de l'industrie, au cours du 2^e trimestre de 1903, a été peu satisfaisante. Le chômage a été très important dans la *filature*, le *tissage* et la *teinture*.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a été moins abondant au Havre dans l'industrie du *bâtiment*; trois établissements ont été fermés.

Haute-Vienne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LIMOGES (1^{er} semestre de 1903). — Le nombre des établissements industriels de la région est à peu près le même; l'outillage mécanique perfectionné est de plus en plus utilisé dans les usines et fabriques.

Depuis plusieurs années, l'industrie de la *chaussure* en cuir est très florissante et va toujours croissant; mais la *mégisserie* subit depuis le commencement de l'année une crise qui semble vouloir persister.

La *ganterie* a eu un travail soutenu et régulier jusqu'au mois de juin, époque de la morte-saison; la reprise n'aura lieu que vers le mois de septembre. La *tannerie* et la *corroierie*, moins favorisées, travaillent en ce moment dans de mauvaises conditions.

Dans l'*imprimerie-reliure*, un petit ralentissement s'est produit; le chômage a atteint plusieurs ateliers et menace de s'accroître. Situation identique dans la *lithographie* et la *librairie*. La *papeterie* de paille a repris son activité habituelle, sa fabrication est normale.

Dans les *filatures*, le travail a été suivi et régulier durant tout le semestre et il n'y a pas eu de chômage.

La *chapellerie*, à la suite de la température déplorable de la saison d'été, a vu sa fabrication sensiblement diminuer. Dans l'industrie du *bâtiment*, le mauvais temps avait également, dès les premiers mois de l'année, retardé les travaux; mais depuis le printemps, la normale est à peu près atteinte.

L'état des fabriques de *galoches* et *sabots* est stationnaire et toujours satisfaisant.

Enfin, dans les *porcelaineries* et les *tuileries*, la production a été de beaucoup supérieure à celle du semestre précédent. Les tuileries, en particulier, n'ont pu suffire aux commandes qui leur sont parvenues.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs chez les *typographes*, de même chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *plâtriers-peintres*. A Thoiry, un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez ceux de Serrières-de-Briord.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les *brasseurs*; pas de chômeurs

60 heures, chez les *typographes*, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *pareurs*; chômage chez les *ouvriers mineurs*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs-rattacheurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs et tisseuses*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tulistes en guipure*; pas de changement chez les *ouvrières du piquage de carton*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *briquetiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et employés de commerce*.

A Château-Thierry, travail moins actif chez les *ouvriers en chaussures*; pas de changement chez les *ouvriers en instruments de musique*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*. A Chauny, pas de chômeurs chez les *ouvriers en produits chimiques*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Boheries, pas de chômeurs chez les *tisseurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Illy. A Saint-Michel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*, pas de changement chez les *mouleurs*. A Soissons, morte-saison chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon.

Allier. — A Moulins, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Montluçon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Commeny, 9 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*, de même, 66 heures, chez les *ouvriers de la glacerie*. A Buxières, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Saint-Hilaire, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*. A Vichy, travail moins actif chez les *ouvriers en voitures*. A Lurey-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de changement chez les *vermicelliers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *électriciens-mécaniciens*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasin*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. 4 p. 100 de chômeurs chez les *serruriers*; 6 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *horlogers*. A Cannes, 20 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, travail toujours actif, chez les *potiers*. Au Broc, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et horticoles*.

Ardèche. — A Privas, travail assez actif, 60 heures, chez les *typographes*. A Annonay, 10 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers de rivière*; pas de changement chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*. A Vals, pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Tournon, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*. A Serrières, pas de chômeurs, 5 jours par semaine, chez les *chapeliers-fouleurs*.

Ardennes. — A Charleville, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Francheval, travail peu actif chez les *ouvriers de l'industrie lainière*. A Fumay, 1 p. 100 de chômeurs chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Floing, 5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers et ouvrières en tissus*. A Vrine-aux-Bois, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *mouleurs*; de même chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu. A Nouzon, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. Pas de changement chez les *métallurgistes* des Vieilles-Forges-des-Mazures; pas de chômeurs et 72 heures chez ceux de Bourg-Fidèle; pas de changement chez ceux de Château-Regnault. A Haybes, 1 p. 100 de chômeurs chez les *ardoisiers*.

Ariège. — A Lavelanet, nombreux chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A la Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

Aube. — A Troyes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ouvriers et ouvrières de la filature*; 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail peu actif chez les *bonnetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *teinturiers*. A Aix-en-Othe, pas de changement chez les *ouvriers en bonneterie*.

Aude. — A Narbonne, nombreux chômeurs chez les ouvriers *cultivateurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; nombreux chômeurs chez les *maçons-plâtriers*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 8 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*. A Sainte-Colombe-sur-l'Hers, pas de changement chez les ouvriers *textiles*.

Aveyron. — A Millau, pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; de même chez les *tanneurs* et *corroyeurs*; moitié de chômeurs chez les *gantiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Saint-Affrique.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, nombreux chômeurs chez les *garçons charcutiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs, biscuitiers et pâtisseries*; pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; pas de changement chez les *limonadiers*, 17 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *savonniers*; 6 p. 100 de chômeurs: 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les *blanchisseuses*, 8 p. 100 de chômeurs chez les *corroyeurs en chevreau*; de même chez les ouvriers en *crins*; pas de chômeurs chez les *selliers-bourrelliers*, un tiers de chômeurs chez les *cal-fats perceurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *modeleurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *officiers mécaniciens*; travail moins actif chez les *tôliers-fumistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maçons-limosinants*; nombreux chômeurs chez les *manœuvres* et *aides-maçons*; pas de chômeurs chez les *carreleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *cimentiers* et *gâcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*; pas de chômeurs chez les *sténographes*.

A Aix, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Aubagne, nombreux chômeurs chez les *maçons*. A Arles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Fontvieille, 50 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs* de Gardanne et de Saint-Savournin; 5 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau. A Berre, travail moins actif chez les *pêcheurs* de l'étang.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *menuisiers-charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Condé-sur-Noireau, 7 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*. A Lisieux, 35 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *lainiers* et *liniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Guibray, 9 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; de même. 63 heures, chez les *galochiers*; 10 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Champagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; un tiers de chômeurs chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*. A Cognac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *charpentiers*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 18 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *bois*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Saintes, travail peu actif chez les *tonneliers*: 12 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, chez les *employés*.

A Rochefort, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Luzac, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; travail peu actif chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières de *l'habillement*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*, travail moins actif chez les *peintres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *employés réunis*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 66 heures, travail actif chez les *mouleurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *useurs de grains*. Pas de chômeurs chez les ouvriers agricoles de Vailly; A Jussy-le-Chaudrier, travail actif chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A la Guerche, pas de changement chez les *chaufourniers*. A Grossouvre, pas de changement chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Cuffy; pas de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois; de même chez ceux de Vallenay; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Guerche; pas de chômeurs chez ceux de Blancfort. Pas de chômeurs chez ceux de Charenton; de même chez ceux de Cours-les-Barres; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Barlieu; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mornay-Bercy; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Usay-le-Veson; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Nérondes; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron. 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Hugon; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Menetou-Couture. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; A Saint-Pierre-les-Étieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers*. A Graçay, pas de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; pas de chômeurs, 66 heures, chez ceux de la Guerche et de Dun-sur-Auron.

Corrèze. — A Tulle, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Brive, travail assez actif chez les *typographes*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*. A Bastia, travail peu actif, 40 heures, chez les *cordonniers*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *chaussure*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*. A Semur, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*. A Villiers-le-Duc, pas de changement chez les *tâcherons agricoles*. A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Dinan, 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *plâtriers*.

Creuse. — A Guéret, 18 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*. A Bourgueuf, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *typo-lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs* au Bugen; pas de chômeurs, travail actif chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; travail moins actif chez les *serruriers*; pas de changement chez les ouvriers d'art. A Valentigney, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 12 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *graveurs-guillocheurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de changement chez les *employés en pharmacie et droguerie*. A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meuble*. A Seloncourt, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *horlogers*. A Calombies-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail satisfaisant chez les *peintres* et *plâ-*

triers. A Montélimar, pas de chômeurs chez les *boulangers*; de même et 60 heures, chez les *maçons*; de même chez les *carriers* de Saint-Restitut. A Saint-Uze, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *potiers*. A l'Habit, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Louviers, travail actif chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; nombreux chômeurs chez les *mécaniciens*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *mécaniciens*; travail actif chez les *peintres*. A Dreux, travail actif chez les *cordonniers*.

Finistère. — A Brest, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail actif, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charbonniers* du port. A Quimper, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*. A Concarneau travail plus actif que le mois dernier chez les *pêcheurs*.

A Audierne, pas de changement chez les *ferblantiers-bottiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau à Logonna-Daoulas.

Gard. — A Nîmes, 6 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Bessèges, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*. Pas de chômeurs chez les ouvriers et employés de la mine à Tréséols. A Sauve, 13 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Beaucaire, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Aramon, 10 p. 100 de chômeurs chez les *vanniers*. A Alais, 20 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez les *métallurgistes*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*; de même chez les *peintres* en bâtiment; pas de changement chez les *trépointeurs*; travail actif chez les *monteurs de galoches*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *sténographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *sténo-dactylographes*.

Gironde. — A Bordeaux, 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *bouchers-charcutiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*, pas de changement, et 54 heures chez les *dessinateurs chromistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers* (pièce divisée); pas de changement chez les *coupeurs en chaussure*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *déménageurs-emballleurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*. 20 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de haute futaie*; 1 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers travaillant le bois mécaniquement; 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en bois *merrains*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-zingueurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-camelotiers*; pas de changement chez les *paveurs et cimentiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 46 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre ravaleurs*; un tiers de chômeurs chez les *arrimeurs et manœuvres* des bois du Nord.

A Libourne, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*. A Podensac, 13 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers des *scieries mécaniques*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Langon, pas de chômeurs chez les ouvriers des *scieries mécaniques*.

Hérault. — A Montpellier, travail moins actif chez les *jardiniers-fleuristes*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; morte-saison chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *ébé-*

nistes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, pas de chômeurs chez les *typographes-lithographes*. A Graissessac, travail satisfaisant, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agriculteurs*. A Lézignan, 28 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de chômeurs chez ceux de Sérignan.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 60 p. 0/0 chez les *ouvriers du cuir*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers*; de même et 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Saint-Malo, pas de changement chez les *charbonniers du port*. A Fougères, 8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; de même et 60 heures chez les *ébénistes*.

Indre. — A Châteauroux, travail moins actif, 15 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de changement 66 heures chez les *sabotiers-galochiers*. A Villedieu, nombreux chômeurs chez les *porcelainiers*.

Indre-et-Loire. — A Tours, 10 p. de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *ébénistes*, à Châteaurenault, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Amboise, travail moins actif chez les *mouleurs*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*. A Vienne, pas chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bouvesse-Quirieu, 18 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Rives, pas de chômeurs, chez les *métallurgistes*. A la Motte-d'Aveillans, travail moins actif chez les *mineurs*. A Parmillieu, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et carriers*; de même chez ceux de Montalieu-Vercieu. A Gières, travail un peu plus actif chez les *gantiers*.

Jura. — A Dôle, travail assez actif chez les *typographes*. A Fraisans, pas de chômeurs, 65 heures par semaine, chez les *métallurgistes*. A Saint-Claude, travail actif chez les *charpentiers-menuisiers*.

Landes. — A Dax, pas de chômeurs, 79 p. 100 chez les *employés de commerce*,

Loir-et-Cher. — A Blois, travail peu actif chez les *coupeurs de chaussures*. Romorantin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en drap*; pas de chômeurs, 66 heures chez les *ouvriers du bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 12 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 30 p. 100 chômeurs chez les *garçons bouchers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 70 p. 100 de chômeurs, chez les *chefs d'atelier rubaniers et les veloutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *typographes*, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *sabotiers-galochiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fonte et cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs en poterie*.

A Saint-Jean-Bonnefonds, nombreux chômeurs chez les *passemmentiers*; de même chez ceux de Terrenoire. A le Cergne, 2 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de changement chez ceux de la Gresle. A Saint-Genest-l'Erpt, 10 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'ateliers rubaniers*. Aux Barques, 60 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*. A Chazelles-sur-Lyon, pas de changement chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*. A Saint-Chamond,

60 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Firminy. A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds, de même chez ceux de Sorbiers; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Genest-Lerpt. A Bourg-Argental, 20 p. 100 de chômeurs chez les *tourneurs en bois*. A Sail-sous-Couzan, travail moins actif, 32 heures, chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — A Vergongheon, travail peu actif chez les *mineurs*. A Saint-Didier-la-Séauve, 25 à 30 p. 100 de chômeurs chez les chefs d'atelier *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 15 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*, moitié de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes* 1/3 de chômeurs chez les *serruriers*; 1/3 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des *machines-outils*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *camionneurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Saint-Nazaire, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Chantenay, pas de changement chez les *ferblantiers-bottiers*. A Châteaubriant, pas de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*.

Loiret. — A Orléans, 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *lithographes*; pas de chômeurs 66 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Thou, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Chevilly. A Gien, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs chez ceux de Faverolles; nombreux de chômeurs chez ceux d'Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs chez ceux de Tigy.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Souillac, 7 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs chez les *peintres*; A Villeneuve-sur-Lot, 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *typographes*. A Lavardac, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*. A Casteljaloux, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, pas de changement chez les *hommes de peine*. A Marmande, travail moins actif chez les *menuisiers-ébénistes*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 13 p. 100 de chômeurs; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; travail actif chez les *galochiers*; nombreux chômeurs chez les *manœuvres et terrassiers*; 15 p. 100 de chômeurs, chez les *peintres*; travail moins actif chez les *sculpteurs*; pas de changement chez les *employés*. A Cholet, 13 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*. A La Tessoualle, pas de chômeurs chez les *tisserands*; de même chez ceux de Saint-Philbert-en-Mauges et da Saint-Léger.

Manche. — A Cherbourg, 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *peintres et décorateurs*. A Avranches, pas de chômeurs chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*. A Reims, 1 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *trieurs de laine*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre et ravauteurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes-papetiers*, chez les *typographes*, 7 p. 100 de chômeurs; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *caissiers*. A Fismes, 20 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs en pelleterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas chômeurs, 42 heures, chez les *mégissiers palissonneurs*; travail actif chez les employés de la *ganterie*. A Arc-en-Barrois, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*.

Mayenne. — A Laval, 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, un tiers de chômeurs chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; morte-saison chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *vêtement*; travail peu actif chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *tailleurs*; travail actif chez les ouvriers de l'*ameublement*; 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *limes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mineurs* de Ludres, de Frouard-Pompey, de Jœuf et de Neuves-Maisons.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*, *terrasiers* et *mineurs*. A Cousances-aux-Forges, travail moins actif chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement chez les *maçons*. A Pontivy, nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Lorient, pas de chômeurs chez les *galochiers*; travail peu actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Hennebont, 50 à 60 heures par semaine chez les *métallurgistes*. A Sauzon, 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers*.

Nièvre. — A Nevers, 15 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *peintres* et *plâtriers*. A Decize, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *employés*. A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Raveau, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *limes*. A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de la *Charité-sur-Loire*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*. A Siches, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Billy-sur-Oisy; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Fermeté; pas de chômeurs chez ceux de Donzy. Pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois d'Entrains*; un tiers de chômeurs chez ceux de la Chapelle-Saint-André, de Ciez; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montavon; pas de chômeurs chez ceux de Perroy; pas de chômeurs chez ceux de Cessy-les-Bois, d'Arquian et de Bitry; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Bonnet; nombreux chômeurs chez ceux de Nolay. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Vérain; de même chez ceux de Corvoi-l'Orgueilleux; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Menestreau; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Menou; travail moins actif chez ceux de La Celle-sur-Nièvre.

Nord. — A Lille, pas de chômeurs chez les *confiseurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *cuir*; 3 p. 100 de chômeurs, 52 à 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie textile*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs en confections*; 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *métallurgistes*.

A Roubaix, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux*; travail peu actif chez les ouvriers de l'*industrie textile*; pas de chômeurs chez les *peigneurs réunis*; 2 p. 100 de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers-menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingeurs-plombiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Maubeuge, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; 11 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Hautmont. A Cambrai, 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Dunkerque, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tordeurs d'huiles*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; pas de chômeurs chez les *charpentiers-menuisiers*; travail actif, 2 p. 100 de chômeurs, chez les *tonneliers*;

20 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *plafonneurs*; nombreux chômeurs chez les *ouvriers du port*. A Fourmies, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail peu actif chez les *ouvriers textiles*. A Caudry, 3 p. 100 de chômeurs chez les *tullistes*.

A Houplines, 1 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*; de même chez ceux de Neuville, d'Avesne-lès-Aubert. A Saulzoir, travail très peu actif chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux d'Haspres. A Wignehies, 13 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles*. A Comines, pas de changement chez les *ouvriers textiles*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *rubaniers*. A Villers-en-Cauchies, 15 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*. A Tourcoing, pas de chômeurs chez les *ouvriers du tissage*; travail peu actif chez les *ouvriers de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *ouvriers de la filature de coton*; pas de chômeurs chez les *tisserands*; moitié de chômeurs chez les *trieurs de laine*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers* en grosse moquette; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Onnaing, travail actif chez les *métallurgistes*. A Douai, travail actif, 55 heures, chez les *mineurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes-lithographes*; travail actif, pas de chômeurs chez les *menuisiers*. A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*.

A Armentières, pas de chômeurs chez les *ouvriers de l'industrie textile*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *parcours*. A Gommegnies, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*. A Fresnes, 25 p. 100 de chômeurs chez les *verriers*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs sur bois*. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers* de la pendule.

Oise. — A Beauvais, travail assez actif, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail satisfaisant, 63 heures, chez les *ouvriers fileurs*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et industriels*. A Mouy, travail peu actif chez les *coupeurs en chaussures*. A Méru, pas de changement chez les *boutonniers* en os. A la Croix-Saint-Ouen, travail actif, 66 heures, chez les *layetiers*. Pas de chômeurs chez les *brossiers* de Béthizy-Saint-Pierre. A Hermes, pas de changement chez les *ouvriers des scieries mécaniques*. A Noyon, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jamelliers*. A Creil, 7 p. 100 de chômeurs. 69 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *granitiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail moins actif chez les *ouvriers de l'industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*; travail actif chez les *mouleurs*.

Pas-de-Calais. — A Calais, pas de chômeurs chez les *boulangers, pâtissiers et biscuitiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*. A Boulogne-sur-Mer, travail moins actif chez les *cordonniers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*; travail actif, 64 heures, chez les *cimentiers*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 25 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail peu actif chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Riom, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Thiers, 17 p. 100 de chômeurs chez les *é mouleurs et polisseurs en ciseaux*. A Saint-Rémy-sous-Durolle, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *é mouleurs en coutellerie*. Travail actif chez les *mineurs* d'Auzat-sur-Allier. A Volvic, 2 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers du bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*.

A Pau, pas de chômeurs, travail assez actif chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 66

heures, chez les *carrossiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ferblantiers*; travail actif chez les *maçons*. A Biarritz, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mécaniciens*.

A Bagnères-de-Bigorre, pas de chômeurs, 63 heures chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers-polisseurs*; pas de changement chez les *marbriers-tailleurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail un peu plus actif chez les *travailleurs de terre*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *tapisiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*. Pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *travailleurs de terre* de Clairà; de même chez ceux de Pézilla-la-Rivière.

Rhin (Haut-). — A Belfort, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Rhône. — A Lyon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chocolatiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 4 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 25 p. 100 de chômeurs, 86 heures, chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers-régisseurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de changement chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs chez ceux du *cousu-main*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers*; moitié de chômeurs chez les *imprimeurs sur étoffes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; travail actif chez les chefs d'atelier *guimpier*; pas de changement chez les *tullistes à la chaîne*; 15 p. 100 de chômeurs, chez les *coupeurs-tailleurs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; un tiers de chômeurs chez les *sculpteurs-mouluriers*; travail moins actif chez les *polisseurs sur métaux*, 17 p. 100 de chômeurs, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *élèves et employés en pharmacie*; pas de changement chez les *employés de commerce et les comptables-teneurs de livres*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*.

A Villefranche, travail normale chez les *typographes*; travail pas actif chez les *filateurs*; A Thizy, chez les *tisseurs*, 35 p. 100 de chômeurs, 42 heures par semaine. A Neuville-sur-Saône, pas de chômeurs chez les *manouvriers*. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement, 60 heures par semaine, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, 7 p. 100 de chômeurs, chez les *cordonniers*. A Ronchamp, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*. A Mâcon, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Montceau-les-Mines, 1 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; nombreux chômeurs chez les *bateliers*. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. A Montchanin, 4 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*.

A Creusot, 3 p. 100 de chômeurs en moyenne, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs chez les *piqueurs de grès*. A Nanton, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; pas de changement, 50 heures, chez les *piqueurs de grès* de Saint-Gengoux.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; pas de changement chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; de même chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*; 20 p. 100 de

chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons* 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 0 p. 0/0 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Vibraye, 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers et ouvrières en *manches de parapluies*.
A Château-du-Loir, pas de chômeurs chez les *tanneurs et corroyeurs*.

Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du cuir; pas de chômeurs chez les *menuisiers et charpentiers*.
A Aix-les-Bains, 15 p. 100 de chômeurs; 66 heures chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers et peintres*. A Arvillard, pas de changement chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, travail actif chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *biscuitiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *charcutiers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*.

10 p. 100 de chômeurs 48 à 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures; chez les *conducteurs-typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *correcteurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-pointeurs-margeurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs-écrivains-lithographes*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs, lithographes*; travail normal chez les *graveurs d'écritures*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de chômeurs chez les *graveurs sur bois*. 9 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; (Union) 2 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes* (indépendants); 12 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs chromistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; chez les ouvriers de la *dorure sur cuirs et papiers*, 4 p. 100 de chômeurs; 4 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*; 1 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *fondeurs typographiques*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *papetiers régleurs*.

Un tiers de chômeurs chez les ouvriers de la *cordonnerie*; travail actif chez les ouvriers en *pelletterie-lusterie*; travail peu actif chez les *mégissiers du mouton*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-harnacheurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *chevreau glacé*; 11 p. 100 de chômeurs, 30 à 48 heures, chez les *tanneurs*; travail moins satisfaisant chez les *gantiers*; travail actif chez les *selliers et mécaniciennes* de l'article de chasse.

7 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *passementiers à la main*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; pas de chômeurs chez les *façonniers-passementiers*; pas de chômeurs chez les *couturières* 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux en *chapeaux de soie et feutre*; pas de chômeurs chez les *chapelières* en fantaisie; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*, 30 p. 100 de chômeurs chez les *confectionneuses de cols et cravates*; 6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs et garçons de lavoir*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de lavoir*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers-dégraisseurs*.

10 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs chez les *scieurs-découpeurs*; travail moins actif chez les *brossiers pour peinture*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *doreurs sur bois*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coffretiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *layetiers-emballleurs*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; pas de changement, 60 heures, chez les *lanterniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *tôliers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs de service et contre-maîtres des industries métallurgiques*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs en cuivre*; pas de chômeurs, 50 heures, travail actif, chez les *tourneurs en optique*; 8 p. 100 de chômeurs chez les ou-

vriers du bronze imitation; de même chez les ouvriers en coffres-forts; 7 p. 100 de chômeurs, chez les ouvrières de la bijouterie dorée; 8 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'orfèvrerie; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les potiers d'étain.

Pas de changement chez les tailleurs de pierre; 4 p. 100 de chômeurs chez les sculpteurs-modéleurs; travail toujours peu actif chez les terrassiers-puisatiers-mineurs; un tiers de chômeurs chez les plombiers (colonnards); 6 p. 100 de chômeurs, chez les bitumiers-asphalteurs; pas de chômeurs, 65 heures, chez les peintres de la Seine; nombreux chômeurs chez les peintres en bâtiment; 3 p. 100 de chômeurs chez les peintres (Avenir); de même et 60 heures chez les marbriers du meuble; 25 p. 100 de chômeurs chez les céramistes; pas de chômeurs chez les biseauteurs et polisseurs de glaces.

Pas de changement chez les placiers en fleurs et plumes; pas de changement chez les employés de commerce et d'industrie; pas de chômeurs chez les sténographes (Alliance); pas de changement chez les dames employées aux écritures; pas de changement chez les employés des bureaux de placement autorisés; nombreux chômeurs chez les élèves en pharmacie; 1 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; 4 p. 100 de chômeurs chez les chauffeurs-conducteurs d'automobiles; 40 p. 100 de chômeurs chez les cochers de grande remise; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés à la Bourse du Commerce; pas de changement chez les représentants et employés de la bijouterie; 5 p. 100 de chômeurs chez les courtiers, représentants de commerce; 10 p. 100 de chômeurs chez les dessinateurs en broderies; 8 p. 100 de chômeurs chez les clerks d'huissiers; travail actif chez les porteurs aux halles et marchés.

A Clamart, 50 p. 100 de chômeurs chez les treillageurs-rustiqueurs. A Vitry, pas de chômeurs chez les ouvriers de la terre. A Clichy, pas de changement chez les boulangers. A Levallois-Perret, pas de changement chez les cochers. A Boulogne, un tiers de chômeurs, chez les blanchisseurs; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Puteaux.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 2 p. 100 de chômeurs chez les typographes; 14 p. 100 de chômeurs, chez les coupeurs en chaussures; pas de chômeurs chez les chauffeurs-mécaniciens; nombreux chômeurs chez les constructeurs-mécaniciens. 5 p. 100 de chômeurs chez les employés de magasins; pas de chômeurs, 63 heures, chez les maréchaux-ferrants; 30 p. 100 de chômeurs chez les charretiers-livreurs; 10 p. 100 de chômeurs chez les chefs d'équipes et mécaniciens du port. 70 p. 100 de chômeurs chez les charbonniers; nombreux chômeurs chez les journaliers du port.

Au Havre, 4 p. 100 de chômeurs chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs; pas de chômeurs chez les pétroliers et savonniers; 45 p. 100 de chômeurs chez les huiliers; 3 p. 100 de chômeurs chez les typographes; nombreux chômeurs chez les voiliers; pas de changement chez les fondeurs; pas de changement, travail actif chez les terrassiers-puisatiers-mineurs; 25 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les maçons-plâtriers; 30 p. 100 de chômeurs chez les camionneurs. A Deville-les-Rouen, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Elbeuf, travail actif, 60 heures, pas de chômeurs chez les peintres. A Bolbec, travail peu actif chez les cotonniers; de même chez ceux d'Oissel; pas de chômeurs chez ceux de Malaunay.

Seine-et-Marne. — A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les carriers et plâtriers. A Montereau, travail actif, 50 heures, chez les faïenciers. A Château-Landon, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre.

Seine-et-Oise. — A Versailles, travail actif, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les cordonniers; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les scieurs-découpeurs; pas de chômeurs, 63 heures, chez les serruriers-mécaniciens; nombreux chômeurs chez les maçons, tailleurs et scieurs de pierre; pas de chômeurs, 66 heures, chez les peintres en bâtiment.

A Saint-Germain, travail peu actif chez les typographes; A Argenteuil, chez les métallurgistes, 1 p. 100 de chômeurs. A Cernay-la-Ville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers. A Essonnes, 2 p. 100 de chômeurs chez les mouleurs. A Saint-Leu, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment; A Méry-sur-Oise, travail assez actif chez les carriers. A Orsay, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Étampes, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les mouleurs en métaux.

Sèvres (Deux-). — A Thouars, pas de chômeurs, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Melle. A Saint-Laurs, pas de chômeurs, travail actif chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de changement chez les *lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *tapissiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Abbeville, travail actif, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Albert, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Tarn. — A Albi, 11 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Castres, pas de chômeurs chez les *charpentiers*, de même chez les *tourneurs sur bois*; travail assez actif chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Carmaux, pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif chez les ouvriers du bâtiment pas de changement chez les *employés de commerce*. A Graulhet, 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures par semaine, travail actif chez les *moutonniers*. A Cagnac, pas de chômeurs, travail actif, chez les *mineurs*. A la Bastide-Rouairoux, nombreux chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers de l'industrie lainière. A Mazamet, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; A Castelsarrazin, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*. A Grisolles, 6 p. 100 de chômeurs chez les *balaitiers*.

Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Toulon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*. A la Seyne, travail moins actif chez les *marins-pêcheurs*. A Hyères, pas de changement chez les *boulangers*. A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *charpentiers* et *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*, travail peu actif chez les *peintres*. A Fontenay-le-Comte, pas de chômeurs chez les *menuisiers*, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment. A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. Aux Sables d'Olonne, 5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *ferblantiers-bottiers*. A Évrune, pas de changement chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez ceux des Épesses et de Saint-Laurent-sur-Sèvre.

Vienne. — A Poitiers, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs lithographes*; de même et 65 heures chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-plafonneurs*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *talonniers*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*; travail actif chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *modeleurs et mouleurs en plâtre*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Saint-Junien, 20 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*.

Vosges. — A Saint-Dié, 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Épinal, travail peu actif chez les ouvriers *textiles*. A Remiremont, pas de changement chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les ouvriers du bâtiment.

Yonne. — A Auxerre, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; travail actif, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers sur *bois*.

A Sens, 6 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. Pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* de Courson, de Saint-Martin-des-Champs, de Domats et de Sommechaie. A Saint-Sauveur, 25 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *forestiers*. A Sept-Fonds, pas de chômeurs chez les *forestiers*; de même chez ceux de Perreux; nombreux chômeurs chez ceux de Saint-Privé. A Briennon, pas de chômeurs 60 heures, chez les *galochiers*. A Saint-Fargeau, 45 p. 100 de chômeurs chez les *forestiers*. A Ravières, pas de chômeurs chez les *carriers*. Pas de chômeurs chez les *forestiers* de Fontenailles-sous-Andryes et des Ormes; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Brosse; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mézilles.

Algérie. — A Alger, 20 p. 100 de chômeurs chez les employés *limonadiers* et *restaurateurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *liège*; travail actif, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons-forgerons*; pas de chômeurs, 60 heures par semaine, chez les *tailleurs de pierre*. 55 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 12 p. 100 de chômeurs chez les employés en *quincaillerie*.

A Mustapha, pas de changement chez les *cuisiniers* et *pâtisseries*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Oran, 4 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agricoles*. A Constantine, pas de chômeurs chez les *menuisiers*, *ébénistes*, *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les employés de *commerce*.

Adjudications importantes en octobre et novembre 1903.

ROUTES ET CHEMINS.

17 octobre. — ILLE-ET-VILAINE. — Entret. des chem. de gr. comm. p. 5 ans.....	1,154,000 ^f
24 octobre. — ORNE. — Ent. de chem. vic. p. 5 ans.....	106,120
31 octobre. — MORBIHAN. — Ent. des routes nat. p. 5 ans.....	475,500
4 novembre. — SEINE-INFÉRIEURE. — Cylindrage des routes nat. p. 5 ans.....	112,500
7 novembre. — SEINE-ET-MARNE. — Trav. s. routes départ.....	145,200

CHEMINS DE FER.

7 octobre. — ALGÉRIE. — Const. d'une gare à Khencheld.....	150,000
14 octobre. — CANTAL. — Lig. de Bort-Neussargues. Const. du 3 ^e lot.....	1,502,000
22 octobre. — PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Chemin de fer de Ville- franche à Bourg-Madame. Const. du 1 ^{er} lot.....	1,350,000
25 novembre. — ISÈRE. — Tramw. départ. Constr. et exploit.....	355,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

13 octobre. — TROYES. — Organ. du camp de Mailly.....	605,650
24 octobre. — BEAUREPAIRE. — Const. d'un magas. de tabacs.....	404,183
25 octobre. — HÉRAULT. — Const. d'un groupe scol.....	155,000
25 octobre. — MANCHE. — Saint-Hilaire-du-Harcouët, const. d'un hôpital.....	182,262
31 octobre. — VINCENNES. — Entr. des bât. mil. p. 3 ou 6 ans Mont. ann.....	168,000
7 novembre. — Assist. publ. — Agrand. de la font. Rossini.....	195,869
7 novembre. — NORD. — Sanat. de Saint-Pol-sur-Mer. — Peint. vitrer., tentures.....	220,000

CANAU, NAVIGATION ET PORTS.

27 octobre. — ALPES-MARITIMES. — Constr. de l'avant-port de Nice.	1,447,000 ^f
28 octobre. — NORD. — Port de Gravelines. Ent. p. 5 ans.....	100,000

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Sept. 1902.	Août 1903.	Sept. 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	21 ^f 75	25 ^f 62 5	25 ^f 75
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	33 50	37 87 5	36 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	57 87 5	50 75	47 87 5
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	76 75	48 00	45 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	70 50	65 50	64 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	56 75	84 25	65 50
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	141 50	158 50	157 50
Soies grêges Cévennes, le kilogr.....	49 00	57 00	54 00
Quivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	141 25	158 00	151 25
Étain Banka, <i>idem.</i>	323 00	333 00	316 50
Plomb, <i>idem.</i>	32 75	33 75	33 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	47 50	56 75	51 56
Blé à Paris, <i>idem.</i>	20 60	22 75	21 10
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	19 85	20 05	19 35
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	19 10	20 00	20 50
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 28	1 40	1 38
Viande veau, <i>idem.</i>	1 63	1 63	1 60
— mouton, <i>idem.</i>	1 85	1 99	1 91
— porc, <i>idem.</i>	1 46	1 48	1 41

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1903.

	1903.	1902.	AUGMENTATION en 1903.	DIMINUTION en 1903.
	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	646,387,000	587,745,000	58,642,000	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,199,452,000	2,086,420,000	113,032,000	"
Objets fabriqués.....	559,310,000	574,947,000	24,363,000	"
TOTAUX.....	3,445,149,000	3,249,112,000	196,037,000	"
AUGMENTATION EN 1903.....			196,037,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	453,742,000	501,964,000	"	48,222,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	881,167,000	858,065,000	23,102,000	"
Objets fabriqués.....	1,575,872,000	1,567,243,000	8,629,000	"
Colis postaux.....	193,527,000	173,253,000	20,274,000	"
TOTAUX.....	3,104,308,000	3,100,525,000	52,005,000	48,222,000
DIMINUTION EN 1903.....			3,783,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,128,425,000 francs du 1^{er} janvier au 7 octobre 1903 contre 1,106,613,400 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 1.97 p. 100.

Faillites. — 90 faillites et 8 liquidations judiciaires en septembre 1903 (contre 99 et 15 en septembre 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 92 demandes en septembre 1903, dont 69 pour des constructions neuves, contre 91 et 81 en septembre 1902.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de :

- 2 Bourses de travail;
- 3 unions de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers;
- 24 syndicats patronaux comptant 1,634 membres;
- 65 syndicats ouvriers comptant 5,017 membres;

et de la dissolution de :

- 7 syndicats ouvriers comptant 339 membres.
- Les nouvelles associations signalées ont été fondées :
11 en septembre, 23 en août, 14 en juillet, 11 en juin, 9 en mai, 4 en avril, 3 en mars, 5 en février, 4 en janvier et 12 antérieurement au 1^{er} janvier 1903. Total : 96.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [29 mai 1903]. — Syndicat des **apprêteurs**, blanchisseurs et teinturiers de la région de Saint-Quentin (20 membres). Siège social : rue du Gouvernement, 7, SAINT-QUENTIN. — [1^{er} mai 1903]. — Chambre syndicale des **imprimeurs**, libraires, papetiers et des industries qui s'y rattachent de Saint-Quentin et de l'arrondissement (17 membres). Siège social : rue Croix-Belle-Porte, 1, SAINT-QUENTIN.

Aude [20 juillet 1903]. — Syndicat des **maîtres camionneurs** de l'arrondissement de Narbonne (26 membres). Siège social : maison Clergue, boulevard de la gare, NARBONNE. — [1^{er} août 1903]. — Union des négociants en **grains** et fourrages de l'arrondissement de Narbonne (15 membres). Siège social : salle du café du Midi, NARBONNE. — [21 juillet 1903]. — Syndicat des patrons **serruriers** de la ville de Narbonne et de l'arrondissement (14 membres). Siège social : ancien café de la Bourse, rue du Pont, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône [9 août 1903]. — Syndicat des marchands **forains** et cantonniers (37 membres). Siège social : plaine Saint-Michel, 63, MARSEILLE.

Côte-d'Or [19 juillet 1903]. — Syndicat professionnel des **charcutiers** de l'arrondissement de Beaune (19 membres). Siège social : place Monge, 9, BEAUNE.

Dordogne [17 juin 1901]. — Syndicat des **pharmaciens** de l'arrondissement de Sarlat et des cantons limitrophes (22 membres). Siège social : SARLAT.

Finistère [10 février 1903]. — Syndicat de la **boulangerie** de Landerneau (13 membres). Siège social : rue de la Fontaine-Blanche, 6, LANDERNEAU.

Ille-et-Vilaine [21 août 1903]. — Syndicat des patrons **bouchers** et charretiers de la ville de Fougères (24 membres). Siège social : boulevard de la Gare, 42, FOUGÈRES.

Loir-et-Cher [4 juin 1903]. — Syndicat de la **nouveauté** (22 membres). Siège social : place de l'Ave Maria, 1, BLOIS.

Loire [13 mars avril 1903]. — Syndicat des débitants de **boissons** de Saint-Étienne (38 membres). Siège social : rue Paul Bert, 5, SAINT-ÉTIENNE.

Marne (5 août 1903). — Syndicat des débiteurs de **tabac** de Reims et de la région (51 membres). Siège social : rue du Barbâtre, 129, REIMS.

Nièvre [8 novembre 1902]. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Nevers (49 membres). Siège social : place Saint-Sébastien, NEVERS.

Nord [1^{er} février 1903]. — Syndicat des **capitaines** au cabotage du Nord et du Pas-de-Calais (115 membres). Siège social : quai Risbau, 3, DUNKERQUE. — [21 janvier 1902]. — Syndicat français des sécheurs de **chicorée** (21 membres) Siège social : rue Alexandre III, 31, DUNKERQUE. — [10 août 1903]. — Syndicat des dames du Minck et marchandes de **poisson** à la Halle de Dunkerque (25 membres). Siège social : place du Minck, 12, DUNKERQUE.

Pas-de-Calais. [11 avril 1903]. — Syndicat professionnel des cultivateurs **laitiers** de Béthune et environs (32 membres). Siège social : BÉTHUNE.

Rhône [2 avril 1903]. — Chambre syndicale des fabricants et commissionnaires **bijoutiers**, horlogers et orfèvres de Lyon et de la région (50 membres). Siège social : rue Tupin, 27, LYON.

Saône-et-Loire [2 juillet 1903]. — Syndicat des **commissionnaires** et représentants de commerce de la ville de Mâcon et des environs (20 membres). Siège social : quai Sud, 24, MÂCON. — [20 décembre 1902]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de la ville de Tournus, de son canton et cantons limitrophes (33 membres). Siège social : TOURNUS.

Seine [9 juillet 1897]. — Syndicat central des négociants en **liqueurs** et spiritueux de France et des colonies (850 membres). Siège social : boulevard Montmartre, 19, PARIS II^e.

Deux-Sèvres [3 août 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de **bâtiment** de la ville de Niort et du département des Deux-Sèvres (95 membres). Siège social : rue Brisson, 9, NIORT.

Vaucluse. [15 mai 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics et du **bâtiment** du département de Vaucluse (35 membres). Siège social : ORANGE.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [1^{er} avril 1903]. — Chambre syndicale des **employés** du commerce et de l'industrie de Saint-Quentin (30 membres). Siège social : bourse du travail, SAINT-QUENTIN. [2 mai 1903] — Union fraternelle des ouvriers **tullistes** de Saint-Quentin (16 membres). Siège social : place Dufour-Denelle, 7, SAINT-QUENTIN.

Alpes-Maritimes [17 décembre 1902] — Chambre syndicale des inscrits **maritimes** du quartier de Nice (58 membres). Siège social : bourse du travail, NICE.

Aude [1^{er} septembre 1903]. Syndicat des ouvriers **agricoles** et professionnels d'Argelliers (67 membres). Siège social : mairie, ARGELLIERS. — [28 juillet 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Carcassonne (25 membres). Siège social : bourse du travail, CARCASSONNE. — [2 juillet 1903]. — Syndicat des **employés de commerce** et d'industrie (18 membres). Siège social : bourse du travail, CARCASSONNE. — [1^{er} juin 1903]. Syndicat des ouvriers **agriculteurs** de Cuxac-d'Aude (170 membres). Siège social : salle de l'Alcazar, CUXAC D'AUDE. — [1^{er} août 1903]. — Syndicat des ouvriers **charretiers** de la ville de Narbonne (203 membres). Siège social : salle du Synode, à la mairie, NARBONNE. — [4 septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers irréguliers des corporations de Narbonne (**terrassiers**, etc.) (54 membres). Siège social : café du Capitole, avenue de l'Hérault,

NARBONNE. — [10 juillet 1903]. — Syndicat des ouvriers cultivateurs **terrassiers** de Vinasson (95 membres). Siège social : mairie, VINASSAN.

Bouches-du-Rhône [20 septembre 1903]. — Chambre syndicale fraternelle des ouvriers **boulangers** (50 membres). Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — [24 juin 1903]. — Syndicat indépendant des **employés** de Marseille (80 membres). Siège social : rue Rouvières, 4, MARSEILLE. — [30 juillet 1903]. — Union des **professeurs** des cours spéciaux de la ville de Marseille (21 membres). Siège social : rue de l'Académie, 10, MARSEILLE.

Cher [20 août 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers du parc à **fourrages** militaires de Bourges (11 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Côtes-du-Nord [27 janvier 1903]. — Association syndicale des ouvriers **maçons** de Saint-Brieuc (70 membres). Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Charente-Inférieure [3 août 1903]. — Syndicat des inscrits **maritimes** rochelais (38 membres). Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Doubs [24 août 1903]. — Syndicat des employés des **tramways** électriques bisontins (40 membres). Siège social : Bourse du travail, BESANCON.

Drôme [1^{er} septembre 1903]. — Syndicat des garçons **limonadiers**, d'hôtels, restaurants et parties similaires de Valence et de la région (30 membres). Siège social : Place du Champ de Mars, 31, VALENCE.

Finistère [16 juillet 1903]. — Syndicat des travailleurs en régie directe du **port** de Brest (150 membres). Siège social : rue Kléber, 1, BREST. — [9 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers en régie du **port** de Brest (120 membres). Siège social : rue Lamouron, 19, BREST.

Gers [1^{er} août 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers** et hommes de peine de la ville d'Auch et du département du Gers (75 membres). Siège social : bibliothèque de la ville, place Salluste du Bartas, AUCH.

Gironde [2 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boitiers** de la ville de Bordeaux (51 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [2 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **cimentiers** et carreleurs de la ville de Bordeaux (60 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — [7 août 1903]. — Association syndicale l'Union des ouvriers **paveurs** terrassiers et similaires de Bordeaux-banlieue (15 membres). Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault [21 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Montpellier (22 membres). Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine [2 août 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** des Trois villes (569 membres). Siège social : Rue Amiral Magon, 18, SAINT-SERVAN.

Indre-et-Loire [1^{er} janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de la ville de Tours (120 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère [8 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvrières en **soie** de Montalieu-Vercieu (194 membres). Siège social : MONTALIEU-VERCIEU.

Jura [3 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Lons-le-Saunier et de Franche-Comté (18 membres). Siège social : Bourse du travail, LONS-LE-SAUNIER.

Loire [1^{er} janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Saint-Genest-Lerpt (117 membres). Siège social : place Carnot, SAINT-GENEST-LERPT.

Loiret [7 août 1903]. — Syndicat des ouvriers du service d'entretien de la manufacture des **tabacs** (14 membres). Siège social : rue des Pensées, 25, ORLÉANS.

Lot [20 juin 1903]. — Syndicat des **employés de commerce** des deux sexes de la ville de Cahors (43 membres). Siège social : rue Clément-Marot, CAHORS.

Haute-Marne [10 mai 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers du corps de **bâtiment** et travaux similaires s'y rattachant de la ville de Chaumont (117 membres). Siège social : CHAUMONT. — [26 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **ouvriers en couleurs** de Chaumont (20 membres). Siège social : CHAUMONT.

Meuse [17 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **chaisiers** de Sommedieu et environs (140 membres). Siège social : rue de la Citadelle, SOMMEDIUE.

Nièvre [14 mars 1903]. — Syndicat des travailleurs de l'usine de produits **chimiques** de Prémy (260 membres). Siège social : PRÉMY.

Nord [17 mai 1903]. — Chambre syndicale des garçons **brasseurs** porteurs de bière d'Armentières (29 membres). Siège social : rue Nationale, 28, ARMENTIÈRES. — [14 août 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers civils des établissements de l'**artillerie** de la place de Lille (9 membres). Siège social : rue des Bouchers, 40, LILLE. — [24 juillet 1900]. — Chambre syndicale ouvrière des **filatures** de lin, chanvre et jute de Lille et environs (396 membres). Siège social : rue Gambetta, 31, LILLE. — [25 janvier 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** de la ville de Lille (35 membres). Siège social : rue Léon Gambetta, 31, LILLE. — [1^{er} mars 1898]. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs** de la ville de Lille (40 membres). Siège social : rue Léon Gambetta, 31, LILLE. — [7 juin 1903]. — Chambre syndicale des employés **dessinateurs** de Roubaix, Lille, Tourcoing et des environs (27 membres). Siège social : Estaminet Kruze, angle des rues Latine et du Collège, ROUBAIX. — [22 août 1903]. — Syndicat de l'industrie **textile** « *Les Vaillants de Roubaix* » (290 membres). Siège social : rue Racine, 66, ROUBAIX. — [1^{er} août 1903]. — Syndicat de **filature** « *La Bobine de Laine* » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING. — [23 août 1903]. — Union **textile** tourquennoise (30 membres). Siège social : rue Saint-Jacques, 22, TOURCOING. — [2 mai 1903]. — Union syndicale des ouvriers **quincailliers** de l'arrondissement de Valenciennes (50 membres). Siège social : rue de l'Escant, 16, VALENCIENNES.

Pas-de-Calais [16 janvier 1903]. — Fédération syndicale des ouvriers **mineurs** du Pas-de-Calais (250 membres). Siège social : rue de la Gare, 66, LENS.

Haute-Saône [27 septembre 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et charpentiers de la Corveraine-Froideronche et des environs (30 membres). Siège social : FROIDECONCHE.

Savoie [3 août 1903]. — Syndicat des employés d'**hôtels**, limonadiers, restaurateurs, parties similaires et des deux sexes (80 membres). Siège social : Hôtel de ville, AIX-LES-BAINS.

Seine [1^{er} septembre 1903]. — Union syndicale des **chauffeurs**, conducteurs, mécaniciens, automobilistes (11 membres). Siège social : rue des Gravilliers, 19, PARIS-3^e. — [7 juillet 1903]. — Syndicat des ouvriers **ébénistes** en lavabos et parties similaires (36 membres). Siège social : Salle Momméga, rue de Charenton, 85, PARIS-12^e. — [1^{er} septembre 1903]. — Syndicat général des **gens de maison** (des deux sexes) (63 membres). Siège social : rue de Chaillot, 17, PARIS-16^e. — [16 août 1903]. — Syndicat des **minervistes** indépendants (27 membres). Siège social : rue des Gravilliers, 19, PARIS-3^e. — [20 avril 1903]. — Chambre syndicale des **tailleurs** uniformiers de la Seine (90 membres). Siège social : rue Etienne-Marcel, 44, PARIS-2^e.

Seine-Inférieure [13 septembre 1903]. — Syndicat indépendant des **chauffeurs**, mécaniciens et électriciens du Havre (9 membres). Siège social : rue Dunié d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [27 août 1903]. — Syndicat indépendant des **employés de bureau** du Havre (8 membres). Siège social : rue Dunié d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [27 août 1903]. — Syndicat indépendant des ouvriers **menuisiers** et ébénistes du Havre (2 membres). Siège social : rue Dunié d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [25 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Rouen et de la région (120 membres). Siège social : Bourse du travail : ROUEN. — [2 mars 1903]. — Syndicat des ouvriers **cordonniers-bottiers** de Rouen et de la région (41 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Somme [31 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et parties similaires d'Amiens (34 membres). Siège social : rue Antonin, 22, AMIENS.

Vendée [19 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** de la Roche-sur-Yon (11 membres). Siège social : rue Molière, 22, LA ROCHE-SUR-YON.

Vienne [14 septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de Poitiers (25 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — [14 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de la ville de Poitiers (30 membres). Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Vosges [25 août 1903]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaire d'Épinal (25 membres). Siège social : rue Dogneville, 22, ÉPINAL.

Alger [23 août 1903]. — Chambre syndicale d'entreprise des **maçons** français et algériens de Mustapha (10 membres). Siège social : Bourse du travail, MUSTAPHA.

UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [12 juin 1903]. — Union des syndicats de la **bijouterie**, joaillerie, orfèvrerie et de l'horlogerie de Marseille et de la région et des industries et commerces qui s'y rattachent (2 syndicats adhérents). Siège social : domicile du Président, MARSEILLE.

Gironde [2 mai 1903]. — Fédération des syndicats patronaux du Sud-Ouest de la France (**bâtiment**, travaux publics et industries qui s'y rattachent) (16 syndicats adhérents). Siège social : rue Neuve, 24, BORDEAUX.

Vaucluse [16 décembre 1902]. — Fédération des chambres syndicales professionnelles des entrepreneurs en **bâtiment** et de travaux publics de la ville d'Avignon et du département de Vaucluse (7 chambres syndicales adhérentes). Siège social : Grand café d'Avignon, cours de la République, AVIGNON.

UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Cher [14 juin 1903]. — Fédération nationale des syndicats ouvriers de la **confection** militaire de France et d'Algérie (9 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Loire [15 février 1903]. — Fédération régionale des syndicats du **textile** de la Loire et de la Haute-Loire (8 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ETIENNE.

BOURSES DU TRAVAIL.

Rhône [1^{er} juillet 1903]. — Bourse du travail de Tarare (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : ancienne Mairie, rue du Château, 2, TARARE.

Var [27 septembre 1903]. — Bourse du travail de la Seyne (5 syndicats adhérents).
Siège social : avenue Gambetta, LA SEYNE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

SYNDICATS OUVRIERS.

Côte-d'Or [14 février 1896]. — Association générale des préposés des manufactures des tabacs, magasins et manufactures d'allumettes (16 membres). Siège social : rue d'Au-
bonne, 65, DIJON.

Loire [20 octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **selliers-bourrelliers** de
Saint-Étienne et des environs (3 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Haute-Marne [octobre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes**
de la Haute-Marne (231 membres). Siège social : Café de la Croix d'or, SAINT-DIZIER.

Pas-de-Calais [12 mai 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers** et simi-
laires du canton de Marquise (30 membres). Siège social : café Wierre, FERQUES.

Seine [15 décembre 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** de Colombes
(22 membres). Siège social : boulevard du Havre, 65, COLOMBES. — [21 décembre 1900].
— Chambre syndicale des travailleurs de l'aiguille (**habillement**) du département de la
Seine (15 membres). Siège social : rue de Pontoise, 23. PARIS-5°. — [30 janvier 1896].
— Syndicat des préposés de la manufacture des **tabacs** de Paris-Reuilly (25 membres).
Siège social : rue Madagascar, 2, PARIS-12°.

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE. — OFFICE IMPÉR. DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique de l'Empire
allemand (1903)*. [1 vol. in-8° de 274 pages, plus des annexes. Berlin, 1903; Imp. Putt-
kammer et Mühlbrecht].

GRAND-DUCHÉ DE BADE. — *Annuaire statistique (1902)* [1 vol. in-4° de
552 pages. Carlsruhe, 1903; imp. Macklot].

ASSURANCE SOCIALE. — *Compte rendu du Congrès international des accidents
du travail et des assurances sociales*, tenu à Düsseldorf du 17 au 24 juin 1902 (1 vol. in-8°
de 1,074 pages. Breslau-Berlin, 1902; imp. Wiskott).

OFFICE DE LA STATISTIQUE. — *L'assurance-maladie (1900)* [Berlin, 1903;
Puttkammer et Mühlbrecht, impr.].

AUTRICHE. — OFFICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Les prolongations du temps de
travail (1902)* [1 vol. in-8° de 30 pages. Vienne, 1903; imp. off.].

MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Rapport de l'inspection du travail (1902)* [1 vol.
in-4° de 753 pages. Vienne, 1903; imp. off.].

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Annuaire statistique (1902)*; 2° fasc. :
l'exploitation minière (1 vol. in-8° de 201 pages. Vienne, 1903; imp. off.).

AUTRICHE. OFFICE DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL. — *Procès-verbaux des 11, 12 et 13^e séances du Conseil permanent du travail (1902)* [1 vol. in-4° de 281 pages. Vienne, 1903; imp. off.].

OFFICE DE LA STATISTIQUE DU DUCHÉ DE STYRIE. — *Les caisses d'épargne et les coopératives de production et de consommation en Styrie (1901)*. [1 broch. in-4° de 80 pages. Graz, 1903; Lenschner et Lubensky dépositaires.]

BELGIQUE. — MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL. — *Statistique des grèves en Belgique (1896-1900)*. [1 vol in-8° de 211 pages. Bruxelles, 1903; Lebbège et Schepens.]

SERVICE DE LA PRÉVOYANCE. — *Compte-rendu de la situation de la caisse générale d'épargne et de retraite (1902)*. [1 vol. in-4° de 282 pages. Belgique, 1903.]

CANADA. — DÉPARTEMENT OF LABOR. — *Rapport sur les conflits industriels dans la Colombie britannique*. (1 broch. in-8° de 77 pages. Ottawa, 1903; Imp. off.)

COLOMBIE BRITANNIQUE. — MINISTÈRE DES MINES. — *Rapport annuel sur l'exploitation minière (1902)*. [1 vol. in-8° de 320 pages. Victoria, 1903; Imp. R. Wolfenden]

DANEMARK. — SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL. — *Rapport sur le travail en général et sur les fabriques (1902-03)*. [1 vol. in-8° de 88 pages. Copenhague, 1903; Schultz.]

ÉTATS-UNIS. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Statistical abstract of the United States (1901)*. [1 vol in-8° de 488 pages. Washington, 1902; Imp. off.]

FRANCE. — CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — *Exécution pendant 1897-1899 de la loi sur l'assistance médicale gratuite*. (1 vol. in-4° de 346 pages. Melun; Imp. adm.)

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — *Rapport sur les opérations des caisses d'épargne ordinaires (1901)*. [1 vol. in-4° de 93 pages. Paris, 1903; Imp. nation.]

GRANDE-BRETAGNE. — COLOMBIE BRITANNIQUE. — *Rapport annuel du Ministre des mines (1902)*. [1 vol. in-8° de 320 pages. Victoria, 1903; Wolfenden.]

MEXIQUE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1900)*. [1 vol. in-4° de 526 pages. Mexique 1901; Imp. off.]

NEW-ZEALAND. — SERVICE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1901)*. [1 vol. in-4° de 563 pages. Wellington, 1903; imp. J. Mackay.]

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois d'octobre, les ouvriers agricoles ont été surtout occupés dans le Nord au battage des grains et à l'arrachage des betteraves. Dans le Midi, la fin hâtive des vendanges a laissé beaucoup de bras sans travail.

La pêche a été en général mauvaise, aussi bien sur les côtes de l'Océan que sur celles de la Méditerranée, par suite des tempêtes fréquentes qui ont empêché la sortie des bateaux.

Dans l'industrie textile, la situation reste stationnaire et on ne prévoit pas encore la fin de la crise. La saison bat son plein dans l'industrie du vêtement et de la chapellerie. La chaussure, par contre, n'a pas encore repris.

D'une manière générale, la situation continue à s'améliorer dans les industries des métaux : le chômage diminue graduellement dans les centres où la crise se faisait encore sentir. A Paris, le débauchage des ouvriers de l'automobile s'est arrêté.

L'approche de la mauvaise saison a ralenti sensiblement l'activité des chantiers du bâtiment.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'octobre 1903.

Dans les industries du livre la reprise du travail n'est pas encore générale. Toutes les verreries du Nord ont rallumé leurs fours.

1,074 syndicats, groupant 169,637 ouvriers, ont répondu, en octobre 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 914, groupant 140,316 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 15,953, ce qui correspond à une moyenne de 11.3 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 12.6 p. 100; elle était de 10 p. 100 en octobre 1902.

L'ouvrage, pendant le mois d'octobre 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois d'août, plus abondant par 16 p. 100 des syndicats, groupant 22 p. 100 des syndiqués; équivalent par 60 p. 100 des syndicats, groupant 55 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 24 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 449 syndicats, groupant 49,553 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 389, groupant 81,344 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — La pêche de la sardine a été nulle pour ainsi dire en octobre, à Concarneau, Tréboul, Audierne et à l'île Tudy, en raison des tempêtes successives qui ont empêché les bateaux de sortir, de sorte que la saison de pêche, qui d'habitude dure six mois, n'aura duré cette année que six semaines; à Douarnenez, la saison n'a pas non plus été bonne, mais on peut encore pêcher dans ce port en novembre et décembre; à Belle-Ile, on a pêché un peu de sardine en octobre, mais on en aurait pêché davantage sans le mauvais temps. Le mauvais temps a également contrarié la pêche dans les ports de la Méditerranée, notamment à La Seyne.

Les pluies qui ont contrarié dans l'Ouest la rentrée des sarrasins et dans le Nord l'arrachage des betteraves, ont au contraire été favorables aux labours et aux semencements. Dans le Sud-Est, la sécheresse persistante a beaucoup gêné les semences. Enfin beaucoup d'ouvriers agricoles sont inoccupés dans les régions viticoles du Midi par suite de la fin hâtive des vendanges, qui étaient presque partout terminées avant la mi-octobre.

Les 66 syndicats de bûcherons qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 2,174 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 5,752 membres, une proportion de 37 p. 100; elle était seulement de 22 p. 100 le mois dernier et de 25 p. 100 en octobre 1902. Cette augmentation du chômage provient de ce que l'exploitation des bois n'est pas encore commencée et que dans la moitié des centres, les travaux agricoles (moissons, battage des grains) qui avaient occupé jusqu'ici les bûcherons, sont terminés.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du Comité des houillères, portent sur plus de 148,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'octobre 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du

fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction. 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	84,510	5.99	"	"	"	2	98
Loire.....	16,681	5.41	"	"	"	91	9
Gard et Hérault.....	12,896	5.93	"	"	"	24	76
Isère.....	1,611	5.78	"	"	"	95	5
Bourgogne et Nord-Est..	9,657	6.00	"	"	"	"	100
Centre.....	9,587	6.00	"	"	"	"	100
Tarn et Aveyron.....	10,701	5.86	"	"	"	28	72
Provence (lignites).....	2,567	5.19	"	"	30	70	"
ENSEMBLE pour la France.	148,216	5.92	"	"	1	18	81

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.83. En octobre 1902 il était de 2.33 en raison de la grève générale des mineurs; il était de 5.98 en octobre 1901.

CARRIÈRES. — Le travail est toujours assez satisfaisant dans les ardoisières des Ardennes. Dans les carrières, la proportion des chômeurs est un peu inférieure à 4 p. 100; elle était supérieure à 5 p. 100 le mois dernier et de 12 p. 100 en octobre 1902. La situation est considérée comme satisfaisante par la très grande majorité des syndicats et des syndiqués; à Fontvielle, la proportion des chômeurs est descendue de 50 à 25 p. 100.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 54 syndicats, groupant 8,180 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en octobre 1903, soit 1,124, la proportion de ces derniers dans l'ensemble des industries de l'alimentation était de plus de 13 p. 100; le mois dernier elle était de 10 p. 100; elle était de 15 p. 100 en octobre 1902. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 60 p. 100 des syndicats ne groupant, il est vrai, que 40 p. 100 des ouvriers syndiqués. Le chômage est particulièrement important chez les boulangers de Paris, Montpellier, Brest, Périgueux, Rochefort, Albi, Saint-Nazaire, les cuisiniers de Paris. Nancy, Lille, Bordeaux, Montpellier et Lyon, les charcutiers de Marseille et de Saint-Etienne. Il y a par contre une amélioration sensible dans la confiserie, la pâtisserie et la biscuiterie. Le chômage reste très important chez les limonadiers.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de septembre 1903, dernier mois de la campagne 1902-1903, s'élevait à 1,651,904 hectolitres contre 1,839,503 hectolitres, production totale de la précédente campagne, soit un déficit total de 187,599 hectolitres pour la campagne 1902-1903. Le déficit porte surtout sur les alcools de vin (25,584 hectolitres au lieu de 105,836) et ceux de mélasses (773,624 hectolitres au lieu de 992,391). La production totale des bouilleurs de cru pendant la campagne 1902-1903 est évaluée approximativement à 777,748 hectolitres, soit une différence en moins de 108,961 hectolitres sur la campagne 1901-1902 ⁽¹⁾.

(1) J. O. du 20 octobre 1903.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois d'octobre (deuxième mois de la campagne 1903-1904) les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 292 fabriques, soit dans 23 fabriques de moins qu'à la fin d'octobre 1902. La quantité de sucre extraite des turbines ou en cours de fabrication correspondait, à la fin d'octobre 1903, à 258,587,288 kilogrammes de sucre raffiné, en diminution de 23,024,286 kilogrammes sur la période correspondante de la campagne 1902-1903⁽¹⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble de ces industries, d'après les réponses des syndicats, ressort à 4 p. 100 contre 8 p. 100 le mois dernier. La production a beaucoup diminué dans les usines de Chauny où les équipes ont été dédoublées. Dans les usines à gaz, le travail est devenu plus abondant par suite de l'approche de l'hiver.

Travail toujours satisfaisant chez les ouvriers en toiles cirées de Bourges et les papetiers et relieurs de Bordeaux. Aux usines de caoutchouc de Clermont-Ferrand le travail a baissé et le chômage a atteint 27 p. 100.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 211 pour 90 syndicats groupant 3,904 adhérents, soit 5 p. 100; pour Paris, de 509 pour 14 syndicats groupant 5,810 adhérents, soit plus de 8 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 4 p. 100, et pour Paris, de 8 p. 100; elle était, pour le mois d'octobre 1902, de 4 p. 100 pour la province, de 7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 50 p. 100 des syndicats de province groupant 60 p. 100 des syndiqués. La fin des vacances a amené la reprise du travail dans 25 p. 0/0 des centres; la situation était encore stationnaire à la fin du mois dans les autres centres.

A Paris la reprise du travail est également encore loin d'être générale. Le syndicat typographique de la rue de Savoie accuse toujours 300 chômeurs sur 3,200 adhérents; celui de la typographie indépendante de la rue des Vertus estime, au contraire, le travail plus abondant par suite d'augmentation de personnel, d'ouverture de nouvelles maisons ou de remplacement de grévistes.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 24 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 16 p. 100. La situation, dans l'ensemble, est donc loin de s'être améliorée depuis septembre. A Annonay les mégissiers de rivière ont 15 p. 100 de chômeurs et travaillent de 30 à 35 heures par semaine; la situation est toujours identique chez les tanneurs et corroyeurs de Roanne, Châteaurenault, Château-du-Loir; à Paris, les mégisseries sont en morte-saison annuelle. A Graulhet la proportion des chômeurs est passée de 9 à 40 p. 100. Les pelletiers-fourreurs de Fismes, par suite du manque de peaux, se sont placés dans les sucreries et distilleries.

Chez les ouvriers de la chaussure la proportion des chômeurs syndiqués est de 8 p. 100 contre 9 p. 100 en septembre; on ne signale de reprise qu'à Paris, Château-Thierry, Versailles, Montpellier, Poitiers et Nevers.

Dans la ganterie, le chômage serait de 44 p. 100 à Millau, de 25 p. 100 à Saint-Junien; il y a, au contraire, peu de chômeurs à Gières.

⁽¹⁾ J. O. du 14 novembre 1903.

Dans la sellerie, la durée de la journée a été réduite à 9 heures à Rennes ; le travail est également moins abondant à Marseille que le mois dernier.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 58 syndicats, groupant 16,737 adhérents, était, à la fin de septembre 1903, de 2,486 (non compris les tisseurs de Saint-Quentin et de la vallée de la Lys en grève), soit plus de 14 p. 100 ; la proportion était également de plus de 14 p. 100 le mois dernier, elle était de 11 p. 100 en octobre 1902. Il n'y a donc pas d'amélioration d'une manière générale depuis le mois dernier ; il y a toujours pénurie de matières premières.

Dans le Nord, à Roubaix, les peigneurs sont tous occupés, mais dans l'ensemble de l'industrie textile, la proportion des chômeurs est de 12 p. 100 ; à Tourcoing, dans l'ensemble de l'industrie elle serait de 10 p. 100, deux syndicats de tisseurs et un de filateurs ne signalent cependant aucun chômeur, tandis qu'un autre syndicat de tisseurs accuse 75 p. 100 de ses membres sans travail ; à Neuville les tisseurs ne travaillent plus que sur un métier au lieu de deux : parmi les autres centres du département on ne signale une légère reprise qu'à Comines, Saulzoir et Avesnes-lès-Aubert. Dans le groupe normand, on ne signale aucun chômeur à Lisieux (lin et laine), à Flers (coton) ni à Malaunay et la semaine atteint le maximum légal, soit 63 heures, dans ces centres ; au contraire, elle n'est que de 54 heures et demie à Saint-Étienne-du-Rouvray, de 50 heures à Bolbec. Dans les Vosges l'activité est médiocre ; le chômage est toujours de 10 p. 100 à Saint-Dié. Les tisseurs de Sedan ont un travail normal. Il paraît y avoir une légère amélioration à Roanne où la moyenne du chômage ne serait que de 2 p. 100 ; mais elle est encore de 25 p. 100 dans les centres voisins de Thizy et de Bourg-de-Thizy. La situation est satisfaisante dans les tissages de Romorantin, à Angers et dans les centres des Deux-Sèvres et du Maine-et-Loire ; à Châteauroux, les tisseurs ont 10 p. 100 de chômeurs. Dans le Sud-Ouest le chômage est général à Lavelanet ; à La Bastide-Rouairoux la semaine n'est que de 56 heures.

Dans les tissages de Saint-Étienne et de la région, le chômage atteint 50 p. 100. A Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main et à la campagne dans les ateliers à bras la situation ne s'améliore guère, on signale toutefois une légère reprise en ce qui concerne le tissage de la nouveauté et de l'étoffe de soie pure teinte en flotte ; comme précédemment les établissements mécaniques sont alimentés surtout par la fabrication de l'article mousseline, à laquelle s'est ajoutée celle de certains genres unis teints en pièce ⁽¹⁾.

Dans la bonneterie on ne constate de tendance à la reprise que dans le petit centre d'Aix-en-Othe.

L'activité est toujours médiocre chez les teinturiers de Troyes qui ne font que 42 heures par semaine ainsi que chez les imprimeurs sur étoffes de Lyon ; par contre, le travail est plus abondant que le mois dernier chez les apprêteurs et décatisseurs de Louviers et les teinturiers-dégraisseurs de Paris.

La situation ne s'est pas améliorée dans les centres de la Loire qui fabriquent la passementerie ; à Paris, les ouvriers passementiers à la barre et à la main sont peu occupés, les façonniers-passementiers à la barre sont, au contraire, très satisfaits. Dans le tulle, il y a une légère amélioration à Saint-Quentin où la semaine est de 48 à 50 heures ; à Caudry, les tullistes ne travaillent plus que 25 à 30 heures par semaine, sauf les ouvriers en tulles unis et grecs qui font de 60 à 65 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement la proportion des chômeurs est de

⁽¹⁾ D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries* du 15 novembre 1903.

7 p. 100 comme le mois dernier. Le travail a repris dans tous les centres pour la saison d'hiver, sauf à Lyon où les coupeurs en confection travaillent à peine 45 heures par semaine.

Chez les chapeliers, casquetiers, etc., la moyenne du chômage est toujours de 3 p. 100 : la saison bat son plein dans tous les centres, sauf à Nancy.

Le travail a repris partout dans la blanchisserie.

BOIS. — La moyenne de chômage accusée par les 47 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 12 p. 100, elle était de 5 p. 100 le mois précédent : la situation est encore estimée satisfaisante par 62 p. 100 des syndicats groupant 55 p. 100 des syndiqués. Dans près de la moitié des centres l'approche de la mauvaise saison a déjà ralenti l'activité et abaissé la journée de travail à 9 heures. C'est toujours chez les calfats et charpentiers de navires que le chômage est le plus intense ; en dehors des ports les centres où la proportion des sans-travail est particulièrement élevée sont : Caen, Toulouse, Reims, Paris (charpentiers). Dans les scieries le travail est actif à Hermes et Langon ; il laisse au contraire à désirer à Gommegnies.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 21 syndicats, est de 13 p. 100 contre 8 p. 100 le mois dernier. La situation est considérée comme non satisfaisante par plus de la moitié des syndicats et des syndiqués. Le chômage est surtout important à Rochefort (menuisiers-ébénistes), Bordeaux (ébénistes-billardiers), Paris (doreurs sur bois). A Saint-Loup-sur-Semouse où près du tiers des ouvriers de l'ameublement sont actuellement en chômage, on constatait une légère reprise à la fin d'octobre. Par contre, le travail est satisfaisant à Narbonne, Aurillac, Montbeliard, Bordeaux (tapissiers), Angers (tourneurs), Castres.

Dans la carrosserie le travail a un peu baissé à Moulins, Bourges, Le Mans et Paris, mais le nombre des chômeurs n'atteint même pas 2 p. 100. Chez les sabotiers-galochiers, etc., il n'y a un peu de chômage qu'à Toulouse et à Briennon. La situation est toujours aussi peu satisfaisante dans la tonnellerie, sauf à Dunkerque et à Reims.

La situation est toujours satisfaisante chez les coffretiers de Paris, les bouchonnières de Lavardac et d'Épernay, les vanniers d'Aramon et d'Angers. Activité médiocre dans la broserie et l'emballage. Pas de chômeurs chez les ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 100 syndicats groupant 26,551 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était en octobre de 2,612, soit 9 p. 100 ; la proportion était également le mois dernier de 9 p. 100 : elle était de 12 p. 100 en octobre 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 10 p. 100 : le mois dernier elle était de 4 p. 100 ; la situation est considérée comme satisfaisante par un peu plus de la moitié des syndicats qui ne groupent, il est vrai, que 27 p. 100 des syndiqués ; l'augmentation du chômage provient uniquement de l'important syndicat parisien des mouleurs en cuivre qui compte 150 chômeurs sur 1002 membres ; en dehors de ce syndicat on ne signale de sans-travail qu'à Rouen, Carcassonne et Essonnes.

Les syndicats de métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux) accusent 7 p. 100 de chômeurs ; la proportion était de 10 p. 100 en septembre ; la situation est estimée satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats ne représentant, il est vrai, que 25 p. 100 des syndiqués. Le travail est un peu

plus abondant à Saint-Chamond où la moyenne du chômage a baissé de 65 à 50 p. 100. Les autres centres où le chômage dépasse 10 p. 100, sont Trignac, Alais, Cette. Par contre le travail est assez satisfaisant à Hennebont, Maubeuge, Argenteuil, Bourg-Fidèle, Fumel, Auxerre, Reims, Deville-les-Rouen. Au Creusot le nombre des sans-travail est de 2 1/2 p. 100, à Firminy de 6 p. 100.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est un peu inférieure à 8 p. 100, elle était de 8 p. 100 le mois précédent. Le chômage reste fixé à Nouzon à 5 p. 100, il est de 22 p. 100 à Rouen, de 17 p. 100 à Marseille (serruriers). Les mécaniciens d'Albert et de Chartres, se montrent assez satisfaits. A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 200 chômeurs au lieu de 250 en septembre sur 3,200 membres; les serruriers en bâtiment ont 98 chômeurs sur 660 membres.

La légère amélioration constatée le mois dernier chez les ferblantiers-boîtiers de la côte bretonne et vendéenne ne s'est pas maintenue en octobre par suite du manque de pêche de la sardine. L'activité est toujours médiocre dans la chaudronnerie; il y a toutefois une légère reprise à La Seyne. Les armuriers de Saint-Étienne ont 12 p. 100 de chômeurs. Le travail est plus abondant chez les émouleurs en ciseaux de Thiers par suite de la crue de la Durolle. A Paris le travail a baissé chez les potiers d'étain; les tourneurs-robinettiers sont au contraire très satisfaits.

Pas de changement dans l'horlogerie et la bijouterie. Les ouvriers en instruments de précision de Paris accusent 62 chômeurs sur 1915 membres. Le travail bat son plein chez les ouvriers en instruments de musique de Paris et de Mantes.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 144 syndicats, groupant 10,641 adhérents, était, à la fin d'octobre, de près de 15 p. 100; elle était de 12 p. 100 le mois précédent et de 12 p. 100 en octobre 1902.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 14 p. 100 au lieu de 12 le mois dernier; la situation est jugée satisfaisante par 58 p. 100 des syndicats groupant seulement 36 p. 100 des syndiqués. La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 25 p. 100 contre 17 p. 100 le mois dernier. Les sculpteurs et marbriers accusent 10 p. 100 de chômeurs: le chômage est surtout important à Lyon et à Dunkerque; à Coussobre, tous les marbriers à la pendule sont occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — La campagne est terminée dans les tuileries et briqueteries en plein air. Situation toujours satisfaisante chez les chauxfourniers et les potiers de Vallauris, Saint-Amand et Roanne. Le travail a diminué dans certaines porcelaineries de Limoges: il reste satisfaisant à Saint-Uze et à Vierzon. Les céramistes de Paris sont toujours en morte-saison. A la faïencerie de Montereau, tous les ouvriers font 63 heures, sauf les ébaucheurs, les tourneurs et les encasteurs d'émail et de biscuits.

Les verreries de Fresnes n'ont pas de chômeurs; le travail a repris à Aniche, mais le chômage est encore de 20 p. 100; à Bordeaux, les verriers en verre blanc entrent en morte-saison.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'ensemble des industries des transports et de la manutention, la moyenne du chômage ressort à moins de 4 p. 100 contre 26 en septembre. Cette diminution tient en partie à ce que plu-

sieurs syndicats n'ont pas fait connaître ce mois-ci le nombre de leurs chômeurs : néanmoins il y a lieu de constater l'absence de chômeurs chez les charbonniers des ports, sauf au Havre.

D'après les réponses de 29 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 5,511 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin d'octobre, de 255, soit plus de 4 p. 100, proportion supérieure à celle du mois précédent (3 p. 100).

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1903.

50 grèves, dont une de patrons boulangers, ont été signalées, en octobre, à la direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, comme pour 47 d'entre elles, est de 4,577. Il y avait eu, en octobre 1902, 24 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 48.

Ces 50 grèves, dont 40 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaires.....	22
Réductions de salaire.....	3
Contestations relatives aux salaires.....	3
Demande de diminution du temps de travail.....	1
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	3
Contestations relatives aux réglementations d'atelier.....	3
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	10
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	6

Ces grèves ont éclaté dans 24 départements, et on a compté :

10 dans le Nord, 6 dans la Seine, 5 dans le Rhône, 3 dans les Bouches-du-Rhône; 2 dans les Ardennes, la Gironde, l'Ille-et-Vilaine, la Loire, la Mayenne, la Somme, et 1 dans les 14 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 12; métaux, 11; bâtiment, 6; alimentation, cuirs et peaux, 5; transport et manutention, 3; allumettiers, chaisiers, machinistes de théâtre, mineurs, musiciens d'orchestre, ouvriers d'une fabrique de papier, résiniers, verriers, 1 grève.

Des 50 grèves commencées en octobre, 40 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Onze, 1 jour ou moins d'1 jour; six, 2 jours; trois, 3 jours; trois, 4 jours; trois, 5 jours; deux, 6 jours; deux, 7 jours; une, 8 jours; une, 9 jours; une, 11 jours; deux, 14 jours, une, 15 jours; une, 20 jours; deux, 22 jours; et une, 25 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 68 jours, 44 jours, 43 jours, 40 jours, 36 jours, 9 jours et 7 jours, on trouve 47 conflits terminés, avec les résultats suivants :

14 réussites,
21 transactions,
12 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
22 juillet.	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Mouleurs.....	1	7	1
13 août...	20 oct.	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	419	2
17 août...	.....	Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	8	593	3
18 août...	.....	Hellemmes.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	20	4
28 août...	.....	Saint-Quentin.....	Aisne.....	Tisseurs.....	12	2,300	5
4 sept...	17 oct.	Paris.....	Seine.....	Mouleurs.....	1	27	6
7 sept.	.....	Angers.....	Maine-et-Loire...	Maréchaux-ferrants...	"	25	7
19 sept...	2 nov.	Bailleul.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	90	8
22 sept...	.....	Lorient.....	Morbihan.....	Couvreurs.....	"	70	9
26 sept...	5 nov.	Tourcoing.....	Nord.....	Tapis (Ouvriers d'une fabri- que de).	1	46	10
28 sept...	5 oct.	Toulouse.....	Garonne (Haute-).	Taillleurs de pierres.....	25	55	11
28 sept...	7 oct.	Bordeaux.....	Gironde.....	Doreurs et bronzeurs sur mé- taux.	1	17	12
28 sept...	.....	Armentières.....	Nord.....	Tourneurs et navetiers.....	1	35	13
30 sept...	4 nov.	Cette.....	Hérault.....	Menusiers et ébénistes.....	"	"	14
30 sept.	.....	Armentières, etc..	Nord.....	Tisseurs et fileurs.....	150	47,500	15

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} oct...	2 oct.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Boueurs.....	2	140	1
1 ^{er} oct...	2 oct.	Briey.....	Mourthe-et-Moselle	Terrassiers.....	1	50	2
1 ^{er} oct...	2 oct.	Armentières.....	Nord.....	Maçons.....	2	35	3
1 ^{er} oct...	3 oct.	Paris.....	Seine.....	Tourneurs en optique.....	1	5	4
2 oct...	5 oct.	Vichy.....	Allier.....	Emboutilleurs.....	1	220	5
2 oct...	16 oct.	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs, rattacheurs et bâ- cleurs.	1	72	6
3 oct...	5 oct.	La Rochelle.....	Charente-Inférieure	Boulangers.....	29	39	7
3 oct...	9 oct.	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.	Allumettiers.....	1	375	8
4 oct...	26 oct.	Auby.....	Nord.....	Mouleurs.....	1	350	9
5 oct...	6 oct.	Sains-du-Nord.....	Nord.....	Fileurs et rattacheurs.....	1	56	10
5 oct...	.....	Moëlan.....	Finistère.....	Sardinières.....	1	"	11
6 oct...	13 oct.	Saint-Etienne.....	Loire.....	Teinturiers.....	3	212	12
7 oct...	8 oct.	Bordeaux.....	Gironde.....	Déchargeurs.....	1	34	13
7 oct...	8 oct.	Villegusien.....	Haute-Marne.....	Terrassiers.....	1	32	14
7 oct...	12 oct.	Rennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Chaussures (Ouvriers en) ..	1	150	15
7 oct...	16 oct.	Rennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Chaussures (Ouvriers en) ..	1	75	16
7 oct...	27 oct.	Paris.....	Seine.....	Chaussures (Ouvriers en) ..	1	15	17
9 oct...	3 nov.	Mézières.....	Ardennes.....	Polisseurs sur métaux.....	1	18	18
10 oct...	2 nov.	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350	19
10 oct...	.....	Le Plessier-Rozain- villers.	Somme.....	Bonnetiers.....	1	11	20
12 oct...	15 oct.	Fontenay-le-Comte.	Vendée.....	Tanneurs.....	1	60	21
12 oct...	16 oct.	Dijon.....	Côte-d'Or.....	Mécaniciens-construteurs...	1	50	22
12 oct...	21 oct.	Le Chambon-Feu- gerolles.	Loire.....	Boutonniers.....	1	20	23
12 oct...	.....	Amiens.....	Somme.....	Taillleurs de pierre.....	1	12	24
15 oct...	19 oct.	Fourmies.....	Nord.....	Verriers.....	1	"	25
15 oct...	22 oct.	Saint-Symphorien.	Indre-et-Loire....	Taillleurs de limes.....	1	28	26

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1903 (1).

1	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.	.....	
2	Demandes : réintégration d'ouvriers; renvoi d'un directeur et de deux ouvriers; augmentation de salaire.	Transaction.	
3	Réduction de salaire.	.....	
4	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un directeur.	.....	
5	Refus de conduire trois métiers.	.....	
6	Demande de renvoi d'un contremaître.	Échec.	24 grévistes remplacés.
7	Demandes : augmentation de salaire; repos hebdomadaire fixe.	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
9	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
0	Demandes : renvoi d'un ouvrier; suppression de retenue; augmentation de salaire.	Transaction.	
1	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
2	Demande : réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire.	Échec.	12 grévistes remplacés.
3	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	.....	
4	Demande de diminution du temps de travail.	Transaction.	
5	Demande d'augmentation de salaire.	.....	Les tisseurs ont repris le travail le 14 novembre.

EN OCTOBRE 1903.

1	Réduction de salaire; réduction de l'effectif des brigades.	Réussite.	
2	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
3	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
4	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
5	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Réussite.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
7	Demandes : augmentation de salaire; paie hebdomadaire.	Transaction.	
8	Demande d'amélioration du matériel de fabrication.	Transaction.	
9	Règlement d'atelier.	Transaction.	
10	Règlementation du travail.	Échec.	11 grévistes remplacés.
11	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
13	Règlement d'atelier.	Échec.	26 grévistes remplacés.
14	Demande de paiement des heures supplémentaires.	Échec.	25 grévistes remplacés.
15	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
18	Demande d'augmentation de salaire.	Échec.	
19	Demandes : réintégration de trois ouvriers; augmentation de salaire.	Transaction.	
20	Demande de diminution du temps de travail.	.....	
21	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
22	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un directeur.	Transaction.	
23	Contestation relative au salaire (article nouveau).	Transaction.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
25	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Échec.	
26	Réduction de salaire.	Réussite.	Conciliation devant le juge de paix.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		REMARQUES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
16 oct....	22 oct....	Dunkerque	Nord.....	Fileuses	3	400	27
17 oct....	22 oct....	Dunkerque	Nord.....	Déchargeurs de charbon	"	400	28
18 oct....	18 oct....	Paris.....	Seine.....	Machinistes de théâtre	1	20	29
19 oct....	30 oct....	Lyon.....	Rhône.....	Ramoneurs.....	1	3	30
19 oct....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Mouleurs.....	1	28	31
21 oct....	22 oct....	Saint-Laurs.....	Deux-Sèvres.....	Mineurs.....	1	180	32
21 oct....	29 oct....	Tullins.....	Isère.....	Papier (Ouvriers d'une fa- brique de).	1	50	33
21 oct....	.....	Récicourt.....	Meuse.....	Chaisiers.....	1	24	34
23 oct....	24 oct....	Villeurbanne.....	Rhône.....	Tullistes.....	1	25	35
23 oct....	7 nov....	Lorient.....	Morbihan.....	Boulangers.....	"	150	36
24 oct....	26 oct....	La Gorgue.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	130	37
24 oct....	26 oct....	Annonay.....	Ardèche.....	Mégissiers.....	1	115	38
25 oct....	27 oct....	Lasalle.....	Gard.....	Patrons boulangers.....	6	6	39
26 oct....	.....	Villeurbanne.....	Rhône.....	Veloutiers.....	1	11	40
27 oct....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Mouleurs.....	1	19	41
28 oct....	29 oct....	Nouzon.....	Ardennes.....	Pilonniers.....	1	12	42
28 oct....	11 nov....	Le Porge.....	Gironde.....	Résiniers.....	1	280	43
29 oct....	30 oct....	Laval.....	Mayenne.....	Tisseurs.....	1	150	44
29 oct....	31 oct....	Paris.....	Seine.....	Mouleurs.....	1	45	45
29 oct....	2 n. v....	Laval.....	Mayenne.....	Tisseurs.....	1	40	46
29 oct....	.....	La Gorgue.....	Nord.....	Epeuleuses (tis-age).....	1	24	47
29 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Mouleurs.....	1	20	48
29 oct....	.....	Paris.....	Seine.....	Taillleurs de pierres.....	1	36	49
21 oct....	3 nov....	Marseille.....	Bouches-du Rhône.....	Musiciens d'orchestre.....	3	"	50

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

8 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en octobre, à la Direction du travail :

1° Grève des tailleurs de limes de Saint-Symphorien (Indre-et-Loire). — Le 15 octobre, 28 tailleurs de limes de l'usine Goulet, à Saint-Symphorien, cessaient le travail sur l'annonce d'une réduction de salaire de 6 p. 100 pour certains d'entre eux, de 12 p. 100 pour d'autres. Le juge de paix intervint verbalement le 21 octobre et un comité de conciliation se réunit le même jour. Le patron offrit de surseoir à la réduction projetée; les ouvriers acceptèrent de reprendre le travail aux anciennes conditions, provisoirement maintenues. Ils regagnèrent l'atelier le lendemain, 22.

2° Grève d'ouvriers en chaussures à Rennes. — 75 monteurs et finisseurs de la manufacture de chaussures Bellon, Danjou et Depasse, à Rennes, s'étaient mis en grève, le 7 octobre, en réclamant une augmentation de 0 fr 05 par paire de chaussures, sur la façon d'un article dit *montage cloué*. Sur recours adressé par eux aussitôt au juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 9 octobre. Les patrons se déclarèrent disposés à accorder l'augmentation si les ouvriers consentaient à prendre à leur charge le limage des semelles. Cette condition fut repoussée par

CAUSES DES GRÈVES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
EN OCTOBRE 1903. (Suite et fin.)		
7 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
9 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
0 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
1 Règlement d'atelier.....	.....	
2 Protestation contre un jour de chômage par semaine....	Échec.	
3 Demande de réintégration de trois ouvriers.....	Transaction.	
4 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	.....	
5 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7 Demandes : métrage exact des pièces; renvoi du métreur.	Réussite.	
8 Discipline intérieure.....	Réussite.	
9 Demande de relèvement de la taxe municipale.....	Échec.	
0 Réduction de salaire.....	.....	
1 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	.....	
2 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Transaction.	
3 Demande de vérification des opérations de la dernière campagne.	Réussite.	
4 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
5 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
7 Demande de renvoi d'une ouvrière.....	.....	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
9 Demandes d'augmentation de salaire.....	.....	
0 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	

les délégués des grévistes. Les deux parties refusèrent de recourir à un arbitrage. La grève se poursuivit. Le 16 octobre, un accord intervint, donnant gain de cause aux ouvriers qui reprirent immédiatement le travail.

3^e Grève de polisseurs en métaux à Mézières. — Les 19 polisseurs de l'usine « La Macérienne », fabrique de pièces de bicyclettes, à Mézières, avaient demandé une augmentation de salaire de 55 p. 100, motivée par des difficultés nouvelles dans le travail. N'obtenant pas satisfaction, ils se mirent en grève le 9 octobre et adressèrent aussitôt un recours au juge de paix. Un comité se réunit le 10 octobre. L'entente ne put s'établir, le patron exigeant, avant d'examiner les revendications, que les ouvriers reprissent le travail. La grève continua. Le 3 novembre, les ouvriers abandonnant leur demande, regagnèrent l'atelier.

4^e Grève des ouvriers d'une fabrique de papiers à Tullins (Isère). — Le 21 octobre, les 50 ouvriers de la fabrique de papiers Noble Capitaine, à Tullins, se mettaient en grève en réclamant la réintégration de trois ouvriers congédiés comme faisant partie du bureau du syndicat des ouvriers papetiers de Lancoy (Isère). Sur recours des deux parties, un comité de conciliation se réunit devant le juge de paix; l'entente ne put s'établir, le patron maintenant les renvois qu'il estimait justifiés par des fautes dans le travail. De leur propre initiative, les ouvriers décidèrent de soumettre leur différend à l'arbitrage des patrons des usines similaires de la région. La transaction suivante fut proposée et acceptée de part et d'autre : les

ouvriers renvoyés cesseraient de faire partie du bureau du syndicat; à cette condition, ils seraient admis de nouveau à l'atelier.

Le travail fut repris le 29 octobre.

5° Grève des déchargeurs de charbon de Dunkerque. — Les 400 déchargeurs de charbon du port de Dunkerque n'ayant obtenu que partiellement une augmentation de salaire demandée par le syndicat aux entrepreneurs, cessèrent le travail le 16 octobre. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 18 et le 19. A la seconde réunion, la reprise du travail fut décidée, étant convenu qu'une commission mixte de patrons et d'ouvriers élaborerait un nouveau tarif. Les ouvriers regagnèrent les chantiers le 21 octobre. Postérieurement à la reprise du travail, la commission mixte a adopté un tarif donnant satisfaction aux ouvriers sur un grand nombre de points.

6° Les doreurs et bronzes sur métaux de la maison Déo, à Bordeaux, qui étaient en grève, au nombre de 17, depuis le 28 septembre, pour obtenir la réintégration d'un ouvrier et une augmentation de salaire, firent appel à la médiation du juge de paix, le 5 octobre. Avant l'expiration du délai légal de réponse des patrons, 5 ouvriers reprirent le travail, le 7 octobre, sans conditions; les autres furent remplacés.

7° et 8° A Tourcoing (Nord) dans la grève des tisseurs de l'établissement Mathon et Dubrulle et dans celle des ouvriers de la fabrique de tapis Rombeau, les patrons ont refusé de se rendre à la convocation lancée, à la requête des ouvriers, par le juge de paix. Ces deux conflits ont pris fin, le premier le 2 novembre, le second, le 5, par des transactions.

BORDEREAX DE SALAIRES

ET DE DURÉE DE TRAVAIL EN 1902.

Aux termes du décret du 10 août 1899, les cahiers des charges des marchés de travaux publics et de fournitures passés au nom de l'État doivent être accompagnés de bordereaux indiquant pour chaque profession et dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail en usage dans la ville ou dans la région où le travail est exécuté⁽¹⁾.

Ces bordereaux sont établis autant que possible d'après les accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la région, ou, à défaut de ces accords, d'après l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et les renseignements fournis par les syndicats, les conseils de prud'hommes, les ingénieurs et architectes départementaux et communaux, etc. Ces bordereaux fournissent donc des indications extrêmement précieuses sur la durée du travail et les salaires des diverses professions.

Les bordereaux, qui ont été communiqués en 1900 et 1901, ont déjà été pu-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, août 1899, p. 736.

bliés en 1902⁽¹⁾. Les crédits dont dispose l'Office du travail ne permettent malheureusement pas de faire tous les ans une semblable publication. Il ne sera fait exception que pour les bordereaux intéressant des professions non comprises dans le volume de 1902, et qui seront publiés ultérieurement dans le Bulletin.

Les variations sont d'ailleurs peu sensibles d'une année à l'autre. Une nouvelle publication de bordereaux ne présentera quelque intérêt qu'au bout de quelques années. En attendant, les bordereaux qui ont été communiqués en 1902 au Ministère du commerce par les diverses administrations publiques ont été classés et peuvent être consultés sur place par les personnes qui en feront la demande à la Direction du travail.

Une étude sur l'étendue de l'application de 1899 à 1902 des décrets du 10 août 1899 dans les départements, les communes et les établissements où cette application est simplement facultative, a déjà été publiée dans le Bulletin d'avril 1903. Les renseignements qui suivent se rapportent exclusivement aux administrations de l'État, pour lesquelles l'application du décret du 10 août 1899 est obligatoire toutes les fois que des chantiers ou ateliers sont organisés ou fonctionnent en vue de l'exécution du marché.

*
*
*

Les bordereaux annexés aux marchés de travaux et fournitures passés au nom de l'État qui ont été communiqués en 1902 au Ministère du commerce par les préfets et les administrations sont au nombre de 479 et se répartissent ainsi entre 68 départements ;

Aisne, 30 ; Allier, 5 ; Basses-Alpes, 10, Alpes-Maritimes, 2 ; Ardennes, 3 ; Aude, 1 ; Aveyron, 7 ; Bouches-du-Rhône, 9 ; Calvados, 10 ; Charente, 1 ; Charente-Inférieure, 3 ; Cher, 3 ; Corrèze, 2 ; Corse, 6 ; Côte-d'Or, 9 ; Côtes-du-Nord, 2 ; Dordogne, 1 ; Doubs, 8 ; Drôme, 2 ; Eure, 5 ; Finistère, 5 ; Gard, 1 ; Haute-Garonne, 2 ; Gironde, 6 ; Hérault, 9 ; Ile-et-Vilaine, 12 ; Indre, 1 ; Indre-et-Loire, 1 ; Isère, 8 ; Jura, 2 ; Loir-et-Cher, 4 ; Loire, 3 ; Loire-Inférieure, 8 ; Lot, 1 ; Lot-et-Garonne, 3 ; Lozère, 1 ; Maine-et-Loire, 4 ; Manche, 3 ; Marne, 4 ; Haute-Marne, 2 ; Meurthe-et-Moselle, 48 ; Meuse, 19 ; Morbihan, 17 ; Nord, 26 ; Oise, 5 ; Pas-de-Calais, 9 ; Puy-de-Dôme, 11 ; Basses-Pyrénées, 1 ; Pyrénées-Orientales, 3 ; Haut-Rhin, 8 ; Rhône, 16 ; Haute-Saône, 1 ; Saône-et-Loire, 2 ; Sarthe, 5 ; Savoie, 5 ; Haute-Savoie, 1 ; Seine, 27 ; Seine-Inférieure, 5 ; Seine-et-Marne, 13 ; Seine-et-Oise, 14 ; Deux-Sèvres, 3 ; Somme, 8 ; Tarn, 3 ; Tarn-et-Garonne, 2 ; Var, 5 ; Vaucluse, 2 ; Haute-Vienne, 5 ; Vosges, 15.

Voici maintenant le nombre de bordereaux pour chacun des services qui les ont établis :

Ponts-et-Chaussées	113
Génie	182
Artillerie	104
Marine	18
Poudres	5
Intendance	28
Postes et télégraphes	23
Manufactures de l'État	1
État (en général)	5

479

(1) Voir *Bulletin*, novembre 1902, p. 781.

Ces 479 bordereaux se rapportent aux travaux suivants :

	NOMBRE de bordereaux.
Canaux et rivières.....	46
Routes.....	42
Ponts.....	11
Voies ferrées.....	3
Ports.....	14
Construction de bâtiments et travaux de maçonnerie.....	222
Entretien de bâtiments.....	53
Constructions métalliques.....	10
Vêtement et équipement.....	31
Matériel postal et télégraphique.....	20
Entreprises de transports.....	1
Travaux en général.....	26
	479

Voici maintenant la listes des professions visées dans les bordereaux. Les chiffres qui correspondent à ces professions sont ceux du nombre de bordereaux qui s'y rapportent.

Aide-ouvrier, 25; apprenti (tous états), 80; aide-opérateur, 1; affineuse, 1; aide (tissage), 5; chef d'atelier de filature, 1; apprêteur, 11; apprêteuse, 4; aide-apprêteur, 3; applicateur de parquet sur bitume, 1; aide-applicateur, 1; ajusteur, 59; aide-ajusteur, 6; chef d'équipe d'ajustage, 1; armurier, 1; appareilleur, 65; aide-appareilleur, 2; apprenti appareilleur, 2; poseur d'appareils sanitaires, 4; applicateur d'asphalte, 66; aide applicateur, 30; chauffeur d'asphalte, 2; applicateur de ciment, 36; aide-applicateur, 13; ouvrier d'art, 2; aide-ouvrier d'art, 13.

Bûcheron, 7; blanchisseur, 3; batteur de laine, 1; brasseur, 1; bobineuse, 6; billo-teur, 2; bourrelier, 6; boiseur, 2; boiseur pour souterrain, 1; badigeonneur, 1; bardeur, 43; bitumier, 25; aide-bitumier, 16; briqueteur, 7; aide-briqueteur, 2; briqueteur-fumiste, 5; aide, 4; batelier, 6.

Chef d'atelier, 2; chef de chantier, 12; carrier, 116; carrier-trancheur, 2; chef carrier, 1; chauffeur, 29; chauffeur-mécanicien, 18; ouvrier de câbles téléphoniques, 1; ouvrière, 1; carboniseur, 1; aide-carboniseur, 1; coupeur, 3; couseur, 2; couturière, 2; apprentie couturière, 1; cardeur, 15; cardeuse, 10; aide-cardeuse, 1; cernisseuse, 1; clayonneur, 2; coupeur en chaussures, 1; couseuse en chaussures, 1; calfateur, 15; charpentier, 263; charpentier-gâcheur, 24; aide-charpentier, 54; apprenti charpentier, 30; charpentier-monteur, 9; maître-charpentier, 45; charron, 70; apprenti charron, 9; charpentier en fer, 6; aide, 1; chef d'équipe pour charpente en fer, 1; chaudronnier, 61; aide, 13; cisailleur, 1; carreleur, 34; aide, 10; apprenti, 2; casseur de pierres, 90; cimenteur et cimentier, 169; aide, 71; apprenti, 11; chef cimenteur, 1; colleur de papiers, 24; cureur, 1, crépisser, 6; couvreur, 172; aide, 49; apprenti, 10; couvreur en ardoises, 12; constructeur de fours, 5; chargeur, 9; chargeur dans l'eau, 1; charretier, 247; apprenti charretier, 2.

Défaufileuse, 1; débourreur, 6; dégraisseur, 9; dresseur, 1; doreur, 13; décorateur, 6; dragueur à main, 2; dragueur, 19; chef dragueur, 1; dameur, 12; dameur de pavés, 2; démolisseur, 39; déchargeur, 1.

Elagueur, 36; échenilleur, 6; ébousineur, 1; ensimeur, 1; encolleur, 10; encoleuse, 1; aide encolleur, 1; épailleur, 9; aide-épailleur, 2; épinceteur, 9; épinceteuse, 5; étendeur, 1; empeuseuse, 1; enrimeur, 1; ébéniste, 2; aide-emballeur, 3; chef emballeur, 1; électricien, 4; apprenti, 1; enduiseur, 1; égoutier, 28; emmètreur, 1.

Faucheur, 3; filateur, 19; filateur (ouvrière), 5; aide, 1; fileur de renvideur, 3; foulonnier, 20; jeune foulonnier, 2; foulonnière, 2; ferblantier, 130; aide, 21; apprenti, 10; ferreur, 1; fontainier, 73; apprenti, 12; fondeur, 10; manœuvre-fondeur, 1; forgeron,

197; aide, 22; apprenti, 11; maître forgeron, 1; forgeron, 4; frappeur, 21; faucardeur, 1; fouilleur, 6; fumiste, 96; aide-fumiste, 17.

Gressier, 2; gazonneur, 63; gazier, 2; aide, 1; grillageur, 14; goujat, 1; granitier, 8; garnisseur, 1; gâcheur de ciment, 23; goudronneur, 5; gabarier, 2.

Homme de peine, 2; ouvrier employé au harnachement militaire, 2; haleur, 7.

Injecteur de traverses, 1.

Jardinier, 79; aide, 1; journalière (filature), 2; jointoyeur, 3; journalier, 5.

Laineur, 9; laveur de laines, 11; homme de peine, 1; laveuse de laines, 3; loutetier, 5; aide, 1; lamineur, 2; limousin, 11.

Mineur, 146; mineur pour souterrain, 1; aide-mineur, 10; marqueur, 3; mécanicienne (habillement), 3; mécanicienne (chaussure), 1; menuisier, 206; aide-menuisier, 43; apprenti menuisier, 14; maître menuisier, 1; contremaître de métallurgie, 1; mécanicien, 73; aide-mécanicien, 3; monteur, 21; aide-monteur, 3; chef monteur, 7; mouleur, 2; maçon ordinaire moellonneur, 287; maçon ordinaire briqueteur, 35; maçon poseur, 107; maçon pour souterrain, 1; maître maçon, 28; aide-maçon, 92; apprenti maçon, 11; porteur de mortier, 1; porte-miré, 1; marbrier, 32; aide-marbrier, 2; miroitier, 6; manœuvre, 311; manœuvre ordinaire, 114; petit manœuvre, 155; manœuvre pour souterrain, 2; mousse, 53; mousse pour souterrain, 1; marinier, 22; fort-marinier, 2; jeune marinier, 2.

Nopeuse (filature), 2.

Ourdisseur, 10; ourdisseuse, 7; aide-ourdisseur, 1; ouvriers spéciaux, 3.

Piocheur, 5; pépiniériste, 1; parementeur, 1; presseur, 10; aide, 2; pompier, 1; ouvrier pour la préparation des laines, 6; ouvrière, 3; parqueteur, 8; aide, 1; poinçonneur, 1; poêlier, 42; apprenti, 9; pompier, 28; aide, 1; polisseur, 2; poseur de papier, 10; poseur de fil de fer, 23; poseur de sonnettes, 2; aide, 1; poseur de paratonnerre, 1; aide, 1; poseur de chêneux, 2; poseur, 11; aide, 2; contreposeur, 2; perceur, 4; pinceur, 1; plombier, 166; aide, 34; apprenti, 10; patron plombier, 1; porte-pièce, 3; pelleur, 4; perreyeur, 8; piqueur de moellons, 14; piqueur de grès, 7; poseur de grès, 1; aide, 1; pilonneur, 1; puisatier, 71; aide, 6; chef puisatier, 2; plafonneur, 14; plâtrier, 132; aide, 31; apprenti, 11; peintre, 167; aide, 27; apprenti, 1; peintre en décors, 5; paveur, 191; aide, 48; apprenti, 10; chef paveur, 2; piqueur de pavés, 2; porcelainier, 2.

Rocheur, 1; rocteur, 101; manœuvre rocteur, 1; rameur (filature), 2; rattacheur, 10; rattacheuse, 4; receveur, 1; receveuse, 1; régaleur, 3; rentrayeuse, 4; rentreuse, 1; ressaiveuse, 1; riveur, 15; aide, 5; apprenti, 1; ramonneur, 10; ravaleur, 11; rejointoyeur, 3; rouleur, 23; aide, 2.

Scaphandrier, 1; sécheur de laines, 7; sécheuse, 3; scieur de long, 81; aide, 5; serrurier, 202; aide, 41; apprenti, 16; maître serrurier, 2; scieur de pierres, 4; sculpteur, 1; smilleur, 6; stucateur, 16; surveillant, 1.

Tapissier, 19; apprenti, 1; tapissière, 1; aide-tapissière, 1; teinturier, 16; tisseur, 15; tisseuse, 10; tisseur-échantillonneur, 2; aide-tisseur, 1; tondeur, 9; tondeuse, 3; aide-tondeur, 3; trieur de laines, 11; trieuse, 9; aide employée aux machines, 1; tusineur, 1; aide-tusineur, 1; aide (femme), 1; traceur, 2; aide, 1; chef traceur, 1; injecteur et préparateur de poteaux télégraphiques, 6; télégraphier, 1; femme, 1; tonnelier, 38; aide, 9; tourneur sur bois, 1; tireur de soufflet, 3; taillandier, 7; taraudeur, 1; tourneur, 7; tôlier, 27; aide, 3; tubiste, 2; tréfileur, 2; treillageur, 11; taluteur, 109; tuteur, 2; terrassier, 282; terrassier ordinaire, 50; terrassier pour souterrain, 1; terrassier pour fouilles dans l'eau, 7; chef terrassier, 36; tailleur de briques, 8; tailleur de grès, 22; tailleur de pierres schistenses, 1; tailleur de pierres calcaires, 234; aide, 29; apprenti, 11; maître tailleur de pierres, 1; poseur de pierres de taille, 1.

Voilier, 2; vitrier, 139; aide, 15; vidangeur, 44.

Zingueur, 146; aide, 34; apprenti, 11; patron zingueur, 1.

LA GRÈVE DES TISSEURS D'ARMENTIÈRES ET DE LA RÉGION.

Le salaire des tisseurs de toile d'Armentières et de la région avait été fixé par un tarif établi, en 1889, à la suite d'une grève. Ce tarif, plus élevé que celui des établissements similaires des autres centres textiles du Nord, avait subi de nombreuses variations. Sur certains articles, les prix de façon avaient été réduits et la rétribution d'articles nouveaux, non prévus par ce tarif, ne suffisait pas à compenser les réductions opérées d'autre part. En septembre, se produisirent à Armentières trois grèves partielles, intéressant 320 ouvriers; deux de ces conflits aboutirent à la consolidation du tarif de 1889 avec maintien des prix consentis pour les articles nouveaux; la troisième grève, commencée le 21 septembre, durait encore au moment où le conflit se généralisa.

Le 30 septembre, dans un établissement, les ouvriers de la « préparation » (dont les salaires, ainsi que ceux des ouvriers de filature, n'avaient pas été fixés par le tarif de 1889, qui ne concernait que le tissage) demandèrent une augmentation de salaire et, ayant essuyé un refus, cessèrent le travail. Le lendemain, le mouvement s'étendit à deux autres tissages d'Armentières; le 2 octobre, les tisseurs proprement dits se mettaient en grève également; 5 établissements d'Armentières et 2 d'Houplines étaient en chômage, avec un total de 1,100 grévistes. Le 4 octobre, la grève était générale dans les 37 tissages d'Armentières (11,000 grévistes) et les 10 tissages d'Houplines (4,000 grévistes). Du 5 au 8 octobre, les grévistes se répandirent dans les centres textiles de la région et le travail fut suspendu successivement à Lille, Bailleul, Halluin (où les tisseurs de l'établissement Defretin étaient en grève depuis le 13 août, et où les ouvriers de toutes les industries se solidariserent avec les tisseurs), à La Gorgue-Estaires, à Bailleul, à Comines, à Werwicq, à Roncq, à Bousbecque, à Linselles, à Hazebrouck, à Roubaix et, dans le Pas-de-Calais, à Richebourg-l'Avoué et Saily-sur-la-Lys. Le 8 octobre, la grève atteignait son maximum d'intensité; 150 tissages étaient déserts et l'on comptait 47,500 grévistes.

Dès le 6 octobre, par un manifeste faisant appel à la solidarité de toute l'industrie textile du Nord, le comité de la grève exposait les revendications des tisseurs de toile. Il ne s'agissait plus seulement de faire appliquer intégralement le tarif de 1889, mais de poursuivre l'unification des salaires dans l'industrie textile par l'élaboration de tarifs nouveaux visant « l'application d'une base unique de salaires dans les filatures et les préparations pour chaque catégorie d'ouvriers », et, pour les tissages, « un tarif-type ayant pour base la journée de 10 heures voulue par la loi Millerand-Colliard ».

Cette demande d'établissement d'un tarif en vue de la dernière échéance de la loi du 30 mars 1900, réduisant à 10 heures au 31 mars 1904 la durée du travail, dans les établissements industriels occupant, dans les mêmes locaux, hommes, femmes et enfants, était motivée par les craintes qu'avaient fait concevoir aux ouvriers les vœux émis par les Chambres de commerce de Lille (5 juin), Tourcoing (28 juillet) et Valenciennes (13 août). Les représentants des industriels visés par la loi avaient sollicité des pouvoirs publics le recul de l'échéance du 31 mars 1904 en déclarant que la réduction de la durée du travail rendrait inévitable une réduction proportionnelle des salaires. D'autre part, la question avait déjà été posée et résolue dans divers centres textiles. A Angers, après une longue grève, les 4,000 tisseurs de toile des établissements Bessonneau avaient obtenu la promesse d'un relèvement des tarifs de 5 p. 100 au 1^{er} avril 1904, et, à Gérardmer (Vosges), les ouvriers du

tissage de toile de Kichompré avaient vu, non seulement la durée du travail réduite immédiatement à 10 heures, mais encore le tarif relevé de telle sorte que le salaire pour 10 heures se trouvait supérieur au salaire antérieurement payé pour 10 heures et demie.

Cependant la Fédération de l'industrie textile du Nord, estimant que la grève aurait dû être ajournée jusqu'à la veille de l'échéance du 31 mars 1904, refusa de décréter la grève générale et le comité de la grève d'Armentières dut prendre seul la direction du mouvement.

La grève se localisa alors dans la vallée de la Lys : dans les centres textiles où les ouvriers avaient cessé le travail soit pour appuyer les revendications des grévistes d'Armentières, soit en formulant eux-mêmes des revendications, des négociations s'engagèrent. A Hazebrouck, les tissages rallumèrent leurs feux, le 12 octobre, après que les patrons eurent accordé, avec la réduction immédiate de la durée du travail à 10 heures, une augmentation de tarif compensatoire. A La Gorgue-Estaires, à Comines, à Werwicq, à Richebourg-l'Avoué, le travail fut repris le même jour. Les usines de Roncq rouvrirent leurs portes le 15 ; le 26, la grève était terminée à Roubaix. A Bailleul le conflit se prolongea jusqu'au 4 novembre, à Sillery-sur-la-Lys, jusqu'au 12 novembre. — A Halluin, à Lille, le mouvement général fit place à une série de grèves partielles, en voie de solution.

Le Comité de la grève d'Armentières entama des pourparlers avec les patrons dès le 9 octobre : une entrevue eut lieu entre le comité et le président de la Chambre de commerce d'Armentières. Ce fut un simple échange de vues qui n'eut pas de résultat effectif. Le 12, le préfet du Nord intervint, reçut une délégation des grévistes, eut un entretien avec le président du syndicat patronal, qui ajourna sa réponse aux offres de pourparlers. Le 13, la réponse n'étant pas encore parvenue, la foule des grévistes manifesta son mécontentement. Des désordres se produisirent à Armentières. Nombre d'individus étrangers à la grève profitèrent du conflit pour commettre des actes de pillage qui furent immédiatement blâmés et désavoués par les maires d'Armentières et d'Houplines, au nom des grévistes eux-mêmes.

Le préfet proposa alors aux patrons, en vue de mettre fin au conflit, la constitution d'une commission mixte chargée d'étudier les questions du relèvement des tarifs et de l'adaptation des salaires à la réduction de la durée du travail. Les patrons mirent comme condition à leur acceptation la reprise du travail par les grévistes, avant tous pourparlers, « aux conditions du tarif de 1889, intégralement et loyalement appliqué dans toutes les usines ». Le préfet organisa un referendum qui eut lieu, le 18 octobre. Par 7,264 voix contre 1,300, ces propositions furent repoussées, comme inacceptables, le tarif de 1889 ne réglant pas le salaire des ouvriers des filatures et des préparations. Cependant, le matin même du vote, les patrons avaient fait connaître, par l'intermédiaire du préfet, qu'ils étaient disposés à mettre à l'étude un tarif général pour les filatures et les préparations. Mais ils exigeaient auparavant la reprise du travail : les grévistes estimèrent que l'état de grève donnait plus de force à leur action.

Le 19 octobre, le comité de la grève demanda une entrevue aux patrons. Le surlendemain, une réunion eut lieu à la mairie d'Armentières. Les patrons confirmèrent leurs déclarations antérieures ; les ouvriers maintinrent leurs revendications précisées comme suit :

- 1° Revision du tarif de 1889, pour les tissages, avec adaptation aux conditions actuelles du travail ;
- 2° Adoption d'un tarif pour les préparations ;
- 3° Adoption d'un tarif pour les filatures ;

4° Nomination d'une commission mixte pour étudier l'accommodation des divers tarifs aux changements des conditions du travail.

Les pourparlers furent suspendus. Le 23 octobre, le comité proposa aux patrons l'application provisoire des tarifs élaborés par lui, étant entendu que patrons et ouvriers s'emploieraient à faire appliquer, dans les autres centres textiles, des tarifs identiques et que, en cas d'insuccès, après un délai à déterminer, le tarif de 1889 serait rétabli, afin que les industriels d'Armentières ne se trouvassent pas, du fait de l'augmentation des frais de main-d'œuvre, en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents. Par lettre du 26 octobre, les patrons repoussèrent cette proposition. Le même jour, une filature d'Armentières rallumait ses feux et 192 ouvriers, sur 485 que comptait l'établissement, regagnaient l'atelier. Le Comité de la grève demanda au préfet de provoquer une entrevue entre les patrons et une délégation ouvrière. Les patrons, saisis de cette demande par le préfet, se réunirent à Lille le 29 octobre et refusèrent tout d'abord d'entrer en pourparlers. Cependant le préfet les amena à revenir sur cette décision. Une commission mixte tint séance à la préfecture le 30 octobre. L'accord s'établit sur tous les points; seule, demeurait en suspens la question de savoir à quelle époque serait applicable l'augmentation du tarif de 1889, promise par les patrons pour le 1^{er} avril 1904, réclamée immédiatement par les ouvriers.

Le préfet, par lettre adressée aux deux parties, proposa de recourir à un arbitrage.

Les deux parties ont admis ensemble, et à l'unanimité, que les ouvriers devaient recevoir une augmentation correspondant au préjudice à eux causé par la réduction des heures de travail, et que le taux de ce préjudice devait être étudié et fixé par une commission.

Les ouvriers demandent que la moitié de cette augmentation à fixer par la Commission mixte soit rétroactivement applicable à partir du jour de la reprise du travail.

Les patrons déclarent ne pouvoir admettre l'augmentation qu'à partir du 1^{er} avril 1904.

J'estime que cette divergence unique ne saurait justifier la prolongation d'une grève aussi pénible pour les uns que pour les autres.

Si tel est, et je n'en saurais douter, votre sentiment, je vous propose de mettre fin au conflit par un arbitrage.

La mission donnée à l'arbitrage unique ou aux arbitres désignés par les deux parties pourrait être ainsi définie :

1° Y a-t-il lieu d'accorder aux ouvriers à façon, dans les tissages, une augmentation immédiate ?

2° Si le principe d'une augmentation immédiate est admis, quel doit en être le *quantum* par rapport à l'augmentation totale à fixer par la Commission mixte ?

Cette proposition, acceptée par les ouvriers, fut repoussée par les patrons. Après la publication du procès-verbal, le 4 novembre, les délégués patronaux adressèrent au préfet une lettre par laquelle ils ajoutaient à la promesse d'augmentation faite au cours de la conférence une clause restrictive, subordonnant l'octroi d'un relèvement du tarif de 1889 à l'adoption d'un tarif égal par les patrons des autres centres textiles du Nord.

A la séance de la Chambre du 7 novembre, sur interpellation de M. Jaurès, député de Carmaux, l'ordre du jour suivant, déposé par l'interpellateur et accepté par le Gouvernement, fut adopté à l'unanimité de 502 votants :

La Chambre compte sur le Gouvernement pour renouveler, auprès des parties en lutte dans la grève de la vallée de la Lys, la proposition d'arbitrage ; — Elle décide d'instituer, dans les formes déjà adoptées pour les mines, une enquête parlementaire sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs.

Le préfet du Nord, à qui cet ordre du jour fut communiqué par dépêche, adressa aussitôt aux patrons une lettre les invitant à déférer au vœu exprimé par la Chambre. Après avoir fait observer que, « au fond, le bénéfice réclamé par les ouvriers représentait à peine, d'ici au 1^{er} avril, la valeur d'une semaine de travail », il concluait en ces termes : « J'ai confiance que vous ne resterez pas sourds à l'appel solennel que vous adresse l'unanimité des représentants du pays et que vous accepterez l'arbitrage dans les termes mêmes où je vous l'ai proposé par une lettre du 30 octobre ». Tandis que les ouvriers se déclaraient prêts à reprendre le travail le lendemain du jour où l'arbitrage serait accepté par les patrons, ceux-ci, réunis, le 10 novembre, à Lille, repoussaient une fois de plus l'offre du préfet, mais proposaient de verser à leurs ouvriers, le samedi qui suivrait la reprise du travail, un supplément de salaire égal à une semaine de travail. Le 11 novembre, le Comité de la grève écrivit au préfet pour demander que ce supplément de salaire fût consenti sous la forme d'une augmentation de 5 p. 100 des salaires prévus au tarif de 1889, cette augmentation ne constituant en aucune façon un sacrifice plus considérable de la part des patrons. Il demandait également confirmation des avantages promis au cours de l'entrevue du 30 octobre. Le lendemain, 12 novembre, les patrons adressèrent au préfet une lettre donnant, sur ce second point, satisfaction aux ouvriers.

1° Le tarif de 1889 sera immédiatement et intégralement appliqué dans tous les tissages d'Armentières et d'Houplines. Comme garantie, le dépôt en sera fait au Conseil des prud'hommes.

2° Un tarif de préparation sera élaboré par une commission mixte, conformément aux engagements pris dans la séance du 3 octobre 1903 à la préfecture. Il aura un effet rétroactif à partir du jour de la reprise du travail.

3° Une commission mixte sera chargée d'élaborer un nouveau tarif de tissage destiné à remplacer, au 1^{er} avril prochain, le tarif de 1889, jugé défectueux et incomplet par les deux parties.

Conformément aux engagements pris dans la réunion du 30 octobre, il sera tenu compte dans l'établissement de ce tarif du préjudice causé à l'ouvrier par la diminution des heures de travail, conséquence de la loi Millerand-Colliard. Les patrons d'Armentières et d'Houplines prennent cet engagement dans la conviction où ils sont que la dernière application de la loi Millerand-Colliard amènera fatalement les industriels concurrents de la région à consentir des sacrifices équivalents.

Mais si, contrairement à leurs prévisions, il était démontré, après expérience d'une certaine durée, six mois au maximum, que les sacrifices actuellement consentis par eux n'ont fait qu'accroître leur infériorité industrielle, les ouvriers comprendront certainement que, l'existence de notre place se trouvant par là compromise, il deviendrait nécessaire, dans l'intérêt commun, de rétablir une certaine uniformité dans les tarifs. La Commission mixte aura à prévoir les moyens propres à parer à cette éventualité.

4° La proposition du paiement d'une semaine de travail le samedi qui suivra la cessation de la grève a été mal interprétée. Certains y ont vu l'offre d'une aumône, alors que, dans l'esprit des patrons, il y a là une solution honorable, qui a de plus l'avantage de laisser à la commission chargée d'établir le nouveau tarif toute l'indépendance nécessaire pour achever son œuvre.

5° Nous prenons l'engagement de ne pas exercer de représailles pour faits de grève. Nous prions les ouvriers de prendre acte de ces déclarations, et nous comptons sur leur bon sens pour comprendre que toutes les concessions possibles ont été faites par les patrons et que désormais la prolongation de la grève serait sans résultat et sans issue.

Le 13 novembre, le Comité de la grève décida, à l'unanimité de ses membres, que la reprise générale du travail pour les tissages et les préparations aurait lieu le lendemain samedi, à 9 heures. La grève continue pour les ouvriers et les ouvrières de la filature et des tissages de la banlieue.

APPLICATION, EN 1902, DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892

SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES

ET DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1848

SUR LA DURÉE DU TRAVAIL DES HOMMES ADULTES.

(Suite.)

CHAPITRE IV. — Travail de nuit et repos hebdomadaire.

Travail de nuit. — Est qualifié travail de nuit, au point de vue de la protection ouvrière, tout travail qui s'effectue entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. Ce travail est interdit en principe aux femmes et aux enfants.

En dehors des usines à feu continu, déjà classées au décret du 15 juillet 1893, ce travail a été pratiqué par des adultes dans un certain nombre d'industries :

1° D'une façon permanente :

Usines à gaz (chauffeurs); savonneries; usines génératrices d'éclairage et de force motrice par l'électricité (chauffeurs-mécaniciens); élévation des eaux; fabriques de glace alimentaire; fabrique d'agglomérés (en partie); fabriques d'acide sulfurique, de superphosphates; minoteries (gardien-surveillant de nuit); fabriques d'extraits tanniques; fabriques de savons (chauffeurs et cuiseurs); fabriques de glycérine; fabriques d'engrais organiques et chimiques; fabriques de ciment (cuiseurs); usines d'apprêts de chapeaux de paille; briqueteries, poteries et tuileries (ouvriers cuiseurs); raffineries de sel (surveillant de nuit); raffineries de sucre (chauffeurs-cuiseurs); taillerie de simili-diamants (équipe);

2° D'une façon périodique :

Fabriques de conserves de légumes et de poissons : beurreries non annexées à une ferme.

3° D'une façon accidentelle :

Ateliers de constructions navales (personnel restreint); ateliers de construction mécanique (personnel restreint); imprimerie (personnel restreint); féculeries; fabriques d'automobiles.

Les dérogations autorisées par la loi à l'interdiction de travail de nuit sont de deux sortes : les premières sont acquises de plein droit aux industries inscrites à l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893. Elles vont être examinées ci-dessous. Quant aux autres, elles sont subordonnées à l'autorisation de service, et elles figurent au chapitre suivant : tolérances accordées par les inspecteurs.

Veillées. — Le décret du 15 juillet 1893 permet à cinq industries, qui relèvent de la confection, d'occuper pendant soixante jours par an jusqu'à onze heures du soir les femmes et filles de plus de dix-huit ans, sans que la durée de leur travail effectif puisse dépasser douze heures par jour. Un préavis à l'inspection est exigé, ainsi que l'affichage dans l'atelier de la copie de l'avis.

Les rapports d'inspecteurs signalent unanimement les difficultés de la surveillance, après neuf heures du soir, des établissements où s'effectue ce travail, extinction des lumières, refus de laisser pénétrer l'inspecteur, ouvrières cachées dans le logement du patron ou s'enfuyant par l'escalier de service, etc.

La suppression des abus signalés pouvant être obtenue sans aucune modification législative, la Commission supérieure du travail appelle sur les considérations qui précèdent toute l'attention de M. le Ministre du Commerce.

Travail de nuit permanent pendant sept heures. — Ce travail a été considéré comme répondant à certaines nécessités, comme le pliage des journaux du matin qui ne peut être effectué que la nuit. Il a paru devoir être toléré en raison de la durée relativement courte pendant laquelle il s'effectue. 778 femmes ont été occupées dans 84 établissements aux travaux prévus par cette disposition.

L'inconvénient de cette dérogation consiste dans la trop grande facilité à employer de jour, dans un autre établissement industriel, les femmes qui ont déjà travaillé la nuit. Il est impossible au service de l'inspection qui signale ces abus d'en assurer la répression.

Travail de nuit temporaire. — Les industries inscrites dans cette catégorie sont autorisées à travailler la nuit pendant dix heures dans une limite variant de trente à cent vingt jours.

Sur les neuf industries inscrites au décret, quatre n'en ont fait aucun usage en 1902. Les établissements qui ont usé de la dérogation sont au nombre de 118, employant 9,472 enfants de moins de dix-huit ans et 67,338 femmes.

Les infractions à l'interdiction du travail de nuit sont depuis quelques années en décroissance marquée. Elles atteignent en 1900 le nombre de 1,534, puis, en 1901, 1,349. Elles ont été en 1902 de 1,160.

Voici l'indication des industries dans lesquelles les contraventions de cette nature ont été les plus nombreuses :

Blanchisserie et repassage, 110; verreries et cristalleries, 91; chapeaux (fabriques de), 34; cartons, cartonnages et papeterie, 27; jouets (fabriques de), 27; tapis (fabriques de), 26; imprimeries, 23; tulles et rideaux (fabriques de), 12.

Une jurisprudence récente⁽¹⁾ vient de porter atteinte, spécialement au point de vue du contrôle de l'interdiction du travail de nuit, aux pouvoirs de surveillance que les inspecteurs du travail tiennent de l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892.

Il faut observer que c'est très généralement à la fin de la journée que se place la prolongation illégale des heures de travail; or, pendant une grande partie de l'année, il fait déjà nuit, au sens de l'article 1037 du code de procédure civile, au moment où le travail devrait cesser.

La nuit commence en effet, au point de vue spécial de l'inviolabilité du domicile auquel s'est placée la Cour de cassation, à six heures du soir du 1^{er} octobre au 31 mars. Or, il arrive fréquemment que, dans les établissements industriels, les dix heures et demie de travail permises par la loi ne sont pas accomplies à six heures du soir. Il en résulte que l'inspecteur ne pourrait pénétrer dans un atelier l'hiver après six heures que dans la limite où l'horaire qui lui a été communiqué par l'industriel dépasserait ces six heures.

Il s'ensuit nécessairement que, dans la plupart des cas de prolongation illégale de la durée du travail, les inspecteurs ne pourront procéder à des constatations sans se heurter à la décision de la Cour de cassation, et que, sauf dans les cas exceptionnels prévus par les considérants de son arrêt, ils devront s'abstenir la nuit de toute espèce de constatation.

Or, quels pourront être les indices décelant d'une façon suffisamment certaine le travail effectué la nuit pour permettre à l'inspecteur du travail de pénétrer dans l'atelier? Ce sera, comme l'indique l'arrêt de la cour de Nancy, confirmé par la Cour

⁽¹⁾ Voir arrêt de la Cour de cassation du 12 juillet 1902 (*Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1902, p. 787), et jugement du tribunal correctionnel d'Épernay du 24 juillet 1902 (*Ibidem*, février 1903, p. 105).

de cassation, « la lumière, un bruit de machines ou des allées et venues d'ouvriers ».

Il paraît certain que des industriels se sachant en état contraventionnel parviendront facilement à dissimuler tout indice extérieur de travail dans leurs ateliers. Bien souvent même ils y parviendront sans avoir aucune mesure de précaution à prendre. C'est ainsi que dans les villes les ateliers ouvrent rarement sur la voie publique; la lumière ne peut donc que rarement y être vue du dehors; enfin un très grand nombre de travaux, surtout dans la petite industrie, se font sans bruit et ne se révèlent pas au loin.

Cette faculté d'échapper aux constatations existe plus spécialement encore dans les orphelinats et ateliers religieux qui sont entourés de clôtures destinées à empêcher toute communication avec le dehors. Le travail qui y est ordinairement exécuté, couture, broderie, etc, ne produit aucun bruit ni aucun déplacement des ouvrières; enfin le personnel y est ordinairement nourri et logé, de sorte que les entrées et les sorties sont nulles et ne peuvent donner l'éveil au service de surveillance. Il en est de même dans les filatures et moulinsages de soie où les ouvrières sont logées.

Il convient de remarquer, en outre, que la prolongation du travail pendant la nuit peut être tout à fait exceptionnelle; qu'elle peut se produire par périodes très courtes, par exemple, pour terminer l'exécution de commandes pressées. Dans ces conditions, l'inspecteur, s'il est privé de la faculté de faire la nuit des visites sans avoir préalablement recueilli des indices permettant de croire à une violation de la loi, pourra bien rarement saisir sur le fait des contraventions, car il ne sera point prévenu en temps utile de l'infraction qui va être commise. Il le sera d'autant moins que les plaintes qui lui sont faites sont presque toujours anonymes et que, dès lors, elles pourraient être considérées comme insuffisantes à constituer l'indice justifiant son entrée la nuit dans un atelier.

En résumé, les restrictions apportées par la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation au droit que la loi reconnaît aux inspecteurs du travail d'entrer la nuit dans les ateliers obligent ces fonctionnaires à limiter leur intervention à des cas assez rares et assurent une impunité regrettable à des infractions très graves aux règles essentielles édictées pour la protection des femmes et des enfants employés dans l'industrie.

Pour toutes ces raisons, la Commission supérieure du travail estime que si cette jurisprudence était maintenue la législation devrait intervenir en vue de concilier l'inviolabilité du domicile privé avec la nécessité d'assurer efficacement l'interdiction du travail de nuit dans les établissements industriels.

Repos hebdomadaire. — C'est toujours le dimanche qui est le jour le plus habituellement choisi pour le repos hebdomadaire.

On cite quelques rares exceptions : des ateliers de blanchisserie qui choisissent comme jour de repos le jour de la livraison du linge; un fabricant de biscuits qui fait reposer une partie du personnel le dimanche et l'autre partie le lundi; quelques imprimeries qui donnent le repos hebdomadaire tous les jours, par roulement à quelques ouvrières. Dans ce dernier cas, le service exige la liste des ouvrières composant les équipes en demandant aussi que le jour de repos de chaque équipe soit affiché dans les ateliers, et que le duplicatum de cette affiche soit adressé à l'inspecteur.

Il arrive encore qu'un industriel, pressé par une commande, change son jour de repos hebdomadaire et en avise l'inspecteur; cette pratique est usitée principalement dans la Haute-Vienne, où 22 industriels ont ainsi changé leur jour de repos;

une repasseuse l'a changé dix-huit fois, un décorateur sur porcelaine dix-sept fois.

Les 2,175 contraventions relevées pendant l'année 1902 pour non-observation du repos hebdomadaire et du repos des jours fériés ont atteint surtout les industries suivantes :

Blanchisseries et repassage, 408; modes, confections, couture et lingerie, 384; verres, cristalleries, 226; draps (fabrique de), 119; imprimeries, 81; faïences et porcelaines, 76; serruriers, mécaniciens, 74; cartons, cartonnage et papeterie, 60; confiseurs, fabriques de chocolat, 60; établissements de bienfaisance, 58; fourrures, 53; produits alimentaires, 51.

Usines à feu continu. — L'article 4 du décret du 15 juillet 1893 a déterminé les usines à feu continu dans lesquelles le travail des enfants du sexe masculin ou des femmes majeures peut être toléré la nuit sans que leur travail puisse excéder dix heures coupées par deux heures de repos au moins. Le service tient la main à ce que dans ces usines le travail du personnel protégé ne dépasse pas la limite légale et ne s'applique qu'aux opérations prévues au décret.

La disposition du décret du 28 mars 1902 relative à l'alternance des équipes a permis la continuation de pratiques industrielles depuis longtemps en usage.

CHAPITRE V. — Tolérances accordées par les Inspecteurs.

Les inspecteurs du travail tiennent de la loi le droit d'accorder aux industriels deux espèces d'autorisations temporaires: ils peuvent lever l'interdiction du travail de nuit du personnel protégé en cas de chômage résultant d'interruption accidentelle ou de force majeure. En outre, dans certaines industries inscrites au décret du 15 juillet 1893, ils peuvent autoriser temporairement la prolongation du travail journalier ainsi que la suspension du repos hebdomadaire.

Autorisation du travail de nuit. — Il a été déjà exposé au cours des précédents rapports que l'autorisation de travailler la nuit, prévue en cas d'interruption accidentelle, malgré certains cas où elle a été d'une incontestable utilité, répondait en général d'une façon insuffisante aux besoins de l'industrie. Ce travail de nuit ne pouvant, en effet, être effectué par les mêmes ouvriers et ouvrières qui ont déjà travaillé de jour, il faut prévoir, pour que la dérogation puisse s'exercer, soit la constitution d'équipes spéciales, ce qui est la plupart du temps impossible, soit des situations de fait absolument exceptionnelles.

Aussi les inspecteurs divisionnaires ne signalent-ils, dans leurs rapports annuels, que de très rares établissements ayant sollicité cette autorisation.

Prolongation de la durée du travail; suspension du repos hebdomadaire. — Les industries portées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 peuvent être autorisées à prolonger la durée du travail de leur personnel et à travailler le jour du repos hebdomadaire. Une circulaire du 17 mai 1900 a fixé à soixante jours par an le maximum de durée de cette prolongation de durée de travail, et à quinze le nombre de jours de repos hebdomadaire pendant lesquels le travail pouvait être annuellement autorisé.

Au cours de l'année écoulée une nouvelle catégorie a été ajoutée à la nomenclature des industries portées à l'article 5; c'est celle des maçons ou couvreurs travaillant en chantier.

En outre, une circulaire du 3 août 1902 a institué, en ce qui concerne les industries de plein air, un régime spécial au point de vue de l'étendue des dérogations.

Cette circulaire constate qu'en dehors de l'activité que manifestent à certaines

époques de l'année les industries de plein air il y a lieu de tenir compte des chômages qui peuvent les affecter en pleine saison. Même pendant la période de pleine activité les travaux exécutés en plein air subissent les effets des troubles atmosphériques et doivent être souvent, soit suspendus par suite du mauvais temps, soit prolongés contre toute attente, en cas de menace de mauvais temps, pour l'achèvement de certaines opérations. Aussi a-t-il paru légitime de faire bénéficier ces chantiers de tolérances plus larges que celles accordées aux industries qui ne sont que saisonnières.

Le maximum de la durée pendant laquelle le travail peut être prolongé a donc été porté, pour ces industries, à quatre-vingt-dix jours. Par contre, les pratiques industrielles en usage dans le bâtiment ont permis au Ministre de décider que l'obligation du repos hebdomadaire édictée en faveur du personnel protégé n'y serait point suspendue.

Depuis que la durée du travail a été portée à dix heures et demie dans les ateliers mixtes, le nombre des industriels qui ont demandé à prolonger la durée de travail en vertu des décrets antérieurement en vigueur s'est considérablement accru.

Le tableau ci-dessous indique cette augmentation, tant en ce qui concerne le nombre des industries que le nombre des journées dont la durée a été prolongée.

ANNÉES.	NOMBRE d'établissements industriels.	NOMBRE DE JOURS dont la durée a été prolongée, en ce qui concerne		
		les enfants de moins de dix-huit ans.	les filles de plus de dix-huit ans et les femmes	les adultes visés par la loi du 30 mars 1900.
1900.....	1,912	505,656	1,540,311	490,699
1901.....	1,917	482,190	1,410,484	985,110
1902.....	3,611	841,695	2,111,943	2,050,357

Par contre, le travail de jour du repos hebdomadaire peut être considéré comme à peu près stationnaire : 159,979 repos hebdomadaires non chômés en 1901 contre 171,937 en 1902.

Le tableau ci-dessous indique les industries dans lesquelles le plus grand nombre des demandes de dérogation de cette nature ont été relevées :

INDUSTRIES.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ayant bénéficié d'autorisations.	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaire.
Imprimeries typographiques.....	302	167
Blanchisseries de linge fin.....	378	572
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants.....	337	408
Conserves de fruits et confiseries, conserves de légumes et poissons.....	177	118
Chapeaux (Fabrication et confection de), en toutes matières, pour hommes et femmes.....	128	194
Confections pour hommes.....	123	90

CHAPITRE VI. — Livrets. — Registres. — Affichage.

Livrets et registres. — Nous ne reviendrons pas sur les considérations développées les années précédentes à l'occasion de quelques irrégularités signalées dans les rapports d'inspection en ce qui concerne la délivrance des livrets.

Le nombre des jeunes ouvriers pourvus de livrets s'est encore accru cette année dans l'ensemble des circonscriptions.

L'application de la formalité du livret aux enfants de nationalité étrangère n'a soulevé cette année que fort peu de difficultés.

Tous les établissements de quelque importance soumis au contrôle du service possèdent le registre, mais bien des petits ateliers exclusivement soumis à la loi de 1893 en sont dépourvus; parfois même ceux auxquels l'inspecteur l'a distribué gratuitement ne le possèdent plus au moment d'une seconde visite. Le registre est généralement tenu à la disposition de l'inspecteur; mais, pour esquiver une mise en demeure, un industriel peut toujours prétendre qu'il l'a égaré et remplacé par un autre.

Affichage. — Cette formalité, qui s'étend non seulement aux lois et règlements, mais encore à d'autres documents tels que tableau des heures de travail, avis de dérogation, tolérances accordées par l'inspecteur, etc., est assez bien observée dans sa lettre. Son inaccomplissement a donné lieu en 1902 à 1,435 contraventions, contre 1,645 en 1901. Il semble donc qu'il y ait, sur ce point encore, une amélioration à constater.

L'affichage des heures de travail et de repos avait toujours été considéré comme la garantie la plus sérieuse qui pût permettre au service, en s'assurant que le travail était effectué dans les limites de l'horaire, de vérifier que la durée légale n'était point dépassée. Aussi, lorsque des jeunes ouvriers ou des femmes étaient rencontrés travaillant en dehors des heures portées au tableau, les inspecteurs avaient pu, sans même rechercher si la durée du travail légal avait été ou non dépassée, dresser autant de contraventions que de personnes occupées en s'appuyant sur l'article 11, paragraphe 2, de la loi du 2 novembre 1892 qui prescrit d'afficher « les heures auxquelles commencera et finira le travail ainsi que les heures et la durée des repos ».

Un arrêt de cassation en date du 27 avril 1900 est venu modifier cette jurisprudence du service en déclarant « que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée pour la clôture du travail n'est point défendu et puni par la loi, lorsque d'ailleurs il est certain que la durée du travail, telle qu'elle est autorisée, n'a point été dépassée ».

La Cour de cassation était appelée à se prononcer sur l'acquiescement, par le tribunal de simple police d'Angers, d'un industriel contre lequel l'inspection du travail avait dressé procès-verbal pour avoir constaté la présence de cinq enfants au travail une demi-heure après la limite fixée par l'emploi du temps, et relevé de ce chef cinq contraventions à l'article 11, paragraphe 2, de la loi du 2 novembre 1892.

La Cour suprême en confirmant ce jugement a donc estimé que la disposition de l'article 11, paragraphe 2, sur lequel s'appuyait le procès-verbal, ne pouvait pas viser le fait d'employer des ouvriers en dehors de l'horaire. La cour, par contre, ne statuait pas sur la contravention d'irrégularité d'affichage qui existe aux termes de l'article 11, paragraphe 2, lorsque l'horaire ne contient pas, comme l'exige cet article, les heures véritables de travail et de repos.

En conséquence, des ordres avaient été donnés au service pour qu'il spécifiât dorénavant dans les procès-verbaux qu'il aurait à dresser pour constater cette contravention, qu'il relevait une seule contravention à l'article 11, paragraphe 2, pour inexactitude de l'horaire affiché, et non plus pour l'emploi d'ouvriers en dehors de l'horaire.

Mais le considérant de l'arrêt que nous avons cité plus haut a été interprété par un certain nombre de jugements récents comme enlevant toute force obligatoire

et toute sanction à l'article 11, paragraphe 2, de la loi de 1892, et les procès-verbaux dressés en conformité des instructions qui précèdent n'ont point toujours été suivis de condamnations.

L'un des jugements d'acquiescement, après avoir cité l'article 11 de la loi sur lequel s'appuyait la poursuite, ajoute : « Attendu que le fait de ne pas suivre exactement les heures de repos et de travail indiqué au tableau affiché à l'atelier et au duplicata envoyé à l'inspecteur n'est pas défendu par les dispositions de l'article ci-dessus transcrit; que dès lors il ne peut constituer une contravention... »

Ce jugement a été signalé tout particulièrement par M. le Ministre du Commerce à son collègue de la Justice en vue d'un pourvoi devant la Cour de cassation dans l'intérêt de la loi.

CHAPITRE VII. — Hygiène et sécurité.

En dehors des dispositions de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des établissements industriels, les établissements visés par la loi du 2 novembre 1892 continuent à être assujettis, en ce qui concerne spécialement la protection du travail du personnel protégé, aux articles 12 à 16 de cette loi.

Décret du 13 mai 1893. — Ce décret a été rendu en exécution des articles 12 et 13 de la loi du 2 novembre 1892. Il fixe les conditions du travail du personnel protégé dans les industries présentant pour ce personnel des causes particulières de danger, et détermine les travaux qui lui sont interdits.

L'application des dispositions de ce décret a donné lieu en 1902 à 482 contraventions, soit 69 de moins qu'en 1901. Il a été relevé en outre 486 contraventions à l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892, dont 94 pour défaut d'hygiène et 392 pour machines non protégées.

CHAPITRE VIII. — Établissements spéciaux.

Établissements de bienfaisance. — Les demandes d'autorisation prévues pour les congrégations religieuses par la loi du 1^{er} juillet 1901 ont fait découvrir l'existence d'ouvrirs que le service avait ignorés jusqu'à ce jour. C'est ce qui explique l'accroissement des établissements de bienfaisance relevés dans la statistique de 1902. Cet accroissement s'est produit malgré la disparition, signalée d'autre part par le service, d'un certain nombre de ces établissements.

Le travail auquel se livrent les enfants de moins de treize ans revêt-il toujours exclusivement le caractère d'enseignement ? Il serait imprudent de répondre affirmativement. Les infractions sur ce point sont bien difficiles à saisir, car il est presque toujours possible de prétendre que le travail confié aux enfants n'a d'autre objet que de développer leurs connaissances professionnelles. C'est ainsi que parfois de petits travaux exécutés par les enfants sous prétexte de leur apprendre à coudre passent ensuite entre les mains d'autres ouvrières qui les transforment en produits marchands.

Le contrôle de ces établissements continue à se faire dans les meilleures conditions possibles. On ne fait plus attendre de parti pris l'inspecteur, mais il est néanmoins plus facile qu'ailleurs de faire disparaître les contraventions dans certains de ces établissements dont les vastes dimensions et le nombre des bâtiments se prêtent aux fraudes possibles.

Le rapport de M. l'inspecteur divisionnaire de Rouen contient des indications intéressantes sur les conditions de production de l'un de ces établissements :

« C'est une véritable manufacture de lingerie fine. Les grands magasins de Paris fournissent la toile qui leur revient sous forme de jupons, pantalons, mouchoirs, etc., festonnés, ajourés d'une façon artistique et délicate. La directrice nous disait :

on nous accuse d'enlever le travail des ouvrières de la capitale et d'exploiter nos hospitalisées. Sans doute, celles-ci travaillent, mais nous sommes exploitées par les grands magasins qui ne nous donnent qu'un prix de façon dérisoire pour l'exécution de besognes difficiles. On nous donne 35 centimes pour faire une paire de pantalons; là-dessus il faut payer le fil et le retour de la marchandise. Cependant ce sont des articles vendus très chers, pour lesquels on n'a jamais voulu nous donner d'augmentation ».

Des instructions antérieures, réitérées en 1902, ont prescrit de voir le plus grand nombre possible des établissements de bienfaisance. Le personnel rencontré au cours de ces visites a été de 48,679 femmes et enfants ainsi répartis :

Enfants au-dessous de treize ans non munis du certificat	Garçons. 1,496	Filles... 19,560	21,056
Enfants de douze à treize ans munis du certificat.	Garçons. 792	Filles... 13,777	14,569
Enfants de treize à dix-huit ans	Garçons. 12	Filles... 166	178
Filles mineures de dix-huit à vingt et un ans.....			6,709
Filles majeures et femmes.....			6,167
ENSEMBLE.....			48,679

Le nombre des contraventions relevées dans les établissements de bienfaisance se présente en nouvelle décroissance cette année. Il atteignait, en 1901, le chiffre de 1,044 contraventions, et il est descendu, en 1902, à 631 réparties de la façon suivante :

Livrets	296
Registres.....	43
Durée du travail.....	58
Affichage.....	55
Envoi de l'état trimestriel.....	164
Hygiène	13
Sécurité	1
Surcharges (en dehors de l'établissement).....	1
TOTAL.....	631

Théâtres, cafés-concerts sédentaires. — L'application de l'article 8 de la loi du 2 novembre 1892, subordonnant à l'autorisation préalable l'emploi dans les théâtres d'enfants de moins de treize ans, n'a donné lieu à aucune observation intéressante.

On signale enfin quelques infractions fort rares à la loi de 1874 sur les professions ambulantes.

CHAPITRE IX. — Commissions départementales. — Comités de patronage.

24 départements sont signalés dans lesquels une ou plusieurs commissions départementales se sont réunies au cours de l'année 1902. Ce sont les départements suivants :

Allier, Ardèche, Cher, Côte-d'Or, Eure, Eure-et-Loir, Gard, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Indre-et-Loir, Loir-et-Cher, Lot, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise, Seine, Tarn et Yonne.

Le nombre des réunions tenues varie suivant les commissions; celle de la Seine a tenu dix séances; beaucoup d'autres ne se sont réunies qu'une seule fois.

L'activité précédemment signalée pour l'année 1900 ne semble pas s'être maintenue au cours de l'année 1902.

Comités de patronage. — A part les comités de patronage de Bordeaux et de Romorantin qui ont été signalés comme ayant fait preuve d'une certaine activité, on constate que cette institution due à la loi du 2 novembre 1892 semble tomber de plus en plus en désuétude.

CHAPITRE X. — Inspection.

Le nombre des visites effectuées en 1902 dépasse de 6,005 celui qui avait été atteint l'année précédente.

Il faut compter qu'une nouvelle augmentation du nombre des visites sera constatée dans le prochain rapport annuel. L'augmentation de treize unités survenue l'an dernier dans le personnel de l'inspection du travail ne s'est produite qu'au milieu de l'année 1902, et son plein effet ne pourra être constaté, au point de vue de l'accroissement du nombre des visites, que dans le rapport général sur l'année 1903.

La répartition de nouveaux inspecteurs dans les diverses circonscriptions d'inspection ne permet pas de se rendre compte exactement cette année des autres raisons qui ont influé sur le nombre des visites du service.

Il est certain que les opérations matérielles qu'a entraînées le remaniement d'un très grand nombre de sections, répartition des archives, reconstitution de fiches, etc., n'ont pas permis à l'état de choses nouveau de produire tout son effet. Il faut ajouter également que les inspecteurs ne peuvent être familiarisés qu'au bout d'un certain temps avec leurs nouvelles sections, et qu'il se produit pendant toute cette période de réorganisation des pertes de temps inévitables.

L'action du service s'est principalement portée sur les établissements dans lesquels la durée du travail a été réduite à dix heures et demie par suite de l'application de la loi du 30 mars 1900. La surveillance des établissements nouvellement admis au bénéfice des dérogations, maçons et couvreurs travaillant en chantiers, travaux de finissage de l'orfèvrerie, a également appelé l'attention du service. Il en a été de même de l'application du décret du 18 juillet 1902 réglementant l'emploi de la céruse dans l'industrie de la peinture en bâtiment.

Les rapports du service avec l'autorité préfectorale, ainsi qu'avec les représentants de l'autorité judiciaire, continuent à être des meilleurs.

Sauf quelques cas tout à fait exceptionnels, les inspecteurs ont également rencontré un concours empressé de la part des maires et des secrétaires de mairie.

Les rapports avec les industriels n'ont donné lieu qu'à de fort rares difficultés.

Quelques tentatives d'obstacles à l'accomplissement du service de l'inspection se sont, il est vrai, produites et ont été déferées aux tribunaux. Mais, à part de très peu nombreuses exceptions, il faut reconnaître que les industriels apportent en général un concours loyal à l'application de la loi.

Les inspecteurs se conforment exactement aux instructions du 19 janvier 1900 dans leurs rapports avec les organisations professionnelles.

De même que les années précédentes, un grand nombre de plaintes émanent de groupements ouvriers ou d'ouvriers isolés. De l'avis de M. l'inspecteur divisionnaire de Lille, ces plaintes se divisent en deux catégories à peu près égales : la première moitié, reconnue fondée, donne lieu à des procès-verbaux ou à des mises en demeure ; la seconde, au contraire, donne des indications inexactes, est provoquée par des griefs personnels, ou désigne des établissements qui ne sont point soumis au contrôle du service.

Le même inspecteur constate que « parfois le service découvre avec peine la con-

nivence des ouvriers et des patrons pour l'inexécution des lois en ce qui concerne les enfants et les femmes.

« Des pétitions, des délégations ont été envoyées par des ouvriers aux pouvoirs publics en vue d'obtenir que les enfants en sous-âge soient tolérés dans certaines industries.

« Dans deux villes industrielles importantes, situées dans des sections différentes, malgré de nombreux procès-verbaux dressés, quantité d'enfants sont toujours occupés avant l'âge réglementaire et des femmes pendant la nuit. Comme ils sont les auxiliaires des hommes, le service, malgré ses démarches réitérées, ne trouve aucune aide du côté des ouvriers pour arriver à mettre fin à ces abus ».

Il est certain que les ouvriers s'entendent parfois pour déjouer la surveillance de l'inspection. Mais ces cas sont heureusement fort rares, et les excellents rapports entretenus avec les organisations ouvrières et les travailleurs individuellement ne pourront que contribuer à accroître l'autorité des inspecteurs du travail.

Comme les années précédentes, des conférences ont été faites sur l'application des lois à des organisations patronales et ouvrières qui en avaient manifesté le désir. En dehors de ces conférences, des entrevues pour ainsi dire journalières se produisent entre délégués de syndicats et inspecteurs du travail, et il résulte de ces entretiens les relations les plus confiantes entre les travailleurs et le service de l'inspection.

CHAPITRE XI. — Pénalités.

Il a été dressé, en 1902, 2,478 procès-verbaux par le service de l'inspection du travail.

Les solutions données à ces procès-verbaux sont indiquées dans le tableau ci-après :

Procès-verbaux	suivis de condamnations	2,248
	suivis d'acquiescement	54
	encore en instance	111
	classés par le service	32
	classés par le parquet	33
TOTAL		<u>2,478</u>

Voici la nomenclature des industries qui ont été l'objet des contraventions les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de procès- verbaux.	de contraven- tions.
Modes, confections, couture, lingerie	337	2,718
Blanchisseries-Repassage	209	901
Serruriers, mécaniciens	126	436
Imprimeries	85	518
Cartons, cartonnages et papeteries	62	371
Travail des métaux	57	387
Verreries et cristalleries	51	1,296
Teintureries. — Apprêts	51	346
Constructions mécaniques	48	340
Filatures et peignages de laine	36	399
Tissage de coton	27	427
Tissage de laine de drap	29	534
Filature de coton	17	389

Le nombre des procès-verbaux dressés en 1902 est légèrement inférieur au chiffre de 1901 (2,836 en 1901, contre 2,478 en 1902). Il ne paraît possible de tirer aucune conclusion de cette légère diminution, succédant à la progression constante qui s'était manifestée depuis 1889, ni au point de vue de la meilleure application des lois ouvrières, ni au point de vue de la plus grande sévérité ou de la plus grande activité du service.

M. l'inspecteur divisionnaire de la circonscription de Paris signale des décisions de jurisprudence intéressantes au point de vue de la détermination des fêtes légales.

Nous avions dressé, il y a quelques années, un procès-verbal à un établissement pour avoir fait travailler pendant la matinée du 1^{er} janvier. Le parquet de la Seine ne voulut pas y donner suite, le premier de l'an n'étant pas, à son avis, un jour de fête légalement reconnu. Afin de faire établir définitivement la jurisprudence à cet égard, nous avons dressé cette année, à la date du 1^{er} janvier, quatre procès-verbaux pour contraventions à la loi de 1892, bien résolu à aller jusqu'en cassation si, de nouveau, on refusait de poursuivre. Il n'y eut, cette fois, aucune hésitation de la part du parquet; les quatre industriels furent condamnés. Il reste donc acquis que le 1^{er} janvier est un jour de fête légale.

Comme les années précédentes, on signale de toutes les circonscriptions d'inspection des décisions contraires à l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 qui fixe le minimum d'amende à 5 francs.

On sait que les tribunaux correctionnels peuvent apporter dans les condamnations qu'ils prononcent les atténuations prévues par l'article 463 du code pénal, sans préjudice de la disposition de la loi du 27 mars 1891 relative au sursis.

On signale dans un certain nombre de régions, mais surtout dans celle du Nord, l'application peut-être trop facile, par les tribunaux correctionnels, de la loi de sursis.

M. l'inspecteur divisionnaire de Lille s'exprime en ces termes à propos de l'indulgence d'un tribunal correctionnel du Nord vis-à-vis d'un industriel en état de récidive :

Du 28 juin au 29 novembre, six procès-verbaux portant sur 304 contraventions ont été dressés dans cet établissement, tous pour des faits graves : emploi d'enfants avant l'âge d'admission, suppression du repos hebdomadaire pour les filles et les femmes, etc. Trois des procès furent déférés au tribunal correctionnel pour récidive légale; ce tribunal a trouvé chaque fois des circonstances atténuantes et a prononcé le sursis.

Ainsi que le fait remarquer un inspecteur, la loi du 26 mars 1891 peut aboutir aux singuliers résultats suivants :

1° En cas de récidive l'inculpé bénéficie en correctionnelle d'un sursis auquel il n'a pas droit pour sa première contravention en simple police. La seconde faute est donc moins punie que la première ;

2° Comme il n'y a jamais peine d'emprisonnement, la loi de sursis est applicable indéfiniment; l'inculpé malgré des récidives successives n'est jamais déchu de son droit au sursis.

Préoccupé de ces conséquences possibles, M. le Ministre du Commerce a récemment appelé l'attention de son collègue de la Justice sur les inconvénients d'une application trop large de la loi de sursis. A la suite de cette lettre, l'attention du parquet a été appelée sur la nécessité de requérir dans les affaires de ce genre une application plus sévère des dispositions de la loi.

Enfin, il faut signaler deux arrêts rendus en 1902 par la Cour de cassation, dans lesquels le sens de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 est interprété dans sa disposition relative aux repos.

Il résulte de ces deux arrêts qu'il est impossible d'exiger le repos prescrit à l'article 3, paragraphe 1^{er}, lorsque le travail du personnel n'atteint pas le maximum autorisé, soit actuellement dix heures et demie, et que, d'autre part, au cas même où le travail du personnel atteindrait ce maximum, il suffit que le travail soit organisé dans une partie de l'usine sous le régime des équipes successives pour que la prescription de l'article 3, paragraphe 3, relative à la simultanéité du repos, cesse de s'appliquer.

Ces deux arrêts sont trop fortement motivés pour qu'on puisse en contester le bien fondé. Il n'en est pas moins vrai que le législateur avait voulu avec évidence que le travail du personnel protégé, dont il fixait en même temps le maximum, fût coupé par un repos d'une heure au moins. Il avait voulu avec la même évidence, dans le but de faciliter le contrôle, que dans chaque établissement les repos du personnel protégé eussent lieu aux mêmes heures. Et pourtant le service se trouve actuellement dans l'impuissance d'assurer l'application de ces deux dispositions essentielles.

La commission supérieure du travail signale cette interprétation qui, malgré son caractère étroitement juridique, n'en constitue pas moins, dans l'œuvre de la protection ouvrière, un véritable recul sur l'état de fait créé par la législation de 1892 et même par celle de 1874. Elle appelle donc l'attention des pouvoirs publics sur l'urgence d'une modification législative sur ces deux points.

JURISPRUDENCE.

Louage de services à durée déterminée; défaut de renouvellement; loi du 27 décembre 1900 non applicable.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 24 novembre 1902.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'article 1780 du code civil;

Attendu que le louage de services dont la durée est limitée par la convention prend fin au terme fixé, sans que le défaut de renouvellement de l'engagement puisse donner lieu à des dommages-intérêts; que la loi du 27 décembre 1890 du code civil ne s'applique qu'au louage de services fait sans détermination de durée;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué, que les frères Durouchoux ont soutenu, devant le juge du fond, que leur ouvrier Darnis était embauché et payé à la journée et qu'ils étaient libres, par suite, la journée terminée et payée, de ne pas le reprendre le lendemain;

Attendu que, sans répondre à l'allégation des patrons relative à la nature du contrat qui les liait à leurs ouvriers, le jugement attaqué les a condamnés à des dommages-intérêts par cet unique motif « qu'il est de jurisprudence constante au conseil que le fait, par le patron, de payer chaque soir à l'ouvrier le salaire de la journée, ne peut faire obstacle à l'observation de l'usage du délai-congé »;

Mais attendu que les frères Durouchoux ne se bornaient pas à indiquer le mode de paiement qu'ils avaient adopté, circonstance qui seule eût été insuffisante pour caractériser le contrat; qu'ils invoquaient la convention même qu'ils avaient passée avec leur ouvrier et que leurs conclusions avaient précisément pour objet de faire

décider par le tribunal que cette convention, limitée dans sa durée et arrivée à son terme, échappait à l'usage prétendu par Darnis, lequel usage ne réglementerait que la rupture d'un contrat de louage en cours fait sans détermination de durée; d'où il suit que, faute d'avoir précisé la nature du contrat intervenu entre les parties, ledit jugement manque de base légale et qu'il a ainsi faussement appliqué et, par suite, violé l'article susvisé;

Par ces motifs, casse...

(*Gazette des Tribunaux*, 7 février 1903.)

Louage de services à durée indéterminée; la partie qui résilie le contrat n'est pas obligée de prouver la légitimité de la résiliation.

COUR DE CASSATION.

(Arrêt du 29 juin 1903.)

La Cour,

Oui, en l'audience publique de ce jour, M. le conseiller Reynaud, en son rapport, MM. Devin et de Ramel, avocats des parties, en leurs observations respectives, ainsi que M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi;

Sur le moyen unique du pourvoi pris dans sa première et dans sa deuxième branche réunies :

Vu l'article 1780 du code civil;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Paul Baudry, agissant comme directeur de la Compagnie d'assurances sur la vie *La Mutual Life*, a le 26 mai 1897, donné congé à du Pavillon, son représentant dans les départements de la Gironde, de la Dordogne et des Landes, conformément aux stipulations du contrat de louage de services intervenu entre eux sans détermination de durée; qu'il condamne néanmoins Baudry *ès qualités* à payer à du Pavillon une somme de 20,000 francs à titre de dommages-intérêts; que pour motiver cette condamnation, il examine les griefs que Baudry élevait contre son employé et qu'il les apprécie comme si Baudry était tenu de prouver la légitimité de la mesure qu'il avait prise; qu'il déclare ces griefs « sans valeur, ou couverts par une sorte de réconciliation ou compensés par de grands services rendus »; qu'il reconnaît « que le caractère de du Pavillon, tel qu'il se révèle dans ses lettres paraît un peu emporté et sans une observation scrupuleuse de certaines nuances », mais qu'il ajoute « que le grief se perd dans le fond d'hostilité générale des employés contre Baudry et de Baudry contre ses employés »; qu'il en conclut « que la révocation de du Pavillon n'est pas justifiée »;

Mais, attendu que ces diverses considérations qui pourraient donner une base légale à la condamnation prononcée contre Baudry *ès qualité*, si celui-ci eût congédié du Pavillon avant terme dans le cas où ce dernier aurait loué ses services à temps ou pour une entreprise déterminée, ne prouvent pas que Baudry ait commis une faute en résiliant, par le seul effet de sa volonté, un contrat de louage de services fait sans détermination de durée; qu'il ne peut cependant être tenu de payer des dommages-intérêts à son agent congédié que s'il est établi qu'en prenant la mesure incriminée, il a abusé du droit que lui donnaient et la loi et la convention;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué n'a pas légalement justifié sa décision et a, par suite, faussement appliqué, c'est-à-dire violé l'article susvisé;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la troisième branche du pourvoi,

Casse, etc..

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre 1903 ⁽¹⁾. — L'amélioration générale du marché s'est maintenue en octobre, contre toutes les prévisions fondées sur l'expérience des années antérieures, et on constate, pour la première fois depuis longtemps, un léger excédent des offres sur les demandes de travail.

Toujours bonne activité dans le *bâtiment* où les travailleurs sont au grand complet, ainsi que dans les *mines*, qui engagent constamment de nouveaux bras; les exploitations de la Haute-Silésie vont jusqu'à se plaindre de l'absence de la main-d'œuvre. Le *vêtement* travaille aussi beaucoup dans toutes ses diverses branches et réclame encore des ouvriers, surtout des tailleurs et des cordonniers; l'approche de la Noël donne déjà pas mal à faire à l'industrie de la parure en général. Mais toujours peu satisfaisante la situation de la *métallurgie*, particulièrement de la sidérurgie. Une certaine tiédeur, enfin, dans les textiles, qui, cependant, conservent encore tout leur personnel.

Placement en octobre 1903. — Les renseignements fournis par les offices de placement gratuit des corporations, des municipalités ou de l'État dans 86 villes d'Allemagne, constatent, par rapport au mois d'octobre 1902, une diminution du chômage dans 69 villes, une augmentation dans 17 seulement.

Les placements effectués dans ces 86 villes ont été les suivants :

DATES.	OFFRES D'EMPLOI.			DEMANDES D'EMPLOI.			POUR 100 OFFRES, le nombre de demandes a été de :		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
Oct. 1902	30,666	14,727	45,393	58,784	15,914	74,698	191.7	108.0	164.5
Oct. 1903	42,998	16,766	59,764	65,648	17,630	83,278	152.6	105.1	139.3

Grèves en octobre 1903. — 24 grèves nouvelles contre 26 en septembre 1903 et 29 en octobre 1902. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans le *bâtiment* (11) et les *mines* (4).

Les Unions locales de syndicats en 1902. — La commission centrale des corporations social-démocrates a publié, pour la première fois en 1901 une statistique des *Gewerkschaftskartelle*, c'est-à-dire des unions locales de syndicats de professions diverses; elle se propose de continuer chaque année cette enquête et

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*.

vient de publier les résultats pour 1902 ⁽¹⁾. Ces unions locales correspondent à peu près aux bourses du travail de France. Bien que les renseignements recueillis soient plus abondants qu'en 1901, la commission n'a pu toutefois recevoir des rapports de toutes les unions existantes. Sur les 393 unions ayant fonctionné en 1902, 365 seulement ont envoyé des réponses (soit 93 p. 100 contre 90 p. 100 en 1901).

La commission s'est préoccupée surtout des unions de syndicats social-démocrates; elle a toutefois relevé les totaux généraux relatifs aux unions locales de syndicats Hirsch-Dunker et de corporations chrétiennes ⁽²⁾ : on peut ainsi dresser le tableau suivant pour les diverses unions locales de syndicats existant en Allemagne :

	NOMBRE des unions locales.	NOMBRE des syndicats adhérents aux unions.	NOMBRE des membres.
Syndicats social-démocrates.....	365	4,742	614,722
Syndicats Hirsch-Dunker ⁽³⁾	199	1,257	68,216
Corporations chrétiennes ⁽³⁾	32	91	„

Quant aux renseignements qui suivent, ils concernent exclusivement les unions locales de syndicats social-démocrates.

Le nombre des syndicats adhérents à des unions locales a passé de 3,995 avec 481,718 membres en 1901, à 4,742 avec 614,722 membres en 1902. Cette augmentation de 747 syndicats et de 133,004 adhérents tient en partie à ce que la statistique de 1902 contient diverses unions (Leipzig et Barmen) qui ne figuraient pas en 1901.

Au point de vue de leur importance, les unions locales se groupent comme suit : 66 groupent de 1 à 5 syndicats; 131 de 6 à 10; 75 de 11 à 15; 35 de 16 à 20; 31 de 21 à 30; 16 de 31 à 40; 7 de 41 à 50; et 4 plus de 50.

Sur les 4,762 syndicats, ou sections, affiliés à des fédérations adhérentes à la commission générale des syndicats allemands, 4,474 font partie d'unions locales, alors que 288 seulement restent indépendants.

Sur 614,722 syndiqués groupés dans les unions locales, 338,865, soit 55 p. 100, étaient concentrés dans 23 grandes villes, soit 6.6 p. 100 des 365 villes sur l'union locale desquelles il a été fourni un rapport. Le cartel de Berlin compte à lui seul 110,122 syndiqués.

Les unions locales de syndicats n'ont pas seulement pour but d'organiser la propagande en faveur de l'idée syndicale et de créer des institutions communes aux diverses corporations adhérentes; elles doivent aussi enregistrer tous les faits pouvant intéresser le travail. Jusqu'ici toutefois elles ne semblent pas s'être complètement acquittées de ce dernier soin; le nombre des grèves qu'elles ont signalées pour 1902, notamment, est de beaucoup inférieur à celui enregistré par des fédérations centrales; 33 d'entre elles seulement ont entrepris des enquêtes sur le mouvement syndical dans leur région.

19 unions possèdent une maison des corporations leur appartenant en propre ou qu'elles louent. 28 subventionnent un secrétariat ouvrier et 5 d'entre elles (Berlin, Francfort, Hambourg, Munich, Stuttgart) ont en outre un secrétaire particulier

(1) D'après le *Korrespondenzblatt*, du 22 août 1903.

(2) Pour ces diverses espèces de syndicats, voir le *Bulletin* de septembre 1903, p. 744-750.

(3) Chiffres indiqués par les unions intéressées.

dont le traitement varie entre 2,000 et 2,400 marks. 103 unions ont organisé un bureau de placement; 77 possèdent une salle de réunion, 29 une hôtellerie centrale et 160 une auberge placée sous leur surveillance. 165 ont organisé une bibliothèque commune (24 ont une salle de lecture et 19 sont abonnées à un salon de lecture) 55 ont organisé des cours et conférences, 73 des représentations populaires, 4 enfin subventionnent des colonies scolaires.

En 1902, 104 bourses avaient organisé une commission des réclamations chargée de transmettre aux inspecteurs des fabriques les plaintes des ouvriers; 20 d'entre elles comptaient des femmes parmi leurs membres.

Les bourses ont organisé 1,121 réunions et 705 assemblées générales; 114 bourses par contre n'ont rien fait dans cette voie et leur activité semble avoir été nulle au point de vue de la propagande.

345 unions prélèvent une cotisation par tête de membre adhérent aux syndicats affiliés; 5 s'alimentent uniquement par des dons volontaires; 3 par des impositions spéciales; 7 selon un mode particulier; 8 n'ont fourni à ce sujet aucun renseignement.

Le montant de la cotisation varie de 10 pfennigs (0 fr. 12) à 1 mark 20 pf. (1 fr. 45); dans 272 bourses il est inférieur à 40 pf. par tête (0 fr. 50). Les recettes totales des bourses se sont élevées en 1902 à 272,394 marks (dont 125,106 produits par les cotisations) et les dépenses à 285,468 marks ⁽¹⁾.

Les dépenses se décomposent comme suit :

Propagande.....	25,418 m.
Élections des délégués.....	10,935
Statistique et enquêtes.....	9,875
Bureau de placement, hôtellerie.....	11,660
Maison des corporations.....	28,011
Institutions communes.....	6,714
Secrétariat, renseignements.....	22,548
Bibliothèque, salles de lecture.....	15,136
Traitements, indemnités.....	38,318
Loyer, administration.....	38,209
Grèves.....	14,023

Il est à noter qu'en plus des 14,023 marks indiqués ci-dessous comme secours de grève, les unions locales ont distribué en outre, à ce même titre, 62,037 marks prélevés sous forme de cotisation extraordinaire ne figurant pas aux recettes. Si l'on rapproche ce total de 74,762 d'une part, du total (214,104) payé en 1901 par les unions et d'autre part des 2,237,500 marks payés en 1902 par les fédérations centrales, on constate que les unions laissent de plus en plus aux associations centrales le soin d'intervenir dans les conflits.

Les Secrétariats ouvriers en 1902 ⁽²⁾. — L'institution du « Secrétariat ouvrier » est due aux travailleurs de Nuremberg, qui établirent en 1894 un bureau dont la tâche essentielle était ainsi formulée : « Donner de vive voix des renseignements sur les différends d'ordre industriel et de la compétence des Conseils de prud'hommes; l'assurance contre la maladie, les accidents, la vieillesse et l'invalidité; la protection du travail, le droit de réunion et d'association ainsi

⁽¹⁾ Le mark vaut 1 fr. 25 environ.

⁽²⁾ D'après le *Korrespondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, 1903, n° 26, et le *Reichsarbeitsblatt*, 1^{re} année, n° 5.

que sur l'inspection des fabriques. Recevoir toutes plaintes concernant tel ou tel de ces sujets et leur faire donner la suite qu'elles comportent ».

Ce programme s'est développé sensiblement avec les « Secrétariats ouvriers » ultérieurs, et aujourd'hui, il faut y ajouter : rédaction de toutes sortes de documents dans les affaires judiciaires; représentation des travailleurs en justice; recrutement d'adhésions aux syndicats; perception des cotisations et expédition des publications syndicales (Secrétariat de Beuthen) ⁽¹⁾; enquêtes statistiques ⁽²⁾; consultations dans des questions de droit civil; représentation des ouvriers vis-à-vis des autorités.

On distingue, comme pour les syndicats, trois catégories de secrétariats ouvriers : les secrétariats libres sans aucune attache confessionnelle; les secrétariats catholiques et les secrétariats protestants.

Les premiers sont au nombre de 37, dont 35 ⁽³⁾ affiliés à la Commission générale des syndicats socialistes ⁽⁴⁾. C'est à ces derniers que se rapportent exclusivement les renseignements qui suivent.

Le premier de ces secrétariats a été fondé en 1889, le second en 1894, le troisième en 1897. A partir de 1898, ces institutions se multiplient; 4 sont fondés en 1898, 8 en 1899, 6 en 1900, 6 en 1901 et 5 en 1902.

Presque tous ces secrétariats sont entretenus par les organisations.

Comme les cotisations peu élevées des syndicats locaux ne permettent pas de fournir gratuitement des renseignements et l'assistance judiciaire, les secrétariats s'efforcent de plus en plus de restreindre leurs offices aux travailleurs organisés. Sur 32 secrétariats, 26 donnent des renseignements à tout le monde, 6 seulement aux syndiqués ou aux membres d'organisations socialistes. Sur les 26 secrétariats ouverts à tous venants, 13 ne perçoivent aucune rétribution des travailleurs non organisés; 9 leur réclament des sommes minimales, 3 se font payer en tous cas une indemnité pour les travaux écrits, tandis qu'on n'exige de travailleurs organisés qu'une contribution volontaire. Les sommes réclamées pour les travaux écrits sont généralement si minimales qu'ils couvrent à peine le temps perdu et les frais matériels; elles varient entre 20 et 50 pfennigs ⁽⁵⁾, suivant le temps dépensé; ce n'est que dans un cas qu'elles atteignent 75 pfennigs.

3 secrétariats ont moins de 1,000 marks de recettes, 5 de 1,000 à 2,000, 10 de 2,000 à 5,000, 6 de 5,000 à 10,000, 6 enfin ont plus de 10,000 marks. Ces recettes sont constituées par les cotisations syndicales ⁽⁶⁾, par les contributions régulières ou volontaires des consultants, etc. Les dépenses restent généralement un peu en arrière des recettes; les gros encaissements sont très rares. Les principales dépenses sont les traitements, le loyer, l'entretien et le nettoyage des bureaux, les frais d'impression du rapport, que 22 secrétariats publient chaque année.

Sur 22 secrétariats, 6 sont confiés à des hommes d'une situation indépendante, moyennant une indemnité qui varie de 200 à 780 marks, contre laquelle ils

⁽¹⁾ Des sections, spécialement chargées de ce concours donné aux syndicats, sont créées aux Secrétariats de Francfort-sur-le-Mein et de Munich.

⁽²⁾ Section spéciale pour la statistique, au Secrétariat de Munich.

⁽³⁾ Sièges de ces Secrétariats : Altenbourg, Altona, Berlin, Beuthen, Bochum, Brême, Breslau, Cologne, Darmstadt, Dortmund, Francfort-sur-le-Mein, Gelsenkirchen, Gera, Göppingen, Gotha, Halle, Hambourg, Hanovre, Harbourg, Iserlohn, Iéna, Cassel, Kiel, Landeshut, Lubeck, Magdebourg, Mannheim, Munich, Nordhausen, Nuremberg, Posen, Stuttgart, Tuttlingen, Waldenbourg, Würzbourg.

⁽⁴⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1903, p. 746 et novembre 1903, p. 910.

⁽⁵⁾ Le pfennig est la centième partie du mark, soit 0^m 0125.

⁽⁶⁾ Ces cotisations varient de 10 pfennigs (Berlin) à 1 mark 44 (Cologne) par nombre et par an.

doivent fournir le local nécessaire, ainsi que l'éclairage, le chauffage et l'ameublement. Les 27 autres sont installés dans des locaux qui leur sont propres (sauf dans un cas) ouverts de 2 h. 1/2 à 9 heures par jour, et qui sont tenus par des employés appointés qui travaillent de 7 h. 1/2 à 10 heures par jour; 10 secrétariats sont ouverts le dimanche. 42 employés, dont 40 secrétaires, sont occupés au total dans ces 27 secrétariats; leur traitement varie de 800 à 2,500 marks.

Le nombre des personnes qui ont consulté les secrétariats en 1902 est évalué à 195,679, dont 97,501 syndiqués: Le Secrétariat de Francfort-sur-le-Mein a reçu à lui seul 26,232 consultants; celui de Nuremberg 17,007; celui de Cologne 16,485; celui de Brême 10,000.

En dehors des ouvriers qui forment la grande majorité des consultants, les secrétariats ont surtout à répondre aux veuves et aux infirmes. Certains secrétariats ont eu aussi à renseigner un certain nombre d'exploitants (Cologne: 1,166; Nuremberg: 1,045; Brême: 467) et jusqu'à des services de l'Administration officielle: c'a été le cas 5 fois pour Berlin, 7 fois pour Brême, 6 fois pour Waldenbourg, 3 fois pour Hambourg, 2 fois pour Harbourg, Iéna, Landeshut, Lubeck et Nuremberg; 1 fois pour Magdebourg. Enfin les corporations ont demandé à être documentées au total par 13 secrétariats, dans 404 circonstances.

Quant à l'ensemble des renseignements fournis, on l'évalue à 197,927, dont 171,957 oraux et 27,970 écrits.

Ces consultations, selon la nature de la réponse, se répartissent ainsi:

OBJET.	NOMBRE de Secrétariats.	NOMBRE de renseigne- ments.	P. o/o.
Assurance ouvrière.....	32	56,571	28,6
Contrat de travail et de louage de services.....	32	32,722	16,5
Droit civil.....	32	57,595	29,1
— pénal.....	32	14,448	7,3
Mouvement ouvrier.....	27	6,167	3,1
Affaires communales et municipales....	31	18,190	9,2
Affaires d'ordre industriel.....	30	3,191	1,6
Divers.....	28	9,043	4,6

Le nombre des divers documents rédigés aux lieux et places des intéressés a atteint, d'après les indications de 31 secrétariats, un total de 44,639, dont, en particulier, 12,403 concernant des affaires relatives à l'assurance contre les accidents, l'invalidité, la maladie; 2,333, des litiges en instance devant des conseils de prud'hommes ou des tribunaux corporatifs; et 323, des requêtes au service de l'Inspection industrielle.

D'autre part, 22 secrétariats ouvriers ont assisté des ouvriers en justice — en leur procurant des moyens de défense écrits ou même en les représentant entièrement devant la juridiction saisie — dans 2,049 cas, parmi lesquels 1,515 relevaient de l'assurance ouvrière, 364 ont dû être portés devant des conseils de prud'hommes et 76 furent l'objet de négociations avec l'Inspection de l'industrie. Mais les résultats effectifs de cette entremise sont très rarement communiqués aux secrétariats; aussi peut-on dire seulement que 18 secrétaires ont reçu avis que leur intervention avait eu un effet favorable dans 1,375 cas dont 1,082 ressortissant à l'assurance ouvrière; 213, aux conseils de prud'hommes; et 80, à l'Inspection industrielle.

Enfin, 13 secrétariats ont procédé à 14 enquêtes statistiques d'ordre général et à 5 de caractère spécialement professionnel. Les premières comportent: 8 dénombre-

ments de chômeurs, 3 études sur la situation économique et les conditions d'existence dans une localité déterminée et 3 sur les fluctuations dans l'effectif des membres de syndicats. Les secondes examinent les conditions de travail 1° des mineurs (Bochum); 2° des minotiers et 3° des tailleurs de limes (Nuremberg); 4° des ouvriers des tabacs et 5° des chauffeurs (Tuttlingen).

AUTRICHE.

Placement en septembre 1903 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 873 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
182	90	136	55	111	73	74	50	62	41	56	45

Grèves en septembre 1903. — 22 nouvelles grèves, avec 6,413 grévistes; aucun lock-out. C'est en Bohême, dans la Basse-Autriche et en Galicie et pour les mines et le travail du bois et du caoutchouc qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 3 succès, 6 transactions, 7 échecs ⁽²⁾. Causes; insuffisance de salaires, 9 cas; durée du travail, 1 cas; ces deux motifs réunis, 4 cas; motifs divers, 8 cas.

L'inspection du travail en 1902 ⁽³⁾. — I. — GÉNÉRALITÉS. — Depuis l'an dernier, le nombre des circonscriptions d'inspection et celui des inspecteurs, tels que fixés dans la loi de finances du 23 juin 1901 ⁽⁴⁾, se sont respectivement accrus de cinq unités, en vertu de l'arrêté ministériel du 16 juin 1902, et de six en suite de la loi du 31 mai 1902.

Les inspecteurs ont procédé à 17,827 (18,455) ⁽⁵⁾ visites, dont 185 (133) la nuit et 350 (250) le dimanche, dans 16,681 (17,140) établissements nettement industriels, avec un personnel total de 773,356 (713,593) ouvriers. Cet effectif se décompose comme suit :

539,248 hommes, soit les 69.7 (70) p. 100;

234,108 femmes, soit 30.3 (30) p. 100.

Les 94.2 (93.7) p. 100 étaient des adultes (personnes de plus de 16 ans); et les 5.8 (6.3) p. 100 avaient moins de 16 ans. Cette dernière catégorie comprenait 430 garçons et 212 fillettes au-dessous de 14 ans, formant ensemble une proportion de 0.09 (0.09) p. 100.

Des procès-verbaux ont été dressés dans 834 (711) cas, contre 708 (730) patrons, au sujet de 1,680 (1,563) contraventions. Ces procès-verbaux ont abouti

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*.

⁽²⁾ Résultat encore inconnu dans 6 cas.

⁽³⁾ *Bericht der K. K. Gewerbe-Inspectoren über ihre Amtsthätigkeit im Jahre 1902*.

⁽⁴⁾ Voir *Bulletin* de novembre 1901, p. 794.

⁽⁵⁾ Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1901.

dans 109 (114) cas à des mises en demeure; dans 34 (25) à des blâmes, dont plusieurs avec menace de pénalités; dans 178 (185) à des amendes, dont le total s'est élevé à 8,371 francs (8,561 francs) environ; dans 17 (15) à la fermeture de l'établissement; dans 110 (77) à l'approbation et à l'exécution contrôlée des mesures réclamées par l'inspection; dans 16 (11) à des non-lieu en faveur des exploitants.

Enfin, indépendamment d'une correspondance assez active avec les autorités, les institutions d'ordre public, etc., l'Inspection du travail a été consultée dans 3,092 (2,884) circonstances délicates par les chefs d'industrie ou leurs représentants. Les ouvriers, de leur côté, se sont adressés à ce service dans 5,320 (5,408) cas, pour se plaindre ou demander avis.

II. — CONDITIONS DU TRAVAIL. — *Nature et installation des ateliers.* — Les conditions matérielles des lieux de travail prêtent toujours à la critique dans certaines catégories d'établissements, surtout dans les briqueteries-tuileries, les sablières-glaisières, les maisons pour le polissage du verre et des métaux en général, les plâtriers, les établissements de l'alimentation, et enfin les diverses industries saisonnières. On constate souvent, dans ces dernières, l'insuffisance, voire le manque du chauffage, en hiver, et l'encombrement des locaux faiblement éclairés par de petites fenêtres basses; puis la malpropreté des murs et des planchers.

Comme en 1901, le service de l'Inspection relate, à propos de *chaudières à vapeur*, toute une série de cas vraiment inquiétants, par leur nombre, où les principes les plus élémentaires de la protection ouvrière moderne ont été méconnus malgré les prescriptions régissant la matière. Ainsi, beaucoup de chambres de chaudières, au lieu d'être légèrement plafonnées et isolées pour enlever sensiblement de leur violence aux explosions éventuelles, sont recouvertes d'une maçonnerie, voûtée quelquefois, formant le plancher d'une pièce à usage soit de resserre pour le matériel, souvent très combustible, du bois par exemple, soit de séchoir, soit encore de réfectoire. Nombre de chambres de chaudière sont pourvues d'une ventilation défectueuse et, par suite, les soigneurs se trouvent exposés aux pernicieux effets d'une température constamment très élevée, surtout dans l'espace exigü où ils sont parfois confinés. Les chaudières elles-mêmes présentent, çà et là, des défauts portant spécialement sur les indicateurs de niveaux d'eau, les manomètres et les soupapes contre la rupture des conduits de vapeur. Les chefs d'industrie ne tiennent pas toujours compte également de l'arrêté du 15 juillet 1891, selon lequel ils ne doivent prendre, pour le service ou la surveillance d'une chaudière de plus de 80 litres, comme aussi d'une machine à vapeur au-dessus de 10 chevaux, que des ouvriers ayant justifié, par voie d'examen, de connaissances spéciales suffisantes. On a relevé de ce chef pas moins de 134 contraventions, dont 97 pour les chaudières et 37 pour les machines à vapeur, les unes et les autres commises par les exploitations les plus diverses de la grande et de la petite industrie.

III. — MALADIES PROFESSIONNELLES. — La part du *saturnisme* est apparue relativement considérable, surtout, comme en 1901, dans les ateliers de céramique qui mettent en œuvre la litharge ou des couvertes, des émaux, etc., renfermant cette substance. Telles des intoxications saturnines ont revêtu un caractère de haute gravité, se traduisant, par exemple, dans un cas, par la paralysie des deux bras. La cause de ce mal doit être cherchée très souvent dans le contact trop direct et trop permanent des travailleurs avec le plomb sous ses divers aspects, sans l'emploi des dispositifs ordinaires de protection et, qui plus est, parfois, au milieu de conditions générales franchement anti-hygiéniques. Dans une fabrique d'accumulateurs (circonscription de Pilsen), les ouvriers qui nettoient les plaques de plomb une fois fabriquées, et ceux étendant une légère couche de minium sur ces plaques,

n'avaient pas à leur disposition de respirateurs ou ne s'en servaient pas ; tous prenaient leurs repas sans soins de propreté préalables, et quelques-uns, pendant leur besogne ; le contrôle médical de rigueur n'était pas exercé. Aussi les cas de saturnisme ne tardèrent-ils pas à se multiplier. Puis, pour tout dire, les meilleures instructions et les mesures de précaution les plus propres à combattre le danger se heurtent trop souvent à l'apathie des travailleurs eux-mêmes, de sorte qu'en dernière analyse, le mieux serait de trouver le plus possible au plomb et à ses composés des succédanés satisfaisants. Des efforts en ce sens se marquent déjà dans les grands établissements céramistes. Une fabrique de faïence et de majolique (district de Znaim) emploie avec succès une couverture absolument exempte de plomb, qui donne même un plus bel aspect aux produits et les empêche davantage de se fendiller à l'usage.

Le *phosphorisme* s'est manifesté une fois sous forme d'une intoxication aiguë chez un ouvrier de la circonscription de Graz, occupé à manipuler la pâte de trempage dans une fabrique de matières inflammables ; puis aussi par plusieurs cas de nécrose dont certains de nature grave. A propos de ce mal également, on déplore l'insouciance surprenante de la masse des travailleurs, les premiers intéressés, sans le concours desquels, cependant, aucune prophylaxie efficace n'est possible. Une maison de matières inflammables (circonscription de Linz) défend bien la prise des repas pendant le travail et fait enduire de savon les mains de chaque ouvrier avant qu'il quitte l'atelier pour aller manger, afin de sûrement l'obliger à se les laver : le personnel trouve toujours le moyen d'éluder ces mesures. Les divers rapports arrivent à cette conclusion : qu'on ne saurait attendre la disparition complète de la nécrose du phosphore que de la prohibition légale du phosphore blanc.

En ce qui concerne la *fièvre de la fonte*, dite aussi « fièvre de coulée », les Inspecteurs apportent cette année leur contribution aux études sur la cause si controversée de ce mal, ⁽¹⁾ en l'attribuant tout uniment à l'alcoolisme. Du jour où une fabrique de métaux, à Wiener-Neustadt, eut pris pour principe de ne plus occuper dans sa fonderie de laiton d'hommes notoirement adonnés à la boisson, ladite maladie ne s'est plus déclarée, et on croit voir là une relation véritable de cause à effet.

Des observations répétées, dans une fabrique de ciment de Portland, aux environs de Prague, ont permis d'affirmer une réceptivité spéciale des ouvriers de cette industrie et des autres similaires, aux *affections de l'appareil digestif*, dues à la neutralisation des sucs gastriques acides par les poussières de chaux ingérées. L'insapétence et la faiblesse générale consécutives forcent l'ouvrier à rechercher un autre emploi.

Les *maladies respiratoires* ont frappé en première ligne les ouvriers travaillant au milieu de vapeurs et de gaz nuisibles, par exemple dans les fabriques d'acide chlorhydrique, où le masque, reconnu insuffisant comme préventif, fait place, pour les yeux, aux lunettes de corne, et pour les bronches, à des respirateurs munis en dehors d'un tampon d'ouate imbibé d'eau de chaux aux fins d'absorption et de neutralisation du gaz, et vers la bouche, d'un autre tampon de même nature, mais sec ; puis, ceux des ouvriers polissant, dans les fabriques de cannes, les bâtons préalablement passés dans un bain corrodant de chromate de potasse ; là, les appareils en service pour l'aspiration des fines poussières ne peuvent entièrement empêcher leur action nocive sur les organes respiratoires, et ainsi, il semble bon d'apporter plus d'attention que par le passé à l'emploi des sels de chrome et de leurs solutions pour les besoins de l'industrie. Enfin, on a noté, sans explication

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de février 1903, p. 109.

plausible, le cas de 26 ouvriers, occupés à travailler, dans une fabrique d'engrais artificiels, une sorte de guano, et dont l'appareil respiratoire s'est trouvé attaqué au point que l'utilisation industrielle de cette substance a dû être complètement abandonnée.

Il faut ranger aussi dans les maladies professionnelles proprement dites les *érosions* fréquentes, de caractère tantôt bénin, tantôt grave, qui se produisent sur les mains des ouvriers attachés aux ateliers de décapage et aux établissements galvanoplastiques, du fait du mordant employé. Aux gants de cuir ou de caoutchouc, d'abord préconisés, mais qui n'ont point fait leurs preuves, on substitue désormais, avec succès, paraît-il, le lavage souvent répété des mains, pendant et après le travail, au savon noir, à la glycérine et au suif.

Des *eczémas*, sur les mains aussi le plus souvent, et parfois aux bras, au cou et à la figure, ont été constatés dans les établissements où se manipulent des solutions chimiques réputées déjà dangereuses, comme celles de bichromate de potasse, et aussi des substances tenues communément pour inoffensives, par exemple le chlorure de zinc et les huiles de goudron (Établissements pour l'injection des bois); la chaux (Acieries Bessemer, où l'on prépare, pour travailler certains articles, un mélange, une « pâte » composée principalement de chaux broyée, de dolomite, de goudron); le chlorure de chaux (Maisons de produits chimiques fabriquant du chloroforme).

Une nouvelle maladie de peau, d'ordre professionnel, a été relevée par trois Inspecteurs dans des raffineries d'huile minérale. Plus gênante, d'ailleurs, que dangereuse, elle atteint notamment les ouvriers comprimant la paraffine et est dénommée par eux : « Gale de la paraffine ». La guérison suit d'ordinaire aussitôt après le changement d'atelier, et voici les mesures prophylactiques efficacement instituées par une maison de Silésie : 1° Emploi exclusif des personnes d'âge mûr ; 2° Lavage quotidien du corps avec du savon au goudron ; 3° Nettoyage hebdomadaire, à la benzine, des vêtements du travail.

Une autre affection professionnelle, qui s'est récemment déclarée pour la première fois, a reçu des travailleurs le nom de « fièvre des os ». Elle se manifeste chez les ouvriers des maisons pour les articles en os, installées dans des conditions insalubres, sous forme d'un état fébrile intense avec enflure douloureuse considérable et suppuration du membre particulièrement atteint, et suit son cours presque pendant 6 semaines. Cette maladie infectieuse est toujours due à des déchets plus ou moins sales de la substance organique travaillée, qui s'introduisent dans l'économie par la moindre coupure ou contusion négligée, et elle peut être prévenue par un traitement antiseptique appliqué à temps.

La *tuberculose* a revêtu un caractère professionnel, surtout dans les industries tributaires des maladies de l'appareil respiratoire, et où le nombre des cas suit une progression continue, vraiment désolante. Là aussi, l'hygiéniste doit compter avec l'indifférence, souvent malaisée à entamer, des travailleurs qui, dans mainte région, pour certaines branches, sont pénétrés de ce préjugé que la nature de leur métier implique forcément le mal en question et s'en laissent atteindre avec une sorte de résignation fataliste. Or, ils peuvent, sans conteste, aider beaucoup, en observant certains soins de propreté, à rendre plus salubre leur besogne même ou la manière de l'exécuter; bien plus, eux seuls sont en mesure, jusqu'à un certain point, d'améliorer leurs conditions d'existence (logement, nourriture, etc.), souvent si mauvaises, et où il faut voir peut-être une des causes les plus essentielles de la tuberculose, à côté de l'absence actuelle d'un traitement préventif pratique. Le Service de l'Inspection n'espère une répression de la maladie que par l'éducation des masses, dès l'école, au point de vue d'une prophylaxie efficace, et aussi par la création et l'entretien de maisons de santé pour les tuberculeux au moins curables.

Les cas de *septicémie charbonneuse* sont devenus plus isolés dans les filatures de crins de cheval, les broseries et les mégisseries.

Les inspecteurs signalent enfin l'extrême fatigue pulmonaire et l'affaiblissement visuel qui résultent de l'opération du soufflage dans les verreries, et à ce propos, décrivent deux dispositifs de protection, d'invention récente et d'une efficacité déjà éprouvée. Dans une importante fabrique de verres en tables de la Bohême, les ouvriers des fours portent attachée à un cordon, autour du cou, une planchette d'environ 20 centimètres de haut et 18 de large, enchâssée, à la moitié supérieure, d'un verre coloré, et munie au milieu de la moitié inférieure et en dehors, d'un tenon assez saillant. Pour s'approcher de la bouche d'un four, l'ouvrier met la planchette devant son visage en prenant simplement le tenon entre les dents et regarde dans le feu par la vitre; dès qu'il s'éloigne du foyer, il desserre simplement les mâchoires et l'appareil tombe sur sa poitrine. Il n'offre pas les inconvénients des lunettes sombres et protège, avec les yeux, tout le reste de la figure contre la chaleur rayonnante; le personnel s'en sert volontiers. — D'autre part, une pratique plus radicale encore, et dont la Bohême a également donné l'exemple, c'est le soufflage mécanique. Il consiste en principe à étendre une mince couche de pâte vitreuse sur un substratum d'amiante à l'état humide; les vapeurs d'eau qui se dégagent alors relèvent et poussent le verre fluide dans le moule disposé préalablement au-dessus.

IV. PRÉVENTION DES ACCIDENTS. — Les accidents professionnels se sont élevés, d'après les informations du service d'inspection, à 58,060 (57,417 en 1901), dont 479 (513) mortels, soit les 0.8 (0.9) p. 100. Parmi les dispositifs de sûreté d'invention récente, les inspecteurs signalent des rouleaux pour laminoirs actionnés par l'électricité, qui suppriment les multiples dangers que présente la manipulation des métaux sortant fréquemment desdites machines, au milieu des scories enflammées et d'étincelles, ou sous une forme plus ou moins contournée; on signale encore des cylindres rotatifs à lames intérieures tranchantes pour écorcer le bois sans aucun risque, en remplacement des dangereuses « machines écorceuses à couteaux »; des guides-courroies automatiques, au lieu des crochets ordinaires à main, permettant, par une simple traction, de monter ou jeter à bas une transmission; des transvaseurs pratiques pour les liquides aisément inflammables comme la benzine; etc.

V. CONTRAVENTIONS. — Les contraventions relatives au travail des enfants, des adolescents et des femmes tendent à diminuer. La proportion des travailleurs illicitement occupés, qui était, en 1900, de 21 par 1000, est descendue, en 1901, à 17 p. 1000, et en 1902, à 14 p. 1000.

D'ailleurs, les *enfants au-dessous de 14 ans* sont toujours les plus exploités: ils représentent environ les 52 p. 100 des personnes occupées indûment. On les rencontre surtout dans les tuileries-briqueteries, les fabriques de textiles et l'industrie de l'alimentation. — Quant aux *adolescents*, leur emploi a donné lieu à des illégalités relativement peu nombreuses la plupart relatives au travail de nuit, et relevées dans des boulangeries, des minoteries, des ateliers de tour, des imprimeries, des serrureries et des cordonneries ressortissant à la petite industrie. — De même, le travail de nuit des *femmes* a principalement motivé l'intervention des inspecteurs dans des fabriques de papier et de carton, des briqueteries-tuileries, des sucreries, une imprimerie et une fabrique de colle.

La durée de travail a été, dans toutes les circonscriptions, l'objet de réductions plus ou moins fortes qu'explique le manque de besogne dont a dû souffrir, en 1902,

comme aussi l'année précédente, l'industrie en général, notamment la métallurgie (usines à fer, laminoirs et ateliers de puddlage) et la construction mécanique. Le maintien de la durée normale du travail aurait entraîné le débauchage de nombreux ouvriers. Pour les prolongations du temps de travail légal, relativement isolées, on renvoie au compte-rendu spécial publié par le Ministère du Commerce ⁽¹⁾.

Les prescriptions sur les *repos* au cours du travail sont assez rarement enfreintes, et d'ordinaire les infractions procèdent d'une conception erronée des besoins du monde ouvrier, quelquefois partagée par les travailleurs mêmes, plutôt que d'une idée arrêtée de contrevenir à la loi. Ainsi, beaucoup de patrons ne se croyaient pas tenus de faire observer les diverses pauses légales à ceux de leurs ouvriers travaillant aux pièces; et dans la petite industrie, l'exploitant estimait fréquemment que le repos de midi ne doit durer une heure entière uniquement que pour les travailleurs allant manger en dehors de l'établissement. — D'un autre côté, on constate avec satisfaction que dans les villes, la durée du repos de midi est de plus en plus portée de 1 heure à 1 h. 1/2, du propre mouvement des patrons, prenant en considération le chemin parfois très long à faire par les ouvriers pour aller prendre leurs repas chez eux.

Le *repos hebdomadaire* a été généralement observé, soit le dimanche, de préférence, soit un jour de semaine, en cas de force majeure. Au demeurant, ç'a encore été, comme en 1901, les fabriques de papier et de carton, les ateliers de polissage du bois, surtout les diverses branches de l'alimentation (en première ligne, les hôtels, restaurants, cafés; puis, les boulangeries et les maisons de salaisons), qui ont commis les quelques contraventions relevées.

Les *listes d'ouvriers* et surtout les *livrets de travail* donnent lieu aux mêmes observations qu'autrefois, soit par leur absence totale (notamment pour le personnel féminin, puis pour les ouvriers de nationalité étrangère et pour les apprentis), soit par leurs indications défectueuses (non-enregistrement sur le livret des dispositions du contrat d'apprentissage), et même franchement erronées (données fausses sur l'âge des jeunes ouvriers). Enfin, quelques patrons ont encore élevé la prétention de garder contre tout droit le livret de l'ouvrier rompant son contrat de travail dans des conditions anormales.

Les *règlements intérieurs* à soumettre avant application au visa de l'Administration doivent toujours être examinés avec le plus grand soin, pour en élaguer les clauses illégales qui, souvent, y ont été introduites habilement, sous une forme en apparence anodine.

Enfin, les *salaires*, pour être payés à des intervalles de temps et à des jours très variés selon les habitudes des établissements et les usages locaux ne donnent cependant lieu à aucune critique, sauf en ce qui concerne les retenues.

⁽¹⁾ Voir l'analyse : *Bulletin* de septembre 1903, p. 752.

BELGIQUE.

Revue du travail en septembre 1903 ⁽¹⁾. — Dans les 13 offices de placement gratuit ayant fourni des renseignements sur leurs opérations, pour 688 offres des patrons, il y a eu 1,703 demandes des ouvriers (hommes) soit une proportion de 247 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, la proportion était de 181 demandes pour 100 offres et l'année passée, au mois de septembre, dans 12 offices, de 156 pour 100. La situation du marché est donc moins favorable que le mois précédent et que le mois dernier.

D'autre part, des renseignements suffisamment précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en mai de 122 unions et fédérations d'unions professionnelles ouvrières, groupant 30.650 membres (mineurs, ouvriers agricoles et travailleurs à domicile non compris). Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 1,024, soit 3.3 p. 100. Cette proportion est légèrement supérieure (de 0.3) à celle obtenue pour le mois précédent.

Grèves en septembre 1903. — 8 grèves nouvelles intéressant 450 grévistes et 35 chômeurs forcés; dans les *textiles*, dans l'*industrie houillère*, la *chapellerie*, la *ganterie*, la *cordonnerie*, le *bâtiment* et la fabrication des cigares. Dans 3 cas, il s'agissait d'obtenir une augmentation et dans deux autres d'empêcher une réduction de salaire; les 3 autres conflits portaient respectivement sur le retrait d'un règlement d'atelier, la réduction de la journée et la réorganisation d'un atelier de préparation.

7 de ces grèves se sont terminées au bout de peu de jours : 5 échecs, 1 succès, 1 transaction; 3 grèves dans le Brabant, 3 dans la province de Liège, 2 dans la Flandre occidentale et la province d'Anvers.

CANADA.

Revue du travail en septembre 1903 ⁽²⁾. — Le travail a été abondant dans presque tous les métiers; la main-d'œuvre a été assez rare dans l'agriculture et dans l'industrie du bois. L'activité a été grande surtout dans les scieries, les mines, les filatures de coton et les transports. Les salaires sont restés fermes partout, avec une tendance à la hausse dans les métiers affectés par le manque de main-d'œuvre.

La « Société du lac supérieur », au Sault-Sainte-Marie (Ontario), qui, entre autres opérations multiples, exploitait des mines, des chemins de fer, des aciéries, des fabriques de pâte de bois, des papeteries, etc., ayant dû suspendre presque toutes ses opérations, a brusquement congédié 4,500 de ses ouvriers, dont 1,500 bûcherons. La société, constituée au capital de 585 millions, devait, au moment de la fermeture, près d'un million de salaires arriérés à son personnel. Les ouvriers ayant demandé au gouverneur d'Ontario de les aider à obtenir paiement de ce qui leur était dû, celui-ci répondit que, conformément à la coutume, il retiendrait les 600,000 acres de terrain qu'il restait devoir céder à la compagnie, à titre de concession gratuite. A la fin du mois, les salaires n'ayant pas encore été réglés, des désordres éclataient et l'on dut envoyer des troupes au Sault-Sainte-Marie.

⁽¹⁾ D'après la *Revue du travail belge*, octobre 1903.

⁽²⁾ *Gazette du travail du Canada*, octobre 1903.

Grèves. — 7 grèves nouvelles seulement ont été signalées au département du travail comme ayant éclaté en septembre. Ces 7 grèves ont éclaté chez les ouvriers du bâtiment, les tailleurs, les ouvriers en chaudières, les relieurs, les forgerons et les bateliers.

Le nombre des journées de travail perdues s'est élevé à 14,540 environ (contre 30,694 en août). 3 de ces grèves avaient pour objet une augmentation de salaire, 1 la réduction de la journée, 1 le renvoi d'un employé, 1 la modification du système de paye, 1 l'emploi d'un apprenti à un travail de compagnon. Une de ces grèves (journaliers de Montréal) intéressait 1,000 ouvriers. Dans un cas, les ouvriers ont triomphé; dans un autre, ils ont obtenu promesse d'un règlement satisfaisant; dans un autre, ils ont accepté une transaction. 3 grèves n'étaient pas terminées en fin de mois; dans un cas, enfin, le différend avait été soumis à des arbitres.

CHINE.

Salaires et conditions du travail des ouvriers indigènes à Shangai et Hong-Kong ⁽¹⁾. — Bien que dans certains ports ouverts au commerce européen les salaires de l'ouvrier chinois soient plus élevés et les journées moins longues que dans les villes de l'intérieur, la situation de l'ouvrier — qu'il ait ou non un métier, — reste des plus précaires.

A Shangai et à Saratow, où les conditions sont sensiblement les mêmes, la journée varie entre 10 et 12 heures; à Hong Kong, elle est généralement de 11 heures. L'ouvrier chinois travaille toute l'année sans interruption et n'a que 10 jours fériés par an; il est payé, suivant les cas, à l'heure, au jour ou au mois. Dans les filatures de coton les ouvriers sont payés aux pièces; dans beaucoup d'industries, ils sont logés et nourris par le patron.

Voici, à titre d'indication, quelques-uns des salaires payés à Shangai et à Saratow :

Casseurs de pierres (12 heures de travail).....	0 ^f 39 par jour.
Cordiers (10 heures de travail).....	0 66 par jour (nourri et logé) ⁽²⁾ .
Chaudronniers.....	2 20 par jour.
Cordonniers (10 heures de travail).....	0 66 à 0 88 par jour (nourris et logés).
Typographes.....	1 10 par jour (nourris).
Mécaniciens et réparateurs de chaudières (10 heures de travail).....	11 francs par semaine.
Aides-mécaniciens.....	0 66 par jour.

Chez les coiffeurs, le patron prend 70 p. 100 de la recette et distribue le reste à ses employés (une taille de cheveux coûte environ 0 fr. 10). Les marins de rivière reçoivent 6 fr. 60 par mois; ceux qui vont en mer, 17 fr. 50; sur les vapeurs, les mécaniciens reçoivent de 30 à 48 francs, les marins de 26 à 44 francs. Dans les filatures de coton, qui emploient environ 15,000 personnes, on travaille de 5 h. 45 du matin à 6 h. 30 du soir; les ouvriers sont payés aux pièces et gagnent de 0 fr. 45 à 0 fr. 65 par jour, les enfants de 0 fr. 22 à 0 fr. 33. Ces filatures sont du reste

⁽¹⁾ D'après un article de l'*American Federationist* d'août 1903, contenant les résultats de l'enquête de M. Rosenberg, délégué par la Fédération américaine du travail pour étudier les conditions du travail en Extrême-Orient.

⁽²⁾ La nourriture de l'ouvrier coûte au patron 6 fr. 65 par mois.

presque les seuls établissements organisés à l'européenne ; elles sont munies d'un outillage moderne et emploient de 1,000 à 2,000 personnes, surtout des femmes et des enfants ; il n'y a pas de limite d'âge pour ces derniers.

A Hong-Kong, les salaires sont un peu plus élevés, mais le coût de la vie y est aussi plus cher. La Société des filatures de Hong-Kong, qui emploie toute l'année 1,300 ouvriers, paye les salaires suivants : hommes, 0 fr. 44 à 0 fr. 88 par jour ; femmes, de 0 fr. 33 à 0 fr. 77 ; enfants, de 0 fr. 22 à 0 fr. 50. La Société loge, en outre, gratuitement environ 800 de ses ouvriers dans des baraquements où les ouvriers font leur cuisine.

Les ouvriers des tabacs touchent 17 fr. 60 par mois, avec logement et nourriture (11 heures par jour), les constructeurs de navires 33 fr. 30 par mois, les chaudronniers des chantiers de réparation de 2 fr. 22 à 2 fr. 66 par jour, les manœuvres de 0 fr. 88 à 1 fr. 30 et les apprentis de 0 fr. 66 à 1 fr. 30. Les garçons, dans les grands hôtels, touchent de 6 fr. 60 à 33 fr. 30 par mois (nourris et logés), les balayeurs des rues 1 fr. 20 par jour ou 33 fr. 30 par mois s'ils sont au service des villes.

Presque tout le transport dans les villes se fait par voitures à bras ou à dos d'homme. Les voitures à 4 places trainées par un homme perçoivent 0 fr. 10 le kilomètre, celles à une place 0 fr. 05. A Hong-Kong, la Société des glaciers paye les coolies qu'elle emploie à trainer ses voitures (17 coolies par voiture pesant 3,000 kilos) environ 0 fr. 88 par jour.

L'ouvrier chinois mange rarement de la viande ; il vit surtout de riz, de légumes et de poisson. A Shangai, le porc salé coûte 0 fr. 20 la livre ; le prix du poisson varie selon l'heure du jour : cher le matin, il est donné à vil prix le soir. Une portion de riz vaut 1 sou ; un repas composé de riz et de légumes revient à 0 fr. 15 environ.

A Hong-Kong, la livre de bœuf vaut 0 fr. 16 ; le mouton de 0 fr. 44 à 0 fr. 48, le poulet 0 fr. 70, le poisson de 0 fr. 30 à 0 fr. 40, les légumes de 0 fr. 07 à 0 fr. 20 la livre.

Une chambre, abritant une famille et mesurant 64 pieds carrés, se loue 11 francs par mois. Les ouvriers chinois se marient peu, car il faut verser au père de la future de 400 à 600 francs.

Dans les villes, les ouvriers chinois se groupent en corporations. A Canton, il existe 72 corporations reconnues, dont certaines comptent plusieurs milliers de membres. Elles s'efforcent de réglementer les heures de travail et les salaires, de faire nourrir l'ouvrier par le patron et d'obtenir de meilleures conditions d'emplois. Ces corporations, particulières à chaque ville, ne sont nulle part fédérées. A Hong-Kong, un ouvrier affilié à une corporation d'une autre ville, quitte le chantier dès que l'on embauche un ouvrier non syndiqué ou membre d'une corporation autre que la sienne. Les ouvriers devenus patrons restent membres de l'association où ils se sont fait inscrire alors qu'ils n'étaient que simples apprentis.

Quelques grèves importantes ont éclaté à Hong-Kong ces dernières années. La grève des constructeurs de navires, faite pour obtenir une augmentation de 0 fr. 50 par jour (3 francs par jour au lieu de 2 fr. 50) a duré du 1^{er} août au 31 décembre 1902, et réduisit au chômage près de 1,500 ouvriers. En septembre, les patrons offrirent une augmentation de 0 fr. 25 et, devant le refus des ouvriers, firent venir des ouvriers des villes voisines ; les grévistes, acculés par la famine, acceptèrent la transaction conformément à une décision prise par leurs syndicats.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre 1903. — Le marché du travail a présenté sensiblement le même aspect qu'en septembre dernier, restant ainsi décidément au-dessous de la situation générale du mois d'octobre des 10 dernières années. A signaler une légère amélioration dans l'industrie cotonnière.

5.8 p. 100 de chômeurs dans 226 trades-unions, groupant 555,105 membres contre 5.8 p. 100 également en septembre 1903 et 5 p. 100 en octobre 1902.

5.21 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 495,725 mineurs contre 5.22 en septembre 1903 et 5.52 octobre en 1902.

314 hauts fourneaux en marche à la fin d'octobre 1903, avec 21,950 ouvriers environ contre 318 en septembre 1903 et 324 en octobre 1902.

61 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en octobre 1903 et 26 p. 100 dans les tissages, avec 100,000 ouvrières, femmes et filles, contre 32 p. 100 et 22 p. 100 en septembre 1903 et 89 p. 100 et 79 p. 100 en octobre 1902.

Grèves. — 20 nouvelles grèves en octobre 1903 avec 6,972 chômeurs, contre 24 avec 5,852 en septembre 1903, et 23, avec 12,229 en octobre 1902.

Les grèves les plus nombreuses se sont déclarées dans les *mines* (7); dans la *métallurgie* et la *construction des navires* (3); et dans les *textiles* (6). 4 avaient pour objet une augmentation de salaire, 5 étaient faites pour résister à une réduction, 3 avaient trait à des questions de travail ou de personnes et 2 à la défense de l'unionisme.

Sur 21 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 5,068 grévistes : 6 succès, 12 échecs, 3 transactions.

Le total des journées de travail perdues en octobre (grèves anciennes et nouvelles), s'est élevé à 113,000 (contre 257,000 en octobre 1902).

La participation aux bénéfices en 1902⁽¹⁾. — Le nombre des entreprises ayant organisé la participation aux bénéfices au profit de leurs ouvriers, sur lesquelles le Ministère du commerce a pu se procurer des renseignements, s'élevait à fin juin 1903, à 69⁽²⁾ (65 en Grande-Bretagne et 4 aux colonies). Ce total était de 74 à fin juin 1902.

Le nombre des personnes employées par ces 69 maisons a varié, selon les saisons, de 42,862 à 45,210 (dont 42,000 — 44,240 en Grande-Bretagne et 960 aux colonies). En 1902, ce total avait varié de 45,316 à 47,806.

Depuis juin 1902, la participation a cessé d'être pratiquée dans 6 entreprises occupant 2,760 ouvriers, soit parce que la maison changeait de propriétaire (1 cas), soit parce qu'elle était affermée (1 cas), était transformée en coopérative (1 cas), ou parce que l'exploitation ne donnait pas de résultats satisfaisants (2 cas). Par contre, 2 nouvelles maisons employant 330 ouvriers environ ont organisé la participation.

⁽¹⁾ D'après la *Labour Gazette* d'octobre 1903.

⁽²⁾ En dehors de ces 69 établissements, le département connaît l'existence de 15 autres maisons (13 en 1902) ayant organisé la participation aux bénéfices, mais sur lesquelles il n'a pu se procurer aucun renseignement.

Dans 59 cas ⁽¹⁾, le département a pu se procurer des renseignements sur l'importance du boni payé aux ouvriers en plus de leurs salaires, à titre de participation ; dans 15 d'entre eux rien n'a été versé en 1902. Le tableau suivant résume ces divers renseignements.

MONTANT DU BONI (p. 100 des salaires).	NOMBRE DE CAS où un boni a été payé en 1902.	NOMBRE MOYEN d'ouvriers en 1902.	NOMBRE des participants en 1902.
Aucun boni.....	15	4,310	#
Moins de 1 p. 100.....	1	117	113
De 2 à 3 p. 100.....	5	437	445
De 3 à 5 p. 100.....	11	2,802	1,976
De 5 à 7 p. 100.....	11	3,834	2,172
De 7 à 9 p. 100.....	6	6,507	4,837
De 9 à 11 p. 100.....	1	1,036	855
De 11 à 12 p. 100.....	1	37	28
De 15 à 16 p. 100.....	1	2,000	1,361
De 17 à 18 p. 100.....	1	18	10
De 38 à 39 p. 100.....	1	93	49

Il ressort, de ces chiffres, que la moyenne du boni payé a été, en 1902, de 5.1 p. 100 des salaires dans 59 cas (contre 5 p. 100 en 1901 dans 58 cas). Si l'on retranche les 15 cas où rien n'a été versé, la moyenne du boni payée dans 44 cas (en tenant compte du nombre des participants dans les 2 cas), s'élève à 7.4 p. 100 (contre 6.2 en 1901).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du Ministre du Commerce aux Inspecteurs divisionnaires du travail, en date du 23 octobre 1903, relative aux déclarations d'accidents par les chefs d'entreprises commerciales assujetties à la loi du 11 juillet 1903.

La loi du 11 juillet 1903 ⁽²⁾ a eu pour effet de soumettre un certain nombre d'établissements nouveaux aux obligations de la loi du 12 juin 1893, et par conséquent à celle de l'article 11, relative aux déclarations d'accidents qui, de ce fait, reprend une portée pratique qu'il avait perdue depuis la loi du 9 avril 1898. Cette dernière loi ayant organisé un régime nouveau pour tous les établissements soumis à son article premier, et ayant, en pratique, un domaine plus étendu que celui de la loi de 1893, l'article 11 de celle-ci ne se trouvait plus appliqué, bien qu'il n'eût été explicitement abrogé que pour les établissements soumis à la loi de 1898.

Depuis la mise en application de la loi du 11 juillet 1903, un certain nombre d'établissements commerciaux qui ne sont point assujettis à la loi du 9 avril 1898 vont se trouver dans l'obligation de déclarer leurs accidents par exécution de la loi de 1893.

⁽¹⁾ Dans un cas, on a indiqué le boni spécial payé dans les diverses branches de l'entreprise. Ce chiffre de 59 comprend 4 établissements ayant supprimé la participation après la répartition de 1902.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* d'août, p. 669.

Cette situation ne prendra fin que le jour, vraisemblablement prochain, où une extension de la loi de 1898 comprendrait ces établissements dans ses dispositions. En attendant, c'est à la formule annexée au décret du 20 novembre 1893, pris en exécution de l'article 11 de la loi de 1893, qu'on devrait se reporter, en droit strict, pour la rédaction des procès-verbaux des accidents survenus dans ces établissements.

Il m'a paru cependant qu'il y aurait avantage à admettre transitoirement, en pratique, l'emploi des formules peu différentes qui se trouvent déjà, pour l'application de la loi du 9 avril 1898, à la disposition des patrons, des maires et des inspecteurs du travail.

Vous devrez donc considérer comme valables toutes les déclarations de cette nature qui seront faites en conformité du décret du 23 mars 1902. Mais vous ne perdrez point de vue qu'il ne pourrait être dressé procès-verbal aux patrons qui se borneraient à fournir à la mairie les indications strictement prévues par le décret du 20 novembre 1893.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

BUREAUX DE PLACEMENT ⁽¹⁾.

Au début de la 7^e Législature, le 8 novembre 1898, M. Coutant déposa à la Chambre des députés une proposition qu'il avait déjà présentée en 1893 et qui tendait à la suppression immédiate des bureaux de placement.

Cette proposition fit l'objet d'un rapport de M. Georges Berry, du 15 décembre 1899, concluant à la suppression, sans indemnité, au bout d'un certain délai, de tous les bureaux de placement payants.

La discussion s'ouvrit, le 15 novembre 1900, à la Chambre, qui adopta, le 29 du même mois, une proposition dont les principales dispositions étaient les suivantes : « Aucune autorisation de créer un bureau de placement payant ne pourra être accordée désormais ; à l'expiration d'un délai de cinq ans les municipalités pourront rapporter les autorisations sans qu'il y ait lieu à indemnité. »

Transmise au Sénat, la proposition de loi fut modifiée par la Commission sénatoriale. Un rapport de M. Expert-Bezançon, déposé le 22 novembre 1901, présentait un texte dans lequel il était interdit d'accorder à l'avenir aucune autorisation de créer un bureau de placement ; mais dont avait été écartée la disposition, adoptée par la Chambre, qui permettait aux municipalités, au bout de cinq ans, de retirer ces autorisations. Craignant que cette situation ne créât un monopole de fait aux bureaux payants actuellement existants, puisqu'on les laissait subsister et qu'on n'en

⁽¹⁾ **Placement des employés et ouvriers.** — *Proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions, présentée par M. Coutant, député, le 8 novembre 1898, (doc. parl. n° 328; J. O., p. 158).* — Rapport Georges Berry, déposé le 15 décembre 1899 (doc. parl. n° 1289; J. O., p. 348). — Séances des 15, 22 et 29 novembre 1900 : discussion et adoption. — Transmission au Sénat, le 30 novembre 1900 (doc. parl. n° 383; J. O., p. 776). — Rapport Expert-Bezançon, déposé le 22 novembre 1901 (doc. parl. n° 419; J. O., p. 411). — Rapport supplémentaire Prevet, le 18 décembre 1901 (doc. parl. n° 443; J. O., p. 439). — Séances des 28 et 30 janvier 1902 : déclaration de l'urgence; discussion; adoption avec modifications. — Retour à la Chambre, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 47; J. O., p. 436).

devait plus créer de nouveaux, la Commission sénatoriale, dans une nouvelle délibération, fit disparaître également la mesure qui interdisait d'accorder pour l'avenir de nouvelles autorisations. De sorte que le texte présenté au Sénat par un rapport supplémentaire de M. Prevet, déposé le 10 décembre 1901, se bornait à soumettre les bureaux payants à une réglementation plus étroite, et à encourager la création des bureaux de placement gratuits. Le 30 janvier 1902 cette proposition de la Commission fut adoptée par le Sénat, et transmise à la Chambre des députés le 3 février 1902.

Le 29 octobre dernier, M. Chambon, député, déposa le rapport dont il avait été chargé par la Commission du travail. Ce rapport concluait à la présentation d'une proposition qui rétablissait, en partie, les dispositions déjà adoptées par la Chambre des députés. La Commission adoptait le principe de la suppression radicale des bureaux de placements payants, mais en leur accordant une indemnité effective « s'efforçant ainsi de trouver un terrain d'entente sur lequel les deux Chambres puissent tomber d'accord ».

La discussion de cette proposition a eu lieu, après déclaration de l'urgence, dans la séance de la Chambre des députés du 3 novembre 1903. Après la discussion générale à laquelle ont pris part MM. Jules Coutant, Georges Berry, Chambon, rapporteur, J. Thierry et le Ministre du Commerce, la Chambre, par 467 voix contre 102, repoussa un contre-projet de M. Coutant, tendant à la suppression immédiate des bureaux de placement payants sans indemnité. La proposition élaborée par la Commission est ensuite adoptée sans modifications notables. Un amendement assimilant les agences théâtrales et lyriques payantes aux bureaux de placement est adopté.

Les principales dispositions de la proposition de loi votée par la Chambre sont les suivantes :

ART. 1^{er}. — A partir de la promulgation de la présente loi, aucune autorisation de créer un bureau de placement payant ou une agence théâtrale ou lyrique payante ne sera accordée.

Les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités ou les groupements professionnels ne sont soumis à aucune autorisation ; ces derniers devront seulement faire une déclaration. (Art. 2 et 3.) Dans chaque commune sera ouvert, à la mairie, un registre constatant les demandes et les offres d'emploi. (Art. 4.) Les affiches concernant les offres et les demandes de travail sont exemptes du droit de timbre. (Art. 5.) L'autorité municipale peut prendre les arrêtés nécessaires à la surveillance des bureaux de placement (Art. 7.) ; aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement. L'article 9 prévoit les pénalités.

L'article 11 est ainsi conçu :

1° A partir de la promulgation de la présente loi, un arrêté, pris à la suite d'une délibération du Conseil municipal, pourra, à charge d'une indemnité représentant le prix de vente de l'office et qui, à défaut d'entente, sera fixée par le Conseil de préfecture, rapporter les autorisations données en vertu du décret du 25 mars 1852 ;

2° En aucun cas l'indemnité ne pourra dépasser le bénéfice total des trois exercices antérieurs à la promulgation de la présente loi ;

3° Les bureaux faisant le placement pour une même profession déterminée devront être supprimés tous à la fois, par un même arrêté municipal ;

4° A l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la présente loi, tous les bureaux qui n'auraient pas été supprimés par un arrêté municipal seront supprimés d'office, sous les conditions d'indemnités prévues par les paragraphes 1 et 2 du présent article ;

5° Les indemnités aux tenanciers des bureaux de placement seront à la charge des

communes. L'État et le département contribueront toutefois aux dépenses, d'après le barème suivant, par parts égales :

Bureaux supprimés dans un délai de deux ans.....	20 p. 0/0
Bureaux supprimés la troisième et quatrième année.....	15 p. 0/0
Bureaux supprimés la cinquième année.....	10 p. 0/0

Enfin l'article 12 dispose que les bureaux de placement de nourrices ne sont pas visés par la loi et restent soumis à la loi du 23 décembre 1874.

Tel est le texte adopté par la Chambre des députés, et qui a été transmis au Sénat le 5 novembre 1903. Une nouvelle Commission a été nommée dans les bureaux, par le Sénat, le 12 novembre 1903.

LE BUDGET DU COMMERCE.

La discussion générale du budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie à la Chambre des députés a donné lieu, à la séance du 5 novembre 1903, à un échange d'observations sur un certain nombre de questions intéressant le travail,

Loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les boutiques, magasins, etc. ⁽¹⁾. — M. Mirman a demandé au Ministre du Commerce de faire connaître à quel moment les inspecteurs du travail pourront mettre les chefs d'entreprise, nouvellement assujettis par la loi du 11 juillet 1903 à la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en demeure d'avoir à observer les dispositions de cette dernière loi. M. Trouillot, Ministre du Commerce, a répondu par la déclaration suivante :

La loi était applicable à partir du 23 octobre dernier, puisqu'elle a été publiée au *Journal officiel* le 23 juillet. Les inspecteurs se sont donc mis en mouvement le 23 octobre, à la suite d'une circulaire que je leur ai adressée, pour donner aux industries intéressées les conseils qui doivent préparer les exécutions nécessaires dans le cas où elles seraient rendues indispensables. On conçoit, en effet, que l'Administration ne peut intervenir, avant la publication des règlements d'administration publique, que lorsqu'il s'agit de grosses insalubrités. Mais il y avait nécessité absolue pour les inspecteurs de se rendre compte exactement de la situation et de donner des conseils aux industries avant d'en arriver aux moyens d'exécution.

Le premier règlement d'administration publique paraîtra vers le 1^{er} janvier et alors on pourra procéder par voie de mise en demeure. Mais, avant, des conseils auront été donnés et en cas de grosses insalubrités ou de résistances, la loi peut être et sera appliquée immédiatement en vertu des prescriptions très générales de son article 2.

Application de la loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail. — M. Mirman a appelé l'attention du Gouvernement sur les difficultés apportées à l'application de la loi de 1900 par certaines décisions de la jurisprudence, notamment en ce qui concerne le repos des ouvriers au milieu de la journée du travail et le contrôle de la durée du travail des hommes adultes ⁽²⁾. M. le Ministre du Commerce a répondu en ces termes :

Quant aux questions qui ont fait l'objet, de la part de la cour de cassation, de décisions qui nous paraissent — je le dis avec toute la réserve nécessaire en pareille matière — ne pas traduire le sentiment, l'intention du législateur, j'ai indiqué que dans la pensée du Gouvernement il serait nécessaire de soumettre à la Chambre des dispositions nouvelles pour

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, août 1903, p. 669.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1903, p. 848 et novembre 1903, p. 906.

compléter les lacunes de la loi ; et notre seule préoccupation sur ce point est de savoir si, au moment où toute l'attention du Gouvernement est portée sur cette importante échéance du 30 mars 1904 qui doit réaliser l'application effective de la limitation à dix heures de la journée de travail, le dépôt hâtif de dispositions modificatrices de la loi du 30 mars 1900 ne serait pas de nature à compromettre le résultat que nous attendons.

La Chambre comprendra que pour l'instant tout notre effort soit tourné de ce côté et tende à assurer le succès définitif et prochain de la journée de dix heures.

Caisses d'assurance contre le chômage involontaire. — Sur le chapitre 27 (Subventions à l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, M. Bonnevey a déposé un amendement tendant à inscrire une somme de 1 000 francs, à titre d'indication, comme encouragement aux caisses de chômage des syndicats professionnels et aux institutions d'assurance mutuelle contre le chômage. M. Bonnevey s'est surtout appuyé sur l'exemple de la ville de Gand ⁽¹⁾. Le Ministre a fait à ce sujet la déclaration suivante, à la suite de laquelle l'amendement a été retiré :

Le système de Gand dont parle M. Bonnevey est, en effet, extrêmement intéressant et paraît mériter une sérieuse attention. La question est soumise au Conseil supérieur du travail qui se réunira le 9 novembre. Elle fera l'objet de ses délibérations. Nous pensons être en état dans le budget prochain de faire une proposition d'ordre financier. Je crois que dans ces conditions, il serait inutile de voter un crédit de 1.000 francs qui ne trouverait pas emploi et que l'honorable M. Bonnevey a suffisante satisfaction par la déclaration du Gouvernement.

INTERPELLATION SUR LA GRÈVE D'ARMENTIÈRES ⁽²⁾.

Dans la séance de la Chambre des députés du 7 novembre 1903, M. Jaurès a interpellé le Gouvernement « sur la situation créée à Armentières par le refus qu'opposent les patrons à la proposition d'arbitrage faite par le préfet et acceptée par les ouvriers ».

M. Trouillot, Ministre du commerce, après avoir constaté l'accord déjà établi entre les patrons et les ouvriers sur la nécessité d'un relèvement de salaire correspondant à la réduction de la durée du travail, édictée par la loi du 30 mars 1900 pour le 1^{er} avril 1904, a accepté, au nom du Gouvernement, de renouveler auprès des parties en conflit, la proposition d'arbitrage, et il s'est également associé en ces termes à la demande d'enquête formée par M. Jaurès :

Cette enquête dira si le salaire est bien celui que permet la protection douanière accordée à l'industrie textile. Elle éclairera en même temps le Parlement sur les conditions difficiles de l'industrie elle-même ; elle dira aussi si les conditions d'hygiène dans les usines et dans les habitations ouvrières ne sont pas à réformer profondément.

Il y a là une œuvre d'assainissement matériel et moral qui est considérable et à laquelle le Gouvernement sera heureux de s'associer.

Il espère y travailler avec le concours des ouvriers ; il espère aussi, je le dis très haut, y travailler avec le concours des patrons. Ils sont nombreux ceux qui, par un sentiment profond d'humanité, ont dès maintenant pris toutes leurs mesures pour l'exécution de la loi du 30 mars 1900 et pour la prochaine échéance de son application intégrale. Ils sont nombreux ceux qui nous aideront dans cette œuvre, inspirés à la fois par le souci de la paix publique et de la prospérité du pays.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1903, p. 821.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 892.

A la suite de ces déclarations, l'ordre du jour suivant a été adopté par 502 voix contre 0 :

« La Chambre compte sur le Gouvernement pour renouveler auprès des parties en lutte dans la vallée de la Lys la proposition d'arbitrage ;

Elle décide d'instituer, dans les formes déjà adoptées pour les mines, une enquête parlementaire sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs, et, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour » ⁽¹⁾.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales,
pendant le mois d'Octobre 1903 ⁽²⁾.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séances des 27 et 29 octobre 1903. — Première délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, concernant les conseils de prud'hommes ⁽³⁾.

Durée du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 20 octobre 1903. — Dépôt, par M. Congy, d'une proposition de loi tendant à abroger l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, sur la durée du travail dans l'industrie. (Doc. parl. n° 1225.) — Renvoi à la commission du travail.

Hygiène des ouvriers. — Composés du plomb. — *Sénat.* — Séance du 22 octobre 1903. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, sur l'emploi des composés du plomb dans les travaux de peinture en bâtiment. (Doc. parl. n° 276).

Placement. — *Chambre des députés.* — Séance du 29 octobre 1903. — Dépôt, par M. Chambon, d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par le Sénat, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes de toutes professions ⁽⁴⁾. (Doc. parl. n° 1248).

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 octobre 1903. — Dépôt, par MM. Louis Martin et Ferrero, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers des forges et chantiers de la Seyne (Var) victimes du chômage* (Doc. parl. n° 1253.) — Renvoi à la commission du budget.

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 octobre 1903. — Dépôt, par M. Mirman, d'un rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels. (Doc. parl. n° 1246.)

⁽¹⁾ La Commission chargée de procéder à une enquête parlementaire sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs a été élue le 13 novembre 1903. Elle est composée comme suit :

MM. Jean Morel, Cazauvieilh, Lozé, Defontaine, Dormoy, Dron, Lauraine, Mirman, Lachaud, Bonte, Buyat, Henri Laniel, d'Iriat d'Etchepare, Grosdidier, Pierre Baudin, Henry Boucher, Louis Mill, Charpentier, Krauss, Marc Réville, Klotz, Torchut, Motte, Fernand Engerand, Baudon (Oise), Bonnevey, Audiffred, Dansette, Lerolle, Delory, Congy, Baron Amédée Reille, Jaurès.

⁽²⁾ Ajouter à l'état des travaux législatifs pendant le mois de juillet 1903 :

Règlementation du travail sur les navires de commerce. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 juillet 1903. — Dépôt, par le Ministre de la Marine, d'un projet de loi sur la réglementation des effectifs et du travail à bord des navires de commerce. (Doc. parl. n° 1165.) — Renvoyé à la commission de la marine.

⁽³⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1903, l'état des propositions de loi, p. vii.

⁽⁴⁾ Voir, dans le *Bulletin* de janvier 1903, l'état des propositions de loi, p. iv.

Subventions aux syndicats. — Exposition de Saint-Louis. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 octobre 1903. — Dépôt, par M. Veber, d'une proposition de loi portant ouverture au Ministre du Commerce et de l'Industrie, sur l'exercice 1903, d'un crédit extraordinaire de 200,000 francs pour allocations aux sociétés ouvrières de production et aux délégations de syndicats ouvriers en vue de leur participation à l'Exposition de Saint-Louis. — Renvoi à la commission du budget.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Aisne. — D'après le Conseil des prud'hommes de Bohain, la situation industrielle laisse toujours à désirer. Une petite reprise s'est cependant manifestée dans le *tissage* dit de nouveauté. D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, l'activité est toujours la même dans l'industrie de l'*ameublement* de Saint-Quentin; la durée du travail est de 60 heures par semaine et il n'y a pas de chômage.

Charente-Inférieure. — D'après le Conseil des prud'hommes de La Rochelle, il n'est survenu aucune modification importante dans la situation industrielle. Les travaux en cours s'achèvent, mais le chômage est à craindre pour l'hiver, principalement dans les travaux du *bâtiment*.

Dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Rochefort-sur-Mer, le travail a été peu abondant, mais le chômage a pu en partie être évité grâce aux travaux des localités environnantes. L'industrie du *bâtiment* semble un peu moins animée. Par contre les travaux des *quais* et *docks* ont repris leur activité ordinaire. Dans la plupart des industries la durée du travail est de 10 heures et 10 heures 1/2 en été et de 9 et 10 heures en hiver. Les salaires varient entre 4 et 5 francs chez les ouvriers; entre 3 francs et 3 fr. 75 chez les journaliers, terrassiers et manœuvres.

D'après les renseignements communiqués par la Préfecture et qui sont relatifs au premier semestre, une importante *filature* de La Palice occupant environ 300 ouvriers, a congédié une grande partie de son personnel. Une usine à *gelatine* de la même localité a arrêté ses travaux.

Cher. — La situation industrielle est peu satisfaisante dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Vierzon. Le travail s'est sensiblement ralenti dans la *métallurgie* et les fabriques de *porcelaine* ou 15 p. 100 des ouvriers ont été renvoyés.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail tend à diminuer chez les entrepreneurs de *charpentes* et de *plâtrerie* à Bourges. Les travaux de *peinture* et de *vitrierie* sont également peu animés; un certain nombre d'ateliers ont du réduire leur personnel. A Jouet-sur-l'Aubois, dans les fabriques de *chaux* et *ciments*, la situation est normale; la durée du travail reste toujours fixée à 63 heures.

Doubs. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BESANCON (année 1902). — L'industrie fromagère a eu en 1902 une production normale; l'outillage se transforme progressivement. Il en est de même des *distilleries* qui sont toujours très prospères. Les *salines* ont eu un travail moins suivi, les usines qui emploient le sel étant, depuis quelque temps, beaucoup moins actives. Les fabriques de *cellulose* et de *papier* travaillent régulièrement; la main-d'œuvre est suffi-

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre de 1903.

santé et les salaires sont 3 fr. 50 pour les hommes, 2 francs pour les femmes, 1 fr. 50 pour les enfants. Les *filatures* et *tissages* sont un peu moins animés. Dans cette branche d'industrie, les hommes gagnent de 3 francs à 3 fr. 50 par jour, les femmes de 2 à 3 francs, les enfants de 1 à 2 francs.

Les fabriques de *soie artificielle*, qui occupent environ 430 ouvriers, ont une marche assez régulière, mais elles se ressentent beaucoup de l'établissement d'usines concurrentes, appliquant des procédés pour lesquels l'alcool n'est pas nécessaire.

Dans les industries *métallurgiques* la fabrication est peu active et tend toujours à décroître. En ce qui concerne les *aciers*, la concurrence étrangère devient redoutable. La construction des *vélopièdes* qui occupe 620 ouvriers environ est moins animée qu'au commencement de l'année; la surproduction, la concurrence étrangère et la mauvaise saison sont, en grande partie, cause du ralentissement. Les importantes fabriques de *fil de fer* ont traversé une bonne période de janvier à avril; mais à partir de mai, la production a légèrement diminué. Les *clouteries* et *pointeries* se maintiennent difficilement. Il en est de même des *ateliers de construction mécanique* qui se ressentent toujours de la crise qui sévit depuis 1900 sur toute l'industrie *métallurgique*.

Enfin, l'industrie *horlogère* qui tient une grande place dans la région, vient de traverser une longue crise, durant laquelle la fabrication, pour certaines parties, a été pour ainsi dire, suspendue. Le chômage, qui a atteint plus d'un millier d'ouvriers, a été long et le travail est loin d'avoir repris son cours normal.

Finistère. — La situation industrielle ne s'est pas améliorée depuis le trimestre écoulé, dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Morlaix. La fabrication de la *tonnelerie* a diminué très sensiblement depuis quelques années. Actuellement, les ouvriers ne font qu'une moyenne de 25 heures de travail par semaine.

Dans la *tannerie* beaucoup d'ouvriers ne font que trois quarts de journée. Le personnel occupé à la *carrosserie* chôme aussi un jour par semaine. Enfin dans le *bâtiment*, l'activité n'est pas plus grande et les chômeurs sont nombreux.

Hérault. — D'après le Conseil des prud'hommes de Béziers, aucune modification importante n'est survenue depuis le 2^e trimestre dans la situation générale de l'industrie. Les travaux de vendanges ayant permis d'occuper la plupart des ouvriers, le chômage a été peu sensible.

Dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Lodève, la situation industrielle est à peu près la même. Dans les fabriques de *draps* le travail est un peu moins abondant; les usines ferment généralement un jour par semaine pour procurer du travail à tout le personnel ouvrier.

D'après le Conseil des prud'hommes de Cette, l'industrie *métallurgique* est très animée. Par contre, la proportion des ouvriers en chômage est de 15 p. 100 chez les *tonneliers-fabricants*, de 20 p. 100 chez les *soutireurs* et de 40 p. 100 chez les *charpentiers de marine*.

D'après le Conseil des prud'hommes de Fougères, l'industrie de la *chaussure* subit une crise intense; la plupart des ateliers ne font que 6 et 7 heures par jour. Le chômage n'atteint pas les autres industries.

Loire. — Dans la circonscription du Conseil des prud'hommes de Roanne, l'industrie *textile*, qui occupe environ 8,000 ouvriers, est en pleine morte-saison; on ne compte pas moins de 45 p. 100 de chômeurs. Dans la plupart des autres industries la durée du travail est de 60 heures par semaine; seuls les *tanneurs-corroyeurs* ne font que 50 heures.

La situation industrielle ne s'est guère modifiée depuis le précédent trimestre, dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Saint-Chamond. L'industrie *métallurgique* qui est la plus importante du canton, n'a pas repris son courant ordinaire; un tiers des ouvriers est encore en chômage. Les *houillères*, privées d'une partie des ordres provenant des *métallurgies*, ont pu néanmoins se maintenir grâce aux commandes que les provisions d'hiver leur amènent. Les salaires sont en général stationnaires.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, le travail a été un peu moins abondant que l'an dernier dans l'industrie des *tissus* et *matières textiles* à Saint-Étienne, mais la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas été modifiés.

A Roanne, dans l'industrie *cotonnière*, comme tous les ans à pareille époque, la durée du travail a été sensiblement réduite. De même dans la *bonneterie*, les ouvriers ne font actuellement que 48 heures. Les fabriques de *limes* de Chambon-Feugerolles ont un travail à peu près normal; les essais de fabrication mécanique n'ont pas donné jusqu'ici les résultats attendus; la main d'œuvre est plutôt abondante et il y a environ 5 p. 100 de chômeurs. Enfin, dans l'industrie du *bâtiment*, à Monbrison, le chômage est très important.

Mayenne. — D'après le Conseil des prud'hommes de Laval, l'industrie *cotonnière*, la plus importante de la région, reste toujours dans un état peu satisfaisant. Le chômage actuel dû en grande partie à l'intempérie des saisons, est de 25 à 30 p. 100. Les autres industries ont une marche régulière et normale.

Le travail fait également défaut dans le ressort du Conseil de prud'hommes de Mayenne; plusieurs établissements ont réduit leur personnel.

Meuse. — D'après le Conseil des prud'hommes de Bar-le-Duc, la situation industrielle est assez satisfaisante. Le nombre des établissements n'a pas varié; la moyenne de la journée de travail est de 10 heures et il n'y a pas de chômage.

Les *fonderies* et le *bâtiment* se maintiennent dans une certaine activité. Dans le *tissage*, qui est également très animé, il y a pénurie d'ouvriers et surtout d'apprentis.

Nord. — D'après le Conseil des prud'hommes d'Armentières, la situation est toujours difficile dans les *tissages* de toile, le nombre des établissements n'a pas varié, mais le personnel a diminué dans une certaine proportion; on peut évaluer à 10 p. 100 environ le nombre des chômeurs. Les *filatures* de coton, au contraire, ont une marche régulière; la durée du travail est de 16 heures $\frac{1}{2}$ et il n'y a pas de chômage.

Dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Valenciennes, aucune modification sérieuse n'est survenue dans la situation générale de l'industrie; tous les établissements sont en pleine activité.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, l'industrie du *cuir* à Lille se ressent beaucoup du manque de commandes de l'équipement militaire. Chez les *filateurs* de *lin*, au contraire, le travail est sensiblement plus abondant. Chez les *tisseurs* de *jute*, une légère reprise s'est manifestée à la suite d'importantes commandes de sacs faites par les fabriques de sucre. Plusieurs établissements qui avaient réduit les heures de travail le trimestre précédent, ont repris leur marche ordinaire. Les *filatures* et *retorderies* ont été obligées de chômer un jour par semaine; mais on espère une amélioration vers novembre et décembre.

D'après le comité linier, le travail est toujours abondant et la situation satisfaisante; les salaires sont stationnaires et la durée du travail toujours fixée à 66 heures.

L'industrie de l'*ameublement* reste sans changement.

A Tourcoing, un certain nombre de *filatures* chôment un jour par semaine; d'autres travaillent irrégulièrement.

Les fabriques de *chicorée* de Cambrai sont également peu actives et se maintiennent difficilement.

Enfin, à Fourmies, la situation des *filatures*, *peignages* et *tissages* laisse toujours à désirer. Un établissement, comptant 10 peigneuses, 8,000 broches, 320 métiers, a été fermé. En outre, de nombreux métiers chôment. En filature, on peut compter 20 p. 100 du matériel arrêté; en tissage, 40 p. 100 environ. Dans le peignage, le matériel marche au complet, mais la durée du travail n'est que de 50 heures par semaine.

Pas-de-Calais. — Dans la circonscription du conseil des prud'hommes de Bapaume, l'industrie *sucrière* est en pleine activité; mais, en raison de la température défectueuse, le travail se fait dans des conditions fort pénibles. Les *huileries* ont un travail régulier; par contre, l'industrie *métallurgique* n'est pas animée, mais le chômage est néanmoins peu important. Dans le *tissage* de la soie et du coton, autrefois la principale industrie de la région, les salaires ne sont que de 1 fr. 50 pour une journée variant entre 10 et 11 heures.

L'état d'activité du travail reste le même dans le ressort du conseil des prud'hommes de Saint-Omer. Toutes les usines ont un travail soutenu. Il n'y a ni chômage, ni modifications dans la durée du travail et le taux des salaires.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, les fabriques de dentelles et tulles de Calais sont en pleine morte-saison. L'industrie de la brasserie, à Arras, et l'horlogerie-bijouterie, à Boulogne-sur-Mer, restent sans changement.

Rhône. — Dans le ressort du conseil des prud'hommes de Tarare, aucune modification importante n'est survenue dans la situation industrielle. Le chômage est toujours sensible dans les apprêts.

D'après le conseil des prud'hommes de Thizy, le travail fait défaut; les ouvriers ne travaillent, en moyenne, que 4 jours par semaine; le chômage atteint 1/10 de l'effectif.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, l'industrie de la brasserie, à Lyon, a beaucoup souffert du mauvais temps; la situation du personnel ouvrier est néanmoins satisfaisante.

Dans le tissage mécanique des soieries, l'activité est la même en ce qui concerne la mousseline et les tissus légers. Les usines fabriquant la mousseline ont un travail régulier, mais de nombreux métiers sont inactifs dans les ateliers qui fabriquent le façonné et la belle étoffe de soie pure teinte en flote. L'outillage continue à se transformer; les métiers étroits sont remplacés par les métiers à grande largeur pour tisser l'étoffe jumelle et par les métiers à deux ou plusieurs navettes.

Pas de changement dans les fabriques d'articles de voyage et d'horlogerie.

Somme. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS (1^{er} semestre 1903). — La campagne sucrière 1902-1903 a donné de bons résultats. Dans la meunerie, le commencement du semestre a été très animé, mais cette activité a été de courte durée.

Le travail tend également à diminuer dans l'industrie du jute par suite de la crise qui sévit sur la filature et surtout sur le tissage. L'industrie linière ne semble pas plus favorisée; mais la récolte actuelle se présente dans d'assez bonnes conditions et permet d'espérer une reprise. La situation du tissage mécanique de velours n'a pas subi de grandes modifications; la production a été à peu près la même que dans le dernier semestre de 1902.

Dans la bonneterie, le travail est toujours peu abondant; la production est cependant beaucoup plus active, depuis le mois de juillet, dans la bonneterie de laine.

Enfin, les quatre premiers mois de 1903 ont été favorables à l'industrie de la chaussure; la fin du semestre a été un peu calme.

D'après les renseignements communiqués par les associations patronales, la durée du travail a été réduite, à Amiens, comme tous les ans, à pareille époque, à l'approche de l'hiver, dans l'industrie du bâtiment.

A Péronne, peu de changement, depuis le trimestre dernier, dans la brasserie, dont la situation reste toujours assez difficile.

Algérie. — D'après les renseignements communiqués par la chambre de commerce de Constantine; rien de particulier n'est à signaler dans la situation industrielle en 1902; l'état d'activité du travail laisse toujours un peu à désirer.

Dans la circonscription du conseil des prud'hommes d'Oran, aucune modification importante n'est survenue, dans le trimestre dernier, dans la situation générale de l'industrie, qui est assez satisfaisant.

Bon courant d'affaires dans la tonnellerie et surtout dans le bâtiment. Mais chez les typographes, le travail fait défaut, et le chômage est toujours très sensible dans les ateliers de fonderie et tournage.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 octobre.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les typographes; pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 57 heures, chez les tailleurs de pierre; pas de chômeurs, 54 heures, chez les plâtriers-peintres.

A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs chez les tailleurs de pierre; de même et 60 heures chez ceux de Thoiry.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, travail actif chez les *garçons brasseurs*; travail peu actif chez les *chauffeurs-conducteurs*; 42 heures chez les *mouleurs*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de carton*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs-rattacheurs*; grève chez les ouvriers *nouveurs*; de même chez les *tisseurs*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de changement, 50 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *courreurs-zingueurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *briquetiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et employés de commerce*.

A Château-Thierry, travail un peu plus actif que le mois dernier chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Michel; pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon.

A Chauny, 9 p. 100 de chômeurs, travail peu actif chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; travail actif chez ceux de Saint-Michel, à Boheries, pas de chômeurs, 52 heures et demie chez les *tisseurs*.

Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers-selliers-bourreliers*; à Montluçon, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; à Commentry, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maçons*.

A Buxières-les-Mines, pas de chômeurs, travail actif chez les *ouvriers agricoles*; à Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Pouzy-Mésangy; à Saint-Hilaire, 7 p. 100 de chômeurs chez les *mineurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Commentry.

A Vichy, 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *voitures*; à Saint-Yoire, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sourciers des eaux minérales*.

Alpes-Maritimes. — A Nice, 30 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; nombreux chômeurs chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de changement chez les *vermicelliers*; pas de changement chez les *horlogers*; nombreux chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cannes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; au Broc, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles et horticoles*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Privas, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; à Tournon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Annonay, 15 p. 100 de chômeurs, 30 à 35 heures en moyenne, chez les *mégissiers*; à Serrières, quatre jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*; à Vals, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *mécaniciens*; à Charleville, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; à Sedan, pas de chômeurs, travail actif chez les *tisseurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez ceux d'Illy.

A Fumay, 2 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs, 46 à 60 heures, chez ceux d'Haybes-sur-Meuse. A Fumay, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Revin, pas de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *mouleurs*; de même et 60 heures chez ceux de Vrineux-Bois; de même et 58 heures chez les *métallurgistes* de Château-Renault; pas de changement chez ceux des Vieilles-Forges-des-Mazures; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Bourg-Fidèle; à Nouzon, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Ariège. — A Lavelanet, nombreux chômeurs chez les ouvriers *textiles*; à la Bastide, sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les

métallurgistes; pas de changement chez les *bonnetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 42 heures chez les *teinturiers*.

A Aix-en-Othe, pas de changement chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, 15 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; moitié de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 30 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *cuir*s et *peaux*; 30 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement, 54 heures, chez les *charpentiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*.

A Peyriac-de-Mer, travail moins actif chez les ouvriers *cultivateurs*.

Aveyron. — A Rodez, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; à Millau, 12 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *palissonneurs en couleurs*; pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; nombreux chômeurs chez les *gantiers*.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de changement *cuisiniers-navigateurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-biscuitiers-pâtisseries*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *garçons charcutiers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cafés, hôtels et restaurants*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*; travail peu actif chez les *selliers-bourreliers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *forgerons*; nombreux chômeurs chez les *chaudronniers*; travail peu actif chez les *serruriers*, 8 p. 100 de chômeurs, chez les *ajusteurs*.

Travail actif chez les ouvrières de l'*habillement*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *blanchisseuses*, un tiers de chômeurs chez les *calfsats et perceurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; nombreux chômeurs chez les *maçons-limousinant*; un tiers de chômeurs chez les *mineurs-terrassiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*, pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres-gratteurs*, pas de changement chez les *tuiliers céramistes*.

4 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs conducteurs mécaniciens et automobilistes*; pas de changement chez les *représentants du commerce*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes*.

A Aix, 7 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Ciotat.

A Berre, un quart de chômeurs environ chez les *pêcheurs de l'étang*. A Fontvieille, un quart de chômeurs chez les *carriers*. A Saint-Savournin, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*; de même chez ceux de Gardanne; 4 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau.

Calvados. — A Caen, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs en métal*; travail moins actif chez les *mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *lainiers et liniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; à Honfleur, pas de chômeurs chez les ouvriers *horticulteurs*; à Guibray, 17 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*.

Cantal. — A Aurillac, 15 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs en métal*; travail actif chez les *tailleurs*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*.

A Cognac, 3 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 15 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Rochefort, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; un tiers de chômeurs chez les *menuisiers ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *charbonniers*.

A Saintes, travail peu actif chez les *tonneliers*. A Luzac, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers en produits chimiques*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers en toiles cirées*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*, 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; travail satisfaisant chez les *comptables*.

A Vailly, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; de même chez ceux de Bunvray, de Mornay-sur-Ailier, de Jussy-le-Chaudrier, de Villabon, des Verrons, de Chambon, de Savigny. Pas de changement chez ceux d'Usay-le-Vesson; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Valenay; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Argent; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mornay-Bercy; 18 p. 100 de chômeurs chez ceux de Meneton-Couture; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Blancfort. Moitié de chômeurs chez ceux de la Guerche; de même chez ceux de Barlieu, de la Chapelle-Hugon; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; trois quarts de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres; chômage général chez ceux de Cuffy. A Nérondes, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A Vierzon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *useurs de grains*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers*. A Saint-Amand, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A la Guerche, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; de même chez ceux de Graçay; de même et 50 à 55 heures chez ceux de Dun-sur-Auron; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues.

A Mehun-sur-Yèvre, 6 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *peintres sur porcelaine*; pas de chômeurs, 34 heures, chez les *tuiliers* de Saint-Pierre-lès-Étieux. A la Guerche, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif chez ceux de Jussy-le-Chaudrier.

Corrèze. — A Tulle, 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers ébénistes*.

A Brive, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres-plâtriers*.

A Bort, pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; de même et 66 heures chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*.

A Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *couvreurs*; pas de chômeurs chez les *peintres*.

A Dinan, 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*.

Creuse. — A Guéret, travail satisfaisant chez les *typographes*. A Bourgameuf, pas de chômeurs chez les *maçons*.

Dordogne. — A Périgueux, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; travail assez actif chez les *typographes*; travail plus abondant chez les *tailleurs*. A Bugue, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés en pharmacie*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *meubles*. A Sainte-Suzanne, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail actif, 60 heures, chez les *sculpteurs-mouliniers*.

A Montélimar, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *maçons*. A Romans, 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tuiliers*. A Saint-Resitut, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Saint-Uze, travail satisfaisant chez les *porcelainiers*.

Eure. — A Évreux, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Louviers, 6 p. 100 de chômeurs chez les *apprêteurs*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; travail actif chez les *peintres*.

A Dreux, pas de changement chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail moins actif chez les *mécaniciens*.

Finistère. A Quimper, travail moins abondant chez les *typographes*. A Brest, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Morlaix, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*.

A Tréboul, travail contrarié par le mauvais temps chez les *pêcheurs*; de même chez ceux de Concarneau. A Douarnenez, deux tiers de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*; pas de changement chez ceux d'Audierne; 95 p. 100 de chômeurs chez ceux de Concarneau.

Gard. — A Nîmes, 8 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de changement chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*.

A Alais, 16 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, tailleurs de pierre, plâtriers*. A Beucaire, nombreux chômeurs chez les ouvriers *agriculteurs*. A Chambonnaud, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Tréséols, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Sauve, morte-saison chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 5 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *trépointeurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *meubles*; 12 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*.

Gers. — A Auch, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Gironde. — A Bordeaux, 7 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 5 p. 100 de chômeurs,

60 heures, chez les *typographes*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *conducteurs-imprimeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs chromistes*.

Nombreux chômeurs, 36 heures, chez les *cordonniers* (pièce divisée); 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-camelotiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*.

Nombreux chômeurs chez les *acheurs-argenteurs-doreurs*; moitié de chômeurs chez les *tailleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de haute futaie*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers travaillant le bois mécaniquement; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapisseries-décorateurs*; 20 p. 100 de chômeurs; 63 heures, chez les *ébénistes billardiers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en bois *merrains*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; pas de changement chez les *paveurs-cimentiers*; 28 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *tailleurs de pierre ravauteurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

Pas de changement chez les *déménageurs-emballeurs*; travail actif chez les *charbonniers-sacquières*; pas de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Libourne, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*. A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Langon, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries*.

Hérault. — A Montpellier, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *typographes-lithographes*; pas de chômeurs, travail actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en bois *merrains*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*. A Béziers, travail peu actif chez les *ferblantiers-plombiers*; moitié de chômeurs, 63 heures, chez les *tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Lézignan-la-Cèbe, 28 p. 100 de chômeurs chez les *travailleurs de terre*; pas de chômeurs chez ceux de Mudaison; nombreux chômeurs chez ceux de Capetang; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lodève; moitié de chômeurs chez ceux d'Agde, de Pézenas et de Cazouls-les-Béziers; 65 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-les-Béziers; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Mèze.

A Graissessac, 17 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, nombreux chômeurs chez les *tonneliers*. A Agde, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers des industries du *cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *fondeurs*; pas de chômeurs chez les *chapeliers*; 20 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Fougères, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *maçons*.

Indre. — A Châteauroux, 15 à 20 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *draps*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *galochiers*.

A Issoudun, pas de changement chez les ouvriers en *bâtiment*. A Villedieu, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *chemisières*; grève chez les *porcelainiers*. Au Poinçonnet, 10 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*. A Buzançais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Indre-et-Loire. — A Châteaurenault, 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tanneurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs. 60 heures, travail satisfaisant chez les *imprimeurs lithographes*.

A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*. A Bourgoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. A Vienne, 8 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bouvesse-Quirieu, 7 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A la Motte-d'Aveillons, 1 jour de chômage par semaine chez les *mineurs*.

A Gières, pas de changement, peu de chômeurs chez les *gantiers*. A Rives, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; de même chez ceux de Pont-de-Chésy; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Voiron. A Montalieu-Vercieu, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre et carriers*; 7 p. 100 de chômeurs chez ceux de Parmilien.

Jura. — A Saint-Claude, travail très actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Dôle, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fraisans, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs chez les *boulangers*, pas de chômeurs 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*; de même et 63 à 66 heures chez les *mécaniciens*. A Dax, pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*,

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; travail peu actif chez les coupeurs de *chaussures*. A Romorantin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *drap*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *armuriers*; fin de saison chez les *graveurs d'arme*; moitié de chômeurs chez les *tisseurs*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs-épingleurs*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tanneurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs sur écheveaux*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*; de même chez les *tourneurs en poterie*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*; à Beaubrun, un certain nombre de mineurs ne font que 5 jours par semaine; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; 2 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Genest-Lerpt; un tiers de chômeurs chez ceux de Terrenoire; pas de chômeurs chez ceux de Sorbiers. A Firminy, 7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*; travail un peu plus abondant chez ceux de Saint-Chamond.

A La Gresle, pas de changement chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Ceigne; moitié de chômeurs chez ceux de Jainosse; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux des Barques-Saint-Rambert; travail un peu plus actif chez ceux de Saint-Rambert. A Terrenoire, travail peu actif chez les *passementiers*; de même chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds.

A Saint-Genest-Lept, pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'atelier *rubaniers*; à Chazelles-s-Lyon, pas de changement chez les *chapeliers*. A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*. A Sail-sous-Couzan, travail peu actif chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — A Saint-Didier-la-Séauve, 80 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez

les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ajusteurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; nombreux chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; un quart de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *canionneurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Nazaire, 22 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Chantenay, 25 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*. A Trignac, 14 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *métallurgistes*; travail très peu actif chez les *mouleurs*.

Loiret. — A Orléans, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Ouzouer-sur-Trézé, travail très peu actif chez les *bûcherons*; travail moins actif chez ceux de Thou; pas de chômeurs chez ceux de Chevilly; de même chez ceux de Tigy; 8 p. 100 de chômeurs chez ceux de Gien; nombreux chômeurs chez ceux de Faverelles.

Lot. — A Cahors, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*.

Lot-et-Garonne. — A Agen, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de changement chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de changement chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs chez les *peintres et colleurs*.

A Villeneuve-sur Lot, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Fumel, travail normal, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljalous, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *hommes de peine*. A Lavardac, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Maine-et-Loire. — A Angers, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en chaussures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *vanniers*; travail actif chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Saumur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers-chapeletiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs*. A Cholet, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisserands*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez ceux de La Tessoualle; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Philbert-en-Mauges; de même chez ceux de Saint-Léger et de La Séguinière.

Manche. — A Cherbourg, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Avranches, pas de changement chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*.

A Reims, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; 40 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; 11 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 12 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; travail actif chez les *cochers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Épernay, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *caissiers*. A Fismes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *pelletterie*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *mégissiers palis-*

sonneurs; travail peu satisfaisant chez les employés de la *ganterie*. A Arc-en-Barrois, nombreux chômeurs chez les *bûcherons*.

Mayenne. — A Laval, 2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs chez les employés de commerce.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *lignes*; un tiers de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les *tailleurs*; de même et 66 heures chez les ouvriers du *vêtement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Neuves-Maisons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Meuse. — A Lérrouville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Cousances-aux-Forges, travail un peu plus actif chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Lorient, pas de chômeurs, travail actif, chez les *galochiers*; nombreux chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *menuisiers*; travail moins actif, 54 heures, chez les *maçons*. A Pontivy, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Sauzon, 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*; à Hennebont, pas de changement, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les *cordonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A Decize, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez ceux de Saint-Pierre-le-Montier et de Cercy-la-Tour; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de la Charité-sur-Loire. A Guéigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*.

A Menestreau, pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois*; pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Saint-Verain; de même chez ceux de la Chapelle-Saint-André, de Sicamps, d'Entraîns, de Perroy, de La Fermeté, de Corvol-l'Orgueilleux, de Billy, de Cessy-les-Bois; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Donzy; 2/3 de chômeurs chez ceux de Saint-Bonnet; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Trois-Vèvres; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Celle-sur-Nièvre; 16 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vielmanay; moitié de chômeurs chez ceux de Montavon et d'Arquian; chômage presque général chez ceux de Parigny-les-Vaux, de Champlemy, Menou et Nolay; pas de changement chez ceux de Ciez et de Colméry.

Nord. — A Lille, 20 p. 100 de chômeurs 55 heures chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *confiseurs*; nombreux changement chez les *limonadiers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers en *métaux* (*Saint-Éloi*); 7 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs en confections*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Tourcoing, 8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *tapissiers en grosse maquette*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *tissage*; nombreux chômeurs chez les *tisseurs de laine*; travail moins actif chez les ouvriers *textiles*; A Armentières, grève chez les ouvriers *textiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Dunkerque, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tordeurs d'huiles*; travail actif chez les *voiliers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*, 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *plafonneurs*; 40 p. 100 de chômeurs 48 heures, chez les *marbriers*; à Roubaix, 8 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; travail actif chez les *peigneurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; A Fresnes, pas de chômeurs, travail actif chez les *verriers*; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Aniche.

A Douai, travail actif chez les *mineurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif chez les *menuisiers*; A Cousolre, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *marbriers* à la pendule, A Maubeuge, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Neuville, pas de chômeurs, 63 heures chez les ouvriers *textiles*; de même chez ceux de Co-mines et de Saulzoir; travail peu actif chez ceux de Wignehies; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Saint-Souplet; à Villers-en-Cauchies, 40 p. 100 de chômeurs chez les *tisserands*; pas de chômeurs chez les *tisseurs* d'Avesne-lès-Aubert. A Fourmies, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les ouvriers *textiles*. A Cambrai, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*.

A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-zingueurs*. A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs*. A Caudry, pas de chômeurs, 60 à 65 heures chez les ouvriers en *tulles* unis et *grècs*; 25 à 30 heures seulement par semaine chez les ouvriers *tullistes*. A Gommegnies, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

Oise. — A Beauvais, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *fleurs* et *tisseurs*. A Mouy, travail peu actif chez les *coupeurs en chaussures*. A Creil, 17 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers *agricoles et industriels*.

A Noyon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*. A Saint-Sauveur, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *brossiers*. A Béthizy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers*. A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *jumelliers*. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs à la mécanique*. A Tracy-le-Mont, 25 p. 100 de chômeurs chez les *brossiers*. A la Croix-Saint-Ouen, travail très actif chez les *layetiers*. A Audeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *tabletiers*. A Méru, travail peu actif chez les *boutonniers* en os.

Orne. — A Alençon, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *granitiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 63 heures chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*.

Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*. A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boulangers*, pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *tailleurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*. A Montreuil-sur-Mer, travail satisfaisant chez les *typographes*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 21 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 26 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en *caoutchouc*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Thiers, 20 p. 100 de chômeurs, 75 heures chez les *émouleurs en ciseaux*. A Volvic, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierre*. A Saint-Éloy, pas de changement, 66 heures, chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Messeix.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *carrossiers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bayonne, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapisiers*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du *bâtiment*. Au Boucau, travail peu satisfaisant chez les *métallurgistes*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*;

de même et 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 55 heures, chez les *maçons*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail actif chez les ouvriers *textiles*; travail actif, 60 heures, chez les *marbriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers-polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, travail un peu plus actif chez les *pâtisseries cc.*, *fiseurs*; pas de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif chez les *tailleurs de pierre*.

A Rivesaltes, nombreux chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; pas de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Claira.

Rhin (Haut-). — A Belfort, reprise du travail, 60 heures, chez les *typographes*; travail actif, 66 heures, chez les *menuisiers*.

Rhône. — A Lyon, 30 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *employés de café*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers* (cousu-main).

Nombreux chômeurs chez les *tisseurs*; travail peu actif chez les *tullistes à la chaîne*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; travail actif chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de changement chez les ouvrières de l'*habillement*; travail peu actif chez les *imprimeurs sur étoffes*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; un tiers de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *sculpteurs-mouluriers*.

Pas de changement chez les employés et ouvriers des *bateaux-omnibus*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *comptables* et les *dames employées de commerce*; pas de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail normal chez les *typographes*; travail moins actif chez les *filateurs*. A Neuville-sur-Saône, pas de changement chez les *manouvriers*. A Thizy, 25 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; de même chez ceux de Bourg-de-Thizy. A Grigny, travail moins actif chez les *chapeliers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*. A Ronchamp, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *métallurgistes*. A Saint-Loup-sur-Semouse, un tiers de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Montceau-les-Mines, 50 p. 100 de chômeurs chez les *bateliers*. A Martigny-le Comte, pas de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *piqueurs de grès*; 42 heures chez de Saint-Gengoux. Au Creusot, 2 1/2 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*. A Coublanc, nombreux chômeurs chez les *tisseurs*. A Nanton, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*. A Montceau-les-Mines, pas de changement chez les *mineurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Montchanin. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *siège*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *couvreurs*; 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*. A Vibraye, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; de même et 57 heures chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; A Arvillard, pas de changement chez les *forgerons*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, nombreux chômeurs chez les *boulangers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *biscuitiers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*.

9 p. 100 de chômeurs environ et 60 heures chez les *typographes parisiens*; travail satisfaisant chez les *typographes indépendants*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *conducteurs-typographes*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs et conducteurs*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs de journaux*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes (Union)*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes (indépendants)*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *margeurs-pointeurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs-lithographes*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *graineurs lithographes*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; de même chez les *graveurs de musique*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; travail assez satisfaisant chez les *graveurs d'écritures*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs bitumiers de la photographie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*.

Pas de changement chez les *mégissiers du mouton*; 16 p. 100 de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les *cordonniers*; 4 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers et ouvrières en chaussures militaires*.

7 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du bronze imitation*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *charrons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; de même chez les *tourneurs robinetiers*; 9 p. 100 de chômeurs 60 heures, chez les *chefs de service et contremaîtres de l'industrie métallurgique*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en cuivre*; 6 p. 100 de chômeurs, reprise sensible chez les *mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs repousseurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures chez les *bijoutiers or et argent*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*.

7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *passementiers à la barre*; 2 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *passementiers à la main*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *façonnières-passementiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chapeaux*; de même et 50 heures chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *couturières*; pas de chômeurs chez les *coupeurs de cols et cravates*, 4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers fleuristes*.

7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs-couturières*; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 88 heures, chez les *garçons de lavoie*; 11 p. 100 de chômeurs 90 heures, chez les *couleurs et garçons de lavoie*.

27 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers*; reprise du travail, 60 heures, chez les *ébénistes*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *monteurs en sièges*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *doreurs sur bois*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes en photographie*; travail moins actif, 45 à 50 heures, chez les *ouvriers de la voiture*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *layetiers-emballers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coffretiers*.

4 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; moitié de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bitumiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; nombreux chômeurs chez les *terrassiers-puissatiers-mineurs*; un tiers de chômeurs chez les *plombiers (colonnards)*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *sculpteurs-modèles*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers du meuble*; pas de chômeurs, 64 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *céramistes*; pas de chômeurs chez les *biseauteurs*.

Moins de 2 p. 100 de chômeurs chez les *chauffeurs-conducteurs d'automobiles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs des bateaux parisiens*; pas de chômeurs chez les *porteurs aux halles*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés à la Bourse du Commerce*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes (Alliance)*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; travail actif chez les *courtiers*; pas de changement chez les *employés de commerce et d'industrie*; chez les *placiers en fleurs* et chez les *dames employées aux écritures*; 6 p. 100 de chômeurs chez *emballeurs de chiffons*;

pas de changement chez les employés de l'enseignement privé; nombreux chômeurs chez les *élèves en pharmacie*; pas de changement chez les employés des *bureaux de placement*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Vitry-sur-Seine, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers de la terre. A Clichy, pas de changement chez les *boulangers*. A Saint-Denis, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois*. A Boulogne-sur-Seine, 12 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *blanchisseurs*; un tiers de chômeurs, 80 heures, chez ceux de Puteaux.

A Levallois-Perret, pas de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *cochers*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 4 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; un tiers de chômeurs, chez les *coupeurs et brocheurs de la corbonnerie*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *maréchaux-ferrants*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *chaudronniers*; 12 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *fondeurs*; un quart de chômeurs environ, 42 heures, chez les *constructeurs-mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 28 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *chefs d'équipe mécaniciens*;

Au Havre, 5 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; travail peu actif chez les *fondeurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *roiliers*; moitié de chômeurs chez les *charpentiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrasiers*; un tiers de chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les *cochers*; nombreux chômeurs chez les *charbonniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Elbeuf, travail peu actif chez les *menuisiers*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; travail actif chez les *peintres*. A Deville, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Malaunay, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; travail peu actif, 54 heures, chez ceux d'Oissel; pas de changement chez ceux de Bolbec.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 4 p. 100 de chômeurs, 40 à 63 heures, chez les *typographes*. A Montereau, quelques chômeurs, de 40 à 63 heures, chez les *faïenciers*. A Nanterre-les-Meaux, pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *carriers*. A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail plus actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs*; un tiers de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Étampes, 9 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Saint-Germain, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. A Méry, pas de chômeurs chez les *carriers*; travail satisfaisant chez ceux de Cernay-la-Ville. A Argenteuil, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonne, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *chapetiers*. A Mantes, pas de changement chez les ouvriers en *instruments de musique*. A Chaville, travail actif chez les *blanchisseurs*. A Orsay, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Sèvres (Deux-). — A Niort, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes-lithographes*. A Melle, travail actif. 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Thouars, A Saint-Laurs, 5 jours seulement de travail par semaine chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs en chaussures*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*habillement*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapisseries*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*, 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*, travail moins actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Albert, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Tarn. — A Albi, un tiers de chômeurs chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *chapeliers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

A Castres, légère amélioration chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même, 60 heures, chez les *charpentiers* et chez les *tourneurs sur bois*; A Graulhet, nombreux chômeurs, 50 à 40 heures chez les *moutonniers*.

A la Bastide-Rouairoux, nombreux chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers de l'industrie lainière. A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *menuisiers-ébénistes*. A Briatente, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*.

Var. — A Toulon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs de la terre*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs chez les *machinistes*.

A Draguignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*. A Hyères, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*. A la Seyne, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *perceurs riveurs*; A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*. A Caderoune, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*. Aux Sables d'Olonne, travail peu actif chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers*; A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tisserands*; de même chez ceux d'Évrunes, et des Épesses.

Vienne. — A Poitiers, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, travail actif, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *serruriers*; 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *tailleurs de pierre*; de même chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; travail actif chez les *imprimeurs-conducteurs*; de même chez les *typographes* et les *imprimeurs-lithographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *talonniers*; reprise de saison chez les ouvriers de l'habillement; 30 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrasiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs en plâtre céramistes*; pas de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *moufletiers*; pas de chômeurs chez les *peintres sur porcelaine*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *gazetiers*; pas de chômeurs, 78 et 82 heures, chez les employés aux *moufles dits crématoires*; pas de changement chez les élèves en pharmacie.

A Saint-Junien, 25 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment.

Vosges. — A Saint-Dié, 10 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les ouvriers textiles. A Épinal, 3 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Remiremont, pas de changement chez les *typographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Grenges, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers textiles.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*. A Sens, baisse de travail chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Brienon, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Saint-Martin-des-Champs, pas de chômeurs chez les ouvriers *forestiers* de même chez ceux de Sommechaie, de Sept-Fonds, de Domats, de Courson, de Perreux, des Ormes, de Fontenailles-sous-Andryes; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de Saint-Sauveur, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Saint-Fargeau; de même chez ceux de Mejilles; plus de moitié de chômeurs chez ceux de Treigny. A Ravières, pas de changement chez les *carriers*.

Algérie. — A Alger, 5 p. 100 de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*; travail plus actif chez les ouvriers du *liège*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les employés en *quincaillerie*.

A Mustapha, 25 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; un tiers de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*; 27 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *terrassiers*.

A Bône, 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Adjudications. — Adjudications importantes en novembre et décembre 1903.

ROUTES ET CHEMINS.

10 novembre. — MANCHE. — Entret. des chem. de gr. comm. p. 5 ans.....	1,007,815 ¹
11 novembre. — ALGÉRIE. — Trav. sur chem. vicinaux.....	104,000
12 novembre. — BOUCHES-DU-RHÔNE. — Trav. de viabilité.....	101,660
14 novembre. — MANCHE. — Ent. de chem. de gr. comm. p. 5 ans.....	1,036,450
14 novembre. — MANCHE. — Cylindr. sur ch. de gr. comm. p. 5 ans.....	150,000
21 novembre. — LOIRET. — Ent. des routes nat. p. 5 ans.....	548,750
25 novembre. — NORD. — Trav. s. routes et chem.....	198,241
2 décembre. — ALGÉRIE. — Oran : chauss. empierr.....	100,000
3 décembre. — GARD. — Ent. des routes nat. p. 5 ans.....	112,500
4 décembre. — HAUT-RHIN. — Ent. des ch. vic. p. 4 ans.....	238,864
5 décembre. — LOT. — Cylindr. sur chem. vic. p. 5 ans.....	250,000

CHEMINS DE FER.

14 novembre. — SEINE-INFÉRIEURE. — Lig. Aumale-Enverineu.....	488,000
20 novembre. — ARIÈGE. — Lig. Saint-Girons-Ourst. 1 ^{er} lot.....	270,000
2 décembre. — VENDÉE. — Lig. Fontenay-le-Comte-Cholet. 7 ^e lot..	1,160,000

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

14 novembre. — MAINE-ET-LOIRE. — Approp. et const. de bâtim....	212,967
15 novembre. — DRÔME. — M. de Crest. Const. d'une éc. prim....	100,536
20 novembre. — HÉRAULT. — École des filles et garçons.....	96,000
25 novembre. — SOMME. — Const. d'une prison cellulaire.....	517,284
26 novembre. — AVIGNON. — Guerre; Constr. d'ateliers.....	105,460
8 décembre. — GIRONDE. — Bordeaux: Entr. des bât. comm. p. 3 ans.....	284,800

CANALISATIONS ET ÉGOUTS.

21 novembre. — LOIRE. — M. de Saint-Étienne; const. d'égouts....	130,000
25 novembre. — BOUCHES-DU-RHÔNE. — Marseille: tout à l'égout....	158,200
5 décembre. — LOIRE. — Saint-Étienne; dérivation du Lignon.....	128,000
18 décembre. — SARTHE. — Mans; amélior. du serv. des eaux.....	1,252,003

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1902.	Sept. 1903.	Oct. 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	24 ^f 875	21 ^f 75	25 ^f 875
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	36 00	33 50	35 875
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	58 00	57 875	49 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	66 25	76 75	39 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	72 00	70 50	63 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	53 75	56 75	66 25
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ..	140 50	141 50	145 00
Soies grèges Cévennes, le kilogr.....	46 50	49 00	55 50
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)..	140 75	141 25	160 00
Étain Banka, <i>idem</i>	317 50	323 00	318 00
Plomb, <i>idem</i>	32 75	32 75	33 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem</i>	48 12	47 50	52 81
Blé à Paris, <i>idem</i>	22 75	20 60	21 85
Blé à Nantes, <i>idem</i>	20 70	19 85	19 60
Blé à Dijon, <i>idem</i>	19 75	19 10	19 60
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 28	1 28	1 35
Viande veau, <i>idem</i>	1 78	1 63	1 77
— mouton, <i>idem</i>	1 89	1 85	1 95
— porc, <i>idem</i>	1 38	1 46	1 26

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1903.

	1903.	1902.	AUGMENTATION	DIMINUTION
	francs.	francs.	en 1903.	en 1903.
IMPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	731,201,000	658,925,000	72,276,000	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,417,586,000	2,303,851,000	113,735,000	"
Objets fabriqués.....	665,023,000	639,545,000	25,478,000	"
TOTAUX.....	3,813,810,000	3,602,321,000	211,489,000	"
AUGMENTATION en 1903.....			211,489,000	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	516,096,000	569,296,000	"	53,200,000
Matières nécessaires à l'industrie.....	975,557,000	961,778,000	13,799,000	"
Objets fabriqués.....	1,743,443,000	1,748,071,000	"	4,628,000
Colis postaux.....	208,263,000	192,507,000	15,756,000	"
TOTAUX.....	3,443,379,000	3,471,652,000	29,555,000	57,828,000
DIMINUTION en 1903.....			28,273,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,219,750,200 francs du 1^{er} janvier au 28 octobre 1903 contre 1,196,372,800 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 1.95 p. 100.

Faillites. — 151 faillites et 14 liquidations judiciaires en octobre 1903 (contre 135 et 1 en octobre 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 83 demandes en octobre 1903, dont 71 pour des constructions neuves, contre 91 et 77 en octobre 1902.

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT
PENDANT LE 3^e TRIMESTRE 1903.

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

LOCALITÉS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
Paris (1 ^{er} arrondissement) ...	170	151	48	38	190	157	56	21	206	243	79	31
— (II ^e —) ...	683	673	441	"	848	849	537	8	1,511	1,545	990	"
— (IV ^e —) ...	333	301	283	7	344	319	300	10	471	442	401	11
— (V ^e —) ...	105	172	108	17	103	120	87	22	145	222	132	17
— (VI ^e —) ...	369	335	124	187	191	361	123	208	306	600	178	306
— (IX ^e —) ...	178	179	63	"	156	214	74	8	185	399	116	"
— (XII ^e —) ...	125	93	76	3	138	96	81	4	130	99	84	"
— (XIII ^e —) ...	396	288	273	"	408	300	288	"	395	287	273	"
— (XIV ^e —) ...	120	224	88	"	85	190	80	"	73	271	95	"
— (XV ^e —) ...	344	272	252	4	394	298	280	1	473	404	383	3
— (XVII ^e —) ...	400	372	223	33	371	341	192	35	501	576	289	48
— (XIX ^e —) ...	445	291	235	"	440	290	236	10	532	325	245	"
— (XX ^e —) ...	475	301	166	"	329	231	148	8	259	293	169	"
— (refuges municipaux) ...	(1)	(1)	77	265	(1)	(1)	88	129	(1)	(1)	79	132
Levallois-Perret ...	"	"	"	"	126	108	108	"	155	135	132	"
Bordeaux ...	374	141	135	5	326	133	129	"	442	200	198	"
Brest ...	68	25	25	"	66	15	15	"	72	25	22	"
Charleville ...	23	15	3	"	26	14	1	"	31	37	7	"
Douai ...	2	"	"	"	2	5	"	"	4	6	"	"
Épinal ...	4	3	2	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Le Puy ...	4	4	4	"	6	5	5	"	7	6	6	"
Lisieux ...	150	171	62	1	193	173	81	1	243	198	94	2
Lyon ...	125	91	33	"	122	68	50	2	152	143	45	5
Montpellier ...	10	3	3	"	"	"	"	"	6	3	3	"
Nancy ...	106	19	15	"	77	14	7	"	108	39	22	"
Narbonne ...	45	33	30	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans ...	4	3	3	"	3	2	2	"	4	3	3	"
Saint-Dié ...	26	24	18	1	28	28	"	1	51	(1)	22	"
Sens ...	35	13	9	"	35	13	11	1	39	15	11	"
Trouville ...	"	"	"	"	30	20	16	4	15	9	6	3
Versailles ...	10	6	6	"	9	4	7	"	12	8	6	"
Vienne ...	"	"	"	"	50	28	"	"	80	17	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

B. — BOURSES DU TRAVAIL. (3^e TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
			démou- re	en extra.			démou- re	en extra.			démou- re	en extra.
Agen.....	16	1	"	1	26	13	6	1	"	"	"	"
Aix.....	57	33	32	"	73	46	45	"	80	50	46	"
Amiens.....	153	87	75	"	141	96	85	"	169	69	69	6
Angers.....	205	134	134	"	165	103	103	"	209	134	134	180
Blois.....	33	30	22	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	245	215	129	68	313	262	87	101	535	514	364	128
Boulogne-sur-Seine (Seine).....	20	10	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Boulogne-sur-Mer.....	66	42	38	"	57	50	22	"	58	52	34	"
Bourges.....	183	251	145	9	216	270	160	8	205	230	107	4
Dijon.....	267	155	155	"	203	159	147	4	"	"	"	"
Issy-les-Moulineaux (Seine).....	10	(1)	"	12	"	"	"	"	"	"	"	"
La Rochelle.....	"	"	"	"	51	30	27	"	71	42	38	"
Narbonne.....	"	"	"	"	63	40	16	32	66	46	22	23
Nevers.....	3	4	3	"	7	8	1	3	3	"	"	"
Nice.....	"	"	"	"	100	90	46	13	"	"	"	"
Nîmes.....	132	40	40	82	"	"	"	"	"	"	"	"
Orléans.....	144	163	85	"	167	121	90	"	171	106	92	"
Périgueux.....	8	3	2	"	9	21	9	1	11	5	3	2
Poitiers.....	31	28	3	21	31	29	23	"	34	29	24	"
Reims.....	387	282	259	"	362	235	201	"	375	255	232	"
Roanne.....	34	18	17	4	44	11	11	5	38	11	9	3
Rouen (2).....	"	"	"	"	"	"	"	"	716	378	224	24
Saint-Chamond.....	"	"	"	"	"	"	"	"	23	18	13	5
Saint-Étienne.....	645	176	54	110	751	183	95	83	988	143	80	52
Saumur.....	118	64	21	1	54	38	22	"	118	66	38	2
Tulle.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	16	"	"
Valence.....	212	120	60	"	197	105	60	"	201	129	73	"
Vierzon-Ville (Cher).....	57	66	26	36	61	52	20	14	72	44	26	8
Alger.....	632	487	359	333	603	427	292	208	717	512	365	335
Mistapha.....	13	11	"	"	22	17	17	"	39	25	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(2) Pendant le 3^e trimestre.

C. — SYNDICATS PATRONAUX. (3^e TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démou- r.	en extra.			démou- r.	en extra.			démou- r.	en extra.
Bordeaux.....	Les coiffeurs français....	"	"	"	"	33	117	22	73	"	"	"	"
Id.....	Bijouterie.....	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Carcassonne.....	Bâtiment.....	19	18	16	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chartres.....	Charcuterie.....	"	"	"	"	18	16	16	"	15	14	14	"
Isle-Adam(Seine- et-Oise).....	Boucherie et charcuterie.	15	9	9	1	"	"	"	"	11	9	9	"
Le Havre.....	Épicerie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	11	7	"
Le Mans.....	Épicerie et droguerie....	49	29	18	"	43	31	15	"	61	29	33	"
Lyon.....	Articles de voyage.....	"	"	"	"	4	3	1	"	"	"	"	"
Macon.....	Pharmaciens.....	6	7	1	"	6	5	4	"	"	"	"	"
Nancy.....	Boucherie.....	14	9	9	"	13	12	12	"	13	13	13	"
Paris.....	Menuiserie française.....	15	9	9	"	16	7	7	"	16	9	9	"
Id.....	Boulangerie.....	50	57	26	"	70	78	31	"	102	110	51	"
Id.....	Épicerie française.....	653	855	642	"	571	695	552	"	726	1000	691	"
Id.....	Épicerie au détail.....	380	358	335	"	378	314	321	"	"	"	"	"
Id.....	Produits alimentaires.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	3	2	"
Id.....	Papier et industries qui le transforment.....	52	39	18	"	56	38	23	"	87	70	52	"
Id.....	Marchands et fabricants de papiers.....	10	4	"	"	14	4	"	"	"	"	"	"
Id.....	Maîtres tailleurs.....	36	32	"	"	14	21	"	"	148	120	"	"
Id.....	Commerce et fabrication de la quincaillerie....	(1)	35	23	3	(1)	42	29	"	(1)	69	33	"
Id.....	Couteliers.....	31	33	27	"	29	31	27	"	39	28	26	"
Id.....	Usines d'électricité.....	4	4	1	1	6	7	2	"	5	12	5	"
Id.....	Négociants, commission- naires et commerce extérieur.....	21	2	2	"	9	3	"	"	26	8	8	"
Id.....	Entrepreneurs de travaux publics.....	15	"	"	"	18	(1)	1	"	13	"	"	"
Id.....	Relieurs.....	"	"	"	"	92	31	31	"	88	28	28	"
Id.....	Magnétiseurs et masseurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Id.....	Gérants de débits de tabacs	15	(1)	3	"	14	6	2	3	17	2	1	1
Id.....	Propriétaires de bains.....	"	"	"	"	18	17	4	23	"	"	"	"
Id.....	Marchands forains en tis- sus.....	"	"	"	"	357	373	319	"	"	"	"	"
Id.....	Pharmaciens de France..	17	27	3	2	14	18	3	2	17	23	7	4
Id.....	Architectes de France...	"	"	"	"	"	"	"	"	39	5	3	"
Reims.....	Pharmaciens.....	1	3	1	"	"	"	"	"	3	1	1	"
Rennes.....	Patrons relieurs.....	2	6	"	5	"	"	"	"	3	(1)	1	1
Id.....	Charentiers.....	"	"	"	"	22	5	5	"	"	"	"	"
S ^t -Germain-en- Laye (Seine- et-Oise).....	Industries du bâtiment..	70	12	"	12	57	8	"	10	59	9	1	10
Tours.....	L'Office des travailleurs.	107	68	68	"	98	66	66	"	132	86	79	"
Id.....	Charcuterie.....	40	36	33	"	38	45	35	"	50	17	27	"
Versailles.....	Coiffeurs.....	3	1	1	4	1	1	1	3	6	1	1	2

(1) Chiffre non indiqué.

D. — SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS ET MIXTES EN DEHORS DES BOURSES DU TRAVAIL.
(3^e TRIMESTRE 1903.)

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUIL LET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure à	en extra.			demeure à	en extra.			demeure à	en extra.
AGRICULTURE, FORÊTS ET CARRIÈRES.													
Charenton - du-Cher.....	Bûcherons.....	76	16	"	16	48	49	"	48	"	"	"	"
Perrons (Cher).....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	13	15	1	12
Mornay - Berry (Cher).....	Id.....	"	"	"	"	27	"	"	"	37	0	"	"
Vallenay (Cher).....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	25	(1)	"	10
Chamborigaud (Gard).....	Mineurs.....	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Cournonterral.....	Travailleurs de terre...	5	10	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Pézenas.....	Id.....	30	0	"	"	"	"	"	"	50	0	"	"
Terrenoire.....	Mineurs.....	17	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Montpellier.....	Jardiniers fleuristes.....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	0
Lézignan - la-Cèbe.....	Travailleurs de terre, carriers et terrassiers..	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Jardiniers.....	30	18	5	9	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint - Genest - Lept.....	Mineurs.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Pézilla - de - la-Rivière.....	Travailleurs de terre....	"	"	"	"	0	60	"	"	"	"	"	"
Arc - en-Barrois (H ^{te} -Marne).....	Bûcherons.....	"	"	"	"	200	"	"	"	200	0	"	"
Montaron (Nièvre).....	Bûcherons, ouvriers agricoles.....	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Volvic (Puy - de Dôme).....	Carriers tailleurs de pierres.....	"	"	"	"	4	0	"	"	6	0	"	"
Toulon.....	Travailleurs de terre....	4	0	"	"	2	1	1	"	"	"	"	"
Oran.....	Ouvriers agricoles.....	105	27	4	103	328	87	5	302	"	"	"	"
INDUSTRIE DE L'ALIMENTATION.													
Nice.....	Confiseurs, pâtisseries...	"	"	"	"	"	"	"	"	10	2	2	"
Id.....	Employés restaurateurs..	"	"	"	"	"	"	"	"	150	7	6	1
Carcassonne.....	Garçons limonadiers, restaurateurs.....	1	2	"	2	2	1	"	2	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	2	4	"	15	2	4	1	17	1	2	2	13
Narbonne.....	Id.....	1	1	1	0	1	1	0	1	2	(1)	"	1
Marseille.....	Garçons bouchers et charcutiers.....	10	40	10	14	40	10	15	"	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs, pâtisseries...	41	29	18	11	59	43	31	12	25	13	9	4
Id.....	Employés de cafés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	74	792
Aix.....	Boulangers.....	"	"	"	"	0	3	"	"	"	"	"	"
Avillat.....	Bouchers et charcutiers..	"	"	"	"	"	"	"	"	5	(1)	"	3
Cognac.....	Boulangers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	1	1
Ajaccio.....	Garçons de café.....	2	2	1	5	"	"	"	"	"	"	"	"
Montélimar.....	Boulangers.....	"	"	"	"	6	6	2	4	"	"	"	"
Besançon.....	Garçons, limonadiers restaurateurs.....	7	4	9	"	22	16	22	92	"	"	"	"
Nîmes.....	Confiseurs et pâtisseries..	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4	3	"
Bordeaux.....	Cuisiniers.....	7	36	26	"	"	"	"	"	36	56	22	189
Id.....	Pâtisseries-glaciers.....	12	15	12	45	22	37	34	143	22	23	21	29
Id.....	Boulangers, biscuitiers..	23	7	4	26	29	7	8	28	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demander	en extra.			à demander	en extra.			à demander	en extra.
INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION. (Suite.)													
Toulouse.....	Boulangers.....	"	"	"	"	30	10	5	20	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries-glacières.....	"	"	"	"	"	"	"	"	16	11	11	4
Montpellier....	Boulangers.....	25	9	5	4	30	20	5	25	15	3	3	5
Id.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	15	4	2	4	8	1	1	16
Tours.....	Boulangers.....	"	"	"	"	2	3	2	"	"	"	"	"
Saint-Etienne..	Garçons limonadiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	18	4	4	45
Agen.....	Cuisiniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	2	2	1
Villeneuve-s-Lot	Boulangers.....	"	"	"	"	7	4	2	"	3	2	1	1
Nancy.....	Cuisiniers et pâtisseries...	"	"	"	"	70	20	30	10	"	"	"	"
Nevers.....	Boulangers.....	7	4	"	20	7	5	5	29	"	"	"	"
Lille.....	Confiseurs et chocola- tiers.....	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Garçons limonadiers, res- taurateurs.....	(1)	20	5	15	7	(1)	4	175	3	3	10	"
Id.....	Boulangers.....	"	"	"	"	(1)	54	11	43	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries.....	"	"	"	"	30	25	25	3	"	"	"	"
Dunkerque.....	Boulangers.....	"	"	"	"	5	5	5	2	5	3	2	1
Fournies.....	Id.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Clerm-Ferrand	Cuisiniers.....	"	"	"	"	7	0	"	"	"	"	"	"
Bayonne (Mous- serolles)....	Boulangers.....	(1)	(1)	"	2	(1)	(1)	3	3	"	"	"	"
Perpignan.....	Id.....	4	5	5	1	5	3	1	2	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	10	2	"	"	"	"	"	(1)	4	5	26
Id.....	Pâtisseries confiseurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	3	2	1
Lyon.....	Garçons bouchers.....	80	0	"	"	73	(1)	30	10	"	"	"	"
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	15	114	(1)	(1)	8	107	(1)	(1)	7	80
Id.....	Employés de cafés, hô- tels.....	40	160	20	140	"	"	"	"	(1)	(1)	40	150
Paris (Les com- pagnons du nouveau siè- cle.....	Boulangers.....	23	10	7	6	24	12	9	5	7	13	8	5
Paris.....	Boulangers du XI ^e	(1)	(1)	43	29	"	"	"	"	(1)	(1)	48	31
Id.....	Ouvriers en salaisons.....	55	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Pâtisseries (rue J-J-Rous- seau).....	54	101	7	94	90	60	20	40	120	80	30	50
Id.....	Biscuitiers.....	15	11	"	30	9	6	"	32	17	12	"	44
Id.....	Cuisiniers.....	(1)	(1)	72	425	(1)	(1)	38	505	(1)	(1)	34	227
Id.....	Confiseurs.....	23	2	2	1	21	3	3	"	17	12	"	"
Id.....	Garçons de cuisine.....	(1)	(1)	10	346	"	"	"	"	80	60	50	70
Id.....	Limonadiers, restaura- teurs.....	250	250	15	135	"	"	"	"	150	80	20	60
Id.....	Employés de la charcu- terie.....	"	"	"	"	154	142	129	13	"	"	"	"
Albi.....	Boulangers.....	4	2	1	1	3	1	1	1	6	0	"	"
Hyères.....	Id.....	5	3	5	8	4	4	4	7	"	"	"	"
Limoges.....	Cuisiniers-pâtisseries.....	(1)	61	6	46	"	"	"	"	"	"	"	"
Alger.....	Employés limonadiers, restaurateurs.....	15	5	4	11	16	4	5	7	"	"	"	"
Mustapha.....	Cuisiniers, pâtisseries....	"	"	"	"	12	4	4	"	"	"	"	"
INDUSTRIES CHIMIQUES.													
Marseille.....	Savonniers.....	"	"	"	"	103	11	(1)	(1)	"	"	"	"
Paris.....	Travailleurs C ^{ie} du Gaz..	"	"	"	"	75	(1)	"	75	180	96	"	160

(1) Chiffres non indiqués

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demander	en extra.			à demander	en extra.			à demander	en extra.
INDUSTRIES DU LIVRE.													
Soissons.....	Typographes.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Laon.....	Id.....	2	0	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Id.....	8	0	"	"	16	13	13	"	"	"	"	"
Privas.....	Id.....	3	0	"	"	3	2	"	2	"	"	"	"
Charleville.....	Id.....	2	(1)	1	1	2	1	1	1	5	0	"	"
Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.....	18	6	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aurillac.....	Typographes.....	"	"	"	"	2	(1)	"	1	"	"	"	"
Angoulême.....	Typo-lithographes.....	18	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tulle.....	Typographes.....	"	"	"	"	2	1	1	"	2	2	(1)	(1)
Brive.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	1	"
Semur (C-d'Or).....	Id.....	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dinan.....	Id.....	"	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"	"
Chartre.....	Id.....	1	1	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Quimper.....	Id.....	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"	1	1	2	1
Bordeaux.....	Id.....	"	"	"	"	20	15	(1)	(1)	25	10	(1)	(1)
Id.....	Dessin., chromistes, etc.....	"	"	"	"	0	3	"	"	1	0	"	"
Id.....	Papetiers, relieurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	(1)	(1)
Id.....	Imprim. cond. typogr.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	(1)	1	"
Tours.....	Typographes.....	"	"	"	"	6	6	2	4	"	"	"	"
Blois.....	Id.....	5	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Etienne.....	Imprim. grav. lithogr.....	10	0	"	"	12	0	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Typographes.....	"	"	"	"	15	2	1	1	"	"	"	"
Saint-Nazaire.....	Id.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Villeneuve-s-L ^o	Typo-lithographe.....	"	"	"	"	1	(1)	"	1	"	"	"	"
Avranches.....	Typographes.....	2	(1)	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Cherbourg.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	(1)	"	1
Châlons-s-Marne.....	Id.....	"	"	"	"	8	(1)	1	"	2	0	"	"
Reims.....	Lithographes.....	"	"	"	"	4	2	2	1	1	0	"	"
Beauvais.....	Typographes.....	2	0	"	"	2	0	"	"	1	0	"	"
Alençon.....	Id.....	3	2	(1)	(1)	5	4	1	3	7	4	(1)	(1)
Flers (Orne).....	Id.....	1	1	(1)	(1)	"	"	"	"	3	0	"	"
Clermont-Ferr ^d	Ouvriers des manufactures de caoutchouc.....	17	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Pau.....	Typographes.....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bayonne.....	Id.....	4	4	6	"	(1)	3	2	"	3	0	"	"
Tarbes.....	Id.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	1	"
Villefranche.....	Id.....	"	"	"	"	1	1	1	"	2	2	1	1
Lyon.....	Imprim., cond. typogr.....	4	0	"	"	(1)	(1)	52	"	"	"	"	"
Id.....	Minerv., point, marg. typ.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Papetiers et règleurs.....	"	"	"	"	8	0	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Union lithogr. (B. du T.).....	38	14	11	3	54	33	23	10	48	1	25	6
Id.....	Graveurs lithographes.....	(1)	6	"	6	"	"	"	"	(1)	4	2	2
Id.....	Fondeurs typographes.....	2	0	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Dessinateurs chromistes.....	5	2	3	"	2	5	7	"	"	"	"	"
Id.....	Opérat.-bitum. photograv.....	2	(1)	"	2	2	1	"	1	10	(1)	"	3
Id.....	Doreurs sur cuirs, papiers.....	5	2	2	"	6	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Imprimeurs lithographes.....	70	7	2	1	(1)	17	"	53	35	23	"	58
Id.....	Papetiers-règleurs.....	"	"	"	"	35	30	5	25	"	"	"	"
Id.....	Typographie parisienne.....	"	"	"	"	150	50	(1)	(1)	140	60	"	60
Id.....	Typographes (indépend.).....	"	"	"	"	150	98	30	68	278	199	83	116
Id.....	Cond. typo. (Gutenb.).....	"	"	"	"	28	6	1	5	23	6	2	4
Id.....	Correcteurs.....	"	"	"	"	3	3	2	1	"	"	"	"
Id.....	Conducteurs, point, marg. min. (r. J.-J.-Rousseau).....	"	"	"	"	28	14	4	10	"	"	"	"
Id.....	Lithogr. (syndicat indép.).....	"	"	"	"	37	26	26	"	117	1	129	129
Id.....	Dessinateurs, écrivains et graveurs lithographes.....	"	"	"	"	23	15	0	12	"	"	"	2
Id.....	Margeurs, point, lithogr.....	"	"	"	"	45	31	4	27	45	15	3	1

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeur. en extra.				à demeur. en extra.				à demeur. en extra.	
Paris	Stéréotypeurs-galvanopl.	"	"	"	"	2	0	"	"	3	1	1	"
Id	Graveurs lithographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	29	15	"	10
Versailles	Typographes.	"	"	"	"	"	"	"	"	12	0	"	"
Niort	Typo-lithographes.	1	1	"	1	"	"	"	"	2	2	1	1
Melle	Typographes.	"	"	"	"	2	2	"	2	"	"	"	"
Thouars	Imprimeurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	1	1	"
Amiens	Typographes.	"	"	"	"	28	(1)	0	8	"	"	"	"
Toulon	Id.	7	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Avignon	Id.	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fontenay-le-C ^{ts}	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	2	2	"	2
Poitiers	Id.	"	"	"	"	4	0	"	"	"	"	"	"
Limoges	Id.	2	2	(1)	(1)	"	"	"	"	2	2	(1)	(1)
Id.	Imprimeurs lithographes.	"	"	"	"	2	1	"	1	"	"	"	"
Auxerre	Typographes.	"	"	"	"	3	1	"	1	2	2	1	1
Alger	Id.	10	0	"	"	16	7	7	"	"	"	"	"

INDUSTRIES DU LIVRE. (Suite.)

CUIRS ET PEAUX.

Carcassonne ..	Ouvr. en cuirs et peaux.	"	"	"	"	"	"	"	"	16	0	"	"
Marseille	Selliers, bourreliers.	2	1	(1)	(1)	2	2	2	"	2	2	(1)	(1)
Bastia (Corse) ..	Cordonniers.	"	"	"	7	25	10	"	8	"	"	"	"
Dijon	Ouvriers en chaussures.	5	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux	Cordonniers, pièce divisée.	60	0	"	"	20	1	1	"	40	0	"	"
Blois	Ouvriers en chaussures.	40	35	31	2	66	35	38	"	51	20	15	5
Saint-Étienne ..	Ouvr. des cuirs et peaux.	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Souillac (Lot) ..	Tanneurs et corroyeurs.	"	"	"	"	14	"	"	"	"	"	"	"
Angers	Coupeurs en chaussures.	"	"	"	"	2	0	"	"	2	(1)	"	1
Bagnères-de- Bigorre	Cordonniers.	"	"	"	"	(1)	2	2	"	"	"	"	"
Clermont-Fer- rand	Cuirs et peaux.	"	"	"	"	45	(1)	"	28	"	"	"	"
Lyon	Cordonniers cousu main.	114	(1)	23	"	45	(1)	"	3	38	0	"	"
Paris	Ouvr. du chevreau glacé.	15	7	(1)	(1)	16	9	"	"	"	"	"	"
Id.	Ouvriers en pelletterie.	6	10	"	6	7	7	"	7	"	"	"	"
Id.	Selliers harnacheurs.	6	(1)	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Avignon	Tanneurs-corroyeurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"

INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT.

Saint-Quentin ..	Fileurs, rattacheurs.	17	0	"	"	"	"	"	"	14	0	"	"
Id.	Tullistes en guipures.	12	0	"	"	10	0	"	"	9	0	"	"
Id.	Parcours.	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Francheval	Ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière.	"	"	"	"	14	0	"	"	"	"	"	"
Troyes	Ouvriers et ouvrières de la bonneterie.	2	0	"	"	5	(1)	3	"	"	"	"	"
Lisieux	Liriers et lainiers.	"	"	"	"	"	"	"	"	4	0	"	"
Périgueux	Taillieurs d'habits.	"	"	"	"	4	8	6	15	"	"	"	"
Angoulême	Taillieurs.	1	0	"	"	"	"	"	"	2	1	"	1
Bourges	Id.	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sauve (Gard) ..	Ouvriers en bonneterie.	1	1	"	1	4	0	"	"	4	1	"	1
Bordeaux	Taillieurs.	"	"	"	"	"	"	"	"	50	9	9	"
Id.	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	8	8	"
Montpellier	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	10	0	0	"
Béziers	Id.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
INDUSTRIES TEXTILES ET DU VÊTEMENT. (Suite.)													
Agen.....	Tailleurs d'habits.....	6	0	"	"	2	0	"	"	(1)	3	"	"
Saumur.....	Tailleurs.....	10	(1)	15	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Cholet.....	Tisserands à la main.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	3	15	"
Nancy.....	Tailleurs d'habits.....	"	"	"	"	10	(1)	10	"	3	(1)	"	5
Armentières.....	Ouvriers pareurs.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Tourcoing.....	Tisseurs (La chaîne Mo hair).....	1	0	"	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de l'industrie textile.....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Villers-en-Cau- chies (Nord).	Tisserands.....	40	0	"	"	10	0	"	"	40	0	"	"
Caudry (Nord).	Tullistes.....	12	1	2	"	14	(1)	1	"	"	"	"	"
Lille.....	Coupeurs en confection..	"	"	"	"	6	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de l'industrie textile.....	"	"	"	"	12	0	"	"	"	"	"	"
Lyon.....	Chapeliers en fantaisie..	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Chapeliers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	5	"	2
Id.....	Coupeurs, chemisiers....	4	0	"	"	6	2	1	"	4	0	"	"
Paris.....	Teinturiers-dégraisseurs..	104	100	89	16	12	85	45	32	115	105	75	26
Id.....	Façonniers, passementiers à la barre.....	30	4	"	2	9	12	2	4	15	18	1	2
Id.....	Passementiers à la barre..	"	"	"	"	20	4	"	4	20	6	2	4
Id.....	Passementiers à la main..	8	5	4	1	6	4	3	1	7	5	4	1
Id.....	Couturières (Union).....	20	0	"	"	50	10	(1)	(1)	10	0	"	"
Id.....	Confectionneuses de cols- cravates.....	60	5	(1)	(1)	40	15	20	"	"	"	"	"
Id.....	Coupeurs, chemisiers....	19	10	6	4	18	10	7	3	18	10	8	2
Id.....	Coupeurs de cols-cravates.	3	1	1	"	1	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Couturières (La main- d'œuvre).....	10	0	"	"	"	"	"	"	10	0	"	"
Id.....	Tailleurs et couturières..	"	"	"	"	"	"	"	"	27	14	10	4
Id.....	Garçons de lavoirs.....	6	1	1	"	5	3	2	1	4	0	"	"
Id.....	Couleurs et garçons de lavoirs.....	18	12	9	"	95	22	19	3	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers de l'habillem- ent.....	"	"	"	"	8	3	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Ouvrières de la couture (La main-d'œuvre)....	"	"	"	"	5	(1)	4	"	"	"	"	"
Id.....	Fleuristes, feuillagistes, plumatisistes.....	"	"	"	"	8	6	2	"	7	3	"	3
Boulogne-sur- Seine.....	Blanchisseurs.....	"	"	"	"	10	1	1	"	2	1	"	1
BOIS.													
Saint-Quentin..	Menuisiers en bâtiment..	"	"	"	"	4	8	"	"	"	"	"	"
Moulins.....	Carrossiers.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nice.....	Ébénistes, sculpteurs....	5	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Narbonne.....	Menuisiers et ébénistes..	4	(1)	"	2	4	4	"	4	"	"	"	"
Caen.....	Menuisiers, charpentiers..	20	0	"	"	12	0	"	"	12	1	(1)	(1)
Aurillac.....	Ouv. de l'ameublement..	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Saintes.....	Tonnelliers.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rochefort-sur- Mer.....	Carrossiers.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Menuisiers, ébénistes....	"	"	"	"	"	"	"	"	15	0	"	"
Bourges.....	Ouvriers en voitures....	4	4	"	4	5	5	"	"	"	"	"	"
Id.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	16	10	(1)	(1)	"	"	"	"
Tulle.....	Mennisiers, ébénistes....	3	2	2	"	"	"	"	"	5	2	2	"

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				demeure	en extra.			demeure	en extra.			demeure	en extra.
BOIS. (Suite.)													
Valence.....	Scieurs de bois.....	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Besançon.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	8	0	"	"	"	"	"	"
Toulouse.....	Monteurs de galoches.....	3	6	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Sabotiers, galochiers.....	3	0	"	"	"	"	"	"	5	0	"	"
Id.....	Ouvriers en meubles.....	6	2	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	65	22	19	"
Bordeaux.....	Charpentiers.....	40	0	"	"	35	20	(1)	(1)	90	0	"	"
Id.....	Tapisiers-décorateurs.....	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Futailleurs.....	3	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouv. des bois merrains.....	68	(1)	"	7	74	46	"	46	70	(1)	"	17
Id.....	Ouvriers travaillant le bois mécaniquement.....	"	"	"	"	(1)	1	1	"	1	1	(1)	(1)
Podensac (Gironde).....	Ouv. des scieries mécaniques.....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Montpellier.....	Tonnelliers et foudriers.....	93	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Menuisiers en bâtiment.....	"	"	"	"	(1)	3	2	"	"	"	"	"
Voiron (Isère).....	Menuisiers.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lavardac.....	Boucheonniers.....	"	"	"	"	(1)	2	(1)	(1)	"	"	"	"
Bourg-d'Argental (Loire).....	Tourneurs sur bois.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Menuisiers, ébénistes.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Vanniers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	1	(1)	(1)
Cholet.....	Charpentiers.....	4	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Épernay.....	Caissiers.....	6	(1)	2	"	7	(1)	1	"	10	0	"	"
Reims.....	Charpentiers et scieurs.....	20	10	(1)	(1)	2	0	"	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Charpentiers et menuisiers.....	2	1	1	"	6	2	2	"	"	"	"	"
Nancy.....	Ouv. en ameublement.....	"	"	"	"	15	4	(1)	(1)	"	"	"	"
Clermont-Ferrand.....	Charpentiers et aides.....	"	"	"	"	0	2	(1)	(1)	"	"	"	"
Perpignan.....	Ébénistes.....	6	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Scieurs de long.....	4	(1)	"	3	6	11	2	7	"	"	"	"
Id.....	Menuisiers.....	23	7	2	16	28	28	4	24	21	5	10	15
Id.....	Scieurs, découpeurs, mouluriers.....	29	12	9	12	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Doreurs sur bois.....	20	(1)	10	"	(1)	(1)	"	5	"	"	"	"
Id.....	Charçons du devoir.....	79	83	37	42	50	50	24	26	39	46	17	22
Id.....	Layetiers-emballeurs.....	9	6	4	2	14	8	4	18	6	3	2	1
Id.....	Coiffeurs.....	"	"	"	"	4	0	"	"	4	1	(1)	(1)
Id.....	Ébénisterie en photographie.....	"	"	"	"	(1)	(1)	"	10	"	"	"	"
Id.....	Ouv. de l'ameublement.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	1	(1)	(1)
Id.....	Ouvriers de la voiture.....	"	"	"	"	"	"	"	"	223	93	"	71
Saint-Germain-en-Laye.....	Menuisiers.....	1	(1)	"	1	"	"	"	"	5	(1)	"	2
Amiens.....	Tapissiers.....	"	"	"	"	3	0	"	"	3	(1)	"	1
Id.....	Menuisiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	2	2	"
Toulon.....	Carrossiers.....	3	0	"	"	3	(1)	"	2	"	"	"	"
Avignon.....	Ébénistes.....	6	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Poitiers.....	Menuisiers, ébénistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	9	0	"	"
Limoges.....	Charpentiers.....	"	"	"	"	(1)	3	"	3	"	"	"	"
MÉTAUX.													
Saint-Quentin.....	Chaudisseurs-conducteurs.....	"	"	"	"	2	1	1	"	3	1	1	"
Nice.....	Horlogers.....	6	2	"	6	2	3	(1)	(1)	"	"	"	"
Id.....	Serruriers-mécaniciens.....	18	25	18	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Electriciens et mécaniciens.....	"	"	"	"	23	16	16	7	"	"	"	"
Monthermé-Laval-Dieu (Ardennes).....	Mouleurs.....	2	4	(1)	(1)	(1)	(1)	2	"	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

		JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
MÉTALX (Suite.)													
Marseille.....	Ajusteurs-mécaniciens.....	9	(1)	2	"	"	"	"	"	8	(1)	1	"
Id.....	Tôliers-fumistes.....	1	1	"	1	1	"	"	1	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs, conducteurs.	"	"	"	"	3	2	"	"	"	"	"	"
Id.....	mécaniciens.....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Saintes.....	Modéleurs.....	"	"	"	"	50	30	(1)	(1)	23	3	(1)	(1)
Alais.....	Métallurgistes.....	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Forgers.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	"	"	"	8	2	(1)	(1)	7	2	(1)	(1)
Id.....	Ferblantiers-cameloteurs.....	"	"	"	"	10	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Serruriers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	4	"	4
Rennes.....	Fondeurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	0	"	"
Bonnefonds (Isère).....	Mécaniciens.....	15	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Morez (Jura).....	Horlogers et mécaniciens.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Tourneurs-robinetiers.....	2	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Serruriers.....	"	"	"	23	0	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ajusteurs, tourneurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	31	0	"	"
Roanne.....	Métallurgistes.....	4	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Mouleurs fonte et cuivre.....	7	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Dizier.....	Métallurgistes.....	1	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nancy.....	Ouvriers en limes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	5	5	"
Vaucouleurs (Meuse).....	Mouleurs.....	17	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lille.....	Ouvriers de la métallur- gie (Union).....	"	"	"	"	54	(1)	3	"	"	"	"	"
Roubaix.....	Émouleurs et polisseurs ciseaux.....	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Tourcoing.....	Mécaniciens.....	4	0	"	"	15	2	2	"	16	2	(1)	(1)
Auby (Nord).....	Fondeurs de zinc.....	10	0	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Thiers.....	Émouleurs de ciseaux.....	24	0	"	"	"	"	"	"	22	0	"	"
Pau.....	Serruriers.....	5	2	2	"	4	3	3	"	"	"	"	"
Id.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	"	"	"	2	0	"	"	"	"	"	"
Tarbes.....	Mécaniciens.....	1	0	"	"	5	0	"	"	5	0	"	"
Lyon.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	"	"	"	15	8	(1)	(1)	"	"	"	"
Paris.....	Chefs de service et con- tremaîtres des indus- tries métallurgiques.....	8	6	(1)	(1)	6	8	4	"	3	3	1	"
Id.....	Mouleurs en cuivre.....	(1)	5	5	"	59	(1)	11	"	"	"	"	"
Id.....	Potiers d'étain.....	3	2	1	"	3	1	2	"	3	1	1	"
Id.....	Tourneurs-robinetiers.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Émailleurs sur métaux.....	8	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Bronze imitation.....	26	20	17	7	14	16	12	5	28	15	19	6
Id.....	Tôliers.....	15	2	1	8	20	(1)	4	16	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en limes.....	18	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Tourneurs en optique.....	18	4	"	36	0	2	"	"	"	"	"	"
Id.....	Opticiens.....	15	(1)	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en instruments de précision.....	60	33	41	4	"	"	"	"	71	19	24	6
Id.....	Ouvriers en instruments de musique.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4	4	"
Id.....	Lanterniers pour voitures	"	"	"	"	4	3	"	"	"	"	"	"
Id.....	Serruriers en bâtiments.....	"	"	"	"	"	"	"	"	200	95	"	95
Id.....	Ouvriers en bijouterie do- rée, deuil, acier, etc.....	"	"	"	"	35	(1)	"	"	"	"	"	"
Id.....	Ouvriers en orfèvrerie.....	"	"	"	"	26	(1)	10	"	"	"	"	"
Id.....	Mécaniciens.....	"	"	"	"	28	2	21	"	27	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

		JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
MÉTALX. (Suite.)													
Paris.....	Bijouterie or et argent..	"	"	"	"	"	"	"	"	27	(1)	"	12
Le Havre.....	Fondeurs.....	20	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	Chauffeurs, mécaniciens.	4	0	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Id.....	Chaudronniers.....	6	(1)	"	1	"	"	"	"	40	(1)	3	"
Id.....	Constructeurs-mécaniciens	"	"	"	"	"	"	"	"	42	0	"	"
BÂTIMENT.													
St-Quentin...	Peintres en bâtiment....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Couvreurs, zingueurs et plombiers.....	"	"	"	"	0	2	"	"	2	(1)	2	"
Cusset (Allier)...	Taillieurs de pierres....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	0	"	"
Marseille.....	Maçons, tailleurs de pier- res.....	8	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Taillieurs de pierres ten- dres.....	"	"	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cimentiers et gâcheurs....	"	"	"	"	10	0	"	"	45	2	(1)	(1)
Id.....	Maçons limousinants....	"	"	"	"	7	22	1	6	30	5	"	5
Id.....	Peintres gratteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	310	(1)	"	77
Id.....	Maçons.....	"	"	"	"	"	"	"	"	100	15	"	30
Angoulême....	Taillieurs de pierre et ma- çons.....	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Cognac.....	Couvreurs.....	"	"	"	"	2	2	(1)	(1)	"	"	"	"
Bourges.....	Terrassiers.....	50	30	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Brive.....	Couvreurs, zingueurs....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Bourgennef (C)...	Maçons.....	5	5	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Terrassiers.....	6	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Beaucaire (G.)...	Maçons.....	2	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Bordeaux.....	Taillieurs de pierres et ma- çons.....	73	7	(1)	(1)	28	7	(1)	(1)	49	2	(1)	(1)
Id.....	Paveurs-cimentiers.....	28	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Béziers.....	Plâtriers.....	"	"	"	"	38	0	"	"	"	"	"	"
Agde.....	Taillieurs de pierres....	"	"	"	"	"	"	"	"	20	0	"	"
Grenoble.....	Peintres en bâtiment....	42	2	2	13	"	"	"	"	"	"	"	"
Montalieu-Ver- cieu.....	Taillieurs de pierres et carriers.....	"	"	"	"	3	0	"	"	"	"	"	"
Rennes.....	Maçons et manœuvres....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	2	22	"
Roanne.....	Plâtriers-peintres.....	19	7	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Saint-Champnd (Loire).....	Maçons.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Couvreurs, zingueurs, plombiers.....	"	"	"	"	(1)	2	"	2	5	4	"	4
Orléans.....	Couvreurs.....	6	2	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Agen.....	Peintres et colleurs de papier.....	"	"	"	"	0	3	"	"	"	"	"	"
Angers.....	Peintres en bâtiment, voitures, etc.....	"	"	"	"	9	9	7	2	6	2	2	"
Id.....	Manœuvres et terrassiers.	"	"	"	"	15	0	"	"	"	"	"	"
Cherbourg.....	Peintres et décorateurs..	4	1	1	1	0	2	"	"	"	"	"	"
Reims.....	Couvreurs, zingueurs....	10	0	"	"	"	"	"	"	4	3	3	"
Id.....	Peintres.....	(1)	2	"	"	0	1	"	"	4	3	3	"
Lille.....	Sculpteurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	3	2	(1)	(1)
Valenciennes...	Couvreurs-zingueurs....	"	"	"	"	1	0	"	"	4	0	"	"
Boulogne-s-Mer	Ouvriers en bois du bâti- ment.....	10	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dunkerque....	Maçons.....	"	"	"	"	15	4	3	"	"	"	"	"
Creil (Oise)...	Ouvriers du bâtiment....	"	"	"	"	4	(1)	"	2	5	(1)	1	1
Bayonne.....	Ouvriers du bâtiment....	"	"	"	"	(1)	4	"	3	(1)	4	2	"
Clermont-Fer ^d ...	Maçons et aides.....	60	0	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Perpignan....	Taillieurs de pierres....	"	"	"	"	2	2	(1)	(1)	0	2	(1)	(1)

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA-CEMENTS	
				à demeure	en extra.			à demeure	en extra.			à demeure	en extra.
BÂTIMENT. (Suite.)													
Lyon.....	Cimentiers.....	"	"	"	"	40	5	"	"	"	"	"	"
Aix-les-Bains..	Bâtimet.....	"	"	"	"	5	0	"	"	"	"	"	"
Paris.....	Terrassiers, puisatiers, mineurs.....	144	(1)	144	"	195	0	"	"	230	0	"	"
Id.....	Sculpteurs-modelleurs.....	3	0	"	"	3	1	"	1	3	0	"	"
Id.....	Peintres B. d. T.....	19	10	2	8	200	0	"	"	150	0	"	"
Id.....	Peintres de la Seine.....	"	"	"	"	15	28	"	15	"	"	"	"
Id.....	Bitumiers.....	"	"	"	"	3	0	"	"	10	(1)	2	4
Id.....	Ouvriers du bâtiment.....	"	"	"	"	"	"	"	"	5	2	2	1
Poitiers.....	Id.....	"	"	"	"	20	0	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Plâtriers et plafonneurs.....	(1)	3	3	"	(1)	3	2	2	"	"	"	"
Remiremont...	Ouvriers en bâtiment...	8	5	5	"	9	6	6	6	18	2	2	"
Alger.....	Taillleurs de pierres.....	"	"	"	"	0	3	4	4	0	1	1	"
Mustapha.....	Terrassiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	40	0	0	"
TRAVAIL DES PIERRES ET TERRES AU FEU.													
Saint-Quentin..	Briquettiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	38	0	"	"
Vierzon.....	Useurs de grains.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Paris.....	Biseauteurs et polisseurs de glaces.....	6	6	4	2	"	"	"	"	7	7	6	1
Id.....	Ouvriers de la céramique.....	"	"	"	"	5	(1)	1	1	"	"	"	"
TRANSPORTS ET MANUTENTION.													
Marseille.....	Officiers mécaniciens brevetés de la marine....	"	"	"	"	24	0	"	"	"	"	"	"
Id.....	Plongeurs-scaaphandriers.....	"	"	"	"	(1)	4	"	4	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs - conducteurs, mécaniciens, automobilistes.....	"	"	"	"	"	"	"	"	2	0	"	"
Bordeaux.....	Charbonniers du port.....	180	(1)	14	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nantes.....	Camionneurs.....	4	0	"	"	7	0	"	"	8	0	"	"
Montcau-l.-M.	Bateliers.....	86	(1)	15	18	90	0	"	"	75	0	"	"
Paris.....	Emballleurs, chiffons.....	10	4	(1)	(1)	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Personnel Compagnie des omnibus.....	1	(1)	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Cochers de grande remise.....	18	4	"	3	25	6	"	5	"	"	"	"
Id.....	Chauffeurs mécaniciens - automobilistes.....	40	9	1	8	40	4	2	2	50	18	15	9
Id.....	Trav ^{rs} de la Compagnie fluviale des bateaux voyageurs.....	"	"	"	"	12	0	"	"	"	"	"	"
Rouen.....	Charretiers, livreurs.....	"	"	"	"	30	0	"	"	"	"	"	"
Limoges.....	Cochers.....	"	"	"	"	5	(1)	3	"	"	"	"	"
Alger.....	Cachers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	30	(1)	10	6
EMPLOYÉS DE COMMERCE.													
Marseille.....	Sténographes professionnels.....	5	7	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Sténographes du commerce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	0	"	"
Troyes.....	Employés de commerce, d'industrie et de bureau.....	"	"	"	"	3	1	2	"	"	"	"	"
Besançon.....	Employés en pharmacie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	2	1	1
Toulouse.....	Comptables.....	10	(1)	2	"	"	"	"	"	5	1	3	"
Id.....	Sténographes.....	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"
Id.....	Employés de commerce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	13	0	"	"
Bordeaux.....	Sténographes et dactylographes.....	"	"	"	"	5	10	(1)	(1)	"	"	"	"

(1) Chiffre non indiqué.

E. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (3^e TRIMESTRE 1903).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				demeure en	extra.			demeure en	extra.			demeure en	extra.
Amiens	Voyageurs et représen- tants de commerce...	(1)	3	"	"	2	1	"	"	"	"	"	"
Arcueil (Seine).	« Les Robustes ».....	24	4	4	7	4	(1)	"	2	25	1	1	10
Avignon.....	Compagnons maréchaux du Devoir et du Tour de France	23	42	23	"	35	42	32	3	32	44	26	6
Belfort.....	Les employés de commerce	"	"	"	"	"	"	"	"	4	4	3	1
Id.....	« La Jeanne d'Arc ».....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	(1)	2	"
Besançon.....	Union fraternelle des em- ployés de commerce ..	2	(1)	1	"	3	"	"	"	3	1	"	"
Id.....	L'« Étoile bisontine » des garçons de café, mai- tres d'hôtel et cuisin- niers	11	14	8	45	24	27	26	92	63	50	45	36
Bordeaux.....	Union fraternelle des li- quoristes, confiseurs et chocolatiers.....	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Cambrai.....	Voyageurs et employés de commerce.....	"	"	"	"	"	"	"	"	4	3	1	"
Charleville.....	Association des employés.	"	"	"	"	1	"	"	"	1	1	1	"
Elbeuf.....	Les fileurs.....	26	9	7	2	36	9	9	"	36	10	6	4
Le Havre.....	Les coiffeurs.....	126	116	38	74	110	103	35	61	119	106	42	67
Le Vésinet (Sei- ne-et-Oise) ..	La Prévoyance.....	"	"	"	"	2	1	1	"	3	1	1	"
Lyon.....	Union des commis et em- ployés de commerce..	2	"	"	"	3	"	"	"	4	"	"	"
Id.....	Les employés de la soierie.	5	9	3	"	8	7	3	"	"	"	"	"
Id.....	Confiseurs et pâtisseries..	"	"	"	"	"	"	"	"	94	87	83	"
Marseille.....	Société philanthropique des commis et employés.	12	3	3	"	25	10	8	"	25	15	15	"
Id.....	« Le Vatel » des cuisiniers.	148	153	130	18	80	75	60	15	105	108	101	4
Montbéliard....	Les employés de com- merce.....	2	1	1	"	1	"	"	"	1	"	"	"
Montpellier....	Commis et employés....	"	"	"	"	"	"	"	"	8	2	2	"
Nantes.....	Fédération des mécani- ciens et chauffeurs....	4	(1)	2	"	6	(1)	1	3	6	"	"	"
Id.....	La réunion des maçons.	14	2	"	2	"	"	"	"	15	6	"	6
Nevers.....	Employés de commerce et de bureau	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Nîmes.....	Compagnons cordonniers du « Devoir ».....	4	3	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"
Pantin (Seine).	Ouvriers caoutchoutiers..	2	(1)	2	"	4	(1)	4	"	2	(1)	2	"
Paris.....	Boucherie « Les vrais amis ».....	128	75	11	"	145	69	8	"	162	85	5	"
Id.....	Union de la charcuterie.	355	381	318	"	337	328	257	5	235	381	230	1
Id.....	Les cuisiniers	(1)	(1)	208	583	(1)	(1)	186	599	200	176	176	682
Id.....	Pâtisseries et cuisiniers ..	51	49	49	619	34	32	32	619	53	51	51	496

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				démou- en	en caba.			démou- en	en caba.			démou- en	en caba.
Paris.....	L'Union de l'épicerie...	148	88	80	"	147	95	88	"	189	127	115	"
Id.....	Sommeliers d'hôtels...	117	120	99	125	89	40	33	46	214	140	110	90
Id.....	L'Étoile des garçons restaurateurs et limo- nadiers.....	530	(1)	82	1,571	410	(1)	55	1,016	(1)	(1)	95	888
Id.....	Les employés d'hôtels...	(1)	(1)	25	16	(1)	(1)	15	21	(1)	(1)	22	23
Id.....	L'Union Helvetia des employés d'hôtel.....	(1)	(1)	131	33	"	"	"	"	(1)	(1)	105	17
Id.....	«La Saint-Michel».....	930	240	154	342	630	174	124	222	1,230	370	235	183
Id.....	Association des voyageurs de commerce.....	"	68	"	"	"	48	"	"	"	54	"	"
Id.....	«La Couturière».....	13	13	13	"	3	3	3	"	22	22	22	"
Id.....	L'Union générale des gan- tiers.....	"	"	"	"	4	4	4	"	5	6	5	"
Id.....	Compagnons tisseurs-fer- randiniers.....	28	6	"	"	35	7	"	"	23	12	"	"
Id.....	Compagnons charrons du «Devoir».....	79	83	37	42	51	50	24	26	39	46	17	22
Id.....	Compagnons maréchaux- ferrants.....	90	115	50	40	90	120	60	30	100	110	70	30
Id.....	Union des chauffeurs- conducteurs, mécani- ciens et électriciens...	7	4	3	1	4	3	2	1	5	3	3	"
Id.....	Chauffeurs - conducteurs de machine.....	1	1	"	"	2	1	1	1	1	1	"	"
Id.....	«L'Amitié» des chauffeurs- conducteurs-mécaniciens	2	(1)	1	"	1	(1)	1	"	"	"	"	"
Id.....	«La Quincaillerie».....	34	13	9	4	38	21	18	3	40	26	20	6
Id.....	«Le Bâtiment».....	14	8	2	"	13	1	"	"	25	14	5	"
Id.....	Gens de maison.....	(1)	18	4	3	(1)	35	4	1	(1)	52	11	2
Id.....	Concierges-gérants.....	11	12	7	"	7	6	4	"	11	8	5	"
Id.....	La «Fidélité» des garçons de recettes et de caisse.	1	"	"	"	1	1	"	"	(1)	2	1	"
Id.....	Commis d'entrepreneurs de peinture.....	9	10	5	"	"	"	"	"	6	6	6	"
Id.....	Anciens sous-officiers de terre et de mer.....	5	2	2	"	4	2	2	"	"	"	"	"
Id.....	«La Menuiserie».....	"	"	"	"	3	1	1	"	"	"	"	"
Id.....	«La Prévoyance humani- taire».....	6	4	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Les employés de trans- ports.....	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	1	2
Id.....	La Luxembourgeoise...	"	"	"	"	"	"	"	"	20	10	3	3
Rouen.....	«La Prévoyance mutuelle»	5	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Les secrétaires et em- ployés de mairie.....	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	"
Saint-Étienne..	Garçons d'hôtel et limo- nadiers.....	"	"	"	"	"	"	"	"	63	43	26	40
Valenciennes...	Société académique des comptables.....	3	1	1	"	"	"	"	"	5	3	3	"

(1) Chiffre non indiqué.

F. — SOCIÉTÉS DIVERSES (3^e TRIMESTRE 1903).

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demourer	en extra.			à demourer	en extra.			à demourer	en extra.
Angers.....	Patronage des libérés...	(1)	(1)	"	1	(1)	(1)	"	1	(1)	(1)	1	"
Id.....	Sœurs du Bon Pasteur...	4	4	3	"	5	3	3	"	"	"	"	"
Besançon.....	Patronage des détenus li- bérés.....	"	"	"	"	2	2	2	"	1	(1)	1	"
Bordeaux.....	Maison du marin.....	97	63	63	"	97	68	68	"	118	74	74	"
Id.....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	4	3	(1)	(1)	6	3	(1)	(1)	3	41
Boulogne-s ^t -Mer	Jardins ouvriers.....	63	63	63	"	63	63	63	"	63	63	63	"
Bourges.....	Patronage des prisonniers libérés.....	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	"
Carnimont (Vos- ges).....	Anciens élèves de l'école industrielle d'Épinal..	7	1	1	2	6	1	1	2	6	4	3	1
Clermont-Ferrand	Sœurs de l'Immaculée- Conception.....	(1)	(1)	20	4	(1)	(1)	21	3	(1)	(1)	25	4
Gluses (H ^e .Sav ^e)	École nation ^{le} d'horlogerie	5	5	4	"	3	3	3	"	1	1	1	"
Coubeyrac (Gi- ronde).....	Orphelinat agricole.....	(1)	(1)	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Courville (Eure- et-Loir).....	Assistance par le travail.	(1)	(1)	"	42	(1)	(1)	2	42	(1)	(1)	1	43
Couxon-au-Mont- d'Or (Rhône).	Asile Saint-Léonard....	2	(1)	2	"	1	1	1	"	(1)	1	1	"
Die.....	Asile-orphelinat.....	4	3	2	"	4	"	"	"	3	4	2	"
Dunkerque.....	Maison du marin.....	(1)	(1)	309	"	(1)	(1)	224	"	(1)	(1)	197	"
Grand-Quevilly.	Refuge.....	"	1	"	"	"	7	"	"	"	1	"	"
La Chalmelle (Marne)....	Colonie ag ^{le} d'assistance..	22	8	6	35	18	15	6	43	11	20	10	13
La Rochelle.....	Maison du marin.....	23	(1)	19	"	33	(1)	18	"	42	(1)	20	"
Le Havre.....	École pratique d'industrie	"	"	"	"	46	(1)	31	"	"	"	"	"
Id.....	Assistance par le travail.	93	"	"	"	80	"	"	"	86	"	"	"
Le Mans.....	Sœurs servantes de Marie.	7	"	"	"	19	"	"	"	15	"	"	"
Le Puy.....	Maison des filles.....	(1)	(1)	8	"	(1)	(1)	"	4	"	"	"	"
Le Vésinet.....	Orph ^t d'Alsace-Lorraine.	(1)	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Libourne.....	Orphelinat de Saint-Paul.	"	"	"	"	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"
Lille.....	Patronage des libérés...	9	(1)	7	"	11	(1)	11	"	12	(1)	9	"
Id.....	Office central des institu- tions charitables.....	293	132	42	3	234	107	35	1	273	103	59	6
Luc (Gard)....	Colonie agricole.....	"	"	"	"	1	1	"	1	"	"	"	"
Lyon.....	Assistance par le travail.	89	(1)	"	26	97	(1)	"	33	146	(1)	"	29
Id.....	Patronage des prisonniers libérés.....	38	(1)	26	"	25	(1)	20	"	42	(1)	27	"
Id.....	Asile protestant.....	18	38	8	"	14	64	6	3	32	56	22	"
Mainvilliers (Eu- re-et-Loir)....	Assistance de Saint-Jean.	20	19	3	18	(1)	22	1	21	"	"	"	"
Marseille.....	« La Préservation ».....	57	54	28	"	40	36	20	"	71	67	34	3
Id.....	Assistance par le travail.	56	21	19	10	51	18	25	6	69	28	32	4
Nancy.....	Maison Sainte-Marie....	(1)	300	77	"	95	148	59	14	280	190	190	10

(1) Chiffre non indiqué.

LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	JUILLET.				AOÛT.				SEPTEMBRE.			
		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS		DEMANDES.	OFFRES.	PLA- CEMENTS	
				à demeure en extra.				à demeure en extra.				à demeure en extra.	
Nantes.....	Maison du Marin.....	137	93	79	"	121	86	73	"	102	65	54	"
Id.....	Sacré-Cœur.....	(1)	8	6	"	(1)	10	3	"	(1)	15	11	"
Paris.....	Asile Saint-Charles.....	83	205	36	"	47	131	20	"	94	389	50	"
Id.....	Assistance par le travail du vi ^e arrondissement.	32	(1)	19	"	43	(1)	15	"	23	(1)	11	"
Id.....	Asile de l'œuvre de l'hos- pitalité de nuit.....	(1)	(1)	"	25	(1)	(1)	"	11	(1)	(1)	"	57
Id.....	Assistance par le travail du ii ^e arrondissement.	83	127	68	6	118	123	69	10	102	127	81	8
Id.....	Société philanthropique..	299	152	77	149	288	142	59	106	245	145	35	152
Id.....	Patronage de l'enfance et de l'adolescence.....	118	55	64	6	38	44	37	"	50	11	11	"
Id.....	« The mission home »...	104	70	7	1	75	63	11	6	165	138	20	9
Id.....	Patronage des libérés...	269	(1)	55	"	264	(1)	55	"	230	(1)	28	"
Id.....	« Home allemand ».....	(1)	22	20	"	(1)	31	28	"	(1)	36	27	"
Id.....	Société philanthropique savoisienne.....	171	160	100	3	195	191	130	"	153	229	141	1
Id.....	Assistance du xvi ^e arrond ¹	16	1	1	"	(1)	(1)	3	"	"	"	"	"
Id.....	Maison Notre-Dame auxi- liatrice.....	(1)	(1)	305	"	(1)	(1)	325	"	(1)	(1)	408	"
Id.....	Patr. de la Providence...	10	6	"	"	10	3	1	"	(1)	7	6	"
Id.....	Employés du bâtiment...	35	5	3	"	38	5	4	"	"	"	"	"
Id.....	Œuvre des pauvres hon- teux.....	"	"	"	"	"	"	"	"	6	4	1	1
Id.....	Société charitable des vi- siteurs.....	"	"	"	"	40	18	"	10	"	"	"	"
Id.....	« Home israélite français »	(1)	(1)	5	5	(1)	(1)	4	6	"	"	"	"
Id.....	Association générale d'Al- sace-Lorraine.....	186	252	133	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains....	(1)	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Id.....	Patronage Saint-Joseph..	90	105	48	4	"	"	"	"	"	"	"	"
Quimper.....	Œuvre des enfants de l'adoration.....	(1)	(1)	3	"	(1)	(1)	4	"	(1)	(1)	3	"
Remiremont...	Orphel ¹ de l'Enfant-Jésus	(1)	6	1	"	(1)	11	1	"	(1)	7	1	"
Rochefort.....	Fourneau économique...	9	(1)	9	"	7	(1)	7	"	5	(1)	5	"
Rouen.....	Maison des sœurs de Saint-Aubin.....	41	63	31	"	55	73	42	2	52	61	28	"
Id.....	École professionnelle et ménagère.....	1	1	1	"	3	3	3	"	5	5	3	"
Saint - Germain- Village (Eure)	Orphelinat.....	"	"	"	"	(1)	(1)	1	"	"	"	"	"
S ^t -Hilaire(Maine- et-Loire)....	École de réforme.....	(1)	8	5	"	(1)	13	8	"	(1)	9	7	"
Troyes.....	Patronage des condamnés libérés.....	5	"	"	"	6	(1)	2	2	"	"	"	"
Valenciennes...	Patronage des libérés...	"	"	"	"	1	(1)	"	1	"	"	"	"
Versailles.....	Patronage des libérés...	154	(1)	6	4	133	6	6	5	118	(1)	7	5
Vierzon (Cher).	Anciens élèves de l'École nouvelle.....	9	9	9	"	4	4	4	"	4	2	2	"

(2) Chiffre non indiqué.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1903, le Ministère du Commerce a été avisé de la création de :

- 1 bourse du travail;
- 3 unions de syndicats ouvriers;
- 21 syndicats patronaux comptant 680 membres;
- 42 syndicats ouvriers comptant 3,811 membres.

et de la dissolution de :

- 1 union de syndicats ouvriers;
- 7 syndicats ouvriers comptant 314 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées : 7 en octobre, 20 en septembre, 11 en août, 6 en juillet, 4 en juin, 4 en mai, 2 en avril, 2 en mars, 2 en février, 4 en janvier et 5 antérieurement au 1^{er} janvier 1903. Total : 67.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre [] est celle de la création du syndicat).

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain [11 décembre 1902]. — Syndicat des **médecins** de la région de Bourg (19 membres). Siège social : avenue d'Alsace-Lorraine, 19, BOURG. — [23 décembre 1901]. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement de Trévoux (27 membres). Siège social : Etude de M^e Antoine, avoué, TRÉVOUX.

Ardennes [13 octobre 1903]. — Syndicat de l'**Épicerie** des Ardennes (20 membres). Siège social : rue Notre-Dame, 1, CHARLEVILLE.

Aube [24 août 1903]. — Association syndicale des ouvriers **façonniers** de Romilly-sur-Seine et ses environs (76 membres). Siège social : rue de la Boule-d'Or, 6, ROMILLY-SUR-SEINE.

Bouches-du-Rhône [21 septembre 1903]. — Syndicat professionnel des marchands et fabricants de **coutellerie** de Marseille (17 membres). Siège social : rue Saint-Ferréol, 12, MARSEILLE.

Hérault [20 juillet 1903]. — Syndicat professionnel des **architectes** du département de l'Hérault (39 membres). Siège social : avenue du Stand, 8, MONTPELLIER.

Loire-Inférieure [13 mai 1903]. — Syndicat des **armateurs** de l'Ouest (20 membres). Siège social : rue de la Fosse, 10, NANTES.

Lot-et-Garonne [15 mai 1903]. — Syndicat de la **Boulangerie** de Villeneuve-sur-Lot (19 membres). Siège social : Hôtel de Ville, VILLENEUVE-SUR-LOT.

Nord [28 juin 1903]. — Syndicat de la **Boulangerie** de Bruay-sur-l'Escaut et environs (16 membres). Siège social : rue de l'Eglise, BRUAY-SUR-L'ESCAUT.

Rhône [janvier 1903]. — Chambre syndicale des marchands de **journaux** de Lyon

(kiosques et magasins) (22 membres). Siège social : place des Jacobins, 4, LYON. — [3 avril 1903]. — Chambre syndicale des gérants de débits de **tabac** de Lyon et du Rhône (75 membres). Siège social : rue Grenette, 4, LYON.

Sarthe [17 juin 1903]. — Syndicat des **experts** géomètres et architectes de l'arrondissement de Mamers (8 membres). Siège social : MAMERS. — [6 septembre 1903]. — Syndicat des marchands et marchandes ambulants et **forains** du Mans et du département de la Sarthe (53 membres). Siège social : Bourse du travail, LE MANS.

Haute-Savoie [9 octobre 1903]. — Chambre syndicale des patrons **horlogers** et d'autres industries assimilées de Scionzier (10 membres). Siège social : SCIONZIER.

Seine [28 septembre 1903]. — Ligue syndicale de la **Chanson** (64 membres). Siège social : rue du Faubourg-Saint-Denis, 54, PARIS 10°. — [26 janvier 1903]. — Chambre syndicale des négociants en **Draperie** et doublures de Paris (47 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS-2°. — [22 avril 1903]. — Syndicat des fabricants de **mountarde**, vinaigres et condiments de France (membres). Siège social : rue Saint-Martin, 9, PARIS-4°. — [1902]. — Syndicat libre des **pharmaciens** français (39 membres). Siège social : rue des Grands-Augustins, 5, PARIS-6°. — [1^{er} janvier 1903]. — Chambre syndicale des fabricants de **pneumatiques** et des industries qui s'y rattachent (39 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 56, PARIS-2°. — [17 juillet 1903]. — Chambre syndicale des **tissus** d'ameublement et tapis (26 membres). Siège social : rue d'Aboukir, 6, PARIS-2°.

Oran [20 août 1903]. — Syndicat des patrons **menuisiers** et charpentiers de la ville d'Oran (44 membres). Siège social : ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [20 janvier 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** de Bourg (23 membres). Siège social : rue de la République, 16, BOURG.

Bouches-du-Rhône [20 février 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **teinturiers-dégraisseurs** de Marseille (60 membres). Siège social : Allée des Capucines, 69, MARSEILLE. — [25 août 1903]. — Union syndicale des **marins** inscrits réunis de Port-Saint-Louis-du-Rhône (23 membres). Siège social : faubourg des Italiens, PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE.

Eure-et-Loir [18 septembre 1903]. — Syndicat national des ouvriers des **postes**, télégraphes et téléphones (groupe de Chartres) (16 membres). Siège social : place du Cloître-Notre-Dame, 5, CHARTRES.

Finistère [4 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** de Brest (55 membres). Siège social : rue Marché-aux-Toiles, 2, BREST.

Indre-et-Loire [1^{er} septembre 1903]. — Syndicat des **musiciens** de Tours (51 membres). Siège social : boulevard Béranger, 6, TOURS.

Isère [1^{er} octobre 1903]. — Syndicat des ouvriers **papetiers** de Brignoud (200 membres). Siège social : BRIGNOUD, commune de VILLARD-BONNOT. — [2 août 1903]. — Syndicat des ouvriers **papetiers** de Lancey et de la Vallée (400 membres). Siège social : LANCEY, commune de VILLARD-BONNOT.

Loire [1^{er} mai 1903]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **métaux** de Saint-Étienne (33 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Meurthe-et-Moselle [8 août 1903]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties si-

milaires de Lunéville (25 membres). Siège social : avenue Voltaire, 16, LUNÉVILLE. — [1^{er} juillet 1903]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux et parties similaires de Nancy (17 membres). Siège social : rue Clodion, 6, NANCY.

Morbihan [20 septembre 1903]. — Syndicat ouvrier des produits **chimiques** et industriels du canton d'Hennebont et environs (43 membres). Siège social : rue Neuve, 115, HENNEBONT. — [30 août 1903]. — Syndicat des ouvriers de l'**ameublement** de Lorient (50 membres). Siège social : rue Duguay-Trouin, 28, LORIENT.

Nièvre [29 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires d'Oudan (52 membres). Siège social : OUDAN.

Nord [1^{er} septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Tourcoing et des environs (42 membres). Siège social : rue de la Latte, 125, TOURCOING. — [15 septembre 1903]. — Syndicat de **filature** « le Continu à filer » (30 membres). Siège social : Maison des ouvriers, rue d'Alger, TOURCOING.

Hautes-Pyrénées [1^{er} août 1903]. — Chambre syndicale des **employés de commerce** (13 membres). Siège social : Bourse du travail, BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Rhin (Haut-) [13 septembre 1903]. — Syndicat des **postes**, télégraphes et téléphones du territoire de Belfort et du département de la Haute-Saône (30 membres). Siège social : Bourse du travail, BELFORT.

Rhône [18 septembre 1903]. — Syndicat indépendant des **chauffeurs**, mécaniciens et ajusteurs de la ville de Lyon et sa banlieue (membres). Siège social : rue Bonnefoi, 11, LYON. — [1^{er} septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **régleurs** de Lyon (membres). Siège social : rue Palais-Guillet, 19, LYON. — [1^{er} septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers temporaires et journaliers des lignes **télégraphiques** et téléphoniques (section de Lyon) [35 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — [13 août 1903]. — Union syndicale des maîtres **tallistes** de Lyon et de la région (106 membres). Siège social : rue Vieille-Monnaie, 32, LYON.

Savoie [30 juillet 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la Savoie (21 membres). Siège social : à la Grenette, CHAMBERY.

Savoie (Haute-) [23 août 1903]. — Syndicat des ouvriers **horlogers** de Cluses (116 membres). Siège social : CLUSES.

Seine [1^{er} septembre 1903]. — « A l'Amicale », syndicat des **boulangers** de Plaisance (membres). Siège social : rue du Maine, 13, PARIS-14°. — [19 octobre 1903]. — Syndicat des artistes **dramatiques** (44 membres). Siège social : rue Lallier, 4, PARIS-9°. — [26 octobre 1903]. — Union fraternelle des **employés** (25 membres). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°. — [25 juillet 1903]. — Chambre syndicale des employés du commerce et de l'industrie de la **glace** pour les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (23 membres). Siège social : rue de Provence, 97, PARIS-9°. — [novembre 1899.] — Syndicat professionnel des ouvriers **jardiniers** de France (1,480 membres), Siège social : rue d'Arcole, 21, PARIS-4°. — [8 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **nacriers** en jumelles et parties similaires (46 membres). Siège social : rue d'Angoulême, 95, PARIS-11°. — [janvier 1894.] — Groupe syndical indépendant des ouvriers **tailleurs** de la Seine (400 membres). Siège social : rue Rodier, 12, PARIS-9°. — [12 mai 1903]. — Chambre syndicale des **chaudronniers** fer et cuivre et parties similaires (membres). Siège social : rue de la Boulangerie, 15, SAINT-DENIS.

Seine-Inférieure [24 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et similaires du Havre et de l'arrondissement (26 membres). Siège social : rue Le-maître, 9, LE HAVRE. — [12 septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **journaliers** du Havre (12 membres). Siège social : rue Dunié-d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [15 février

1903.] — Chambre syndicale des ouvriers **monteurs** en chaussures de Rouen (31 membres). Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Somme [1^{er} juin 1903]. — Chambre syndicale ouvrière des **cuisiniers** et pâtissiers du département de la Somme (30 membres). Siège social : rue Delambre, 30, AMIENS.

Tarn [5 août 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** de la ville de Castres (32 membres). Siège social : Mairie, CASTRES.

Vaucluse [28 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **chapeliers** de paille et feutre (20 membres). Siège social : ancien corps de garde des prisons, AVIGNON.

Vendée [1^{er} mars 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de la ville de Fontenay-le-Comte (90 membres). Siège social : foyer du théâtre, FONTENAY-LE-COMTE. — [14 juin 1903.] — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers** et galochiers de la ville de Fontenay-le-Comte (34 membres). Siège social : foyer du théâtre, FONTENAY-LE-COMTE. — [25 juillet 1903.] — Chambre syndicale des ouvriers **tanneurs** et corroyeurs de la ville de Fontenay-le-Comte (55 membres). Siège social : rue des Loges, 106, FONTENAY-LE-COMTE.

Vosges [10 octobre 1903]. — Syndicat des ouvriers **textiles** du Champ-du-Pin (22 membres). Siège social : ÉPINAL.

3° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aude [2 août 1903]. — Fédération des syndicats des **travailleurs de terre** et parties similaires du département de l'Aude (11 syndicats adhérents). Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE.

Seine [12 septembre 1903]. — Fédération ouvrière de la **teinture**, apprêts et parties similaires de France (4 chambres syndicales adhérentes). Siège social : rue du Temple, 185, PARIS-3°. — [17 octobre 1903.] — Fédération des syndicats et groupements indépendants de la Seine (12 syndicats adhérents). Siège social : rue des Vertus, 6, PARIS-3°.

4° BOURSE DU TRAVAIL.

Aude [17 mars 1903]. — Bourse du travail des syndicats indépendants de Carcassonne (4 syndicats adhérents). Siège social : rue de la Mairie, 48, CARCASSONNE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [5 décembre 1899]. — Syndicat professionnel des garçons **limonadiers** et restaurateurs de Montluçon (16 membres). Siège social : chez M. Chadenat, rue des Grands-Prés, MONTLUÇON.

Calvados [28 juillet 1902]. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Caen (11 membres). Siège social : rue des Carmélites, 3, CAEN.

Charente-Inférieure [25 septembre 1892]. — Union syndicale des **marins** pêcheurs et du commerce (section de la Rochelle) [60 membres]. Siège social : rue Saint-Nicolas, 13, LA ROCHELLE.

Loire [18 juillet 1898]. — Syndicat professionnel des **tisseurs** de Saint-Rambert (section des Barques) [114 membres]. Siège social : maison Gay, route de Sury, SAINT-RAMBERT.

Nord [20 février 1891]. — Syndicat des préposés de la manufacture des **tabacs** de Lille (23 membres). Siège social : rue du Marché-aux-Bêtes, 11, LILLE.

Savoie (Haute-) [24 mars 1901]. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers**, cordonniers et similaires de la ville d'Annecy et du département de la Haute-Savoie (10 membres). Siège social : rue Filaterie, 7, ANNECY.

Vaucluse [15 septembre 1899]. — Chambre syndicale des ouvriers **carriers** de Ménerbes, d'Oppède et de Lacoste (80 membres). Siège social : MÉNERBES.

2° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine [30 juin 1897]. — Fédération des ouvriers **peintres** en bâtiment et parties similaires du département de la Seine (13 syndicats adhérents). Siège social : Bourse du travail, PARIS-10°.

BIBLIOGRAPHIE.

NORVÈGE. — BUREAU CENTRAL DE STATISTIQUE. — *Statistique des mines et usines en Norvège (1899 et 1900)*. [1 vol. in-8° de 112 pages. Christiania, 1903; Aschehog.]

PAYS-BAS. — PRÉVOYANCE SOCIALE. — *Rapport sur les opérations de l'Assurance contre les conséquences pécuniaires du chômage*. (1 broch. in-8° de 114 pages. Amsterdam. 1903; Joh. Müller, dépositaire.)

QUEENSLAND. — OFFICE DE LA STATISTIQUE. — *Annuaire statistique (1902)*. [1 vol in-4° de 463 pages, Brisbane, 1903; G. Vaughan, imp.]

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — DIRECTION GÉNÉRALE DE STATISTIQUE MUNICIPALE. — *Annuaire statistique de la ville de Buenos-Ayres*. (1 vol in-8° de 329 pages. Buenos-Ayres, 1903; Imp. « La Buenos-Ayres ».)

SUISSE. — DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INDUSTRIE. — *Rapports des gouvernements cantonaux sur l'exécution de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques (1901 et 1902)*. [1 vol. in-8° de 142 pages. Aarau, 1903; imp. Sauerländer.]

Le Rédacteur en chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL⁽¹⁾.

Pendant le mois de novembre, les ouvriers agricoles ont souffert du chômage, les travaux d'automne étant à peu près partout achevés dès le commencement du mois, sauf dans le Nord où l'arrachage des betteraves s'est terminé assez tard; le chômage a été encore aggravé par suite du retard apporté, dans beaucoup de centres, à l'exploitation des bois et à la taille de la vigne.

La pêche a été en général mauvaise sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée.

Comme tous les ans au commencement de l'hiver le chômage a notablement augmenté dans le bâtiment et les industries qui en dépendent; néanmoins l'extraction est encore active dans les carrières.

Dans l'industrie textile la situation s'est sérieusement améliorée par suite de la fermeté des cours du coton, surtout dans les centres du Nord, de l'Est et de la Normandie. Par contre le chômage reste considérable chez les rubaniers de Saint-Étienne, les tisseurs à la main de la région lyonnaise et dans la bonneterie.

Les industries de l'habillement et de la chapellerie sont en pleine saison. Le travail a baissé dans la carrosserie.

La situation ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le mois dernier

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de novembre 1903.

dans l'ensemble des industries des métaux; la fabrication de l'automobile a repris à Paris.

Les industries du livre sont en plein travail.

1,068 syndicats, groupant 185,468 ouvriers, ont répondu, en novembre 1903, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 915, groupant 162,046 ouvriers, ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 19,437, ce qui correspond à une moyenne de 12 p. 100 (mineurs du Nord et du Pas-de-Calais non compris). La moyenne était, le mois dernier, de 11.3 p. 100; elle était de 11 p. 100 en novembre 1902.

L'ouvrage, pendant le mois de novembre 1903, a été jugé, par comparaison avec le mois d'octobre, plus abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant 24 p. 100 des syndiqués; équivalent par 48 p. 100 des syndicats, groupant 55 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 34 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 427 syndicats, groupant 48,339 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 377, groupant 87,145 adhérents, ont répondu par la négative.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la côte de Bretagne la sardine n'a donné en novembre que pendant une semaine à Concarneau; la plupart des bateaux armés pour la pêche à la sardine ont désarmé non seulement à Concarneau, mais encore à Belle-Ile, Quiberon, Port-Louis; à Audierne la pêche a été un peu meilleure; à Douarnenez la sardine continue à donner en assez grande quantité. Sur la Méditerranée beaucoup de bateaux ont désarmé par suite du mauvais temps et de la pénurie du poisson sur les côtes.

Bien que la pluie ait quelque peu contrarié les travaux des champs, on a poussé dans le Nord avec activité l'arrachage des betteraves, qui est un peu en retard et on a semé du blé au fur et à mesure; dans la région parisienne, dans le centre et dans l'Est, les labours et semailles étaient à peu près partout terminés à la mi-novembre; les battages étaient par contre un peu en retard. Dans le Midi la taille des vignes, la fumure et le défonçage des terres ont mis fin au chômage dont souffraient les ouvriers agricoles depuis la fin des vendanges; cependant, dans certains centres, les propriétaires n'avaient pas encore commencé ces travaux à la fin de novembre, de sorte que les ouvriers ont dû recourir pour s'occuper aux chantiers communaux.

Les 63 syndicats de bûcherons qui ont donné le nombre de leurs chômeurs accusent 3,490 de leurs adhérents sans travail, soit, sur un effectif de 7,250 membres, une proportion de 48 p. 100; elle était seulement de 37 p. 100 en octobre et de 40 p. 100 en novembre 1903. Cette augmentation du chômage provient de ce que les travaux des champs sont à peu près partout terminés dans les régions forestières, et que l'exploitation des bois n'est pas encore commencée. Dans le Cher, sur 22 centres, il n'en est qu'un où le travail des bois a commencé; dans la Nièvre au contraire les bûcherons sont déjà embauchés dans la grande majorité des localités; dans l'Yonne l'embauchage n'avait pas encore commencé dans plus de la moitié des centres.

MINES. — Les renseignements qui suivent, obtenus par l'intermédiaire du *Comité des houillères*, portent sur plus de 151,000 ouvriers, soit plus des trois quarts du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de novembre 1903. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous.

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction.	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	85,003	6,00	"	"	"	"	100
Loire.....	16,667	5,38	"	"	35	33	30
Gard et Hérault.....	14,589	5,93	"	"	"	24	76
Isère.....	1,458	4,87	"	"	95	"	5
Bourgogne et Nord-Est..	10,611	6,00	"	"	"	3	97
Centre.....	9,600	6,15	"	"	"	19	81
Tarn et Aveyron.....	10,782	5,93	"	"	"	28	72
Provence (lignite).....	2,543	5,16	"	"	30	70	"
ENSEMBLE pour la France.	151,253	5,91	"	"	5	11	84

Le mois dernier le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5,92. En novembre 1902 il était de 4,5 en raison de la grève générale des mineurs; il était de 6,0 en novembre 1901.

CARRIÈRES. — Dans les carrières, la proportion des chômeurs est un peu inférieure à 3 p. 100; elle était de 4 p. 100 le mois dernier et de 10 p. 100 en novembre 1902. Quoique le travail ait un peu baissé en raison de la mauvaise saison, il est néanmoins considéré comme satisfaisant par presque tous les syndicats : à Fontvielle, la proportion des chômeurs n'est plus que de 18 p. 100.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 60 syndicats, groupant 8,515 adhérents, qui ont donné le nombre de leurs chômeurs en novembre 1903, soit 1,273, la proportion de ces derniers dans l'ensemble des industries de l'alimentation était de plus de 15 p. 100; le mois dernier elle était de 13 p. 100; elle était de 13 p. 100 en novembre 1902. La situation est jugée non satisfaisante pour l'époque par 60 p. 100 des syndicats et des syndiqués. Le chômage est particulièrement important chez les boulangers de Toulouse, Montpellier, Brest, Avignon, Limoges, Albi, Saint-Nazaire, les cuisiniers de Nancy, Lille, Bordeaux, Montpellier et Lyon, les garçons de cuisine de Paris. Le travail est, par contre, plus abondant dans la confiserie, la pâtisserie et la biscuiterie. Le chômage n'a pas diminué chez les limonadiers.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'octobre 1903, premier mois de la campagne 1903-1904, s'élevait à 272,495 hectolitres contre 164,283 hectolitres à l'époque correspondante de la précédente campagne, soit une augmentation de 108,212 hectolitres. Cette augmentation porte surtout sur les alcools de betteraves (224,098 hectolitres au lieu de 77,675). La production des bouilleurs de cru pendant la même période est

évaluée approximativement à 834 hectolitres, soit une différence en moins de 11,902 hectolitres sur la campagne 1902-1903 ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin du mois de novembre (trois premier mois de la campagne 1903-1904) les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 292 fabriques et terminés dans 47 fabriques; à la fin de novembre 1902 ils étaient encore en cours dans 223 fabriques et terminés dans 96. La quantité de sucre extraite des turbines ou en cours de fabrication correspondait, à la fin de novembre 1903, à 573,334 109 kilogrammes de sucre raffiné, en diminution de 66,973,129 kilogrammes sur la période correspondante de la campagne 1902-1903 ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses des syndicats, ressort à moins de 1 p. 100; il était de 4 p. 100 le mois dernier, de 2 p. 100 en décembre 1902. Les savonniers de Marseille et les ouvriers des usines à gaz sont en pleine saison.

Dans les manufactures de caoutchouc de Clermont-Ferrand, le chômage est descendu de 27 à 10 p. 100. Les ouvriers en toiles cirées de Bourges, les papetiers-relieurs de Bordeaux sont toujours aussi satisfaits.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués était : pour la province, de 150 pour 85 syndicats groupant 4,894 adhérents, soit 3 p. 100; pour Paris, de 347 pour 16 syndicats groupant 6,064 adhérents, soit 5.7 p. 100. La proportion était, le mois dernier, pour la province, de 5 p. 100, et pour Paris, de 8 p. 100; elle était, pour le mois de novembre 1902, de 3 p. 100 pour la province, de 7 p. 100 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 78 p. 100 des syndicats de province groupant 62 p. 100 des syndiqués. La morte-saison est terminée et les travaux de fin d'année ont amené, comme d'habitude, une recrudescence générale d'activité; on ne signale de chômage qu'à Marseille (typographes et imprimeurs-lithographes), Rochefort, Montpellier, Châteauroux, Saint-Étienne (imprimeurs, graveurs, etc.), Lorient, Arras, Lyon, Meaux, la Roche-sur-Yon.

A Paris, le travail a repris partout; le syndicat typographique de la rue de Savoie n'accuse que 250 chômeurs au lieu de 300 en octobre.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage atteint 32 p. 100 dans l'ensemble des industries qui préparent les cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.); le mois dernier la proportion était de 24 p. 100. La crise continue donc à s'aggraver. A Annonay, les mégissiers de rivière ont toujours 15 p. 100 de chômeurs et travaillent 35 heures par semaine; les palissonneurs accusent 10 p. 100; les tanneurs-corroyeurs de Villau ont 35 p. 100 de chômeurs. A Graulhet la proportion des chômeurs est passée de 40 à 80 p. 100. Les apprêteurs en pelleteries de Fismes escomptent une reprise pour le mois de décembre; les ouvriers en pelleteries de Paris se montrent assez satisfaits, bien que le travail ait baissé, comme d'habitude, à cette époque de l'année.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 22 p. 100 contre 8 p. 100 en octobre; le chômage est particulièrement important à Bordeaux et à Blois; il y a une légère reprise à Izeaux, mais on n'y travaille

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 novembre 1903.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 décembre 1903.

encore que quatre jours par semaine; le travail est normal à Paris chez les ouvriers en chevreau glacé.

Dans la ganterie, il y a une légère reprise à Saint-Affrique et Millau; le travail a, au contraire, baissé à Gières. La proportion des chômeurs est encore de 20 p. 100 à Saint-Junien; les gantiers de Paris sont toujours satisfaits.

La sellerie est en morte-saison.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 53 syndicats, groupant 17,286 adhérents, était, à la fin de novembre 1903, de 1,513 (non compris les tisseurs de Saint-Quentin en grève), soit 87 p. 100; la proportion était de plus de 1/4 p. 100 le mois dernier, elle était de 10 p. 100 en novembre 1902. Il y a donc eu une sérieuse amélioration d'une manière générale depuis le mois dernier : en présence de la hausse persistante du coton les acheteurs n'ont pu attendre plus longtemps pour transmettre leurs ordres.

Dans le Nord, à Roubaix, les peigneurs sont à peu près tous occupés; dans l'ensemble de l'industrie textile, le chômage est descendu de 12 à 5 p. 100; à Tourcoing, le chômage est de 5 p. 100 dans l'ensemble de l'industrie textile, les filateurs ne signalent aucun chômeur; on ne signale également aucun chômeur au Cateau, à Comines, Saulzoir; à Houplines, sur 3,000 ouvriers, 40 seulement sont inoccupés; par contre, les tisseurs de Neuville et de Villers-en-Cauchies ont peu de travail; à Fourmies, le travail a également baissé; à Wignehies, la proportion des chômeurs est de 20 p. 100. Dans le groupe normand, la reprise est générale et le travail est normal dans tous les centres. Dans les Vosges, l'activité est également normale à Épinal et Remiremont; à Saint-Dié, le chômage est descendu de 10 à 6 p. 100. Les tissages de Sedan sont toujours très actifs; la situation s'améliore à Illy; elle reste médiocre à Floing et Francheval. Il y a une légère reprise à Reims où la semaine atteint de 50 à 55 heures; les trieurs de laines ne font que 42 heures. A Roanne, le chômage est de 5 p. 100 chez les syndiqués, de 35 p. 100 en général et les tisseurs ne travaillent encore que sur un métier; à Bourg-de-Thizy, le chômage a passé de 25 à 40 p. 100, tandis qu'il descendait à Thizy de 25 à 9 p. 100. La situation est toujours satisfaisante à Romorantin et dans les centres des Deux-Sèvres; elle est médiocre dans les tissages de la région de Cholet. Le chômage est toujours général à Lavelanet. Dans les tissages de rubans de Saint-Étienne et de la région le chômage reste très important, sauf à Saint-Genest; dans l'industrie lyonnaise de la soie les métiers mécaniques qui font la mousseline sont toujours très actifs, mais la situation du tissage à la main ne s'améliore pas.

On ne signale pas encore de reprise dans les divers centres de la bonneterie.

Pas de changement chez les teinturiers de Troyes, de la Loire et du Rhône. Les imprimeurs sur étoffes de Tournon bénéficient d'une légère reprise; les teinturiers dégraisseurs de Paris accusent moins de 6 p. 100 de chômeurs.

Il y a une reprise générale dans les centres de passementerie de la Loire. Dans le tulle, à Saint-Quentin, les ouvriers en guipure font de 48 à 54 heures par semaine, à Caudry les tullistes ne font toujours que 25 à 30 heures; à Lyon, le chômage est général et la saison est complètement manquée.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement la proportion de chômeurs est un peu inférieure à 7 p. 100; elle était de 7 p. 100 en octobre, la situation est considérée comme satisfaisante par la majorité des syndicats et des syndiqués : la saison d'hiver est dans son plein.

Chez les chapeliers, casquetiers, etc., la moyenne du chômage est à peine supérieure à 1 p. 100; elle était de 3 p. 100 le mois dernier. La saison a enfin commencé à Nancy, mais elle est déjà terminée à Bort, Bourg-de-Péage, Rennes et Albi.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par les 48 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment qui ont indiqué le nombre de leurs adhérents sans travail est de 10 p. 100, elle était de 12 p. 100 le mois précédent : la situation est encore estimée satisfaisante par 57 p. 100 des syndicats ne groupant d'ailleurs que 27 p. 100 des syndiqués. La journée de travail varie de 7 à 9 heures pour les charpentiers, de 9 à 10 pour les menuisiers. C'est toujours chez les calfats et charpentiers de navires que le chômage est le plus intense; en dehors des ports les centres où la proportion des sans-travail est particulièrement élevée sont: Caen, Saint-Etienne, Rouen (menuisiers), Paris (charpentiers). Dans les scieries le travail est actif à Hermes, Valence et Langon; il est assez satisfaisant à Gommegnies.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 19 syndicats, est de 19 p. 100 contre 13 p. 100 le mois dernier. La situation est considérée comme satisfaisante par la majorité des syndicats ne groupant, il est vrai, que 27 p. 100 des syndiqués. L'augmentation du chômage provient uniquement du syndicat de Saint-Loup-sur-Semouse qui accuse 50 p. 100 de sans travail sur 412 membres, bien que le travail soit en reprise. En dehors de ce centre on ne signale un nombre notable de chômeurs qu'à Bordeaux (ébénistes-billardiers), Nantes (ajusteurs-tourneurs) et Paris (ameublement).

Dans la carrosserie le travail a baissé dans tous les centres, sauf au Mans, et le chômage atteint 7 p. 100. Chez les sabotiers-galochiers, le chômage est à peu près nul. La situation est toujours aussi peu satisfaisante dans les tonnelleries du Midi; les tonneliers de Reims, Limoges, Boulogne-sur Mer et Reims, ont du travail en abondance.

La situation est toujours satisfaisante chez les coffretiers de Paris, les vanniers d'Aramon et de Bordeaux. Pas de chômeurs chez les ouvriers en balais de Grisolles et de Caderousse, les ouvriers en peignes de la vallée de l'Hers.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 108 syndicats groupant 29,063 adhérents, le nombre des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était en novembre de 2,071, soit 10 p. 100; la proportion était le mois dernier de 9 p. 100: elle était également de 12 p. 100 en novembre 1902.

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 16 p. 100 : le mois dernier elle était de 10 p. 100; la situation est néanmoins considérée comme satisfaisante par un peu plus de la moitié des syndicats et des syndiqués; les chômeurs se trouvent presque tous à Saint-Quentin, Aubry (fondeurs de zinc), Lyon et Rouen.

Les syndicats de métallurgistes (ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux) accusent un peu moins de 8 p. 100 de chômeurs; la proportion était de 8 p. 100 en octobre; la situation est estimée non satisfaisante par 49 p. 100 des syndicats représentant, 78 p. 100 des syndiqués. A Saint-Chamond le chômage est remonté à 60 p. 100; les autres centres où le chômage dépasse la moyenne sont Trignac et surtout Chalon-sur-Saône. A Firminy, la proportion des sans travail est de 7 p. 100, au Creusot de 2 1/2 p. 100. La situation est, par contre, considérée comme satisfaisante à Bourg-Idèle, Bordeaux (constructions maritimes), Fumel, Reims, Guérigny, Maubeuge, Onnaing, Argenteuil.

Chez les ouvriers mécaniciens, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est, comme le mois dernier, un peu supérieure à 7 p. 100; à Nouzon le chômage est descendu de 5 à 4 p. 100: la situation est toujours satisfaisante à Albert, Chartres et Angers. Le chômage reste important à Rouen, Nice, Nantes, Limoges; à Paris, l'Union des mécaniciens signale une légère reprise; le nombre des chômeurs est tombé de 200 à 135; les serruriers en bâtiment accusent 180 sans travail sur 625 membres.

Le chômage est à peu près complet chez les ferblantiers-boitiers de la côte bretonne. Pas de changement, depuis le mois dernier, dans la chandronnerie. Le travail a repris normalement chez les couteliers de la région de Tiers. A Paris, les tôliers sont en pleine saison; le travail est plus abondant chez les ouvriers en coffreforts; il est toujours satisfaisant chez les soudeurs, les tourneurs-robinettiers; il continue à baisser chez les potiers d'étain.

Pas de changement notable dans l'horlogerie, à part une légère amélioration à Morez. Le travail est toujours très actif chez les ouvriers en instruments de musique; l'orfèvrerie est en pleine saison. Les ouvriers en instruments de précision de Paris n'accusent plus que 54 chômeurs sur 1,941 membres.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après les chiffres fournis par 141 syndicats, groupant 11,903 adhérents, était, à la fin de novembre, de plus de 22 p. 100; elle était de 15 p. 100 le mois précédent et de 24 p. 100 en novembre 1902: cette augmentation de chômage est normale au commencement de l'hiver.

En ce qui concerne les maçons, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 17 p. 100 au lieu de 14 le mois dernier; la situation est encore jugée satisfaisante par un peu plus de la moitié des syndicats et des syndiqués. La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 36 p. 100 contre 25 p. 100 le mois dernier. Les sculpteurs et marbriers accusent à peine 6 p. 100 de chômeurs au lieu de 10 p. 100 le mois dernier; il n'y a guère de chômeurs qu'à Dunkerque; à Cousobre, tous les marbriers à la pendule sont occupés.

CHAUFOURNERIE. — **CÉRAMIQUE.** — **VERRERIE.** — Situation toujours satisfaisante chez les cimentiers, les chaudières, les briquetiers et tuiliers, sauf dans les briqueteries en plein air, dont la fabrication est terminée. Les potiers de Vallauris, Saint-Amand sont également satisfaits. Le travail a baissé dans certaines porcelaineries de Limoges. Les céramistes de Paris sont encore en morte-saison. A la faïencerie de Montereau, la semaine est en moyenne de 60 heures; ceux de Digoin sont en plein travail.

Pas de chômeurs à la glacerie de Montluçon, aux verreries de Fresnes et chez les biseauteurs de glaces de Paris.

TRANSPORTS. — **MANUTENTION.** — **COMMERCE.** — Dans l'ensemble des industries de la manutention, la moyenne du chômage ressort à près de 46 p. 100. Cette proportion considérable tient uniquement aux ouvriers des ports (Marseille, Cette, le Havre).

Dans les industries des transports le chômage est à peine supérieur à 1 p. 100.

D'après les réponses de 34 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 8,252 adhérents, le nombre des syndiqués sans travail était, à la fin de novembre, de 275, soit un peu plus de 3 p. 100, proportion inférieure à celle du mois précédent (4 p. 100).

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1903.

On trouvera ci-après le tableau des grèves du mois de novembre 1903. Le texte explicatif qui se rapporte à ce tableau se trouve page 980.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉFÉRENCES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établissements.	de grévistes.	
1	2				6	7	
GRÈVES NON TERMINÉES							
22 juillet.		Tourcoing.	Nord.	Mouleurs.	1	7	1
17 août.	21 nov.	Halluin.	Nord.	Chaisiers.	8	593	2
18 août.		Hellommes.	Nord.	Tisseurs.	1	20	3
28 août.		Saint-Quentin.	Aisne.	Tisseurs.	12	2,300	4
10 sept.		Montalieu-Vercieu.	Isère.	Tisseurs.	1	237	5
18 sept.	2 nov.	Le Plessier-Rozainvillers.	Somme.	Bonneters.	1	12	6
28 sept.		Armentières.	Nord.	Tourneurs et navetiers.	1	35	7
30 sept.	5 déc.	Armentières, etc.	Nord.	Tisseurs et fileurs.	150	47,500	8
14 oct.	20 nov.	Récicourt.	Meuse.	Sculpteurs sur bois.	1	24	9
19 oct.		Lyon.	Rhône.	Mouleurs.	1	23	10
26 oct.	16 nov.	Villeurbanne.	Rhône.	Veloutiers.	1	11	11
27 oct.	19 nov.	Lyon.	Rhône.	Mouleurs.	1	19	12
29 oct.	30 nov.	Paris.	Seine.	Taillieurs de pierre.	1	36	13
29 oct.		La Gorgue.	Nord.	Epeuleurs (tissage).	1	21	14
29 oct.		Paris.	Seine.	Mouleurs.	1	20	15
GRÈVES COMMENCÉES							
2 nov.	3 nov.	Tourcoing.	Nord.	Tapis (Ouvriers d'une fabrique de).	1	45	1
2 nov.		Lyon et banlieue.	Rhône.	Apprêteurs et teinturiers.	11	500	2
3 nov.	4 nov.	Hazebrouck.	Nord.	Tisseurs.	1	"	3
3 nov.	4 nov.	Darnétal.	Seine-la-fleur.	Apprêteurs.	1	50	4
3 nov.	6 nov.	La Selve-la-Forge.	Orne.	Tisseurs.	1	160	5
5 nov.	14 nov.	Anstaing.	Nord.	Tisseurs.	1	300	6
5 nov.	10 déc.	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs.	1	210	7
6 nov.	6 nov.	Lannoy.	Nord.	Dévideuses.	1	18	8
6 nov.	7 nov.	Romans.	Drôme.	Chaussures (Ouvriers en).	1	30	9
6 nov.	10 nov.	Belfe.	Cher.	Chaufourniers.	1	84	10
7 nov.	9 nov.	Tourcoing.	Nord.	Tisseurs.	1	70	11
8 nov.	16 nov.	Bayonne.	Basses-Pyrénées.	Taillieurs.	8	30	12
8 nov.		Hyères.	Var.	Cochers.	"	"	13
9 nov.	12 nov.	Liens.	Pas-de-Calais.	Mouleurs.	1	125	14
9 nov.	13 nov.	Roubaix.	Nord.	Brodeurs.	1	19	15
9 nov.	18 nov.	Laval.	Mayenne.	Tisseurs.	2	700	16
9 nov.	10 déc.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	195	17
10 nov.	10 nov.	Lesquin.	Nord.	Traudeuses (boulonnerie).	1	18	18
10 nov.	13 nov.	La Gorgue.	Nord.	Tisseurs.	1	150	19
11 nov.	21 nov.	Chamouilley.	Haute-Marne.	Mouleurs.	1	21	20
12 nov.	20 nov.	Calvi.	Corse.	Déchargeurs.	1	70	21
12 nov.		Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	202	22
13 nov.	16 nov.	Roubaix.	Nord.	Tisseurs.	1	36	23
13 nov.	24 nov.	Comines.	Nord.	Rubaniers.	1	172	24
13 nov.		Virgine-n-Lois.	Ardennes.	Mouleurs.	1	2	25
14 nov.	20 nov.	Saint-Genis-de-Varensal.	Hérault.	Mineurs.	1	39	26
14 nov.	21 nov.	Cousances-aux-Forges.	Meuse.	Mouleurs.	1	25	27

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

CAUSES DES GREVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

U 1^{er} NOVEMBRE 1903 (1).

1	Demandes : réintégration d'un ouvrier; renvoi d'un contremaître.		
2	Réduction de salaire.	Transaction.	
3	Demandes : augmentation de salaire; renvoi d'un directeur.	.....	
4	Refus de conduire trois métiers.	.....	
5	Réduction de salaire.	.....	
6	Refus de prolongation du temps de travail.	Echec.	
7	Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	A la date du 5 décembre, 5 grèves partielles persistent, avec 500 grévistes.
9	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Echec.	
10	Demande de réintégration d'un ouvrier.	.....	
11	Réduction de salaire.	Transaction.	
12	Demande de renvoi d'un ouvrier.	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
14	Demande de renvoi d'une ouvrière.	.....	
15	Demande d'augmentation de salaire.	.....	

N NOVEMBRE 1903.

1	Demande de réintégration d'un ouvrier.	Echec.	
2	Demande d'augmentation de salaire; réglementation du travail.	.....	Le 7 décembre la grève a atteint 84 établissements, avec 10,000 grévistes.
3	Protestation contre un jour de chômage par semaine.	Réussite.	
4	Réduction de salaire; règlement d'atelier; réglementation du travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
5	Réduction de salaire.	Réussite.	
6	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
7	Demande de renvoi d'un ouvrier; augmentation de salaire.	.....	
8	Demande d'augmentation de salaire; réglementation du travail.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
9	Contestation relative au salaire (malfaçon).	Transaction.	
10	Demande de renvoi d'un chef de chantier.	Transaction.	
11	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
12	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
13	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
14	Demandes : suppression de retenue pour l'assurance; réintégration d'un ouvrier; augmentation de salaire.	Transaction.	
15	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
16	Demande d'augmentation de salaire.	Réussite.	
17	Demande d'augmentation de salaire.	Echec.	
18	Réglementation du travail.	Echec.	Grévistes remplacés.
19	Demande de renvoi du directeur.	Transaction.	
20	Réglementation du travail.	Echec.	
21	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
22	Demande d'augmentation de salaire.	.....	
23	Demandes : renvoi d'un contremaître; réintégration d'un ouvrier.	Echec.	
24	Demande d'augmentation de salaire.	Transaction.	
25	Demandes de réintégration d'un contremaître.	.....	
26	Demande de renvoi d'un maître mineur.	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
27	Solidarité avec les grévistes de Chamonille.	Echec.	

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		RÉPÈRES.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.	
1	2	3	4	5	6	7	
GRÈVES COMMENCÉES							
14 nov...		Grenoble.....	Isère.....	Pâtes alimentaires (Ouvriers d'une fabrique de).	1	9	28
14 nov...		Wervicq.....	Nord.....	Fil (Ouvriers d'une fabrique de).	1	32	29
15 nov...	17 nov...	Morsott.....	Constantine.....	Phosphatiers.....	1	14	30
15 nov...		Clermont-Ferrand.....	Puy-de-Dôme.....	Tramways (Employés de)...	1	14	31
16 nov...		Bordeaux.....	Gironde.....	Arrimeurs.....	"	2,000	32
17 nov...	19 nov...	Tourcoing.....	Nord.....	Bobineuses.....	1	10	33
17 nov...		Chérenq.....	Nord.....	Tisseurs.....	2	500	34
18 nov...	26 nov...	Bolbec.....	Seine-Inférieure.....	Tisseurs.....	1	310	35
19 nov...	23 nov...	Aix-les-Bains.....	Savoie.....	Maçons et aides.....	1	18	36
19 nov...	3 déc.	La Gorgue.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	144	37
19 nov...		Levallois-Perret.....	Seine.....	Cochers.....	1	75	38
20 nov...	1 ^{er} déc.	Angers.....	Maine-et-Loire.....	Peigneurs de chanvre.....	1	150	39
21 nov...	26 nov...	Wignehies.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	80	40
22 nov...		Mazamet.....	Tarn.....	Délineurs de peaux de moun- ton.	23	2,000	41
23 nov...		Saint-Bueil.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	170	42
24 nov...	8 déc.	Tonnay-Charente.....	Charente Inférieure.....	Déchargeurs.....	"	200	43
24 nov...	8 déc.	Tourcoing.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	350	44
24 nov...		Lomme.....	Nord.....	Tanneurs.....	1	"	45
24 nov...		Pau.....	Basses-Pyrénées.....	Secruriers.....	14	29	46
24 nov...		Paris.....	Seine.....	Lithographes.....	1	9	47
26 nov...	2 déc.	Doué-la-Fontaine.....	Maine-et-Loire.....	Chaussures (Ouvriers en)...	1	28	48
26 nov...		Cusset.....	Allier.....	Carriers.....	"	50	49
27 nov...	28 nov...	Tourcoing.....	Nord.....	Filature (Ouvriers de).....	1	19	50
27 nov...		Wignehies.....	Nord.....	Renfil.....	1	14	51
30 nov...		Halluin.....	Nord.....	Chaisiers.....	1	70	52
30 nov...		Paris.....	Seine.....	Bijoutiers-joailliers.....	70	1,500	53

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1903.

53 grèves ont été signalées, en novembre, à la direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, comme pour 50 d'entre elles, est de 9,112. Il y avait eu, en novembre 1902, 34 grèves et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les 5 dernières années, est de 47.

Ces 53 grèves, dont 42 n'ont affecté qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaires.....	28
Réductions de salaire.....	5
Contestations relatives aux salaires.....	3
Demande de diminution du temps de travail.....	2
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	6
Contestations relatives aux règlements d'atelier.....	2

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
EN NOVEMBRE 1903. (Suite et fin.)		
Réduction de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demande de réintégration d'un employé.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; exclusion des ouvriers non syndiqués.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Échec.	
Demande de diminution du prix de location de l'équipage.....	.....	
Menace de renvoi d'ouvriers.....	Transaction.	
Refus d'exécuter le travail d'ouvriers en grève.....	Réussite.	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Demandes : renvoi d'un directeur; augmentation de salaire.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
Demandes : suppression d'amendes, réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
Demande de suppression d'amendes.....	.....	
Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
Réglement d'atelier.....	.....	
Réduction de salaire.....	Échec.	
Demande de diminution du temps de travail.....	.....	
Demandes : augmentation de salaire; paye à la journée.....	Transaction.	
Réduction de salaire.....	.....	
Contestation relative au salaire.....	.....	Lock-out.
Demandes : diminution du temps de travail; augmentation de salaire.....	.....	

Demandes de suppression d'amendes.....	3
Demandes de réintégration d'ouvriers ou de contremaîtres.....	6
Demandes de renvoi d'ouvriers, contremaîtres ou directeurs.....	8

Ces grèves ont éclaté dans 25 départements, et on a compté :

23 dans le Nord, 3 dans la Seine, 2 dans l'Isère, le Maine-et-Loire, les Basses-Pyrénées et la Seine-Inférieure, et 1 dans les 19 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 27; transport et manutention, 6; métaux, 5; cuirs et peaux, 4; bâtiment, 2; bijoutiers, carriers, chaisiers, chauxfourniers, lithographes, mineurs, ouvriers d'une fabrique de pâtes alimentaires, phosphatiers, tailleurs, 1 grève.

Des 53 grèves commencées en novembre, 34 ont pris fin, après avoir duré respectivement :

Sept, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; quatre, 3 jours; trois, 4 jours; une, 5 jours; deux, 6 jours; une, 7 jours; trois, 8 jours; deux, 9 jours; une, 10 jours; deux, 11 jours; trois, 14 jours; une, 31 jours et une, 35 jours.

Si l'on y ajoute 7 grèves anciennes terminées après avoir duré respectivement 96 jours, 66 jours, 45 jours, 37 jours, 32 jours, 23 jours et 21 jours, on trouve 41 conflits terminés, avec les résultats suivants :

7 réussites.
21 transactions ou réussites partielles,
13 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

16 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en novembre, à la Direction du travail :

1° Grève d'apprêteurs à Darnétal (Seine-Inférieure). — 50 apprêteurs sur 60 de l'usine Lefebvre, à Darnétal, s'étaient mis en grève, le 3 novembre à midi, à la suite de l'affichage d'un nouveau règlement concernant les retenues pour retards et les amendes pour malfaçons. Le juge de paix intervint immédiatement et un comité de conciliation se réunit le jour même. Les grévistes renoncèrent à une revendication, soulevée après la déclaration de grève et visant une réduction de salaire que devaient subir un ou deux ouvriers et l'accord s'établit. Une nouvelle convention a confirmé le maintien des anciens usages de l'établissement et les ouvriers ont repris le travail le lendemain 4 novembre.

2° Grève de tisseurs à Bolbec (Seine-Inférieure). — 310 tisseurs et bobineuses de l'établissement Fauquet-Lemaître, à Bolbec, s'étaient mis en grève le 18 novembre en réclamant le rétablissement d'un tarif consenti en 1889 et supérieur en moyenne de 5 p. 100 au tarif adopté par la suite. Sur recours des ouvriers au juge de paix, le 20, un comité de conciliation s'est réuni le 25. L'accord s'est établi et un tarif transactionnel a été accepté de part et d'autre. Le travail a été repris le lendemain, 26 novembre.

3° Grève de dévideuses à Lannoy (Nord). — Le 6 novembre, 18 dévideuses de la filature Parent et Montfort se mettaient en grève en réclamant une augmentation de tarif, l'enlèvement de peignes qui cassaient les fils et la suppression d'un travail, jugé pénible, consistant à porter les *bobinots* à l'étage. Sur recours immédiat des ouvrières, le juge de paix s'est rendu à l'atelier. L'accord s'est établi aussitôt. Le salaire n'a pas été augmenté, mais les ouvrières, n'ayant plus à transporter les *bobinots*, disposeront de plus de temps et, par un supplément de production, verront leur salaire relevé.

La grève n'a duré que de 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

4° Grève de tisseurs à Saint-Bueil (Isère). — Le 23 novembre, les 170 ouvriers du tissage de soie Veyre se sont mis en grève, réclamant le renvoi d'un des associés et le retour à un ancien tarif supérieur au tarif actuel. Le 24, ils firent appel au juge de paix. Un comité de conciliation se réunit le même jour. Les patrons exposèrent qu'ils ne pouvaient se séparer de leur associé, auquel ils étaient liés, depuis le 1^{er} septembre, par acte notarié ; mais ils offrirent de lui retirer la surveillance des ateliers et annoncèrent la prochaine nomination d'un nouveau directeur. Sur le second point, ils proposèrent une transaction que les délégués repoussèrent, après consultation des grévistes, au cours d'une seconde réunion le lendemain.

Le juge de paix fit accepter le recours à l'arbitrage, Les ouvriers choisirent comme arbitre un propriétaire de Saint-Geoire; les patrons désignèrent un négociant en soieries de Lyon. Les arbitres se rencontrèrent à la mairie de Saint-Geoire, le 26 novembre et, ne pouvant se mettre d'accord, soumirent le différend à un tiers arbitre, M. Rivoire, fabricant de soieries à Pont-de-Beauvoisin (Savoie). La sentence arbitrale fut rendue le soir même et la reprise du travail décidée pour le lendemain matin. Mais lorsque les ouvriers se présentèrent à l'usine, les patrons leur déclarèrent que, ne comprenant rien aux nouvelles conditions édictées par la sentence, ils maintenaient les anciennes conditions du travail. Les ouvriers ont immédiatement quitté l'atelier et la grève continue.

5° Grève de veloutiers à Villeurbanne (Rhône). — A la suite d'une réduction de salaire, 11 ouvriers et ouvrières du tissage de velours Mantelier, à Villeurbanne, s'étaient mis en grève le 26 octobre. Sur intervention du juge de paix le 12 novembre, un comité de conciliation se réunit le même jour. L'accord ne put s'établir. Une transaction a mis fin à la grève, le 16 novembre.

6° Grève de mineurs à Saint-Geniès de Varenal (Hérault). — 39 piqueurs et manœuvres de la Compagnie houillère de l'Hérault, à Saint-Geniès de Varenal, ayant à se plaindre d'un maître mineur auquel ils reprochaient des actes d'injustice, de brutalité et de maladresse dans la direction du travail, se mettaient en grève le 14 novembre. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation se réunit le 19. L'accord s'établit; le maître mineur a été suspendu de ses fonctions en attendant que le conseil d'administration statue sur les griefs des ouvriers.

Le travail a repris le lendemain, 20 novembre.

7° Grève de déchargeurs à Tonnay-Charente (Charente-Inférieure). — 200 déchargeurs du port de Tonnay-Charente avaient quitté le travail le 24 novembre en demandant que le salaire fut porté de 0 fr. 60 à 0 fr. 70 l'heure. Le juge de paix est intervenu d'office le 26; l'accord ne put s'établir et les deux parties refusèrent de recourir à un arbitrage.

Une transaction a mis fin au conflit le 3 décembre. Le salaire a été fixé à 0 fr. 65 l'heure. Le travail a été repris partiellement le lendemain, un patron ayant refusé d'appliquer le tarif accepté de part et d'autre. Le 7 novembre, cet entrepreneur cédait à son tour et le 8, la grève était terminée.

8° Grève de tisseurs à Anstaing (Nord). — Les 300 ouvriers du tissage Defrennes et Duploux à Anstaing, qui, s'étant mis en grève le 5 novembre, avaient adressé un recours au juge de paix le 7 novembre, et qui n'avaient pu à la réunion du comité de conciliation, tenue le même jour, se mettre d'accord avec les patrons sur le taux de l'augmentation demandée, ont finalement obtenu gain de cause, par conciliation directe, et ont repris le travail le 14 novembre.

9° Grève de mouleurs à Chamouilley (Haute-Marne). — Un mouleur de l'usine Champenois, à Chamouilley, ayant refusé de recommencer des pièces mal faites, fut avisé, le 10 novembre, que, par ordre du patron, il cesserait, après un mois écoulé, de travailler aux pièces, pour être assimilé aux ouvriers inférieurs payés à la journée. De ce fait, son salaire se trouverait réduit de 6 francs en moyenne à 3 fr. 50 par jour. Le lendemain, 11 novembre, l'ouvrier en cause et 23 de ses camarades cessèrent le travail. Le juge de paix, immédiatement saisi du différend par les grévistes, intervint aussitôt. Mais le patron refusa de se prêter à la tentative de conciliation.

Les ouvriers reprirent le travail, sans conditions, le 21 novembre.

10° et 11° **Grève de tisseurs à Tourcoing (Nord)**. — Les 210 ouvriers du tissage Emile et Paul Toulemonde, à Tourcoing, se sont mis en grève le 5 novembre en réclamant une augmentation de salaire et le renvoi d'un ouvrier qui n'avait pas participé à une grève antérieure. Les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 9 novembre. Les patrons ont refusé, par lettre en date du 10, de se rendre à la convocation du magistrat, déclarant qu'ils s'en tenaient à ce qu'ils avaient dit la veille aux délégués des grévistes.

Les 195 **tisseurs** de l'établissement appartenant aux mêmes patrons à **Roubaix**, ont cessé le travail le 9 novembre en demandant une augmentation de salaire. Ils ont adressé un recours au juge de paix le 12, mais les patrons ne se sont pas prêtés à la tentative de conciliation.

Les ouvriers des deux usines ont repris le travail, sans conditions, le 10 décembre.

12° **Grève de tisseurs à Chérengh (Nord)**. — Les tisseurs des établissements Fauchelle et Duquesnoy, à Chérengh, ont cessé le travail le 17 novembre, au nombre de 500. Ils réclament une augmentation de salaire. Sur recours adressé, le 20, par les ouvriers au juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 24. Un seul patron s'est présenté, l'autre ayant fait savoir qu'il considérait les grévistes comme ne faisant plus partie de son personnel. Dans ces conditions, la conciliation n'a pu se faire. La grève continue.

13° Au cours d'une des grèves partielles qui subsistent, après la reprise presque générale des **tisseurs et fileurs d'Armentières (Nord)**, les 108 ouvriers fileurs de coton glacé de la maison Ermen et Goby, ont adressé un recours au juge de paix le 25 novembre. Les patrons n'ont pas répondu à la convocation du juge de paix. La grève continue.

14° Les **mouleurs** de l'usine Gollnisch, à **Vrigne-aux-Bois (Ardennes)**, se sont mis en grève, au nombre de 25, le 13 novembre, en réclamant la réintégration d'un contre-maitre congédié pour avoir protesté contre des propos injurieux tenus par le directeur de l'usine. Le juge de paix est intervenu d'office le 17 novembre, mais le patron n'a pas répondu à la convocation du magistrat. La grève continue.

15° Dans la **grève des apprêteurs et teinturiers de Lyon**, le juge de paix est intervenu d'office, mais les deux parties ont refusé, le 28 novembre, de recourir à la conciliation ou à l'arbitrage.

16° Dans la **grève des employés de tramways de Clermont-Ferrand**, le juge de paix a offert aux parties, le 17 novembre, de recourir à la conciliation. Cette proposition a été repoussée par le représentant de la Compagnie. La grève continue.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

SESSION DE NOVEMBRE 1903.

Séance du 9 novembre 1903.

Présidence de M. le Ministre du Commerce.

La deuxième session du Conseil supérieur du travail est ouverte à 9 heures du matin, au Ministère du Commerce, sous la présidence du Ministre, M. Georges Trouillot, qui donne d'abord connaissance des modifications qui se sont produites dans la composition du Conseil.

Le Ministre indique ensuite brièvement la suite qui a été donnée par le Parlement aux délibérations du Conseil supérieur. Il rappelle notamment la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements commerciaux, qui reproduit presque littéralement le texte élaboré par le Conseil. A propos de la réforme des conseils de prud'hommes, dont la discussion se poursuit devant le Sénat, M. le Ministre exprime l'espoir qu'en seconde lecture, le Sénat sanctionnera le vœu émis par le Conseil en faveur de l'extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux employés de commerce. Le Ministre termine en exposant les trois questions portées à l'ordre du jour de la session de 1903, et qui concernent les caisses de chômage, la réglementation du travail dans les entreprises de transports en commun, les usages en matière de délai congé.

Le Conseil supérieur procède ensuite à l'élection de ses deux vice-présidents : MM. Kufer et Aynard sont réélus.

Puis il élit M. Dalle pour le représenter au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

Le reste de la séance est consacré à la nomination de la commission permanente. Sont élus : M. Strauss, sénateur ; M. Dubief, député ; MM. Chamerot, Charles-

(1) Le Conseil supérieur du travail est ainsi composé :

Président : M. Trouillot, Ministre du Commerce ;

Membres élus par les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures : MM. Darey, Troubat, Potin, Appert, Meyzonnier, Tournier, Touron, Isaac, Perdoux, Perrin, Trystram, de Montgolfier, Japy, Devillotte, Heurteau, Charles-Roux, Chamerot, Aynard ;

Membres élus par les syndicats ouvriers : MM. Lamendin, Comaille, Millon, Lelorrain, Pin, Martin, Lepers, Neyron, Lucas, M^{lle} Blondelu, MM. Bourderon, Coupât, Berlier, Nury, Guérard, Moreau, Kufer, Dalle. (L'élection de M. Dalle a été annulée le 21 novembre 1903, v. p. .)

Délégués patrons des Conseils de prud'hommes : MM. Haret, Laroche, Baillet-Lévron, Faure, Jouenne, Chassériau, Jubel, Baton ;

Délégués ouvriers des Conseils de prud'hommes : MM. Coquelin, Deslandres, Gentilhomme, Lefèvre, Selve, Bertier, Martin, Crétin ;

Membres élus par le Sénat : MM. Fougerol, Lourties et Strauss ;

Membres élus par la Chambre des Députés : MM. Briand, Cère, Chaumet, Doumer, Dubief ;

Membre de la Chambre de Commerce désigné par cette Chambre : M. Dabrujeaud ;

Membre du Comité fédéral des Bourses du travail élu par les Bourses du travail adhérentes : M. Briat ;

Membre de la Chambre consultative des associations ouvrières, élu par les associations adhérentes : M. Manoury ;

Membres choisis par le Ministre parmi les membres de l'Institut et les professeurs de l'Université de Paris : MM. Jay et Gide ;

Membre nommé en vertu du décret du 1^{er} septembre 1899 et maintenu jusqu'à l'expiration de son mandat par l'article 22 du décret du 14 mars 1903 : M. Bagnol ;

Délégués des Ministères : MM. Bouquet, Fontaine, Paultet, Mussat ;

Secrétaires et secrétaires adjoints : MM. Finance, Prunget, Brice, Bourdois, Dupont, Fagnot.

Roux, Dévillette, Haret, Heurteau, Touron, Troubat, membres patrons; M^{lle} Blondelu, MM. Bourderon, Coupât, Deslandres, Guérard, Keufer, Millon, membres ouvriers. MM. Briat, Dubrujeaud et Manoury font partie de droit de la commission permanente du Conseil.

Séances des 10, 11 et 12 novembre 1903.

Présidence de M. Keufer.

Le Conseil supérieur aborde la première question portée à l'ordre du jour ; les pouvoirs publics doivent-ils favoriser le développement des caisses de secours contre le chômage involontaire ? Dans l'affirmative, quel est le meilleur mode d'intervention ?

Après un exposé de la question par M. Touron, rapporteur, s'engage la discussion générale, qui se continue dans les séances des 11 et 12 novembre. Prennent part à cette discussion MM. Raoul Jay, Isaac, Millon, Coupât, Dalle, Chaumet, E. Martin, Bagnol, Briat, Lelorrain, Moreau, Guérard, M^{lle} Blondelu, MM. Manoury, Perdoux, Bourderon, Lepers, Lefèvre, Keufer, E. Martin, Darcy, Doumer et Touron, rapporteur.

Divers systèmes sont soutenus par ces différents orateurs. Les uns veulent limiter l'intervention des pouvoirs publics aux communes ou aux agglomérations de communes. Les pouvoirs locaux accorderaient des subventions aux caisses mutuelles, professionnelles ou autres, mais le plus généralement professionnelles, qui donnent des indemnités en cas de chômage.

D'autres, tout en acceptant cette idée, estiment que l'organisation ainsi conçue est insuffisante, qu'elle n'assure pas l'échange des chômeurs entre les localités, qu'elle ne convient pas sans extension aux caisses professionnelles qui embrassent de grandes régions ou l'ensemble du territoire. Ils pensent que l'État doit combiner ses subventions avec celles des pouvoirs locaux.

D'autres orateurs enfin estiment que, à défaut de l'obligation, on ne pourra pas instituer un régime normal englobant tous les chômeurs et que même fréquemment les plus intéressants seront laissés de côté dans les systèmes qui viennent d'être exposés. Sans présenter immédiatement un système de caisse nationale, qui peut être conçu, suivant quelques-uns, comme s'appuyant sur des caisses locales, ils demandent que la question soit mise à l'étude, et ils estiment que les systèmes de subvention aux caisses mutuelles libres ne peuvent être que provisoires.

Séance du 13 novembre 1903.

Présidence de M. Keufer.

Le Conseil supérieur termine la discussion générale sur les caisses de chômage, après avoir entendu M^{lle} Blondelu, MM. Perdoux, Arthur Fontaine et Touron, rapporteur.

Le vœu A, proposé par la commission permanente, est ensuite adopté à l'unanimité des suffrages exprimés. Il est ainsi conçu :

Le Conseil supérieur du travail est d'avis que la création et le développement d'institutions de secours contre le chômage sont désirables à tous égards et doivent être facilités.

Après un échange d'observations entre MM. Raoul Jay, Heurteau, Strauss, Coupât, Briat et Arthur Fontaine, l'examen du projet de vœu B, repoussant la création d'un service national d'assurance obligatoire contre le chômage, est renvoyé à la fin de la discussion des vœux sur les caisses de chômage, ainsi qu'un

amendement de MM. Coupât, Pin et Bourderon, tendant, au contraire, à la mise à l'étude d'un service d'assurance obligatoire.

Abordant le vœu C, le Conseil supérieur adopte, à l'unanimité des suffrages exprimés, le 1^{er} paragraphe, ainsi conçu :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que les caisses locales de secours contre le chômage soient subventionnées par les municipalités.

Divers amendements ou additions sont déposés par MM. Coupât, Isaac, Heurteau, Guérard et Lefèvre. Après une discussion à laquelle prennent part, outre les auteurs de ces amendements, MM. Dalle, Millon, Briat, Bourderon, Chaumet, Arthur Fontaine et Tournon, rapporteur, le Conseil supérieur renvoie la suite du débat à la prochaine séance.

Séance du 14 novembre.

Présidence de M. Keufer.

Le Conseil examine d'abord les additions et amendements au vœu voté dans la précédente séance au sujet des caisses locales de secours contre le chômage et tendant à ce qu'elles fussent subventionnées par les municipalités.

Après avoir entendu MM. Raoul Jay, Heurteau, Isaac, Coupât, Lefèvre, Guérard, Bourderon, Darcy, Manoury, Dalle, Briat, Arthur Fontaine et Tournon, rapporteur, il émet l'avis, conformément aux conclusions de sa commission permanente :

1° Que les subventions accordées soient réparties entre toutes les caisses de chômage existant dans la localité et satisfaisant à certaines conditions générales ;

2° Que pour chacune de ces caisses, la part de subvention normale annuelle soit inférieure aux cotisations des membres participants.

Sur la proposition de M. Isaac, et après un débat auquel prennent part MM. Dalle, Isaac, Aynard, Guérard, Raoul Jay, Heurteau, Lelorrain et Tournon, rapporteur, le Conseil supérieur adopte, à l'unanimité moins une voix, le texte suivant :

Le Conseil supérieur émet le vœu que les caisses locales reçoivent aussi des subventions des corps constitués, tels que conseils généraux, chambres de commerce, syndicats patronaux, de même que des caisses d'épargne et institutions de prévoyance générale établies dans certaines villes.

Sur la proposition de M. Guérard, et après des observations présentées par MM. Coupât, Dalle, Guérard, Isaac, Moreau, de Montgolfier, Aynard et Lelorrain, le Conseil adopte, par 22 voix contre 3 et 29 abstentions, le texte suivant :

Le Conseil supérieur estime qu'il est du devoir du patronat d'apporter son concours aux caisses de chômage.

Le Conseil aborde ensuite la question relative à l'intervention de l'État en faveur des caisses de chômage ; cette question donne lieu à un débat auquel prennent part MM. Heurteau, Briat, Dalle, Moreau, Lamendin, Dubief, Coupât, Arthur Fontaine et Tournon, rapporteur.

A l'unanimité moins une voix, la proposition suivante de M. Heurteau et plusieurs de ses collègues, est adoptée :

En ce qui concerne les subventions de l'État, le Conseil supérieur estime qu'il y a lieu de reconnaître aux caisses de chômage syndicales ou autres s'occupant de trouver des emplois aux chômeurs involontaires, et dont l'organisation se prête à un contrôle efficace, la faculté de recevoir des indemnités de l'État destinées spécialement à concourir aux frais de déplacement des chômeurs et ne dépassant pas pour chaque caisse 50 p. o/o des indemnités de déplacement payées au cours de l'année.

Sur la proposition de M. Coupât et de plusieurs de ses collègues, la proposition suivante est votée par 27 voix contre 1 et 21 abstentions :

Le Conseil supérieur est d'avis que l'État ou le département subventionnent les caisses ouvrières non locales, groupant les adhérents d'une région ou de la France entière, qui donnent les secours de chômage.

Enfin, la proposition suivante, présentée par M. Doumer dans la séance précédente et reprise par M. Dubief, est votée par 26 voix contre 3 et 20 abstentions :

D'une manière générale, le Conseil supérieur est d'avis que l'État doit intervenir dans la création et le développement des institutions de secours contre le chômage par des encouragements et des subventions.

Séance du 16 novembre.

Présidence de M. Keufer.

Le Conseil, après avoir entendu MM. Raoul Jay, Coupât, Dalle, Keufer, Heurteau, Darcy, Arthur Fontaine et Touron, rapporteur, adopte le vœu suivant :

Le Conseil supérieur du travail est d'avis que l'indemnité allouée aux chômeurs ne doit pas, dans l'ensemble, dépasser la moitié du salaire courant dans la profession ;

Qu'un maximum doit être fixé aux secours de chômage pouvant être alloués à un même ouvrier pendant un même exercice ;

Que la comptabilité des secours de chômage alloués pour manque de travail doit être distincte de la comptabilité de toutes autres dépenses de l'institution qui a créé la caisse.

Ayant ainsi formulé son avis sur le régime des subventions à allouer par les communes, les départements ou l'État aux caisses de secours contre le chômage involontaire, le Conseil supérieur à la suite d'un débat dans lequel interviennent MM. Raoul Jay, Darcy, Doumer, Heurteau, Guérard, Georges Paulet, Lefèvre, Deslandres, Arthur Fontaine et Touron, rapporteur, adopte le texte ci-après :

Le Conseil supérieur du travail est d'avis qu'il y a lieu de mettre à l'étude un régime législatif spécial d'institutions d'assurance contre le chômage.

Sur la proposition de M. Touron, rapporteur, il est unanimement admis que tous les vœux adoptés visent exclusivement le chômage involontaire par manque de travail.

Enfin, MM. Japy, Keufer, Bagnol, Manoury, Guérard, Briat, Arthur Fontaine et Touron présentent des observations, les uns sur la présence des ouvriers étrangers dans les caisses de chômage, les autres sur les caisses de chômage que pourraient fonder les associations ouvrières de production.

Le Conseil aborde ensuite la seconde question inscrite à son ordre du jour : réglementation du travail dans les entreprises de transport en commun par terre ou par voie fluviale, les chemins de fer exceptés.

Après un exposé de la question par M. Moreau, rapporteur, la discussion est renvoyée au lendemain.

Séance du 17 novembre.

Présidence de M. Keufer.

La séance est consacrée à la discussion générale sur les conditions du travail dans les entreprises de transport en commun qui ont été ou peuvent être concédées à des compagnies par l'État, les départements ou les communes. Au projet de vœu soumis par la commission permanente, MM. Moreau, rapporteur, Guérard, Chaumet et Manoury ajoutent de nouvelles propositions. Elles portent notamment sur les points suivants ; limitation de la durée de travail à dix heures par jour, avec mi-

nimum de salaire de 5 francs ; règlement des conditions du travail par contrat entre les compagnies et les syndicats ouvriers et insertion de ce contrat dans les cahiers des charges ; création d'une inspection ouvrière et d'une commission arbitrale ; interdiction aux concessionnaires de sous-traiter ; participation aux bénéfices ; application stricte de la circulaire ministérielle du 15 février 1901 sur la durée du travail et des repos dans les chemins de fer d'intérêt local et les tramways. Prennent part à la discussion MM. Guérard, Lelorrain, Bagnol, de Montgolfier, Arthur Fontaine, Moreau, rapporteur, et Mussat, délégué du Ministre des travaux publics.

Séance du 18 novembre.

Présidence de M. Aynard.

Le Conseil poursuit et achève la discussion générale sur la question de la réglementation du travail dans les entreprises de transport en commun. Prennent la parole : MM. Raoul Jay, Manoury, Isaac, Lamendin, Dalle, Dévillette, Briat, Guérard, Lelorrain, Mussat, Arthur Fontaine et Moreau, rapporteur.

Le Conseil aborde ensuite l'examen du premier paragraphe qui vise les entreprises de transport concédées par l'État, les départements ou les communes. Après avoir entendu MM. de Montgolfier, Manoury, Guérard, Touron, Dalle, Aynard, Mussat, Arthur Fontaine et Moreau, rapporteur, le Conseil supérieur adopte en principe ce premier paragraphe qui est ainsi conçu :

Interdiction doit être faite aux concessionnaires de sous-traiter sous peine de déchéance.

Séance du 19 novembre.

Présidence de M. Keufer.

Le Conseil examine d'abord les amendements de MM. Aynard, de Montgolfier, Moreau, Raoul Jay, Guérard, Touron, au vœu de principe voté la veille, en fin de séance, et interdisant aux concessionnaires des entreprises de sous-traiter sous peine de déchéance. Après avoir entendu MM. Aynard, de Montgolfier, Heurteau, Raoul Jay, Touron, Coupat, Keufer, Arthur Fontaine et Moreau, rapporteur, il a adopté le vœu de M. Aynard, ainsi conçu :

Toutefois, la rétrocession pourra être accordée par un acte des pouvoirs concédants, distinct et séparé de la concession primitive, dans les cas où il faudrait assurer l'exécution ou la marche de l'entreprise.

L'addition suivante, proposée par MM. Moreau et Raoul Jay, est votée par 25 voix contre 12 :

Avant que le Conseil d'État soit appelé à se prononcer, les divers intéressés, et notamment le syndicat ouvrier, seront entendus.

MM. Moreau et Guérard présentent une proposition relative aux clauses à insérer dans les cahiers des charges des entreprises concédées. Après un débat auquel prennent part MM. Guérard, Heurteau, Isaac, Dalle, Perdoux, Lelorrain et Moreau, rapporteur, le Conseil adopte successivement les trois paragraphes de la proposition, le premier par 28 voix contre 19, le deuxième par 29 voix contre 20, le troisième par 27 voix contre 20. Tous les représentants des chambres de commerce font partie de la minorité. Voici le texte de la proposition adoptée :

Les conventions ou cahiers des charges de toutes les entreprises concédées ou monopolisées contiendront obligatoirement à l'avenir des clauses destinées à réglementer les conditions du travail. Les syndicats ouvriers de la profession seront consultés à cet effet.

En cas de renouvellement de la concession ou de modifications quelconques aux conven-

tions ou cahiers des charges, le syndicat auquel adhère le personnel de l'entreprise intéressée interviendra comme partie au contrat. A défaut de syndiqués dans l'entreprise, les syndicats de la profession seront appelés à donner leur avis.

En cas d'observation des clauses relatives aux conditions du travail, ou de désaccord sur leur interprétation, le syndicat représentant le personnel a qualité pour soumettre le différend aux tribunaux, même s'il n'est pas intervenu comme partie au contrat.

Par 27 voix contre 18, le Conseil adopte le vœu suivant proposé par MM. Guérard et Moreau :

Une inspection ouvrière doit être exercée, parallèlement avec le contrôle administratif, dans toutes les industries du transport concédées, monopolisées ou administrées par l'État, le département et la commune.

Enfin, après avoir entendu MM. Perdoux, Touron, Heurteau, Guérard, Isaac, Keufer, Darcy, Briat, Dalle, Lefèvre, Mussat, Arthur Fontaine et Moreau, rapporteur, le Conseil adopte, à l'unanimité des votants, le vœu suivant présenté par M. Moreau :

Une commission permanente composée à nombre égal de patrons et d'ouvriers sera saisie de tous les conflits ou différends de tous ordres qui peuvent s'élever, à l'effet de rechercher les moyens de les aplanir.

Séance du 20 novembre.

Présidence de M. Keufer.

Après un échange d'observations entre MM. Moreau, Heurteau, Mussat et Arthur Fontaine, le texte suivant, proposé par M. Moreau, est adopté par 23 voix contre 19 :

Le Conseil supérieur estime qu'à Paris notamment, la durée de la journée dans les transports ne doit pas excéder dix heures de travail effectif.

Le texte ci-après, proposé par M. Guérard et complété par M. Touron, est également adopté :

Le personnel des compagnies et administrations de transport sera représenté par des délégués élus, dans toutes les commissions ou comités consultatifs institués auprès des ministères en vue de débattre les questions où les intérêts des travailleurs seront en jeu. Les concessionnaires seront représentés dans les conseils où seront représentés les ouvriers.

Sur la proposition de M. Chaumet, le Conseil supérieur demande unanimement que la circulaire du Ministre des travaux publics en date du 15 février 1901, relative à la durée du travail et des repos, reçoive son entière exécution en ce qui concerne l'exploitation des tramways.

Le vœu suivant, déposé par M. Guérard et amendé par M. Mussat, est adopté après une discussion à laquelle prennent part MM. de Montgolfier, Guérard, Coupat, Heurteau, Bourderon, Arthur Fontaine et Moreau :

La commission permanente complétera son étude et son enquête sur la réglementation du travail dans les entreprises de transport.

Après avoir prononcé le renvoi à la commission permanente de divers vœux de MM. Moreau et Troubat, le Conseil supérieur aborde la troisième et dernière question inscrite à l'ordre du jour. Elle est relative aux usages en matière de délai-congé, c'est-à-dire aux usages existants dans la plupart des professions et d'après lesquels le patron et l'ouvrier se préviennent mutuellement un certain temps d'avance de leur intention de rompre le contrat de travail qui les lie. Le Conseil supérieur est invité à dire s'il y a lieu d'interdire les dérogations par voie de règlements

d'atelier aux usages en matière de délai-congé, et de ne les autoriser que par conventions entre groupements patronaux et groupements ouvriers de chaque profession.

Le Conseil supérieur entend sur cette question MM. Darcy, Briat, Lefèvre, Coupat, Raoul Jay, Lepers, Comaille et Isaac.

Séance du 21 novembre.

Présidence de M. Keufer.

Le Conseil achève l'examen de la question relative au délai-congé.

Après avoir entendu MM. A. Martin, Lelorrain, Dalle, M^{lle} Blondelu, MM. G. Perdoux, Bourderon, Selve, Dévillette, E. Martin, Briat, Haret, Millon, Isaac, Keufer, Moreau, Lefèvre, Darcy et Arthur Fontaine, il adopte la proposition suivante de MM. Arthur Fontaine et Keufer :

Le Conseil supérieur du travail,

Attendu qu'il résulte tant de l'enquête faite par le Ministre du commerce que des observations particulières de chacun que le délai-congé est un usage général et traditionnel en matière de résiliation de contrat de louage de service ou de travail à durée indéterminée ;

Est d'avis :

Que cet usage est fondé sur l'intérêt individuel réciproque des contractants, sur l'intérêt collectif des groupes professionnels et sur l'intérêt général de l'industrie et du commerce ; qu'il répond à une nécessité d'ordre public et de paix sociale ; (*Adopté à l'unanimité des votants.*)

Qu'il ne doit, en conséquence, pouvoir y être dérogé que dans les limites et dans les formes déterminées par une loi ; (*Adopté par 25 voix.*)

Qu'il ne saurait y être dérogé par des règlements d'atelier qui dans les conditions où ils sont établis actuellement en France ne présentent pas les garanties de conventions collectives entre patrons et ouvriers ; (*Adopté par 27 voix contre 14.*)

Renvoie à sa commission permanente l'étude de dispositions précises sur la conclusion et la résolution du contrat de travail à durée indéterminée, et sur les règlements d'atelier. (*Adopté à l'unanimité.*)

Une addition présentée par M. Briat et ses collègues, est votée par 22 voix contre 19 ; elle est ainsi conçue :

Le Conseil est d'avis qu'il ne saurait être dérogé, tant à cet usage qu'aux formes et conditions qui l'entourent, par des conventions individuelles, celles-ci ne pouvant ordinairement résulter que d'un abus de pouvoir initial de la part de l'entrepreneur ou du chef d'établissement, en même temps que de la faiblesse morale ou du dénuement physique de l'ouvrier ou de l'employé en quête de travail ;

Que, par conséquent, une telle dérogation doit être considérée comme illicite, nulle et de nul effet.

La session est close.

L'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR L'INDUSTRIE TEXTILE.

On a vu dans le dernier numéro du *Bulletin* que la Chambre avait décidé, dans sa séance du 7 novembre 1903, d'instituer « une enquête parlementaire sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs » ⁽¹⁾.

La Commission nommée pour procéder à cette enquête ⁽²⁾ a arrêté sa méthode de travail. Elle a décidé de visiter un certain nombre d'exploitations, de recueillir sur place des dépositions et de grouper tous les renseignements écrits que voudront bien lui transmettre les intéressés.

Pour les enquêtes sur place, la Commission entendra dans l'ordre suivant : 1° les syndicats ouvriers ; 2° les groupements patronaux ; 3° les prud'hommes ; 4° les juges de paix et inspecteurs du travail. Elle entendra également les administrateurs de la commune, les ouvriers non syndiqués, les anciens ouvriers et, d'une manière générale, tous ceux qui lui en feraient la demande d'avance par écrit.

Pour les renseignements écrits, la Commission s'adresse à tous les intéressés, plus spécialement aux Chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats ouvriers, bourses du travail, groupements patronaux, juges de paix et inspecteurs du travail.

Afin de procéder avec ordre et de grouper méthodiquement les indications qu'elle pourra recueillir, la Commission a dressé un questionnaire auquel les intéressés sont priés de répondre en suivant autant que possible le cadre qui a été tracé. Si le questionnaire est uniforme et comprend toutes les questions sur lesquelles la Commission désire être éclairée, il est entendu que les déposants devront s'attacher surtout à donner le plus grand développement aux questions qui sont particulièrement de leur ressort.

Les réponses doivent être envoyées sous enveloppe cachetée et *sans affranchir*, à l'adresse de M. le Président de la Chambre des députés avec la suscription « Pour la Commission de l'enquête textile ». Elles peuvent être également remises à la mairie de la commune à l'adresse de M. le Président de la Commission de l'enquête textile.

Voici le texte du questionnaire dressé par la Commission et qui a été envoyé aux intéressés le 26 novembre 1903 :

Condition des ouvriers.

1. — CATÉGORIES D'OUVRIERS.

Indiquer leur nombre et, dans la mesure du possible, leur répartition par âge, par sexe, dans les différentes catégories.

2. — SALAIRES.

Taux des salaires journaliers par catégories et moyennes annuelles.

Variations des salaires depuis 20 ans.

Rapprochement des salaires par tête et par famille avec le coût de la vie, à différentes époques, dans la commune ou la région.

Sont-ils payés à la semaine, à la quinzaine ou au mois ? Des avances sont-elles consenties ? Est-on généralement satisfait du système adopté ?

(1) P. 929.

(2) Voir la composition de cette Commission, p. 929. La Commission a composé son bureau comme suit : président : M. Gustave Dron ; vice-présidents : MM. Klotz, d'Etchepare, Krauss et Audiffred ; secrétaires : MM. Buyat, Dormoy, Reville, Engerand et Bonnevay.

Minimum de salaires. Est-il possible dans votre industrie? Dans l'affirmative, comment pourrait-il être établi?

3. — RÉPARTITION ANNUELLE DU TRAVAIL.

Y a-t-il des mortes-saisons et des périodes de surproduction?

Portent-elles sur l'ensemble des ouvriers ou sur une partie? Quelles en sont les causes? Comment y remédier?

Chômages pour remontage de métiers. Fréquence et durée.

4. — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

A quelle heure commence et à quelle heure finit le travail pour les différentes catégories? Temps de repos.

A-t-on recours au travail de nuit et aux heures supplémentaires?

Hygiène et sécurité (nombre, gravité, causes des accidents).

Les lois réglementant le travail, l'hygiène et la sécurité sont-elles consciencieusement appliquées? Observations auxquelles elles donnent lieu. Fonctionnement de l'inspection.

Quelle situation créera à l'industrie la réduction à 10 heures de la journée de travail? Convient-il d'étendre cette réduction aux ateliers ne comprenant que des adultes hommes?

5. — OUVRIERS ÉTRANGERS.

Nationalité et proportion des ouvriers étrangers résidants ou non résidants par catégories.

Favorise-t-on leur immigration?

Sont-ils traités et payés comme les nationaux?

Observations que suscite leur emploi.

6. — SYNDICATS.

Leur organisation et leur fonctionnement.

Nombre de syndiqués par rapport aux ouvriers occupés, en tenant compte de l'âge, du sexe et de la profession.

Y a-t-il plusieurs syndicats pour la même profession dans une même localité? Pourquoi?

Questions de prévoyance.

1. — AVANTAGES PARTICULIERS.

Y a-t-il des avantages particuliers complémentaires du salaire tels que :

Constitution de retraite;

Caisse de secours en cas de maladie;

Assurance contre le chômage;

Création d'habitations à bon marché;

Participation aux bénéfices, etc.?

Dans l'affirmative, donner des indications sur la date de fondation, l'importance et le fonctionnement.

2. — EXISTE-T-IL DES ÉCONOMATS PATRONAUX, DES COOPÉRATIVES OU DES CITÉS OUVRIÈRES?

Observations.

3. — SAISIES-ARRÊTS DES SALAIRES.

Sont-elles communément pratiquées?

Appréciations sur leur utilité et sur leurs dangers.

4. — HYGIÈNE SOCIALE.

La tuberculose fait-elle des ravages importants parmi les ouvriers de l'industrie textile?

Y a-t-il des ateliers ou des cités ouvrières notoirement connus comme foyers de tuberculose?

Quelles mesures ont été prises pour lutter contre l'alcoolisme ?

Combien de temps en moyenne, après leur accouchement, les femmes reprennent-elles le travail dans les fabriques textiles ?

Existe-t-il des mesures pour la sauvegarde des enfants en bas âge et quels résultats produisent-elles ?

Rapports entre patrons et ouvriers.

1. — RÉGLEMENT DES SALAIRES.

Le travail est-il payé aux pièces, à la journée ou à l'heure ?

Est-il survenu des difficultés relativement au contrôle des comptes ou à la fixation du taux des salaires ? Ces difficultés ont-elles donné lieu à des conventions et ces conventions ont-elles été respectées ?

2. — EMBAUCHAGE.

Comment est-il pratiqué ? Le livret est-il encore en usage ?

Existe-t-il des organisations de placement ? Observations.

3. — APPRENTISSAGE.

Facilités ou difficultés qu'il rencontre, du fait des ouvriers, des patrons ou de la législation actuelle.

Considérations sur son importance pour l'avenir de l'industrie et sur les moyens de le développer.

4. — DISCIPLINE D'ATELIER.

Délai de prévenance : Existe-t-il ? quelle est sa durée ?

Amendes : Motifs, importance et emploi.

Mises à pied et renvois : Quels sont les motifs d'ordre professionnel les plus fréquents ? Sont-ils parfois inspirés par des préoccupations politiques ou locales, en un mot, par des préoccupations étrangères à la profession ?

Existe-t-il des pratiques confessionnelles obligatoires ?

5. — RELATIONS.

Quels sont les rapports entre les ouvriers et le personnel dirigeant (patrons, directeurs ou contremaîtres) ? Fonctionnement de la prud'homie.

6. — CONFLITS DU TRAVAIL.

Y a-t-il eu des grèves depuis 20 ans ? Causes, importance et durée. Conséquences qu'elles ont produites pour les ouvriers, les patrons et l'industrie en général.

L'arbitrage a-t-il été pratiqué ? Ses résultats.

Rapports entre les patrons et les syndicats.

Situation de l'industrie.

1. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Importance et variations de la production depuis 20 ans ou plus, de manière à en faire ressortir la marche croissante ou décroissante, les déplacements, l'agglomération ou l'éparpillement d'industries, la tendance à la concentration (grande industrie, moyenne industrie, ateliers de famille).

2. — FABRICATION.

Indications sur l'outillage, son degré de perfectionnement, les variations de production par métier et par ouvrier suivant les fabriques, les localités, les régions, en France ou à l'étranger.

Combien un seul ouvrier conduit-il de broches ou de métiers ?

Serait-il possible de lui en confier davantage ?

Dans quelle mesure la production, le salaire et le prix de revient en seraient-ils affectés ?

3. — ANALYSE DU PRIX DE REVIENT.

Variations des prix de la matière première. Influence des trusts et des cartels sur ces variations.

Valeur moyenne et prix de revient moyen des produits fabriqués, en décomposant ce prix de revient entre la matière première, les frais généraux et la main-d'œuvre.

Rôle de chacun de ces facteurs dans les différentes industries : le comparer avec le rôle qu'ils jouent dans les industries similaires à l'étranger et aussi dans les différentes régions ou localités de France.

Influence sur la production et le salaire :

- 1° De la qualité de la matière première;
- 2° Du degré de fini exigé pour les produits fabriqués.

4. — ÉCHANGE DES PRODUITS FABRIQUÉS.

Dans quelle mesure s'exerce la concurrence étrangère ?

Quelles sont les importations avant et depuis 1892 ?

Action de la législation douanière.

Marche croissante ou décroissante de nos exportations.

Explication qu'on peut en donner.

Concurrence entre fabriques similaires à l'intérieur, particulièrement entre celles qui sont agglomérées et celles qui sont relativement isolées.

Syndicats de ventes en France et à l'étranger.

5. — FORMES D'EXPLOITATION.

Laquelle est la plus usitée de la gestion directe par les particuliers, propriétaires des usines ou de la constitution de sociétés anonymes ?

Proportion et importance des unes et des autres; comparaison avec la situation à l'étranger.

Apprécier la prospérité de l'industrie par des indications générales et par la production de bilans de sociétés anonymes.

Conclusion : *Les déposants sont instamment priés d'indiquer les divers moyens par lesquels on peut, suivant eux, améliorer la situation de l'industrie et les conditions du travail.*

RÉSULTATS DES EXPÉRIENCES COMPARATIVES DE PEINTURES AU BLANC DE CÉRUSE ET AU BLANC DE ZINC⁽¹⁾.

On sait que la Société de médecine publique et de génie sanitaire, de concert avec la Chambre syndicale des entrepreneurs de la ville de Paris, a procédé, au mois d'août 1902 à des expériences comparatives de peintures au blanc de céruse et au blanc de zinc à l'annexe de l'Institut Pasteur, rue d'Alleray, 62 à Paris.

Le *Bulletin de l'Office du travail* a déjà publié le premier procès-verbal de la commission commise pour procéder à ces expériences. La commission avait décidé qu'elle se réunirait une fois par an pour constater les résultats obtenus au point de vue de la *durée* et de la *résistance des agents atmosphériques*.

Voici le procès-verbal de la réunion qui a eu lieu le 23 octobre 1903⁽²⁾ :

La Commission des expériences comparatives de peintures au blanc de zinc et de peintures au blanc de céruse exécutées à l'annexe de l'Institut Pasteur, rue d'Alleray n° 62, au mois

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* décembre 1902, p. 867.

⁽²⁾ D'après la *Revue d'hygiène et de police sanitaire* de novembre 1903.

d'août 1902, avait décidé de se réunir tous les ans pour juger de l'état des échantillons faits par ses soins.

La première de ces réunions a eu lieu le 23 octobre dernier, sur la convocation faite par M. le Docteur Louis Martin. Étaient présents à cette réunion :

Pour la Société de médecine publique et de génie sanitaire,

MM. le Docteur Louis Martin, Livache, Dutheil, Porée, Montheuil ;
Vaillant, Bartamieux, Lucas, architectes.

Pour la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture,

MM. Diolé, Manger, Wernet, Lefèvre et Rigolot.

Après un examen attentif de chacun des échantillons faits l'année dernière, il a été reconnu qu'actuellement aucune différence appréciable ne s'était manifestée dans la façon dont se sont relativement comportés, vis-à-vis des agents atmosphériques, les échantillons faits d'une part au blanc de zinc, d'autre part au blanc de céruse, et que, jusqu'à présent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les résultats sont absolument comparables.

Pour la Commission :

K. RIGOLOT,

Entrepreneur de peinture.

CONGRÈS NATIONAUX

DES SYNDICATS PATRONAUX ET OUVRIERS EN 1902.

La liste qui suit des congrès nationaux tenus en 1902 par les syndicats patronaux et ouvriers a été établie d'après les comptes rendus de ces congrès, quand il en a été publié, et, à défaut de ces comptes rendus, à l'aide des renseignements fournis par les présidents et secrétaires des organisations intéressées ⁽¹⁾.

On a divisé les congrès en congrès interprofessionnels groupant des syndiqués de professions diverses et en congrès professionnels ne groupant que des syndiqués d'une seule profession.

CONGRÈS PATRONAUX.

Congrès interprofessionnels.

Le 1^{er} congrès du Parti commercial et industriel français (fédération des ligues, unions et syndicats professionnels de France) s'est tenu les 6 et 7 octobre 1902 au siège social, 10, rue Bachaumont, à Paris; 97 délégués représentaient 48 groupes et ligues et 48 délégués représentaient 25 syndicats ou unions de syndicats professionnels. Le congrès s'est occupé, entre autres questions ouvrières, de la réforme de la saisie-arrêt des salaires, de la signification des cessions de salaires, de la réduction de la durée du travail à dix heures et demie, du repos hebdomadaire, des retraites ouvrières, des coopératives et des économas. Le compte rendu du Congrès a été publié par la Fédération.*

Le congrès des chargeurs français pour la réforme des clauses d'exonération des connaissements, organisé par le syndicat des exportateurs de Marseille, s'est tenu

⁽¹⁾ Le Bulletin de l'Office du Travail adresse ici ses remerciements aux présidents et secrétaires des organisations qui ont bien voulu lui faire parvenir des exemplaires des compte-rendus des congrès et lui fournir tous les renseignements nécessaires. Les comptes-rendus dont l'indication est suivie d'une astérisque peuvent être consultés sur place à la bibliothèque du Ministère du Commerce.

à Marseille les 2-4 octobre 1902. 22 chambres de commerce et 31 syndicats et unions de syndicats de toutes professions adhéraient au Congrès : 54 délégués étaient présents. Le compte rendu du congrès a été publié par le syndicat des exportateurs siégeant à Marseille, 12, rue de la Cannebière.*

Congrès professionnels.

Un congrès national des **entrepreneurs de bâtiments et de travaux publics** de France, s'est tenu les 24, 25 et 26 novembre 1902 à Paris, salle des agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes. L'initiative de la réunion de ce congrès a été prise par le comité directeur de la Fédération générale des chambres syndicales patronales françaises de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics dont le siège est à Paris, 3, rue de Lutèce, 72 syndicats étaient représentés à ce congrès par 145 délégués; 321 entrepreneurs y ont adhéré, en outre, à titre individuel. Voici les principales questions intéressant le travail qui ont été traitées au cours de ce congrès : conseils du travail ; modification à la loi des accidents du travail ; proposition de loi sur les maladies professionnelles ; retraites ouvrières ; décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les travaux publics ; loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail ; conciliation et arbitrage ; grèves ; projet de loi sur les conseils de prud'hommes ; blanc de céreuse ; participation aux bénéfices ; privilèges des sociétés ouvrières aux adjudications. Le compte rendu a été publié par la Fédération générale.*

Le XI^e congrès de la **charcuterie** française s'est tenu à Paris, les 18 et 19 mars 1902, 4, rue du Jour, au siège de la Fédération des charcutiers de France. 28 syndicats adhérents à la Fédération y étaient représentés par 71 délégués. Les questions suivantes intéressant le travail ont été traitées au cours de ce congrès : taxe de garantie pour l'application de la loi sur les accidents du travail ; application des lois sur le travail aux employés de l'alimentation et des abattoirs ; sociétés coopératives de consommation. Le compte rendu du congrès a été publié en brochure par la Fédération.*

Un congrès des fabricants de **cuir**s à semelles et cuirs à œuvre provoqué par le syndicat des cuirs et peaux du Rhône s'est tenu le 15 novembre 1902, 10, rue de Lancry, au siège social du syndicat général de l'industrie des cuirs et peaux de la France. 65 maisons étaient représentées. Le congrès s'est uniquement occupé pour étudier la situation faite par la baisse constante et progressive du cuir brut et décider une hausse correspondante sur les produits fabriqués. Le compte rendu du congrès a été publié dans le *Bulletin mensuel* du syndicat général⁽¹⁾.*

Le 2^e congrès des syndicats adhérents à la Fédération française des syndicats de l'**épicerie** s'est tenu à Paris au siège du syndicat, 32, rue du Renard, le 12 juillet 1902. Il était organisé par le syndicat de l'épicerie française, à Paris. 24 syndicats y étaient représentés par 70 délégués. Voici les principales questions intéressant le travail, qui ont été traitées par le congrès : projet de loi sur le repos hebdomadaire, sociétés coopératives de consommation ; saisie-arrêt sur les salaires. Le compte rendu du congrès a été publié dans l'*Annuaire du syndicat de l'épicerie française* pour l'année 1903-1904 (p. 369-409).*

Un congrès de l'Union syndicale des **maitres-imprimeurs** de France s'est tenu à Rennes les 10, 11 et 12 juillet 1902. 56 membres de l'Union y assistaient.

Le 14^e congrès de la **meunerie** organisé par l'Association nationale de la meunerie française s'est tenu à Paris, le 30 juin, 1 et 2 juillet 1902, à l'Hôtel de la société pour l'encouragement à l'industrie nationale, 44, rue de Rennes. Tous les syn-

⁽¹⁾ N^o du 10 décembre 1902.

dicats de la meunerie affiliés à l'Association y étaient représentés : 350 délégués y assistaient. Les questions intéressant le travail qui ont été traitées au cours de ce congrès sont les suivantes : moyens de remédier à la surproduction ; inspection du travail ; assurance des accidents du travail. Le compte rendu a été publié dans l'organe de l'association nationale (juillet-août 1902).*

Un congrès des fabricants de petites **peaux** et spécialités s'est tenu à Paris, le 28 novembre 1902, 10, rue de Lancry, au siège social du syndicat général de l'industrie des cuirs et peaux de France. 74 délégués assistaient au Congrès, représentant 14 syndicats. Le Congrès s'est surtout occupé de la question de l'augmentation des produits fabriqués provoqué par la hausse de la peau brute. Le compte rendu du congrès a été publié par le syndicat général ⁽¹⁾.

Le 2° congrès national de la **photographie** professionnelle, organisée par la chambre syndicale de la photographie de Paris, a eu lieu à Paris les 25, 26 et 27 novembre 1902, au conservatoire des Arts-et-Métiers, pour les séances privées, et à l'amphithéâtre de l'école des hautes études commerciales, pour les séances plénières. 140 adhérents assistaient au Congrès qui s'est occupé, entre autres questions, de l'enseignement professionnel de la photographie, de la mutualité, de l'assurance obligatoire contre les accidents et la maladie, des retraites pour la vieillesse, des risques encourus par la photographie professionnelle de par la loi sur les accidents du travail, des usages entre patrons et ouvriers et de l'établissement d'un règlement à cet égard, etc. Le compte rendu du congrès n'a pas encore été publié.

Un Congrès du syndicat national du commerce en gros des **vins, spiritueux et liqueurs** de France s'est tenu à Paris les 23, 24 et 25 juin 1902 dans les locaux de la Société de géographie, 184, boulevard Saint-Germain. 93 syndicats y étaient représentés par 185 délégués. Voici les principales questions intéressant le travail qui ont été traitées au cours de ce Congrès : imposition des coopératives, éconômats, etc. ; suppression de la taxe de garantie pour l'application de la loi sur les accidents du travail ; saisies-arrests sur les salaires ; loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail. Le compte rendu du Congrès a fait l'objet d'une brochure publiée par le syndicat national.*

Un Congrès national des loueurs et entrepreneurs de **voitures** s'est tenu les 26 et 27 juin 1902 à l'Athénée de Bordeaux sur l'initiative de l'union syndicale des maîtres cochers de la ville de Bordeaux. Une vingtaine de syndicats participaient à ce Congrès auquel assistaient 200 personnes environ, soit à titre individuel, soit comme représentants de syndicat. Le Congrès s'est occupé des diverses questions fiscales, de la suppression des voitures militaires mises au service de particuliers, de la suppression du monopole des pompes funèbres, etc.

CONGRÈS OUVRIERS.

Congrès interprofessionnels.

Le X° Congrès national des **Bourses du travail** de France et des colonies organisé par la fédération des bourses s'est tenu à Alger les 15, 16, 17 et 18 septembre 1902. 65 bourses étaient représentées à ce Congrès, dont 36 directement : 47 délégués y assistaient. Le Congrès s'occupa particulièrement du projet d'unité ouvrière (réunion de la fédération des bourses et des fédérations de métier ou d'industrie au sein d'une confédération), des moyens d'assurer l'autonomie des bourses à l'égard des pouvoirs publics, de l'office national ouvrier de statistique et de placement, de l'édu-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin mensuel*, 10 décembre 1902.

cation syndicale des jeunes gens et des jeunes filles, des rapports des syndicats avec les soldats, du minimum de salaire, de l'application des lois ouvrières en Algérie, de la propagande agricole, de la participation de la fédération des bourses au Congrès international de Berlin, etc. Le compte rendu du Congrès a été publié par les soins de la fédération⁽¹⁾. *

Le XIII^e Congrès national corporatif organisé par la **Confédération générale du travail** s'est tenu à Montpellier les 22, 23, 24, 25 et 26 septembre 1902 dans la salle des concerts du Grand-Théâtre. 373 syndicats, 29 fédérations d'industries ou de métiers et 56 bourses du travail ou unions de syndicats y étaient représentées par 165 délégués. Le Congrès a été organisé par les syndicats de Montpellier qui en avaient été chargés par le précédent Congrès qui s'était tenu à Lyon en 1901. Après la discussion des rapports du comité confédéral de la confédération du travail et de la commission de la *Voix du Peuple*, le Congrès a consacré les séances du 23 (soir), 24, 25, 26 (matin) à la discussion de l'unité ouvrière et au vote des statuts de la nouvelle confédération du travail. La deuxième séance du 26 a été occupée à une discussion sur le droit de coalition, les syndicats agricoles. Le siège du Congrès de 1904 a été fixé à Bourges. Le compte rendu a été publié par la commission d'organisation du Congrès⁽²⁾. *

Le I^{er} Congrès national des **Jaunes** de France, organisé par la bourse du travail indépendante de Paris, s'est tenu au Salon des Familles, avenue de Saint-Mandé à Paris, les 27, 28 et 29 mars 1902. 203 délégués représentaient 317 syndicats définitivement constitués et 210 syndicats dont l'organisation n'était pas terminée; 2 délégués de l'union centrale des syndicats agricoles assistaient également au Congrès comme représentants de 1057 syndicats agricoles. Le Congrès s'est occupé des questions suivantes : création d'orphelinats régionaux destinés aux orphelins des travailleurs; protestation contre la loi limitant les heures de travail; conseils du travail; insaisissabilité des salaires; extension des lois ouvrières aux employés de commerce; retraites ouvrières; conditions du travail dans les mines, la métallurgie, les industries d'art, les établissements militaires, les transports, les chemins de fer, l'alimentation, l'éclairage; accidents du travail. La dernière séance, qui a été secrète, a été consacrée à la discussion de questions d'organisation et d'ordre intérieur. Le compte rendu *in extenso* (sauf pour la dernière séance qui n'est donnée que par extraits) a été publié par la bourse du travail indépendante de Paris, siégeant, 6, rue des Vertus⁽³⁾. *

Congrès professionnels.

Le I^{er} Congrès national des syndicats de **bûcherons**, réuni sur l'initiative de la bourse du travail de Bourges, s'est tenu le 29 juin 1902 à Bourges, au Gymnase municipal. 47 syndicats de bûcherons et 3 bourses ou unions de syndicats étaient représentés au Congrès par 40 délégués. La principale œuvre du Congrès fut la fondation de la Fédération nationale des syndicats de bûcherons de France et des colonies, adhérente à la confédération du travail. Le Congrès traita, en outre, diverses questions de tactique syndicale. Le compte rendu du Congrès a été publié dans divers journaux, notamment dans le *Bulletin de la bourse du travail de Bourges* (numéro de juin 1902). *

Un Congrès des **cantonniers** et chefs cantonniers de France et d'Algérie s'est tenu à la bourse du travail de Paris les 5, 6 et 7 décembre 1902. 71 syndicats ou sociétés

⁽¹⁾ X^e Congrès national des bourses du travail... Alger, 1902.

⁽²⁾ Confédération générale du travail. XIII^e Congrès national corporatif... Compte rendu officiel des travaux du Congrès, Montpellier, 1902.

⁽³⁾ Le premier Congrès national des Jaunes de France... Compte rendu officiel et sténographique, Paris.

amicales y étaient représentés par 144 délégués. Le Congrès s'est occupé de l'amélioration des retraites des cantonniers, de leur classement et de leur avancement, de l'allocation des diverses indemnités, de la fourniture des outils, etc. Le compte rendu du Congrès a été publié dans *Le Cantonnier*, organe officiel de la fédération générale (n° du 15-31 décembre 1902, 1-15 janvier 1903, etc.).

Le 2° Congrès de la Fédération nationale des ouvriers et ouvrières en **céramique** et similaires de France et des colonies s'est tenu à Limoges les 29, 30 et 31 mars 1902. 23 syndicats y étaient représentés par 22 délégués. Le Congrès s'est occupé du placement, du viaticum, de la revision des statuts de la Fédération, de la grève générale et de l'adhésion à la Confédération du travail. Plusieurs vœux concernant la loi de 1900 sur la durée du travail, l'inspection du travail, les subventions aux caisses de chômage, le minimum de salaire, etc. Le compte rendu a été publié et est mis en vente par la Fédération nationale siégeant à Limoges.

Le 3° Congrès national des **chauffeurs, conducteurs, mécaniciens** de toutes industries et parties similaires organisé par la Fédération nationale, siégeant à Paris, boulevard Magenta, n° 6, s'est tenu à la Bourse du travail de Paris, les 18, 19, 20 juillet 1902. 12 organisations étaient représentées par autant de délégués. Le Congrès a discuté les questions suivantes : Rapports avec la Fédération lyonnaise; organisation de la Fédération; inspection du travail ouvrier; extension de la prud'homie; minimum de salaire. Le compte rendu du Congrès a été publié par la Fédération.

Le 18° Congrès national organisé par le Syndicat national des travailleurs des **chemins de fer** de France et des colonies, s'est tenu à la Bourse du travail de Paris les 20, 21, 22 et 23 mars 1902. 73 groupes étaient représentés par 50 délégués. Le Congrès s'est occupé particulièrement des mesures à prendre pour le vote de la proposition de loi Berteaux sur la réglementation du travail et les retraites des agents de chemins de fer; du rôle des comités du travail; du journal corporatif, du rachat des chemins de fer, de la réglementation de l'avancement; de la création d'une Fédération des syndicats de chemins de fer; de l'organisation de comités de réseaux et de congrès régionaux; de l'augmentation et de la répartition des cotisations; de la création d'une caisse de solidarité. Le compte rendu du Congrès a été publié par le Syndicat national.

Le 8° Congrès **culinaire**, organisé par la Fédération culinaire de France et des colonies, s'est tenu à Toulouse les 15, 16, 17 et 18 octobre 1902. 25 syndicats y étaient représentés effectivement par 27 délégués. Voici les principales questions qui ont été traitées dans le Congrès : repos hebdomadaire et application des lois sur le travail à l'alimentation; inspection du travail; extension de la prud'homie; élection au conseil supérieur du travail; expositions culinaires; apprentissage; écoles professionnelles; travail de la femme dans l'industrie; bureaux de placement; délai-congé; retraites ouvrières; revision des statuts. Le compte rendu des séances et les rapports des organisations ont été publiés par la Fédération, dont le siège est à l'annexe de la Bourse du travail, à Paris.

Le 7° Congrès national des **employés** organisé par la Fédération nationale des employés siégeant à Paris s'est tenu à Paris les 12, 13 et 14 juillet 1902. 18 syndicats y étaient représentés effectivement. Le Congrès s'est occupé plus particulièrement du repos hebdomadaire, du congé annuel, de l'extension aux employés des lois ouvrières et de la juridiction prud'homale; de l'inspection par les délégués des syndicats; de l'institution de conseils d'arbitrage; de la représentation ouvrière dans les conseils d'administration et les assemblées d'actionnaires; de la conclusion de conventions syndicales fixant les conditions du travail, du privilège des salaires et appointements, du minimum de salaire, de la participation aux bénéfices, des divers modes de rémunération du travail, des amendes et retenues, de la saisie-

arrêt, etc. Le compte rendu analytique du Congrès a été publié dans le *Ralliement des employés*, organe de la Fédération, août 1902.*

Le 9^e Congrès national des **employés** organisé par la Fédération des employés de France, siégeant à Rouen, s'est tenu les 15 et 16 août 1902 à la Bourse du travail de Bordeaux. 49 syndicats et unions de syndicats y étaient représentés par 41 délégués et déléguées. Le Congrès s'est occupé particulièrement des questions suivantes : création de chaires spéciales de lois sociales expliquées ; établissement d'un minimum de salaire pour les travailleurs des deux sexes ; admission des femmes dans les syndicats masculins ; emploi des apprentis ; paiement du salaire en cas de maladie ; interdiction des retenues de salaires ; rapports des syndicats avec les syndiqués appelés sous les drapeaux ; fermeture des magasins et bureaux l'après-midi du samedi ; adhésion au congrès international de Bruxelles ; extension aux employés de la juridiction prud'homale ; application aux employés des lois ouvrières ; repos hebdomadaire ; employés étrangers ; indemnité en cas de renvoi ; saisie-arrest ; concurrence des soldats et employés des services publics ; retraites ouvrières ; accident du travail ; liberté syndicale ; revision de la liste électorale pour les élections au Conseil supérieur du travail. Le compte rendu du Congrès a été publié par divers journaux, notamment par *La France*, de Bordeaux, des 16, 19 et 18 août 1902.

Le 2^e Congrès national des ouvriers **gantiers** de France a eu lieu du 14 au 17 septembre 1902, à l'hôtel de ville de Millau. 8 sections et le comité national de la Fédération nationale étaient représentés par 10 délégués. Les principales résolutions votées par le Congrès concernent la réglementation de l'apprentissage, l'établissement d'un tarif minimum de coupe dans chaque centre, l'utilisation de la caisse de la Fédération pour les secours immédiats de grève, l'élévation de la cotisation syndicale, l'augmentation du nombre des syndiqués, la suppression des amendes, la propagande syndicale, l'affiliation des ouvriers des parties similaires à la Fédération, la création de caisses de chômage, la suppression du travail à domicile, etc. Le compte rendu du Congrès a paru dans le *Gantier*, organe ouvrier des centres de ganterie de langue latine publié à Paris (n^o 104 à 109).

Le 3^e Congrès de la Fédération nationale des ouvriers civils et ouvrières des magasins administratifs de la **Guerre** s'est tenu à Paris les 7, 8 et 9 juillet 1902, au Palais du travail. 14 syndicats sur 15 que compte la Fédération, s'étaient fait représenter. Les délibérations du Congrès ont porté sur l'avancement, les salaires, la réglementation des heures de travail, les retraites (notamment pour des ouvriers et ouvrières entrés après le 1^{er} juillet 1899), la restriction de l'embauchage, la suppression des amendes, la nomination des chefs et sous-chefs ouvriers, la suppression de la main-d'œuvre militaire. Le compte rendu a été publié par la Fédération.*

Un Congrès des employés civils, techniques et administratifs des établissements et services militaires du Ministère de la **Guerre**, s'est tenu à Paris les 10, 11 et 12 juillet 1902, au Musée social, « sous la présidence de M. le général André, Ministre de la guerre ». Le Congrès était organisé par la Fédération nationale des employés civils de la Guerre, qui siège à la mairie de Puteaux (Seine). Les principales délibérations du Congrès ont porté sur la participation des employés à la Commission consultative extraparlamentaire, la titularisation et la classification des employés, la limitation du personnel permanent, la situation de personnel temporaire, les retraites. La Fédération a publié, le 29 octobre 1902, un résumé des délibérations du Congrès, sous forme de lettres adressées au Ministre de la guerre et aux membres de la Commission consultative instituée au Ministère de la guerre par décret du 24 janvier 1901.*

Le 9^e Congrès du personnel civil des établissements de la **Guerre** s'est tenu à la Bourse du travail de Paris les 30 juin, 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 juillet 1902. Il était organisé par la Fédération nationale du personnel civil des établissements de la Guerre.

Les principales questions traitées au Congrès sont les suivantes : licenciement, retraits, indemnités en cas de maladie ou d'accident, suppression des retenues, mises à pied et amendes, congés annuels, application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, journée de huit heures, adhésion de la Fédération à l'Union fédérative des travailleurs de l'État. Le compte rendu du Congrès et des délégations qui ont été faites pendant ses délibérations a été publié par les soins de la Fédération.*

Un Congrès national des ouvriers **maçons, tailleurs de pierre**, plâtriers, cimentiers, carreleurs, terrassiers et aides de ces diverses corporations s'est tenu à la Bourse du travail de Marseille les 28, 29, 30 avril, 1^{er} et 2 mai 1902. L'initiative de ce Congrès avait été prise par le syndicat international des ouvriers maçons de la ville de Marseille. 62 syndicats y étaient représentés par 35 délégués. Le Congrès s'est d'abord occupé de la création et du vote des statuts de la Fédération nationale des maçons, tailleurs de pierre, etc., dont le siège a été fixé à Marseille jusqu'au prochain Congrès qui aura lieu à Vichy. Les délibérations ont porté en outre sur le fonctionnement des cours professionnels, les travaux publics faits en régie par les syndicats ouvriers dans la saison d'hiver, la modification de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité; la répression du marchandage et des travaux à la tâche; la nomination de surveillants pour travaux départementaux et municipaux pris parmi les syndicats; le viaticum; la grève générale et la journée de huit heures; la caisse du sou du soldat; la création d'inspecteurs du travail pris dans les syndicats ouvriers; la création d'un journal corporatif; la modification de la loi sur les accidents du travail; les retraites ouvrières, etc. Le compte rendu du Congrès a été publié par la nouvelle Fédération.*

Le 10^e Congrès **maritime** national, organisé par la Fédération nationale des syndicats maritimes, a eu lieu à Martigues les 15, 16, 17, 18 et 19 septembre 1902. 40 syndicats, prud'homies, mutuelles, etc., étaient représentés par 44 délégués. Le Congrès s'est occupé des questions suivantes : rattachement éventuel de la marine marchande au Ministère du commerce; projet de loi sur les ports francs; trusts; revision des traités de commerce et des tarifs de chemins de fer; navigation par chalands remorqués; canal des deux Mers; réglementation des filets à employer en pleine mer et de la vente de la rogue; caisse de prévoyance entre marins français; accidents du travail; caisse des invalides; réglementation des conditions du travail à bord; commandements des navires et diverses autres questions se rattachant à la pêche côtière, aux prud'homies, etc. Le compte rendu officiel des travaux du Congrès a été publié par la Fédération nationale dont le siège est à Marseille.*

Le 1^{er} Congrès de la Fédération des ouvriers **menuisiers** de France et des colonies s'est tenu à la Bourse du travail de Paris les 1^{er} et 2 novembre 1902. 22 syndicats y étaient représentés par 28 délégués. Le Congrès a surtout été consacré à la discussion des statuts de la Fédération, dont le siège a été fixé à Paris. Le Congrès s'est occupé également de la délimitation des fédérations régionales, de la situation des divers centres au point de vue des salaires, de la durée du travail, des modes de paiement, etc.; des grèves partielles et de la grève générale. Le compte rendu a été publié en brochure par la Fédération nationale dont le siège est à la Bourse du travail de Paris.*

Deux Congrès nationaux des **mineurs** de France ont été tenus au cours de l'année 1902, le premier à Alais les 4, 5, 6, 7 et 8 mars, le second à Commeny les 24, 25, 26 et 27 septembre. 35 organisations syndicales étaient représentées par 34 délégués au Congrès d'Alais où l'on discuta les questions suivantes : extension du journal *L'Ouvrier mineur*; réduction de la journée de travail; grève générale des mineurs; revision des statuts de la Fédération nationale des mineurs; participation à la réunion du comité international et au Congrès international des mineurs de

1902; loi sur les accidents du travail. Le Congrès de Commeny, auquel étaient représentés 42 syndicats par 35 délégués, a été consacré à la discussion des questions suivantes : journal corporatif; interfédération et confédération générale du travail, transfert du siège de la Fédération nationale à Paris; institution d'un secrétariat international et d'une fédération internationale des mineurs; modification des statuts de la Fédération; réduction de la journée de travail à huit heures; retraites; minimum des salaires; projet de modification de la loi sur les délégués à la sécurité des mineurs; prud'hommes mineurs; accidents du travail; caisses de secours; renvois d'ouvriers; moyens à employer pour faire aboutir les revendications corporatives : démarches auprès des pouvoirs publics, grève générale, arbitrage. Les compte-rendus des deux Congrès ont été publiés en brochures par les soins de la Fédération nationale.*

Le 5^e Congrès de la Fédération des **mouleurs** en métaux et parties similaires de France a eu lieu les 1^{er}, 2, 3 et 4 octobre 1902 à la salle de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette, à Paris. 42 délégués y représentaient 66 organisations. Les principales résolutions votées par le Congrès concernent la transformation de la *Fonderie* en journal bi-mensuel, l'élévation de la cotisation fédérale, l'unification du livret-carte pour les cotisations et les secours de passage, l'établissement de tarifs dans chaque localité, la suppression du travail aux pièces et, à défaut, la fixation d'un salaire minimum, l'hygiène et la sécurité dans les ateliers, la grève générale, les rapports avec les autres organisations, le renvoi, pour étude, au Conseil fédéral, d'un projet de création d'une caisse de chômage, les associations de production, la revision des statuts de la Fédération, le Conseil supérieur du travail. Un résumé des travaux du Congrès a été publié dans la *Fonderie*, organe de la Fédération (n° 34). La brochure donnant le compte-rendu du Congrès sera incessamment publiée.

Le 1^{er} Congrès de la Fédération des artistes **musiciens** de France s'est tenu les 10 et 11 mai 1902 à la Bourse du travail de Paris. 6 syndicats étaient représentés par 15 délégués. L'initiative du Congrès avait été prise par la chambre syndicale de Paris en vue d'organiser une Fédération. Le Congrès a été consacré surtout au vote des statuts fédératifs; il s'est occupé ensuite de la définition du musicien professionnel, de l'établissement d'un tarif minimum dans chaque ville, de l'enseignement musical, des matinées, de la fondation d'une caisse de grève, de l'adhésion aux bourses du travail et congrès ouvriers, de la suppression des quêtes dans les établissements où se font entendre les musiciens, de la participation des musiques militaires aux fêtes civiles et privées, etc. Un rapport d'un des délégués sur les travaux du Congrès a été publié dans l'organe mensuel de la Fédération, le *Courrier de l'Orchestre*, du 1^{er} juin 1902.*

Le troisième congrès de la Fédération nationale des syndicats de **peinture** et parties assimilées de France et des colonies a eu lieu à l'Université populaire de Bourges du 31 août au 4 septembre 1902. 22 organisations étaient représentées au Congrès par dix délégués. Le congrès a traité les questions suivantes : application du décret du 18 juillet 1902 sur l'emploi de la céruse; assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail; repos hebdomadaire et heures supplémentaires; travaux dits d'enlèvement; apprentissage; déplacements; application du décret de 1852 sur la réfection des façades; associations ouvrières de production; différend entre les syndicats parisiens; revision des statuts de la Fédération. Le compte-rendu des travaux du congrès a été publié par les soins du Comité fédéral siégeant à Paris.*

Le deuxième congrès des ouvriers des **ports, docks** et similaires de France et d'Algérie s'est tenu à Marseille les 22, 23 et 24 mai 1902. Il était organisé par la Fédération nationale des ouvriers des ports et parties similaires, siégeant à Marseille. 28 syndicats et l'Union de syndicats de Marseille étaient représentés par 62 délé-

gués. Après avoir entendu le rapport du secrétaire général de la Fédération et ceux des délégués de Dunkerque, du Havre, de Marseille, de Cette, d'Oran, de Saint-Louis-du-Rhône, de Bordeaux, etc., sur les conditions du travail, les grèves et les conventions collectives intervenues dans les différents ports, le congrès a discuté ensuite l'unification des salaires, l'inspection du travail dans les ports, les secours en cas de grève, l'adhésion à la Confédération du travail, l'adhésion du syndicat français de Marseille et adopté, sans discussion, un grand nombre de vœux. Le compte rendu du congrès a été publié et est mis en vente par la Fédération.*

Le neuvième congrès national des ouvriers auxiliaires des **poudreries et raffineries** de France, organisé par la Fédération nationale, s'est tenu à la Bourse du travail de Paris les 27, 28, 29, 30 et 31 octobre 1902. 16 établissements sont représentés par 24 délégués. Le congrès s'est occupé des questions suivantes : classement des ouvriers ; paye au mois pour les ouvriers ayant cinq ans de service ; retraites ; salaire des blessés et malades ; suppression du commissionnement aux choix ; congé annuel ; suppression du travail à la tâche ; journée de huit heures, etc. Le compte rendu a été publié par la Fédération.*

Le troisième congrès national organisé par le syndicat national des ouvriers des **Postes, Télégraphes et Téléphones**, s'est tenu à la Bourse du travail de Paris les 23, 24 et 25 octobre 1902. 49 délégués de Paris et 52 délégués des départements y assistaient. Le congrès a traité particulièrement les questions suivantes : commissionnement ; congé annuel ; avancement ; retraites ; indemnités de déplacement, de chaussures ; habillement ; journée de huit heures ; service médical ; conseil de discipline ; feuilles signalitiques ; participations aux commissions techniques ; révision des statuts. Le compte rendu a été publié par le syndicat national siégeant à l'annexe de la Bourse du travail de Paris.*

Un congrès de la Fédération des **tabacs** a eu lieu, en 1902, les 2, 3, 4 et 7 juillet, à la Bourse du travail de Paris. Toutes les sections étaient représentées sauf Nice. Le congrès s'est occupé de la modification de l'ordre de service du 30 octobre 1900 sur la réception par les directeurs des délégations syndicales et autres ; de l'augmentation de la retraite, de l'abaissement de l'âge exigé pour y avoir droit et de la suppression des six mois d'observation en cas d'incapacité de travail ; des soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ; des ouvriers temporaires ; de l'affiliation à la Fédération des ouvriers de l'Etat ; de l'adhésion à la Confédération internationale des tabacs ; de l'élaboration d'un règlement uniforme pour les 21 manufactures ; de la participation des ouvriers aux conseils disciplinaires ; des heures supplémentaires ; de la centralisation des renseignements concernant les conditions du travail dans chaque manufacture ; de la réduction de la journée du travail avec augmentation de tarif ; du paiement des secours de grèves. Le compte-rendu a été publié dans l'organe mensuel de la Fédération, *l'Écho des tabacs*, d'août 1902 à avril 1903.*

Le congrès annuel de la Fédération nationale des syndicats ouvriers de l'industrie **textile** a eu lieu les 15, 16 et 17 août 1902, à la Bourse du travail d'Amiens. 33 syndicats et la Fédération nationale étaient représentés au congrès par 31 délégués. Les principales questions qui ont fait l'objet de délibérations du congrès sont les suivantes : substitution du travail à la journée ou à la semaine au travail aux pièces ; enquête sur les tarifs en vigueur ; application de la loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail ; suppression des doubles équipes ; interdiction du travail de nuit par voie de convention internationale ; repos obligatoire dans les travaux de nuit ; admission à la Fédération des syndicats composés de tisseurs travaillant à domicile ; constitution définitive de la Fédération nationale adhérente à la Confédération du travail et fixation du siège fédéral à Lille. Le compte-rendu du congrès, contrairement à une délibération prise à cet égard, n'a pas été publié en brochure.

Une analyse des délibérations et le texte des vœux adoptés ont été insérés dans la *Voix du Peuple* (31 août-7 septembre, 7-14 septembre, 21-28 septembre 1902).*

Un congrès des **tonneliers**, organisé par la chambre syndicale des tonneliers de Béziers a été tenu à la Bourse du travail de Béziers les 18 et 19 mai 1902. 9 chambres syndicales de 9 villes différentes étaient représentées par 17 délégués. Le Congrès a été principalement consacré à la fondation de la Fédération française des travailleurs du tonneau, dont les statuts ont été votés. Le congrès a également discuté les questions suivantes : abolition du marchandage; limitation de la journée de travail; fourniture des outils par les patrons; réduction de tarif pour le retour des fûts vides; modification des droits de douane sur les merrains et les futailles. Le compte rendu a été publié par la Fédération, dont le siège a été fixé à Béziers.*

Le premier congrès national des employés de **transports** s'est tenu à la Bourse du travail de Lyon, les 16 et 17 septembre 1902. 18 syndicats étaient représentés au congrès par 27 délégués. Le congrès s'est occupé d'abord de la constitution de la Fédération nationale des moyens de transports, tramways, omnibus, bateaux-omnibus, métropolitains, voitures de place, etc., etc., dont le siège a été fixé à Lyon. Le congrès s'est ensuite occupé de la grève générale et des grèves partielles, des clauses à inscrire dans les cahiers des charges des Compagnies de transports (durée du travail, repos, spécialisation des employés, salaires, participation des Compagnies aux caisses de secours et de retraites, obligation d'un an de résidence pour les employés embauchés). Le compte rendu a été publié par les soins de la nouvelle Fédération.*

Un congrès national de **verriers** s'est tenu à Paris les 15 et 16 septembre 1902, sur l'initiative du syndicat de Bordeaux. 12 syndicats y étaient représentés par 10 délégués. Le congrès s'est principalement occupé de la constitution de la Fédération nationale des travailleurs du verre, dont le siège a été fixé à Fresnes (Nord). Le congrès a traité également de la propagande syndicale des grèves, de l'apprentissage, de l'unification des tarifs, de la réglementation des heures de travail et de la production. Un compte rendu du congrès a été imprimé par les soins de la nouvelle Fédération.*

JURISPRUDENCE.

Chef cuisinier; ouvrier ou employé; délai-congé.

COUR D'APPEL DE NÎMES (1^{re} CHAMBRE).

(Arrêt du 30 novembre 1903.) ⁽¹⁾

Attendu que l'appelant Rieu soutient avec raison que son ancien chef cuisinier Guillet ne saurait être considéré comme un employé de commerce qui aurait, à ce titre et en vertu des usages locaux, droit à une indemnité d'un mois de gages représentant le délai-congé avec le coût de la nourriture durant ce laps de temps;

Attendu, en effet, qu'un chef de cuisine ne peut être considéré que comme un ouvrier; qu'il n'a dès lors droit qu'au délai de huitaine accordé pour les congés donnés aux ouvriers; qu'il importe peu que ceux-ci soient payés à raison d'une somme fixée par mois;

Attendu que cet usage d'une indemnité de huit jours applicable à des chefs cui-

⁽¹⁾ Communiqué par M. le Procureur général de Nîmes.

siniers est attesté à la fois par divers maîtres d'hôtel et par un chef cuisinier de Nîmes;

Attendu d'ailleurs que Guillet la connaissait et s'y était soumis lorsqu'il était au service du sieur Hue, propriétaire de l'hôtel du Midi;

Attendu qu'il y a dès lors lieu de réformer le jugement entrepris;

Par ces motifs,

La Cour, parties ouïes et le ministère public,

Réformant le jugement entrepris rendu par le tribunal de commerce de Nîmes, le 28 novembre 1902,

Dit que Guillet ne peut recevoir pour indemnité de renvoi qu'une huitaine de son mois payé à raison de 100 francs et que la nourriture de cette huitaine sur le pied de 50 francs par mois, soit une somme totale de 39 fr. 95, à dater du 26 octobre 1902;

Déclare suffisante l'offre de cette somme faite par Rieu, condamne Guillet aux frais de première instance et d'appel liquidés. . . .

Ordonne la restitution de l'amende.

**Grève; ouvriers embauchés en remplacement de grévistes;
refus de prendre le travail; action en dommages-intérêts.**

M. Ollier, maître fondeur, à Lyon, avait fait venir quatre ouvriers de Paris et un ouvrier de Turin pour remplacer ses ouvriers en grève. Ces ouvriers refusèrent de prendre le travail et intentèrent, en outre, à M. Ollier, une action en dommages-intérêts, sur laquelle le Conseil de prud'hommes de Lyon pour le bâtiment et les industries diverses, rendit, le 20 novembre 1903, cinq jugements condamnant M. Ollier à 150 francs de dommages-intérêts envers chacun des quatre ouvriers de Paris et à 80 francs envers celui de Turin. Voici le texte de l'un de ces jugements ⁽¹⁾ :

Entre M. Michel ouvrier mouleur demeurant à Lyon, rue Moncey, n° 54, demandeur comparant en personne, d'une part,

Et M. Ollier, maître fondeur demeurant à Lyon, rue de la Beure, n° 73, défendeur comparant en personne, d'autre part,

Où M. Michel demandeur qui a conclu à ce qu'il plaise au Conseil :

Dire et prononcer que M. Ollier est condamné pour ensuite y être contraint par tous les moyens et voies de droit à payer au demandeur la somme de cent cinquante francs à titre de dommages-intérêts pour préjudice causé, les intérêts de droit, les dépens de l'instance;

Prononcer l'exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant opposition ou appel;

Condamner M. Ollier aux dépens.

Où M. Ollier qui a conclu à ce qu'il plaise au Conseil :

Attendu que le concluant, fondeur en aluminium, à Lyon, se trouvait courant octobre dernier privé d'ouvriers fondeurs par suite d'une grève déclarée dans son usine, s'adressa le 26 octobre à la fédération des syndicats et groupements indépendants de la Seine, dont le siège est à Paris, rue des Vertus, demandant si elle pouvait lui adresser des ouvriers mouleurs de fonte ou cuivre au prix de six francs par jour;

Que l'association coopérative des chauffeurs conducteurs mécaniciens de la Seine répondit à sa demande, offrant, malgré les difficultés résultant de la grève, de lui envoyer les ouvriers demandés, au nombre de quatre, pour le voyage desquels le

⁽¹⁾ Communiqué par le secrétaire-greffier du Conseil de prud'hommes,

concluant adressa télégraphiquement une somme de cent vingt francs le 1^{er} novembre;

Que les quatre ouvriers dont il s'agit n'arrivèrent que le 11 novembre à l'usine où ils refusèrent de travailler prétendant qu'ils n'avaient pas été prévenus que les ouvriers du concluant étaient en grève;

Attendu que parmi les ouvriers dont s'agit compte le demandeur qui réclame actuellement le paiement de la somme nécessaire pour son retour à Paris et des frais de séjour;

Qu'en l'espèce l'ouvrier n'ignorait point l'état de grève de l'usine de M. Ollier et que le contrat verbal intervenu aurait expressément pour but de venir travailler dans son usine pour suppléer aux ouvriers grévistes ainsi que l'atteste toute la correspondance échangée;

Que le demandeur ne peut l'ignorer; que dans tous les cas il a formellement accepté le contrat puisqu'il a reçu à titre d'acompte la somme de trente francs pour son voyage;

Qu'il doit être tenu au remboursement de ladite somme;

Attendu, en outre, qu'en refusant de travailler malgré le contrat intervenu et sans aucun motif autre que celui de la grève, il cause au concluant un préjudice qui ne peut être évalué à moins de deux cents francs;

Qu'en effet le concluant qui comptait sur ces ouvriers annoncés ne s'est pas occupé d'en chercher d'autres et a perdu de ce chef plus de huit jours de travail; que le demandeur doit être condamné à payer cette somme au concluant.

Par ces motifs, rejeter comme mal fondée la demande de Michel et le condamner aux dépens;

Statuant reconventionnellement le condamner à lui payer : 1^o la somme de trente francs montant des avances faites; 2^o celle de deux cents francs à titre de dommages-intérêts; le condamner en outre en tous les dépens.

Point de fait :

Par lettre du secrétaire du Conseil du 12 novembre 1903, le demandeur a fait inviter le défendeur à se présenter à l'audience de conciliation du Conseil des prud'hommes du 13 novembre 1903, aux fins des conclusions par lui prises ci-dessus et dont il réclame l'adjudication.

A l'appel de la cause le demandeur a paru et a conclu comme dessus; le défendeur a comparu et a également conclu comme dessus.

L'affaire renvoyée à la salle d'arbitrage pour être instruite, les prud'hommes arbitres ont entendu les parties dans leurs dires et explications; mais, n'ayant pu les concilier, ils ont remis l'affaire au rôle du bureau général de ce jour où chacune des parties en cause a développé ses conclusions respectives.

Point de droit :

Les parties se présentent en personne : — que sera-t-il statué sur les conclusions prises par le demandeur?

Sera-t-il justifié par le défendeur d'avoir fait connaître au demandeur les conditions réelles de l'embauche pour travailler au lieu et place d'ouvriers grévistes? Quid de la demande reconventionnelle formée par le défendeur? Quid des dépens?

Attendu qu'il est acquis aux débats et bien démontré que Ollier a fait engager à Paris l'ouvrier fondeur Michel pour venir travailler dans ses ateliers, à Lyon, à un prix déterminé, mais sans l'avoir averti de l'état de grève de son atelier;

Attendu que le demandeur ainsi que les ouvriers embauchés avec lui se sont présentés à l'usine Ollier, porteurs seulement d'une enveloppe à en-tête de cette maison à eux remise à Paris par le mandataire de Ollier qui n'a pas donné aux ouvriers la lettre qu'elle avait contenue et qui, selon la déclaration du défendeur, faisait connaître la situation de grève de sa maison;

Attendu qu'en se présentant à l'usine et voyant l'atelier du défendeur l'objet de mesures de police, le demandeur a refusé de travailler chez Ollier et lui a de suite reproché de ne pas l'avoir, au moment de son embauchage, fait avertir formellement de l'état de grève dans lequel se trouvait sa maison;

Attendu que dans ces conditions le demandeur est en droit de refuser de travailler chez le défendeur, celui-ci ne lui assurant pas le travail dans les conditions ordinaires;

Attendu que des faits de la cause ressort un vice initial du contrat de louage, intervenu entre les parties, qui doit le faire déclarer nul et non avenu; attendu qu'en déplaçant Michel le défendeur lui a porté un préjudice dont il lui doit réparation;

Attendu que le Conseil a les éléments nécessaires à fixer ce préjudice à la somme de cent cinquante francs; attendu qu'Ollier invité à la barre du Conseil à payer cette somme au demandeur, a demandé huit jours;

Qu'interpellé sur ce mode de paiement, Michel a déclaré ne pouvoir attendre, qu'il était sans ressources; attendu le caractère urgent de la dette; attendu que la demande reconventionnelle formée par le défendeur n'est pas justifiée;

Par ces motifs,

Le Conseil jugeant contradictoirement et en premier ressort,

Dit et prononce que Ollier est condamné à payer à Michel : 1° la somme de cent cinquante francs; 2° les intérêts de droit de cette somme; 3° et tous les frais dus à ce jour;

Dit et prononce l'exécution provisoire de ce jugement jusqu'à concurrence de la somme de cent cinquante francs nonobstant opposition ou appel;

Rejette comme non justifiée la demande reconventionnelle formée par Ollier;

Dit qu'il sera procédé conformément à la loi du 7 août 1850.

Ainsi jugé, etc. . .

M. Ollier, maître fondeur, fit appel de ce jugement devant le tribunal de commerce de Lyon, qui n'eut pas à se prononcer sur le fond, les parties ayant transigé devant le président du tribunal sur la base suivante : M. Ollier consentit à donner aux quatre mouleurs de Paris une somme de 125 francs. Le mouleur venu de Turin avait, de son côté, à la suite d'une transaction à l'amiable, reçu 50 francs pour lui permettre de retourner dans son pays ⁽¹⁾.

(1) D'après des renseignements communiqués par le greffier du tribunal de commerce et M. le Préfet du Rhône.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre 1903 ⁽¹⁾. — L'affaissement général du marché, qui s'observe régulièrement en novembre par rapport au mois d'octobre, a été beaucoup moins sensible cette année qu'en 1902, par exemple; et ainsi, la situation du travail ne cesse d'être, relativement satisfaisante.

Dans les *mines*, extraction active avec des équipes renforcées. La *sidérurgie* et les industries tributaires sont toujours caractérisées par un excédent des demandes sur les offres, qui, tout en diminuant, ne paraîtra pas avant longtemps. Regain d'activité dans les *textiles*. Entrée de la morte-saison pour les industries exercées en plein air et par là sujettes à l'état atmosphérique, telles que le *bâtiment* dont les chantiers ont beaucoup diminué.

Placement en octobre 1903 ⁽²⁾. — Sensiblement moins actif qu'au mois de septembre dernier — si particulièrement favorisé, à vrai dire — en raison surtout de la saison d'hiver qui, à peine ouverte, fait déjà sentir ses fâcheux effets. Pour tout l'Empire, dans les mêmes offices de placement dont on a relaté en septembre les opérations, le nombre des demandes a augmenté, en octobre, de 2,332, tandis que celui des emplois vacants diminuait de 12,272; aussi le nombre des places procurées s'est-il trouvé en retrait de 5,614.

Voici, d'ailleurs, le bilan des opérations des 616 offices de placement (répartis entre 196 localités) qui ont fourni des renseignements pour le présent mois :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACES procurées.
	—	—	—
Octobre 1903.....	184,000	137,000	102,000

Grèves en novembre 1903. — 19 grèves nouvelles contre 22 en octobre 1903 et 11 en novembre 1902. Les grèves les plus nombreuses se sont produites dans le *bâtiment* (8).

⁽¹⁾ D'après l'*Arbeitsmarkt*

⁽²⁾ *Reichsarbeitsmarkt*, novembre 1903.

L'assurance contre le chômage à Leipzig ⁽¹⁾. — Une société mutuelle d'assurance contre le chômage a commencé à fonctionner à Leipzig au mois d'août dernier. Elle a été instituée sur le modèle de la caisse de Cologne. Son but est double : en premier lieu, procurer du travail aux chômeurs involontaires ; en second lieu, leur allouer un secours supplémentaire journalier. Ce supplément, ainsi que les frais d'administration de la caisse, seront couverts par les cotisations annuelles des membres honoraires, le titre de membre honoraire s'acquérant par un versement annuel d'au moins 5 marks. On espère que la municipalité accordera aussi une subvention à la Société. Un fonds de garantie est constitué par les donations des membres ayant le titre de membres fondateurs, à raison d'au moins 500 marks par tête. Ce fonds a déjà réuni à l'heure présente une somme de 100,000 marks. Les assurés participants doivent payer une cotisation hebdomadaire déterminée d'après la classe de salaire à laquelle ils appartiennent, et qui est fixée à 30 pfennings dans la première classe, 40 pfennings dans la seconde, 50 pfennings dans la troisième et 60 pfennings dans la quatrième. Ils n'ont droit aux secours de la caisse qu'après avoir payé au moins 42 cotisations. Le salaire journalier alloué par la caisse est uniformément de 1 mark. Il s'augmente, au moyen des ressources provenant des membres honoraires et fondateurs, de 20 pfennings si l'assuré est marié, de 35 pfennings s'il est père d'un enfant de moins de 14 ans, de 55 pfennings s'il est père de deux ou de plus de deux enfants de moins de 14 ans. Les secours ne sont alloués que si le chômage ne provient pas de la faute de l'intéressé ; ils partent du quatrième jour de la cessation de travail et durent quarante-deux jours au plus. Les cas de grève sont exclus. La caisse ne reçoit comme assurés que des ouvriers valides du sexe masculin, âgés d'au moins 16 ans et de moins de 61 ans, ayant habité la ville pendant deux ans au moins sans interruption.

L'enseignement technique en Prusse ⁽²⁾. — Depuis longtemps déjà, l'État prussien s'est efforcé de donner une vive impulsion au commerce et à l'industrie, dans leur domaine de petite et moyenne activité, en créant pour les jeunes générations de nombreuses écoles professionnelles de tous ordres et aussi, pour les industriels et commerçants actuels, désireux d'agrandir leurs connaissances et d'augmenter ainsi leurs forces économiques, des institutions multiples telles que cours pour compagnons des divers métiers, exhibitions de machines utilisables dans la petite industrie, visites des différentes expositions industrielles, etc. — Voici sous quels grands aspects se présente l'enseignement en question :

I. **ÉCOLES TECHNIQUES COMPLÉMENTAIRES** (*Fortbildungs-und Fachschulen*). — Ces établissements ont pour objectif essentiel l'instruction de l'apprenti. La statistique du 2 janvier 1902 en compte 1,684 ⁽³⁾, savoir :

1,093 écoles complémentaires d'industrie, dont 895 obligatoires et 198 facultatives ;

291 écoles d'origine syndicale ;

244 écoles complémentaires de commerce, dont 146 obligatoires et 98 facultatives ;

56 écoles procédant de l'initiative de différentes sociétés (syndicats ouvriers,

⁽¹⁾ Noté de la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, d'après la *Soziale Praxis* du 10 septembre 1903.

⁽²⁾ *Reichsanzeiger*, 19 mars 1903.

⁽³⁾ On ne comprend pas dans ce nombre les écoles complémentaires de femmes, ni les instituts agricoles placés sous la direction du ministre de l'agriculture.

sociétés d'instruction des travailleurs, associations d'apprentis, de maîtres-compagnons, etc.).

Tous ces établissements se répartissent entre les divers districts de gouvernement, comme il suit :

LOCALITÉS.	NOMBRE		LOCALITÉS.	NOMBRE	
	d'écoles.	d'élèves.		d'écoles.	d'élèves.
Wiesbade.....	113	10,539	Cologne.....	39	4,545
Schleswig.....	112	10,714	Stettin.....	38	3,158
Oppeln.....	94	9,965	Königsberg.....	35	3,335
Düsseldorf.....	92	16,237	Erfurt.....	32	4,480
Arnsberg.....	89	11,479	Gumbinnen.....	31	3,092
Breslau.....	75	6,526	Hannovre.....	30	6,255
Postdam.....	73	9,102	Köslin.....	25	1,252
Posen.....	69	5,728	Minden.....	27	3,795
Mersebourg.....	59	6,470	Stralsund.....	25	1,604
Hildesheim.....	56	5,224	Bromberg.....	24	2,910
Frankfort-sur-l'Oder..	55	7,516	Trèves.....	24	1,957
Magdebourg.....	55	8,618	Osnabrück.....	23	2,330
Berlin-ville.....	54	19,741	Coblence.....	22	1,995
Cassel.....	54	4,755	Stade.....	22	1,773
Liegnitz.....	51	6,194	Dantzig.....	20	5,496
Münster.....	45	3,465	Aurich.....	18	2,097
Marienwerder.....	42	4,460	Aix-la-Chapelle.....	14	3,320
Lünebourg.....	41	3,042	Sigmaringen.....	2	180

Les frais généraux d'entretien — 5,815.943 francs environ pour l'année 1901 — sont couverts par les droits de scolarité ainsi que par des subventions de l'État et des allocations des communes, des associations intéressées, des particuliers, etc. La dépense est d'ailleurs sensiblement réduite en raison de la large hospitalité que les municipalités accordent à cette œuvre post-scolaire spéciale, surtout dans les locaux des écoles primaires.

II. ÉCOLES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE. — Comme type de ces établissements, il faut citer l'école d'industrie d'Aix-la-Chapelle où ne sont admis que de futurs industriels, et l'école de commerce et d'industrie de Gnesen, où entrent aussi les jeunes gens — au surplus de l'un et l'autre sexe — désireux d'embrasser la profession d'industriel ou de commerçant. La durée des études est de deux ans à Aix-la-Chapelle, d'une seule année à Gnesen; les élèves des deux établissements sont dispensés d'aller à l'école complémentaire obligatoire. Jusqu'à présent, l'enseignement ne donne pas tous ses fruits, parce que les jeunes gens à qui il s'adresse manquent en général de toutes notions préparatoires, partant, ne suivent qu'avec peine les leçons techniques qu'on leur donne, notamment en terminologie professionnelle et en dessin appliqué. Pour combler cette lacune dans l'instruction première des élèves, on projette, à Gnesen en particulier, d'installer des ateliers de dessin d'après le modèle, pour maçons et charpentiers, ainsi que des ateliers d'apprentissage destinés aux travailleurs du bois, des métaux et du cuir, dans lesquels ils se familiariseront avec les outils et les machines de l'usage le plus courant, apprendront à connaître les matières premières et la façon de les mettre en œuvre; enfin, seront exercés aux petits travaux d'un genre simple. L'éducation manuelle reçue dans ces ateliers-écoles ne remplacera pas d'ailleurs l'apprentissage, mais y préparera d'une manière approfondie et méthodique.

III. ÉCOLES D'ARTS ET MÉTIERS. — Ces établissements, auxquels se rattachent les écoles techniques particulières à telle ou telle profession (bâtiment, construction des machines, textiles, etc.) sont fréquentés par les artisans et autres petits industriels qui veulent acquérir une instruction spéciale plus étendue et plus approfondie, leur permettant par exemple d'exécuter avec leurs propres moyens des projets de travaux du ressort de leur métier. A l'encontre *der Fortbildungsschulen* et des écoles de commerce et d'industrie, l'âge minimum d'admission est plus élevé, et l'on exige quelques connaissances et un certain savoir faire que peuvent seules donner plusieurs années de pratique; dans les établissements de l'ordre moyen, on demande en outre l'acquit d'une instruction scientifique générale assez développée. Cette préparation technique n'est toutefois point imposée pour les écoles professionnelles spéciales aux divers métiers et dont l'enseignement doit suppléer à la période régulière d'apprentissage chez un maître-compagnon. A cet effet, beaucoup de ces écoles possèdent des ateliers où les élèves, loin d'apprendre seulement des tours de main d'un genre simple et d'acquérir un savoir-faire superficiel, reçoivent une instruction technique et artistique très étendue et poussée jusque dans le détail, en exécutant de leur mieux, dans des conditions techniques des plus variées et des plus difficiles, des parties de machines, des meubles, des découpages et sculptures, des tissus, des broderies, etc., d'après des modèles généralement établis à l'école même. Ces ateliers permettent aussi de faire connaître aux élèves les moteurs, les outils et les machines d'exploitation du type le plus récent et le meilleur.

Mais ces deux genres d'établissements : écoles d'arts-et-métiers, écoles professionnelles spéciales, manquent généralement d'une organisation uniforme et de programmes bien déterminés, en sorte que les domaines didactiques des établissements dénommés : *écoles complémentaires, écoles professionnelles, écoles d'industrie, écoles d'arts-et-métiers, écoles d'art industriel* empiètent de mille manières les uns sur les autres. Certes, en circonscrivant avec netteté le but et les moyens d'enseignement des deux catégories d'établissements envisagées, l'œuvre qu'ils assument serait plus féconde en heureux résultats; et c'est à quoi s'emploient aujourd'hui les milieux compétents. Déjà, dans beaucoup de ces écoles, l'enseignement comprend un certain nombre de cours gradués, dans lesquels les élèves sont répartis selon leur instruction préparatoire et leurs aptitudes plus ou moins grandes.

Au semestre d'hiver 1902-1903, on relevait des écoles d'arts-et-métiers à Königsberg, Cassel, Francfort-sur-le-Mein, Düsseldorf, Berlin, Aix-la-Chapelle, Magdebourg, Hanovre, Halle, Cologne, Barmen, Elberfeld, Charlottenbourg, Erfurt, Altona, Essen, Dantzig, Elbing et Hanau, soit en tout 19, avec une population totale de 19,133 élèves.

Quant aux écoles professionnelles spéciales, leur nombre en est considérable. Signalons comme type la très vieille académie de dessin pour le travail des métaux précieux, fondée à Hanau dès 1772 par l'initiative d'industriels artistes de cette ville, afin de développer une branche importante de l'industrie locale.

Pendant le semestre d'hiver 1902-1903, on comptait :

NOMBRE d'écoles professionnelles.	INDUSTRIES.	NOMBRE d'élèves.
22	Bâtiment.....	4958
19	Construction des machines et métallurgie.....	2676
5	Travail des métaux seulement.....	264
2	Céramique.....	117
1	Tuilerie-briqueterie.....	50
2	Ébénisterie et sculpture sur bois.....	39

NOMBRE d'écoles professionnelles.	INDUSTRIES.	NOMBRE d'élèves.
5	Vannerie.....	63
36	Textiles.....	1708
20	Navigation en général.....	484
3	Mécaniciens de la navigation maritime à vapeur.....	93
37	Navigation intérieure.....	834
10 ⁽¹⁾	Mines.....	1149
33	Travaux du ménage (à l'usage des jeunes filles).....	2831
47	Maréchaux-ferrants.....	638

IV. — COURS POUR MAÎTRES-COMPAGNONS. — Cette institution, d'origine récente, ne forme pas moins une branche importante de l'enseignement technique à l'adresse du personnel ouvrier de l'industrie, surtout à Hanovre et Posen. Les ouvriers vieux dans le métier, les maîtres-compagnons établis à leur compte, reçoivent, en l'espace de 4 à 8 semaines, des notions de dessin appliqué, de calcul commercial, de comptabilité, de législation industrielle, qui viennent combler les lacunes de leur instruction première; puis aussi et surtout, ils se perfectionnent dans l'exécution de travaux pratiques par le moyen d'ateliers-écoles spécialement aménagés et pourvus d'un outillage du type le plus récent. L'enseignement est complété par des excursions-visites aux établissements-modèles de tous ordres et par des présentations de matières premières, de produits de toutes catégories et de machines et engins techniques des plus variés, de moteurs et de machines-outils qu'on fait fonctionner devant les élèves, en leur donnant tous renseignements désirables sur la puissance de rendement, la quantité de matériaux à mettre en œuvre dans tel cas donné, les facilités d'achat, les conditions de prix et autres, etc.

Tel apparaît, dans son ensemble, l'enseignement technique en Prusse, d'après les dernières données de la statistique. L'œuvre accomplie est, on le voit, considérable; on se propose de faire plus encore, avec le triple concours de l'État, des communes et des corporations qui, d'ailleurs, ont déjà donné leur appui dans une forte mesure.

Loi du 26 juillet 1903, sur la situation juridique des domestiques en Alsace-Lorraine (Code des domestiques). — ARTICLE PREMIER. Les relations juridiques de maître à domestique sont soumises aux prescriptions du Code civil, sauf celles spécifiées à l'article 95, alinéa 2, de la loi introductive, et seulement dans la mesure où la présente loi n'en dispose pas autrement.

ART. 2. — Le domestique est tenu de suivre les instructions du maître ou de son représentant pour les besognes que mettent à sa charge le contrat de louage, la tradition et l'usage, ainsi qu'en ce qui touche la bonne ordonnance de la maison. Dans des circonstances pressantes, il doit aussi, à titre temporaire, et suivant ses moyens, rendre des services ne rentrant pas dans ses obligations expressément contractuelles.

ART. 3. — L'engagement d'un domestique agricole est réputé contracté, en cas de doute, pour une année de service; et s'il entre en place dans le courant de l'année de service, pour la période allant jusqu'à la fin de l'année de service. L'année de service commence le dernier jour ouvrable qui précède le nouvel an. Si l'enga-

⁽¹⁾ A ce chiffre s'ajoutent 43 écoles préparatoires des mines.

gement n'est pas dénoncé au moins six semaines avant l'expiration du temps de service, il sera regardé comme étant prorogé pour l'année de service suivante.

Pour des domestiques autres que les domestiques agricoles, le contrat, quand il est conclu pour une durée indéterminée et que les gages sont calculés par trimestre, peut, sous réserve de l'observation d'un délai-congé de quatre semaines, être résilié à la fin d'un des quatre trimestres de l'année.

ART. 4. — Chacune des parties peut résilier l'engagement sans observation d'un délai-congé, en cas de motif grave. La résiliation est même admise avant l'entrée en service.

ART. 5. — Doit être notamment regardé comme un motif grave, donnant au maître le droit de congédiement sans observation d'un délai-congé, à moins que des circonstances particulières ne justifient une autre appréciation, l'un des faits suivants :

1° Lorsque le domestique refuse de commencer son service ou diffère considérablement son entrée en place sans raison valable, ou quitte indûment son service ou se refuse obstinément à remplir ses obligations ;

2° Lorsque le domestique est incapable de faire le service qu'il a assumé ou est empêché de le remplir par une maladie d'une longue durée ou par une peine d'emprisonnement ou une absence assez longue ;

3° Lorsqu'il se livre à des excès, spécialement de boisson, ou qu'il se rend coupable d'infidélité, de malhonnêteté, de violences ou de grossiers outrages envers le maître, son représentant ou les siens ;

4° Lorsqu'une domestique célibataire se trouve en état de grossesse.

ART. 6. — Doit être notamment regardé comme un motif grave, donnant au domestique le droit de quitter sa place sans observer un délai-congé, à moins que des circonstances particulières ne justifient une autre appréciation, l'un des faits suivants :

1° Lorsque le maître refuse, contrairement au contrat, d'accepter le domestique ou le renvoie avant l'expiration du temps de service ;

2° Lorsque le domestique devient inapte à continuer son service ;

3° Lorsqu'une domestique se marie ;

4° Lorsque le maître ne donne pas à son domestique les gages ou l'entretien convenable, ou se refuse à remplir les obligations lui incombant d'après l'article 618 du Code civil ;

5° Lorsque le maître se rend coupable de violences, de grossiers outrages ou de prétentions immorales envers le domestique, ou ne le protège point contre de pareils actes commis par d'autres personnes ayant accès dans la maison.

ART. 7. — Si le congédiement a lieu en vertu des articles 4 à 6, le domestique, sous réserve des prescriptions ci-après, ne peut réclamer comme gages que ceux qui correspondent à la durée de ses services.

Si, dans le cas de l'article 4, le contrat de louage se trouve rompu par la conduite répréhensible de l'autre partie, celle-ci est tenue de réparer le dommage résultant de la rupture.

Cette indemnité peut, quand les gages sont calculés par trimestre ou par de plus longues périodes, être égale au montant de la moitié des gages afférents au trimestre en cours. Pour les domestiques agricoles, l'indemnité s'élève au montant d'un trimestre de gages, quand le contrat de louage est dénoncé par le maître, du 1^{er} juin la fin octobre, ou par le domestique, du 1^{er} octobre à la fin février.

Si le contrat est conclu pour moins d'un trimestre ou s'il peut être dénoncé à des intervalles plus courts que de trimestre en trimestre, l'indemnité à verser est égale au montant de la moitié des gages afférents à la période de validité convenue.

La demande de l'indemnité fixée par les alinéas 3 et 4 n'est pas subordonnée à la preuve d'un préjudice. La partie qui fait valoir ses droits à ladite indemnité ne peut réclamer ultérieurement une autre indemnité.

ART. 8. — Le maître peut à une demande en paiement de gages opposer une demande d'indemnité fondée sur un manquement du domestique à ses devoirs, prémédité ou dû à une grossière négligence.

ART. 9. — Les gages sont payables, sauf convention contraire, à la fin du temps de service; quand ils sont calculés par périodes, après expiration de chacune d'elles.

Tant que dure le contrat, le maître peut retenir la moitié des gages échus, sans toutefois que cette retenue puisse excéder la moitié des gages d'un trimestre, pendant une durée de six semaines; et si les gages sont calculés par période plus courtes qu'un trimestre, pendant la durée de cette période.

Si les gages sont calculés par périodes plus longues que des trimestres, le domestique peut, à l'expiration de chaque trimestre du temps de service, réclamer le paiement de la moitié de la somme afférente à cette période.

ART. 10. — Quiconque incite un domestique à ne pas commencer son service ou à le quitter avant la fin du contrat, sans raison valable, est tenu envers le maître de réparer le dommage en résultant, ou de payer la somme correspondante, d'après l'article 7, alinéas 2 à 4, de compte à demi avec le domestique.

La même responsabilité est encourue par quiconque prend à son service un domestique, le sachant encore au service d'un tiers.

ART. 11. — Les personnes entrant en place à titre permanent, comme gens de maison ou domestiques agricoles, doivent se pourvoir d'un livret de service.

ART. 12. — Le livret de service est délivré au domestique sur sa demande, par l'autorité de police de l'endroit où il a eu son dernier domicile fixe; si ce séjour n'a pas eu lieu en Alsace-Lorraine, par l'autorité de police de l'endroit où il sert. La délivrance de chaque livret de service donne lieu à la perception de 30 pfennings⁽¹⁾ sans droit de timbre.

N'ont point besoin de se faire délivrer un livret de service les domestiques qui tiennent déjà, dans des conditions régulières, des autorités d'un État confédéré, un livret de service pouvant encore recevoir toutes mentions utiles.

ART. 13. — Le livret de service renfermera le nom du domestique, la date et le lieu de sa naissance, son signalement ainsi que sa signature. La remise en est faite sous le sceau et la signature de l'autorité de police. Pour le reste, la forme et le mode d'établissement du livret de service seront déterminés par le Ministère. L'autorité de police tiendra un état des livrets de service par elle délivrés.

ART. 14. — En entrant dans sa place, le domestique remettra le livret au maître. Celui-ci est tenu d'y inscrire, à l'expiration du service, dans une case à ce affectée et sous sa signature, une déclaration constatant la nature et la durée des occupations du domestique.

⁽¹⁾ Le pfennig vaut 0^e0125 environ.

Les inscriptions ne doivent contenir aucun signe particulier destiné à présenter le titulaire du livret sous un aspect que le texte de la mention inscrite ne permet pas d'apercevoir.

Le maître conservera le livret pour le remettre entre les mains du domestique, une fois son service expiré. Le maître n'a pas le droit de retenir le livret.

Le livret doit être en tout temps produit à l'autorité de police, sur sa réquisition.

Afin de pouvoir chercher une autre place, le domestique, sur sa demande, recevra du maître une pièce certifiant son congé ou l'expiration du service.

ART. 15. — Si le livret est rempli ou n'est plus utilisable, il en est délivré un nouveau au domestique. La remise en est effectuée par l'autorité de police du dernier lieu où le domestique a eu son domicile fixe. Le livret rempli ou devenu inutilisable sera clos par une mention de l'Administration.

Si le livret de service vient, chez le maître, à être inutilisable ou à se perdre, ou que celui-ci refuse de le rendre sans raison valable, la délivrance d'un nouveau livret est opérée aux frais du maître.

ART. 16. — Sans préjudice d'une action judiciaire au civil, il appartient à l'autorité de police de décider quelle suite comportent les plaintes relatives au refus de rendre le livret de service et aux attestations à délivrer. (Art. 14, al. 1 à 5.)

ART. 17. — La condamnation définitive d'un domestique à une peine d'emprisonnement pour crime ou attentat à la propriété ou aux mœurs, ou pour un des délits visés par l'article 361 du Code pénal, sera portée par l'autorité de police sur le livret de service.

Les domestiques dont le livret de service mentionne une condamnation à un emprisonnement n'excédant pas trois mois, obtiendront, sur demande, un nouveau livret, lorsque leur conduite dans les deux années qui auront suivi l'accomplissement ou le prononcé de leur peine aura été irréprochable.

Pourront également obtenir un nouveau livret les domestiques qui auront obtenu leur réhabilitation judiciaire.

ART. 18. — Seront punis d'une amende de 20 marks au plus : 1° ceux qui auront contrevenu à l'article 14 ; 2° ceux qui auront sciemment rendu inutilisable ou détruit un livret de service à eux délivré.

Seront punis d'une amende de 50 marks au plus ou d'un emprisonnement de quinze jours au plus les loueurs de domestiques, placeurs ou personnes agissant en leur nom qui auront détourné un domestique d'entrer en place ou l'auront incité à quitter sa place contrairement à ses engagements, avant l'expiration de son contrat.

ART. 19. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1903.

Les contrats en cours à ce jour et qui ne seront pas dénoncés après la mise en vigueur de la présente loi pour le premier terme pour lequel ils pouvaient l'être en vertu de la législation antérieure, seront soumis à la présente loi à partir de ce terme.

AUTRICHE.

Placement en octobre 1903 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement de 874 bureaux de placement professionnels :

POUR 100 OFFRES, le nombre des demandes a été de :			POUR 100 demandes d'emploi, le nombre d'offres a été de :			SUR 100 offres d'emploi, le nombre de placements a été de :			SUR 100 demandes d'emploi, le nombre de placements a été de :		
Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.	Hom- mes.	Fem- mes.	En- semble.
189	113	153	53	88	66	76	54	66	140	47	43

Grèves en octobre 1903. — 21 nouvelles grèves, avec 773 grévistes; aucun lock-out. C'est dans la Basse-Autriche, la Bohême et la Galicie et pour le *vêtement* et le *travail des métaux* qu'elles ont été le plus nombreuses. On compte : 6 succès, 6 transactions et 5 échecs ⁽²⁾. Causes : salaires, 5 cas; salaires et durée du travail, 6 cas; motifs divers, 10 cas.

BELGIQUE.

Placement en octobre 1903 ⁽³⁾. — Pour 1,040 offres de patrons parvenues à 15 offices de placement gratuit, il y a eu 1,903 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 183 demandes pour 100 offres. Le mois précédent, dans 13 établissements, la proportion était de 181 demandes pour 100 offres et, en octobre 1902, de 247 demandes pour 100 offres. La situation générale n'est donc aucunement améliorée depuis le mois dernier, mais se présente comme plus favorable que l'année passée, à même époque.

Des renseignements précis, quant à l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués, ont été obtenus en octobre de 118 unions et fédérations d'unions professionnelles ouvrières, groupant 28,268 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Parmi ceux-ci, le nombre des chômeurs complets s'élevait à 1,018, soit 3.6 p. 100. Cette proportion est supérieure de 0.3 p. 100 à celle obtenue le mois précédent et de 0.6 p. 100 à celle du mois d'août, et inférieure de 1.1 p. 100 à celle du mois d'octobre de l'année dernière.

Grèves. — 4 grèves nouvelles intéressant 638 grévistes et 482 chômeurs forcés ont été signalées en octobre; une cinquième, commencée en septembre, s'est prolongée jusqu'au 2 novembre. Les industries éprouvées étaient : la fabrication du verre à vitre, le flaconnage, le travail des tissus et le tissage de coton; les causes

⁽¹⁾ D'après la *Soziale Rundschau*.

⁽²⁾ Résultat encore inconnu dans 4 cas.

⁽³⁾ D'après la *Revue du Travail*.

des conflits comportaient soit la défense de l'unionisme, soit la réglementation de l'apprentissage, le maintien du salaire ou la réintégration d'un ouvrier congédié. 1 succès, 2 échecs. 2 des grèves ont éclaté dans le Hainaut, 1 dans la Flandre orientale et 1 dans la province d'Anvers.

L'inspection du travail en 1902 ⁽¹⁾. — En 1902, le service d'inspection a visité 10,229 établissements occupant ensemble 259,160 ouvriers : 1,181 établissements ont été visités 2 fois, 105, 3 fois, 12, 4 fois et plus. Ces établissements contenaient, dans les 7 districts d'inspection qui ont fourni des renseignements 8,768 sections ⁽²⁾.

L'irrégularité avec laquelle les accidents ont été déclarés en 1902 à l'inspection n'a pas encore permis à celle-ci de dresser une statistique complète des accidents. Le total de ceux qui ont été déclarés aux inspecteurs s'est élevé, pour 8 districts (celui de Bruxelles non compris) à 2,091 : 67 accidents ont entraîné la mort de la victime.

Le nombre total des procès-verbaux s'est élevé à 309, relevant 482 contraventions, se décomposant comme suit :

	PROCÈS- VERBAUX.	CONTRA- VENTIONS.
Infractions à la loi du 13 décembre 1889 et aux arrêtés de 1896 et 1895 (travail des adolescents, des femmes et des enfants).....	179	312
Infractions aux arrêtés royaux de 1863, 1888, 1894, 1895, 1899 (police des établissements classés, salubrité et sécurité du travail).....	45	53
Loi du 16 août 1887 (paiement des salaires).....	15	18
Loi du 15 juin 1896 (Règlements d'ateliers).....	70	99
	<u>309</u>	<u>482</u>

En 1901, on avait dressé 363 procès-verbaux relevant 581 infractions.

L'arrêté du 3 octobre 1898 (obligation pour les patrons d'établissements dangereux et insalubres de donner les premiers soins en cas d'accident du travail) est régulièrement observé. 31 accidents ayant fait 33 victimes ont donné lieu à une enquête; des soins suffisants ont été donnés dans chaque cas.

Application de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes, adolescents et enfants dans les mines. — En prévision du rapport triennal qui doit être publié prochainement, le rapport annuel de l'ingénieur central des mines ne contient que peu de renseignements sur l'application de la loi en 1902.

Le nombre des visites des ingénieurs des mines s'est élevé à 995. Dans les divers établissements soumis à la surveillance, la loi est bien observée. 2 procès-verbaux seulement ont été dressés : ils concernaient des infractions graves mais que l'on peut considérer comme tout à fait exceptionnelles.

L'analyse des rapports des inspecteurs-médecins fera l'objet d'un prochain article.

⁽¹⁾ D'après les *Rapports annuels de l'inspection du travail*. — (1902), Ministère de l'industrie et du travail, Bruxelles, 1903. — Pour l'année 1901 voir *Bulletin*, avril 1903, p. 324 et mai 1903, p. 407.

⁽²⁾ On a considéré séparément les divisions d'un établissement lorsqu'elles correspondent à l'exploitation d'une industrie distincte ou qu'elles sont soumises à une réglementation différente au point de vue du travail des femmes, des adolescents et des enfants. Le nombre de sections n'est pas indiqué pour le district de Liège et pour la Flandre occidentale.

CANADA.

Revue du travail en octobre 1903 ⁽¹⁾. — L'activité a été partout très grande, excepté dans l'industrie de la pêche; la main d'œuvre a été très demandée et les salaires sont restés élevés.

De nombreux établissements industriels se sont ouverts à Winnipeg, Vancouver, Hamilton, etc.

A Toronto seulement, on a accordé jusqu'au 1^{er} octobre 45 autorisations de construire des fabriques (contre 60 pour l'année 1902, 37 pour 1901, 32 pour 1900), représentant une valeur totale de 1,455,250 francs; cet exemple met en lumière le développement industriel du pays.

Les transports de grains ont été actifs et grâce à l'augmentation de leur matériel, les compagnies ont pu éviter les retards et l'encombrement dont on se plaignait l'an dernier.

Pour assurer le règlement de 1 million de salaires arriérés dus aux ouvriers de la Compagnie du lac supérieur, du Sault-Sainte-Marie ⁽²⁾, le Gouvernement d'Ontario a exigé la production, au 1^{er} octobre, de la feuille de paye et le règlement, en argent, des ouvriers par les banques. Il a autorisé les banques de la ville à payer les chèques de salaires des ouvriers qu'il a endossés en partie; en outre, le Gouvernement a garanti aux banques le remboursement des sommes versées, soit par les propriétaires actuels, soit par les acquéreurs des concessions. Beaucoup d'ouvriers de la Compagnie ont pu s'embaucher ailleurs; les troupes envoyées pour garder les chantiers ont été retirées. Le 22 octobre, la Compagnie du lac supérieur s'est reconstituée au capital de 250 millions; certaines de ses usines ont recommencé le travail vers la fin de novembre.

Salaires et journée de travail. — Le département du travail a enregistré 17 modifications de salaires ou de durée de travail, à savoir: 15 augmentations intéressant 1,554 ouvriers et 2 réductions de la journée en concernant 246 autres. C'est ainsi, notamment, que les polisseurs et tourneurs sur cuivre de Toronto ont été augmentés de 10 p. 100 à la suite de la sentence du conseil d'arbitres nommé pour faire une enquête sur l'industrie du cuivre de la ville.

Grèves. — 6 grèves nouvelles seulement ont éclaté en octobre, intéressant 900 ouvriers et 94 établissements: à savoir, les mouleurs en fer, carriers, ouvriers du bâtiment, facteurs de pianos, marbriers et ouvriers du cuir.

Causes: défense de la cause syndicale (2), demande d'augmentation (2), refus de renvoyer un syndiqué dont les cotisations étaient en retard (1), emploi d'étrangers (1).

4 de ces grèves n'étaient pas terminées à la fin du mois; dans un cas, les ouvriers devaient reprendre le travail le 2 novembre, dans un autre enfin (charpentiers de Winnipeg) le département du travail fut sollicité d'intervenir en vertu de la loi sur la conciliation: un arrangement rédigé par diverses unions ouvrières fut accepté par une partie des patrons et le travail reprit partiellement.

⁽¹⁾ *Gazette du Travail*, novembre 1902.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, novembre, p. 920.

DANEMARK.

L'inspection des fabriques en Danemark (1901-1902) ⁽¹⁾. — Le nombre total des établissements soumis à l'inspection a été de 7,151 (contre 6,641 en 1900-1901, 6,421 en 1899-1900 et 6,344 en 1898-1899). Ils se divisaient en : 1° 3,790 *établissements industriels*, fabriques, ateliers, etc. (contre 3,652 l'année précédente, soit une augmentation de 138); 2° 1,652 *laiteries et exploitations agricoles*, employant la force mécanique (contre 1,622 l'année précédente, soit une augmentation de 30) ⁽²⁾; et 3° 1,609 *établissements non industriels*, locomobiles, moteurs divers (contre 1,367 l'année dernière, soit une augmentation de 242) ⁽³⁾.

Les 3,790 *établissements industriels* occupaient :

	ENFANTS DE 10 À 14 ANS.		JEUNES GENS DE 14 À 18 ANS.		ADULTES.	
	sexe masculin.	sexe féminin.	sexe masculin.	sexe féminin.	sexe masculin.	sexe féminin.
Fin 1901	2,700	577	6,990	1,473	52,195	12,974
Fin 1900	2,922	542	6,857	1,438	53,255	13,192

Des 138 établissements de cette catégorie soumis en plus à l'inspection, par rapport au chiffre de l'année précédente, et qui représentent un accroissement de 3.8 p. 100, proportion un peu inférieure à celle du gain réalisé en 1900-1901 : 5.2 p. 100, 49 sont situés en Jutland, 14 en Zélande et 48 à Copenhague. L'industrie des moteurs en compte 13, les scieries de bois 46.

Le tableau suivant indique la progression des moteurs actionnés autrement que par la vapeur d'eau.

ANNÉES.	GAZ.		PÉTROLE.		ÉLECTRICITÉ.	
	Établissements.	Chevaux.	Établissements.	Chevaux.	Établissements.	Chevaux.
1890.....	295	839	"	"	"	"
1895.....	519	2,276	62	245	11	47
1900.....	951	5,820	337	1,796	204	991
1901.....	968	5,885	380	1,917	271	1,240

Cette année comme l'année précédente, le nombre des enfants employés a fléchi de 6,4 p. 100. Cette réduction a été occasionnée par la diminution du nombre des enfants employés dans les manufactures de tabac et dans les verreries. — Le nombre des jeunes gens a augmenté, de même qu'en 1900-1901, mais seulement de 1,8 p. 100 (contre 8,8 p. 100 l'année précédente). — Le nombre des ouvriers adultes a diminué de 1,278 soit 1,3 p. 100.

La durée du travail a continué de diminuer pendant l'exercice 1901-1902. Les établissements où l'on a travaillé 11 heures et plus ne représentaient qu'une proportion de 8,8 p. 100 en été et de 5 p. 100 en hiver.

⁽¹⁾ D'après une communication du chargé d'affaires

rapport officiel « Beretning om Arbejds- og Fabriktilsynets Virksomhed i Finansaaet 1901-02 ».

⁽²⁾ Ces établissements ne sont cités ici que pour mémoire; ajoutons seulement qu'ils occupaient en 1901-1902 : 6,051 personnes (6,160 l'année précédente) se décomposant en 4,012 hommes et 2,039 femmes.

⁽³⁾ Cette augmentation provient pour la majeure partie de ce que l'on a incorporé dans les statistiques diverses machines précédemment comptées à part.

Le tableau suivant indique le pourcentage des établissements où la durée des heures de travail ne dépasse pas 10 heures 1/2.

ANNÉES.	P. 100
1874.....	41,7
1880.....	59,4
1885.....	66,6
1890.....	73,8
1895.....	80,9
1900.....	90,8
1901.....	91,2

Quant aux 1609 établissements non industriels, ils se décomposaient en :

- 314 pompes élévatoires,
- 61 machines à produire l'électricité ou à assurer la ventilation,
- 1,106 machines à battre les grains,
- 65 dragues et bateaux de pêche,
- 163 machines diverses.

Le nombre d'infractions à la loi sur le travail des enfants a été de 13 (18, l'année précédente), comportant des amendes de 5 à 10 couronnes ⁽¹⁾.

La nouvelle loi du 11 avril 1901 sur le travail dans les fabriques, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1902, a donné lieu pendant les trois mois de l'exercice 1901-1902 où elle a été appliquée, à 109 infractions comportant des amendes de 5 à 48 couronnes.

Enfin, les chaudières à vapeur soumises à l'inspection étaient, à la fin de 1901, au nombre de 6,120 (6,096 l'année précédente), dont 4,615 fixes et 1,505 mobiles, représentant une force de 88,710 chevaux-vapeurs (contre 86,328 pour 1900-1901; 81,518 pour 1899 et 76,227 pour 1898). L'augmentation est de 24 chaudières et de 2,382 chevaux-vapeur (soit respectivement 0,4 p. 100 et 2,6 p. 100 contre 2 p. 100 et 5,9 p. 100 l'année dernière). — Les inspections des chaudières ont donné lieu à 60 contraventions, les amendes prononcées variant de 5 à 100 couronnes.

ÉTATS-UNIS.

Revue du travail ⁽²⁾. — D'après les renseignements fournis par 548 unions affiliées à la Fédération américaine du travail et groupant 47,942 membres, qui ont envoyé des rapports sur le marché du travail, la moyenne des chômeurs était de 2,1 p. 100 en septembre 1903. Cette moyenne était également de 2,1 p. 100 au mois d'août pour 522 unions groupant 42,402 membres. En septembre 1902, le nombre des chômeurs était de moins de 1 p. 100.

En octobre 1903, dans 1,822 unions, groupant 114,359 membres, on comptait 1,2 p. 100 de chômeurs; ce chiffre est le plus bas que l'on ait enregistré depuis le commencement de l'année.

Au 1^{er} octobre, la Fédération américaine comprenait : 114 unions nationales et internationales; 31 fédérations d'Etat; 560 unions de syndicats d'une ville; 1,760 unions et fédérations locales.

Rappelons que la Fédération américaine a tenu son 23^e congrès annuel, à Boston, le 9 novembre 1903.

⁽¹⁾ La couronne vaut 1 fr. 39.

⁽²⁾ D'après l'*American Federationist* de novembre et décembre 1903, organe officiel de l'*American Federation of Labor*.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre 1903⁽¹⁾. — Le marché du travail a présenté sensiblement le même aspect qu'en octobre dernier, restant ainsi décidément au-dessous de la situation générale du mois de novembre des 10 dernières années. L'amélioration dans l'industrie cotonnière signalée en octobre s'est continuée en novembre; dans presque tous les ateliers de tissage on a fait des journées complètes. Par contre, l'activité a continué à faiblir dans la métallurgie, les constructions mécaniques et navales.

6.0 p. 100 de chômeurs dans 228 trades-unions, groupant 562,954 membres contre 5.8 p. 100 en octobre 1903 et 4.8 p. 100 en novembre 1902.

5.24 journées de travail par semaine, en moyenne, dans divers puits houillers avec 498,821 mineurs contre 5.21 en octobre 1903 et 5.52 en novembre 1902.

314 hauts fourneaux en marche à la fin de novembre 1903, avec 21,800 ouvriers environ contre 314 en octobre 1903 et 324 en novembre 1902.

75 p. 100 du personnel travaillant en plein dans les filatures de coton en novembre 1903 et 44 p. 100 dans les tissages, avec 98,700 ouvrières, femmes et filles, contre 42 p. 100 et 25 p. 100 en octobre 1903 et 85 p. 100 et 82 p. 100 en novembre 1902.

Grèves. — 30 nouvelles grèves en novembre 1903 avec 10,215 chômeurs, contre 20 avec 6,972 en octobre 1903, et 24 en novembre 1902.

Les grèves les plus nombreuses se sont déclarées dans les *mines* (11); dans la *métallurgie* et la *construction des navires* (9); et dans les *textiles* (3). 7 avaient pour objet une augmentation de salaire, 4 étaient faites pour résister à une réduction, 8 avaient trait à des questions de travail ou de personnes, 3 à la défense de l'unionisme et 4 à des règlements de travail.

Sur 22 grèves terminées, anciennes et nouvelles, avec 11,081 grévistes: 2 succès, 10 échecs, 10 transactions.

Le total des journées de travail perdues en novembre (grèves anciennes et nouvelles), s'est élevé à 103,550 (contre 308,000 en novembre 1902).

Le personnel des mines et les accidents suivis de mort en 1902⁽²⁾. — Le nombre des personnes employées dans les mines de charbon en 1902, s'est élevé à 810,787 (soit 651,505 au fond et à 159,282 à la surface); dans les mines de fer le total a atteint 12,392 au fond et 4,135 à la surface. Les autres mines ont occupé 28,288 personnes et les carrières 97,108 ouvriers.

Le total des accidents ayant eu une issue fatale s'est élevé à 1,061, entraînant la mort de 1,172 personnes (soit 1,053 dans les mines et 119 dans les carrières). La mortalité moyenne s'établit ainsi à 1,23 p. 1,000 ouvriers employés dans chacune de ces 2 industries. Pour les ouvriers du fond considérés séparément, la moyenne atteint 1.37 pour 1,000; pour ceux de la surface 0.687 p. 1,000.

En 1902, des poursuites ont été intentées contre 72 patrons, directeurs, etc.,

⁽¹⁾ D'après la *Labour Gazette* de novembre.

⁽²⁾ D'après la *Labour Gazette* de novembre 1903. — Pour l'année 1901, voir *Bulletin*, p. 408.

et contre 859 ouvriers pour infraction à la loi sur les mines; des condamnations ont été prononcées respectivement contre 52 patrons et 829 ouvriers.

Le 36^e Congrès des Trade Unions⁽¹⁾. — Le 36^e Congrès des Trade Unions s'est tenu à Leicester, du 7 au 12 septembre, sous la présidence de M. Hornidge, président du Comité parlementaire⁽²⁾ et membre de l'Union nationale des travailleurs de la chaussure.

En résumant les travaux du 35^e Congrès⁽³⁾, nous avons donné quelques renseignements sur la constitution du Congrès et sur la proportion des travailleurs organisés qui y étaient représentés; nous avons indiqué comment ces travailleurs se répartissaient entre les diverses industries, etc. Nous ne reviendrons pas sur ces divers points, les modifications intervenues étant de minime importance. Nous reproduirons seulement (en l'abrégeant) le tableau, inséré au compte rendu du Congrès de Leicester, qui donne la liste des congrès depuis 1868 avec le nombre des organisations et des ouvriers représentés. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que jusqu'au congrès de Cardiff (1895) les adhérents des *Trades Councils* (groupements locaux de représentants d'Unions sans distinction de métier ou d'industrie) étaient comptés deux fois dans le nombre des ouvriers représentés : 1^o comme membres de leur *Trades Council*; 2^o comme membres de leur Union ou fédération professionnelle. On sait que le congrès de Cardiff écarta les délégués des *Trades Councils*, et que cette décision a toujours été appliquée depuis. Remarquons enfin que les chiffres fournis par ce tableau ne se réfèrent qu'à des organisations effectivement représentées et à des unionistes payant leurs cotisations.

ANNÉES.	VILLES.	NOMBRE de délégués.	ORGANISA- TIONS représentées.	NOMBRE de trade unionistes représentés.
1868....	Manchester.....	34	"	118,367
1869....	Birmingham.....	48	40	250,000
1871....	Londres.....	50	49	289,430
1872....	Nottingham.....	77	63	255,710
1873....	Leeds.....	132	140	730,074
1874....	Sheffield.....	169	153	1,191,922
1875....	Liverpool.....	151	107	818,032
1875....	Glasgow.....	139	109	539,823
1876....	Newcastle.....	140	113	557,823
1877....	Leicester.....	141	112	691,089
1878....	Bristol.....	136	114	623,957
1879....	Édimbourg.....	115	92	541,892
1880....	Dublin.....	120	105	494,222
1881....	Londres.....	157	122	463,899
1882....	Manchester.....	153	126	509,307
1883....	Nottingham.....	163	163	471,651
1884....	Aberdeen.....	142	126	508,033
1885....	Southport.....	141	136	580,976
1886....	Hull.....	143	122	633,088
1887....	Swansea.....	156	131	674,034

⁽¹⁾ *Trade Unions Congress, 1903, Thirty-sixth annual Report, London, 1903.*

⁽²⁾ Conseil exécutif nommé chaque année par le Congrès et dont le rôle principal est d'assurer autant que possible l'application des résolutions présentées aux pouvoirs publics.

⁽³⁾ *Bulletin de l'Office du travail, 1902, p. 895. Voir de plus, 1903, p. 118.*

ANNÉES.	VILLES.	NOMBRE de délégués.	ORGANISA- TIONS représentées.	NOMBRE de trade unionistes représentés.
1888....	Bradford.....	165	138	816,944
1889....	Dundee.....	211	171	885,055
1890....	Liverpool.....	457	311	1,470,191
1891....	Newcastle.....	552	177	1,302,855
1892....	Glasgow.....	495	418	1,219,934
1893....	Belfast.....	380	"	900,000
1894....	Norwich.....	378	179	1,110,000
1895....	Cardiff.....	330	170	1,000,000
1896....	Edimbourg.....	343	178	1,076,000
1897....	Birmingham.....	381	180	1,093,191
1898....	Bristol.....	406	188	1,184,241
1899....	Plymouth.....	384	181	1,200,000
1900....	Huddersfield.....	386	184	1,250,000
1901....	Swansea.....	407	191	1,200,000
1902....	Londres.....	485	198	1,400,000
1903....	Leicester.....	460	204	1,500,000

Discours du Président du Comité parlementaire. — Il est d'usage qu'avant le commencement des débats, et avant même la lecture du rapport du Comité parlementaire, le président du Comité prononce un discours où il résume et apprécie les faits de l'année écoulée. L'opinion, même en dehors des organisations ouvrières, attache une grande importance à ce document annuel, qui est à la fois un bilan et un programme; d'un autre côté, il facilite l'intelligence d'une partie au moins des résolutions votées par le Congrès; c'est pourquoi nous analyserons ci-dessous le discours inaugural prononcé à Leicester par M. Hornidge.

Après avoir constaté que la législation sociale promise par le Gouvernement de Sa Majesté n'avait pas le caractère que seraient en droit d'espérer les intéressés, et après avoir condamné comme rétrograde la loi récente sur l'enseignement, M. Hornidge s'occupa de la situation créée par l'affaire dite du Taff Vale. On connaît, au moins dans son principe, cette affaire, à laquelle est attaché le nom de la Compagnie du chemin de fer du Taff Vale: en 1900, le personnel de cette Compagnie se mit en grève; l'Union à laquelle il appartenait, l'*Amalgamated Society of Railway Servants*, soutint le mouvement, fut déléguée par la Compagnie aux tribunaux et condamnée à payer une indemnité qui, après arrangement, fut fixée à 575,000 francs. Il résulta de cette décision, que, contrairement à une jurisprudence constante et, affirment les ouvriers, contrairement à la volonté nettement exprimée par le législateur quand, en 1871, il définit la situation des Trade Unions, toute Union pourra, désormais, être tenue pour responsable pécuniairement des faits illégaux imputables à ses agents. Or, diverses décisions judiciaires, intervenues en ces dernières années, ont rendu difficile de distinguer dans certains cas, étant donné le statut légal des Trade Unions, ce qui leur est permis et ce qui leur est défendu.

Le désir de votre Comité, dit M. Hornidge, a été d'obtenir une claire définition de la loi en ce qui concerne la situation des Trade Unions et des trade unionistes. Je crois que seule une législation nouvelle peut définir clairement notre position.

C'était, du reste, l'opinion du Comité parlementaire, celle aussi du Comité de la Fédération générale des Trade Unions et du Comité pour la représentation du travail (deux organisations issues des précédents Congrès). En conséquence, une

proposition fut rédigée par ces trois comités réunis en comité mixte. Des raisons diverses empêchèrent d'y insérer une clause pour protéger les fonds des Unions contre des attaques considérées comme injustifiables. Tel qu'il était, le Bill fut rejeté par la Chambre des communes, mais le Gouvernement promit qu'une commission serait nommée pour faire une enquête sur la situation des Trade Unions. Aussitôt qu'elle fût constituée, le Comité mixte se réunit dans le but de discuter l'attitude qu'il convenait d'adopter à son égard ; pour protester contre la composition de la Commission, il décida, en attendant de pouvoir soumettre la question au Congrès de Leicester, de lui refuser tout renseignement et d'engager les organisations ouvrières à adopter la même attitude.

Nous ne demandons pas, poursuit M. Hornidge, que nos adversaires nous donnent plus que nous ne sommes préparés à leur donner nous-mêmes ; mais est-il équitable que la Commission soit composée uniquement d'hommes qui n'ont pour les travailleurs aucune sympathie, qui ont été façonnés et élevés dans un milieu et dans des conditions tels que forcément ils ne peuvent éprouver aucune sympathie pour le travail organisé ? Nous savons que différents membres de la Commission se sont exprimés en termes très durs sur le compte des sociétés ouvrières. Comment, dans ces conditions, pourrions-nous avoir la même confiance que si la Commission était convenablement constituée ?

A propos d'une résolution adoptée par le Comité pour la représentation du travail au Parlement, M. Hornidge indiqua quelques-uns des traits que devrait présenter le parti du travail que les Unions vont s'efforcer de créer lors des prochaines élections législatives. Sans doute, dit-il, nous avons des amis dans le parti ministériel comme dans l'opposition ; mais nos intérêts ne peuvent être mieux représentés et défendus que par des travailleurs ; un parti du travail ne doit pas être formé d'hommes de la classe moyenne, mais d'ouvriers. Ce parti, du reste, ne devra pas se condamner à l'isolement : il aura, au contraire, le devoir de s'entendre, quand besoin sera, avec les groupes de la représentation nationale dont les tendances se rapprocheront le plus des siennes. Enfin, les membres du parti du travail ne devront pas avoir l'esprit étroit ; il faudra qu'ils songent toujours à sauvegarder les intérêts de la majorité et qu'ils soient bien convaincus « qu'il y a des moments où certaines fractions de la nation doivent souffrir dans l'intérêt de l'ensemble ».

Passant au problème fiscal posé devant le pays par M. Chamberlain, M. Hornidge s'exprima dans les termes suivants :

Un fonctionnaire trade unioniste n'a pas à considérer au seul point de vue pécuniaire la vie des ouvriers qu'il représente, mais il doit prendre également en considération le bien-être de la nation dans son ensemble... Nous avons à examiner la question de savoir si, en nous écartant des principes du libre-échange, nous avons chance d'améliorer la condition de la majorité de nos concitoyens. Je remarque que les meilleurs esprits, parmi les travailleurs organisés, sont opposés à toute modification de notre politique fiscale....

Quant aux pensions pour la vieillesse promises par M. Chamberlain, je crois que nous ferons bien de n'y pas compter. On nous dit que l'argent nécessaire ne peut être trouvé que par une élévation des impôts. Quelle absurdité n'est-ce pas qu'une nation puisse dépenser de 250,000,000 à 260,000,000 de livres (de 6 milliards 250 millions à 6 milliards 600 millions) dans une guerre, et que cependant elle soit incapable de fournir une pension aux soldats usés par la grande guerre industrielle !

Résolutions du Congrès. — Le Congrès discuta d'abord les projets douaniers de M. Chamberlain ; aucun membre n'en prit la défense ; les divers orateurs déclarèrent qu'ils ne se laissaient pas prendre aux avantages que, d'après M. Chamberlain, les ouvriers devaient retirer de l'établissement du protectionnisme : création de retraites ouvrières, élévation des salaires, etc. S'il est vrai, dit l'un des délégués, que nos salaires doivent monter sous le régime protecteur, « qu'en les fasse monter d'abord ; quand nous aurons obtenu une augmentation de

10 shillings (12 fr. 50) par semaine, nous serons à même de payer l'accroissement du prix du blé».

Finalement, la résolution suivante fut votée à l'unanimité moins deux voix et envoyée à M. Chamberlain :

Le Congrès condamne énergiquement le changement préconisé par M. Chamberlain dans notre politique fiscale actuelle, changement nuisible et dangereux aux intérêts essentiels du pays ; il s'engage à faire tous ses efforts pour en empêcher la réalisation et invite instamment toutes les autres organisations ouvrières à adopter la même ligne de conduite.

Relativement à la représentation du travail à la Chambre des communes, le Congrès adopta la motion ci-dessous par 506,000 voix contre 285,000 :

Le Congrès adopte sans restriction la politique de représentation directe du travail, telle qu'elle a été définie à la dernière conférence annuelle du Comité pour la représentation du travail, et invite toutes les Unions encore non adhérentes au Comité à s'y affilier, de façon à ce que le mouvement ouvrier dans son ensemble soit concentré pour une action politique déterminée.

En ce qui concerne la situation légale faite aux Unions par la décision rendue dans l'affaire de la Compagnie du Taff Vale, le Congrès vota à l'unanimité la résolution suivante :

... Le Congrès est d'avis que la décision judiciaire récemment rendue contre les Trade Unions est en opposition avec les intentions du Parlement quand les lois de 1871 et de 1876 sur les Trade Unions furent votées ; il charge son Comité parlementaire de préparer des propositions de loi pour préciser et assurer le privilège des Unions de ne pouvoir être poursuivies en payement des dommages-intérêts, et obtenir ainsi pour elles cette protection qui, dans l'opinion de membres du Parlement, de jurisconsultes et des trade unionistes, existait avant le jugement rendu dans l'affaire de la Compagnie du Taff Vale. De plus, le Comité parlementaire est invité à interroger par voie de circulaire tous les candidats aux élections législatives sur les décisions prises à ce sujet par le Congrès, et à porter à la connaissance des trade unionistes les noms des candidats qu'ils devront soutenir.

On a vu plus haut l'attitude prise par le Comité parlementaire à l'égard de la commission royale d'enquête sur les Trade Unions ; cette attitude fut approuvée par le Congrès, qui vota à l'unanimité une motion ainsi libellée :

Le Congrès proteste contre l'insulte faite par le Gouvernement aux travailleurs en constituant comme il l'a fait la Commission royale chargée d'examiner la position des Trade Unions, telle qu'elle résulte de récentes décisions judiciaires ; la composition d'une commission chargée d'examiner une question si importante pour les travailleurs, mais dans laquelle aucun représentant ouvrier n'a été admis, est injuste, et en conséquence cette Commission ne mérite pas la confiance des travailleurs ; le Congrès recommande donc qu'aucun représentant ouvrier ne dépose devant une Commission ainsi constituée et ne lui fournisse des renseignements.

Parmi les autres résolutions adoptées par le Congrès, nous relèverons les suivantes : il se déclara, par 899,000 voix contre 251,000, opposé au principe de l'arbitrage obligatoire ; il réclama l'abaissement général de la journée de travail à 8 heures, la modification de la loi sur la réparation des accidents, l'établissement d'un système de retraites pour la vieillesse, l'amélioration, notamment au point de vue des heures de travail, du sort des employés, etc. Il protesta contre l'attitude du Gouvernement turc à l'égard des Bulgares. Par une résolution où il se félicitait de l'accord intervenu entre la France et la Grande-Bretagne, le Congrès se prononça pour l'arbitrage international, protesta contre l'accroissement des armements dans toutes

les nations et se déclara opposé à l'introduction dans la Grande-Bretagne, sous n'importe quelle forme, du service militaire obligatoire.

Enfin, le Congrès procéda à l'élection des membres du Comité parlementaire; le président, pour l'année courante, est M. Bell, des employés de chemins de fer, membre du Parlement; le secrétaire est M. Sam Woods, qui occupe cette fonction depuis 1894.

Le prochain congrès aura lieu à Leeds.

HONGRIE.

Statistique industrielle et ouvrière en 1901 ⁽¹⁾. — D'après le relevé statistique que vient de publier le Ministère du commerce, le nombre des fabriques existant en Hongrie au 30 septembre 1901 s'élevait à 2,642 (dont 2,480 en Hongrie et 162 en Croatie-Slavonie. En 1898, ce même total n'était que de 2,364, soit une augmentation de 278 pour une période de 3 ans. Sur ces 2,642 établissements, 508 (représentant un capital de plus de 410 millions) appartiennent à des sociétés anonymes et 91 à l'État; 2,419 sont dirigés par les propriétaires et 233 affermés.

Le nombre des personnes employées dans les fabriques était, à la fin de 1901, de 259,464 : l'industrie alimentaire en occupait 54,000, la fabrication des machines et l'électricité 43,000, la métallurgie 37,000 et les textiles 20,000. La moyenne des ouvriers par fabrique s'élevait à 98; toutefois, plusieurs usines en emploient plus de 500 et 33 plus de 1,000.

Sur un total de 221,820 ouvriers on comptait 86.9 p. 100 d'adultes, 7.9 p. 100 de 17 à 18 ans, 4.3 p. 100 de 14 à 15 ans et 0.9 p. 100 de moins de 13 ans. Les jeunes ouvriers se rencontrent surtout dans les textiles et le papier.

On comptait enfin 57.259 femmes dans l'industrie (soit 23.86 p. 100 du personnel total).

En 1900, les salaires totaux des ouvriers s'élevaient à 25 millions de francs environ, ceux des contremaitres à 7,600,000 francs.

Les ouvriers se classent comme suit par catégorie de salaire :

31.07 p. 100	gagnent moins de 10 francs par semaine;
22.34 p. 100	gagnent de 10 à 14 francs par semaine;
20.60 p. 100	_____ de 14 à 20 francs _____;
14.32 p. 100	_____ de 20 à 30 francs _____;
4.65 p. 100	_____ de 30 à 40 francs _____;
1.56 p. 100	_____ de 40 à 50 francs _____;
0.46 p. 100	_____ de 50 à 60 francs _____;
0.21 (520)	_____ plus de 60 francs _____.

Pour 4 p. 100 des ouvriers le salaire n'a pu être établi; 1,555 apprentis n'ont reçu aucune rémunération.

95 p. 100 des ouvriers sont membres de sociétés de secours en cas de maladie et 46.29 p. 100 seulement sont assurés contre les accidents; à ce sujet le Gouvernement se préoccupe d'introduire l'assurance obligatoire.

19,234 habitations ouvrières (dont 15,344 logeant gratuitement les ouvriers) ont été construites par 1,246 fabriques. Enfin, 64 établissements possèdent ensemble 69 écoles primaires pour les enfants de leurs ouvriers, où 125 instituteurs donnent leurs leçons à 8,287 élèves.

⁽¹⁾ D'après une communication du consul général de France à Budapest.

JAPON.

Les salaires et les conditions de travail des ouvriers indigènes⁽¹⁾. — Le rapide développement industriel du Japon a très heureusement influencé les salaires qui, depuis dix ans, suivent une marche ascendante ininterrompue. Dans certaines industries, les salaires ont presque doublé.

Autrefois, les salaires étaient basés sur la valeur marchande du riz qui constitue le principal article de l'alimentation japonaise. Il n'en est plus de même aujourd'hui. En effet, alors que, en 1899, le riz baissa considérablement (9 fr. 84 le koku contre 13 fr. 15 en 1898), les salaires n'en augmentèrent pas moins très sensiblement sur ceux de 1898; cette augmentation fut même en partie plus considérable que celle relevée en 1900 (11 fr. 34), année au cours de laquelle le prix du riz monta de nouveau.

Le tableau suivant permet de comparer les salaires journaliers moyens obtenus par les ouvriers de 1894 à 1900. Il est établi à l'aide des moyennes relevées en mars et en septembre dans certaines localités de chaque district et, pour les ouvriers de saison, à l'aide des salaires moyens payés pendant la saison.

SALAIRES JOURNALIERS MOYENS EN SEN⁽²⁾.

	1894.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.
	—	—	—	—	—	—
Charpentiers	30	38	44	47	51	54
Tailleurs de pierres	35	41	47	51	57	61
Briquettiers	28	34	39	41	42	47
Menuisiers	29	33	39	43	47	50
Forgerons	29	33	39	41	45	48
Cordonniers	31	33	38	42	45	47
Selliers	29	33	38	40	37	47
Tailleurs d'habits japonais	25	30	30	34	37	39
Tailleurs d'habits européens	38	43	46	49	53	56
Bijoutiers	27	32	35	37	43	42
Typographes	22	26	28	31	35	35
Journaliers	21	26	29	33	34	37
Fabricants de paravents, écrans	29	35	40	45	46	51
Fabricants d'objets laqués	28	30	36	39	43	47
Éducateurs de vers à soie	18	33	27	30	28	31
hommes	11	15	17	20	18	19
femmes						

A Tokio et dans quelques centres, les salaires sont souvent de 20 p. 100 supérieurs à ces moyennes.

Voici d'autre part, d'après l'enquête faite sur place par M. Rosenberg, délégué de la Fédération américaine du travail⁽³⁾, quelques échantillons de salaires payés à Osaka, centre industriel et commercial du pays :

Ateliers de tissage de Temma (100 ouvriers, 380 ouvrières, 120 enfants de 8 à 12 ans) : ouvriers 50 centimes à 1 fr. 50 par jour, femmes de 35 centimes à 1 franc, enfants de 30 centimes à 45 centimes, filles de 18 centimes à 30 centimes. — Journée de 11 heures. — Mécanicien : 45 francs par mois; aide-mécanicien 1 fr. 15 et chauffeurs 0 fr. 85 à 1 franc par jour. On compte 1 ouvrier par 100 fuseaux et 1 tisseur par 2 métiers.

⁽¹⁾ D'après les résumés statistiques de l'empire du Japon.

⁽²⁾ Le sen (centième partie du yen) vaut environ 0 fr. 051.

⁽³⁾ *American Federationist* de décembre 1903.

Compagnie des filatures de coton d'Osaka (1,200 ouvriers; 1,100 ouvrières, 1,300 filles): mêmes salaires.

Papeterie d'Osaka (200 ouvriers, 150 ouvrières et enfants): mécanicien en chef, 250 francs par mois; mécanicien en second, 115 francs; ouvriers de 85 centimes à 1 fr. 50 par jour; femmes, 50 centimes; enfants 35 centimes; journée de 11 heures.

Ateliers de construction mécanique de Kiôha Seizo Goshi Kaisha (500 à 700 ouvriers). Mouleurs en fer, 1 fr. 25 à 2 fr. 50 par jour; mécaniciens, forgerons, chaudronniers, 1 fr. 50 à 2 fr. 50; ouvriers du bois, 1 fr. 60 à 3 francs. Journée de 10 heures.

Ateliers de constructions maritimes de Tokio (900 ouvriers): ouvriers ordinaires, 2 à 2 fr. 50 par jour; bons mécaniciens, 3 fr. 75 à 4 fr. 50.

Chemins de fer de l'État: mécaniciens, 1 fr. 50 à 4 francs; chauffeurs, 1 fr. 25 par jour; (10 heures). — Conducteurs de train et télégraphistes de 25 à 50 francs; serre-freins, 25 à 37 fr. 50 par mois; ouvriers de la voie, 0 fr. 75 à 1 fr. par jour.

Sur les chemins de fer particuliers ces salaires sont de 10 à 35 p. 100 moins élevés.

L'ouvrier japonais ne connaît pas de dimanche; dans les fabriques pourtant il reçoit un jour de congé tous les 10 ou 15 jours, sans qu'il y ait à ce point de vue un roulement uniforme partout.

Le coût de la vie est peu élevé; un ouvrier paye de 10 à 25 centimes pour son maigre repas, composé de riz, d'orge, de légumes ou de poisson.

Nulle part les ouvriers ne sont organisés; c'est à peine, si à Tokio, dans l'industrie du bâtiment, une tentative de groupement a été faite, sans aboutir du reste jusqu'ici. Dans quelques établissements les ouvriers ont organisé des caisses de secours mutuels en cas de maladie ou de chômage.

« Il est à croire dit M. Rosenberg, que l'ouvrier japonais devra traverser une période douloureuse semblable à celle que connut l'ouvrier anglais à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle lorsque l'introduction des machines vint bouleverser l'industrie nationale et lorsque les ouvriers n'étaient pas organisés et unis pour réclamer et obtenir leur part des nouvelles richesses. Il semble que pendant longtemps encore le syndicalisme ne pourra se développer au Japon; comme la population est très dense et que la 12^e partie à peine du sol est cultivable, les industriels ne redoutent pas les grèves, certains qu'ils sont de pouvoir remplacer sans peine les ouvriers qui voudraient abandonner le travail. »

LUXEMBOURG.

Loi du 15 juin 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs occupés dans les fabriques et établissements industriels⁽¹⁾. — ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement est autorisé à édicter telles prescriptions que réclament la sauvegarde de la santé des ouvriers dans les ateliers et autres lieux de travail, et aussi leur sécurité dans les établissements industriels qui offrent des dangers, alors même qu'ils ne sont pas comptés parmi les établissements dangereux, insalubres et incommodes. Ces prescriptions peuvent, le cas échéant, être imposées aussi bien aux ouvriers qu'aux patrons et exploitants.

De même, le Gouvernement est autorisé à prescrire la déclaration obligatoire des accidents qui se produisent dans les établissements susvisés.

ART. 2. — Le Gouvernement ne peut user des pouvoirs à lui conférés dans l'article précédent que par voie de décisions générales pour tout le grand-duché, à

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt* d'octobre 1903, d'après le Mémorial du grand-duché du Luxembourg, 1903, p. 643.

moins qu'il ne s'agisse d'établissements qui sont soumis, en dehors de la présente loi, à une autorisation ou à une déclaration préalable.

ART. 3. — La surveillance de l'exécution de la présente loi et la constatation des infractions à ses dispositions sont confiées, dans les conditions déterminées par la loi du 22 mai 1902 ⁽¹⁾, aux inspecteurs du travail créés par cette dernière loi.

Les infractions aux dispositions des règlements pris en vertu de la présente loi sont passibles des pénalités édictées par la loi du 6 mars 1818, et ce, sans préjudice des peines plus fortes prévues par le Code pénal ou des lois spéciales.

Les dispositions du premier livre du Code pénal ainsi que celles de la loi du 18 juin 1879, relatives aux circonstances atténuantes, s'appliquent aux délits prévus par la présente loi.

SUÈDE.

Le nouveau bulletin de statistique ouvrière. — Le bureau de la statistique ouvrière au Ministère du commerce (Kommers kollegium), vient de publier le premier numéro de son bulletin trimestriel ⁽²⁾. Un deuxième numéro paraîtra avant la fin de l'année 1903. A partir de février 1904 ce bulletin paraîtra régulièrement tous les 3 mois, à savoir en février, mai, août et novembre.

Le premier numéro contient des renseignements sur l'organisation de la statistique officielle, sur les travaux et les enquêtes entrepris dans cette voie. Il donne également le relevé des femmes et des mineurs employés dans les fabriques et les mines, un résumé des rapports des inspecteurs du travail en 1902, le relevé des placements pendant le premier semestre 1903, l'état détaillé des grèves du premier semestre 1903, ainsi que le tableau des prix des principaux articles de consommation en 1903.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 2 décembre 1903 déterminant pour l'année 1903, les conditions d'application des articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ⁽³⁾.

ARTICLE UNIQUE. — Pour l'année 1903 et en ce qui concerne les accidents survenus dans les dix jours consécutifs à la publication au *Journal officiel* de l'arrêté ministériel mettant fin au fonctionnement d'assurances visées par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, les rentes dues à raison desdits accidents seront exceptionnellement constituées par la Caisse nationale des retraites, au moyen du fonds de garantie.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1902, p. 622.

⁽²⁾ Meddelanden från Kommerskollegii afdelning för arbetsstatistik; — Stockholm, Norstedt et Söner. Prix du numéro : 0 fr. 35; abonnement d'un an : 1 fr. 40.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 3 décembre 1903.

**Décision du Ministère du commerce, en date du 21 novembre 1903,
relative à une élection au Conseil supérieur du travail ⁽¹⁾.**

Par décision en date du 21 novembre 1903 du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, est annulée l'élection au Conseil supérieur du travail du représentant du groupe XVIII (syndicats d'ouvriers et d'employés [commerce et administration] les commerces d'alimentation exceptés) ⁽²⁾.

**Décret du 11 décembre 1903 appliquant à l'Algérie les lois du 7 décembre 1874
et du 19 avril 1898, sur la protection des enfants ⁽³⁾.**

ARTICLE PREMIER. — Les lois susvisées des 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes et la loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, sont applicables en Algérie.

ART. 2. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et le Gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES ⁽⁴⁾.

Le Sénat a adopté en première délibération, avec modifications, la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés ⁽⁵⁾ concernant les conseils de prud'hommes. La discussion avait été commencée dans la séance du 3 mars 1903; elle a été continuée les 27 et 29 octobre 1903 pour se terminer le 26 novembre dernier.

La nouvelle proposition de loi codifie les textes relatifs aux conseils de prud'hommes; elle apporte, en outre, un assez grand nombre de modifications au régime actuellement existant.

L'article 1^{er} détermine les attributions des conseils de prud'hommes. La proposition adoptée par la Chambre des députés rendait les employés de commerce

⁽¹⁾ J. O. du 24 novembre 1903.

⁽²⁾ Pour cette élection, *Bulletin* de juillet 1903, p. 567.

⁽³⁾ *Journal Officiel* du 23 décembre 1903.

⁽⁴⁾ Conseils de prud'hommes.

Proposition de loi sur la réforme des conseils de prud'hommes, présentée par MM. Paul Beauregard et Lannes de Montebello, députés, le 8 novembre 1898 (doc. parl. n° 324; J. O., p. 230).

Proposition de loi tendant à modifier la législation des conseils de prud'hommes, présentée par M. Dutreix, député, le 14 novembre 1898 (doc. parl., n° 356; J. O., p. 280).

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Dutreix, 9 mai 1899 (doc. parl. n° 931; J. O., p. 1563). — Déclaration de l'urgence, discussion et adoption : 11, 12 et 14 février 1901. — Transmission au Sénat, 25 février 1901 (doc. parl. n° 88; J. O., p. 196).

SÉNAT : Rapport Savary, déposé le 4 décembre 1902 (doc. parl. n° 372). — Discussion et adoption en 1^{re} délibération : séances du 3 mars 1903, des 27 et 29 octobre 1903 et 26 novembre 1903.

⁽⁵⁾ Voir *Bulletin de l'Office du travail* de mars 1904, page 181.

justiciables de la juridiction prud'hommale : par 115 voix contre 106, le Sénat a repoussé cette disposition. Les ouvriers de l'Etat, les artistes, les employés de théâtre, qui figuraient aussi au nombre des justiciables dans le texte de la Chambre ont été écartés également sans scrutin par le Sénat.

L'article 2 prévoit la création de droit d'un Conseil de prud'hommes dans une commune, quand cette création est demandée par le Conseil municipal de la commune, et appuyée par des avis favorables des différents corps élus de la région : Chambres de commerce, Chambres consultatives des arts et manufactures, Conseil général, etc.

L'article 5 règle les conditions requises pour l'électorat. La Chambre avait fixé à 21 ans l'âge nécessaire pour être électeur : le Sénat a ramené cette limite à 25 ans. Mais il ne sera plus exigé que trois années d'exercice de la profession et seulement une année de résidence.

Les contremaitres qui, d'après la proposition de la Chambre, figuraient parmi les électeurs patrons, ont été classés, par le Sénat, parmi les électeurs ouvriers.

Les mineurs se trouvant justiciables des Conseils de prud'hommes, il a été ajouté aux électeurs patrons, pour cette catégorie, les concessionnaires ou exploitants, directeurs, membres des conseils d'administration, ingénieurs des travaux et chefs de service.

Les femmes seront inscrites sur les listes électorales; mais l'éligibilité, accordée aux femmes par la Chambre, leur est refusée par le Sénat.

Dans les élections, la majorité devra comprendre au moins le quart des électeurs inscrits.

Le président sera alternativement un patron et un ouvrier (art. 8).

D'après le texte voté par la Chambre, le bureau de jugement se composait d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, auxquels serait adjoint le président ou le vice-président, siégeant alternativement. Le Sénat a disposé que le bureau de jugement se composerait d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers *y compris* le président ou le vice-président. En cas de partage, l'affaire serait renvoyée devant le même bureau de jugement présidé par le juge de paix de la circonscription (art. 23).

Les secrétaires seront nommés par décret sur présentation d'une liste de trois membres.

L'article 32 fixe la compétence des Conseils de prud'hommes. La Chambre avait limité cette compétence en premier ressort à 2,000 francs; le Sénat repousse cette limitation et maintient aux prud'hommes la compétence illimitée en premier ressort qui leur est dévolue par la législation actuelle. Par contre, le Sénat fixe à 300 francs la limite de la compétence en dernier ressort; la Chambre avait adopté le chiffre de 500 francs; il est actuellement de 200 francs.

L'article 34 donne au tribunal civil la connaissance des appels des jugements des Conseils de prud'hommes qui appartient aujourd'hui au tribunal de commerce.

L'article 51 vise l'acceptation d'un mandat impératif qui deviendrait une cause d'inéligibilité ou de déchéance.

Enfin la nouvelle proposition transfère au Ministre de la Justice les attributions dévolues actuellement au Ministre du Commerce en matière de Conseils de prud'hommes.

Le Sénat a décidé de passer à une seconde délibération sur la proposition de loi.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales,
pendant le mois de novembre 1903.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 19 novembre 1903. — Dépôt par M. Chovet, d'un rapport supplémentaire sur quatre propositions de loi adoptées par la Chambre des Députés.

La première tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ;

La deuxième tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ;

La troisième tendant à améliorer la loi du 9 avril 1898 au profit des chauffeurs-mécaniciens et autres agents de chemins de fer ;

La quatrième ayant pour objet de donner le droit à la responsabilité forfaitaire dans les accidents du travail.

Chambre des Députés. — Séance du 24 novembre 1903. — Dépôt et lecture, par M. Mirman, d'une proposition de loi tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Déclaration de l'urgence. — Adoption. (Doc. parl. n° 1313.)

Sénat. — Séance du 26 novembre 1903. — Transmission au Sénat de la proposition précédemment adoptée par la Chambre des Députés. (Doc. parl. n° 295.)

Assistance médicale. — *Chambre des Députés.* — Séance du 27 novembre 1903. — Dépôt, par M. Audiffred, d'une proposition de loi relative à l'autorisation de donner aux sociétés de secours mutuels cantonales, groupées en unions, la mission de pourvoir aux dépenses de l'assistance médicale gratuite. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 1324.)

Assistance publique. — *Chambre des Députés.* — Séance du 23 novembre 1903. — Dépôt, par le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi adopté par le Sénat, relatif à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique, difficiles ou vicieux. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — (Doc. parl. n° 1310.)

Assistance aux vieillards. — *Sénat.* — Séance du 26 novembre 1903. — Dépôt, par M. Guyot, d'une proposition de loi créant un service public de solidarité sociale sous forme d'assistance obligatoire aux vieillards infirmes et incurables. — Renvoi à la Commission d'assistance obligatoire aux vieillards infirmes et incurables. (Doc. parl. n° 296.)

Caisse nationale de chômage. — *Chambre des Députés.* — Séance du 5 novembre 1903. — Dépôt, par M. Colliard, d'une proposition de loi tendant à créer au Ministère du Commerce une caisse nationale de chômage. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 1271.)

Chômage (Secours de). — *Chambre des Députés.* — Séance du 7 novembre 1903. — Dépôt, par M. Devèze, d'une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour venir en aide aux ouvriers des industries textiles du Nord atteints par le chômage résultant de la grève. — Renvoi à la Commission du budget. (Doc. parl. n° 1274.)

————— Séance du 13 novembre 1903. — Dépôt, par M. Siegfried, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit de 250,000 francs pour venir en aide aux ouvriers de l'industrie des constructions navales du Havre, victimes du chômage. Renvoi à la Commission du Budget. (Doc. parl. n° 1288.)

————— Séance du 23 novembre 1903. — Dépôt, par M. Compayré, d'une proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit de 25,000 francs

pour venir en aide aux victimes du chômage dans la commune de Graulhet, arrondissement de Lavaur (Tar.). — Renvoi à la Commission du budget. (Doc. parl. n° 1311.)

Cochers de place. — Conseils de Prud'hommes. — Chambre des Députés. — Séance du 16 novembre 1903. — Dépôt, par M. Pugliesi-Conti, d'une proposition de loi tendant à attribuer compétence aux conseils de prud'hommes des contestations entre les cochers de place et de remise et leurs patrons. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire et de législation civile et criminelle. (Doc. parl. n° 1293.)

Conseils de Prud'hommes. — Sénat. — Séance du 26 novembre 1903. — Suite de la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les conseils de prud'hommes. — Adoption en première délibération.

Conseils de Prud'hommes. — Employés. — Sénat. — Séance du 26 novembre 1903. — Proposition de loi de M. Cordelet ayant pour objet de faire rentrer les employés de commerce dans le droit commun au point de vue de la juridiction, par l'abrogation du 1° de l'article 634 du Code de commerce. — Retrait de la proposition par son auteur.

Coopération. — Chambre des Députés. — Séance du 24 novembre 1903. — Dépôt, par M. Adrien Veber, d'un rapport fait au nom de la Commission de la législation fiscale chargée d'examiner l'amendement de MM. Adrien Veber, etc., au projet de loi portant fixation au budget général de l'exercice 1903 (art. 8 bis) concernant l'application de la loi de 1872 aux sociétés de coopération. (Doc. parl. n° 1314.)

Fixation des salaires. — Chambre des Députés. — Séance du 9 novembre 1903. — Dépôt, par M. Clovis Hugues, d'une proposition de loi tendant à la fixation du salaire des ouvriers en bâtiment. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1273.)

Inspection du travail. — Chambre des Députés. — Séance du 9 novembre 1903. — Dépôt, par M. J.-L. Breton, d'une proposition de loi portant création d'un corps secondaire de l'inspection du travail (corps de contrôleurs du travail dans l'industrie). Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1276.)

Loueurs de voitures. — Chambre des Députés. — Séance du 4 novembre 1903. — Dépôt, par M. Dormoy, d'une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux loueurs de voitures. — Renvoi à la Commission de législation fiscale. (Doc. parl. n° 1265.)

Placement. — Chambre des Députés. — Séance du 3 novembre 1903. — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions. — Déclaration d'urgence. — Adoption.

Sénat. — Séance du 5 novembre 1903. — Transmission au Sénat de la proposition de loi précédente, adoptée par la Chambre des Députés. (Doc. parl. n° 279.)

Protection du travail national. — Chambre des Députés. — Séance du 20 novembre 1903. — Dépôt, par M. Defontaine, d'une proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 sur la protection du travail national. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1308.)

— Séance du 26 novembre 1903. — Dépôt, par M. Mas, au nom de la Commission du travail, d'un rapport sur 1° la proposition de loi de M. Emile Chauvin, sur la protection du travail national; 2° la proposition de loi de M. Georges Grosjean, ayant pour objet de protéger la main-d'œuvre nationale contre la concurrence étrangère; 3° la proposition de loi de M. Jules Coutant, relative aux salaires des ouvriers étrangers; 4° la proposition de loi de M. Defontaine, ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 sur la protection du travail national; 5° les amendements de MM. Dubuisson et Carnaud au projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1903 tendant à établir une taxe sur les patrons qui emploient des ouvriers étrangers. — Urgence déclarée. (Doc. parl. n° 1322.)

Retraites ouvrières. — *Chambre des Députés.* — Séance du 3 novembre 1903. — Dépôt, par M. Dubuisson, d'une proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale de retraites, d'invalidité et de vieillesse au profit des travailleurs.

— Séance du 30 novembre 1903. — Dépôt, par MM. Emile Rey et Lachize, d'une proposition de loi ayant pour objet les retraites des travailleurs vieux ou infirmes. — Renvoi à la Commission de l'Assurance et de la prévoyance sociales. (Doc. parl. n° 1331.)

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des Députés.* — Séance du 6 novembre 1903. — Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels. — Déclaration de l'urgence. — Adoption,

Subvention aux Syndicats. — **Exposition de Saint-Louis.** — Séance du 24 novembre 1903. — Dépôt, par M. Astier, d'un rapport, au nom de la Commission du budget, sur la proposition de loi de M. Adrien Veber, portant ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1903, d'un crédit extraordinaire de 200,000 francs pour allocation aux sociétés ouvrières de production et aux délégations de syndicats ouvriers en vue de leur participation à l'exposition de Saint-Louis. (Doc. parl. n° 1319.)

— Séance du 28 novembre 1903. — Première délibération. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les Chambres de commerce, les Conseils de prud'hommes, les Associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ardèche. — D'après les renseignements communiqués par la Préfecture, une crise intense sévit actuellement sur l'industrie de la soie au point de vue des salaires ouvriers. La cause principale de cette crise est due aux difficultés qu'ont les industriels à se procurer des cocons par suite du faible rendement de la campagne séricicole de 1903. La récolte de cette année n'a donné, en effet, que 1,278,419 kilogrammes de cocons, contre 1,630,782 en 1902 et 1,975,939 en 1901. La durée du travail a été réduite de 2 heures 1/2 dans la plupart des filatures et plusieurs usines ont été fermées.

Calvados. — Sans changement appréciable depuis le trimestre dernier, la situation industrielle semble cependant un peu moins satisfaisante dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Lisieux. Il n'y a pas eu de variation dans le nombre des établissements et le taux des salaires. La proportion des ouvriers en chômage est de 50 p. 100 dans l'industrie lainière ; 5 p. 100 dans l'industrie linière, 25 p. 100 dans le bâtiment et 20 p. 100 dans l'industrie des cuirs et la chaussure. La durée de la journée de travail varie entre 10 et 11 heures dans la plupart des industries.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, l'activité est toujours la même à Caen, dans les travaux de peinture et de vitrerie.

Eure. — La situation industrielle reste sans changement dans le ressort du Conseil des prud'hommes d'Évreux. Un établissement construisant des moteurs à gaz et à pétrole, occupant 200 ouvriers, a été fermé. On compte également quelques chômeurs dans les ateliers de tissage.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHALONS-SUR-MARNE (Situation au 30 juin 1903).

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre de 1903.

— La crise qui depuis quelques années atteint l'industrie *lainière* de l'arrondissement de Châlons-sur-Marne ne s'est pas atténuée pendant cette dernière période. La situation des carrières de *craie* brute, au contraire, est meilleure. Les carrières de Chepy ont eu une activité normale; mais l'usine d'Omey, par suite de l'établissement de la fabrique de *craie* cardée, à proximité du canal latéral à la Marne, a du tripler son extraction de *craie* brute pour alimenter son ancienne usine très importante de *craie* cardée à Oftringen (Suisse). La production annuelle de cet établissement d'Omey atteint environ 8 millions de kilogrammes de *craie*. La fabrication du blanc de *craie*, par suite de l'extension des fabriques d'Omey, a été environ de 15 millions de kilogrammes au lieu de 14 millions en 1901.

L'année 1902 a été particulièrement active pour les fabriques de *chaussures* de Châlons. La somme totale des salaires ouvriers a été en augmentation de près de 30,000 francs sur l'année précédente.

Les fabriques de *parquets* ont eu également un travail soutenu et régulier. Il en a été de même pour la *tonnellerie* qui a pu conserver toute son activité malgré la concurrence étrangère.

Dans le *bâtiment*, il y a peu de travaux importants en cours. Dans la campagne cependant on a fait quelques constructions neuves, ce qui a permis d'occuper le personnel ouvrier; à Vitry-le-François, la situation de la *meunerie* n'a pas changé; la récolte de 1902 a cependant donné de meilleurs résultats que la précédente.

Les fabriques de *chaux* et *ciment* sont toujours très animées, mais elles souffrent beaucoup de la concurrence qui leur est faite par les *chaux* belges. Enfin les *tuileries*, *briqueteries* et *faïenceries* sont stationnaires.

D'après les renseignements communiqués par la Préfecture, le travail du *peignage de laine* a momentanément cessé dans une importante usine de Reims. Ce chômage laisse sans travail 600 ouvriers qui, depuis près d'un an ne travaillent que de 4 à 5 jours par semaine.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, le travail est moins abondant que l'an dernier dans l'industrie *textile* à Reims. Une filature de 10,000 broches, occupant 90 ouvriers environ, est fermée depuis deux mois; c'est le second établissement fermé depuis le commencement de l'année. La durée du travail a légèrement diminué; certains établissements ne font que 5 jours par semaine, d'autres ont réduit la journée de travail d'une heure; le chômage est très sensible et atteint la proportion de 40 p. 100 dans les *peignages*. La *teinturerie*, alimentée en partie par l'industrie textile a subi le même ralentissement.

A Vitry-le-François, l'industrie du *bâtiment* a pu conserver son activité grâce aux travaux d'entretien.

Oise. — La situation industrielle ne s'est guère modifiée depuis le trimestre dernier dans le ressort du Conseil de prud'hommes de Beauvais. Le travail est toujours aussi actif, sauf dans l'industrie du *drap* qui semble vouloir se ralentir.

L'imprimerie vient de traverser une période de calme, justifiée d'ailleurs par l'époque des vacances, mais l'activité semble vouloir reprendre dans la plupart des maisons. Les fabriques de *tapis* travaillent régulièrement et le *bâtiment*, malgré l'approche de la mauvaise saison, se maintient encore; il y a cependant quelques chômeurs parmi les *peintres* et les *menuisiers*.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, les travaux du *bâtiment* à Beauvais sont très animés. Par contre, à Compiègne, dans la même industrie, la durée du travail a été réduite de une heure par jour.

Les fabriques de *boîtes* de La Croix-Saint-Ouen ont un travail normal, sans chômage. Mais, dans certaines fabriques de *boutons en nacre* de Méru, un léger ralentissement s'est manifesté; néanmoins, la plupart des ouvriers sont occupés.

Puy-de-Dôme. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand, la situation générale de l'industrie est satisfaisante. Le nombre des établissements n'a pas varié et les ouvriers sont généralement occupés. Le salaire moyen est de 3 et 5 francs pour une journée variant entre 10 et 11 heures.

Seine. — D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales de Paris, le travail a sensiblement diminué dans les fabriques de *couleurs* et *verniss*, mais la durée du travail et le taux des salaires n'ont pas été modifiés. L'imprimerie en *taille-douce* est en pleine morte-saison; les ouvriers ne font que 7 et 8 heures par jour.

Pas de changement dans la *confection*. Dans la *broderie*, les salaires sont à la baisse. La journée varie entre 7 à 8 francs par jour au lieu de 9 et 11 francs chez les hommes et entre 5 et 6 francs au lieu de 7 et 8 francs chez les femmes. L'état de l'industrie du *jute* laisse toujours à désirer ; le travail a été moins abondant que l'année dernière, qui était, il est vrai, sensiblement au-dessous de la moyenne. Chez les *tapissiers décorateurs*, il y a une légère reprise due à la rentrée des clients venant de la campagne, mais la situation est loin d'être satisfaisante. Dans cette branche d'industrie, les ouvriers gagnent en moyenne 9 francs par jour et les ouvrières 4 francs.

Peu d'activité également dans les entreprises de *menuiserie*, *peinture* et *vitrierie*. Les ateliers de *constructions métalliques*, qui ne sont pas plus favorisés, ont dû réduire la journée de travail. L'*orfèvrerie fantaisie* a une marche normale, mais elle se ressent beaucoup de la concurrence étrangère. Dans l'*orfèvrerie argent*, l'activité est la même que l'an dernier à pareille époque. Pendant le trimestre d'été la durée du travail varie entre 40 et 60 heures par suite de l'exode de la clientèle vers les villégiatures. Les salaires n'ont pas subi de modification appréciable et le chômage proprement dit n'existe pas, les industriels conservant pendant toute l'année le même personnel. Peu de changement depuis le trimestre écoulé dans les fabriques de *toiles cirées*, *fleurs* et *plumes*, la *construction de bateaux* ainsi que chez les *blanchisseurs*.

A Clichy, les *blanchisseurs* ne font en moyenne que 48 heures par semaine et ceux de Boulogne-sur-Seine, 40 heures par suite de morte-saison.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (3^e trimestre 1903). — La situation des *filatures de coton* est toujours difficile et celle des *tissages* des rouenneries et mouchoirs ne s'est pas améliorée; la production a sensiblement diminué. D'autre part, le mauvais temps persistant a beaucoup nui aux fabriques de *tissus teints*, *filés* et *indiennes*.

Dans l'industrie des *produits chimiques*, aucun changement à signaler. Les ateliers de *construction mécanique* sont toujours peu actifs et se trouvent dans l'obligation de faire chômer leurs ouvriers plusieurs heures par semaine. Dans la *tannerie*, au contraire, ainsi qu'on le faisait déjà prévoir à la fin du second trimestre, la situation est redevenue normale.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ELBEUF. — Le premier semestre de 1903 a été marqué par de nombreux chômages dans la *teinturerie*, la *filature* et le *tissage*. Les autres industries spéciales ont éprouvé un certain ralentissement dans leur production ; une importante *stéarinerie* a été fermée.

CHAMBRE DE COMMERCE DE FÉCAMP. — Les chantiers de construction déjà très actifs en 1901 et 1902 continuent à présenter une certaine animation. Cinq grands bateaux de pêche sont sur les chantiers et un grand navire de 500 tonneaux environ, destiné à la pêche de la morue, est en construction. La situation de l'industrie *cotonnière* et de la *tannerie* est la même que dans les autres circonscriptions.

D'après le Conseil des prud'hommes de Darnétal, la situation industrielle ne s'est pas améliorée dans les *tissages* où 1600 ouvriers environ sont occupés.

Le chômage persiste et atteint de 2 à 3 jours par semaine dans quelques établissements. La *teinturerie* n'est pas plus épargnée et chôme également 4 jours par semaine. Par contre, l'impression sur *étoffes*, le *grattage des tissus* de coton et les apprêts, qui occupent plusieurs centaines d'ouvriers, présentent toujours une grande animation ; la durée du travail est 10 heures 1/2 ; les salaires varient entre 0 franc 30 et 0 franc 45 de l'heure. Dans le *bâtiment* et la *couverture*, le chômage est de 40 et 50 p. 100 de l'effectif et chez les *tailleurs de pierre*, en particulier, il atteint jusqu'à 60 p. 100.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, l'industrie *meunière*, à Rouen, qui s'était ralentie au début du trimestre en attendant la récolte nouvelle, a repris, depuis le 1^{er} septembre, sa fabrication normale.

Chez les *cordonniers-bottiers*, le travail a été moins abondant. De même chez les *teinturiers* en cotons filés qui subissent le contre-coup de la crise qui sévit sur l'industrie cotonnière.

L'*ameublement* et la *tapisserie* sont également peu animés, mais on ne signale pas de chômage et la durée du travail est de 60 heures par semaine.

A Elbeuf, les *fabriques de draps* et *tissus* ont eu un travail irrégulier ; le chômage a été plus important que l'an dernier, surtout dans les *teintures*, les *filatures* et les *tissages*. Situation identique chez les *teinturiers-apprêteurs*, qui ne travaillent que 4 et 5 jours par semaine.

A Dieppe, l'industrie du *bâtiment* est stationnaire ; les travaux en cours, quoique peu importants, permettent d'occuper tout le personnel ouvrier pendant la saison d'hiver.

A Fécamp, dans la même industrie, le travail a été très abondant, sans chômage; les salaires varient entre 0 fr. 40 et 0 fr. 50 de l'heure.

La situation de l'industrie *cotonnière* à Bolbec, reste toujours difficile. La durée du travail a été sensiblement réduite. La plupart des établissements chôment deux jours par semaine.

Enfin, à Saint-Saëns, la situation de la *tannerie des cuirs forts* n'a pas subi de changement appréciable depuis le trimestre dernier.

Seine-et-Oise. — Dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Versailles, aucune modification importante n'est survenue, depuis le trimestre dernier, dans la situation générale de l'industrie, dans le nombre des établissements et le taux des salaires; le travail est toujours peu abondant et on peut évaluer à 30 p. 100 la proportion des ouvriers en chômage dans l'ensemble des industries.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, l'état d'activité de la *meunerie*, à Etampes, est sensiblement le même. Le *bâtiment* a un travail assez soutenu; il y a pénurie d'ouvriers *plâtriers* et *maçons*.

Chez les *blanchisseurs* de Sèvres, le travail est normal; l'outillage mécanique se propage de plus en plus; la durée du travail est de 10 heures $\frac{1}{2}$, conformément à la loi du 30 mars 1900. L'activité est moins grande chez les *blanchisseurs* de Rueil où il y a eu, au contraire, diminution de la durée du travail.

Peu de changement dans les travaux du *bâtiment* à Beaumont et à Saint-Germain-en Laye. Dans cette dernière localité, les ouvriers font en moyenne 66 heures par semaine. Enfin, à Enghien, dans la même industrie, l'activité s'est à peu près maintenue, mais la durée du travail n'est que de 60 heures.

Vienne. — Dans la circonscription du Conseil de prud'hommes de Poitiers, la situation générale de l'industrie est à peu près satisfaisante. Avec la saison d'été, le *bâtiment* a pu reprendre son activité ordinaire. Les fabriques de *brosses*, de *tricots* ont facilement occupé leur personnel. Le chômage a pu être évité dans la plupart des industries.

Haute-Vienne. — Dans le ressort du Conseil des prud'hommes de Limoges, la situation industrielle reste sensiblement la même. Le travail est toujours abondant et il n'y a pas de chômage.

D'après les renseignements communiqués par les Associations patronales, les travaux du *bâtiment* à Limoges ont été très animés au cours du trimestre; mais, vers le commencement d'octobre, il s'est produit un certain ralentissement qui a amené un léger chômage chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*.

Dans les ateliers de *peinture*, *vitrierie* et *dorure*, la durée du travail a été réduite; elle est actuellement de 54 heures par semaine.

Yonne. — D'après le Conseil des prud'hommes d'Auxerre, une bonne activité n'a cessé de régner dans la plupart des industries. La durée du travail est en moyenne de 10 heures et les salaires sont stationnaires.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières et par les secrétaires des Bourses du travail.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

Ain. — A Bourg, pas de chômeurs; 60 heures, chez les *typographes*.

A Serrières-de-Briord, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; de même et 48 heures chez ceux de Thoiry.

Aisne. — A Saint-Quentin, pas de changement chez les *garçons brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les ouvriers du *piquage de carton*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *fileurs-rattacheurs*; grève chez les ouvriers *nouveurs*; de même chez les *tisseurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *tullistes en guiture*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; pas de changement, 50 heures, chez

les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs-zingeurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *briquetiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et employés de commerce*.

A Château-Thierry, travail moins actif que le mois dernier chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers du *bâtiment*. A Soissons, travail satisfaisant chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Laon. A Guise, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Chauny, travail moins actif chez les ouvriers en *produits chimiques*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *typographes*. A Saint-Michel, travail actif chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *chaussures*. A Vadencourt, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

Allier. — A Moulins, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*. A Montluçon, pas de chômeurs chez les ouvriers en *produits chimiques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *verriers*.

A Buxières-les-Mines, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*. A Lurcy-Lévy, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Pouzy-Mésangy. A Saint-Hilaire, pas de chômeurs chez les *mineurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Commeny.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *sourciers* des eaux minérales.

Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de changement chez les *vermicelliers*; un tiers de chômeurs, 50 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de changement chez les *horlogers*, 7 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cannes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; travail moins actif chez les *maçons*. A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

Ardèche. — A Privas, pas de chômeurs, 60 heures, travail assez satisfaisant chez les *typographes*. A Tournon, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *imprimeurs sur étoffes*.

A Annonay, 10 p. 100 de chômeurs, travail peu actif, chez les *mégissiers-palissonneurs*, 15 p. 100 de chômeurs, 35 heures en moyenne, chez les *mégissiers de rivière*. A Serrières, deux à trois jours seulement de travail par semaine chez les *chapeliers-fouleurs*. A Vals, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les ouvriers du *bâtiment*.

Ardennes. — A Mézières, travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Charleville, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Sedan, pas de chômeurs, travail actif chez les *tisseurs*; 20 p. 100 de chômeurs chez ceux de Floing; 7 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez ceux d'Illly. A Francheval, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

A Fumay, 1 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Revin, pas de chômeurs, 60 à 80 heures, chez les *mouleurs*; de même et 60 heures chez ceux de Monthermé-Laval-Dieu; de même et 55 heures chez les *métallurgistes* de Château-Renault; pas de changement chez ceux des Vieilles-Forges-des-Mazures; pas de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Bourg-Fidèle. A Nouzon, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*. A Neufmanil, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons d'écrans*.

Ariège. — A Lavelanet, nombreux chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Ja Bastide-sur-l'Hers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *peignes*.

Aube. — A Troyes, 7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de changement chez les *bonnetiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *teinturiers*; pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

A Aix-en-Othe, pas de changement chez les *bonnetiers*.

Aude. — A Narbonne, 12 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *employés*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Carcassonne, 9 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *cuirs et peaux*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *comptables*; de même chez les *employés de commerce*.

A Argeliers, travail peu actif chez les ouvriers *cultivateurs*; de même chez ceux d'On-veillan, de Cuxac-d'Aude, de Coursan et de Vinasson.

Aveyron. — A Millau, pas de changement chez les *palissonneurs-mégissiers*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gantiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez ceux de Saint-Affrique.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de changement chez les *cuisiniers-navigateurs*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-biscuitiers-pâtisseries*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *garçons charcutiers*; 30 p. 100 de chômeurs environ chez les *garçons bouchers charcutiers*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cafés*, de chômeurs chez les *typographes*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-conducteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *ajusteurs-mécaniciens*, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *crins*; de même et 84 heures chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens*;

Nombreux chômeurs chez les *maçons-limousinant*; pas de changement chez les *mineurs-terrassiers*; 38 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*, pas de changement chez les *manœuvres et aides-maçons*; nombreux chômeurs chez les *peintres-gratteurs*, nombreux chômeurs chez les *cimentiers et gâcheurs*.

Pas de chômeurs chez les *cochers de place*; morte-saison pour les *plongeurs-scaphandriers*; nombreux chômeurs chez les *portefaix*; pas de changement chez les *sténographes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Aubagne, moitié de chômeurs chez les *maçons*. A Châteaurenard, un tiers de chômeurs chez les *hommes de peine*. A Aix, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Arles, pas de changement chez les *boulangers*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons et tailleurs de pierre*. A la Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Berre, un quart de chômeurs environ chez les *pêcheurs de l'étang*. A Fontvieille, 18 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A Saint-Savournin, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs*; de même chez ceux de Gardanne; 4 jours seulement de travail par semaine chez ceux de Fuveau.

Calvados. — A Caen, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *lainiers et liniers*; pas de chômeurs 54 heures, chez les *couvreurs-zingueurs*. A Guibray, 9 p. 100 de chômeurs chez les *bonnetiers*. A Condé-sur-Noireau, 1 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *cotonniers*.

Cantal. — A Aurillac, 5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *galochiers*; 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Champagnac, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

Charente. — A Angoulême, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *caissiers*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Rochefort, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Luzac, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers en *produits chimiques*. A Royan, 40 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les ouvriers en *toiles cirées*; pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 25 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*.

Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Mornay-sur-Ailier, de Jussy-le-Chaudrier et de Savigny; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Verreaux; pas de chômeurs chez ceux de Gros-souvre; nombreux chômeurs, 66 heures, chez ceux de Perrons, de Germiny l'Exempt; 66 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez ceux de la Chapelle-Hugon; pas de changement chez ceux de Cuffy; moitié de chômeurs chez ceux de Chambon, 5 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Usay-le-Vesson; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux de Vallenay; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; 38 p. 100 de chômeurs chez ceux de Menetou-Couture; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Dun-sur-Auron; 55 p. 100 de chômeurs chez ceux de Neuvy-le-Barrois; pas de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Blancafort. Moitié de chômeurs chez ceux de Barlieu; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de Torteron; trois quarts de chômeurs chez ceux de Cours-les-Barres. A Néronde, 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers *agricoles*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *maçons*; travail peu actif, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*. A la Guerche, trois quarts de chômeurs chez les *bûcherons*, 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de Gracay; de même et 50 heures chez ceux de Dun-sur-Auron; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sancergues; travail moins actif chez ceux d'Aubigny.

A Mehun-sur-Yèvre, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *useurs de grains*; pas de chômeurs, 34 heures, chez les *tuiliers* de Saint-Pierre-les-Étieux. A la Guerche, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*; travail actif, 50 heures, chez ceux de Jussy-le-Chaudrier.

Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Brive, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et couvreurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

A Bort, pas de chômeurs, 30 à 36 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; 3 p. 100 de chômeurs et 66 heures chez les *sabotiers*.

Corse. — A Ajaccio, 3 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *voitures*.

A Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs chez les *bûcherons*. A Villers-le-Duc, pas de chômeurs chez les *tâcherons agricoles*. A Beaune, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Bricuc, 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 3 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *plombiers*. pas de chômeurs chez les *peintres*.

Creuse. — A Guéret, pas de changement, 60 heures, chez les *typographes*. A Bourga-neuf, un tiers de chômeurs chez les *maçons*.

Dordogne. — A Périgueux, pas de changement chez les *typo-lithographes*; travail actif chez les *typographes*.

Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les ouvriers de l'*habillement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Montbéliard, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chô-meurs, 48 heures, chez les ouvriers en *meubles*. 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*. A Sainte-Suzanne, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*. A Colombier-Fontaine, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*.

Drôme. — A Valence, 10 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs*; moitié de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; travail satisfaisant chez les *peintres* et *plâtriers*. A Die, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; pas de changement chez les *sculpteurs-mouleurs*.

A Montélimar, 65 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Romans, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *tanneurs*; un tiers de chômeurs chez les *boiseliors*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Saint-Restitut, pas de chômeurs chez les *carriers*. A Bourg de Péage, morte-saison chez les *chapeliers*.

Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Louviers, pas de chômeurs, 66 heures chez les *métallurgistes*. A l'Habit, pas de chômeurs, travail actif chez les *bûcherons*.

Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les *mouleurs*; de même et 54 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*.

A Dreux, travail peu actif chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; travail plus actif chez les *mécaniciens*. A Châteaudun, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Finistère. — A Quimper, travail plus abondant chez les *typographes*. A Brest, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. 11 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charbonniers*. A Morlaix, pas de changement chez les ouvriers de l'*habillement*. Travail très peu actif chez les *pêcheurs* de Concarneau. A Douarnenez, nombreux chômeurs chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de changement chez ceux d'Audierne; chômage général chez ceux de Concarneau; 45 p. 100 de chômeurs chez ceux Saint-Guénolé.

Gard. — A Nîmes, 5 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de change-ment chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, chez les *plâtriers*. A Bessèges, 2 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens*. A Beaucaire, nombreux chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers *agriculteurs*. 40 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*. A Tréséols, pas de chô-meurs chez les *mineurs*. A Sauve, morte-saison chez les *bonnetiers*; pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers de la *boissellerie*. A Aramon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

Garonne (Haute-). — A Toulouse, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glacières*; pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons*; pas de changement chez les *trépointeurs*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*.

Gers. — A Auch, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. Pas de chô-

meurs, 54 heures, chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*; de même et 63 heures chez les *terrasiers*.

Gironde. — A Bordeaux, 6 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries-glaciers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers* et *charcutiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *dessinateurs chromistes*. 5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *tailleurs*.

Moitié de chômeurs, 36 heures, chez les *cordonniers* (pièce divisée); pas de changements chez les *coupeurs en chaussures*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures, chez les ouvriers des *constructions maritimes*; travail peu actif chez les *chaudronniers*.

Moitié de chômeurs chez les *acheveurs-argenteurs-doreurs*; 32 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers de haute futaie*; 40 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *scieurs de long*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers travaillant le bois mécaniquement; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tapissiers-décorateurs*; 13 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes billardiers*; pas de changement chez les *paveurs-cimentiers*; moitié de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tombeliers*; 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

Travail moins actif chez les *déménageurs-emballeurs*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Daignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A Langon, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers des *scieries*. A Vayres, 50 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *tonneliers*.

Hérault. — A Montpellier, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *typographes-lithographes*; travail moins actif chez les *cordonniers*; travail satisfaisant chez les ouvriers de l'habillement; pas de changement chez les *ébénistes*; 30 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tonneliers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *commis et employés*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Cette, pas de changement chez les *limonadiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries confiseurs*; nombreux chômeurs chez les ouvriers en bois *merrains*; 95 p. 100 de chômeurs chez les *charbonniers*. A Béziers, nombreux chômeurs chez les *cultivateurs vigneron*s; 10 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*.

A Lézignan-la-Cèbe, pas de chômeurs, 36 heures, chez les *travailleurs de terre*; nombreux chômeurs chez ceux d'Agde; 17 p. 100 de chômeurs chez ceux de Cazouls-les-Béziers; 22 p. 100 de chômeurs chez ceux de Courmonterral; pas de chômeurs, 36 heures, chez ceux de Sérignan; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Capestang; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de Lodève; moitié de chômeurs chez ceux de Pézenas; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Villeneuve-les-Béziers.

A Graissessac, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*. A Mèze, travail peu actif chez les *pêcheurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les ouvriers *agriculteurs*; nombreux chômeurs chez les *tonneliers*. A Agde, nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 5 jours seulement de travail par semaine, chez les *chapeliers*.

A Fougères pas de chômeurs, travail actif chez les *charpentiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers *maçons*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs chez les *charbonniers* du port.

Indre. — A Châteauroux, 14 p. 100 de chômeurs chez les *typographes*.

A Poinçonnet, 10 p. 100 de chômeurs, chez les *bûcherons*. A Buzançais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, chez les *boulangers*. A Châteaurenault, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Isère. — A Vienne, 10 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Bouvesse-Quirieu, 6 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*. A la Motte-d'Aveillans, travail très peu actif chez les *mineurs*.

A Gières, nombreux chômeurs chez les *gantiers*. A Montalieu-Vercieu, grève chez les *ouvriers en soie*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre* et *carriers*. A Izeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*.

Jura. — A Dôle, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Fraisans, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *métallurgistes*. A Morez, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*; de même chez les *lunettiers*.

Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mouleurs*. A Dax, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; travail peu actif chez les coupeurs en *chaussures*. A Romorantin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *draps*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Loire. — A Saint-Étienne, 15 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-graveurs-lithographes*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 à 65 heures, chez les ouvriers en *peaux*; 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs de Beaubrun*; 75 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tisseurs-épingleurs*; nombreux chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *employés de fabrique*.

A Roanne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 35 p. 100 de chômeurs, 61 heures, chez les ouvriers *textiles*; 7 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *imprimeurs sur écheveaux*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A la Talaudière, pas de chômeurs chez les *mineurs*. A Beaubrun, chez les *mineurs*, 5 jours de travail par semaine; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds; un tiers de chômeurs, 48 heures, chez ceux de Terrenoire; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez ceux de Roche-la-Molière; pas de chômeurs chez ceux de Sorbiers. A Firminy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *métallurgistes*. A Saint-Chamond, 20 p. 100 de chômeurs chez les *teinturiers*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A La Gresle, travail peu actif chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Ceigne; 35 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Rambert. A Terrenoire, travail peu actif chez les *passementiers*; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Jean-de-Bonnefonds. A Bourg-Argental, 33 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tourneurs sur bois*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'atelier *rubaniers*. A Chazelles-s/Lyon, pas de changement chez les *chapeliers*. A Sail-sous-Couzan, travail actif chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Loire (Haute-). — A Saint-Didier-la-Séauve, 10 à 15 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *passementiers*.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ajusteurs*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *machines-outils*; 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *chaudronniers*; 45 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *grainetiers*; un quart de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Saint-Nazaire, 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*, pas de changement chez les *chauffeurs-conducteurs*. A Montoir, 9 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *métallurgistes*.

Loiret. — A Orléans, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*. A Pithiviers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Montargis, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Ouzouer-sur-Trézé, travail très peu actif chez les *bûcherons*; pas de changement chez ceux de Thou; pas de chômeurs chez ceux de Gien; travail peu actif chez ceux de Favrelles.

Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de changement chez les *boulangers*; pas de changement chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *peintres et colleurs*. A Marmande, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Villeneuve-sur-Lot, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*. A Fumel, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*. A Casteljaloux, pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *hommes de peine*.

Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; de même chez les *mouleurs en fer*; de même et 63 heures chez les *mécaniciens-ajusteurs*; de même et 60 heures chez les *serriers*. 22 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les *employés de commerce*.

A Saumur, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers et menuisiers*. A Cholet, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement chez les *tisserands*; 15 p. 100 de chômeurs chez ceux de Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs chez ceux de Saint-Léger et de Gesté.

Manche. — A Cherbourg, travail peu actif, 60 heures, chez les ouvriers *jardiniers*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. A Avranches, pas de changement chez les *typographes*.

Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 63 heures, travail actif, chez les *typographes*. A Reims, pas de chômeurs chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, chez les *lithographes-papetiers*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mouleurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *trieurs de laine*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les ouvriers de l'industrie *lainière*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; travail actif, 60 heures, chez les *tonneliers*; 1 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; 35 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *couvreurs-zingeurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *maçons*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Épernay, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *lithographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *bouhonnières*; A Fismes, chômage général chez les ouvriers en *pellaterie*. A Aubry, 35 p. 100 de chômeurs, chez les *fondeurs de zinc*.

Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégissiers palissonneurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les employés de la *ganterie*. A Arc-en-Barrois, 25 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

Mayenne. — A Laval, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail actif chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, chez les *employés de commerce*.

A Neuves-Maisons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Nicolas, 12 p. 100 de chômeurs, 34 heures chez les ouvriers en *produits chimiques*.

Meuse. — A Lérouvillle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*. A Cousances-aux-Forges, travail moins actif chez les *métallurgistes*.

Morbihan. — A Lorient, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 37 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *galochiers*; 15 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*. A Vannes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail moins actif, 54 heures, chez les *maçons*. A Pontivy, pas de changement chez les *tailleurs de pierre*. A Hennebont, 17 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment*.

Nièvre. — A Nevers, 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*; 20 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *maçons*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*. A Saint-Amand, 70 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, travail actif, chez les *potiers*. A Decize, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de chômeurs chez ceux de Cercy-la-Tour; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de la Charité-sur-Loire; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez ceux de Saint-Pierre-le-Moutier. A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers des *forges*. A Razeau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *limes*.

A Sardy-les-Epiry, pas de chômeurs chez les ouvriers des *bois*; de même chez ceux de la Chapelle-Saint-André et de Sicamps. A Bitry, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; 50 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Fermeté; pas de chômeurs chez ceux d'Entrains; 60 p. 100 de chômeurs chez ceux de Montasse; moitié de chômeurs chez ceux de Corvol l'Ongeuilleux; pas de chômeurs chez ceux de Nolay; moitié de chômeurs chez ceux de Champlemy. A Saint-Amand; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *potiers*; nombreux chômeurs chez ceux de Donzy; 75 p. 100 de chômeurs, chez ceux de Trois-Vèvres; 30 p. 100 de chômeurs chez ceux de La Celle-sur-Nièvre; moitié de chômeurs chez ceux d'Arquian; pas de changement chez ceux de Ciez, de Colméry et de Saint-Verain. Pas de chômeurs chez ceux de Billy-sur-Bois, de Menou.

Nord. — A Lille, 16 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures chez les ouvriers de l'industrie du *fil*; pas de changement chez les *terrasiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *sculpteurs*.

A Tourcoing, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *filateurs de coton*; 3 p. 100 de chômeurs, travail actif, chez les *tapisiers en grosse moquette*; travail moins actif chez les ouvriers *textiles*; 9 p. 100 de chômeurs, 62 heures, chez les *charpentiers*. A Armentières, grève chez les ouvriers *textiles*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*, 8 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *mécaniciens*.

A Dunkerque, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *voiliers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*; 35 p. 100 de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *marbriers*. A Roubaix, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-zingueurs*; travail actif chez les *peigneurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; 11 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; A Fresnes, pas de chômeurs, travail actif chez les *verriers*.

A Douai, travail actif, 60 heures, chez les *menuisiers*. A Cousolre, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marbriers à la pendule*. A Maubeuge, 2 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux d'Onnaing.

A Neuville, 20 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers *textiles*; 1 p. 100 de chômeurs chez ceux d'Houplines; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux d'Houplines; 2 p. 100

de chômeurs chez ceux de Wignehies; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de Saint-Souplet; 17 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs* d'Avesnes-lès-Aubert. A Fourmies, 12 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les ouvriers *textiles*. A Cambrai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Au Cateau, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tisseurs*

A Saulzoir, pas de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *tisserands*; moitié de chômeurs chez ceux de Villers-en-Cauchies.

A Valenciennes, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs-zingeurs*. A Caudry, 3 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les ouvriers en *talles*. A Gommegnies, 7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs*.

Oise. — A Beauvais, pas de changement, 60 heures chez les *typographes*; 15 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *fileurs et tisseurs*. A Mouy, travail peu actif, 60 heures, chez les *coupeurs en chausses*. A Saint-Just-en-Chaussée, pas de chômeurs, 72 heures, chez les ouvriers *agricoles et industriels*.

A Béthizy-Saint-Pierre, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *brossiers*. A Hermes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs à la mécanique*. A la Croix-Saint-Ouen, travail très actif chez les *layetiers*. A Méru, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *boutonniers* en os.

Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers* en bâtiment; de même chez les *charpentiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Flers, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *typographes*; travail actif, 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'industrie *cotonnière*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *menuisiers*.

Pas-de-Calais. — A Arras, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Calais, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 75 à 80 heures, chez les *tailleurs*; 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les ouvriers du bâtiment. A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *typographes*; travail actif, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*; de même, et 70 heures, chez les *tonneliers*; de même, et 60 heures, chez les *métallurgistes*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du bâtiment; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cimentiers*. A Montreuil-sur-Mer, travail satisfaisant chez les *typographes*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 13 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *caoutchouc*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; de même chez les *mouleurs en métaux*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Riom, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du bâtiment. A Thiers, 17 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *émouleurs en ciseaux*. A Saint-Rémy-sur-Durolle, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *émouleurs en coutellerie*. A Volvic, 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierre*. A Saint-Éloy, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs*; travail satisfaisant chez ceux d'Auzat-sur-Allier.

Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *serruriers mécaniciens*; 10 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ferblantiers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bayonne, 9 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*. A Biarritz, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures chez les ouvriers du bâtiment. Au Boucau, travail

peu satisfaisant chez les *métallurgistes*. A Salies-de-Béarn, pas de changement chez les *hommes de peine*.

Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 60 à 72 heures, chez les *cordonniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; de même et 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers*; de même et 54 heures chez les *peintres*.

A Bagnères-de-Bigorre, travail actif chez les ouvriers *textiles*; travail assez actif, 54 heures, chez les *marbriers-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *marbriers-polisseurs*.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, pas de changement chez les *travailleurs de la terre*; pas de chômeurs chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de changement chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 45 à 55 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *tapisseries*; travail peu actif chez les *tailleurs de pierre*.

A Rivesaltes, 2/3 de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de *Claira*; 35 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez ceux de *Pézilla-la-Rivière*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez ceux de *Soler*.

Rhin (Haut-). — A Belfort, pas de chômeurs, travail actif, 66 heures, chez les *menuisiers*.

Rhône. — A Lyon, pas de changement, 56 heures, chez les *jardiniers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *employés de café*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *transporteurs-lithographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *maroquiniers*.

Nombreux chômeurs chez les *tisseurs*; travail très peu actif chez les *tullistes à la chaîne*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; travail actif chez les *coupeurs-tailleurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs en fonte*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *litiers en fer*; 40 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; travail assez satisfaisant chez les *tuilliers*.

8 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de peine*; travail moins actif chez les *employés de la soierie*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *employés en pharmacie*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Villefranche, travail normal chez les *typographes*; travail peu actif chez les *teinturiers*. A Neuville-sur-Saône, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *manouvriers*. A Thizy, 11 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*; 40 p. 100 de chômeurs chez ceux de *Bourg-de-Thizy*; pas de chômeurs, 63 heures, chez ceux de *Grandris*. A Grigny, pas de chômeurs chez les *chapeliers*.

Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*. A Saint-Loup-sur-Semouze, moitié de chômeurs, 25 à 50 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers en *sparterie*. A Montceau-les-Mines, 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*. A Martigny-le-Comte, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *piqueurs de grès*. Au Creusot, 2 1/2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Digoin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*. A Chalon-sur-Saône, nombreux chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *métallurgistes*. A Nanton, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*. A Tournus, pas de changement chez les ouvriers en *siège*. A Montchanin, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

Sarthe. — Au Mans, pas de changement chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*;

pas de chômeurs chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 17 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*.

A Château-du-Loir, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*. A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers en *manches de parapluies*.

Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *cuir*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*. A Aix-les-Bains, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Arvillard, pas de changement chez les *forgerons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

Savoie (Haute-). — A Annecy, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *menuisiers*; nombreux chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Thonon, travail toujours satisfaisant chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

Seine. — A Paris, travail peu actif, 60 heures en moyenne, chez les *horticulteurs*; 8 p. 100 de chômeurs environ chez les *boulangers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *pâtisseries*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *confiseurs*; pas de changement, 63 à 68 heures, chez les *biscuitiers*; un tiers de chômeurs chez les employés d'*hôtels*; 12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en *salaisons*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers*.

9 p. 100 de chômeurs environ, 60 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *conducteurs-typographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-conducteurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes* (Union); 1 p. 100 de chômeurs chez les *lithographes* (indépendants); 8 p. 100 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *graveurs lithographes*; pas de changement chez les *graveurs sur bois*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *stéréotypeurs-galvano-plastes*; travail satisfaisant chez les *graveurs d'écritures*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *chromistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *opérateurs bitumiers de la photogravure*; pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*.

2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *corroyeurs du cuir noir*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *pelletteries*; 7 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les ouvriers du *cheveau glacé*; travail peu actif chez les *cordonniers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *selliers harnacheurs*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *doreurs sur cuir*.

12 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers du *bronze imitation*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *chauffeurs conducteurs*; travail assez actif, 60 heures, chez les *tôliers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *coffres-forts*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs*; un tiers de chômeurs chez les *émailleurs sur métaux*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *charrons*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs robinetiers*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 4 p. 100 de chômeurs, reprise du travail, chez les *mécaniciens*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers en bâtiment*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les ouvriers de l'*orfèvrerie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de musique*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 14 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *graveurs ciseleurs sur métaux*.

6 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs sur étoffes*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*.

6 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs de cols et cravates*; travail assez satisfaisant chez les *couturières*; 3 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers de l'*habillement*; 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures,

chez les *tailleurs*; 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *garçons de lavoie*; 11 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *couleurs et garçons de lavoie*.

25 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charrons*; 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *emballeurs*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *dessinateurs en bâtiment*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *comis en maçonnerie*; 3 p. 100 de chômeurs chez les employés en *serrurerie*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les ouvriers de l'*ameublement*; travail peu actif chez les ouvriers de la *voiture*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *layetiers-emballeurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coffretiers*.

12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; moitié de chômeurs chez les *peintres en bâtiment*; 23 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bitumiers*; pas de changement chez les *tailleurs de pierre*; pas de changement, 56 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; un tiers de chômeurs chez les *plombiers (cotonnards)*; 22 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres de la Seine*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *peintres de Paris*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers du meuble*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *céramistes*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *biseauteurs*.

9 p. 100 de chômeurs chez les *comptables*; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés à la Bourse du Commerce; 9 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes (Alliance)*; pas de changement chez les employés de *commerce et d'industrie*; chez les *placiers en fleurs* et chez les *dames employées aux écritures*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les professeurs de l'*enseignement libre*; pas de changement chez les employés de l'*enseignement privé*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *élèves en pharmacie*; pas de changement chez les employés des *bureaux de placement*; pas de chômeurs chez les *clercs d'huissiers*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*.

A Vitry-sur-Seine, pas de chômeurs, travail actif chez les ouvriers de la *terre*. A Clichy, pas de changement chez les *boulangers*. A Saint-Denis, pas de chômeurs, 60 heures, mais travail peu satisfaisant, chez les *graveurs sur bois*. A Levallois-Perret, pas de chômeurs chez les *peintres*.

Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, travail abondant, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 38 heures, chez les *corroyeurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *chaudronniers*; 20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *fondeurs*; nombreux chômeurs, 48 heures, chez les *constructeurs-mécaniciens*; 5 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *chauffeurs-mécaniciens*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

Au Havre, 5 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *pétroliers* (63 heures pour les *huiliers* et *savonniers*); 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail peu actif chez les *fondeurs*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coureurs*; 30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de changement chez les *cochers*; nombreux chômeurs chez les *charbonniers*; pas de chômeurs chez les *journaliers du port*; 4 p. 100 de chômeurs chez les employés; pas de chômeurs chez les *aides en pharmacie*.

A Elbeuf, 20 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; travail actif chez les *peintres*. A Deville, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Malaunay, pas de chômeurs, 63 heures, chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*; grève chez ceux de Bolbec; pas de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Lillebonne; travail peu actif chez ceux de Saint-Étienne-de-Rouvray.

Seine-et-Marne. — A Meaux, 4 p. 100 de chômeurs, 50 à 66 heures, chez les *typographes*. A Chateau-Landon, 9 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*. A Montereau, quelques chômeurs, 40 à 60 heures, chez les *faïenciers*. A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*. A La Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 54 heures,

chez les *maçons*. A Lagny, pas de chômeurs, 56 heures, travail actif, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

Seine-et-Oise. — A Versailles, 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*; 2 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Étampes, travail peu actif, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *mouleurs en métaux*. A Saint-Germain, travail peu actif chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *menuisiers*. A Méry, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*; travail satisfaisant chez ceux de Cernay-la-Ville. A Argenteuil, 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*. A Essonnes, 8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *mouleurs*; pas de changement chez les *chapeliers*. A Mantes, pas de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de musique*. A Orsay, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; de même chez ceux de Saint-Leu.

Sèvres (Deux-). — A Melle, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez ceux de Thouars. A Saint-Laurs, 5 jours seulement de travail par semaine chez les *mineurs*.

Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de *l'habillement*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tapissiers*; 2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Abbeville, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*; pas de changement chez les *commis aux écritures*. A Albert, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Tarn. — A Albi, 30 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; nombreux chômeurs 20 à 80 heures chez les *moutonniers*; 2 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *chapeliers*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Castres, pas de chômeurs chez les *menuisiers*; de même, 54 heures, chez les *charpentiers* de même et 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *maçons*; A Carmaux, pas de changement chez les *menuisiers*; pas de changement chez les ouvriers du *bâtiment*.

A la Bastide-Rouairoux, nombreux chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de *l'industrie lainière*. A Mazamet, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*; A Briatexte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 66 heures chez les *menuisiers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*. A Castelsarrazin, pas de changement chez les *métallurgistes*. A Grisolles, pas de chômeurs, 60 heures chez les *balaitiers*.

Var. — A Toulon, 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *travailleurs de la terre*; 13 p. 100 chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *voiliers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *carrossiers*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*, un tiers de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Hyères, nombreux chômeurs chez les *cochers*. A la Seyne, travail peu satisfaisant 20 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers sur fer*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *perceurs riveurs*. A Bargemon, pas de changement chez les ouvriers en *chaussures*.

Vaucluse. — A Avignon, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 40 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *tanneurs*. A Caderousse, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *maçons*; 14 p.

100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*. Aux Sables d'Olonne, travail peu actif chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Fontenay-le-Comte, travail actif, 60 heures, chez les *typographes*; pas de changement chez les *menuisiers*; A Faymoreau, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*. A Saint-Laurent-sur-Sèvre, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *tisserands*; de même chez ceux d'Évrunes et des Épesses.

Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures, travail actif, chez les *cordonniers*; nombreux chômeurs, 48 heures chez les ouvriers du *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*.

Vienne (Haute-). — A Limoges, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers de l'*habillement*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail actif chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *sabotiers*, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mécaniciens*; 9 p. 100 de chômeurs, 70 heures chez les *maréchaux-ferrants*; 15 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierre*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *plâtriers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs en plâtre* *céramistes*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *journaliers en porcelaine*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *peintres sur porcelaine*; pas de chômeurs chez les *gazetiers*; pas de chômeurs, 70 à 75 heures, chez les employés aux *moufles dits* *crématoires*; pas de changement chez les élèves en *pharmacie*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *emballeurs en porcelaine*.

A Saint-Junien, 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les ouvriers en *cuirs*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *gantiers*.

Vosges. — A Saint-Dié, 7 p. 100 de chômeurs, 63 à 72 heures, chez les ouvriers *textiles*. A Épinal, pas de chômeurs, 63 heures, mais travail peu actif chez les ouvriers *textiles*.

A Remiremont, travail actif, 63 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 65 heures chez les ouvriers *textiles*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les ouvriers du *bois*; A Sens, 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*; 11 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Saint-Martin-des-Champs, nombreux chômeurs chez les ouvriers *forestiers* pas de chômeurs chez ceux de Sommechaie, de Domats, de Courson, des Ormes, de Fontenailles-sous-Andryes; 30 p. 100 de chômeurs, 50 à 56 heures, chez ceux de Saint-Sauveur, 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez ceux de Saint-Fargeau; de même chez ceux de Mezilles; moitié de chômeurs chez ceux de Saint-Privé et de Perreux; 10 p. 100 de chômeurs chez ceux de chez les *carriers*. Brosses; 25 p. 100 de chômeurs chez ceux de Sept-Fonds. A Ravières, pas de changement.

Algérie. — A Alger, 40 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les employés en *quincaillerie*.

A Mustapha, 20 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers-pâtisseries*; un tiers environ de chômeurs, chez les *tailleurs de pierre*.

A Constantine, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *peintres*. A Bône, 11 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Adjudications. — Adjudications importantes en décembre 1903 et en janvier 1904.

ROUTES ET CHEMINS.

2 décembre. — ALGÉRIE. — Const. d'un chemin.....	240,000
8 décembre. — ALLIER. — Ent. ch. vic. ord. p. 5 ans.....	176,878
8 décembre. — ALLIER. — Lambèze; const. de chem. vic.....	156,000
9 décembre. — NIÈVRE. — Clamecy; Ent. ch. vic. p. 5 ans.....	345,530
10 décembre. — NIÈVRE. — Château-Chinon; ent. des chem. vic. p. 5 ans.....	287,100
11 décembre. — ALLIER. — Ent. des ch. vic. ord. p. 5 ans.....	145,752
12 décembre. — FINISTÈRE. — Ent. des routes nat. p. 5 ans.....	511,335
12 décembre. — CALVADOS. — Bayeux; Ent. ch. vicin. p. 5 a.....	461,475
12 décembre. — CALVADOS. — Falaise; ent. des ch. vic. p. 5 a.....	375,535
15 décembre. — ALLIER. — Ent. ch. vic. ord. p. 5 a.....	153,820
16 décembre. — ISÈRE. — Cyclindr. s. rout. nat. p. 5 a.....	130,480
17 décembre. — PYRÉNÉES (Hautes). — Ent. des rout. nat. p. 5 a.....	318,500
19 décembre. — LOIR-ET-CHER. — Ent. rout. nat. p. 5 a.....	272,270
21 décembre. — SEINE-INFÉRIEURE. — Tréport; trav. de viabilité...	140,000
22 décembre. — ALLIER. — Ent. des rout. nat. p. 5 a.....	617,030
22 décembre. — SEINE. — Neuilly; ent. des voies comm. p. 5 a.....	400,000
22 décembre. — CORSE. — Ent. des r. nat. p. 5 a.....	741,000
23 décembre. — ALGÉRIE. — Alger; ent. des chauss. de gr. comm...	404,300
23 décembre. — VAR. — Ent. des rout. nat. p. 5 a.....	617,500
14 décembre. — SEINE. — Tr. s. ch. de gr. comm.	147,000

CHEMINS DE FER.

10 décembre. — SEINE. — Transf. du port Saint-Bernard.....	615,000
--	---------

MAÇONNERIE ET BÂTIMENTS.

3 décembre. — HÉRAULT. — Trav. div. à l'asile d'aliénés.....	660,000
5 décembre. — PYRÉNÉES (Hautes). — Agrand. du lyc. de Tarbes...	476,190
12 décembre. — PYRÉNÉES (Hautes). — Tarbes; reconst. de l'hôtel de ville.....	400,537
14 décembre. — NANCY. — Guerre; const. d'un pavill. et annexes...	289,750
19 décembre. — LOIRE. — Roanne; éc. de comm. et d'indust.....	232,445
19 décembre. — NORD. — Valenciennes; collège de jeun. filles.....	527,083
20 décembre. — ALLIER. — Varennes-sur-Allier; agr. de l'hosp. de Gayette.....	157,329
22 décembre. — MAUBEUGE. — Entr. des bât. milit. p. 6 a.....	288,000
23 décembre. — RHÔNE. — Lyon; bâtim. pour les inhumat.....	180,531
23 décembre. — SÉTIF; ent. des bat. milit. p. 6 a.....	463,200
28 décembre. — ALGÉRIE. — Bône; travaux à l'hospice Coll.....	132,000
29 décembre. — NORD. — Roubaix; Ent. des bât. comm. p. 3 a.....	276,000
5 janvier 1904. — C.A.F.N. — Ent. des bât. milit. p. 6 a.....	120,000
20 janvier 1904. — CLERMONT-FERRAND. — Ent. des bât. milit. p. 3 ou 6 a. mont. ann.....	88,800

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1902.	Oct. 1903.	Nov. 1903.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	25 ^f 00	25 ^f 875	25 ^f 875
Alcool 90 degr., l'hectol., cour ^t	41 75	35 875	38 875
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	54 50	49 25	53 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	58 25	39 50	43 875
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kil. (en pains).	75 00	63 00	63 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	55 25	66 25	73 00
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t ...	149 00	145 00	141 50
Soies grêges Cévennes, 2° qual. (à Lyon), le kilogr.	53 00	55 50	53 00
Guivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).	134 50	160 00	152 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	298 00	318 00	315 00
Plomb, <i>idem.</i>	32 25	33 75	33 25
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	49 85	52 81	51 40
Blé à Paris, <i>idem.</i>	21 75	21 85	20 75
Blé à Nantes, <i>idem.</i>	20 50	19 60	19 95
Blé à Dijon, <i>idem.</i>	19 25	19 60	19 60
Viande (bœuf) moyenne des 3 qualités, la Villette, le kilogramme.....	1 28	1 35	1 41
Viande veau, <i>idem.</i>	1 92	1 77	1 73
— mouton, <i>idem.</i>	1 91	1 95	1 97
— porc, <i>idem.</i>	1 32	1 26	1 24

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de 1903.

	1903.	1902.	AUGMENTATION en 1903.	DIMINUTION en 1903.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	824,922	735,132	89,790	„
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,666,043	2,540,032	126,011	„
Objets fabriqués.....	732,894	702,179	30,715	„
TOTAUX.....	4,223,859	3,977,343	246,516	„
AUGMENTATION en 1903.....			246,516	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	581,746	636,098	„	54,352
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,071,363	1,064,855	6,508	„
Objets fabriqués.....	1,922,008	1,921,380	628	„
Colis postaux.....	231,234	216,639	14,595	„
TOTAUX.....	3,806,351	3,838,972	21,731	54,352
DIMINUTION en 1903.....			32,621	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,361,790,300 francs du 1^{er} janvier au 2 décembre 1903 contre 1,336,618,000 francs pendant la période correspondante de 1902, soit une augmentation de : 1.88 p. 100.

Faillites. — 115 faillites et 4 liquidations judiciaires en novembre 1903 (contre 142 et 6 en novembre 1902).

Autorisations de bâtir à Paris. — 87 demandes en novembre 1903, dont 66 pour des constructions neuves, contre 72 et 59 en novembre 1902.

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de novembre 1903, le Ministère du commerce a été avisé de la création de

- 2 unions de syndicats patronaux;
- 3 unions de syndicats ouvriers;
- 16 syndicats patronaux comptant 479 membres;
- 47 syndicats ouvriers comptant 4,153 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 17 membres;

et de la dissolution de :

- 2 syndicats ouvriers comptant 75 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

6 en novembre, 29 en octobre, 7 en septembre, 2 en août, 2 en juillet, 5 en juin, 5 en mai, 2 en avril, 1 en mars, 3 en janvier et 7 antérieurement au 1^{er} janvier 1903. Total : 69.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [22 novembre 1903]. — Chambre syndicale pour la défense des intérêts des marchands de **bois** et charbons de la ville de Marseille et de la région (40 membres). Siège social : brasserie du Chapitre, MARSEILLE. — [6 avril 1903]. — Syndicat des patrons **boulangers** de la Crau (15 membres). Siège social : café Saint-Virgile, Saint-Martin-de-Crau, commune d'ARLES.

Doubs [13 mars 1903]. — Syndicat des entrepreneurs du **bâtiment** et des travaux publics du département du Doubs (91 membres). Siège social : BESANÇON.

Drôme [10 juin 1903]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics et de **bâtiments** des villes de Romans et de Bourg-de-Péage (42 membres). Siège social : café de Mars, ROMANS.

Finistère [30 octobre 1903]. — Chambre syndicale des marchands **forains** réunis du Finistère (98 membres). Siège social : rue Marché-aux-Toiles, 2, BREST.

Gironde [2 novembre 1903]. — « *L'Avenir forain* » (37 membres). Siège social : place des Quinconces, 4, BORDEAUX.

Lot-et-Garonne [7 octobre 1903]. — Syndicat des négociants en **prunes** d'ente de Villeneuve-sur-Lot (15 membres). Siège social : mairie, VILLENEUVE-SUR-LOT.

Morbihan [5 janvier 1903]. — Syndicat des **meuniers** des environs de Pontivy (31 membres). Siège social : au Pigeon blanc, rue Saint-Ivy, PONTIVY.

Nièvre [14 octobre 1903]. — Syndicat des marchands de **combustibles** de Nevers (16 membres). Siège social : rue de la Préfecture, 33, NEVERS.

Pyrénées (Hautes-) [18 septembre 1903]. — Chambre syndicale des maîtres **coiffeurs** de Bagnères-de-Bigorre (10 membres). Siège social : allée des Coustous, BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Rhône [9 octobre 1903]. — Compagnie des **défendeurs-plaidants** près le tribunal de commerce de Lyon (6 membres). Siège social : place de la Bourse, 2, LYON.

Seine [12 octobre 1903]. — Syndicat des **mandataires** assistant aux audiences du tribunal de commerce de la Seine (16 membres). Siège social : rue Turgot, 3, PARIS IX^e. — [30 octobre 1903]. — Chambre syndicale des constructeurs de **motocyclettes** (12 membres). Siège social : avenue de la Grande-Armée, 77 bis, PARIS XVI^e. — [7 novembre 1903]. —

Chambre syndicale des transports automobiles terrestres et maritimes (7 membres). Siège social : avenue Malakoff, 86, PARIS XVI^e.

Seine-et-Marne [4 septembre 1903]. — Syndicat des **pharmaciens** de Melun (6 membres). Siège social : chez le président, rue Saint-Aspais, 16, MELUN.

Seine-et-Oise [18 février 1895]. — Chambre syndicale des **entrepreneurs** de la ville de Beaumont-sur-Oise et de ses environs (37 membres). Siège social : rue Gambetta, BEAUMONT-SUR-OISE.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Ain [1^{er} mai 1903]. — Chambre syndicale de l'union des **tailleurs de pierre** et carriers de Sault-Brenaz et des environs (49 membres). Siège social : SAILLÉ-BRENAZ. — [26 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **diamantaires** du pays de Gex (30 membres). Siège social : THOTRY.

Ariège [7 juin 1903]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** de Rancié (124 membres). Siège social : GOULIER.

Aude [10 mai 1903]. — Association amicale des corporations réunies de la **bonneterie** et des professions s'y rattachant de Troyes et des environs (151 membres). Siège social : rue Charbonnet, 8. TROYES.

Aude [30 juillet 1903]. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** et cultivateurs de Salles d'Aude (95 membres). Siège social : café du Commerce, SALLES-D'AUDE.

Bouches-du-Rhône [22 août 1903]. — Syndicat des ouvriers **mariniers**, mécaniciens, chauffeurs, conducteurs et similaires du Rhône et canaux indépendants de Lyon à Port-Saint-Louis-du-Rhône (135 membres). Siège social : PORT-SAINT-LOUIS-DU RHÔNE (commune d'Arles).

Cher [9 novembre 1903]. — Syndicat libre des ouvriers et ouvrières du magasin central de Bourges [*habillement*] (12 membres). Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — [7 octobre 1903]. — Syndicat professionnel des ouvriers en **voitures** de la ville de Saint-Amand (30 membres). Siège social : SAINT-AMAND.

Corrèze [15 novembre 1903]. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** de Brive (20 membres). Siège social : Bourse du travail, BRIVE. — [5 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers**, mécaniciens, forgerons et similaires de Brive (24 membres). Siège social : Bourse du travail, BRIVE.

Drôme [30 juin 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **cordiers** et similaires réunis de Valence (8 membres). Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Garonne (Haute-) [11 août 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers **briquetiers** de la Haute-Garonne (? membres). Siège social : TOULOUSE (reconstitution).

Gironde [28 octobre 1903]. — Syndicat du personnel des usines à **gaz** de la ville de Bordeaux (250 membres). Siège social : rue de Condé, 5, BORDEAUX. — [1^{er} novembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de La Tresne et des environs (53 membres). Siège social : LA TRESNE.

Hérault [18 juin 1903]. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et assimilés de Puisserguier (40 membres). Siège social : café Glacier, PUISSESGUIER.

Ille-et-Vilaine [7 octobre 1903]. — Chambre syndicale de la **chaussure** militaire de la ville de Rennes (66 membres). Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre-et-Loire [2 janvier 1903]. — Syndicat **lithographique** de Tours (19 membres). Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Jura [16 septembre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Saint-Claude (20 membres). Siège social : marché couvert, SAINT-CLAUDE. — [22 juin 1902]. — Syndicat des ouvriers **mineurs** et similaires de Salins (22 membres) Siège social : hôtel de ville, SALINS. — [2 juin 1902]. — Syndicat des ouvriers **scieurs** et similaires de Salins (28 membres). Siège social : hôtel de ville, SALINS.

Loire [8 janvier 1903]. — Syndicat des ouvriers immatriculés de la manufacture nationale d'armes de Saint-Étienne (280 membres). Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE. — [13 octobre 1903]. — Association syndicale des employés civils de l'artillerie et du génie du 13^e corps d'armée (22 membres). Siège social : rue de la Préfecture, 27, SAINT-ÉTIENNE. — [4 octobre 1903]. — Syndicat de l'aiguille stéphanoise (**habillement**) [? membres]. Siège social : place de l'Hôtel-de-ville, 8, SAINT-ÉTIENNE. — [4 octobre 1903]. — Syndicat de la soie stéphanoise (? membres). Siège social : place de l'Hôtel-de-ville, 8, SAINT-ÉTIENNE.

Manche [1^{er} octobre 1903]. — Chambre syndicale du **bâtiment** des ouvriers de la ville de Cherbourg (130 membres). Siège social : impasse Dorival, place de La Fontaine, CHERBOURG.

Meuse [18 août 1903]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** et parties similaires d'Olizy (54 membres). Siège social : OLIZY.

Morbihan [16 septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers en régie du **port** de Lorient (320 membres). Siège social : salle du Château-d'Eau, LORIENT.

Nièvre [27 avril 1902]. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Châteauneuf-val-de-Bargès (72 membres). Siège social : CHÂTEAUNEUF-VAL-DE-BARGÈS.

Nord [8 octobre 1903]. — Syndicat de l'union des laborieuses de Bondues (**lingères**) (20 membres). Siège social : ouvroir, rue de Linselles, BONDUES. — [8 octobre 1903]. — Syndicat de l'union **textile** de Bondues (30 membres). Siège social : ouvroir, rue de Linselles, BONDUES. — [31 mai 1903]. — Chambre syndicale ouvrière **textile** et similaire d'Halluin (1,200 membres). Siège social : HALLUIN. — [18 octobre 1903]. — Syndicat des **employés du commerce** et de la région du Nord (45 membres). Siège social : brasserie Faïdherbe, rue de Tournai, 30, LILLE. — [28 octobre 1903]. — Syndicat des **employés** (26 membres). Siège social : rue Descartes, 71, ROUBAIX. — [20 octobre 1903]. — « *L'Étude* », syndicat **textile** (30 membres). Siège social : Maison des œuvres, rue d'Alger, TOURCOING. — [1^{er} octobre 1903]. — Syndicat de l'aiguille de la Croix-Rouge (**tissage**) [30 membres]. Siège social : rue Achille-Testelin, 269, TOURCOING.

Rhône [10 octobre 1903]. — Syndicat de prévoyance des **commissionnaires** de ville et des gares (40 membres). Siège social : café Charreton, place Sathonay, 4, LYON. — [15 mai 1903]. — « *L'Avenir* », Chambre syndicale des garçons **limonadiers**, **restaurateurs**, hôtels et parties similaires de la ville de Lyon (250 membres). Siège social : halle des Cordeliers, LYON.

Haute-Saône [26 juillet 1903]. — Chambre syndicale des **verriers** et similaires réunis de Gouhenans (36 membres). Siège social : mairie, GOUHENANS.

Saône-et-Loire [1^{er} septembre 1903]. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Mâcon et de la région (20 membres). Siège social : Bourse du travail, MÂCON.

Seine [29 octobre 1903]. — Syndicat indépendant des **chansonniers** (9 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS X^e. — [20 octobre 1903]. — Syndicat des **correcteurs** indépendants (8 membres). Siège social : rue des Gravilliers, 19, PARIS III^e. — [1^{er} octobre 1903]. — Chambre syndicale des ouvriers **formiers** en chaussures et parties similaires (91 membres). Siège social : boulevard Magenta, 6, PARIS X^e.

Seine-Inférieure [10 octobre 1903]. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** de Caudebec-lès-Elbeuf (25 membres). Siège social : Bourse du travail, ELBEUF. — [16 juin 1899]. — Chambre syndicale des **manœuvres** et hommes de peine de toutes corporations du Havre (150 membres). Siège social : maison du peuple, rue Lemaistre, 9, LE HAVRE (reconstitution). — [25 octobre 1903]. — Syndicat libre des **typographes** et professions similaires du Havre (25 membres). Siège social : rue Dunié d'Aplemont, 25, LE HAVRE. — [10 octobre 1903]. — Syndicat des ouvriers **électriciens** de l'arrondissement de Rouen (40 membres). Siège social : Bourse du travail : ROUEN.

Vosges [20 avril 1903]. — Chambre syndicale **typographique** de Raon-l'Étape (33 membres). Siège social : rue Jules-Ferry, 46, RAON-L'ÉTAPE.

3° SYNDICAT MIXTE.

Bouches-du-Rhône [19 octobre 1903]. — Syndicat des patrons et employés **sca-**
phandriers français (17 membres). Siège social : place de Lenche, MARSEILLE.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Gironde [2 mai 1903]. — Fédération des syndicats patronaux du Sud-Ouest de la France (**bâtiment**, travaux publics et industries qui s'y rattachent) (17 syndicats adhérents), Siège social : rue Neuve, 24, BORDEAUX.

Seine [3 1878]. — Association générale des **pharmaciens** de France (68 syndicats adhérents). Siège social : rue des Grands-Augustins, 5, PARIS VI°.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône [20 octobre 1903]. — Union fédérative des syndicats ouvriers indépendants des Bouches-du-Rhône (7 syndicats indépendants). Siège social : rue Rouvière, 4, MARSEILLE.

Loire [28 juin 1903]. — Fédération nationale des immatriculés de l'**artillerie** (4 syndicats adhérents). Siège social : hôtel de ville, SAINT-ÉTIENNE.

Seine [9 octobre 1903]. — Office national ouvrier de **statistique** et de placement (43 bourses du travail adhérentes). Siège social : Bourse du travail, PARIS X°.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS OUVRIERS.

Nord [10 juin 1900]. — Chambre syndicale des ouvriers de **brasserie** de Roubaix-Tourcoing (25 membres). Siège social : café de l'Espérance, WASQUEHAL.

Rhône [16 juin 1902]. — Syndicat des ouvriers et employés des **brasseries** de Lyon et de la région (50 membres). Siège social : Bourse du travail, LYON.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

1903

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME X

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1903.

	Pages.
Janvier.....	1
Février.....	81
Mars.....	177
Avril.....	273
Mai.....	
Juin.....	467
Juillet.....	555
Août.....	627
Septembre.....	711
Octobre.....	787
Novembre.....	875
Décembre.....	971

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

I. — Lois, décrets et arrêtés.

1901.

1 ^{er} juillet...	Loi relative au contrat d'association.....	240
16 août....	DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association.....	242

1903.

7 janvier. .	DÉCRET modifiant la composition de la commission de classement des inspecteurs du travail.....	57
26 janvier. .	ARRÊTÉ du Ministre du Commerce instituant une commission pour étudier les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires ou hospitaliers	244
14 mars....	DÉCRET réorganisant le Conseil supérieur du travail.....	332
28 —	DÉCRET rendant exécutoire en Algérie la loi du 18 juillet 1901, garantissant leur emploi et leur travail aux réservistes et territoriaux appelés à une période d'instruction.....	425
31 —	EXTRAIT de la loi de finances, relatif à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	519
5 juillet....	Loi relative à l'apprentissage de la dentelle à la main.....	599
11 —	Loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements commerciaux et les établissements de l'État.....	669
21 —	Loi modifiant l'article 89 de la loi du 31 mars 1903 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	669
14 août....	DÉCRET modifiant le décret du 4 juillet 1902 sur des dérogations à la durée du travail et au repos hebdomadaire	761
2 décembre.	Loi déterminant pour 1903 les conditions d'application des articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	1030
11 —	DÉCRET appliquant à l'Algérie les lois du 7 décembre 1874 et du 19 avril 1898, sur la protection des enfants.....	1031

II. — Circulaires et décisions ministérielles.

1903.

7 janvier...	CIRCULAIRE du Ministre de la Marine au sujet de l'extension de la journée de 8 heures à tous les arsenaux et établissements hors des ports.....	58
12 —	CIRCULAIRE du Ministre de l'Intérieur sur la légalité des syndicats de cantonniers.	239
15 septembre.	CIRCULAIRE du Ministre du Commerce aux inspecteurs du travail, sur l'application du décret du 14 août 1903 concernant les dérogations dans les travaux extérieurs du bâtiment.....	843

15 septembre. CIRCULAIRE du Ministre du Commerce aux inspecteurs du travail sur l'application de la loi du 11 juillet 1903 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements commerciaux de l'Etat.....	843
23 octobre.. CIRCULAIRE du Ministre du Commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail, relative aux déclarations d'accidents pour les chefs d'entreprises commerciales assujetties à la loi du 11 juillet 1903.....	924
21 novembre. DÉCISION du Ministre du Commerce relative à une élection au Conseil supérieur du travail	1031

III. — Rapports.

EXTRAIT du rapport du Ministre du Commerce sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1901	13
--	----

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME X

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1903.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

1° Les actes officiels (français) : Lois, décrets, circulaires ;

2° La jurisprudence française ;

3° Le mouvement social en France ;

4° Le mouvement social et la législation des pays étrangers, ceux-ci classés par ordre alphabétique.

Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles sont classés des faits relatifs à ce pays.

Pages.

Accidents.

ACTES OFFICIELS: Arrêté du 26 janvier 1903 instituant une commission pour étudier les conditions d'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires ou hospitaliers.....	244
Circulaire du Ministre du Commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail, en date du 23 octobre 1903, relative aux déclarations d'accidents par les chefs d'entreprises commerciales assujetties à la loi du 11 juillet 1903.....	924
Loi du 2 décembre 1903 déterminant pour 1903 les conditions d'application des articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	1030
JURISPRUDENCE..... 30, 106, 214, 313, 314, 395, 396, 503, 589, 590, 591 et	833
Les accidents de mer (1900) [Compte rendu intégral].....	24
Les accidents sur les chemins de fer français (1900).....	104
Lois sur la réparation des accidents du travail dans les divers pays.....	285
Statistique des accidents du travail déclarés en 1902 dans les professions soumises à la loi du 9 avril 1898, sauf les mines et les chemins de fer.....	290
Statistique des accidents du travail d'après la jurisprudence (art. 16, loi du 9 avril 1898).....	291
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales (1901).....	293
Les accidents de chaudières et récipients à vapeur (1901).....	296
Les accidents de mer (1901).....	585
ALLEMAGNE : Les accidents dans les mines de Prusse (1901).....	319
BELGIQUE : Statistique des accidents du travail (1901).....	324
ÉTATS-UNIS : La responsabilité des accidents du travail.....	325

	Pages.
GRANDE-BRETAGNE : Les accidents mortels dans l'industrie (1902).....	329
Accidents dans les mines et carrières (1902) [chiffres provisoires].....	756
Accidents dans les mines et carrières (1902) [chiffres définitifs].....	1022
HONGRIE : Les accidents dans les mines et les hauts-fourneaux (1901).....	329
PAYS-BAS : Les accidents du travail (1901).....	331

Acétate de plomb. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Adjudications de travaux publics. — ÉTATS MENSUELS.... 76, 153, 261, 357, 453, 549, 620, 705, 778, 866, 947 et 1053

Alimentation.

Prix au détail de certaines DENRÉES..... 155, 541 et 780
 PRIX COURANTS d'un certain nombre de MARCHANDISES sur la place de Paris :
 ÉTATS MENSUELS : 75, 152, 263, 359, 453, 550, 621, 706, 778, 867, 948 et 1054

Allemagne. — Voir : ACCIDENTS; — ASSURANCES; — CHÔMAGE; — CONSEILS DE PRUD'HOMMES; — DOMESTIQUES; — ENSEIGNEMENT; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — GRÈVES; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL; — OFFICE DU TRAVAIL; — PLACEMENT; — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL; — REVUE DU TRAVAIL; — SECRÉTARIATS OUVRIERS; — STATISTIQUE; — SYNDICATS; — TRAVAIL.

Allumettes. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Anglylostomasie. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Apprentissage. — Voir : DENTELLE.

Assistance. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Assurances. — Voir : ACCIDENTS.

Assurances contre les accidents.

Situation et opérations des Caisses nationales d'assurances en cas de décès et d'accident.....	645
ALLEMAGNE : L'assurance obligatoire contre les accidents (1901).....	316
AUTRICHE : L'assurance obligatoire contre les accidents (1900).....	320

Autorisations de bâtir.

ÉTATS MENSUELS.. 76, 152, 263, 360, 453, 550, 621, 706, 779, 867, 948 et 1054

Autriche. — Voir : ASSURANCES; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — PLACEMENT.

Bâtiment. — Voir : SALAIRES.

Belgique. — Voir : ACCIDENTS; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — INDUSTRIE; — INSPECTION DU TRAVAIL; — PLACEMENT; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Bibliographie.

ÉTATS MENSUELS..... 80, 272, 624, 873 et 970

Bourses du travail. — Voir : SYNDICATS.

Broderie. — Voir : INDUSTRIE.

Budget. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Canada. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE; — GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL.

Caoutchouc. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Céramique. — Voir : SYNDICATS.

Céruse (Blanc de). — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Chambres de travail. — Voir : CONSEILS DE TRAVAIL.

Chaudières. — Voir : ACCIDENTS.

Chemins de fer. — Voir : ACCIDENTS; — EXPLOITATION; — GRÈVES; — RECETTES DES CHEMINS DE FER; — RETRAITES; — SECOURS MUTUELS; — TRANSPORTS.

Chine. — Voir : SALAIRES; — TRAVAIL (CONDITIONS DU).

Chômage.

Les indemnités de chômage de la Fédération du livre (1902).....	485
L'enquête sur les caisses de chômage.....	812
ALLEMAGNE : Les caisses syndicales de chômage pendant le 2 ^e trimestre 1903...	655
L'assurance contre le chômage à Leipzig.....	1010

Chronique législative.

Annexe au <i>Bulletin</i> de janvier.....	III
ÉTATS MENSUELS.....	135, 244, 338, 522, 599, 929 et 1032
L'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables.....	847
Bureaux de placement.....	925
Le budget du commerce.....	927
Interpellation sur la grève d'Armentières.....	928
Conseils de prud'hommes.....	1031

Cigares. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Commerce extérieur.

ÉTATS MENSUELS.	75, 153, 264, 359, 453, 550, 621, 706, 779, 867, 948 et 1054
-----------------	--

Conciliation et arbitrage.

ÉTATS MENSUELS.	10, 90, 186, 284, 380, 478, 566, 638, 722, 798, 886 et 982
La conciliation et l'arbitrage (1901).....	187
(1893-1901).....	197
(1902).....	571
CANADA : Loi du 10 juillet 1903 sur le règlement des conflits ouvriers dans les chemins de fer.....	755
ÉTATS-UNIS : Les conseils de conciliation et d'arbitrage.....	228
GRANDE-BRETAGNE : La conciliation et l'arbitrage (1894-1901).....	232
NOUVELLE-GALLES DU SUD : Application de la loi sur l'arbitrage obligatoire dans l'industrie (1 ^{er} janvier 1902-20 février 1903).....	759

	Pages.
NOUVELLE-ZÉLANDE : Application des lois sur la conciliation et l'arbitrage (1 ^{er} avril 1901-31 mars 1902).....	49
Application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage (étude d'ensemble).....	236
 Congrès. — Voir : CRÉDIT; — SYNDICATS.	
 Conseils de prud'hommes. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.	
Liste des professions justiciables des conseils de prud'hommes.....	489
ALLEMAGNE : Travaux des conseils de prud'hommes (1901).....	592
 Conseils du travail.	
PAYS-BAS : Les chambres du travail (1902).....	128
 Conseil supérieur du travail.	
ACTES OFFICIELS : Décret du 14 mars 1903, réorganisant le Conseil supérieur du travail.....	332
Décision du Ministre du commerce, du 21 novembre 1903, relative à une élection au Conseil supérieur du travail.....	1031
Conditions des élections au Conseil supérieur du travail (1903).....	381
Élections au Conseil supérieur du travail (représentants des conseils de prud'hommes; des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures; des syndicats ouvriers; de la fédération des Bourses; des associations ouvrières de production).....	567
Avis sur le scrutin de ballottage.....	587
Élections de ballottage.....	639
Ordre du jour de la session du 9 novembre 1903.....	811
Séance de novembre 1903.....	985
ITALIE : Règlement du 29 janvier 1903, sur l'organisation du conseil supérieur du travail.....	416
 Consommation. — Voir : SYNDICATS.	
 Contrat agraire.	
ITALIE : Projet de loi sur le contrat agraire.....	513
 Contrat d'association.	
ACTES OFFICIELS : Loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association.....	240
Décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour la loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association.....	242
 Contrat de travail.	
ITALIE : Projet de loi sur le contrat de travail.....	513
 Coopération.	
JURISPRUDENCE.....	390
GRANDE-BRETAGNE : Les coopératives de production (1901).....	513
ITALIE : Statistique des coopératives.....	513
PAYS-BAS : Statistique coopérative.....	518
SUISSE : Les sociétés coopératives de consommation.....	423
 Couleurs de plomb. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.	

Crédit. — Voir : SYNDICATS.

Le XII^e congrès du crédit populaire et agricole..... 26

Danemark. — Voir : GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL

Délai-congé.

JURISPRUDENCE..... 1005
Les usages en matière de délai-congé..... 308
L'enquête sur le délai-congé..... 824

Dentelle. — Voir : INDUSTRIE.

ACTE OFFICIEL : Loi du 5 juillet 1903 relative à l'apprentissage de la dentelle à la main..... 599

Domestiques.

ALLEMAGNE : Loi du 26 juillet 1903 sur la situation juridique des domestiques en Alsace-Lorraine..... 1013

Durée du travail. — Voir : FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES).

ACTES OFFICIELS : Circulaire du Ministre de la Marine, en date du 7 janvier 1903, au sujet de l'extension de la journée de huit heures à tous les arsenaux et établissements hors des ports..... 58
Décret du 14 août 1903 modifiant le décret du 4 juillet 1902, sur des dérogations à la durée du travail et au repos hebdomadaire..... 761
Le repos de l'après-midi du samedi..... 204
L'enquête sur la réglementation de la durée du travail dans les transports, chemins de fer exceptés..... 826
Bordereaux de durée du travail (1902)..... 888
AUTRICHE : Les prolongations de la durée du travail dans les établissements industriels en fabriques (1902)..... 752
BELGIQUE : La durée du travail dans l'industrie et les mines..... 34
GRANDE-BRETAGNE : Modifications dans la durée du travail (1902)..... 595
PAYS-BAS : La durée du travail dans les travaux de l'État (1899)..... 419
SUISSE : Loi du 19 décembre 1902 sur la durée du travail dans les entreprises de transports et de communications..... 133
Le repos de l'après-midi du samedi..... 238

Électricité. — Voir : INDUSTRIE.

Enfants. — Voir : FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES).

Enseignement.

ALLEMAGNE : L'enseignement technique en Prusse..... 1010

Épargne.

Opérations des caisses d'épargne ordinaires (1901)..... 192
Mouvement général de l'épargne (1901)..... 194
Situation provisoire des caisses d'épargne ordinaires (1902)..... 196

Espagne. — Voir : RÉFORMES SOCIALES; — SYNDICATS; — TRAVAIL (CONDITIONS DU).

États-Unis. — Voir : ACCIDENTS; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — GRÈVES; — INDUSTRIE; — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS; — TRAVAIL.

Faillites et liquidations judiciaires. — ÉTATS MENSUELS : 76, 152, 263, 360, 453, 550, 621, 706, 779, 867, 948 et 1054

Femmes et enfants (Travail des).

JURISPRUDENCE.....	742
Rapport sur l'application, en 1902, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes et de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail des adultes.....	799 et 896
ALLEMAGNE : Loi du 30 mars 1903 sur le travail des jeunes enfants dans les exploitations industrielles.....	399
ITALIE : Règlement du 29 janvier 1903, concernant la loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants.....	840
NEW-HAMPSHIRE : Loi du 7 mars 1901 sur le travail des enfants.....	47

Fermeture des magasins et boutiques.

JURISPRUDENCE.....	28
SUD-AUSTRALIE : Application des lois sur la fermeture des boutiques (1 ^{er} janvier 1901-22 mai 1902).....	53

Filés, poils d'animaux, déchets et chiffons. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Grande-Bretagne. — Voir : ACCIDENTS; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — COOPÉRATION; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES; — PERSONNEL; — PRODUCTION; — RECENSEMENT; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES; — SYNDICATS.

Grèves et lock-outs. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

JURISPRUDENCE.....	650 et 1006
ÉTATS MENSUELS des grèves :	
En FRANCE.....	9, 89, 183, 282, 378, 473, 561, 633, 720, 793, 883 et 977
En ALLEMAGNE.....	32, 108, 216, 316, 397, 505, 592, 654, 744, 835, 909 et 1009
En AUTRICHE.....	33, 111, 216, 406, 508, 593, 658, 752, 914 et 1017
En BELGIQUE.....	33, 34, 112, 218, 324, 407, 509, 594, 658, 754, 838, 920 et 1017
Au CANADA.....	39, 115, 223, 325, 409, 594, 755, 838, 921 et 1019
En GRANDE-BRETAGNE.....	42, 118, 233, 328, 416, 511, 595, 663, 756, 839, 923 et 1022
Les grèves (1901).....	187
Les grèves (1902).....	571
La grève des tisseurs d'Armentières et de la région.....	892
ALLEMAGNE : Les grèves et lock-outs (1902).....	505
AUTRICHE : Grèves et lock-outs (1901).....	216
BELGIQUE : Les grèves (1896-1900).....	659
CANADA : Loi du 18 juillet 1900 sur les conflits ouvriers.....	224
Les grèves en 1901 et 1902.....	225
Loi du 10 juillet 1903 sur le règlement des conflits ouvriers dans les chemins de fer.....	755
DANEMARK : Grèves et lock-outs (1901).....	116
ÉTATS-UNIS : Rapport de la commission d'arbitrage pour la grève de Pensylvanie.....	410
GRANDE-BRETAGNE : Les grèves et lock-outs (1902).....	663
HONGRIE : Les grèves en 1901.....	46
MASSACHUSETTS : Les grèves pendant le troisième trimestre 1902.....	126
NEW-YORK (ÉTAT DE) : Les grèves pendant le troisième trimestre 1902.....	48
PAYS-BAS : Grèves et lock-outs (1901).....	129
Les grèves d'Amsterdam et la grève générale des industries des transports (1903).....	513
Loi du 11 avril 1903 sur les grèves, la création d'une brigade des chemins de fer et une enquête concernant les agents de chemins de fer.....	517

	Pages.
VICTORIA : Grève des mécaniciens, chauffeurs et ouvriers des chemins de fer de l'État.....	667
Loi du 22 mai 1903 sur les grèves des ouvriers des chemins de fer..	669
Habitations.	
Les habitations à bon marché (1902).....	480
Hongrie. — Voir : ACCIDENTS; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — STATISTIQUE.	
Houillères. — Voir : RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.	
Hygiène et sécurité.	
ACTES OFFICIELS: Extrait du rapport du Ministre du Commerce au Président de la République, en date du 16 novembre 1902, sur l'application en 1901 des lois concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.	13
Loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements commerciaux et les établissements de l'État.....	669
Circulaire du Ministre du commerce aux inspecteurs du travail, du 15 septembre 1903, sur l'application de la loi du 11 juillet 1903 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements commerciaux et de l'État.....	843
JURISPRUDENCE.....	588
L'ankylostomiasis des mineurs.....	385
Emploi des peintures et matières plombiques dans les arsenaux et établissements de la marine.....	640
XI ^e congrès international d'hygiène et de démographie.....	738
Résultats des expériences comparatives de peintures au blanc de céruse et au blanc de zinc.....	995
ALLEMAGNE: La «fièvre de la fonte».....	109
Loi du 10 mai 1903, interdisant l'emploi du phosphore dans la fabrication des allumettes chimiques.....	505
Décision du Conseil fédéral, en date du 24 avril 1903, prorogeant l'ordonnance du 8 juillet 1893 sur les manufactures de cigares..	505
Décision <i>dito</i> en ce qui concerne les fabriques de couleurs plombiques et d'acétate de plomb.....	505
Arrêté de Leipzig, en date du 15 juillet 1903, contre les maladies du plomb.....	750
Ordonnance du 26 mai 1903 sur l'installation et l'exploitation des fabriques de couleurs et autres produits plombiques.....	835
GRANDE-BRETAGNE : Les maladies professionnelles (1899-1901).....	42
Règlement du 19 juin 1903 sur la taille des limes à la main	839
LUXEMBOURG : Loi du 15 juin 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs des fabriques et établissements industriels.....	1029
Industrie. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; — STATISTIQUE.	
L'industrie minérale en France (1901).....	388
Application de l'électricité à l'industrie à domicile dans la région de Saint-Étienne (1894-1902).....	830
Enquête parlementaire sur l'industrie textile.....	992
BELGIQUE : L'industrie de la dentelle et de la broderie sur tulle.....	112
ÉTATS-UNIS : Le développement industriel (1850-1900).....	39
L'enquête industrielle de la Commission Mosely..	576
MASSACHUSETTS : Le personnel employé dans l'industrie (1900).....	126
Inspection du travail. — Voir : TRAVAIL (CONDITIONS DU).	
ACTE OFFICIEL: Décret du 7 janvier 1903 modifiant la composition de la Commission de classement des inspecteurs du travail.....	57

	Pages.
JURISPRUDENCE.....	105
ALLEMAGNE : L'inspection ouvrière des mines de Saarbrück.....	108
L'inspection du travail en Wurtemberg (1902).....	654
AUTRICHE : L'inspection du travail (1902).....	914
BELGIQUE : L'inspection du travail (1901).....	407
L'inspection du travail (1902).....	1018
DANEMARK : Inspection des fabriques (1901-1902).....	1020
HONGRIE : L'inspection du travail (1901).....	45
PAYS-BAS : L'inspection des fabriques (1901).....	518
SUD-AUSTRALIE : L'inspection des fabriques (1901).....	54

Italie. — Voir : CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL; — CONTRAT AGRAIRE; — CONTRAT DE TRAVAIL; — COOPÉRATION; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — OFFICE DU TRAVAIL.

Japon. — Voir : SALAIRES; — TRAVAIL (CONDITIONS DU).

Jurisprudence. — Voir : ACCIDENTS; — COOPÉRATION; — DÉLAI CONGÉ; — FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — FERMETURE DES MAGASINS; — GRÈVES; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL; — LOUAGE DE SERVICES; — SYNDICATS.

Limes (Taille des). — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Louage de services.

JURISPRUDENCE..... 312, 743, 907 et 908

Luxembourg. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Maladies. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Les indemnités de maladie de la Fédération du livre (1902)..... 485

Massachusetts. — Voir : GRÈVES; — INDUSTRIE; — REVUE DU TRAVAIL.

Mastics plombiques. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Métaux. — Voir : SYNDICATS.

Mines. Mineurs. — Voir : ACCIDENTS; — DURÉE DU TRAVAIL; — INDUSTRIE; — INSPECTION DU TRAVAIL; — RETRAITES.

Mouvement syndical. — Voir : SYNDICATS.

New-Hampshire (État de). — Voir : FEMMES ET ENFANTS (TRAVAIL DES); — STATISTIQUE.

New-York (Etat de). — Voir : GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Nouvelle - Galles du Sud. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Nouvelle-Zélande. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Offices du travail.

ALLEMAGNE : L'office central du travail de Wurtemberg (1901)..... 32

ITALIE : Règlement du 29 janvier 1903 sur l'organisation de l'Office du travail.. 417

Participation aux bénéfices.

GRANDE-BRETAGNE : La participation aux bénéfices (1902)..... 923

Pays-Bas. — Voir : ACCIDENTS; — CONSEILS DU TRAVAIL; — COOPÉRATION; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES; — INSPECTION DU TRAVAIL; — SALAIRES; — STATISTIQUE.

Peintures. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Pensions. — Voir : RETRAITES.

Personnel.

GRANDE-BRETAGNE : Personnel des mines et carrières (1902) [Chiffres provisoires] 756
Personnel des mines et carrières (1902) [Chiffres définitifs] 1022.

Phosphore. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Placement. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

PLACEMENT GRATUIT..... 156, 443, 542, 688 et 949
ALLEMAGNE : Placement gratuit.. 31, 108, 215, 315, 397, 504, 592, 654.
744, 835, 909 et 1009
AUTRICHE : Placement gratuit.... 33, 111, 216, 406, 508, 593, 658, 751,
914 et 1017
BELGIQUE : Placement gratuit..... 33, 34, 111, 218, 323, 406, 509,
594, 658, 754, 837, 920 et 1017

Plomb. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Production. — Voir : SYNDICATS.

GRANDE-BRETAGNE : Production des mines et carrières (1902)..... 756

Protection du travail.

ACTES OFFICIELS : Décret du 28 mars 1903 rendant exécutoire en Algérie la loi du 18 juillet 1901, garantissant leur emploi et leur travail aux réservistes et territoriaux appelés à une période d'instruction..... 425
Décret du 11 décembre 1903, appliquant à l'Algérie les lois du 7 décembre 1874 et du 19 avril 1898, sur la protection des enfants..... 1031
Réunion de la Commission de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (septembre 1903)..... 736

Recensement.

GRAN

Recettes des chemins de fer.

États mensuels : 76, 152; 263, 360, 453; 550; 621,

Réformes sociales.

ESPAGNE : Création d'un Institut officiel des réformes sociales..... 510

Réglementation du travail.

ALLEMAGNE : Ordonnance du 30 janvier 1903 sur la fabrication d'objets spéciaux en caoutchouc..... 397
Ordonnance du 27 février 1903 sur l'emploi de jeunes ouvriers au traitement de filés, poils d'animaux, déchets ou chiffons..... 398
Ordonnance du 24 mars 1903 sur l'emploi de jeunes ouvriers dans les houillères de Prusse, de Bade et d'Alsace-Lorraine..... 398

Repos. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL.

Retraites.

ACTES OFFICIELS : Extrait de la loi de finances du 31 mars 1903 relatif à l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	519
Loi du 21 juillet 1903, modifiant l'article 89 de la loi du 31 mars 1903 sur l'amélioration des retraites des ouvriers mineurs.....	669
Situation et opérations de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse	644
Caisses de pensions des agents des chemins de fer français (31 décembre 1900).	103

Revue du travail.

Le *Bulletin* contient chaque mois une *Revue du travail* en France et aussi, d'ordinaire, en Allemagne, en Belgique, au Canada et en Grande-Bretagne.

Pour la France, cette *Revue* se compose :

- 1° D'une situation générale;
- 2° De l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants;
- 3° Des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

REVUE DU TRAVAIL.											
DATE	MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	France.					Canada.	États- Unis.	New- York (État de).	Grande- Bretagne.	Massa- chusetts.
		Situation générale.	Renseignements		Alle- magne.	Bel- gique.					
des	Bulletins.		des associa- tions patro- nales.	des associa- tions ou- vrières.							
		Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.	Pages.
Janvier.	Déc. 1902	2	58	62	31	„	38 ⁽¹⁾	„	48 ⁽¹²⁾	42	„
Février.	Janv. 1903	82	136	140	108	„	115 ⁽²⁾	„	„	117	125 ⁽³⁾
Mars ..	Février...	178	245	249	215	323	223 ⁽⁴⁾	„	„	232	„
Avril ..	Mars	274	339	344	315	406	325 ⁽⁵⁾	„	„	328	„
Mai ...	Avril	370	425	430	396	509	409 ⁽⁶⁾	„	„	416	„
Juin ...	Mai	468	523	527	504	594	594 ⁽⁷⁾	„	„	511	„
Juillet.	Juin	556	602	606	592	658	„	„	„	595	„
Août ..	Juillet...	628	671	675	654	„	„	„	„	663	„
Sept...	Août	712	761	766	744	„	754 ⁽⁸⁾	„	„	756	„
Octobre	Septembre	788	849	853	835	„	838 ⁽⁹⁾	„	„	838	„
Nov...	Octobre..	876	930	933	909	„	920 ⁽¹⁰⁾	„	„	923	„
Déc...	Nov.....	971	1035	1038	1009	„	1019 ⁽¹¹⁾	1021 ⁽¹³⁾	„	1022	„

- | | | |
|------|--|---------|
| (1) | Revue du travail en novembre | } 1902. |
| (2) | décembre | |
| (3) | du 1 ^{er} mai au 31 octobre 1902. | |
| (4) | janvier | } 1903. |
| (5) | février | |
| (6) | mars | |
| (7) | mai | |
| (8) | juillet | |
| (9) | août | |
| (10) | septembre | |
| (11) | octobre | |
| (12) | pendant le 3 ^e trimestre 1902. | |
| (13) | en août, septembre et octobre 1903. | |

Salaires.

Les salaires du bâtiment dans le département du Nord (1902).....	304
Bordereaux de salaires (1902).....	888
BELGIQUE : Statistique des salaires (1896).....	219
CHINE : Salaires à Shanghai et Hong-Kong.....	921
GRANDE-BRETAGNE : Modifications dans les salaires (1902).....	595
JAPON : Salaires des ouvriers indigènes.....	1028
PAYS-BAS : Les salaires dans les travaux de l'Etat (1899).....	419
SUD-AUSTRALIE : Les salaires courants à la fin de 1901 dans certaines catégories d'industries.....	

Secours mutuels.

Caisses de secours des agents des chemins de fer français (31 décembre 1900) ..	103
---	-----

Secrétariats ouvriers.

ALLEMAGNE : Les secrétariats ouvriers (1902).....	911
---	-----

Statistique. — Voir : SALAIRES.

ALLEMAGNE : Règlement intérieur du Conseil de la statistique ouvrière.....	110
HONGRIE : Statistique industrielle et ouvrière (1901).....	1027
NEW-HAMPSHIRE : Statistiques industrielles (1901).....	236
PAYS-BAS : Revue du Bureau central de statistique.....	127
SUÈDE : Le nouveau Bulletin de statistique ouvrière.....	1030
SUISSE : Statistique des industries (1901).....	131

Subventions. — Voir : SYNDICATS.

Sud-Australie. — Voir : FERMETURE DES MAGASINS ; — INSPECTION DU TRAVAIL ; — SALAIRES.

Suède. — Voir : STATISTIQUE.

Suisse. — Voir : COOPÉRATION ; — DURÉE DU TRAVAIL ; — STATISTIQUE.

Syndicats.

ACTE OFFICIEL : Circulaire du Ministre de l'intérieur, en date du 12 janvier 1903, sur la légalité des syndicats de cantonniers.....	239
JURISPRUDENCE.....	29, 212, 393, 588, 649 et 741
ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical. 77, 172, 265, 361, 455, 551, 622, 707, 781, 868, 966 et.....	1055
Les syndicats professionnels, industriels et commerciaux, les unions de syndicats et les bourses du travail (1902).....	93
Subventions accordées aux associations ouvrières de production sur le budget 1902.....	383
Les associations professionnelles ouvrières dans les métaux, la céramique et la verrerie.....	584
Les syndicats professionnels, les unions de syndicats et les bourses du travail (1903).....	723
Les associations ouvrières de production, de consommation et de crédit au 31 juillet 1903.....	731
Congrès nationaux des syndicats patronaux et ouvriers (1902).....	996
ALLEMAGNE : Le mouvement syndical (1902).....	744
Les unions locales de syndicats (1902).....	909
ESPAGNE : Le mouvement syndical jusqu'en octobre 1902.....	116

	Pages.
ÉTATS-UNIS : Le mouvement syndical.....	413
GRANDE-BRETAGNE : Les trades-unions et leurs fédérations en 1901.....	119
36 ^e congrès des trades-unions.....	1023
NEW-YORK (ÉTAT DE) : Le mouvement syndical au 30 septembre 1902.....	48

Textiles. — Voir : INDUSTRIE.

Tisseurs. — Voir : GRÈVES.

Transports. — Voir : DURÉE DU TRAVAIL; GRÈVES.

Situation des chemins de fer du monde au 31 décembre 1900.....	101
--	-----

Travail.

ALLEMAGNE : Annonce de la publication du <i>Reichsarbeitsblatt</i>	320
ÉTATS-UNIS : Création d'un ministère du commerce et du travail.....	511

Travail (Conditions du).

ACTE OFFICIEL : Circulaire du Ministre du commerce aux inspecteurs du travail, du 15 septembre 1903, sur l'application du décret du 14 août 1903 c térieurs du bâtiment.....	843
Application des décrets relatifs aux conditions du travail dans les marchés de tra- vaux publics des départements et des communes.....	297
ESPAGNE : Conditions du travail pour les Français employés dans ce pays.....	832
CHINE : Conditions du travail des ouvriers indigènes à Shangai et Hong-Kong..	921
JAPON : Conditions du travail des indigènes.....	1028

Verrerie. — Voir : SYNDICATS.

Victoria. — Voir : GRÈVES.

Vieillesse. — Voir : RETRAITES.

Voyage.

Les indemnités de voyage de la Fédération du livre.....	485
---	-----

Zinc (Blanc de). — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.